

Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761114705247>

AZPN
XB
BS6



114

2nd SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

2^e SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

Bill 51

Projet de loi 51

**An Act to amend the
Employment Standards Act, 2000 and
the Public Service of Ontario Act, 2006
with respect to the disclosure
of specified information relating
to children and services
in respect of children**

**Loi modifiant la
Loi de 2000 sur les normes d'emploi
et la Loi de 2006 sur la fonction
publique de l'Ontario en ce qui a trait
à la divulgation de renseignements
précisés concernant les enfants
et les services à leur intention**

Miss M. Taylor

M^{lle} M. Taylor

Private Member's Bill

Projet de loi de député

1st Reading October 25, 2016
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

1^{re} lecture 25 octobre 2016
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Employment Standards Act, 2000* to provide protection for an employee against reprisal in situations where the employee takes steps in relation to reporting under section 72 of the *Child and Family Services Act* a suspicion that a child is in need of protection.

Part VI of the *Public Service of Ontario Act, 2006* establishes a scheme under which public servants may disclose wrongdoing. The Bill amends the Act to provide that specified persons who perform professional or official duties with respect to children are public servants for the purposes of that Part of the Act. The Bill also extends the protection against reprisals to circumstances where a public servant has disclosed information in relation to the *Provincial Advocate for Children and Youth Act, 2007*.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi* afin de protéger les employés contre les représailles lorsqu'ils prennent des mesures pour faire part, en application de l'article 72 de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*, de leurs soupçons quant au besoin de protection d'un enfant.

La partie VI de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario* établit une procédure qui permet aux fonctionnaires de divulguer des actes répréhensibles. Le projet de loi modifie la Loi afin de prévoir que les personnes précisées qui exercent des fonctions professionnelles ou officielles en ce qui concerne des enfants sont des fonctionnaires pour l'application de la partie VI. Par ailleurs, le projet de loi étend la protection contre les représailles aux circonstances dans lesquelles un fonctionnaire a divulgué des renseignements en rapport avec la *Loi de 2007 sur l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes*.

**An Act to amend the
Employment Standards Act, 2000 and
the Public Service of Ontario Act, 2006
with respect to the disclosure
of specified information relating
to children and services
in respect of children**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

EMPLOYMENT STANDARDS ACT, 2000

1. Section 74 of the *Employment Standards Act, 2000* is amended by adding the following subsection:

Same — report to children's aid society

(1.1) No employer or person acting on behalf of an employer shall intimidate, dismiss or otherwise penalize an employee or threaten to do so because the employee took any of the following actions in relation to the duty to report under section 72 of the *Child and Family Services Act*:

1. The employee sought advice about making a report.
2. The employee made a report.
3. The employee co-operated in a process relating to making a report.
4. The employee acted in compliance with that section.
5. The employee sought enforcement of that section.

PUBLIC SERVICE OF ONTARIO ACT, 2006

2. (1) Subsection 2 (1) of the *Public Service of Ontario Act, 2006* is amended by adding the following definition:

“child and family service provider” means a Director, provincial director or service provider as those terms are defined in subsection 3 (1) of the *Child and Family Services Act*; (“fournisseur de services à l'enfance et à la famille”)

(2) The definition of “public body” in subsection 2 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

**Loi modifiant la
Loi de 2000 sur les normes d'emploi
et la Loi de 2006 sur la fonction
publique de l'Ontario en ce qui a trait
à la divulgation de renseignements
précisés concernant les enfants
et les services à leur intention**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

LOI DE 2000 SUR LES NORMES D'EMPLOI

1. L'article 74 de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : rapport à une société d'aide à l'enfance

(1.1) Nul employeur ni quiconque agissant pour son compte ne doit intimider, congédier ou pénaliser un employé, ni menacer de le faire, pour le motif que l'employé a pris l'une ou l'autre des mesures suivantes relativement au devoir de faire rapport prévu à l'article 72 de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille* :

1. L'employé a demandé des conseils quant à la présentation d'un rapport.
2. L'employé a présenté un rapport.
3. L'employé a collaboré à un processus lié à la présentation d'un rapport.
4. L'employé a agi conformément à cet article.
5. L'employé a cherché à faire respecter cet article.

**LOI DE 2006 SUR LA FONCTION PUBLIQUE
DE L'ONTARIO**

2. (1) Le paragraphe 2 (1) de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario* est modifié par adjonction de la définition suivante :

«fournisseur de services à l'enfance et à la famille» Directeur, directeur provincial ou fournisseur de services au sens que donne à ces termes le paragraphe 3 (1) de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*. («child and family service provider»)

(2) La définition de «organisme public» au paragraphe 2 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

“public body” means,

- (a) for the purposes of all Parts other than Part VI, a body that is prescribed as a public body under clause 8 (1.1) (a) of this Act, and
- (b) for the purposes of Part VI, means,
 - (i) a body that is prescribed as a public body under clause 8 (1.1) (a) of this Act, and
 - (ii) a child and family service provider; (“organisme public”)

(3) Subsection 2 (2) of the Act is amended by adding “Subject to subsection (2.1)” at the beginning.

(4) Section 2 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same — Part VI

(2.1) In addition to the persons who are public servants under subsection (2), every employee, director, officer, member, partner or sole proprietor of a child and family service provider is a public servant for the purposes of Part VI.

3. Subsection 139 (1) of the Act is amended by adding the following clauses:

- (c.1) sought advice about making a disclosure or made a disclosure that resulted in or may have resulted in the Provincial Advocate for Children and Youth carrying out functions or exercising powers under the *Provincial Advocate for Children and Youth Act, 2007*;
- (c.2) made a disclosure under the *Provincial Advocate for Children and Youth Act, 2007*;

Commencement

4. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

5. The short title of this Act is the *Disclosure of Information Relating to the Protection of Children Act, 2016*.

«organisme public» S’entend de ce qui suit :

- a) pour l’application de toutes les parties sauf la partie VI, un organisme prescrit comme organisme public en vertu de l’alinéa 8 (1.1) a) de la présente loi;
- b) pour l’application de la partie VI :
 - (i) un organisme prescrit comme organisme public en vertu de l’alinéa 8 (1.1) a) de la présente loi,
 - (ii) un fournisseur de services à l’enfance et à la famille. («public body»)

(3) Le paragraphe 2 (2) de la Loi est modifié par insertion de «Sous réserve du paragraphe (2.1),» au début du paragraphe.

(4) L’article 2 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : partie VI

(2.1) Outre les personnes qui sont des fonctionnaires aux termes du paragraphe (2), chaque employé, directeur, dirigeant, membre, associé ou propriétaire unique d’un fournisseur de services à l’enfance et à la famille est un fonctionnaire pour l’application de la partie VI.

3. Le paragraphe 139 (1) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- c.1) demandé des conseils quant à une divulgation ou a fait une divulgation, ce qui a eu ou a pu avoir comme résultat que l’intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes a exercé des pouvoirs ou des fonctions prévus par la *Loi de 2007 sur l’intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes*;
- c.2) a fait une divulgation en application de la *Loi de 2007 sur l’intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes*;

Entrée en vigueur

4. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

5. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2016 sur la divulgation de renseignements concernant la protection des enfants*.

CAZON
XB
B66



2ND SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

2^e SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

Bill 52

**An Act to proclaim
the month of October
Hindu Heritage Month**

Mr. J. Dickson

Private Member's Bill

1st Reading October 25, 2016
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 52

**Loi proclamant le mois d'octobre
Mois du patrimoine hindou**

M. J. Dickson

Projet de loi de député

1^{re} lecture 25 octobre 2016
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

This Bill proclaims the month of October of each year to be Hindu Heritage Month.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi proclame le mois d'octobre de chaque année Mois du patrimoine hindou.

An Act to proclaim the month of October Hindu Heritage Month

Preamble

Ontario is home to a large and vibrant Hindu community. Since the first Hindu immigrants arrived in Canada at the beginning of the 20th century, Hindu Canadians from across Ontario have made significant contributions across all fields: science, education, medicine, law, politics, business, culture and sports. Hindu Canadians have helped build Ontario into the multicultural success story that it is and have helped to build this province into the best place to live, work and raise families. They continue to help foster growth, prosperity and innovation throughout Ontario.

October is an important month for Hindu culture. Each year, three significant celebratory festivals that members of the Hindu community celebrate occur in or around October. These festivals include, Navratri, a devotional festival celebrated over nine nights; Diwali, the festival of lights and the New Year in some Hindu traditions; and the Durga Puja, a festival commemorating the victory of good over evil.

By proclaiming the month of October as Hindu Heritage Month, the Province of Ontario recognizes the important contributions that Hindu Canadians have made to Ontario's social, economic, political and cultural fabric. Hindu Heritage Month is an opportunity to remember, celebrate and educate future generations about Hindu Canadians and the important role that they have played and continue to play in communities across Ontario.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Hindu Heritage Month

1. The month of October in each year is proclaimed as Hindu Heritage Month.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Hindu Heritage Month Act, 2016*.

Loi proclamant le mois d'octobre Mois du patrimoine hindou

Préambule

La communauté hindoue est une communauté très importante et active en Ontario. Depuis l'arrivée des premiers immigrants hindous au Canada au début du 20^e siècle, les Canadiens hindous font en Ontario des contributions notables dans tous les domaines : les sciences, l'éducation, la médecine, le droit, la politique, les affaires, la culture et les sports. Les Canadiens hindous aident à faire de notre province un modèle de réussite multiculturelle et le meilleur endroit où vivre, travailler et élever une famille. Ils ne cessent de contribuer à la croissance, à la prospérité et à l'innovation en Ontario.

Le mois d'octobre est important dans la culture hindoue. En effet, chaque année les membres de la communauté hindoue célèbrent trois grands festivals vers le mois d'octobre. Il s'agit de Navratri, fête dévotionnelle qui se célèbre durant neuf nuits; Diwali, fête des lumières et de la nouvelle année dans certaines traditions hindoues; et Durga Puja, festival qui marque le triomphe du bien sur le mal.

En proclamant de mois d'octobre Mois du patrimoine hindou, la province de l'Ontario reconnaît l'importante contribution que les Canadiens hindous ont apportée au tissu économique, social, politique et culturel de l'Ontario. Le Mois du patrimoine hindou est l'occasion de se souvenir des Canadiens hindous, de célébrer le rôle qu'ils ont joué et continuent de jouer dans les collectivités ontariennes et d'en transmettre l'importance aux générations à venir.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Mois du patrimoine hindou

1. Le mois d'octobre de chaque année est proclamé Mois du patrimoine hindou.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2016 sur le Mois du patrimoine hindou*.

CA 2016
XB
BS6



2ND SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

2^e SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

Bill 53

An Act to amend the Liquor Control Act

Co-sponsors:

Ms S. Jones
Mr. A. Potts
Mr. W. Gates

Private Members' Bill

1st Reading October 25, 2016
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 53

Loi modifiant la Loi sur les alcools

Coparrains :

M^{me} S. Jones
M. A. Potts
M. W. Gates

Projet de loi de députés

1^{re} lecture 25 octobre 2016
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Liquor Control Act* so that the mark-up or tax that the Liquor Control Board of Ontario imposes on the sale of any class or type of Ontario cider, including craft cider, whether at a government store or otherwise, does not exceed the mark-up or tax that the Board imposes on the sale of any class or type of beer, including craft beer, whether at a government store or otherwise.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi sur les alcools* afin que la marge bénéficiaire ou la taxe que la Régie des alcools de l'Ontario impose sur la vente de toute catégorie ou de tout type de cidre de l'Ontario, notamment le cidre artisanal, dans les magasins du gouvernement ou ailleurs, ne dépasse pas la marge bénéficiaire ou la taxe qu'elle impose sur la vente de toute catégorie ou de tout type de bière, notamment la bière artisanale, dans de tels magasins ou ailleurs.

An Act to amend the Liquor Control Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 3 of the *Liquor Control Act* is amended by adding the following subsections:

Definitions

(1.2) In this subsection and subsections (1.3) and (1.4),

“cider” means cider as described in section B.02.120 of the *Food and Drug Regulations* made under the *Food and Drugs Act* (Canada) and the cider-like beverage made from the fermented juice of pears known as perry; (“cidre”)

“Ontario cider” means cider produced in Ontario from apples or other fruit grown in Ontario. (“cidre de l’Ontario”)

Limit on mark-up or tax on sale of cider

(1.3) Despite anything in subsection (1) or the regulations made under this Act, the Board shall not impose any mark-up or tax on the sale of any class or type of Ontario cider, whether at a government store or otherwise, that exceeds the mark-up or tax that the Board imposes on the sale of any class or type of beer, whether at a government store or otherwise.

No liability to pay

(1.4) No person is liable to pay any portion of a mark-up or tax on the sale of Ontario cider, whether at a government store or otherwise, that the Board imposes in contravention of subsection (1.3).

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Growing Ontario’s Craft Cider Industry Act, 2016*.

Loi modifiant la Loi sur les alcools

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. L’article 3 de la *Loi sur les alcools* est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Définitions

(1.2) Les définitions qui suivent s’appliquent au présent paragraphe et aux paragraphes (1.3) et (1.4).

«cidre» Cidre selon la description figurant à l’article B.02.120 du *Règlement sur les aliments et drogues* pris en vertu de la *Loi sur les aliments et drogues* (Canada) ainsi que la boisson du même genre faite avec du jus fermenté de poire et appelée poiré. («cider»)

«cidre de l’Ontario» Cidre produit en Ontario à partir de pommes ou d’autres fruits cultivés en Ontario («Ontario cider»).

Plafond : marge bénéficiaire et taxe sur la vente de cidre

(1.3) Malgré le paragraphe (1) ou les règlements d’application de la présente loi, la Régie ne doit pas imposer sur la vente de toute catégorie ou de tout type de cidre de l’Ontario, dans les magasins du gouvernement ou ailleurs, une marge bénéficiaire ou une taxe qui dépasse celle qu’elle impose sur la vente de toute catégorie ou de tout type de bière dans de tels magasins ou ailleurs.

Aucune obligation de payer

(1.4) Nul n’est obligé de payer une quelconque portion de la marge bénéficiaire ou de la taxe sur la vente de cidre de l’Ontario, dans les magasins du gouvernement ou ailleurs, que la Régie impose contrairement au paragraphe (1.3).

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2016 sur la croissance de l’industrie du cidre artisanal de l’Ontario*.

AZON
B
56



2ND SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

2^e SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

Bill 54

**An Act to amend
the Home Care and
Community Services Act, 1994
in respect of funded services
for new residents**

Mrs. L. Gretzky

Private Member's Bill

1st Reading October 25, 2016
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 54

**Loi modifiant la Loi de 1994
sur les services de soins à domicile
et les services communautaires
en ce qui concerne les services
financés pour les nouveaux résidents**

M^{me} L. Gretzky

Projet de loi de député

1^{re} lecture 25 octobre 2016
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



**An Act to amend
the Home Care and
Community Services Act, 1994
in respect of funded services
for new residents**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Part XI of the *Home Care and Community Services Act, 1994* is amended by adding the following section:

New residents

57.1 A person who takes up residence in Ontario immediately after residing in another province or territory of Canada where he or she was insured under a publicly funded health care insurance plan shall not be denied funded services under this Act on the basis of having recently taken up residence, despite any waiting period that would otherwise apply.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Home Care and Community Services Amendment Act (Dan's Law)*, 2016.

EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Home Care and Community Services Act, 1994*. The Bill is about people who have public health insurance in another province or territory and then move to Ontario. They will not be subject to a waiting period for publicly funded home care and community services under the Act.

**Loi modifiant la Loi de 1994
sur les services de soins à domicile
et les services communautaires
en ce qui concerne les services
financés pour les nouveaux résidents**

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. La partie XI de la *Loi de 1994 sur les services de soins à domicile et les services communautaires* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Nouveaux résidents

57.1 La personne qui établit sa résidence en Ontario immédiatement après avoir résidé dans une autre province ou un territoire du Canada où elle était assurée dans le cadre d'un régime d'assurance-santé financé par des fonds publics ne doit pas se voir refuser des services financés en application de la présente loi au motif qu'elle a récemment établi sa résidence, malgré toute période d'attente qui s'appliquerait par ailleurs.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2016 modifiant la Loi sur les services de soins à domicile et les services communautaires (Loi Dan)*.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi de 1994 sur les services de soins à domicile et les services communautaires*. Ce projet de loi traite des personnes qui sont couvertes par l'assurance-santé d'une autre province ou d'un territoire et qui déménagent en Ontario. Elles ne seront pas assujetties à une période d'attente avant d'être admissibles aux services de soins à domicile et aux services communautaires financés par des fonds publics aux termes de la Loi.



2ND SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

2^e SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

Bill 55

**An Act to proclaim
Remembrance Week
and to provide for the observance of
Remembrance Day**

Co-sponsors:
Mr. J. Wilson
Mr. J. Fraser
Ms C. DiNovo

Private Members' Bill

1st Reading October 27, 2016
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 55

**Loi proclamant
la semaine du Souvenir
et prévoyant l'observation
du jour du Souvenir**

Coparrains :
M. J. Wilson
M. J. Fraser
M^{me} C. DiNovo

Projet de loi de députés

1^{re} lecture 27 octobre 2016
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale

EXPLANATORY NOTE

The Bill expands the scope of the *Remembrance Day Observance Act, 1997* to proclaim the week preceding Remembrance Day in each year as Remembrance Week.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi étend la portée de la *Loi de 1997 sur l'observation du jour du Souvenir* afin de proclamer la semaine précédant le jour du Souvenir de chaque année comme semaine du Souvenir.

**An Act to proclaim
Remembrance Week
and to provide for the observance of
Remembrance Day**

Preamble

Remembrance Day commemorates the armistice signed to end the First World War at 11:00 a.m. on November 11, 1918, being the 11th hour of the 11th day of the 11th month of that year.

The people of Ontario must never forget the extraordinary courage and profound sacrifice made by the men and women who bravely and unselfishly gave their lives for Canada in wars and in peace support operations. As a gesture of respect for them, it is appropriate to proclaim the week preceding Remembrance Day in each year as Remembrance Week and to unite in honouring their memory by observing two minutes of silence on Remembrance Day itself.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Remembrance Week

1. The seven-day period in each year that begins on November 5 and ends at the end of November 11 is proclaimed as Remembrance Week.

Remembrance Day observance

2. (1) Subject to subsection (2), at 11 a.m. on each Remembrance Day, the people of Ontario shall pause and observe two minutes of silence in honour of those who died serving their country in wars and in peacekeeping efforts.

Voluntary compliance

(2) The silence can only be achieved through voluntary observance and through our collective desire to remember.

Suggestions for observing the silence

(3) The following are suggestions for ways to promote the observance of the silence:

1. We can participate in a traditional Remembrance Day service at a war memorial or cenotaph.
2. If driving, we can pull our vehicles to the side of the road and sit quietly.

**Loi proclamant
la semaine du Souvenir
et prévoyant l'observation
du jour du Souvenir**

Préambule

Le jour du Souvenir commémore l'armistice mettant fin à la Première Guerre mondiale qui a été signé à 11 h, le 11 novembre 1918, soit à la 11^e heure du 11^e jour du 11^e mois de cette année-là.

La population de l'Ontario ne doit jamais oublier le courage extraordinaire ni l'ultime sacrifice des hommes et des femmes qui ont courageusement et généreusement donné leur vie pour le Canada au cours de guerres et de missions de soutien de la paix. Afin de marquer notre respect à leur égard, il convient de proclamer la semaine précédant le jour du Souvenir de chaque année comme semaine du Souvenir et d'honorer leur mémoire en observant tous ensemble deux minutes de silence chaque jour du Souvenir.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Semaine du Souvenir

1. La période de sept jours qui, chaque année, commence le 5 novembre et se termine à la fin de la journée du 11 novembre est proclamée semaine du Souvenir.

Observation du jour du Souvenir

2. (1) Sous réserve du paragraphe (2), chaque jour du Souvenir, à 11 h, la population de l'Ontario fait une pause et observe deux minutes de silence en l'honneur des hommes et des femmes qui sont morts au service de leur pays, dans des guerres ou des missions de maintien de la paix.

Observation volontaire

(2) Seuls l'observation volontaire et notre désir collectif de nous souvenir permettent de respecter la période de silence.

Suggestions

(3) Les mesures suivantes sont des suggestions visant à promouvoir l'observation de la période de silence :

1. Nous pouvons participer à un service traditionnel du jour du Souvenir à un monument aux morts ou à un cenotaphe.
2. Si nous sommes au volant, nous pouvons arrêter notre véhicule sur le bord de la route et nous recueillir.

3. We can announce the silence on the public address systems of our places of business and of our institutions.
4. We can gather in common areas of our places of business and of our institutions.
5. We can briefly shut down our assembly lines.
6. We can hold Remembrance Day assemblies in our schools, colleges and universities.
7. We can hold Remembrance Day services in our places of worship.

Repeal

3. The *Remembrance Day Observance Act, 1997* is repealed.

Commencement

4. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

5. The short title of this Act is the *Remembrance Week Act, 2016*.

3. Nous pouvons annoncer la période de silence par haut-parleur dans nos bureaux et nos établissements.
4. Nous pouvons nous rassembler dans des aires communes dans nos bureaux et nos établissements.
5. Nous pouvons arrêter temporairement le travail à la chaîne.
6. Nous pouvons nous réunir en l'honneur du jour du Souvenir dans nos écoles, collèges et universités.
7. Nous pouvons célébrer un service dans nos lieux de culte pour marquer le jour du Souvenir.

Abrogation

3. La *Loi de 1997 sur l'observation du jour du Souvenir* est abrogée.

Entrée en vigueur

4. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

5. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2016 sur la semaine du Souvenir*.



2ND SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

2^e SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

Bill 55

*(Chapter 21
Statutes of Ontario, 2016)*

**An Act to proclaim
Remembrance Week
and to provide for the observance of
Remembrance Day**

Co-sponsors:
Mr. J. Wilson
Mr. J. Fraser
Ms C. DiNovo



1st Reading	October 27, 2016
2nd Reading	November 2, 2016
3rd Reading	November 2, 2016
Royal Assent	November 2, 2016

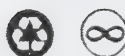
Projet de loi 55

*(Chapitre 21
Lois de l'Ontario de 2016)*

**Loi proclamant
la semaine du Souvenir
et prévoyant l'observation
du jour du Souvenir**

Coparrains :
M. J. Wilson
M. J. Fraser
M^{me} C. DiNovo

1 ^{re} lecture	27 octobre 2016
2 ^e lecture	2 novembre 2016
3 ^e lecture	2 novembre 2016
Sanction royale	2 novembre 2016



EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 55 and does not form part of the law. Bill 55 has been enacted as Chapter 21 of the Statutes of Ontario, 2016.

The Bill expands the scope of the *Remembrance Day Observation Act, 1997* to proclaim the week preceding Remembrance Day in each year as Remembrance Week.

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 55, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 55 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 21 des Lois de l'Ontario de 2016.

Le projet de loi étend la portée de la *Loi de 1997 sur l'observation du jour du Souvenir* afin de proclamer la semaine précédant le jour du Souvenir de chaque année comme semaine du Souvenir.

**An Act to proclaim
Remembrance Week
and to provide for the observance of
Remembrance Day**

Preamble

Remembrance Day commemorates the armistice signed to end the First World War at 11:00 a.m. on November 11, 1918, being the 11th hour of the 11th day of the 11th month of that year.

The people of Ontario must never forget the extraordinary courage and profound sacrifice made by the men and women who bravely and unselfishly gave their lives for Canada in wars and in peace support operations. As a gesture of respect for them, it is appropriate to proclaim the week preceding Remembrance Day in each year as Remembrance Week and to unite in honouring their memory by observing two minutes of silence on Remembrance Day itself.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Remembrance Week

1. The seven-day period in each year that begins on November 5 and ends at the end of November 11 is proclaimed as Remembrance Week.

Remembrance Day observance

2. (1) Subject to subsection (2), at 11 a.m. on each Remembrance Day, the people of Ontario shall pause and observe two minutes of silence in honour of those who died serving their country in wars and in peacekeeping efforts.

Voluntary compliance

(2) The silence can only be achieved through voluntary observance and through our collective desire to remember.

Suggestions for observing the silence

(3) The following are suggestions for ways to promote the observance of the silence:

1. We can participate in a traditional Remembrance Day service at a war memorial or cenotaph.
2. If driving, we can pull our vehicles to the side of the road and sit quietly.

**Loi proclamant
la semaine du Souvenir
et prévoyant l'observation
du jour du Souvenir**

Préambule

Le jour du Souvenir commémore l'armistice mettant fin à la Première Guerre mondiale qui a été signé à 11 h, le 11 novembre 1918, soit à la 11^e heure du 11^e jour du 11^e mois de cette année-là.

La population de l'Ontario ne doit jamais oublier le courage extraordinaire ni l'ultime sacrifice des hommes et des femmes qui ont courageusement et généreusement donné leur vie pour le Canada au cours de guerres et de missions de soutien de la paix. Afin de marquer notre respect à leur égard, il convient de proclamer la semaine précédant le jour du Souvenir de chaque année comme semaine du Souvenir et d'honorer leur mémoire en observant tous ensemble deux minutes de silence chaque jour du Souvenir.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Semaine du Souvenir

1. La période de sept jours qui, chaque année, commence le 5 novembre et se termine à la fin de la journée du 11 novembre est proclamée semaine du Souvenir.

Observation du jour du Souvenir

2. (1) Sous réserve du paragraphe (2), chaque jour du Souvenir, à 11 h, la population de l'Ontario fait une pause et observe deux minutes de silence en l'honneur des hommes et des femmes qui sont morts au service de leur pays, dans des guerres ou des missions de maintien de la paix.

Observation volontaire

(2) Seuls l'observation volontaire et notre désir collectif de nous souvenir permettent de respecter la période de silence.

Suggestions

(3) Les mesures suivantes sont des suggestions visant à promouvoir l'observation de la période de silence :

1. Nous pouvons participer à un service traditionnel du jour du Souvenir à un monument aux morts ou à un cénotaphe.
2. Si nous sommes au volant, nous pouvons arrêter notre véhicule sur le bord de la route et nous recueillir.

3. We can announce the silence on the public address systems of our places of business and of our institutions.
4. We can gather in common areas of our places of business and of our institutions.
5. We can briefly shut down our assembly lines.
6. We can hold Remembrance Day assemblies in our schools, colleges and universities.
7. We can hold Remembrance Day services in our places of worship.

Repeal

3. The *Remembrance Day Observance Act, 1997* is repealed.

Commencement

4. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

5. The short title of this Act is the *Remembrance Week Act, 2016*.

3. Nous pouvons annoncer la période de silence par haut-parleur dans nos bureaux et nos établissements.
4. Nous pouvons nous rassembler dans des aires communes dans nos bureaux et nos établissements.
5. Nous pouvons arrêter temporairement le travail à la chaîne.
6. Nous pouvons nous réunir en l'honneur du jour du Souvenir dans nos écoles, collèges et universités.
7. Nous pouvons célébrer un service dans nos lieux de culte pour marquer le jour du Souvenir.

Abrogation

3. La *Loi de 1997 sur l'observation du jour du Souvenir* est abrogée.

Entrée en vigueur

4. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

5. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2016 sur la semaine du Souvenir*.



2ND SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

2^e SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

Bill 56

**An Act to proclaim
the month of November
Hindu Heritage Month**

Mr. J. Dickson

Private Member's Bill

1st Reading November 1, 2016
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 56

**Loi proclamant
le mois de novembre
Mois du patrimoine hindou**

M. J. Dickson

Projet de loi de député

1^{re} lecture 1^{er} novembre 2016
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill proclaims the month of November in each year to be Hindu Heritage Month.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi proclame le mois de novembre de chaque année Mois du patrimoine hindou.

**An Act to proclaim
the month of November
Hindu Heritage Month**

**Loi proclamant
le mois de novembre
Mois du patrimoine hindou**

Preamble

Ontario is home to a large and vibrant Hindu community. Since the first Hindu immigrants arrived in Canada at the beginning of the 20th century, Hindu Canadians from across Ontario have made significant contributions across all fields: science, education, medicine, law, politics, business, culture and sports. Hindu Canadians have helped build Ontario into the multicultural success story that it is and have helped to build this province into the best place to live, work and raise families. They continue to help foster growth, prosperity and innovation throughout Ontario.

“Deepawali” or “Diwali” is the biggest of all celebratory festivals that members of the Hindu community celebrate. It falls in either November or October each year, depending on the cycle of the moon. It’s observed on the 15th day of Kartik, the holiest month in the Hindu lunar calendar. Diwali commemorates the victory of good over evil. In addition, during this time of the year, Hindus also celebrate other significant festivals such as Navratri and Durga Puja.

By proclaiming the month of November as Hindu Heritage Month, the Province of Ontario recognizes the important contributions that Hindu Canadians have made to Ontario’s social, economic, political and cultural fabric. Hindu Heritage Month is an opportunity to remember, celebrate and educate future generations about Hindu Canadians and the important role that they have played and continue to play in communities across Ontario.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Hindu Heritage Month

1. The month of November in each year is proclaimed as Hindu Heritage Month.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Hindu Heritage Month Act, 2016*.

Préambule

La communauté hindoue est une communauté très importante et active en Ontario. Depuis l’arrivée des premiers immigrants hindous au Canada au début du 20^e siècle, les Canadiens hindous font en Ontario des contributions notables dans tous les domaines : les sciences, l’éducation, la médecine, le droit, la politique, les affaires, la culture et les sports. Les Canadiens hindous contribuent à faire de notre province un modèle de réussite multiculturelle et le meilleur endroit où vivre, travailler et élever une famille. Ils ne cessent de contribuer à la croissance, à la prospérité et à l’innovation en Ontario.

«Dipavali» ou «Divali» est la plus grande de toutes les fêtes que célèbrent les membres de la communauté hindoue. Elle tombe en novembre ou en octobre de chaque année, suivant le cycle de la lune. On la célèbre le 15^e jour du mois de Kartik, le mois le plus religieux du calendrier lunaire hindou. Divali commémore le triomphe du bien sur le mal. Les Hindous célèbrent également d’autres fêtes importantes à ce moment de l’année, notamment Navratri et Durga Puja.

En proclamant le mois de novembre Mois du patrimoine hindou, la province de l’Ontario reconnaît l’importante contribution que les Canadiens hindous ont apportée au tissu social, économique, politique et culturel de l’Ontario. Le Mois du patrimoine hindou est l’occasion de se souvenir des Canadiens hindous, de célébrer le rôle qu’ils ont joué et continuent de jouer dans les collectivités ontariennes et d’en transmettre l’importance aux générations à venir.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

Mois du patrimoine hindou

1. Le mois de novembre de chaque année est proclamé Mois du patrimoine hindou.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2016 sur le Mois du patrimoine hindou*.

CP 30N
AB
B56



Government
Publications

2ND SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

2^e SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

Bill 56

*(Chapter 35
Statutes of Ontario, 2016)*

**An Act to proclaim
the month of November
Hindu Heritage Month**

Mr. J. Dickson

1st Reading	November 1, 2016
2nd Reading	November 3, 2016
3rd Reading	December 5, 2016
Royal Assent	December 8, 2016

Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 56

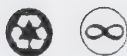
*(Chapitre 35
Lois de l'Ontario de 2016)*

**Loi proclamant
le mois de novembre
Mois du patrimoine hindou**

M. J. Dickson

1 ^{re} lecture	1 ^{er} novembre 2016
2 ^e lecture	3 novembre 2016
3 ^e lecture	5 décembre 2016
Sanction royale	8 décembre 2016

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 56 and does not form part of the law. Bill 56 has been enacted as Chapter 35 of the Statutes of Ontario, 2016.

The Bill proclaims the month of November in each year to be Hindu Heritage Month.

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 56, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 56 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 35 des Lois de l'Ontario de 2016.

Le projet de loi proclame le mois de novembre de chaque année Mois du patrimoine hindou.

An Act to proclaim the month of November Hindu Heritage Month

Preamble

Ontario is home to a large and vibrant Hindu community. Since the first Hindu immigrants arrived in Canada at the beginning of the 20th century, Hindu Canadians from across Ontario have made significant contributions across all fields: science, education, medicine, law, politics, business, culture and sports. Hindu Canadians have helped build Ontario into the multicultural success story that it is and have helped to build this province into the best place to live, work and raise families. They continue to help foster growth, prosperity and innovation throughout Ontario.

“Deepawali” or “Diwali” is the biggest of all celebratory festivals that members of the Hindu community celebrate. It falls in either November or October each year, depending on the cycle of the moon. It’s observed on the 15th day of Kartik, the holiest month in the Hindu lunar calendar. Diwali commemorates the victory of good over evil. In addition, during this time of the year, Hindus also celebrate other significant festivals such as Navratri and Durga Puja.

By proclaiming the month of November as Hindu Heritage Month, the Province of Ontario recognizes the important contributions that Hindu Canadians have made to Ontario’s social, economic, political and cultural fabric. Hindu Heritage Month is an opportunity to remember, celebrate and educate future generations about Hindu Canadians and the important role that they have played and continue to play in communities across Ontario.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Hindu Heritage Month

1. The month of November in each year is proclaimed as Hindu Heritage Month.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Hindu Heritage Month Act, 2016*.

Loi proclamant le mois de novembre Mois du patrimoine hindou

Préambule

La communauté hindoue est une communauté très importante et active en Ontario. Depuis l’arrivée des premiers immigrants hindous au Canada au début du 20^e siècle, les Canadiens hindous font en Ontario des contributions notables dans tous les domaines : les sciences, l’éducation, la médecine, le droit, la politique, les affaires, la culture et les sports. Les Canadiens hindous contribuent à faire de notre province un modèle de réussite multiculturelle et le meilleur endroit où vivre, travailler et élever une famille. Ils ne cessent de contribuer à la croissance, à la prospérité et à l’innovation en Ontario.

«Dipavali» ou «Divali» est la plus grande de toutes les fêtes que célèbrent les membres de la communauté hindoue. Elle tombe en novembre ou en octobre de chaque année, suivant le cycle de la lune. On la célèbre le 15^e jour du mois de Kartik, le mois le plus religieux du calendrier lunaire hindou. Divali commémore le triomphe du bien sur le mal. Les Hindous célèbrent également d’autres fêtes importantes à ce moment de l’année, notamment Navratri et Durga Puja.

En proclamant le mois de novembre Mois du patrimoine hindou, la province de l’Ontario reconnaît l’importante contribution que les Canadiens hindous ont apportée au tissu social, économique, politique et culturel de l’Ontario. Le Mois du patrimoine hindou est l’occasion de se souvenir des Canadiens hindous, de célébrer le rôle qu’ils ont joué et continuent de jouer dans les collectivités ontariennes et d’en transmettre l’importance aux générations à venir.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

Mois du patrimoine hindou

1. Le mois de novembre de chaque année est proclamé Mois du patrimoine hindou.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2016 sur le Mois du patrimoine hindou*.



2ND SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

2^e SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

Bill 57

**An Act to enshrine
Katelynn's Principle
as the guiding principle
for decisions regarding children**

Miss M. Taylor

Private Member's Bill

1st Reading November 2, 2016
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

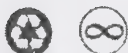
Projet de loi 57

**Loi visant à faire du
Principe de Katelynn
le principe directeur des décisions
concernant des enfants**

M^{lle} M. Taylor

Projet de loi de député

1^{re} lecture 2 novembre 2016
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill enacts the *Katelynn's Principle Act (Decisions Affecting Children), 2016*. The Act requires that any person making a decision under Ontario legislation affecting children must apply Katelynn's Principle when making the decision.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi édicte la *Loi de 2016 sur le Principe de Katelynn (décisions concernant des enfants)*. La Loi exige que toute personne qui prend une décision concernant des enfants en application de la législation ontarienne applique le Principe de Katelynn lors de la prise de décision.

**An Act to enshrine
Katelynn's Principle
as the guiding principle
for decisions affecting children**

**Loi visant à faire du
Principe de Katelynn
le principe directeur des décisions
concernant des enfants**

Preamble

Katelynn Sampson was seven years old when she died from being brutally abused over many months by her legal guardians. Many factors contributed to Katelynn's vulnerable situation and to her case not being addressed by authorities.

The jury in the coroner's inquest into the death of Katelynn Sampson made 173 recommendations for preventing another tragic death. The first recommendation, referred to as Katelynn's Principle, places children at the centre of decisions affecting them. The jury requested that all parties to the Coroner's Inquest ensure that Katelynn's Principle apply to all services, policies, legislation and decision-making affecting children.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Definition

1. In this Act,

“child” means a person under the age of eighteen years.

Application

2. This Act applies with respect to any person's power or duty to make decisions under Ontario legislation affecting children, including decisions relating to,

- (a) child welfare services within the meaning of the *Child and Family Services Act*;
- (b) the justice system; and
- (c) the education system.

Katelynn's Principle

3. The following principles, collectively known as Katelynn's Principle, shall be applied in making a decision affecting a child:

- 1. The child must be at the centre of the decision.
- 2. The child is an individual with rights. The child must always be seen, the child's voice must be heard, and the child must be listened to and respected.

Préambule

Katelynn Sampson avait sept ans lorsqu'elle est décédée après avoir été cruellement maltraitée pendant de nombreux mois par ses tuteurs légaux. Un grand nombre de facteurs ont contribué à la vulnérabilité de la situation de Katelynn et au fait que les autorités ne se sont pas occupées de son cas.

Dans le cadre de l'enquête du coroner sur la mort de Katelynn Sampson, le jury a émis 173 recommandations pour empêcher une autre mort tragique. La première recommandation, appelée Principe de Katelynn, place les enfants au centre des décisions qui les concernent. Le jury a demandé que toutes les parties à l'enquête veillent à ce que le Principe de Katelynn s'applique à tous les services et à toutes les politiques, lois et décisions qui concernent des enfants.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Définition

1. La définition qui suit s'applique à la présente loi.

«enfant» Personne ayant moins de dix-huit ans.

Champ d'application

2. La présente loi s'applique à l'égard du pouvoir ou de l'obligation de toute personne de prendre des décisions concernant des enfants en application de la législation ontarienne, notamment des décisions se rapportant à ce qui suit :

- a) les services de bien-être de l'enfance au sens de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*;
- b) le système judiciaire;
- c) le système d'éducation.

Principe de Katelynn

3. Les principes suivants, collectivement désignés sous le nom de Principe de Katelynn, s'appliquent à la prise de décisions qui concernent des enfants :

- 1. L'enfant doit être au centre de la décision.
- 2. L'enfant est une personne qui a des droits. Il doit toujours être pris en compte. Il doit être entendu et il doit être respecté.

3. The child's heritage must be taken into consideration and respected. Attention must be paid to the broad and diverse communities the child identifies with, including communities defined by matters such as race, ethnicity, religion, language, and sexual orientation.
4. Actions must be taken to ensure that a child who is capable of forming their own views is able to express those views freely and safely about matters affecting them.
5. The child's views must be given due weight in accordance with the child's age and maturity.
6. In accordance with the child's age and maturity, the child must be given the opportunity to participate before any decisions affecting the child are made, whether the participation is direct or through a support person or representative.
7. In accordance with the child's age and maturity, the child must be engaged through honest and respectful dialogue about how and why decisions affecting them are made.
8. Every person who provides services to children or services affecting children is a child advocate. Advocacy may be a child's lifeline and it must occur from the point of first contact and on a continuous basis thereafter.

Commencement

4. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

5. The short title of this Act is the *Katelynn's Principle Act (Decisions Affecting Children), 2016*.

3. Le patrimoine culturel de l'enfant doit être pris en considération et respecté. Une attention particulière doit être accordée aux vastes et diverses collectivités auxquelles s'identifie l'enfant, notamment celles qui sont définies entre autres par la race, l'origine ethnique, la religion, la langue et l'orientation sexuelle.
4. Des mesures doivent être prises pour faire en sorte que l'enfant capable de former son propre point de vue sur les questions qui le concernent puisse l'exprimer librement et en toute sécurité.
5. L'opinion de l'enfant doit être prise en considération conformément à son âge et à sa maturité.
6. Selon son âge et sa maturité, l'enfant doit avoir la possibilité de participer aux discussions précédant la prise d'une décision qui le concerne, que ce soit directement ou par l'intermédiaire d'une personne de soutien ou d'un représentant.
7. Selon son âge et sa maturité, l'enfant doit pouvoir participer à un dialogue honnête et respectueux sur la façon dont les décisions qui le concernent sont prises et pour quels motifs.
8. Quiconque fournit des services à des enfants ou des services qui touchent des enfants est un défenseur des droits de l'enfant. Ces services de défense peuvent sauver la vie d'un enfant. Ils doivent être fournis dès le premier contact et continuellement par la suite.

Entrée en vigueur

4. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

5. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2016 sur le Principe de Katelynn (décisions concernant des enfants)*.



2ND SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

2^e SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

Bill 58

**An Act to amend various Acts
with respect to delegated
administrative authorities**

Mr. J. McDonell

Private Member's Bill

1st Reading November 2, 2016
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 58

**Loi modifiant diverses lois
en ce qui concerne les organismes
d'application déléguaires**

M. J. McDonell

Projet de loi de député

1^{re} lecture 2 novembre 2016
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

Currently under the *Condominium Act, 1998*, the *Condominium Management Services Act, 2015*, the *Delegated Administrative Authorities Act, 2012* and the *Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996*, the Lieutenant Governor in Council can delegate the administration of the Act or certain specified Acts to an administrative authority. In addition, under each of the *Ontario New Home Warranties Plan Act*, the *Ontario Underground Infrastructure Notification System Act, 2012*, the *Technical Standards and Safety Act, 2000* and the *Vintners Quality Alliance Act, 1999*, there is an administrative authority responsible for administering the Act. The Bill deals with all of those administrative authorities. Currently the Minister responsible for administering each Act can appoint one or more members to the board of directors of the administrative authority. The Bill transfers that power to the Lieutenant Governor in Council. The Bill also requires that the Auditor General do an annual audit of the accounts and financial transactions of each administrative authority.

The Bill amends the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* to make administrative authorities institutions that are subject to the Act.

The Bill makes the *Ombudsman Act* and the disclosure requirements in the *Public Sector Salary Disclosure Act, 1996* applicable to administrative authorities.

NOTE EXPLICATIVE

À l'heure actuelle, la *Loi de 1998 sur les condominiums*, la *Loi de 2015 sur les services de gestion de condominiums*, la *Loi de 2012 sur les organismes d'application délégués* et la *Loi de 1996 sur l'application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux consommateurs* prévoient que le lieutenant-gouverneur en conseil peut déléguer l'application de la Loi ou de certaines lois précisées à un organisme d'application. En outre, dans le cadre de la *Loi sur le Régime de garanties des logements neufs de l'Ontario*, de la *Loi de 2012 sur un système d'information sur les infrastructures souterraines en Ontario*, de la *Loi de 2000 sur les normes techniques et la sécurité* et de la *Loi de 1999 sur la société appelée Vintners Quality Alliance*, il existe déjà un organisme d'application chargé d'appliquer la Loi. Le projet de loi traite de tous ces organismes d'application. Le ministre chargé de l'application de chaque loi peut actuellement nommer un ou plusieurs membres au conseil d'administration de l'organisme d'application. Le projet de loi fait passer ce pouvoir au lieutenant-gouverneur en conseil. Le projet de loi exige de plus que le vérificateur général effectue chaque année une vérification des comptes et des opérations financières de chaque organisme d'application.

Le projet de loi modifie la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* afin d'y assujettir les organismes d'application.

Le projet de loi assujettit les organismes d'application à la *Loi sur l'ombudsman* et aux exigences en matière de divulgation prévues par la *Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public*.

**An Act to amend various Acts
with respect to delegated
administrative authorities**

**Loi modifiant diverses lois
en ce qui concerne les organismes
d'application déléguaires**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

CONDOMINIUM ACT, 1998

1. (1) The following provisions of section 1.10 of the *Condominium Act, 1998* are amended by striking out “Minister” wherever that expression appears and substituting in each case “Lieutenant Governor in Council”:

1. Subsection (1).
2. Subsection (2).
3. Subsection (3), in the portion before clause (a).

(2) The English version of clause 1.10 (3) (b) of the Act is amended by striking out “Minister” and substituting “Lieutenant Governor in Council”.

(3) Section 1.10 of the Act is amended by adding the following subsection:

Transition

(4) The appointment of all members that the Minister has appointed to the board of directors of the condominium authority before the day the *Delegated Administrative Authorities Accountability and Transparency Act, 2016* received Royal Assent is revoked 30 days after that day.

(4) Subsection (3) applies only if subsection (1) comes into force before the day section 2 of Schedule 1 to the *Protecting Condominium Owners Act, 2015* comes into force.

2. Section 1.11 of the Act is amended by striking out “The Minister” and substituting “The Lieutenant Governor in Council”.

3. Paragraph 3 of subsection 1.15 (2) of the Act is amended by striking out “by the Minister” at the end and substituting “under section 1.10”.

4. Subsection 1.21 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Audit

(1) The accounts and financial transactions of the condominium authority shall be audited annually by the Au-

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

LOI DE 1998 SUR LES CONDOMINIUMS

1. (1) Les dispositions suivantes de l'article 1.10 de la *Loi de 1998 sur les condominiums* sont modifiées par remplacement de «ministre» par «lieutenant-gouverneur en conseil» partout où figure ce mot :

1. Le paragraphe (1).
2. Le paragraphe (2).
3. Le paragraphe (3), dans le passage qui précède l'alinéa a).

(2) La version anglaise de l'alinéa 1.10 (3) b) de la Loi est modifiée par remplacement de «Minister» par «Lieutenant Governor in Council».

(3) L'article 1.10 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Disposition transitoire

(4) La nomination de tous les membres du conseil d'administration de l'autorité nommés par le ministre avant le jour où la *Loi de 2016 sur la responsabilisation et la transparence des organismes d'application déléguaires* a reçu la sanction royale est révoquée 30 jours après ce jour.

(4) Le paragraphe (3) ne s'applique que si le paragraphe (1) entre en vigueur avant le jour de l'entrée en vigueur de l'article 2 de l'annexe 1 de la *Loi de 2015 sur la protection des propriétaires de condominiums*.

2. L'article 1.11 de la Loi est modifié par remplacement de «Le ministre peut, par arrêté,» par «Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret,» au début de l'article.

3. La disposition 3 du paragraphe 1.15 (2) de la Loi est modifiée par remplacement de «par le ministre» par «en vertu de l'article 1.10» à la fin de la disposition.

4. Le paragraphe 1.21 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Vérification

(1) Les comptes et les opérations financières de l'autorité sont vérifiés chaque année par le vérificateur

ditor General and the costs of the audit shall be paid out of the funds of the authority.

CONDOMINIUM MANAGEMENT SERVICES ACT, 2015

5. (1) The following provisions of section 11 of the *Condominium Management Services Act, 2015* are amended by striking out “Minister” wherever that expression appears and substituting in each case “Lieutenant Governor in Council”:

1. Subsection (1).
2. Subsection (2).
3. Subsection (3), in the portion before clause (a).

(2) The English version of clause 11 (3) (b) of the Act is amended by striking out “Minister” and substituting “Lieutenant Governor in Council”.

(3) Section 11 of the Act is amended by adding the following subsection:

Transition

(4) The appointment of all members that the Minister has appointed to the board of directors of the administrative authority before the day the *Delegated Administrative Authorities Accountability and Transparency Act, 2016* received Royal Assent is revoked 30 days after that day.

(4) Subsection (3) applies only if subsection (1) comes into force before the day section 11 of Schedule 2 to the *Protecting Condominium Owners Act, 2015* comes into force.

6. Section 12 of the Act is amended by striking out “Minister” and substituting “Lieutenant Governor in Council”.

7. Paragraph 3 of subsection 15 (2) of the Act is amended by striking out “by the Minister” at the end and substituting “under section 11”.

8. Subsection 22 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Audit

(1) The accounts and financial transactions of the administrative authority shall be audited annually by the Auditor General and the costs of the audit shall be paid out of the funds of the authority.

DELEGATED ADMINISTRATIVE AUTHORITIES ACT, 2012

9. (1) Section 24 of the *Delegated Administrative Authorities Act, 2012* is repealed and the following substituted:

Board appointments by LG in C

24. (1) The Lieutenant Governor in Council may appoint one or more members to the board of directors of a delegated administrative authority for a term specified in the appointment.

général et les coûts de la vérification sont payés par prélèvement sur les fonds de l'autorité.

LOI DE 2015 SUR LES SERVICES DE GESTION DE CONDOMINIUMS

5. (1) Les dispositions suivantes de l'article 11 de la *Loi de 2015 sur les services de gestion de condominiums* sont modifiées par remplacement de «ministre» par «lieutenant-gouverneur en conseil» partout où figure ce mot :

1. Le paragraphe (1).
2. Le paragraphe (2).
3. Le paragraphe (3), dans le passage qui précède l'alinéa a).

(2) La version anglaise de l'alinéa 11 (3) b) de la Loi est modifiée par remplacement de «Minister» par «Lieutenant Governor in Council».

(3) L'article 11 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Disposition transitoire

(4) La nomination de tous les membres du conseil d'administration de l'organisme d'application nommés par le ministre avant le jour où la *Loi de 2016 sur la responsabilisation et la transparence des organismes d'application délégués* a reçu la sanction royale est révoquée 30 jours après ce jour.

(4) Le paragraphe (3) ne s'applique que si le paragraphe (1) entre en vigueur avant le jour de l'entrée en vigueur de l'article 11 de l'annexe 2 de la *Loi de 2015 sur la protection des propriétaires de condominiums*.

6. L'article 12 de la Loi est modifié par remplacement de «Le ministre peut, par arrêté,» par «Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret,» au début de l'article.

7. La disposition 3 du paragraphe 15 (2) de la Loi est modifiée par remplacement de «par le ministre» par «en vertu de l'article 11» à la fin de la disposition.

8. Le paragraphe 22 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Vérification

(1) Les comptes et les opérations financières de l'organisme d'application sont vérifiés chaque année par le vérificateur général et les coûts de la vérification sont payés par prélèvement sur les fonds de l'organisme.

LOI DE 2012 SUR LES ORGANISMES D'APPLICATION DÉLÉGATAIRES

9. (1) L'article 24 de la *Loi de 2012 sur les organismes d'application délégués* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Nominations au conseil d'administration par le lieutenant-gouverneur en conseil

24. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un ou plusieurs membres au conseil d'administration d'un organisme d'application délégué pour le mandat précisé dans l'acte de nomination.

Majority

(2) The number of members appointed by the Lieutenant Governor in Council shall not be a majority of the board.

Composition

(3) The members appointed by the Lieutenant Governor in Council may include representatives of the public, consumer groups, business, government organizations and such other interests as the Lieutenant Governor in Council determines.

(2) Section 24 of the Act is amended by adding the following subsection:

Transition

(4) The appointment of all members that the responsible Minister has appointed to the board of directors of a delegated administrative authority before the day the *Delegated Administrative Authorities Accountability and Transparency Act, 2016* received Royal Assent is revoked 30 days after that day.

(3) Subsection (2) applies only if subsection (1) comes into force before the day section 24 of Schedule 11 to the *Strong Action for Ontario Act (Budget Measures), 2012* comes into force.

10. Section 25 of the Act is repealed and the following substituted:

Change in number of directors

25. The Lieutenant Governor in Council may, by order, increase or decrease the number of members of the board of a delegated administrative authority.

11. Paragraph 3 of subsection 30 (2) of the Act is amended by striking out “by the responsible Minister” at the end and substituting “under section 24”.

12. Subsection 37 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Audit

(1) The accounts and financial transactions of a delegated administrative authority shall be audited annually by the Auditor General and the costs of the audit shall be paid out of the funds of the authority.

FREEDOM OF INFORMATION AND PROTECTION OF PRIVACY ACT

13. (1) Subsection 2 (1) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* is amended by adding the following definition:

“delegated administrative authority” means,

- (a) a designated administrative authority within the meaning of the *Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996*,

Majorité

(2) Les membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil ne doivent pas constituer la majorité du conseil d'administration.

Composition

(3) Les membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil peuvent comprendre des représentants du public, de groupes de consommateurs, du monde des affaires, d'organismes gouvernementaux et des autres groupes d'intérêts qu'il précise.

(2) L'article 24 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Disposition transitoire

(4) La nomination de tous les membres du conseil d'administration d'un organisme d'application délégué nommés par le ministre responsable avant le jour où la *Loi de 2016 sur la responsabilisation et la transparence des organismes d'application délégués* a reçu la sanction royale est révoquée 30 jours après ce jour.

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique que si le paragraphe (1) entre en vigueur avant le jour de l'entrée en vigueur de l'article 24 de l'annexe 11 de la *Loi de 2012 sur une action énergique pour l'Ontario (mesures budgétaires)*.

10. L'article 25 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Modification du nombre d'administrateurs

25. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret, augmenter ou réduire le nombre des membres du conseil d'un organisme d'application délégué.

11. La disposition 3 du paragraphe 30 (2) de la Loi est modifiée par remplacement de «par le ministre responsable» par «en vertu de l'article 24» à la fin de la disposition.

12. Le paragraphe 37 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Vérification

(1) Les comptes et les opérations financières d'un organisme d'application délégué sont vérifiés chaque année par le vérificateur général et les coûts de la vérification sont payés par prélèvement sur les fonds de l'organisme.

LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION ET LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

13. (1) Le paragraphe 2 (1) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* est modifié par adjonction de la définition suivante :

«organisme d'application délégué» S'entend des entités suivantes :

- a) un organisme d'application désigné au sens de la *Loi de 1996 sur l'application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux consommateurs*;

- (b) the Corporation within the meaning of the *Ontario New Home Warranties Plan Act*,
- (c) Ontario One Call,
- (d) the Technical Standards and Safety Authority, and
- (e) the designated wine authority within the meaning of the *Vintners Quality Alliance Act, 1999*; (“organisme d’application délégué”)

(2) Subsection (1) applies only if section 53 of Schedule 11 to the *Strong Action for Ontario Act (Budget Measures), 2012* does not come into force before the day this Act receives Royal Assent.

(3) Subsection 2 (1) of the Act is amended by adding the following definition:

“delegated administrative authority” means,

- (a) a delegated administrative authority within the meaning of the *Delegated Administrative Authorities Act, 2012*,
- (b) the Corporation within the meaning of the *Ontario New Home Warranties Plan Act*,
- (c) Ontario One Call,
- (d) the Technical Standards and Safety Authority, and
- (e) the designated wine authority within the meaning of the *Vintners Quality Alliance Act, 1999*; (“organisme d’application délégué”)

(4) Subsection (3) applies only if section 53 of Schedule 11 to the *Strong Action for Ontario Act (Budget Measures), 2012* comes into force on or before the day this Act receives Royal Assent.

(5) The definition of “delegated administrative authority” in subsection 2 (1) of the Act is amended by adding the following clause:

- (a.1) the condominium authority within the meaning of the *Condominium Act, 1998*,

(6) The definition of “delegated administrative authority” in subsection 2 (1) of the Act is amended by adding the following clause:

- (a.2) the administrative authority within the meaning of the *Condominium Management Services Act, 2015*,

(7) The definition of “head” in subsection 2 (1) of the Act is amended by striking out “and” at the end of clause (a.3) and by adding the following clause:

- (a.4) in the case of a delegated administrative authority, the chair of the board of directors of the authority, and

(8) The definition of “institution” in subsection 2 (1) of the Act is amended by striking out “and” at the end of clause (a.2) and by adding the following clause:

- (a.3) a delegated administrative authority, and

- b) la Société au sens de la *Loi sur le Régime de garanties des logements neufs de l’Ontario*;
- c) Ontario One Call;
- d) l’Office des normes techniques et de la sécurité;
- e) l’office des vins désigné au sens de la *Loi de 1999 sur la société appelée Vintners Quality Alliance*. («delegated administrative authority»)

(2) Le paragraphe (1) ne s’applique que si l’article 53 de l’annexe 11 de la *Loi de 2012 sur une action énergique pour l’Ontario (mesures budgétaires)* n’entre pas en vigueur avant le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

(3) Le paragraphe 2 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«organisme d’application délégué» S’entend des entités suivantes :

- a) un organisme d’application délégué au sens de la *Loi de 2012 sur les organismes d’application délégués*;
- b) la Société au sens de la *Loi sur le Régime de garanties des logements neufs de l’Ontario*;
- c) Ontario One Call;
- d) l’Office des normes techniques et de la sécurité;
- e) l’office des vins désigné au sens de la *Loi de 1999 sur la société appelée Vintners Quality Alliance*. («delegated administrative authority»)

(4) Le paragraphe (3) ne s’applique que si l’article 53 de l’annexe 11 de la *Loi de 2012 sur une action énergique pour l’Ontario (mesures budgétaires)* entre en vigueur au plus tard le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

(5) La définition de «organisme d’application délégué» au paragraphe 2 (1) de la Loi est modifiée par adjonction de l’alinéa suivant :

- a.1) l’autorité du secteur des condominiums au sens de la *Loi de 1998 sur les condominiums*;

(6) La définition de «organisme d’application délégué» au paragraphe 2 (1) de la Loi est modifiée par adjonction de l’alinéa suivant :

- a.2) l’organisme d’application au sens de la *Loi de 2015 sur les services de gestion de condominiums*;

(7) La définition de «personne responsable» au paragraphe 2 (1) de la Loi est modifiée par adjonction de l’alinéa suivant :

- a.4) du président du conseil d’administration de l’organisme, dans le cas d’un organisme d’application délégué;

(8) La définition de «institution» au paragraphe 2 (1) de la Loi est modifiée par adjonction de l’alinéa suivant :

- a.3) un organisme d’application délégué;

NOT-FOR-PROFIT CORPORATIONS ACT, 2010

14. (1) Subsection 245 (2) of the *Not-for-Profit Corporations Act, 2010* is repealed.

(2) Subsection (1) applies only if subsection 245 (2) of the Act does not come into force before the day this Act receives Royal Assent.

OMBUDSMAN ACT

15. Subsection 1 (1) of the *Ombudsman Act* is amended by adding the following definition:

“delegated administrative authority” has the same meaning as in the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*; (“organisme d’application délégataire”)

16. The Act is amended by adding the following section:

Head of public sector body, delegated administrative authority

1.4 For the purposes of this Act, the head of a public sector body that is a delegated administrative authority is the chair of the board of directors of the authority.

17. Section 13 of the Act is amended by adding the following subsection:

Delegated administrative authorities

(4.1) This Act applies to delegated administrative authorities.

ONTARIO NEW HOME WARRANTIES PLAN ACT

18. The *Ontario New Home Warranties Plan Act* is amended by adding the following sections:

Board of Corporation

2.1 (1) The Lieutenant Governor in Council may appoint at pleasure one or more members to the board of directors of the Corporation as long as the members appointed by the Lieutenant Governor in Council do not constitute a majority of the board.

Composition

(2) The members appointed by the Lieutenant Governor in Council may include representatives of consumer groups, business, government organizations or such other interests as the Lieutenant Governor in Council determines.

Term of appointment

(3) The Lieutenant Governor in Council shall set out the term of appointment in the appointment of each person whom the Lieutenant Governor in Council appoints to the board.

Remuneration and expenses

(4) The Corporation shall provide for the payment of reasonable remuneration and expenses to the members of the board whom the Lieutenant Governor in Council appoints.

LOI DE 2010 SUR LES ORGANISATIONS SANS BUT LUCRATIF

14. (1) Le paragraphe 245 (2) de la *Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif* est abrogé.

(2) Le paragraphe (1) ne s’applique que si le paragraphe 245 (2) de la Loi n’entre pas en vigueur avant le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

LOI SUR L’OMBUDSMAN

15. Le paragraphe 1 (1) de la *Loi sur l’ombudsman* est modifié par adjonction de la définition suivante :

«organisme d’application délégataire» S’entend au sens de la *Loi sur l’accès à l’information et la protection de la vie privée*. («delegated administrative authority»)

16. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Chef d’un organisme du secteur public : organisme d’application délégataire

1.4 Pour l’application de la présente loi, le chef d’un organisme du secteur public qui est un organisme d’application délégataire est le président du conseil d’administration de l’organisme.

17. L’article 13 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Organismes d’application délégataires

(4.1) La présente loi s’applique aux organismes d’application délégataires.

LOI SUR LE RÉGIME DE GARANTIES DES LOGEMENTS NEUFS DE L’ONTARIO

18. La *Loi sur le Régime de garanties des logements neufs de l’Ontario* est modifiée par adjonction des articles suivants :

Conseil d’administration de la Société

2.1 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer, à titre amovible, un ou plusieurs membres au conseil d’administration de la Société, à condition qu’ils n’en constituent pas la majorité des membres.

Composition

(2) Les membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil peuvent comprendre des représentants de groupes de consommateurs, du monde des affaires, d’organismes gouvernementaux ou d’autres groupes d’intérêts qu’il précise.

Mandat

(3) Dans l’acte de nomination, le lieutenant-gouverneur en conseil fixe le mandat de chaque personne qu’il nomme au conseil d’administration.

Rémunération et indemnités

(4) La Société prévoit une rémunération et des indemnités raisonnables pour les membres que le lieutenant-gouverneur en conseil nomme au conseil d’administration.

Not Crown agents

2.2 (1) The Corporation and its members, officers, directors, employees and agents, together with the persons whose services the Corporation retains, are not agents of the Crown and shall not hold themselves out as agents of the Crown.

Same, directors

(2) The directors described in subsection (1) include directors appointed by the Lieutenant Governor in Council.

Audit

5.1 The accounts and financial transactions of the Corporation shall be audited annually by the Auditor General and the costs of the audit shall be paid out of the funds of the Corporation.

**ONTARIO UNDERGROUND INFRASTRUCTURE
NOTIFICATION SYSTEM ACT, 2012**

19. (1) Section 2 of the *Ontario Underground Infrastructure Notification System Act, 2012* is amended by adding the following subsections:

Members appointed by LG in C

(4.1) The Lieutenant Governor in Council may appoint at pleasure one or more members to the board of directors of the Corporation as long as the members appointed by the Lieutenant Governor in Council do not constitute a majority of the board.

Composition

(4.2) The members appointed by the Lieutenant Governor in Council may include representatives of consumer groups, business, government organizations or such other interests as the Lieutenant Governor in Council determines.

Term of appointment

(4.3) The Lieutenant Governor in Council shall set out the term of appointment in the appointment of each person whom the Lieutenant Governor in Council appoints to the board.

Remuneration and expenses

(4.4) The Corporation shall provide for the payment of reasonable remuneration and expenses to the members of the board whom the Lieutenant Governor in Council appoints.

(2) Subsection 2 (5) of the Act is repealed and the following substituted:

Not Crown agents

(5) The Corporation and its members, officers, directors, employees and agents, together with the persons whose services the Corporation retains, are not agents of the Crown and shall not hold themselves out as agents of the Crown.

Same, directors**Non des mandataires de la Couronne**

2.2 (1) La Société ainsi que ses membres, dirigeants, administrateurs, employés et représentants, y compris les personnes dont elle retient les services, ne sont pas des mandataires de la Couronne et ne doivent pas se faire passer pour tels.

Idem : administrateurs

(2) Les administrateurs visés au paragraphe (1) comprennent ceux nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Vérification

5.1 Les comptes et les opérations financières de la Société sont vérifiés chaque année par le vérificateur général et les coûts de la vérification sont payés par prélèvement sur les fonds de la Société.

**LOI DE 2012 SUR UN SYSTÈME D'INFORMATION SUR
LES INFRASTRUCTURES SOUTERRAINES EN ONTARIO**

19. (1) L'article 2 de la *Loi de 2012 sur un système d'information sur les infrastructures souterraines en Ontario* est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil

(4.1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer, à titre amovible, un ou plusieurs membres au conseil d'administration de la Société, à condition qu'ils n'en constituent pas la majorité des membres.

Composition

(4.2) Les membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil peuvent comprendre des représentants de groupes de consommateurs, du monde des affaires, d'organismes gouvernementaux ou d'autres groupes d'intérêts qu'il précise.

Mandat

(4.3) Dans l'acte de nomination, le lieutenant-gouverneur en conseil fixe le mandat de chaque personne qu'il nomme au conseil d'administration.

Rémunération et indemnités

(4.4) La Société prévoit une rémunération et des indemnités raisonnables pour les membres que le lieutenant-gouverneur en conseil nomme au conseil d'administration.

(2) Le paragraphe 2 (5) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Non des mandataires de la Couronne

(5) La Société ainsi que ses membres, dirigeants, administrateurs, employés et représentants, y compris les personnes dont elle retient les services, ne sont pas des mandataires de la Couronne et ne doivent pas se faire passer pour tels.

Idem : administrateurs

(5.1) The directors described in subsection (5) include directors appointed by the Lieutenant Governor in Council.

(3) Section 2 of the Act is amended by adding the following subsection:

Audit

(7) The accounts and financial transactions of the Corporation shall be audited annually by the Auditor General and the costs of the audit shall be paid out of the funds of the Corporation.

PROTECTING CONDOMINIUM OWNERS ACT, 2015

20. (1) Paragraph 2 of section 3 of Schedule 1 to the *Protecting Condominium Owners Act, 2015* is repealed.

(2) Subsection (1) applies only if paragraph 2 of section 3 of Schedule 1 to the Act does not come into force before the day this Act receives Royal Assent.

(3) Subsection 79 (2) of Schedule 2 to the Act is repealed.

(4) Subsection (3) applies only if subsection 79 (2) of Schedule 2 to the Act does not come into force before the day this Act receives Royal Assent.

PUBLIC SECTOR SALARY DISCLOSURE ACT, 1996

21. (1) Subsection 2 (1) of the *Public Sector Salary Disclosure Act, 1996* is amended by adding the following definition:

“delegated administrative authority” has the same meaning as in the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*; (“organisme d’application déléguataire”)

(2) The definition of “salary” in subsection 2 (1) of the Act is amended by striking out “employee” wherever that expression appears and substituting in each case “person”.

22. The Act is amended by adding the following section:

Public disclosure, delegated administrative authorities

3.1 (1) Not later than March 31 of each year beginning with the year 2017, every delegated administrative authority shall make available for inspection by the public without charge a written record of the amount of salary and benefits that it paid in the previous year to or in respect of a person whom the Lieutenant Governor in Council appointed to the board of directors of the authority and to whom the authority paid at least \$100,000 as salary.

Statement when record not required

(2) For any year beginning in the year 2016 in which there are no persons whom the Lieutenant Governor in Council appointed to the board of directors of a delegated

(5.1) Les administrateurs visés au paragraphe (5) comprennent ceux nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

(3) L’article 2 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Vérification

(7) Les comptes et les opérations financières de la Société sont vérifiés chaque année par le vérificateur général et les coûts de la vérification sont payés par prélèvement sur les fonds de la Société.

LOI DE 2015 SUR LA PROTECTION DES PROPRIÉTAIRES DE CONDOMINIUMS

20. (1) La disposition 2 de l’article 3 de l’annexe 1 de la *Loi de 2015 sur la protection des propriétaires de condominiums* est abrogée.

(2) Le paragraphe (1) ne s’applique que si la disposition 2 de l’article 3 de l’annexe 1 de la Loi n’entre pas en vigueur avant le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

(3) Le paragraphe 79 (2) de l’annexe 2 de la Loi est abrogé.

(4) Le paragraphe (3) ne s’applique que si le paragraphe 79 (2) de l’annexe 2 de la Loi n’entre pas en vigueur avant le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

LOI DE 1996 SUR LA DIVULGATION DES TRAITEMENTS DANS LE SECTEUR PUBLIC

21. (1) Le paragraphe 2 (1) de la *Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public* est modifié par adjonction de la définition suivante :

«organisme d’application déléguataire» S’entend au sens de la *Loi sur l’accès à l’information et la protection de la vie privée*. («delegated administrative authority»)

(2) La définition de «traitement» au paragraphe 2 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «un employé» par «une personne» dans le passage qui précède l’alinéa a) et par remplacement de «l’employé» par «la personne» dans les alinéas a), b) et c).

22. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Divulgence publique : organismes d’application déléguataires

3.1 (1) Au plus tard le 31 mars de chaque année à partir de 2017, chaque organisme d’application déléguataire met gratuitement à la disposition du public, aux fins de consultation, un registre écrit sur le montant du traitement et des avantages qu’il a versés l’année précédente à une personne nommée à son conseil d’administration par le lieutenant-gouverneur en conseil et à qui il a versé un traitement d’au moins 100 000 \$, ou à l’égard de cette personne.

Déclaration au lieu d’un registre

(2) Pour toute année commençant en 2016 pendant laquelle le lieutenant-gouverneur en conseil n’a nommé aucune personne au conseil d’administration d’un orga-

administrative authority and to whom the authority paid at least \$100,000 as salary, the authority shall, not later than March 31 of the following year, make available for inspection by the public without charge a written statement, certified by the highest ranking officer of the authority, that the authority paid no such persons in the year a salary of \$100,000 or more.

Application of other provisions

(3) Subsections 3 (2), (4) and (5) and sections 4, 4.1 and 5 apply to a delegated administrative authority with necessary modifications, reading,

- (a) references to an employer as references to the authority; and
- (b) references to an employee as references to a person whom the Lieutenant Governor in Council appoints to the board of directors of the authority.

23. Paragraph 1 of subsection 7 (1) of the Act is amended by striking out “section 3 or 4.1” and substituting “section 3, 3.1 or 4.1”.

24. (1) Clause 8 (1) (c) of the Act is amended by striking out “employers or classes of employers” and substituting “employers, classes of employers, delegated administrative authorities or classes of them”.

(2) Clause 8 (1) (d) of the Act is repealed and the following substituted:

- (d) requiring employers or delegated administrative authorities to provide without charge to any ministry or ministries of the Crown the record or statement mentioned in section 3 or 3.1 respectively;

SAFETY AND CONSUMER STATUTES ADMINISTRATION ACT, 1996

25. (1) The following provisions of section 8 of the *Safety and Consumer Statutes Administration Act, 1996* are amended by striking out “Minister” wherever that expression appears and substituting in each case “Lieutenant Governor in Council”:

1. Subsection (1).
2. Subsection (3).
3. Subsection (4).

(2) Subsection 8 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Composition

(2) The members appointed by the Lieutenant Governor in Council may include representatives of consumer groups, business, government organizations or such other interests as the Lieutenant Governor in Council determines.

nisme d'application délégataire à laquelle l'organisme a versé un traitement d'au moins 100 000 \$, l'organisme, au plus tard le 31 mars de l'année suivante, met gratuitement à la disposition du public, aux fins de consultation, une déclaration écrite, certifiée par le dirigeant de l'organisme qui occupe le rang le plus élevé, selon laquelle il n'a pas versé à une personne nommée par le lieutenant-gouverneur en conseil un traitement de 100 000 \$ ou plus dans l'année.

Application d'autres dispositions

(3) Les paragraphes 3 (2), (4) et (5), et les articles 4, 4.1 et 5 s'appliquent à un organisme d'application délégataire, avec les adaptations nécessaires :

- a) les mentions d'un employeur valant mention de l'organisme;
- b) les mentions d'un employé valant mention d'une personne que le lieutenant-gouverneur en conseil nomme au conseil d'administration de l'organisme.

23. La disposition 1 du paragraphe 7 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «l'article 3 ou 4.1» par «l'article 3, 3.1 ou 4.1» à la fin de la disposition.

24. (1) L'alinéa 8 (1) c) de la Loi est modifié par remplacement de «les employeurs ou des catégories d'employeurs» par «les employeurs, des catégories d'employeurs, les organismes d'application délégataires ou des catégories d'organismes d'application délégataires».

(2) L'alinéa 8 (1) d) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- d) exiger que les employeurs ou les organismes d'application délégataires fournissent gratuitement à un ou plusieurs ministères de la Couronne le registre ou la déclaration mentionné à l'article 3 ou 3.1, respectivement;

LOI DE 1996 SUR L'APPLICATION DE CERTAINES LOIS TRAITANT DE SÉCURITÉ ET DE SERVICES AUX CONSOMMATEURS

25. (1) Les dispositions suivantes de l'article 8 de la *Loi de 1996 sur l'application de certaines lois traitant de sécurité et de services aux consommateurs* sont modifiées par remplacement de «ministre» par «lieutenant-gouverneur en conseil» partout où figure ce mot :

1. Le paragraphe (1).
2. Le paragraphe (3).
3. Le paragraphe (4).

(2) Le paragraphe 8 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Composition

(2) Les membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil peuvent comprendre des représentants de groupes de consommateurs, du monde des affaires, d'organismes gouvernementaux ou d'autres groupes d'intérêts qu'il précise.

(3) Section 8 of the Act is amended by adding the following subsection:

Transition

(7) The appointment of all members that the Minister has appointed to the board of a designated administrative authority before the day the *Delegated Administrative Authorities Accountability and Transparency Act, 2016* received Royal Assent is revoked 30 days after that day.

26. Subsection 10 (2) of the Act is amended by striking out “by the Minister” at the end and substituting “under section 8”.

27. The Act is amended by adding the following section:

Audit

13.1 The accounts and financial transactions of a designated administrative authority shall be audited annually by the Auditor General and the costs of the audit shall be paid out of the funds of the authority.

28. Sections 25, 26 and 27 apply only if section 53 of Schedule 11 to the *Strong Action for Ontario Act (Budget Measures), 2012* does not come into force before the day this Act receives Royal Assent.

STRONG ACTION FOR ONTARIO (BUDGET MEASURES) ACT, 2012

29. (1) Subsection 43 (2) of Schedule 11 to the *Strong Action for Ontario (Budget Measures) Act, 2012* is repealed.

(2) Subsection (1) applies only if subsection 43 (2) of Schedule 11 to the Act does not come into force before the day this Act receives Royal Assent.

TECHNICAL STANDARDS AND SAFETY ACT, 2000

30. Subsection 3.3 (2) of the *Technical Standards and Safety Act, 2000* is amended by striking out “by the Minister” at the end and substituting “under subsection 3.7 (3)”.

31. (1) Subsection 3.7 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Composition

(2) The board of directors shall consist of 13 members unless the number is changed by order of the Lieutenant Governor in Council under clause (8) (a).

(2) The following provisions of section 3.7 of the Act are amended by striking out “Minister” wherever that expression appears and substituting in each case “Lieutenant Governor in Council”:

1. Subsection (3).
2. Subsection (4).

(3) L'article 8 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Disposition transitoire

(7) La nomination de tous les membres du conseil d'administration d'un organisme d'application désigné nommés par le ministre avant le jour où la *Loi de 2016 sur la responsabilisation et la transparence des organismes d'application délégués* a reçu la sanction royale est révoquée 30 jours après ce jour.

26. Le paragraphe 10 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «par le ministre» par «en vertu de l'article 8» à la fin du paragraphe.

27. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Vérification

13.1 Les comptes et les opérations financières d'un organisme d'application désigné sont vérifiés chaque année par le vérificateur général et les coûts de la vérification sont payés par prélèvement sur les fonds de l'organisme.

28. Les articles 25, 26 et 27 ne s'appliquent que si l'article 53 de l'annexe 11 de la *Loi de 2012 sur une action énergique pour l'Ontario (mesures budgétaires)* n'est pas en vigueur avant le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

LOI DE 2012 SUR UNE ACTION ÉNERGIQUE POUR L'ONTARIO (MESURES BUDGÉTAIRES)

29. (1) Le paragraphe 43 (2) de l'annexe 11 de la *Loi de 2012 sur une action énergique pour l'Ontario (mesures budgétaires)* est abrogé.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique que si le paragraphe 43 (2) de l'annexe 11 de la Loi n'est pas en vigueur avant le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

LOI DE 2000 SUR LES NORMES TECHNIQUES ET LA SÉCURITÉ

30. Le paragraphe 3.3 (2) de la *Loi de 2000 sur les normes techniques et la sécurité* est modifié par remplacement de «par le ministre» par «en vertu du paragraphe 3.7 (3)» à la fin du paragraphe.

31. (1) Le paragraphe 3.7 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Composition

(2) Le conseil d'administration se compose de 13 membres à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil modifie ce nombre par décret pris en vertu de l'alinéa (8) a).

(2) Les dispositions suivantes de l'article 3.7 de la Loi sont modifiées par remplacement de «ministre» par «lieutenant-gouverneur en conseil» partout où figure ce mot :

1. Le paragraphe (3).
2. Le paragraphe (4).

3. Subsection (5).**4. Subsection (7).****5. Subsection (9).**

(3) Subsection 3.7 (6) of the Act is repealed and the following substituted:

Number of appointed directors

(6) Subject to subsection (3), the number of directors appointed by the Lieutenant Governor in Council shall be established by order of the Lieutenant Governor in Council.

(4) Subsection 3.7 (8) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

Change in number of directors

(8) Subject to subsection (3), the Lieutenant Governor in Council may, by order, increase or decrease,

(5) The English version of clause 3.7 (8) (b) of the Act is amended by striking out “Minister” at the end and substituting “Lieutenant Governor in Council”.

(6) Section 3.7 of the Act is amended by adding the following subsection:

Transition

(12) The appointment of all members that the Minister has appointed to the board before the day the *Delegated Administrative Authorities Accountability and Transparency Act, 2016* received Royal Assent is revoked 30 days after that day.

32. Subsection 3.22 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Audit

(1) The accounts and financial transactions of the Corporation shall be audited annually by the Auditor General and the costs of the audit shall be paid out of the funds of the Corporation.

VINTNERS QUALITY ALLIANCE ACT, 1999

33. Section 2 of the *Vintners Quality Alliance Act, 1999* is amended by adding the definition:

“designated wine authority” means the wine authority designated under subsection 3 (1); (“office des vins désigné”)

34. Subsection 3 (3) of the Act is amended by striking out “The wine authority designated under subsection (1)” at the beginning and substituting “The designated wine authority”.

35. The Act is amended by adding the following sections:

3. Le paragraphe (5).**4. Le paragraphe (7).****5. Le paragraphe (9).**

(3) Le paragraphe 3.7 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Nombre d’administrateurs nommés

(6) Sous réserve du paragraphe (3), le lieutenant-gouverneur en conseil fixe par décret le nombre d’administrateurs qu’il nomme.

(4) Le paragraphe 3.7 (8) de la Loi est modifié par remplacement du passage qui précède l’alinéa a) par ce qui suit :

Modification du nombre d’administrateurs

(8) Sous réserve du paragraphe (3), le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret, augmenter ou diminuer :

(5) La version anglaise de l’alinéa 3.7 (8) b) de la Loi est modifiée par remplacement de «Minister» par «Lieutenant Governor in Council» à la fin de l’alinéa.

(6) L’article 3.7 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Disposition transitoire

(12) La nomination de tous les membres du conseil d’administration nommés par le ministre avant le jour où la *Loi de 2016 sur la responsabilisation et la transparence des organismes d’application délégués* a reçu la sanction royale est révoquée 30 jours après ce jour.

32. Le paragraphe 3.22 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Vérification

(1) Les comptes et les opérations financières de la Société sont vérifiés chaque année par le vérificateur général et les coûts de la vérification sont payés par prélèvement sur les fonds de la Société.

LOI DE 1999 SUR LA SOCIÉTÉ APPELÉE VINTNERS QUALITY ALLIANCE

33. L’article 2 de la *Loi de 1999 sur la société appelée Vintners Quality Alliance* est modifié par adjonction de la définition suivante :

«office des vins désigné» Office des vins désigné en vertu du paragraphe 3 (1). («designated wine authority»)

34. Le paragraphe 3 (3) de la Loi est modifié par remplacement de «L’office des vins désigné en vertu du paragraphe (1)» par «L’office des vins désigné» au début du paragraphe.

35. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Board of designated wine authority

3.1 (1) The Lieutenant Governor in Council may appoint at pleasure one or more members to the board of directors of the designated wine authority as long as the members appointed by the Lieutenant Governor in Council do not constitute a majority of the board.

Composition

(2) The members appointed by the Lieutenant Governor in Council may include representatives of consumer groups, business, government organizations or such other interests as the Lieutenant Governor in Council determines.

Term of appointment

(3) The Lieutenant Governor in Council shall set out the term of appointment in the appointment of each person whom the Lieutenant Governor in Council appoints to the board.

Remuneration and expenses

(4) The designated wine authority shall provide for the payment of reasonable remuneration and expenses to the members of the board whom the Lieutenant Governor in Council appoints.

Not Crown agents

3.2 (1) The designated wine authority and its members, officers, directors, employees and agents, together with the persons whose services the authority retains, are not agents of the Crown and shall not hold themselves out as agents of the Crown.

Same, directors

(2) The directors described in subsection (1) include directors appointed by the Lieutenant Governor in Council.

Audit

3.3 The accounts and financial transactions of the designated wine authority shall be audited annually by the Auditor General and the costs of the audit shall be paid out of the funds of the authority.

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**Commencement**

36. (1) Subject to subsections (2) to (10), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same

(2) Sections 1, 2, 3 and 4 and subsection 13 (5) come into force on the later of the day section 2 of Schedule 1 to the *Protecting Condominium Owners Act, 2015* comes into force and the day this Act receives Royal Assent.

Same

(3) Section 5 comes into force on the later of the day section 11 of Schedule 2 to the *Protecting Condomini-*

Conseil d'administration de l'office des vins désigné

3.1 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer, à titre amovible, un ou plusieurs membres au conseil d'administration de l'office des vins désigné, à condition qu'ils n'en constituent pas la majorité des membres.

Composition

(2) Les membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil peuvent comprendre des représentants de groupes de consommateurs, du monde des affaires, d'organismes gouvernementaux ou d'autres groupes d'intérêts qu'il précise.

Mandat

(3) Dans l'acte de nomination, le lieutenant-gouverneur en conseil fixe le mandat de chaque personne qu'il nomme au conseil d'administration.

Rémunération et indemnités

(4) L'office des vins désigné prévoit une rémunération et des indemnités raisonnables pour les membres que le lieutenant-gouverneur en conseil nomme au conseil d'administration.

Non des mandataires de la Couronne

3.2 (1) L'office des vins désigné ainsi que ses membres, dirigeants, administrateurs, employés et représentants, y compris les personnes dont il retient les services, ne sont pas des mandataires de la Couronne et ne doivent pas se faire passer pour tels.

Idem : administrateurs

(2) Les administrateurs visés au paragraphe (1) comprennent ceux nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Vérification

3.3 Les comptes et les opérations financières de l'office des vins désigné sont vérifiés chaque année par le vérificateur général et les coûts de la vérification sont payés par prélèvement sur les fonds de l'office.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ**Entrée en vigueur**

36. (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (10), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Les articles 1, 2, 3 et 4 et le paragraphe 13 (5) entrent en vigueur le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur de l'article 2 de l'annexe 1 de la *Loi de 2015 sur la protection des propriétaires de condominiums* et du jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(3) L'article 5 entre en vigueur le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur de l'article 11 de

um Owners Act, 2015 comes into force and the day this Act receives Royal Assent.

Same

(4) Section 6 comes into force on the later of the day section 12 of Schedule 2 to the *Protecting Condominium Owners Act, 2015* comes into force and the day this Act receives Royal Assent.

Same

(5) Section 7 comes into force on the later of the day subsection 15 (2) of Schedule 2 to the *Protecting Condominium Owners Act, 2015* comes into force and the day this Act receives Royal Assent.

Same

(6) Section 8 comes into force on the later of the day subsection 22 (1) of Schedule 2 to the *Protecting Condominium Owners Act, 2015* comes into force and the day this Act receives Royal Assent.

Same

(7) Section 9 comes into force on the later of the day section 24 of Schedule 11 to the *Strong Action for Ontario Act (Budget Measures), 2012* comes into force and the day this Act receives Royal Assent.

Same

(8) Section 10 comes into force on the later of the day section 25 of Schedule 11 to the *Strong Action for Ontario Act (Budget Measures), 2012* comes into force and the day this Act receives Royal Assent.

Same

(9) Section 11 comes into force on the later of the day subsection 30 (2) of Schedule 11 to the *Strong Action for Ontario Act (Budget Measures), 2012* comes into force and the day this Act receives Royal Assent.

Same

(10) Subsection 13 (6) comes into force on the later of the day section 2 of Schedule 2 to the *Protecting Condominium Owners Act, 2015* comes into force and the day this Act receives Royal Assent.

Short title

37. The short title of this Act is the *Delegated Administrative Authorities Accountability and Transparency Act, 2016*.

l'annexe 2 de la *Loi de 2015 sur la protection des propriétaires de condominiums* et du jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(4) L'article 6 entre en vigueur le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur de l'article 12 de l'annexe 2 de la *Loi de 2015 sur la protection des propriétaires de condominiums* et du jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(5) L'article 7 entre en vigueur le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 15 (2) de l'annexe 2 de la *Loi de 2015 sur la protection des propriétaires de condominiums* et du jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(6) L'article 8 entre en vigueur le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 22 (1) de l'annexe 2 de la *Loi de 2015 sur la protection des propriétaires de condominiums* et du jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(7) L'article 9 entre en vigueur le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur de l'article 24 de l'annexe 11 de la *Loi de 2012 sur une action énergique pour l'Ontario (mesures budgétaires)* et du jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(8) L'article 10 entre en vigueur le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur de l'article 25 de l'annexe 11 de la *Loi de 2012 sur une action énergique pour l'Ontario (mesures budgétaires)* et du jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(9) L'article 11 entre en vigueur le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 30 (2) de l'annexe 11 de la *Loi de 2012 sur une action énergique pour l'Ontario (mesures budgétaires)* et du jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Idem

(10) Le paragraphe 13 (6) entre en vigueur le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur de l'article 2 de l'annexe 2 de la *Loi de 2015 sur la protection des propriétaires de condominiums* et du jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

37. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2016 sur la responsabilisation et la transparence des organismes d'application délégués*.

A2DN
XB
BS6



Government
Publications

2ND SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

2^e SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

Bill 59

**An Act to enact a new Act
with respect to home inspections
and to amend various Acts
with respect to financial services
and consumer protection**

The Hon. MF Lalonde
Minister of Government and Consumer Services

Government Bill

1st Reading November 3, 2016
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent



Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 59

**Loi édictant une nouvelle loi
concernant les inspections
immobilières et modifiant diverses lois
concernant les services financiers
et la protection du consommateur**

L'honorable MF Lalonde
Ministre des Services gouvernementaux
et des Services aux consommateurs

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 3 novembre 2016
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



EXPLANATORY NOTE

The Bill enacts a new Act, the *Home Inspection Act, 2016*, and amends three other Acts administered by the Ministry of Government and Consumer Services. For convenience, the new Act and the amendments are set out in separate Schedules. The commencement provisions for each of the Schedules are set out in the Schedules.

SCHEDULE 1 HOME INSPECTION ACT, 2016

Part I

Part I deals with definitions and interpretation.

Part II

The Lieutenant Governor in Council is allowed to designate a not-for-profit corporation as the administrative authority. If an administrative authority is designated, the administration of specified provisions of the Act and the regulations made under the Act is delegated to the authority and the authority is required to carry out the administration of the delegated provisions.

The Part includes mechanisms for government oversight, including requirements for an administrative agreement between the administrative authority and the Minister, annual and other reports by the authority, competency criteria for board members and oversight by the Auditor General.

The administrative authority is not an agent of the Crown. Employees of the authority are not Crown employees. There is no Crown liability for actions of the authority and the authority is required to indemnify the Crown for damages or costs.

The administrative authority is able to set forms and fees in accordance with processes and criteria approved by the Minister.

If an administrative authority is designated, it is required to appoint a director and registrar. Otherwise the Minister responsible for administering the Act appoints the director and the registrar.

Part III

Only individuals are allowed to perform home inspections, as defined, and the Act requires them to be licensed as home inspectors. The Act requires that persons who arrange or contract for a home inspection to be performed must be licensed as home inspection providers or must be sole proprietors who are licensed as home inspectors and who do not employ or retain any other licensed home inspectors.

Part IV

No licensed home inspector is allowed to perform a home inspection for a client unless there is a written contract for the inspection that a licensed home inspection provider has entered into with the client or that the inspector has entered into with the client, if the inspector is a sole proprietor who does not employ or retain any other licensed home inspectors. The contract must comply with the requirements prescribed by the regulations. The home inspector must perform the home inspection in accordance with the contract and provide a written report to the client on the inspection. If the home inspector has performed the home inspection under a contract that the client has entered into with a home inspection provider, the inspector shall also provide a copy of the report to the provider.

A licensed home inspection provider has to ensure that every home inspector whom the provider employs carries out his or

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi édicte une nouvelle loi, la *Loi de 2016 sur les inspections immobilières*, et modifie trois autres lois dont l'application relève du ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs. Par souci de commodité, la nouvelle loi et les modifications font l'objet d'annexes distinctes. Les dispositions d'entrée en vigueur des annexes sont énoncées dans chacune d'elles.

ANNEXE 1 LOI DE 2016 SUR LES INSPECTIONS IMMOBILIÈRES

Partie I

La partie I traite des définitions et de l'interprétation.

Partie II

Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à désigner une personne morale sans but lucratif en tant qu'organisme d'application. Si un organisme d'application est désigné, l'application de dispositions précisées de la Loi et de ses règlements lui est déléguée et l'organisme est tenu d'appliquer les dispositions déléguées.

La partie prévoit des mécanismes de surveillance par le gouvernement : conclusion d'un accord d'application entre l'organisme d'application et le ministre, préparation de rapports annuels et autres par l'organisme, établissement de critères de compétence pour les membres du conseil d'administration et surveillance par le vérificateur général.

L'organisme d'application n'est pas un mandataire de la Couronne et ses employés ne sont pas des employés de la Couronne. La Couronne bénéficie de l'immunité pour les actes de l'organisme d'application et celui-ci est tenu de l'indemniser à l'égard des dommages-intérêts et des coûts.

L'organisme d'application peut créer des formulaires et fixer des droits conformément aux procédures et aux critères approuvés par le ministre.

Si un organisme d'application est désigné, il est tenu de nommer un directeur et un registrateur. En l'absence d'organisme, c'est le ministre chargé de l'application de la Loi qui le fait.

Part III

Seuls des particuliers sont autorisés à effectuer des inspections immobilières, telles que définies, et la Loi exige qu'ils soient agréés comme inspecteurs immobiliers. La Loi exige que quiconque passe un contrat ou prend des dispositions en vue d'une inspection immobilière soit agréé comme fournisseur de services d'inspection immobilière ou soit une entreprise à propriétaire unique agréée comme inspecteur immobilier qui n'emploie pas d'autres inspecteurs immobiliers agréés ou n'en retient pas les services.

Partie IV

Nul inspecteur immobilier n'est autorisé à effectuer une inspection immobilière pour un client à moins qu'un fournisseur de services d'inspection immobilière agréé ait conclu un contrat écrit avec le client ou que l'inspecteur ait conclu un tel contrat, si l'inspecteur est une entreprise à propriétaire unique qui n'emploie pas d'autres inspecteurs immobiliers agréés ou n'en retient pas les services. Le contrat doit être conforme aux exigences prescrites par les règlements. L'inspecteur immobilier est tenu d'effectuer l'inspection immobilière conformément au contrat et de remettre au client un rapport d'inspection sous forme écrite. Si l'inspecteur a effectué l'inspection aux termes d'un contrat que le client a conclu avec un fournisseur de services d'inspection immobilière, cet inspecteur remet aussi une copie du rapport au fournisseur.

Le fournisseur de services d'inspection immobilière agréé doit veiller à ce que chaque inspecteur immobilier qu'il emploie

her duties in compliance with the Act and the regulations. Providing false information is also prohibited.

Part V

The Act allows the registrar to deal with complaints made about licensees. In addition, a discipline committee and an appeal committee are established. If a committee finds that a licensee has breached the code of ethics established by a Minister's regulation, the licensee is subject to a fine of up to \$25,000 or a lesser prescribed amount.

The Act allows inspectors appointed by the registrar to conduct regulatory inspections without a warrant and investigators appointed by the director to conduct both an investigation with a warrant and searches in exigent circumstances.

The director may apply to court for a compliance order. The Act also creates offences.

Part VI

The Act contains general provisions dealing with such matters as the preservation of secrecy, service of documents and the setting of fees by the Minister.

The Minister may make regulations establishing a code of ethics, governing the jurisdiction of committees and in areas prescribed by the Lieutenant Governor in Council. The Lieutenant Governor in Council may make regulations dealing with a broad range of matters to regulate the industry, including requiring the registrar to disclose specified information and records to the public.

Parts VII and VIII

The Act makes complementary amendments to the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999* and the *Ontario Labour Mobility Act, 2009* and repeals the *Ontario Association of Home Inspectors Act, 1994*.

**SCHEDULE 2
AMENDMENTS TO OTHER ACTS**

The Schedule amends the *Collection and Debt Settlement Services Act*, the *Consumer Protection Act, 2002* and the *Payday Loans Act, 2008* and expands the regulation-making powers in each Act. Some significant amendments are the following:

Collection and Debt Settlement Services Act

The Schedule amends the Act to permit administrative penalties to be imposed against a person who has contravened or is contravening a prescribed provision of the Act. The new sections establish rules respecting the making of an order imposing an administrative penalty, the appeal of such orders, the enforcement of such orders and related matters.

Consumer Protection Act, 2002

At present, the length of the cooling-off period in subsection 43 (1) of the Act during which a consumer can cancel a direct agreement for the supply of a water heater or other prescribed goods or services is 20 days after the consumer receives a written copy of the agreement, unless the regulations made under the Act prescribe otherwise. The Schedule amends the length of the cooling-off period for that type of direct agreement to 10 days after the consumer receives a written copy of the agreement, as is the case for all other direct agreements.

The Schedule amends the Act to create restrictions and related regulation-making powers respecting the soliciting or entering into of prescribed direct agreements at a consumer's dwelling or at any other prescribed place.

The Schedule adds a new Part to the Act: Part VII.1 regarding agreements for cashing government cheques. The new Part pro-

exerce ses fonctions conformément à la Loi et aux règlements. Il est aussi interdit de fournir de faux renseignements.

Partie V

La Loi permet au registrateur de traiter les plaintes au sujet des titulaires de permis et constitue un comité de discipline et un comité d'appel. Si un comité conclut qu'un titulaire de permis n'a pas observé le code de déontologie établi par un règlement du ministre, une amende d'au plus 25 000 \$ ou la somme inférieure prescrite peut lui être imposée.

La Loi permet aux inspecteurs nommés par le registrateur d'effectuer des inspections réglementaires sans mandat et aux enquêteurs nommés par le directeur d'effectuer tant des enquêtes avec mandat que des perquisitions en cas d'urgence.

Le directeur peut demander à un tribunal de rendre une ordonnance d'observation. La Loi crée aussi des infractions.

Partie VI

La Loi comprend des dispositions générales sur différentes questions telles que la confidentialité, la signification de documents et la fixation de droits par le ministre.

Le ministre peut, par règlement, établir un code de déontologie, régir la compétence des comités et traiter des questions prescrites par le lieutenant-gouverneur en conseil. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, traiter d'un large éventail de questions pour réglementer le secteur, notamment exiger que le registrateur divulgue au public des renseignements et dossiers précisés.

Parties VII et VIII

La Loi apporte des modifications complémentaires à la *Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis* et à la *Loi ontarienne de 2009 sur la mobilité de la main-d'oeuvre* en plus d'abroger la loi intitulée *Ontario Association of Home Inspectors Act, 1994*.

**ANNEXE 2
MODIFICATION D'AUTRES LOIS**

L'annexe modifie la *Loi sur les services de recouvrement et de règlement de dette*, la *Loi de 2002 sur la protection du consommateur* et la *Loi de 2008 concernant les prêts sur salaire* et élargit les pouvoirs réglementaires dans chacune d'elles. Voici quelques-unes des modifications les plus importantes :

Loi sur les services de recouvrement et de règlement de dette

L'annexe modifie la Loi pour permettre l'imposition de pénalités administratives à une personne qui a contrevenu ou qui contrevient à une disposition prescrite de la Loi. Les nouveaux articles établissent des règles concernant la prise d'ordonnances imposant des pénalités administratives, l'appel et l'exécution de ces ordonnances, ainsi que les questions connexes.

Loi de 2002 sur la protection du consommateur

À l'heure actuelle, la durée du délai de réflexion prévu au paragraphe 43 (1) de la Loi au cours duquel le consommateur peut résilier une convention directe portant sur la fourniture d'un chauffe-eau ou d'autres marchandises ou services prescrits est de 20 jours après que le consommateur reçoit une copie écrite de la convention, sauf prescription contraire des règlements pris en vertu de la Loi. L'annexe ramène la durée du délai de réflexion pour ce type de convention à 10 jours après que le consommateur reçoit une copie écrite de la convention, soit le même délai que pour toutes les autres conventions directes.

L'annexe modifie la Loi en créant des restrictions, ainsi que les pouvoirs réglementaires qui s'y rapportent, concernant le fait de solliciter un consommateur à son logement ou dans tout autre lieu prescrit ou d'y conclure une convention directe prescrite.

L'annexe ajoute une nouvelle partie à la Loi, la partie VII.1, qui porte sur les conventions pour l'encaissement des chèques du

vides for a limit on the fee that may be imposed for cashing a government cheque. A supplier who cashes a government cheque for a consumer must also provide the consumer with a statement setting out prescribed information with respect to the cashing of the cheque.

Payday Loans Act, 2008

A licensee is prohibited from operating an office to carry on business as a licensee at a location if a local municipality or the City of Toronto has passed a by-law prohibiting the operation of offices within a defined area that includes the location or if a local municipality or the City of Toronto has passed a by-law limiting the number of offices that are allowed to operate in a defined area that includes the location and the limit has been reached.

The Schedule amends the restrictions respecting concurrent or replacement payday loan agreements and respecting the making of more than one payday loan between the same borrower and different lenders. The Schedule also permits the Registrar to conduct inspections if the Registrar has reasonable grounds to believe that a person or an entity is acting as a lender or loan broker while not licensed.

gouvernement. La nouvelle partie prévoit le plafonnement des frais exigés pour l'encaissement d'un chèque du gouvernement. Le fournisseur qui encaisse un chèque pour un consommateur doit également lui remettre un relevé contenant les renseignements prescrits relativement à l'encaissement du chèque.

Loi de 2008 concernant les prêts sur salaire

Il est interdit aux titulaires de permis d'exploiter un bureau pour exercer des activités commerciales à titre de titulaires de permis à un emplacement si une municipalité locale ou la cité de Toronto a adopté un règlement municipal interdisant l'exploitation de bureaux dans un secteur défini qui comprend l'emplacement, ou un règlement municipal restreignant le nombre de bureaux pouvant être exploités dans un secteur défini qui comprend l'emplacement et que le nombre maximal est atteint.

L'annexe modifie les restrictions énoncées au sujet des nouvelles conventions de prêts sur salaire et de la conclusion de plus d'une convention de prêt sur salaire entre le même emprunteur et différents prêteurs. L'annexe permet en outre au registrateur de mener des inspections s'il a des motifs raisonnables de croire qu'une personne ou une entité agit à titre de prêteur ou de courtier en prêts sans être titulaire d'un permis.

**An Act to enact a new Act
with respect to home inspections
and to amend various Acts
with respect to financial services
and consumer protection**

**Loi édictant une nouvelle loi
concernant les inspections
immobilières et modifiant diverses lois
concernant les services financiers
et la protection du consommateur**

CONTENTS

1.	Contents of this Act
2.	Commencement
3.	Short title
Schedule 1	Home Inspection Act, 2016
Schedule 2	Amendments to Other Acts

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Contents of this Act

1. This Act consists of this section, sections 2 and 3 and the Schedules to this Act.

Commencement

2. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same, Schedules

(2) The Schedules to this Act come into force as provided in each Schedule.

Different dates for same Schedule

(3) If a Schedule to this Act or any portion of a Schedule to this Act provides that it is to come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, the proclamation may apply to the whole or any portion of the Schedule, and proclamations may be issued at different times as to any portion of the Schedule.

Short title

3. The short title of this Act is the *Putting Consumers First Act (Consumer Protection Statute Law Amendment), 2016*.

SOMMAIRE

1.	Contenu de la présente loi
2.	Entrée en vigueur
3.	Titre abrégé
Annexe 1	Loi de 2016 sur les inspections immobilières
Annexe 2	Modification d'autres lois

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Contenu de la présente loi

1. La présente loi est constituée du présent article, des articles 2 et 3 et de ses annexes.

Entrée en vigueur

2. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem : annexes

(2) Les annexes de la présente loi entrent en vigueur comme le prévoit chacune d'elles.

Différentes dates pour une même annexe

(3) Si une annexe de la présente loi ou une partie de l'annexe prévoit qu'elle entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, la proclamation peut s'appliquer à tout ou partie de l'annexe. En outre, des proclamations peuvent être prises à des dates différentes en ce qui concerne n'importe quelle partie de l'annexe.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2016 donnant la priorité aux consommateurs (modifiant des lois en ce qui concerne la protection du consommateur)*.

**SCHEDULE 1
HOME INSPECTION ACT, 2016**

CONTENTS

PART I

INTERPRETATION AND APPLICATION

1. Interpretation
2. Non-application of Act

**PART II
ADMINISTRATION**

DELEGATION

3. Designation of administrative authority
4. Administrative agreement
5. Policy directions
6. Compliance by administrative authority
7. Review
8. Conflict
9. Revocation of designation
10. Condition precedent for exercise of certain powers

ADMINISTRATIVE AUTHORITY

11. Criteria and directives re board members
12. Board appointments
13. Change in number of directors
14. Appointment of chair
15. Public access to corporate information
16. Employees
17. Not Crown agency
18. No personal liability, Crown employee
19. No Crown liability
20. Indemnification of the Crown
21. No personal liability, board members and others
22. Not public money
23. Audit
24. Reports
25. Administrator
26. Status of board during administrator's tenure

POWERS AND DUTIES OF ADMINISTRATIVE AUTHORITY

27. Additional powers
28. Change to objects or purposes
29. Right to use French
30. Advisory councils, advisory process
31. Duty to inform Minister
32. Advice of administrative authority
33. Forms and fees

MISCELLANEOUS

34. Director
35. Registrar
36. Offences, administrative authority

**PART III
LICENSING**

37. Prohibition, home inspections
38. Exemptions
39. Notification of licence required
40. Application for licence
41. Conditions of licence
42. Refusal without a hearing
43. Refusal with a hearing
44. Notice re: refusal, suspension, etc.
45. Continuation pending renewal

**ANNEXE 1
LOI DE 2016 SUR LES INSPECTIONS
IMMOBILIÈRES**

SOMMAIRE

PARTIE I

INTERPRÉTATION ET CHAMP D'APPLICATION

1. Interprétation
2. Non-application of Act

**PARTIE II
APPLICATION**

DÉLÉGATION

3. Désignation de l'organisme d'application
4. Accord d'application
5. Directives en matière de politiques
6. Obligation de conformité de l'organisme d'application
7. Examen
8. Incompatibilité
9. Révocation d'une désignation
10. Condition préalable à l'exercice de certains pouvoirs

ORGANISME D'APPLICATION

11. Critères et directives : membres du conseil d'administration
12. Nominations au conseil d'administration
13. Modification du nombre d'administrateurs
14. Nomination du président
15. Renseignements sur l'organisme à la disposition du public
16. Employés
17. Non un organisme de la Couronne
18. Immunité : employés de la Couronne
19. Immunité de la Couronne
20. Indemnisation de la Couronne
21. Immunité : membres du conseil d'administration et autres personnes
22. Non des deniers publics
23. Vérification
24. Rapports
25. Administrateur général
26. Statut du conseil d'administration durant le mandat de l'administrateur général

POUVOIRS ET FONCTIONS DE L'ORGANISME D'APPLICATION

27. Pouvoirs supplémentaires
28. Modification des objets
29. Droit d'utilisation du français
30. Conseils consultatifs et consultations
31. Obligation d'informer le ministre
32. Rôle consultatif de l'organisme d'application
33. Formulaires et droits

DISPOSITIONS DIVERSES

34. Directeur
35. Registrateur
36. Infractions : organisme d'application

**PARTIE III
AGRÈMENT**

37. Interdiction : inspections immobilières
38. Dispenses
39. Avis d'agrément exigé
40. Demande de permis
41. Conditions du permis
42. Refus sans audience
43. Refus avec audience
44. Avis : refus, suspension, etc.
45. Maintien jusqu'au renouvellement

(MODIFIANT DES LOIS EN CE QUI CONCERNE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR)

*Home Inspection Act, 2016**Loi de 2016 sur les inspections immobilières*

46. Immediate suspension

47. Further application

PART IV**REGULATION OF LICENSEES**

48. Notice of changes to registrar

49. Notice to registrar re corporations

50. Notice of issue or transfer of shares

51. Contract required for home inspection

52. Home inspection report

53. Restrictions on employees

54. Disclosure of interest

55. False information

56. No counselling contraventions

PART V**COMPLAINTS, DISCIPLINE, INSPECTIONS,
INVESTIGATIONS AND ENFORCEMENT****COMPLAINTS AND DISCIPLINE**

57. Complaints

58. Discipline proceedings

INSPECTIONS AND INVESTIGATIONS

59. Statutory inspectors

60. Inspections without warrant

61. Appointment of investigators

62. Investigations with warrant

63. Seizure of things not specified

64. Searches in exigent circumstances

ENFORCEMENT

65. Compliance orders

66. Offences

67. Orders for compensation, restitution

68. Default in payment of fines

69. Liens and charges

PART VI**GENERAL**

70. Confidentiality

71. Service

72. Fees

73. Certificate as evidence

74. Information concerning licensees

75. Minister's regulations, codes, etc.

76. Lieutenant Governor in Council regulations

77. Ontario Association of Home Inspectors continued

PART VII**AMENDMENTS TO THIS ACT**

78. Amendments to this Act

PART VIII**COMPLEMENTARY AMENDMENTS AND REPEALS**

79. Licence Appeal Tribunal Act, 1999

80. Ontario Association of Home Inspectors Act, 1994

81. Ontario Labour Mobility Act, 2009

PART IX**COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**

82. Commencement

83. Short title

46. Suspension immédiate

47. Demande ultérieure

PARTIE IV**RÉGLEMENTATION DES TITULAIRES DE PERMIS**

48. Remise d'un avis de changement au registrateur

49. Avis au registrateur : sociétés

50. Avis d'émission ou de transfert d'actions

51. Contrat exigé : inspection immobilière

52. Rapport d'inspection immobilière

53. Restrictions : employés

54. Divulcation de l'intérêt

55. Faux renseignements

56. Interdiction

PARTIE V**PLAINTES, MESURES DISCIPLINAIRES,
INSPECTIONS, ENQUÊTES ET EXÉCUTION****PLAINTES ET MESURES DISCIPLINAIRES**

57. Plaintes

58. Instances disciplinaires

INSPECTIONS ET ENQUÊTES

59. Inspecteurs

60. Inspections sans mandat

61. Nomination d'enquêteurs

62. Enquêtes avec mandat

63. Saisie de choses non précisées

64. Perquisitions en cas d'urgence

EXÉCUTION

65. Ordonnances d'observation

66. Infractions

67. Ordonnance : indemnité ou restitution

68. Défaut de paiement d'une amende

69. Privilèges et charges

PARTIE VI**DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

70. Confidentialité

71. Signification

72. Droits

73. Déclaration admissible en preuve

74. Renseignements concernant les titulaires de permis

75. Règlements du ministre, codes

76. Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil

77. Maintien de l'organisme appelé Ontario Association of Home Inspectors

PARTIE VII**MODIFICATIONS À LA PRÉSENTE LOI**

78. Modifications à la présente loi

PARTIE VIII**MODIFICATIONS COMPLÉMENTAIRES
ET ABROGATIONS**

79. Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis

80. Loi intitulée Ontario Association of Home Inspectors Act, 1994

81. Loi ontarienne de 2009 sur la mobilité de la main-d'oeuvre

PARTIE IX**ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ**

82. Entrée en vigueur

83. Titre abrégé

PART I INTERPRETATION AND APPLICATION

Interpretation

1. (1) In this Act,

“administrative agreement” means the agreement described in subsection 4 (1); (“accord d’application”)

“administrative authority” means the corporation that the Lieutenant Governor in Council has designated as such under subsection 3 (1); (“organisme d’application”)

“client” means a person who enters into a contract to receive a home inspection; (“client”)

“delegated provisions” means the provisions of this Act and the regulations for which the administration is delegated to the administrative authority under subsection 3 (2); (“dispositions déléguées”)

“employ” means to employ, appoint, authorize or otherwise arrange to have another person act on one’s behalf, including as an independent contractor; (“employer”)

“equity share” means, in respect of a corporation, a share of a class or series of shares of a corporation that carries a voting right either under all circumstances or under circumstances that have occurred and are continuing; (“action participante”)

“home inspection” means the service of providing an opinion as to the condition of a dwelling or residential property based on a non-invasive evaluation of any of the features and components of the dwelling or property that are prescribed but does not include an activity excluded by the regulations; (“inspection immobilière”)

“home inspection provider” means a person who offers or holds oneself out as being available to arrange or contract for a home inspection to be performed; (“fournisseur de services d’inspection immobilière”)

“home inspector” means an individual who meets the prescribed requirements to be licensed as a home inspector under this Act; (“inspecteur immobilier”)

“investigator” means an investigator appointed under subsection 61 (1); (“enquêteur”)

“licensee” means a home inspection provider or home inspector who is licensed under this Act; (“titulaire de permis”, see also “agréé”)

“Minister” means the Minister of Government and Consumer Services or any other member of the Executive Council to whom the responsibility for the administration of this Act is assigned under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

“officer” includes,

- (a) the chair and any vice-chair of the board of directors, the president and any vice-president, the secretary and assistant secretary, the treasurer and

PARTIE I INTERPRÉTATION ET CHAMP D’APPLICATION

Interprétation

1. (1) Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

«accord d’application» L’accord visé au paragraphe 4 (1). («administrative agreement»)

«action participante» Relativement à une société, s’entend d’une action d’une de ses catégories ou séries d’actions qui sont assorties d’un droit de vote en toutes circonstances ou dans certaines circonstances qui se sont produites et qui se poursuivent. («equity share»)

«agréé» Agréé en vertu d’un permis délivré sous le régime de la présente loi. Le terme «agrément» a un sens correspondant. (French version only)

«client» Personne qui conclut un contrat afin de faire effectuer une inspection immobilière. («client»)

«dirigeant» S’entend notamment des personnes suivantes :

- a) dans le cas d’une société, le président et les vice-présidents de son conseil d’administration, son président, ses vice-présidents, son secrétaire, son secrétaire adjoint, son trésorier, son trésorier adjoint, son directeur général et son directeur général adjoint;
- b) dans le cas d’une société de personnes, ses associés, son directeur général et son directeur général adjoint;
- c) les autres particuliers désignés à titre de dirigeants par règlement administratif ou résolution d’une organisation et ceux qui exercent des fonctions normalement exercées par le titulaire d’un tel poste. («officer»)

«dispositions déléguées» Dispositions de la présente loi et des règlements dont l’application est déléguée à l’organisme d’application en vertu du paragraphe 3 (2). («delegated provisions»)

«employer» Employer ou nommer une autre personne pour agir pour son compte, y compris en qualité d’entrepreneur indépendant, l’autoriser à ce faire ou prendre d’autres dispositions pour qu’elle le fasse. («employ»)

«enquêteur» Enquêteur nommé en vertu du paragraphe 61 (1). («investigator»)

«fournisseur de services d’inspection immobilière» Personne qui offre de passer un contrat ou de prendre des dispositions en vue d’une inspection immobilière, ou qui se présente comme étant en mesure de le faire. («home inspection provider»)

«inspecteur» Inspecteur nommé en vertu du paragraphe 59 (2). («statutory inspector»)

«inspecteur immobilier» Particulier qui satisfait aux exigences prescrites pour être agréé à ce titre sous le régime de la présente loi. («home inspector»)

assistant treasurer and the general manager and assistant general manager of a corporation,

(b) a partner or general manager and assistant general manager of a partnership, and

(c) any other individual designated as an officer by by-law or resolution of an organization or any other individual who performs functions normally performed by an individual occupying such office; (“dirigeant”)

“prescribed” means prescribed by the regulations; (“prescrit”)

“regulations” means regulations made under this Act; (“règlements”)

“statutory inspector” means a statutory inspector appointed under subsection 59 (2); (“inspecteur”)

“Tribunal” means the Licence Appeal Tribunal established under the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999* or any other tribunal that is prescribed. (“Tribunal”)

Associated persons

(2) For purposes of this Act, one person is associated with another person in any of the following circumstances:

1. One person is a corporation of which the other person is an officer or director.
2. One person is a partnership of which the other person is a partner.
3. Both persons are partners of the same partnership.
4. One person is a corporation that is controlled directly or indirectly by the other person.
5. Both persons are corporations and one corporation is controlled directly or indirectly by the same person who controls directly or indirectly the other corporation.
6. Both persons are members of the same voting trust relating to shares of a corporation.
7. Both persons are associated within the meaning of paragraphs 1 to 6 with the same person.

Non-application of Act

2. Subject to the regulations, this Act does not apply to a holder of a licence or certificate of practice under the *Architects Act* or a holder of a licence, limited licence, temporary licence, provisional licence or certificate of authorization under the *Professional Engineers Act*.

«inspection immobilière» Service consistant à donner, sur l'état d'un logement ou d'un bien résidentiel, une opinion fondée sur un examen visuel des caractéristiques et des composantes prescrites du logement ou du bien, à l'exception des activités exclues par les règlements. («home inspection»)

«ministre» Le ministre des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs ou l'autre membre du Conseil exécutif à qui la responsabilité de l'application de la présente loi est assignée en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

«organisme d'application» La personne morale que le lieutenant-gouverneur en conseil a désignée comme tel en vertu du paragraphe 3 (1). («administrative authority»)

«prescrit» Prescrit par les règlements. («prescribed»)

«règlements» Les règlements pris en vertu de la présente loi. («regulations»)

«titulaire de permis» Fournisseur de services d'inspection immobilière ou inspecteur immobilier qui est agréé sous le régime de la présente loi. («licensee»)

«Tribunal» Le Tribunal d'appel en matière de permis créé en application de la *Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis* ou l'autre tribunal prescrit. («Tribunal»)

Personnes associées

(2) Pour l'application de la présente loi, une personne est associée avec une autre dans l'un ou l'autre des cas suivants :

1. L'une d'elles est une société dont l'autre est un dirigeant ou un administrateur.
2. L'une d'elles est une société de personnes dont l'autre est un associé.
3. Les deux sont des associés de la même société de personnes.
4. L'une d'elles est une société que l'autre contrôle directement ou indirectement.
5. Les deux sont des sociétés que la même personne contrôle directement ou indirectement.
6. Les deux sont parties à la même convention de vote fiduciaire afférente aux actions d'une société.
7. Les deux sont associées, au sens des dispositions 1 à 6, avec la même personne.

Non-application de la Loi

2. Sous réserve des règlements, la présente loi ne s'applique pas aux titulaires d'un permis ou d'un certificat d'exercice délivré en vertu de la *Loi sur les architectes* ni aux titulaires d'un permis, d'un permis restreint, d'un permis temporaire, d'un permis provisoire ou d'un certificat d'autorisation délivré en vertu de la *Loi sur les ingénieurs*.

PART II ADMINISTRATION

DELEGATION

Designation of administrative authority

3. (1) The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, designate a not-for-profit corporation without share capital incorporated under the laws of Ontario as the administrative authority for the purposes of this Act.

Delegation of administration

(2) If the Lieutenant Governor in Council designates a corporation as the administrative authority, the administration of all provisions of this Act and the regulations, except for this Part, sections 75, 76 and 77 and Part VII, is delegated to the authority and the authority shall carry out the administration of the delegated provisions.

Administrative agreement

4. (1) The Lieutenant Governor in Council shall not designate a corporation under subsection 3 (1) as the administrative authority until the Minister and the corporation have entered into an agreement to be known as the administrative agreement.

Contents

(2) The administrative agreement shall include, at a minimum, terms related to the following matters with respect to the administrative authority:

1. The governance of the authority.
2. All matters that the Minister considers necessary for the authority to carry out the administration of the delegated provisions.
3. The maintenance by the authority of adequate insurance against liability arising out of the carrying out of its powers and duties under this Act or the regulations.
4. The financial terms of the delegation of the administration of the delegated provisions, including payments to the Crown, licence fees, royalties and reimbursements for transfer of assets.

Compliance with operating principle

(3) The administrative agreement shall require the administrative authority to comply with the principle of promoting the protection of the public interest.

Amendment by Minister

(4) Subject to section 10, the Minister may unilaterally amend the administrative agreement, after giving the administrative authority the notice that the Minister considers reasonable in the circumstances.

Policy directions

5. (1) Subject to section 10, the Minister may issue policy directions to the administrative authority related to its powers and duties under this Act or the regulations,

PARTIE II APPLICATION

DÉLÉGATION

Désignation de l'organisme d'application

3. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, désigner une personne morale sans but lucratif et sans capital-actions constituée aux termes des lois de l'Ontario en tant qu'organisme d'application pour l'application de la présente loi.

Délégation de l'application

(2) Si le lieutenant-gouverneur en conseil désigne une personne morale en tant qu'organisme d'application, l'application de toutes les dispositions de la présente loi et des règlements, à l'exclusion de la présente partie, des articles 75, 76 et 77 et de la partie VII, lui est déléguée et elle applique les dispositions déléguées.

Accord d'application

4. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil ne doit désigner une personne morale en tant qu'organisme d'application en vertu du paragraphe 3 (1) que si le ministre et la personne morale ont conclu un accord appelé accord d'application.

Contenu

(2) L'accord d'application traite au moins des conditions liées aux questions suivantes en ce qui a trait à l'organisme d'application :

1. La gouvernance de l'organisme.
2. Toutes les questions que le ministre estime nécessaires pour l'application des dispositions déléguées par l'organisme.
3. Le maintien par l'organisme d'une assurance suffisante de la responsabilité découlant de l'exercice de ses pouvoirs et fonctions dans le cadre de la présente loi ou des règlements.
4. Les conditions financières de la délégation de l'application des dispositions déléguées, y compris les paiements à la Couronne, les droits à acquitter pour l'obtention d'un permis, les redevances et les remboursements pour les transferts d'éléments d'actif.

Conformité au principe directeur

(3) L'accord d'application exige que l'organisme d'application se conforme au principe de promotion de la protection de l'intérêt public.

Modification par le ministre

(4) Sous réserve de l'article 10, le ministre peut modifier unilatéralement l'accord d'application après avoir donné à l'organisme d'application le préavis qu'il estime raisonnable dans les circonstances.

Directives en matière de politiques

5. (1) Sous réserve de l'article 10, le ministre peut donner des directives en matière de politiques à l'organisme d'application relativement aux pouvoirs et

(MODIFIANT DES LOIS EN CE QUI CONCERNE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR)

Home Inspection Act, 2016

after giving the authority the notice that the Minister considers reasonable in the circumstances.

Part of the administrative agreement

(2) The policy directions are deemed to form part of the administrative agreement.

Compliance

(3) The administrative authority shall comply with the policy directions and shall implement measures to do so.

Compliance by administrative authority

6. In carrying out its powers and duties under this Act or the regulations, the administrative authority shall comply with the administrative agreement, this Act, the regulations and other applicable law.

Review

7. (1) The Minister may,

(a) require that policy, legislative or regulatory reviews related to the powers and duties of the administrative authority under this Act, the regulations or the administrative agreement be carried out,

(i) by or on behalf of the authority, or

(ii) by a person or entity specified by the Minister; or

(b) require that reviews of the administrative authority, of its operations, or of both, including, without limitation, performance, governance, accountability and financial reviews, be carried out,

(i) by or on behalf of the authority, or

(ii) by a person or entity specified by the Minister.

Access to records

(2) If a review is carried out by a person or entity specified by the Minister, the administrative authority shall give the person or entity specified by the Minister and the employees of the person or entity access to all records and other information required to conduct the review.

Conflict

8. In the event of conflict, this Act and the regulations prevail over,

(a) the administrative agreement;

(b) the *Corporations Act*, the *Corporations Information Act* or a regulation made under either of those Acts; and

(c) the administrative authority's constating documents, by-laws and resolutions.

Revocation of designation

9. (1) The Lieutenant Governor in Council may, by

Loi de 2016 sur les inspections immobilières

fonctions que lui attribuent la présente loi ou les règlements, après lui avoir donné le préavis qu'il estime raisonnable dans les circonstances.

Inclusion dans l'accord d'application

(2) Les directives en matière de politiques sont réputées faire partie de l'accord d'application.

Conformité

(3) L'organisme d'application se conforme aux directives en matière de politiques et il met en oeuvre des mesures à cette fin.

Obligation de conformité de l'organisme d'application

6. Dans l'exercice de ses pouvoirs et fonctions dans le cadre de la présente loi ou des règlements, l'organisme d'application doit se conformer à l'accord d'application, à la présente loi, aux règlements et à toute autre règle de droit applicable.

Examen

7. (1) Le ministre peut :

a) exiger que des examens des politiques, de la législation ou de la réglementation liés aux pouvoirs et fonctions que la présente loi, les règlements et l'accord d'application attribuent à l'organisme d'application soient effectués :

(i) soit par l'organisme ou pour son compte,

(ii) soit par une personne ou une entité précisée par le ministre;

b) exiger que des examens de l'organisme d'application, de ses activités ou des deux, sur le plan notamment du rendement, de la gouvernance, de la responsabilisation et des finances, soient effectués :

(i) soit par l'organisme ou pour son compte,

(ii) soit par une personne ou une entité précisée par le ministre.

Accès aux dossiers

(2) Si un examen est effectué par une personne ou une entité précisée par le ministre, l'organisme d'application donne à celle-ci ainsi qu'à ses employés accès à tous les dossiers et autres renseignements nécessaires à l'examen.

Incompatibilité

8. En cas d'incompatibilité, la présente loi et les règlements l'emportent sur :

a) l'accord d'application;

b) la *Loi sur les personnes morales* ou la *Loi sur les renseignements exigés des personnes morales*, ainsi que leurs règlements;

c) les documents constitutifs, les règlements administratifs et les résolutions de l'organisme d'application.

Révocation d'une désignation

9. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par

regulation, revoke the designation of the administrative authority if the Lieutenant Governor in Council considers it advisable to do so in the public interest.

Revocation for non-compliance

(2) The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, revoke the designation of the administrative authority if,

- (a) the authority has failed to comply with this Act, the regulations, other applicable law or the administrative agreement;
- (b) the Minister has allowed the authority the opportunity of remedying its default within a specified time period that the Minister considers reasonable in the circumstances; and
- (c) the authority has not remedied its default to the Minister's satisfaction within the specified time period mentioned in clause (b) and the Minister has so advised the Lieutenant Governor in Council.

Same, no restriction on subs. (1)

(3) Nothing in subsection (2) restricts the ability of the Lieutenant Governor in Council to act under subsection (1).

Revocation on request

(4) The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, revoke the designation of the administrative authority on the terms that the Lieutenant Governor in Council considers advisable in the public interest if the authority requests the revocation.

Transition

(5) If the Lieutenant Governor in Council revokes the designation of the administrative authority under this section, the Lieutenant Governor in Council may, by regulation, provide for any transitional matter necessary for the effective implementation of the revocation.

Condition precedent for exercise of certain powers

10. The Minister may exercise a power under subsection 4 (4), 5 (1), 25 (1) or 28 (1) only if the Minister is of the opinion that it is advisable to exercise the power in the public interest because at least one of the following conditions is satisfied:

1. The exercise of the power is necessary to prevent serious harm to the interests of the public and clients.
2. An event of force majeure has occurred.
3. The administrative authority is facing a risk of insolvency.
4. The number of members of the board of the administrative authority is insufficient for a quorum.

ADMINISTRATIVE AUTHORITY

Criteria and directives re board members

11. (1) The Minister may, by order,

règlement, révoquer la désignation de l'organisme d'application s'il estime qu'il est dans l'intérêt public de le faire.

Révocation pour non-conformité

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, révoquer la désignation de l'organisme d'application si les conditions suivantes sont remplies :

- a) l'organisme ne s'est pas conformé à la présente loi, aux règlements, à une autre règle de droit applicable ou à l'accord d'application;
- b) le ministre a donné à l'organisme l'occasion de remédier à la situation dans un délai déterminé qu'il estime raisonnable dans les circonstances;
- c) l'organisme n'a pas remédié à la situation à la satisfaction du ministre dans le délai imparti à l'alinéa b) et le ministre en a avisé le lieutenant-gouverneur en conseil.

Idem : effet sur le par. (1)

(3) Le paragraphe (2) n'a pas pour effet de restreindre la capacité du lieutenant-gouverneur en conseil d'agir en vertu du paragraphe (1).

Révocation sur demande

(4) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, révoquer la désignation de l'organisme d'application à sa demande, aux conditions qu'il estime souhaitables dans l'intérêt public.

Disposition transitoire

(5) Si le lieutenant-gouverneur en conseil révoque la désignation de l'organisme d'application en vertu du présent article, il peut, par règlement, prévoir les questions transitoires nécessaires à la mise en application efficace de la révocation.

Condition préalable à l'exercice de certains pouvoirs

10. Le ministre ne peut exercer un pouvoir prévu au paragraphe 4 (4), 5 (1), 25 (1) ou 28 (1) que s'il le juge souhaitable dans l'intérêt public parce qu'au moins une des conditions suivantes est remplie :

1. L'exercice du pouvoir est nécessaire pour empêcher qu'un préjudice grave soit causé aux intérêts du public et des clients.
2. Un cas de force majeure est survenu.
3. L'organisme d'application risque l'insolvabilité.
4. Le conseil d'administration de l'organisme d'application ne compte pas suffisamment de membres pour former le quorum.

ORGANISME D'APPLICATION

Critères et directives : membres du conseil d'administration

11. (1) Le ministre peut, par arrêté :

- (a) establish competency criteria for members of the board of the administrative authority; and
- (b) make rules about the nomination of members, the appointment or election process, the length of their terms and whether they may be reappointed or re-elected.

Competency criteria

(2) A person is qualified to be appointed or elected to the board only if the person meets any competency criteria established under clause (1) (a).

Conflict

(3) In the event of conflict, an order made under subsection (1) prevails over a by-law or resolution of the administrative authority.

Board appointments

12. (1) The Minister may appoint one or more members to the board of the administrative authority for a term specified in the appointment.

Majority

(2) The number of members appointed by the Minister shall not form a majority of the board.

Composition

(3) The members appointed by the Minister may include,

- (a) representatives of the public, consumer groups, businesses or government organizations; and
- (b) representatives of other interests as the Minister determines.

Change in number of directors

13. The Minister may, by order, increase or decrease the number of members of the board of the administrative authority.

Appointment of chair

14. The Minister may appoint a chair from among the members of the board of the administrative authority.

Public access to corporate information

15. (1) The administrative authority shall make available to the public, by electronic or other means, the following information within the prescribed time:

1. Prescribed information relating to the compensation of board members, officers and employees and relating to any other payments that the administrative authority makes or is required to make to them.
2. Corporate by-laws of the administrative authority.
3. Any other information that is prescribed.

- a) établir des critères de compétence pour les membres du conseil d'administration de l'organisme d'application;
- b) établir des règles concernant la mise en candidature des membres, le processus à suivre pour leur nomination ou leur élection, la durée de leur mandat et son renouvellement.

Critères de compétence

(2) Une personne n'a les qualités requises pour être nommée ou élue au conseil d'administration que si elle répond aux critères de compétence établis en vertu de l'alinéa (1) a), le cas échéant.

Incompatibilité

(3) En cas d'incompatibilité, l'arrêté visé au paragraphe (1) l'emporte sur tout règlement administratif ou toute résolution de l'organisme d'application.

Nominations au conseil d'administration

12. (1) Le ministre peut nommer un ou plusieurs membres au conseil d'administration de l'organisme d'application pour le mandat précisé dans l'acte de nomination.

Majorité

(2) Les membres nommés par le ministre ne doivent pas constituer la majorité du conseil d'administration.

Composition

(3) Les membres nommés par le ministre peuvent comprendre :

- a) des représentants du public, de groupes de consommateurs, du monde des affaires ou d'organismes gouvernementaux;
- b) des représentants d'autres intérêts qu'il précise.

Modification du nombre d'administrateurs

13. Le ministre peut, par arrêté, augmenter ou réduire le nombre des membres du conseil d'administration de l'organisme d'application.

Nomination du président

14. Le ministre peut nommer un président parmi les membres du conseil d'administration de l'organisme d'application.

Renseignements sur l'organisme à la disposition du public

15. (1) L'organisme d'application met les renseignements suivants à la disposition du public, par des moyens électroniques ou autres et dans le délai prescrit :

1. Les renseignements prescrits concernant la rémunération des membres de son conseil d'administration, de ses dirigeants et de ses employés et ceux concernant les autres paiements qu'il leur fait ou est tenu de leur faire.
2. Ses règlements administratifs.
3. Les autres renseignements prescrits.

Compensation information

(2) A regulation made under paragraph 1 of subsection (1) may require that the administrative authority make available to the public under that subsection information relating to the compensation of a board member or officer who is in office on the day this section comes into force or an individual who is an employee on that day, where the information is for a period that begins before that day.

Effect of compliance

(3) If the administrative authority makes available to the public information relating to compensation in accordance with subsection (1), or in the reasonable belief that action is required by that subsection, the authority shall not be deemed by any court or person,

- (a) to contravene any Act or regulation enacted or made before or after the coming into force of this section; or
- (b) to be in breach of or contrary to any agreement that purports to restrict or prohibit that action regardless of whether the agreement is made before or after the coming into force of this section.

Processes and procedures

(4) The administrative authority shall follow the prescribed processes and procedures with respect to providing access to the public to records of the authority and with respect to managing personal information contained in those records.

Employees

16. (1) Subject to the administrative agreement, the administrative authority may employ or retain the services of any qualified person to carry out any of its powers and duties under this Act or the regulations.

Not Crown employees

(2) The following persons are not employees of the Crown and shall not hold themselves out as such:

- 1. Persons who are employed or whose services are retained under subsection (1).
- 2. Members, officers and agents of the administrative authority.
- 3. Members of the board of the administrative authority, including those appointed by the Minister.

Not Crown agency

17. (1) Despite the *Crown Agency Act*, the administrative authority is not an agent of the Crown for any purpose and shall not hold itself out as such.

Renseignements concernant la rémunération

(2) L'organisme d'application peut être tenu par un règlement pris en vertu de la disposition 1 du paragraphe (1) de mettre à la disposition du public, en application de ce paragraphe, des renseignements concernant la rémunération d'un membre du conseil d'administration ou d'un dirigeant qui est en fonction le jour de l'entrée en vigueur du présent article ou d'un particulier qui est un employé ce jour-là, lorsque les renseignements portent sur une période ayant commencé avant ce jour.

Effet de la conformité

(3) Si l'organisme d'application met à la disposition du public des renseignements concernant la rémunération conformément au paragraphe (1), ou pour des motifs qui permettent raisonnablement de croire que des mesures sont exigées par ce paragraphe, l'organisme ne doit pas être considéré par un tribunal ou une personne :

- a) soit comme contrevenant à une loi adoptée ou à un règlement pris avant ou après l'entrée en vigueur du présent article;
- b) soit comme contrevenant ou étant contraire à une entente visant à limiter ou à interdire ces mesures, que l'entente soit conclue avant ou après l'entrée en vigueur du présent article.

Procédés et méthodes

(4) L'organisme d'application suit les procédés et les méthodes prescrits pour donner au public accès à ses dossiers et pour gérer les renseignements personnels contenus dans ces dossiers.

Employés

16. (1) Sous réserve de l'accord d'application, l'organisme d'application peut employer toute personne compétente, ou retenir ses services, pour exercer les pouvoirs et fonctions que lui attribuent la présente loi ou les règlements.

Non des employés de la Couronne

(2) Les personnes suivantes ne sont pas des employés de la Couronne et ne doivent pas se faire passer pour tels :

- 1. Les personnes qui sont employées ou dont les services sont retenus en vertu du paragraphe (1).
- 2. Les membres, les dirigeants et les mandataires de l'organisme d'application.
- 3. Les membres du conseil d'administration de l'organisme d'application, y compris ceux qui sont nommés par le ministre.

Non un organisme de la Couronne

17. (1) Malgré la *Loi sur les organismes de la Couronne*, l'organisme d'application n'est à aucune fin un mandataire de la Couronne et ne doit pas se faire passer pour tel.

Same

(2) The following persons are not agents of the Crown and shall not hold themselves out as such:

1. Persons who are employed or whose services are retained by the administrative authority.
2. Members, officers and agents of the administrative authority.
3. Members of the board of the administrative authority, including those appointed by the Minister.

No personal liability, Crown employee

18. (1) No action or other proceeding shall be instituted against an employee of the Crown for an act done in good faith in the execution or intended execution of a duty under this Act or the regulations or for an alleged neglect or default in the execution in good faith of the duty.

Tort by Crown employee

(2) Despite subsections 5 (2) and (4) of the *Proceedings Against the Crown Act*, subsection (1) does not relieve the Crown of liability in respect of a tort committed by an employee of the Crown to which it would otherwise be subject.

No Crown liability

19. (1) No cause of action arises against the Crown, a minister of the Crown, a Crown employee or a Crown agent as a result of any act or omission of a person who is not a minister of the Crown, a Crown employee or a Crown agent, if the act or omission is related, directly or indirectly, to the activities or affairs of the administrative authority or to the administration of this Act.

No proceeding

(2) No proceeding for damages, including but not limited to a proceeding for a remedy in contract, restitution, tort or trust, shall be instituted against the Crown, a minister of the Crown, a Crown employee or a Crown agent by a person who has suffered any damages, injury or other loss based on or related to any cause of action described in subsection (1).

Indemnification of the Crown

20. The administrative authority shall indemnify the Crown, in accordance with the administrative agreement, in respect of damages and costs incurred by the Crown for any act or omission of the authority or its members, officers, directors, employees or agents in the execution or intended execution of their powers and duties under this Act, the regulations or the administrative agreement.

No personal liability, board members and others

21. (1) No action or other proceeding shall be institut-

Idem

(2) Les personnes suivantes ne sont pas des mandataires de la Couronne et ne doivent pas se faire passer pour tels :

1. Les personnes qui sont employées par l'organisme d'application ou dont celui-ci retient les services.
2. Les membres, les dirigeants et les mandataires de l'organisme d'application.
3. Les membres du conseil d'administration de l'organisme d'application, y compris ceux qui sont nommés par le ministre.

Immunité : employés de la Couronne

18. (1) Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites contre un employé de la Couronne pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel d'une fonction que lui confèrent la présente loi ou les règlements ou pour une négligence ou un manquement qu'il aurait commis dans l'exercice de bonne foi de la fonction.

Délit civil commis par un employé de la Couronne

(2) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la *Loi sur les instances introduites contre la Couronne*, le paragraphe (1) ne dégage pas la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par un employé de la Couronne.

Immunité de la Couronne

19. (1) Aucune cause d'action contre la Couronne ou un de ses ministres, employés ou mandataires ne résulte d'un acte accompli ou d'une omission faite par une personne qui n'est pas un ministre, un employé ou un mandataire de la Couronne, si l'acte ou l'omission est lié, directement ou indirectement, aux activités ou aux affaires internes de l'organisme d'application ou à l'application de la présente loi.

Aucune instance

(2) Sont irrecevables les instances pour dommages-intérêts, notamment les instances dans lesquelles il est demandé un recours contractuel ou un recours en responsabilité délictuelle, en restitution ou en fiducie qui sont introduites contre la Couronne ou un de ses ministres, employés ou mandataires par une personne qui a subi un dommage, un préjudice ou une autre perte résultant de toute cause d'action visée au paragraphe (1) ou s'y rapportant.

Indemnisation de la Couronne

20. L'organisme d'application indemnise la Couronne, conformément à l'accord d'application, à l'égard des dommages-intérêts et des coûts qu'elle engage par suite d'un acte accompli ou d'une omission faite, par l'organisme ou ses membres, dirigeants, administrateurs, employés ou mandataires, dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs pouvoirs et fonctions dans le cadre de la présente loi, des règlements ou de l'accord d'application.

Immunité : membres du conseil d'administration et autres personnes

21. (1) Sont irrecevables les actions ou autres ins-

ed against a person mentioned in subsection (2), for an act done in good faith in the execution or intended execution of any of the person's powers or duties under this Act or the regulations or for an alleged neglect or default in the execution in good faith of that power or duty.

Same

(2) Subsection (1) applies to,

- (a) members of the board of the administrative authority;
- (b) persons who perform functions under this Act or the regulations as employees, agents or officers of the administrative authority or as persons whose services it retains;
- (c) members of committees of the administrative authority who perform functions under this Act or the regulations; and
- (d) individuals who perform functions under this Act or the regulations.

Liability of administrative authority

(3) Subsection (1) does not relieve the administrative authority of liability to which it would otherwise be subject.

Not public money

22. (1) The money that the administrative authority collects in carrying out its powers and duties under this Act or the regulations is not public money within the meaning of the *Financial Administration Act*.

Same

(2) The administrative authority may use the money described in subsection (1) to carry out activities in accordance with its objects, subject to subsection 28 (2) and any restrictions in this Part.

Audit

23. (1) The Auditor General appointed under the *Auditor General Act* may conduct an audit of the administrative authority, other than an audit required under the *Corporations Act*.

Access to records and information

(2) If the Auditor General conducts an audit under subsection (1), the administrative authority shall give the Auditor General and employees of the Auditor General access to all records and other information required to conduct the audit.

Reports

24. (1) The board of the administrative authority shall report to the Minister on its activities and financial affairs as they relate to this Act and the administrative agreement.

tances introduites contre une personne visée au paragraphe (2) pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de ses pouvoirs et fonctions dans le cadre de la présente loi ou des règlements, ou pour une négligence ou un manquement qu'elle aurait commis dans l'exercice de bonne foi du pouvoir ou de la fonction.

Idem

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux personnes suivantes :

- a) les membres du conseil d'administration de l'organisme d'application;
- b) les personnes qui exercent des fonctions dans le cadre de la présente loi ou des règlements en qualité d'employés, de mandataires ou de dirigeants de l'organisme d'application ou de personnes dont il retient les services;
- c) les membres des comités de l'organisme d'application qui exercent des fonctions dans le cadre de la présente loi ou des règlements;
- d) les particuliers qui exercent des fonctions dans le cadre de la présente loi ou des règlements.

Responsabilité de l'organisme d'application

(3) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet de dégager l'organisme d'application de la responsabilité qu'il serait autrement tenu d'assumer.

Non des deniers publics

22. (1) Les sommes que l'organisme d'application perçoit dans l'exercice de ses pouvoirs et fonctions dans le cadre de la présente loi ou des règlements ne sont pas des deniers publics au sens de la *Loi sur l'administration financière*.

Idem

(2) L'organisme d'application peut utiliser les sommes visées au paragraphe (1) pour exercer des activités conformément à ses objets, sous réserve du paragraphe 28 (2) et de toute restriction imposée par la présente partie.

Vérification

23. (1) Le vérificateur général nommé en application de la *Loi sur le vérificateur général* peut effectuer une vérification de l'organisme d'application, à l'exclusion d'une vérification exigée par la *Loi sur les personnes morales*.

Accès aux dossiers et renseignements

(2) Lorsque le vérificateur général effectue une vérification en vertu du paragraphe (1), l'organisme d'application lui donne, ainsi qu'à ses employés, accès à tous les dossiers et autres renseignements nécessaires à cette fin.

Rapports

24. (1) Le conseil d'administration de l'organisme d'application présente au ministre un rapport sur ses activités et sa situation financière dans la mesure où elles sont liées à la présente loi et à l'accord d'application.

Form and contents

(2) The report shall be in a form acceptable to the Minister and shall provide the information that the Minister requires.

Time for reports

(3) The board of the administrative authority shall prepare the report for each year and at the other times that the Minister specifies.

Disclosure by board

(4) The board of the administrative authority shall publish the report on the authority's website and by any other method within the period and in the manner that the Minister requires.

Administrator

25. (1) Subject to section 10, the Minister may, by order, appoint an individual as an administrator of the administrative authority for the purposes of assuming control of it and responsibility for its activities.

Notice of appointment

(2) The Minister shall give the board of the administrative authority the notice that the Minister considers reasonable in the circumstances before appointing the administrator.

Immediate appointment

(3) Subsection (2) does not apply if there are not enough members on the board to form a quorum.

Term of appointment

(4) The appointment of the administrator is valid until the Minister makes an order terminating it.

Powers and duties of administrator

(5) Unless the order appointing the administrator provides otherwise, the administrator has the exclusive right to exercise all the powers and perform all the duties of the directors, officers and members of the administrative authority.

Same, limitations

(6) In the order appointing the administrator, the Minister may specify the administrator's powers and duties and the conditions governing them.

Right of access

(7) The administrator has the same rights as the board in respect of the documents, records and information of the administrative authority.

Report to Minister

(8) The administrator shall report to the Minister as the Minister requires.

Minister's directions

(9) The Minister may issue directions to the administrator with regard to any matter within the administrator's jurisdiction, and the administrator shall carry them out.

Forme et teneur du rapport

(2) Le rapport est rédigé sous une forme que le ministre estime acceptable et contient les renseignements qu'il exige.

Fréquence des rapports

(3) Le conseil d'administration de l'organisme d'application prépare le rapport chaque année et aux autres moments précisés par le ministre.

Divulgaration par le conseil d'administration

(4) Le conseil d'administration de l'organisme d'application publie le rapport sur le site Web de l'organisme et par tout autre moyen, dans le délai et de la manière qu'exige le ministre.

Administrateur général

25. (1) Sous réserve de l'article 10, le ministre peut, par arrêté, nommer un particulier au poste d'administrateur général de l'organisme d'application pour qu'il assume la direction de l'organisme et la responsabilité de ses activités.

Préavis de nomination

(2) Le ministre donne au conseil d'administration de l'organisme d'application le préavis qu'il estime raisonnable dans les circonstances avant de nommer l'administrateur général.

Nomination immédiate

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas si le conseil d'administration ne compte pas suffisamment de membres pour former le quorum.

Mandat

(4) L'administrateur général reste en fonction jusqu'à ce que le ministre mette fin à son mandat par arrêté.

Pouvoirs et fonctions de l'administrateur général

(5) Sauf disposition contraire de l'arrêté le nommant, l'administrateur général a le droit exclusif d'exercer tous les pouvoirs et toutes les fonctions des administrateurs, des dirigeants et des membres de l'organisme d'application.

Idem : restrictions

(6) Le ministre peut préciser, dans l'arrêté nommant l'administrateur général, les pouvoirs et fonctions qu'il lui attribue ainsi que les conditions dont il les assortit.

Droit d'accès

(7) L'administrateur général a les mêmes droits que le conseil d'administration en ce qui a trait aux documents, aux dossiers et aux renseignements de l'organisme d'application.

Rapports au ministre

(8) L'administrateur général présente au ministre les rapports que celui-ci exige.

Directives du ministre

(9) Le ministre peut donner à l'administrateur général des directives, que celui-ci doit observer, en ce qui a trait à toute question relevant de l'administrateur général.

No personal liability

(10) No action or other proceeding shall be instituted against the administrator for an act done in good faith in the execution or intended execution of a duty or power under this Act, the regulations, the delegated provisions, a Minister's order or the appointment under subsection (1), or for an alleged neglect or default in the execution in good faith of that duty or power.

Crown liability

(11) Despite subsections 5 (2) and (4) of the *Proceedings Against the Crown Act*, subsection (10) does not relieve the Crown of liability to which it would otherwise be subject.

Liability of administrative authority

(12) Subsection (10) does not relieve the administrative authority of liability to which it would otherwise be subject.

Status of board during administrator's tenure

26. (1) On the appointment of an administrator under section 25, the members of the board of the administrative authority cease to hold office, unless the order provides otherwise.

Same

(2) During the term of the administrator's appointment, the powers of any member of the board who continues to hold office are suspended, unless the order provides otherwise.

No personal liability

(3) No action or other proceeding shall be instituted against a member or former member of the board for anything done by the administrator or the administrative authority after the member's removal under subsection (1) or while the member's powers are suspended under subsection (2).

Crown liability

(4) Despite subsections 5 (2) and (4) of the *Proceedings Against the Crown Act*, subsection (3) does not relieve the Crown of liability to which it would otherwise be subject.

Liability of administrative authority

(5) Subsection (3) does not relieve the administrative authority of liability to which it would otherwise be subject.

POWERS AND DUTIES OF ADMINISTRATIVE AUTHORITY

Additional powers

27. (1) The administrative authority may carry out other activities in accordance with its objects or purposes, subject to subsection (2).

Immunité

(10) Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites contre l'administrateur général pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel d'une fonction ou d'un pouvoir que lui attribuent la présente loi, les règlements, les dispositions déléguées, un arrêté du ministre ou la nomination visée au paragraphe (1), ou pour une négligence ou un manquement qu'il aurait commis dans l'exercice de bonne foi de la fonction ou du pouvoir.

Responsabilité de la Couronne

(11) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la *Loi sur les instances introduites contre la Couronne*, le paragraphe (10) ne dégage pas la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer.

Responsabilité de l'organisme d'application

(12) Le paragraphe (10) ne dégage pas l'organisme d'application de la responsabilité qu'il serait autrement tenu d'assumer.

Statut du conseil d'administration durant le mandat de l'administrateur général

26. (1) À la nomination d'un administrateur général en vertu de l'article 25, les membres du conseil d'administration de l'organisme d'application cessent d'occuper leur charge, sauf disposition contraire de l'arrêté.

Idem

(2) Pendant le mandat de l'administrateur général, les pouvoirs de tout membre du conseil d'administration qui continue d'occuper sa charge sont suspendus, sauf disposition contraire de l'arrêté.

Immunité

(3) Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites contre un membre ou un ancien membre du conseil d'administration pour tout acte accompli par l'administrateur général ou par l'organisme d'application après la destitution du membre prévue au paragraphe (1) ou pendant que ses pouvoirs sont suspendus en application du paragraphe (2).

Responsabilité de la Couronne

(4) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la *Loi sur les instances introduites contre la Couronne*, le paragraphe (3) ne dégage pas la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer.

Responsabilité de l'organisme d'application

(5) Le paragraphe (3) ne dégage pas l'organisme d'application de la responsabilité qu'il serait autrement tenu d'assumer.

POUVOIRS ET FONCTIONS DE L'ORGANISME D'APPLICATION

Pouvoirs supplémentaires

27. (1) L'organisme d'application peut exercer d'autres activités conformément à ses objets, sous réserve du paragraphe (2).

Commercial activities

(2) The administrative authority shall not engage in commercial activity through a person or entity that is related to the authority.

Change to objects or purposes

28. (1) Subject to section 10, the Minister may require that the administrative authority make a specified change to its objects or purposes.

Minister's approval required

(2) The administrative authority shall not make any changes to its objects or purposes unless the Minister's written approval is obtained in advance.

Right to use French

29. (1) A person has the right to communicate in French with, and to receive available services in French from, the administrative authority.

Definition

(2) In subsection (1),

“service” means any service or procedure that is provided to the public by the administrative authority in carrying out its powers and duties under this Act or the regulations and includes,

- (a) responding to inquiries from members of the public, and
- (b) any other communications for the purpose of providing the service or procedure.

Board's duty

(3) The board of the administrative authority shall take all reasonable measures and make all reasonable plans to ensure that persons may exercise the right to use French given by this section.

Limitation

(4) The right to use French given by this section is subject to the limits that are reasonable in the circumstances.

Advisory councils, advisory process

30. The Minister may require the administrative authority to,

- (a) establish one or more advisory councils;
- (b) include, as members of an advisory council, representatives of the public, consumer groups, businesses or government organizations and other persons as the Minister determines; or
- (c) undertake an advisory process in which it seeks advice from one or both of the public and persons with experience or knowledge relating to this Act.

Duty to inform Minister

31. The administrative authority shall promptly inform and advise the Minister with respect to,

Activité commerciale

(2) L'organisme d'application ne doit pas exercer d'activité commerciale par l'intermédiaire d'une personne ou d'une entité liée à l'organisme.

Modification des objets

28. (1) Sous réserve de l'article 10, le ministre peut exiger que l'organisme d'application apporte une modification déterminée à ses objets.

Approbation du ministre requise

(2) L'organisme d'application ne doit apporter aucune modification que ce soit à ses objets à moins d'avoir obtenu préalablement l'autorisation écrite du ministre.

Droit d'utilisation du français

29. (1) Chacun a droit à l'utilisation du français pour communiquer avec l'organisme d'application et pour en recevoir les services disponibles.

Définition

(2) La définition qui suit s'applique au paragraphe (1).

«service» Service ou procédure que l'organisme d'application fournit au public dans l'exercice de ses pouvoirs et fonctions dans le cadre de la présente loi ou des règlements, y compris :

- a) répondre aux demandes de renseignements du public;
- b) effectuer toutes les autres communications utiles pour fournir le service ou la procédure.

Obligation du conseil

(3) Le conseil d'administration de l'organisme d'application prend toutes les mesures raisonnables et élabore tous les plans raisonnables pour faire en sorte que chacun puisse exercer le droit d'utilisation du français garanti par le présent article.

Droit restreint

(4) Le droit d'utilisation du français garanti par le présent article est assujéti aux limites qui sont raisonnables dans les circonstances.

Conseils consultatifs et consultations

30. Le ministre peut exiger que l'organisme d'application :

- a) forme un ou plusieurs conseils consultatifs;
- b) inclue, en tant que membres d'un conseil consultatif, des représentants du public, de groupes de consommateurs, du monde des affaires ou d'organismes gouvernementaux et les autres personnes que précise le ministre;
- c) entreprenne des consultations au cours desquelles il demande l'avis du public, de personnes possédant de l'expérience ou des connaissances relativement à la présente loi ou des deux.

Obligation d'informer le ministre

31. L'organisme d'application informe et conseille promptement le ministre en ce qui concerne :

- (a) any material fact that could affect the authority's ability to perform its duties under this Act or the regulations; or
- (b) any urgent or critical matter that is likely to require action by the Minister to ensure that the administration of the delegated provisions is carried out properly.

Advice of administrative authority

32. (1) The administrative authority shall advise or report to the Minister on any matter that the Minister refers to it and that relates to this Act or the administration of the delegated provisions.

Same

(2) The administrative authority may suggest to the Minister amendments to Ontario legislation that it considers would,

- (a) further the purpose of this Act; or
- (b) assist the authority in carrying out its powers and duties under this Act or the regulations.

Forms and fees

33. (1) The administrative authority may,

- (a) establish forms related to the administration of the delegated provisions;
- (b) in accordance with processes and criteria established by the administrative authority and approved by the Minister, set and collect fees, costs or other charges related to the administration of the delegated provisions; and
- (c) make rules governing the payment of the fees, costs and charges described in clause (b).

Setting fees

(2) In setting the fees, costs and charges described in clause (1) (b), the administrative authority may specify their amounts or the method for determining the amounts.

Same

(3) The amounts may be determined on the basis of each home inspection that a licensed home inspector performs or for which a licensed home inspection provider arranges or contracts to be performed.

Publication of fee schedule

- (4) The administrative authority,
- (a) shall publish the fees, costs and charges, the processes and criteria and the rules on its website and in any other way described in the administrative agreement; and
- (b) may publish them in any other format that the administrative authority considers advisable.

- a) tout fait important qui pourrait avoir une incidence sur la capacité de l'organisme à exercer les fonctions que lui attribuent la présente loi ou les règlements;
- b) toute question urgente ou cruciale qui exigera vraisemblablement l'intervention du ministre pour assurer la bonne application des dispositions déléguées.

Rôle consultatif de l'organisme d'application

32. (1) L'organisme d'application conseille le ministre ou lui présente des rapports sur les questions relatives à la présente loi ou à l'application des dispositions déléguées que celui-ci lui demande d'examiner.

Idem

(2) L'organisme d'application peut suggérer au ministre les modifications qui, à son avis, devraient être apportées à la législation de l'Ontario pour, selon le cas :

- a) mieux réaliser l'objet de la présente loi;
- b) aider l'organisme dans l'exercice de ses pouvoirs et fonctions dans le cadre de la présente loi ou des règlements.

Formulaires et droits

33. (1) L'organisme d'application peut :

- a) créer des formulaires relatifs à l'application des dispositions déléguées;
- b) fixer et percevoir, conformément aux procédures et aux critères qu'il établit et qu'approuve le ministre, des droits, coûts ou autres frais relativement à l'application des dispositions déléguées;
- c) établir des règles régissant le paiement des droits, coûts et frais visés à l'alinéa b).

Fixation des droits

(2) Lorsqu'il fixe les droits, coûts et frais visés à l'alinéa (1) b), l'organisme d'application peut préciser leur montant ou leur mode de calcul.

Idem

(3) Le montant peut être calculé en se fondant sur chaque inspection immobilière qu'effectue un inspecteur immobilier agréé ou en vue de laquelle un fournisseur de services d'inspection immobilière agréé passe un contrat ou prend des dispositions.

Publication du barème de droits

(4) L'organisme d'application :

- a) doit publier les droits, coûts et frais, les procédures et les critères ainsi que les règles sur son site Web et de toute autre manière indiquée dans l'accord d'application;
- b) peut publier ces renseignements sur tout autre support qu'il estime indiqué.

MISCELLANEOUS

Director

34. (1) Subject to subsection (2), the following person or body shall appoint a director for the purposes of this Act and may appoint a maximum of two deputy directors:

1. The board of the administrative authority.
2. The Minister, if there is no administrative authority.

Director cannot be registrar

(2) A person appointed as the registrar or a deputy registrar under subsection 35 (1) shall not be appointed as the director or a deputy director under subsection (1).

Deputy director, duties

(3) A deputy director shall perform the duties that the director assigns and shall act as director in the director's absence.

If more than one deputy director

(4) If more than one deputy director is appointed, only one deputy director may act as the director under subsection (3) at any one time.

Registrar

35. (1) Subject to subsection (2), the following person or body shall appoint a registrar for the purposes of this Act and may appoint a maximum of two deputy registrars:

1. The board of the administrative authority.
2. The Minister, if there is no administrative authority.

Registrar cannot be director

(2) A person appointed as the director or a deputy director under subsection 34 (1) shall not be appointed as the registrar or a deputy registrar under subsection (1).

Powers and duties of registrar

(3) The registrar shall exercise the powers and perform the duties imposed on him or her under this Act.

Same, deputy registrar

(4) A deputy registrar shall perform the duties that the registrar assigns and shall act as the registrar in the registrar's absence.

If more than one deputy registrar

(5) If more than one deputy registrar is appointed, only one deputy registrar may act as the registrar under subsection (4) at any one time.

Offences, administrative authority

36. (1) If the administrative authority knowingly contravenes this Act or the regulations, the authority is guilty

DISPOSITIONS DIVERSES

Directeur

34. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la personne ou l'organe suivant doit nommer un directeur pour l'application de la présente loi et peut nommer un maximum de deux directeurs adjoints :

1. Le conseil d'administration de l'organisme d'application.
2. Le ministre, en l'absence d'organisme d'application.

Interdiction du cumul

(2) La personne nommée registrateur ou registrateur adjoint en application du paragraphe 35 (1) ne doit pas être nommée directeur ou directeur adjoint en application du paragraphe (1).

Fonctions du directeur adjoint

(3) Le ou les directeurs adjoints exercent les fonctions que leur attribue le directeur et le remplacent en son absence.

Cas où il y a plus d'un directeur adjoint

(4) S'il y a plus d'un directeur adjoint, un seul peut remplacer le directeur en application du paragraphe (3) à un moment donné.

Registrateur

35. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la personne ou l'organe suivant doit nommer un registrateur pour l'application de la présente loi et peut nommer un maximum de deux registrateurs adjoints :

1. Le conseil d'administration de l'organisme d'application.
2. Le ministre, en l'absence d'organisme d'application.

Interdiction du cumul

(2) La personne nommée directeur ou directeur adjoint en application du paragraphe 34 (1) ne doit pas être nommée registrateur ou registrateur adjoint en application du paragraphe (1).

Pouvoirs et fonctions du registrateur

(3) Le registrateur exerce les pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente loi.

Idem : registrateur adjoint

(4) Le ou les registrateurs adjoints exercent les fonctions que leur attribue le registrateur et le remplacent en son absence.

Cas où il y a plus d'un registrateur adjoint

(5) S'il y a plus d'un registrateur adjoint, un seul peut remplacer le registrateur en application du paragraphe (4) à un moment donné.

Infractions : organisme d'application

36. (1) S'il contrevient sciemment à la présente loi ou aux règlements, l'organisme d'application est coupable

of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$100,000 for each day or part of a day on which the offence occurs or continues.

Individuals

(2) A director, officer, employee or agent of the administrative authority who knowingly contravenes this Act or the regulations is guilty of an offence.

Directors and officers

(3) A director or officer of the administrative authority is guilty of an offence if the person,

- (a) knowingly causes, authorizes, permits or participates in the commission by the authority of an offence mentioned in subsection (1); or
- (b) fails to take reasonable care to prevent the authority from committing an offence mentioned in subsection (1).

Penalty

(4) A person who is convicted of an offence under subsection (2) or (3) is liable to a fine of not more than \$25,000 for each day or part of a day on which the offence occurs or continues.

PART III LICENSING

Prohibition, home inspections

37. (1) No person shall perform a home inspection unless the person is licensed as a home inspector.

Same, acting as a home inspection provider

(2) No person shall act as a home inspection provider unless,

- (a) the person is licensed as a home inspection provider; or
- (b) the person is a sole proprietor who is licensed as a home inspector and who does not employ or retain any other licensed home inspectors.

Unlicensed persons

(3) A person who is not licensed as a home inspector or a home inspection provider shall not,

- (a) directly or indirectly hold oneself out as being a home inspector or home inspection provider, respectively; or
- (b) perform any of the functions of a home inspector or a home inspection provider, respectively.

Licence a requirement to bring action

(4) Except as otherwise prescribed, no action, application, arbitration or other legal proceeding shall be commenced for remuneration for performing any of the functions of a home inspector or a home inspection provider

d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 100 000 \$ pour chaque jour ou fraction de jour où l'infraction se commet ou se poursuit.

Particuliers

(2) Est coupable d'une infraction l'administrateur, le dirigeant, l'employé ou le mandataire de l'organisme d'application qui contrevient sciemment à la présente loi ou aux règlements.

Administrateurs et dirigeants

(3) Est coupable d'une infraction l'administrateur ou le dirigeant de l'organisme d'application qui, selon le cas :

- a) cause, autorise ou permet sciemment la commission, par l'organisme, d'une infraction prévue au paragraphe (1), ou y participe sciemment;
- b) n'exerce pas la diligence raisonnable pour empêcher l'organisme de commettre une infraction prévue au paragraphe (1).

Peine

(4) Quiconque est déclaré coupable d'une infraction prévue au paragraphe (2) ou (3) est passible d'une amende maximale de 25 000 \$ pour chaque jour ou fraction de jour où l'infraction se commet ou se poursuit.

PARTIE III AGRÈMENT

Interdiction : inspections immobilières

37. (1) Nul ne doit effectuer d'inspections immobilières à moins d'être agréé comme inspecteur immobilier.

Idem : agir à titre de fournisseur de services d'inspection immobilière

(2) Nul ne doit agir à titre de fournisseur de services d'inspection immobilière à moins :

- a) soit d'être agréé comme fournisseur de services d'inspection immobilière;
- b) soit d'être une entreprise à propriétaire unique agréée comme inspecteur immobilier et de ne pas employer d'autres inspecteurs immobiliers agréés ou en retenir les services.

Personnes non agréées

(3) Nul ne doit, sans être agréé comme inspecteur immobilier ou fournisseur de services d'inspection immobilière :

- a) directement ou indirectement, se faire passer respectivement pour un inspecteur immobilier ou un fournisseur de services d'inspection immobilière;
- b) exercer les fonctions, respectivement, d'un inspecteur immobilier ou d'un fournisseur de services d'inspection immobilière.

Permis exigé pour intenter une action

(4) Sauf disposition prescrite à l'effet contraire, est irrecevable l'action, la requête, l'arbitrage ou l'autre instance judiciaire en recouvrement d'une rémunération pour l'exercice des fonctions d'inspecteur immobilier ou de

(MODIFIANT DES LOIS EN CE QUI CONCERNE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR)

Home Inspection Act, 2016

unless, at the time of performing those functions, the person bringing the proceeding was licensed or exempt from licensing under this Act and the proceeding may be stayed upon motion.

Exception

(5) Subsection (4) does not affect,

- (a) any right of an employee, within the meaning of the *Employment Standards Act, 2000* or a successor Act to it, to commence an action, application, arbitration or other legal proceeding for the recovery of wages or the enforcement of other rights provided under an employment contract, the common law or other legislation; or
- (b) any right to commence an action, application, arbitration or other legal proceeding for the recovery of wages or the enforcement of other rights provided under a collective agreement.

Change in partnership

(6) A change in the membership of a licensed partnership shall be deemed to create a new partnership for the purpose of the licence.

Exemptions

38. Despite section 37, a licence shall not be required in respect of performing the functions of a home inspector or a home inspection provider by the persons or in the circumstances that are prescribed.

Notification of licence required

39. Subject to section 45, no home inspector or home inspection provider shall perform the functions of a home inspector or a home inspection provider respectively until notified in writing by the registrar that the home inspector or the home inspection provider, as the case may be, is licensed.

Application for licence

40. (1) An applicant that meets the prescribed requirements is entitled to a licence or a renewal of a licence by the registrar unless,

- (a) the applicant is not a corporation and,
 - (i) having regard to the applicant's financial position or the financial position of an interested person in respect of the applicant, the applicant cannot reasonably be expected to be financially responsible in engaging in the activities of a licensee,
 - (ii) the past or present conduct of the applicant or of an interested person in respect of the applicant affords reasonable grounds for belief that the applicant will not perform the activities of a licensee in accordance with law and with integrity and honesty, or

Loi de 2016 sur les inspections immobilières

fournisseur de services d'inspection immobilière, sauf si, au moment de l'exercice de ces fonctions, la personne qui introduit l'instance était agréée, ou était dispensée de l'être, sous le régime de la présente loi. Il peut être sursis à l'instance sur présentation d'une motion à cet effet.

Exception

(5) Le paragraphe (4) n'a pas pour effet de porter atteinte :

- a) au droit d'un employé, au sens de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi* ou d'une loi qui la remplace, d'introduire une action, une requête, un arbitrage ou une autre instance judiciaire visant le recouvrement d'un salaire ou l'exécution d'autres droits prévus par un contrat de travail, la common law ou d'autres textes législatifs;
- b) au droit d'introduire une action, une requête, un arbitrage ou une autre instance judiciaire visant le recouvrement d'un salaire ou l'exécution d'autres droits prévus par une convention collective.

Changement au sein d'une société de personnes

(6) Tout changement dans la composition d'une société de personnes agréée est réputé en créer une nouvelle pour les besoins du permis.

Dispenses

38. Malgré l'article 37, le permis n'est pas exigé à l'égard de l'exercice des fonctions d'inspecteur immobilier ou de fournisseur de services d'inspection immobilière par les personnes ou dans les circonstances qui sont prescrites.

Avis d'agrément exigé

39. Sous réserve de l'article 45, nul inspecteur immobilier ou fournisseur de services d'inspection immobilière ne doit exercer, respectivement, des fonctions d'inspecteur immobilier ou de fournisseur de services d'inspection immobilière avant d'avoir reçu un avis écrit de son agrément du registrateur.

Demande de permis

40. (1) Le demandeur qui satisfait aux exigences prescrites a le droit de se voir délivrer un permis ou un renouvellement de permis par le registrateur sauf dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) le demandeur n'est pas une personne morale et l'une des conditions suivantes est remplie :
 - (i) compte tenu de sa situation financière ou de celle d'une personne intéressée à son égard, il n'y a pas raisonnablement lieu de s'attendre à ce qu'il pratique une saine gestion financière dans l'exercice des activités d'un titulaire de permis,
 - (ii) sa conduite antérieure ou actuelle ou celle d'une personne intéressée à son égard offre des motifs raisonnables de croire qu'il n'exercera pas les activités d'un titulaire de permis conformément à la loi ni avec intégrité et honnêteté,

- (iii) the applicant or an employee or agent of the applicant makes a false statement or provides a false statement in an application for a licence or for a renewal of a licence;
- (b) the applicant is a corporation and,
 - (i) having regard to its financial position or the financial position of an interested person in respect of the corporation, the applicant cannot reasonably be expected to be financially responsible in engaging in the activities of a licensee,
 - (ii) having regard to the financial position of its officers or directors or an interested person in respect of its officers or directors, the applicant cannot reasonably be expected to be financially responsible in engaging in the activities of a licensee,
 - (iii) the past or present conduct of its officers or directors or of an interested person in respect of its officers or directors or of an interested person in respect of the corporation affords reasonable grounds for belief that it will not perform the activities of a licensee in accordance with the law and with integrity and honesty, or
 - (iv) an officer or director of the corporation makes a false statement or provides a false statement in an application for a licence or for a renewal of a licence;
- (c) the applicant or an interested person in respect of the applicant is carrying on activities that are, or will be if the applicant is licensed, in contravention of this Act or the regulations, other than the code of ethics established under section 75;
- (d) the applicant is in breach of a condition of the licence; or
- (e) the applicant fails to comply with a request made by the registrar under subsection (3).

Interested person

(2) For the purposes of this section, a person shall be deemed to be an interested person in respect of another person if the person is associated with the other person or if, in the opinion of the registrar,

- (a) the person has or may have a beneficial interest in the other person's activities;
- (b) the person exercises or may exercise control either directly or indirectly over the other person; or
- (c) the person has provided or may have provided financing either directly or indirectly to the other person's activities.

Request for information

(3) The registrar may request an applicant for a licence or a renewal of a licence to provide to the registrar, in the form and within the time period specified by the registrar,

- (iii) lui-même ou un de ses employés ou mandataires fait ou fournit une fausse déclaration dans une demande de permis ou de renouvellement de permis;
- b) le demandeur est une personne morale et l'une des conditions suivantes est remplie :
 - (i) compte tenu de sa situation financière ou de celle d'une personne intéressée à son égard, il n'y a pas raisonnablement lieu de s'attendre à ce qu'il pratique une saine gestion financière dans l'exercice des activités d'un titulaire de permis,
 - (ii) compte tenu de la situation financière de ses dirigeants ou administrateurs ou d'une personne intéressée à leur égard, il n'y a pas raisonnablement lieu de s'attendre à ce qu'il pratique une saine gestion financière dans l'exercice des activités d'un titulaire de permis,
 - (iii) la conduite antérieure ou actuelle de ses dirigeants ou administrateurs ou celle d'une personne intéressée à leur égard ou à l'égard de la personne morale offre des motifs raisonnables de croire qu'il n'exercera pas les activités d'un titulaire de permis conformément à la loi ni avec intégrité et honnêteté,
 - (iv) un de ses dirigeants ou administrateurs fait ou fournit une fausse déclaration dans une demande de permis ou de renouvellement de permis;
- c) lui-même ou une personne intéressée à son égard exerce des activités qui contreviennent, ou qui contreviendront s'il est agréé, à la présente loi ou aux règlements, à l'exclusion du code de déontologie établi en vertu de l'article 75;
- d) il enfreint une condition du permis;
- e) il ne se conforme pas à une demande que lui adresse le registraire en vertu du paragraphe (3).

Personne intéressée

(2) Pour l'application du présent article, une personne est réputée intéressée à l'égard d'une autre si elle est associée avec elle ou que, de l'avis du registraire :

- a) soit elle a ou peut avoir un intérêt bénéficiaire dans les activités de l'autre personne;
- b) soit elle contrôle ou peut contrôler l'autre personne, directement ou indirectement;
- c) soit elle a ou peut avoir fourni un financement aux activités de l'autre personne, directement ou indirectement.

Demande de renseignements

(3) Le registraire peut demander au demandeur de permis ou de renouvellement de permis de lui fournir ce qui suit, sous la forme et dans le délai qu'il précise :

- (a) information specified by the registrar that is relevant to the decision to be made by the registrar as to whether or not to grant the licence or renewal; and
- (b) verification, by affidavit or otherwise, of any information described in clause (a) that the applicant is providing or has provided to the registrar.

Conditions of licence

41. (1) A licence is subject to the conditions to which the applicant or licensee consents, that the registrar applies under section 43, that the Tribunal orders or that are prescribed.

Licence not transferable

- (2) A licence is not transferable.

Refusal without a hearing

42. (1) If an applicant for a licence or a renewal of a licence does not meet the prescribed requirements, the registrar shall refuse to grant or renew the licence.

No hearing

- (2) Section 44 does not apply to a refusal under subsection (1) to grant or renew a licence.

Notice of refusal

(3) The registrar shall give the applicant written notice of a refusal under subsection (1), setting out the reasons for the refusal, and subsection 71 (3) does not apply to the notice.

Refusal with a hearing

43. (1) Subject to section 44, the registrar may refuse to license an applicant or may suspend or revoke a licence or refuse to renew a licence if, in his or her opinion, the applicant or licensee is not entitled to a licence under section 40.

Conditions

- (2) Subject to section 44, the registrar may,
 - (a) approve the licence or the renewal of a licence on the conditions that the registrar considers appropriate; and
 - (b) at any time, apply to a licence the conditions that the registrar considers appropriate.

Notice re: refusal, suspension, etc.

44. (1) The registrar shall notify an applicant or licensee in writing if the registrar proposes to,

- (a) refuse under subsection 43 (1) to grant or renew a licence;
- (b) suspend or revoke a licence; or
- (c) apply conditions to a licence or renewal to which the applicant or licensee has not consented.

Content of notice

- (2) The notice of proposal shall set out the reasons for

- a) les renseignements qu'il précise et qui se rapportent à la décision qu'il prendra d'accorder ou non le permis ou le renouvellement;
- b) l'attestation, notamment par affidavit, de tout renseignement visé à l'alinéa a) que le demandeur lui fournit ou lui a fourni.

Conditions du permis

41. (1) Le permis est assujéti aux conditions qu'accepte le demandeur ou le titulaire de permis, dont le registrateur l'a assorti en vertu de l'article 43, que le Tribunal impose par ordonnance ou qui sont prescrites.

Non-transférabilité

- (2) Les permis ne sont pas transférables.

Refus sans audience

42. (1) Si le demandeur de permis ou de renouvellement de permis ne satisfait pas aux exigences prescrites, le registrateur refuse de lui accorder un permis ou de renouveler son permis.

Aucune audience

- (2) L'article 44 ne s'applique pas au refus d'accorder ou de renouveler un permis visé au paragraphe (1).

Avis de refus

(3) Le registrateur remet au demandeur un avis écrit motivé du refus prévu au paragraphe (1). Le paragraphe 71 (3) ne s'applique pas à cet avis.

Refus avec audience

43. (1) Sous réserve de l'article 44, le registrateur peut refuser d'accorder un permis au demandeur ou peut suspendre, révoquer ou refuser de renouveler un permis s'il est d'avis que le demandeur ou le titulaire de permis n'a pas le droit de se voir délivrer un permis en application de l'article 40.

Conditions

- (2) Sous réserve de l'article 44, le registrateur peut :
 - a) approuver le permis ou le renouvellement d'un permis aux conditions qu'il estime appropriées;
 - b) assortir à tout moment un permis des conditions qu'il estime appropriées.

Avis : refus, suspension, etc.

44. (1) Le registrateur avise par écrit le demandeur ou le titulaire de permis de son intention :

- a) soit de refuser, en vertu du paragraphe 43 (1), d'accorder ou de renouveler le permis;
- b) soit de suspendre ou de révoquer le permis;
- c) soit d'assortir le permis ou le renouvellement de conditions que l'un ou l'autre n'a pas acceptées.

Contenu de l'avis

- (2) L'avis d'intention énonce les motifs de la mesure

the proposed action and shall state that the applicant or licensee is entitled to a hearing by the Tribunal if the applicant or licensee mails or delivers, within 15 days after service of the notice, a written request for a hearing to the registrar and to the Tribunal.

Service of notice

(3) The notice of proposal shall be served on the applicant or licensee in accordance with section 71.

Service of hearing request

(4) A request for a hearing under subsection (2) is sufficiently served if delivered personally or sent by registered mail to the registrar and to the Tribunal.

Same

(5) If service is made by registered mail, it shall be deemed to be made on the third day after the day of mailing.

Other methods

(6) Despite subsection (4), the Tribunal may order any other method of service.

If no request for hearing

(7) If the applicant or licensee does not request a hearing in accordance with subsection (2), the registrar may carry out the proposal.

Hearing

(8) If the applicant or licensee requests a hearing in accordance with subsection (2), the Tribunal shall hold the hearing and may, by order, direct the registrar to carry out the registrar's proposal or substitute its opinion for that of the registrar and the Tribunal may attach conditions to its order or to a licence.

Parties

(9) The registrar, the applicant or licensee and the other persons that the Tribunal specifies are parties to the proceedings under this section.

Immediate effect

(10) Even if a licensee appeals an order of the Tribunal under section 11 of the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999*, the order takes effect immediately, unless the order provides otherwise, but the Divisional Court may grant a stay until the disposition of the appeal.

Voluntary cancellation

(11) The registrar may cancel a licence upon the request in writing of the licensee and this section does not apply to the cancellation.

Continuation pending renewal

45. If, within the time prescribed or, if no time is prescribed, before the expiry of the licensee's licence, the licensee has applied for a renewal of a licence and paid the required fee, the licence shall be deemed to continue until,

(a) the renewal is granted;

envisagée et indique que le demandeur ou le titulaire de permis a droit à une audience devant le Tribunal, à la condition de poster ou de remettre une demande écrite d'audience au registrateur et au Tribunal dans les 15 jours qui suivent la signification de l'avis.

Signification de l'avis

(3) L'avis d'intention est signifié au demandeur ou au titulaire de permis conformément à l'article 71.

Signification de la demande d'audience

(4) La demande d'audience visée au paragraphe (2) est suffisamment signifiée si elle est remise à personne ou envoyée par courrier recommandé au registrateur et au Tribunal.

Idem

(5) La signification faite par courrier recommandé est réputée faite le troisième jour qui suit la date de la mise à la poste.

Autres modes

(6) Malgré le paragraphe (4), le Tribunal peut ordonner le recours à un autre mode de signification.

Cas où il n'est pas demandé d'audience

(7) Le registrateur peut donner suite à son intention si le demandeur ou le titulaire de permis ne demande pas d'audience conformément au paragraphe (2).

Audience

(8) Si le demandeur ou le titulaire de permis demande une audience conformément au paragraphe (2), le Tribunal doit en tenir une. Il peut, par ordonnance, enjoindre au registrateur de donner suite à son intention ou substituer son opinion à la sienne et peut assortir son ordonnance ou le permis de conditions.

Parties

(9) Le registrateur, le demandeur ou le titulaire de permis et toute autre personne que précise le Tribunal sont parties à l'instance visée au présent article.

Effet immédiat

(10) Même si le titulaire de permis interjette appel d'une ordonnance du Tribunal en vertu de l'article 11 de la *Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis*, l'ordonnance entre en vigueur immédiatement, sauf disposition contraire de l'ordonnance. Toutefois, la Cour divisionnaire peut surseoir à son exécution jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'appel.

Annulation volontaire

(11) Le registrateur peut annuler un permis à la demande écrite de son titulaire. Dans ce cas, le présent article ne s'applique pas à l'annulation.

Maintien jusqu'au renouvellement

45. Si, dans le délai prescrit ou, à défaut, avant l'expiration de son permis, le titulaire de permis en demande le renouvellement et acquitte les droits exigés, son permis est réputé rester en vigueur, selon le cas :

a) jusqu'à ce que le renouvellement soit accordé;

- (b) the registrar gives the licensee written notice of the registrar's refusal under section 42 to grant the renewal;
- (c) the time for requesting a hearing under section 44 has expired if the licensee receives a notice of a proposal under that section and does not request such a hearing; or
- (d) the Tribunal makes its order if the licensee receives a notice of a proposal under section 44 and does request such a hearing.

Immediate suspension

46. (1) If the registrar proposes to suspend or revoke a licence under section 43 and if the registrar considers it in the public interest to do so, the registrar may by order temporarily suspend the licence.

Immediate effect

(2) An order under subsection (1) takes effect immediately.

Expiry of order

(3) If the licensee requests a hearing under section 44, the order expires 15 days after the Tribunal receives the written request for a hearing, but the Tribunal may extend the time of expiration until the hearing is concluded, if a hearing is commenced within the 15-day period.

Same

(4) Despite subsection (3), if the Tribunal is satisfied that the conduct of the licensee has delayed the commencement of the hearing, it may extend the time of the expiration for the order,

- (a) until the hearing commences; and
- (b) once the hearing commences, until the hearing is concluded.

Further application

47. Once a decision of the registrar to refuse a person a licence or a renewal of a licence or to revoke a licence of a person has become final, the person may reapply for a licence only if,

- (a) the time prescribed to reapply has passed since the refusal or revocation; and
- (b) the person satisfies the registrar that new or other evidence is available or that material circumstances have changed.

PART IV REGULATION OF LICENSEES

Notice of changes to registrar

48. (1) Every licensed home inspection provider shall, within five days after the event, notify the registrar in writing of,

- (a) any change in address for service; and

- b) jusqu'à ce que le registrateur l'avise par écrit qu'il refuse, en vertu de l'article 42, d'accorder le renouvellement;
- c) jusqu'à l'expiration du délai imparti pour demander une audience en vertu de l'article 44, s'il reçoit un avis d'intention en vertu de cet article et qu'il ne demande pas une audience;
- d) jusqu'à ce que le Tribunal rende son ordonnance, s'il reçoit un avis d'intention en vertu de l'article 44 et qu'il demande une audience.

Suspension immédiate

46. (1) Lorsqu'il a l'intention de suspendre ou de révoquer un permis en vertu de l'article 43, le registrateur peut ordonner sa suspension temporaire s'il estime qu'il est dans l'intérêt public de le faire.

Effet immédiat

(2) L'ordonnance prévue au paragraphe (1) entre en vigueur immédiatement.

Expiration de l'ordonnance

(3) Si le titulaire de permis demande une audience en vertu de l'article 44, l'ordonnance expire 15 jours après la réception de la demande écrite d'audience par le Tribunal, mais celui-ci peut proroger la date d'expiration jusqu'à la conclusion de l'audience, si elle a débuté pendant le délai de 15 jours.

Idem

(4) Malgré le paragraphe (3), s'il est convaincu que la conduite du titulaire de permis a retardé le début de l'audience, le Tribunal peut proroger la date d'expiration de l'ordonnance :

- a) jusqu'au début de l'audience;
- b) une fois l'audience commencée, jusqu'à sa conclusion.

Demande ultérieure

47. Lorsque la décision du registrateur de refuser d'accorder un permis ou le renouvellement d'un permis à une personne ou de révoquer son permis est devenue définitive, celle-ci ne peut présenter une nouvelle demande de permis que si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le délai prescrit pour présenter une nouvelle demande s'est écoulé depuis le refus ou la révocation;
- b) la personne convainc le registrateur qu'il existe de nouvelles preuves ou des preuves supplémentaires ou que des circonstances importantes ont changé.

PARTIE IV RÉGLEMENTATION DES TITULAIRES DE PERMIS

Remise d'un avis de changement au registrateur

48. (1) Le fournisseur de services d'inspection immobilière agréé avise par écrit le registrateur de ce qui suit, dans les cinq jours :

- a) tout changement de son adresse aux fins de signification;

- (b) the date of commencement or termination of the employment of every home inspector that the provider employs and, in the case of the termination of employment of a home inspector, the reason for the termination.

Same, home inspector

(2) Every licensed home inspector shall, within five days after the event, notify the registrar in writing of,

- (a) any change in address for service;
- (b) if applicable, the commencement or termination of his or her employment by a home inspection provider and the date of the commencement or termination, as the case may be; and
- (c) if applicable and if the inspector performs a home inspection on behalf of a home inspection provider, but not as an employee of the provider, the commencement or termination of so acting and the date of the commencement or termination, as the case may be.

Change in officers or directors

(3) A licensed home inspection provider that is a corporation or a partnership shall not change its officers or directors except with the prior consent of the registrar and shall, after receiving that consent, notify the registrar in writing of the change within five days after making it.

Timing

(4) The registrar shall be deemed to have received a notice under this section on the day on which he or she actually received it or, if the notice is sent by mail, on the day of mailing.

Notice to registrar re corporations

49. (1) When a home inspection provider that is a corporation is licensed and on each renewal of its licence, the provider shall disclose to the registrar the identity of,

- (a) each person that beneficially owns or controls 10 per cent or more of the equity shares issued and outstanding at the time of the licence or the renewal of the licence, as the case may be; and
- (b) persons that are associated with each other and that together beneficially own or control 10 per cent or more of the equity shares issued and outstanding at the time of the licence or the renewal of the licence, as the case may be.

Calculating number of shares

(2) In calculating the total number of equity shares of the corporation beneficially owned or controlled for the purposes of this section, the total number shall be calculated as the total number of all shares beneficially owned or controlled, but each share that carries the right to more than one vote shall be calculated as the number of shares equal to the total number of votes carried.

- b) la date de l'entrée en fonction de chacun des inspecteurs immobiliers qu'il emploie, celle de la cessation de ses fonctions et, dans ce dernier cas, le motif de la cessation.

Idem : inspecteur immobilier

(2) L'inspecteur immobilier agréé avise par écrit le registrateur de ce qui suit, dans les cinq jours :

- a) tout changement de son adresse aux fins de signification;
- b) s'il y a lieu, son entrée en fonction auprès d'un fournisseur de services d'inspection immobilière ou la cessation de ses fonctions ainsi que la date pertinente;
- c) s'il y a lieu et si cet inspecteur effectue une inspection immobilière pour le compte d'un fournisseur de services d'inspection immobilière, mais non à titre d'employé du fournisseur, le début de ses activités d'inspection ou la cessation de ces activités ainsi que la date pertinente.

Changement de dirigeants ou d'administrateurs

(3) Le fournisseur de services d'inspection immobilière agréé qui est une société ou une société de personnes ne peut changer ses dirigeants ou ses administrateurs qu'avec le consentement préalable du registrateur et, après avoir reçu ce consentement, il doit aviser celui-ci par écrit du changement dans les cinq jours.

Date de remise de l'avis

(4) Le registrateur est réputé avoir reçu l'avis prévu au présent article à la date de réception effective de l'avis ou, si celui-ci est envoyé par la poste, à sa date de mise à la poste.

Avis au registrateur : sociétés

49. (1) Lorsqu'il obtient son permis et à chaque renouvellement de celui-ci, le fournisseur de services d'inspection immobilière qui est une société divulgue au registrateur l'identité des personnes suivantes :

- a) chacune des personnes qui détiennent à titre bénéficiaire au moins 10 % de ses actions participantes émises et en circulation au moment de l'obtention ou du renouvellement du permis, selon le cas, ou qui exercent un contrôle sur une telle tranche;
- b) les personnes qui sont associées les unes avec les autres et qui, ensemble, détiennent à titre bénéficiaire au moins 10 % de ses actions participantes émises et en circulation au moment de l'obtention ou du renouvellement du permis, selon le cas, ou exercent un contrôle sur une telle tranche.

Calcul des actions

(2) Pour l'application du présent article, il est tenu compte, dans le calcul du nombre total des actions participantes de la société qui sont détenues à titre bénéficiaire ou sur lesquelles est exercé un contrôle, de toutes les actions concernées. Toutefois, les actions auxquelles est rattaché le droit à plus d'une voix sont comptées comme si leur nombre était égal au nombre total de voix qui leur est rattaché.

Notice of issue or transfer of shares

50. (1) In addition to the disclosure required under section 49, every licensed home inspection provider that is a corporation shall notify the registrar in writing within 30 days after the issue or transfer of any equity shares of the corporation, if the issue or transfer results in,

- (a) any person, or any persons that are associated with each other, acquiring or accumulating beneficial ownership or control of 10 per cent or more of the total number of all issued and outstanding equity shares of the corporation; or
- (b) an increase in the percentage of issued and outstanding equity shares of the corporation beneficially owned or controlled by any person, or any persons who are associated with each other, where the person or the associated persons already beneficially owned or controlled 10 per cent or more of the total number of all issued and outstanding equity shares of the corporation before the issue or transfer.

Same

(2) Despite subsection (1), if a licensee that is a corporation becomes aware of a transfer that otherwise falls into that subsection after the transfer has taken place, it shall notify the registrar in writing within 30 days after knowledge of the transfer comes to the attention of its officers or directors.

Calculating number of shares

(3) In calculating the total number of equity shares of the corporation beneficially owned or controlled for the purpose of this section, the total number shall be calculated as the total of all the shares beneficially owned or controlled, but each share that carries the right to more than one vote shall be calculated as the number of shares equal to the total number of votes it carries.

Contract required for home inspection

51. (1) No licensed home inspection provider shall arrange or contract for a licensed home inspector to perform a home inspection for a client unless the provider has entered into a written contract with the client that requires the inspector to perform the inspection.

Same, home inspector

(2) No licensed home inspector shall perform a home inspection for a client unless,

- (a) a licensed home inspection provider has entered into a written contract with the client that requires the inspector to perform the inspection; or
- (b) the inspector, acting under clause 37 (2) (b), has entered into a written contract with the client to perform the inspection.

Avis d'émission ou de transfert d'actions

50. (1) En plus de faire la divulgation exigée par l'article 49, le fournisseur de services d'inspection immobilière qui est une société avise le registraire par écrit dans les 30 jours qui suivent l'émission ou le transfert d'actions participantes de la société, si cette émission ou ce transfert a pour résultat :

- a) soit qu'une personne ou des personnes associées les unes avec les autres acquièrent, d'un seul coup ou progressivement, la propriété bénéficiaire ou le contrôle d'au moins 10 % du total de ses actions participantes émises et en circulation;
- b) soit une augmentation du pourcentage de ses actions participantes émises et en circulation qu'une personne ou des personnes associées les unes avec les autres détiennent à titre bénéficiaire ou sur lesquelles elles exercent un contrôle, si elles détenaient déjà à titre bénéficiaire au moins 10 % du total de ces actions avant l'émission ou le transfert ou qu'elles exerçaient alors un contrôle sur une telle tranche.

Idem

(2) Malgré le paragraphe (1), si le titulaire de permis qui est une société apprend qu'un transfert visé par ailleurs à ce paragraphe a été effectué, il en avise le registraire par écrit dans les 30 jours qui suivent la date où le transfert est venu à la connaissance de ses dirigeants ou administrateurs.

Calcul des actions

(3) Pour l'application du présent article, il est tenu compte, dans le calcul du nombre total des actions participantes de la société qui sont détenues à titre bénéficiaire ou sur lesquelles est exercé un contrôle, de toutes les actions concernées. Toutefois, les actions auxquelles est rattaché le droit à plus d'une voix sont comptées comme si leur nombre était égal au nombre total de voix qui leur est rattaché.

Contrat exigé : inspection immobilière

51. (1) Nul fournisseur de services d'inspection immobilière agréé ne doit passer un contrat ou prendre des dispositions pour qu'un inspecteur immobilier agréé effectue une inspection immobilière pour un client à moins que le fournisseur ait conclu avec ce dernier un contrat écrit selon lequel l'inspecteur est tenu d'effectuer l'inspection.

Idem : inspecteur immobilier

(2) Nul inspecteur immobilier ne doit effectuer une inspection immobilière pour un client à moins que, selon le cas :

- a) un fournisseur de services d'inspection immobilière agréé ait conclu avec le client un contrat écrit selon lequel l'inspecteur est tenu d'effectuer l'inspection;
- b) l'inspecteur, lorsqu'il agit aux termes de l'alinéa 37 (2) b), ait conclu avec le client un contrat écrit pour effectuer l'inspection.

Contract contents

(3) No home inspection provider and no home inspector shall enter into the contract required by subsection (1) or (2) unless the contract complies with subsections (4) and (5) and the prescribed requirements.

Prohibited terms and conditions

(4) The contract shall not contain any term or condition that the regulations specify as a prohibited term or condition.

Disclosure

(5) The contract shall disclose the type and amount of insurance that the home inspection provider and the home inspector under the contract have, if any, and any other prescribed information in a clear, comprehensible and prominent manner.

Performance of home inspection

(6) A home inspector shall not perform a home inspection except in accordance with the contract.

Home inspection report

52. (1) Every licensed home inspector that performs a home inspection for a client shall provide a report to the client on the inspection that,

- (a) discloses the information that the Minister prescribes and that relates to the features and components of the dwelling or residential property that the inspector has inspected;
- (b) discloses the other information, if any, that the Minister prescribes; and
- (c) is in writing and is prepared in the form and manner that the Minister prescribes.

Copy to home inspection provider

(2) If the home inspector has performed the home inspection under a contract that the client has entered into with a home inspection provider, the inspector shall provide a copy of the report to the provider.

Restrictions on employees

53. (1) No licensee shall employ an unlicensed person to perform a function for which licensing is required.

Duty of licensee

(2) A licensee shall ensure that every home inspector that the licensee employs carries out his or her duties in compliance with this Act and the regulations.

Disclosure of interest

54. A licensee who, directly or indirectly, has an interest in a contract or transaction to which the client is a party or a proposed contract or transaction to which the client will be a party, shall disclose in writing to the client the nature and extent of the interest, in accordance with the

Contenu du contrat

(3) Nul fournisseur de services d'inspection immobilière et nul inspecteur immobilier ne doit conclure le contrat exigé par le paragraphe (1) ou (2) à moins que le contrat soit conforme aux paragraphes (4) et (5) et aux exigences prescrites.

Conditions interdites

(4) Le contrat ne doit pas comprendre de conditions précisées par les règlements comme étant interdites.

Divulgateion

(5) Le contrat doit stipuler le type et le montant d'assurance souscrite par le fournisseur de services d'inspection immobilière et l'inspecteur immobilier visés par le contrat, le cas échéant, ainsi que tout autre renseignement prescrit de façon qu'ils soient clairs, compréhensibles et bien en évidence.

Conduite d'une inspection immobilière

(6) Un inspecteur immobilier ne doit pas effectuer une inspection immobilière si ce n'est conformément au contrat.

Rapport d'inspection immobilière

52. (1) L'inspecteur immobilier agréé qui effectue une inspection immobilière pour un client lui remet un rapport d'inspection qui, à la fois :

- a) divulgue les renseignements prescrits par le ministre sur les caractéristiques et les composantes du logement ou du bien résidentiel que cet inspecteur a inspectées;
- b) divulgue les autres renseignements prescrits par le ministre, le cas échéant;
- c) est présenté par écrit et est préparé sous la forme et de la manière prescrites par le ministre.

Copie du rapport au fournisseur de services d'inspection immobilière

(2) Si l'inspecteur immobilier a effectué l'inspection immobilière aux termes d'un contrat que le client a conclu avec un fournisseur de services d'inspection immobilière, cet inspecteur remet une copie du rapport au fournisseur.

Restrictions : employés

53. (1) Nul titulaire de permis ne doit employer une personne non agréée pour exercer une fonction pour laquelle l'agrément est exigé.

Obligation du titulaire de permis

(2) Le titulaire de permis veille à ce que chaque inspecteur immobilier qu'il emploie exerce ses fonctions conformément à la présente loi et aux règlements.

Divulgateion de l'intérêt

54. Le titulaire de permis qui a un intérêt direct ou indirect sur un contrat ou une opération auxquels le client est partie, ou sur un contrat ou une opération projetés auxquels le client sera partie, divulgue par écrit à celui-ci la nature et l'étendue de cet intérêt, conformément aux

prescribed requirements and in the form determined by the registrar.

False information

55. (1) No licensee shall falsify, assist in falsifying or induce or counsel another person to falsify or assist in falsifying any information or document related to the licensee's performing a home inspection or arranging or contracting for a home inspection.

Furnishing information

(2) No licensee shall furnish, or induce or counsel another person to furnish, any information or documents related to the licensee's performing a home inspection or arranging or contracting for a home inspection if the information or documents are false or deceptive.

Same, assisting

(3) No licensee shall assist in furnishing, or induce or counsel another person to assist in furnishing, any information or documents related to the licensee's performing a home inspection or arranging or contracting for a home inspection if the licensee knows that the information or documents are false or deceptive.

No counselling contraventions

56. No licensee shall counsel, advise or knowingly assist a person to contravene this Act or any other prescribed Act.

PART V

COMPLAINTS, DISCIPLINE, INSPECTIONS, INVESTIGATIONS AND ENFORCEMENT

COMPLAINTS AND DISCIPLINE

Complaints

57. (1) If the registrar receives a complaint about a licensee, the registrar may request information in relation to the complaint from any licensee.

Request for information

(2) A request for information under subsection (1) shall indicate the nature of the complaint.

Duty to comply with request

(3) A licensee who receives a written request for information shall provide the information as soon as is reasonably possible.

Procedures

(4) In handling complaints, the registrar may do any of the following, as appropriate:

1. Attempt to mediate or resolve the complaint.
2. Give the licensee a written warning that if the licensee continues with the activity that led to the

exigences prescrites et sous la forme que fixe le registraire.

Faux renseignements

55. (1) Nul titulaire de permis ne doit falsifier ou aider à falsifier des renseignements ou des documents relatifs à la tenue d'une inspection immobilière ou à la passation d'un contrat ou la prise de dispositions en vue d'une inspection immobilière par le titulaire de permis, ni inciter une autre personne à le faire ou à aider à le faire, ni le lui conseiller.

Communication de renseignements

(2) Nul titulaire de permis ne doit fournir des renseignements ou des documents relatifs à la tenue d'une inspection immobilière ou à la passation d'un contrat ou la prise de dispositions en vue d'une inspection immobilière par le titulaire de permis, ni inciter une autre personne à le faire ou le lui conseiller, si les renseignements ou les documents sont faux ou trompeurs.

Idem

(3) Nul titulaire de permis ne doit aider à fournir des renseignements ou des documents relatifs à la tenue d'une inspection immobilière ou à la passation d'un contrat ou la prise de dispositions en vue d'une inspection immobilière par le titulaire de permis, ni inciter une autre personne à aider à le faire ou le lui conseiller, s'il sait que les renseignements ou les documents sont faux ou trompeurs.

Interdiction

56. Nul titulaire de permis ne doit conseiller à une personne de contrevenir à la présente loi ou à toute autre loi prescrite ni l'aider sciemment à le faire.

PARTIE V

PLAINTES, MESURES DISCIPLINAIRES, INSPECTIONS, ENQUÊTES ET EXÉCUTION

PLAINTES ET MESURES DISCIPLINAIRES

Plaintes

57. (1) S'il reçoit une plainte au sujet d'un titulaire de permis, le registraire peut demander des renseignements se rapportant à la plainte à tout titulaire de permis.

Demande de renseignements

(2) La demande de renseignements visée au paragraphe (1) indique la nature de la plainte.

Conformité

(3) Le titulaire de permis qui reçoit une demande écrite de renseignements les fournit dès qu'il est raisonnablement possible de le faire.

Marche à suivre

(4) Lorsqu'il traite les plaintes, le registraire peut prendre une ou plusieurs des mesures suivantes, selon ce qui est approprié :

1. Tenter de régler la plainte ou de la résoudre par la médiation.
2. Donner au titulaire de permis un avertissement écrit portant que des mesures pourront être prises à

complaint, action may be taken against the licensee.

3. Require the licensee to take further educational courses.
4. Refer the matter, in whole or in part, to the discipline committee.
5. Take an action under section 43, subject to section 44.
6. Take further action as is appropriate in accordance with this Act.

Discipline proceedings

58. (1) A discipline committee is established to hear and determine, in accordance with the prescribed procedures, if a licensee has failed to comply with the code of ethics established under section 75.

Appeals committee

(2) An appeals committee is established to consider, in accordance with the prescribed procedures, appeals from the discipline committee.

Appointment of members

(3) The board of the administrative authority or, if there is no administrative authority, the Minister shall appoint the members of the discipline committee and the members of the appeals committee and, in making the appointments, shall ensure that the prescribed requirements for the composition of each committee are met.

Result of a determination

(4) If the discipline committee makes a determination under subsection (1) that a licensee has failed to comply with the code of ethics, it may order any of the following as appropriate:

1. Require the licensee to take further educational courses.
2. If the licensee is a home inspection provider, require the licensee, in accordance with the terms, if any, that the committee specifies, to fund educational courses for home inspectors employed by the licensee or to arrange and fund the courses.
3. If the licensee is a home inspector, require the home inspection provider that employs the licensee, in accordance with the terms, if any, that the committee specifies, to fund educational courses for home inspectors that the provider employs or to arrange and fund the courses.
4. Impose the fine that the committee considers appropriate, to a maximum of \$25,000, or such lesser amount as is prescribed, to be paid by the licensee to the administrative authority or to the Minister of Finance if there is no administrative authority.

son égard si l'activité qui a donné lieu à la plainte se poursuit.

3. Exiger que le titulaire de permis suive d'autres cours de formation.
4. Renvoyer l'affaire, en totalité ou en partie, au comité de discipline.
5. Prendre les mesures prévues à l'article 43, sous réserve de l'article 44.
6. Prendre les autres mesures appropriées conformément à la présente loi.

Instances disciplinaires

58. (1) Est constitué un comité de discipline qui entend et décide, conformément à la procédure prescrite, de la question de savoir si un titulaire de permis n'a pas observé le code de déontologie établi en vertu de l'article 75.

Comité d'appel

(2) Est constitué un comité d'appel qui examine, conformément à la procédure prescrite, les appels des décisions du comité de discipline.

Nomination des membres

(3) Le conseil d'administration de l'organisme d'application ou, en l'absence d'organisme d'application, le ministre, nomme les membres du comité de discipline et du comité d'appel et veille, ce faisant, à ce qu'il soit satisfait aux exigences prescrites relatives à la composition de chaque comité.

Décision

(4) S'il décide, en application du paragraphe (1), qu'un titulaire de permis n'a pas observé le code de déontologie, le comité de discipline peut, par ordonnance, prendre une ou plusieurs des mesures suivantes, selon ce qui est approprié :

1. Exiger que le titulaire de permis suive d'autres cours de formation.
2. Si le titulaire de permis est un fournisseur de services d'inspection immobilière, exiger, conformément aux conditions que le comité précise, le cas échéant, qu'il finance les cours de formation suivis par les inspecteurs immobiliers qu'il emploie ou qu'il prenne des dispositions pour offrir de tels cours et les finance.
3. Si le titulaire de permis est un inspecteur immobilier, exiger du fournisseur de services d'inspection immobilière qui l'emploie, conformément aux conditions que le comité précise, le cas échéant, qu'il finance les cours de formation suivis par les inspecteurs immobiliers qu'il emploie ou qu'il prenne des dispositions pour offrir de tels cours et les finance.
4. Imposer l'amende qu'il estime appropriée, laquelle ne peut dépasser 25 000 \$, ou toute somme inférieure prescrite, que le titulaire de permis doit payer à l'organisme d'application ou, en l'absence d'organisme d'application, au ministre des Finances.

5. Suspend or postpone the taking of further educational courses, the funding or the funding and arranging of educational courses or the imposition of the fine for the period and upon the terms that the committee designates.
6. Fix and impose costs that the licensee is required to pay to the administrative authority or to the Minister of Finance if there is no administrative authority.

Appeal

(5) A party to the discipline proceeding may appeal the final order of the discipline committee to the appeals committee.

Power of the appeals committee

(6) The appeals committee may, by order, overturn, affirm or modify the order of the discipline committee and may make an order under subsection (4).

Taking of educational course

(7) A licensee that is required under subsection (4) to take an educational course shall do so,

- (a) within the time period specified in the order of the discipline committee, if the requirement is not the subject of an appeal;
- (b) within the time period specified in the order of the appeals committee, if the requirement is the subject of an appeal; or
- (c) at the first reasonable opportunity after the last order made in respect of the educational course, if no time period is specified in that order.

Arranging and funding educational courses

(8) A home inspection provider that is required under subsection (4) to fund educational courses for home inspectors that it employs or to arrange and fund such courses shall do so,

- (a) within the time period specified in the order of the discipline committee, if the requirement is not the subject of an appeal;
- (b) within the time period specified in the order of the appeals committee, if the requirement is the subject of an appeal; or
- (c) at the first reasonable opportunity after the last order made in respect of the educational course, if no time period is specified in that order.

Payment of fine

(9) The licensee shall pay any fine imposed under subsection (4) on or before,

- (a) the day specified in the order of the discipline committee, if the fine is not the subject of an appeal;

5. Suspendre ou différer, pour la durée et aux conditions qu'il fixe, l'obligation de suivre d'autres cours de formation, leur financement, la prise de dispositions pour les offrir et leur financement, ou l'imposition de l'amende.
6. Fixer et imposer les dépens que le titulaire de permis doit payer à l'organisme d'application ou, en l'absence d'organisme d'application, au ministre des Finances.

Appel

(5) Une partie à l'instance disciplinaire peut interjeter appel de l'ordonnance définitive du comité de discipline devant le comité d'appel.

Pouvoir du comité d'appel

(6) Le comité d'appel peut, par ordonnance, annuler, confirmer ou modifier l'ordonnance du comité de discipline et peut prendre une ordonnance en vertu du paragraphe (4).

Cours de formation

(7) Le titulaire de permis suit le cours de formation exigé en application du paragraphe (4) :

- a) dans le délai précisé dans l'ordonnance du comité de discipline, si l'exigence n'est pas portée en appel;
- b) dans le délai précisé dans l'ordonnance du comité d'appel, si l'exigence est portée en appel;
- c) dès que cela est raisonnablement possible après la dernière ordonnance prise à l'égard du cours de formation, si aucun délai n'est précisé dans cette ordonnance.

Prise de dispositions pour offrir des cours de formation et financement de ceux-ci

(8) Le fournisseur de services d'inspection immobilière qui est tenu par le paragraphe (4) de financer les cours de formation suivis par les inspecteurs immobiliers qu'il emploie ou de prendre des dispositions pour offrir de tels cours et les financer le fait :

- a) dans le délai précisé dans l'ordonnance du comité de discipline, si l'exigence n'est pas portée en appel;
- b) dans le délai précisé dans l'ordonnance du comité d'appel, si l'exigence est portée en appel;
- c) dès que cela est raisonnablement possible après la dernière ordonnance prise à l'égard du cours de formation, si aucun délai n'est précisé dans cette ordonnance.

Paiement de l'amende

(9) Le titulaire de permis paie toute amende imposée en vertu du paragraphe (4) :

- a) au plus tard le jour précisé dans l'ordonnance du comité de discipline, si l'amende n'est pas portée en appel;

- (b) the day specified in the order of the appeals committee, if the fine is the subject of an appeal; or
- (c) the 60th day after the date of the last order made in respect of the fine, if no day is specified in that order.

Public access

(10) The discipline committee and the appeals committee shall make their decisions available to the public in the manner and at the frequency, if any, that are prescribed.

INSPECTIONS AND INVESTIGATIONS

Statutory inspectors

59. (1) The registrar is, by virtue of his or her office, a statutory inspector.

Appointment

(2) The registrar may appoint persons to be statutory inspectors for the purposes of conducting inspections.

Certificate of appointment

(3) The registrar shall issue to every statutory inspector a certificate of appointment bearing the registrar's signature or a facsimile of it.

Proof of appointment

(4) Every statutory inspector who is conducting an inspection under this Act shall, upon request, produce the certificate of appointment as a statutory inspector.

Inspections without warrant

60. (1) A statutory inspector may, without a warrant or court order, conduct an inspection in accordance with this section for the purpose of,

- (a) ensuring compliance with this Act and the regulations;
- (b) dealing with a complaint under section 57; or
- (c) ensuring the licensee remains entitled to a licence.

Power to enter premises

(2) As part of an inspection, a statutory inspector may, without a warrant or court order, enter and inspect, at any reasonable time, the business premises of a licensee.

Powers on inspection

(3) While carrying out an inspection, a statutory inspector,

- (a) is entitled to free access to all money, valuables, documents and records of the person being inspected that are relevant to the inspection;
- (b) may make reasonable inquiries of any person, orally or in writing, with respect to anything relevant to the inspection;
- (c) may require a person to produce any document or record relevant to the inspection and to provide whatever assistance is reasonably necessary, including using any data storage, processing or re-

- b) au plus tard le jour précisé dans l'ordonnance du comité d'appel, si l'amende est portée en appel;
- c) au plus tard le 60^e jour qui suit la date de la dernière ordonnance prise à l'égard de l'amende, si aucun jour n'est précisé dans cette ordonnance.

Consultation par le public

(10) Les décisions du comité de discipline et du comité d'appel sont rendues publiques de la manière et à la fréquence prescrites, le cas échéant.

INSPECTIONS ET ENQUÊTES

Inspecteurs

59. (1) Le registrateur est d'office inspecteur.

Nomination

(2) Le registrateur peut nommer des personnes en qualité d'inspecteurs pour effectuer des inspections.

Attestation de nomination

(3) Le registrateur délivre une attestation de nomination portant sa signature, ou un fac-similé de celle-ci, à chaque inspecteur.

Production de l'attestation de nomination

(4) L'inspecteur qui effectue une inspection en vertu de la présente loi produit sur demande son attestation de nomination.

Inspections sans mandat

60. (1) L'inspecteur peut, sans mandat ou ordonnance du tribunal, effectuer une inspection conformément au présent article pour, selon le cas :

- a) vérifier que la présente loi et les règlements sont observés;
- b) traiter une plainte visée à l'article 57;
- c) vérifier que le titulaire de permis a toujours le droit de l'être.

Pouvoir de pénétrer dans des locaux

(2) Dans le cadre d'une inspection, l'inspecteur peut, sans mandat ou ordonnance du tribunal et à toute heure raisonnable, pénétrer dans les locaux commerciaux d'un titulaire de permis et les inspecter.

Pouvoirs de l'inspecteur

(3) Dans le cadre d'une inspection, l'inspecteur :

- a) a le droit d'avoir libre accès à l'argent, aux objets de valeur et aux documents et aux dossiers de la personne en cause qui se rapportent à l'inspection;
- b) peut présenter des demandes raisonnables de renseignements, verbalement ou par écrit, relativement à toute chose qui se rapporte à l'inspection;
- c) peut exiger d'une personne qu'elle produise un document ou un dossier qui se rapporte à l'inspection et qu'elle fournisse l'aide qui est raisonnablement nécessaire, notamment en recourant

(MODIFIANT DES LOIS EN CE QUI CONCERNE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR)

*Home Inspection Act, 2016**Loi de 2016 sur les inspections immobilières*

trieval device or system to produce, in any form, the document or record;

à un dispositif ou système d'archivage, de traitement ou d'extraction des données pour produire le document ou le dossier sous quelque forme que ce soit;

(d) may use any data storage, processing or retrieval device or system used to engage in activities of a licensee in order to produce information that is relevant to the inspection and that is in any form; and

d) peut recourir, en vue de produire des renseignements qui se rapportent à l'inspection et sous quelque forme que ce soit, à tout dispositif ou système d'archivage, de traitement ou d'extraction des données utilisé pour exercer les activités d'un titulaire de permis;

(e) may, upon giving a receipt for them, remove for examination and copy anything relevant to the inspection, including any data storage disk or other retrieval device in order to produce information, but shall promptly return to the person being inspected the thing that was removed.

e) peut, après avoir donné un récépissé à cet effet, et afin de les examiner et d'en tirer des copies, prendre des choses qui se rapportent à l'inspection, y compris tout disque d'archivage des données ou autre dispositif d'extraction des données, en vue de produire des renseignements, mais doit ensuite les rendre promptement à la personne en cause.

No use of force

(4) A statutory inspector shall not use force to enter and inspect premises under this section.

Interdiction de recourir à la force

(4) L'inspecteur ne doit pas recourir à la force pour pénétrer dans des locaux et les inspecter en vertu du présent article.

No obstruction

(5) No person shall obstruct a statutory inspector conducting an inspection or withhold from the statutory inspector or conceal, alter or destroy any money, documents or records that are relevant to the inspection.

Interdiction de faire entrave

(5) Nul ne doit faire entrave à l'inspecteur qui effectue une inspection, ni retenir, dissimuler, altérer ou détruire de l'argent ou des documents ou des dossiers qui se rapportent à l'inspection.

Compliance

(6) If a statutory inspector under clause (3) (c) requires a person to produce a document or record and to provide assistance, the person shall produce the document or record or provide the assistance, as the case may be.

Conformité

(6) Si un inspecteur exige d'une personne qu'elle produise un document ou un dossier et qu'elle fournisse de l'aide aux termes de l'alinéa (3) c), celle-ci doit obtempérer.

Admissibility of copies

(7) A copy of a document or record certified by a statutory inspector to be a true copy of the original is admissible in evidence to the same extent as the original and has the same evidentiary value.

Admissibilité des copies

(7) La copie d'un document ou d'un dossier qui est certifiée conforme à l'original par un inspecteur est admissible en preuve au même titre que l'original et a la même valeur probante.

Appointment of investigators

61. (1) The director may appoint persons to be investigators for the purposes of conducting investigations.

Nomination d'enquêteurs

61. (1) Le directeur peut nommer des enquêteurs pour effectuer des enquêtes.

Certificate of appointment

(2) The director shall issue to every investigator a certificate of appointment bearing the director's signature or a facsimile of it.

Attestation de nomination

(2) Le directeur délivre une attestation de nomination portant sa signature, ou un fac-similé de celle-ci, à chaque enquêteur.

Proof of appointment

(3) Every investigator who is conducting an investigation under this Act shall, upon request, produce the certificate of appointment as an investigator.

Production de l'attestation de nomination

(3) L'enquêteur qui effectue une enquête en vertu de la présente loi produit sur demande son attestation de nomination.

Investigations with warrant

62. (1) Upon application made without notice by an investigator, a justice of the peace may issue a warrant, if satisfied on information under oath that there is reasonable ground for believing that,

Enquêtes avec mandat

62. (1) Sur demande sans préavis d'un enquêteur, un juge de paix peut délivrer un mandat s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation faite sous serment, qu'il existe des motifs raisonnables de croire :

(a) a person has contravened or is contravening this Act or the regulations or has committed an offence

a) d'une part, qu'une personne a contrevenu ou contrevient à la présente loi ou aux règlements ou a

under the law of any jurisdiction that is relevant to the person's fitness for a licence; and

(b) there is,

- (i) in any building, dwelling, receptacle or place anything relating to the contravention of this Act or the regulations or to the person's fitness for a licence, or
- (ii) information or evidence relating to the contravention of this Act or the regulations or the person's fitness for a licence that may be obtained through the use of an investigative technique or procedure or the doing of anything described in the warrant.

Powers under warrant

(2) Subject to any conditions contained in it, a warrant obtained under subsection (1) authorizes an investigator,

- (a) to enter or access the building, dwelling, receptacle or place specified in the warrant and examine and seize anything described in the warrant;
- (b) to make reasonable inquiries of any person, orally or in writing, with respect to anything relevant to the investigation;
- (c) to require a person to produce the information or evidence described in the warrant and to provide whatever assistance is reasonably necessary, including using any data storage, processing or retrieval device or system to produce, in any form, the information or evidence described in the warrant;
- (d) to use any data storage, processing or retrieval device or system used to engage in the activities of a licensee in order to produce information or evidence described in the warrant, in any form; and
- (e) to use any investigative technique or procedure or do anything described in the warrant.

Entry of dwelling

(3) Despite subsection (2), an investigator shall not exercise the power under a warrant to enter a place, or part of a place, used as a dwelling, unless,

- (a) the justice of the peace is informed that the warrant is being sought to authorize entry into a dwelling; and
- (b) the justice of the peace authorizes the entry into the dwelling.

Conditions on warrant

- (4) A warrant obtained under subsection (1) shall con-

commis une infraction à une loi de toute autorité législative qui touche son aptitude à être titulaire d'un permis;

b) d'autre part :

- (i) soit qu'une chose quelconque se rapportant à la contravention à la présente loi ou aux règlements ou à l'aptitude de la personne à être titulaire d'un permis se trouve dans un bâtiment, un logement, un contenant ou un lieu,
- (ii) soit que des renseignements ou des éléments de preuve se rapportant à la contravention à la présente loi ou aux règlements ou à l'aptitude de la personne à être titulaire d'un permis pourront être obtenus au moyen d'une technique ou méthode d'enquête ou d'un acte qui est mentionné dans le mandat.

Pouvoirs conférés par le mandat

(2) Sous réserve des conditions qu'il précise, le mandat obtenu en vertu du paragraphe (1) autorise l'enquêteur à faire ce qui suit :

- a) pénétrer dans le bâtiment, le logement, le contenant ou le lieu précisé dans le mandat ou y avoir accès, et examiner et saisir toute chose mentionnée dans le mandat;
- b) présenter des demandes raisonnables de renseignements, verbalement ou par écrit, relativement à toute chose pertinente;
- c) exiger d'une personne qu'elle produise les renseignements ou les éléments de preuve mentionnés dans le mandat et qu'elle fournisse l'aide qui est raisonnablement nécessaire, notamment en recourant à un dispositif ou système d'archivage, de traitement ou d'extraction des données pour produire, sous quelque forme que ce soit, les renseignements ou les éléments de preuve mentionnés dans le mandat;
- d) recourir, en vue de produire, sous quelque forme que ce soit, des renseignements ou des éléments de preuve mentionnés dans le mandat, à tout dispositif ou système d'archivage, de traitement ou d'extraction des données utilisé pour exercer les activités d'un titulaire de permis;
- e) employer toute technique ou méthode d'enquête ou accomplir tout acte mentionné dans le mandat.

Entrée dans un logement

(3) Malgré le paragraphe (2), l'enquêteur ne doit exercer le pouvoir, conféré par un mandat, de pénétrer dans un lieu ou une partie d'un lieu utilisé comme logement que si le juge de paix :

- a) est informé du fait que le mandat est demandé afin d'autoriser l'entrée dans un logement;
- b) autorise l'entrée.

Conditions du mandat

- (4) Le mandat obtenu en vertu du paragraphe (1) est

tain the conditions that the justice of the peace considers advisable to ensure that any search authorized by the warrant is reasonable in the circumstances.

Expiry of warrant

(5) A warrant issued under this section shall name a date of expiry, which shall be no later than 30 days after the warrant is issued, but a justice of the peace may extend the date of expiry for an additional period of no more than 30 days, upon application without notice by an investigator.

Time of execution

(6) An entry or access under a warrant issued under this section shall be made between 6 a.m. and 9 p.m., unless the warrant specifies otherwise.

Use of force

(7) An investigator may call upon police officers for assistance in executing the warrant and the investigator may use whatever force is reasonably necessary to execute the warrant.

No obstruction

(8) No person shall obstruct an investigator executing a warrant under this section or withhold from the investigator or conceal, alter or destroy anything relevant to the investigation being conducted pursuant to the warrant.

Expert help

(9) The warrant may authorize persons who have special, expert or professional knowledge and other persons as necessary to accompany and assist the investigator in respect of the execution of the warrant.

Compliance

(10) If an investigator under clause (2) (c) requires a person to produce evidence or information or to provide assistance, the person shall produce the evidence or information or provide the assistance, as the case may be.

Return of seized items

(11) An investigator who seizes anything under this section or section 63 may make a copy of it and shall return it within a reasonable time.

Admissibility of copies

(12) A copy of a document or record certified by an investigator as being a true copy of the original is admissible in evidence to the same extent as the original and has the same evidentiary value.

Seizure of things not specified

63. An investigator who is lawfully present in a place pursuant to a warrant or otherwise in the execution of the investigator's duties may, without a warrant, seize anything in plain view that the investigator believes on reasonable grounds will afford evidence relating to a contravention of this Act or the regulations.

Searches in exigent circumstances

64. (1) An investigator may exercise any of the powers described in subsection 62 (2) without a warrant if the conditions for obtaining the warrant exist but by reason of

assorti des conditions que le juge de paix estime souhaitables pour faire en sorte que la perquisition qu'il autorise soit raisonnable dans les circonstances.

Expiration du mandat

(5) Le mandat délivré en vertu du présent article précise sa date d'expiration, qui ne doit pas tomber plus de 30 jours après sa délivrance. Toutefois, un juge de paix peut reporter la date d'expiration d'au plus 30 jours sur demande sans préavis d'un enquêteur.

Heures d'exécution

(6) Sauf mention contraire, l'entrée ou l'accès qu'autorise un mandat délivré en vertu du présent article a lieu entre 6 heures et 21 heures.

Recours à la force

(7) L'enquêteur peut demander à des agents de police de l'aider à exécuter le mandat et peut recourir à toute la force raisonnablement nécessaire pour l'exécuter.

Entrave

(8) Nul ne doit faire entrave à l'enquêteur qui exécute un mandat en vertu du présent article, ni retenir, dissimuler, altérer ou détruire des choses pertinentes dans le cadre de l'enquête qu'il effectue conformément au mandat.

Experts

(9) Le mandat peut autoriser des personnes qui possèdent des connaissances particulières, spécialisées ou professionnelles, et toute autre personne au besoin, à accompagner l'enquêteur et à l'aider à exécuter le mandat.

Obligation d'obtempérer

(10) Si un enquêteur exige d'une personne qu'elle produise des renseignements ou des éléments de preuve ou qu'elle fournisse de l'aide aux termes de l'alinéa (2) c), celle-ci doit obtempérer.

Restitution des choses saisies

(11) L'enquêteur qui saisit quoi que ce soit en vertu du présent article ou de l'article 63 peut en faire une copie, après quoi il le rend dans un délai raisonnable.

Admissibilité

(12) La copie d'un document ou d'un dossier qui est certifiée conforme à l'original par un enquêteur est admissible en preuve au même titre que l'original et a la même valeur probante.

Saisie de choses non précisées

63. L'enquêteur qui est légitimement présent dans un lieu en vertu d'un mandat ou autrement dans l'exercice de ses fonctions peut, sans mandat, saisir toute chose qui est en évidence et dont il a des motifs raisonnables de croire qu'elle fournira des preuves relatives à une contravention à la présente loi ou aux règlements.

Perquisitions en cas d'urgence

64. (1) Un enquêteur peut exercer sans mandat les pouvoirs visés au paragraphe 62 (2) lorsque l'urgence de la situation ne rend pas raisonnablement possible

exigent circumstances it would not be reasonably possible to obtain the warrant.

Dwellings

(2) Subsection (1) does not apply to a building or a part of a building that is being used as a dwelling.

Use of force

(3) The investigator may, in executing any authority given by this section, call upon police officers for assistance and use whatever force is reasonably necessary.

Applicability of s. 62

(4) Subsections 62 (8) to (12) apply, with necessary modifications, to a search under this section.

ENFORCEMENT

Compliance orders

65. (1) If it appears to the director that a person is not complying with this Act or the regulations or an order made under this Act, the director may apply to the Superior Court of Justice for an order directing that person to comply, and, upon the application, the court may make the order that the court thinks fit.

Same

(2) Subsection (1) applies in addition to any other procedures that may be available to the director, whether or not the director has exercised his or her rights under the procedures.

Appeal

(3) An appeal lies to the Divisional Court from an order made under subsection (1).

Offences

66. (1) A person or entity, other than the administrative authority, is guilty of an offence if the person or entity,

- (a) furnishes false information in any application under this Act or in any statement or return required under this Act;
- (b) fails to comply with any order, direction or other requirement under this Act, other than an order made under section 58; or
- (c) contravenes or fails to comply with any section of this Act or the regulations made under the Act, other than a code of ethics established under section 75.

Home inspection providers

(2) An officer or director of a home inspection provider who fails to take reasonable care to prevent the provider from committing an offence mentioned in subsection (1) is guilty of an offence.

l'obtention du mandat, pourvu que les conditions de sa délivrance soient réunies.

Logements

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux bâtiments ou parties de bâtiments qui sont utilisés comme logements.

Recours à la force

(3) Dans l'exercice des pouvoirs que lui confère le présent article, l'enquêteur peut faire appel à des agents de police et recourir à toute la force raisonnablement nécessaire.

Application de l'art. 62

(4) Les paragraphes 62 (8) à (12) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux perquisitions effectuées en vertu du présent article.

EXÉCUTION

Ordonnances d'observation

65. (1) S'il lui semble qu'une personne n'observe pas la présente loi, les règlements ou une ordonnance prise ou rendue en vertu de celle-ci, le directeur peut, par voie de requête, demander à la Cour supérieure de justice de rendre une ordonnance lui enjoignant de les observer. Sur présentation de la requête, la Cour peut rendre l'ordonnance qu'elle estime indiquée.

Idem

(2) Le paragraphe (1) s'applique en plus des autres recours dont dispose le directeur, qu'il ait exercé ou non les droits que lui confèrent ces recours.

Appel

(3) Il peut être interjeté appel de l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) devant la Cour divisionnaire.

Infractions

66. (1) Est coupable d'une infraction la personne ou l'entité, à l'exclusion de l'organisme d'application, qui, selon le cas :

- a) fournit de faux renseignements, soit dans une demande ou une requête présentée en vertu de la présente loi, soit dans une déclaration ou un rapport qu'exige la présente loi;
- b) n'observe pas une ordonnance prise ou rendue, une directive donnée ou une autre exigence imposée en vertu de la présente loi, à l'exclusion d'une ordonnance prise en vertu de l'article 58;
- c) contrevient à un article de la présente loi ou des règlements, à l'exclusion d'un code de déontologie établi en vertu de l'article 75, ou ne l'observe pas.

Fournisseurs de services d'inspection immobilière

(2) Est coupable d'une infraction le dirigeant ou l'administrateur d'un fournisseur de services d'inspection immobilière qui ne prend pas de précautions raisonnables pour l'empêcher de commettre une infraction prévue au paragraphe (1).

Penalties

(3) A person or entity that is convicted of an offence under this Act is liable to,

- (a) a fine of not more than \$50,000 or imprisonment for a term of not more than two years less a day or both, in the case of an individual; or
- (b) a fine of not more than \$250,000, if the person or entity is not an individual.

Limitation

(4) No proceeding under this section shall be commenced more than two years after the facts upon which the proceeding is based first came to the knowledge of the director.

Orders for compensation, restitution

67. (1) If a person or entity is convicted of an offence under section 66, the court making the conviction may, in addition to any other penalty, order the person or entity convicted to pay compensation or make restitution.

If insurance has paid

(2) If an order is made in the favour of a person or entity under subsection (1) and that person or entity has already received compensation or restitution from an insurer, the person or entity ordered to pay the compensation or make restitution shall deliver the amount to the insurer.

Default in payment of fines

68. (1) If a fine payable as a result of a conviction for an offence under section 66 is in default for at least 60 days, the director may disclose to a consumer reporting agency the name of the defaulter, the amount of the fine and the date the fine went into default.

If payment made

(2) Within 10 days after the director has received notice that the fine has been paid in full, the director shall inform the consumer reporting agency of the payment.

Liens and charges

69. (1) If a fine payable as a result of a conviction for an offence under section 66 is in default for at least 60 days, the director may by order create a lien against the property of the person or entity that is liable to pay the fine.

Liens on personal property

(2) If the lien created by the director under subsection (1) relates to personal property,

- (a) the *Personal Property Security Act*, except Part V, applies with necessary modifications to the lien, despite clause 4 (1) (a) of that Act;
- (b) the lien shall be deemed to be a security interest that has attached for the purposes of the *Personal Property Security Act*; and

Peines

(3) La personne ou l'entité qui est déclarée coupable d'une infraction prévue par la présente loi est passible :

- a) d'une amende maximale de 50 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de deux ans moins un jour, ou d'une seule de ces peines, s'il s'agit d'un particulier;
- b) d'une amende maximale de 250 000 \$, s'il ne s'agit pas d'un particulier.

Prescription

(4) Est irrecevable l'instance introduite en vertu du présent article plus de deux ans après que les faits sur lesquels elle se fonde sont venus à la connaissance du directeur.

Ordonnance : indemnité ou restitution

67. (1) Le tribunal qui déclare une personne ou une entité coupable d'une infraction prévue à l'article 66 peut, en plus de lui infliger une autre peine, lui ordonner de verser une indemnité ou d'effectuer une restitution.

Cas où l'assureur a payé

(2) Si une ordonnance est rendue en faveur d'une personne ou d'une entité en vertu du paragraphe (1) et qu'un assureur lui a déjà versé une indemnité ou a déjà effectué la restitution en sa faveur, la personne ou l'entité à qui il est ordonné de verser l'indemnité ou d'effectuer la restitution remet la somme à l'assureur.

Défaut de paiement d'une amende

68. (1) En cas de défaut de paiement, depuis au moins 60 jours, d'une amende payable par suite d'une déclaration de culpabilité pour une infraction prévue à l'article 66, le directeur peut divulguer à une agence de renseignements sur le consommateur le nom de la personne en défaut, le montant de l'amende et la date depuis laquelle son paiement est en défaut.

Paiement effectué

(2) Dans les 10 jours qui suivent la date à laquelle il a été avisé du paiement intégral de l'amende, le directeur en informe l'agence de renseignements sur le consommateur.

Privilèges et charges

69. (1) En cas de défaut de paiement, depuis au moins 60 jours, d'une amende payable par suite d'une déclaration de culpabilité pour une infraction prévue à l'article 66, le directeur peut, par ordonnance, créer un privilège sur les biens de la personne ou de l'entité en cause.

Privilèges sur des biens meubles

(2) Si le privilège créé par le directeur en vertu du paragraphe (1) concerne des biens meubles :

- a) la *Loi sur les sûretés mobilières*, à l'exclusion de la partie V, s'applique avec les adaptations nécessaires au privilège, malgré l'alinéa 4 (1) a) de cette loi;
- b) le privilège est réputé une sûreté qui grève les biens meubles pour l'application de la *Loi sur les sûretés mobilières*;

- (c) the director may perfect the security interest mentioned in clause (b) for the purposes of the *Personal Property Security Act* by the registration of a financing statement under that Act.

Liens and charges on real property

(3) If the lien created by the director under subsection (1) relates to real property, the director may register the lien against the property of the person or entity liable to pay the fine in the proper land registry office and on registration, the obligation under the lien becomes a charge on the property.

Initiation of sale proceedings prohibited

(4) The director shall not initiate sale proceedings in respect of any real property against which the director has registered a lien under subsection (3).

Proceeds of sale

(5) If a lien is perfected by registration under subsection (2) or is registered against real property under subsection (3) and the related real or personal property is sold, the director shall ensure that the funds he or she receives as a result of the sale are used to pay the fine.

Discharge of lien

(6) Within 10 days after the director has knowledge of the payment in full of the fine, the director shall,

- (a) discharge the registration of any financing statement registered under clause (2) (c); and
- (b) register a discharge of a charge created on registration of a lien under subsection (3).

PART VI GENERAL

Confidentiality

70. (1) A person who obtains information in the course of exercising a power or carrying out a duty related to the administration of this Act or the regulations shall preserve secrecy with respect to the information and shall not communicate the information to any person except,

- (a) as is required in connection with a proceeding under this Act or in connection with the administration of this Act or the regulations;
- (b) to a ministry, department or agency of a government engaged in the administration of legislation similar to this Act or legislation that protects consumers or to any other entity to which the administration of legislation similar to this Act or legislation that protects consumers has been assigned;
- (c) as authorized under the *Regulatory Modernization Act, 2007*;
- (d) to a prescribed entity or organization, if the purpose of the communication is consumer protection;

- c) le directeur peut rendre la sûreté visée à l'alinéa b) opposable pour l'application de la *Loi sur les sûretés mobilières* en enregistrant un état de financement en application de cette loi.

Privilèges et charges sur des biens immeubles

(3) Si le privilège créé par le directeur en vertu du paragraphe (1) concerne un bien immeuble de la personne ou de l'entité tenue de payer l'amende, le directeur peut l'enregistrer à l'égard du bien au bureau d'enregistrement immobilier compétent et l'obligation qui découle du privilège devient une charge sur le bien au moment de son enregistrement.

Interdiction : démarches visant la vente

(4) Le directeur ne doit pas entreprendre de démarches visant la vente d'un bien immeuble à l'égard duquel il a enregistré un privilège en vertu du paragraphe (3).

Produit de la vente

(5) Si un privilège est rendu opposable par enregistrement en vertu du paragraphe (2) ou qu'il est enregistré à l'égard d'un bien immeuble en vertu du paragraphe (3) et que le bien qu'il concerne est vendu, le directeur veille à ce que les sommes qu'il reçoit par suite de la vente soient affectées au paiement de l'amende.

Mainlevée du privilège

(6) Dans les 10 jours qui suivent la date à laquelle il a connaissance du paiement intégral de l'amende, le directeur :

- a) d'une part, donne mainlevée de l'enregistrement de l'état de financement enregistré en vertu de l'alinéa (2) c);
- b) d'autre part, enregistre une mainlevée de la charge créée au moment de l'enregistrement d'un privilège en application du paragraphe (3).

PARTIE VI DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Confidentialité

70. (1) Quiconque obtient des renseignements dans l'exercice de pouvoirs ou de fonctions qui se rapportent à l'application de la présente loi ou des règlements est tenu au secret à leur égard et ne doit rien en divulguer à qui que ce soit, sauf, selon le cas :

- a) dans la mesure où l'exige toute instance introduite en vertu de la présente loi ou l'application de celle-ci ou des règlements;
- b) à un ministère ou à un organisme d'un gouvernement chargé de l'application de textes législatifs qui sont semblables à la présente loi ou qui protègent les consommateurs, ou à une autre entité à laquelle est confiée l'application de tels textes;
- c) dans la mesure où l'autorise la *Loi de 2007 sur la modernisation de la réglementation*;
- d) à une entité ou à une organisation prescrite, si la divulgation a pour objet la protection des consommateurs;

- (e) to a law enforcement agency;
- (f) to the counsel of the person communicating the information; or
- (g) with the consent of the person to whom the information relates.

Testimony

(2) Except in a proceeding under this Act, no person shall be required to give testimony in a civil proceeding with regard to information obtained in the course of exercising a power or carrying out a duty related to the administration of this Act or the regulations.

Service

71. (1) Any notice, order or request is sufficiently given or served if it is,

- (a) delivered personally;
- (b) sent by registered mail; or
- (c) sent by another manner if the sender can prove receipt of the notice, order or request.

Deemed service

(2) If service is made by registered mail, the service shall be deemed to be made on the third day after the day of mailing unless the person on whom service is being made establishes that the person did not, acting in good faith, through absence, accident, illness or other cause beyond the person's control, receive the notice, order or request until a later date.

Exception

(3) Despite subsections (1) and (2), the Tribunal may order any other method of service it considers appropriate in the circumstances.

Fees

72. (1) The Minister may, by order, establish fees that are payable under this Act in respect of a licence, a renewal of a licence, late filings and other administrative matters.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply if there is an administrative authority.

Legislation Act, 2006, Part III

(3) An order made under this section is not a regulation for the purposes of Part III (Regulations) of the *Legislation Act, 2006*.

Certificate as evidence

73. (1) For all purposes in any proceeding, a statement purporting to be certified by the director is, without proof of the office or signature of the director, admissible in evidence as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the facts stated in it in relation to,

- (a) the licensing or non-licensing of any person;
- (b) the filing or non-filing of any document or material required or permitted to be filed with the registrar;

- e) à un organisme chargé de l'exécution de la loi;
- f) à son avocat;

g) avec le consentement de la personne à laquelle se rapportent les renseignements.

Témoignage

(2) Nul ne doit être contraint à témoigner dans une instance civile relativement à des renseignements obtenus dans l'exercice de pouvoirs ou de fonctions qui se rapportent à l'application de la présente loi ou des règlements, sauf dans une instance introduite en vertu de celle-ci.

Signification

71. (1) Les avis, ordonnances et demandes sont suffisamment remis ou signifiés s'ils sont :

- a) soit remis à personne;
- b) soit envoyés par courrier recommandé;
- c) soit envoyés d'une autre manière qui permet à l'expéditeur d'en prouver la réception.

Signification réputée faite

(2) La signification faite par courrier recommandé est réputée faite le troisième jour qui suit la date de la mise à la poste, à moins que le destinataire ne démontre que, agissant de bonne foi, il n'a reçu l'avis, l'ordonnance ou la demande qu'à une date ultérieure pour cause d'absence, d'accident ou de maladie ou pour un autre motif indépendant de sa volonté.

Exception

(3) Malgré les paragraphes (1) et (2), le Tribunal peut ordonner le recours à tout autre mode de signification qu'il estime indiqué dans les circonstances.

Droits

72. (1) Le ministre peut, par arrêté, fixer les droits qui sont payables en application de la présente loi pour un permis, le renouvellement d'un permis, le dépôt tardif de documents et d'autres démarches administratives.

Exception

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas s'il y a un organisme d'application.

Partie III de la Loi de 2006 sur la législation

(3) Les arrêtés pris en vertu du présent article ne sont pas des règlements pour l'application de la partie III (Règlements) de la *Loi de 2006 sur la législation*.

Déclaration admissible en preuve

73. (1) Les déclarations concernant l'une ou l'autre des questions suivantes qui se présentent comme étant attestées par le directeur sont admissibles en preuve dans toute instance et font foi, en l'absence de preuve contraire, des faits qui y sont énoncés, sans qu'il soit nécessaire d'établir sa qualité officielle ni l'authenticité de sa signature :

- a) l'agrément ou le non-agrément d'une personne;
- b) le dépôt ou le non-dépôt d'un document qui doit ou peut être déposé auprès du registraire;

- (c) the time when the facts upon which the proceedings are based first came to the knowledge of the director; or
- (d) any other matter pertaining to licensing or non-licensing of persons or to filing or non-filing of information.

Proof of document

(2) Any document made under this Act that purports to be signed by the director or a certified copy of the document is admissible in evidence in any proceeding as proof, in the absence of evidence to the contrary, that the document is signed by the director without proof of the office or signature of the director.

Information concerning licensees

74. (1) As required by regulation, the registrar shall make available to the public the names of licensees and other information, as prescribed, in respect of licensees.

Same

(2) The names of licensees shall be made available in the prescribed form and manner and with the information that is prescribed.

Minister's regulations, codes, etc.

75. (1) The Minister may make regulations,

- (a) governing requirements of education, experience and examinations for applicants for a licence, applicants for a renewal of licence and licensees, including,
 - (i) requiring applicants for a licence, applicants for a renewal of licence and licensees to meet educational requirements that the board of the administrative authority, the Minister, the director or the registrar has specified or to complete a program of studies or one or more courses that the board of the administrative authority, the Minister, the director or the registrar has designated,
 - (ii) authorizing the board of the administrative authority, the Minister, the director or the registrar to designate organizations that are authorized to provide the programs and courses designated under subclause (i), and
 - (iii) requiring that all educational requirements specified under subclause (i) and the list of all programs and courses designated under that subclause be made available to the public;
- (b) governing the requirements that a home inspector must comply with in performing a home inspection, including,
 - (i) prescribing the features and components that are to be inspected in the dwelling or residential property being inspected and the manner in which they are to be inspected,

- c) la date à laquelle les faits sur lesquels l'instance est fondée sont venus à la connaissance du directeur;
- d) toute autre question qui se rapporte à l'agrément ou au non-agrément de personnes ou au dépôt ou au non-dépôt de renseignements.

Force probante des documents

(2) Les documents rédigés en application de la présente loi qui se présentent comme étant signés par le directeur ou leurs copies certifiées conformes sont admissibles en preuve dans toute instance et font foi, en l'absence de preuve contraire, qu'ils sont signés par lui, sans qu'il soit nécessaire d'établir sa qualité officielle ni l'authenticité de sa signature.

Renseignements concernant les titulaires de permis

74. (1) Le registrateur rend publics le nom des titulaires de permis et les autres renseignements prescrits les concernant, selon ce qu'exigent les règlements.

Idem

(2) Le nom des titulaires de permis est rendu public sous la forme et de la manière prescrites et est accompagné des renseignements prescrits.

Règlements du ministre, codes

75. (1) Le ministre peut, par règlement :

- a) régir les exigences en matière de formation, d'expérience et d'examen applicables aux demandeurs de permis ou de renouvellement de permis et aux titulaires de permis, y compris :
 - (i) exiger qu'ils satisfassent aux exigences en matière de formation précisées par le conseil d'administration de l'organisme d'application, le ministre, le directeur ou le registrateur ou qu'ils terminent le programme d'études ou suivent le ou les cours désignés par le même conseil, ministre, directeur ou registrateur,
 - (ii) autoriser le conseil d'administration de l'organisme d'application, le ministre, le directeur ou le registrateur à désigner les organismes autorisés à fournir les programmes et les cours désignés en vertu du sous-alinéa (i),
 - (iii) exiger que les exigences en matière de formation précisées en vertu du sous-alinéa (i) et la liste des programmes et des cours désignés en vertu de ce sous-alinéa soient mises à la disposition du public;
- b) régir les exigences que doit respecter l'inspecteur immobilier lorsqu'il effectue une inspection immobilière, notamment :
 - (i) prescrire les caractéristiques et les composantes à inspecter dans le logement ou le bien résidentiel et la manière de le faire,

- (ii) specifying work that licensed home inspectors are required to do as part of performing a home inspection, and
- (iii) adopting by reference, in whole or in part, with such changes as the Minister considers necessary or advisable, any code or standard that governs any matter related to the inspection and requiring compliance with any code or standard that is so adopted;
- (c) governing the insurance that licensees must have, including,
 - (i) prescribing the types of insurance they must have,
 - (ii) prescribing the minimum amounts for which they must be insured under each type of insurance, and
 - (iii) governing group insurance for licensees, including,
 - (A) authorizing the board of the administrative authority or, if there is no designated administrative authority, the Minister to arrange for and administer group insurance on behalf of licensees and to act as a named insured, and
 - (B) requiring licensees to participate in group insurance;
- (d) establishing a code of ethics for the purposes of section 58;
- (e) governing the jurisdiction and procedures of any committee established under this Act;
- (f) respecting any matter for which the power to make regulations is delegated by the Lieutenant Governor in Council to the Minister under clause 76 (1) (w).

Code of ethics

(2) A regulation under clause (1) (f) may be made as part of a code of ethics established under clause (1) (d).

Conflict

(3) If there is a conflict between a regulation made under this section and a regulation made by the Lieutenant Governor in Council under section 76, the latter prevails.

Lieutenant Governor in Council regulations

76. (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) defining, for the purposes of this Act and the regulations, any word or expression that is used in this Act but not defined in this Act;
- (b) specifying any matter or thing that this Act describes as being prescribed or done in accordance with the regulations, other than a matter or thing

- (ii) préciser le travail que les inspecteurs immobiliers agréés sont tenus d'accomplir dans le cadre d'une inspection immobilière,
- (iii) adopter par renvoi, avec les modifications qu'il juge nécessaires ou souhaitables, tout ou partie d'un code ou d'une norme régissant une question relative à l'inspection, et en exiger l'observation;
- c) régir l'assurance que les titulaires de permis doivent souscrire, y compris :
 - (i) prescrire les types d'assurance qu'ils doivent souscrire,
 - (ii) prescrire la somme minimale assurée qu'ils doivent souscrire pour chaque type d'assurance,
 - (iii) régir l'assurance collective qu'ils souscrivent, notamment :
 - (A) autoriser le conseil d'administration de l'organisme d'application désigné ou, en l'absence d'un tel organisme, le ministre à prendre des mesures pour qu'une assurance collective soit offerte, à l'administrer en leur nom et à agir à titre d'assuré nommément désigné,
 - (B) exiger qu'ils participent au régime d'assurance collective;
- d) établir un code de déontologie pour l'application de l'article 58;
- e) régir la compétence et la procédure de tout comité constitué en application de la présente loi;
- f) traiter des questions pour lesquelles le pouvoir de prendre des règlements lui est délégué par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'alinéa 76 (1) w).

Code de déontologie

(2) Un règlement pris en vertu de l'alinéa (1) f) peut faire partie d'un code de déontologie établi en vertu de l'alinéa (1) d).

Incompatibilité

(3) Les règlements que le lieutenant-gouverneur en conseil prend en vertu de l'article 76 l'emportent sur tout règlement incompatible pris en vertu du présent article.

Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil

76. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) définir, pour l'application de la présente loi et des règlements, tout terme utilisé mais non défini dans la présente loi;
- b) préciser toute question ou chose que la présente loi mentionne comme étant prescrite ou devant s'effectuer conformément aux règlements, à

that this Act describes as being prescribed by the Minister;

- (c) exempting any person or class of persons or class of activities from any provision of this Act or the regulations and attaching conditions to an exemption;
- (d) specifying requirements that a person described in section 2 must meet in order to be exempt from the application of this Act;
- (e) specifying provisions of this Act and the regulations to which a person described in section 2 is subject in the circumstances specified in the regulations;
- (f) respecting applications for a licence or a renewal of licence;
- (g) requiring an applicant for a licence or a renewal of a licence to provide information to the registrar concerning persons other than the applicant in order to assist the registrar in determining whether the persons are or may be interested persons;
- (h) specifying information that licensees must provide to the registrar and requiring that specified information be verified by affidavit;
- (i) requiring the registrar to make available to the public the names of licensees and prescribing the form and manner in which the registrar must make the names available and specifying other information in respect of licensees that the registrar must make available to the public;
- (j) subject to clause 75 (1) (b), specifying the responsibilities of home inspection providers or home inspectors;
- (k) prescribing matters that home inspectors must disclose to the home inspection providers that employ them and to home inspection providers that are prospective employers, and the circumstances under which such disclosures are required;
- (l) subject to clause 75 (1) (b), governing the activities of licensees, including,
 - (i) specifying terms that licensed home inspection providers and licensed home inspectors acting under clause 37 (2) (b) are required to include in contracts for a home inspection that they enter into with clients,
 - (ii) specifying matters that they must disclose and when they must disclose them in the course of performing a home inspection or a contract for a home inspection, including the conditions under which disclosure is required and matters related to any holdings in,

l'exclusion d'une question ou d'une chose que la présente loi mentionne comme étant prescrite par le ministre;

- c) soustraire une personne, une catégorie de personnes ou une catégorie d'activités à l'application d'une disposition de la présente loi ou des règlements et assortir toute dispense de conditions;
- d) préciser les exigences auxquelles doit satisfaire une personne visée à l'article 2 afin d'être soustraite à l'application de la présente loi;
- e) préciser les dispositions de la présente loi et des règlements auxquelles est assujettie une personne visée à l'article 2 dans les circonstances précisées dans les règlements;
- f) traiter des demandes de permis ou de renouvellement de permis;
- g) exiger que le demandeur de permis ou de renouvellement de permis fournisse des renseignements au registrateur au sujet d'autres personnes pour l'aider à déterminer si ces personnes sont ou peuvent être des personnes intéressées;
- h) préciser les renseignements que les titulaires de permis doivent fournir au registrateur et exiger que ces renseignements soient appuyés d'un affidavit;
- i) exiger que le registrateur rende public le nom des titulaires de permis et prescrire la forme sous laquelle et la manière dont il doit le faire, et préciser les autres renseignements les concernant qu'il doit rendre publics;
- j) sous réserve de l'alinéa 75 (1) b), préciser les responsabilités des fournisseurs de services d'inspection immobilière ou des inspecteurs immobiliers;
- k) prescrire les questions que les inspecteurs immobiliers doivent divulguer aux fournisseurs de services d'inspection immobilière qui les emploient ou qui sont des employeurs éventuels, et les circonstances dans lesquelles ces divulgations sont exigées;
- l) sous réserve de l'alinéa 75 (1) b), régir les activités des titulaires de permis, y compris :
 - (i) préciser les conditions que les fournisseurs de services d'inspection immobilière agréés et les inspecteurs immobiliers agréés agissant aux termes de l'alinéa 37 (2) b) sont tenus d'inclure dans les contrats d'inspection immobilière qu'ils concluent avec leurs clients,
 - (ii) préciser les questions que les titulaires de permis doivent divulguer au cours de la tenue d'une inspection immobilière ou de l'exécution d'un contrat d'inspection immobilière et le moment où ils doivent le faire, y compris les conditions dans lesquelles ces divulgations sont exigées et les questions relatives aux intérêts détenus, selon le cas, dans :

(MODIFIANT DES LOIS EN CE QUI CONCERNE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR)

*Home Inspection Act, 2016**Loi de 2016 sur les inspections immobilières*

- (A) home inspection providers, other than the home inspection provider by which they are employed, in the case of home inspectors, or
 - (B) other home inspection providers, in the case of home inspection providers, and
- (iii) specifying statements that licensees must provide in respect of performing a home inspection or a contract for a home inspection, the content of the statements, the manner of providing them, the circumstances under which a statement is not required and the consequences of failing to provide statements;
- (m) requiring licensees to provide, on request and in the prescribed circumstances, proof of licence and specifying the nature of the proof and the manner in which they must provide it;
- (n) requiring licensees to maintain business premises that comply with the prescribed rules;
- (o) respecting financial security requirements for licensees, including requiring them to be bonded or insured or have collateral security, and prescribing the forfeiture of bonds, the disposition of proceeds and other terms related to the financial security requirements;
- (p) governing the documents and records that licensees must keep, including the manner and location in which licensees must keep them and the time periods for which they must keep them and authorizing the registrar to specify the location at which licensees must keep them;
- (q) specifying procedures and other matters related to complaints under section 57;
- (r) governing the composition of the discipline committee and the appeals committee and, subject to subsection 58 (3), governing matters relating to the appointment of the members of those committees;
- (s) respecting inspections and investigations under this Act;
- (t) requiring that any information required under this Act be in a form approved by the director, the registrar or the Minister, as specified in the regulation;
- (u) specifying rules relating to addresses for service under this Act;
- (v) authorizing the director or the board of the administrative authority to conduct quality assurance programs in relation to the administration of this
- (A) des fournisseurs de services d'inspection immobilière, autres que ceux qui les emploient, dans le cas des inspecteurs immobiliers,
 - (B) d'autres fournisseurs de services d'inspection immobilière, dans le cas des fournisseurs de services d'inspection immobilière,
- (iii) préciser les déclarations que les titulaires de permis doivent fournir à l'égard de la tenue d'une inspection immobilière ou de l'exécution d'un contrat d'inspection immobilière, la manière dont ils doivent le faire, leur contenu, les circonstances dans lesquelles elles ne sont pas exigées et les conséquences du défaut de les fournir;
- m) exiger que les titulaires de permis fournissent une preuve de leur permis sur demande et dans les circonstances prescrites et préciser la nature de la preuve et la manière dont elle doit être fournie;
- n) exiger que les titulaires de permis tiennent des locaux commerciaux qui soient conformes aux règles prescrites;
- o) traiter des exigences en matière de sûreté financière qui s'appliquent aux titulaires de permis, y compris exiger qu'ils fournissent un cautionnement, qu'ils soient assurés ou qu'ils disposent de garanties accessoires, et prescrire la réalisation des cautionnements, la disposition du produit et les autres conditions relatives aux exigences en matière de sûreté financière;
- p) régir les documents et les dossiers que doivent conserver les titulaires de permis, y compris la manière dont ils sont conservés, l'endroit où ils le sont et leur délai de conservation, et autoriser le registraire à préciser l'endroit où ils doivent être conservés;
- q) préciser la marche à suivre et les autres questions relatives aux plaintes présentées en vertu de l'article 57;
- r) régir la composition du comité de discipline et du comité d'appel et, sous réserve du paragraphe 58 (3), régir les questions relatives à la nomination de leurs membres;
- s) traiter des inspections et des enquêtes prévues par la présente loi;
- t) exiger que tout renseignement exigé en vertu de la présente loi se présente sous la forme approuvée par le directeur, le registraire ou le ministre, selon ce que précise le règlement;
- u) préciser des règles relatives aux adresses aux fins de signification pour l'application de la présente loi;
- v) autoriser le directeur ou le conseil d'administration de l'organisme d'application à mettre en oeuvre des programmes d'assurance de la qualité relati-

Act or the regulations and to use information collected under this Act for the purposes of those programs;

- (w) delegating to the Minister any power to make a regulation under this section;
- (x) providing for any transitional matter necessary for the effective implementation of this Act or the regulations, including,
 - (i) authorizing persons who are not licensees but who enter into a contract for a home inspection with a client before section 37 comes into force to continue to perform the contract, subject to the requirements set out in the regulations, and
 - (ii) governing the application of prescribed provisions of this Act and the regulations to licensees and other prescribed persons.

Residual authority to act

(2) Despite any delegation to the Minister under clause (1) (w) and without having to revoke the delegation, the Lieutenant Governor in Council continues to have authority to make regulations in respect of the power that is the subject of the delegation.

Making regulation not revocation

(3) If the Lieutenant Governor in Council makes a regulation to which subsection (2) applies, the regulation does not have the effect of revoking a delegation under this section unless the regulation so specifies.

Minister's regulations preserved

(4) The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, revoke a delegation to the Minister under clause (1) (w), but the revocation of a delegation does not result in the revocation of any regulation the Minister made under the delegated power before the revocation of the delegation.

Ontario Association of Home Inspectors continued

77. (1) The Ontario Association of Home Inspectors constituted as a corporation without share capital by the *Ontario Association of Home Inspectors Act, 1994*, being chapter Pr65, as it read immediately before its repeal, is continued as a corporation to which Part III of the *Corporations Act* applies.

Objects continued

(2) The objects of the corporation are the objects set out in section 3 of the *Ontario Association of Home Inspectors Act, 1994*, being chapter Pr65, as that Act read immediately before its repeal.

vement à l'application de la présente loi ou des règlements et à utiliser les renseignements recueillis en vertu de la présente loi pour les besoins de ces programmes;

- w) déléguer au ministre le pouvoir de prendre un règlement en vertu du présent article;
- x) prévoir toute mesure de transition nécessaire pour la mise en application efficace de la présente loi ou des règlements, notamment :
 - (i) autoriser les personnes qui ne sont pas des titulaires de permis, mais qui concluent un contrat d'inspection immobilière avec un client avant l'entrée en vigueur de l'article 37, à continuer d'exécuter le contrat, sous réserve des exigences énoncées dans les règlements,
 - (ii) régir l'application de dispositions prescrites de la présente loi et des règlements aux titulaires de permis et aux autres personnes prescrites.

Pouvoir résiduel d'agir

(2) Malgré toute délégation qu'il fait au ministre en vertu de l'alinéa (1) w) et sans avoir à révoquer la délégation, le lieutenant-gouverneur en conseil conserve le pouvoir de prendre des règlements à l'égard du pouvoir qui fait l'objet de la délégation.

Non une révocation de la délégation

(3) La prise d'un règlement auquel s'applique le paragraphe (2) par le lieutenant-gouverneur en conseil n'entraîne la révocation d'une délégation faite en vertu du présent article que si le règlement le précise.

Maintien des règlements du ministre

(4) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, révoquer la délégation faite en faveur du ministre en vertu de l'alinéa (1) w). Toutefois, la révocation n'entraîne pas l'abrogation des règlements pris jusque-là par le ministre en vertu du pouvoir délégué.

Maintien de l'organisme appelé Ontario Association of Home Inspectors

77. (1) L'organisme appelé Ontario Association of Home Inspectors constitué comme personne morale sans capital-actions en vertu de la loi intitulée *Ontario Association of Home Inspectors Act, 1994*, qui constitue le chapitre Pr65, dans sa version antérieure à son abrogation, est maintenu comme personne morale à laquelle s'applique la partie III de la *Loi sur les personnes morales*.

Objets maintenus

(2) Les objets de la personne morale sont ceux qui sont énoncés à l'article 3 de la loi intitulée *Ontario Association of Home Inspectors Act, 1994*, qui constitue le chapitre Pr65, dans sa version antérieure à son abrogation.

PART VII
AMENDMENTS TO THIS ACT

Amendments to this Act

78. (1) Clause 8 (b) is amended by striking out “the *Corporations Act*” and substituting “the *Not-for-Profit Corporations Act, 2010*”.
- (2) Subsection 23 (1) is amended by striking out “the *Corporations Act*” and substituting “the *Not-for-Profit Corporations Act, 2010*”.

PART VIII
COMPLEMENTARY AMENDMENTS AND REPEALS

Licence Appeal Tribunal Act, 1999

79. Subsection 11 (1) of the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999* is amended by adding the following:

Home Inspection Act, 2016
Ontario Association of Home Inspectors Act, 1994

80. The *Ontario Association of Home Inspectors Act, 1994*, chapter Pr65, is repealed.
- Ontario Labour Mobility Act, 2009*
81. (1) Table 1 to the *Ontario Labour Mobility Act, 2009* is amended by striking out item 17.

- (2) Table 1 to the Act is amended by adding the following item:

51.1	<i>Home Inspection Act, 2016</i>	The administrative authority designated under subsection 3 (1) of the <i>Home Inspection Act, 2016</i> or, if there is no designated administrative authority, the Minister responsible for the administration of the authorizing statute
------	----------------------------------	---

PART IX
COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement

82. (1) Subject to subsections (2), (3) and (4), the Act set out in this Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.
- (2) Section 77 and subsection 81 (1) come into force on the day that section 80 comes into force.
- (3) Subsection 78 (1) comes into force on the later of the day subsection 211 (1) of the *Not-for-Profit Corporations Act, 2010* comes into force and the day section 8 of this Act comes into force.

PARTIE VII
MODIFICATIONS À LA PRÉSENTE LOI

Modifications à la présente loi

78. (1) L’alinéa 8 b) est modifié par remplacement de «la *Loi sur les personnes morales*» par «la *Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif*» au début de l’alinéa.
- (2) Le paragraphe 23 (1) est modifié par remplacement de «la *Loi sur les personnes morales*» par «la *Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif*» à la fin du paragraphe.

PARTIE VIII
MODIFICATIONS COMPLÉMENTAIRES
ET ABROGATIONS

Loi de 1999 sur le Tribunal d’appel en matière de permis

79. Le paragraphe 11 (1) de la *Loi de 1999 sur le Tribunal d’appel en matière de permis* est modifié par adjonction de ce qui suit :
- Loi de 2016 sur les inspections immobilières*

Loi intitulée Ontario Association of Home Inspectors Act, 1994

80. La loi intitulée *Ontario Association of Home Inspectors Act, 1994*, chapitre Pr65, est abrogée.

Loi ontarienne de 2009 sur la mobilité de la main-d’oeuvre

81. (1) Le tableau 1 de la *Loi ontarienne de 2009 sur la mobilité de la main-d’oeuvre* est modifié par suppression du point 17.
- (2) Le tableau 1 de la Loi est modifié par adjonction du point suivant :

51.1	<i>Loi de 2016 sur les inspections immobilières</i>	Organisme d’application désigné en vertu du paragraphe 3 (1) de la <i>Loi de 2016 sur les inspections immobilières</i> ou, à défaut, ministre chargé de l’application de la loi habilitante
------	---	---

PARTIE IX
ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur

82. (1) Sous réserve des paragraphes (2), (3) et (4), la loi figurant à la présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.
- (2) L’article 77 et le paragraphe 81 (1) entrent en vigueur le jour de l’entrée en vigueur de l’article 80.
- (3) Le paragraphe 78 (1) entre en vigueur le dernier en date du jour de l’entrée en vigueur du paragraphe 211 (1) de la *Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif* et du jour de l’entrée en vigueur de l’article 8 de la présente loi.

(4) Subsection 78 (2) comes into force on the later of the day subsection 211 (1) of the *Not-for-Profit Corporations Act, 2010* comes into force and the day section 23 of this Act comes into force.

Short title

83. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Home Inspection Act, 2016*.

(4) Le paragraphe 78 (2) entre en vigueur le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 211 (1) de la *Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif* et du jour de l'entrée en vigueur de l'article 23 de la présente loi.

Titre abrégé

83. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi de 2016 sur les inspections immobilières*.

SCHEDULE 2 AMENDMENTS TO OTHER ACTS

COLLECTION AND DEBT SETTLEMENT SERVICES ACT

1. (1) Subsection 1 (1) of the *Collection and Debt Settlement Services Act* is amended by adding the following definitions:

“administrative penalty” means an administrative penalty imposed under section 29.0.1; (“pénalité administrative”)

“arrears” means a debt that is past due and that meets the criteria, if any, that are prescribed; (“en souffrance”)

“assessor” means a person designated in writing by the Registrar as authorized to make an order under section 29.0.1 imposing an administrative penalty; (“évaluateur”)

(2) The definition of “collection agency” in subsection 1 (1) of the Act is amended by striking out “or” at the end of clause (b), by adding “or” at the end of clause (c) and by adding the following clause:

(d) a person who purchases debts that are in arrears and collects them;

(3) The definitions of “Minister” and “Ministry” in subsection 1 (1) of the Act are repealed and the following substituted:

“Minister” means the Minister of Government and Consumer Services or whatever other member of the Executive Council to whom administration for this Act is assigned under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

“Ministry” means the ministry of the Minister; (“ministère”)

(4) The definition of “registrant” in subsection 1 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

“registrant” means a collection agency that is registered; (“personne inscrite”)

2. (1) Clause 2 (1) (a) of the Act is amended by adding “subject to the regulations” at the beginning.

(2) Clause 2 (1) (e) of the Act is amended by striking out “a bank listed in Schedule I or II to the *Bank Act* (Canada)” and substituting “a bank or authorized foreign bank as defined in section 2 of the *Bank Act* (Canada)”.

(3) Subsection 2 (1) of the Act is amended by striking out “or” at the end of clause (f) and by adding the following clauses:

(h) subject to the regulations, to a person who purchases debts through acquiring or merging with a business in a transaction that includes the transfer of accounts receivable;

ANNEXE 2 MODIFICATION D'AUTRES LOIS

LOI SUR LES SERVICES DE RECOUVREMENT ET DE RÈGLEMENT DE DETTE

1. (1) Le paragraphe 1 (1) de la *Loi sur les services de recouvrement et de règlement de dette* est modifié par adjonction des définitions suivantes :

«en souffrance» Créance en souffrance qui répond aux critères prescrits, le cas échéant. («arrears»)

«évaluateur» Personne désignée par écrit par le registraire comme étant autorisée à prendre, en vertu de l'article 29.0.1, une ordonnance qui impose une pénalité administrative. («assessor»)

«pénalité administrative» Pénalité administrative imposée en vertu de l'article 29.0.1. («administrative penalty»)

(2) La définition de «agence de recouvrement» au paragraphe 1 (1) de la Loi est modifiée par adjonction de l'alinéa suivant :

d) d'une personne qui achète des créances en souffrance et les recouvre.

(3) Les définitions de «ministère» et «ministre» au paragraphe 1 (1) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«ministère» Le ministère du ministre. («Ministry»)

«ministre» Le ministre des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs ou l'autre membre du Conseil exécutif qui est chargé de l'application de la présente loi en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

(4) La définition de «personne inscrite» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«personne inscrite» Agence de recouvrement inscrite. («registrant»)

2. (1) L'alinéa 2 (1) a) de la Loi est modifié par insertion de «sous réserve des règlements,» au début de l'alinéa.

(2) L'alinéa 2 (1) e) de la Loi est modifié par remplacement de «aux banques mentionnées à l'annexe I ou II de la *Loi sur les banques* (Canada)» par «aux banques ou aux banques étrangères autorisées au sens de l'article 2 de la *Loi sur les banques* (Canada)».

(3) Le paragraphe 2 (1) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

h) sous réserve des règlements, à une personne qui achète des créances par l'acquisition d'une entreprise ou la fusion avec une entreprise dans le cadre d'une opération comprenant le transfert des comptes clients;

- (i) subject to the regulations, to a person who acquires debts through the seizure of accounts receivable under a security agreement;
- (j) subject to the regulations, to a person who acquires a debt by taking an assignment of the contract that gave rise to the debt for the purposes of financing a transaction;
- (k) subject to the regulations, to a person who purchases a financing agreement or group of financing agreements or the payments due under a finance agreement or group of financing agreements;
- (l) subject to the regulations, to a person who purchases a debt that permits the person to collect the debt under the name of the original creditor; or
- (m) subject to the regulations, to a person who enters into an agreement to finance the purchase of goods or services and who assigns the rights to payments under the agreement to a third party, even if the person continues to collect those payments on behalf of the third party.

3. Section 3 of the Act is amended by adding the following subsections:

Policies

(3) The Registrar may establish written policies regarding the interpretation, administration and enforcement of this Act.

Public record

(4) If the Registrar establishes written policies under subsection (3), the Registrar shall maintain a public record of them in accordance with the prescribed requirements.

4. (1) Subsection 4 (1) of the Act is amended by striking out “or act as a collector”.

(2) Section 4 of the Act is amended by adding the following subsection:

Responsibility for collectors

(3) A collection agency that employs, appoints or authorizes an individual to act as a collector for or on behalf of the agency shall exercise due diligence to ensure that the individual complies with this Act and the regulations when acting as a collector.

5. (1) Clause 20 (1) (c) of the Act is repealed and the following substituted:

- (c) any commencement or termination of the employment, appointment or authorization of a collector.

(2) Subsection 20 (2) of the Act is repealed.

(3) Subsection 20 (3) of the Act is amended by striking out “subsections (1) and (2)” and substituting “subsection (1)”.

- i) sous réserve des règlements, à une personne qui fait l'acquisition de créances par la saisie de comptes clients aux termes d'un contrat de sûreté;
- j) sous réserve des règlements, à une personne qui fait l'acquisition d'une créance par cession du contrat ayant donné lieu à la créance dans le but de financer une opération;
- k) sous réserve des règlements, à une personne qui achète un accord de financement ou un groupe d'accords de financement ou les paiements exigibles aux termes de l'accord de financement ou du groupe d'accords de financement;
- l) sous réserve des règlements, à une personne qui achète une créance lui permettant de recouvrer celle-ci sous le nom du créancier initial;
- m) sous réserve des règlements, à une personne qui conclut un accord pour financer l'achat de biens ou de services et qui cède les droits aux paiements aux termes de l'accord à un tiers, même si elle continue de recouvrer ces paiements pour le compte du tiers.

3. L'article 3 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Politiques

(3) Le registrateur peut établir des politiques écrites concernant l'interprétation, l'administration et l'exécution de la présente loi.

Registre public

(4) S'il établit des politiques écrites en vertu du paragraphe (3), le registrateur tient un registre public de celles-ci conformément aux exigences prescrites.

4. (1) Le paragraphe 4 (1) de la Loi est modifié par suppression de «ou agir à titre d'agent de recouvrement».

(2) L'article 4 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Responsabilité à l'égard des agents de recouvrement

(3) Une agence de recouvrement qui emploie ou nomme un particulier à titre d'agent de recouvrement, ou qui l'autorise à agir à ce titre, pour l'agence ou pour le compte de celle-ci doit faire preuve de diligence raisonnable pour veiller à ce qu'il se conforme à la présente loi et aux règlements lorsqu'il agit à ce titre.

5. (1) L'alinéa 20 (1) c) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- c) l'entrée en fonction, la nomination ou l'autorisation d'un agent de recouvrement, ou la cessation de ses fonctions, de sa nomination ou de son autorisation.

(2) Le paragraphe 20 (2) de la Loi est abrogé.

(3) Le paragraphe 20 (3) de la Loi est modifié par remplacement de «aux paragraphes (1) et (2)» par «au paragraphe (1)».

6. Clause 22 (a) of the Act is repealed and the following substituted:

- (a) collect or attempt to collect, on its own behalf or for a person for whom it acts, any money in addition to the amount owing by the debtor;

7. Subsection 24 (2) of the Act is repealed.

8. Section 26 of the Act is amended by adding the following subsection:

Collector's address

(1.1) The address of a collector shall be deemed to be the address of the collection agency that employs, appoints or authorizes the collector to act as a collector.

9. The Act is amended by adding the following sections:

ADMINISTRATIVE PENALTIES

Order

29.0.1 (1) An assessor who is satisfied that a person has contravened or is contravening a prescribed provision of this Act or the regulations may, by order, impose an administrative penalty against the person in accordance with this section and the regulations made by the Minister.

Purpose

(2) The purpose of an administrative penalty is to promote compliance with the requirements established by this Act and the regulations.

Amount

(3) The amount of an administrative penalty shall reflect the purpose of the penalty and shall be the amount prescribed by the Minister, which amount shall not exceed \$10,000.

Form of order

(4) An order made under subsection (1) imposing an administrative penalty against a person shall be in the form that the Registrar determines.

Service of order

(5) The order shall be served on the person against whom the administrative penalty is imposed in the manner that the Registrar determines.

Absolute liability

(6) An order made under subsection (1) imposing an administrative penalty against a person applies even if,

- (a) the person took all reasonable steps to prevent the contravention on which the order is based; or
- (b) at the time of the contravention, the person had an honest and reasonable belief in a mistaken set of facts that, if true, would have rendered the contravention innocent.

6. L'alinéa 22 a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) recouvrer ou tenter de recouvrer, pour son propre compte ou en agissant pour le compte d'une personne, un montant supérieur à celui qui est dû par le débiteur;

7. Le paragraphe 24 (2) de la Loi est abrogé.

8. L'article 26 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Adresse de l'agent de recouvrement

(1.1) L'adresse d'un agent de recouvrement est réputée être celle de l'agence de recouvrement qui l'emploie ou le nomme à ce titre ou l'autorise à agir à ce titre.

9. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

PÉNALITÉS ADMINISTRATIVES

Ordonnance

29.0.1 (1) L'évaluateur qui est convaincu qu'une personne a contrevenu ou contrevient à une disposition prescrite de la présente loi ou des règlements peut, par ordonnance, lui imposer une pénalité administrative conformément au présent article et aux règlements pris par le ministre.

Objet

(2) La pénalité administrative a pour objet d'encourager l'observation des exigences établies par la présente loi et les règlements.

Montant

(3) Le montant de la pénalité administrative tient compte de son objet et est prescrit par le ministre. Le montant prescrit ne doit pas être supérieur à 10 000 \$.

Forme de l'ordonnance

(4) L'ordonnance prise en vertu du paragraphe (1) qui impose une pénalité administrative à une personne se présente sous la forme que précise le registrateur.

Signification de l'ordonnance

(5) L'ordonnance est signifiée à la personne à qui la pénalité administrative est imposée de la manière que précise le registrateur.

Responsabilité absolue

(6) L'ordonnance prise en vertu du paragraphe (1) qui impose une pénalité administrative à une personne s'applique même si, selon le cas :

- a) la personne a pris toutes les mesures raisonnables pour empêcher la contravention sur laquelle se fonde l'ordonnance;
- b) au moment de la contravention, la personne croyait raisonnablement et en toute honnêteté à l'existence de faits erronés qui, avérés, auraient rendu la contravention non blâmable.

No effect on offences

(7) For greater certainty, nothing in subsection (6) affects the prosecution of an offence.

Other measures

(8) Subject to section 29.0.3, an administrative penalty may be imposed alone or in conjunction with the exercise of any measure against a person provided by this Act or the regulations, including the application of conditions to a registration by the Registrar, the suspension or revocation of a registration or the refusal to renew a registration.

Limitation

(9) An assessor shall not make an order under subsection (1) more than two years after the day the assessor became aware of the person's contravention on which the order is based.

No hearing required

(10) Subject to the regulations made by the Minister, an assessor is not required to hold a hearing or to afford a person an opportunity for a hearing before making an order under subsection (1) against the person.

Non-application of other Act

(11) The *Statutory Powers Procedure Act* does not apply to an order of an assessor made under subsection (1).

Appeal

29.0.2 (1) The person against whom an order made under subsection 29.0.1 (1) imposes an administrative penalty may appeal the order to the person prescribed by the Minister by delivering a written notice of appeal to the latter person within 15 days after receiving the order.

Extension of time for appeal

(2) The prescribed person mentioned in subsection (1) may extend the time period for appealing and may determine the circumstances in which extensions are given.

Form of notice

(3) The notice of appeal shall be in the form that the prescribed person mentioned in subsection (1) determines.

Filing of notice

(4) The person against whom the order imposing the administrative penalty is made shall file the notice of appeal in the manner that the prescribed person mentioned in subsection (1) determines.

Stay

(5) An appeal commenced in accordance with subsection (1) operates as a stay of the order until disposition of the appeal.

Opportunity for submissions

(6) Before disposing of an appeal, the prescribed person mentioned in subsection (1) shall give the person against whom the order imposing the administrative pen-

Aucun effet sur les infractions

(7) Il est entendu que le paragraphe (6) n'a pas pour effet de porter atteinte à la poursuite d'une infraction.

Autres mesures

(8) Sous réserve de l'article 29.0.3, une pénalité administrative peut être imposée seule ou en conjonction avec la prise, à l'encontre de la personne, d'une mesure prévue par la présente loi ou les règlements, notamment l'assujettissement de l'inscription à des conditions par le registrateur, la suspension ou la révocation de l'inscription ou le refus de la renouveler.

Prescription

(9) L'évaluateur ne doit pas prendre d'ordonnance en vertu du paragraphe (1) plus de deux ans après le jour où il prend connaissance de la contravention commise par la personne sur laquelle se fonde l'ordonnance.

Audience non obligatoire

(10) Sous réserve des règlements pris par le ministre, l'évaluateur n'est pas obligé de tenir une audience ni d'offrir à la personne la possibilité d'une audience avant de prendre une ordonnance contre elle en vertu du paragraphe (1).

Non-application d'une autre loi

(11) La *Loi sur l'exercice des compétences légales* ne s'applique pas aux ordonnances que prend l'évaluateur en vertu du paragraphe (1).

Appel

29.0.2 (1) La personne à laquelle une ordonnance prise en vertu du paragraphe 29.0.1 (1) impose une pénalité administrative peut interjeter appel de l'ordonnance devant la personne prescrite par le ministre en lui remettant un avis écrit d'appel au plus tard 15 jours après avoir reçu l'ordonnance.

Prorogation du délai d'appel

(2) La personne prescrite visée au paragraphe (1) peut proroger le délai d'appel et préciser les circonstances dans lesquelles les prorogations sont accordées.

Forme de l'avis

(3) L'avis d'appel se présente sous la forme que précise la personne prescrite visée au paragraphe (1).

Dépôt de l'avis

(4) La personne contre qui l'ordonnance imposant une pénalité administrative est prise dépose l'avis d'appel de la manière que précise la personne prescrite visée au paragraphe (1).

Sursis

(5) L'appel interjeté conformément au paragraphe (1) sursoit à l'ordonnance jusqu'à ce qu'il soit tranché.

Possibilité de présenter des observations

(6) Avant de trancher un appel, la personne prescrite visée au paragraphe (1) donne à la personne contre qui l'ordonnance imposant une pénalité administrative est

*Amendments to Other Acts**Modification d'autres lois*

ality is made a reasonable opportunity to make written submissions.

Powers on appeal

(7) On an appeal, the prescribed person mentioned in subsection (1) may confirm, revoke or vary the order within the limits, if any, established by the regulations made by the Minister.

Non-application of other Act

(8) The *Statutory Powers Procedure Act* does not apply to an appeal made under this section.

Effect of paying penalty

29.0.3 If a person against whom an order imposing an administrative penalty is made pays the penalty in accordance with the terms of the order or, if the order is varied on appeal, in accordance with the terms of the varied order, the person cannot be charged with an offence under this Act in respect of the same contravention on which the order is based and no other prescribed measure shall be taken against the person in respect of the same contravention on which the order is based.

Enforcement

29.0.4 (1) If a person against whom an order imposing an administrative penalty is made fails to pay the penalty in accordance with the terms of the order or, if the order is varied on appeal, in accordance with the terms of the varied order, the order may be filed with the Superior Court of Justice and enforced as if it were an order of the court.

Date of order

(2) For the purposes of section 129 of the *Courts of Justice Act*, the date on which the order is filed with the court shall be deemed to be the date of the order.

Debt due to Crown

(3) An administrative penalty that is not paid in accordance with the terms of the order imposing it or, if the order is varied on appeal, in accordance with the terms of the varied order is a debt due to the Crown and is enforceable as such.

10. (1) The Act is amended by adding the following heading immediately before section 29.1:

FEE ORDERS, REGULATIONS AND TRANSITION

(2) Paragraph 2 of section 29.1 of the Act is repealed and the following substituted:

2. For processing a notice given under subsection 20 (1) with respect to a commencement or termination of the employment, appointment or authorization of a collector.

11. (1) The Act is amended by adding the following section:

prise une occasion raisonnable de présenter des observations écrites.

Pouvoirs en cas d'appel

(7) Sur appel, la personne prescrite visée au paragraphe (1) peut confirmer, révoquer ou modifier l'ordonnance dans les limites éventuelles qu'établissent les règlements pris par le ministre.

Non-application d'une autre loi

(8) La *Loi sur l'exercice des compétences légales* ne s'applique pas aux appels interjetés en vertu du présent article.

Effet du paiement de la pénalité

29.0.3 La personne contre qui une ordonnance imposant une pénalité administrative est prise qui paie la pénalité administrative conformément aux conditions de l'ordonnance, ou, si celle-ci est modifiée en appel, conformément aux conditions de l'ordonnance modifiée, ne peut être accusée d'une infraction à la présente loi à l'égard de la contravention sur laquelle se fonde l'ordonnance et aucune autre mesure ne peut être prise à son encontre relativement à cette même contravention.

Exécution forcée

29.0.4 (1) Si la personne contre qui une ordonnance imposant une pénalité administrative est prise ne paie pas la pénalité, contrairement aux conditions de l'ordonnance ou, si celle-ci est modifiée en appel, contrairement aux conditions de l'ordonnance modifiée, l'ordonnance peut être déposée auprès de la Cour supérieure de justice et exécutée comme s'il s'agissait d'une ordonnance de celle-ci.

Date de l'ordonnance

(2) Pour l'application de l'article 129 de la *Loi sur les tribunaux judiciaires*, la date de dépôt de l'ordonnance auprès de la Cour est réputée la date de l'ordonnance.

Créance de la Couronne

(3) La pénalité administrative qui n'est pas payée, contrairement aux conditions de l'ordonnance qui l'impose ou, si celle-ci est modifiée en appel, contrairement aux conditions de l'ordonnance modifiée, constitue une créance de la Couronne et peut être exécutée à ce titre.

10. (1) La Loi est modifiée par adjonction de l'intertitre suivant immédiatement avant l'article 29.1 :

**ARRÊTÉS RELATIFS AUX DROITS, RÈGLEMENTS
ET DISPOSITION TRANSITOIRE**

(2) La disposition 2 de l'article 29.1 de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

2. Le traitement des avis donnés en application du paragraphe 20 (1) à l'égard de l'entrée en fonction, de la nomination ou de l'autorisation d'un agent de recouvrement ou de la cessation de ses fonctions, de sa nomination ou de son autorisation.

11. (1) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Minister's regulations

29.2 The Minister may make regulations,

- (a) governing any matter that this Act describes as being prescribed by the Minister or provided for in regulations made by the Minister;
- (b) governing information that a collection agency or collector is required to provide in any notice that the agency or the collector is required to send to a debtor when attempting to collect payment of a debt from the debtor, where the information is in addition to the information that a regulation made under clause 30 (1) (l) requires to be included in the notice;
- (c) specifying a different administrative penalty for a contravention of different prescribed provisions of this Act or the regulations, different portions of those prescribed provisions or different prescribed requirements in those prescribed provisions;
- (d) providing that the prescribed amount of an administrative penalty mentioned in subsection 29.0.1 (3) shall be calculated on the basis specified in the regulation, including an amount reflecting the number of transactions involved in the contravention on which an order for the administrative penalty is based;
- (e) governing the procedure for making an order under section 29.0.1 for an administrative penalty and the rights of the parties affected by the procedure, including the time at which the order is deemed to be served on the registrant against whom the order is made;
- (f) governing the procedure for appealing an order made by an assessor under section 29.0.1 and the rights of the parties affected by the appeal, including the time at which the notice of appeal is deemed to be received.

(2) On the later of the day this section comes into force and the day section 1 of Schedule 5 to the *Budget Measures Act, 2009* comes into force, section 29.2 of the Act, as set out in subsection (1), is repealed.

(3) On the later of the day this section comes into force and the day section 1 of Schedule 5 to the *Budget Measures Act, 2009* comes into force, section 29.2 of the Act is amended by adding the following clause:

- (0.a) governing any matter that this Act describes as being prescribed by the Minister or provided for in regulations made by the Minister;

(4) On the later of the day this section comes into force and the day section 1 of Schedule 5 to the *Budget Measures Act, 2009* comes into force, clause 29.2 (a) of the Act is repealed and the following substituted:

- (a) requiring, as a term and condition of registration, that a collection agency provide financial security

Règlements du ministre

29.2 Le ministre peut, par règlement :

- a) régir toute question que la présente loi mentionne comme étant prescrite par lui ou prévue dans les règlements qu'il prend;
- b) régir les renseignements qu'une agence de recouvrement ou un agent de recouvrement est tenu de fournir dans tout avis qu'il doit envoyer à un débiteur lorsqu'il tente de recouvrer le paiement d'une créance auprès de celui-ci, lorsque ces renseignements s'ajoutent à ceux qu'un règlement pris en vertu de l'alinéa 30 (1) l) exige d'inclure dans l'avis;
- c) préciser des pénalités administratives pour contravention qui diffèrent selon les dispositions prescrites de la présente loi ou des règlements, les parties de ces dispositions prescrites ou les exigences prescrites de ces dispositions prescrites;
- d) prévoir que le montant prescrit d'une pénalité administrative visée au paragraphe 29.0.1 (3) doit être calculé sur la base précisée dans le règlement, notamment en fonction du nombre d'opérations comprises dans la contravention sur laquelle se fonde l'ordonnance imposant la pénalité;
- e) régir la marche à suivre pour la prise, en vertu de l'article 29.0.1, d'une ordonnance qui impose une pénalité administrative ainsi que les droits des parties visées par la marche à suivre, y compris le moment où l'ordonnance est réputée signifiée à la personne inscrite qu'elle vise;
- f) régir la procédure d'appel d'une ordonnance prise par un évaluateur en vertu de l'article 29.0.1 ainsi que les droits des parties visées par l'appel, y compris le moment où l'avis d'appel est réputé reçu.

(2) Le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur du présent article et du jour de l'entrée en vigueur de l'article 1 de l'annexe 5 de la *Loi de 2009 sur les mesures budgétaires*, l'article 29.2 de la Loi, tel qu'il est énoncé au paragraphe (1), est abrogé.

(3) Le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur du présent article et du jour de l'entrée en vigueur de l'article 1 de l'annexe 5 de la *Loi de 2009 sur les mesures budgétaires*, l'article 29.2 de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- 0.a) régir toute question que la présente loi mentionne comme étant prescrite par lui ou prévue dans les règlements qu'il prend;

(4) Le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur du présent article et du jour de l'entrée en vigueur de l'article 1 de l'annexe 5 de la *Loi de 2009 sur les mesures budgétaires*, l'alinéa 29.2 a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) exiger comme condition de son inscription qu'une agence de recouvrement fournisse une garantie fi-

(MODIFIANT DES LOIS EN CE QUI CONCERNE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR)

*Amendments to Other Acts**Modification d'autres lois*

in respect of acts or omissions of the collection agency;

nancière contre les actes ou omissions qu'elle commet;

(5) On the later of the day this section comes into force and the day section 1 of Schedule 5 to the *Budget Measures Act, 2009* comes into force, section 29.2 of the Act is amended by adding the following clauses:

(5) Le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur du présent article et du jour de l'entrée en vigueur de l'article 1 de l'annexe 5 de la *Loi de 2009 sur les mesures budgétaires*, l'article 29.2 de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- (h) governing information that a collection agency or collector is required to provide in any notice that the agency or the collector is required to send to a debtor when attempting to collect payment of a debt from the debtor, where the information is in addition to the information that a regulation made under clause 30 (1) (l) requires to be included in the notice;
- (i) specifying a different administrative penalty for a contravention of different prescribed provisions of this Act or the regulations, different portions of those prescribed provisions or different prescribed requirements in those prescribed provisions;
- (j) providing that the prescribed amount of an administrative penalty mentioned in subsection 29.0.1 (3) shall be calculated on the basis specified in the regulation, including an amount reflecting the number of transactions involved in the contravention on which an order for the administrative penalty is based;
- (k) governing the procedure for making an order under section 29.0.1 for an administrative penalty and the rights of the parties affected by the procedure, including the time at which the order is deemed to be served on the registrant against whom the order is made;
- (l) governing the procedure for appealing an order made by an assessor under section 29.0.1 and the rights of the parties affected by the appeal, including the time at which the notice of appeal is deemed to be received.

12. (1) Subsection 30 (1) of the Act is amended by adding the following clauses:

- h) régir les renseignements qu'une agence de recouvrement ou un agent de recouvrement est tenu de fournir dans tout avis qu'il doit envoyer à un débiteur lorsqu'il tente de recouvrer le paiement d'une créance auprès de celui-ci, lorsque ces renseignements s'ajoutent à ceux qu'un règlement pris en vertu de l'alinéa 30 (1) l) exige d'inclure dans l'avis;
- i) préciser des pénalités administratives pour contravention qui diffèrent selon les dispositions prescrites de la présente loi ou des règlements, les parties de ces dispositions prescrites ou les exigences prescrites de ces dispositions prescrites;
- j) prévoir que le montant prescrit d'une pénalité administrative visée au paragraphe 29.0.1 (3) doit être calculé sur la base précisée dans le règlement, notamment en fonction du nombre d'opérations comprises dans la contravention sur laquelle se fonde l'ordonnance imposant la pénalité;
- k) régir la marche à suivre pour la prise, en vertu de l'article 29.0.1, d'une ordonnance qui impose une pénalité administrative ainsi que les droits des parties visées par la marche à suivre, y compris le moment où l'ordonnance est réputée signifiée à la personne inscrite qu'elle vise;
- l) régir la procédure d'appel d'une ordonnance prise par un évaluateur en vertu de l'article 29.0.1 ainsi que les droits des parties visées par l'appel, y compris le moment où l'avis d'appel est réputé reçu.

12. (1) Le paragraphe 30 (1) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- (b.1) specifying requirements that a person must meet, in addition to those set out in any of clauses 2 (1) (a) and (h) to (m), in order to be exempt from the application of this Act under those clauses;
- (b.2) specifying provisions of this Act and the regulations, except for subsection 4 (1) of this Act, to which a person described in any of clauses 2 (1) (a) and (h) to (m) is subject in the circumstances specified in the regulations;

(2) Clause 30 (1) (c) of the Act is repealed and the following substituted:

- b.1) préciser les exigences auxquelles une personne doit satisfaire, en plus de celles énoncées à l'un ou l'autre des alinéas 2 (1) a) et h) à m), afin d'être soustraite à l'application de la présente loi en vertu de ces alinéas;
- b.2) préciser les dispositions de la présente loi et des règlements, sauf le paragraphe 4 (1) de la présente loi, auxquelles une personne visée à l'un ou l'autre des alinéas 2 (1) a) et h) à m) est assujettie dans les circonstances précisées dans les règlements;

(2) L'alinéa 30 (1) c) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (c) specifying anything that is described as prescribed, other than a matter or thing that this Act describes as being prescribed by the Minister;

- c) préciser tout ce qui est mentionné comme étant prescrit, à l'exclusion d'une question ou d'une chose que la présente loi mentionne comme étant prescrite par le ministre;

(3) Subsection 30 (2) of the Act is repealed.

(3) Le paragraphe 30 (2) de la Loi est abrogé.

CONSUMER PROTECTION ACT, 2002

13. The French version of the definition of “supplier” in section 1 of the *Consumer Protection Act, 2002* is amended by striking out “en les offrant” and substituting “en les vendant”.

14. Section 2 of the Act is amended by adding the following subsection:

Agreement for supply of appliances

(6) For greater certainty, despite clause (2) (f), this Act applies to a consumer agreement under which a supplier supplies goods to a consumer that are not part of real property at the time the parties enter into the agreement but that subsequently become so under the agreement.

15. Subsection 43 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Cancellation: cooling-off period

(1) A consumer may, without any reason, cancel a direct agreement at any time from the date of entering into the agreement until 10 days after the consumer has received the written copy of the agreement.

Transition

(1.1) Despite subsection (1), that subsection, as it read immediately before the day section 15 of Schedule 2 to the *Putting Consumers First Act (Consumer Protection Statute Law Amendment), 2016* comes into force, continues to apply to a direct agreement that requires the supplier to supply to the consumer a water heater or other goods or services that are prescribed if the parties entered into the agreement before that day.

16. Section 43.1 of the Act is repealed and the following substituted:

Restriction on entering into certain direct agreements

43.1 (1) No supplier shall, while at a consumer's dwelling or at any other prescribed place, solicit the consumer to enter into a direct agreement for the supply of prescribed goods or services or enter into such an agreement unless the consumer has initiated contact with the supplier and has specifically requested that the supplier attend at the consumer's dwelling or the other prescribed place for the purpose of entering into such an agreement.

Same

(2) The following activities do not constitute solicitation for the purpose of subsection (1):

1. Leaving marketing materials at a consumer's dwelling or any other place prescribed for the purpose of that subsection without attempting to contact the consumer with respect to any prescribed direct agreement.
2. Such other activities that are prescribed.

LOI DE 2002 SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

13. La version française de la définition de «fournisseur» à l'article 1 de la *Loi de 2002 sur la protection du consommateur* est modifiée par remplacement de «en les offrant» par «en les vendant».

14. L'article 2 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Convention de fourniture d'appareils

(6) Malgré l'alinéa (2) f), il est entendu que la présente loi s'applique à une convention de consommation aux termes de laquelle un fournisseur fournit à un consommateur des marchandises qui ne font pas partie des biens immeubles au moment où les parties concluent la convention, mais qui le deviennent par la suite aux termes de la convention.

15. Le paragraphe 43 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Résiliation : délai de réflexion

(1) Le consommateur peut, sans aucun motif, résilier une convention directe en tout temps à compter du jour où il l'a conclue et jusqu'à 10 jours après en avoir reçu une copie écrite.

Disposition transitoire

(1.1) Malgré le paragraphe (1), ce paragraphe, dans sa version antérieure au jour de l'entrée en vigueur de l'article 15 de l'annexe 2 de la *Loi de 2016 donnant la priorité aux consommateurs (modifiant des lois en ce qui concerne la protection du consommateur)*, continue de s'appliquer à une convention directe exigeant que le fournisseur fournisse au consommateur un chauffe-eau ou d'autres marchandises ou services prescrits si les parties ont conclu la convention avant ce jour.

16. L'article 43.1 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Restriction relative à la conclusion de certaines conventions directes

43.1 (1) Nul fournisseur, lorsqu'il est au logement d'un consommateur ou dans un autre lieu prescrit, ne doit solliciter le consommateur en vue de conclure une convention directe pour la fourniture de marchandises ou de services prescrits, ou conclure une telle convention, sauf si le consommateur a pris contact avec le fournisseur et lui a expressément demandé de se présenter à son logement ou dans l'autre lieu prescrit afin de conclure une telle convention.

Idem

(2) Pour l'application du paragraphe (1), les activités suivantes ne constituent pas de la sollicitation :

1. Laisser des documents de commercialisation au logement d'un consommateur ou dans un autre lieu prescrit pour l'application de ce paragraphe sans tenter de contacter le consommateur à propos d'une convention directe prescrite.
2. Les autres activités prescrites.

Agreement void

(3) A direct agreement that the parties enter into in contravention of subsection (1) is void.

Related agreements void

(4) Any agreement, including the following, that is related to the consumer's obligations under the direct agreement is void:

1. A guarantee or security given by a guarantor for the purpose of securing the performance of those obligations.
2. An agreement under which the consumer gives security for the purpose of securing the performance of those obligations.
3. A credit agreement within the meaning of Part VII that the consumer enters into as a borrower in respect of money that the consumer is required to pay under the direct agreement and any other payment instrument that the consumer enters into in that respect.

Unsolicited goods or services

(5) If a supplier supplies goods or services to a consumer under a direct agreement that is void, the goods or services are deemed to be unsolicited and subsections 13 (1), (2), (3), (6), (7) and (8) apply to them.

Third party charges

(6) If a supplier supplies goods or services to a consumer under a direct agreement that is void and the consumer incurs charges from a third party that are related to the agreement, including, but not limited to, charges in respect of the removal or return of any goods that the consumer is liable to return to the third party, the supplier is liable to reimburse the consumer for the amount of all those charges.

Recovery of amount

(7) The consumer may commence an action, in accordance with section 100, to recover the amount described in subsection (6) and may set off the amount against any amount owing to the supplier under any consumer agreement between the consumer and the supplier, other than the direct agreement described in subsection (1).

17. The Act is amended by adding the following Part:

**PART VII.1
AGREEMENTS FOR CASHING
GOVERNMENT CHEQUES**

Definitions

85.1 In this Part,

“bank” means a bank, authorized foreign bank or federal credit union as defined in section 2 of the *Bank Act* (Canada); (“banque”)

“credit union” has the same meaning as in the *Credit Unions and Caisses Populaires Act, 1994*; (“caisse”, “caisse populaire”)

Convention nulle

(3) Est nulle toute convention directe que les parties concluent en contravention au paragraphe (1).

Conventions connexes nulles

(4) Toute convention qui se rapporte aux obligations du consommateur dans le cadre de la convention directe est nulle, notamment les conventions suivantes :

1. Une garantie ou une sûreté donnée par une caution afin de garantir l'exécution de ces obligations.
2. Une convention aux termes de laquelle le consommateur donne une sûreté afin de garantir l'exécution de ces obligations.
3. Une convention de crédit, au sens de la partie VII, que le consommateur conclut en tant qu'emprunteur à l'égard d'un prêt qu'il est tenu de payer aux termes de la convention directe et tout autre effet de paiement qu'il conclut à cet égard.

Marchandises ou services non sollicités

(5) Les marchandises ou services qu'un fournisseur fournit à un consommateur aux termes d'une convention directe qui est nulle sont réputés non sollicités et les paragraphes 13 (1), (2), (3), (6), (7) et (8) s'y appliquent.

Frais imposés par un tiers

(6) Si un fournisseur fournit des marchandises ou des services à un consommateur aux termes d'une convention directe qui est nulle et que le consommateur se voit imposer des frais par un tiers relativement à la convention, notamment des frais pour le retrait ou le retour de marchandises que le consommateur est tenu de retourner au tiers, le fournisseur est tenu de rembourser tous ces frais au consommateur.

Recouvrement du montant

(7) Le consommateur peut introduire une action, conformément à l'article 100, pour recouvrer le montant visé au paragraphe (6) et peut le déduire de tout montant qu'il doit au fournisseur aux termes de toute convention de consommation qu'il a conclue avec lui, à l'exception de la convention directe visée au paragraphe (1).

17. La Loi est modifiée par adjonction de la partie suivante :

**PARTIE VII.1
CONVENTIONS POUR L'ENCAISSEMENT
DES CHÈQUES DU GOUVERNEMENT**

Définitions

85.1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

«banque» Banque, banque étrangère autorisée ou coopérative de crédit fédérale au sens de l'article 2 de la *Loi sur les banques* (Canada). («bank»)

«caisse» ou «caisse populaire» S'entend au sens de la *Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions*. («credit union»)

“federal government” means the Government of Canada and any department, agency, board, commission, official or other body of the Government of Canada; (“gouvernement fédéral”)

“government agency” means the Crown in right of Ontario, an agency of the Crown in right of Ontario, a municipal government, a prescribed municipal agency or any other prescribed entity; (“organisme gouvernemental”)

“government cheque” means a cheque issued to a consumer by the Government of Ontario, a government agency or the federal government. (“chèque du gouvernement”)

Application

85.2 (1) This Part applies to a consumer agreement under which a supplier, other than a credit union, cashes a government cheque for a consumer.

Non-application to banks

(2) For greater certainty, this Part does not apply to a consumer agreement under which a bank cashes a government cheque for a consumer.

Disclosure of information

85.3 A supplier under a consumer agreement to which this Part applies shall display the prescribed information in the prescribed manner and in accordance with the prescribed requirements.

Limit on fee for cashing government cheques

85.4 (1) A supplier under a consumer agreement to which this Part applies shall not charge the consumer a fee for cashing a government cheque if the fee exceeds the prescribed amount.

Amount of fee

(2) For the purposes of subsection (1), the prescribed amount of the fee for cashing a government cheque may be,

- (a) a fixed amount;
- (b) a percentage of the face value of the cheque or any other amount calculated on the basis of the face value of the cheque;
- (c) an amount that results from the application of any combination of clauses (a) and (b); or
- (d) any amount determined by any other prescribed means.

Statement when cashing cheques

85.5 A supplier under a consumer agreement to which this Part applies who cashes a government cheque for the consumer shall provide the consumer, in accordance with the prescribed requirements, with a statement setting out the prescribed information with respect to the cashing of the cheque.

«chèque du gouvernement» Chèque émis à un consommateur par le gouvernement de l'Ontario, un organisme gouvernemental ou le gouvernement fédéral. («government cheque»)

«gouvernement fédéral» Le gouvernement du Canada ainsi que ses ministères, organismes, conseils, commissions, fonctionnaires ou autres entités. («federal government»)

«organisme gouvernemental» S'entend de la Couronne du chef de l'Ontario, d'un organisme de la Couronne du chef de l'Ontario, d'une administration municipale, d'un organisme municipal prescrit ou de toute autre entité prescrite. («government agency»)

Application

85.2 (1) La présente partie s'applique à une convention de consommation aux termes de laquelle un fournisseur, à l'exclusion d'une caisse populaire, encaisse un chèque du gouvernement pour un consommateur.

Non-application aux banques

(2) Il est entendu que la présente partie ne s'applique pas à une convention de consommation aux termes de laquelle une banque encaisse un chèque du gouvernement pour un consommateur.

Divulgence des renseignements

85.3 Le fournisseur visé par une convention de consommation à laquelle s'applique la présente partie affiche les renseignements prescrits de la manière prescrite et conformément aux exigences prescrites.

Plafonnement des frais exigés pour encaisser les chèques du gouvernement

85.4 (1) Le fournisseur visé par une convention de consommation à laquelle s'applique la présente partie ne doit pas exiger du consommateur des frais qui dépassent le montant prescrit pour encaisser un chèque du gouvernement.

Montant des frais

(2) Pour l'application du paragraphe (1), le montant prescrit des frais exigés pour l'encaissement d'un chèque du gouvernement peut être, selon le cas :

- a) un montant fixe;
- b) un pourcentage de la valeur nominale du chèque ou tout autre montant calculé d'après la valeur nominale du chèque;
- c) un montant qui résulte de l'application de toute combinaison des alinéas a) et b);
- d) un montant déterminé par tout autre moyen prescrit.

Relevé d'encaissement des chèques du gouvernement

85.5 Le fournisseur visé par une convention de consommation à laquelle s'applique la présente partie qui encaisse un chèque du gouvernement pour un consommateur lui remet, conformément aux exigences prescrites, un relevé contenant les renseignements prescrits relativement à l'encaissement du chèque.

18. Section 87 of the Act is amended by striking out “and” at the end of clause (b), by adding “and” at the end of clause (c) and by adding the following clause:

(d) such other leases that are prescribed.

19. Clause 116 (1) (b) of the Act is amended by adding the following subclause:

(vi.1) in respect of Part VII.1, Agreements for Cashing Government Cheques, section 85.3, sub-section 85.4 (1) and section 85.5,

20. (1) Subsection 123 (5) of the Act is amended by adding the following clause:

(j) prohibiting suppliers from entering into any class of consumer agreement to which Part IV applies and that is specified in the regulations if it creates a lien or other security interest in any real or personal property owned by the consumer or in the goods or services under the agreement and governing the rights and obligations of the parties under such an agreement.

(2) Clause 123 (7.1) (a) of the Act, as enacted by section 8 of Schedule 1 to the *Fighting Fraud and Reducing Automobile Insurance Rates Act, 2014*, is repealed and the following substituted:

(a) respecting any matters that are described in Part VI.1 as being prescribed or provided for in the regulations;

(3) Subsection 123 (8) of the Act is amended by adding the following clauses:

(0.a.1) governing the factors that a lender is required to take into account with respect to a borrower before entering into a credit agreement with the borrower;

(0.a.2) prohibiting lenders from entering into a credit agreement with a borrower if the amount of the credit to be extended or money to be lent under the agreement exceeds the prescribed amounts or the amounts calculated according to the prescribed manner;

(0.a.3) requiring a lender under a credit agreement to provide to the borrower in writing, before entering into the agreement, a copy of the lender's assessment of the factors prescribed under clause (0.a.1) with respect to the borrower, and requiring that such information be given in accordance with the prescribed requirements;

(0.a.4) specifying that if a lender under a credit agreement does not comply with a regulation made under clause (0.a.3), the borrower is not liable to pay the lender the cost of borrowing under the agreement;

(0.a.5) prohibiting a lender from initiating contact with a borrower for the purpose of offering to refinance a credit agreement;

18. L'article 87 de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

d) les autres baux prescrits.

19. L'alinéa 116 (1) b) de la Loi est modifié par adjonction du sous-alinéa suivant :

(vi.1) à l'égard de la partie VII.1 (Conventions pour l'encaissement des chèques du gouvernement), l'article 85.3, le paragraphe 85.4 (1) et l'article 85.5,

20. (1) Le paragraphe 123 (5) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

j) interdire aux fournisseurs de conclure toute catégorie de convention de consommation que vise la partie IV et qui est précisée dans les règlements, si la convention crée un privilège sur des biens meubles ou immeubles dont le consommateur est le propriétaire ou sur les marchandises ou les services qui font l'objet de la convention, ou grève ces biens, marchandises ou services d'une autre sûreté, et régir les droits et les obligations des parties aux termes d'une telle convention.

(2) L'alinéa 123 (7.1) a) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 8 de l'annexe 1 de la *Loi de 2014 de lutte contre la fraude et de réduction des taux d'assurance-automobile*, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a) traiter de toute question mentionnée à la partie VI.1 comme étant prescrite ou prévue dans les règlements;

(3) Le paragraphe 123 (8) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

0.a.1) régir les facteurs dont le prêteur doit tenir compte à l'égard de l'emprunteur avant de conclure une convention de crédit avec celui-ci;

0.a.2) interdire au prêteur de conclure une convention de crédit avec l'emprunteur si le montant du crédit accordé ou du prêt consenti aux termes de la convention est supérieur aux montants prescrits ou calculés de la manière prescrite;

0.a.3) exiger que le prêteur visé par une convention de crédit fournisse par écrit à l'emprunteur, avant de conclure la convention, une copie de son évaluation des facteurs prescrits à l'alinéa 0.a.1) à son égard, et exiger que ces renseignements soient donnés conformément aux exigences prescrites;

0.a.4) préciser que si le prêteur visé par une convention de crédit ne se conforme pas à un règlement pris en vertu de l'alinéa 0.a.3), l'emprunteur n'est pas redevable au prêteur du coût d'emprunt aux termes de la convention;

0.a.5) interdire au prêteur de prendre contact avec l'emprunteur dans le but de lui offrir de refinancer une convention de crédit;

- (c.1) prescribing maximum amounts for charges that are not included in the cost of borrowing under a credit agreement, or a method of setting maximum amounts;

(4) Subsection 123 (9) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

Lieutenant Governor in Council regulations: Part VIII

(9) The Lieutenant Governor in Council may make regulations for the purposes of Part VIII,

(5) Subsection 123 (9) of the Act is amended by adding the following clauses:

- (a.2) governing and requiring the use of tags or other markers attached to or displayed around a good that is to be leased and the use of statements included in a display relating to a good that is to be leased, and governing the content of such tags, markers, statements or displays and the manner and form in which they are used;

- (b.3) governing penalties to which a lessee is subject for making late payments under a lease, including,

- (i) prescribing a grace period during which a lessor is prohibited from exercising the rights and remedies that are specified in the regulation with respect to late payments under a lease despite anything that is specified in the lease,
- (ii) restricting the rights of a lessor despite anything specified in a lease if a lessee makes a late payment under a lease, including prohibiting a lessor from seizing the leased goods or terminating the lease,
- (iii) prescribing the maximum amounts of penalties that a lessor can require a lessee to pay to the lessor for making a late payment under a lease or a method of setting those amounts and prescribing the circumstances in which a lessor can require a lessee to pay those amounts and the circumstances in which a lessor is not entitled to require a lessee to pay those amounts, and
- (iv) specifying whether or not a lessor may apply the amounts described in subclause (iii) to any security deposit that a lessee has paid to a lessor under a lease;

- (e) governing the right of a lessor under a lease to terminate the lease, including,

- (i) prescribing the circumstances in which a les-

- c.1) prescrire les montants maximaux des frais qui ne sont pas compris dans le coût d'emprunt aux termes d'une convention de crédit ou un mode de fixation de ces montants;

(4) Le paragraphe 123 (9) de la Loi est modifié par remplacement du passage qui précède l'alinéa a) par ce qui suit :

Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil : partie VIII

(9) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement pris pour l'application de la partie VIII :

(5) Le paragraphe 123 (9) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- a.2) régir et exiger l'utilisation d'étiquettes ou d'autres marques fixées à des marchandises à louer ou affichées à proximité de celles-ci et l'utilisation de déclarations dans un étalage se rapportant à des marchandises à louer, et régir le contenu des étiquettes, des marques, des déclarations ou des étalages, de même que la manière et la forme selon laquelle ils sont utilisés;

- b.3) régir les pénalités auxquelles un preneur est assujéti en cas de paiement tardif aux termes d'un bail, notamment :

- (i) prescrire un délai de grâce pendant lequel il est interdit au bailleur d'exercer les droits et recours précisés dans le règlement à l'égard des paiements tardifs aux termes d'un bail, malgré toute disposition précisée dans le bail,
- (ii) restreindre les droits du bailleur, malgré toute disposition précisée dans un bail, si le preneur fait un paiement tardif aux termes du bail, notamment interdire au bailleur de saisir les marchandises louées ou de résilier le bail,
- (iii) prescrire les montants maximaux des pénalités que le bailleur peut exiger du preneur pour avoir fait un paiement tardif aux termes du bail, ou un mode de fixation de ces montants, et prescrire les circonstances dans lesquelles le bailleur peut exiger que le preneur paie ces montants et celles où il n'a pas le droit de l'exiger,
- (iv) préciser si le bailleur peut ou non appliquer les montants visés au sous-alinéa (iii) à tout dépôt de garantie que le preneur lui a payé aux termes du bail;

- e) régir le droit du bailleur visé par un bail de résilier le bail, notamment :

- (i) prescrire les circonstances dans lesquelles le

(MODIFIANT DES LOIS EN CE QUI CONCERNE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR)

*Amendments to Other Acts**Modification d'autres lois*

sor is entitled to exercise the right of termination or is not entitled to exercise that right, and

bailleur est ou n'est pas habilité à exercer le droit de résilier le bail,

- (ii) prescribing the requirements that a lessor must fulfil to exercise the right of termination, including requiring a lessor to give notice to the lessee and governing the notice;
- (f) governing obligations of lessors and lessees arising as the result of the termination of a lease;
- (g) permitting a lessee under a lease that the lessor has terminated for default in payments required under the lease to re-instate the lease, subject to any regulation made under clause (i), provided that the specified conditions, if any, are met;
- (h) permitting a lessee under a lease who has terminated the lease for any reason to re-instate the lease, subject to any regulation made under clause (i), provided that the specified conditions, if any, are met;
- (i) governing obligations of lessors and lessees arising as the result of the re-instatement of a lease as described in clause (g) or (h).

- (ii) prescrire les exigences auxquelles le bailleur doit satisfaire pour exercer le droit de résilier le bail, notamment exiger qu'il avise le preneur et régir l'avis;

- f) régir les obligations du bailleur et du preneur à la suite de la résiliation d'un bail;
- g) permettre au preneur visé par un bail que le bailleur a résilié pour défaut d'effectuer les paiements exigés aux termes du bail de rétablir celui-ci, sous réserve de tout règlement pris en vertu de l'alinéa i), pourvu que les conditions précisées, le cas échéant, soient remplies;
- h) permettre au preneur visé par un bail qu'il a résilié pour quelque raison que ce soit de rétablir celui-ci, sous réserve de tout règlement pris en vertu de l'alinéa i), pourvu que les conditions précisées, le cas échéant, soient remplies;
- i) régir les obligations du bailleur et du preneur à la suite du rétablissement d'un bail comme le prévoit l'alinéa g) ou h).

PAYDAY LOANS ACT, 2008

21. (1) Subsection 24 (1) of the *Payday Loans Act, 2008* is amended by adding “and subject to subsection (3)” after “otherwise”.

(2) Section 24 of the Act is amended by adding the following subsection:

Location of offices

(3) In acting as a licensee, a licensee shall not operate an office at a location if,

- (a) a municipality has passed a by-law under section 154.1 of the *Municipal Act, 2001* or section 92.1 of the *City of Toronto Act, 2006* prohibiting the operation of an office in a defined area that includes the location; or
- (b) a municipality has passed a by-law under section 154.1 of the *Municipal Act, 2001* or section 92.1 of the *City of Toronto Act, 2006* limiting the number of offices that may operate in a defined area that includes the location and the limit has been reached.

22. (1) Subsection 35 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

No concurrent or replacement payday loan agreements

(1) The lender under a payday loan agreement shall not enter into a new payday loan agreement with the borrower before the following number of days have passed since the borrower has paid the full outstanding balance under the first agreement:

LOI DE 2008 CONCERNANT LES PRÊTS SUR SALAIRE

21. (1) Le paragraphe 24 (1) de la *Loi de 2008 concernant les prêts sur salaire* est modifié par insertion de «et sous réserve du paragraphe (3)» après «règlements».

(2) L'article 24 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Emplacement des bureaux

(3) Le titulaire de permis, lorsqu'il agit en tant que tel, ne doit pas exploiter un bureau à un emplacement si, selon le cas :

- a) une municipalité a adopté un règlement municipal en vertu de l'article 154.1 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou de l'article 92.1 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* interdisant l'exploitation d'un bureau dans un secteur défini qui comprend l'emplacement;
- b) une municipalité a adopté un règlement municipal en vertu de l'article 154.1 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou de l'article 92.1 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* restreignant le nombre de bureaux pouvant être exploités dans un secteur défini qui comprend l'emplacement et le nombre maximal est atteint.

22. (1) Le paragraphe 35 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Interdiction de conclure une nouvelle convention de prêt sur salaire

(1) Le prêteur visé par une convention de prêt sur salaire ne doit pas en conclure une nouvelle avec l'emprunteur avant que le nombre de jours suivant ne se soit écoulé depuis que l'emprunteur a payé l'intégralité des sommes impayées dans le cadre de la première convention :

1. The prescribed number.
2. At least seven days if no number is prescribed.

(2) Subsection 35 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Same borrower, different lenders

(3) No loan broker shall facilitate the making of more than one payday loan agreement between the same borrower and different lenders unless the following number of days have passed since the borrower has paid the full outstanding balance under the first agreement:

1. The prescribed number.
2. At least seven days if no number is prescribed.

23. The Act is amended by adding the following section:

Inspection of non-licensees

47.1 (1) If the Registrar has reasonable grounds to believe that an activity for which a licence is required is occurring, the Registrar or a person designated in writing by the Registrar may conduct an inspection and may, as part of the inspection, enter and inspect at any reasonable time the business premises of a person or entity, other than any part of the premises used as a dwelling, for the purpose of determining whether the person or entity is carrying on the activity.

Application of section 47

(2) Subsections 47 (2) to (7) apply to the inspection described in subsection (1), reading references to a licensee as references to the person or entity whose business premises are subject to the inspection.

24. (1) Section 77 of the Act is amended by adding the following paragraph:

- 16.1 governing advertising or signage in any medium with respect to a payday loan or a payday loan agreement, including,
 - i. governing the content and the location of the advertising or signage,
 - ii. governing the maximum size of advertising or signage,
 - iii. prohibiting licensees from making advertising or signage that is described in the regulation;

(2) Paragraph 17 of section 77 of the Act is repealed and the following substituted:

17. governing the requirements that parties are required to satisfy in order to enter into a payday loan agreement, including,
 - i. requiring a lender to take into account the prescribed factors with respect to a borrower before entering into the agreement, and

1. Le nombre prescrit.
2. Au moins sept jours, si aucun nombre n'est prescrit.

(2) Le paragraphe 35 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Emprunteur traitant avec plusieurs prêteurs

(3) Nul courtier en prêts ne doit faciliter la conclusion de plus d'une convention de prêt sur salaire entre le même emprunteur et plusieurs prêteurs à moins que le nombre de jours suivant ne se soit écoulé depuis que l'emprunteur a payé l'intégralité des sommes impayées dans le cadre de la première convention :

1. Le nombre prescrit.
2. Au moins sept jours, si aucun nombre n'est prescrit.

23. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Inspection : personnes non-titulaires de permis

47.1 (1) S'il a des motifs raisonnables de croire qu'une activité pour laquelle un permis est requis a lieu, le registrateur ou la personne qu'il désigne par écrit peut mener une inspection et peut, dans le cadre de celle-ci et à toute heure raisonnable, pénétrer dans les locaux commerciaux d'une personne ou d'une entité, sauf toute partie qui est utilisée comme logement, et les inspecter pour établir si elle exerce l'activité.

Application de l'art. 47

(2) Les paragraphes 47 (2) à (7) s'appliquent à l'inspection visée au paragraphe (1), les mentions d'un titulaire de permis valant mention de la personne ou de l'entité dont les locaux commerciaux font l'objet de l'inspection.

24. (1) L'article 77 de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

- 16.1 régir la publicité ou l'affichage dans tout média relativement aux prêts sur salaire ou aux conventions de prêt sur salaire, notamment :
 - i. régir le contenu et l'emplacement de la publicité ou de l'affichage,
 - ii. régir la taille maximale de la publicité ou de l'affichage,
 - iii. interdire aux titulaires de permis de faire une publicité ou un affichage qui est visé dans le règlement;

(2) La disposition 17 de l'article 77 de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

17. régir les exigences que les parties sont tenues de remplir pour conclure une convention de prêt sur salaire, notamment :
 - i. exiger que le prêteur tienne compte des facteurs prescrits à l'égard de l'emprunteur avant de conclure la convention,

- ii. requiring a lender to ask the borrower about the financial matters related to the agreement that are specified in the regulations before entering into the agreement;
- 17.1 prohibiting a lender from entering into more than the prescribed number of payday loan agreements with the same borrower in a one-year period;
- 17.2 prohibiting a loan broker from facilitating the making of more than the prescribed number of payday loan agreements between the same borrower and different lenders in a one-year period;

(3) Section 77 of the Act is amended by adding the following paragraph:

- 22.1 exempting any class of payday loan agreement from section 31 and governing that class of agreement, including,
 - i. specifying the means of determining the number of instalments in which the advance is to be repaid and in which the cost of borrowing is to be paid, and the times at which they are to be repaid or paid,
 - ii. specifying the means of determining the amount required for each instalment mentioned in subparagraph i,
 - iii. governing the proportion of each instalment mentioned in subparagraph i that will constitute repayment of the advance rather than payment of the cost of borrowing, and
 - iv. specifying the terms that the parties are required to include in that class of agreement;

(4) Paragraph 24 of section 77 of the Act is repealed.

(5) Paragraph 27 of section 77 of the Act is repealed and the following substituted:

- 27. governing information and statements that a licensee is required to provide to a borrower, including information and statements with respect to,
 - i. a payday loan or a payday loan agreement, or
 - ii. payday loan agreements that a borrower has entered into with a lender in the period of time specified in the regulation;
- 27.1 governing requests that a licensee is required to make to a borrower, including requests in respect of,
 - i. studies about the needs of borrowers with respect to payday loans or payday loan agreements, or
 - ii. financial planning for borrowers;

- ii. exiger que le prêteur interroge l'emprunteur sur les questions financières relatives à la convention qui sont précisées dans les règlements avant de conclure la convention;

- 17.1 interdire à un prêteur de conclure avec le même emprunteur un nombre de conventions de prêt sur salaire supérieur au nombre prescrit au cours d'une période d'un an;
- 17.2 interdire à un courtier en prêts de faciliter la conclusion d'un nombre de conventions de prêt sur salaire supérieur au nombre prescrit entre le même emprunteur et plusieurs prêteurs au cours d'une période d'un an;

(3) L'article 77 de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

- 22.1 soustraire toute catégorie de conventions de prêt sur salaire à l'application de l'article 31 et régir cette catégorie, notamment :
 - i. préciser les moyens de déterminer le nombre de versements pour le remboursement de l'avance et le paiement du coût d'emprunt, et les moments où ils doivent être remboursés ou payés,
 - ii. préciser les moyens de déterminer le montant requis pour chaque versement visé à la sous-disposition i,
 - iii. régir la proportion de chaque versement visé à la sous-disposition i qui constituera le remboursement de l'avance au lieu du paiement du coût d'emprunt,
 - iv. préciser les conditions que les parties sont tenues d'inclure dans cette catégorie de conventions;

(4) La disposition 24 de l'article 77 de la Loi est abrogée.

(5) La disposition 27 de l'article 77 de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- 27. régir les renseignements et les déclarations que les titulaires de permis sont tenus de fournir à l'emprunteur, notamment à l'égard de ce qui suit :
 - i. un prêt sur salaire ou une convention de prêt sur salaire,
 - ii. les conventions de prêt sur salaire qu'un emprunteur a conclues avec un prêteur au cours de la période précisée dans le règlement;
- 27.1 régir les demandes que les titulaires de permis sont tenus de présenter à l'emprunteur, notamment à l'égard de ce qui suit :
 - i. les études sur les besoins des emprunteurs à l'égard des prêts sur salaire ou des conventions de prêt sur salaire,
 - ii. la planification financière pour les emprunteurs;

- 27.2 governing the form that the licensee is required to use for the information, statements and requests mentioned in paragraphs 27 and 27.1;
- 27.3 governing the manner in which the information and statements mentioned in paragraph 27 are provided to a borrower, and in which requests mentioned in paragraph 27.1 are made to a borrower, including the order in which they are provided or made and the timing of their provision;

(6) Section 77 of the Act is amended by adding the following paragraph:

- 33.1 prohibiting licensees from offering or providing prescribed goods or services, other than payday loans, to anyone;

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

City of Toronto Act, 2006

25. The *City of Toronto Act, 2006* is amended by adding the following section:

Restrictions re payday loan establishments

92.1 (1) Despite section 90 and without limiting sections 7 and 8, the City, in a by-law under those sections with respect to payday loan establishments, may define the area of the City in which a payday loan establishment may or may not operate and limit the number of payday loan establishments in any defined area in which they are permitted.

Definition

- (2) In subsection (1),

“payday loan establishment” means any premises or any part of them in respect of which a licensee within the meaning of the *Payday Loans Act, 2008* may operate a business pursuant to a licence issued under that Act.

Municipal Act, 2001

26. The *Municipal Act, 2001* is amended by adding the following section:

Restrictions re payday loan establishments

154.1 (1) Despite section 153 and without limiting sections 9, 10 and 11, a local municipality, in a by-law under section 151 with respect to payday loan establishments, may define the area of the municipality in which a payday loan establishment may or may not operate and limit the number of payday loan establishments in any defined area in which they are permitted.

Definition

- (2) In subsection (1),

“payday loan establishment” means any premises or any part of them in respect of which a licensee within the meaning of the *Payday Loans Act, 2008* may operate a business pursuant to a licence issued under that Act.

- 27.2 régir la forme que les titulaires de permis sont tenus d'employer pour les renseignements, déclarations et demandes visés aux dispositions 27 et 27.1;
- 27.3 régir la manière dont les renseignements et les déclarations visés à la disposition 27 sont fournis à l'emprunteur et la manière dont les demandes visées à la disposition 27.1 sont présentées à l'emprunteur, notamment l'ordre dans lequel ils sont fournis ou présentés et le moment où ils le sont;

(6) L'article 77 de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

- 33.1 interdire aux titulaires de permis d'offrir ou de fournir des biens ou des services prescrits, autres que des prêts sur salaire, à qui que ce soit;

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Loi de 2006 sur la cité de Toronto

25. La *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Restrictions : établissements de prêt sur salaire

92.1 (1) Malgré l'article 90 et sans préjudice de la portée générale des articles 7 et 8, la cité peut, dans un règlement municipal adopté en vertu des articles traitant des établissements de prêt sur salaire, définir le secteur de la cité dans lequel l'exploitation d'un établissement de prêt sur salaire est permise ou interdite et restreindre le nombre d'établissements de ce genre qu'il peut y avoir dans tout secteur défini où leur exploitation est permise.

Définition

- (2) La définition qui suit s'applique au paragraphe (1).

«établissement de prêt sur salaire» Les locaux, ou toute partie de ceux-ci, à l'égard desquels un titulaire de permis au sens de la *Loi de 2008 concernant les prêts sur salaire* peut exploiter une entreprise conformément à un permis délivré en vertu de cette loi.

Loi de 2001 sur les municipalités

26. La *Loi de 2001 sur les municipalités* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Restrictions : établissements de prêt sur salaire

154.1 (1) Malgré l'article 153 et sans préjudice de la portée générale des articles 9, 10 et 11, une municipalité locale peut, dans un règlement municipal adopté en vertu de l'article 151 à l'égard des établissements de prêt sur salaire, définir le secteur de la municipalité dans lequel l'exploitation d'un établissement de prêt sur salaire est permise ou interdite et restreindre le nombre d'établissements de ce genre qu'il peut y avoir dans tout secteur défini où leur exploitation est permise.

Définition

- (2) La définition qui suit s'applique au paragraphe (1).

«établissement de prêt sur salaire» Les locaux, ou toute partie de ceux-ci, à l'égard desquels un titulaire de permis au sens de la *Loi de 2008 concernant les prêts sur salaire* peut exploiter une entreprise conformément à un permis délivré en vertu de cette loi.

COMMENCEMENT

Commencement

27. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Schedule comes into force on the day the *Putting Consumers First Act (Consumer Protection Statute Law Amendment)*, 2016 receives Royal Assent.

(2) Subsections 1 (1), (2) and (4), sections 2 to 12, 14 to 19, subsections 20 (1), (3), (4) and (5), sections 21 and 22, subsections 24 (1), (2), (3), (5) and (6) and sections 25 and 26 come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

(3) Subsection 20 (2) comes into force on the day section 8 of Schedule 1 to the *Fighting Fraud and Reducing Automobile Insurance Rates Act*, 2014 comes into force.

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur

27. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 donnant la priorité aux consommateurs (modifiant des lois en ce qui concerne la protection du consommateur)* reçoit la sanction royale.

(2) Les paragraphes 1 (1), (2) et (4), les articles 2 à 12, 14 à 19, les paragraphes 20 (1), (3), (4) et (5), les articles 21 et 22, les paragraphes 24 (1), (2), (3), (5) et (6) et les articles 25 et 26 entrent en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

(3) Le paragraphe 20 (2) entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'article 8 de l'annexe 1 de la *Loi de 2014 de lutte contre la fraude et de réduction des taux d'assurance-automobile*.



2ND SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO
66 ELIZABETH II, 2017

Bill 59

**An Act to enact a new Act with respect to home inspections
and to amend various Acts with respect to financial services
and consumer protection**

The Hon. T. MacCharles

Minister of Government and Consumer Services

Government Bill



1st Reading November 3, 2016

2nd Reading November 30, 2016

3rd Reading

Royal Assent

*(Reprinted as amended by the Standing Committee on Social Policy
and as reported to the Legislative Assembly March 7, 2017)*

(The provisions in this Bill will be renumbered after 3rd Reading)



This reprint of the Bill is marked to indicate the changes that were made in Committee.
The changes are indicated by underlines for new text and a ~~strikethrough~~ for deleted text.

EXPLANATORY NOTE

The Bill enacts a new Act, the *Home Inspection Act, 2017*, and amends three other Acts administered by the Ministry of Government and Consumer Services. For convenience, the new Act and the amendments are set out in separate Schedules. The commencement provisions for each of the Schedules are set out in the Schedules.

SCHEDULE 1 HOME INSPECTION ACT, 2017

Part I

Part I deals with definitions and interpretation.

Part II

The Lieutenant Governor in Council is allowed to designate a not-for-profit corporation as the administrative authority. If an administrative authority is designated, the administration of specified provisions of the Act and the regulations made under the Act is delegated to the authority and the authority is required to carry out the administration of the delegated provisions.

The Part includes mechanisms for government oversight, including requirements for an administrative agreement between the administrative authority and the Minister, annual and other reports by the authority, competency criteria for board members and oversight by the Auditor General.

The administrative authority is not an agent of the Crown. Employees of the authority are not Crown employees. There is no Crown liability for actions of the authority and the authority is required to indemnify the Crown for damages or costs.

The administrative authority is able to set forms and fees in accordance with processes and criteria approved by the Minister.

If an administrative authority is designated, it is required to appoint a director and registrar. Otherwise the Minister responsible for administering the Act appoints the director and the registrar.

Part III

Only individuals are allowed to perform home inspections, as defined, and the Act requires them to be licensed as home inspectors. The Act requires that persons who arrange or contract for a home inspection to be performed must be licensed as home inspection providers or must be sole proprietors who are licensed as home inspectors and who do not employ or retain any other licensed home inspectors.

Part IV

No licensed home inspector is allowed to perform a home inspection for a client unless there is a written contract for the inspection that a licensed home inspection provider has entered into with the client or that the inspector has entered into with the client, if the inspector is a sole proprietor who does not employ or retain any other licensed home inspectors. The contract must comply with the requirements prescribed by the regulations. The home inspector must perform the home inspection in accordance with the contract and provide a written report to the client on the inspection. If the home inspector has performed the home inspection under a contract that the client has entered into with a home inspection provider, the inspector shall also provide a copy of the report to the provider.

A licensed home inspection provider has to ensure that every home inspector whom the provider employs carries out his or her duties in compliance with the Act and the regulations. Providing false information is also prohibited.

Part V

The Act allows the registrar to deal with complaints made about licensees. In addition, a discipline committee and an appeal committee are established. If a committee finds that a licensee has breached the code of ethics established by a Minister's regulation, the licensee is subject to a fine of up to \$25,000 or a lesser prescribed amount.

The Act allows inspectors appointed by the registrar to conduct regulatory inspections without a warrant and investigators appointed by the director to conduct both an investigation with a warrant and searches in exigent circumstances.

The director may apply to court for a compliance order. The Act also creates offences.

Part VI

The Act contains general provisions dealing with such matters as the preservation of secrecy, service of documents and the setting of fees by the Minister.

The Minister may make regulations establishing a code of ethics, governing the jurisdiction of committees and in areas prescribed by the Lieutenant Governor in Council. The Lieutenant Governor in Council may make regulations dealing with a broad range of matters to regulate the industry, including requiring the registrar to disclose specified information and records to the public.

Parts VII and VIII

The Act makes complementary amendments to the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999* and the *Ontario Labour Mobility Act, 2009* and repeals the *Ontario Association of Home Inspectors Act, 1994*.

SCHEDULE 2 AMENDMENTS TO OTHER ACTS

The Schedule amends the *Collection and Debt Settlement Services Act*, the *Consumer Protection Act, 2002* and the *Payday Loans Act, 2008* and expands the regulation-making powers in each Act. Some significant amendments are the following:

Collection and Debt Settlement Services Act

The Schedule amends the Act to permit administrative penalties to be imposed against a person who has contravened or is contravening a prescribed provision of the Act. The new sections establish rules respecting the making of an order imposing an administrative penalty, the appeal of such orders, the enforcement of such orders and related matters.

Consumer Protection Act, 2002

At present, the length of the cooling-off period in subsection 43 (1) of the Act during which a consumer can cancel a direct agreement for the supply of a water heater or other prescribed goods or services is 20 days after the consumer receives a written copy of the agreement, unless the regulations made under the Act prescribe otherwise. The Schedule amends the length of the cooling-off period for that type of direct agreement to 10 days after the consumer receives a written copy of the agreement, as is the case for all other direct agreements.

The Schedule amends the Act to create restrictions and related regulation-making powers respecting the soliciting or entering into of prescribed direct agreements at a consumer's dwelling or at any other prescribed place.

The Schedule adds a new Part to the Act: Part VII.1 regarding agreements for cashing government cheques. The new Part provides for a limit on the fee that may be imposed for cashing a government cheque. A supplier who cashes a government cheque for a consumer must also provide the consumer with a statement setting out prescribed information with respect to the cashing of the cheque.

Payday Loans Act, 2008

A licensee is prohibited from operating an office to carry on business as a licensee at a location if a local municipality or the City of Toronto has passed a by-law prohibiting the operation of offices within a defined area that includes the location or if a local municipality or the City of Toronto has passed a by-law limiting the number of offices that are allowed to operate in a defined area that includes the location and the limit has been reached.

At present, section 34 of the Act allows a borrower to pay the full outstanding balance under a payday loan agreement at any time without any prepayment charge or penalty. The Schedule extends that right so that the borrower may prepay any part of the outstanding balance.

The Schedule amends the restrictions respecting concurrent or replacement payday loan agreements and respecting the making of more than one payday loan between the same borrower and different lenders. The Schedule also permits the Registrar to conduct inspections if the Registrar has reasonable grounds to believe that a person or an entity is acting as a lender or loan broker while not licensed.

**An Act to enact a new Act with respect to home inspections
and to amend various Acts with respect to financial services
and consumer protection**

CONTENTS

1.	Contents of this Act
2.	Commencement
3.	Short title
Schedule 1	Home Inspection Act, 2017
Schedule 2	Amendments to Other Acts

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Contents of this Act

1 This Act consists of this section, sections 2 and 3 and the Schedules to this Act.

Commencement

2 (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Same, Schedules

(2) The Schedules to this Act come into force as provided in each Schedule.

Different dates for same Schedule

(3) If a Schedule to this Act or any portion of a Schedule to this Act provides that it is to come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, the proclamation may apply to the whole or any portion of the Schedule, and proclamations may be issued at different times as to any portion of the Schedule.

Short title

3 The short title of this Act is the *Putting Consumers First Act (Consumer Protection Statute Law Amendment)*, 2017.

SCHEDULE 1 HOME INSPECTION ACT, 2017

CONTENTS

PART I INTERPRETATION AND APPLICATION

1. Interpretation
2. Non-application of Act

PART II ADMINISTRATION

DELEGATION

3. Designation of administrative authority
4. Administrative agreement
5. Policy directions
6. Compliance by administrative authority
7. Review
8. Conflict
9. Revocation of designation
10. Condition precedent for exercise of certain powers

ADMINISTRATIVE AUTHORITY

11. Criteria and directives re board members
12. Board appointments
13. Change in number of directors
14. Appointment of chair
15. Public access to corporate information
16. Employees
17. Not Crown agency
18. No personal liability, Crown employee
19. No Crown liability
20. Indemnification of the Crown
21. No personal liability, board members and others
22. Not public money
23. Audit
24. Reports
25. Administrator
26. Status of board during administrator's tenure

POWERS AND DUTIES OF ADMINISTRATIVE AUTHORITY

27. Additional powers
28. Change to objects or purposes
29. Right to use French
30. Advisory councils, advisory process
31. Duty to inform Minister
32. Advice of administrative authority
33. Forms and fees

MISCELLANEOUS

34. Director
35. Registrar
36. Offences, administrative authority

PART III LICENSING

37. Prohibition, home inspections
38. Exemptions
39. Notification of licence required
40. Application for licence
41. Conditions of licence
42. Refusal without a hearing
43. Refusal with a hearing
44. Notice re: refusal, suspension, etc.
45. Continuation pending renewal
46. Immediate suspension
47. Further application

**PART IV
REGULATION OF LICENSEES**

- 48. Notice of changes to registrar
- 49. Notice to registrar re corporations
- 50. Notice of issue or transfer of shares
- 51. Contract required for home inspection
- 52. Home inspection report
- 53. Restrictions on employees
- 54. Disclosure of interest
- 55. False information
- 56. No counselling contraventions

**PART V
COMPLAINTS, DISCIPLINE, INSPECTIONS, INVESTIGATIONS AND ENFORCEMENT**

- 57. Complaints
- 58. Discipline proceedings
- INSPECTIONS AND INVESTIGATIONS
- 59. Statutory inspectors
- 60. Inspections without warrant
- 61. Appointment of investigators
- 62. Investigations with warrant
- 63. Seizure of things not specified
- 64. Searches in exigent circumstances
- ENFORCEMENT
- 65. Compliance orders
- 66. Offences
- 67. Orders for compensation, restitution
- 68. Default in payment of fines
- 69. Liens and charges

**PART VI
GENERAL**

- 70. Confidentiality
- 71. Service
- 72. Fees
- 73. Certificate as evidence
- 74. Information concerning licensees
- 75. Minister's regulations, codes, etc.
- 76. Lieutenant Governor in Council regulations
- 77. Ontario Association of Home Inspectors continued

**PART VII
AMENDMENTS TO THIS ACT**

- 78. Amendments to this Act

**PART VIII
COMPLEMENTARY AMENDMENTS AND REPEALS**

- 79. Licence Appeal Tribunal Act, 1999
- 80. Ontario Association of Home Inspectors Act, 1994
- 81. Ontario Labour Mobility Act, 2009

**PART IX
COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**

- 82. Commencement
- 83. Short title

**PART I
INTERPRETATION AND APPLICATION**

Interpretation

1 (1) In this Act,

“administrative agreement” means the agreement described in subsection 4 (1); (“accord d’application”)

“administrative authority” means the corporation that the Lieutenant Governor in Council has designated as such under subsection 3 (1); (“organisme d’application”)

“client” means a person who enters into a contract to receive a home inspection; (“client”)

“delegated provisions” means the provisions of this Act and the regulations for which the administration is delegated to the administrative authority under subsection 3 (2); (“dispositions déléguées”)

“employ” means to employ, appoint, authorize or otherwise arrange to have another person act on one’s behalf, including as an independent contractor; (“employer”)

“equity share” means, in respect of a corporation, a share of a class or series of shares of a corporation that carries a voting right either under all circumstances or under circumstances that have occurred and are continuing; (“action participante”)

“home inspection” means the service of providing an opinion as to the condition of a dwelling or residential property based on a non-invasive evaluation of any of the features and components of the dwelling or property that are prescribed but does not include an activity excluded by the regulations; (“inspection immobilière”)

“home inspection provider” means a person who offers or holds oneself out as being available to arrange or contract for a home inspection to be performed; (“fournisseur de services d’inspection immobilière”)

“home inspector” means an individual who meets the prescribed requirements to be licensed as a home inspector under this Act; (“inspecteur immobilier”)

“investigator” means an investigator appointed under subsection 61 (1); (“enquêteur”)

“licensee” means a home inspection provider or home inspector who is licensed under this Act; (“titulaire de permis”, see also “agrée”)

“Minister” means the Minister of Government and Consumer Services or any other member of the Executive Council to whom the responsibility for the administration of this Act is assigned under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

“officer” includes,

- (a) the chair and any vice-chair of the board of directors, the president and any vice-president, the secretary and assistant secretary, the treasurer and assistant treasurer and the general manager and assistant general manager of a corporation,
- (b) a partner or general manager and assistant general manager of a partnership, and
- (c) any other individual designated as an officer by by-law or resolution of an organization or any other individual who performs functions normally performed by an individual occupying such office; (“dirigeant”)

“prescribed” means prescribed by the regulations; (“prescrit”)

“regulations” means regulations made under this Act; (“règlements”)

“statutory inspector” means a statutory inspector appointed under subsection 59 (2); (“inspecteur”)

“Tribunal” means the Licence Appeal Tribunal established under the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999* or any other tribunal that is prescribed. (“Tribunal”)

Associated persons

(2) For purposes of this Act, one person is associated with another person in any of the following circumstances:

1. One person is a corporation of which the other person is an officer or director.
2. One person is a partnership of which the other person is a partner.
3. Both persons are partners of the same partnership.
4. One person is a corporation that is controlled directly or indirectly by the other person.
5. Both persons are corporations and one corporation is controlled directly or indirectly by the same person who controls directly or indirectly the other corporation.
6. Both persons are members of the same voting trust relating to shares of a corporation.
7. Both persons are associated within the meaning of paragraphs 1 to 6 with the same person.

Non-application of Act

2 Subject to the regulations, this Act does not apply to a holder of a licence or certificate of practice under the *Architects Act* or a holder of a licence, limited licence, temporary licence, provisional licence or certificate of authorization under the *Professional Engineers Act*.

PART II ADMINISTRATION

DELEGATION

Designation of administrative authority

3 (1) The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, designate a not-for-profit corporation without share capital incorporated under the laws of Ontario as the administrative authority for the purposes of this Act.

Delegation of administration

(2) If the Lieutenant Governor in Council designates a corporation as the administrative authority, the administration of all provisions of this Act and the regulations, except for this Part, sections 75, 76 and 77 and Part VII, is delegated to the authority and the authority shall carry out the administration of the delegated provisions.

Administrative agreement

4 (1) The Lieutenant Governor in Council shall not designate a corporation under subsection 3 (1) as the administrative authority until the Minister and the corporation have entered into an agreement to be known as the administrative agreement.

Contents

(2) The administrative agreement shall include, at a minimum, terms related to the following matters with respect to the administrative authority:

1. The governance of the authority.
2. All matters that the Minister considers necessary for the authority to carry out the administration of the delegated provisions.
3. The maintenance by the authority of adequate insurance against liability arising out of the carrying out of its powers and duties under this Act or the regulations.
4. The financial terms of the delegation of the administration of the delegated provisions, including payments to the Crown, licence fees, royalties and reimbursements for transfer of assets.

Compliance with operating principle

(3) The administrative agreement shall require the administrative authority to comply with the principle of promoting the protection of the public interest.

Amendment by Minister

(4) Subject to section 10, the Minister may unilaterally amend the administrative agreement, after giving the administrative authority the notice that the Minister considers reasonable in the circumstances.

Policy directions

5 (1) Subject to section 10, the Minister may issue policy directions to the administrative authority related to its powers and duties under this Act or the regulations, after giving the authority the notice that the Minister considers reasonable in the circumstances.

Part of the administrative agreement

(2) The policy directions are deemed to form part of the administrative agreement.

Compliance

(3) The administrative authority shall comply with the policy directions and shall implement measures to do so.

Compliance by administrative authority

6 In carrying out its powers and duties under this Act or the regulations, the administrative authority shall comply with the administrative agreement, this Act, the regulations and other applicable law.

Review

7 (1) The Minister may,

- (a) require that policy, legislative or regulatory reviews related to the powers and duties of the administrative authority under this Act, the regulations or the administrative agreement be carried out,
 - (i) by or on behalf of the authority, or
 - (ii) by a person or entity specified by the Minister; or

- (b) require that reviews of the administrative authority, of its operations, or of both, including, without limitation, performance, governance, accountability and financial reviews, be carried out,
 - (i) by or on behalf of the authority, or
 - (ii) by a person or entity specified by the Minister.

Access to records

(2) If a review is carried out by a person or entity specified by the Minister, the administrative authority shall give the person or entity specified by the Minister and the employees of the person or entity access to all records and other information required to conduct the review.

Conflict

8 In the event of conflict, this Act and the regulations prevail over,

- (a) the administrative agreement;
- (b) the *Corporations Act*, the *Corporations Information Act* or a regulation made under either of those Acts; and
- (c) the administrative authority's constating documents, by-laws and resolutions.

Revocation of designation

9 (1) The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, revoke the designation of the administrative authority if the Lieutenant Governor in Council considers it advisable to do so in the public interest.

Revocation for non-compliance

- (2) The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, revoke the designation of the administrative authority if,
- (a) the authority has failed to comply with this Act, the regulations, other applicable law or the administrative agreement;
 - (b) the Minister has allowed the authority the opportunity of remedying its default within a specified time period that the Minister considers reasonable in the circumstances; and
 - (c) the authority has not remedied its default to the Minister's satisfaction within the specified time period mentioned in clause (b) and the Minister has so advised the Lieutenant Governor in Council.

Same, no restriction on subs. (1)

(3) Nothing in subsection (2) restricts the ability of the Lieutenant Governor in Council to act under subsection (1).

Revocation on request

(4) The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, revoke the designation of the administrative authority on the terms that the Lieutenant Governor in Council considers advisable in the public interest if the authority requests the revocation.

Transition

(5) If the Lieutenant Governor in Council revokes the designation of the administrative authority under this section, the Lieutenant Governor in Council may, by regulation, provide for any transitional matter necessary for the effective implementation of the revocation.

Condition precedent for exercise of certain powers

10 The Minister may exercise a power under subsection 4 (4), 5 (1), 25 (1) or 28 (1) only if the Minister is of the opinion that it is advisable to exercise the power in the public interest because at least one of the following conditions is satisfied:

1. The exercise of the power is necessary to prevent serious harm to the interests of the public and clients.
2. An event of force majeure has occurred.
3. The administrative authority is facing a risk of insolvency.
4. The number of members of the board of the administrative authority is insufficient for a quorum.

ADMINISTRATIVE AUTHORITY

Criteria and directives re board members

11 (1) The Minister may, by order,

- (a) establish competency criteria for members of the board of the administrative authority; and
- (b) make rules about the nomination of members, the appointment or election process, the length of their terms and whether they may be reappointed or re-elected.

Competency criteria

(2) A person is qualified to be appointed or elected to the board only if the person meets any competency criteria established under clause (1) (a).

Conflict

(3) In the event of conflict, an order made under subsection (1) prevails over a by-law or resolution of the administrative authority.

Board appointments

12 (1) The Minister may appoint one or more members to the board of the administrative authority for a term specified in the appointment.

Majority

(2) The number of members appointed by the Minister shall not form a majority of the board.

Composition

(3) The members appointed by the Minister may include,

- (a) representatives of the public, consumer groups, businesses or government organizations; and
- (b) representatives of other interests as the Minister determines.

Change in number of directors

13 The Minister may, by order, increase or decrease the number of members of the board of the administrative authority.

Appointment of chair

14 The Minister may appoint a chair from among the members of the board of the administrative authority.

Public access to corporate information

15 (1) The administrative authority shall make available to the public, by electronic or other means, the following information within the prescribed time:

- 1. Prescribed information relating to the compensation of board members, officers and employees and relating to any other payments that the administrative authority makes or is required to make to them.
- 2. Corporate by-laws of the administrative authority.
- 3. Any other information that is prescribed.

Compensation information

(2) A regulation made under paragraph 1 of subsection (1) may require that the administrative authority make available to the public under that subsection information relating to the compensation of a board member or officer who is in office on the day this section comes into force or an individual who is an employee on that day, where the information is for a period that begins before that day.

Effect of compliance

(3) If the administrative authority makes available to the public information relating to compensation in accordance with subsection (1), or in the reasonable belief that action is required by that subsection, the authority shall not be deemed by any court or person,

- (a) to contravene any Act or regulation enacted or made before or after the coming into force of this section; or
- (b) to be in breach of or contrary to any agreement that purports to restrict or prohibit that action regardless of whether the agreement is made before or after the coming into force of this section.

Processes and procedures

(4) The administrative authority shall follow the prescribed processes and procedures with respect to providing access to the public to records of the authority and with respect to managing personal information contained in those records.

Employees

16 (1) Subject to the administrative agreement, the administrative authority may employ or retain the services of any qualified person to carry out any of its powers and duties under this Act or the regulations.

Not Crown employees

(2) The following persons are not employees of the Crown and shall not hold themselves out as such:

- 1. Persons who are employed or whose services are retained under subsection (1).
- 2. Members, officers and agents of the administrative authority.

3. Members of the board of the administrative authority, including those appointed by the Minister.

Not Crown agency

17 (1) Despite the *Crown Agency Act*, the administrative authority is not an agent of the Crown for any purpose and shall not hold itself out as such.

Same

(2) The following persons are not agents of the Crown and shall not hold themselves out as such:

1. Persons who are employed or whose services are retained by the administrative authority.
2. Members, officers and agents of the administrative authority.
3. Members of the board of the administrative authority, including those appointed by the Minister.

No personal liability, Crown employee

18 (1) No action or other proceeding shall be instituted against an employee of the Crown for an act done in good faith in the execution or intended execution of a duty under this Act or the regulations or for an alleged neglect or default in the execution in good faith of the duty.

Tort by Crown employee

(2) Despite subsections 5 (2) and (4) of the *Proceedings Against the Crown Act*, subsection (1) does not relieve the Crown of liability in respect of a tort committed by an employee of the Crown to which it would otherwise be subject.

No Crown liability

19 (1) No cause of action arises against the Crown, a minister of the Crown, a Crown employee or a Crown agent as a result of any act or omission of a person who is not a minister of the Crown, a Crown employee or a Crown agent, if the act or omission is related, directly or indirectly, to the activities or affairs of the administrative authority or to the administration of this Act.

No proceeding

(2) No proceeding for damages, including but not limited to a proceeding for a remedy in contract, restitution, tort or trust, shall be instituted against the Crown, a minister of the Crown, a Crown employee or a Crown agent by a person who has suffered any damages, injury or other loss based on or related to any cause of action described in subsection (1).

Indemnification of the Crown

20 The administrative authority shall indemnify the Crown, in accordance with the administrative agreement, in respect of damages and costs incurred by the Crown for any act or omission of the authority or its members, officers, directors, employees or agents in the execution or intended execution of their powers and duties under this Act, the regulations or the administrative agreement.

No personal liability, board members and others

21 (1) No action or other proceeding shall be instituted against a person mentioned in subsection (2), for an act done in good faith in the execution or intended execution of any of the person's powers or duties under this Act or the regulations or for an alleged neglect or default in the execution in good faith of that power or duty.

Same

(2) Subsection (1) applies to,

- (a) members of the board of the administrative authority;
- (b) persons who perform functions under this Act or the regulations as employees, agents or officers of the administrative authority or as persons whose services it retains;
- (c) members of committees of the administrative authority who perform functions under this Act or the regulations; and
- (d) individuals who perform functions under this Act or the regulations.

Liability of administrative authority

(3) Subsection (1) does not relieve the administrative authority of liability to which it would otherwise be subject.

Not public money

22 (1) The money that the administrative authority collects in carrying out its powers and duties under this Act or the regulations is not public money within the meaning of the *Financial Administration Act*.

Same

(2) The administrative authority may use the money described in subsection (1) to carry out activities in accordance with its objects, subject to subsection 28 (2) and any restrictions in this Part.

Audit

23 (1) The Auditor General appointed under the *Auditor General Act* may conduct an audit of the administrative authority, other than an audit required under the *Corporations Act*.

Access to records and information

(2) If the Auditor General conducts an audit under subsection (1), the administrative authority shall give the Auditor General and employees of the Auditor General access to all records and other information required to conduct the audit.

Reports

24 (1) The board of the administrative authority shall report to the Minister on its activities and financial affairs as they relate to this Act and the administrative agreement.

Form and contents

(2) The report shall be in a form acceptable to the Minister and shall provide the information that the Minister requires.

Time for reports

(3) The board of the administrative authority shall prepare the report for each year and at the other times that the Minister specifies.

Disclosure by board

(4) The board of the administrative authority shall publish the report on the authority's website and by any other method within the period and in the manner that the Minister requires.

Administrator

25 (1) Subject to section 10, the Minister may, by order, appoint an individual as an administrator of the administrative authority for the purposes of assuming control of it and responsibility for its activities.

Notice of appointment

(2) The Minister shall give the board of the administrative authority the notice that the Minister considers reasonable in the circumstances before appointing the administrator.

Immediate appointment

(3) Subsection (2) does not apply if there are not enough members on the board to form a quorum.

Term of appointment

(4) The appointment of the administrator is valid until the Minister makes an order terminating it.

Powers and duties of administrator

(5) Unless the order appointing the administrator provides otherwise, the administrator has the exclusive right to exercise all the powers and perform all the duties of the directors, officers and members of the administrative authority.

Same, limitations

(6) In the order appointing the administrator, the Minister may specify the administrator's powers and duties and the conditions governing them.

Right of access

(7) The administrator has the same rights as the board in respect of the documents, records and information of the administrative authority.

Report to Minister

(8) The administrator shall report to the Minister as the Minister requires.

Minister's directions

(9) The Minister may issue directions to the administrator with regard to any matter within the administrator's jurisdiction, and the administrator shall carry them out.

No personal liability

(10) No action or other proceeding shall be instituted against the administrator for an act done in good faith in the execution or intended execution of a duty or power under this Act, the regulations, the delegated provisions, a Minister's order or the appointment under subsection (1), or for an alleged neglect or default in the execution in good faith of that duty or power.

Crown liability

(11) Despite subsections 5 (2) and (4) of the *Proceedings Against the Crown Act*, subsection (10) does not relieve the Crown of liability to which it would otherwise be subject.

Liability of administrative authority

(12) Subsection (10) does not relieve the administrative authority of liability to which it would otherwise be subject.

Status of board during administrator's tenure

26 (1) On the appointment of an administrator under section 25, the members of the board of the administrative authority cease to hold office, unless the order provides otherwise.

Same

(2) During the term of the administrator's appointment, the powers of any member of the board who continues to hold office are suspended, unless the order provides otherwise.

No personal liability

(3) No action or other proceeding shall be instituted against a member or former member of the board for anything done by the administrator or the administrative authority after the member's removal under subsection (1) or while the member's powers are suspended under subsection (2).

Crown liability

(4) Despite subsections 5 (2) and (4) of the *Proceedings Against the Crown Act*, subsection (3) does not relieve the Crown of liability to which it would otherwise be subject.

Liability of administrative authority

(5) Subsection (3) does not relieve the administrative authority of liability to which it would otherwise be subject.

POWERS AND DUTIES OF ADMINISTRATIVE AUTHORITY**Additional powers**

27 (1) The administrative authority may carry out other activities in accordance with its objects or purposes, subject to subsection (2).

Commercial activities

(2) The administrative authority shall not engage in commercial activity through a person or entity that is related to the authority.

Change to objects or purposes

28 (1) Subject to section 10, the Minister may require that the administrative authority make a specified change to its objects or purposes.

Minister's approval required

(2) The administrative authority shall not make any changes to its objects or purposes unless the Minister's written approval is obtained in advance.

Right to use French

29 (1) A person has the right to communicate in French with, and to receive available services in French from, the administrative authority.

Definition

(2) In subsection (1),

"service" means any service or procedure that is provided to the public by the administrative authority in carrying out its powers and duties under this Act or the regulations and includes,

- (a) responding to inquiries from members of the public, and
- (b) any other communications for the purpose of providing the service or procedure.

Board's duty

(3) The board of the administrative authority shall take all reasonable measures and make all reasonable plans to ensure that persons may exercise the right to use French given by this section.

Limitation

(4) The right to use French given by this section is subject to the limits that are reasonable in the circumstances.

Advisory councils, advisory process

30 The Minister may require the administrative authority to,

- (a) establish one or more advisory councils;

- (b) include, as members of an advisory council, representatives of the public, consumer groups, businesses or government organizations and other persons as the Minister determines; or
- (c) undertake an advisory process in which it seeks advice from one or both of the public and persons with experience or knowledge relating to this Act.

Duty to inform Minister

31 The administrative authority shall promptly inform and advise the Minister with respect to,

- (a) any material fact that could affect the authority's ability to perform its duties under this Act or the regulations; or
- (b) any urgent or critical matter that is likely to require action by the Minister to ensure that the administration of the delegated provisions is carried out properly.

Advice of administrative authority

32 (1) The administrative authority shall advise or report to the Minister on any matter that the Minister refers to it and that relates to this Act or the administration of the delegated provisions.

Same

- (2) The administrative authority may suggest to the Minister amendments to Ontario legislation that it considers would,
 - (a) further the purpose of this Act; or
 - (b) assist the authority in carrying out its powers and duties under this Act or the regulations.

Forms and fees

33 (1) The administrative authority may,

- (a) establish forms related to the administration of the delegated provisions;
- (b) in accordance with processes and criteria established by the administrative authority and approved by the Minister, set and collect fees, costs or other charges related to the administration of the delegated provisions; and
- (c) make rules governing the payment of the fees, costs and charges described in clause (b).

Setting fees

(2) In setting the fees, costs and charges described in clause (1) (b), the administrative authority may specify their amounts or the method for determining the amounts.

Same

(3) The amounts may be determined on the basis of each home inspection that a licensed home inspector performs or for which a licensed home inspection provider arranges or contracts to be performed.

Publication of fee schedule

- (4) The administrative authority,
 - (a) shall publish the fees, costs and charges, the processes and criteria and the rules on its website and in any other way described in the administrative agreement; and
 - (b) may publish them in any other format that the administrative authority considers advisable.

MISCELLANEOUS

Director

34 (1) Subject to subsection (2), the following person or body shall appoint a director for the purposes of this Act and may appoint a maximum of two deputy directors:

1. The board of the administrative authority.
2. The Minister, if there is no administrative authority.

Director cannot be registrar

(2) A person appointed as the registrar or a deputy registrar under subsection 35 (1) shall not be appointed as the director or a deputy director under subsection (1).

Deputy director, duties

(3) A deputy director shall perform the duties that the director assigns and shall act as director in the director's absence.

If more than one deputy director

(4) If more than one deputy director is appointed, only one deputy director may act as the director under subsection (3) at any one time.

Registrar

35 (1) Subject to subsection (2), the following person or body shall appoint a registrar for the purposes of this Act and may appoint a maximum of two deputy registrars:

1. The board of the administrative authority.
2. The Minister, if there is no administrative authority.

Registrar cannot be director

(2) A person appointed as the director or a deputy director under subsection 34 (1) shall not be appointed as the registrar or a deputy registrar under subsection (1).

Powers and duties of registrar

(3) The registrar shall exercise the powers and perform the duties imposed on him or her under this Act.

Same, deputy registrar

(4) A deputy registrar shall perform the duties that the registrar assigns and shall act as the registrar in the registrar's absence.

If more than one deputy registrar

(5) If more than one deputy registrar is appointed, only one deputy registrar may act as the registrar under subsection (4) at any one time.

Offences, administrative authority

36 (1) If the administrative authority knowingly contravenes this Act or the regulations, the authority is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$100,000 for each day or part of a day on which the offence occurs or continues.

Individuals

(2) A director, officer, employee or agent of the administrative authority who knowingly contravenes this Act or the regulations is guilty of an offence.

Directors and officers

- (3) A director or officer of the administrative authority is guilty of an offence if the person,
- (a) knowingly causes, authorizes, permits or participates in the commission by the authority of an offence mentioned in subsection (1); or
 - (b) fails to take reasonable care to prevent the authority from committing an offence mentioned in subsection (1).

Penalty

(4) A person who is convicted of an offence under subsection (2) or (3) is liable to a fine of not more than \$25,000 for each day or part of a day on which the offence occurs or continues.

PART III LICENSING

Prohibition, home inspections

37 (1) No person shall perform a home inspection unless the person is licensed as a home inspector.

Same, acting as a home inspection provider

- (2) No person shall act as a home inspection provider unless,
- (a) the person is licensed as a home inspection provider; or
 - (b) the person is a sole proprietor who is licensed as a home inspector and who does not employ or retain any other licensed home inspectors.

Unlicensed persons

- (3) A person who is not licensed as a home inspector or a home inspection provider shall not,
- (a) directly or indirectly hold oneself out as being a home inspector or home inspection provider, respectively; or
 - (b) perform any of the functions of a home inspector or a home inspection provider, respectively.

Licence a requirement to bring action

(4) Except as otherwise prescribed, no action, application, arbitration or other legal proceeding shall be commenced for remuneration for performing any of the functions of a home inspector or a home inspection provider unless, at the time of performing those functions, the person bringing the proceeding was licensed or exempt from licensing under this Act and the proceeding may be stayed upon motion.

Exception

(5) Subsection (4) does not affect,

- (a) any right of an employee, within the meaning of the *Employment Standards Act, 2000* or a successor Act to it, to commence an action, application, arbitration or other legal proceeding for the recovery of wages or the enforcement of other rights provided under an employment contract, the common law or other legislation; or
- (b) any right to commence an action, application, arbitration or other legal proceeding for the recovery of wages or the enforcement of other rights provided under a collective agreement.

Change in partnership

(6) A change in the membership of a licensed partnership shall be deemed to create a new partnership for the purpose of the licence.

Exemptions

38 Despite section 37, a licence shall not be required in respect of performing the functions of a home inspector or a home inspection provider by the persons or in the circumstances that are prescribed.

Notification of licence required

39 Subject to section 45, no home inspector or home inspection provider shall perform the functions of a home inspector or a home inspection provider respectively until notified in writing by the registrar that the home inspector or the home inspection provider, as the case may be, is licensed.

Application for licence

40 (1) An applicant that meets the prescribed requirements is entitled to a licence or a renewal of a licence by the registrar unless,

- (a) the applicant is not a corporation and,
 - (i) having regard to the applicant's financial position or the financial position of an interested person in respect of the applicant, the applicant cannot reasonably be expected to be financially responsible in engaging in the activities of a licensee,
 - (ii) the past or present conduct of the applicant or of an interested person in respect of the applicant affords reasonable grounds for belief that the applicant will not perform the activities of a licensee in accordance with law and with integrity and honesty, or
 - (iii) the applicant or an employee or agent of the applicant makes a false statement or provides a false statement in an application for a licence or for a renewal of a licence;
- (b) the applicant is a corporation and,
 - (i) having regard to its financial position or the financial position of an interested person in respect of the corporation, the applicant cannot reasonably be expected to be financially responsible in engaging in the activities of a licensee,
 - (ii) having regard to the financial position of its officers or directors or an interested person in respect of its officers or directors, the applicant cannot reasonably be expected to be financially responsible in engaging in the activities of a licensee,
 - (iii) the past or present conduct of its officers or directors or of an interested person in respect of its officers or directors or of an interested person in respect of the corporation affords reasonable grounds for belief that it will not perform the activities of a licensee in accordance with the law and with integrity and honesty, or
 - (iv) an officer or director of the corporation makes a false statement or provides a false statement in an application for a licence or for a renewal of a licence;
- (c) the applicant or an interested person in respect of the applicant is carrying on activities that are, or will be if the applicant is licensed, in contravention of this Act or the regulations, other than the code of ethics established under section 75;
- (d) the applicant is in breach of a condition of the licence; or
- (e) the applicant fails to comply with a request made by the registrar under subsection (3).

Interested person

(2) For the purposes of this section, a person shall be deemed to be an interested person in respect of another person if the person is associated with the other person or if, in the opinion of the registrar,

- (a) the person has or may have a beneficial interest in the other person's activities;
- (b) the person exercises or may exercise control either directly or indirectly over the other person; or
- (c) the person has provided or may have provided financing either directly or indirectly to the other person's activities.

Request for information

(3) The registrar may request an applicant for a licence or a renewal of a licence to provide to the registrar, in the form and within the time period specified by the registrar,

- (a) information specified by the registrar that is relevant to the decision to be made by the registrar as to whether or not to grant the licence or renewal; and
- (b) verification, by affidavit or otherwise, of any information described in clause (a) that the applicant is providing or has provided to the registrar.

Conditions of licence

41 (1) A licence is subject to the conditions to which the applicant or licensee consents, that the registrar applies under section 43, that the Tribunal orders or that are prescribed.

Licence not transferable

(2) A licence is not transferable.

Refusal without a hearing

42 (1) If an applicant for a licence or a renewal of a licence does not meet the prescribed requirements, the registrar shall refuse to grant or renew the licence.

No hearing

(2) Section 44 does not apply to a refusal under subsection (1) to grant or renew a licence.

Notice of refusal

(3) The registrar shall give the applicant written notice of a refusal under subsection (1), setting out the reasons for the refusal, and subsection 71 (3) does not apply to the notice.

Refusal with a hearing

43 (1) Subject to section 44, the registrar may refuse to license an applicant or may suspend or revoke a licence or refuse to renew a licence if, in his or her opinion, the applicant or licensee is not entitled to a licence under section 40.

Conditions

(2) Subject to section 44, the registrar may,

- (a) approve the licence or the renewal of a licence on the conditions that the registrar considers appropriate; and
- (b) at any time, apply to a licence the conditions that the registrar considers appropriate.

Notice re: refusal, suspension, etc.

44 (1) The registrar shall notify an applicant or licensee in writing if the registrar proposes to,

- (a) refuse under subsection 43 (1) to grant or renew a licence;
- (b) suspend or revoke a licence; or
- (c) apply conditions to a licence or renewal to which the applicant or licensee has not consented.

Content of notice

(2) The notice of proposal shall set out the reasons for the proposed action and shall state that the applicant or licensee is entitled to a hearing by the Tribunal if the applicant or licensee mails or delivers, within 15 days after service of the notice, a written request for a hearing to the registrar and to the Tribunal.

Service of notice

(3) The notice of proposal shall be served on the applicant or licensee in accordance with section 71.

Service of hearing request

(4) A request for a hearing under subsection (2) is sufficiently served if delivered personally or sent by registered mail to the registrar and to the Tribunal.

Same

(5) If service is made by registered mail, it shall be deemed to be made on the third day after the day of mailing.

Other methods

(6) Despite subsection (4), the Tribunal may order any other method of service.

If no request for hearing

(7) If the applicant or licensee does not request a hearing in accordance with subsection (2), the registrar may carry out the proposal.

Hearing

(8) If the applicant or licensee requests a hearing in accordance with subsection (2), the Tribunal shall hold the hearing and may, by order, direct the registrar to carry out the registrar's proposal or substitute its opinion for that of the registrar and the Tribunal may attach conditions to its order or to a licence.

Parties

(9) The registrar, the applicant or licensee and the other persons that the Tribunal specifies are parties to the proceedings under this section.

Immediate effect

(10) Even if a licensee appeals an order of the Tribunal under section 11 of the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999*, the order takes effect immediately, unless the order provides otherwise, but the Divisional Court may grant a stay until the disposition of the appeal.

Voluntary cancellation

(11) The registrar may cancel a licence upon the request in writing of the licensee and this section does not apply to the cancellation.

Continuation pending renewal

45 If, within the time prescribed or, if no time is prescribed, before the expiry of the licensee's licence, the licensee has applied for a renewal of a licence and paid the required fee, the licence shall be deemed to continue until,

- (a) the renewal is granted;
- (b) the registrar gives the licensee written notice of the registrar's refusal under section 42 to grant the renewal;
- (c) the time for requesting a hearing under section 44 has expired if the licensee receives a notice of a proposal under that section and does not request such a hearing; or
- (d) the Tribunal makes its order if the licensee receives a notice of a proposal under section 44 and does request such a hearing.

Immediate suspension

46 (1) If the registrar proposes to suspend or revoke a licence under section 43 and if the registrar considers it in the public interest to do so, the registrar may by order temporarily suspend the licence.

Immediate effect

(2) An order under subsection (1) takes effect immediately.

Expiry of order

(3) If the licensee requests a hearing under section 44, the order expires 15 days after the Tribunal receives the written request for a hearing, but the Tribunal may extend the time of expiration until the hearing is concluded, if a hearing is commenced within the 15-day period.

Same

(4) Despite subsection (3), if the Tribunal is satisfied that the conduct of the licensee has delayed the commencement of the hearing, it may extend the time of the expiration for the order,

- (a) until the hearing commences; and
- (b) once the hearing commences, until the hearing is concluded.

Further application

47 Once a decision of the registrar to refuse a person a licence or a renewal of a licence or to revoke a licence of a person has become final, the person may reapply for a licence only if,

- (a) the time prescribed to reapply has passed since the refusal or revocation; and

- (b) the person satisfies the registrar that new or other evidence is available or that material circumstances have changed.

PART IV REGULATION OF LICENSEES

Notice of changes to registrar

48 (1) Every licensed home inspection provider shall, within five days after the event, notify the registrar in writing of,

- (a) any change in address for service; and
- (b) the date of commencement or termination of the employment of every home inspector that the provider employs and, in the case of the termination of employment of a home inspector, the reason for the termination.

Same, home inspector

(2) Every licensed home inspector shall, within five days after the event, notify the registrar in writing of,

- (a) any change in address for service;
- (b) if applicable, the commencement or termination of his or her employment by a home inspection provider and the date of the commencement or termination, as the case may be; and
- (c) if applicable and if the inspector performs a home inspection on behalf of a home inspection provider, but not as an employee of the provider, the commencement or termination of so acting and the date of the commencement or termination, as the case may be.

Change in officers or directors

(3) A licensed home inspection provider that is a corporation or a partnership shall not change its officers or directors except with the prior consent of the registrar and shall, after receiving that consent, notify the registrar in writing of the change within five days after making it.

Timing

(4) The registrar shall be deemed to have received a notice under this section on the day on which he or she actually received it or, if the notice is sent by mail, on the day of mailing.

Notice to registrar re corporations

49 (1) When a home inspection provider that is a corporation is licensed and on each renewal of its licence, the provider shall disclose to the registrar the identity of,

- (a) each person that beneficially owns or controls 10 per cent or more of the equity shares issued and outstanding at the time of the licence or the renewal of the licence, as the case may be; and
- (b) persons that are associated with each other and that together beneficially own or control 10 per cent or more of the equity shares issued and outstanding at the time of the licence or the renewal of the licence, as the case may be.

Calculating number of shares

(2) In calculating the total number of equity shares of the corporation beneficially owned or controlled for the purposes of this section, the total number shall be calculated as the total number of all shares beneficially owned or controlled, but each share that carries the right to more than one vote shall be calculated as the number of shares equal to the total number of votes carried.

Notice of issue or transfer of shares

50 (1) In addition to the disclosure required under section 49, every licensed home inspection provider that is a corporation shall notify the registrar in writing within 30 days after the issue or transfer of any equity shares of the corporation, if the issue or transfer results in,

- (a) any person, or any persons that are associated with each other, acquiring or accumulating beneficial ownership or control of 10 per cent or more of the total number of all issued and outstanding equity shares of the corporation; or
- (b) an increase in the percentage of issued and outstanding equity shares of the corporation beneficially owned or controlled by any person, or any persons who are associated with each other, where the person or the associated persons already beneficially owned or controlled 10 per cent or more of the total number of all issued and outstanding equity shares of the corporation before the issue or transfer.

Same

(2) Despite subsection (1), if a licensee that is a corporation becomes aware of a transfer that otherwise falls into that subsection after the transfer has taken place, it shall notify the registrar in writing within 30 days after knowledge of the transfer comes to the attention of its officers or directors.

Calculating number of shares

(3) In calculating the total number of equity shares of the corporation beneficially owned or controlled for the purpose of this section, the total number shall be calculated as the total of all the shares beneficially owned or controlled, but each share that carries the right to more than one vote shall be calculated as the number of shares equal to the total number of votes it carries.

Contract required for home inspection

51 (1) No licensed home inspection provider shall arrange or contract for a licensed home inspector to perform a home inspection for a client unless the provider has entered into a written contract with the client that requires the inspector to perform the inspection.

Same, home inspector

(2) No licensed home inspector shall perform a home inspection for a client unless,

- (a) a licensed home inspection provider has entered into a written contract with the client that requires the inspector to perform the inspection; or
- (b) the inspector, acting under clause 37 (2) (b), has entered into a written contract with the client to perform the inspection.

Contract contents

(3) No home inspection provider and no home inspector shall enter into the contract required by subsection (1) or (2) unless the contract complies with subsections (4) and (5) and the prescribed requirements.

Prohibited terms and conditions

(4) The contract shall not contain any term or condition that the regulations specify as a prohibited term or condition.

Disclosure

(5) The contract shall disclose the type and amount of insurance of any prescribed insurance that the home inspection provider and the home inspector under the contract have, if any, and any other prescribed information in a clear, comprehensible and prominent manner.

Performance of home inspection

(6) A home inspector shall not perform a home inspection except in accordance with the contract.

Home inspection report

52 (1) Every licensed home inspector that performs a home inspection for a client shall provide a report to the client on the inspection that,

- (a) discloses the information that the Minister prescribes and that relates to the features and components of the dwelling or residential property that the inspector has inspected;
- (b) discloses the other information, if any, that the Minister prescribes; and
- (c) is in writing and is prepared in the form and manner that the Minister prescribes.

Copy to home inspection provider

(2) If the home inspector has performed the home inspection under a contract that the client has entered into with a home inspection provider, the inspector shall provide a copy of the report to the provider.

Restrictions on employees

53 (1) No licensee shall employ an unlicensed person to perform a function for which licensing is required.

Duty of licensee

(2) A licensee shall ensure that every home inspector that the licensee employs carries out his or her duties in compliance with this Act and the regulations.

Disclosure of interest

54 A licensee who, directly or indirectly, has an interest in a contract or transaction to which the client is a party or a proposed contract or transaction to which the client will be a party, shall disclose in writing to the client the nature and extent of the interest, in accordance with the prescribed requirements and in the form determined by the registrar.

False information

55 (1) No licensee shall falsify, assist in falsifying or induce or counsel another person to falsify or assist in falsifying any information or document related to the licensee's performing a home inspection or arranging or contracting for a home inspection.

Furnishing information

(2) No licensee shall furnish, or induce or counsel another person to furnish, any information or documents related to the licensee's performing a home inspection or arranging or contracting for a home inspection if the information or documents are false or deceptive.

Same, assisting

(3) No licensee shall assist in furnishing, or induce or counsel another person to assist in furnishing, any information or documents related to the licensee's performing a home inspection or arranging or contracting for a home inspection if the licensee knows that the information or documents are false or deceptive.

No counselling contraventions

56 No licensee shall counsel, advise or knowingly assist a person to contravene this Act or any other prescribed Act.

PART V COMPLAINTS, DISCIPLINE, INSPECTIONS, INVESTIGATIONS AND ENFORCEMENT

COMPLAINTS AND DISCIPLINE

Complaints

57 (1) If the registrar receives a complaint about a licensee, the registrar may request information in relation to the complaint from any licensee.

Request for information

(2) A request for information under subsection (1) shall indicate the nature of the complaint.

Duty to comply with request

(3) A licensee who receives a written request for information shall provide the information as soon as is reasonably possible.

Procedures

(4) In handling complaints, the registrar may do any of the following, as appropriate:

1. Attempt to mediate or resolve the complaint.
2. Give the licensee a written warning that if the licensee continues with the activity that led to the complaint, action may be taken against the licensee.
3. Require the licensee to take further educational courses.
4. Refer the matter, in whole or in part, to the discipline committee.
5. Take an action under section 43, subject to section 44.
6. Take further action as is appropriate in accordance with this Act.

Discipline proceedings

58 (1) A discipline committee is established to hear and determine, in accordance with the prescribed procedures, if a licensee has failed to comply with the code of ethics established under section 75.

Appeals committee

(2) An appeals committee is established to consider, in accordance with the prescribed procedures, appeals from the discipline committee.

Appointment of members

(3) The board of the administrative authority or, if there is no administrative authority, the Minister shall appoint the members of the discipline committee and the members of the appeals committee and, in making the appointments, shall ensure that the prescribed requirements for the composition of each committee are met.

Result of a determination

(4) If the discipline committee makes a determination under subsection (1) that a licensee has failed to comply with the code of ethics, it may order any of the following as appropriate:

1. Require the licensee to take further educational courses.
2. If the licensee is a home inspection provider, require the licensee, in accordance with the terms, if any, that the committee specifies, to fund educational courses for home inspectors employed by the licensee or to arrange and fund the courses.

3. If the licensee is a home inspector, require the home inspection provider that employs the licensee, in accordance with the terms, if any, that the committee specifies, to fund educational courses for home inspectors that the provider employs or to arrange and fund the courses.
4. Impose the fine that the committee considers appropriate, to a maximum of \$25,000, or such lesser amount as is prescribed, to be paid by the licensee to the administrative authority or to the Minister of Finance if there is no administrative authority.
5. Suspend or postpone the taking of further educational courses, the funding or the funding and arranging of educational courses or the imposition of the fine for the period and upon the terms that the committee designates.
6. Fix and impose costs that the licensee is required to pay to the administrative authority or to the Minister of Finance if there is no administrative authority.

Appeal

- (5) A party to the discipline proceeding may appeal the final order of the discipline committee to the appeals committee.

Power of the appeals committee

- (6) The appeals committee may, by order, overturn, affirm or modify the order of the discipline committee and may make an order under subsection (4).

Taking of educational course

- (7) A licensee that is required under subsection (4) to take an educational course shall do so,
- (a) within the time period specified in the order of the discipline committee, if the requirement is not the subject of an appeal;
 - (b) within the time period specified in the order of the appeals committee, if the requirement is the subject of an appeal; or
 - (c) at the first reasonable opportunity after the last order made in respect of the educational course, if no time period is specified in that order.

Arranging and funding educational courses

- (8) A home inspection provider that is required under subsection (4) to fund educational courses for home inspectors that it employs or to arrange and fund such courses shall do so,
- (a) within the time period specified in the order of the discipline committee, if the requirement is not the subject of an appeal;
 - (b) within the time period specified in the order of the appeals committee, if the requirement is the subject of an appeal; or
 - (c) at the first reasonable opportunity after the last order made in respect of the educational course, if no time period is specified in that order.

Payment of fine

- (9) The licensee shall pay any fine imposed under subsection (4) on or before,
- (a) the day specified in the order of the discipline committee, if the fine is not the subject of an appeal;
 - (b) the day specified in the order of the appeals committee, if the fine is the subject of an appeal; or
 - (c) the 60th day after the date of the last order made in respect of the fine, if no day is specified in that order.

Public access

- (10) The discipline committee and the appeals committee shall make their decisions available to the public in the manner and at the frequency, if any, that are prescribed.

INSPECTIONS AND INVESTIGATIONS

Statutory inspectors

- 59 (1) The registrar is, by virtue of his or her office, a statutory inspector.

Appointment

- (2) The registrar may appoint persons to be statutory inspectors for the purposes of conducting inspections.

Certificate of appointment

- (3) The registrar shall issue to every statutory inspector a certificate of appointment bearing the registrar's signature or a facsimile of it.

Proof of appointment

(4) Every statutory inspector who is conducting an inspection under this Act shall, upon request, produce the certificate of appointment as a statutory inspector.

Inspections without warrant

60 (1) A statutory inspector may, without a warrant or court order, conduct an inspection in accordance with this section for the purpose of,

- (a) ensuring compliance with this Act and the regulations;
- (b) dealing with a complaint under section 57; or
- (c) ensuring the licensee remains entitled to a licence.

Power to enter premises

(2) As part of an inspection, a statutory inspector may, without a warrant or court order, enter and inspect, at any reasonable time, the business premises of a licensee.

Powers on inspection

(3) While carrying out an inspection, a statutory inspector,

- (a) is entitled to free access to all money, valuables, documents and records of the person being inspected that are relevant to the inspection;
- (b) may make reasonable inquiries of any person, orally or in writing, with respect to anything relevant to the inspection;
- (c) may require a person to produce any document or record relevant to the inspection and to provide whatever assistance is reasonably necessary, including using any data storage, processing or retrieval device or system to produce, in any form, the document or record;
- (d) may use any data storage, processing or retrieval device or system used to engage in activities of a licensee in order to produce information that is relevant to the inspection and that is in any form; and
- (e) may, upon giving a receipt for them, remove for examination and copy anything relevant to the inspection, including any data storage disk or other retrieval device in order to produce information, but shall promptly return to the person being inspected the thing that was removed.

No use of force

(4) A statutory inspector shall not use force to enter and inspect premises under this section.

No obstruction

(5) No person shall obstruct a statutory inspector conducting an inspection or withhold from the statutory inspector or conceal, alter or destroy any money, documents or records that are relevant to the inspection.

Compliance

(6) If a statutory inspector under clause (3) (c) requires a person to produce a document or record and to provide assistance, the person shall produce the document or record or provide the assistance, as the case may be.

Admissibility of copies

(7) A copy of a document or record certified by a statutory inspector to be a true copy of the original is admissible in evidence to the same extent as the original and has the same evidentiary value.

Appointment of investigators

61 (1) The director may appoint persons to be investigators for the purposes of conducting investigations.

Certificate of appointment

(2) The director shall issue to every investigator a certificate of appointment bearing the director's signature or a facsimile of it.

Proof of appointment

(3) Every investigator who is conducting an investigation under this Act shall, upon request, produce the certificate of appointment as an investigator.

Investigations with warrant

62 (1) Upon application made without notice by an investigator, a justice of the peace may issue a warrant, if satisfied on information under oath that there is reasonable ground for believing that,

- (a) a person has contravened or is contravening this Act or the regulations or has committed an offence under the law of any jurisdiction that is relevant to the person's fitness for a licence; and
- (b) there is,
 - (i) in any building, dwelling, receptacle or place anything relating to the contravention of this Act or the regulations or to the person's fitness for a licence, or
 - (ii) information or evidence relating to the contravention of this Act or the regulations or the person's fitness for a licence that may be obtained through the use of an investigative technique or procedure or the doing of anything described in the warrant.

Powers under warrant

- (2) Subject to any conditions contained in it, a warrant obtained under subsection (1) authorizes an investigator,
 - (a) to enter or access the building, dwelling, receptacle or place specified in the warrant and examine and seize anything described in the warrant;
 - (b) to make reasonable inquiries of any person, orally or in writing, with respect to anything relevant to the investigation;
 - (c) to require a person to produce the information or evidence described in the warrant and to provide whatever assistance is reasonably necessary, including using any data storage, processing or retrieval device or system to produce, in any form, the information or evidence described in the warrant;
 - (d) to use any data storage, processing or retrieval device or system used to engage in the activities of a licensee in order to produce information or evidence described in the warrant, in any form; and
 - (e) to use any investigative technique or procedure or do anything described in the warrant.

Entry of dwelling

- (3) Despite subsection (2), an investigator shall not exercise the power under a warrant to enter a place, or part of a place, used as a dwelling, unless,
 - (a) the justice of the peace is informed that the warrant is being sought to authorize entry into a dwelling; and
 - (b) the justice of the peace authorizes the entry into the dwelling.

Conditions on warrant

- (4) A warrant obtained under subsection (1) shall contain the conditions that the justice of the peace considers advisable to ensure that any search authorized by the warrant is reasonable in the circumstances.

Expiry of warrant

- (5) A warrant issued under this section shall name a date of expiry, which shall be no later than 30 days after the warrant is issued, but a justice of the peace may extend the date of expiry for an additional period of no more than 30 days, upon application without notice by an investigator.

Time of execution

- (6) An entry or access under a warrant issued under this section shall be made between 6 a.m. and 9 p.m., unless the warrant specifies otherwise.

Use of force

- (7) An investigator may call upon police officers for assistance in executing the warrant and the investigator may use whatever force is reasonably necessary to execute the warrant.

No obstruction

- (8) No person shall obstruct an investigator executing a warrant under this section or withhold from the investigator or conceal, alter or destroy anything relevant to the investigation being conducted pursuant to the warrant.

Expert help

- (9) The warrant may authorize persons who have special, expert or professional knowledge and other persons as necessary to accompany and assist the investigator in respect of the execution of the warrant.

Compliance

- (10) If an investigator under clause (2) (c) requires a person to produce evidence or information or to provide assistance, the person shall produce the evidence or information or provide the assistance, as the case may be.

Return of seized items

- (11) An investigator who seizes anything under this section or section 63 may make a copy of it and shall return it within a reasonable time.

Admissibility of copies

(12) A copy of a document or record certified by an investigator as being a true copy of the original is admissible in evidence to the same extent as the original and has the same evidentiary value.

Seizure of things not specified

63 An investigator who is lawfully present in a place pursuant to a warrant or otherwise in the execution of the investigator's duties may, without a warrant, seize anything in plain view that the investigator believes on reasonable grounds will afford evidence relating to a contravention of this Act or the regulations.

Searches in exigent circumstances

64 (1) An investigator may exercise any of the powers described in subsection 62 (2) without a warrant if the conditions for obtaining the warrant exist but by reason of exigent circumstances it would not be reasonably possible to obtain the warrant.

Dwellings

(2) Subsection (1) does not apply to a building or a part of a building that is being used as a dwelling.

Use of force

(3) The investigator may, in executing any authority given by this section, call upon police officers for assistance and use whatever force is reasonably necessary.

Applicability of s. 62

(4) Subsections 62 (8) to (12) apply, with necessary modifications, to a search under this section.

ENFORCEMENT

Compliance orders

65 (1) If it appears to the director that a person is not complying with this Act or the regulations or an order made under this Act, the director may apply to the Superior Court of Justice for an order directing that person to comply, and, upon the application, the court may make the order that the court thinks fit.

Same

(2) Subsection (1) applies in addition to any other procedures that may be available to the director, whether or not the director has exercised his or her rights under the procedures.

Appeal

(3) An appeal lies to the Divisional Court from an order made under subsection (1).

Offences

66 (1) A person or entity, other than the administrative authority, is guilty of an offence if the person or entity,

- (a) furnishes false information in any application under this Act or in any statement or return required under this Act;
- (b) fails to comply with any order, direction or other requirement under this Act, other than an order made under section 58; or
- (c) contravenes or fails to comply with any section of this Act or the regulations made under the Act, other than a code of ethics established under section 75.

Home inspection providers

(2) An officer or director of a home inspection provider who fails to take reasonable care to prevent the provider from committing an offence mentioned in subsection (1) is guilty of an offence.

Penalties

(3) A person or entity that is convicted of an offence under this Act is liable to,

- (a) a fine of not more than \$50,000 or imprisonment for a term of not more than two years less a day or both, in the case of an individual; or
- (b) a fine of not more than \$250,000, if the person or entity is not an individual.

Limitation

(4) No proceeding under this section shall be commenced more than two years after the facts upon which the proceeding is based first came to the knowledge of the director.

Orders for compensation, restitution

67 (1) If a person or entity is convicted of an offence under section 66, the court making the conviction may, in addition to any other penalty, order the person or entity convicted to pay compensation or make restitution.

If insurance has paid

(2) If an order is made in the favour of a person or entity under subsection (1) and that person or entity has already received compensation or restitution from an insurer, the person or entity ordered to pay the compensation or make restitution shall deliver the amount to the insurer.

Default in payment of fines

68 (1) If a fine payable as a result of a conviction for an offence under section 66 is in default for at least 60 days, the director may disclose to a consumer reporting agency the name of the defaulter, the amount of the fine and the date the fine went into default.

If payment made

(2) Within 10 days after the director has received notice that the fine has been paid in full, the director shall inform the consumer reporting agency of the payment.

Liens and charges

69 (1) If a fine payable as a result of a conviction for an offence under section 66 is in default for at least 60 days, the director may by order create a lien against the property of the person or entity that is liable to pay the fine.

Liens on personal property

(2) If the lien created by the director under subsection (1) relates to personal property,

- (a) the *Personal Property Security Act*, except Part V, applies with necessary modifications to the lien, despite clause 4 (1) (a) of that Act;
- (b) the lien shall be deemed to be a security interest that has attached for the purposes of the *Personal Property Security Act*; and
- (c) the director may perfect the security interest mentioned in clause (b) for the purposes of the *Personal Property Security Act* by the registration of a financing statement under that Act.

Liens and charges on real property

(3) If the lien created by the director under subsection (1) relates to real property, the director may register the lien against the property of the person or entity liable to pay the fine in the proper land registry office and on registration, the obligation under the lien becomes a charge on the property.

Initiation of sale proceedings prohibited

(4) The director shall not initiate sale proceedings in respect of any real property against which the director has registered a lien under subsection (3).

Proceeds of sale

(5) If a lien is perfected by registration under subsection (2) or is registered against real property under subsection (3) and the related real or personal property is sold, the director shall ensure that the funds he or she receives as a result of the sale are used to pay the fine.

Discharge of lien

(6) Within 10 days after the director has knowledge of the payment in full of the fine, the director shall,

- (a) discharge the registration of any financing statement registered under clause (2) (c); and
- (b) register a discharge of a charge created on registration of a lien under subsection (3).

PART VI GENERAL

Confidentiality

70 (1) A person who obtains information in the course of exercising a power or carrying out a duty related to the administration of this Act or the regulations shall preserve secrecy with respect to the information and shall not communicate the information to any person except,

- (a) as is required in connection with a proceeding under this Act or in connection with the administration of this Act or the regulations;
- (b) to a ministry, department or agency of a government engaged in the administration of legislation similar to this Act or legislation that protects consumers or to any other entity to which the administration of legislation similar to this Act or legislation that protects consumers has been assigned;
- (c) as authorized under the *Regulatory Modernization Act, 2007*;

- (d) to a prescribed entity or organization, if the purpose of the communication is consumer protection;
- (e) to a law enforcement agency;
- (f) to the counsel of the person communicating the information; or
- (g) with the consent of the person to whom the information relates.

Testimony

(2) Except in a proceeding under this Act, no person shall be required to give testimony in a civil proceeding with regard to information obtained in the course of exercising a power or carrying out a duty related to the administration of this Act or the regulations.

Service

71 (1) Any notice, order or request is sufficiently given or served if it is,

- (a) delivered personally;
- (b) sent by registered mail; or
- (c) sent by another manner if the sender can prove receipt of the notice, order or request.

Deemed service

(2) If service is made by registered mail, the service shall be deemed to be made on the third day after the day of mailing unless the person on whom service is being made establishes that the person did not, acting in good faith, through absence, accident, illness or other cause beyond the person's control, receive the notice, order or request until a later date.

Exception

(3) Despite subsections (1) and (2), the Tribunal may order any other method of service it considers appropriate in the circumstances.

Fees

72 (1) The Minister may, by order, establish fees that are payable under this Act in respect of a licence, a renewal of a licence, late filings and other administrative matters.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply if there is an administrative authority.

Legislation Act, 2006, Part III

(3) An order made under this section is not a regulation for the purposes of Part III (Regulations) of the *Legislation Act, 2006*.

Certificate as evidence

73 (1) For all purposes in any proceeding, a statement purporting to be certified by the director is, without proof of the office or signature of the director, admissible in evidence as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the facts stated in it in relation to,

- (a) the licensing or non-licensing of any person;
- (b) the filing or non-filing of any document or material required or permitted to be filed with the registrar;
- (c) the time when the facts upon which the proceedings are based first came to the knowledge of the director; or
- (d) any other matter pertaining to licensing or non-licensing of persons or to filing or non-filing of information.

Proof of document

(2) Any document made under this Act that purports to be signed by the director or a certified copy of the document is admissible in evidence in any proceeding as proof, in the absence of evidence to the contrary, that the document is signed by the director without proof of the office or signature of the director.

Information concerning licensees

74 (1) As required by regulation, the registrar shall make available to the public the names of licensees and other information, as prescribed, in respect of licensees.

Same

(2) The names of licensees shall be made available in the prescribed form and manner and with the information that is prescribed.

Minister's regulations, codes, etc.

75 (1) The Minister may make regulations,

- (a) governing requirements of education, experience and examinations for applicants for a licence, applicants for a renewal of licence and licensees, including,
 - (i) requiring applicants for a licence, applicants for a renewal of licence and licensees to meet educational requirements that the board of the administrative authority, the Minister, the director or the registrar has specified or to complete a program of studies or one or more courses that the board of the administrative authority, the Minister, the director or the registrar has designated,
 - (ii) authorizing the board of the administrative authority, the Minister, the director or the registrar to designate organizations that are authorized to provide the programs and courses designated under subclause (i), and
 - (iii) requiring that all educational requirements specified under subclause (i) and the list of all programs and courses designated under that subclause be made available to the public;
- (b) governing the requirements that a home inspector must comply with in performing a home inspection, including,
 - (i) prescribing the features and components that are to be inspected in the dwelling or residential property being inspected and the manner in which they are to be inspected,
 - (ii) specifying work that licensed home inspectors are required to do as part of performing a home inspection, and
 - (iii) adopting by reference, in whole or in part, with such changes as the Minister considers necessary or advisable, any code or standard that governs any matter related to the inspection and requiring compliance with any code or standard that is so adopted;
- (c) governing the insurance that licensees must have, including,
 - (i) prescribing the types of insurance they must have,
 - (ii) prescribing the minimum amounts for which they must be insured under each type of insurance, and
 - (iii) governing group insurance for licensees, including,
 - (A) authorizing the board of the administrative authority or, if there is no designated administrative authority, the Minister to arrange for and administer group insurance on behalf of licensees and to act as a named insured, and
 - (B) requiring licensees to participate in group insurance;
- (d) establishing a code of ethics for the purposes of section 58;
- (e) governing the jurisdiction and procedures of any committee established under this Act;
- (f) respecting any matter for which the power to make regulations is delegated by the Lieutenant Governor in Council to the Minister under clause 76 (1) (w).

Code of ethics

- (2) A regulation under clause (1) (f) may be made as part of a code of ethics established under clause (1) (d).

Conflict

- (3) If there is a conflict between a regulation made under this section and a regulation made by the Lieutenant Governor in Council under section 76, the latter prevails.

Lieutenant Governor in Council regulations

- 76 (1)** The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) defining, for the purposes of this Act and the regulations, any word or expression that is used in this Act but not defined in this Act;
- (b) specifying any matter or thing that this Act describes as being prescribed or done in accordance with the regulations, other than a matter or thing that this Act describes as being prescribed by the Minister;
- (c) exempting any person or class of persons or class of activities from any provision of this Act or the regulations and attaching conditions to an exemption;
- (d) specifying requirements that a person described in section 2 must meet in order to be exempt from the application of this Act;
- (e) specifying provisions of this Act and the regulations to which a person described in section 2 is subject in the circumstances specified in the regulations;
- (f) respecting applications for a licence or a renewal of licence;

- (g) requiring an applicant for a licence or a renewal of a licence to provide information to the registrar concerning persons other than the applicant in order to assist the registrar in determining whether the persons are or may be interested persons;
- (h) specifying information that licensees must provide to the registrar and requiring that specified information be verified by affidavit;
- (i) requiring the registrar to make available to the public the names of licensees and prescribing the form and manner in which the registrar must make the names available and specifying other information in respect of licensees that the registrar must make available to the public;
- (j) subject to clause 75 (1) (b), specifying the responsibilities of home inspection providers or home inspectors;
- (k) prescribing matters that home inspectors must disclose to the home inspection providers that employ them and to home inspection providers that are prospective employers, and the circumstances under which such disclosures are required;
- (l) subject to clause 75 (1) (b), governing the activities of licensees, including,
 - (i) specifying terms that licensed home inspection providers and licensed home inspectors acting under clause 37 (2) (b) are required to include in contracts for a home inspection that they enter into with clients,
 - (ii) specifying matters that they must disclose and when they must disclose them in the course of performing a home inspection or a contract for a home inspection, including the conditions under which disclosure is required and matters related to any holdings in,
 - (A) home inspection providers, other than the home inspection provider by which they are employed, in the case of home inspectors, or
 - (B) other home inspection providers, in the case of home inspection providers, and
 - (iii) specifying statements that licensees must provide in respect of performing a home inspection or a contract for a home inspection, the content of the statements, the manner of providing them, the circumstances under which a statement is not required and the consequences of failing to provide statements;
- (m) requiring licensees to provide, on request and in the prescribed circumstances, proof of licence and specifying the nature of the proof and the manner in which they must provide it;
- (n) requiring licensees to maintain business premises that comply with the prescribed rules;
- (o) respecting financial security requirements for licensees, including requiring them to be bonded or insured or have collateral security, and prescribing the forfeiture of bonds, the disposition of proceeds and other terms related to the financial security requirements;
- (p) governing the documents and records that licensees must keep, including the manner and location in which licensees must keep them and the time periods for which they must keep them and authorizing the registrar to specify the location at which licensees must keep them;
- (q) specifying procedures and other matters related to complaints under section 57;
- (r) governing the composition of the discipline committee and the appeals committee and, subject to subsection 58 (3), governing matters relating to the appointment of the members of those committees;
- (s) respecting inspections and investigations under this Act;
- (t) requiring that any information required under this Act be in a form approved by the director, the registrar or the Minister, as specified in the regulation;
- (u) specifying rules relating to addresses for service under this Act;
- (v) authorizing the director or the board of the administrative authority to conduct quality assurance programs in relation to the administration of this Act or the regulations and to use information collected under this Act for the purposes of those programs;
- (w) delegating to the Minister any power to make a regulation under this section;
- (x) providing for any transitional matter necessary for the effective implementation of this Act or the regulations, including,
 - (i) authorizing persons who are not licensees but who enter into a contract for a home inspection with a client before section 37 comes into force to continue to perform the contract, subject to the requirements set out in the regulations, and
 - (ii) governing the application of prescribed provisions of this Act and the regulations to licensees and other prescribed persons.

Residual authority to act

(2) Despite any delegation to the Minister under clause (1) (w) and without having to revoke the delegation, the Lieutenant Governor in Council continues to have authority to make regulations in respect of the power that is the subject of the delegation.

Making regulation not revocation

(3) If the Lieutenant Governor in Council makes a regulation to which subsection (2) applies, the regulation does not have the effect of revoking a delegation under this section unless the regulation so specifies.

Minister's regulations preserved

(4) The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, revoke a delegation to the Minister under clause (1) (w), but the revocation of a delegation does not result in the revocation of any regulation the Minister made under the delegated power before the revocation of the delegation.

Ontario Association of Home Inspectors continued

77 (1) The Ontario Association of Home Inspectors constituted as a corporation without share capital by the *Ontario Association of Home Inspectors Act, 1994*, being chapter Pr65, as it read immediately before its repeal, is continued as a corporation to which Part III of the *Corporations Act* applies.

Objects continued

(2) The objects of the corporation are the objects set out in section 3 of the *Ontario Association of Home Inspectors Act, 1994*, being chapter Pr65, as that Act read immediately before its repeal.

PART VII AMENDMENTS TO THIS ACT

Amendments to this Act

78 (1) Clause 8 (b) is amended by striking out “the *Corporations Act*” and substituting “the *Not-for-Profit Corporations Act, 2010*”.

(2) Subsection 23 (1) is amended by striking out “the *Corporations Act*” and substituting “the *Not-for-Profit Corporations Act, 2010*”.

PART VIII COMPLEMENTARY AMENDMENTS AND REPEALS

Licence Appeal Tribunal Act, 1999

79 Subsection 11 (1) of the *Licence Appeal Tribunal Act, 1999* is amended by adding the following:

Home Inspection Act, 2017

Ontario Association of Home Inspectors Act, 1994

80 The *Ontario Association of Home Inspectors Act, 1994*, chapter Pr65, is repealed.

Ontario Labour Mobility Act, 2009

81 (1) Table 1 to the *Ontario Labour Mobility Act, 2009* is amended by striking out item 17.

(2) Table 1 to the Act is amended by adding the following item:

51.1	<i>Home Inspection Act, 2017</i>	The administrative authority designated under subsection 3 (1) of the <i>Home Inspection Act, 2017</i> or, if there is no designated administrative authority, the Minister responsible for the administration of the authorizing statute
------	----------------------------------	---

PART IX COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement

82 (1) Subject to subsections (2), (3) and (4), the Act set out in this Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

(2) Section 77 and subsection 81 (1) come into force on the day that section 80 comes into force.

(3) Subsection 78 (1) comes into force on the later of the day subsection 211 (1) of the *Not-for-Profit Corporations Act, 2010* comes into force and the day section 8 of this Act comes into force.

(4) Subsection 78 (2) comes into force on the later of the day subsection 211 (1) of the *Not-for-Profit Corporations Act, 2010* comes into force and the day section 23 of this Act comes into force.

Short title

83 The short title of the Act set out in this Schedule is the *Home Inspection Act, 2017*.

SCHEDULE 2 AMENDMENTS TO OTHER ACTS

COLLECTION AND DEBT SETTLEMENT SERVICES ACT

1 (1) Subsection 1 (1) of the *Collection and Debt Settlement Services Act* is amended by adding the following definitions:

“administrative penalty” means an administrative penalty imposed under section 29.0.1; (“pénalité administrative”)

“arrear” means a debt that is past due and that meets the criteria, if any, that are prescribed; (“en souffrance”)

“assessor” means a person designated in writing by the Registrar as authorized to make an order under section 29.0.1 imposing an administrative penalty; (“évaluateur”)

(2) The definition of “collection agency” in subsection 1 (1) of the Act is amended by striking out “or” at the end of clause (b), by adding “or” at the end of clause (c) and by adding the following clause:

(d) a person who purchases debts that are in arrears and collects them;

(3) The definitions of “Minister” and “Ministry” in subsection 1 (1) of the Act are repealed and the following substituted:

“Minister” means the Minister of Government and Consumer Services or whatever other member of the Executive Council to whom administration for this Act is assigned under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

“Ministry” means the ministry of the Minister; (“ministère”)

(4) The definition of “registrant” in subsection 1 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

“registrant” means a collection agency that is registered; (“personne inscrite”)

2 (1) Clause 2 (1) (a) of the Act is amended by adding “subject to the regulations” at the beginning.

(2) Clause 2 (1) (e) of the Act is amended by striking out “a bank listed in Schedule I or II to the *Bank Act* (Canada)” and substituting “a bank or authorized foreign bank as defined in section 2 of the *Bank Act* (Canada)”.

(3) Subsection 2 (1) of the Act is amended by striking out “or” at the end of clause (f) and by adding the following clauses:

(h) subject to the regulations, to a person who purchases debts through acquiring or merging with a business in a transaction that includes the transfer of accounts receivable;

(i) subject to the regulations, to a person who acquires debts through the seizure of accounts receivable under a security agreement;

(j) subject to the regulations, to a person who acquires a debt by taking an assignment of the contract that gave rise to the debt for the purposes of financing a transaction;

(k) subject to the regulations, to a person who purchases a financing agreement or group of financing agreements or the payments due under a finance agreement or group of financing agreements;

(l) subject to the regulations, to a person who purchases a debt that permits the person to collect the debt under the name of the original creditor; or

(m) subject to the regulations, to a person who enters into an agreement to finance the purchase of goods or services and who assigns the rights to payments under the agreement to a third party, even if the person continues to collect those payments on behalf of the third party.

3 Section 3 of the Act is amended by adding the following subsections:

Policies

(3) The Registrar may establish written policies regarding the interpretation, administration and enforcement of this Act.

Public record

(4) If the Registrar establishes written policies under subsection (3), the Registrar shall maintain a public record of them in accordance with the prescribed requirements.

4 (1) Subsection 4 (1) of the Act is amended by striking out “or act as a collector”.

(2) Section 4 of the Act is amended by adding the following subsection:

Responsibility for collectors

(3) A collection agency that employs, appoints or authorizes an individual to act as a collector for or on behalf of the agency shall exercise due diligence to ensure that the individual complies with this Act and the regulations when acting as a collector.

5 (1) Clause 20 (1) (c) of the Act is repealed and the following substituted:

(c) any commencement or termination of the employment, appointment or authorization of a collector.

(2) Subsection 20 (2) of the Act is repealed.

(3) Subsection 20 (3) of the Act is amended by striking out “subsections (1) and (2)” and substituting “subsection (1)”.

6 Clause 22 (a) of the Act is repealed and the following substituted:

(a) collect or attempt to collect, on its own behalf or for a person for whom it acts, any money in addition to the amount owing by the debtor;

7 Subsection 24 (2) of the Act is repealed.

8 Section 26 of the Act is amended by adding the following subsection:

Collector’s address

(1.1) The address of a collector shall be deemed to be the address of the collection agency that employs, appoints or authorizes the collector to act as a collector.

9 The Act is amended by adding the following sections:

ADMINISTRATIVE PENALTIES

Order

29.0.1 (1) An assessor who is satisfied that a person has contravened or is contravening a prescribed provision of this Act or the regulations may, by order, impose an administrative penalty against the person in accordance with this section and the regulations made by the Minister.

Purpose

(2) The purpose of an administrative penalty is to promote compliance with the requirements established by this Act and the regulations.

Amount

(3) The amount of an administrative penalty shall reflect the purpose of the penalty and shall be the amount prescribed by the Minister, which amount shall not exceed \$10,000.

Form of order

(4) An order made under subsection (1) imposing an administrative penalty against a person shall be in the form that the Registrar determines.

Service of order

(5) The order shall be served on the person against whom the administrative penalty is imposed in the manner that the Registrar determines.

Absolute liability

(6) An order made under subsection (1) imposing an administrative penalty against a person applies even if,

- (a) the person took all reasonable steps to prevent the contravention on which the order is based; or
- (b) at the time of the contravention, the person had an honest and reasonable belief in a mistaken set of facts that, if true, would have rendered the contravention innocent.

No effect on offences

(7) For greater certainty, nothing in subsection (6) affects the prosecution of an offence.

Other measures

(8) Subject to section 29.0.3, an administrative penalty may be imposed alone or in conjunction with the exercise of any measure against a person provided by this Act or the regulations, including the application of conditions to a registration by the Registrar, the suspension or revocation of a registration or the refusal to renew a registration.

Limitation

(9) An assessor shall not make an order under subsection (1) more than two years after the day the assessor became aware of the person's contravention on which the order is based.

No hearing required

(10) Subject to the regulations made by the Minister, an assessor is not required to hold a hearing or to afford a person an opportunity for a hearing before making an order under subsection (1) against the person.

Non-application of other Act

(11) The *Statutory Powers Procedure Act* does not apply to an order of an assessor made under subsection (1).

Appeal

29.0.2 (1) The person against whom an order made under subsection 29.0.1 (1) imposes an administrative penalty may appeal the order to the person prescribed by the Minister by delivering a written notice of appeal to the latter person within 15 days after receiving the order.

Extension of time for appeal

(2) The prescribed person mentioned in subsection (1) may extend the time period for appealing and may determine the circumstances in which extensions are given.

Form of notice

(3) The notice of appeal shall be in the form that the prescribed person mentioned in subsection (1) determines.

Filing of notice

(4) The person against whom the order imposing the administrative penalty is made shall file the notice of appeal in the manner that the prescribed person mentioned in subsection (1) determines.

Stay

(5) An appeal commenced in accordance with subsection (1) operates as a stay of the order until disposition of the appeal.

Opportunity for submissions

(6) Before disposing of an appeal, the prescribed person mentioned in subsection (1) shall give the person against whom the order imposing the administrative penalty is made a reasonable opportunity to make written submissions.

Powers on appeal

(7) On an appeal, the prescribed person mentioned in subsection (1) may confirm, revoke or vary the order within the limits, if any, established by the regulations made by the Minister.

Non-application of other Act

(8) The *Statutory Powers Procedure Act* does not apply to an appeal made under this section.

Effect of paying penalty

29.0.3 If a person against whom an order imposing an administrative penalty is made pays the penalty in accordance with the terms of the order or, if the order is varied on appeal, in accordance with the terms of the varied order, the person cannot be charged with an offence under this Act in respect of the same contravention on which the order is based and no other prescribed measure shall be taken against the person in respect of the same contravention on which the order is based.

Enforcement

29.0.4 (1) If a person against whom an order imposing an administrative penalty is made fails to pay the penalty in accordance with the terms of the order or, if the order is varied on appeal, in accordance with the terms of the varied order, the order may be filed with the Superior Court of Justice and enforced as if it were an order of the court.

Date of order

(2) For the purposes of section 129 of the *Courts of Justice Act*, the date on which the order is filed with the court shall be deemed to be the date of the order.

Debt due to Crown

(3) An administrative penalty that is not paid in accordance with the terms of the order imposing it or, if the order is varied on appeal, in accordance with the terms of the varied order is a debt due to the Crown and is enforceable as such.

10 (1) The Act is amended by adding the following heading immediately before section 29.1:

FEE ORDERS, REGULATIONS AND TRANSITION

(2) Paragraph 2 of section 29.1 of the Act is repealed and the following substituted:

2. For processing a notice given under subsection 20 (1) with respect to a commencement or termination of the employment, appointment or authorization of a collector.

11 (1) The Act is amended by adding the following section:

Minister's regulations

29.2 The Minister may make regulations,

- (a) governing any matter that this Act describes as being prescribed by the Minister or provided for in regulations made by the Minister;
- (b) governing information that a collection agency or collector is required to provide in any notice that the agency or the collector is required to send to a debtor when attempting to collect payment of a debt from the debtor, where the information is in addition to the information that a regulation made under clause 30 (1) (l) requires to be included in the notice;
- (c) specifying a different administrative penalty for a contravention of different prescribed provisions of this Act or the regulations, different portions of those prescribed provisions or different prescribed requirements in those prescribed provisions;
- (d) providing that the prescribed amount of an administrative penalty mentioned in subsection 29.0.1 (3) shall be calculated on the basis specified in the regulation, including an amount reflecting the number of transactions involved in the contravention on which an order for the administrative penalty is based;
- (e) governing the procedure for making an order under section 29.0.1 for an administrative penalty and the rights of the parties affected by the procedure, including the time at which the order is deemed to be served on the registrant against whom the order is made;
- (f) governing the procedure for appealing an order made by an assessor under section 29.0.1 and the rights of the parties affected by the appeal, including the time at which the notice of appeal is deemed to be received.

(2) On the later of the day this section comes into force and the day section 1 of Schedule 5 to the *Budget Measures Act, 2009* comes into force, section 29.2 of the Act, as set out in subsection (1), is repealed.

(3) On the later of the day this section comes into force and the day section 1 of Schedule 5 to the *Budget Measures Act, 2009* comes into force, section 29.2 of the Act is amended by adding the following clause:

- (0.a) governing any matter that this Act describes as being prescribed by the Minister or provided for in regulations made by the Minister;

(4) On the later of the day this section comes into force and the day section 1 of Schedule 5 to the *Budget Measures Act, 2009* comes into force, clause 29.2 (a) of the Act is repealed and the following substituted:

- (a) requiring, as a term and condition of registration, that a collection agency provide financial security in respect of acts or omissions of the collection agency;

(5) On the later of the day this section comes into force and the day section 1 of Schedule 5 to the *Budget Measures Act, 2009* comes into force, section 29.2 of the Act is amended by adding the following clauses:

- (h) governing information that a collection agency or collector is required to provide in any notice that the agency or the collector is required to send to a debtor when attempting to collect payment of a debt from the debtor, where the information is in addition to the information that a regulation made under clause 30 (1) (l) requires to be included in the notice;
- (i) specifying a different administrative penalty for a contravention of different prescribed provisions of this Act or the regulations, different portions of those prescribed provisions or different prescribed requirements in those prescribed provisions;
- (j) providing that the prescribed amount of an administrative penalty mentioned in subsection 29.0.1 (3) shall be calculated on the basis specified in the regulation, including an amount reflecting the number of transactions involved in the contravention on which an order for the administrative penalty is based;
- (k) governing the procedure for making an order under section 29.0.1 for an administrative penalty and the rights of the parties affected by the procedure, including the time at which the order is deemed to be served on the registrant against whom the order is made;
- (l) governing the procedure for appealing an order made by an assessor under section 29.0.1 and the rights of the parties affected by the appeal, including the time at which the notice of appeal is deemed to be received.

12 (1) Subsection 30 (1) of the Act is amended by adding the following clauses:

- (b.1) specifying requirements that a person must meet, in addition to those set out in any of clauses 2 (1) (a) and (h) to (m), in order to be exempt from the application of this Act under those clauses;

(b.2) specifying provisions of this Act and the regulations, except for subsection 4 (1) of this Act, to which a person described in any of clauses 2 (1) (a) and (h) to (m) is subject in the circumstances specified in the regulations;

(2) Clause 30 (1) (c) of the Act is repealed and the following substituted:

(c) specifying anything that is described as prescribed, other than a matter or thing that this Act describes as being prescribed by the Minister;

(3) Subsection 30 (2) of the Act is repealed.

CONSUMER PROTECTION ACT, 2002

13 The French version of the definition of “supplier” in section 1 of the *Consumer Protection Act, 2002* is amended by striking out “en les offrant” and substituting “en les vendant”.

14 Section 2 of the Act is amended by adding the following subsection:

Agreement for supply of appliances

(6) For greater certainty, despite clause (2) (f), this Act applies to a consumer agreement under which a supplier supplies goods to a consumer that are not part of real property at the time the parties enter into the agreement but that subsequently become so under the agreement.

15 Subsection 43 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Cancellation: cooling-off period

(1) A consumer may, without any reason, cancel a direct agreement at any time from the date of entering into the agreement until 10 days after the consumer has received the written copy of the agreement.

Transition

(1.1) Despite subsection (1), that subsection, as it read immediately before the day section 15 of Schedule 2 to the *Putting Consumers First Act (Consumer Protection Statute Law Amendment), 2017* comes into force, continues to apply to a direct agreement that requires the supplier to supply to the consumer a water heater or other goods or services that are prescribed if the parties entered into the agreement before that day.

16 Section 43.1 of the Act is repealed and the following substituted:

Restriction on entering into certain direct agreements

43.1 (1) No supplier shall, while at a consumer’s dwelling or at any other prescribed place, solicit the consumer to enter into a direct agreement for the supply of prescribed goods or services or enter into such an agreement unless the consumer has initiated contact with the supplier and has specifically requested that the supplier attend at the consumer’s dwelling or the other prescribed place for the purpose of entering into such an agreement.

Same

(2) The following activities do not constitute solicitation for the purpose of subsection (1):

1. Leaving marketing materials at a consumer’s dwelling or any other place prescribed for the purpose of that subsection without attempting to contact the consumer with respect to any prescribed direct agreement.
2. Such other activities that are prescribed.

Agreement void

(3) A direct agreement that the parties enter into in contravention of subsection (1) is void.

Related agreements void

(4) Any agreement, including the following, that is related to the consumer’s obligations under the direct agreement is void:

1. A guarantee or security given by a guarantor for the purpose of securing the performance of those obligations.
2. An agreement under which the consumer gives security for the purpose of securing the performance of those obligations.
3. A credit agreement within the meaning of Part VII that the consumer enters into as a borrower in respect of money that the consumer is required to pay under the direct agreement and any other payment instrument that the consumer enters into in that respect.

Unsolicited goods or services

(5) If a supplier supplies goods or services to a consumer under a direct agreement that is void, the goods or services are deemed to be unsolicited and subsections 13 (1), (2), (3), (6), (7) and (8) apply to them.

Third party charges

(6) If a supplier supplies goods or services to a consumer under a direct agreement that is void and the consumer incurs charges from a third party that are related to the agreement, including, but not limited to, charges in respect of the removal or return of any goods that the consumer is liable to return to the third party, the supplier is liable to reimburse the consumer for the amount of all those charges.

Recovery of amount

(7) The consumer may commence an action, in accordance with section 100, to recover the amount described in subsection (6) and may set off the amount against any amount owing to the supplier under any consumer agreement between the consumer and the supplier, other than the direct agreement described in subsection (1).

17 The Act is amended by adding the following Part:

PART VII.1 AGREEMENTS FOR CASHING GOVERNMENT CHEQUES

Definitions

85.1 In this Part,

“bank” means a bank, authorized foreign bank or federal credit union as defined in section 2 of the *Bank Act* (Canada); (“banque”)

“credit union” has the same meaning as in the *Credit Unions and Caisses Populaires Act, 1994*; (“caisse”, “caisse populaire”)

“federal government” means the Government of Canada and any department, agency, board, commission, official or other body of the Government of Canada; (“gouvernement fédéral”)

“government agency” means the Crown in right of Ontario, an agency of the Crown in right of Ontario, a municipal government, a prescribed municipal agency or any other prescribed entity; (“organisme gouvernemental”)

“government cheque” means a cheque issued to a consumer by the Government of Ontario, a government agency or the federal government. (“chèque du gouvernement”)

Application

85.2 (1) This Part applies to a consumer agreement under which a supplier, other than a credit union, cashes a government cheque for a consumer.

Non-application to banks

(2) For greater certainty, this Part does not apply to a consumer agreement under which a bank cashes a government cheque for a consumer.

Disclosure of information

85.3 A supplier under a consumer agreement to which this Part applies shall display the prescribed information in the prescribed manner and in accordance with the prescribed requirements.

Limit on fee for cashing government cheques

85.4 (1) A supplier under a consumer agreement to which this Part applies shall not charge the consumer a fee for cashing a government cheque if the fee exceeds the prescribed amount.

Amount of fee

(2) For the purposes of subsection (1), the prescribed amount of the fee for cashing a government cheque may be,

- (a) a fixed amount;
- (b) a percentage of the face value of the cheque or any other amount calculated on the basis of the face value of the cheque;
- (c) an amount that results from the application of any combination of clauses (a) and (b); or
- (d) any amount determined by any other prescribed means.

Statement when cashing cheques

85.5 A supplier under a consumer agreement to which this Part applies who cashes a government cheque for the consumer shall provide the consumer, in accordance with the prescribed requirements, with a statement setting out the prescribed information with respect to the cashing of the cheque.

18 Section 87 of the Act is amended by striking out “and” at the end of clause (b), by adding “and” at the end of clause (c) and by adding the following clause:

(d) such other leases that are prescribed.

19 (0.1) Subclause 116 (1) (b) (iii) of the Act is amended by striking out “and 36 (1)” at the end and substituting “36 (1), 43.1 (1) and 47.1 (1), (5) and (6)”.

(0.2) Subclause 116 (1) (b) (iii) of the Act, as amended by subsection (0.1), is amended by striking out “(5) and (6)” at the end.

(1) Clause 116 (1) (b) of the Act is amended by adding the following subclause:

(vi.1) in respect of Part VII.1, Agreements for Cashing Government Cheques, section 85.3, subsection 85.4 (1) and section 85.5,

20 (1) Subsection 123 (5) of the Act is amended by adding the following clause:

(j) prohibiting suppliers from entering into any class of consumer agreement to which Part IV applies and that is specified in the regulations if it creates a lien or other security interest in any real or personal property owned by the consumer or in the goods or services under the agreement and governing the rights and obligations of the parties under such an agreement.

(2) Clause 123 (7.1) (a) of the Act, as enacted by section 8 of Schedule 1 to the *Fighting Fraud and Reducing Automobile Insurance Rates Act, 2014*, is repealed and the following substituted:

(a) respecting any matters that are described in Part VI.1 as being prescribed or provided for in the regulations;

(3) Subsection 123 (8) of the Act is amended by adding the following clauses:

(0.a.1) governing the factors that a lender is required to take into account with respect to a borrower before entering into a credit agreement with the borrower;

(0.a.2) prohibiting lenders from entering into a credit agreement with a borrower if the amount of the credit to be extended or money to be lent under the agreement exceeds the prescribed amounts or the amounts calculated according to the prescribed manner;

(0.a.3) requiring a lender under a credit agreement to provide to the borrower in writing, before entering into the agreement, a copy of the lender's assessment of the factors prescribed under clause (0.a.1) with respect to the borrower, and requiring that such information be given in accordance with the prescribed requirements;

(0.a.4) specifying that if a lender under a credit agreement does not comply with a regulation made under clause (0.a.3), the borrower is not liable to pay the lender the cost of borrowing under the agreement;

(0.a.5) prohibiting a lender from initiating contact with a borrower for the purpose of offering to refinance a credit agreement;

.

(c.1) prescribing maximum amounts for charges that are not included in the cost of borrowing under a credit agreement, or a method of setting maximum amounts;

(4) Subsection 123 (9) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

Lieutenant Governor in Council regulations: Part VIII

(9) The Lieutenant Governor in Council may make regulations for the purposes of Part VIII,

.

(5) Subsection 123 (9) of the Act is amended by adding the following clauses:

(a.2) governing and requiring the use of tags or other markers attached to or displayed around a good that is to be leased and the use of statements included in a display relating to a good that is to be leased, and governing the content of such tags, markers, statements or displays and the manner and form in which they are used;

.

(b.3) governing penalties to which a lessee is subject for making late payments under a lease, including,

(i) prescribing a grace period during which a lessor is prohibited from exercising the rights and remedies that are specified in the regulation with respect to late payments under a lease despite anything that is specified in the lease,

(ii) restricting the rights of a lessor despite anything specified in a lease if a lessee makes a late payment under a lease, including prohibiting a lessor from seizing the leased goods or terminating the lease,

(iii) prescribing the maximum amounts of penalties that a lessor can require a lessee to pay to the lessor for making a late payment under a lease or a method of setting those amounts and prescribing the circumstances in which a

lessor can require a lessee to pay those amounts and the circumstances in which a lessor is not entitled to require a lessee to pay those amounts, and

- (iv) specifying whether or not a lessor may apply the amounts described in subclause (iii) to any security deposit that a lessee has paid to a lessor under a lease;

.

- (e) governing the right of a lessor under a lease to terminate the lease, including,
 - (i) prescribing the circumstances in which a lessor is entitled to exercise the right of termination or is not entitled to exercise that right, and
 - (ii) prescribing the requirements that a lessor must fulfil to exercise the right of termination, including requiring a lessor to give notice to the lessee and governing the notice;
- (f) governing obligations of lessors and lessees arising as the result of the termination of a lease;
- (g) permitting a lessee under a lease that the lessor has terminated for default in payments required under the lease to re-instate the lease, subject to any regulation made under clause (i), provided that the specified conditions, if any, are met;
- (h) permitting a lessee under a lease who has terminated the lease for any reason to re-instate the lease, subject to any regulation made under clause (i), provided that the specified conditions, if any, are met;
- (i) governing obligations of lessors and lessees arising as the result of the re-instatement of a lease as described in clause (g) or (h).

PAYDAY LOANS ACT, 2008

21 (1) Subsection 24 (1) of the *Payday Loans Act, 2008* is amended by adding “and subject to subsection (3)” after “otherwise”.

(2) Section 24 of the Act is amended by adding the following subsection:

Location of offices

~~(3) In acting as a licensee, a licensee shall not operate an office at a location if,~~

- ~~—(a) a municipality has passed a by-law under section 154.1 of the *Municipal Act, 2001* or section 92.1 of the *City of Toronto Act, 2006* prohibiting the operation of an office in a defined area that includes the location; or~~
- ~~—(b) a municipality has passed a by-law under section 154.1 of the *Municipal Act, 2001* or section 92.1 of the *City of Toronto Act, 2006* limiting the number of offices that may operate in a defined area that includes the location and the limit has been reached.~~

Location of offices

(3) In acting as a licensee, a licensee shall not operate an office at a location if a by-law passed under section 154.1 of the *Municipal Act, 2001* or section 92.1 of the *City of Toronto Act, 2006* prohibits the operation of the office at the location.

21.1 Section 34 of the Act is amended by adding “or any part of that outstanding balance” after “agreement”.

22 (1) Subsection 35 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

No concurrent or replacement payday loan agreements

~~(1) The lender under a payday loan agreement shall not enter into a new payday loan agreement with the borrower before the following number of days have passed since the borrower has paid the full outstanding balance under the first agreement:~~

- ~~—1. The prescribed number.~~
- ~~—2. At least seven days if no number is prescribed.~~

No concurrent or replacement payday loan agreements

(1) The lender under a payday loan agreement shall not enter into a new payday loan agreement with the borrower before the prescribed number of days have passed since the borrower has paid the full outstanding balance under the first agreement.

(2) Subsection 35 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Same borrower, different lenders

~~(3) No loan broker shall facilitate the making of more than one payday loan agreement between the same borrower and different lenders unless the following number of days have passed since the borrower has paid the full outstanding balance under the first agreement:~~

- ~~—1. The prescribed number.~~
- ~~—2. At least seven days if no number is prescribed.~~

Same borrower, different lenders

(3) No loan broker shall facilitate the making of more than one payday loan agreement between the same borrower and different lenders unless the prescribed number of days have passed since the borrower has paid the full outstanding balance under the first agreement.

23 The Act is amended by adding the following section:

Inspection of non-licensees

47.1 (1) If the Registrar has reasonable grounds to believe that an activity for which a licence is required is occurring, the Registrar or a person designated in writing by the Registrar may conduct an inspection and may, as part of the inspection, enter and inspect at any reasonable time the business premises of a person or entity, other than any part of the premises used as a dwelling, for the purpose of determining whether the person or entity is carrying on the activity.

Application of section 47

(2) Subsections 47 (2) to (7) apply to the inspection described in subsection (1), reading references to a licensee as references to the person or entity whose business premises are subject to the inspection.

24 (1) Section 77 of the Act is amended by adding the following paragraph:

- 16.1 governing advertising or signage in any medium with respect to a payday loan or a payday loan agreement, including,
- i. governing the content and the location of the advertising or signage,
 - ii. governing the maximum size of advertising or signage,
 - iii. prohibiting licensees from making advertising or signage that is described in the regulation;

(2) Paragraph 17 of section 77 of the Act is repealed and the following substituted:

17. governing the requirements that parties are required to satisfy in order to enter into a payday loan agreement, including,
- i. requiring a lender to take into account the prescribed factors with respect to a borrower before entering into the agreement, and
 - ii. requiring a lender to ask the borrower about the financial matters related to the agreement that are specified in the regulations before entering into the agreement;
- 17.1 prohibiting a lender from entering into more than the prescribed number of payday loan agreements with the same borrower in a one-year period;
- 17.2 prohibiting a loan broker from facilitating the making of more than the prescribed number of payday loan agreements between the same borrower and different lenders in a one-year period;

(3) Section 77 of the Act is amended by adding the following paragraph:

- 22.1 exempting any class of payday loan agreement from section 31 and governing that class of agreement, including,
- i. specifying the means of determining the number of instalments in which the advance is to be repaid and in which the cost of borrowing is to be paid, and the times at which they are to be repaid or paid,
 - ii. specifying the means of determining the amount required for each instalment mentioned in subparagraph i,
 - iii. governing the proportion of each instalment mentioned in subparagraph i that will constitute repayment of the advance rather than payment of the cost of borrowing, and
 - iv. specifying the terms that the parties are required to include in that class of agreement;

(4) Paragraph 24 of section 77 of the Act is repealed.

(5) Paragraph 27 of section 77 of the Act is repealed and the following substituted:

27. governing information and statements that a licensee is required to provide to a borrower, including information and statements with respect to,
- i. a payday loan or a payday loan agreement, or
 - ii. payday loan agreements that a borrower has entered into with a lender in the period of time specified in the regulation;
- 27.1 governing requests that a licensee is required to make to a borrower, including requests in respect of,
- i. studies about the needs of borrowers with respect to payday loans or payday loan agreements, or
 - ii. financial planning for borrowers;

- 27.2 governing the form that the licensee is required to use for the information, statements and requests mentioned in paragraphs 27 and 27.1;
- 27.3 governing the manner in which the information and statements mentioned in paragraph 27 are provided to a borrower, and in which requests mentioned in paragraph 27.1 are made to a borrower, including the order in which they are provided or made and the timing of their provision;

(6) Section 77 of the Act is amended by adding the following paragraph:

- 33.1 prohibiting licensees from offering or providing prescribed goods or services, other than payday loans, to anyone;

(7) Section 77 of the Act is amended by adding the following paragraph:

- 33.2 requiring licensees to refer prescribed classes of borrowers to credit counselling or other prescribed services, in the prescribed manner;

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

City of Toronto Act, 2006

25 The *City of Toronto Act, 2006* is amended by adding the following section:

Restrictions re payday loan establishments

92.1 (1) Despite section 90 and without limiting sections 7 and 8, the City, in a by-law under those sections with respect to payday loan establishments, may define the area of the City in which a payday loan establishment may or may not operate and limit the number of payday loan establishments in any defined area in which they are permitted.

Definition

~~(2) In subsection (1),~~

~~“payday loan establishment” means any premises or any part of them in respect of which a licensee within the meaning of the *Payday Loans Act, 2008* may operate a business pursuant to a licence issued under that Act.~~

Exception

~~(2) Despite subsection (1), a by-law described in that subsection shall not prohibit the operation of all payday loan establishments in the City.~~

Definition

~~(3) In this section,~~

~~“payday loan establishment” means any premises or any part of them in respect of which a licensee within the meaning of the *Payday Loans Act, 2008* may operate a business pursuant to a licence issued under that Act.~~

Municipal Act, 2001

26 The *Municipal Act, 2001* is amended by adding the following section:

Restrictions re payday loan establishments

154.1 (1) Despite section 153 and without limiting sections 9, 10 and 11, a local municipality, in a by-law under section 151 with respect to payday loan establishments, may define the area of the municipality in which a payday loan establishment may or may not operate and limit the number of payday loan establishments in any defined area in which they are permitted.

Definition

~~(2) In subsection (1),~~

~~“payday loan establishment” means any premises or any part of them in respect of which a licensee within the meaning of the *Payday Loans Act, 2008* may operate a business pursuant to a licence issued under that Act.~~

Exception

~~(2) Despite subsection (1), a by-law described in that subsection shall not prohibit the operation of all payday loan establishments in the municipality.~~

Definition

~~(3) In this section,~~

~~“payday loan establishment” means any premises or any part of them in respect of which a licensee within the meaning of the *Payday Loans Act, 2008* may operate a business pursuant to a licence issued under that Act.~~

COMMENCEMENT

Commencement

27 (1) Subject to subsections (2) and (3), this Schedule comes into force on the day the *Putting Consumers First Act (Consumer Protection Statute Law Amendment), 2017* receives Royal Assent.

(2) Subsections 1 (1), (2) and (4), sections 2 to 12, 14 to 19, subsections 20 (1), (3), (4) and (5), sections 21 and 22, subsections 24 (1), (2), (3), (5) and (6) and sections 25 and 26 come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

(3) Subsection 20 (2) comes into force on the day section 8 of Schedule 1 to the *Fighting Fraud and Reducing Automobile Insurance Rates Act, 2014* comes into force.



2^e SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO
66 ELIZABETH II, 2017

Projet de loi 59

Loi édictant une nouvelle loi concernant les inspections immobilières et modifiant diverses lois concernant les services financiers et la protection du consommateur

L'honorable T. MacCharles

Ministre des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 3 novembre 2016

2^e lecture 30 novembre 2016

3^e lecture

Sanction royale

*(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le Comité permanent de la politique sociale
et rapporté à l'Assemblée législative le 7 mars 2017)*

(Les dispositions du présent projet de loi seront renumérotées après la 3^e lecture)



La présente réimpression du projet de loi comporte des symboles qui indiquent les modifications apportées en comité.

Le nouveau texte est souligné et le texte supprimé est ~~rayé~~.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi édicte une nouvelle loi, la *Loi de 2017 sur les inspections immobilières*, et modifie trois autres lois dont l'application relève du ministère des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs. Par souci de commodité, la nouvelle loi et les modifications font l'objet d'annexes distinctes. Les dispositions d'entrée en vigueur des annexes sont énoncées dans chacune d'elles.

ANNEXE 1 LOI DE 2017 SUR LES INSPECTIONS IMMOBILIÈRES

Partie I

La partie I traite des définitions et de l'interprétation.

Partie II

Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à désigner une personne morale sans but lucratif en tant qu'organisme d'application. Si un organisme d'application est désigné, l'application de dispositions précisées de la Loi et de ses règlements lui est déléguée et l'organisme est tenu d'appliquer les dispositions déléguées.

La partie prévoit des mécanismes de surveillance par le gouvernement : conclusion d'un accord d'application entre l'organisme d'application et le ministre, préparation de rapports annuels et autres par l'organisme, établissement de critères de compétence pour les membres du conseil d'administration et surveillance par le vérificateur général.

L'organisme d'application n'est pas un mandataire de la Couronne et ses employés ne sont pas des employés de la Couronne. La Couronne bénéficie de l'immunité pour les actes de l'organisme d'application et celui-ci est tenu de l'indemniser à l'égard des dommages-intérêts et des coûts.

L'organisme d'application peut créer des formulaires et fixer des droits conformément aux procédures et aux critères approuvés par le ministre.

Si un organisme d'application est désigné, il est tenu de nommer un directeur et un registrateur. En l'absence d'organisme, c'est le ministre chargé de l'application de la Loi qui le fait.

Partie III

Seuls des particuliers sont autorisés à effectuer des inspections immobilières, telles que définies, et la Loi exige qu'ils soient agréés comme inspecteurs immobiliers. La Loi exige que quiconque passe un contrat ou prend des dispositions en vue d'une inspection immobilière soit agréé comme fournisseur de services d'inspection immobilière ou soit une entreprise à propriétaire unique agréée comme inspecteur immobilier qui n'emploie pas d'autres inspecteurs immobiliers agréés ou n'en retient pas les services.

Partie IV

Nul inspecteur immobilier n'est autorisé à effectuer une inspection immobilière pour un client à moins qu'un fournisseur de services d'inspection immobilière agréé ait conclu un contrat écrit avec le client ou que l'inspecteur ait conclu un tel contrat, si l'inspecteur est une entreprise à propriétaire unique qui n'emploie pas d'autres inspecteurs immobiliers agréés ou n'en retient pas les services. Le contrat doit être conforme aux exigences prescrites par les règlements. L'inspecteur immobilier est tenu d'effectuer l'inspection immobilière conformément au contrat et de remettre au client un rapport d'inspection sous forme écrite. Si l'inspecteur a effectué l'inspection aux termes d'un contrat que le client a conclu avec un fournisseur de services d'inspection immobilière, cet inspecteur remet aussi une copie du rapport au fournisseur.

Le fournisseur de services d'inspection immobilière agréé doit veiller à ce que chaque inspecteur immobilier qu'il emploie exerce ses fonctions conformément à la Loi et aux règlements. Il est aussi interdit de fournir de faux renseignements.

Partie V

La Loi permet au registrateur de traiter les plaintes au sujet des titulaires de permis et constitue un comité de discipline et un comité d'appel. Si un comité conclut qu'un titulaire de permis n'a pas observé le code de déontologie établi par un règlement du ministre, une amende d'au plus 25 000 \$ ou la somme inférieure prescrite peut lui être imposée.

La Loi permet aux inspecteurs nommés par le registrateur d'effectuer des inspections réglementaires sans mandat et aux enquêteurs nommés par le directeur d'effectuer tant des enquêtes avec mandat que des perquisitions en cas d'urgence.

Le directeur peut demander à un tribunal de rendre une ordonnance d'observation. La Loi crée aussi des infractions.

Partie VI

La Loi comprend des dispositions générales sur différentes questions telles que la confidentialité, la signification de documents et la fixation de droits par le ministre.

Le ministre peut, par règlement, établir un code de déontologie, régir la compétence des comités et traiter des questions prescrites par le lieutenant-gouverneur en conseil. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, traiter d'un large éventail de questions pour réglementer le secteur, notamment exiger que le registrateur divulgue au public des renseignements et dossiers précisés.

Parties VII et VIII

La Loi apporte des modifications complémentaires à la *Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis* et à la *Loi ontarienne de 2009 sur la mobilité de la main-d'oeuvre* en plus d'abroger la loi intitulée *Ontario Association of Home Inspectors Act, 1994*.

ANNEXE 2 MODIFICATION D'AUTRES LOIS

L'annexe modifie la *Loi sur les services de recouvrement et de règlement de dette*, la *Loi de 2002 sur la protection du consommateur* et la *Loi de 2008 concernant les prêts sur salaire* et élargit les pouvoirs réglementaires dans chacune d'elles. Voici quelques-unes des modifications les plus importantes :

Loi sur les services de recouvrement et de règlement de dette

L'annexe modifie la Loi pour permettre l'imposition de pénalités administratives à une personne qui a contrevenu ou qui contrevient à une disposition prescrite de la Loi. Les nouveaux articles établissent des règles concernant la prise d'ordonnances imposant des pénalités administratives, l'appel et l'exécution de ces ordonnances, ainsi que les questions connexes.

Loi de 2002 sur la protection du consommateur

À l'heure actuelle, la durée du délai de réflexion prévu au paragraphe 43 (1) de la Loi au cours duquel le consommateur peut résilier une convention directe portant sur la fourniture d'un chauffe-eau ou d'autres marchandises ou services prescrits est de 20 jours après que le consommateur reçoit une copie écrite de la convention, sauf prescription contraire des règlements pris en vertu de la Loi. L'annexe ramène la durée du délai de réflexion pour ce type de convention à 10 jours après que le consommateur reçoit une copie écrite de la convention, soit le même délai que pour toutes les autres conventions directes.

L'annexe modifie la Loi en créant des restrictions, ainsi que les pouvoirs réglementaires qui s'y rapportent, concernant le fait de solliciter un consommateur à son logement ou dans tout autre lieu prescrit ou d'y conclure une convention directe prescrite.

L'annexe ajoute une nouvelle partie à la Loi, la partie VII.1, qui porte sur les conventions pour l'encaissement des chèques du gouvernement. La nouvelle partie prévoit le plafonnement des frais exigés pour l'encaissement d'un chèque du gouvernement. Le fournisseur qui encaisse un chèque pour un consommateur doit également lui remettre un relevé contenant les renseignements prescrits relativement à l'encaissement du chèque.

Loi de 2008 concernant les prêts sur salaire

Il est interdit aux titulaires de permis d'exploiter un bureau pour exercer des activités commerciales à titre de titulaires de permis à un emplacement si une municipalité locale ou la cité de Toronto a adopté un règlement municipal interdisant l'exploitation de bureaux dans un secteur défini qui comprend l'emplacement, ou un règlement municipal restreignant le nombre de bureaux pouvant être exploités dans un secteur défini qui comprend l'emplacement et que le nombre maximal est atteint.

Actuellement, l'emprunteur a le droit de payer en tout temps l'intégralité des sommes impayées dans le cadre de la convention de prêt sur salaire, sans frais ni indemnité de paiement anticipé. L'annexe élargit ce droit de façon à permettre à l'emprunteur de payer ainsi une partie seulement des sommes impayées.

L'annexe modifie les restrictions énoncées au sujet des nouvelles conventions de prêts sur salaire et de la conclusion de plus d'une convention de prêt sur salaire entre le même emprunteur et différents prêteurs. L'annexe permet en outre au registrateur de mener des inspections s'il a des motifs raisonnables de croire qu'une personne ou une entité agit à titre de prêteur ou de courtier en prêts sans être titulaire d'un permis.

**Loi édictant une nouvelle loi concernant les inspections immobilières
et modifiant diverses lois concernant les services financiers
et la protection du consommateur**

SOMMAIRE

1.	Contenu de la présente loi
2.	Entrée en vigueur
3.	Titre abrégé
Annexe 1	Loi de 2017 sur les inspections immobilières
Annexe 2	Modification d'autres lois

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Contenu de la présente loi

1 La présente loi est constituée du présent article, des articles 2 et 3 et de ses annexes.

Entrée en vigueur

2 (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Idem : annexes

(2) Les annexes de la présente loi entrent en vigueur comme le prévoit chacune d'elles.

Différentes dates pour une même annexe

(3) Si une annexe de la présente loi ou une partie de l'annexe prévoit qu'elle entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, la proclamation peut s'appliquer à tout ou partie de l'annexe. En outre, des proclamations peuvent être prises à des dates différentes en ce qui concerne n'importe quelle partie de l'annexe.

Titre abrégé

3 Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2017 donnant la priorité aux consommateurs (modifiant des lois en ce qui concerne la protection du consommateur)*.

ANNEXE 1 LOI DE 2017 SUR LES INSPECTIONS IMMOBILIÈRES

SOMMAIRE

PARTIE I INTERPRÉTATION ET CHAMP D'APPLICATION

1. Interprétation
2. Non-application de la Loi

PARTIE II APPLICATION DÉLÉGATION

3. Désignation de l'organisme d'application
4. Accord d'application
5. Directives en matière de politiques
6. Obligation de conformité de l'organisme d'application
7. Examen
8. Incompatibilité
9. Révocation d'une désignation
10. Condition préalable à l'exercice de certains pouvoirs

ORGANISME D'APPLICATION

11. Critères et directives : membres du conseil d'administration
12. Nominations au conseil d'administration
13. Modification du nombre d'administrateurs
14. Nomination du président
15. Renseignements sur l'organisme à la disposition du public
16. Employés
17. Non un organisme de la Couronne
18. Immunité : employés de la Couronne
19. Immunité de la Couronne
20. Indemnisation de la Couronne
21. Immunité : membres du conseil d'administration et autres personnes
22. Non des deniers publics
23. Vérification
24. Rapports
25. Administrateur général
26. Statut du conseil d'administration durant le mandat de l'administrateur général

POUVOIRS ET FONCTIONS DE L'ORGANISME D'APPLICATION

27. Pouvoirs supplémentaires
28. Modification des objets
29. Droit d'utilisation du français
30. Conseils consultatifs et consultations
31. Obligation d'informer le ministre
32. Rôle consultatif de l'organisme d'application
33. Formulaires et droits

DISPOSITIONS DIVERSES

34. Directeur
35. Registrateur
36. Infractions : organisme d'application

PARTIE III AGRÈMENT

37. Interdiction : inspections immobilières
38. Dispenses
39. Avis d'agrément exigé
40. Demande de permis
41. Conditions du permis
42. Refus sans audience
43. Refus avec audience
44. Avis : refus, suspension, etc.
45. Maintien jusqu'au renouvellement
46. Suspension immédiate
47. Demande ultérieure

PARTIE IV RÈGLEMENTATION DES TITULAIRES DE PERMIS

- 48. Remise d'un avis de changement au registrateur
- 49. Avis au registrateur : sociétés
- 50. Avis d'émission ou de transfert d'actions
- 51. Contrat exigé : inspection immobilière
- 52. Rapport d'inspection immobilière
- 53. Restrictions : employés
- 54. Divulcation de l'intérêt
- 55. Faux renseignements
- 56. Interdiction

PARTIE V PLAINTES, MESURES DISCIPLINAIRES, INSPECTIONS, ENQUÊTES ET EXÉCUTION

PLAINTES ET MESURES DISCIPLINAIRES

- 57. Plaintes
- 58. Instances disciplinaires

INSPECTIONS ET ENQUÊTES

- 59. Inspecteurs
- 60. Inspections sans mandat
- 61. Nomination d'enquêteurs
- 62. Enquêtes avec mandat
- 63. Saisie de choses non précisées
- 64. Perquisitions en cas d'urgence

EXÉCUTION

- 65. Ordonnances d'observation
- 66. Infractions
- 67. Ordonnance : indemnité ou restitution
- 68. Défaut de paiement d'une amende
- 69. Privilèges et charges

PARTIE VI DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 70. Confidentialité
- 71. Signification
- 72. Droits
- 73. Déclaration admissible en preuve
- 74. Renseignements concernant les titulaires de permis
- 75. Règlements du ministre, codes
- 76. Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil
- 77. Maintien de l'organisme appelé Ontario Association of Home Inspectors

PARTIE VII MODIFICATIONS À LA PRÉSENTE LOI

- 78. Modifications à la présente loi

PARTIE VIII MODIFICATIONS COMPLÉMENTAIRES ET ABROGATIONS

- 79. Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis
- 80. Loi intitulée Ontario Association of Home Inspectors Act, 1994
- 81. Loi ontarienne de 2009 sur la mobilité de la main-d'oeuvre

PARTIE IX ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

- 82. Entrée en vigueur
- 83. Titre abrégé

PARTIE I INTERPRÉTATION ET CHAMP D'APPLICATION

Interprétation

1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«accord d'application» L'accord visé au paragraphe 4 (1). («administrative agreement»)

«action participante» Relativement à une société, s'entend d'une action d'une de ses catégories ou séries d'actions qui sont assorties d'un droit de vote en toutes circonstances ou dans certaines circonstances qui se sont produites et qui se poursuivent. («equity share»)

«agrée» Agrée en vertu d'un permis délivré sous le régime de la présente loi. Le terme «agrément» a un sens correspondant.
(French version only)

«client» Personne qui conclut un contrat afin de faire effectuer une inspection immobilière. («client»)

«dirigeant» S'entend notamment des personnes suivantes :

- a) dans le cas d'une société, le président et les vice-présidents de son conseil d'administration, son président, ses vice-présidents, son secrétaire, son secrétaire adjoint, son trésorier, son trésorier adjoint, son directeur général et son directeur général adjoint;
- b) dans le cas d'une société de personnes, ses associés, son directeur général et son directeur général adjoint;
- c) les autres particuliers désignés à titre de dirigeants par règlement administratif ou résolution d'une organisation et ceux qui exercent des fonctions normalement exercées par le titulaire d'un tel poste. («officer»)

«dispositions déléguées» Dispositions de la présente loi et des règlements dont l'application est déléguée à l'organisme d'application en vertu du paragraphe 3 (2). («delegated provisions»)

«employer» Employer ou nommer une autre personne pour agir pour son compte, y compris en qualité d'entrepreneur indépendant, l'autoriser à ce faire ou prendre d'autres dispositions pour qu'elle le fasse. («employ»)

«enquêteur» Enquêteur nommé en vertu du paragraphe 61 (1). («investigator»)

«fournisseur de services d'inspection immobilière» Personne qui offre de passer un contrat ou de prendre des dispositions en vue d'une inspection immobilière, ou qui se présente comme étant en mesure de le faire. («home inspection provider»)

«inspecteur» Inspecteur nommé en vertu du paragraphe 59 (2). («statutory inspector»)

«inspecteur immobilier» Particulier qui satisfait aux exigences prescrites pour être agréé à ce titre sous le régime de la présente loi. («home inspector»)

«inspection immobilière» Service consistant à donner, sur l'état d'un logement ou d'un bien résidentiel, une opinion fondée sur un examen visuel des caractéristiques et des composantes prescrites du logement ou du bien, à l'exception des activités exclues par les règlements. («home inspection»)

«ministre» Le ministre des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs ou l'autre membre du Conseil exécutif à qui la responsabilité de l'application de la présente loi est assignée en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

«organisme d'application» La personne morale que le lieutenant-gouverneur en conseil a désignée comme tel en vertu du paragraphe 3 (1). («administrative authority»)

«prescrit» Prescrit par les règlements. («prescribed»)

«règlements» Les règlements pris en vertu de la présente loi. («regulations»)

«titulaire de permis» Fournisseur de services d'inspection immobilière ou inspecteur immobilier qui est agréé sous le régime de la présente loi. («licensee»)

«Tribunal» Le Tribunal d'appel en matière de permis créé en application de la *Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis* ou l'autre tribunal prescrit. («Tribunal»)

Personnes associées

(2) Pour l'application de la présente loi, une personne est associée avec une autre dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- 1. L'une d'elles est une société dont l'autre est un dirigeant ou un administrateur.
- 2. L'une d'elles est une société de personnes dont l'autre est un associé.
- 3. Les deux sont des associés de la même société de personnes.
- 4. L'une d'elles est une société que l'autre contrôle directement ou indirectement.
- 5. Les deux sont des sociétés que la même personne contrôle directement ou indirectement.
- 6. Les deux sont parties à la même convention de vote fiduciaire afférente aux actions d'une société.
- 7. Les deux sont associées, au sens des dispositions 1 à 6, avec la même personne.

Non-application de la Loi

2 Sous réserve des règlements, la présente loi ne s'applique pas aux titulaires d'un permis ou d'un certificat d'exercice délivré en vertu de la *Loi sur les architectes* ni aux titulaires d'un permis, d'un permis restreint, d'un permis temporaire, d'un permis provisoire ou d'un certificat d'autorisation délivré en vertu de la *Loi sur les ingénieurs*.

PARTIE II APPLICATION

DÉLÉGATION

Désignation de l'organisme d'application

3 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, désigner une personne morale sans but lucratif et sans capital-actions constituée aux termes des lois de l'Ontario en tant qu'organisme d'application pour l'application de la présente loi.

Délégation de l'application

(2) Si le lieutenant-gouverneur en conseil désigne une personne morale en tant qu'organisme d'application, l'application de toutes les dispositions de la présente loi et des règlements, à l'exclusion de la présente partie, des articles 75, 76 et 77 et de la partie VII, lui est déléguée et elle applique les dispositions déléguées.

Accord d'application

4 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil ne doit désigner une personne morale en tant qu'organisme d'application en vertu du paragraphe 3 (1) que si le ministre et la personne morale ont conclu un accord appelé accord d'application.

Contenu

(2) L'accord d'application traite au moins des conditions liées aux questions suivantes en ce qui a trait à l'organisme d'application :

1. La gouvernance de l'organisme.
2. Toutes les questions que le ministre estime nécessaires pour l'application des dispositions déléguées par l'organisme.
3. Le maintien par l'organisme d'une assurance suffisante de la responsabilité découlant de l'exercice de ses pouvoirs et fonctions dans le cadre de la présente loi ou des règlements.
4. Les conditions financières de la délégation de l'application des dispositions déléguées, y compris les paiements à la Couronne, les droits à acquitter pour l'obtention d'un permis, les redevances et les remboursements pour les transferts d'éléments d'actif.

Conformité au principe directeur

(3) L'accord d'application exige que l'organisme d'application se conforme au principe de promotion de la protection de l'intérêt public.

Modification par le ministre

(4) Sous réserve de l'article 10, le ministre peut modifier unilatéralement l'accord d'application après avoir donné à l'organisme d'application le préavis qu'il estime raisonnable dans les circonstances.

Directives en matière de politiques

5 (1) Sous réserve de l'article 10, le ministre peut donner des directives en matière de politiques à l'organisme d'application relativement aux pouvoirs et fonctions que lui attribuent la présente loi ou les règlements, après lui avoir donné le préavis qu'il estime raisonnable dans les circonstances.

Inclusion dans l'accord d'application

(2) Les directives en matière de politiques sont réputées faire partie de l'accord d'application.

Conformité

(3) L'organisme d'application se conforme aux directives en matière de politiques et il met en oeuvre des mesures à cette fin.

Obligation de conformité de l'organisme d'application

6 Dans l'exercice de ses pouvoirs et fonctions dans le cadre de la présente loi ou des règlements, l'organisme d'application doit se conformer à l'accord d'application, à la présente loi, aux règlements et à toute autre règle de droit applicable.

Examen

7 (1) Le ministre peut :

- a) exiger que des examens des politiques, de la législation ou de la réglementation liés aux pouvoirs et fonctions que la présente loi, les règlements et l'accord d'application attribuent à l'organisme d'application soient effectués :
 - (i) soit par l'organisme ou pour son compte,
 - (ii) soit par une personne ou une entité précisée par le ministre;
- b) exiger que des examens de l'organisme d'application, de ses activités ou des deux, sur le plan notamment du rendement, de la gouvernance, de la responsabilisation et des finances, soient effectués :

- (i) soit par l'organisme ou pour son compte,
- (ii) soit par une personne ou une entité précisée par le ministre.

Accès aux dossiers

(2) Si un examen est effectué par une personne ou une entité précisée par le ministre, l'organisme d'application donne à celle-ci ainsi qu'à ses employés accès à tous les dossiers et autres renseignements nécessaires à l'examen.

Incompatibilité

8 En cas d'incompatibilité, la présente loi et les règlements l'emportent sur :

- a) l'accord d'application;
- b) la *Loi sur les personnes morales* ou la *Loi sur les renseignements exigés des personnes morales*, ainsi que leurs règlements;
- c) les documents constitutifs, les règlements administratifs et les résolutions de l'organisme d'application.

Révocation d'une désignation

9 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, révoquer la désignation de l'organisme d'application s'il estime qu'il est dans l'intérêt public de le faire.

Révocation pour non-conformité

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, révoquer la désignation de l'organisme d'application si les conditions suivantes sont remplies :

- a) l'organisme ne s'est pas conformé à la présente loi, aux règlements, à une autre règle de droit applicable ou à l'accord d'application;
- b) le ministre a donné à l'organisme l'occasion de remédier à la situation dans un délai déterminé qu'il estime raisonnable dans les circonstances;
- c) l'organisme n'a pas remédié à la situation à la satisfaction du ministre dans le délai imparti à l'alinéa b) et le ministre en a avisé le lieutenant-gouverneur en conseil.

Idem : effet sur le par. (1)

(3) Le paragraphe (2) n'a pas pour effet de restreindre la capacité du lieutenant-gouverneur en conseil d'agir en vertu du paragraphe (1).

Révocation sur demande

(4) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, révoquer la désignation de l'organisme d'application à sa demande, aux conditions qu'il estime souhaitables dans l'intérêt public.

Disposition transitoire

(5) Si le lieutenant-gouverneur en conseil révoque la désignation de l'organisme d'application en vertu du présent article, il peut, par règlement, prévoir les questions transitoires nécessaires à la mise en application efficace de la révocation.

Condition préalable à l'exercice de certains pouvoirs

10 Le ministre ne peut exercer un pouvoir prévu au paragraphe 4 (4), 5 (1), 25 (1) ou 28 (1) que s'il le juge souhaitable dans l'intérêt public parce qu'au moins une des conditions suivantes est remplie :

- 1. L'exercice du pouvoir est nécessaire pour empêcher qu'un préjudice grave soit causé aux intérêts du public et des clients.
- 2. Un cas de force majeure est survenu.
- 3. L'organisme d'application risque l'insolvabilité.
- 4. Le conseil d'administration de l'organisme d'application ne compte pas suffisamment de membres pour former le quorum.

ORGANISME D'APPLICATION

Critères et directives : membres du conseil d'administration

11 (1) Le ministre peut, par arrêté :

- a) établir des critères de compétence pour les membres du conseil d'administration de l'organisme d'application;
- b) établir des règles concernant la mise en candidature des membres, le processus à suivre pour leur nomination ou leur élection, la durée de leur mandat et son renouvellement.

Critères de compétence

(2) Une personne n'a les qualités requises pour être nommée ou élue au conseil d'administration que si elle répond aux critères de compétence établis en vertu de l'alinéa (1) a), le cas échéant.

Incompatibilité

(3) En cas d'incompatibilité, l'arrêté visé au paragraphe (1) l'emporte sur tout règlement administratif ou toute résolution de l'organisme d'application.

Nominations au conseil d'administration

12 (1) Le ministre peut nommer un ou plusieurs membres au conseil d'administration de l'organisme d'application pour le mandat précisé dans l'acte de nomination.

Majorité

(2) Les membres nommés par le ministre ne doivent pas constituer la majorité du conseil d'administration.

Composition

(3) Les membres nommés par le ministre peuvent comprendre :

- a) des représentants du public, de groupes de consommateurs, du monde des affaires ou d'organismes gouvernementaux;
- b) des représentants d'autres intérêts qu'il précise.

Modification du nombre d'administrateurs

13 Le ministre peut, par arrêté, augmenter ou réduire le nombre des membres du conseil d'administration de l'organisme d'application.

Nomination du président

14 Le ministre peut nommer un président parmi les membres du conseil d'administration de l'organisme d'application.

Renseignements sur l'organisme à la disposition du public

15 (1) L'organisme d'application met les renseignements suivants à la disposition du public, par des moyens électroniques ou autres et dans le délai prescrit :

- 1. Les renseignements prescrits concernant la rémunération des membres de son conseil d'administration, de ses dirigeants et de ses employés et ceux concernant les autres paiements qu'il leur fait ou est tenu de leur faire.
- 2. Ses règlements administratifs.
- 3. Les autres renseignements prescrits.

Renseignements concernant la rémunération

(2) L'organisme d'application peut être tenu par un règlement pris en vertu de la disposition 1 du paragraphe (1) de mettre à la disposition du public, en application de ce paragraphe, des renseignements concernant la rémunération d'un membre du conseil d'administration ou d'un dirigeant qui est en fonction le jour de l'entrée en vigueur du présent article ou d'un particulier qui est un employé ce jour-là, lorsque les renseignements portent sur une période ayant commencé avant ce jour.

Effet de la conformité

(3) Si l'organisme d'application met à la disposition du public des renseignements concernant la rémunération conformément au paragraphe (1), ou pour des motifs qui permettent raisonnablement de croire que des mesures sont exigées par ce paragraphe, l'organisme ne doit pas être considéré par un tribunal ou une personne :

- a) soit comme contrevenant à une loi adoptée ou à un règlement pris avant ou après l'entrée en vigueur du présent article;
- b) soit comme contrevenant ou étant contraire à une entente visant à limiter ou à interdire ces mesures, que l'entente soit conclue avant ou après l'entrée en vigueur du présent article.

Procédés et méthodes

(4) L'organisme d'application suit les procédés et les méthodes prescrits pour donner au public accès à ses dossiers et pour gérer les renseignements personnels contenus dans ces dossiers.

Employés

16 (1) Sous réserve de l'accord d'application, l'organisme d'application peut employer toute personne compétente, ou retenir ses services, pour exercer les pouvoirs et fonctions que lui attribuent la présente loi ou les règlements.

Non des employés de la Couronne

(2) Les personnes suivantes ne sont pas des employés de la Couronne et ne doivent pas se faire passer pour tels :

- 1. Les personnes qui sont employées ou dont les services sont retenus en vertu du paragraphe (1).

2. Les membres, les dirigeants et les mandataires de l'organisme d'application.
3. Les membres du conseil d'administration de l'organisme d'application, y compris ceux qui sont nommés par le ministre.

Non un organisme de la Couronne

17 (1) Malgré la *Loi sur les organismes de la Couronne*, l'organisme d'application n'est à aucune fin un mandataire de la Couronne et ne doit pas se faire passer pour tel.

Idem

(2) Les personnes suivantes ne sont pas des mandataires de la Couronne et ne doivent pas se faire passer pour tels :

1. Les personnes qui sont employées par l'organisme d'application ou dont celui-ci retient les services.
2. Les membres, les dirigeants et les mandataires de l'organisme d'application.
3. Les membres du conseil d'administration de l'organisme d'application, y compris ceux qui sont nommés par le ministre.

Immunité : employés de la Couronne

18 (1) Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites contre un employé de la Couronne pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel d'une fonction que lui confèrent la présente loi ou les règlements ou pour une négligence ou un manquement qu'il aurait commis dans l'exercice de bonne foi de la fonction.

Délit civil commis par un employé de la Couronne

(2) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la *Loi sur les instances introduites contre la Couronne*, le paragraphe (1) ne dégage pas la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer à l'égard d'un délit civil commis par un employé de la Couronne.

Immunité de la Couronne

19 (1) Aucune cause d'action contre la Couronne ou un de ses ministres, employés ou mandataires ne résulte d'un acte accompli ou d'une omission faite par une personne qui n'est pas un ministre, un employé ou un mandataire de la Couronne, si l'acte ou l'omission est lié, directement ou indirectement, aux activités ou aux affaires internes de l'organisme d'application ou à l'application de la présente loi.

Aucune instance

(2) Sont irrecevables les instances pour dommages-intérêts, notamment les instances dans lesquelles il est demandé un recours contractuel ou un recours en responsabilité délictuelle, en restitution ou en fiducie qui sont introduites contre la Couronne ou un de ses ministres, employés ou mandataires par une personne qui a subi un dommage, un préjudice ou une autre perte résultant de toute cause d'action visée au paragraphe (1) ou s'y rapportant.

Indemnisation de la Couronne

20 L'organisme d'application indemnise la Couronne, conformément à l'accord d'application, à l'égard des dommages-intérêts et des coûts qu'elle engage par suite d'un acte accompli ou d'une omission faite, par l'organisme ou ses membres, dirigeants, administrateurs, employés ou mandataires, dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs pouvoirs et fonctions dans le cadre de la présente loi, des règlements ou de l'accord d'application.

Immunité : membres du conseil d'administration et autres personnes

21 (1) Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites contre une personne visée au paragraphe (2) pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de ses pouvoirs et fonctions dans le cadre de la présente loi ou des règlements, ou pour une négligence ou un manquement qu'elle aurait commis dans l'exercice de bonne foi du pouvoir ou de la fonction.

Idem

(2) Le paragraphe (1) s'applique aux personnes suivantes :

- a) les membres du conseil d'administration de l'organisme d'application;
- b) les personnes qui exercent des fonctions dans le cadre de la présente loi ou des règlements en qualité d'employés, de mandataires ou de dirigeants de l'organisme d'application ou de personnes dont il retient les services;
- c) les membres des comités de l'organisme d'application qui exercent des fonctions dans le cadre de la présente loi ou des règlements;
- d) les particuliers qui exercent des fonctions dans le cadre de la présente loi ou des règlements.

Responsabilité de l'organisme d'application

(3) Le paragraphe (1) n'a pas pour effet de dégager l'organisme d'application de la responsabilité qu'il serait autrement tenu d'assumer.

Non des deniers publics

22 (1) Les sommes que l'organisme d'application perçoit dans l'exercice de ses pouvoirs et fonctions dans le cadre de la présente loi ou des règlements ne sont pas des deniers publics au sens de la *Loi sur l'administration financière*.

Idem

(2) L'organisme d'application peut utiliser les sommes visées au paragraphe (1) pour exercer des activités conformément à ses objets, sous réserve du paragraphe 28 (2) et de toute restriction imposée par la présente partie.

Vérification

23 (1) Le vérificateur général nommé en application de la *Loi sur le vérificateur général* peut effectuer une vérification de l'organisme d'application, à l'exclusion d'une vérification exigée par la *Loi sur les personnes morales*.

Accès aux dossiers et renseignements

(2) Lorsque le vérificateur général effectue une vérification en vertu du paragraphe (1), l'organisme d'application lui donne, ainsi qu'à ses employés, accès à tous les dossiers et autres renseignements nécessaires à cette fin.

Rapports

24 (1) Le conseil d'administration de l'organisme d'application présente au ministre un rapport sur ses activités et sa situation financière dans la mesure où elles sont liées à la présente loi et à l'accord d'application.

Forme et teneur du rapport

(2) Le rapport est rédigé sous une forme que le ministre estime acceptable et contient les renseignements qu'il exige.

Fréquence des rapports

(3) Le conseil d'administration de l'organisme d'application prépare le rapport chaque année et aux autres moments précisés par le ministre.

Divulgaration par le conseil d'administration

(4) Le conseil d'administration de l'organisme d'application publie le rapport sur le site Web de l'organisme et par tout autre moyen, dans le délai et de la manière qu'exige le ministre.

Administrateur général

25 (1) Sous réserve de l'article 10, le ministre peut, par arrêté, nommer un particulier au poste d'administrateur général de l'organisme d'application pour qu'il assume la direction de l'organisme et la responsabilité de ses activités.

Préavis de nomination

(2) Le ministre donne au conseil d'administration de l'organisme d'application le préavis qu'il estime raisonnable dans les circonstances avant de nommer l'administrateur général.

Nomination immédiate

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas si le conseil d'administration ne compte pas suffisamment de membres pour former le quorum.

Mandat

(4) L'administrateur général reste en fonction jusqu'à ce que le ministre mette fin à son mandat par arrêté.

Pouvoirs et fonctions de l'administrateur général

(5) Sauf disposition contraire de l'arrêté le nommant, l'administrateur général a le droit exclusif d'exercer tous les pouvoirs et toutes les fonctions des administrateurs, des dirigeants et des membres de l'organisme d'application.

Idem : restrictions

(6) Le ministre peut préciser, dans l'arrêté nommant l'administrateur général, les pouvoirs et fonctions qu'il lui attribue ainsi que les conditions dont il les assortit.

Droit d'accès

(7) L'administrateur général a les mêmes droits que le conseil d'administration en ce qui a trait aux documents, aux dossiers et aux renseignements de l'organisme d'application.

Rapports au ministre

(8) L'administrateur général présente au ministre les rapports que celui-ci exige.

Directives du ministre

(9) Le ministre peut donner à l'administrateur général des directives, que celui-ci doit observer, en ce qui a trait à toute question relevant de l'administrateur général.

Immunité

(10) Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites contre l'administrateur général pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel d'une fonction ou d'un pouvoir que lui attribuent la présente loi, les règlements, les dispositions déléguées, un arrêté du ministre ou la nomination visée au paragraphe (1), ou pour une négligence ou un manquement qu'il aurait commis dans l'exercice de bonne foi de la fonction ou du pouvoir.

Responsabilité de la Couronne

(11) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la *Loi sur les instances introduites contre la Couronne*, le paragraphe (10) ne dégage pas la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer.

Responsabilité de l'organisme d'application

(12) Le paragraphe (10) ne dégage pas l'organisme d'application de la responsabilité qu'il serait autrement tenu d'assumer.

Statut du conseil d'administration durant le mandat de l'administrateur général

26 (1) À la nomination d'un administrateur général en vertu de l'article 25, les membres du conseil d'administration de l'organisme d'application cessent d'occuper leur charge, sauf disposition contraire de l'arrêté.

Idem

(2) Pendant le mandat de l'administrateur général, les pouvoirs de tout membre du conseil d'administration qui continue d'occuper sa charge sont suspendus, sauf disposition contraire de l'arrêté.

Immunité

(3) Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites contre un membre ou un ancien membre du conseil d'administration pour tout acte accompli par l'administrateur général ou par l'organisme d'application après la destitution du membre prévue au paragraphe (1) ou pendant que ses pouvoirs sont suspendus en application du paragraphe (2).

Responsabilité de la Couronne

(4) Malgré les paragraphes 5 (2) et (4) de la *Loi sur les instances introduites contre la Couronne*, le paragraphe (3) ne dégage pas la Couronne de la responsabilité qu'elle serait autrement tenue d'assumer.

Responsabilité de l'organisme d'application

(5) Le paragraphe (3) ne dégage pas l'organisme d'application de la responsabilité qu'il serait autrement tenu d'assumer.

POUVOIRS ET FONCTIONS DE L'ORGANISME D'APPLICATION

Pouvoirs supplémentaires

27 (1) L'organisme d'application peut exercer d'autres activités conformément à ses objets, sous réserve du paragraphe (2).

Activité commerciale

(2) L'organisme d'application ne doit pas exercer d'activité commerciale par l'intermédiaire d'une personne ou d'une entité liée à l'organisme.

Modification des objets

28 (1) Sous réserve de l'article 10, le ministre peut exiger que l'organisme d'application apporte une modification déterminée à ses objets.

Approbation du ministre requise

(2) L'organisme d'application ne doit apporter aucune modification que ce soit à ses objets à moins d'avoir obtenu préalablement l'autorisation écrite du ministre.

Droit d'utilisation du français

29 (1) Chacun a droit à l'utilisation du français pour communiquer avec l'organisme d'application et pour en recevoir les services disponibles.

Définition

(2) La définition qui suit s'applique au paragraphe (1).

«service» Service ou procédure que l'organisme d'application fournit au public dans l'exercice de ses pouvoirs et fonctions dans le cadre de la présente loi ou des règlements, y compris :

- a) répondre aux demandes de renseignements du public;
- b) effectuer toutes les autres communications utiles pour fournir le service ou la procédure.

Obligation du conseil

(3) Le conseil d'administration de l'organisme d'application prend toutes les mesures raisonnables et élabore tous les plans raisonnables pour faire en sorte que chacun puisse exercer le droit d'utilisation du français garanti par le présent article.

Droit restreint

(4) Le droit d'utilisation du français garanti par le présent article est assujéti aux limites qui sont raisonnables dans les circonstances.

Conseils consultatifs et consultations

30 Le ministre peut exiger que l'organisme d'application :

- a) forme un ou plusieurs conseils consultatifs;
- b) inclue, en tant que membres d'un conseil consultatif, des représentants du public, de groupes de consommateurs, du monde des affaires ou d'organismes gouvernementaux et les autres personnes que précise le ministre;
- c) entreprenne des consultations au cours desquelles il demande l'avis du public, de personnes possédant de l'expérience ou des connaissances relativement à la présente loi ou des deux.

Obligation d'informer le ministre

31 L'organisme d'application informe et conseille promptement le ministre en ce qui concerne :

- a) tout fait important qui pourrait avoir une incidence sur la capacité de l'organisme à exercer les fonctions que lui attribuent la présente loi ou les règlements;
- b) toute question urgente ou cruciale qui exigera vraisemblablement l'intervention du ministre pour assurer la bonne application des dispositions déléguées.

Rôle consultatif de l'organisme d'application

32 (1) L'organisme d'application conseille le ministre ou lui présente des rapports sur les questions relatives à la présente loi ou à l'application des dispositions déléguées que celui-ci lui demande d'examiner.

Idem

(2) L'organisme d'application peut suggérer au ministre les modifications qui, à son avis, devraient être apportées à la législation de l'Ontario pour, selon le cas :

- a) mieux réaliser l'objet de la présente loi;
- b) aider l'organisme dans l'exercice de ses pouvoirs et fonctions dans le cadre de la présente loi ou des règlements.

Formulaires et droits

33 (1) L'organisme d'application peut :

- a) créer des formulaires relatifs à l'application des dispositions déléguées;
- b) fixer et percevoir, conformément aux procédures et aux critères qu'il établit et qu'approuve le ministre, des droits, coûts ou autres frais relativement à l'application des dispositions déléguées;
- c) établir des règles régissant le paiement des droits, coûts et frais visés à l'alinéa b).

Fixation des droits

(2) Lorsqu'il fixe les droits, coûts et frais visés à l'alinéa (1) b), l'organisme d'application peut préciser leur montant ou leur mode de calcul.

Idem

(3) Le montant peut être calculé en se fondant sur chaque inspection immobilière qu'effectue un inspecteur immobilier agréé ou en vue de laquelle un fournisseur de services d'inspection immobilière agréé passe un contrat ou prend des dispositions.

Publication du barème de droits

(4) L'organisme d'application :

- a) doit publier les droits, coûts et frais, les procédures et les critères ainsi que les règles sur son site Web et de toute autre manière indiquée dans l'accord d'application;
- b) peut publier ces renseignements sur tout autre support qu'il estime indiqué.

DISPOSITIONS DIVERSES

Directeur

34 (1) Sous réserve du paragraphe (2), la personne ou l'organe suivant doit nommer un directeur pour l'application de la présente loi et peut nommer un maximum de deux directeurs adjoints :

1. Le conseil d'administration de l'organisme d'application.
2. Le ministre, en l'absence d'organisme d'application.

Interdiction du cumul

(2) La personne nommée registrateur ou registrateur adjoint en application du paragraphe 35 (1) ne doit pas être nommée directeur ou directeur adjoint en application du paragraphe (1).

Fonctions du directeur adjoint

(3) Le ou les directeurs adjoints exercent les fonctions que leur attribue le directeur et le remplacent en son absence.

Cas où il y a plus d'un directeur adjoint

(4) S'il y a plus d'un directeur adjoint, un seul peut remplacer le directeur en application du paragraphe (3) à un moment donné.

Registrator

35 (1) Sous réserve du paragraphe (2), la personne ou l'organe suivant doit nommer un registrateur pour l'application de la présente loi et peut nommer un maximum de deux registrateurs adjoints :

1. Le conseil d'administration de l'organisme d'application.
2. Le ministre, en l'absence d'organisme d'application.

Interdiction du cumul

(2) La personne nommée directeur ou directeur adjoint en application du paragraphe 34 (1) ne doit pas être nommée registrateur ou registrateur adjoint en application du paragraphe (1).

Pouvoirs et fonctions du registrateur

(3) Le registrateur exerce les pouvoirs et fonctions que lui attribue la présente loi.

Idem : registrateur adjoint

(4) Le ou les registrateurs adjoints exercent les fonctions que leur attribue le registrateur et le remplacent en son absence.

Cas où il y a plus d'un registrateur adjoint

(5) S'il y a plus d'un registrateur adjoint, un seul peut remplacer le registrateur en application du paragraphe (4) à un moment donné.

Infractions : organisme d'application

36 (1) S'il contrevient sciemment à la présente loi ou aux règlements, l'organisme d'application est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende maximale de 100 000 \$ pour chaque jour ou fraction de jour où l'infraction se commet ou se poursuit.

Particuliers

(2) Est coupable d'une infraction l'administrateur, le dirigeant, l'employé ou le mandataire de l'organisme d'application qui contrevient sciemment à la présente loi ou aux règlements.

Administrateurs et dirigeants

(3) Est coupable d'une infraction l'administrateur ou le dirigeant de l'organisme d'application qui, selon le cas :

- a) cause, autorise ou permet sciemment la commission, par l'organisme, d'une infraction prévue au paragraphe (1), ou y participe sciemment;
- b) n'exerce pas la diligence raisonnable pour empêcher l'organisme de commettre une infraction prévue au paragraphe (1).

Peine

(4) Quiconque est déclaré coupable d'une infraction prévue au paragraphe (2) ou (3) est passible d'une amende maximale de 25 000 \$ pour chaque jour ou fraction de jour où l'infraction se commet ou se poursuit.

PARTIE III AGRÉMENT

Interdiction : inspections immobilières

37 (1) Nul ne doit effectuer d'inspections immobilières à moins d'être agréé comme inspecteur immobilier.

Idem : agir à titre de fournisseur de services d'inspection immobilière

(2) Nul ne doit agir à titre de fournisseur de services d'inspection immobilière à moins :

- a) soit d'être agréé comme fournisseur de services d'inspection immobilière;
- b) soit d'être une entreprise à propriétaire unique agréée comme inspecteur immobilier et de ne pas employer d'autres inspecteurs immobiliers agréés ou en retenir les services.

Personnes non agréées

(3) Nul ne doit, sans être agréé comme inspecteur immobilier ou fournisseur de services d'inspection immobilière :

- a) directement ou indirectement, se faire passer respectivement pour un inspecteur immobilier ou un fournisseur de services d'inspection immobilière;
- b) exercer les fonctions, respectivement, d'un inspecteur immobilier ou d'un fournisseur de services d'inspection immobilière.

Permis exigé pour intenter une action

(4) Sauf disposition prescrite à l'effet contraire, est irrecevable l'action, la requête, l'arbitrage ou l'autre instance judiciaire en recouvrement d'une rémunération pour l'exercice des fonctions d'inspecteur immobilier ou de fournisseur de services d'inspection immobilière, sauf si, au moment de l'exercice de ces fonctions, la personne qui introduit l'instance était agréée, ou était dispensée de l'être, sous le régime de la présente loi. Il peut être sursis à l'instance sur présentation d'une motion à cet effet.

Exception

(5) Le paragraphe (4) n'a pas pour effet de porter atteinte :

- a) au droit d'un employé, au sens de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi* ou d'une loi qui la remplace, d'introduire une action, une requête, un arbitrage ou une autre instance judiciaire visant le recouvrement d'un salaire ou l'exécution d'autres droits prévus par un contrat de travail, la common law ou d'autres textes législatifs;
- b) au droit d'introduire une action, une requête, un arbitrage ou une autre instance judiciaire visant le recouvrement d'un salaire ou l'exécution d'autres droits prévus par une convention collective.

Changement au sein d'une société de personnes

(6) Tout changement dans la composition d'une société de personnes agréée est réputé en créer une nouvelle pour les besoins du permis.

Dispenses

38 Malgré l'article 37, le permis n'est pas exigé à l'égard de l'exercice des fonctions d'inspecteur immobilier ou de fournisseur de services d'inspection immobilière par les personnes ou dans les circonstances qui sont prescrites.

Avis d'agrément exigé

39 Sous réserve de l'article 45, nul inspecteur immobilier ou fournisseur de services d'inspection immobilière ne doit exercer, respectivement, des fonctions d'inspecteur immobilier ou de fournisseur de services d'inspection immobilière avant d'avoir reçu un avis écrit de son agrément du registrateur.

Demande de permis

40 (1) Le demandeur qui satisfait aux exigences prescrites a le droit de se voir délivrer un permis ou un renouvellement de permis par le registrateur sauf dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) le demandeur n'est pas une personne morale et l'une des conditions suivantes est remplie :
 - (i) compte tenu de sa situation financière ou de celle d'une personne intéressée à son égard, il n'y a pas raisonnablement lieu de s'attendre à ce qu'il pratique une saine gestion financière dans l'exercice des activités d'un titulaire de permis,
 - (ii) sa conduite antérieure ou actuelle ou celle d'une personne intéressée à son égard offre des motifs raisonnables de croire qu'il n'exercera pas les activités d'un titulaire de permis conformément à la loi ni avec intégrité et honnêteté,
 - (iii) lui-même ou un de ses employés ou mandataires fait ou fournit une fausse déclaration dans une demande de permis ou de renouvellement de permis;

b) le demandeur est une personne morale et l'une des conditions suivantes est remplie :

- (i) compte tenu de sa situation financière ou de celle d'une personne intéressée à son égard, il n'y a pas raisonnablement lieu de s'attendre à ce qu'il pratique une saine gestion financière dans l'exercice des activités d'un titulaire de permis,
 - (ii) compte tenu de la situation financière de ses dirigeants ou administrateurs ou d'une personne intéressée à leur égard, il n'y a pas raisonnablement lieu de s'attendre à ce qu'il pratique une saine gestion financière dans l'exercice des activités d'un titulaire de permis,
 - (iii) la conduite antérieure ou actuelle de ses dirigeants ou administrateurs ou celle d'une personne intéressée à leur égard ou à l'égard de la personne morale offre des motifs raisonnables de croire qu'il n'exercera pas les activités d'un titulaire de permis conformément à la loi ni avec intégrité et honnêteté,
 - (iv) un de ses dirigeants ou administrateurs fait ou fournit une fausse déclaration dans une demande de permis ou de renouvellement de permis;
- c) lui-même ou une personne intéressée à son égard exerce des activités qui contreviennent, ou qui contreviendront s'il est agréé, à la présente loi ou aux règlements, à l'exclusion du code de déontologie établi en vertu de l'article 75;
- d) il enfreint une condition du permis;
- e) il ne se conforme pas à une demande que lui adresse le registrateur en vertu du paragraphe (3).

Personne intéressée

(2) Pour l'application du présent article, une personne est réputée intéressée à l'égard d'une autre si elle est associée avec elle ou que, de l'avis du registrateur :

- a) soit elle a ou peut avoir un intérêt bénéficiaire dans les activités de l'autre personne;
- b) soit elle contrôle ou peut contrôler l'autre personne, directement ou indirectement;
- c) soit elle a ou peut avoir fourni un financement aux activités de l'autre personne, directement ou indirectement.

Demande de renseignements

(3) Le registrateur peut demander au demandeur de permis ou de renouvellement de permis de lui fournir ce qui suit, sous la forme et dans le délai qu'il précise :

- a) les renseignements qu'il précise et qui se rapportent à la décision qu'il prendra d'accorder ou non le permis ou le renouvellement;
- b) l'attestation, notamment par affidavit, de tout renseignement visé à l'alinéa a) que le demandeur lui fournit ou lui a fourni.

Conditions du permis

41 (1) Le permis est assujéti aux conditions qu'accepte le demandeur ou le titulaire de permis, dont le registrateur l'a assorti en vertu de l'article 43, que le Tribunal impose par ordonnance ou qui sont prescrites.

Non-transférabilité

(2) Les permis ne sont pas transférables.

Refus sans audience

42 (1) Si le demandeur de permis ou de renouvellement de permis ne satisfait pas aux exigences prescrites, le registrateur refuse de lui accorder un permis ou de renouveler son permis.

Aucune audience

(2) L'article 44 ne s'applique pas au refus d'accorder ou de renouveler un permis visé au paragraphe (1).

Avis de refus

(3) Le registrateur remet au demandeur un avis écrit motivé du refus prévu au paragraphe (1). Le paragraphe 71 (3) ne s'applique pas à cet avis.

Refus avec audience

43 (1) Sous réserve de l'article 44, le registrateur peut refuser d'accorder un permis au demandeur ou peut suspendre, révoquer ou refuser de renouveler un permis s'il est d'avis que le demandeur ou le titulaire de permis n'a pas le droit de se voir délivrer un permis en application de l'article 40.

Conditions

(2) Sous réserve de l'article 44, le registrateur peut :

- a) approuver le permis ou le renouvellement d'un permis aux conditions qu'il estime appropriées;
- b) assortir à tout moment un permis des conditions qu'il estime appropriées.

Avis : refus, suspension, etc.

44 (1) Le registrateur avise par écrit le demandeur ou le titulaire de permis de son intention :

- a) soit de refuser, en vertu du paragraphe 43 (1), d'accorder ou de renouveler le permis;
- b) soit de suspendre ou de révoquer le permis;
- c) soit d'assortir le permis ou le renouvellement de conditions que l'un ou l'autre n'a pas acceptées.

Contenu de l'avis

(2) L'avis d'intention énonce les motifs de la mesure envisagée et indique que le demandeur ou le titulaire de permis a droit à une audience devant le Tribunal, à la condition de poster ou de remettre une demande écrite d'audience au registrateur et au Tribunal dans les 15 jours qui suivent la signification de l'avis.

Signification de l'avis

(3) L'avis d'intention est signifié au demandeur ou au titulaire de permis conformément à l'article 71.

Signification de la demande d'audience

(4) La demande d'audience visée au paragraphe (2) est suffisamment signifiée si elle est remise à personne ou envoyée par courrier recommandé au registrateur et au Tribunal.

Idem

(5) La signification faite par courrier recommandé est réputée faite le troisième jour qui suit la date de la mise à la poste.

Autres modes

(6) Malgré le paragraphe (4), le Tribunal peut ordonner le recours à un autre mode de signification.

Cas où il n'est pas demandé d'audience

(7) Le registrateur peut donner suite à son intention si le demandeur ou le titulaire de permis ne demande pas d'audience conformément au paragraphe (2).

Audience

(8) Si le demandeur ou le titulaire de permis demande une audience conformément au paragraphe (2), le Tribunal doit en tenir une. Il peut, par ordonnance, enjoindre au registrateur de donner suite à son intention ou substituer son opinion à la sienne et peut assortir son ordonnance ou le permis de conditions.

Parties

(9) Le registrateur, le demandeur ou le titulaire de permis et toute autre personne que précise le Tribunal sont parties à l'instance visée au présent article.

Effet immédiat

(10) Même si le titulaire de permis interjette appel d'une ordonnance du Tribunal en vertu de l'article 11 de la *Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis*, l'ordonnance entre en vigueur immédiatement, sauf disposition contraire de l'ordonnance. Toutefois, la Cour divisionnaire peut surseoir à son exécution jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'appel.

Annulation volontaire

(11) Le registrateur peut annuler un permis à la demande écrite de son titulaire. Dans ce cas, le présent article ne s'applique pas à l'annulation.

Maintien jusqu'au renouvellement

45 Si, dans le délai prescrit ou, à défaut, avant l'expiration de son permis, le titulaire de permis en demande le renouvellement et acquitte les droits exigés, son permis est réputé rester en vigueur, selon le cas :

- a) jusqu'à ce que le renouvellement soit accordé;
- b) jusqu'à ce que le registrateur l'avise par écrit qu'il refuse, en vertu de l'article 42, d'accorder le renouvellement;
- c) jusqu'à l'expiration du délai imparti pour demander une audience en vertu de l'article 44, s'il reçoit un avis d'intention en vertu de cet article et qu'il ne demande pas une audience;
- d) jusqu'à ce que le Tribunal rende son ordonnance, s'il reçoit un avis d'intention en vertu de l'article 44 et qu'il demande une audience.

Suspension immédiate

46 (1) Lorsqu'il a l'intention de suspendre ou de révoquer un permis en vertu de l'article 43, le registrateur peut ordonner sa suspension temporaire s'il estime qu'il est dans l'intérêt public de le faire.

Effet immédiat

(2) L'ordonnance prévue au paragraphe (1) entre en vigueur immédiatement.

Expiration de l'ordonnance

(3) Si le titulaire de permis demande une audience en vertu de l'article 44, l'ordonnance expire 15 jours après la réception de la demande écrite d'audience par le Tribunal, mais celui-ci peut proroger la date d'expiration jusqu'à la conclusion de l'audience, si elle a débuté pendant le délai de 15 jours.

Idem

(4) Malgré le paragraphe (3), s'il est convaincu que la conduite du titulaire de permis a retardé le début de l'audience, le Tribunal peut proroger la date d'expiration de l'ordonnance :

- a) jusqu'au début de l'audience;
- b) une fois l'audience commencée, jusqu'à sa conclusion.

Demande ultérieure

47 Lorsque la décision du registrateur de refuser d'accorder un permis ou le renouvellement d'un permis à une personne ou de révoquer son permis est devenue définitive, celle-ci ne peut présenter une nouvelle demande de permis que si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le délai prescrit pour présenter une nouvelle demande s'est écoulé depuis le refus ou la révocation;
- b) la personne convainc le registrateur qu'il existe de nouvelles preuves ou des preuves supplémentaires ou que des circonstances importantes ont changé.

PARTIE IV RÈGLEMENTATION DES TITULAIRES DE PERMIS

Remise d'un avis de changement au registrateur

48 (1) Le fournisseur de services d'inspection immobilière agréé avise par écrit le registrateur de ce qui suit, dans les cinq jours :

- a) tout changement de son adresse aux fins de signification;
- b) la date de l'entrée en fonction de chacun des inspecteurs immobiliers qu'il emploie, celle de la cessation de ses fonctions et, dans ce dernier cas, le motif de la cessation.

Idem : inspecteur immobilier

(2) L'inspecteur immobilier agréé avise par écrit le registrateur de ce qui suit, dans les cinq jours :

- a) tout changement de son adresse aux fins de signification;
- b) s'il y a lieu, son entrée en fonction auprès d'un fournisseur de services d'inspection immobilière ou la cessation de ses fonctions ainsi que la date pertinente;
- c) s'il y a lieu et si cet inspecteur effectue une inspection immobilière pour le compte d'un fournisseur de services d'inspection immobilière, mais non à titre d'employé du fournisseur, le début de ses activités d'inspection ou la cessation de ces activités ainsi que la date pertinente.

Changement de dirigeants ou d'administrateurs

(3) Le fournisseur de services d'inspection immobilière agréé qui est une société ou une société de personnes ne peut changer ses dirigeants ou ses administrateurs qu'avec le consentement préalable du registrateur et, après avoir reçu ce consentement, il doit aviser celui-ci par écrit du changement dans les cinq jours.

Date de remise de l'avis

(4) Le registrateur est réputé avoir reçu l'avis prévu au présent article à la date de réception effective de l'avis ou, si celui-ci est envoyé par la poste, à sa date de mise à la poste.

Avis au registrateur : sociétés

49 (1) Lorsqu'il obtient son permis et à chaque renouvellement de celui-ci, le fournisseur de services d'inspection immobilière qui est une société divulgue au registrateur l'identité des personnes suivantes :

- a) chacune des personnes qui détiennent à titre bénéficiaire au moins 10 % de ses actions participantes émises et en circulation au moment de l'obtention ou du renouvellement du permis, selon le cas, ou qui exercent un contrôle sur une telle tranche;
- b) les personnes qui sont associées les unes avec les autres et qui, ensemble, détiennent à titre bénéficiaire au moins 10 % de ses actions participantes émises et en circulation au moment de l'obtention ou du renouvellement du permis, selon le cas, ou exercent un contrôle sur une telle tranche.

Calcul des actions

(2) Pour l'application du présent article, il est tenu compte, dans le calcul du nombre total des actions participantes de la société qui sont détenues à titre bénéficiaire ou sur lesquelles est exercé un contrôle, de toutes les actions concernées. Toutefois, les actions auxquelles est rattaché le droit à plus d'une voix sont comptées comme si leur nombre était égal au nombre total de voix qui leur est rattaché.

Avis d'émission ou de transfert d'actions

50 (1) En plus de faire la divulgation exigée par l'article 49, le fournisseur de services d'inspection immobilière qui est une société avise le registrateur par écrit dans les 30 jours qui suivent l'émission ou le transfert d'actions participantes de la société, si cette émission ou ce transfert a pour résultat :

- a) soit qu'une personne ou des personnes associées les unes avec les autres acquièrent, d'un seul coup ou progressivement, la propriété bénéficiaire ou le contrôle d'au moins 10 % du total de ses actions participantes émises et en circulation;
- b) soit une augmentation du pourcentage de ses actions participantes émises et en circulation qu'une personne ou des personnes associées les unes avec les autres détiennent à titre bénéficiaire ou sur lesquelles elles exercent un contrôle, si elles détenaient déjà à titre bénéficiaire au moins 10 % du total de ces actions avant l'émission ou le transfert ou qu'elles exerçaient alors un contrôle sur une telle tranche.

Idem

(2) Malgré le paragraphe (1), si le titulaire de permis qui est une société apprend qu'un transfert visé par ailleurs à ce paragraphe a été effectué, il en avise le registrateur par écrit dans les 30 jours qui suivent la date où le transfert est venu à la connaissance de ses dirigeants ou administrateurs.

Calcul des actions

(3) Pour l'application du présent article, il est tenu compte, dans le calcul du nombre total des actions participantes de la société qui sont détenues à titre bénéficiaire ou sur lesquelles est exercé un contrôle, de toutes les actions concernées. Toutefois, les actions auxquelles est rattaché le droit à plus d'une voix sont comptées comme si leur nombre était égal au nombre total de voix qui leur est rattaché.

Contrat exigé : inspection immobilière

51 (1) Nul fournisseur de services d'inspection immobilière agréé ne doit passer un contrat ou prendre des dispositions pour qu'un inspecteur immobilier agréé effectue une inspection immobilière pour un client à moins que le fournisseur ait conclu avec ce dernier un contrat écrit selon lequel l'inspecteur est tenu d'effectuer l'inspection.

Idem : inspecteur immobilier

(2) Nul inspecteur immobilier ne doit effectuer une inspection immobilière pour un client à moins que, selon le cas :

- a) un fournisseur de services d'inspection immobilière agréé ait conclu avec le client un contrat écrit selon lequel l'inspecteur est tenu d'effectuer l'inspection;
- b) l'inspecteur, lorsqu'il agit aux termes de l'alinéa 37 (2) b), ait conclu avec le client un contrat écrit pour effectuer l'inspection.

Contenu du contrat

(3) Nul fournisseur de services d'inspection immobilière et nul inspecteur immobilier ne doit conclure le contrat exigé par le paragraphe (1) ou (2) à moins que le contrat soit conforme aux paragraphes (4) et (5) et aux exigences prescrites.

Conditions interdites

(4) Le contrat ne doit pas comprendre de conditions précisées par les règlements comme étant interdites.

Divuligation

(5) Le contrat doit stipuler le type et le montant ~~d'assurance de toute assurance prescrite qui est~~ souscrite par le fournisseur de services d'inspection immobilière et l'inspecteur immobilier visés par le contrat, le cas échéant, ainsi que tout autre renseignement prescrit de façon qu'ils soient clairs, compréhensibles et bien en évidence.

Conduite d'une inspection immobilière

(6) Un inspecteur immobilier ne doit pas effectuer une inspection immobilière si ce n'est conformément au contrat.

Rapport d'inspection immobilière

52 (1) L'inspecteur immobilier agréé qui effectue une inspection immobilière pour un client lui remet un rapport d'inspection qui, à la fois :

- a) divulgue les renseignements prescrits par le ministre sur les caractéristiques et les composantes du logement ou du bien résidentiel que cet inspecteur a inspectées;
- b) divulgue les autres renseignements prescrits par le ministre, le cas échéant;
- c) est présenté par écrit et est préparé sous la forme et de la manière prescrites par le ministre.

Copie du rapport au fournisseur de services d'inspection immobilière

(2) Si l'inspecteur immobilier a effectué l'inspection immobilière aux termes d'un contrat que le client a conclu avec un fournisseur de services d'inspection immobilière, cet inspecteur remet une copie du rapport au fournisseur.

Restrictions : employés

53 (1) Nul titulaire de permis ne doit employer une personne non agréée pour exercer une fonction pour laquelle l'agrément est exigé.

Obligation du titulaire de permis

(2) Le titulaire de permis veille à ce que chaque inspecteur immobilier qu'il emploie exerce ses fonctions conformément à la présente loi et aux règlements.

Divulcation de l'intérêt

54 Le titulaire de permis qui a un intérêt direct ou indirect sur un contrat ou une opération auxquels le client est partie, ou sur un contrat ou une opération projetés auxquels le client sera partie, divulgue par écrit à celui-ci la nature et l'étendue de cet intérêt, conformément aux exigences prescrites et sous la forme que fixe le registrateur.

Faux renseignements

55 (1) Nul titulaire de permis ne doit falsifier ou aider à falsifier des renseignements ou des documents relatifs à la tenue d'une inspection immobilière ou à la passation d'un contrat ou la prise de dispositions en vue d'une inspection immobilière par le titulaire de permis, ni inciter une autre personne à le faire ou à aider à le faire, ni le lui conseiller.

Communication de renseignements

(2) Nul titulaire de permis ne doit fournir des renseignements ou des documents relatifs à la tenue d'une inspection immobilière ou à la passation d'un contrat ou la prise de dispositions en vue d'une inspection immobilière par le titulaire de permis, ni inciter une autre personne à le faire ou le lui conseiller, si les renseignements ou les documents sont faux ou trompeurs.

Idem

(3) Nul titulaire de permis ne doit aider à fournir des renseignements ou des documents relatifs à la tenue d'une inspection immobilière ou à la passation d'un contrat ou la prise de dispositions en vue d'une inspection immobilière par le titulaire de permis, ni inciter une autre personne à aider à le faire ou le lui conseiller, s'il sait que les renseignements ou les documents sont faux ou trompeurs.

Interdiction

56 Nul titulaire de permis ne doit conseiller à une personne de contrevenir à la présente loi ou à toute autre loi prescrite ni l'aider sciemment à le faire.

PARTIE V

PLAINTES, MESURES DISCIPLINAIRES, INSPECTIONS, ENQUÊTES ET EXÉCUTION

PLAINTES ET MESURES DISCIPLINAIRES

Plaintes

57 (1) S'il reçoit une plainte au sujet d'un titulaire de permis, le registrateur peut demander des renseignements se rapportant à la plainte à tout titulaire de permis.

Demande de renseignements

(2) La demande de renseignements visée au paragraphe (1) indique la nature de la plainte.

Conformité

(3) Le titulaire de permis qui reçoit une demande écrite de renseignements les fournit dès qu'il est raisonnablement possible de le faire.

Marche à suivre

(4) Lorsqu'il traite les plaintes, le registrateur peut prendre une ou plusieurs des mesures suivantes, selon ce qui est approprié :

1. Tenter de régler la plainte ou de la résoudre par la médiation.
2. Donner au titulaire de permis un avertissement écrit portant que des mesures pourront être prises à son égard si l'activité qui a donné lieu à la plainte se poursuit.
3. Exiger que le titulaire de permis suive d'autres cours de formation.
4. Renvoyer l'affaire, en totalité ou en partie, au comité de discipline.
5. Prendre les mesures prévues à l'article 43, sous réserve de l'article 44.
6. Prendre les autres mesures appropriées conformément à la présente loi.

Instances disciplinaires

58 (1) Est constitué un comité de discipline qui entend et décide, conformément à la procédure prescrite, de la question de savoir si un titulaire de permis n'a pas observé le code de déontologie établi en vertu de l'article 75.

Comité d'appel

(2) Est constitué un comité d'appel qui examine, conformément à la procédure prescrite, les appels des décisions du comité de discipline.

Nomination des membres

(3) Le conseil d'administration de l'organisme d'application ou, en l'absence d'organisme d'application, le ministre, nomme les membres du comité de discipline et du comité d'appel et veille, ce faisant, à ce qu'il soit satisfait aux exigences prescrites relatives à la composition de chaque comité.

Décision

(4) S'il décide, en application du paragraphe (1), qu'un titulaire de permis n'a pas observé le code de déontologie, le comité de discipline peut, par ordonnance, prendre une ou plusieurs des mesures suivantes, selon ce qui est approprié :

1. Exiger que le titulaire de permis suive d'autres cours de formation.
2. Si le titulaire de permis est un fournisseur de services d'inspection immobilière, exiger, conformément aux conditions que le comité précise, le cas échéant, qu'il finance les cours de formation suivis par les inspecteurs immobiliers qu'il emploie ou qu'il prenne des dispositions pour offrir de tels cours et les finance.
3. Si le titulaire de permis est un inspecteur immobilier, exiger du fournisseur de services d'inspection immobilière qui l'emploie, conformément aux conditions que le comité précise, le cas échéant, qu'il finance les cours de formation suivis par les inspecteurs immobiliers qu'il emploie ou qu'il prenne des dispositions pour offrir de tels cours et les finance.
4. Imposer l'amende qu'il estime appropriée, laquelle ne peut dépasser 25 000 \$, ou toute somme inférieure prescrite, que le titulaire de permis doit payer à l'organisme d'application ou, en l'absence d'organisme d'application, au ministre des Finances.
5. Suspendre ou différer, pour la durée et aux conditions qu'il fixe, l'obligation de suivre d'autres cours de formation, leur financement, la prise de dispositions pour les offrir et leur financement, ou l'imposition de l'amende.
6. Fixer et imposer les dépens que le titulaire de permis doit payer à l'organisme d'application ou, en l'absence d'organisme d'application, au ministre des Finances.

Appel

(5) Une partie à l'instance disciplinaire peut interjeter appel de l'ordonnance définitive du comité de discipline devant le comité d'appel.

Pouvoir du comité d'appel

(6) Le comité d'appel peut, par ordonnance, annuler, confirmer ou modifier l'ordonnance du comité de discipline et peut prendre une ordonnance en vertu du paragraphe (4).

Cours de formation

(7) Le titulaire de permis suit le cours de formation exigé en application du paragraphe (4) :

- a) dans le délai précisé dans l'ordonnance du comité de discipline, si l'exigence n'est pas portée en appel;
- b) dans le délai précisé dans l'ordonnance du comité d'appel, si l'exigence est portée en appel;
- c) dès que cela est raisonnablement possible après la dernière ordonnance prise à l'égard du cours de formation, si aucun délai n'est précisé dans cette ordonnance.

Prise de dispositions pour offrir des cours de formation et financement de ceux-ci

(8) Le fournisseur de services d'inspection immobilière qui est tenu par le paragraphe (4) de financer les cours de formation suivis par les inspecteurs immobiliers qu'il emploie ou de prendre des dispositions pour offrir de tels cours et les financer le fait :

- a) dans le délai précisé dans l'ordonnance du comité de discipline, si l'exigence n'est pas portée en appel;
- b) dans le délai précisé dans l'ordonnance du comité d'appel, si l'exigence est portée en appel;
- c) dès que cela est raisonnablement possible après la dernière ordonnance prise à l'égard du cours de formation, si aucun délai n'est précisé dans cette ordonnance.

Païement de l'amende

(9) Le titulaire de permis paie toute amende imposée en vertu du paragraphe (4) :

- a) au plus tard le jour précisé dans l'ordonnance du comité de discipline, si l'amende n'est pas portée en appel;
- b) au plus tard le jour précisé dans l'ordonnance du comité d'appel, si l'amende est portée en appel;
- c) au plus tard le 60^e jour qui suit la date de la dernière ordonnance prise à l'égard de l'amende, si aucun jour n'est précisé dans cette ordonnance.

Consultation par le public

(10) Les décisions du comité de discipline et du comité d'appel sont rendues publiques de la manière et à la fréquence prescrites, le cas échéant.

INSPECTIONS ET ENQUÊTES

Inspecteurs

59 (1) Le registrateur est d'office inspecteur.

Nomination

(2) Le registrateur peut nommer des personnes en qualité d'inspecteurs pour effectuer des inspections.

Attestation de nomination

(3) Le registrateur délivre une attestation de nomination portant sa signature, ou un fac-similé de celle-ci, à chaque inspecteur.

Production de l'attestation de nomination

(4) L'inspecteur qui effectue une inspection en vertu de la présente loi produit sur demande son attestation de nomination.

Inspections sans mandat

60 (1) L'inspecteur peut, sans mandat ou ordonnance du tribunal, effectuer une inspection conformément au présent article pour, selon le cas :

- a) vérifier que la présente loi et les règlements sont observés;
- b) traiter une plainte visée à l'article 57;
- c) vérifier que le titulaire de permis a toujours le droit de l'être.

Pouvoir de pénétrer dans des locaux

(2) Dans le cadre d'une inspection, l'inspecteur peut, sans mandat ou ordonnance du tribunal et à toute heure raisonnable, pénétrer dans les locaux commerciaux d'un titulaire de permis et les inspecter.

Pouvoirs de l'inspecteur

(3) Dans le cadre d'une inspection, l'inspecteur :

- a) a le droit d'avoir libre accès à l'argent, aux objets de valeur et aux documents et aux dossiers de la personne en cause qui se rapportent à l'inspection;
- b) peut présenter des demandes raisonnables de renseignements, verbalement ou par écrit, relativement à toute chose qui se rapporte à l'inspection;

- c) peut exiger d'une personne qu'elle produise un document ou un dossier qui se rapporte à l'inspection et qu'elle fournisse l'aide qui est raisonnablement nécessaire, notamment en recourant à un dispositif ou système d'archivage, de traitement ou d'extraction des données pour produire le document ou le dossier sous quelque forme que ce soit;
- d) peut recourir, en vue de produire des renseignements qui se rapportent à l'inspection et sous quelque forme que ce soit, à tout dispositif ou système d'archivage, de traitement ou d'extraction des données utilisé pour exercer les activités d'un titulaire de permis;
- e) peut, après avoir donné un récépissé à cet effet, et afin de les examiner et d'en tirer des copies, prendre des choses qui se rapportent à l'inspection, y compris tout disque d'archivage des données ou autre dispositif d'extraction des données, en vue de produire des renseignements, mais doit ensuite les rendre promptement à la personne en cause.

Interdiction de recourir à la force

- (4) L'inspecteur ne doit pas recourir à la force pour pénétrer dans des locaux et les inspecter en vertu du présent article.

Interdiction de faire entrave

- (5) Nul ne doit faire entrave à l'inspecteur qui effectue une inspection, ni retenir, dissimuler, altérer ou détruire de l'argent ou des documents ou des dossiers qui se rapportent à l'inspection.

Conformité

- (6) Si un inspecteur exige d'une personne qu'elle produise un document ou un dossier et qu'elle fournisse de l'aide aux termes de l'alinéa (3) c), celle-ci doit obtempérer.

Admissibilité des copies

- (7) La copie d'un document ou d'un dossier qui est certifiée conforme à l'original par un inspecteur est admissible en preuve au même titre que l'original et a la même valeur probante.

Nomination d'enquêteurs

- 61 (1) Le directeur peut nommer des enquêteurs pour effectuer des enquêtes.

Attestation de nomination

- (2) Le directeur délivre une attestation de nomination portant sa signature, ou un fac-similé de celle-ci, à chaque enquêteur.

Production de l'attestation de nomination

- (3) L'enquêteur qui effectue une enquête en vertu de la présente loi produit sur demande son attestation de nomination.

Enquêtes avec mandat

- 62 (1) Sur demande sans préavis d'un enquêteur, un juge de paix peut délivrer un mandat s'il est convaincu, sur la foi d'une dénonciation faite sous serment, qu'il existe des motifs raisonnables de croire :

- a) d'une part, qu'une personne a contrevenu ou contrevient à la présente loi ou aux règlements ou a commis une infraction à une loi de toute autorité législative qui touche son aptitude à être titulaire d'un permis;
- b) d'autre part :
 - (i) soit qu'une chose quelconque se rapportant à la contravention à la présente loi ou aux règlements ou à l'aptitude de la personne à être titulaire d'un permis se trouve dans un bâtiment, un logement, un contenant ou un lieu,
 - (ii) soit que des renseignements ou des éléments de preuve se rapportant à la contravention à la présente loi ou aux règlements ou à l'aptitude de la personne à être titulaire d'un permis pourront être obtenus au moyen d'une technique ou méthode d'enquête ou d'un acte qui est mentionné dans le mandat.

Pouvoirs conférés par le mandat

- (2) Sous réserve des conditions qu'il précise, le mandat obtenu en vertu du paragraphe (1) autorise l'enquêteur à faire ce qui suit :

- a) pénétrer dans le bâtiment, le logement, le contenant ou le lieu précisé dans le mandat ou y avoir accès, et examiner et saisir toute chose mentionnée dans le mandat;
- b) présenter des demandes raisonnables de renseignements, verbalement ou par écrit, relativement à toute chose pertinente;
- c) exiger d'une personne qu'elle produise les renseignements ou les éléments de preuve mentionnés dans le mandat et qu'elle fournisse l'aide qui est raisonnablement nécessaire, notamment en recourant à un dispositif ou système d'archivage, de traitement ou d'extraction des données pour produire, sous quelque forme que ce soit, les renseignements ou les éléments de preuve mentionnés dans le mandat;

d) recourir, en vue de produire, sous quelque forme que ce soit, des renseignements ou des éléments de preuve mentionnés dans le mandat, à tout dispositif ou système d'archivage, de traitement ou d'extraction des données utilisé pour exercer les activités d'un titulaire de permis;

e) employer toute technique ou méthode d'enquête ou accomplir tout acte mentionné dans le mandat.

Entrée dans un logement

(3) Malgré le paragraphe (2), l'enquêteur ne doit exercer le pouvoir, conféré par un mandat, de pénétrer dans un lieu ou une partie d'un lieu utilisé comme logement que si le juge de paix :

a) est informé du fait que le mandat est demandé afin d'autoriser l'entrée dans un logement;

b) autorise l'entrée.

Conditions du mandat

(4) Le mandat obtenu en vertu du paragraphe (1) est assorti des conditions que le juge de paix estime souhaitables pour faire en sorte que la perquisition qu'il autorise soit raisonnable dans les circonstances.

Expiration du mandat

(5) Le mandat délivré en vertu du présent article précise sa date d'expiration, qui ne doit pas tomber plus de 30 jours après sa délivrance. Toutefois, un juge de paix peut reporter la date d'expiration d'au plus 30 jours sur demande sans préavis d'un enquêteur.

Heures d'exécution

(6) Sauf mention contraire, l'entrée ou l'accès qu'autorise un mandat délivré en vertu du présent article a lieu entre 6 heures et 21 heures.

Recours à la force

(7) L'enquêteur peut demander à des agents de police de l'aider à exécuter le mandat et peut recourir à toute la force raisonnablement nécessaire pour l'exécuter.

Entrave

(8) Nul ne doit faire entrave à l'enquêteur qui exécute un mandat en vertu du présent article, ni retenir, dissimuler, altérer ou détruire des choses pertinentes dans le cadre de l'enquête qu'il effectue conformément au mandat.

Experts

(9) Le mandat peut autoriser des personnes qui possèdent des connaissances particulières, spécialisées ou professionnelles, et toute autre personne au besoin, à accompagner l'enquêteur et à l'aider à exécuter le mandat.

Obligation d'obtempérer

(10) Si un enquêteur exige d'une personne qu'elle produise des renseignements ou des éléments de preuve ou qu'elle fournisse de l'aide aux termes de l'alinéa (2) c), celle-ci doit obtempérer.

Restitution des choses saisies

(11) L'enquêteur qui saisit quoi que ce soit en vertu du présent article ou de l'article 63 peut en faire une copie, après quoi il le rend dans un délai raisonnable.

Admissibilité

(12) La copie d'un document ou d'un dossier qui est certifiée conforme à l'original par un enquêteur est admissible en preuve au même titre que l'original et a la même valeur probante.

Saisie de choses non précisées

63 L'enquêteur qui est légitimement présent dans un lieu en vertu d'un mandat ou autrement dans l'exercice de ses fonctions peut, sans mandat, saisir toute chose qui est en évidence et dont il a des motifs raisonnables de croire qu'elle fournira des preuves relatives à une contravention à la présente loi ou aux règlements.

Perquisitions en cas d'urgence

64 (1) Un enquêteur peut exercer sans mandat les pouvoirs visés au paragraphe 62 (2) lorsque l'urgence de la situation ne rend pas raisonnablement possible l'obtention du mandat, pourvu que les conditions de sa délivrance soient réunies.

Logements

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux bâtiments ou parties de bâtiments qui sont utilisés comme logements.

Recours à la force

(3) Dans l'exercice des pouvoirs que lui confère le présent article, l'enquêteur peut faire appel à des agents de police et recourir à toute la force raisonnablement nécessaire.

Application de l'art. 62

(4) Les paragraphes 62 (8) à (12) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux perquisitions effectuées en vertu du présent article.

EXÉCUTION

Ordonnances d'observation

65 (1) S'il lui semble qu'une personne n'observe pas la présente loi, les règlements ou une ordonnance prise ou rendue en vertu de celle-ci, le directeur peut, par voie de requête, demander à la Cour supérieure de justice de rendre une ordonnance lui enjoignant de les observer. Sur présentation de la requête, la Cour peut rendre l'ordonnance qu'elle estime indiquée.

Idem

(2) Le paragraphe (1) s'applique en plus des autres recours dont dispose le directeur, qu'il ait exercé ou non les droits que lui confèrent ces recours.

Appel

(3) Il peut être interjeté appel de l'ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) devant la Cour divisionnaire.

Infractions

66 (1) Est coupable d'une infraction la personne ou l'entité, à l'exclusion de l'organisme d'application, qui, selon le cas :

- a) fournit de faux renseignements, soit dans une demande ou une requête présentée en vertu de la présente loi, soit dans une déclaration ou un rapport qu'exige la présente loi;
- b) n'observe pas une ordonnance prise ou rendue, une directive donnée ou une autre exigence imposée en vertu de la présente loi, à l'exclusion d'une ordonnance prise en vertu de l'article 58;
- c) contrevient à un article de la présente loi ou des règlements, à l'exclusion d'un code de déontologie établi en vertu de l'article 75, ou ne l'observe pas.

Fournisseurs de services d'inspection immobilière

(2) Est coupable d'une infraction le dirigeant ou l'administrateur d'un fournisseur de services d'inspection immobilière qui ne prend pas de précautions raisonnables pour l'empêcher de commettre une infraction prévue au paragraphe (1).

Peines

(3) La personne ou l'entité qui est déclarée coupable d'une infraction prévue par la présente loi est passible :

- a) d'une amende maximale de 50 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de deux ans moins un jour, ou d'une seule de ces peines, s'il s'agit d'un particulier;
- b) d'une amende maximale de 250 000 \$, s'il ne s'agit pas d'un particulier.

Prescription

(4) Est irrecevable l'instance introduite en vertu du présent article plus de deux ans après que les faits sur lesquels elle se fonde sont venus à la connaissance du directeur.

Ordonnance : indemnité ou restitution

67 (1) Le tribunal qui déclare une personne ou une entité coupable d'une infraction prévue à l'article 66 peut, en plus de lui infliger une autre peine, lui ordonner de verser une indemnité ou d'effectuer une restitution.

Cas où l'assureur a payé

(2) Si une ordonnance est rendue en faveur d'une personne ou d'une entité en vertu du paragraphe (1) et qu'un assureur lui a déjà versé une indemnité ou a déjà effectué la restitution en sa faveur, la personne ou l'entité à qui il est ordonné de verser l'indemnité ou d'effectuer la restitution remet la somme à l'assureur.

Défaut de paiement d'une amende

68 (1) En cas de défaut de paiement, depuis au moins 60 jours, d'une amende payable par suite d'une déclaration de culpabilité pour une infraction prévue à l'article 66, le directeur peut divulguer à une agence de renseignements sur le consommateur le nom de la personne en défaut, le montant de l'amende et la date depuis laquelle son paiement est en défaut.

Paiement effectué

(2) Dans les 10 jours qui suivent la date à laquelle il a été avisé du paiement intégral de l'amende, le directeur en informe l'agence de renseignements sur le consommateur.

Privilèges et charges

69 (1) En cas de défaut de paiement, depuis au moins 60 jours, d'une amende payable par suite d'une déclaration de culpabilité pour une infraction prévue à l'article 66, le directeur peut, par ordonnance, créer un privilège sur les biens de la personne ou de l'entité en cause.

Privilèges sur des biens meubles

(2) Si le privilège créé par le directeur en vertu du paragraphe (1) concerne des biens meubles :

- a) la *Loi sur les sûretés mobilières*, à l'exclusion de la partie V, s'applique avec les adaptations nécessaires au privilège, malgré l'alinéa 4 (1) a) de cette loi;
- b) le privilège est réputé une sûreté qui grève les biens meubles pour l'application de la *Loi sur les sûretés mobilières*;
- c) le directeur peut rendre la sûreté visée à l'alinéa b) opposable pour l'application de la *Loi sur les sûretés mobilières* en enregistrant un état de financement en application de cette loi.

Privilèges et charges sur des biens immeubles

(3) Si le privilège créé par le directeur en vertu du paragraphe (1) concerne un bien immeuble de la personne ou de l'entité tenue de payer l'amende, le directeur peut l'enregistrer à l'égard du bien au bureau d'enregistrement immobilier compétent et l'obligation qui découle du privilège devient une charge sur le bien au moment de son enregistrement.

Interdiction : démarches visant la vente

(4) Le directeur ne doit pas entreprendre de démarches visant la vente d'un bien immeuble à l'égard duquel il a enregistré un privilège en vertu du paragraphe (3).

Produit de la vente

(5) Si un privilège est rendu opposable par enregistrement en vertu du paragraphe (2) ou qu'il est enregistré à l'égard d'un bien immeuble en vertu du paragraphe (3) et que le bien qu'il concerne est vendu, le directeur veille à ce que les sommes qu'il reçoit par suite de la vente soient affectées au paiement de l'amende.

Mainlevée du privilège

(6) Dans les 10 jours qui suivent la date à laquelle il a connaissance du paiement intégral de l'amende, le directeur :

- a) d'une part, donne mainlevée de l'enregistrement de l'état de financement enregistré en vertu de l'alinéa (2) c);
- b) d'autre part, enregistre une mainlevée de la charge créée au moment de l'enregistrement d'un privilège en application du paragraphe (3).

PARTIE VI DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Confidentialité

70 (1) Quiconque obtient des renseignements dans l'exercice de pouvoirs ou de fonctions qui se rapportent à l'application de la présente loi ou des règlements est tenu au secret à leur égard et ne doit rien en divulguer à qui que ce soit, sauf, selon le cas :

- a) dans la mesure où l'exige toute instance introduite en vertu de la présente loi ou l'application de celle-ci ou des règlements;
- b) à un ministère ou à un organisme d'un gouvernement chargé de l'application de textes législatifs qui sont semblables à la présente loi ou qui protègent les consommateurs, ou à une autre entité à laquelle est confiée l'application de tels textes;
- c) dans la mesure où l'autorise la *Loi de 2007 sur la modernisation de la réglementation*;
- d) à une entité ou à une organisation prescrite, si la divulgation a pour objet la protection des consommateurs;
- e) à un organisme chargé de l'exécution de la loi;
- f) à son avocat;
- g) avec le consentement de la personne à laquelle se rapportent les renseignements.

Témoignage

(2) Nul ne doit être contraint à témoigner dans une instance civile relativement à des renseignements obtenus dans l'exercice de pouvoirs ou de fonctions qui se rapportent à l'application de la présente loi ou des règlements, sauf dans une instance introduite en vertu de celle-ci.

Signification

71 (1) Les avis, ordonnances et demandes sont suffisamment remis ou signifiés s'ils sont :

- a) soit remis à personne;
- b) soit envoyés par courrier recommandé;
- c) soit envoyés d'une autre manière qui permet à l'expéditeur d'en prouver la réception.

Signification réputée faite

(2) La signification faite par courrier recommandé est réputée faite le troisième jour qui suit la date de la mise à la poste, à moins que le destinataire ne démontre que, agissant de bonne foi, il n'a reçu l'avis, l'ordonnance ou la demande qu'à une date ultérieure pour cause d'absence, d'accident ou de maladie ou pour un autre motif indépendant de sa volonté.

Exception

(3) Malgré les paragraphes (1) et (2), le Tribunal peut ordonner le recours à tout autre mode de signification qu'il estime indiqué dans les circonstances.

Droits

72 (1) Le ministre peut, par arrêté, fixer les droits qui sont payables en application de la présente loi pour un permis, le renouvellement d'un permis, le dépôt tardif de documents et d'autres démarches administratives.

Exception

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas s'il y a un organisme d'application.

Partie III de la Loi de 2006 sur la législation

(3) Les arrêtés pris en vertu du présent article ne sont pas des règlements pour l'application de la partie III (Règlements) de la *Loi de 2006 sur la législation*.

Déclaration admissible en preuve

73 (1) Les déclarations concernant l'une ou l'autre des questions suivantes qui se présentent comme étant attestées par le directeur sont admissibles en preuve dans toute instance et font foi, en l'absence de preuve contraire, des faits qui y sont énoncés, sans qu'il soit nécessaire d'établir sa qualité officielle ni l'authenticité de sa signature :

- a) l'agrément ou le non-agrément d'une personne;
- b) le dépôt ou le non-dépôt d'un document qui doit ou peut être déposé auprès du registraire;
- c) la date à laquelle les faits sur lesquels l'instance est fondée sont venus à la connaissance du directeur;
- d) toute autre question qui se rapporte à l'agrément ou au non-agrément de personnes ou au dépôt ou au non-dépôt de renseignements.

Force probante des documents

(2) Les documents rédigés en application de la présente loi qui se présentent comme étant signés par le directeur ou leurs copies certifiées conformes sont admissibles en preuve dans toute instance et font foi, en l'absence de preuve contraire, qu'ils sont signés par lui, sans qu'il soit nécessaire d'établir sa qualité officielle ni l'authenticité de sa signature.

Renseignements concernant les titulaires de permis

74 (1) Le registraire rend publics le nom des titulaires de permis et les autres renseignements prescrits les concernant, selon ce qu'exigent les règlements.

Idem

(2) Le nom des titulaires de permis est rendu public sous la forme et de la manière prescrites et est accompagné des renseignements prescrits.

Règlements du ministre, codes

75 (1) Le ministre peut, par règlement :

- a) régir les exigences en matière de formation, d'expérience et d'examen applicables aux demandeurs de permis ou de renouvellement de permis et aux titulaires de permis, y compris :
 - (i) exiger qu'ils satisfassent aux exigences en matière de formation précisées par le conseil d'administration de l'organisme d'application, le ministre, le directeur ou le registraire ou qu'ils terminent le programme d'études ou suivent le ou les cours désignés par le même conseil, ministre, directeur ou registraire,
 - (ii) autoriser le conseil d'administration de l'organisme d'application, le ministre, le directeur ou le registraire à désigner les organismes autorisés à fournir les programmes et les cours désignés en vertu du sous-alinéa (i),

- (iii) exiger que les exigences en matière de formation précisées en vertu du sous-alinéa (i) et la liste des programmes et des cours désignés en vertu de ce sous-alinéa soient mises à la disposition du public;
- b) régir les exigences que doit respecter l'inspecteur immobilier lorsqu'il effectue une inspection immobilière, notamment :
 - (i) prescrire les caractéristiques et les composantes à inspecter dans le logement ou le bien résidentiel et la manière de le faire,
 - (ii) préciser le travail que les inspecteurs immobiliers agréés sont tenus d'accomplir dans le cadre d'une inspection immobilière,
 - (iii) adopter par renvoi, avec les modifications qu'il juge nécessaires ou souhaitables, tout ou partie d'un code ou d'une norme régissant une question relative à l'inspection, et en exiger l'observation;
- c) régir l'assurance que les titulaires de permis doivent souscrire, y compris :
 - (i) prescrire les types d'assurance qu'ils doivent souscrire,
 - (ii) prescrire la somme minimale assurée qu'ils doivent souscrire pour chaque type d'assurance,
 - (iii) régir l'assurance collective qu'ils souscrivent, notamment :
 - (A) autoriser le conseil d'administration de l'organisme d'application désigné ou, en l'absence d'un tel organisme, le ministre à prendre des mesures pour qu'une assurance collective soit offerte, à l'administrer en leur nom et à agir à titre d'assuré nommément désigné,
 - (B) exiger qu'ils participent au régime d'assurance collective;
- d) établir un code de déontologie pour l'application de l'article 58;
- e) régir la compétence et la procédure de tout comité constitué en application de la présente loi;
- f) traiter des questions pour lesquelles le pouvoir de prendre des règlements lui est délégué par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de l'alinéa 76 (1) w).

Code de déontologie

- (2) Un règlement pris en vertu de l'alinéa (1) f) peut faire partie d'un code de déontologie établi en vertu de l'alinéa (1) d).

Incompatibilité

- (3) Les règlements que le lieutenant-gouverneur en conseil prend en vertu de l'article 76 l'emportent sur tout règlement incompatible pris en vertu du présent article.

Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil

- 76 (1)** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) définir, pour l'application de la présente loi et des règlements, tout terme utilisé mais non défini dans la présente loi;
- b) préciser toute question ou chose que la présente loi mentionne comme étant prescrite ou devant s'effectuer conformément aux règlements, à l'exclusion d'une question ou d'une chose que la présente loi mentionne comme étant prescrite par le ministre;
- c) soustraire une personne, une catégorie de personnes ou une catégorie d'activités à l'application d'une disposition de la présente loi ou des règlements et assortir toute dispense de conditions;
- d) préciser les exigences auxquelles doit satisfaire une personne visée à l'article 2 afin d'être soustraite à l'application de la présente loi;
- e) préciser les dispositions de la présente loi et des règlements auxquelles est assujettie une personne visée à l'article 2 dans les circonstances précisées dans les règlements;
- f) traiter des demandes de permis ou de renouvellement de permis;
- g) exiger que le demandeur de permis ou de renouvellement de permis fournisse des renseignements au registrateur au sujet d'autres personnes pour l'aider à déterminer si ces personnes sont ou peuvent être des personnes intéressées;
- h) préciser les renseignements que les titulaires de permis doivent fournir au registrateur et exiger que ces renseignements soient appuyés d'un affidavit;
- i) exiger que le registrateur rende public le nom des titulaires de permis et prescrire la forme sous laquelle et la manière dont il doit le faire, et préciser les autres renseignements les concernant qu'il doit rendre publics;
- j) sous réserve de l'alinéa 75 (1) b), préciser les responsabilités des fournisseurs de services d'inspection immobilière ou des inspecteurs immobiliers;

- k) prescrire les questions que les inspecteurs immobiliers doivent divulguer aux fournisseurs de services d'inspection immobilière qui les emploient ou qui sont des employeurs éventuels, et les circonstances dans lesquelles ces divulgations sont exigées;
- l) sous réserve de l'alinéa 75 (1) b), régir les activités des titulaires de permis, y compris :
 - (i) préciser les conditions que les fournisseurs de services d'inspection immobilière agréés et les inspecteurs immobiliers agréés agissant aux termes de l'alinéa 37 (2) b) sont tenus d'inclure dans les contrats d'inspection immobilière qu'ils concluent avec leurs clients,
 - (ii) préciser les questions que les titulaires de permis doivent divulguer au cours de la tenue d'une inspection immobilière ou de l'exécution d'un contrat d'inspection immobilière et le moment où ils doivent le faire, y compris les conditions dans lesquelles ces divulgations sont exigées et les questions relatives aux intérêts détenus, selon le cas, dans :
 - (A) des fournisseurs de services d'inspection immobilière, autres que ceux qui les emploient, dans le cas des inspecteurs immobiliers,
 - (B) d'autres fournisseurs de services d'inspection immobilière, dans le cas des fournisseurs de services d'inspection immobilière,
 - (iii) préciser les déclarations que les titulaires de permis doivent fournir à l'égard de la tenue d'une inspection immobilière ou de l'exécution d'un contrat d'inspection immobilière, la manière dont ils doivent le faire, leur contenu, les circonstances dans lesquelles elles ne sont pas exigées et les conséquences du défaut de les fournir;
- m) exiger que les titulaires de permis fournissent une preuve de leur permis sur demande et dans les circonstances prescrites et préciser la nature de la preuve et la manière dont elle doit être fournie;
- n) exiger que les titulaires de permis tiennent des locaux commerciaux qui soient conformes aux règles prescrites;
- o) traiter des exigences en matière de sûreté financière qui s'appliquent aux titulaires de permis, y compris exiger qu'ils fournissent un cautionnement, qu'ils soient assurés ou qu'ils disposent de garanties accessoires, et prescrire la réalisation des cautionnements, la disposition du produit et les autres conditions relatives aux exigences en matière de sûreté financière;
- p) régir les documents et les dossiers que doivent conserver les titulaires de permis, y compris la manière dont ils sont conservés, l'endroit où ils le sont et leur délai de conservation, et autoriser le registrateur à préciser l'endroit où ils doivent être conservés;
- q) préciser la marche à suivre et les autres questions relatives aux plaintes présentées en vertu de l'article 57;
- r) régir la composition du comité de discipline et du comité d'appel et, sous réserve du paragraphe 58 (3), régir les questions relatives à la nomination de leurs membres;
- s) traiter des inspections et des enquêtes prévues par la présente loi;
- t) exiger que tout renseignement exigé en vertu de la présente loi se présente sous la forme approuvée par le directeur, le registrateur ou le ministre, selon ce que précise le règlement;
- u) préciser des règles relatives aux adresses aux fins de signification pour l'application de la présente loi;
- v) autoriser le directeur ou le conseil d'administration de l'organisme d'application à mettre en oeuvre des programmes d'assurance de la qualité relativement à l'application de la présente loi ou des règlements et à utiliser les renseignements recueillis en vertu de la présente loi pour les besoins de ces programmes;
- w) déléguer au ministre le pouvoir de prendre un règlement en vertu du présent article;
- x) prévoir toute mesure de transition nécessaire pour la mise en application efficace de la présente loi ou des règlements, notamment :
 - (i) autoriser les personnes qui ne sont pas des titulaires de permis, mais qui concluent un contrat d'inspection immobilière avec un client avant l'entrée en vigueur de l'article 37, à continuer d'exécuter le contrat, sous réserve des exigences énoncées dans les règlements,
 - (ii) régir l'application de dispositions prescrites de la présente loi et des règlements aux titulaires de permis et aux autres personnes prescrites.

Pouvoir résiduel d'agir

(2) Malgré toute délégation qu'il fait au ministre en vertu de l'alinéa (1) w) et sans avoir à révoquer la délégation, le lieutenant-gouverneur en conseil conserve le pouvoir de prendre des règlements à l'égard du pouvoir qui fait l'objet de la délégation.

Non une révocation de la délégation

(3) La prise d'un règlement auquel s'applique le paragraphe (2) par le lieutenant-gouverneur en conseil n'entraîne la révocation d'une délégation faite en vertu du présent article que si le règlement le précise.

Maintien des règlements du ministre

(4) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, révoquer la délégation faite en faveur du ministre en vertu de l'alinéa (1) w). Toutefois, la révocation n'entraîne pas l'abrogation des règlements pris jusque-là par le ministre en vertu du pouvoir délégué.

Maintien de l'organisme appelé Ontario Association of Home Inspectors

77 (1) L'organisme appelé Ontario Association of Home Inspectors constitué comme personne morale sans capital-actions en vertu de la loi intitulée *Ontario Association of Home Inspectors Act, 1994*, qui constitue le chapitre Pr65, dans sa version antérieure à son abrogation, est maintenu comme personne morale à laquelle s'applique la partie III de la *Loi sur les personnes morales*.

Objets maintenus

(2) Les objets de la personne morale sont ceux qui sont énoncés à l'article 3 de la loi intitulée *Ontario Association of Home Inspectors Act, 1994*, qui constitue le chapitre Pr65, dans sa version antérieure à son abrogation.

PARTIE VII MODIFICATIONS À LA PRÉSENTE LOI

Modifications à la présente loi

78 (1) L'alinéa 8 b) est modifié par remplacement de «la *Loi sur les personnes morales*» par «la *Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif*» au début de l'alinéa.

(2) Le paragraphe 23 (1) est modifié par remplacement de «la *Loi sur les personnes morales*» par «la *Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif*» à la fin du paragraphe.

PARTIE VIII MODIFICATIONS COMPLÉMENTAIRES ET ABROGATIONS

Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis

79 Le paragraphe 11 (1) de la *Loi de 1999 sur le Tribunal d'appel en matière de permis* est modifié par adjonction de ce qui suit :

Loi de 2017 sur les inspections immobilières

Loi intitulée Ontario Association of Home Inspectors Act, 1994

80 La loi intitulée *Ontario Association of Home Inspectors Act, 1994*, chapitre Pr65, est abrogée.

Loi ontarienne de 2009 sur la mobilité de la main-d'oeuvre

81 (1) Le tableau 1 de la *Loi ontarienne de 2009 sur la mobilité de la main-d'oeuvre* est modifié par suppression du point 17.

(2) Le tableau 1 de la Loi est modifié par adjonction du point suivant :

51.1	<i>Loi de 2017 sur les inspections immobilières</i>	Organisme d'application désigné en vertu du paragraphe 3 (1) de la <i>Loi de 2017 sur les inspections immobilières</i> ou, à défaut, ministre chargé de l'application de la loi habilitante
------	---	---

PARTIE IX ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur

82 (1) Sous réserve des paragraphes (2), (3) et (4), la loi figurant à la présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

(2) L'article 77 et le paragraphe 81 (1) entrent en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'article 80.

(3) Le paragraphe 78 (1) entre en vigueur le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 211 (1) de la *Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif* et du jour de l'entrée en vigueur de l'article 8 de la présente loi.

(4) Le paragraphe 78 (2) entre en vigueur le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 211 (1) de la *Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif* et du jour de l'entrée en vigueur de l'article 23 de la présente loi.

Titre abrégé

83 Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi de 2017 sur les inspections immobilières*.

ANNEXE 2 MODIFICATION D'AUTRES LOIS

LOI SUR LES SERVICES DE RECOUVREMENT ET DE RÈGLEMENT DE DETTE

1 (1) Le paragraphe 1 (1) de la *Loi sur les services de recouvrement et de règlement de dette* est modifié par adjonction des définitions suivantes :

«en souffrance» Créance en souffrance qui répond aux critères prescrits, le cas échéant. («arrears»)

«évaluateur» Personne désignée par écrit par le registrateur comme étant autorisée à prendre, en vertu de l'article 29.0.1, une ordonnance qui impose une pénalité administrative. («assessor»)

«pénalité administrative» Pénalité administrative imposée en vertu de l'article 29.0.1. («administrative penalty»)

(2) La définition de «agence de recouvrement» au paragraphe 1 (1) de la Loi est modifiée par adjonction de l'alinéa suivant :

d) d'une personne qui achète des créances en souffrance et les recouvre.

(3) Les définitions de «ministère» et «ministre» au paragraphe 1 (1) de la Loi sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«ministère» Le ministère du ministre. («Ministry»)

«ministre» Le ministre des Services gouvernementaux et des Services aux consommateurs ou l'autre membre du Conseil exécutif qui est chargé de l'application de la présente loi en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

(4) La définition de «personne inscrite» au paragraphe 1 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«personne inscrite» Agence de recouvrement inscrite. («registrant»)

2 (1) L'alinéa 2 (1) a) de la Loi est modifié par insertion de «sous réserve des règlements,» au début de l'alinéa.

(2) L'alinéa 2 (1) e) de la Loi est modifié par remplacement de «aux banques mentionnées à l'annexe I ou II de la *Loi sur les banques* (Canada)» par «aux banques ou aux banques étrangères autorisées au sens de l'article 2 de la *Loi sur les banques* (Canada)».

(3) Le paragraphe 2 (1) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

h) sous réserve des règlements, à une personne qui achète des créances par l'acquisition d'une entreprise ou la fusion avec une entreprise dans le cadre d'une opération comprenant le transfert des comptes clients;

i) sous réserve des règlements, à une personne qui fait l'acquisition de créances par la saisie de comptes clients aux termes d'un contrat de sûreté;

j) sous réserve des règlements, à une personne qui fait l'acquisition d'une créance par cession du contrat ayant donné lieu à la créance dans le but de financer une opération;

k) sous réserve des règlements, à une personne qui achète un accord de financement ou un groupe d'accords de financement ou les paiements exigibles aux termes de l'accord de financement ou du groupe d'accords de financement;

l) sous réserve des règlements, à une personne qui achète une créance lui permettant de recouvrer celle-ci sous le nom du créancier initial;

m) sous réserve des règlements, à une personne qui conclut un accord pour financer l'achat de biens ou de services et qui cède les droits aux paiements aux termes de l'accord à un tiers, même si elle continue de recouvrer ces paiements pour le compte du tiers.

3 L'article 3 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Politiques

(3) Le registrateur peut établir des politiques écrites concernant l'interprétation, l'administration et l'exécution de la présente loi.

Registre public

(4) S'il établit des politiques écrites en vertu du paragraphe (3), le registrateur tient un registre public de celles-ci conformément aux exigences prescrites.

4 (1) Le paragraphe 4 (1) de la Loi est modifié par suppression de «ou agir à titre d'agent de recouvrement,».

(2) L'article 4 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Responsabilité à l'égard des agents de recouvrement

(3) Une agence de recouvrement qui emploie ou nomme un particulier à titre d'agent de recouvrement, ou qui l'autorise à agir à ce titre, pour l'agence ou pour le compte de celle-ci doit faire preuve de diligence raisonnable pour veiller à ce qu'il se conforme à la présente loi et aux règlements lorsqu'il agit à ce titre.

5 (1) L'alinéa 20 (1) c) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- c) l'entrée en fonction, la nomination ou l'autorisation d'un agent de recouvrement, ou la cessation de ses fonctions, de sa nomination ou de son autorisation.

(2) Le paragraphe 20 (2) de la Loi est abrogé.

(3) Le paragraphe 20 (3) de la Loi est modifié par remplacement de «aux paragraphes (1) et (2)» par «au paragraphe (1)».

6 L'alinéa 22 a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) recouvrer ou tenter de recouvrer, pour son propre compte ou en agissant pour le compte d'une personne, un montant supérieur à celui qui est dû par le débiteur;

7 Le paragraphe 24 (2) de la Loi est abrogé.

8 L'article 26 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Adresse de l'agent de recouvrement

(1.1) L'adresse d'un agent de recouvrement est réputée être celle de l'agence de recouvrement qui l'emploie ou le nomme à ce titre ou l'autorise à agir à ce titre.

9 La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

PÉNALITÉS ADMINISTRATIVES

Ordonnance

29.0.1 (1) L'évaluateur qui est convaincu qu'une personne a contrevenu ou contrevient à une disposition prescrite de la présente loi ou des règlements peut, par ordonnance, lui imposer une pénalité administrative conformément au présent article et aux règlements pris par le ministre.

Objet

(2) La pénalité administrative a pour objet d'encourager l'observation des exigences établies par la présente loi et les règlements.

Montant

(3) Le montant de la pénalité administrative tient compte de son objet et est prescrit par le ministre. Le montant prescrit ne doit pas être supérieur à 10 000 \$.

Forme de l'ordonnance

(4) L'ordonnance prise en vertu du paragraphe (1) qui impose une pénalité administrative à une personne se présente sous la forme que précise le registrateur.

Signification de l'ordonnance

(5) L'ordonnance est signifiée à la personne à qui la pénalité administrative est imposée de la manière que précise le registrateur.

Responsabilité absolue

(6) L'ordonnance prise en vertu du paragraphe (1) qui impose une pénalité administrative à une personne s'applique même si, selon le cas :

- a) la personne a pris toutes les mesures raisonnables pour empêcher la contravention sur laquelle se fonde l'ordonnance;
- b) au moment de la contravention, la personne croyait raisonnablement et en toute honnêteté à l'existence de faits erronés qui, avérés, auraient rendu la contravention non blâmable.

Aucun effet sur les infractions

(7) Il est entendu que le paragraphe (6) n'a pas pour effet de porter atteinte à la poursuite d'une infraction.

Autres mesures

(8) Sous réserve de l'article 29.0.3, une pénalité administrative peut être imposée seule ou en conjonction avec la prise, à l'encontre de la personne, d'une mesure prévue par la présente loi ou les règlements, notamment l'assujettissement de l'inscription à des conditions par le registrateur, la suspension ou la révocation de l'inscription ou le refus de la renouveler.

Prescription

(9) L'évaluateur ne doit pas prendre d'ordonnance en vertu du paragraphe (1) plus de deux ans après le jour où il prend connaissance de la contravention commise par la personne sur laquelle se fonde l'ordonnance.

Audience non obligatoire

(10) Sous réserve des règlements pris par le ministre, l'évaluateur n'est pas obligé de tenir une audience ni d'offrir à la personne la possibilité d'une audience avant de prendre une ordonnance contre elle en vertu du paragraphe (1).

Non-application d'une autre loi

(11) La *Loi sur l'exercice des compétences légales* ne s'applique pas aux ordonnances que prend l'évaluateur en vertu du paragraphe (1).

Appel

29.0.2 (1) La personne à laquelle une ordonnance prise en vertu du paragraphe 29.0.1 (1) impose une pénalité administrative peut interjeter appel de l'ordonnance devant la personne prescrite par le ministre en lui remettant un avis écrit d'appel au plus tard 15 jours après avoir reçu l'ordonnance.

Prorogation du délai d'appel

(2) La personne prescrite visée au paragraphe (1) peut proroger le délai d'appel et préciser les circonstances dans lesquelles les prorogations sont accordées.

Forme de l'avis

(3) L'avis d'appel se présente sous la forme que précise la personne prescrite visée au paragraphe (1).

Dépôt de l'avis

(4) La personne contre qui l'ordonnance imposant une pénalité administrative est prise dépose l'avis d'appel de la manière que précise la personne prescrite visée au paragraphe (1).

Sursis

(5) L'appel interjeté conformément au paragraphe (1) sursoit à l'ordonnance jusqu'à ce qu'il soit tranché.

Possibilité de présenter des observations

(6) Avant de trancher un appel, la personne prescrite visée au paragraphe (1) donne à la personne contre qui l'ordonnance imposant une pénalité administrative est prise une occasion raisonnable de présenter des observations écrites.

Pouvoirs en cas d'appel

(7) Sur appel, la personne prescrite visée au paragraphe (1) peut confirmer, révoquer ou modifier l'ordonnance dans les limites éventuelles qu'établissent les règlements pris par le ministre.

Non-application d'une autre loi

(8) La *Loi sur l'exercice des compétences légales* ne s'applique pas aux appels interjetés en vertu du présent article.

Effet du paiement de la pénalité

29.0.3 La personne contre qui une ordonnance imposant une pénalité administrative est prise qui paie la pénalité administrative conformément aux conditions de l'ordonnance, ou, si celle-ci est modifiée en appel, conformément aux conditions de l'ordonnance modifiée, ne peut être accusée d'une infraction à la présente loi à l'égard de la contravention sur laquelle se fonde l'ordonnance et aucune autre mesure ne peut être prise à son encontre relativement à cette même contravention.

Exécution forcée

29.0.4 (1) Si la personne contre qui une ordonnance imposant une pénalité administrative est prise ne paie pas la pénalité, contrairement aux conditions de l'ordonnance ou, si celle-ci est modifiée en appel, contrairement aux conditions de l'ordonnance modifiée, l'ordonnance peut être déposée auprès de la Cour supérieure de justice et exécutée comme s'il s'agissait d'une ordonnance de celle-ci.

Date de l'ordonnance

(2) Pour l'application de l'article 129 de la *Loi sur les tribunaux judiciaires*, la date de dépôt de l'ordonnance auprès de la Cour est réputée la date de l'ordonnance.

Créance de la Couronne

(3) La pénalité administrative qui n'est pas payée, contrairement aux conditions de l'ordonnance qui l'impose ou, si celle-ci est modifiée en appel, contrairement aux conditions de l'ordonnance modifiée, constitue une créance de la Couronne et peut être exécutée à ce titre.

10 (1) La Loi est modifiée par adjonction de l'intertitre suivant immédiatement avant l'article 29.1 :

ARRÊTÉS RELATIFS AUX DROITS, RÈGLEMENTS ET DISPOSITION TRANSITOIRE

(2) La disposition 2 de l'article 29.1 de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

2. Le traitement des avis donnés en application du paragraphe 20 (1) à l'égard de l'entrée en fonction, de la nomination ou de l'autorisation d'un agent de recouvrement ou de la cessation de ses fonctions, de sa nomination ou de son autorisation.

11 (1) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Règlements du ministre

29.2 Le ministre peut, par règlement :

- a) régir toute question que la présente loi mentionne comme étant prescrite par lui ou prévue dans les règlements qu'il prend;
- b) régir les renseignements qu'une agence de recouvrement ou un agent de recouvrement est tenu de fournir dans tout avis qu'il doit envoyer à un débiteur lorsqu'il tente de recouvrer le paiement d'une créance auprès de celui-ci, lorsque ces renseignements s'ajoutent à ceux qu'un règlement pris en vertu de l'alinéa 30 (1) l'exige d'inclure dans l'avis;
- c) préciser des pénalités administratives pour contravention qui diffèrent selon les dispositions prescrites de la présente loi ou des règlements, les parties de ces dispositions prescrites ou les exigences prescrites de ces dispositions prescrites;
- d) prévoir que le montant prescrit d'une pénalité administrative visée au paragraphe 29.0.1 (3) doit être calculé sur la base précisée dans le règlement, notamment en fonction du nombre d'opérations comprises dans la contravention sur laquelle se fonde l'ordonnance imposant la pénalité;
- e) régir la marche à suivre pour la prise, en vertu de l'article 29.0.1, d'une ordonnance qui impose une pénalité administrative ainsi que les droits des parties visées par la marche à suivre, y compris le moment où l'ordonnance est réputée signifiée à la personne inscrite qu'elle vise;
- f) régir la procédure d'appel d'une ordonnance prise par un évaluateur en vertu de l'article 29.0.1 ainsi que les droits des parties visées par l'appel, y compris le moment où l'avis d'appel est réputé reçu.

(2) Le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur du présent article et du jour de l'entrée en vigueur de l'article 1 de l'annexe 5 de la Loi de 2009 sur les mesures budgétaires, l'article 29.2 de la Loi, tel qu'il est énoncé au paragraphe (1), est abrogé.

(3) Le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur du présent article et du jour de l'entrée en vigueur de l'article 1 de l'annexe 5 de la Loi de 2009 sur les mesures budgétaires, l'article 29.2 de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- 0.a) régir toute question que la présente loi mentionne comme étant prescrite par lui ou prévue dans les règlements qu'il prend;

(4) Le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur du présent article et du jour de l'entrée en vigueur de l'article 1 de l'annexe 5 de la Loi de 2009 sur les mesures budgétaires, l'alinéa 29.2 a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) exiger comme condition de son inscription qu'une agence de recouvrement fournisse une garantie financière contre les actes ou omissions qu'elle commet;

(5) Le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur du présent article et du jour de l'entrée en vigueur de l'article 1 de l'annexe 5 de la Loi de 2009 sur les mesures budgétaires, l'article 29.2 de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- h) régir les renseignements qu'une agence de recouvrement ou un agent de recouvrement est tenu de fournir dans tout avis qu'il doit envoyer à un débiteur lorsqu'il tente de recouvrer le paiement d'une créance auprès de celui-ci, lorsque ces renseignements s'ajoutent à ceux qu'un règlement pris en vertu de l'alinéa 30 (1) l'exige d'inclure dans l'avis;
- i) préciser des pénalités administratives pour contravention qui diffèrent selon les dispositions prescrites de la présente loi ou des règlements, les parties de ces dispositions prescrites ou les exigences prescrites de ces dispositions prescrites;

- j) prévoir que le montant prescrit d'une pénalité administrative visée au paragraphe 29.0.1 (3) doit être calculé sur la base précisée dans le règlement, notamment en fonction du nombre d'opérations comprises dans la contravention sur laquelle se fonde l'ordonnance imposant la pénalité;
- k) régir la marche à suivre pour la prise, en vertu de l'article 29.0.1, d'une ordonnance qui impose une pénalité administrative ainsi que les droits des parties visées par la marche à suivre, y compris le moment où l'ordonnance est réputée signifiée à la personne inscrite qu'elle vise;
- l) régir la procédure d'appel d'une ordonnance prise par un évaluateur en vertu de l'article 29.0.1 ainsi que les droits des parties visées par l'appel, y compris le moment où l'avis d'appel est réputé reçu.

12 (1) Le paragraphe 30 (1) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- b.1) préciser les exigences auxquelles une personne doit satisfaire, en plus de celles énoncées à l'un ou l'autre des alinéas 2 (1) a) et h) à m), afin d'être soustraite à l'application de la présente loi en vertu de ces alinéas;
- b.2) préciser les dispositions de la présente loi et des règlements, sauf le paragraphe 4 (1) de la présente loi, auxquelles une personne visée à l'un ou l'autre des alinéas 2 (1) a) et h) à m) est assujettie dans les circonstances précisées dans les règlements;

(2) L'alinéa 30 (1) c) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- c) préciser tout ce qui est mentionné comme étant prescrit, à l'exclusion d'une question ou d'une chose que la présente loi mentionne comme étant prescrite par le ministre;

(3) Le paragraphe 30 (2) de la Loi est abrogé.

LOI DE 2002 SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

13 La version française de la définition de «fournisseur» à l'article 1 de la *Loi de 2002 sur la protection du consommateur* est modifiée par remplacement de «en les offrant» par «en les vendant».

14 L'article 2 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Convention de fourniture d'appareils

(6) Malgré l'alinéa (2) f), il est entendu que la présente loi s'applique à une convention de consommation aux termes de laquelle un fournisseur fournit à un consommateur des marchandises qui ne font pas partie des biens immeubles au moment où les parties concluent la convention, mais qui le deviennent par la suite aux termes de la convention.

15 Le paragraphe 43 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Résiliation : délai de réflexion

(1) Le consommateur peut, sans aucun motif, résilier une convention directe en tout temps à compter du jour où il l'a conclue et jusqu'à 10 jours après en avoir reçu une copie écrite.

Disposition transitoire

(1.1) Malgré le paragraphe (1), ce paragraphe, dans sa version antérieure au jour de l'entrée en vigueur de l'article 15 de l'annexe 2 de la *Loi de 2017 donnant la priorité aux consommateurs (modifiant des lois en ce qui concerne la protection du consommateur)*, continue de s'appliquer à une convention directe exigeant que le fournisseur fournisse au consommateur un chauffe-eau ou d'autres marchandises ou services prescrits si les parties ont conclu la convention avant ce jour.

16 L'article 43.1 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Restriction relative à la conclusion de certaines conventions directes

43.1 (1) Nul fournisseur, lorsqu'il est au logement d'un consommateur ou dans un autre lieu prescrit, ne doit solliciter le consommateur en vue de conclure une convention directe pour la fourniture de marchandises ou de services prescrits, ou conclure une telle convention, sauf si le consommateur a pris contact avec le fournisseur et lui a expressément demandé de se présenter à son logement ou dans l'autre lieu prescrit afin de conclure une telle convention.

Idem

(2) Pour l'application du paragraphe (1), les activités suivantes ne constituent pas de la sollicitation :

- 1. Laisser des documents de commercialisation au logement d'un consommateur ou dans un autre lieu prescrit pour l'application de ce paragraphe sans tenter de contacter le consommateur à propos d'une convention directe prescrite.
- 2. Les autres activités prescrites.

Convention nulle

(3) Est nulle toute convention directe que les parties concluent en contravention au paragraphe (1).

Conventions connexes nulles

(4) Toute convention qui se rapporte aux obligations du consommateur dans le cadre de la convention directe est nulle, notamment les conventions suivantes :

1. Une garantie ou une sûreté donnée par une caution afin de garantir l'exécution de ces obligations.
2. Une convention aux termes de laquelle le consommateur donne une sûreté afin de garantir l'exécution de ces obligations.
3. Une convention de crédit, au sens de la partie VII, que le consommateur conclut en tant qu'emprunteur à l'égard d'un prêt qu'il est tenu de payer aux termes de la convention directe et tout autre effet de paiement qu'il conclut à cet égard.

Marchandises ou services non sollicités

(5) Les marchandises ou services qu'un fournisseur fournit à un consommateur aux termes d'une convention directe qui est nulle sont réputés non sollicités et les paragraphes 13 (1), (2), (3), (6), (7) et (8) s'y appliquent.

Frais imposés par un tiers

(6) Si un fournisseur fournit des marchandises ou des services à un consommateur aux termes d'une convention directe qui est nulle et que le consommateur se voit imposer des frais par un tiers relativement à la convention, notamment des frais pour le retrait ou le retour de marchandises que le consommateur est tenu de retourner au tiers, le fournisseur est tenu de rembourser tous ces frais au consommateur.

Recouvrement du montant

(7) Le consommateur peut introduire une action, conformément à l'article 100, pour recouvrer le montant visé au paragraphe (6) et peut le déduire de tout montant qu'il doit au fournisseur aux termes de toute convention de consommation qu'il a conclue avec lui, à l'exception de la convention directe visée au paragraphe (1).

17 La Loi est modifiée par adjonction de la partie suivante :

PARTIE VII.1 CONVENTIONS POUR L'ENCAISSEMENT DES CHÈQUES DU GOUVERNEMENT

Définitions

85.1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

«banque» Banque, banque étrangère autorisée ou coopérative de crédit fédérale au sens de l'article 2 de la *Loi sur les banques* (Canada). («bank»)

«caisse» ou «caisse populaire» S'entend au sens de la *Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions*. («credit union»)

«chèque du gouvernement» Chèque émis à un consommateur par le gouvernement de l'Ontario, un organisme gouvernemental ou le gouvernement fédéral. («government cheque»)

«gouvernement fédéral» Le gouvernement du Canada ainsi que ses ministères, organismes, conseils, commissions, fonctionnaires ou autres entités. («federal government»)

«organisme gouvernemental» S'entend de la Couronne du chef de l'Ontario, d'un organisme de la Couronne du chef de l'Ontario, d'une administration municipale, d'un organisme municipal prescrit ou de toute autre entité prescrite. («government agency»)

Application

85.2 (1) La présente partie s'applique à une convention de consommation aux termes de laquelle un fournisseur, à l'exclusion d'une caisse populaire, encaisse un chèque du gouvernement pour un consommateur.

Non-application aux banques

(2) Il est entendu que la présente partie ne s'applique pas à une convention de consommation aux termes de laquelle une banque encaisse un chèque du gouvernement pour un consommateur.

Divulcation des renseignements

85.3 Le fournisseur visé par une convention de consommation à laquelle s'applique la présente partie affiche les renseignements prescrits de la manière prescrite et conformément aux exigences prescrites.

Plafonnement des frais exigés pour encaisser les chèques du gouvernement

85.4 (1) Le fournisseur visé par une convention de consommation à laquelle s'applique la présente partie ne doit pas exiger du consommateur des frais qui dépassent le montant prescrit pour encaisser un chèque du gouvernement.

Montant des frais

(2) Pour l'application du paragraphe (1), le montant prescrit des frais exigés pour l'encaissement d'un chèque du gouvernement peut être, selon le cas :

- a) un montant fixe;
- b) un pourcentage de la valeur nominale du chèque ou tout autre montant calculé d'après la valeur nominale du chèque;
- c) un montant qui résulte de l'application de toute combinaison des alinéas a) et b);
- d) un montant déterminé par tout autre moyen prescrit.

Relevé d'encaissement des chèques du gouvernement

85.5 Le fournisseur visé par une convention de consommation à laquelle s'applique la présente partie qui encaisse un chèque du gouvernement pour un consommateur lui remet, conformément aux exigences prescrites, un relevé contenant les renseignements prescrits relativement à l'encaissement du chèque.

18 L'article 87 de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- d) les autres baux prescrits.

19 (0.1) Le sous-alinéa 116 (1) b) (iii) de la Loi est modifié par remplacement de «et 36 (1)» par «, 36 (1), 43.1 (1) et 47.1 (1), (5) et (6)» à la fin du sous-alinéa.

(0.2) Le sous-alinéa 116 (1) b) (iii) de la Loi, tel qu'il est modifié par le paragraphe (0.1), est modifié par suppression de «, (5) et (6)» à la fin du sous-alinéa.

(1) L'alinéa 116 (1) b) de la Loi est modifié par adjonction du sous-alinéa suivant :

- (vi.1) à l'égard de la partie VII.1 (Conventions pour l'encaissement des chèques du gouvernement), l'article 85.3, le paragraphe 85.4 (1) et l'article 85.5,

20 (1) Le paragraphe 123 (5) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- j) interdire aux fournisseurs de conclure toute catégorie de convention de consommation que vise la partie IV et qui est précisée dans les règlements, si la convention crée un privilège sur des biens meubles ou immeubles dont le consommateur est le propriétaire ou sur les marchandises ou les services qui font l'objet de la convention, ou grève ces biens, marchandises ou services d'une autre sûreté, et régir les droits et les obligations des parties aux termes d'une telle convention.

(2) L'alinéa 123 (7.1) a) de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 8 de l'annexe 1 de la Loi de 2014 de lutte contre la fraude et de réduction des taux d'assurance-automobile, est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) traiter de toute question mentionnée à la partie VI.1 comme étant prescrite ou prévue dans les règlements;

(3) Le paragraphe 123 (8) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- 0.a.1) régir les facteurs dont le prêteur doit tenir compte à l'égard de l'emprunteur avant de conclure une convention de crédit avec celui-ci;
- 0.a.2) interdire au prêteur de conclure une convention de crédit avec l'emprunteur si le montant du crédit accordé ou du prêt consenti aux termes de la convention est supérieur aux montants prescrits ou calculés de la manière prescrite;
- 0.a.3) exiger que le prêteur visé par une convention de crédit fournisse par écrit à l'emprunteur, avant de conclure la convention, une copie de son évaluation des facteurs prescrits à l'alinéa 0.a.1) à son égard, et exiger que ces renseignements soient donnés conformément aux exigences prescrites;
- 0.a.4) préciser que si le prêteur visé par une convention de crédit ne se conforme pas à un règlement pris en vertu de l'alinéa 0.a.3), l'emprunteur n'est pas redevable au prêteur du coût d'emprunt aux termes de la convention;
- 0.a.5) interdire au prêteur de prendre contact avec l'emprunteur dans le but de lui offrir de refinancer une convention de crédit;

.

- c.1) prescrire les montants maximaux des frais qui ne sont pas compris dans le coût d'emprunt aux termes d'une convention de crédit ou un mode de fixation de ces montants;

(4) Le paragraphe 123 (9) de la Loi est modifié par remplacement du passage qui précède l'alinéa a) par ce qui suit :

Règlements du lieutenant-gouverneur en conseil : partie VIII

(9) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement pris pour l'application de la partie VIII :

.

(5) Le paragraphe 123 (9) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- a.2) régir et exiger l'utilisation d'étiquettes ou d'autres marques fixées à des marchandises à louer ou affichées à proximité de celles-ci et l'utilisation de déclarations dans un étalage se rapportant à des marchandises à louer, et régir le contenu des étiquettes, des marques, des déclarations ou des étalages, de même que la manière et la forme selon laquelle ils sont utilisés;
- b.3) régir les pénalités auxquelles un preneur est assujéti en cas de paiement tardif aux termes d'un bail, notamment :
 - (i) prescrire un délai de grâce pendant lequel il est interdit au bailleur d'exercer les droits et recours précisés dans le règlement à l'égard des paiements tardifs aux termes d'un bail, malgré toute disposition précisée dans le bail,
 - (ii) restreindre les droits du bailleur, malgré toute disposition précisée dans un bail, si le preneur fait un paiement tardif aux termes du bail, notamment interdire au bailleur de saisir les marchandises louées ou de résilier le bail,
 - (iii) prescrire les montants maximaux des pénalités que le bailleur peut exiger du preneur pour avoir fait un paiement tardif aux termes du bail, ou un mode de fixation de ces montants, et prescrire les circonstances dans lesquelles le bailleur peut exiger que le preneur paie ces montants et celles où il n'a pas le droit de l'exiger,
 - (iv) préciser si le bailleur peut ou non appliquer les montants visés au sous-alinéa (iii) à tout dépôt de garantie que le preneur lui a payé aux termes du bail;
- e) régir le droit du bailleur visé par un bail de résilier le bail, notamment :
 - (i) prescrire les circonstances dans lesquelles le bailleur est ou n'est pas habilité à exercer le droit de résilier le bail,
 - (ii) prescrire les exigences auxquelles le bailleur doit satisfaire pour exercer le droit de résilier le bail, notamment exiger qu'il avise le preneur et régir l'avis;
- f) régir les obligations du bailleur et du preneur à la suite de la résiliation d'un bail;
- g) permettre au preneur visé par un bail que le bailleur a résilié pour défaut d'effectuer les paiements exigés aux termes du bail de rétablir celui-ci, sous réserve de tout règlement pris en vertu de l'alinéa i), pourvu que les conditions précisées, le cas échéant, soient remplies;
- h) permettre au preneur visé par un bail qu'il a résilié pour quelque raison que ce soit de rétablir celui-ci, sous réserve de tout règlement pris en vertu de l'alinéa i), pourvu que les conditions précisées, le cas échéant, soient remplies;
- i) régir les obligations du bailleur et du preneur à la suite du rétablissement d'un bail comme le prévoit l'alinéa g) ou h).

LOI DE 2008 CONCERNANT LES PRÊTS SUR SALAIRE

21 (1) Le paragraphe 24 (1) de la Loi de 2008 concernant les prêts sur salaire est modifié par insertion de «et sous réserve du paragraphe (3)» après «règlements».

(2) L'article 24 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Emplacement des bureaux

(3) Le titulaire de permis, lorsqu'il agit en tant que tel, ne doit pas exploiter un bureau à un emplacement si, selon le cas :

- a) une municipalité a adopté un règlement municipal en vertu de l'article 154.1 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou de l'article 92.1 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* interdisant l'exploitation d'un bureau dans un secteur défini qui comprend l'emplacement;
- b) une municipalité a adopté un règlement municipal en vertu de l'article 154.1 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou de l'article 92.1 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* restreignant le nombre de bureaux pouvant être exploités dans un secteur défini qui comprend l'emplacement et le nombre maximal est atteint.

Emplacement des bureaux

(3) Le titulaire de permis, lorsqu'il agit en tant que tel, ne doit pas exploiter un bureau à un emplacement si un règlement municipal adopté en vertu de l'article 154.1 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou de l'article 92.1 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* interdit l'exploitation du bureau à cet emplacement.

21.1 L'article 34 de la Loi est modifiée par remplacement de «l'intégralité» par «tout ou partie».

22 (1) Le paragraphe 35 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Interdiction de conclure une nouvelle convention de prêt sur salaire

(1) ~~Le prêteur visé par une convention de prêt sur salaire ne doit pas en conclure une nouvelle avec l'emprunteur avant que le nombre de jours suivant ne se soit écoulé depuis que l'emprunteur a payé l'intégralité des sommes impayées dans le cadre de la première convention :~~

- ~~— 1. Le nombre prescrit.~~
- ~~— 2. Au moins sept jours, si aucun nombre n'est prescrit.~~

Interdiction de conclure une nouvelle convention de prêt sur salaire

(1) Le prêteur visé par une convention de prêt sur salaire ne doit pas en conclure une nouvelle avec l'emprunteur avant que le nombre de jours prescrit ne se soit écoulé depuis que l'emprunteur a payé l'intégralité des sommes impayées dans le cadre de la première convention.

(2) Le paragraphe 35 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Emprunteur traitant avec plusieurs prêteurs

(3) Nul courtier en prêts ne doit faciliter la conclusion de plus d'une convention de prêt sur salaire entre le même emprunteur et plusieurs prêteurs à moins que le nombre de jours suivant ne se soit écoulé depuis que l'emprunteur a payé l'intégralité des sommes impayées dans le cadre de la première convention :

- ~~— 1. Le nombre prescrit.~~
- ~~— 2. Au moins sept jours, si aucun nombre n'est prescrit.~~

Emprunteur traitant avec plusieurs prêteurs

(3) Nul courtier en prêts ne doit faciliter la conclusion de plus d'une convention de prêt sur salaire entre le même emprunteur et plusieurs prêteurs à moins que le nombre de jours prescrit ne se soit écoulé depuis que l'emprunteur a payé l'intégralité des sommes impayées dans le cadre de la première convention.

23 La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Inspection : personnes non-titulaires de permis

47.1 (1) S'il a des motifs raisonnables de croire qu'une activité pour laquelle un permis est requis a lieu, le registrateur ou la personne qu'il désigne par écrit peut mener une inspection et peut, dans le cadre de celle-ci et à toute heure raisonnable, pénétrer dans les locaux commerciaux d'une personne ou d'une entité, sauf toute partie qui est utilisée comme logement, et les inspecter pour établir si elle exerce l'activité.

Application de l'art. 47

(2) Les paragraphes 47 (2) à (7) s'appliquent à l'inspection visée au paragraphe (1), les mentions d'un titulaire de permis valant mention de la personne ou de l'entité dont les locaux commerciaux font l'objet de l'inspection.

24 (1) L'article 77 de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

16.1 régir la publicité ou l'affichage dans tout média relativement aux prêts sur salaire ou aux conventions de prêt sur salaire, notamment :

- i. régir le contenu et l'emplacement de la publicité ou de l'affichage,
- ii. régir la taille maximale de la publicité ou de l'affichage,
- iii. interdire aux titulaires de permis de faire une publicité ou un affichage qui est visé dans le règlement;

(2) La disposition 17 de l'article 77 de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

17. régir les exigences que les parties sont tenues de remplir pour conclure une convention de prêt sur salaire, notamment :

- i. exiger que le prêteur tienne compte des facteurs prescrits à l'égard de l'emprunteur avant de conclure la convention,
- ii. exiger que le prêteur interroge l'emprunteur sur les questions financières relatives à la convention qui sont précisées dans les règlements avant de conclure la convention;

17.1 interdire à un prêteur de conclure avec le même emprunteur un nombre de conventions de prêt sur salaire supérieur au nombre prescrit au cours d'une période d'un an;

17.2 interdire à un courtier en prêts de faciliter la conclusion d'un nombre de conventions de prêt sur salaire supérieur au nombre prescrit entre le même emprunteur et plusieurs prêteurs au cours d'une période d'un an;

(3) L'article 77 de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

22.1 soustraire toute catégorie de conventions de prêt sur salaire à l'application de l'article 31 et régir cette catégorie, notamment :

- i. préciser les moyens de déterminer le nombre de versements pour le remboursement de l'avance et le paiement du coût d'emprunt, et les moments où ils doivent être remboursés ou payés,
- ii. préciser les moyens de déterminer le montant requis pour chaque versement visé à la sous-disposition i,
- iii. régir la proportion de chaque versement visé à la sous-disposition i qui constituera le remboursement de l'avance au lieu du paiement du coût d'emprunt,
- iv. préciser les conditions que les parties sont tenues d'inclure dans cette catégorie de conventions;

(4) La disposition 24 de l'article 77 de la Loi est abrogée.

(5) La disposition 27 de l'article 77 de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

27. régir les renseignements et les déclarations que les titulaires de permis sont tenus de fournir à l'emprunteur, notamment à l'égard de ce qui suit :

- i. un prêt sur salaire ou une convention de prêt sur salaire,
- ii. les conventions de prêt sur salaire qu'un emprunteur a conclues avec un prêteur au cours de la période précisée dans le règlement;

27.1 régir les demandes que les titulaires de permis sont tenus de présenter à l'emprunteur, notamment à l'égard de ce qui suit :

- i. les études sur les besoins des emprunteurs à l'égard des prêts sur salaire ou des conventions de prêt sur salaire,
- ii. la planification financière pour les emprunteurs;

27.2 régir la forme que les titulaires de permis sont tenus d'employer pour les renseignements, déclarations et demandes visés aux dispositions 27 et 27.1;

27.3 régir la manière dont les renseignements et les déclarations visés à la disposition 27 sont fournis à l'emprunteur et la manière dont les demandes visées à la disposition 27.1 sont présentées à l'emprunteur, notamment l'ordre dans lequel ils sont fournis ou présentés et le moment où ils le sont;

(6) L'article 77 de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

33.1 interdire aux titulaires de permis d'offrir ou de fournir des biens ou des services prescrits, autres que des prêts sur salaire, à qui que ce soit;

(7) L'article 77 de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

33.2 obliger les titulaires de permis à renvoyer des catégories prescrites d'emprunteurs à des services conseils en crédit ou à d'autres services prescrits, de la manière prescrite;

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Loi de 2006 sur la cité de Toronto

25 La Loi de 2006 sur la cité de Toronto est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Restrictions : établissements de prêt sur salaire

92.1 (1) Malgré l'article 90 et sans préjudice de la portée générale des articles 7 et 8, la cité peut, dans un règlement municipal adopté en vertu des articles traitant des établissements de prêt sur salaire, définir le secteur de la cité dans lequel l'exploitation d'un établissement de prêt sur salaire est permise ou interdite et restreindre le nombre d'établissements de ce genre qu'il peut y avoir dans tout secteur défini où leur exploitation est permise.

Définition

(2) La définition qui suit s'applique au paragraphe (1).

«établissement de prêt sur salaire» Les locaux, ou toute partie de ceux-ci, à l'égard desquels un titulaire de permis au sens de la Loi de 2008 concernant les prêts sur salaire peut exploiter une entreprise conformément à un permis délivré en vertu de cette loi.

Exception

(2) Malgré le paragraphe (1), un règlement municipal visé à ce paragraphe ne doit pas interdire l'exploitation de tous les établissements de prêt sur salaire dans la cité.

Définition

(3) La définition qui suit s'applique au présent article.

«établissement de prêt sur salaire» Les locaux, ou toute partie de ceux-ci, à l'égard desquels un titulaire de permis au sens de la Loi de 2008 concernant les prêts sur salaire peut exploiter une entreprise conformément à un permis délivré en vertu de cette loi.

Loi de 2001 sur les municipalités

26 La Loi de 2001 sur les municipalités est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Restrictions : établissements de prêt sur salaire

154.1 (1) Malgré l'article 153 et sans préjudice de la portée générale des articles 9, 10 et 11, une municipalité locale peut, dans un règlement municipal adopté en vertu de l'article 151 à l'égard des établissements de prêt sur salaire, définir le secteur de la municipalité dans lequel l'exploitation d'un établissement de prêt sur salaire est permise ou interdite et restreindre le nombre d'établissements de ce genre qu'il peut y avoir dans tout secteur défini où leur exploitation est permise.

Définition

(2) La définition qui suit s'applique au paragraphe (1).

«établissement de prêt sur salaire» Les locaux, ou toute partie de ceux-ci, à l'égard desquels un titulaire de permis au sens de la Loi de 2008 concernant les prêts sur salaire peut exploiter une entreprise conformément à un permis délivré en vertu de cette loi.

Exception

(2) Malgré le paragraphe (1), un règlement municipal visé à ce paragraphe ne doit pas interdire l'exploitation de tous les établissements de prêt sur salaire dans la municipalité.

Définition

(3) La définition qui suit s'applique au présent article.

«établissement de prêt sur salaire» Les locaux, ou toute partie de ceux-ci, à l'égard desquels un titulaire de permis au sens de la Loi de 2008 concernant les prêts sur salaire peut exploiter une entreprise conformément à un permis délivré en vertu de cette loi.

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur

27 (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente annexe entre en vigueur le jour où la Loi de 2017 donnant la priorité aux consommateurs (modifiant des lois en ce qui concerne la protection du consommateur) reçoit la sanction royale.

(2) Les paragraphes 1 (1), (2) et (4), les articles 2 à 12, 14 à 19, les paragraphes 20 (1), (3), (4) et (5), les articles 21 et 22, les paragraphes 24 (1), (2), (3), (5) et (6) et les articles 25 et 26 entrent en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

(3) Le paragraphe 20 (2) entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'article 8 de l'annexe 1 de la Loi de 2014 de lutte contre la fraude et de réduction des taux d'assurance-automobile.



2ND SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

2^e SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

Bill 60

**An Act to proclaim
the month of November
Lebanese Heritage Month**

Mr. J. Fraser

Private Member's Bill

1st Reading November 14, 2016
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 60

**Loi proclamant
le mois de novembre
Mois du patrimoine libanais**

M. J. Fraser

Projet de loi de député

1^{re} lecture 14 novembre 2016
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



**An Act to proclaim
the month of November
Lebanese Heritage Month**

Preamble

Ontario is home to a large and vibrant Lebanese community. Ever since the late 19th century, when the first Lebanese immigrants arrived in Canada, the Lebanese Canadian community throughout Ontario has made and continues to make significant contributions across all fields including in science, education, medicine, law, politics, business, sports and culture. Lebanese Canadians play an integral role in communities across Ontario and truly enrich the multicultural diversity of the province.

November is a significant month for the Lebanese community. Each year in November, Lebanese people around the world celebrate Lebanese Independence Day in commemoration of their nation gaining independence on November 22, 1943.

By proclaiming the month of November as Lebanese Heritage Month, the Province of Ontario recognizes the meaningful contributions Lebanese Canadians have made to Ontario's social, economic, political and cultural fabric. Lebanese Heritage Month is an opportunity to remember, celebrate and educate future generations about Lebanese Canadians and their continuing role in helping to foster growth, prosperity and innovation throughout Ontario.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Lebanese Heritage Month

1. The month of November in each year is proclaimed as Lebanese Heritage Month.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Lebanese Heritage Month Act, 2016*.

EXPLANATORY NOTE

The Bill proclaims the month of November in each year as Lebanese Heritage Month.

**Loi proclamant
le mois de novembre
Mois du patrimoine libanais**

Préambule

L'Ontario est la terre d'accueil d'une vaste et dynamique communauté libanaise. Depuis l'arrivée des premiers immigrants libanais au Canada à la fin du XIX^e siècle, la communauté libano-canadienne dans tout l'Ontario contribue de façon importante dans tous les domaines, dont les sciences, l'éducation, la médecine, le droit, la politique, les affaires, les sports et la culture. Les Canadiens d'origine libanaise font partie intégrante des collectivités ontariennes et contribuent effectivement à enrichir la diversité culturelle de la province.

Le mois de novembre revêt une importance particulière pour la communauté libanaise. Tous les ans au cours de ce mois, les Libanais de partout dans le monde célèbrent la fête de l'Indépendance du Liban pour commémorer l'accès de leur nation à l'indépendance le 22 novembre 1943.

En proclamant le mois de novembre Mois du patrimoine libanais, la Province de l'Ontario reconnaît la contribution substantielle que les Canadiens d'origine libanaise ont apportée au tissu social, économique, politique et culturel de l'Ontario. Le Mois du patrimoine libanais est l'occasion de saluer et de célébrer le rôle que les Canadiens d'origine libanaise continuent de jouer dans la croissance, la prospérité et l'innovation partout en Ontario, et d'y sensibiliser les générations à venir.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Mois du patrimoine libanais

1. Le mois de novembre de chaque année est proclamé Mois du patrimoine libanais.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2016 sur le Mois du patrimoine libanais*.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi proclame le mois de novembre de chaque année Mois du patrimoine libanais.



2ND SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

2^e SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

Bill 61

**An Act respecting
the City of Toronto
and the Ontario Municipal Board**

Ms C. DiNovo

Private Member's Bill

1st Reading November 14, 2016
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 61

**Loi portant sur la cité de Toronto
et la Commission des affaires
municipales de l'Ontario**

M^{me} C. DiNovo

Projet de loi de député

1^{re} lecture 14 novembre 2016
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



The Bill changes the relationship in law between the City of Toronto and the Ontario Municipal Board. Currently, under various statutes that govern land use planning, certain municipal decisions can be appealed to the Ontario Municipal Board. Amendments eliminate those rights of appeal with respect to decisions of the City of Toronto. Amendments also eliminate a right to make certain other types of applications to the Board with respect to the City.

The City is authorized to establish one or more appeal bodies to hear any of these matters and to hear such other matters as the City considers appropriate.

The Bill comes into force on the first anniversary of the day on which it receives Royal Assent.

Here are some highlights:

City of Toronto Act, 2006

Section 115 of the *City of Toronto Act, 2006* currently authorizes the City to establish one appeal body for specified local land use planning matters. The current provision assigns to the appeal body the powers of the Ontario Municipal Board under specified provisions of the *Planning Act*. Amendments to section 115 authorize the City to establish one or more appeal bodies, and to empower an appeal body to hear one or more of a list of matters. The list is set out in subsections 115 (5) and (5.1). A consequential amendment is made to section 123, concerning the authority of the Minister of Municipal Affairs and Housing to make regulations.

Rights of appeal to the Ontario Municipal Board relating to the following matters are repealed. Rights to make a motion for directions are also repealed.

1. Site plan controls — appeals and motions for directions under section 114.
2. Changes to wards — appeals under sections 128 and 129.

Condominium Act, 1998

Section 9 of the *Condominium Act, 1998* provides for planning approvals of condominium developments. It says that specified provisions of the *Planning Act* apply, with necessary modifications, with respect to condominium developments. Those provisions of the *Planning Act* include some that provide for appeals to the Ontario Municipal Board. The amendment to section 9 eliminates the rights of appeal to the Board for a condominium development in the City of Toronto.

Consolidated Hearings Act

Section 2 of the *Consolidated Hearings Act* says that the Act applies when hearings by more than one tribunal may be required with respect to the same undertaking. The amendment to section 2 specifies that the Act does not apply with respect to matters that may be heard by an appeal body established by the City of Toronto.

Development Charges Act, 1997

Rights of appeal to the Ontario Municipal Board under the *Development Charges Act, 1997* relating to the following matters are repealed with respect to the City of Toronto:

Le projet de loi modifie la relation juridique entre la cité de Toronto et la Commission des affaires municipales de l'Ontario. Actuellement, en vertu de différentes lois régissant l'aménagement du territoire, il est possible d'interjeter appel de certaines décisions municipales devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario. Des modifications suppriment ces droits d'appel à l'égard des décisions de la cité de Toronto. Des modifications suppriment également le droit de présenter à la Commission certains autres types de demandes en ce qui concerne la cité de Toronto.

La cité est autorisée à créer un ou plusieurs organismes d'appel pour entendre ces questions et toute autre question que la cité estime appropriée.

Le projet de loi entre en vigueur au premier anniversaire du jour où il reçoit la sanction royale.

En voici quelques-uns des points saillants :

Loi de 2006 sur la cité de Toronto

L'article 115 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* autorise actuellement la cité à créer un organisme d'appel pour traiter de questions déterminées portant sur l'aménagement du territoire à l'échelon local. La disposition actuelle donne à l'organisme d'appel les pouvoirs que des dispositions déterminées de la *Loi sur l'aménagement du territoire* confèrent à la Commission des affaires municipales de l'Ontario. L'article 115 est modifié pour autoriser la cité à créer un ou plusieurs organismes d'appel et à investir tout organisme d'appel du pouvoir d'entendre une ou plusieurs des questions dont la liste figure aux paragraphes 115 (5) et (5.1). Une modification corrélative est apportée à l'article 123 à propos du pouvoir réglementaire du ministre des Affaires municipales et du Logement.

Le droit d'interjeter appel des questions suivantes devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario est abrogé. Le droit de présenter une motion pour obtenir des directives est également abrogé.

1. Réglementation des plans d'implantation — appels et motions pour obtenir des directives prévus à l'article 114.
2. Modification des quartiers électoraux — appels prévus aux articles 128 et 129.

Loi de 1998 sur les condominiums

L'article 9 de la *Loi de 1998 sur les condominiums* traite des approbations en matière d'aménagement des ensembles de condominiums. Il prévoit que des dispositions déterminées de la *Loi sur l'aménagement du territoire* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'égard des ensembles de condominiums. Certaines de ces dispositions prévoient la possibilité d'interjeter appel devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario. L'article 9 est modifié pour supprimer le droit d'appel devant la Commission en ce qui concerne les ensembles de condominiums situés dans la cité de Toronto.

Loi sur la jonction des audiences

L'article 2 de la *Loi sur la jonction des audiences* prévoit que la Loi s'applique lorsque des audiences tenues par plusieurs tribunaux peuvent être exigées à l'égard d'une même entreprise. L'article 2 est modifié pour préciser que la Loi ne s'applique pas à l'égard des questions qui peuvent être entendues par un organisme d'appel créé par la cité de Toronto.

Loi de 1997 sur les redevances d'aménagement

Le droit d'interjeter appel devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario des questions suivantes prévu par la *Loi de 1997 sur les redevances d'aménagement* est abrogé en ce qui concerne la cité de Toronto :

1. Development charge by-laws — appeals under sections 10 to 19.
2. Development charges — appeals under sections 21 to 24.
3. Front-ending agreements — objections under sections 46 to 48 and 50.

Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002

Under section 84 of the *Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002*, a municipality may approve a request to establish, alter or increase the capacity of a cemetery. Section 85 of the Act provides for an appeal of the municipality's decision to the Ontario Municipality Board. The amendment to section 85 eliminates the right of appeal for a decision of the City of Toronto.

Ontario Heritage Act

Rights of appeal to the Ontario Municipal Board under the *Ontario Heritage Act* relating to the following matters are repealed with respect to the City of Toronto:

1. Consents to demolish or remove a building or structure — appeals under section 34.1.
2. Heritage conservation study areas — appeals under section 40.1.
3. Heritage conservation districts — appeals under sections 41 and 42.

Planning Act

Rights of appeal to the Ontario Municipal Board under the *Planning Act* relating to the following matters are repealed with respect to the City of Toronto. Rights to make a motion for directions are also repealed.

1. Official plans or amendments — appeals under sections 17 and 22, motions for directions under section 22.
2. Community improvement plans or amendments — appeals under section 28.
3. Demolition control areas — appeals under section 33.
4. Zoning by-law matters — appeals and motions for directions under section 34.
5. Holding provision by-laws — appeals under section 36.
6. Interim control by-laws — appeals under section 38.
7. Conveyances for park or other recreational purposes — appeals under section 42.
8. Committee of adjustment matters — appeals under section 45.
9. Plan of subdivision matters — appeals and motions for directions under section 51.
10. Consents — appeals under section 53.
11. Fees — appeals under section 69.

1. Règlements de redevances d'aménagement — appels prévus aux articles 10 à 19.
2. Redevances d'aménagement — appels prévus aux articles 21 à 24.
3. Accord initiaux — oppositions prévues aux articles 46 à 48 et 50.

Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d'enterrement et de crémation

En vertu de l'article 84 de la *Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d'enterrement et de crémation*, une municipalité peut approuver une demande présentée en vue de la création, de la modification ou de l'agrandissement d'un cimetière. L'article 85 de la Loi prévoit la possibilité de faire appel de la décision de la municipalité devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario. L'article 85 est modifié pour supprimer ce droit d'appel en ce qui concerne une décision de la cité de Toronto.

Loi sur le patrimoine de l'Ontario

Le droit d'interjeter appel devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario des questions suivantes prévu par la *Loi sur le patrimoine de l'Ontario* est abrogé en ce qui concerne la cité de Toronto :

1. Consentements à une demande de démolition ou d'enlèvement d'un bâtiment ou d'une construction — appels prévus à l'article 34.1.
2. Zones de conservation du patrimoine à l'étude — appels prévus à l'article 40.1.
3. Districts de conservation du patrimoine — appels prévus aux articles 41 et 42.

Loi sur l'aménagement du territoire

Le droit d'interjeter appel devant la Commission des affaires municipales de l'Ontario des questions suivantes prévu par la *Loi sur l'aménagement du territoire* est abrogé en ce qui concerne la cité de Toronto. Le droit de présenter une motion pour obtenir des directives est également abrogé.

1. Plans officiels ou modifications de ceux-ci — appels prévus aux articles 17 et 22, motions pour obtenir des directives prévues à l'article 22.
2. Plans d'améliorations communautaires ou modifications de ceux-ci — appels prévus à l'article 28.
3. Zones à démolition réglementée — appels prévus à l'article 33.
4. Questions liées aux règlements municipaux de zonage — appels et motions pour obtenir des directives prévus à l'article 34.
5. Règlements municipaux contenant le symbole d'utilisation différée — appels prévus à l'article 36.
6. Règlements municipaux de restriction provisoire — appels prévus à l'article 38.
7. Cessions de terrains en vue de l'installation de parcs ou d'autres loisirs — appels prévus à l'article 42.
8. Questions liées au comité de dérogation — appels prévus à l'article 45.
9. Questions liées aux plans de lotissement — appels et motions pour obtenir des directives prévus à l'article 51.
10. Autorisations — appels prévus à l'article 53.
11. Droits — appels prévus à l'article 69.

**An Act respecting
the City of Toronto
and the Ontario Municipal Board**

**Loi portant sur la cité de Toronto
et la Commission des affaires
municipales de l'Ontario**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

CITY OF TORONTO ACT, 2006

1. (1) Subsection 114 (5) of the *City of Toronto Act, 2006* is amended by striking out “or, where a referral has been made under subsection (15), the Ontario Municipal Board” in the portion before paragraph 1.

(2) Subsections 114 (7) and (8) of the Act are repealed.

(3) Subsections 114 (15) and (16) of the Act are repealed.

(4) Section 114 of the Act is amended by adding the following subsections:

Transition re Ontario Municipal Board

(18) Subsections (7) and (8) continue to apply with respect to a motion for directions if notice of the motion is given before the day on which subsection (7) is repealed.

Same

(19) Subsections (15) and (16) continue to apply with respect to particular plans or drawings and with respect to all or part of any particular requirement made by the City if written notice about the plans or drawings or written notice about the unsatisfactory requirement or the unsatisfactory part of the requirement is given in accordance with subsection (15) before the day on which that subsection is repealed.

2. (1) Subsection 115 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Appeal bodies for land use planning matters

(1) The City may by by-law constitute and appoint one or more appeal bodies for land use planning matters, composed of such persons as the City considers advisable, subject to subsections (2), (3) and (4).

(2) Subsection 115 (2) of the Act is amended by striking out “the appeal body” in the portion before clause (a) and substituting “an appeal body”.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

LOI DE 2006 SUR LA CITÉ DE TORONTO

1. (1) Le paragraphe 114 (5) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* est modifié par suppression de «ou, dans le cas du renvoi visé au paragraphe (15), la Commission des affaires municipales de l'Ontario» dans le passage qui précède la disposition 1.

(2) Les paragraphes 114 (7) et (8) de la Loi sont abrogés.

(3) Les paragraphes 114 (15) et (16) de la Loi sont abrogés.

(4) L'article 114 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Disposition transitoire concernant la Commission des affaires municipales de l'Ontario

(18) Les paragraphes (7) et (8) continuent de s'appliquer à l'égard d'une motion pour obtenir des directives si l'avis de motion est donné avant le jour de l'abrogation du paragraphe (7).

Idem

(19) Les paragraphes (15) et (16) continuent de s'appliquer à l'égard de plans ou dessins particuliers et à l'égard d'une exigence particulière, ou d'une partie de celle-ci, imposée par la cité si l'avis écrit concernant les plans ou les dessins ou celui concernant l'exigence, ou la partie de celle-ci, jugée non satisfaisante est donné conformément au paragraphe (15) avant le jour de son abrogation.

2. (1) Le paragraphe 115 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Organismes d'appel pour traiter de questions d'aménagement du territoire

(1) La cité peut, par règlement municipal, créer un ou plusieurs organismes d'appel pour traiter de questions d'aménagement du territoire et en nommer les membres. L'organisme se compose des personnes que la cité estime souhaitables, sous réserve des paragraphes (2), (3) et (4).

(2) Le paragraphe 115 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «l'organisme d'appel» par «un organisme d'appel» dans le passage qui précède l'alinéa a).

(3) Subsection 115 (3) of the Act is amended by striking out “the appeal body” and substituting “an appeal body”.

(4) Subsection 115 (4) of the Act is amended by striking out “the appeal body” in the portion before clause (a) and substituting “an appeal body”.

(5) Subsections 115 (5) and (6) of the Act are repealed and the following substituted:

Jurisdiction of appeal body

(5) The City may by by-law empower an appeal body to hear one or more of the following matters that, under the *Condominium Act, 1998*, the *Ontario Heritage Act* or the *Planning Act*, can be heard or determined by the Ontario Municipal Board with respect to land use planning in another municipality:

1. An appeal or a motion for directions, as the case may be, under subsection 9 (2) of the *Condominium Act, 1998* with respect to the incorporation by reference of subsection 51 (34), (39) or (48) of the *Planning Act*.
2. An appeal under subsection 34.1 (1), 40.1 (4), 41 (4) or 42 (6) of the *Ontario Heritage Act*.
3. An appeal or a motion for directions, as the case may be, under any of the following subsections of the *Planning Act*:
 - i. Re official plan approvals: Subsection 17 (24), (36) or (40).
 - ii. Re amendment of official plan: Subsection 22 (6.2) or (7).
 - iii. Re community improvement plan: Subsection 28 (5), with respect to the incorporation by reference of subsection 17 (24).
 - iv. Re demolition control area: Subsection 33 (4), (10) or (15).
 - v. Re zoning by-laws: Subsection 34 (10.5), (11) or (19).
 - vi. Re holding provision by-laws: Subsection 36 (3).
 - vii. Re interim control by-laws: Subsection 38 (4).
 - viii. Re conveyance of land for park or other recreational purposes: Subsection 42 (10) or (11).

(3) Le paragraphe 115 (3) de la Loi est modifié par remplacement de «l'organisme d'appel» par «un organisme d'appel».

(4) Le paragraphe 115 (4) de la Loi est modifié par remplacement de «l'organisme d'appel» par «un organisme d'appel» dans le passage qui précède l'alinéa a).

(5) Les paragraphes 115 (5) et (6) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Compétence de l'organisme d'appel

(5) La cité peut, par règlement municipal, investir un organisme d'appel du pouvoir d'entendre l'une ou plusieurs des questions suivantes en matière d'aménagement du territoire, lesquelles, dans une autre municipalité, peuvent être entendues ou tranchées par la Commission des affaires municipales de l'Ontario en vertu de la *Loi de 1998 sur les condominiums*, de la *Loi sur le patrimoine de l'Ontario* ou de la *Loi sur l'aménagement du territoire* :

1. Un appel ou une motion pour obtenir des directives, selon le cas, interjeté ou présentée en vertu du paragraphe 9 (2) de la *Loi de 1998 sur les condominiums* pour ce qui est de l'incorporation par renvoi du paragraphe 51 (34), (39) ou (48) de la *Loi sur l'aménagement du territoire*.
2. Un appel interjeté en vertu du paragraphe 34.1 (1), 40.1 (4), 41 (4) ou 42 (6) de la *Loi sur le patrimoine de l'Ontario*.
3. Un appel ou une motion pour obtenir des directives, selon le cas, interjeté ou présentée en vertu de l'un ou l'autre des paragraphes suivants de la *Loi sur l'aménagement du territoire* :
 - i. En ce qui concerne les approbations de plan officiel : le paragraphe 17 (24), (36) ou (40).
 - ii. En ce qui concerne la modification d'un plan officiel : le paragraphe 22 (6.2) ou (7).
 - iii. En ce qui concerne un plan d'améliorations communautaires : le paragraphe 28 (5), pour ce qui est de l'incorporation par renvoi du paragraphe 17 (24).
 - iv. En ce qui concerne les zones à démolition réglementée : le paragraphe 33 (4), (10) ou (15).
 - v. En ce qui concerne les règlements municipaux de zonage : le paragraphe 34 (10.5), (11) ou (19).
 - vi. En ce qui concerne les règlements municipaux contenant le symbole d'utilisation différée : le paragraphe 36 (3).
 - vii. En ce qui concerne les règlements municipaux de restriction provisoire : le paragraphe 38 (4).
 - viii. En ce qui concerne la cession d'un terrain en vue de l'installation de parcs ou d'autres loisirs : le paragraphe 42 (10) ou (11).

- ix. Re committee of adjustment: Subsection 45 (12).
- x. Re plan of subdivision approvals: Subsection 51 (19.2), (34), (39), (43) or (48).
- xi. Re consents: Subsection 53 (14), (19) or (27).

Same

(5.1) The City may by by-law empower an appeal body to hear one or more of the following matters with respect to land use planning:

1. An appeal of a by-law made or proposed under a special Act conferring authority on the City or a predecessor municipality, or an appeal of a decision made under such a by-law.
2. Such other matters as the City considers appropriate.

Right of appeal, etc.

(6) A by-law that empowers an appeal body to hear an appeal or a motion must also establish the right of one or more persons to bring such an appeal or to make such a motion.

Powers and duties re appeal, etc.

(6.1) If an appeal body is empowered to hear a matter described in subsection (5), the appeal body has the same powers and duties with respect to the matter as those of the Ontario Municipal Board under the *Condominium Act, 1998*, the *Ontario Heritage Act* or the *Planning Act*, as the case may be, in relation to an analogous matter under that Act.

Same

(6.2) If an appeal body is empowered to hear a matter described in subsection (5.1), the appeal body has the powers and duties set out in the by-law with respect to the matter.

(6) Subsection 115 (7) of the Act is amended by striking out “The appeal body” at the beginning and substituting “An appeal body”.

(7) Subsection 115 (8) of the Act is amended by striking out “to the appeal body” and substituting “to an appeal body”.

(8) Subsection 115 (9) of the Act is amended by striking out “from the appeal body” and substituting “from an appeal body”.

(9) Subsections 115 (9.1) to (22) of the Act are repealed.

3. Clause 123 (e) of the Act is repealed.

4. (1) Subsection 128 (3) of the Act is amended by striking out “specifying the last date for filing a notice of appeal under subsection (4)” at the end.

ix. En ce qui concerne le comité de dérogation : le paragraphe 45 (12).

x. En ce qui concerne les approbations de plan de lotissement : le paragraphe 51 (19.2), (34), (39), (43) ou (48).

xi. En ce qui concerne les autorisations : le paragraphe 53 (14), (19) ou (27).

Idem

(5.1) La cité peut, par règlement municipal, investir un organisme d'appel du pouvoir d'entendre l'une ou plusieurs des questions suivantes en matière d'aménagement du territoire :

1. Un appel portant sur un règlement municipal adopté ou proposé en vertu d'une loi spéciale conférant un pouvoir à la cité ou à une municipalité qu'elle remplace, ou un appel d'une décision prise en vertu d'un tel règlement.
2. Toute autre question que la cité estime appropriée.

Droit d'appel

(6) Le règlement municipal qui investit un organisme d'appel du pouvoir d'entendre un appel ou une motion doit également établir le droit d'une ou de plusieurs personnes d'interjeter un tel appel ou de présenter une telle motion.

Pouvoirs et obligations en matière d'appel

(6.1) L'organisme d'appel qui est investi du pouvoir d'entendre une question visée au paragraphe (5) a les mêmes pouvoirs et obligations à l'égard de la question qu'a la Commission des affaires municipales de l'Ontario en vertu de la *Loi de 1998 sur les condominiums*, de la *Loi sur le patrimoine de l'Ontario* ou de la *Loi sur l'aménagement du territoire*, selon le cas, en ce qui concerne une question analogue prévue par cette loi.

Idem

(6.2) L'organisme d'appel qui est investi du pouvoir d'entendre une question visée au paragraphe (5.1) a les pouvoirs et les obligations énoncés dans le règlement municipal à l'égard de cette question.

(6) Le paragraphe 115 (7) de la Loi est modifié par remplacement de «L'organisme d'appel» par «Tout organisme d'appel» au début du paragraphe.

(7) Le paragraphe 115 (8) de la Loi est modifié par remplacement de «à l'organisme d'appel» par «à un organisme d'appel».

(8) Le paragraphe 115 (9) de la Loi est modifié par remplacement de «de l'organisme d'appel» par «d'un organisme d'appel».

(9) Les paragraphes 115 (9.1) à (22) de la Loi sont abrogés.

3. L'alinéa 123 e) de la Loi est abrogé.

4. (1) Le paragraphe 128 (3) de la Loi est modifié par suppression de «qui précise la date limite pour déposer un avis d'appel en vertu du paragraphe (4)» à la fin du paragraphe.

(2) Subsections 128 (4), (5), (6) and (7) of the Act are repealed.

(3) Subsection 128 (8) of the Act is repealed and the following substituted:

Coming into force of by-law

(8) The by-law comes into force on the day the new city council is organized following,

- (a) the first regular election after the by-law is passed if the by-law is passed before January 1 in the year of the regular election; and
- (b) the second regular election after the by-law is passed, in all other cases except where the by-law is repealed by the Board.

5. Subsections 129 (4), (5), (6), (7) and (8) of the Act are repealed.

CONDOMINIUM ACT, 1998

6. Section 9 of the *Condominium Act, 1998* is amended by adding the following subsection:

Exception, City of Toronto

(2.1) For greater certainty, subsections 51 (34), (39) and (48) of the *Planning Act* do not apply with respect to a property that is located in the City of Toronto, except as otherwise provided in section 51 of that Act.

CONSOLIDATED HEARINGS ACT

7. Section 2 of the *Consolidated Hearings Act* is amended by adding the following subsection:

Exception, City of Toronto

(2) For greater certainty, this Act does not apply in respect of a matter under the *Condominium Act, 1998*, the *Ontario Heritage Act* or the *Planning Act* relating to an undertaking or activity in the City of Toronto if an appeal body established by the City council under section 115 of the *City of Toronto Act, 2006* is required or permitted to hold a hearing before a final decision about the matter is made.

DEVELOPMENT CHARGES ACT, 1997

8. The *Development Charges Act, 1997* is amended by adding the following section:

Exception, City of Toronto

18.1 (1) Sections 10 to 18 do not apply with respect to a development charge by-law of the City of Toronto.

Transition

(2) Despite subsection (1), sections 10 to 18 continue to apply with respect to a by-law if the written notice referred to in subsection 13 (1) is given before the day on which this section comes into force.

9. Section 19 of the Act is amended by adding the following subsection:

(2) Les paragraphes 128 (4), (5), (6) et (7) de la Loi sont abrogés.

(3) Le paragraphe 128 (8) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Entrée en vigueur du règlement municipal

(8) Le règlement municipal entre en vigueur le jour où le nouveau conseil municipal est constitué à la suite :

- a) des premières élections ordinaires qui ont lieu après son adoption, s'il est adopté avant le 1^{er} janvier de l'année de ces élections;
- b) des deuxièmes élections ordinaires qui ont lieu après son adoption, dans les autres cas, sauf lorsque la Commission l'abroge.

5. Les paragraphes 129 (4), (5), (6), (7) et (8) de la Loi sont abrogés.

LOI DE 1998 SUR LES CONDOMINIUMS

6. L'article 9 de la *Loi de 1998 sur les condominiums* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Exception : cité de Toronto

(2.1) Il est entendu que les paragraphes 51 (34), (39) et (48) de la *Loi sur l'aménagement du territoire* ne s'appliquent pas à l'égard d'une propriété située dans la cité de Toronto, sauf disposition contraire de l'article 51 de cette loi.

LOI SUR LA JONCTION DES AUDIENCES

7. L'article 2 de la *Loi sur la jonction des audiences* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Exception : cité de Toronto

(2) Il est entendu que la présente loi ne s'applique pas à l'égard d'une question visée par la *Loi de 1998 sur les condominiums*, la *Loi sur le patrimoine de l'Ontario* ou la *Loi sur l'aménagement du territoire* ayant trait à une entreprise ou à une activité dans la cité de Toronto si un organisme d'appel créé par le conseil municipal en vertu de l'article 115 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* doit ou peut tenir une audience avant qu'une décision définitive sur la question ne puisse être prise.

LOI DE 1997 SUR LES REDEVANCES D'AMÉNAGEMENT

8. La *Loi de 1997 sur les redevances d'aménagement* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Exception : cité de Toronto

18.1 (1) Les articles 10 à 18 ne s'appliquent pas à l'égard d'un règlement de redevances d'aménagement de la cité de Toronto.

Disposition transitoire

(2) Malgré le paragraphe (1), les articles 10 à 18 continuent de s'appliquer à l'égard d'un règlement si l'avis écrit visé au paragraphe 13 (1) est donné avant le jour de l'entrée en vigueur du présent article.

9. L'article 19 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Exception, City of Toronto

(1.1) For greater certainty, subsection (1) does not apply with respect to an amendment to a development charge by-law of the City of Toronto.

10. The Act is amended by adding the following section:**Exception, City of Toronto**

24.1 (1) Sections 21 to 24 do not apply with respect to a development charge by-law of the City of Toronto.

Transition

(2) Despite subsection (1), sections 21 to 24 continue to apply with respect to an appeal if notice of the appeal under subsection 22 (1) or (2) is filed before the day on which this section comes into force.

11. The Act is amended by adding the following section:**Exception, City of Toronto**

49.1 (1) Sections 46 to 48 do not apply with respect to a front-ending agreement entered into by the City of Toronto.

Transition

(2) Despite subsection (1), sections 46 to 48 continue to apply with respect to an objection to a front-ending agreement if notice of the objection is filed in accordance with section 47 before the day on which this section comes into force.

12. Section 50 of the Act is amended by adding the following subsection:**Exception, City of Toronto**

(2) For greater certainty, subsection (1) does not apply with respect to an amendment to a front-ending agreement entered into by the City of Toronto.

**FUNERAL, BURIAL AND CREMATION
SERVICES ACT, 2002**

13. Section 85 of the *Funeral, Burial and Cremation Services Act, 2002* is amended by adding the following subsections:**Exception, City of Toronto**

(1.1) Subsection (1) does not apply with respect to a decision of the City of Toronto.

Transition, City of Toronto

(4) Despite subsection (1.1), subsection (1) continues to apply with respect to an appeal of a decision of the City of Toronto under section 84 if notice of the appeal is given before the day on which subsection (1.1) comes into force.

ONTARIO HERITAGE ACT

14. Section 34 of the *Ontario Heritage Act* is amended by adding the following subsection:**Exception : cité de Toronto**

(1.1) Il est entendu que le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard de la modification d'un règlement de redevances d'aménagement de la cité de Toronto.

10. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :**Exception : cité de Toronto**

24.1 (1) Les articles 21 à 24 ne s'appliquent pas à l'égard d'un règlement de redevances d'aménagement de la cité de Toronto.

Disposition transitoire

(2) Malgré le paragraphe (1), les articles 21 à 24 continuent de s'appliquer à l'égard d'un appel si l'avis d'appel prévu au paragraphe 22 (1) ou (2) est déposé avant le jour de l'entrée en vigueur du présent article.

11. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :**Exception : cité de Toronto**

49.1 (1) Les articles 46 à 48 ne s'appliquent pas à l'égard d'un accord initial conclu par la cité de Toronto.

Disposition transitoire

(2) Malgré le paragraphe (1), les articles 46 à 48 continuent de s'appliquer à l'égard de l'opposition à un accord initial si l'avis d'opposition est déposé conformément à l'article 47 avant le jour de l'entrée en vigueur du présent article.

12. L'article 50 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :**Exception : cité de Toronto**

(2) Il est entendu que le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard de la modification d'un accord initial conclu par la cité de Toronto.

**LOI DE 2002 SUR LES SERVICES FUNÉRAIRES ET
LES SERVICES D'ENTERREMENT ET DE CRÉMATION**

13. L'article 85 de la *Loi de 2002 sur les services funéraires et les services d'enterrement et de crémation* est modifié par adjonction des paragraphes suivants :**Exception : cité de Toronto**

(1.1) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard d'une décision de la cité de Toronto.

Disposition transitoire : cité de Toronto

(4) Malgré le paragraphe (1.1), le paragraphe (1) continue de s'appliquer à l'égard de l'appel d'une décision de la cité de Toronto prise en vertu de l'article 84 si l'avis de l'appel est donné avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe (1.1).

LOI SUR LE PATRIMOINE DE L'ONTARIO

14. L'article 34 de la *Loi sur le patrimoine de l'Ontario* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Exception, City of Toronto

(4.1) The following rules apply if the property is located in the City of Toronto, and if the City passes a by-law under subsection 115 (5) of the *City of Toronto Act, 2006* authorizing appeals relating to applications made under subsection (1):

1. The time period mentioned in subsection (2) applies only with respect to the initial decision of the council, and not with respect to the appeal.
2. A deemed consent described in subsection (4) takes effect upon the expiry of the time period mentioned in subsection (2) and cannot be appealed.
3. The rules governing an appeal, including the applicable deadline for giving notice of the decision on the appeal to the owner and to the Trust, are as set out in the by-law providing for the appeal.
4. If the initial decision is appealed, and if council fails to give notice of the decision on the appeal to the owner and the Trust by the applicable deadline, the council is deemed to have consented to the application under subsection (1).

15. Section 34.1 of the Act is amended by adding the following subsections:

Exception, City of Toronto

(1.1) Subsection (1) does not apply if the property is located in the City of Toronto.

Transition, City of Toronto

(8) Despite subsection (1.1), subsection (1) continues to apply with respect to a decision of Toronto city council if the applicable notice of appeal, accompanied by the required fee, is given in accordance with subsections (2) and (3) before the day on which subsection (1.1) comes into force.

16. Subsection 34.5 (10) of the Act is amended by striking out “Section 34.1 applies” at the beginning and substituting “Subsections 34.1 (1) and (2) to (7) apply”.

17. Section 40.1 of the Act is amended by adding the following subsections:

Exception, City of Toronto

(4.1) Subsection (4) does not apply if the heritage conservation study area is located in the City of Toronto.

Transition, City of Toronto

(7) Despite subsection (4.1), subsection (4) continues to apply with respect to a by-law passed under subsection (1) if the applicable notice of appeal, accompanied by the required fee, is given in accordance with subsection (4)

Exception : cité de Toronto

(4.1) Les règles suivantes s'appliquent si le bien est situé dans la cité de Toronto, et que celle-ci adopte un règlement municipal en vertu du paragraphe 115 (5) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* autorisant les appels portant sur des demandes présentées en application du paragraphe (1) :

1. Le délai visé au paragraphe (2) s'applique seulement à l'égard de la décision initiale du conseil, et pas à l'égard de l'appel.
2. Le consentement réputé donné qui est visé au paragraphe (4) prend effet à l'expiration du délai visé au paragraphe (2) et ne peut pas faire l'objet d'un appel.
3. Les règles qui régissent les appels, notamment la date limite applicable à la remise de l'avis de la décision relative à l'appel au propriétaire et à la Fiducie, sont énoncées dans le règlement municipal prévoyant la possibilité d'appel.
4. S'il est interjeté appel de la décision initiale et que le conseil n'avise pas le propriétaire et la Fiducie de la décision relative à l'appel avant la date limite applicable, le conseil est réputé avoir fait droit à la demande présentée en application du paragraphe (1).

15. L'article 34.1 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Exception : cité de Toronto

(1.1) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si le bien est situé dans la cité de Toronto.

Disposition transitoire : cité de Toronto

(8) Malgré le paragraphe (1.1), le paragraphe (1) continue de s'appliquer à l'égard d'une décision du conseil municipal de Toronto si l'avis d'appel applicable, accompagné des droits exigés, est donné conformément aux paragraphes (2) et (3) avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe (1.1).

16. Le paragraphe 34.5 (10) de la Loi est modifié par remplacement de «L'article 34.1 s'applique» par «Les paragraphes 34.1 (1) et (2) à (7) s'appliquent» au début du paragraphe.

17. L'article 40.1 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Exception : cité de Toronto

(4.1) Le paragraphe (4) ne s'applique pas si la zone de conservation du patrimoine à l'étude est située dans la cité de Toronto.

Disposition transitoire : cité de Toronto

(7) Malgré le paragraphe (4.1), le paragraphe (4) continue de s'appliquer à l'égard d'un règlement municipal adopté en vertu du paragraphe (1) si l'avis d'appel applicable, accompagné des droits exigés, est donné confor-

before the day on which subsection (4.1) comes into force.

18. Section 41 of the Act is amended by adding the following subsections:

Exception, City of Toronto

(4.1) Subsection (4) does not apply if the heritage conservation district is located in the City of Toronto.

Transition, City of Toronto

(13) Despite subsection (4.1), subsection (4) continues to apply with respect to a by-law passed under this section if the applicable notice of appeal, accompanied by the required fee, is given in accordance with subsection (4) before the day on which subsection (4.1) comes into force.

19. Section 42 of the Act is amended by adding the following subsections:

Exception, City of Toronto

(6.1) Subsection (6) does not apply if the property is located in the City of Toronto.

Transition, City of Toronto

(18) Despite subsection (6.1), subsection (6) continues to apply with respect to a decision of Toronto city council if the applicable notice of appeal is given in accordance with subsections (6) and (7) before the day on which subsection (6.1) comes into force.

PLANNING ACT

20. Section 17 of the *Planning Act* is amended by adding the following subsections:

Exception, City of Toronto

(24.0.1) Subsection (24) does not apply with respect to all or part of a plan of the City of Toronto or all or part of a proposed amendment to such a plan.

Exception, City of Toronto

(36.0.1) Subsection (36) does not apply with respect to all or part of a plan of the City of Toronto or all or part of a proposed amendment to such a plan.

Exception

(40.0.1) Subsection (40) does not apply with respect to all or part of a plan of the City of Toronto or all or part of a proposed amendment to such a plan.

mément au paragraphe (4) avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe (4.1).

18. L'article 41 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Exception : cité de Toronto

(4.1) Le paragraphe (4) ne s'applique pas si le district de conservation du patrimoine est situé dans la cité de Toronto.

Disposition transitoire : cité de Toronto

(13) Malgré le paragraphe (4.1), le paragraphe (4) continue de s'appliquer à l'égard d'un règlement municipal adopté en vertu du présent article si l'avis d'appel applicable, accompagné des droits exigés, est donné conformément au paragraphe (4) avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe (4.1).

19. L'article 42 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Exception : cité de Toronto

(6.1) Le paragraphe (6) ne s'applique pas si le bien est situé dans la cité de Toronto.

Disposition transitoire : cité de Toronto

(18) Malgré le paragraphe (6.1), le paragraphe (6) continue de s'appliquer à l'égard d'une décision du conseil municipal de Toronto si l'avis d'appel applicable est donné conformément aux paragraphes (6) et (7) avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe (6.1).

LOI SUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

20. L'article 17 de la *Loi sur l'aménagement du territoire* est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Exception : cité de Toronto

(24.0.1) Le paragraphe (24) ne s'applique pas à l'égard de la totalité ou d'une partie d'un plan de la cité de Toronto ni à l'égard de la totalité ou d'une partie d'une modification proposée à un tel plan.

Exception : cité de Toronto

(36.0.1) Le paragraphe (36) ne s'applique pas à l'égard de la totalité ou d'une partie d'un plan de la cité de Toronto ni à l'égard de la totalité ou d'une partie d'une modification proposée à un tel plan.

Exception

(40.0.1) Le paragraphe (40) ne s'applique pas à l'égard de la totalité ou d'une partie d'un plan de la cité de Toronto ni à l'égard de la totalité ou d'une partie d'une modification proposée à un tel plan.

Transition, City of Toronto

(55) Despite subsection (24.0.1), subsection (24) continues to apply with respect to a particular plan of the City of Toronto or a particular proposed amendment if the applicable notice of appeal is filed in accordance with subsections (24), (25), (25.1), (26), (26.1), (26.2), (26.3) and (26.4) before the day on which subsection (24.0.1) comes into force.

Same

(56) Despite subsection (36.0.1), subsection (36) continues to apply with respect to the decision of an approval authority about a particular plan of the City of Toronto or a particular proposed amendment if the applicable notice of appeal is filed in accordance with subsections (36) and (37) before the day on which subsection (36.0.1) comes into force.

Same

(57) Despite subsection (40.0.1), subsection (40) continues to apply with respect to a particular plan of the City of Toronto or a particular proposed amendment if the applicable notice of appeal is filed in accordance with subsections (40) and (41) before the day on which subsection (40.0.1) comes into force.

21. Section 22 of the Act is amended by adding the following subsections:

Exception, City of Toronto

(6.2.1) Subsection (6.2) does not apply with respect to a request to amend the official plan of the City of Toronto.

Exception, City of Toronto

(7.0.0.1) Subsection (7) does not apply with respect to a request to amend the official plan of the City of Toronto.

Transition, City of Toronto

(14) Despite subsection (6.2.1), subsection (6.2) continues to apply with respect to a particular motion for directions relating to a request to amend the official plan of the City of Toronto if notice of the motion for directions is given before the day on which subsection (6.2.1) comes into force.

Same

(15) Despite subsection (7.0.0.1), subsection (7) continues to apply with respect to a particular request to amend the official plan of the City of Toronto if the applicable notice of appeal is filed in accordance with subsections (7) and (7.0.3) before the day on which subsection (7.0.0.1) comes into force.

22. Section 28 of the Act is amended by adding the following subsections:

Exception, City of Toronto

(5.3) For greater certainty, despite subsection (5), subsection 17 (24) does not apply with respect to a communi-

Disposition transitoire : cité de Toronto

(55) Malgré le paragraphe (24.0.1), le paragraphe (24) continue de s'appliquer à l'égard d'un plan particulier de la cité de Toronto ou d'une modification particulière proposée si l'avis d'appel applicable est déposé conformément aux paragraphes (24), (25), (25.1), (26), (26.1), (26.2), (26.3) et (26.4) avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe (24.0.1).

Idem

(56) Malgré le paragraphe (36.0.1), le paragraphe (36) continue de s'appliquer à l'égard de la décision d'une autorité approbatrice relativement à un plan particulier de la cité de Toronto ou d'une modification particulière proposée si l'avis d'appel applicable est déposé conformément aux paragraphes (36) et (37) avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe (36.0.1).

Idem

(57) Malgré le paragraphe (40.0.1), le paragraphe (40) continue de s'appliquer à l'égard d'un plan particulier de la cité de Toronto ou d'une modification particulière proposée si l'avis d'appel applicable est déposé conformément aux paragraphes (40) et (41) avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe (40.0.1).

21. L'article 22 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Exception : cité de Toronto

(6.2.1) Le paragraphe (6.2) ne s'applique pas à l'égard d'une demande de modification du plan officiel de la cité de Toronto.

Exception : cité de Toronto

(7.0.0.1) Le paragraphe (7) ne s'applique pas à l'égard d'une demande de modification du plan officiel de la cité de Toronto.

Disposition transitoire : cité de Toronto

(14) Malgré le paragraphe (6.2.1), le paragraphe (6.2) continue de s'appliquer à l'égard d'une motion particulière pour obtenir des directives relative à une demande de modification du plan officiel de la cité de Toronto si l'avis de motion est donné avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe (6.2.1).

Idem

(15) Malgré le paragraphe (7.0.0.1), le paragraphe (7) continue de s'appliquer à l'égard d'une demande particulière de modification du plan officiel de la cité de Toronto si l'avis d'appel applicable est déposé conformément aux paragraphes (7) et (7.0.3) avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe (7.0.0.1).

22. L'article 28 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Exception : cité de Toronto

(5.3) Il est entendu que, malgré le paragraphe (5), le paragraphe 17 (24) ne s'applique pas à l'égard d'un plan

ty improvement plan of the City of Toronto or a proposed amendment to it.

Transition, City of Toronto

(14) Despite subsection (5.3), subsection 17 (24) continues to apply, with necessary modifications, with respect to a particular community improvement plan of the City of Toronto or a particular proposed amendment to it if the applicable notice of appeal is filed in accordance with subsections 17 (24), (25), (25.1), (26), (26.1), (26.2), (26.3) and (26.4) before the day on which subsection (5.3) comes into force.

23. Section 33 of the Act is amended by adding the following subsections:

Exception, City of Toronto

(4.1) Subsection (4) does not apply with respect to an application to the council of the City of Toronto for a demolition permit.

Exception, City of Toronto

(10.1) Subsection (10) does not apply with respect to a demolition permit issued by Toronto city council.

Exception, City of Toronto

(15.1) Subsection (15) does not apply with respect to a demolition permit issued by Toronto city council.

Transition, City of Toronto

(20) Despite subsection (4.1), subsection (4) continues to apply with respect to a particular application to the council of the City of Toronto for a demolition permit if the applicable notice of appeal is given in accordance with subsection (5) before the day on which subsection (4.1) comes into force.

Same

(21) Despite subsection (10.1), subsection (10) continues to apply with respect to a particular demolition permit issued by Toronto city council if notice of the applicable appeal under subsection (10) is filed before the day on which subsection (10.1) comes into force.

Same

(22) Despite subsection (15.1), subsection (15) continues to apply with respect to a particular demolition permit issued by Toronto city council if notice of the applicable appeal under subsection (15) is filed before the day on which subsection (15.1) comes into force.

24. Section 34 of the Act is amended by adding the following subsections:

d'améliorations communautaires de la cité de Toronto ou d'une modification proposée à ce plan.

Disposition transitoire : cité de Toronto

(14) Malgré le paragraphe (5.3), le paragraphe 17 (24) continue de s'appliquer, avec les adaptations nécessaires, à l'égard d'un plan d'améliorations communautaires particulier de la cité de Toronto ou d'une modification particulière proposée à ce plan si l'avis d'appel applicable est déposé conformément aux paragraphes 17 (24), (25), (25.1), (26), (26.1), (26.2), (26.3) et (26.4) avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe (5.3).

23. L'article 33 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Exception : cité de Toronto

(4.1) Le paragraphe (4) ne s'applique pas à l'égard d'une demande de permis de démolir présentée au conseil municipal de Toronto.

Exception : cité de Toronto

(10.1) Le paragraphe (10) ne s'applique pas à l'égard d'un permis de démolir délivré par le conseil municipal de Toronto.

Exception : cité de Toronto

(15.1) Le paragraphe (15) ne s'applique pas à l'égard d'un permis de démolir délivré par le conseil municipal de Toronto.

Disposition transitoire : cité de Toronto

(20) Malgré le paragraphe (4.1), le paragraphe (4) continue de s'appliquer à l'égard d'une demande particulière de permis de démolir présentée au conseil municipal de Toronto si l'avis d'appel applicable est donné conformément au paragraphe (5) avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe (4.1).

Idem

(21) Malgré le paragraphe (10.1), le paragraphe (10) continue de s'appliquer à l'égard d'un permis de démolir particulier délivré par le conseil municipal de Toronto si l'avis de l'appel applicable en vertu du paragraphe (10) est déposé avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe (10.1).

Idem

(22) Malgré le paragraphe (15.1), le paragraphe (15) continue de s'appliquer à l'égard d'un permis de démolir particulier délivré par le conseil municipal de Toronto si l'avis de l'appel applicable en vertu du paragraphe (15) est déposé avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe (15.1).

24. L'article 34 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Exception, City of Toronto

(10.5.1) Subsection (10.5) does not apply with respect to an application to amend a by-law concerning any land, building or structure located in the City of Toronto.

Exception, City of Toronto

(11.0.0.0.1) Subsection (11) does not apply with respect to an application to amend a by-law concerning any land, building or structure located in the City of Toronto.

Exception, City of Toronto

(19.0.0.1) Subsection (19) does not apply with respect to a by-law concerning any land, building or structure located in the City of Toronto.

Transition, City of Toronto

(35) Despite subsection (10.5.1), subsection (10.5) continues to apply with respect to a particular motion for directions relating to an application to amend a by-law concerning any land, building or structure located in the City of Toronto if notice of the motion for directions is given before the day on which subsection (10.5.1) comes into force.

Same

(36) Despite subsection (11.0.0.0.1), subsection (11) continues to apply with respect to a particular application to amend a by-law concerning any land, building or structure located in the City of Toronto if the applicable notice of appeal is filed in accordance with subsections (11) and (11.0.3) before the day on which subsection (11.0.0.0.1) comes into force.

Same

(37) Despite subsection (19.0.0.1), subsection (19) continues to apply with respect to a particular by-law concerning any land, building or structure located in the City of Toronto if the applicable notice of appeal is filed in accordance with subsection (19) before the day on which subsection (19.0.0.1) comes into force.

25. Section 36 of the Act is amended by adding the following subsections:

Exception, City of Toronto

(3.0.1) Subsection (3) does not apply with respect to a by-law passed under section 34 concerning any land, building or structure located in the City of Toronto.

Exception : cité de Toronto

(10.5.1) Le paragraphe (10.5) ne s'applique pas à l'égard d'une demande de modification d'un règlement municipal relatif à des terrains, à des bâtiments ou à des constructions situés dans la cité de Toronto.

Exception : cité de Toronto

(11.0.0.0.1) Le paragraphe (11) ne s'applique pas à l'égard d'une demande de modification d'un règlement municipal relatif à des terrains, à des bâtiments ou à des constructions situés dans la cité de Toronto.

Exception : cité de Toronto

(19.0.0.1) Le paragraphe (19) ne s'applique pas à l'égard d'un règlement municipal relatif à des terrains, à des bâtiments ou à des constructions situés dans la cité de Toronto.

Disposition transitoire : cité de Toronto

(35) Malgré le paragraphe (10.5.1), le paragraphe (10.5) continue de s'appliquer à l'égard d'une motion particulière pour obtenir des directives portant sur une demande de modification d'un règlement municipal relatif à des terrains, à des bâtiments ou à des constructions situés dans la cité de Toronto si l'avis de motion est donné avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe (10.5.1).

Idem

(36) Malgré le paragraphe (11.0.0.0.1), le paragraphe (11) continue de s'appliquer à l'égard d'une demande particulière de modification d'un règlement municipal relatif à des terrains, à des bâtiments ou à des constructions situés dans la cité de Toronto si l'avis d'appel applicable est déposé conformément aux paragraphes (11) et (11.0.3) avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe (11.0.0.0.1).

Idem

(37) Malgré le paragraphe (19.0.0.1), le paragraphe (19) continue de s'appliquer à l'égard d'un règlement municipal particulier relatif à des terrains, à des bâtiments ou à des constructions situés dans la cité de Toronto si l'avis d'appel applicable est déposé conformément au paragraphe (19) avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe (19.0.0.1).

25. L'article 36 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Exception : cité de Toronto

(3.0.1) Le paragraphe (3) ne s'applique pas à l'égard d'un règlement municipal adopté en vertu de l'article 34 relatif à des terrains, à des bâtiments ou à des constructions situés dans la cité de Toronto.

Transition, City of Toronto

(5) Despite subsection (3.0.1), subsection (3) continues to apply with respect to a particular application for amendment to a by-law concerning any land, building or structure located in the City of Toronto if notice of the applicable appeal under subsection (3) is given before the day on which subsection (3.0.1) comes into force.

26. Section 38 of the Act is amended by adding the following subsections:**Exception, City of Toronto**

(4.1) Subsection (4) does not apply with respect to an interim control by-law concerning land, buildings or structures located in the City of Toronto.

Transition, City of Toronto

(9) Despite subsection (4.1), subsection (4) continues to apply with respect to a particular interim control by-law concerning land, buildings or structures located in the City of Toronto if the notice of appeal is filed in accordance with subsection (4) before the day on which subsection (4.1) comes into force.

27. Section 42 of the Act is amended by adding the following subsections:**Exceptions, City of Toronto**

(13.1) Subsections (10), (11), (12) and (13) do not apply with respect to a dispute between the City of Toronto and an owner of land located in the City.

Transition, City of Toronto

(21) Despite subsection (13.1), subsection (10) or (11) continues to apply with respect to a particular dispute between the City of Toronto and an owner of land located in the City if the application to the Municipal Board under subsection (10) or (11), as the case may be, is made before the day on which subsection (13.1) comes into force.

Same

(22) Despite subsection (13.1), subsections (12) and (13) continue to apply with respect to a particular dispute between the City of Toronto and an owner of land located in the City if the payment is made, and the notice required by subsection (13) is given, before the day on which subsection (13.1) comes into force.

28. Section 45 of the Act is amended by adding the following subsections:**Exception, City of Toronto**

(12.1) Subsection (12) does not apply with respect to a decision of the committee of adjustment of the City of Toronto.

Disposition transitoire : cité de Toronto

(5) Malgré le paragraphe (3.0.1), le paragraphe (3) continue de s'appliquer à l'égard d'une demande particulière de modification d'un règlement municipal relatif à des terrains, à des bâtiments ou à des constructions situés dans la cité de Toronto si l'avis de l'appel applicable en vertu du paragraphe (3) est donné avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe (3.0.1).

26. L'article 38 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :**Exception : cité de Toronto**

(4.1) Le paragraphe (4) ne s'applique pas à l'égard d'un règlement municipal de restriction provisoire relatif à des terrains, à des bâtiments ou à des constructions situés dans la cité de Toronto.

Disposition transitoire : cité de Toronto

(9) Malgré le paragraphe (4.1), le paragraphe (4) continue de s'appliquer à l'égard d'un règlement municipal de restriction provisoire relatif à des terrains, à des bâtiments ou à des constructions situés dans la cité de Toronto si l'avis d'appel est déposé conformément au paragraphe (4) avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe (4.1).

27. L'article 42 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :**Exceptions : cité de Toronto**

(13.1) Les paragraphes (10), (11), (12) et (13) ne s'appliquent pas à l'égard d'un litige entre la cité de Toronto et le propriétaire d'un terrain qui y est situé.

Disposition transitoire : cité de Toronto

(21) Malgré le paragraphe (13.1), le paragraphe (10) ou (11) continue de s'appliquer à l'égard d'un litige particulier entre la cité de Toronto et le propriétaire d'un terrain qui y est situé si la demande à la Commission des affaires municipales en vertu du paragraphe (10) ou (11), selon le cas, est présentée avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe (13.1).

Idem

(22) Malgré le paragraphe (13.1), les paragraphes (12) et (13) continuent de s'appliquer à l'égard d'un litige particulier entre la cité de Toronto et le propriétaire d'un terrain qui y est situé si le versement est effectué, et l'avis exigé par le paragraphe (13) donné, avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe (13.1).

28. L'article 45 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :**Exception : cité de Toronto**

(12.1) Le paragraphe (12) ne s'applique pas à l'égard d'une décision du comité de dérogation de la cité de Toronto.

Transition, City of Toronto

(21) Despite subsection (12.1), subsection (12) continues to apply with respect to a particular decision of the committee of adjustment of the City of Toronto if the applicable notice of appeal is given in accordance with subsection (12) before the day on which subsection (12.1) comes into force.

29. Section 51 of the Act is amended by adding the following subsections:**Exception, City of Toronto**

(19.2.1) Subsection (19.2) does not apply with respect to an application for approval of a plan of subdivision for land located in the City of Toronto.

Exception, City of Toronto

(34.0.1) Subsection (34) does not apply with respect to an application for approval of a plan of subdivision for land located in the City of Toronto.

Exception, City of Toronto

(39.1) Subsection (39) does not apply with respect to a draft plan of subdivision for land located in the City of Toronto.

Exception, City of Toronto

(43.1) Subsection (43) does not apply with respect to a plan of subdivision for land located in the City of Toronto.

Exception, City of Toronto

(48.1) Subsection (48) does not apply with respect to a plan of subdivision for land located in the City of Toronto.

Transition, City of Toronto

(62) Despite subsection (19.2.1), subsection (19.2) continues to apply with respect to a particular motion for directions relating to an application for approval of a plan of subdivision for land located in the City of Toronto if the motion for directions is made in accordance with subsection (19.2) before the day on which subsection (19.2.1) comes into force.

Same

(63) Despite subsection (34.0.1), subsection (34) continues to apply with respect to a particular application for approval of a plan of subdivision for land located in the City of Toronto if the applicable notice of appeal, accompanied by the required fee, is filed in accordance with subsection (34) before the day on which subsection (34.0.1) comes into force.

Same

(64) Despite subsection (39.1), subsection (39) contin-

Disposition transitoire : cité de Toronto

(21) Malgré le paragraphe (12.1), le paragraphe (12) continue de s'appliquer à l'égard d'une décision particulière du comité de dérogation de la cité de Toronto si l'avis d'appel applicable est donné conformément au paragraphe (12) avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe (12.1).

29. L'article 51 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :**Exception : cité de Toronto**

(19.2.1) Le paragraphe (19.2) ne s'applique pas à l'égard d'une demande d'approbation d'un plan de lotissement relatif à des terrains situés dans la cité de Toronto.

Exception : cité de Toronto

(34.0.1) Le paragraphe (34) ne s'applique pas à l'égard d'une demande d'approbation d'un plan de lotissement relatif à des terrains situés dans la cité de Toronto.

Exception : cité de Toronto

(39.1) Le paragraphe (39) ne s'applique pas à l'égard d'une ébauche de plan de lotissement relatif à des terrains situés dans la cité de Toronto.

Exception : cité de Toronto

(43.1) Le paragraphe (43) ne s'applique pas à l'égard d'un plan de lotissement relatif à des terrains situés dans la cité de Toronto.

Exception : cité de Toronto

(48.1) Le paragraphe (48) ne s'applique pas à l'égard d'un plan de lotissement relatif à des terrains situés dans la cité de Toronto.

Disposition transitoire : cité de Toronto

(62) Malgré le paragraphe (19.2.1), le paragraphe (19.2) continue de s'appliquer à l'égard d'une motion particulière pour obtenir des directives portant sur une demande d'approbation d'un plan de lotissement relatif à des terrains situés dans la cité de Toronto si la motion est présentée conformément au paragraphe (19.2) avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe (19.2.1).

Idem

(63) Malgré le paragraphe (34.0.1), le paragraphe (34) continue de s'appliquer à l'égard d'une demande particulière d'approbation d'un plan de lotissement relatif à des terrains situés dans la cité de Toronto si l'avis d'appel applicable, accompagné des droits exigés, est déposé conformément au paragraphe (34) avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe (34.0.1).

Idem

(64) Malgré le paragraphe (39.1), le paragraphe (39)

ues to apply with respect to a particular draft plan of subdivision for land located in the City of Toronto if the applicable notice of appeal that complies with subsections (39) and (40), accompanied by the required fee, is filed before the day on which subsection (39.1) comes into force.

Same

(65) Despite subsection (43.1), subsection (43) continues to apply with respect to a particular plan of subdivision for land located in the City of Toronto if the applicable notice of appeal that complies with subsection (43), accompanied by the required fee, is filed before the day on which subsection (43.1) comes into force.

Same

(66) Despite subsection (48.1), subsection (48) continues to apply with respect to a particular draft plan of subdivision for land located in the City of Toronto if the applicable notice of appeal that complies with subsection (48) or (49), accompanied by the required fee, is filed before the day on which subsection (48.1) comes into force.

30. Section 53 of the Act is amended by adding the following subsections:

Exception, City of Toronto

(14.0.1) Subsection (14) does not apply with respect to an application for a consent concerning land located in the City of Toronto.

Exception, City of Toronto

(19.1) Subsection (19) does not apply with respect to a decision made or a condition imposed on a consent concerning land located in the City of Toronto.

Exception, City of Toronto

(27.0.1) Subsection (27) does not apply with respect to a consent concerning land located in the City of Toronto.

Transition, City of Toronto

(45) Despite subsection (14.0.1), subsection (14) continues to apply with respect to a particular application for consent concerning land located in the City of Toronto if the applicable notice of appeal, accompanied by the required fee, is filed in accordance with subsection (14) before the day on which subsection (14.0.1) comes into force.

Same

(46) Despite subsection (19.1), subsection (19) continues to apply with respect to a particular decision made or condition imposed on a consent concerning land located in the City of Toronto if the applicable notice of appeal that complies with subsections (19) and (20), accompanied by the required fee, is filed before the day on which subsection (19.1) comes into force.

continue de s'appliquer à l'égard d'une ébauche particulière de plan de lotissement relatif à des terrains situés dans la cité de Toronto si l'avis d'appel applicable, conforme aux paragraphes (39) et (40) et accompagné des droits exigés, est déposé avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe (39.1).

Idem

(65) Malgré le paragraphe (43.1), le paragraphe (43) continue de s'appliquer à l'égard d'un plan de lotissement particulier relatif à des terrains situés dans la cité de Toronto si l'avis d'appel applicable, conforme au paragraphe (43) et accompagné des droits exigés, est déposé avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe (43.1).

Idem

(66) Malgré le paragraphe (48.1), le paragraphe (48) continue de s'appliquer à l'égard d'une ébauche particulière de plan de lotissement relatif à des terrains situés dans la cité de Toronto si l'avis d'appel applicable, conforme au paragraphe (48) ou (49) et accompagné des droits exigés, est déposé avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe (48.1).

30. L'article 53 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Exception : cité de Toronto

(14.0.1) Le paragraphe (14) ne s'applique pas à l'égard d'une demande d'autorisation relative à des terrains situés dans la cité de Toronto.

Exception : cité de Toronto

(19.1) Le paragraphe (19) ne s'applique pas à l'égard d'une décision prise ou de conditions imposées à propos d'une autorisation relative à des terrains situés dans la cité de Toronto.

Exception : cité de Toronto

(27.0.1) Le paragraphe (27) ne s'applique pas à l'égard d'une autorisation relative à des terrains situés dans la cité de Toronto.

Disposition transitoire : cité de Toronto

(45) Malgré le paragraphe (14.0.1), le paragraphe (14) continue de s'appliquer à l'égard d'une demande particulière d'autorisation relative à des terrains situés dans la cité de Toronto si l'avis d'appel applicable, accompagné des droits exigés, est déposé conformément au paragraphe (14) avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe (14.0.1).

Idem

(46) Malgré le paragraphe (19.1), le paragraphe (19) continue de s'appliquer à l'égard d'une décision particulière prise ou de conditions particulières imposées à propos d'une autorisation relative à des terrains situés dans la cité de Toronto si l'avis d'appel applicable, conforme aux paragraphes (19) et (20) et accompagné des droits exigés, est déposé avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe (19.1).

Same

(47) Despite subsection (27.1), subsection (27) continues to apply with respect to particular changed conditions imposed on a consent concerning land located in the City of Toronto if the applicable notice of appeal that complies with subsections (20) and (27), accompanied by the required fee, is filed before the day on which subsection (27.1) comes into force.

31. Section 69 of the Act is amended by adding the following subsection:

Exception, City of Toronto

(3.1) Subsection (3) does not apply with respect to a fee paid or payable to the City of Toronto.

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE**Commencement**

32. This Act comes into force on the first anniversary of the day it receives Royal Assent.

Short title

33. The short title of this Act is the *Respect for Municipalities Act (City of Toronto), 2016*.

Idem

(47) Malgré le paragraphe (27.1), le paragraphe (27) continue de s'appliquer à l'égard des conditions modifiées particulières imposées à propos d'une autorisation relative à des terrains situés dans la cité de Toronto si l'avis d'appel applicable, conforme aux paragraphes (20) et (27) et accompagné des droits exigés, est déposé avant le jour de l'entrée en vigueur du paragraphe (27.1).

31. L'article 69 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Exception : cité de Toronto

(3.1) Le paragraphe (3) ne s'applique pas à l'égard des droits payés ou payables à la cité de Toronto.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ**Entrée en vigueur**

32. La présente loi entre en vigueur au premier anniversaire du jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

33. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2016 sur le respect des municipalités (cité de Toronto)*.



2ND SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

2^e SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

Bill 62

**An Act to amend the
Climate Change Mitigation
and Low-carbon Economy Act, 2016**

Mr. P. Tabuns

Private Member's Bill

1st Reading November 14, 2016
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 62

**Loi modifiant la
Loi de 2016 sur l'atténuation
du changement climatique
et une économie sobre en carbone**

M. P. Tabuns

Projet de loi de député

1^{re} lecture 14 novembre 2016
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Climate Change Mitigation and Low-carbon Economy Act, 2016* as follows:

1. New targets are established for reducing the amount of greenhouse gas emissions.
2. Currently, section 7 of the Act sets out the requirements for the climate change action plan. The Bill amends the Act to require that the climate change action plan include a carbon budget for the purpose of achieving the emission reduction targets in section 6. The Bill sets out the requirements for a carbon budget.
3. The Minister of the Environment and Climate Change is required to introduce a bill in the Assembly to establish each carbon budget and to establish a program for Ontario's adaptation to climate change for each carbon budget period.
4. If a carbon budget is exceeded, the Minister is required to introduce a bill in the Assembly to lower the next carbon budget by at least twice the amount of the excess.
5. The Minister is required to prepare annual reports on the risks for Ontario of the current and predicted impacts of climate change and the Government of Ontario's progress with respect to its greenhouse gas emission reduction programs and the carbon budget.
6. The role of the Environmental Commissioner under the Act is set out.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi de 2016 sur l'atténuation du changement climatique et une économie sobre en carbone* de la manière suivante :

1. De nouveaux objectifs sont fixés en vue de réduire la quantité des émissions de gaz à effet de serre.
2. À l'heure actuelle, l'article 7 de la Loi énonce les exigences applicables au plan d'action contre le changement climatique. Le projet de loi modifie la Loi afin d'exiger que le plan comprenne un budget carbone afin que soient atteints les objectifs de réduction des émissions énoncés à l'article 6. Le projet de loi énonce également les exigences applicables à ce budget.
3. Le ministre de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique est tenu de déposer devant l'Assemblée un projet de loi qui établit chaque budget carbone et de mettre sur pied un programme d'adaptation de l'Ontario au changement climatique pour chaque période de budget carbone.
4. Si les émissions dépassent un budget carbone donné, le ministre est tenu de déposer devant l'Assemblée un projet de loi qui abaisse le budget carbone suivant d'au moins le double de l'excédent d'émissions.
5. Le ministre doit rédiger des rapports annuels sur les risques que représentent pour l'Ontario les répercussions actuelles et prévues du changement climatique et sur les progrès accomplis par le gouvernement de l'Ontario à l'égard de ses programmes de réduction des émissions de gaz à effet de serre et du budget carbone.
6. Le rôle du commissaire à l'environnement dans le cadre de la Loi est explicité.

**An Act to amend the
Climate Change Mitigation
and Low-carbon Economy Act, 2016**

**Loi modifiant la
Loi de 2016 sur l'atténuation
du changement climatique
et une économie sobre en carbone**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Subsection 1 (1) of the *Climate Change Mitigation and Low-carbon Economy Act, 2016* is amended by adding the following definitions:

“carbon budget” means the maximum amount of carbon that can be released into the atmosphere as set out in the climate change action plan prepared under section 7; (“budget carbone”)

“carbon budget period” means,

- (a) the period beginning on January 1, 2018 and ending on December 31, 2020, and
- (b) each five-year period thereafter, beginning on January 1, 2021; (“période de budget carbone”)

2. Subsections 6 (1) and (2) of the Act are repealed and the following substituted:

Emission reduction targets

(1) The following targets are established for reducing the amount of greenhouse gas emissions from the amount of emissions in Ontario calculated for 1990:

- 1. A reduction of at least 15 per cent by the end of 2020.
- 2. A reduction of at least 45 per cent by the end of 2030.
- 3. A reduction of at least 80 per cent by the end of 2040.

Increased targets based on emerging science

(2) The Lieutenant Governor in Council may, by regulation, increase the targets specified in subsection (1) for any reason, including if, based on emerging science relating to climate change, it is determined that greater reduction is required in order to limit the increase in the global average temperature to 1.5 degrees Celsius above pre-industrial temperatures.

3. (1) Subsection 7 (5) of the Act is amended by adding the following paragraph:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. Le paragraphe 1 (1) de la *Loi de 2016 sur l'atténuation du changement climatique et une économie sobre en carbone* est modifié par adjonction des définitions suivantes :

«budget carbone» La quantité maximale de carbone qui peut être rejetée dans l'atmosphère selon le plan d'action contre le changement climatique élaboré en application de l'article 7. («carbon budget»)

«période de budget carbone» S'entend :

- a) de la période qui commence le 1^{er} janvier 2018 et se termine le 31 décembre 2020;
- b) de chaque période subséquente de cinq ans à partir du 1^{er} janvier 2021. («carbon budget period»)

2. Les paragraphes 6 (1) et (2) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Objectifs de réduction des émissions

(1) Les objectifs suivants sont fixés pour la réduction de la quantité des émissions de gaz à effet de serre par rapport à la quantité des émissions en Ontario calculée pour 1990 :

- 1. Une réduction d'au moins 15 % avant la fin de 2020.
- 2. Une réduction d'au moins 45 % avant la fin de 2030.
- 3. Une réduction d'au moins 80 % avant la fin de 2040.

Objectifs rehaussés à la lumière de nouvelles données scientifiques

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, revoir à la hausse les objectifs précisés au paragraphe (1) pour tout motif, notamment s'il est décidé, à la lumière de nouvelles données scientifiques sur le changement climatique, qu'une réduction plus importante est nécessaire pour limiter l'augmentation de la température moyenne mondiale à 1,5 degré Celsius au-dessus des températures de l'ère préindustrielle.

3. (1) Le paragraphe 7 (5) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

4. A carbon budget that meets the criteria set out in subsection (5.1) for each carbon budget period.

(2) Section 7 of the Act is amended by adding the following subsection:

Criteria for carbon budget

(5.1) Each carbon budget shall be developed for the purpose of achieving the emission reduction targets set out in section 6 and shall include the following:

1. A limit on the amount of greenhouse gas emissions, expressed in tonnes of carbon dioxide equivalent, in Ontario during the carbon budget period.
2. Targets for emissions of each type of greenhouse gas, expressed in tonnes of carbon dioxide equivalent, in Ontario during the carbon budget period.
3. Targets for greenhouse gas emissions, expressed in tonnes of carbon dioxide equivalent, from each sector of the economy in Ontario during the carbon budget period.
4. Targets for the reduction of greenhouse gas emissions, expressed in tonnes of carbon dioxide equivalent, that is expected to result from the implementation of each of the Government of Ontario's greenhouse gas emission reduction programs during the carbon budget period.
5. Estimated costs to the Government of Ontario for the carrying out of its greenhouse gas emission reduction programs during the carbon budget period.

4. The Act is amended by adding the following sections:

Bills re carbon budget

7.1 (1) Before the beginning of each carbon budget period, the Minister shall introduce a bill in the Legislative Assembly that would provide for the carbon budget described in subsection 7 (5.1) for that period.

Matters to be taken into consideration

(2) Before introducing such a bill, the Minister shall take into consideration,

- (a) the potential effects of not addressing climate change in Ontario, including economic and social effects;
- (b) scientific knowledge about climate change;
- (c) technology relevant to climate change;
- (d) economic circumstances, including the likely impact of the carbon budget with respect to,
 - (i) the economy and the competitiveness of particular sectors of the economy, and

4. Un budget carbone qui répond aux critères énoncés au paragraphe (5.1) pour chaque période de budget carbone.

(2) L'article 7 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Budget carbone : critères

(5.1) Chaque budget carbone est élaboré dans le but d'atteindre les objectifs de réduction des émissions énoncés à l'article 6 et comprend ce qui suit :

1. Une limite de la quantité des émissions de gaz à effet de serre, exprimée en tonnes d'équivalent en dioxyde de carbone, en Ontario au cours de la période de budget carbone.
2. Des objectifs d'émissions pour chaque type de gaz à effet de serre, exprimés en tonnes d'équivalent en dioxyde de carbone, en Ontario au cours de la période de budget carbone.
3. Des objectifs d'émissions de gaz à effet de serre, exprimés en tonnes d'équivalent en dioxyde de carbone, provenant de chaque secteur économique de l'Ontario au cours de la période de budget carbone.
4. Des objectifs, exprimés en tonnes d'équivalent en dioxyde de carbone, en ce qui concerne la réduction des émissions de gaz à effet de serre qui devrait résulter de la mise en oeuvre de chacun des programmes de réduction des émissions de gaz à effet de serre du gouvernement de l'Ontario au cours de la période de budget carbone.
5. Les coûts estimatifs qu'engagerait le gouvernement de l'Ontario pour la mise en oeuvre de ses programmes de réduction des émissions de gaz à effet de serre au cours de la période de budget carbone.

4. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Projets de loi sur le budget carbone

7.1 (1) Avant le début de chaque période de budget carbone, le ministre dépose devant l'Assemblée législative un projet de loi prévoyant le budget carbone visé au paragraphe 7 (5.1) pour cette période.

Questions à prendre en considération

(2) Avant de déposer un projet de loi, le ministre prend ce qui suit en considération :

- a) les conséquences possibles de l'inaction face au changement climatique en Ontario, y compris les conséquences socio-économiques;
- b) les connaissances scientifiques sur le changement climatique;
- c) les technologies se rapportant au changement climatique;
- d) le contexte économique, y compris l'incidence qu'aura vraisemblablement le budget carbone sur :
 - (i) l'économie et la compétitivité de certains secteurs économiques,

- (ii) economic opportunities arising from Ontario's transformation of the energy sector and adaptation to new climate circumstances;
- (e) fiscal circumstances, and in particular the likely impact of the carbon budget on taxation, public spending and public borrowing;
- (f) social circumstances, and in particular the likely impact of the carbon budget on fuel poverty; and
- (g) energy policy, and in particular the likely impact of the carbon budget on energy supplies and the carbon and energy intensity of the economy.

Publication of considerations

(3) The Minister shall make available any material the Minister takes into consideration for the purposes of subsection (4) by publishing the material on a website of the Government of Ontario on or before the day the bill is introduced.

Where emissions limit is exceeded

(4) If the limit on the amount of greenhouse gas emissions established for the carbon budget period is exceeded, the Minister shall, no later than May 31 in the second year following the end of that carbon budget period, introduce a bill to lower the limit that has been established for the next carbon budget period by at least twice the amount by which the limit from the previous carbon budget period was exceeded.

Consultation with Environmental Commissioner

(5) Before introducing a bill to lower a limit, the Minister shall obtain and consider the advice of the Environmental Commissioner.

Programs for adaptation to climate change

7.2 (1) The Minister shall establish a program for Ontario's adaptation to climate change for each carbon budget period.

Contents of program

- (2) The program shall contain the following:
 - 1. The objectives of the program, which shall include the following:
 - i. The protection of life.
 - ii. The protection of property.
 - iii. The protection of biological diversity.
 - iv. Providing assistance to individuals affected by Ontario's reduced reliance on fossil fuels, including individuals whose employment is affected.
 - v. Providing assistance to individuals, communities and businesses negatively affected by climate change.

- (ii) les débouchés économiques résultant de la transformation du secteur de l'énergie de l'Ontario et de l'adaptation de la province aux nouvelles conditions climatiques;

- e) le contexte financier, notamment l'incidence qu'aura vraisemblablement le budget carbone sur la fiscalité, les dépenses publiques et les emprunts publics;
- f) le contexte social, notamment l'incidence qu'aura vraisemblablement le budget carbone sur la pauvreté énergétique;
- g) la politique énergétique, notamment l'incidence qu'aura vraisemblablement le budget carbone sur les sources d'approvisionnement en énergie ainsi que sur l'intensité carbonique et énergétique de l'économie.

Publication des documents dont il est tenu compte

(3) Le ministre met à la disposition du public les documents dont il tient compte pour l'application du paragraphe (4) en les publiant sur un site Web du gouvernement de l'Ontario au plus tard le jour du dépôt du projet de loi.

Dépassement de la limite des émissions

(4) Si la limite de la quantité des émissions de gaz à effet de serre qui est fixée pour la période de budget carbone est dépassée, le ministre dépose, au plus tard le 31 mai de la deuxième année qui suit la fin de cette période, un projet de loi qui abaisse la limite fixée pour la période de budget carbone suivante d'au moins le double de la quantité dépassant la limite de la période de budget carbone précédente.

Consultation du commissaire à l'environnement

(5) Avant de déposer un projet de loi pour abaisser une limite, le ministre sollicite et prend en considération les conseils du commissaire à l'environnement.

Programmes d'adaptation au changement climatique

7.2 (1) Le ministre met sur pied un programme d'adaptation de l'Ontario au changement climatique pour chaque période de budget carbone.

Contenu du programme

- (2) Le programme comprend ce qui suit :
 - 1. Les objectifs du programme, notamment :
 - i. La protection de la vie.
 - ii. La protection des biens.
 - iii. La protection de la diversité biologique.
 - iv. L'aide aux particuliers touchés par une dépendance moindre de l'Ontario aux combustibles fossiles, y compris les particuliers dont l'emploi est touché.
 - v. L'aide aux particuliers, aux collectivités et aux entreprises subissant les effets préjudiciables du changement climatique.

2. The Government of Ontario's proposals and policies for meeting the objectives of the program.
3. The timeframe for introducing the proposals and policies.
4. The estimated costs of the proposals and policies.
5. An explanation of how the program would address the risks for Ontario of the current and predicted impacts of climate change identified under the most recent report prepared under section 71.1.

Same

(3) The objectives, proposals and policies set out in the program must be developed so as to contribute to sustainable development.

Requirement to introduce climate change adaptation bill

(4) Before the beginning of each carbon budget period, the Minister shall introduce a bill in the Legislative Assembly that provides for the establishment of a program described in this section.

5. The Act is amended by adding the following sections:

Annual report, Government of Ontario's progress

71.1 (1) Each year, the Minister shall prepare a report on,

- (a) the Government Ontario's progress with respect to its greenhouse gas emissions reduction programs and the carbon budget; and
- (b) an assessment of the risks for Ontario of the current and predicted impacts of climate change.

Same

(2) The report shall be prepared in accordance with the regulations and shall be laid before the Assembly.

Role of Environmental Commissioner

71.2 (1) The Environmental Commissioner shall provide guidance to the Minister on how to comply with the requirements of this Act as they apply to the Minister.

Audits

(2) The Environmental Commissioner shall audit the reports prepared by the Minister under section 71.1 and shall provide the results of each audit to the Minister.

Audit results

(3) The Minister shall lay the results of each audit before the Assembly.

2. Les propositions et les politiques du gouvernement de l'Ontario pour réaliser les objectifs du programme.
3. Les délais de dépôt des propositions et des politiques.
4. Les coûts estimatifs des propositions et des politiques.
5. Une explication de la manière dont le programme réduirait les risques que représentent pour l'Ontario les répercussions actuelles et prévues du changement climatique qui sont relevés dans le rapport le plus récent rédigé en application de l'article 71.1.

Idem

(3) Les objectifs, propositions et politiques énoncés dans le programme sont élaborés de manière à contribuer au développement durable.

Obligation de déposer un projet de loi sur l'adaptation au changement climatique

(4) Avant le début de chaque période de budget carbone, le ministre dépose devant l'Assemblée législative un projet de loi qui prévoit la mise sur pied du programme prévu au présent article.

5. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Rapport annuel sur les progrès accomplis par le gouvernement de l'Ontario

71.1 (1) Chaque année, le ministre rédige un rapport sur ce qui suit :

- a) les progrès accomplis par le gouvernement de l'Ontario en ce qui concerne ses programmes de réduction des émissions de gaz à effet de serre et le budget carbone;
- b) une évaluation des risques que représentent pour l'Ontario les répercussions actuelles et prévues du changement climatique.

Idem

(2) Le rapport est rédigé conformément aux règlements et est déposé devant l'Assemblée.

Rôle du commissaire à l'environnement

71.2 (1) Le commissaire à l'environnement fournit au ministre des conseils sur la façon de répondre aux exigences de la présente loi qui s'appliquent au ministre.

Audits

(2) Le commissaire à l'environnement effectue un audit des rapports rédigés par le ministre en application de l'article 71.1 et fournit les résultats de chaque audit au ministre.

Résultats de l'audit

(3) Le ministre dépose les résultats de chaque audit devant l'Assemblée.

Commencement

6. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

7. The short title of this Act is the *Climate Change Mitigation and Low-carbon Economy Amendment Act, 2016*.

Entrée en vigueur

6. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

7. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2016 modifiant la Loi sur l'atténuation du changement climatique et une économie sobre en carbone*.



2ND SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

2^e SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

Bill 63

**An Act to proclaim
Nurse Practitioner Week**

Ms F. Gélinas

Private Member's Bill

1st Reading November 15, 2016
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 63

**Loi proclamant la Semaine
des infirmières praticiennes
et infirmiers praticiens**

M^{me} F. Gélinas

Projet de loi de député

1^{re} lecture 15 novembre 2016
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



An Act to proclaim Nurse Practitioner Week

Preamble

Nurse practitioners are registered nurses with advanced university education who provide personalized, quality health care to patients. Ontario nurse practitioners provide a full range of health care services to individuals, families and communities in a variety of settings, including hospitals and community-based clinics in cities and smaller towns in Ontario. They work in partnership with physicians, nurses and other health care professionals such as social workers, midwives, mental health professionals and pharmacists to keep Ontarians well.

It is appropriate to celebrate and recognize the valuable contributions made by nurse practitioners in Ontario. It is also important to draw attention to the remaining barriers to their full integration into Ontario's health care system.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Nurse Practitioner Week

1. The second full week of November in each year is proclaimed as Nurse Practitioner Week.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Nurse Practitioner Week Act, 2016*.

EXPLANATORY NOTE

The Bill proclaims the second full week of November in each year as Nurse Practitioner Week.

Loi proclamant la Semaine des infirmières praticiennes et infirmiers praticiens

Préambule

Les infirmières praticiennes et infirmiers praticiens sont des infirmières autorisées et infirmiers autorisés qui possèdent une formation universitaire avancée et qui fournissent des soins de santé personnalisés et de qualité aux patients. Les infirmières praticiennes et infirmiers praticiens de l'Ontario fournissent une gamme complète de services de soins de santé aux particuliers, familles et collectivités dans divers milieux, y compris les hôpitaux et les cliniques communautaires, dans les grandes et plus petites villes de la province. Ils travaillent en partenariat avec les médecins, les infirmières et infirmiers, et d'autres professionnels de la santé, tels que les travailleurs sociaux, les sages-femmes, les professionnels de la santé mentale et les pharmaciens, pour maintenir la population ontarienne en santé.

Il convient donc de reconnaître et de célébrer l'importante contribution des infirmières praticiennes et infirmiers praticiens en Ontario. Il est également important de souligner les obstacles subsistants à l'intégration complète de ces professionnels de la santé au système de soins de santé de la province.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Semaine des infirmières praticiennes et infirmiers praticiens

1. La deuxième semaine complète de novembre de chaque année est proclamée Semaine des infirmières praticiennes et infirmiers praticiens.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2016 sur la Semaine des infirmières praticiennes et infirmiers praticiens*.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi proclame la deuxième semaine complète de novembre de chaque année Semaine des infirmières praticiennes et infirmiers praticiens.

CA 2 ON

XB

B56



Document
Publié

2ND SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

2^e SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

Bill 63

*(Chapter 36
Statutes of Ontario, 2016)*

An Act to proclaim Nurse Practitioner Week

Ms F. Gélinas

1st Reading	November 15, 2016
2nd Reading	November 29, 2016
3rd Reading	December 5, 2016
Royal Assent	December 8, 2016

Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 63

*(Chapitre 36
Lois de l'Ontario de 2016)*

Loi proclamant la Semaine des infirmières praticiennes et infirmiers praticiens

M^{me} F. Gélinas

1 ^{re} lecture	15 novembre 2016
2 ^e lecture	29 novembre 2016
3 ^e lecture	5 décembre 2016
Sanction royale	8 décembre 2016

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 63 and does not form part of the law. Bill 63 has been enacted as Chapter 36 of the Statutes of Ontario, 2016.

The Bill proclaims the second full week of November in each year as Nurse Practitioner Week.

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 63, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 63 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 36 des Lois de l'Ontario de 2016.

Le projet de loi proclame la deuxième semaine complète de novembre de chaque année Semaine des infirmières praticiennes et infirmiers praticiens.

An Act to proclaim Nurse Practitioner Week

Preamble

Nurse practitioners are registered nurses with advanced university education who provide personalized, quality health care to patients. Ontario nurse practitioners provide a full range of health care services to individuals, families and communities in a variety of settings, including hospitals and community-based clinics in cities and smaller towns in Ontario. They work in partnership with physicians, nurses and other health care professionals such as social workers, midwives, mental health professionals and pharmacists to keep Ontarians well.

It is appropriate to celebrate and recognize the valuable contributions made by nurse practitioners in Ontario. It is also important to draw attention to the remaining barriers to their full integration into Ontario's health care system.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Nurse Practitioner Week

1. The second full week of November in each year is proclaimed as Nurse Practitioner Week.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Nurse Practitioner Week Act, 2016*.

Loi proclamant la Semaine des infirmières praticiennes et infirmiers praticiens

Préambule

Les infirmières praticiennes et infirmiers praticiens sont des infirmières autorisées et infirmiers autorisés qui possèdent une formation universitaire avancée et qui fournissent des soins de santé personnalisés et de qualité aux patients. Les infirmières praticiennes et infirmiers praticiens de l'Ontario fournissent une gamme complète de services de soins de santé aux particuliers, familles et collectivités dans divers milieux, y compris les hôpitaux et les cliniques communautaires, dans les grandes et plus petites villes de la province. Ils travaillent en partenariat avec les médecins, les infirmières et infirmiers, et d'autres professionnels de la santé, tels que les travailleurs sociaux, les sages-femmes, les professionnels de la santé mentale et les pharmaciens, pour maintenir la population ontarienne en santé.

Il convient donc de reconnaître et de célébrer l'importante contribution des infirmières praticiennes et infirmiers praticiens en Ontario. Il est également important de souligner les obstacles subsistants à l'intégration complète de ces professionnels de la santé au système de soins de santé de la province.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Semaine des infirmières praticiennes et infirmiers praticiens

1. La deuxième semaine complète de novembre de chaque année est proclamée Semaine des infirmières praticiennes et infirmiers praticiens.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2016 sur la Semaine des infirmières praticiennes et infirmiers praticiens*.



2ND SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

2^e SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

Bill 65

**An Act to amend
the Highway Traffic Act
in respect of speed limits
in municipalities and other matters**

The Hon. S. Del Duca
Minister of Transportation

Government Bill

1st Reading November 15, 2016
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 65

**Loi modifiant
le Code de la route
relativement aux limites de vitesse
dans les municipalités
et à d'autres questions**

L'honorable S. Del Duca
Ministre des Transports

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 15 novembre 2016
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Highway Traffic Act*. It addresses the ability of municipalities to set speed limits within their borders and the use of automated speed enforcement systems and red light camera systems.

Section 128 of the Act is amended so that municipalities can designate areas by by-law where they can impose speed limits that are lower than 50 kilometres per hour.

Part XIV.1 (Photo-Radar System Evidence) of the Act is repealed and replaced by a new Part XIV.1 (Automated Speed Enforcement) that authorizes the use of automated speed enforcement systems in community safety zones and school zones. Section 12 of the Act is amended to allow the Registrar to require the return of number plates and to cancel number plates that are not returned within a specified time. Number plates that are damaged, altered, deteriorated or worn such that they can't be photographed by an electronic toll system, automated speed enforcement system or red light camera system may be cancelled if not returned within 30 days; other number plates may be cancelled if not returned within 60 days.

Part XIV.2 (Red Light Camera System Evidence) of the Act is amended to remove the restriction in subsection 205.15 (1) that red light camera systems may be used only in areas of the province designated by regulation. Various provisions under Part XIV.2 are amended to specify that information may be superimposed on the front or back of a photograph that is used as evidence, and the Lieutenant Governor in Council's power to make regulations under this Part is transferred to the Minister.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie le *Code de la route*. Il traite de la capacité des municipalités de fixer des limites de vitesse sur leur territoire et de l'utilisation de systèmes de contrôle automatisé de la vitesse et de systèmes photographiques reliés aux feux rouges.

L'article 128 du Code est modifié pour que les municipalités puissent désigner par règlement municipal des secteurs où elles peuvent imposer des limites de vitesse inférieures à 50 kilomètres à l'heure.

La partie XIV.1 (Preuve au moyen d'un système de radar photographique) du Code est abrogée et remplacée par une nouvelle partie XIV.1 (Contrôle automatisé de la vitesse) qui autorise l'utilisation de systèmes de contrôle automatisé de la vitesse dans les zones de sécurité communautaire et les zones d'école. L'article 12 du Code est modifié en vue de permettre au registraire d'exiger le retour de plaques d'immatriculation et d'annuler celles qui ne sont pas retournées dans le délai précisé. Les plaques d'immatriculation qui sont endommagées, modifiées, usées ou se sont détériorées au point où elles ne peuvent pas être photographiées par un système de péage électronique, un système de contrôle automatisé de la vitesse ou un système photographique relié aux feux rouges peuvent être annulées si elles ne sont pas retournées dans un délai de 30 jours; d'autres plaques d'immatriculation peuvent être annulées si elles ne sont pas retournées dans un délai de 60 jours.

La partie XIV.2 (Preuve au moyen d'un système photographique relié aux feux rouges) du Code est modifiée afin de supprimer la restriction prévue au paragraphe 205.15 (1) voulant que les systèmes photographiques reliés aux feux rouges puissent être utilisés uniquement dans les régions de la province désignées par les règlements. D'autres dispositions de la partie XIV.2 sont modifiées en vue de préciser que des renseignements peuvent être indiqués par surimpression sur le recto ou le verso d'une photographie utilisée comme preuve, et en vue de transférer au ministre le pouvoir du lieutenant-gouverneur en conseil de prendre des règlements en vertu de cette partie.

**An Act to amend
the Highway Traffic Act
in respect of speed limits
in municipalities and other matters**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) Paragraph 3 of subsection 7 (11) of the *Highway Traffic Act* is repealed and the following substituted:

3. An offence where the conviction is based on evidence obtained through the use of an automated speed enforcement system.

(2) Subsection 7 (11.1) of the Act is amended by striking out “a photo-radar system” in the portion before clause (a) and substituting “an automated speed enforcement system”.

(3) Subsection (2) of this section is of no effect and is repealed if subsection 4 (1) of the *Transportation Statute Law Amendment Act (Making Ontario’s Roads Safer)*, 2015 is in force on or before the day section 5 of this Act comes into force.

2. (1) Subsection 12 (2) of the Act is amended by striking out “the Ministry” at the end and substituting “the Registrar”.

(2) Section 12 of the Act is amended by adding the following subsections:

Notice to plate holder

(2.1) The Registrar may cause notice to be given to the holder of a number plate that the number plate is required to be returned to the Ministry.

Same

(2.2) Notice under subsection (2.1) is sufficiently given if delivered personally or mailed to the latest address of the holder of the number plate on the records of the Ministry.

No right to be heard

(2.3) There is no right to be heard before notice is given under subsection (2.1).

Cancellation of number plate

(2.4) The Registrar may cancel a number plate if it is not returned within 60 days after the date by which it is

**Loi modifiant
le Code de la route
relativement aux limites de vitesse
dans les municipalités
et à d’autres questions**

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. (1) La disposition 3 du paragraphe 7 (11) du *Code de la route* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

3. Une infraction pour laquelle la déclaration de culpabilité est fondée sur une preuve obtenue au moyen d’un système de contrôle automatisé de la vitesse.

(2) Le paragraphe 7 (11.1) du Code est modifié par remplacement de «d’un système de radar photographique» par «d’un système de contrôle automatisé de la vitesse» dans le passage qui précède l’alinéa a).

(3) Le paragraphe (2) du présent article est sans effet et est abrogé si le paragraphe 4 (1) de la *Loi de 2015 modifiant des lois en ce qui concerne le transport (accroître la sécurité routière en Ontario)* est en vigueur le jour de l’entrée en vigueur de l’article 5 de la présente loi ou avant ce jour.

2. (1) Le paragraphe 12 (2) du Code est modifié par remplacement de «ce dernier» par «le registrateur».

(2) L’article 12 du Code est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Avis au titulaire

(2.1) Le registrateur peut faire donner au titulaire d’une plaque d’immatriculation un avis exigeant le retour de cette dernière au ministère.

Idem

(2.2) L’avis prévu au paragraphe (2.1) est valablement donné s’il est remis à personne ou envoyé par la poste à la dernière adresse du titulaire de la plaque d’immatriculation figurant dans les dossiers du ministère.

Aucun droit d’être entendu

(2.3) Nul n’a le droit d’être entendu avant que soit donné un avis en vertu du paragraphe (2.1).

Annulation de la plaque d’immatriculation

(2.4) Le registrateur peut annuler toute plaque d’immatriculation qui n’est pas retournée dans les 60

required to be returned, but if the Registrar is satisfied that the number plate is damaged, altered, deteriorated or worn such that it may not be accurately photographed by an electronic toll system, automated speed enforcement system or red light camera system, the Registrar may cancel the number plate if it is not returned within 30 days after the required date.

(3) Subsection 12 (3) of the Act is amended by striking out “For the purpose of subsection (2)” at the beginning and substituting “For the purpose of subsections (2) to (2.4)”.

3. Subsection 13 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Obstruction prohibited

(3) The number plates shall not be obstructed by any device that prevents the entire number plates including the numbers from being accurately photographed using an automated speed enforcement system.

4. (1) Section 128 of the Act is amended by adding the following subsections:

Same, within designated areas

(2.1) A by-law passed under subsection (2) may designate an area in the municipality and prescribe a rate of speed, which must be less than 50 kilometres per hour, that applies to all highways within the designated area that, absent a by-law passed under subsection (2), would have a prescribed rate of speed of 50 kilometres per hour under clause (1) (a).

Same, excluded highways

(2.2) A by-law for a designated area described in subsection (2.1) may exclude from the application of the by-law any highway or portion of a highway within the designated area that has a different rate of speed prescribed specifically for that highway or portion of highway by a by-law passed under subsection (2).

(2) Subsection 128 (11) of the Act is repealed and the following substituted:

By-laws, regulations effective when posted

(11) No by-law passed under this section or regulation made under clause (7) (c) becomes effective until the highway, portion of the highway or designated area affected by the by-law or regulation, as the case may be, is signed in accordance with this Act and the regulations.

5. Part XIV.1 of the Act is repealed and the following substituted:

**PART XIV.1
AUTOMATED SPEED ENFORCEMENT**

Use of automated speed enforcement system authorized

205.1 (1) An automated speed enforcement system

jours de la date à laquelle son retour est exigé. Toutefois, s'il est convaincu que la plaque d'immatriculation est endommagée, modifiée, usée ou s'est détériorée au point où elle ne peut pas être photographiée avec précision par un système de péage électronique, un système de contrôle automatisé de la vitesse ou un système photographique relié aux feux rouges, le registraire peut annuler la plaque d'immatriculation si elle n'est pas retournée dans les 30 jours de la date à laquelle son retour est exigé.

(3) Le paragraphe 12 (3) du Code est modifié par remplacement de «au paragraphe (2)» par «aux paragraphes (2) à (2.4)».

3. Le paragraphe 13 (3) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Obstacle interdit

(3) Les plaques d'immatriculation ne doivent être cachées par aucun appareil qui empêche celles-ci tout entières ainsi que les numéros d'être photographiés avec précision à l'aide d'un système de contrôle automatisé de la vitesse.

4. (1) L'article 128 du Code est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Idem : secteurs désignés

(2.1) Tout règlement municipal adopté en vertu du paragraphe (2) peut désigner un secteur de la municipalité et prescrire une vitesse qui doit être inférieure à 50 kilomètres à l'heure et qui s'applique à toutes les voies publiques dans le secteur désigné pour lesquelles la vitesse prescrite serait, si ce n'était d'un règlement municipal adopté en vertu de ce paragraphe, 50 kilomètres à l'heure en application de l'alinéa (1) a).

Idem : voies publiques exclues

(2.2) Tout règlement municipal applicable à un secteur désigné visé au paragraphe (2.1) peut exclure de son application une voie publique ou section de voie publique dans ce secteur pour laquelle une vitesse différente est prescrite expressément par un règlement municipal adopté en vertu du paragraphe (2).

(2) Le paragraphe 128 (11) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Les règlements entrent en vigueur une fois affichés

(11) Le règlement municipal adopté en vertu du présent article ou le règlement pris en vertu de l'alinéa (7) c) n'entre en vigueur que lorsque la voie publique, la section de voie publique ou le secteur désigné qu'il vise est doté de panneaux conformes au présent code et aux règlements.

5. La partie XIV.1 du Code est abrogée et remplacée par ce qui suit :

**PARTIE XIV.1
CONTRÔLE AUTOMATISÉ DE LA VITESSE**

Utilisation autorisée d'un système de contrôle automatisé de la vitesse

205.1 (1) Un système de contrôle automatisé de la

may be used in accordance with this Part and the regulations made under it,

- (a) in a community safety zone designated by by-law passed under subsection 214.1 (1); or
- (b) in a school zone designated by by-law passed under clause 128 (5) (a).

Limitations on owner liability

(2) The owner of a motor vehicle shall not be subject to conviction or penalty as an owner in respect of an alleged contravention of section 128 except on the basis of evidence obtained through the use of an automated speed enforcement system.

Same

(3) The owner of a motor vehicle convicted as an owner of an offence under section 128 on the basis of evidence obtained through the use of an automated speed enforcement system is not liable to a driver's licence suspension under section 46 as a result of default in payment of a fine resulting from that conviction.

Limitations on driver liability

(4) The driver of a motor vehicle convicted as a driver of an offence under section 128 on the basis of evidence obtained through the use of an automated speed enforcement system is not liable to imprisonment or to a probation order under subsection 72 (1) of the *Provincial Offences Act* as a result of that conviction or as a result of default in payment of a fine resulting from that conviction.

Regulations

205.2 (1) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing what constitutes an automated speed enforcement system;
- (b) defining "photograph" for the purposes of this Part;
- (c) governing the form, content, filing, admissibility, evidentiary value and probative force of any notice, certificate, document or photograph that may be used for the purpose of this Part, including,
 - (i) governing the circumstances in which the information set out in any certificate, document or photograph is deemed to be true and in which the certificate, document or photograph shall be received in evidence as proof of the information set out in it,
 - (ii) requiring or authorizing any person or class of persons to certify that information set out in any certificate, document or photograph is true,

vitesse peut être utilisé conformément à la présente partie et à ses règlements d'application :

- a) dans une zone de sécurité communautaire désignée par un règlement municipal adopté en vertu du paragraphe 214.1 (1);
- b) dans une zone d'école désignée par un règlement municipal adopté en vertu de l'alinéa 128 (5) a).

Responsabilité limitée du propriétaire

(2) Le propriétaire d'un véhicule automobile ne peut, à titre de propriétaire, être déclaré coupable à l'égard d'une contravention prétendue à l'article 128 ni se faire imposer une peine à cet égard que si la déclaration de culpabilité ou la peine est fondée sur une preuve obtenue au moyen d'un système de contrôle automatisé de la vitesse.

Idem

(3) Le propriétaire d'un véhicule automobile qui est déclaré coupable, à titre de propriétaire, d'une infraction prévue à l'article 128 et fondée sur une preuve obtenue au moyen d'un système de contrôle automatisé de la vitesse n'est pas passible de la suspension de son permis de conduire prévue à l'article 46 par suite du défaut de paiement d'une amende résultant de cette déclaration de culpabilité.

Responsabilité limitée du conducteur

(4) Le conducteur d'un véhicule automobile qui est déclaré coupable, à titre de conducteur, d'une infraction prévue à l'article 128 et fondée sur une preuve obtenue au moyen d'un système de contrôle automatisé de la vitesse n'est pas passible d'un emprisonnement, et une ordonnance de probation ne peut être rendue contre lui en vertu du paragraphe 72 (1) de la *Loi sur les infractions provinciales*, par suite de cette déclaration de culpabilité ou du défaut de paiement d'une amende en résultant.

Règlements

205.2 (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire en quoi consiste un système de contrôle automatisé de la vitesse;
- b) définir «photographie» pour l'application de la présente partie;
- c) régir la forme, le contenu, le dépôt, l'admissibilité, la valeur probante et la force probante de tout avis, certificat ou document ou de toute photographie pouvant être utilisé pour l'application de la présente partie, et notamment :
 - (i) régir les circonstances dans lesquelles les renseignements dans un certificat, un document ou une photographie sont réputés véridiques et dans lesquelles le certificat, le document ou la photographie est reçu en preuve et fait foi des renseignements qui y sont énoncés,
 - (ii) obliger ou autoriser une personne ou une catégorie de personnes à attester que les renseignements dans un certificat, un document ou une photographie sont véridiques,

- (iii) governing the circumstances in which a certificate, document or photograph shall be received in evidence as proof that a motor vehicle referred to in the certificate or document, or shown in the photograph, was being driven at a stated rate of speed,
- (iv) governing the information that may be or must be shown or superimposed on the front or back of the photograph, and prescribing a system of codes, symbols or abbreviations that may be used to convey information in the photograph;
- (d) governing the service of any notice upon the owner of a motor vehicle, including deeming service to have been effected on a date determined in accordance with the regulations, and authorizing service outside Ontario;
- (e) prescribing what constitutes evidence of ownership of a vehicle for the purposes of this Part;
- (f) prescribing procedures, rules and duties to apply under this Part instead of the procedures, rules and duties otherwise established under the *Provincial Offences Act*, including,
 - (i) procedures and rules that govern proceedings at any stage,
 - (ii) rules governing the circumstances in which a person is deemed to not wish to dispute a charge,
 - (iii) rules governing the circumstances in which a summons may or may not be issued and in which a person may or may not be required to give oral evidence, and
 - (iv) the duties of a justice of the peace;
- (g) requiring and governing forms or certificates to be used under this Part, including forms or certificates to be used instead of those required under the *Provincial Offences Act*;
- (h) providing that any procedure, rule, duty or other matter that applies to the use of red light camera systems under subsections 144 (18.1) to (18.5) or Part XIV.2 applies to the use of automated speed enforcement systems under this Part, with necessary modifications.

Prescribing how to refer to s. 128 in notices and certificates

(2) A regulation made under clause (1) (h) may prescribe rules for how to refer to section 128 in any notice or certificate in order to facilitate the use of computer systems that are maintained by the Government of Ontario for recording and processing information related to

- (iii) régir les circonstances dans lesquelles un certificat, un document ou une photographie est reçu en preuve et fait foi du fait qu'un véhicule automobile mentionné dans le certificat ou le document ou montré dans la photographie était conduit à la vitesse indiquée,
- (iv) régir les renseignements qui peuvent ou doivent être montrés ou indiqués par surimpression sur le recto ou le verso de la photographie, et prescrire un système de codes, de symboles ou d'abréviations qui peut être utilisé pour présenter les renseignements sur la photographie;
- d) régir la signification de tout avis au propriétaire d'un véhicule automobile, y compris déclarer que la signification est réputée avoir été effectuée à une date fixée conformément aux règlements, et autoriser la signification à l'extérieur de l'Ontario;
- e) prescrire en quoi consiste la preuve du titre de propriété d'un véhicule pour l'application de la présente partie;
- f) prescrire les procédures, les règles et les fonctions devant s'appliquer en vertu de la présente partie au lieu de celles établies par ailleurs en vertu de la *Loi sur les infractions provinciales*, y compris :
 - (i) les procédures et les règles régissant les instances à n'importe quelle étape,
 - (ii) les règles régissant les circonstances dans lesquelles une personne est réputée ne pas désirer contester une accusation,
 - (iii) les règles régissant les circonstances dans lesquelles une assignation peut ou ne peut pas être délivrée et dans lesquelles une personne peut ou ne peut pas être tenue de témoigner oralement,
 - (iv) les fonctions des juges de paix;
- g) exiger et régir les formules ou certificats devant être utilisés en application de la présente partie, y compris les formules ou certificats devant être utilisés au lieu de ceux qui doivent l'être en application de la *Loi sur les infractions provinciales*;
- h) prévoir que toute procédure, règle, fonction ou autre question qui s'applique à l'utilisation de systèmes photographiques reliés aux feux rouges en application des paragraphes 144 (18.1) à (18.5) ou de la partie XIV.2 s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'utilisation de systèmes de contrôle automatisé de la vitesse en vertu de la présente partie.

Règlement prescrivant la façon de faire des renvois à l'art. 128 dans les avis et les certificats

(2) Tout règlement pris en vertu de l'alinéa (1) h) peut prescrire des règles sur la façon de faire des renvois à l'article 128 dans un avis ou un certificat afin de faciliter l'utilisation des systèmes informatiques que maintient le gouvernement de l'Ontario pour enregistrer et traiter les

provincial offences and that depend, in order to make certain distinctions, on different provision numbers being specified in certificates of offences.

Conflict

(3) Where a conflict or inconsistency arises between the procedures, rules and duties described in the *Provincial Offences Act* and those required by this Part and the regulations made under it, this Part and the regulations made under it prevail.

6. (1) Subsection 205.15 (1) of the Act is amended by striking out “if the alleged offence was committed within an area of Ontario designated by the regulations” at the end.

(2) Clause 205.15 (4) (a) of the Act is amended by striking out “superimposed on the photograph” and substituting “superimposed on the front or back of the photograph”.

7. Clause 205.19 (1) (c) of the Act is amended by striking out “under subsection 5.1 (9) of that Act” at the end and substituting “under subsection 5.1 (8) of that Act”.

8. (1) Section 205.25 of the Act is amended by striking out “The Lieutenant Governor in Council” in the portion before clause (a) and substituting “The Minister”.

(2) Clause 205.25 (c) of the Act is repealed.

(3) Clause 205.25 (d) of the Act is repealed and the following substituted:

(d) governing the form and content of photographs for the purposes of subsection 205.15 (2), including the information that may be or must be shown or superimposed on the front or back of the photographs, and prescribing a system of codes, symbols or abbreviations that may be used to convey the information;

(4) Clause 205.25 (h) of the Act is repealed and the following substituted:

(h) prescribing the form of the certificate for striking out a conviction for the purpose of subsection 205.23 (3).

9. (1) Subsection 207 (6) of the Act is repealed.

(2) Subsection 207 (7) of the Act is amended by striking out “through the use of a photo-radar system” and substituting “through the use of an automated speed enforcement system”.

(3) Subsection 207 (8) of the Act is amended by striking out “in an area designated for the purposes of subsection 205.15 (1)” at the end.

10. Subsection 210.1 (1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

2.1 A proceeding that is based on evidence obtained through the use of an automated speed enforcement system.

renseignements relatifs aux infractions provinciales et qui dépendent, afin d'établir certaines distinctions, de l'indication de différents numéros de dispositions qui sont précisés dans les procès-verbaux d'infraction.

Incompatibilité

(3) Les procédures, les règles et les fonctions qu'exigent la présente partie et ses règlements d'application l'emportent sur les procédures, les règles et les fonctions qui sont incompatibles établies en vertu de la *Loi sur les infractions provinciales*.

6. (1) Le paragraphe 205.15 (1) du Code est modifié par suppression de «si l'infraction prétendue a été commise dans une région de l'Ontario désignée par les règlements» à la fin du paragraphe.

(2) L'alinéa 205.15 (4) a) du Code est modifié par remplacement de «par surimpression sur la photographie» par «par surimpression sur le recto ou le verso de la photographie».

7. L'alinéa 205.19 (1) c) du Code est modifié par remplacement de «aux termes du paragraphe 5.1 (9) de cette loi» par «aux termes du paragraphe 5.1 (8) de cette loi» à la fin de l'alinéa.

8. (1) L'article 205.25 du Code est modifié par remplacement de «Le lieutenant-gouverneur en conseil» par «Le ministre» dans le passage qui précède l'alinéa a).

(2) L'alinéa 205.25 c) du Code est abrogé.

(3) L'alinéa 205.25 d) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

d) régir la forme et le contenu des photographies pour l'application du paragraphe 205.15 (2), notamment les renseignements qui peuvent ou doivent être montrés ou indiqués par surimpression sur le recto ou le verso des photographies, et prescrire un système de codes, de symboles ou d'abréviations qui peut être utilisé pour présenter les renseignements;

(4) L'alinéa 205.25 h) du Code est abrogé et remplacé par ce qui suit :

h) prescrire la formule du certificat d'annulation d'une déclaration de culpabilité pour l'application du paragraphe 205.23 (3).

9. (1) Le paragraphe 207 (6) du Code est abrogé.

(2) Le paragraphe 207 (7) du Code est modifié par remplacement de «au moyen d'un système de radar photographique» par «au moyen d'un système de contrôle automatisé de la vitesse».

(3) Le paragraphe 207 (8) du Code est modifié par suppression de «dans une région désignée pour l'application du paragraphe 205.15 (1)» à la fin du paragraphe.

10. Le paragraphe 210.1 (1) du Code est modifié par adjonction de la disposition suivante :

2.1 Les instances fondées sur une preuve obtenue au moyen d'un système de contrôle automatisé de la vitesse.

Commencement

11. This Act comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Short title

12. The short title of this Act is the *Safer School Zones Act, 2016*.

Entrée en vigueur

11. La présente loi entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

Titre abrégé

12. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2016 sur la sécurité accrue des zones d'école*.



2ND SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

2^e SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

Bill 66

**An Act to proclaim
Family Caregiver Day**

Ms F. Gélinas

Private Member's Bill

1st Reading November 15, 2016
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 66

**Loi proclamant
le Jour des aidants naturels**

M^{me} F. Gélinas

Projet de loi de député

1^{re} lecture 15 novembre 2016
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



An Act to proclaim Family Caregiver Day

Preamble

“Family caregiver” is the term used for a family member, friend or person of choice who gives unpaid care to someone who has care needs due to a disability, a physical, neurological or mental condition, a chronic illness, frailty or age. Recognition and awareness of these caregivers should be increased, and their valuable social and economic contribution to society should be acknowledged and supported.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Family Caregiver Day

1. The first Tuesday in April in each year is proclaimed as Family Caregiver Day.

Commencement

2. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

3. The short title of this Act is the *Family Caregiver Day Act, 2016*.

EXPLANATORY NOTE

The Bill proclaims the first Tuesday in April in each year as Family Caregiver Day.

Loi proclamant le Jour des aidants naturels

Préambule

Est appelé «aidant naturel» le membre de la famille, l’ami ou toute autre personne choisie, qui offre des soins non rémunérés à une personne ayant besoin de soins, que ce soit en raison d’un handicap, d’un problème physique, neurologique ou mental, d’une maladie chronique, d’une faiblesse ou de son âge. Les aidants naturels méritent d’être mieux connus du public et leur utilité sociale et économique pour la société devrait être reconnue et valorisée.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

Jour des aidants naturels

1. Le premier mardi d’avril de chaque année est proclamé Jour des aidants naturels.

Entrée en vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2016 sur les aidants naturels*.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi proclame le premier mardi d’avril de chaque année Jour des aidants naturels.



2ND SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

2^e SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

Bill 67

**An Act to amend
the Auditor General Act
with respect to public contractors**

Mr. N. Miller

Private Member's Bill

1st Reading November 16, 2016
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 67

**Loi modifiant
la Loi sur le vérificateur général
en ce qui concerne
les contractants publics**

M. N. Miller

Projet de loi de député

1^{re} lecture 16 novembre 2016
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The *Auditor General Act* is amended to permit the Auditor General to conduct special audits of public contractors. A public contractor includes any body or entity that delivers programs or services on behalf of the Crown and that receives payment or financial assistance from the Crown or another entity, or is empowered by the Crown to collect fees for its services.

NOTE EXPLICATIVE

La *Loi sur le vérificateur général* est modifiée pour autoriser le vérificateur général à effectuer des vérifications spéciales de contractants publics. Un contractant public s'entend notamment de toute organisation ou entité qui assure la prestation de programmes ou de services pour le compte de la Couronne et qui soit reçoit un paiement ou une aide financière de la Couronne ou d'une autre entité, soit est habilitée par la Couronne à recouvrer des droits pour les services qu'elle fournit.

**An Act to amend
the Auditor General Act
with respect to public contractors**

**Loi modifiant
la Loi sur le vérificateur général
en ce qui concerne
les contractants publics**

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. Section 1 of the *Auditor General Act* is amended by adding the following definition:

“public contractor” means an association, authority, board, commission, corporation, council, foundation, institution, organization, person or other body or entity that delivers programs or services on behalf of the Crown under an Act, order in council, contract, agreement or policy and that,

- (a) receives payment or financial assistance directly or indirectly from the Crown, a ministry, an agency of the Crown, a Crown controlled corporation, or a grant recipient, including both one-time and recurring payments, and including transfer payments, grants, subsidies, loans and guarantees, or
- (b) is empowered by the Crown to collect fees for its services from the Crown or from the users of the programs or services; (“contractant public”)

2. Section 9.1 of the Act is amended by adding the following subsection:

Public contractors

(4) The Auditor General may conduct a special audit of a public contractor.

3. (1) Subsection 10 (1) of the Act is amended by striking out “and every grant recipient” and substituting “every grant recipient and every public contractor”.

(2) Subsection 10 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Access to records

(2) Despite any other Act, the Auditor General is entitled to have free access to all books, accounts, financial records, electronic data processing records, reports, files and all other papers, things or property belonging to or used by a ministry, agency of the Crown, Crown controlled corporation, grant recipient or public contractor, as the case may be, that the Auditor General believes to be

Sa Majesté, sur l’avis et avec le consentement de l’Assemblée législative de la province de l’Ontario, édicte :

1. L’article 1 de la *Loi sur le vérificateur général* est modifié par adjonction de la définition suivante :

«contractant public» Association, office, régie, commission, personne morale, conseil, fondation, institution, établissement, personne ou autre organisation ou entité qui assure la prestation de programmes ou de services pour le compte de la Couronne aux termes d’une loi, d’un décret, d’un contrat, d’un accord ou d’une politique et qui, selon le cas :

- a) reçoit un paiement ou une aide financière, directement ou indirectement, de la Couronne, d’un ministère, d’un organisme de la Couronne, d’une société contrôlée par la Couronne ou du bénéficiaire d’une subvention, y compris les paiements uniques et périodiques, et y compris les paiements de transfert, les subventions, les prêts et les garanties;
- b) est habilité par la Couronne à recouvrer, auprès de celle-ci ou des utilisateurs des programmes ou des services, des droits pour les services qu’il fournit. («public contractor»)

2. L’article 9.1 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Contractants publics

(4) Le vérificateur général peut effectuer une vérification spéciale d’un contractant public.

3. (1) Le paragraphe 10 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «et les bénéficiaires de subventions» par «, les bénéficiaires de subventions et les contractants publics».

(2) Le paragraphe 10 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Accès aux dossiers

(2) Malgré toute autre loi, le vérificateur général a le droit d’avoir libre accès à tous les livres, comptes, registres financiers, fichiers informatiques, rapports, dossiers ainsi qu’à tout autre document, objet ou bien qui appartiennent aux ministères, aux organismes de la Couronne, aux sociétés contrôlées par la Couronne, aux bénéficiaires de subventions ou aux contractants publics, selon

necessary to perform his or her duties under this Act.

4. (1) Subsection 11.1 (1) of the Act is amended by striking out “or grant recipient” at the end and substituting “grant recipient or public contractor”.

(2) Subsection 11.1 (2) of the Act is amended by striking out “or grant recipient” and substituting “grant recipient or public contractor”.

5. Clause 12 (2) (f) of the Act is amended by striking out “or grant recipients” in the portion before subclause (i) and substituting “grant recipients or public contractors”.

Commencement

6. This Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

Short title

7. The short title of this Act is the *Auditor General Amendment Act, 2016*.

le cas, ou qu'ils utilisent, et que le vérificateur général estime nécessaires pour exercer les fonctions que lui attribue la présente loi.

4. (1) Le paragraphe 11.1 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «ou du bénéficiaire d'une subvention» par «, du bénéficiaire d'une subvention ou d'un contractant public» à la fin du paragraphe.

(2) Le paragraphe 11.1 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «ou le bénéficiaire d'une subvention» par «, le bénéficiaire d'une subvention ou le contractant public».

5. L'alinéa 12 (2) f) de la Loi est modifié par remplacement de «ou des bénéficiaires de subventions» par «, des bénéficiaires de subventions ou des contractants publics» dans le passage qui précède le sous-alinéa (i).

Entrée en vigueur

6. La présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

Titre abrégé

7. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2016 modifiant la Loi sur le vérificateur général*.



2ND SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

2^e SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

Bill 68

**An Act to amend various Acts
in relation to municipalities**

The Hon. B. Mauro
Minister of Municipal Affairs

Government Bill

1st Reading November 16, 2016
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 68

**Loi modifiant diverses lois
en ce qui concerne les municipalités**

L'honorable B. Mauro
Ministre des Affaires municipales

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 16 novembre 2016
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



The Bill amends the *Municipal Act, 2001*, the *City of Toronto Act, 2006*, the *Municipal Conflict of Interest Act* and several other Acts. For convenience, the amendments are set out in separate Schedules.

SCHEDULE 1 AMENDMENTS TO THE MUNICIPAL ACT, 2001

Amendments to the *Municipal Act, 2001* and the *City of Toronto Act, 2006*

Many amendments to the *Municipal Act, 2001* are also made to parallel provisions of the *City of Toronto Act, 2006*. Here are highlights of some of those amendments:

Amendments are made to subsections 10 (2) and 11 (2) of the Act concerning the making of by-laws respecting climate change. (see subsection 8 (2) of the *City of Toronto Act, 2006*)

A new section 23.6 of the Act is added concerning the establishment of community councils by municipalities. (see new section 24.1 of the *City of Toronto Act, 2006*)

Subsection 44 (10) of the Act currently governs the service of notice of a claim for the recovery of damages relating to the default by a municipality to keep in repair a highway or bridge for which the municipality has jurisdiction. The subsection is amended to require the notice to include the date, time and location of the injury complained of. (see subsection 42 (6) of the *City of Toronto Act, 2006*)

A new section 97.1 of the Act provides permissive authority for by-laws respecting the protection or conservation of the environment that require buildings to be constructed in accordance with prescribed provisions of the Building Code. (see new section 108.1 of the *City of Toronto Act, 2006*)

Subsection 99 (1) of the Act, which currently governs the application of by-laws respecting certain advertising devices, is repealed and re-enacted to provide that the subsection, as it previously read, continues to apply to by-laws passed before its re-enactment. (see subsection 110 (1) of the *City of Toronto Act, 2006*)

Section 147 of the Act, which currently governs the provision of energy conservation programs by municipalities, is re-enacted to provide that municipalities may provide for or participate in long-term planning for energy use in the municipality. (see new section 105.3 of the *City of Toronto Act, 2006*)

Currently, subsection 216 (3) of the Act prevents a municipality from dissolving or changing an appeal body established to hear appeals for certain local land use planning matters. Amendments are made to remove the restriction concerning the changing of such appeal bodies. (see section 145 of the *City of Toronto Act, 2006*)

Various amendments are made concerning Integrity Commissioners. Subsection 223.3 (1) of the Act is amended to expand the list of responsibilities of a Commissioner. A new section 223.4.1 sets out rules that apply if a Commissioner conducts an inquiry, either on application or on his or her own initiative, concerning an alleged contravention of section 5, 5.1 or 5.2 of the *Municipal Conflict of Interest Act*. Other related amendments are made to sections 223.3, 223.4 and 223.5. (see sections 159, 160 and 161 and new section 160.1 of the *City of Toronto Act, 2006*)

Le projet de loi modifie la *Loi de 2001 sur les municipalités*, la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*, la *Loi sur les conflits d'intérêts municipaux*, ainsi que plusieurs autres lois. Par commodité, les modifications figurent dans des annexes distinctes.

ANNEXE 1 MODIFICATION DE LA LOI DE 2001 SUR LES MUNICIPALITÉS

Modification de la *Loi de 2001 sur les municipalités* et de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*

De nombreuses modifications apportées à la *Loi de 2001 sur les municipalités* sont également apportées aux dispositions parallèles de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*. Les points saillants de certaines de ces modifications sont énoncés ci-après.

Des modifications sont apportées aux paragraphes 10 (2) et 11 (2) de la Loi concernant l'adoption de règlements municipaux relativement au changement climatique. (voir le paragraphe 8 (2) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*)

Est ajouté à la Loi l'article 23.6, qui porte sur la constitution de conseils communautaires par les municipalités. (voir le nouvel article 24.1 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*)

Le paragraphe 44 (10) de la Loi régit actuellement la signification de l'avis de réclamation en recouvrement de dommages-intérêts liés au défaut de la part d'une municipalité d'assurer l'entretien d'une voie publique ou d'un pont sur lesquels elle a compétence. Ce paragraphe est modifié pour exiger que l'avis comprenne la date, l'heure et le lieu de la survenance de la blessure invoquée. (voir le paragraphe 42 (6) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*)

Le nouvel article 97.1 de la Loi accorde des pouvoirs habilitants en ce qui concerne l'adoption de règlements municipaux relativement à la protection ou à la conservation de l'environnement qui exigent que des bâtiments soient construits conformément aux dispositions prescrites du code du bâtiment. (voir le nouvel article 108.1 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*)

Le paragraphe 99 (1) de la Loi, qui régit actuellement l'application des règlements municipaux relativement à certains dispositifs publicitaires, est abrogé et réédité pour prévoir que sa version antérieure à la réédiction continue de s'appliquer aux règlements municipaux adoptés avant la réédiction. (voir le paragraphe 110 (1) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*)

L'article 147 de la Loi, qui régit actuellement la prestation de programmes de conservation de l'énergie par les municipalités, est réédité afin de prévoir que chaque municipalité peut prendre des dispositions en vue de la planification à long terme de la consommation d'énergie dans la municipalité ou participer à une telle planification. (voir le nouvel article 105.3 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*)

À l'heure actuelle, le paragraphe 216 (3) de la Loi empêche une municipalité de dissoudre un organisme d'appel créé pour entendre les appels concernant certaines questions d'aménagement du territoire à l'échelon local ou de lui apporter des modifications. Ce paragraphe est modifié pour éliminer la restriction liée à la modification de tels organismes. (voir l'article 145 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*)

Diverses modifications sont apportées concernant les commissaires à l'intégrité. Le paragraphe 223.3 (1) de la Loi est modifié pour allonger la liste des responsabilités des commissaires. Le nouvel article 223.4.1 énonce les règles qui s'appliquent si le commissaire mène une enquête, en réponse à une demande ou de sa propre initiative, concernant une prétendue contravention à l'article 5, 5.1 ou 5.2 de la *Loi sur les conflits d'intérêts municipaux*. D'autres modifications connexes sont apportées aux articles 223.3, 223.4 et 223.5. (voir les articles 159, 160 et 161, et le nouvel article 160.1 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*)

The definition of “meeting” in subsection 238 (1) of the Act, which applies to sections 238 to 239.2, is re-enacted to mean any regular, special or other meetings of council, or of certain local boards or committees, where a quorum is present and where members discuss or otherwise deal with matters in a way that materially advances the business or decision making of the relevant body. (see subsection 189 (1) of the *City of Toronto Act, 2006*)

Section 259 of the Act currently sets out circumstances where a council member’s office becomes vacant. A new subsection 259 (1.1) is added to provide that an office is not vacated due to absences related to pregnancy or the birth or adoption of the member’s child. (see new subsection 204 (2) of the *City of Toronto Act, 2006*)

Amendments are made to subsection 270 (1) of the Act to require a municipality to adopt and maintain policies with respect to the relationship between members of council and the officers and employees of the municipality, with respect to the protection and enhancement of the tree canopy and natural vegetation in the municipality and with respect to pregnancy and parental leaves of council members. (see subsection 212 (1) of the *City of Toronto Act, 2006*)

Section 343 of the Act governs the content and delivery of tax bills. A new subsection 343 (6.1) permits tax bills to be sent electronically, if the taxpayer chooses to receive the bill in that manner. (see new subsection 308 (6.1) of the *City of Toronto Act, 2006*)

New section 357.1 of the Act authorizes a treasurer of a local municipality, in certain circumstances, to cancel, reduce or refund all or part of a payment in lieu of taxes. (see new section 324 of the *City of Toronto Act, 2006*)

Amendments are made to sections 371 to 388.2 of the Act, and new sections are added, to reduce the time that property taxes have to be in arrears before a municipality can start a tax sale and to make other changes to the process. Expedited timelines are provided for the sale of corporate property that has escheated or forfeited to the Crown. Various amendments relate to the coming into force of the *Forfeited Corporate Property Act, 2015*. (see sections 343 to 364.2 of the *City of Toronto Act, 2006*)

A new section 434.1 of the Act includes permissive authority for municipalities to impose administrative penalties for failure to comply with a municipal by-law. A new section 434.2 provides that such administrative penalties constitute a debt to the municipality. (see new sections 374.1 and 374.2 of the *City of Toronto Act, 2006*)

A new section 434.3 of the Act permits a municipality to pass a by-law respecting the limitation period for an offence relating to a matter described in section 223.9 or 223.10. (see new section 374.3 of the *City of Toronto Act, 2006*)

A new section 474.11 of the Act deems land that is vested in or becomes property of the Crown in certain circumstances to be rateable property for the purposes of the Act. Transition rules are included. (see new section 432.1 of the *City of Toronto Act, 2006*)

Amendments to the *Municipal Act, 2001* only

Here are highlights of some of the amendments made to the *Municipal Act, 2001* only:

La définition de «réunion» au paragraphe 238 (1) de la Loi, qui s’applique aux articles 238 à 239.2, s’entend, dans sa version rééditée, de toute réunion ordinaire, extraordinaire ou autre des conseils municipaux, de certains conseils locaux ou de comités, au cours de laquelle le quorum est atteint et les membres discutent ou traitent autrement de questions d’une manière qui fait avancer de façon importante les travaux ou la prise de décision du conseil ou du comité. (voir le paragraphe 189 (1) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*)

L’article 259 de la Loi énonce actuellement les circonstances dans lesquelles la charge d’un membre du conseil devient vacante. Le paragraphe 259 (1.1) est ajouté pour prévoir qu’une charge ne peut devenir vacante si l’absence a pour motif la grossesse du membre, la naissance de son enfant ou l’adoption d’un enfant par lui. (voir le nouveau paragraphe 204 (2) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*)

Des modifications sont apportées au paragraphe 270 (1) de la Loi pour exiger qu’une municipalité adopte et mette en oeuvre des politiques en ce qui concerne les liens qui existent entre les membres du conseil et les fonctionnaires et employés de la municipalité, en ce qui concerne la protection et le renforcement du couvert forestier et de la végétation naturelle dans la municipalité et en ce qui concerne les congés de maternité et les congés parentaux des membres du conseil. (voir le paragraphe 212 (1) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*)

L’article 343 de la Loi régit le contenu et l’envoi des relevés d’imposition. Le nouveau paragraphe 343 (6.1) permet l’envoi du relevé par voie électronique, si le contribuable choisit de le recevoir de cette manière. (voir le nouveau paragraphe 308 (6.1) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*)

Le nouvel article 357.1 de la Loi autorise le trésorier d’une municipalité locale, dans certaines circonstances, à annuler, diminuer ou rembourser la totalité ou une partie d’un paiement tenant lieu d’impôts. (voir le nouvel article 324 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*)

Des modifications sont apportées aux articles 371 à 388.2 de la Loi et de nouveaux articles sont ajoutés afin de raccourcir la période pendant laquelle les impôts fonciers doivent avoir fait l’objet d’arriérés avant qu’une municipalité puisse tenir une vente pour non-paiement des impôts, et afin d’apporter d’autres changements au processus. Des délais accélérés sont prévus pour la vente des biens sociaux qui sont tombés en déshérence ou qui ont été confisqués au profit de la Couronne. Diverses modifications se rapportent à l’entrée en vigueur de la *Loi de 2015 sur les biens sociaux confisqués*. (voir les articles 343 à 364.2 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*)

Le nouvel article 434.1 de la Loi accorde aux municipalités le pouvoir d’imposer des pénalités administratives pour inobservation d’un règlement municipal. Le nouvel article 434.2 prévoit que de telles pénalités constituent une dette due à la municipalité. (voir les nouveaux articles 374.1 et 374.2 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*)

Le nouvel article 434.3 de la Loi autorise une municipalité à adopter un règlement à l’égard du délai de prescription relatif à une infraction se rapportant à une question visée à l’article 223.9 ou 223.10. (voir le nouvel article 374.3 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*)

Le nouvel article 474.11 de la Loi prévoit que les biens-fonds qui sont dévolus à la Couronne ou qui sont devenus la propriété de la Couronne dans certaines circonstances sont réputés des biens imposables pour l’application de la Loi. Des règles transitoires sont prévues. (voir le nouvel article 432.1 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*)

Modification de la *Loi de 2001* sur les municipalités seulement

Les points saillants de certaines des modifications apportées à la *Loi de 2001 sur les municipalités* sont énoncés ci-après.

Amendments are made to sections 218, 219 and 221 of the Act, and new sections 219.1, 219.2 and 219.3 are added, concerning how regional municipalities are able to change the composition of their councils. The amendments also require a regional municipality to review, for each of its lower-tier municipalities, the number of its members that represent the lower-tier municipality. Provisions are also included to permit the Minister to alter the composition of regional councils in certain circumstances.

Amendments are made to section 223.2 of the Act to require municipalities to establish codes of conduct for members of council and of local boards.

A new section 223.3.1 of the Act requires municipalities that have not appointed an Integrity Commissioner to make arrangements for all of the responsibilities listed in subsection 223.3 (1) to be provided by a Commissioner of another municipality. A new section 223.3.2 requires municipalities that have appointed an Integrity Commissioner but have not assigned functions with respect to one or more of the responsibilities set out in subsection 223.3 (1), to make arrangements for those responsibilities to be provided by a Commissioner of another municipality.

A new section 268 of the Act permits a local municipality to appoint an alternate member when a person who is a member of both the local council and upper-tier council is unable to attend a meeting of the upper-tier council.

A new section 418.1 of the Act permits a municipality that meets certain requirements to invest money that it does not immediately require in any security, in accordance with the section and the regulations. A municipality that invests money under the section must exercise the care, skill diligence and judgment that a prudent investor would exercise in making such an investment. Consequential amendments are also made to sections 279, 286, 410, 418, 420 and 421.

SCHEDULE 2 AMENDMENTS TO THE CITY OF TORONTO ACT, 2006

In addition to the amendments made to the *City of Toronto Act, 2006* described earlier for Schedule 1, other amendments of a technical or editorial nature are made to the Act. Other amendments are made to section 115 of the Act, which currently permits the City to constitute and appoint one appeal body for local land use planning matters. The amendments authorize the Minister, by order, to dissolve the appeal body and also set out special rules that apply if such an order is made (see similar amendments to section 8.1 of the *Planning Act* in Schedule 4).

SCHEDULE 3 AMENDMENTS TO THE MUNICIPAL CONFLICT OF INTEREST ACT

The Schedule amends the *Municipal Conflict of Interest Act*. Here are some highlights:

A new section 1.1 of the Act sets out the principles endorsed by the Province of Ontario in relation to the duties of members of councils and of local boards under the Act.

Currently, section 5 of the Act sets out rules that apply if a member has a pecuniary interest in a matter and is present at a meeting where the matter is subject to consideration. A new subsection 5 (2.1) sets out special rules that apply where the matter under consideration is whether to impose a penalty on the

Des modifications sont apportées aux articles 218, 219 et 221 de la Loi, et les nouveaux articles 219.1, 219.2 et 219.3 sont ajoutés, concernant la façon dont les municipalités régionales peuvent modifier la composition de leurs conseils. Les modifications exigent qu'une municipalité régionale revoie, pour chacune de ses municipalités de palier inférieur, le nombre de membres de son conseil qui représentent la municipalité de palier inférieur. Des dispositions sont également prévues pour permettre au ministre de modifier la composition des conseils régionaux dans certaines circonstances.

Des modifications sont apportées à l'article 223.2 de la Loi pour exiger que les municipalités établissent des codes de déontologie à l'intention des membres du conseil et des conseils locaux.

Le nouvel article 223.3.1 de la Loi exige des municipalités qui n'ont pas nommé de commissaire à l'intégrité qu'elles prennent les dispositions nécessaires pour que toutes les responsabilités énoncées au paragraphe 223.3 (1) soient assumées par le commissaire d'une autre municipalité. Le nouvel article 223.3.2 exige des municipalités qui ont nommé un commissaire à l'intégrité, mais qui ne lui ont pas attribué de fonctions à l'égard d'une ou de plusieurs des responsabilités énoncées au paragraphe 223.3 (1), qu'elles prennent les dispositions nécessaires pour que ces responsabilités soient assumées par le commissaire d'une autre municipalité.

Le nouvel article 268 de la Loi autorise une municipalité locale à nommer un membre suppléant si une personne qui est membre à la fois du conseil de la municipalité locale et du conseil de la municipalité de palier supérieur est incapable d'assister à une réunion du conseil de la municipalité de palier supérieur.

Le nouvel article 418.1 de la Loi autorise la municipalité qui satisfait à certaines exigences à placer dans des valeurs mobilières les sommes dont elle n'a pas besoin immédiatement, conformément à cet article et aux règlements. La municipalité qui place des sommes d'argent en vertu de cet article agit avec le soin, la compétence, la diligence et le jugement dont un investisseur prudent ferait preuve en effectuant de tels placements. Des modifications corrélatives sont apportées aux articles 279, 286, 410, 418, 420 et 421.

ANNEXE 2 MODIFICATION DE LA LOI DE 2006 SUR LA CITÉ DE TORONTO

Outre les modifications apportées à la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* qui ont été décrites précédemment pour l'annexe 1, d'autres modifications de forme ou de nature éditoriale sont apportées à la Loi. Des modifications sont également apportées à l'article 115 de la Loi, qui autorise actuellement la cité à créer un organisme d'appel pour traiter de questions d'aménagement du territoire à l'échelon local et à en nommer les membres. Ces modifications autorisent le ministre à prendre un arrêté pour dissoudre l'organisme d'appel et énoncent les règles spéciales qui s'appliquent si un tel arrêté est pris. (voir les modifications analogues apportées à l'article 8.1 de la *Loi sur l'aménagement du territoire* à l'annexe 4)

ANNEXE 3 MODIFICATION DE LA LOI SUR LES CONFLITS D'INTÉRÊTS MUNICIPAUX

L'annexe modifie la *Loi sur les conflits d'intérêts municipaux*. Les points saillants de ces modifications sont énoncés ci-après.

Le nouvel article 1.1 de la Loi énonce les principes auxquels souscrit la Province de l'Ontario relativement aux obligations des membres des conseils municipaux et des conseils locaux en application de la Loi.

À l'heure actuelle, l'article 5 de la Loi énonce les règles qui s'appliquent si un membre a un intérêt pécuniaire dans une affaire et qu'il participe à une réunion du conseil ou du conseil local où l'affaire est discutée. Le nouveau paragraphe 5 (2.1) énonce les règles spéciales qui s'appliquent si l'affaire discutée

member under subsection 223.4 (5) or (6) of the *Municipal Act, 2001* or under subsection 160 (5) or (6) of the *City of Toronto Act, 2006*.

A new section 5.1 of the Act requires a member to file a written statement after the member discloses a pecuniary interest under section 5. A new section 5.2 of the Act prohibits a member from influencing certain decisions or recommendations where the member has a pecuniary interest in the matter being considered.

New section 6.1 of the Act requires municipalities and local boards to establish and maintain registries that keep copies of statements filed under section 5.1 and of declarations recorded under section 6.

Sections 8, 9 and 10 of the Act currently set out rules governing court actions respecting alleged contraventions of the Act. Those sections are repealed and replaced with new rules that permit any person to make an application to a judge and that expand the range of consequences that may be imposed on a member by a judge.

SCHEDULE 4 AMENDMENTS TO OTHER ACTS

The *Building Code Act, 1992* is amended to authorize regulations relating to new section 97.1 of the *Municipal Act, 2001* and new section 108.1 of the *City of Toronto Act, 2006*.

Subsection 37 (1) of the *Development Charges Act, 1997* is amended to include a cross-reference to new section 418.1 of the *Municipal Act, 2001* and to remove cross-references to subsections 417 (2), (3) and (4) of that Act.

Currently, subsection 240 (1) of the *Education Act* governs the levy and collection of school rates on taxable property in certain circumstances. A new subsection 240 (1.1) provides that, for the purposes of subsection (1), taxable property is property that is rateable property for the purposes of the *Municipal Act, 2001*.

Subsection 257.6 (1) of the *Education Act* currently provides that real property that is liable to assessment and taxation under the *Assessment Act* is taxable for school purposes. The subsection is amended to include property that vested in or becomes property of the Crown in certain circumstances. Transitional rules are included. Similar amendments are made to section 257.17 concerning real property that is rateable for the purposes of section 257.16.

Subsection 24 (8) of the *Forfeited Corporate Property Act, 2015* is amended to include cross-references to new section 373.1 of the *Municipal Act, 2001* and new section 344.1 of the *City of Toronto Act, 2006*.

A cross-reference in subsection 49 (8) of the *Health Protection and Promotion Act* is amended.

The *Hummingbird Performing Arts Centre Corporation Act, 1998* is repealed.

Consequential amendments are made to the Schedule to the *Limitations Act, 2002* to reflect amendments made to the *Municipal Conflict of Interest Act*.

Various amendments are made to the *Municipal Elections Act, 1996*. Here are some highlights:

1. Subsection 6 (1) is amended to change the beginning of terms of all offices from December 1 to November 15 in the year of a regular election. Consequential amendments are made to section 94.2.

visé à décider s'il y a lieu d'imposer une pénalité au membre en vertu du paragraphe 223.4 (5) ou (6) de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou en vertu du paragraphe 160 (5) ou (6) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*.

Le nouvel article 5.1 de la Loi exige qu'un membre dépose une déclaration écrite après avoir déclaré qu'il a un intérêt pécuniaire en application de l'article 5. Le nouvel article 5.2 de la Loi interdit à un membre d'influencer certaines décisions ou recommandations s'il a un intérêt pécuniaire dans l'affaire qui est à l'étude.

Le nouvel article 6.1 de la Loi exige des municipalités et des conseils locaux qu'ils créent et tiennent des registres auxquels sont versées des copies des déclarations déposées en application de l'article 5.1 et des déclarations inscrites en application de l'article 6.

Les articles 8, 9 et 10 de la Loi énoncent actuellement les règles régissant les actions en justice relatives aux contraventions alléguées à la Loi. Ces articles sont abrogés et remplacés par de nouvelles règles qui permettent à toute personne de présenter une requête à un juge et qui élargissent l'éventail de conséquences qu'un juge peut imposer à un membre.

ANNEXE 4 MODIFICATION D'AUTRES LOIS

La *Loi de 1992 sur le code du bâtiment* est modifiée pour autoriser la prise de règlements relativement au nouvel article 97.1 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* et au nouvel article 108.1 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*.

Le paragraphe 37 (1) de la *Loi de 1997 sur les redevances d'aménagement* est modifié pour inclure un renvoi au nouvel article 418.1 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* et pour supprimer les renvois aux paragraphes 417 (2), (3) et (4) de cette loi.

À l'heure actuelle, le paragraphe 240 (1) de la *Loi sur l'éducation* régit le prélèvement et la perception des impôts scolaires sur les biens imposables dans certaines circonstances. Le nouvel article 240 (1.1) prévoit que, pour l'application du paragraphe (1), les biens imposables sont ceux qui le sont pour l'application de la *Loi de 2001 sur les municipalités*.

Le paragraphe 257.6 (1) de la *Loi sur l'éducation* prévoit actuellement que les biens immeubles qui sont assujettis à l'évaluation foncière et imposables en application de la *Loi sur l'évaluation foncière* sont imposables aux fins scolaires. Le paragraphe est modifié pour inclure les biens qui sont dévolus à la Couronne ou deviennent sa propriété dans certaines circonstances. Des règles transitoires sont prévues. Des modifications similaires sont apportées à l'article 257.17 concernant les biens immeubles qui sont imposables pour l'application de l'article 257.16.

Le paragraphe 24 (8) de la *Loi de 2015 sur les biens sociaux confisqués* est modifié pour inclure des renvois au nouvel article 373.1 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* et au nouvel article 344.1 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*.

Un renvoi est modifié au paragraphe 49 (8) de la *Loi sur la protection et la promotion de la santé*.

La *Loi de 1998 sur la Société du Centre Hummingbird des arts d'interprétation* est abrogée.

Des modifications corrélatives sont apportées à l'annexe de la *Loi de 2002 sur la prescription des actions* pour tenir compte des modifications apportées à la *Loi sur les conflits d'intérêts municipaux*.

Diverses modifications sont apportées à la *Loi de 1996 sur les élections municipales*. En voici les points saillants :

1. Le paragraphe 6 (1) est modifié pour changer le début du mandat pour tous les postes du 1^{er} décembre au 15 novembre de l'année d'élections ordinaires. Des modifications corrélatives sont apportées à l'article 94.2.

2. Section 88.9 is amended to increase the maximum contribution to a candidate from \$750 to \$1,200. A related amendment is made to section 88.22.
3. New section 88.9.1 provides rules concerning the maximum amount that a candidate for an office of council and his or her spouse are permitted to make to the candidate's own election campaign. New section 33.0.2 requires the clerk of a municipality, upon the filing of a person's nomination, to give a certificate of the applicable maximum amount.
4. Section 88.13 is amended to increase the maximum contribution to a registered third party in relation to third party advertisements from \$750 to \$1,200. A related amendment is made to section 88.26.

Subsection 9 (3) of the *Municipal Extra-Territorial Tax Act* is amended to include a cross-reference to new section 373.1 of the *Municipal Act, 2001*. A technical amendment is made to clause 9 (10) (b).

Subsection 42 (2) of the *Northern Services Boards Act* is amended to provide that a Board may make investments, incur debts and establish reserve funds in the same manner as a municipality invests under section 418 of the *Municipal Act, 2001*.

Section 2 of the *Planning Act* currently requires the Minister, municipal councils, local planning boards and the Municipal Board to have regard to matters of provincial interest and lists examples of such matters. Added to the list is the mitigation of greenhouse gas emissions and adaptation to a changing climate. Other amendments are made to section 8.1 of the Act, which currently permits a municipality to constitute and appoint one appeal body for certain local land use planning matters. The amendments authorize the Minister, by order, to dissolve a local appeal body and also set out special rules that apply if such an order is made.

Subsection 34 (2) of the *Public Inquiries Act, 2009* is amended to include cross-references to new subsection 160.1 (8) of the *City of Toronto Act, 2006* and new subsection 223.4.1 (8) of the *Municipal Act, 2001*.

Subsection 33 (4) of the *Public Transportation and Highway Improvement Act* currently governs the service of notice of a claim for the recovery of damages relating to the default by the Ministry to keep the King's highway in repair. The subsection is amended to require the notice to include the date, time and location of the injury complained of.

Consequential amendments are made to the *Regional Municipality of Peel Act, 2005* in connection with amendments to section 218 of the *Municipal Act, 2001*.

2. L'article 88.9 est modifié pour faire passer de 750 \$ à 1 200 \$ le montant des contributions maximales qui peuvent être faites en faveur d'un candidat. Une modification connexe est apportée à l'article 88.22.
3. Le nouvel article 88.9.1 prévoit des règles concernant la contribution maximale qu'un candidat à un poste au sein d'un conseil municipal et son conjoint peuvent faire à la campagne électorale du candidat. Le nouvel article 33.0.2 exige que le secrétaire de la municipalité remette une attestation du montant maximal applicable au moment du dépôt de la déclaration de candidature d'une personne.
4. L'article 88.13 est modifié pour faire passer de 750 \$ à 1 200 \$ la contribution maximale qui peut être faite en faveur d'un tiers inscrit à l'égard de la publicité de tiers. Une modification connexe est apportée à l'article 88.26.

Le paragraphe 9 (3) de la *Loi sur les impôts municipaux extra-territoriaux* est modifié pour inclure un renvoi au nouvel article 373.1 de la *Loi de 2001 sur les municipalités*. Une modification de forme est apportée à l'alinéa 9 (10) b).

Le paragraphe 42 (2) de la *Loi sur les régies des services publics du Nord* est modifié pour prévoir que la régie peut faire des placements, contracter des dettes et créer une réserve de la même façon qu'une municipalité qui fait des placements en vertu de l'article 418 de la *Loi de 2001 sur les municipalités*.

L'article 2 de la *Loi sur l'aménagement du territoire* exige à l'heure actuelle que le ministre, les conseils municipaux, les conseils d'aménagement locaux et la Commission des affaires municipales tiennent compte de questions d'intérêt provincial et il donne des exemples de ces questions. S'ajoute à ces exemples l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre et l'adaptation au changement climatique. Des modifications sont également apportées à l'article 8.1 de la *Loi*, qui autorise actuellement une municipalité à créer un organisme d'appel pour traiter de certaines questions d'aménagement du territoire à l'échelon local et à en nommer les membres. Ces modifications autorisent le ministre à prendre un arrêté pour dissoudre l'organisme d'appel local et énoncent les règles spéciales qui s'appliquent si un tel arrêté est pris.

Le paragraphe 34 (2) de la *Loi de 2009 sur les enquêtes publiques* est modifié pour inclure des renvois au nouveau paragraphe 160.1 (8) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* et au nouveau paragraphe 223.4.1 (8) de la *Loi de 2001 sur les municipalités*.

Le paragraphe 33 (4) de la *Loi sur l'aménagement des voies publiques et des transports en commun* régit actuellement la signification de l'avis de demande en recouvrement de dommages-intérêts liés au défaut de la part du ministère de réparer la route principale. Ce paragraphe est modifié pour exiger que l'avis comprenne la date, l'heure et le lieu de la survenance de la lésion invoquée.

Des modifications corrélatives sont apportées à la *Loi de 2005 sur la municipalité régionale de Peel* relativement à des modifications apportées à l'article 218 de la *Loi de 2001 sur les municipalités*.

An Act to amend various Acts in relation to municipalities

Loi modifiant diverses lois en ce qui concerne les municipalités

CONTENTS

1. Contents of this Act
2. Commencement
3. Short title
- Schedule 1 Amendments to the Municipal Act, 2001
- Schedule 2 Amendments to the City of Toronto Act, 2006
- Schedule 3 Amendments to the Municipal Conflict of Interest Act
- Schedule 4 Amendments to Other Acts

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Contents of this Act

1. This Act consists of this section, sections 2 and 3 and the Schedules to this Act.

Commencement

2. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

(2) The Schedules to this Act come into force as provided in each Schedule.

(3) If a Schedule to this Act provides that any provisions are to come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, a proclamation may apply to one or more of those provisions, and proclamations may be issued at different times with respect to any of those provisions.

Short title

3. The short title of this Act is the *Modernizing Ontario's Municipal Legislation Act, 2016*.

SOMMAIRE

1. Contenu de la présente loi
2. Entrée en vigueur
3. Titre abrégé
- Annexe 1 Modification de la Loi de 2001 sur les municipalités
- Annexe 2 Modification de la Loi de 2006 sur la cité de Toronto
- Annexe 3 Modification de la Loi sur les conflits d'intérêts municipaux
- Annexe 4 Modification d'autres lois

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Contenu de la présente loi

1. La présente loi est constituée du présent article, des articles 2 et 3 et de ses annexes.

Entrée en vigueur

2. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

(2) Les annexes de la présente loi entrent en vigueur comme le prévoit chacune d'elles.

(3) Si une annexe de la présente loi prévoit que l'une ou l'autre de ses dispositions entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, la proclamation peut s'appliquer à une ou à plusieurs d'entre elles. En outre, des proclamations peuvent être prises à des dates différentes en ce qui concerne n'importe lesquelles de ces dispositions.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2016 sur la modernisation de la législation municipale ontarienne*.

**SCHEDULE 1
AMENDMENTS TO THE
MUNICIPAL ACT, 2001**

1. Paragraph 5 of subsection 10 (2) of the *Municipal Act, 2001* is repealed and the following substituted:

5. Economic, social and environmental well-being of the municipality, including respecting climate change.

2. Paragraph 5 of subsection 11 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

5. Economic, social and environmental well-being of the municipality, including respecting climate change.

3. The Act is amended by adding the following section before the heading to Part III:

Community councils

23.6 (1) Without limiting sections 9, 10 and 11, those sections authorize a municipality to establish one or more community councils which are responsible for,

- (a) exercising the powers and duties that have been delegated to the community council by the municipality with respect to matters relating to all or part of the municipality; and
- (b) performing the functions assigned to the community council by the municipality with respect to matters relating to all or part of the municipality, which may include the function of making recommendations to council on any matter, such as the budget.

Composition of community council

- (2) A community council may include,

- (a) a council committee; or
- (b) a body having at least two members that is composed of,
 - (i) one or more members of council,
 - (ii) individuals appointed by council, or
 - (iii) a combination of individuals described in subclauses (i) and (ii).

4. Subsection 44 (10) of the Act is amended by striking out “written notice of the claim and of the injury complained of has been served” in the portion before clause (a) and substituting “written notice of the claim and of the injury complained of, including the date, time and location of the occurrence, has been served”.

5. The Act is amended by adding the following section after the heading “Structures, Including Fences and Signs”:

**ANNEXE 1
MODIFICATION DE LA
LOI DE 2001 SUR LES MUNICIPALITÉS**

1. La disposition 5 du paragraphe 10 (2) de la *Loi de 2001 sur les municipalités* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

5. Le bien-être économique, social et environnemental de la municipalité, et notamment le changement climatique.

2. La disposition 5 du paragraphe 11 (2) de la *Loi* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

5. Le bien-être économique, social et environnemental de la municipalité, et notamment le changement climatique.

3. La *Loi* est modifiée par adjonction de l'article suivant avant l'intertitre de la partie III :

Conseils communautaires

23.6 (1) Sans préjudice de leur portée générale, les articles 9, 10 et 11 autorisent une municipalité à constituer un ou plusieurs conseils communautaires chargés de faire ce qui suit :

- a) exercer les pouvoirs et fonctions que leur a délégués la municipalité en ce qui concerne les questions qui se rapportent à tout ou partie de la municipalité;
- b) exercer les fonctions que leur attribue la municipalité en ce qui concerne les questions qui se rapportent à tout ou partie de la municipalité, notamment faire des recommandations au conseil municipal sur toute question y compris le budget.

Composition du conseil communautaire

- (2) Le conseil communautaire peut comprendre, selon le cas :

- a) un comité du conseil municipal;
- b) un organisme d'au moins deux membres qui se compose :
 - (i) soit d'un ou de plusieurs membres du conseil municipal,
 - (ii) soit de particuliers nommés par le conseil municipal,
 - (iii) soit d'une combinaison des particuliers visés aux sous-alinéas (i) et (ii).

4. Le paragraphe 44 (10) de la *Loi* est modifié par remplacement de «un avis écrit de la réclamation et de la blessure n'ait été signifié» par «un avis écrit de la réclamation et de la blessure, y compris la date, l'heure et le lieu de cette survenance, n'ait été signifié» dans le passage qui précède l'alinéa a).

5. La *Loi* est modifiée par adjonction de l'article suivant après l'intertitre «Constructions, y compris les clôtures, les panneaux et les enseignes» :

Environmental standards; construction of buildings

97.1 (1) Without limiting sections 9, 10 and 11, those sections authorize a local municipality to pass a by-law respecting the protection or conservation of the environment that requires buildings to be constructed in accordance with provisions of the building code under the *Building Code Act, 1992* that are prescribed under that Act, subject to such conditions and limits as may be prescribed under that Act.

Conflict

(2) Despite section 35 of the *Building Code Act, 1992*, if there is a conflict between that Act or the building code under that Act and a by-law to which this section applies, that Act or the building code prevails.

Green roofs or alternative roof surfaces

(3) Without limiting sections 9, 10 and 11, the power described in subsection (1) includes the power to require the construction of green roofs or of alternative roof surfaces that achieve similar levels of performance to green roofs.

Definition

(4) For the purposes of subsection (3), “green roof” means a roof surface that supports the growth of vegetation over a substantial portion of its area for the purpose of water conservation or energy conservation.

6. Subsection 99 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Advertising devices

(1) This subsection, as it read on the day before section 6 of Schedule 1 to the *Modernizing Ontario’s Municipal Legislation Act, 2016* came into force, continues to apply to by-laws passed on or before that day.

7. Section 99.1 of the Act is amended by adding the following subsection:

Agreements

(2.1) If a condition referred to in clause (2) (c) requires an owner of land to which a by-law passed under this section applies to enter into an agreement with the municipality, the municipality may,

- (a) register the agreement against the title to the land to which it applies; and
- (b) enforce the agreement against the owner and any subsequent owners of the land.

8. (1) Paragraph 1 of subsection 108 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

1. In accordance with the regulations made under subsection (10), establish and maintain programs for that purpose.

Normes environnementales : construction de bâtiments

97.1 (1) Sans préjudice de leur portée générale, les articles 9, 10 et 11 autorisent une municipalité locale à adopter un règlement municipal relativement à la protection ou à la conservation de l’environnement qui exige que des bâtiments soient construits conformément aux dispositions du code du bâtiment prévu par la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment* qui sont prescrites en vertu de cette loi, sous réserve des conditions et des restrictions prescrites en vertu de cette loi.

Incompatibilité

(2) Malgré l’article 35 de la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment*, les dispositions de cette loi ou du code du bâtiment prévu par cette loi l’emportent sur les dispositions incompatibles d’un règlement municipal auquel s’applique le présent article.

Toits verts ou autres surfaces de toit

(3) Sans préjudice de la portée générale des articles 9, 10 et 11, le pouvoir visé au paragraphe (1) s’entend notamment du pouvoir d’exiger l’aménagement de toits verts ou d’autres surfaces de toit qui donnent un rendement semblable.

Définition

(4) La définition qui suit s’applique au paragraphe (3).
«toit vert» Surface de toit qui permet la croissance de végétation sur une partie considérable de sa superficie afin de réaliser des économies d’eau ou d’énergie.

6. Le paragraphe 99 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Dispositifs publicitaires

(1) Le présent paragraphe, dans sa version en vigueur la veille du jour de l’entrée en vigueur de l’article 6 de l’annexe 1 de la *Loi de 2016 sur la modernisation de la législation municipale ontarienne*, continue de s’appliquer aux règlements municipaux adoptés au plus tard ce jour.

7. L’article 99.1 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Accords

(2.1) Si une condition visée à l’alinéa (2) c) exige du propriétaire d’un bien-fonds auquel s’applique un règlement municipal adopté en vertu du présent article qu’il conclue un accord avec la municipalité, celle-ci peut à la fois :

- a) enregistrer l’accord à l’égard du titre du bien-fonds auquel il s’applique;
- b) faire respecter l’accord par le propriétaire du bien-fonds et par les propriétaires subséquents.

8. (1) La disposition 1 du paragraphe 108 (2) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

1. Conformément aux règlements pris en vertu du paragraphe (10), créer et maintenir des programmes à cette fin.

(2) Section 108 of the Act is amended by adding the following subsection:

Regulations

(10) The Minister may make regulations prescribing conditions that must be met before a municipality establishes a program under paragraph 1 of subsection (2).

9. The Act is amended by adding the following section:

Entry on land re maintenance, repairs or alterations

132.1 (1) A municipality may enter on land adjoining land owned or occupied by the municipality, at any reasonable time, for the purpose of maintaining or making repairs or alterations to the land owned or occupied by the municipality but only to the extent necessary to carry out the maintenance, repairs or alterations.

Restriction re buildings

(2) Nothing in this section authorizes entry into a building.

10. Subsection 142 (8) of the Act is repealed.

11. Section 147 of the Act is repealed and the following substituted:

Energy planning

147. (1) Without limiting sections 9, 10 and 11, a municipality may provide for or participate in long-term planning for energy use in the municipality.

Interpretation

(2) Long-term planning for energy use referred to in subsection (1) may include consideration of energy conservation, climate change, and green energy.

12. (1) Subsection 151 (1) of the Act is amended by adding “and” at the end of clause (e), by striking out “and” at the end of clause (f) and by repealing clause (g).

(2) Subsection 151 (4) of the Act is amended,

- (a) by striking out “under clause (1) (b), (d), (e) or (g)” in the portion before clause (a) and substituting “under clause (1), (b), (d) or (e)”;** and
- (b) by striking out “in the case of a power under clause (1) (b), (d) or (e),” at the beginning of clause (b).**

13. (1) Clause 216 (3) (c.1) of the Act is repealed.

(2) Section 216 of the Act is amended by adding the following subsection:

Restriction re appeal body under *Planning Act*

(3.1) Despite subsection (1), a municipality shall not, in accordance with that subsection, dissolve an appeal body established under section 8.1 of the *Planning Act*.

(2) L'article 108 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Rèlements

(10) Le ministre peut, par règlement, prescrire les conditions à remplir avant qu'une municipalité ne crée un programme visé à la disposition 1 du paragraphe (2).

9. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Entrée dans un bien-fonds : entretien, réparations ou modifications

132.1 (1) Une municipalité peut, à toute heure raisonnable, entrer dans un bien-fonds contigu à un bien-fonds qui lui appartient ou qu'elle occupe pour entretenir, réparer ou modifier le bien-fonds qui lui appartient ou qu'elle occupe, mais seulement dans la mesure nécessaire à l'exécution de ces travaux.

Restriction : bâtiments

(2) Le présent article n'a pas pour effet d'autoriser l'entrée dans un bâtiment.

10. Le paragraphe 142 (8) de la Loi est abrogé.

11. L'article 147 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Planification énergétique

147. (1) Sans préjudice de la portée générale des articles 9, 10 et 11, une municipalité peut prendre des dispositions en vue de la planification à long terme de la consommation d'énergie dans la municipalité ou participer à une telle planification.

Interprétation

(2) La planification à long terme de la consommation d'énergie visée au paragraphe (1) peut notamment tenir compte de la conservation de l'énergie, du changement climatique et de l'énergie verte.

12. (1) Le paragraphe 151 (1) de la Loi est modifié par abrogation de l'alinéa g).

(2) Le paragraphe 151 (4) de la Loi est modifié :

- a) par remplacement de «visé à l'alinéa (1) b), d), e) ou g)» par «visé à l'alinéa (1) b), d) ou e)» dans le passage qui précède l'alinéa a);**
- b) par suppression de «, dans le cas d'un pouvoir visé à l'alinéa (1) b), d) ou e),» à l'alinéa b).**

13. (1) L'alinéa 216 (3) c.1) de la Loi est abrogé.

(2) L'article 216 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Restriction : organisme d'appel créé en vertu de *Loi sur l'aménagement du territoire*

(3.1) Malgré le paragraphe (1), une municipalité ne doit pas, conformément à ce paragraphe, dissoudre un organisme d'appel créé en vertu de l'article 8.1 de la *Loi sur l'aménagement du territoire*.

14. (1) Clause 218 (2) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

- (a) change the number of members of its council that represent one or more of its lower-tier municipalities;

(2) Subsections 218 (5) to (8) of the Act are repealed and the following substituted:**Term unaffected**

(5) Except as provided in subsection (4), nothing in this section authorizes an upper-tier municipality to change the term of office of a member of council.

Reviews by regional municipalities

(6) Following the regular election in 2018 and following every second regular election after that, a regional municipality shall review, for each of its lower-tier municipalities, the number of members of its council that represent the lower-tier municipality.

Regulations

(7) The Minister may make a regulation changing the composition of a council of a regional municipality if the regional municipality does not, in the period of time that starts on the day the new council is organized following a regular election referred to in subsection (6) and ends on the day two years after that day, either,

- (a) pass a by-law to change, for one or more of its lower-tier municipalities, the number of the members of its council that represent the lower-tier municipality; or
- (b) pass a resolution to affirm, for each of its lower-tier municipalities, the number of the members of its council that represent the lower-tier municipality.

When regulation may be made

(8) The Minister may make a regulation under subsection (7) only after the period of time referred to in that subsection but before the year of the next regular election after which the regional municipality has a duty to conduct a review under subsection (6).

What regulation may include

(9) A regulation made under subsection (7) may include anything that could be included in a by-law of the upper-tier municipality under subsections (1) to (5) and is subject to the limitations set out in those subsections.

What Minister shall have regard to

(10) When considering whether to make a regulation under subsection (7), the Minister shall, in addition to anything else the Minister wishes to consider, have regard to the principle of representation by population.

Transition

(11) Until after the regular election in 2026, subsections (6) and (7) do not apply to a regional municipality that, during the period between the regular election in

14. (1) L'alinéa 218 (2) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) de modifier le nombre de membres de son conseil qui représentent une ou plusieurs de ses municipalités de palier inférieur;

(2) Les paragraphes 218 (5) à (8) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :**Mandat intact**

(5) Sous réserve du paragraphe (4), le présent article n'a pas pour effet d'autoriser une municipalité de palier supérieur à modifier le mandat d'un membre du conseil.

Révision par les municipalités régionales

(6) À la suite des élections ordinaires de 2018 et de toutes les deux élections ordinaires par la suite, la municipalité régionale revoit, pour chacune de ses municipalités de palier inférieur, le nombre de membres de son conseil qui représentent les municipalités de palier inférieur.

Règlements

(7) Le ministre peut, par règlement, modifier la composition du conseil d'une municipalité régionale si, au cours de la période qui commence le jour où le nouveau conseil est constitué à la suite des élections ordinaires visées au paragraphe (6) et qui se termine deux ans après ce jour, la municipalité régionale n'adopte :

- a) ni règlement municipal qui modifie, pour une ou plusieurs de ses municipalités de palier inférieur, le nombre de membres de son conseil qui représentent cette ou ces municipalités;
- b) ni résolution qui confirme, pour chacune de ses municipalités de palier inférieur, le nombre de membres de son conseil qui représentent cette municipalité.

Moment où un règlement peut être pris

(8) Le ministre peut prendre un règlement en vertu du paragraphe (7) seulement après la période mentionnée à ce paragraphe, mais avant l'année des prochaines élections ordinaires à la suite desquelles la municipalité régionale est tenue d'effectuer la révision prévue au paragraphe (6).

Contenu du règlement

(9) Le règlement pris en vertu du paragraphe (7) peut comprendre tout ce que peut comprendre un règlement de la municipalité de palier supérieur en vertu des paragraphes (1) à (5), sous réserve des restrictions énoncées à ces paragraphes.

Aspects à prendre en compte

(10) Pour décider s'il doit prendre un règlement en vertu du paragraphe (7), le ministre, outre les autres aspects qu'il souhaite prendre en considération, tient compte du principe de la représentation selon la population.

Disposition transitoire

(11) Tant que les élections ordinaires de 2026 n'ont pas eu lieu, les paragraphes (6) et (7) ne s'appliquent pas à toute municipalité régionale qui, au cours de la période

2014 and the regular election in 2018, passes a by-law to change, for one or more of its lower-tier municipalities, the number of members of its council that represent the lower-tier municipality.

15. Section 219 of the Act is repealed and the following substituted:

Notice, validity and commencement, by-law or resolution under s. 218

Notice

219. (1) Before passing a by-law described in section 218 or a resolution described in clause 218 (7) (b), the municipality shall give notice of its intention to pass the by-law or resolution and shall hold at least one public meeting to consider the matter.

Validity

(2) A by-law described in section 218 making changes described in clauses 218 (2) (a), (b) and (c) or in subsection 218 (3) or a resolution described in clause 218 (7) (b) is not valid unless,

- (a) a majority of all votes on the upper-tier council are cast in favour of the by-law or the resolution;
- (b) a majority of the councils of all lower-tier municipalities forming part of the upper-tier municipality have passed resolutions consenting to the by-law or the resolution; and
- (c) the total number of electors in the lower-tier municipalities that have passed resolutions consenting to the by-law or the resolution form a majority of all the electors in the upper-tier municipality.

Commencement

(3) A by-law described in section 218 does not come into force until the day the new council is organized following,

- (a) the first regular election following the passing of the by-law; or
- (b) if the by-law is passed in the year of a regular election before voting day, the second regular election following the passing of the by-law.

Election

(4) The regular election held immediately before the coming into force of a by-law described in section 218 shall be conducted as if the by-law was already in force.

Definition

(5) In this section,

“elector” means a person whose name appears on the voters’ list, as amended up until the close of voting on voting day, for the last regular election preceding the coming into force of a by-law described in section 218.

comprise entre les élections ordinaires de 2014 et celles de 2018, adopte un règlement qui modifie, pour une ou plusieurs de ses municipalités de palier inférieur, le nombre de membres de son conseil qui représentent cette ou ces municipalités.

15. L'article 219 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Règlement ou résolution visés à l'art. 218 : avis, validité et entrée en vigueur

Avis

219. (1) Avant d'adopter un règlement visé à l'article 218 ou une résolution visée à l'alinéa 218 (7) b), la municipalité donne un avis de son intention de ce faire et tient au moins une réunion publique pour étudier la question.

Validité

(2) Le règlement municipal visé à l'article 218 pour apporter les modifications visées aux alinéas 218 (2) a), b) et c) ou au paragraphe 218 (3) et la résolution visée à l'alinéa 218 (7) b) ne sont valides que si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le règlement municipal ou la résolution recueille la majorité des voix dont disposent les membres du conseil de la municipalité de palier supérieur;
- b) la majorité des conseils de toutes les municipalités de palier inférieur qui font partie de la municipalité de palier supérieur ont, par voie de résolution, consenti au règlement municipal ou à la résolution;
- c) le nombre total des électeurs des municipalités de palier inférieur qui ont adopté une résolution par laquelle il est consenti au règlement municipal ou à la résolution constituent la majorité de tous les électeurs de la municipalité de palier supérieur.

Entrée en vigueur

(3) Le règlement municipal visé à l'article 218 n'entre en vigueur que le jour où le nouveau conseil est constitué à la suite :

- a) des premières élections ordinaires qui suivent son adoption;
- b) des deuxième élections ordinaires qui suivent son adoption, s'il est adopté au cours de l'année d'élections ordinaires avant le jour du scrutin.

Élections

(4) Les élections ordinaires qui ont lieu immédiatement avant l'entrée en vigueur du règlement municipal visé à l'article 218 se déroulent comme s'il était déjà en vigueur.

Définition

(5) La définition qui suit s'applique au présent article.

«électeur» Personne inscrite sur la liste électorale, telle qu'elle est modifiée jusqu'à la clôture du scrutin le jour du scrutin, pour les dernières élections ordinaires qui ont lieu avant l'entrée en vigueur d'un règlement municipal visé à l'article 218.

When regulation under s. 218 (7) begins to apply

219.1 (1) A regulation made under subsection 218 (7) does not begin to apply until the day the new council is organized following,

- (a) the first regular election following the making of the regulation; or
- (b) if the regulation is made in the year of a regular election before voting day, the second regular election following the making of the regulation.

Election

(2) The regular election held immediately before a regulation made under subsection 218 (7) begins to apply shall be conducted as if the regulation already applied.

By-laws after regulation under s. 218 (7) made

219.2 If a regulation has been made under subsection 218 (7), the regional municipality that the regulation applies to shall not pass a by-law described in section 218 until after the day the regulation begins to apply.

Conflicts between by-laws under s. 218 and regulations under s. 218 (7)

219.3 In the event of a conflict between a regulation made under subsection 218 (7) and a by-law described in section 218 that comes into force on a day after the day the regulation begins to apply, the by-law prevails.

16. Section 221 of the Act is amended by adding the following subsection:**Same, regulations under s. 218 (7)**

(2) In the event of a conflict between a regulation made under subsection 218 (7) and any other Act in respect of the composition of a council, the term of office of the head of an upper-tier council or the number of votes given to each member, the regulation made under subsection 218 (7) prevails.

17. Subsection 222 (10) of the Act is repealed.**18. Section 223.2 of the Act is repealed and the following substituted:****Code of conduct**

223.2 (1) A municipality shall establish codes of conduct for members of the council of the municipality and of its local boards.

Same

(2) Without limiting sections 9, 10 and 11, those sections authorize the municipality to establish codes of conduct.

No offence or administrative penalty

(3) A by-law cannot provide that a member who contravenes a code of conduct is guilty of an offence or is required to pay an administrative penalty.

Application du règlement pris en vertu du par. 218 (7)

219.1 (1) Tout règlement pris en vertu du paragraphe 218 (7) ne commence à s'appliquer que le jour où le nouveau conseil est constitué à la suite :

- a) des premières élections ordinaires qui suivent la prise du règlement;
- b) des deuxièmes élections ordinaires qui suivent la prise du règlement, s'il est pris au cours de l'année d'élections ordinaires avant le jour du scrutin.

Élections

(2) Les élections ordinaires qui ont lieu immédiatement avant qu'un règlement pris en vertu du paragraphe 218 (7) commence à s'appliquer se déroulent comme si le règlement s'appliquait déjà.

Règlements municipaux adoptés après la prise d'un règlement en vertu du par. 218 (7)

219.2 Si un règlement a été pris en vertu du paragraphe 218 (7), la municipalité régionale à laquelle il s'applique ne peut adopter de règlement municipal visé à l'article 218 qu'après le jour où le règlement commence à s'appliquer.

Incompatibilité : règlements municipaux visés à l'art. 218 et règlement visé au par. 218 (7)

219.3 En cas d'incompatibilité entre les dispositions d'un règlement pris en vertu du paragraphe 218 (7) et celles d'un règlement municipal visé à l'article 218 qui entre en vigueur après le jour où le règlement commence à s'appliquer, le règlement municipal l'emporte.

16. L'article 221 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :**Idem : règlement pris en vertu du par. 218 (7)**

(2) Les dispositions d'un règlement pris en vertu du paragraphe 218 (7) l'emportent sur les dispositions incompatibles de toute autre loi en ce qui a trait à la composition d'un conseil, au mandat du président du conseil d'une municipalité de palier supérieur ou au nombre de voix accordées à chaque membre.

17. Le paragraphe 222 (10) de la Loi est abrogé.**18. L'article 223.2 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :****Codes de déontologie**

223.2 (1) La municipalité établit des codes de déontologie à l'intention des membres du conseil et des conseils locaux de la municipalité.

Idem

(2) Sans préjudice de leur portée générale, les articles 9, 10 et 11 autorisent la municipalité à établir les codes de déontologie.

Aucune infraction ni pénalité administrative

(3) Un règlement municipal ne peut prévoir qu'un membre qui contrevient à un code de déontologie est coupable d'une infraction ou est tenu de payer une pénalité administrative.

Regulations

(4) The Minister may make regulations prescribing one or more subject matters that a municipality is required to include in a code of conduct.

19. (1) Subsection 223.3 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Integrity Commissioner

(1) Without limiting sections 9, 10 and 11, those sections authorize the municipality to appoint an Integrity Commissioner who reports to council and who is responsible for performing in an independent manner the functions assigned by the municipality with respect to any or all of the following:

1. The application of the code of conduct for members of council and the code of conduct for members of local boards or of either of them.
2. The application of any procedures, rules and policies of the municipality and local boards governing the ethical behaviour of members of council and of local boards or of either of them.
3. The application of sections 5, 5.1 and 5.2 of the *Municipal Conflict of Interest Act* to members of council or of local boards.
4. The conducting of, on the Commissioner's own initiative, inquiries about whether a member of council or of a local board has contravened the code of conduct applicable to the member or has contravened section 5, 5.1 or 5.2 of the *Municipal Conflict of Interest Act*.
5. Requests from members of council and of local boards for advice respecting their obligations under the code of conduct applicable to the member.
6. Requests from members of council and of local boards for advice respecting their obligations under a procedure, rule or policy of the municipality or of the local board, as the case may be, governing the ethical behaviour of members.
7. Requests from members of council and of local boards for advice respecting their obligations under the *Municipal Conflict of Interest Act*.
8. The provision of educational information to members of council, members of local boards, the municipality and the public about the municipality's codes of conduct for members of council and members of local boards and about the *Municipal Conflict of Interest Act*.

(2) Section 223.3 of the Act is amended by adding the following subsections:

Request for advice shall be in writing

- (2.1) A request by a member of council or of a local

Rèlements

(4) Le ministre peut, par règlement, prescrire une ou plusieurs questions qu'une municipalité est tenue d'inclure dans un code de déontologie.

19. (1) Le paragraphe 223.3 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Commissaire à l'intégrité

(1) Sans préjudice de leur portée générale, les articles 9, 10 et 11 autorisent la municipalité à nommer un commissaire à l'intégrité qui fait rapport au conseil et qui est chargé d'exercer de façon indépendante les fonctions que lui attribue la municipalité à l'égard de tout ou partie de ce qui suit :

1. L'application du code de déontologie établi à l'intention des membres du conseil et de celui établi à l'intention des membres des conseils locaux, ou l'un des deux.
2. L'application des modalités, des règles et des politiques de la municipalité et des conseils locaux régissant le comportement éthique des membres du conseil ou des membres des conseils locaux, ou des deux catégories de membres.
3. L'application des articles 5, 5.1 et 5.2 de la *Loi sur les conflits d'intérêts municipaux* aux membres du conseil ou des conseils locaux.
4. La tenue, de sa propre initiative, d'enquêtes sur la question de savoir si un membre du conseil ou d'un conseil local a contrevenu au code de déontologie qui s'applique à lui ou à l'article 5, 5.1 ou 5.2 de la *Loi sur les conflits d'intérêts municipaux*.
5. Les demandes de conseils des membres du conseil et des membres des conseils locaux concernant les obligations que leur impose le code de déontologie qui s'applique à eux.
6. Les demandes de conseils des membres du conseil et des membres des conseils locaux concernant les obligations que leur impose une modalité, une règle ou une politique de la municipalité ou du conseil local, selon le cas, régissant le comportement éthique des membres.
7. Les demandes de conseils des membres du conseil et des membres des conseils locaux concernant les obligations que leur impose la *Loi sur les conflits d'intérêts municipaux*.
8. La fourniture de renseignements éducatifs aux membres du conseil, aux membres des conseils locaux, à la municipalité et au public concernant les codes de déontologie de la municipalité applicables aux membres et concernant la *Loi sur les conflits d'intérêts municipaux*.

(2) L'article 223.3 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Demande de conseils présentée par écrit

- (2.1) La demande de conseils visée à la disposition 5, 6

board for advice from the Commissioner under paragraph 5, 6 or 7 of subsection (1) shall be made in writing.

Advice shall be in writing

(2.2) If the Commissioner provides advice to a member of council or of a local board under paragraph 5, 6 or 7 of subsection (1), the advice shall be in writing.

Content of educational information

(2.3) If the Commissioner provides educational information to the public under paragraph 8 of subsection (1), the Commissioner may summarize advice he or she has provided but shall not disclose confidential information that could identify a person concerned.

20. The Act is amended by adding the following sections:

Provision for functions if no Commissioner appointed

223.3.1 If a municipality has not appointed a Commissioner under section 223.3, the municipality shall make arrangements for all of the responsibilities set out in subsection 223.3 (1) to be provided by a Commissioner of another municipality.

Provision for functions if responsibility not assigned

223.3.2 If a municipality has appointed a Commissioner under section 223.3, but has not assigned functions to the Commissioner with respect to one or more of the responsibilities set out in subsection 223.3 (1), the municipality shall make arrangements for those responsibilities to be provided by a Commissioner of another municipality.

21. Subsection 223.4 (1) of the Act is amended by striking out “or” at the end of clause (a), by adding “or” at the end of clause (b) and by adding the following clause:

- (c) on the Commissioner’s own initiative about whether a member of council or of a local board has contravened the code of conduct applicable to the member.

22. The Act is amended by adding the following section:

Inquiry by Commissioner re s. 5, 5.1 or 5.2 of *Municipal Conflict of Interest Act*

223.4.1 (1) This section applies if the Commissioner conducts an inquiry under this Part,

- (a) in respect of an application under subsection (2); or
- (b) on the Commissioner’s own initiative about whether a member of council or of a local board has contravened section 5, 5.1 or 5.2 of the *Municipal Conflict of Interest Act*.

Application

(2) Any person may apply in writing to the Commissioner for an inquiry to be carried out concerning an al-

ou 7 du paragraphe (1) présentée par un membre du conseil ou d’un conseil local au commissaire est formulée par écrit.

Conseils donnés par écrit

(2.2) Si le commissaire donne des conseils en application de la disposition 5, 6 ou 7 du paragraphe (1) à un membre du conseil ou d’un conseil local, il le fait par écrit.

Contenu des renseignements éducatifs

(2.3) Si le commissaire fournit des renseignements éducatifs au public en application de la disposition 8 du paragraphe (1), il peut y résumer les conseils qu’il a donnés. Il ne doit toutefois pas divulguer des renseignements confidentiels qui permettraient d’identifier la personne concernée.

20. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Cas où aucun commissaire n’est nommé

223.3.1 Si elle n’a pas nommé de commissaire en vertu de l’article 223.3, la municipalité prend les dispositions nécessaires pour que toutes les responsabilités énoncées au paragraphe 223.3 (1) soient assumées par le commissaire d’une autre municipalité.

Cas où certaines responsabilités ne sont pas attribuées

223.3.2 Si elle a nommé un commissaire en vertu de l’article 223.3, mais qu’elle ne lui a pas attribué de fonctions à l’égard d’une ou de plusieurs des responsabilités énoncées au paragraphe 223.3 (1), la municipalité prend les dispositions nécessaires pour que ces responsabilités soient assumées par le commissaire d’une autre municipalité.

21. Le paragraphe 223.4 (1) de la Loi est modifié par suppression de «en réponse à ce qui suit» à la fin du passage qui précède l’alinéa a), par insertion de «soit en réponse à» au début des alinéas a) et b) et par adjonction de l’alinéa suivant :

- c) soit de sa propre initiative, sur la question de savoir si un membre du conseil ou d’un conseil local a contrevenu au code de déontologie qui s’applique à lui.

22. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Enquête du commissaire : art. 5, 5.1 ou 5.2 de la *Loi sur les conflits d’intérêts municipaux*

223.4.1 (1) Le présent article s’applique si le commissaire mène une enquête aux termes de la présente partie :

- a) soit en réponse à une demande visée au paragraphe (2);
- b) soit de sa propre initiative, sur la question de savoir si un membre du conseil ou d’un conseil local a contrevenu à l’article 5, 5.1 ou 5.2 de la *Loi sur les conflits d’intérêts municipaux*.

Demande

(2) Toute personne peut demander par écrit au commissaire de mener une enquête concernant une prétendue

leged contravention of section 5, 5.1 or 5.2 of the *Municipal Conflict of Interest Act* by a member of council or a member of a local board.

Timing

(3) An application may only be made within six weeks after the applicant became aware of the alleged contravention.

Content of application

(4) An application shall set out the reasons for believing that the member has contravened section 5, 5.1 or 5.2 of the *Municipal Conflict of Interest Act* and include a statutory declaration attesting to the fact that the applicant became aware of the contravention not more than six weeks before the date of the application.

Notice re inquiry on Commissioner's own initiative

(5) If the Commissioner decides to conduct an inquiry on his or her own initiative, the Commissioner shall publish a notice of the inquiry.

Inquiry

(6) The Commissioner may conduct such inquiry as he or she considers necessary.

Public meeting

(7) If the Commissioner decides to conduct an inquiry, the Commissioner may have a public meeting to discuss the inquiry.

Powers on inquiry

(8) The Commissioner may elect to exercise the powers under sections 33 and 34 of the *Public Inquiries Act, 2009*, in which case those sections apply to the inquiry.

Information

(9) The municipality and its local boards shall give the Commissioner such information as the Commissioner believes to be necessary for an inquiry.

Same

(10) The Commissioner is entitled to have free access to all books, accounts, financial records, electronic data processing records, reports, files and all other papers, things or property belonging to or used by the municipality or a local board that the Commissioner believes to be necessary for an inquiry.

Timing

(11) The Commissioner shall complete the inquiry,

- (a) within 180 days after receiving the completed application, if the inquiry is in respect of an application under subsection (2); or
- (b) within 180 days after the date the notice is published under subsection (5), if the inquiry is conducted on the Commissioner's own initiative.

Completion

(12) Upon completion of the inquiry, the Commissioner may, if he or she considers it appropriate, apply to a judge under section 8 of the *Municipal Conflict of Interest*

contravention à l'article 5, 5.1 ou 5.2 de la *Loi sur les conflits d'intérêts municipaux* commise par un membre du conseil ou un membre d'un conseil local.

Délai

(3) La demande ne peut être faite que dans les six semaines après que l'auteur de la demande a eu connaissance de la prétendue contravention.

Contenu de la demande

(4) La demande énonce les motifs qui portent à croire que le membre a contrevenu à l'article 5, 5.1 ou 5.2 de la *Loi sur les conflits d'intérêts municipaux* et comporte une déclaration solennelle attestant que l'auteur de la demande a eu connaissance de la contravention au plus six semaines avant la date de la demande.

Avis : enquête menée de la propre initiative du commissaire

(5) S'il décide de mener une enquête de sa propre initiative, le commissaire publie un avis d'enquête.

Enquête

(6) Le commissaire peut mener l'enquête qu'il estime nécessaire.

Réunion publique

(7) S'il décide de mener une enquête, le commissaire peut tenir une réunion publique pour en discuter.

Pouvoirs d'enquête

(8) Le commissaire peut choisir d'exercer les pouvoirs prévus aux articles 33 et 34 de la *Loi de 2009 sur les enquêtes publiques*, auquel cas ces articles s'appliquent à l'enquête.

Renseignements

(9) La municipalité et ses conseils locaux donnent au commissaire les renseignements que celui-ci estime nécessaires à une enquête.

Idem

(10) Le commissaire a le droit d'avoir libre accès à tous les livres, comptes, registres financiers, fichiers informatiques, rapports, dossiers ainsi qu'à tout autre document, objet ou bien qui appartient à la municipalité ou à ses conseils locaux ou qu'ils utilisent, et que le commissaire estime nécessaires à une enquête.

Délai

(11) Le commissaire termine l'enquête :

- a) dans les 180 jours qui suivent la réception de la demande dûment remplie, si l'enquête est en réponse à une demande visée au paragraphe (2);
- b) dans les 180 jours qui suivent la date de publication de l'avis visé au paragraphe (5), s'il mène l'enquête de sa propre initiative.

Fin de l'enquête

(12) Lorsque l'enquête est terminée et s'il l'estime approprié, le commissaire peut, en vertu de l'article 8 de la *Loi sur les conflits d'intérêts municipaux*, demander par

Act for a determination as to whether the member has contravened section 5, 5.1 or 5.2 of that *Act*.

Notice to applicant re decision not to apply to judge

(13) In the case of an inquiry conducted in respect of an application under subsection (2), the Commissioner shall advise the applicant if the Commissioner will not be making an application to a judge.

Reasons after inquiry

(14) After deciding whether or not to apply to a judge, the Commissioner shall publish brief written reasons for the decision.

Costs

(15) The Commissioner's costs of applying to a judge shall be paid by the following:

1. If the member is alleged to have contravened section 5, 5.1 or 5.2 of the *Municipal Conflict of Interest Act* as a member of council of a municipality, the municipality.
2. If the member is alleged to have contravened section 5, 5.1 or 5.2 of the *Municipal Conflict of Interest Act* as a member of a local board, the local board.

23. Section 223.5 of the Act is amended by adding the following subsections:

Release of advice

(2.1) Advice provided by the Commissioner to a member under paragraph 5, 6 or 7 of subsection 223.3 (1) may be released with the member's written consent.

Partial release by member

(2.2) If a member releases only part of the advice provided to the member by the Commissioner under paragraph 5, 6 or 7 of subsection 223.3 (1), the Commissioner may release part or all of the advice without obtaining the member's consent.

Other circumstances

(2.3) The Commissioner may disclose such information as in the Commissioner's opinion is necessary,

- (a) for the purposes of a public meeting under subsection 223.4.1 (7);
- (b) in an application to a judge referred to in subsection 223.4.1 (12); or
- (c) in the written reasons given by the Commissioner under subsection 223.4.1 (14).

24. Section 223.8 of the Act is amended by striking out "of any other Act or" and substituting "of any other Act, other than the *Municipal Conflict of Interest Act*, or".

25. Subsection 235 (1) of the Act is amended by striking out "December 1" and substituting "November 15".

voie de requête à un juge de décider si le membre a contrevenu à l'article 5, 5.1 ou 5.2 de cette loi.

Avis à l'auteur de la demande : décision de ne pas présenter de requête

(13) Dans le cas d'une enquête menée en réponse à une demande visée au paragraphe (2), le commissaire avise l'auteur de la demande s'il décide de ne pas présenter de requête.

Motifs : décision de présenter ou non une requête

(14) Lorsqu'il décide s'il y a lieu ou non de présenter une requête à un juge, le commissaire publie un bref exposé des motifs à l'appui de sa décision.

Frais

(15) Les frais de présentation de la requête à un juge par le commissaire sont payés par les entités suivantes :

1. S'il est allégué que le membre a contrevenu à l'article 5, 5.1 ou 5.2 de la *Loi sur les conflits d'intérêts municipaux* à titre de membre du conseil d'une municipalité, la municipalité.
2. S'il est allégué que le membre a contrevenu à l'article 5, 5.1 ou 5.2 de la *Loi sur les conflits d'intérêts municipaux* à titre de membre d'un conseil local, le conseil local.

23. L'article 223.5 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Communication des conseils

(2.1) Les conseils que donne le commissaire à un membre en application de la disposition 5, 6 ou 7 du paragraphe 223.3 (1) peuvent être communiqués avec le consentement écrit du membre.

Communication partielle par le membre

(2.2) Si le membre ne communique qu'une partie des conseils que lui a donnés le commissaire en application de la disposition 5, 6 ou 7 du paragraphe 223.3 (1), ce dernier peut communiquer la totalité ou une partie des conseils sans obtenir son consentement.

Autres circonstances

(2.3) Le commissaire peut divulguer les renseignements qui lui paraissent nécessaires :

- a) soit aux fins d'une réunion publique tenue en vertu du paragraphe 223.4.1 (7);
- b) soit dans la requête visée au paragraphe 223.4.1 (12);
- c) soit dans les motifs écrits donnés par le commissaire en application du paragraphe 223.4.1 (14).

24. L'article 223.8 de la Loi est modifié par remplacement de «à une autre loi ou» par «à une autre loi, à l'exception de la *Loi sur les conflits d'intérêts municipaux*, ou».

25. Le paragraphe 235 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «1^{er} décembre» par «15 novembre».

26. (1) The definition of “meeting” in subsection 238 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

“meeting” means any regular, special or other meeting of a council, of a local board or of a committee of either of them, where,

- (a) a quorum of members is present, and
- (b) members discuss or otherwise deal with any matter in a way that materially advances the business or decision-making of the council, local board or committee. (“réunion”)

(2) Section 238 of the Act is amended by adding the following subsection:

Electronic participation

(3.1) The applicable procedure by-law may provide that a member of council, of a local board or of a committee of either of them, can participate electronically in a meeting which is open to the public to the extent and in the manner set out in the by-law provided that any such member shall not be counted in determining whether or not a quorum of members is present at any point in time.

27. Subsection 239 (2) of the Act is amended by adding the following clauses:

- (h) information explicitly supplied in confidence to the municipality or local board by Canada, a province or territory or a Crown agency of any of them;
- (i) a trade secret or scientific, technical, commercial, financial or labour relations information, supplied in confidence to the municipality or local board, which, if disclosed, could reasonably be expected to prejudice significantly the competitive position or interfere significantly with the contractual or other negotiations of a person, group of persons, or organization;
- (j) a trade secret or scientific, technical, commercial or financial information that belongs to the municipality or local board and has monetary value or potential monetary value; or
- (k) a position, plan, procedure, criteria or instruction to be applied to any negotiations carried on or to be carried on by or on behalf of the municipality or local board.

28. Section 239.2 of the Act is amended by adding the following subsection:

Requirement to pass resolution re report

(12) If a municipality or a local board receives a report under subsection (10), the municipality or the local board, as the case may be, shall pass a resolution stating how it intends to address the report.

26. (1) La définition de «réunion» au paragraphe 238 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«réunion» Réunion ordinaire, extraordinaire ou autre d'un conseil municipal, d'un conseil local ou d'un comité de l'un ou de l'autre, au cours de laquelle, à la fois :

- a) le quorum est atteint;
- b) les membres discutent ou traitent autrement d'une question d'une manière qui fait avancer de façon importante les travaux ou la prise de décision du conseil ou du comité. («meeting»)

(2) L'article 238 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Participation par voie électronique

(3.1) Le règlement de procédure applicable peut prévoir qu'un membre d'un conseil municipal, d'un conseil local ou d'un comité de l'un ou de l'autre peut participer par voie électronique à une réunion qui est ouverte au public, dans la mesure et de la manière que ce règlement précise, pourvu que ce membre ne soit pas compté pour établir si le quorum est atteint à un moment quelconque.

27. Le paragraphe 239 (2) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- h) des renseignements explicitement communiqués à titre confidentiel à la municipalité ou au conseil local par le Canada, une province, un territoire ou un organisme de la Couronne de l'un d'eux;
- i) un secret industriel ou des renseignements d'ordre scientifique, technique, commercial, financier ou qui ont trait aux relations de travail, communiqués à titre confidentiel à la municipalité ou au conseil local et qui, s'ils étaient divulgués, pourraient, selon toutes attentes raisonnables, avoir pour effet de nuire gravement à la situation concurrentielle ou d'entraver gravement les négociations contractuelles ou autres d'une personne, d'un groupe de personnes ou d'une organisation;
- j) un secret industriel ou des renseignements d'ordre scientifique, technique, commercial ou financier qui sont la propriété de la municipalité ou du conseil local et qui ont une valeur pécuniaire actuelle ou éventuelle;
- k) une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction devant être observé par la municipalité ou le conseil local, ou pour son compte, dans le cadre d'une négociation actuelle ou éventuelle.

28. L'article 239.2 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Obligation d'adopter une résolution concernant le rapport

(12) S'ils reçoivent un rapport en application du paragraphe (10), la municipalité ou le conseil local, selon le cas, adoptent une résolution indiquant la façon dont ils entendent y donner suite.

29. Section 242 of the Act is amended by striking out “as the case may be” at the end and substituting “as the case may be, with respect to the role of presiding at meetings”.

30. (1) Subsection 255 (3) of the Act is amended by striking out “may, subject to the approval of the municipal auditor, establish” and substituting “may establish”.

(2) Subsection 255 (4) of the Act is amended by striking out “may, subject to the approval of the auditor of the local board, establish” and substituting “may establish”.

31. Section 259 of the Act is amended by adding the following subsection:

Exception

(1.1) Clause (1) (c) does not apply to vacate the office of a member of council of a municipality who is absent for 20 consecutive weeks or less if the absence is a result of the member’s pregnancy, the birth of the member’s child or the adoption of a child by the member.

32. The Act is amended by adding the following section before the heading “Policies”:

Temporary replacement, member of upper-tier council

268. (1) Subject to subsection (2), the council of a local municipality may appoint one of its members as an alternate member of the upper-tier council, to act in place of a person who is a member of the councils of the local municipality and its upper-tier municipality, when the person is unable to attend a meeting of the upper-tier council for any reason.

Limitation

(2) Subsection (1) does not authorize,

- (a) the appointment of more than one alternate member at any given time;
- (b) the appointment of an alternate member to act in place of an alternate member appointed under subsection 267 (1) or (2); or
- (c) the appointment of an alternate head of council of the upper-tier municipality.

33. Subsection 270 (1) of the Act is amended by adding the following paragraphs:

2.1 The relationship between members of council and the officers and employees of the municipality.

7. The manner in which the municipality will protect and enhance the tree canopy and natural vegetation in the municipality.

8. Pregnancy leaves and parental leaves of members of council.

29. L’article 242 de la Loi est modifié par remplacement de «des pouvoirs et des fonctions du président ou du membre désigné» par «des pouvoirs et des fonctions qu’a à l’égard de la présidence des réunions le président ou le membre désigné».

30. (1) Le paragraphe 255 (3) de la Loi est modifié par remplacement de «peut, sous réserve de l’approbation du vérificateur municipal, fixer» par «peut fixer».

(2) Le paragraphe 255 (4) de la Loi est modifié par remplacement de «peut, sous réserve de l’approbation du vérificateur du conseil local, fixer» par «peut fixer».

31. L’article 259 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Exception

(1.1) L’alinéa (1) c) n’a pas pour effet de faire perdre sa charge au membre du conseil d’une municipalité qui est absent pendant 20 semaines consécutives ou moins si l’absence a pour motif la grossesse du membre, la naissance de son enfant ou l’adoption d’un enfant par lui.

32. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant avant l’intertitre «Politiques» :

Remplacement temporaire : membre du conseil d’une municipalité de palier supérieur

268. (1) Sous réserve du paragraphe (2), le conseil d’une municipalité locale peut nommer un de ses membres en tant que membre suppléant du conseil de la municipalité de palier supérieur pour remplacer une personne qui est membre à la fois du conseil de la municipalité locale et du conseil de sa municipalité de palier supérieur, si la personne est incapable d’assister à une réunion du conseil de la municipalité de palier supérieur pour une raison quelconque.

Restriction

(2) Le paragraphe (1) n’a pas pour effet d’autoriser ce qui suit :

- a) la nomination de plus d’un membre suppléant à tout moment;
- b) la nomination d’un membre suppléant pour remplacer un membre suppléant nommé en vertu du paragraphe 267 (1) ou (2);
- c) la nomination d’un président suppléant du conseil de la municipalité de palier supérieur.

33. Le paragraphe 270 (1) de la Loi est modifié par adjonction des dispositions suivantes :

2.1 Les liens qui existent entre les membres du conseil et les fonctionnaires et employés de la municipalité.

7. La manière dont elle protégera et renforcera le couvert forestier et la végétation naturelle dans la municipalité.

8. Les congés de maternité et les congés parentaux des membres du conseil municipal.

34. The Act is amended by adding the following section before the heading “Quashing By-laws”:

INTEGRATED PLANNING FOR SERVICE DELIVERY

Regulations re integration of planning for service delivery

271. The Minister may make regulations prescribing actions that municipalities must take which, in the opinion of the Minister, are necessary or desirable to support the integration of planning for municipal service delivery with planning for service delivery by other public bodies or by other persons.

35. Subsection 279 (2) of the Act is amended by striking out “in accordance with section 418” at the end and substituting “in accordance with section 418, even if section 418.1 applies to one or more of the municipalities”.

36. Clause 286 (1) (f) of the Act is repealed and the following substituted:

- (f) ensuring investments of the municipality are made in compliance with the regulations made under section 418, if applicable; and
- (g) complying with any requirements applicable to the treasurer under section 418.1.

37. Subsection 289 (5) of the Act is repealed.

38. Subsection 290 (5) of the Act is repealed.

39. Section 294.1 of the Act is amended by striking out “Canadian Institute of Chartered Accountants” at the end and substituting “Chartered Professional Accountants of Canada”.

40. The definition of “payments in lieu of taxes” in section 306 of the Act is amended by striking out “subparagraph 24 ii” in the portion before clause (a) and substituting “subparagraph 24 iii”.

41. Section 310 of the Act is amended by striking out “February 28” wherever it appears and substituting in each case “the last day of February”.

42. Subsection 318 (17) of the Act is amended by striking out “subparagraph 24 ii” and substituting “subparagraph 24 iii”.

43. Section 341 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same, refund to include credit

(3) A local municipality may credit all or part of the amount of a tax refund owing under clause (2) (a) to an outstanding tax liability of the owner.

44. Section 343 of the Act is amended by adding the following subsection:

Electronic delivery

(6.1) The treasurer may send a tax bill to the taxpayer

34. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant avant l'intertitre «Annulation de règlements municipaux» :

PLANIFICATION INTÉGRÉE DE LA PRESTATION DE SERVICES

Règlements : intégration de la planification de la prestation de services

271. Le ministre peut, par règlement, prescrire les mesures que doivent prendre les municipalités et qui, à son avis, sont nécessaires ou souhaitables pour appuyer l'intégration de la planification de la prestation des services municipaux avec la planification de la prestation des services par d'autres organismes publics ou d'autres personnes.

35. Le paragraphe 279 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «conformément à l'article 418» par «conformément à l'article 418, même si l'article 418.1 s'applique à une ou plusieurs des municipalités» à la fin du paragraphe.

36. L'alinéa 286 (1) f) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- f) veiller à ce que les placements de la municipalité soient faits conformément aux règlements pris en vertu de l'article 418, si celui-ci s'applique;
- g) se conformer aux exigences applicables au trésorier en vertu de l'article 418.1.

37. Le paragraphe 289 (5) de la Loi est abrogé.

38. Le paragraphe 290 (5) de la Loi est abrogé.

39. L'article 294.1 de la Loi est modifié par remplacement de «de l'Institut canadien des comptables agréés» par «des Comptables professionnels agréés du Canada» à la fin de l'article.

40. La définition de «paiement tenant lieu d'impôts» à l'article 306 de la Loi est modifiée par remplacement de «la sous-disposition 24 ii» par «la sous-disposition 24 iii» dans le passage qui précède l'alinéa a).

41. L'article 310 de la Loi est modifié par remplacement de «28 février» par «dernier jour de février» partout où figure cette expression.

42. Le paragraphe 318 (17) de la Loi est modifié par remplacement de «la sous-disposition 24 ii» par «la sous-disposition 24 iii».

43. L'article 341 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : remboursement sous forme de crédit

(3) Une municipalité locale peut imputer tout ou partie du montant du remboursement d'impôt dû en application de l'alinéa (2) a) à tout impôt impayé du propriétaire.

44. L'article 343 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Envoi par voie électronique

(6.1) Le trésorier peut envoyer un relevé d'imposition

electronically in the manner specified by the municipality, if the taxpayer has chosen to receive the tax bill in that manner.

45. Subsection 345 (9.1) of the Act is repealed.

46. Subsection 348 (1) of the Act is amended by striking out “February 28” and substituting “the last day of February”.

47. Section 349 of the Act is amended by adding the following subsection:

Taxes on escheated, etc. land

(2.1) For greater certainty, taxes that are levied or charges that are imposed under section 208 on the following land may not be recovered as a debt due to the municipality from the Crown:

1. Land that is vested in the Crown in right of Ontario because of an escheat or forfeiture as a result of the dissolution of a corporation.
2. Land that belongs to the Crown in right of Ontario as a result of the death of an individual who did not have any lawful heirs.

48. (1) Subsection 353 (4.2) of the Act is repealed.

(2) Subsection 353 (6) of the Act is amended by striking out “Subsections (4), (4.1), (4.2) and (5)” at the beginning and substituting “Subsections (4), (4.1) and (5)”.

49. (1) Subsection 357 (3) of the Act is amended by striking out “February 28” and substituting “the last day of February”.

(2) Clause 357 (14) (a) of the Act is amended by striking out “February 28” and substituting “the last day of February”.

50. The Act is amended by adding the following section:

Cancellation, reduction, refund of payment in lieu of taxes

357.1 (1) Upon application to the treasurer of a local municipality made in accordance with this section, the local municipality may cancel, reduce or refund all or part of a payment in lieu of taxes in the year in respect of which the application is made in the circumstances described in subsection 357 (1), with necessary modifications.

Application

(2) An application under this section may only be made by the body responsible for making the payment in lieu of taxes.

Procedure

(3) Subsections 357 (3) to (12), (17) and (18) apply with necessary modifications to an application made under subsection (1).

Prorated charge backs

(4) If a local municipality has distributed any part of a

au contribuable par voie électronique de la façon que précise la municipalité, si le contribuable a choisi de le recevoir de cette manière.

45. Le paragraphe 345 (9.1) de la Loi est abrogé.

46. Le paragraphe 348 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «28 février» par «dernier jour de février».

47. L'article 349 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Impôts sur les biens-fonds en déshérence et d'autres biens-fonds

(2.1) Il est entendu que les impôts prélevés ou les redevances imposées en application de l'article 208 sur les biens-fonds suivants ne peuvent pas être recouvrés à titre de dette due à la municipalité auprès de la Couronne :

1. Les biens-fonds dévolus à la Couronne du chef de l'Ontario pour cause de déshérence ou de confiscation résultant de la dissolution d'une personne morale.
2. Les biens-fonds devenus la propriété de la Couronne du chef de l'Ontario par suite du décès d'un particulier sans héritiers légitimes.

48. (1) Le paragraphe 353 (4.2) de la Loi est abrogé.

(2) Le paragraphe 353 (6) de la Loi est modifié par remplacement de «Les paragraphes (4), (4.1), (4.2) et (5)» par «Les paragraphes (4), (4.1) et (5)» au début du paragraphe.

49. (1) Le paragraphe 357 (3) de la Loi est modifié par remplacement de «28 février» par «dernier jour de février».

(2) L'alinéa 357 (14) a) de la Loi est modifié par remplacement de «28 février» par «dernier jour de février».

50. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Annulation, diminution et remboursement d'un paiement tenant lieu d'impôts

357.1 (1) Sur présentation d'une demande à son trésorier conformément au présent article, une municipalité locale peut annuler, diminuer ou rembourser la totalité ou une partie d'un paiement tenant lieu d'impôts au cours de l'année que vise la demande dans les circonstances prévues au paragraphe 357 (1), avec les adaptations nécessaires.

Demande

(2) La demande prévue au présent article ne peut être présentée que par l'organisme responsable d'effectuer le paiement tenant lieu d'impôts.

Modalités

(3) Les paragraphes 357 (3) à (12), (17) et (18) s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux demandes présentées en vertu du paragraphe (1).

Imputation proportionnelle

(4) La municipalité locale qui a remis toute partie d'un

payment in lieu of taxes to a body in accordance with a regulation made under section 322 for a year in respect of which an application is made under this section, the municipality shall charge back to every such body its proportionate share of the payment in lieu of taxes that is cancelled, reduced or refunded under this section.

Definition

(5) In this section,

“payment in lieu of taxes” means an amount that a local municipality is eligible to receive in lieu of taxes in a year in respect of real property that is exempt from taxation under the *Assessment Act*, where the amount is equal to the taxes for municipal or for municipal and school purposes that would have been payable in respect of that real property in that year if the real property had been taxable.

51. (1) Subsections 358 (1), (2) and (3) of the Act are repealed and the following substituted:

Overcharges

(1) Upon application to the treasurer of a local municipality made in accordance with this section, the local municipality may cancel, reduce or refund all or part of the taxes levied on land,

- (a) in one or both of the two years preceding the year in which the application is made for any overcharge caused by a gross or manifest error in the preparation of the assessment roll that is clerical or factual in nature, including the transposition of figures, a typographical error or similar errors, but not an error in judgment in assessing the property; or
- (b) in the year or years in respect of which an assessment is made under section 33 or 34 of the *Assessment Act* for any overcharge caused by a gross or manifest error in the preparation of the assessment that is clerical or factual in nature, including the transposition of figures, a typographical error or similar errors, but not an error in judgment in assessing the property.

Application

(2) An application may only be made by,

- (a) the owner of the land or by another person described in subsection 357 (2); or
- (b) the treasurer of the local municipality.

Timing — error in assessment roll

(3) An application in respect of an error in the preparation of the assessment roll must be filed with the treasurer between March 1 and December 31 of a year and may apply to taxes levied for one or both of the two years preceding the year in which the application is made and the application shall indicate to which year or years it applies.

paiement tenant lieu d'impôts à un organisme conformément à un règlement pris en vertu de l'article 322 pour une année à l'égard de laquelle une demande est présentée en vertu du présent article lui impute proportionnellement sa part du paiement tenant lieu d'impôts qui est annulé, diminué ou remboursé en vertu du présent article.

Définition

(5) La définition qui suit s'applique au présent article.

«paiement tenant lieu d'impôts» Montant tenant lieu d'impôts auquel une municipalité locale est admissible au cours d'une année à l'égard de biens immeubles qui sont exonérés d'impôts en vertu de la *Loi sur l'évaluation foncière*, si le montant est égal aux impôts aux fins municipales ou aux fins municipales et scolaires qui auraient été exigibles à l'égard de ces biens immeubles au cours de cette année si ces biens avaient été imposables.

51. (1) Les paragraphes 358 (1), (2) et (3) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Imposition excessive

(1) Sur présentation d'une demande au trésorier d'une municipalité locale conformément au présent article, la municipalité peut annuler, diminuer ou rembourser la totalité ou une partie des impôts prélevés à l'égard d'un bien-fonds :

- a) soit au cours de chacune ou de l'une ou l'autre des deux années qui précèdent celle de la demande en cas d'imposition excessive attribuable à une erreur grossière ou manifeste, soit de fait ou d'écriture, dans l'établissement du rôle d'évaluation, notamment une inversion de chiffres, une faute de frappe ou erreur semblable, mais non à une erreur de jugement commise lors de l'évaluation du bien;
- b) soit au cours de l'année ou des années à l'égard desquelles une évaluation est effectuée en application de l'article 33 ou 34 de la *Loi sur l'évaluation foncière* en cas d'imposition excessive attribuable à une erreur grossière ou manifeste, soit de fait ou d'écriture, notamment une inversion de chiffres, une faute de frappe ou erreur semblable, mais non à une erreur de jugement commise lors de l'évaluation du bien.

Demande

(2) Une demande ne peut être présentée que par l'une ou l'autre des personnes suivantes :

- a) le propriétaire du bien-fonds ou une autre personne visée au paragraphe 357 (2);
- b) le trésorier de la municipalité locale.

Délai — erreur dans le rôle d'évaluation

(3) La demande présentée à l'égard d'une erreur dans l'établissement du rôle d'évaluation est déposée auprès du trésorier entre le 1^{er} mars et le 31 décembre de l'année et peut s'appliquer aux impôts prélevés au cours de chacune ou de l'une ou l'autre des deux années qui précèdent celle de la demande. Celle-ci précise la ou les années auxquelles elle s'applique.

Timing — error in assessment under s. 33 or 34 of *Assessment Act*

(3.1) An application in respect of an error in the preparation of an assessment under section 33 or 34 of the *Assessment Act* must be filed with the treasurer on or before December 31 of the second year following the year in which the assessment was made and may apply to taxes levied for the year or years in respect of which the assessment was made and the application shall indicate to which year or years it applies.

(2) Subsection 358 (5) of the Act is amended by striking out “subsection (3)” in the portion before clause (a) and substituting “subsections (3) and (3.1)”.

52. Section 360 of the Act is amended by striking out “sections 357, 358 and 359” and substituting “sections 357, 357.1, 358 and 359”.

53. Subsection 361 (10.1) of the Act is amended by striking out “an appeal under section 40 of that Act or an application under section 46 of that Act” in the portion before paragraph 1 and substituting “an appeal under section 40 of that Act, an application under section 46 of that Act or a correction made under subsection 32 (1.1) of that Act”.

54. Section 365.3 of the Act is amended by striking out “an appeal under section 40 of that Act or an application under section 46 of that Act” and substituting “an appeal under section 40 of that Act, an application under section 46 of that Act or a correction made under subsection 32 (1.1) of that Act”.

55. (1) The definition of “cancellation price” in subsection 371 (1) of the Act is amended by striking out “under section 373” in the portion before clause (a) and substituting “under section 373 or 373.1”.

(2) The definition of “real property taxes” in subsection 371 (1) of the Act is amended by striking out “includes any amounts deemed to be taxes by or under any other Act” and substituting “includes any amounts deemed to be taxes by or under any Act”.

56. (1) Subsection 373 (1) of the Act is amended by striking out “in the third year” and substituting “in the second year”.

(2) Subsection 373 (2) of the Act is amended by striking out “A tax arrears certificate” at the beginning and substituting “A tax arrears certificate registered under this section”.

(3) Subsections 373 (3) to (3.2) of the Act are repealed and the following substituted:

Forfeited corporate land

(3) This section applies to land that is vested in the

Délai — erreur dans une évaluation effectuée en application de l’art. 33 ou 34 de la *Loi sur l’évaluation foncière*

(3.1) La demande présentée à l’égard d’une erreur dans la préparation d’une évaluation effectuée en application de l’article 33 ou 34 de la *Loi sur l’évaluation foncière* est déposée auprès du trésorier au plus tard le 31 décembre de la deuxième année qui suit celle au cours de laquelle l’évaluation a été effectuée et peut s’appliquer aux impôts prélevés au cours de l’année ou des années à l’égard desquelles l’évaluation a été effectuée. Celle-ci précise la ou les années auxquelles elle s’applique.

(2) Le paragraphe 358 (5) de la Loi est modifié par remplacement de «le paragraphe (3)» par «des paragraphes (3) et (3.1)» dans le passage qui précède l’alinéa a).

52. L’article 360 de la Loi est modifié par remplacement de «des articles 357, 358 et 359» par «des articles 357, 357.1, 358 et 359» à la fin de l’article.

53. Le paragraphe 361 (10.1) de la Loi est modifié par remplacement de «d’un appel interjeté en vertu de l’article 40 de cette loi ou d’une requête présentée en vertu de l’article 46 de la même loi» par «d’un appel interjeté en vertu de l’article 40 de cette loi, d’une requête présentée en vertu de l’article 46 de cette loi ou d’une correction apportée en vertu du paragraphe 32 (1.1) de la même loi» à la fin du passage qui précède la disposition 1.

54. L’article 365.3 de la Loi est modifié par remplacement de «d’un appel interjeté en vertu de l’article 40 de cette loi ou d’une requête présentée en vertu de l’article 46 de la même loi» par «d’un appel interjeté en vertu de l’article 40 de cette loi, d’une requête présentée en vertu de l’article 46 de cette loi ou d’une correction apportée en vertu du paragraphe 32 (1.1) de la même loi».

55. (1) La définition de «coût d’annulation» au paragraphe 371 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «en vertu de l’article 373» par «en vertu de l’article 373 ou 373.1» dans le passage qui précède l’alinéa a).

(2) La définition de «impôts fonciers» au paragraphe 371 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «S’entend en outre des sommes assimilées à des impôts par toute autre loi ou en vertu d’une telle loi» par «S’entend en outre des sommes assimilées à des impôts par toute loi ou en vertu de toute loi».

56. (1) Le paragraphe 373 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «de la troisième année» par «de la deuxième année».

(2) Le paragraphe 373 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «Le certificat d’arriérés d’impôts» par «Le certificat d’arriérés d’impôts enregistré en vertu du présent article» au début du paragraphe.

(3) Les paragraphes 373 (3) à (3.2) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Biens-fonds sociaux confisqués

(3) Le présent article s’applique aux biens-fonds dévo-

Crown because of an escheat or forfeiture as a result of the dissolution of a corporation, whether the land vested before or after the registration of a tax arrears certificate, and that land may be sold under this Act for tax arrears.

Land that belongs to the Crown as a result of a death

(3.1) This section applies to land that belongs to the Crown as a result of the death of an individual who did not have any lawful heirs, whether the death occurred before or after the registration of a tax arrears certificate, and that land may be sold under this Act for tax arrears.

57. The Act is amended by adding the following section:

Registration of tax arrears certificate for expedited sale of forfeited corporate land

373.1 (1) Where any part of tax arrears is owing with respect to land that is vested in the Crown because of an escheat or forfeiture as a result of the dissolution of a corporation, the treasurer of the municipality, unless otherwise directed by the municipality, may prepare and register a tax arrears certificate against the title to that land.

Form

(2) A tax arrears certificate registered under this section shall indicate that the land described in the certificate will be sold by public sale if the cancellation price is not paid within 90 days following the date of the registration of the tax arrears certificate.

Scope of certificate

(3) A tax arrears certificate shall not include more than one separately assessed parcel of land.

58. The Act is amended by adding the following section:

Limits on registration

373.2 (1) No tax arrears certificate may be registered against title to land if,

- (a) an order cancelling encumbrances against the land under section 18 of the *Forfeited Corporate Property Act, 2015* is registered on title to the land;
- (b) a notice under section 24 of the *Forfeited Corporate Property Act, 2015*, indicating that the Crown intends to use the property for Crown purposes, is registered on title to the land; or
- (c) a notice indicating that the Crown intends to use the land for Crown purposes is registered against land that belongs to the Crown as a result of the death of an individual who did not have any lawful heirs.

Exception, Minister's consent

(2) Clause (1) (a) does not apply if the Minister responsible for the administration of the *Forfeited Corpo-*

lus à la Couronne pour cause de déshérence ou de confiscation résultant de la dissolution d'une personne morale, qu'ils aient été dévolus avant ou après l'enregistrement d'un certificat d'arriérés d'impôts. Ces biens-fonds peuvent être vendus en vertu de la présente loi pour arriérés d'impôts.

Biens-fonds devenus la propriété de la Couronne par suite d'un décès

(3.1) Le présent article s'applique aux biens-fonds devenus la propriété de la Couronne par suite du décès d'un particulier sans héritiers légitimes, que le décès soit survenu avant ou après l'enregistrement d'un certificat d'arriérés d'impôts. Ces biens-fonds peuvent être vendus en vertu de la présente loi pour arriérés d'impôts.

57. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Enregistrement du certificat d'arriérés d'impôts pour vente accélérée d'un bien-fonds social confisqué

373.1 (1) Lorsque des arriérés d'impôts sont dus relativement à un bien-fonds dévolu à la Couronne pour cause de déshérence ou de confiscation résultant de la dissolution d'une personne morale, le trésorier de la municipalité peut, sauf directive contraire de la municipalité, établir et enregistrer un certificat d'arriérés d'impôts à l'égard du titre de ce bien-fonds.

Certificat

(2) Le certificat d'arriérés d'impôts enregistré en vertu du présent article indique que le bien-fonds qui y est décrit fera l'objet d'une vente publique si le coût d'annulation n'est pas payé dans les 90 jours qui suivent la date de l'enregistrement du certificat.

Portée du certificat

(3) Le certificat d'arriérés d'impôts ne doit pas viser plus d'une parcelle de bien-fonds évaluée séparément.

58. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Restrictions concernant l'enregistrement

373.2 (1) Aucun certificat d'arriérés d'impôts ne peut être enregistré sur le titre d'un bien-fonds si, selon le cas :

- a) un arrêté d'annulation de grèvements sur le bien-fonds, pris en vertu de l'article 18 de la *Loi de 2015 sur les biens sociaux confisqués*, est enregistré sur le titre du bien-fonds;
- b) un avis visé à l'article 24 de la *Loi de 2015 sur les biens sociaux confisqués*, indiquant que la Couronne a l'intention d'utiliser le bien à ses fins, est enregistré sur le titre du bien-fonds;
- c) un avis indiquant que la Couronne a l'intention d'utiliser le bien-fonds à ses fins est enregistré sur le bien-fonds devenu la propriété de la Couronne par suite du décès d'un particulier sans héritiers légitimes.

Exception : consentement du ministre

(2) L'alinéa (1) a) ne s'applique pas si le ministre chargé de l'application de la *Loi de 2015 sur les biens*

rate Property Act, 2015 consents to the registration of the tax arrears certificate.

59. (1) Subsection 374 (1) of the Act is amended by striking out “Within 60 days after the registration of a tax arrears certificate” at the beginning and substituting “Within 60 days after the registration of a tax arrears certificate under section 373, or within 30 days after the registration of a tax arrears certificate under section 373.1”.

(2) Subsection 374 (1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

6. The Public Guardian and Trustee, if the Public Guardian and Trustee has registered a notice or other document on title to the land.

60. (1) Subsection 375 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Cancellation of tax arrears certificate

(1) Before the expiry of the one-year period mentioned in subsection 379 (1), any person may have a tax arrears certificate that is registered under section 373 cancelled by paying to the municipality the cancellation price as of the date the payment is tendered.

Same, expedited sale of forfeited corporate land

(1.1) Before the expiry of the 90-day period mentioned in subsection 379 (2.0.1), any person may have a tax arrears certificate that is registered under section 373.1 cancelled by paying to the municipality the cancellation price as of the date the payment is tendered.

(2) Subsection 375 (2) of the Act is amended by striking out “under subsection (1)” and substituting “under subsection (1) or (1.1)”.

(3) Subsection 375 (3.1) of the Act is repealed and the following substituted:

Exception for certain land

(3.1) Subsection (3) does not apply to land that,

- (a) is vested in the Crown because of an escheat or forfeiture as a result of the dissolution of a corporation; or
- (b) belongs to the Crown as a result of the death of an individual who did not have any lawful heirs.

61. Subsection 376 (1) of the Act is amended by striking out “before the expiry of the one-year period mentioned in subsection 379 (1)”.

62. (1) Subsection 378 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Extension agreements

(1) A municipality may, after the registration of the tax arrears certificate and before the expiry of the one-year period mentioned in subsection 379 (1), enter into an extension agreement, extending the period of time in which the cancellation price is to be paid, with any of the following persons:

sociaux confisqués consent à l’enregistrement du certificat d’arriérés d’impôts.

59. (1) Le paragraphe 374 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «Dans les 60 jours qui suivent l’enregistrement d’un certificat d’arriérés d’impôts» par «Dans les 60 jours qui suivent l’enregistrement d’un certificat d’arriérés d’impôts en vertu de l’article 373, ou dans les 30 jours qui suivent l’enregistrement d’un certificat d’arriérés d’impôts en vertu de l’article 373.1» au début du passage qui précède la disposition 1.

(2) Le paragraphe 374 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

6. Le tuteur et curateur public, s’il a enregistré un avis ou un autre document sur le titre du bien-fonds.

60. (1) Le paragraphe 375 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Annulation du certificat d’arriérés d’impôts

(1) Avant l’expiration du délai d’un an mentionné au paragraphe 379 (1), toute personne peut obtenir l’annulation d’un certificat d’arriérés d’impôts enregistré en vertu de l’article 373 en payant à la municipalité le coût d’annulation tel qu’il s’établit à la date du paiement.

Idem : vente accélérée d’un bien-fonds social confisqué

(1.1) Avant l’expiration du délai de 90 jours mentionné au paragraphe 379 (2.0.1), toute personne peut obtenir l’annulation d’un certificat d’arriérés d’impôts enregistré en vertu de l’article 373.1 en payant à la municipalité le coût d’annulation tel qu’il s’établit à la date du paiement.

(2) Le paragraphe 375 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «prévu au paragraphe (1)» par «prévu au paragraphe (1) ou (1.1)».

(3) Le paragraphe 375 (3.1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exception pour certains biens-fonds

(3.1) Le paragraphe (3) ne s’applique pas aux biens-fonds qui, selon le cas :

- a) ont été dévolus à la Couronne pour cause de déshérence ou de confiscation résultant de la dissolution d’une personne morale;
- b) sont devenus la propriété de la Couronne par suite du décès d’un particulier sans héritiers légitimes.

61. Le paragraphe 376 (1) de la Loi est modifié par suppression de «avant l’expiration du délai d’un an mentionné au paragraphe 379 (1)».

62. (1) Le paragraphe 378 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Accords de prorogation

(1) Une municipalité peut, après l’enregistrement du certificat d’arriérés d’impôts mais avant l’expiration du délai d’un an mentionné au paragraphe 379 (1), conclure un accord de prorogation du délai de paiement du coût d’annulation avec les personnes suivantes :

1. Any owner of the land.
2. The spouse of any owner.
3. Any mortgagee.
4. Any tenant in occupation of the land.
5. Any person the treasurer is satisfied has an interest in the land.

Same, tax arrears certificate under s. 373.1

(1.1) Subject to subsection (1.2), a municipality may, after the registration of the tax arrears certificate and before the expiry of the 90-day period mentioned in subsection 379 (2.0.1), enter into an extension agreement extending the period of time in which the cancellation price is to be paid, with any of the following persons:

1. Any owner of the land.
2. The spouse of any owner.
3. Any mortgagee.
4. Any tenant in occupation of the land.
5. Any person the treasurer is satisfied has an interest in the land.

Same

(1.2) No agreement shall be entered into under subsection (1.1) unless the person who wishes to enter into the extension agreement with a municipality has obtained the consent of the Minister responsible for the administration of the *Forfeited Corporate Property Act, 2015*.

(2) Subsection 378 (4) of the Act is amended by striking out “the periods mentioned in subsection 379 (1)” at the end and substituting “a period mentioned in subsection 379 (1) or (2.0.1)”.

63. (1) Subsection 379 (1) of the Act is amended by striking out “280 days after the day the tax arrears certificate is registered” and substituting “280 days after the day the tax arrears certificate is registered under section 373”.

(2) Subsection 379 (2) of the Act is amended by striking out “at the end of the one-year period following the date of the registration of the tax arrears certificate” in the portion before clause (a) and substituting “at the end of the one-year period following the date of the registration of the tax arrears certificate registered under section 373”.

(3) Clause 379 (2) (b) of the Act is amended by striking out “once in *The Ontario Gazette* and once a week for four weeks in a newspaper that, in the opinion of the treasurer, has such circulation within the municipality as to provide reasonable notice of the sale or, if there is no such newspaper, post a notice in the municipal office and one other prominent place in the municipality” at the end and substituting “in accordance with the regulations”.

(4) Section 379 of the Act is amended by adding the following subsection:

1. Tout propriétaire du bien-fonds.
2. Le conjoint de tout propriétaire du bien-fonds.
3. Tout créancier hypothécaire du bien-fonds.
4. Tout locataire qui occupe le bien-fonds.
5. Toute personne que le trésorier estime avoir un intérêt sur le bien-fonds.

Idem : certificat d'arriérés d'impôts enregistré en vertu de l'art. 373.1

(1.1) Sous réserve du paragraphe (1.2), une municipalité peut, après l'enregistrement du certificat d'arriérés d'impôts, mais avant l'expiration du délai de 90 jours mentionné au paragraphe 379 (2.0.1), conclure un accord de prorogation du délai de paiement du coût d'annulation avec les personnes suivantes :

1. Tout propriétaire du bien-fonds.
2. Le conjoint de tout propriétaire du bien-fonds.
3. Tout créancier hypothécaire du bien-fonds.
4. Tout locataire qui occupe le bien-fonds.
5. Toute personne que le trésorier estime avoir un intérêt sur le bien-fonds.

Idem

(1.2) Aucun accord ne peut être conclu en vertu du paragraphe (1.1) sans que la personne qui souhaite conclure l'accord de prorogation avec une municipalité ait obtenu le consentement du ministre chargé de l'application de la *Loi de 2015 sur les biens sociaux confisqués*.

(2) Le paragraphe 378 (4) de la Loi est modifié par remplacement de «des délais mentionnés au paragraphe 379 (1)» par «des délais mentionnés au paragraphe 379 (1) ou (2.0.1)».

63. (1) Le paragraphe 379 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «280 jours après le jour de l'enregistrement du certificat d'arriérés d'impôts» par «280 jours après le jour de l'enregistrement du certificat d'arriérés d'impôts en vertu de l'article 373».

(2) Le paragraphe 379 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «à l'expiration du délai d'un an suivant la date d'enregistrement du certificat d'arriérés d'impôts» par «à l'expiration du délai d'un an suivant la date d'enregistrement du certificat d'arriérés d'impôts enregistré en vertu de l'article 373» dans le passage qui précède l'alinéa a).

(3) L'alinéa 379 (2) b) de la Loi est modifié par remplacement de «une fois dans la *Gazette de l'Ontario* et une fois par semaine pendant quatre semaines dans un journal dont la diffusion dans la municipalité permet, selon lui, de donner un avis raisonnable de la vente, ou, en l'absence d'un tel journal, il affiche un avis au bureau de la municipalité et à un autre endroit bien en vue dans celle-ci» par «conformément aux règlements» à la fin de l'alinéa.

(4) L'article 379 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Expedited public sale of forfeited corporate land

(2.0.1) If, at the end of the 90-day period following the date of the registration of the tax arrears certificate registered under section 373.1, the cancellation price remains unpaid and there is no subsisting extension agreement,

- (a) the land shall be offered for public sale by public auction or public tender, as the treasurer shall decide; and
- (b) the treasurer shall immediately advertise the land for sale in accordance with the regulations.

(5) Clause 379 (7) (b) of the Act is repealed and the following substituted:

- (b) any estates and interests of the Crown in right of Canada or in right of Ontario, other than an estate or interest in land that,
 - (i) is vested in the Crown because of an escheat or forfeiture as a result of the dissolution of a corporation, or
 - (ii) belongs to the Crown as a result of the death of an individual who did not have any lawful heirs;

64. (1) Clause 380 (1) (b) of the Act is repealed and the following substituted:

- (b) secondly, be paid to all persons having an interest in the land according to their priority at law, except the person who immediately before the registration of the tax deed was the owner of the land; and

(2) Subsection 380 (1.1) of the Act is repealed and the following substituted:

Same

(1.1) If land that is vested in the Crown because of an escheat or forfeiture as a result of the dissolution of a corporation is sold under section 379, or if land that belongs to the Crown as a result of the death of an individual who did not have any lawful heirs is sold under section 379, the Crown shall not be excluded under clause (1) (b) in respect of interests that the Crown has in the land other than its ownership.

(3) Subsection 380 (2) of the Act is amended by striking out “outlining the facts under which the payment into court is made” at the end and substituting “outlining the facts under which the payment into court is made and the names and addresses of the persons to whom the statement will be sent under subsection (3)”.

(4) Subsection 380 (3) of the Act is repealed and the following substituted:**Notice of payment into court**

(3) Within 60 days after making a payment into court under subsection (2), the treasurer shall send a copy of the statement to the following persons:

Vente publique accélérée d'un bien-fonds social confisqué

(2.0.1) Si, à l'expiration du délai de 90 jours suivant la date d'enregistrement du certificat d'arriérés d'impôts enregistré en vertu de l'article 373.1, le coût d'annulation demeure impayé et qu'il n'y a pas d'accord de prorogation en vigueur :

- a) le bien-fonds fait l'objet d'une vente publique aux enchères ou par appel d'offres, au choix du trésorier;
- b) le trésorier annonce immédiatement la mise en vente du bien-fonds conformément aux règlements.

(5) L'alinéa 379 (7) b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b) les domaines et intérêts de la Couronne du chef du Canada ou de l'Ontario autres que ceux sur le bien-fonds qui, selon le cas :
 - (i) a été dévolu à la Couronne pour cause de déshérence ou de confiscation résultant de la dissolution d'une personne morale,
 - (ii) est devenu la propriété de la Couronne par suite du décès d'un particulier sans héritiers légitimes;

64. (1) L'alinéa 380 (1) b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b) versé en deuxième lieu à toutes les personnes qui ont un intérêt sur le bien-fonds selon l'ordre de priorité établi par la loi, à l'exception de la personne qui, immédiatement avant l'enregistrement de l'acte d'adjudication, était propriétaire du bien-fonds;

(2) Le paragraphe 380 (1.1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

(1.1) Si le bien-fonds qui a été dévolu à la Couronne pour cause de déshérence ou de confiscation résultant de la dissolution d'une personne morale est vendu en application de l'article 379, ou que le bien-fonds qui est devenu la propriété de la Couronne par suite du décès d'un particulier sans héritiers légitimes est vendu en application de l'article 379, la Couronne ne doit pas être exclue en application de l'alinéa (1) b) à l'égard des intérêts, autres que son droit de propriété, qu'elle a sur le bien-fonds.

(3) Le paragraphe 380 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «qui énonce les faits qui ont donné lieu à la consignation» par «qui énonce les faits qui ont donné lieu à la consignation ainsi que les nom et adresse des personnes auxquelles sera envoyée la déclaration en application du paragraphe (3)» à la fin du paragraphe.

(4) Le paragraphe 380 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**Avis de consignation**

(3) Au plus tard 60 jours après la consignation prévue au paragraphe (2), le trésorier envoie une copie de la déclaration aux personnes suivantes :

1. The person who was the assessed owner of the land immediately before the registration of the tax deed.
2. Where the land is registered under the *Land Titles Act*, every person appearing by the parcel register and by the index of executions for the area in which the land is situate to have an interest in the land immediately before the registration of the tax deed, other than a person who has an interest referred to in clause 379 (7.1) (a) or (b).
3. Where the *Registry Act* applies to the land, every person appearing by the abstract index and by the index of executions for the area in which the land is situate to have an interest in the land immediately before the registration of the tax deed, other than a person who has an interest referred to in clause 379 (7.1) (a) or (b).
4. The Minister responsible for the administration of the *Forfeited Corporate Property Act, 2015*.
5. The Public Guardian and Trustee.

(5) Section 380 of the Act is amended by adding the following subsections:

Same, spouse of owner

(3.1) If a copy of the statement is sent under this section to a person appearing by the records of the land registry office to be the owner of the land, a copy of the statement shall also be sent to the spouse of that person, and, where this subsection is complied with, section 22 of the *Family Law Act* shall be deemed to have been complied with.

Same, limitation

(3.2) A person is not entitled to a copy of the statement under this section if,

- (a) after a reasonable search of the records mentioned in subsection 381 (1), the treasurer is unable to find the person's address and the treasurer is not otherwise aware of the address; or
- (b) the person has expressly waived the right to a copy of the statement, either before or after the copy of the statement should have been sent.

(6) Subsections 380 (4) to (9) of the Act are repealed and the following substituted:

Payment out of court

(4) Any person claiming entitlement under clause (1) (b) or (c) may apply to the Superior Court of Justice for payment out of court of the amount to which the person is entitled.

Same

- (5) An application under subsection (4) may only be

1. La personne qui, immédiatement avant l'enregistrement de l'acte d'adjudication, était le propriétaire qui fait l'objet d'une cotisation à l'égard du bien-fonds.
2. Dans le cas d'un bien-fonds enregistré en application de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*, toute personne qui, selon le registre des parcelles et le répertoire des brefs d'exécution du secteur dans lequel se trouve le bien-fonds, semble avoir un intérêt sur le bien-fonds immédiatement avant l'enregistrement de l'acte d'adjudication, à l'exclusion d'une personne qui a un intérêt visé à l'alinéa 379 (7.1) a) ou b).
3. Dans les cas où la *Loi sur l'enregistrement des actes* s'applique au bien-fonds, toute personne qui, selon le répertoire par lot et le répertoire des brefs d'exécution du secteur dans lequel se trouve le bien-fonds, semble avoir un intérêt sur le bien-fonds immédiatement avant l'enregistrement de l'acte d'adjudication, à l'exclusion d'une personne qui a un intérêt visé à l'alinéa 379 (7.1) a) ou b).
4. Le ministre chargé de l'application de la *Loi de 2015 sur les biens sociaux confisqués*.
5. Le tuteur et curateur public.

(5) L'article 380 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Idem : conjoint du propriétaire

(3.1) Si une copie de la déclaration est envoyée en application du présent article à une personne qui, selon les registres du bureau d'enregistrement immobilier, semble être le propriétaire du bien-fonds, une copie de la déclaration est aussi envoyée à son conjoint. Lorsque les exigences du présent paragraphe sont remplies, celles de l'article 22 de la *Loi sur le droit de la famille* sont réputées l'être aussi.

Idem : restriction

(3.2) Une personne n'a pas droit à la copie de la déclaration prévue au présent article dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) le trésorier ne réussit pas à trouver son adresse après une recherche raisonnable dans les documents mentionnés au paragraphe 381 (1) et il ne la connaît pas;
- b) elle y a expressément renoncé, soit avant ou après la date à laquelle la copie aurait dû être envoyée.

(6) Les paragraphes 380 (4) à (9) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Versement de la somme d'argent consignée

(4) Quiconque revendique un droit prévu à l'alinéa (1) b) ou c) peut, par voie de requête présentée à la Cour supérieure de justice, demander le versement de la somme à laquelle il a droit.

Idem

- (5) La requête présentée en vertu du paragraphe (4) ne

made within 10 years after the payment into court under subsection (2); however, the application may not be made earlier than 90 days after the payment into court.

Notice of application

(6) The applicant under subsection (4) shall serve the notice of application on the persons referred to in subsection (3).

Judgment

(7) On application under subsection (4), the court shall determine all of the entitlements to receive payments out of the proceeds of sale.

Forfeiture

(8) If no person makes an application under subsection (4) within 10 years after the payment into court under subsection (2), the amount paid into court, together with accrued interest, is deemed to be forfeited to the Crown in right of Ontario, and the Public Guardian and Trustee may be paid that amount in the name of the Crown on filing a written request for payment out of court with the Accountant of the Superior Court of Justice in the form provided by the Accountant.

Same

(9) If, after the court determines entitlements under subsection (7), there remains any amount paid into court 10 years after the payment into court under subsection (2), the remaining amount, together with accrued interest, is deemed to be forfeited to the Crown in right of Ontario, and the Public Guardian and Trustee may be paid that amount in the name of the Crown on filing a written request for payment out of court with the Accountant of the Superior Court of Justice in the form provided by the Accountant.

No further proceeding

(10) No proceeding shall be commenced in respect of any amount paid to the Public Guardian and Trustee under subsection (8) or (9). For greater certainty, this subsection does not prevent a person from making a petition for a grant, waiver or release under section 3 of the *Escheats Act, 2015*.

65. (1) Subsection 380.1 (2) of the Act is amended by striking out “subsection 379 (1)” and substituting “section 374”.

(2) Subsection 380.1 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Application of provisions

(3) Subsection 379 (2), clause 379 (2.0.1) (b), subsections 379 (2.1) to (16) and sections 380 to 387 apply with necessary modifications to the sale as if it were the first public sale.

66. Subsection 384 (1) of the Act is amended by striking out “sections 373, 379 and 383” and substituting “sections 373, 373.1, 379 and 383”.

67. Subsection 386.1 (1) of the Act is amended by striking out “under subsection 379 (2)” and substituting “under subsection 379 (2) or (2.0.1)”.

peut l'être que dans les 10 ans qui suivent la consignation au tribunal visée au paragraphe (2). Toutefois, elle ne peut être présentée moins de 90 jours après la consignation.

Avis de requête

(6) Le requérant visé au paragraphe (4) signifie un avis de la requête aux personnes visées au paragraphe (3).

Jugement

(7) Sur requête visée au paragraphe (4), le tribunal établit tout droit à une part du produit de la vente.

Confiscation

(8) Si personne ne présente de requête en vertu du paragraphe (4) dans les 10 ans qui suivent la consignation au tribunal visée au paragraphe (2), la somme d'argent consignée au tribunal, avec les intérêts courus, est réputée confisquée au profit de la Couronne du chef de l'Ontario, et le tuteur et curateur public peut se voir verser cette somme au nom de la Couronne sur dépôt d'une demande écrite de versement auprès du comptable de la Cour supérieure de justice rédigée selon le formulaire fourni par le comptable.

Idem

(9) Si, une fois que le tribunal établit le droit visé au paragraphe (7), il reste, 10 ans après la consignation visée au paragraphe (2), une somme consignée au tribunal, celle-ci, avec les intérêts courus, est réputée confisquée au profit de la Couronne du chef de l'Ontario, et le tuteur et curateur public peut se voir verser cette somme au nom de la Couronne sur dépôt d'une demande écrite de versement auprès du comptable de la Cour supérieure de justice rédigée selon le formulaire fourni par le comptable.

Aucune autre instance

(10) Sont irrecevables les instances introduites à l'égard d'une somme versée au tuteur et curateur public en vertu du paragraphe (8) ou (9). Il est entendu que le présent paragraphe n'a pas pour effet d'empêcher une personne de présenter une pétition en vue d'obtenir une concession ou une renonciation en vertu de l'article 3 de la *Loi de 2015 sur les biens en déshérence*.

65. (1) Le paragraphe 380.1 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «au paragraphe 379 (1)» par «à l'article 374».

(2) Le paragraphe 380.1 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Application de dispositions

(3) Le paragraphe 379 (2), l'alinéa 379 (2.0.1) b), les paragraphes 379 (2.1) à (16) et les articles 380 à 387 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la vente comme s'il s'agissait de la première vente publique.

66. Le paragraphe 384 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «les articles 373, 379 et 383» par «les articles 373, 373.1, 379 et 383».

67. Le paragraphe 386.1 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «en application du paragraphe 379 (2)» par «en application du paragraphe 379 (2) ou (2.0.1)».

68. Subsection 387 (2) of the Act is amended by adding the following clause:

- (c) governing advertising under clause 379 (2) (b) and clause 379 (2.0.1) (b).

69. The Act is amended by adding the following section:

Transition, certificate registered before this section comes into force

388.2 If, before the day this section comes into force, a tax arrears certificate is registered in respect of land, this Part as it read immediately before the coming into force of this section applies in respect of the proceedings or other steps that may be taken as a result of the registration of that certificate.

70. Paragraph 1 of subsection 398 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

1. In the case of fees and charges for the supply of a service or thing to a property, the property to which the service or thing was supplied.

71. Section 410 of the Act is amended by adding the following subsection:**Application**

(2) This section does not apply to a municipality if section 418.1 applies to the municipality.

72. Section 418 of the Act is amended by adding the following subsection:**Application**

(1.1) This section does not apply to a municipality if section 418.1 applies to the municipality.

73. The Act is amended by adding the following section:**Prudent investment**

418.1 (1) A municipality may, in accordance with this section and the regulations, invest money that it does not require immediately in any security.

Municipality may pass by-law

(2) A municipality may pass a by-law to have this section apply to the municipality.

Requirements on passing by-law

(3) A municipality may only pass a by-law under subsection (2) if the municipality satisfies the requirements prescribed for the purposes of this subsection on the day the municipality passes the by-law.

When section applies

(4) If a municipality passes a by-law under subsection (2), this section applies to the municipality as of the effective date set out in the by-law.

By-law not revocable

(5) A by-law passed under subsection (2) cannot be revoked.

68. Le paragraphe 387 (2) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- c) régir la publicité en application de l'alinéa 379 (2) b) et de l'alinéa 379 (2.0.1) b).

69. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Disposition transitoire : certificat enregistré avant l'entrée en vigueur du présent article

388.2 Si, avant l'entrée en vigueur du présent article, un certificat d'arriérés d'impôts est enregistré à l'égard d'un bien-fonds, la présente partie, dans sa version antérieure à cette entrée en vigueur, s'applique à l'égard des instances ou des autres mesures qui peuvent être prises à la suite de l'enregistrement d'un tel certificat.

70. La disposition 1 du paragraphe 398 (2) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

1. Dans le cas des droits et des redevances fixés pour la fourniture de services ou de choses à des biens, les biens auxquels les services ou les choses ont été fournis.

71. L'article 410 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :**Application**

(2) Le présent article ne s'applique pas à une municipalité si l'article 418.1 s'y applique.

72. L'article 418 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :**Application**

(1.1) Le présent article ne s'applique pas à une municipalité si l'article 418.1 s'y applique.

73. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :**Placement prudent**

418.1 (1) Une municipalité peut, conformément au présent article et aux règlements, placer dans des valeurs mobilières les sommes dont elle n'a pas besoin immédiatement.

Adoption d'un règlement municipal

(2) Une municipalité peut adopter un règlement afin que le présent article s'applique à elle.

Exigences relatives à l'adoption d'un règlement municipal

(3) Une municipalité ne peut adopter de règlement municipal en vertu du paragraphe (2) que si elle satisfait aux exigences prescrites pour l'application du présent paragraphe le jour de l'adoption du règlement.

Application du présent article

(4) Si une municipalité adopte un règlement municipal en vertu du paragraphe (2), le présent article s'applique à celle-ci à la date d'entrée en vigueur prévue dans le règlement.

Règlement municipal irrévocable

(5) Le règlement municipal adopté en vertu du paragraphe (2) ne peut être révoqué.

Section continues to apply

(6) This section continues to apply to a municipality regardless of whether the municipality continues to satisfy the requirements prescribed for the purposes of subsection (3).

When section no longer applies

(7) Despite subsections (4) and (6), this section no longer applies to a municipality if a regulation under clause (16) (d) is made in respect of the municipality.

Duty

(8) In investing money under this section, a municipality must exercise the care, skill, diligence and judgment that a prudent investor would exercise in making such an investment.

Same

(9) The duty under subsection (8) includes a duty to obtain the advice that a prudent investor would obtain under comparable circumstances.

Criteria

(10) The municipality must consider the following criteria in planning investments, in addition to any other criteria that are relevant to the circumstances:

1. General economic conditions.
2. The possible effect of inflation or deflation.
3. The role that each investment or course of action plays within the municipality's portfolio of investments.
4. The expected total return from income and the appreciation of capital.
5. Needs for liquidity, regularity of income and preservation or appreciation of capital.

Diversification

(11) The municipality must diversify its investments to an extent that is appropriate to general economic and investment market conditions.

Interpretation, money not immediately required

(12) In this section, money that the municipality does not require immediately includes,

- (a) money in a sinking, retirement or reserve fund;
- (b) money raised or received for the payment of a debt of the municipality or interest on the debt; and
- (c) proceeds from the sale, loan or investment of any debentures.

Repayment

(13) Any earnings derived from an investment under this section shall be credited to the fund from which the money was invested.

Application continue du présent article

(6) Le présent article continue de s'appliquer à une municipalité qu'elle continue ou non de satisfaire aux exigences prescrites pour l'application du paragraphe (3).

Fin de l'application du présent article

(7) Malgré les paragraphes (4) et (6), le présent article cesse de s'appliquer à une municipalité si un règlement est pris en vertu de l'alinéa (16) d) à l'égard de celle-ci.

Obligation

(8) Lorsqu'elle place des sommes d'argent en vertu du présent article, la municipalité agit avec le soin, la compétence, la diligence et le jugement dont un investisseur prudent ferait preuve en effectuant de tels placements.

Idem

(9) L'obligation prévue au paragraphe (8) comprend l'obligation d'obtenir les conseils qu'un investisseur prudent obtiendrait dans des circonstances semblables.

Critères

(10) Outre les autres critères propres aux circonstances, la municipalité tient compte des critères suivants en planifiant ses placements :

1. La situation économique générale.
2. Les effets possibles de l'inflation ou de la déflation.
3. Le rôle que joue chaque placement ou ligne de conduite dans le portefeuille de la municipalité.
4. Le rendement total escompté du revenu et la plus-value du capital.
5. Les besoins de liquidités, de régularité du revenu et de préservation ou de plus-value du capital.

Diversification

(11) La municipalité diversifie ses placements dans une mesure qui convient à la situation économique générale et à celle des marchés financiers.

Interprétation : sommes non exigées dans l'immédiat

(12) Dans le présent article, les sommes dont la municipalité n'a pas besoin immédiatement comprennent notamment :

- a) les sommes qui se trouvent dans un fonds d'amortissement, un fonds de remboursement ou un fonds de réserve;
- b) les sommes recueillies ou reçues aux fins du remboursement d'une dette de la municipalité ou du versement des intérêts y afférents;
- c) le produit de la vente, du prêt ou du placement de débentures.

Remboursement

(13) Les revenus du placement des sommes placées en vertu du présent article sont portés au crédit du fonds dont elles proviennent.

Combined investments

(14) A municipality may combine money held in any fund and deal with the money in accordance with this section and the regulations.

Allocation

(15) Earnings from combined investments shall be credited to each separate fund in proportion to the amount invested from it.

Regulations

(16) The Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) prescribing requirements for the purposes of subsection (3);
- (b) governing the investment of money by a municipality under this section, including prescribing rules, conditions and procedures for or in relation to the investment of money under this section;
- (c) providing for transitional matters that, in the opinion of the Lieutenant Governor in Council, are necessary or desirable to facilitate the application of this section to the municipality;
- (d) providing that this section no longer applies to a municipality, and prescribing transitional rules that apply to the municipality.

Group of municipalities

(17) A regulation made under clause (16) (b) may prescribe special rules, conditions and procedures for or in relation to the investment of money by two or more municipalities, acting as a group, under this section, including restrictions and transitional rules that apply in circumstances where a municipality enters into an investment arrangement with a group or withdraws from an investment arrangement with a group.

Transitional regulation under s. (16) (c)

(18) A regulation made under clause (16) (c) may provide that it applies in respect of the period after a municipality has passed a by-law under subsection (2) and before the effective date set out in the by-law.

74. (1) Clause 420 (1) (c) of the Act is amended by striking out “under section 5 of the *Ministry of Training, Colleges and Universities Act*” at the end and substituting “under the *Ontario Colleges of Applied Arts and Technology Act, 2002*”.

(2) Section 420 of the Act is amended by adding the following subsection:

Application

(1.1) This section does not apply to a municipality if section 418.1 applies to the municipality.

75. Section 421 of the Act is amended by adding the following subsection:

Placements réunis

(14) Une municipalité peut réunir les sommes qu'elle détient dans divers fonds et les traiter conformément au présent article et aux règlements.

Affectation

(15) Les revenus des placements réunis sont portés au crédit de chaque fonds distinct proportionnellement à la somme qui en provient.

Règlements

(16) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) prescrire des exigences pour l'application du paragraphe (3);
- b) régir le placement de fonds par une municipalité en vertu du présent article, y compris prescrire les règles, les conditions et les modalités relatives à ces placements;
- c) prévoir les questions transitoires qui, à son avis, sont nécessaires ou souhaitables pour faciliter l'application du présent article à la municipalité;
- d) prévoir que le présent article cesse de s'appliquer à une municipalité, et prescrire les règles transitoires qui s'appliquent à celle-ci.

Groupe de municipalités

(17) Les règlements pris en vertu de l'alinéa (16) b) peuvent prescrire des règles, des conditions et des modalités spéciales relativement au placement de fonds en vertu du présent article par deux municipalités ou plus agissant à titre de groupe, y compris les restrictions et les règles transitoires qui s'appliquent dans le cas où une municipalité conclut un arrangement relatif aux placements avec un groupe ou se retire d'un tel arrangement.

Règlements transitoires pris en vertu de l'al. (16) c)

(18) Les règlements pris en vertu de l'alinéa (16) c) peuvent prévoir qu'ils s'appliquent à l'égard de la période qui suit l'adoption d'un règlement municipal par une municipalité en vertu du paragraphe (2) et qui précède la date d'entrée en vigueur prévue dans le règlement municipal.

74. (1) L'alinéa 420 (1) c) de la Loi est modifié par remplacement de «en vertu de l'article 5 de la *Loi sur le ministère de la Formation et des Collèges et Universités*» par «en vertu de la *Loi de 2002 sur les collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario*» à la fin de l'alinéa.

(2) L'article 420 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Application

(1.1) Le présent article ne s'applique pas à une municipalité si l'article 418.1 s'y applique.

75. L'article 421 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Loan of securities, where s. 418.1 applies

(1.1) This section does not apply to a municipality if section 418.1 applies to the municipality.

76. The Act is amended by adding the following sections before the heading “Powers of Entry”:**Administrative penalties**

434.1 (1) Without limiting sections 9, 10 and 11, a municipality may require a person, subject to such conditions as the municipality considers appropriate, to pay an administrative penalty if the municipality is satisfied that the person has failed to comply with a by-law of the municipality passed under this Act.

Purpose of administrative penalties

(2) The purpose of a system of administrative penalties established by a municipality under this section shall be to assist the municipality in promoting compliance with its by-laws.

Monetary limit

(3) The amount of an administrative penalty established by a municipality,

- (a) shall not be punitive in nature; and
- (b) shall not exceed the amount reasonably required to promote compliance with a by-law of the municipality.

Effect on offences

(4) If a person is required by a municipality to pay an administrative penalty under subsection (1) in respect of a contravention, the person shall not be charged with an offence in respect of the same contravention.

Regulations

(5) The Minister may make regulations providing for any matters which, in the Minister’s opinion, are necessary or desirable for the purposes of this section, including,

- (a) granting a municipality powers with respect to requiring that persons pay administrative penalties and with respect to other matters necessary for a system of administrative penalties;
- (b) imposing conditions and limitations on a municipality’s powers with respect to administrative penalties.

Debt

434.2 (1) An administrative penalty imposed by a municipality on a person under section 434.1 constitutes a debt of the person to the municipality.

Amount owing added to tax roll

(2) If an administrative penalty imposed under section 434.1 is not paid within 15 days after the day that it becomes due and payable, the treasurer of a local municipality may, and upon the request of its upper-tier municipality, if any, shall, add the administrative penalty to the tax roll for any property in the local municipality for which all of the owners are responsible for paying the adminis-

Prêt de valeurs mobilières en cas d’application de l’art. 418.1

(1.1) Le présent article ne s’applique pas à une municipalité si l’article 418.1 s’y applique.

76. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants avant l’intertitre «Pouvoirs d’entrée» :**Pénalités administratives**

434.1 (1) Sans préjudice de la portée générale des articles 9, 10 et 11, une municipalité peut exiger, aux conditions qu’elle estime appropriées, qu’une personne paie une pénalité administrative si elle est convaincue que celle-ci n’a pas observé un règlement de la municipalité adopté en vertu de la présente loi.

Objet des pénalités administratives

(2) Le système de pénalités administratives qu’établit une municipalité en vertu du présent article a pour objet de l’aider à encourager l’observation de ses règlements.

Limites pécuniaires

(3) Le montant d’une pénalité administrative fixé par une municipalité ne doit être :

- a) ni de nature punitive;
- b) ni supérieur au montant qui est raisonnablement nécessaire pour encourager l’observation d’un règlement de la municipalité.

Effet sur les infractions

(4) La personne qui est tenue par une municipalité de payer une pénalité administrative en vertu du paragraphe (1) à l’égard d’une contravention ne doit pas être accusée d’une infraction à l’égard de la même contravention.

Règlements

(5) Le ministre peut, par règlement, prévoir les questions qui, à son avis, sont nécessaires ou souhaitables pour l’application du présent article, notamment :

- a) conférer à une municipalité des pouvoirs à l’égard de l’imposition de pénalités administratives et à l’égard d’autres questions nécessaires à l’établissement d’un système de pénalités administratives;
- b) imposer des conditions et des restrictions aux pouvoirs qu’a une municipalité à l’égard des pénalités administratives.

Dette

434.2 (1) Une pénalité administrative imposée à une personne par une municipalité en vertu de l’article 434.1 constitue une dette de la personne envers la municipalité.

Créances ajoutées au rôle d’imposition

(2) Si une pénalité administrative imposée en vertu de l’article 434.1 n’est pas payée dans les 15 jours qui suivent le jour où elle devient exigible, le trésorier d’une municipalité locale peut et, sur demande de sa municipalité de palier supérieur, le cas échéant, doit ajouter la pénalité administrative au rôle d’imposition à l’égard des biens situés dans la municipalité locale pour lesquels tous les

trative penalty, and collect it in the same manner as municipal taxes.

77. The Act is amended by adding the following section:

Authority to establish limitation period re s. 223.9 or 223.10

434.3 (1) A municipality may pass a by-law providing that no proceeding in respect of an offence under a by-law relating to a matter described in section 223.9 or 223.10 shall be commenced more than two years after the time when the subject-matter of the proceeding arose.

Transition

(2) A by-law passed under subsection (1) does not apply if the subject-matter of the proceeding arose more than six months before the day the by-law is passed.

78. Subsection 436 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Samples

(3) A sample taken under clause (2) (d) shall be divided into two parts, and one part shall be delivered to the person from whom the sample is taken, if,

- (a) the person requests that the sample be divided at the time it is taken and provides the necessary facilities; and
- (b) it is technically feasible to divide the sample.

79. (1) Subsection 447 (6) of the Act is amended by striking out “the Crown” and substituting “the municipality that passed the licensing by-law in respect of which a closing order was made”.

(2) Subsection 447 (9) of the Act is amended by striking out “subsection (8)” and substituting “subsections (6) and (8)”.

80. Section 447.6 of the Act is amended by adding the following subsections:

Prescribed records

(3.1) A copy of any prescribed record purporting to have been made under this Act or under a by-law made under this Act and purporting to be certified by a prescribed person may be filed and used in any court or tribunal instead of the original and is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person signing it, unless the court or tribunal otherwise directs.

Statements, other than licensing status

(4.1) In any prosecution or proceeding under this Act or under a by-law made under this Act, a statement as to a prescribed matter purporting to be signed by a prescribed person is, without proof of the office or signature of the person, receivable in evidence as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the facts stated in the state-

propriétaires sont tenus de payer la pénalité, et la percevoir de la même manière que les impôts municipaux.

77. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Pouvoir de fixer un délai de prescription : art. 223.9 ou 223.10

434.3 (1) Une municipalité peut, par règlement, prévoir que nulle instance relative à une infraction à un règlement municipal se rapportant à une question visée à l'article 223.9 ou 223.10 ne doit être introduite s'il s'est écoulé plus de deux ans après la date à laquelle a pris naissance l'objet de l'instance.

Disposition transitoire

(2) Le règlement municipal adopté en vertu du paragraphe (1) ne s'applique pas si l'objet de l'instance a pris naissance plus de six mois avant le jour de l'adoption du règlement.

78. Le paragraphe 436 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Échantillons

(3) L'échantillon prélevé en vertu de l'alinéa (2) d) est divisé en deux parties, l'une d'elles étant remise à la personne auprès de laquelle l'échantillon a été prélevé, si :

- a) d'une part, la personne demande au moment du prélèvement que celui-ci soit divisé et fournit les moyens nécessaires pour ce faire;
- b) d'autre part, il est techniquement possible de le diviser.

79. (1) Le paragraphe 447 (6) de la Loi est modifié par remplacement de «la Couronne» par «la municipalité qui a adopté le règlement exigeant un permis à l'égard duquel une ordonnance de fermeture a été rendue».

(2) Le paragraphe 447 (9) de la Loi est modifié par remplacement de «du paragraphe (8)» par «des paragraphes (6) et (8)».

80. L'article 447.6 de la Loi est modifié par adjonction des articles suivants :

Documents prescrits

(3.1) La copie d'un document prescrit qui se présente comme étant faite en vertu de la présente loi ou d'un règlement municipal adopté en vertu de celle-ci et comme étant une copie certifiée conforme par une personne prescrite peut être déposée et utilisée devant un tribunal judiciaire ou administratif à la place de l'original et est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire d'établir l'authenticité de la signature ni la qualité du signataire, sauf directive contraire du tribunal.

Autres déclarations

(4.1) Dans le cadre d'une poursuite intentée ou d'une instance introduite en vertu de la présente loi ou d'un règlement municipal adopté en vertu de celle-ci, la déclaration qui se rapporte à une question prescrite et se présente comme portant la signature d'une personne prescrite est, aux fins de la poursuite ou de l'instance, recevable en

ment for all purposes in the prosecution or proceeding.

Regulations

(9) The Minister may make regulations prescribing anything referred to in subsections (3.1) and (4.1) as being prescribed.

81. Clause 453 (1) (c) of the Act is amended by striking out “the *Municipal Statute Law Amendment Act, 2002* or the *Municipal Statute Law Amendment Act, 2006*” and substituting “the *Municipal Statute Law Amendment Act, 2002*, the *Municipal Statute Law Amendment Act, 2006* or the *Modernizing Ontario’s Municipal Legislation Act, 2016*”.

82. The Act is amended by adding the following section to Part XVII.1:

Land deemed to be rateable property

474.11 (1) For the purposes of this Act, land that would have been rateable property if it had not vested in the Crown in right of Ontario because of an escheat or forfeiture as a result of the dissolution of a corporation is deemed to be rateable property for the period that begins on the day on which the land is escheated or forfeited and that ends on the day a notice is registered on title to the land under section 24 of the *Forfeited Corporate Property Act, 2015*, indicating that the Crown intends to use the property for Crown purposes.

Same

(2) For the purposes of this Act, land that would have been rateable property if it did not belong to the Crown in right of Ontario as a result of the death of an individual who did not have any lawful heirs is deemed to be rateable property for the period that begins on the day on which the land becomes the property of the Crown and that ends on the day a notice is registered on title to the land indicating that the Crown intends to use the property for Crown purposes.

Non-application of the *Municipal Tax Assistance Act*

(3) The *Municipal Tax Assistance Act* does not apply to land that is deemed to be rateable property under this section.

Transition

(4) If land described in subsection (1) is vested in the Crown in right of Ontario before this section comes into force, this section applies in respect of that land as if it had been in force on the day the land became vested in the Crown.

Same

(5) If land described in subsection (2) became the property of the Crown in right of Ontario before this sec-

preuve comme preuve des faits qu'elle atteste, en l'absence de preuve contraire, sans qu'il soit nécessaire d'établir l'authenticité de la signature ni la qualité du signataire.

Règlements

(9) Le ministre peut, par règlement, prescrire tout ce que les paragraphes (3.1) et (4.1) mentionnent comme étant prescrit.

81. L'alinéa 453 (1) c) de la Loi est modifié par remplacement «la *Loi de 2002 modifiant des lois en ce qui a trait aux municipalités* ou la *Loi de 2006 modifiant des lois concernant les municipalités*» par «la *Loi de 2002 modifiant des lois en ce qui a trait aux municipalités*, la *Loi de 2006 modifiant des lois concernant les municipalités* ou la *Loi de 2016 sur la modernisation de la législation municipale ontarienne*» à la fin de l'alinéa.

82. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant à la partie XVII.1 :

Biens-fonds réputés des biens imposables

474.11 (1) Pour l'application de la présente loi, les biens-fonds qui auraient été des biens imposables s'ils n'avaient pas été dévolus à la Couronne du chef de l'Ontario pour cause de déshérence ou de confiscation résultant de la dissolution d'une personne morale sont réputés des biens imposables pour la période qui commence le jour où le bien-fonds tombe en déshérence ou est confisqué et qui se termine le jour où un avis est enregistré sur le titre du bien-fonds en vertu de l'article 24 de la *Loi de 2015 sur les biens sociaux confisqués*, indiquant que la Couronne a l'intention d'utiliser le bien à ses fins.

Idem

(2) Pour l'application de la présente loi, les biens-fonds qui auraient été des biens imposables s'ils n'étaient pas devenus la propriété de la Couronne du chef de l'Ontario par suite du décès d'un particulier sans héritiers légitimes sont réputés des biens imposables pour la période qui commence le jour où le bien-fonds devient la propriété de la Couronne et qui se termine le jour où un avis est enregistré sur le titre du bien-fonds, indiquant que la Couronne a l'intention d'utiliser le bien à ses fins.

Non-application de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités*

(3) La *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités* ne s'applique pas aux biens-fonds réputés des biens imposables en application du présent article.

Disposition transitoire

(4) Si les biens-fonds visés au paragraphe (1) ont été dévolus à la Couronne du chef de l'Ontario avant l'entrée en vigueur du présent article, ce dernier s'applique à leur égard comme s'il avait été en vigueur le jour où ils ont été dévolus à la Couronne.

Idem

(5) Si les biens-fonds visés au paragraphe (2) sont devenus la propriété de la Couronne du chef de l'Ontario

tion comes into force, this section applies in respect of that land as if it had been in force on the day the land became the property of the Crown.

83. Subsection 474.15 (1) of the Act is amended by striking out “and the Town of Tillsonburg” at the end.

Commencement

84. (1) Subject to subsections (2), (3) and (4), this Schedule comes into force on the day the *Modernizing Ontario's Municipal Legislation Act, 2016* receives Royal Assent.

(2) The following provisions come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor:

- 1. Sections 8, 18, 19, 20 to 24, 26, 27, 28, 32, 33, 35 and 36.**
- 2. Subsection 55 (1).**
- 3. Sections 57, 59 to 69, 71, 72 and 73.**
- 4. Subsection 74 (2).**
- 5. Section 75.**

(3) Sections 56 and 58 come into force on the later of December 10, 2016 and the day the *Modernizing Ontario's Municipal Legislation Act, 2016* receives Royal Assent.

(4) Sections 14, 15 and 16 come into force on the later of January 1, 2018 and the day the *Modernizing Ontario's Municipal Legislation Act, 2016* receives Royal Assent.

avant l'entrée en vigueur du présent article, ce dernier s'applique à leur égard comme s'il avait été en vigueur le jour où ils sont devenus la propriété de la Couronne.

83. Le paragraphe 474.15 (1) de la Loi est modifié par suppression de «et de la ville de Tillsonburg» à la fin du paragraphe.

Entrée en vigueur

84. (1) Sous réserve des paragraphes (2), (3) et (4), la présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 sur la modernisation de la législation municipale ontarienne* reçoit la sanction royale.

(2) Les dispositions suivantes entrent en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation :

- 1. Les articles 8, 18, 19, 20 à 24, 26, 27, 28, 32, 33, 35 et 36.**
- 2. Le paragraphe 55 (1).**
- 3. Les articles 57, 59 à 69, 71, 72 et 73.**
- 4. Le paragraphe 74 (2).**
- 5. L'article 75.**

(3) Les articles 56 et 58 entrent en vigueur le dernier en date du 10 décembre 2016 et du jour où la *Loi de 2016 sur la modernisation de la législation municipale ontarienne* reçoit la sanction royale.

(4) Les articles 14, 15 et 16 entrent en vigueur le dernier en date du 1^{er} janvier 2018 et du jour où la *Loi de 2016 sur la modernisation de la législation municipale ontarienne* reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE 2
AMENDMENTS TO THE
CITY OF TORONTO ACT, 2006**

1. Paragraph 5 of subsection 8 (2) of the *City of Toronto Act, 2006* is repealed and the following substituted:

5. Economic, social and environmental well-being of the City, including respecting climate change.

2. The Act is amended by adding the following section before the heading “Regulations”:

Community councils

24.1 (1) Without limiting sections 7 and 8, those sections authorize the City to establish one or more community councils which are responsible for,

- (a) exercising the powers and duties that have been delegated to the community council by the City with respect to matters relating to all or part of the City; and
- (b) performing the functions assigned to the community council by the City with respect to matters relating to all or part of the City, which may include the function of making recommendations to council on any matter, such as the budget.

Composition of community council

(2) A community council may include,

- (a) a council committee; or
- (b) a body having at least two members that is composed of,
 - (i) one or more members of council,
 - (ii) individuals appointed by council, or
 - (iii) a combination of individuals described in subclauses (i) and (ii).

3. Section 27 of the Act is amended by striking out “subsection 12 (4)” at the end and substituting “subsection 12 (5)”.

4. Subsection 42 (6) of the Act is amended by striking out “written notice of the claim and of the injury complained of has been served” in the portion before clause (a) and substituting “written notice of the claim and of the injury complained of, including the date, time and location of the occurrence, has been served”.

5. (1) Subsection 86 (1) of the Act is amended by adding “and” at the end of clause (e), by striking out “and” at the end of clause (f) and by repealing clause (g).

(2) Subsection 86 (4) of the Act is amended,

- (a) by striking out “under clause (1) (b), (d), (e) or (g)” in the portion before clause (a) and substituting “under clause (1), (b), (d) or (e)”;

**ANNEXE 2
MODIFICATION DE LA LOI DE 2006
SUR LA CITÉ DE TORONTO**

1. La disposition 5 du paragraphe 8 (2) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

5. Le bien-être économique, social et environnemental de la cité, et notamment le changement climatique.

2. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant avant l'intertitre «Règlements» :

Conseils communautaires

24.1 (1) Sans préjudice de leur portée générale, les articles 7 et 8 autorisent la cité à constituer un ou plusieurs conseils communautaires chargés de faire ce qui suit :

- a) exercer les pouvoirs et fonctions que leur a délégués la cité en ce qui concerne les questions qui se rapportent à tout ou partie de la cité;
- b) exercer les fonctions que leur attribue la cité en ce qui concerne les questions qui se rapportent à tout ou partie de la cité, notamment faire des recommandations au conseil sur les questions telles que le budget.

Composition du conseil communautaire

(2) Le conseil communautaire peut comprendre, selon le cas :

- a) un comité du conseil municipal;
- b) un organisme d'au moins deux membres qui se compose :
 - (i) soit d'un ou de plusieurs membres du conseil municipal,
 - (ii) soit de particuliers nommés par le conseil municipal,
 - (iii) soit d'une combinaison des particuliers visés aux sous-alinéas (i) et (ii).

3. L'article 27 de la Loi est modifié par remplacement de «paragraphe 12 (4)» par «paragraphe 12 (5)» à la fin de l'article.

4. Le paragraphe 42 (6) de la Loi est modifié par remplacement de «un avis écrit de la réclamation et de la blessure n'ait été signifié» par «un avis écrit de la réclamation et de la blessure, y compris la date, l'heure et le lieu de cette survenance, n'ait été signifié» dans le passage qui précède l'alinéa a).

5. (1) Le paragraphe 86 (1) de la Loi est modifié par abrogation de l'alinéa g).

(2) Le paragraphe 86 (4) de la Loi est modifié :

- a) par remplacement de «visé à l'alinéa (1) b), d), e) ou g)» par «visé à l'alinéa (1) b), d) ou e)» dans le passage qui précède l'alinéa a);

(b) by striking out “in the case of a power under clause (1) (b), (d) or (e)” at the beginning of clause (b).

6. The Act is amended by adding the following section:

Entry on land re maintenance, repairs or alterations

101.1 (1) The City may enter on land adjoining land owned or occupied by the City, at any reasonable time, for the purpose of maintaining or making repairs or alterations to the land owned or occupied by the City but only to the extent necessary to carry out the maintenance, repairs or alterations.

Restriction re buildings

(2) Nothing in this section authorizes entry into a building.

7. Subsection 105 (5) of the Act is repealed.

8. The Act is amended by adding the following section before the heading “Animals”:

Energy planning

105.3 (1) Without limiting sections 7 and 8, the City may provide for or participate in long-term planning for energy use in the City.

Interpretation

(2) Long-term planning for energy use referred to in subsection (1) may include consideration of energy conservation, climate change, and green energy.

9. The Act is amended by adding the following section:

Environmental standards; construction of buildings

108.1 (1) Without limiting sections 7 and 8, those sections authorize the City to pass a by-law respecting the protection or conservation of the environment that requires buildings to be constructed in accordance with provisions of the building code under the *Building Code Act, 1992* that are prescribed under that Act, subject to such conditions and limits as may be prescribed under that Act.

Conflict

(2) Despite section 35 of the *Building Code Act, 1992*, if there is a conflict between that Act or the building code under that Act and a by-law to which this section applies, that Act or the building code prevails.

10. Section 108.1 of the Act, as enacted by section 9, is amended by adding the following subsections:

Green roofs or alternative roof surfaces

(3) Without limiting sections 7 and 8, the power described in subsection (1) includes the power to require the

b) par suppression de «, dans le cas d'un pouvoir visé à l'alinéa (1) b), d) ou e),» à l'alinéa b).

6. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Entrée dans un bien-fonds : entretien, réparations ou modifications

101.1 (1) La cité peut, à toute heure raisonnable, entrer dans un bien-fonds contigu à un bien-fonds qui lui appartient ou qu'elle occupe pour entretenir, réparer ou modifier le bien-fonds qui lui appartient ou qu'elle occupe, mais seulement dans la mesure nécessaire à l'exécution des travaux.

Restriction : bâtiments

(2) Le présent article n'a pas pour effet d'autoriser l'entrée dans un bâtiment.

7. Le paragraphe 105 (5) de la Loi est abrogé.

8. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant avant l'intertitre «Animaux» :

Planification énergétique

105.3 (1) Sans préjudice de la portée générale des articles 7 et 8, la cité peut prendre des dispositions en vue de la planification à long terme de la consommation d'énergie dans la cité ou participer à une telle planification.

Interprétation

(2) La planification à long terme de la consommation d'énergie visée au paragraphe (1) peut notamment tenir compte de la conservation de l'énergie, du changement climatique et de l'énergie verte.

9. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Normes environnementales : construction de bâtiments

108.1 (1) Sans préjudice de leur portée générale, les articles 7 et 8 autorisent la cité à adopter un règlement municipal relativement à la protection et à la conservation de l'environnement qui exige que des bâtiments soient construits conformément aux dispositions du code du bâtiment prévu par la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment* qui sont prescrites en vertu de cette loi, sous réserve des conditions et des restrictions prescrites en vertu de cette loi.

Incompatibilité

(2) Malgré l'article 35 de la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment*, les dispositions de cette loi ou du code du bâtiment prévu par cette loi l'emportent sur les dispositions incompatibles d'un règlement municipal auquel s'applique le présent article.

10. L'article 108.1 de la Loi, tel qu'il est édicté par l'article 9, est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Toits verts ou autres surfaces de toit

(3) Sans préjudice de la portée générale des articles 7 et 8, le pouvoir visé au paragraphe (1) s'entend notam-

construction of green roofs or of alternative roof surfaces that achieve similar levels of performance to green roofs.

Definition

(4) For the purposes of subsection (3), “green roof” means a roof surface that supports the growth of vegetation over a substantial portion of its area for the purpose of water conservation or energy conservation.

11. Subsection 110 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Advertising devices

(1) This subsection, as it read on the day before section 11 of Schedule 2 to the *Modernizing Ontario’s Municipal Legislation Act, 2016* came into force, continues to apply to by-laws passed on or before that day.

12. Section 111 of the Act is amended by adding the following subsection:

Agreements

(2.1) If a condition referred to in clause (2) (c) requires an owner of land to which a by-law passed under this section applies to enter into an agreement with the City, the City may,

- (a) register the agreement against the title to the land to which it applies; and
- (b) enforce the agreement against the owner and any subsequent owners of the land.

13. Section 115 of the Act is amended by adding the following subsections:

Dissolution of appeal body

(21.1) Subject to subsections (21.2) and (21.3), the Minister may by order dissolve the appeal body.

Rules re dissolution order

(21.2) If the Minister makes an order under subsection (21.1), the following rules apply:

1. In respect of an appeal that is made to the appeal body on or before the date the order is made and for which a hearing before the appeal body has not begun on or before that date, the appeal shall be heard by the Ontario Municipal Board and the appeal body shall forward to the Board all information and material in its possession that relates to any such appeal.
2. The appeal body shall continue to hear an appeal for which a hearing has begun on or before the date of the order.
3. An appeal under a provision listed in subsection (5) shall be made to the Ontario Municipal Board.

Effective date of order under subs. (21.1)

(21.3) An order made under subsection (21.1) shall take effect on the following:

ment du pouvoir d’exiger l’aménagement de toits verts ou d’autres surfaces de toit qui donnent un rendement semblable.

Définition

(4) La définition qui suit s’applique au paragraphe (3). «toit vert» Surface de toit qui permet la croissance de végétation sur une partie considérable de sa superficie afin de réaliser des économies d’eau ou d’énergie.

11. Le paragraphe 110 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Dispositifs publicitaires

(1) Le présent paragraphe, dans sa version en vigueur la veille du jour de l’entrée en vigueur de l’article 11 de l’annexe 2 de la *Loi de 2016 sur la modernisation de la législation municipale ontarienne*, continue de s’appliquer aux règlements municipaux adoptés au plus tard ce jour.

12. L’article 111 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Accords

(2.1) Si une condition visée à l’alinéa (2) c) exige du propriétaire d’un bien-fonds auquel s’applique un règlement municipal adopté en vertu du présent article qu’il conclue un accord avec la cité, cette dernière peut à la fois :

- a) enregistrer l’accord à l’égard du titre du bien-fonds auquel il s’applique;
- b) faire respecter l’accord par le propriétaire du bien-fonds et par les propriétaires subséquents.

13. L’article 115 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Dissolution de l’organisme d’appel

(21.1) Sous réserve des paragraphes (21.2) et (21.3), le ministre peut, par arrêté, dissoudre l’organisme d’appel.

Règles : arrêté de dissolution

(21.2) Si le ministre prend un arrêté en vertu du paragraphe (21.1), les règles suivantes s’appliquent :

1. Dans le cas d’un appel interjeté devant l’organisme d’appel à la date à laquelle est pris l’arrêté ou avant cette date et dont l’audience n’a pas débuté à cette date ou avant celle-ci, l’appel est entendu par la Commission des affaires municipales de l’Ontario et l’organisme d’appel lui transmet tous les renseignements et documents relatifs à l’appel qu’il a en sa possession.
2. L’organisme d’appel continue à entendre l’appel dont l’audience a débuté à la date à laquelle est pris l’arrêté ou avant cette date.
3. Un appel interjeté en vertu d’une des dispositions énumérées au paragraphe (5) l’est devant la Commission des affaires municipales de l’Ontario.

Prise d’effet de l’arrêté pris en vertu du par. (21.1)

(21.3) L’arrêté pris en vertu du paragraphe (21.1) prend effet aux dates suivantes :

1. If there are no appeals referred to in subsection (21.2) before the appeal body, the date on which the order is made.
2. If there are one or more appeals referred to in subsection (21.2) before the appeal body, the day on which the appeal body has finally disposed of all of those appeals.

Not regulation

(21.4) An order of the Minister under subsection (21.1) is not a regulation within the meaning of Part III (Regulations) of the *Legislation Act, 2006*.

14. (1) Clause 145 (3) (f) of the Act is repealed.

(2) Section 145 of the Act is amended by adding the following subsection:

Restriction re appeal body under s. 115

(4) Despite subsection (1), the City shall not, in accordance with that subsection, dissolve an appeal body established under section 115.

15. Subsection 157 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

No offence or administrative penalty

(3) A by-law cannot provide that a member who contravenes a code of conduct is guilty of an offence or is required to pay an administrative penalty.

Regulations

(4) The Minister may make regulations prescribing one or more subject matters that the City is required to include in a code of conduct.

16. (1) Subsection 159 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Integrity Commissioner

(1) The Commissioner is responsible for performing in an independent manner the functions assigned by city council with respect to all of the following:

1. The application of the code of conduct for members of city council and the code of conduct for members of local boards (restricted definition).
2. The application of any procedures, rules and policies of the City and local boards (restricted definition) governing the ethical behaviour of members of city council and of local boards.
3. The application of sections 5, 5.1 and 5.2 of the *Municipal Conflict of Interest Act* to members of city council or of local boards (restricted definition).
4. The conducting of, on the Commissioner's own initiative, inquiries about whether a member of city council or of a local board (restricted definition) has contravened the code of conduct applicable to

1. Si aucun appel visé au paragraphe (21.2) n'est interjeté devant l'organisme d'appel, la date à laquelle est pris l'arrêté.
2. Si un ou plusieurs appels visés au paragraphe (21.2) sont interjetés devant l'organisme d'appel, le jour où tous ces appels font l'objet d'une décision définitive de la part de l'organisme d'appel.

Non des règlements

(21.4) Les arrêtés que prend le ministre en vertu du paragraphe (21.1) ne sont pas des règlements au sens de la partie III (Règlements) de la *Loi de 2006 sur la législation*.

14. (1) L'alinéa 145 (3) f) de la Loi est abrogé.

(2) L'article 145 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Restriction : organisme d'appel créé en vertu de l'art. 115

(4) Malgré le paragraphe (1), la cité ne doit pas, conformément à ce paragraphe, dissoudre un organisme d'appel créé en vertu de l'article 115.

15. Le paragraphe 157 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Aucune infraction ni pénalité administrative

(3) Un règlement municipal ne peut prévoir qu'un membre qui contrevient à un code de déontologie est coupable d'une infraction ou est tenu de payer une pénalité administrative.

Règlements

(4) Le ministre peut, par règlement, prescrire un ou plusieurs sujets que la cité est tenue d'inclure dans un code de déontologie.

16. (1) Le paragraphe 159 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Commissaire à l'intégrité

(1) Le commissaire est chargé d'exercer de façon indépendante les fonctions que lui attribue le conseil municipal à l'égard de ce qui suit :

1. L'application du code de déontologie établi à l'intention des membres du conseil et de celui établi à l'intention des membres des conseils locaux (définition restreinte).
2. L'application des modalités, des règles et des politiques de la cité et des conseils locaux (définition restreinte) régissant le comportement éthique des membres du conseil municipal et des membres des conseils locaux.
3. L'application des articles 5, 5.1 et 5.2 de la *Loi sur les conflits d'intérêts municipaux* aux membres du conseil ou des conseils locaux (définition restreinte).
4. La tenue, de sa propre initiative, d'enquêtes sur la question de savoir si un membre du conseil ou d'un conseil local (définition restreinte) a contrevenu au code de déontologie qui s'applique à lui ou à

the member or has contravened section 5, 5.1 or 5.2 of the *Municipal Conflict of Interest Act*.

5. Requests from members of city council and of local boards (restricted definition) for advice respecting their obligations under the code of conduct applicable to the member.
6. Requests from members of city council and of local boards (restricted definition) for advice respecting their obligations under a procedure, rule or policy of the City or of the local board (restricted definition), as the case may be, governing the ethical behaviour of members.
7. Requests from members of city council and of local boards (restricted definition) for advice respecting their obligations under the *Municipal Conflict of Interest Act*.
8. The provision of educational information to members of city council, members of local boards (restricted definition), the City and the public about the codes of conduct for members of city council and members of local boards (restricted definition) and about the *Municipal Conflict of Interest Act*.

(2) Section 159 of the Act is amended by adding the following subsections:

Request for advice shall be in writing

(2.1) A request by a member of city council or of a local board (restricted definition) for advice from the Commissioner under paragraph 5, 6 or 7 of subsection (1) shall be made in writing.

Advice shall be in writing

(2.2) If the Commissioner provides advice to a member of city council or of a local board (restricted definition) under paragraph 5, 6 or 7 of subsection (1), the advice shall be in writing.

Content of educational information

(2.3) If the Commissioner provides educational information to the public under paragraph 8 of subsection (1), the Commissioner may summarize advice he or she has provided but shall not disclose confidential information that could identify a person concerned.

17. Subsection 160 (1) of the Act is amended by striking out “or” at the end of clause (a), by adding “or” at the end of clause (b) and by adding the following clause:

- (c) on the Commissioner’s own initiative about whether a member of city council or of a local board (restricted definition) has contravened the code of conduct applicable to the member.

18. The Act is amended by adding the following section:

l’article 5, 5.1 ou 5.2 de la *Loi sur les conflits d’intérêts municipaux*.

5. Les demandes de conseils des membres du conseil et des membres des conseils locaux (définition restreinte) concernant les obligations que leur impose le code de déontologie qui s’applique à eux.
6. Les demandes de conseils des membres du conseil et des membres des conseils locaux (définition restreinte) concernant les obligations que leur impose une modalité, une règle ou une politique de la cité ou du conseil local (définition restreinte), selon le cas, régissant le comportement éthique des membres.
7. Les demandes de conseils des membres du conseil et des membres des conseils locaux (définition restreinte) concernant les obligations que leur impose la *Loi sur les conflits d’intérêts municipaux*.
8. La fourniture de renseignements éducatifs aux membres du conseil, aux membres des conseils locaux (définition restreinte), à la cité et au public concernant les codes de déontologie établis à l’intention des membres du conseil et des membres des conseils locaux (définition restreinte) et concernant la *Loi sur les conflits d’intérêts municipaux*.

(2) L’article 159 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Demande de conseils présentée par écrit

(2.1) La demande de conseils visée à la disposition 5, 6 ou 7 du paragraphe (1) présentée par un membre du conseil municipal ou d’un conseil local (définition restreinte) au commissaire est formulée par écrit.

Conseils donnés par écrit

(2.2) Si le commissaire donne des conseils en application de la disposition 5, 6 ou 7 du paragraphe (1) à un membre du conseil municipal ou d’un conseil local (définition restreinte), il le fait par écrit.

Contenu des renseignements éducatifs

(2.3) Si le commissaire fournit des renseignements éducatifs au public en application de la disposition 8 du paragraphe (1), il peut y résumer les conseils qu’il a donnés. Il ne doit toutefois pas divulguer des renseignements confidentiels qui permettraient d’identifier la personne concernée.

17. Le paragraphe 160 (1) de la Loi est modifié par suppression de «en réponse à ce qui suit» à la fin du passage qui précède l’alinéa a), par insertion de «soit en réponse à» au début des alinéas a) et b) et par adjonction de l’alinéa suivant :

- c) soit de sa propre initiative, sur la question de savoir si un membre du conseil ou d’un conseil local (définition restreinte) a contrevenu au code de déontologie qui s’applique à lui.

18. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Inquiry by Commissioner re s. 5, 5.1 or 5.2 of *Municipal Conflict of Interest Act*

160.1 (1) This section applies if the Commissioner conducts an inquiry under this Part,

- (a) in respect of an application under subsection (2); or
- (b) on the Commissioner's own initiative about whether a member of city council or of a local board (restricted definition) has contravened section 5, 5.1 or 5.2 of the *Municipal Conflict of Interest Act*.

Application

(2) Any person may apply in writing to the Commissioner for an inquiry to be carried out concerning an alleged contravention of section 5, 5.1 or 5.2 of the *Municipal Conflict of Interest Act* by a member of city council or a member of a local board (restricted definition).

Timing

(3) An application may only be made within six weeks after the applicant became aware of the alleged contravention.

Content of application

(4) An application shall set out the reasons for believing that the member has contravened section 5, 5.1 or 5.2 of the *Municipal Conflict of Interest Act* and include a statutory declaration attesting to the fact that the applicant became aware of the contravention not more than six weeks before the date of the application.

Notice re inquiry on Commissioner's own initiative

(5) If the Commissioner decides to conduct an inquiry on his or her own initiative, the Commissioner shall publish a notice of the inquiry.

Inquiry

(6) The Commissioner may conduct such inquiry as he or she considers necessary.

Public meeting

(7) If the Commissioner decides to conduct an inquiry, the Commissioner may have a public meeting to discuss the inquiry.

Powers on inquiry

(8) The Commissioner may elect to exercise the powers under sections 33 and 34 of the *Public Inquiries Act*, 2009, in which case those sections apply to the inquiry.

Information

(9) The City and its local boards (restricted definition) shall give the Commissioner such information as the Commissioner believes to be necessary for an inquiry.

Same

(10) The Commissioner is entitled to have free access to all books, accounts, financial records, electronic data processing records, reports, files and all other papers, things or property belonging to or used by the City or a

Enquête du commissaire : art. 5, 5.1 ou 5.2 de la *Loi sur les conflits d'intérêts municipaux*

160.1 (1) Le présent article s'applique si le commissaire mène une enquête aux termes de la présente partie :

- a) soit en réponse à une demande visée au paragraphe (2);
- b) soit de sa propre initiative, sur la question de savoir si un membre du conseil municipal ou d'un conseil local (définition restreinte) a contrevenu à l'article 5, 5.1 ou 5.2 de la *Loi sur les conflits d'intérêts municipaux*.

Demande

(2) Toute personne peut demander par écrit au commissaire de mener une enquête concernant une prétendue contravention à l'article 5, 5.1 ou 5.2 de la *Loi sur les conflits d'intérêts municipaux* commise par un membre du conseil ou d'un conseil local (définition restreinte).

Délai

(3) La demande ne peut être faite que dans les six semaines après que l'auteur de la demande a eu connaissance de la prétendue contravention.

Contenu de la demande

(4) La demande énonce les motifs qui portent à croire que le membre a contrevenu à l'article 5, 5.1 ou 5.2 de la *Loi sur les conflits d'intérêts municipaux* et comporte une déclaration solennelle attestant que l'auteur de la demande a eu connaissance de la contravention au plus six semaines avant la date de la demande.

Avis : enquête menée de la propre initiative du commissaire

(5) S'il décide de mener une enquête de sa propre initiative, le commissaire publie un avis d'enquête.

Enquête

(6) Le commissaire peut mener l'enquête qu'il estime nécessaire.

Réunion publique

(7) S'il décide de mener une enquête, le commissaire peut tenir une réunion publique pour en discuter.

Pouvoirs d'enquête

(8) Le commissaire peut choisir d'exercer les pouvoirs prévus aux articles 33 et 34 de la *Loi de 2009 sur les enquêtes publiques*, auquel cas ces articles s'appliquent à l'enquête.

Renseignements

(9) La cité et ses conseils locaux (définition restreinte) donnent au commissaire les renseignements que celui-ci estime nécessaires à une enquête.

Idem

(10) Le commissaire a le droit d'avoir libre accès à tous les livres, comptes, registres financiers, fichiers informatiques, rapports, dossiers ainsi qu'à tout autre document, objet ou bien qui appartiennent à la cité ou à ses

local board (restricted definition) that the Commissioner believes to be necessary for an inquiry.

Timing

- (11) The Commissioner shall complete the inquiry,
- within 180 days after receiving the completed application, if the inquiry is in respect of an application under subsection (2); or
 - within 180 days after the date the notice is published under subsection (5), if the inquiry is conducted on the Commissioner's own initiative.

Completion

(12) Upon completion of the inquiry, the Commissioner may, if he or she considers it appropriate, apply to a judge under section 8 of the *Municipal Conflict of Interest Act* for a determination as to whether the member has contravened section 5, 5.1 or 5.2 of that Act.

Notice to applicant re decision not to apply to judge

(13) In the case of an inquiry conducted in respect of an application under subsection (2), the Commissioner shall advise the applicant if the Commissioner will not be making an application to a judge.

Reasons after inquiry

(14) After deciding whether or not to apply to a judge, the Commissioner shall publish brief written reasons for the decision.

Costs

(15) The Commissioner's costs of applying to a judge shall be paid by the following:

- If the member is alleged to have contravened section 5, 5.1 or 5.2 of the *Municipal Conflict of Interest Act* as a member of city council, the City.
- If the member is alleged to have contravened section 5, 5.1 or 5.2 of the *Municipal Conflict of Interest Act* as a member of a local board (restrictive definition), the local board.

19. Section 161 of the Act is amended by adding the following subsections:

Release of advice

(2.1) Advice provided by the Commissioner to a member under paragraph 5, 6 or 7 of subsection 159 (1) may be released with the member's written consent.

Partial release by member

(2.2) If a member releases only part of the advice provided to the member by the Commissioner under paragraph 5, 6 or 7 of subsection 159 (1), the Commissioner may release part or all of the advice without obtaining the member's consent.

Other circumstances

(2.3) The Commissioner may disclose such information as in the Commissioner's opinion is necessary,

conseils locaux (définition restreinte) ou qu'ils utilisent, et que le commissaire estime nécessaires à une enquête.

Délai

(11) Le commissaire termine l'enquête :

- dans les 180 jours qui suivent la réception de la demande dûment remplie, si l'enquête est en réponse à une demande visée au paragraphe (2);
- dans les 180 jours qui suivent la date de publication de l'avis visé au paragraphe (5), s'il mène l'enquête de sa propre initiative.

Fin de l'enquête

(12) Lorsque l'enquête est terminée et s'il l'estime approprié, le commissaire peut, en vertu de l'article 8 de la *Loi sur les conflits d'intérêts municipaux*, demander par voie de requête à un juge de décider si le membre a contrevenu à l'article 5, 5.1 ou 5.2 de cette loi.

Avis à l'auteur de la demande : décision de ne pas présenter de requête

(13) Dans le cas d'une enquête menée en réponse à une demande visée au paragraphe (2), le commissaire avise l'auteur de la demande s'il décide de ne pas présenter de requête.

Motifs : décision de présenter ou non une requête

(14) Lorsqu'il décide s'il y a lieu ou non de présenter une requête, le commissaire publie un bref exposé des motifs à l'appui de sa décision.

Frais

(15) Les frais de présentation de la requête à un juge par le commissaire sont payés par les entités suivantes :

- S'il est allégué que le membre a contrevenu à l'article 5, 5.1 ou 5.2 de la *Loi sur les conflits d'intérêts municipaux* à titre qualité de membre du conseil municipal, la cité.
- S'il est allégué que le membre a contrevenu à l'article 5, 5.1 ou 5.2 de la *Loi sur les conflits d'intérêts municipaux* à titre de membre d'un conseil local (définition restreinte), le conseil local.

19. L'article 161 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Communication des conseils

(2.1) Les conseils que donne le commissaire à un membre en application de la disposition 5, 6 ou 7 du paragraphe 159 (1) peuvent être communiqués avec le consentement écrit du membre.

Communication partielle par le membre

(2.2) Si le membre ne communique qu'une partie des conseils que lui a donnés le commissaire en application de la disposition 5, 6 ou 7 du paragraphe 159 (1), ce dernier peut communiquer la totalité ou une partie des conseils sans obtenir son consentement.

Autres circonstances

(2.3) Le commissaire peut divulguer les renseignements qui lui paraissent nécessaires :

- (a) for the purposes of a public meeting under subsection 160.1 (7);
- (b) in an application to a judge referred to in subsection 160.1 (12); or
- (c) in the written reasons given by the Commissioner under subsection 160.1 (14).

20. Section 164 of the Act is amended by striking out “of any other Act or” and substituting “of any other Act, other than the *Municipal Conflict of Interest Act*, or”.

21. (1) The definition of “meeting” in subsection 189 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

“meeting” means any regular, special or other meeting of city council, of the local board or of a committee of either of them, where,

- (a) a quorum of members is present, and
- (b) members discuss or otherwise deal with any matter in a way that materially advances the business or decision-making of the council, local board or committee. (“réunion”)

(2) Subsection 189 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Electronic participation

(4) The applicable procedure by-law may provide that a member of city council, of a local board of the City or of a committee of either of them, can participate electronically in a meeting which is open to the public to the extent and in the manner set out in the by-law provided that any such member shall not be counted in determining whether or not a quorum of members is present at any point in time.

22. Subsection 190 (2) of the Act is amended by striking out “or” at the end of clause (f) and by adding the following clauses:

- (h) information explicitly supplied in confidence to the City or local board by Canada, a province or territory or a Crown agency of any of them;
- (i) a trade secret or scientific, technical, commercial, financial or labour relations information, supplied in confidence to the City or local board, which, if disclosed, could reasonably be expected to prejudice significantly the competitive position or interfere significantly with the contractual or other negotiations of a person, group of persons, or organization;
- (j) a trade secret or scientific, technical, commercial or financial information that belongs to the City or local board and has monetary value or potential monetary value; or
- (k) a position, plan, procedure, criteria or instruction to be applied to any negotiations carried on or to be

- a) soit aux fins d’une réunion publique tenue en vertu du paragraphe 160.1 (7);
- b) soit dans la requête présentée à un juge visée au paragraphe 160.1 (12);
- c) soit dans les motifs écrits donnés par le commissaire en application du paragraphe 160.1 (14).

20. L’article 164 de la Loi est modifié par remplacement de «à une autre loi ou» par «à une autre loi, à l’exception de la Loi sur les conflits d’intérêts municipaux, ou».

21. (1) La définition de «réunion» au paragraphe 189 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«réunion» Réunion ordinaire, extraordinaire ou autre du conseil municipal, du conseil local ou d’un comité de l’un ou de l’autre, au cours de laquelle, à la fois :

- a) le quorum est atteint;
- b) les membres discutent ou traitent autrement d’une question d’une manière qui fait avancer de façon importante les travaux ou la prise de décision du conseil ou du comité. («meeting»)

(2) Le paragraphe 189 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Participation par voie électronique

(4) Le règlement de procédure applicable peut prévoir qu’un membre du conseil municipal, d’un conseil local de la cité ou d’un comité de l’un ou de l’autre peut participer par voie électronique à une réunion qui est ouverte au public, dans la mesure et de la manière que ce règlement précise, pourvu que ce membre ne soit pas compté pour établir si le quorum est atteint à un moment quelconque.

22. Le paragraphe 190 (2) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- h) des renseignements explicitement communiqués à titre confidentiel à la cité ou au conseil local par le Canada, une province, un territoire ou un organisme de la Couronne de l’un d’eux;
- i) un secret industriel ou des renseignements d’ordre scientifique, technique, commercial, financier ou qui ont trait aux relations de travail, communiqués à titre confidentiel à la cité ou au conseil local et qui, s’ils étaient divulgués, pourraient, selon toutes attentes raisonnables, avoir pour effet de nuire gravement à la situation concurrentielle ou d’entraver gravement les négociations contractuelles ou autres d’une personne, d’un groupe de personnes ou d’une organisation;
- j) un secret industriel ou des renseignements d’ordre scientifique, technique, commercial, financier qui sont la propriété de la cité ou du conseil local et qui ont une valeur pécuniaire actuelle ou éventuelle;
- k) une position, un projet, une ligne de conduite, une norme ou une instruction devant être observé par la

carried on by or on behalf of the City or local board.

23. Section 190.2 of the Act is amended by adding the following subsection:

Requirement to pass resolution re report

(11.1) If the City or a local board receives a report under subsection (10), the City or the local board, as the case may be, shall pass a resolution stating how it intends to address the report.

24. Section 193 of the Act is amended by striking out “as the case may be” at the end and substituting “as the case may be, with respect to the role of presiding at meetings”.

25. (1) Subsection 201 (3) of the Act is amended by striking out “may, subject to the approval of the City auditor, establish” and substituting “may establish”.

(2) Subsection 201 (4) of the Act is amended by striking out “may, subject to the approval of the auditor of the local board, establish” and substituting “may establish”.

26. Section 204 of the Act is amended by adding the following subsection:

Exception

(2) Clause (1) (c) does not apply to vacate the office of a member of city council who is absent for 20 consecutive weeks or less and if the absence is a result of the member’s pregnancy, the birth of the member’s child or the adoption of a child by the member.

27. Subsection 212 (1) of the Act is amended by adding the following paragraphs:

2.1 The relationship between members of council and the officers and employees of the City.

9. The manner in which the City will protect and enhance the tree canopy and natural vegetation in the City.

10. Pregnancy leaves and parental leaves of members of city council.

28. The Act is amended by adding the following section before the heading “Quashing By-laws”:

INTEGRATED PLANNING FOR SERVICE DELIVERY

Regulations re integration of planning for service delivery

212.1 The Minister may make regulations prescribing actions that the City must take which, in the opinion of the Minister, are necessary or desirable to support the integration of planning for municipal service delivery with planning for service delivery by other public bodies or by other persons.

29. Subsection 228 (6) of the Act is repealed.

cité ou le conseil local, ou pour son compte, dans le cadre d’une négociation actuelle ou éventuelle.

23. L’article 190.2 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Obligation d’adopter une résolution concernant le rapport

(11.1) S’ils reçoivent un rapport en application du paragraphe (10), la cité ou le conseil local, selon le cas, adoptent une résolution indiquant la façon dont ils entendent y donner suite.

24. L’article 193 de la Loi est modifié par remplacement de «des pouvoirs et des fonctions du président ou du membre désigné» par «des pouvoirs et des fonctions qu’a à l’égard de la présidence des réunions le président ou le membre désigné».

25. (1) Le paragraphe 201 (3) de la Loi est modifié par remplacement de «peut, sous réserve de l’approbation du vérificateur municipal, fixer» par «peut fixer».

(2) Le paragraphe 201 (4) de la Loi est modifié par remplacement de «peut, sous réserve de l’approbation du vérificateur du conseil local, fixer» par «peut fixer».

26. L’article 204 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Exception

(2) L’alinéa (1) c) n’a pas pour effet de faire perdre sa charge au membre du conseil municipal qui est absent pendant 20 semaines consécutives ou moins si l’absence a pour motif la grossesse du membre, la naissance de son enfant ou l’adoption d’un enfant par lui.

27. Le paragraphe 212 (1) de la Loi est modifié par adjonction des dispositions suivantes :

2.1 Les liens qui existent entre les membres du conseil et les fonctionnaires et employés de la cité.

9. La manière dont elle protégera et renforcera le couvert forestier et la végétation naturelle dans la cité.

10. Les congés de maternité et les congés parentaux des membres du conseil municipal.

28. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant avant l’intertitre «Annulation de règlements municipaux» :

PLANIFICATION INTÉGRÉE DE LA PRESTATION DE SERVICES

Règlements : intégration de la planification de la prestation de services

212.1 Le ministre peut, par règlement, prescrire les mesures que doit prendre la cité et qui, à son avis, sont nécessaires ou souhaitables pour appuyer l’intégration de la planification de la prestation des services municipaux avec la planification de la prestation des services par d’autres organismes publics ou d’autres personnes.

29. Le paragraphe 228 (6) de la Loi est abrogé.

30. Section 231 of the Act is amended by striking out “Canadian Institute of Chartered Accountants” at the end and substituting “Chartered Professional Accountants of Canada”.

31. Paragraph 1 of subsection 264 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

1. In the case of fees and charges for the supply of a service or thing to a property, the property to which the service or thing was supplied.

32. The definition of “payments in lieu of taxes” in section 273 of the Act is amended by striking out “subparagraph 24 ii” in the portion before clause (a) and substituting “subparagraph 24 iii”.

33. Subsection 282 (13) of the Act is amended by striking out “subparagraph 24 ii” and substituting “subparagraph 24 iii”.

34. Section 306 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same, refund to include credit

(3) The City may credit all or part of the amount of a tax refund owing under clause (2) (a) to an outstanding tax liability of the owner.

35. Section 308 of the Act is amended by adding the following subsection:

Electronic delivery

(6.1) The treasurer may send a tax bill to the taxpayer electronically in the manner specified by the City, if the taxpayer has chosen to receive the tax bill in that manner.

36. Subsection 310 (10) of the Act is repealed.

37. Subsection 313 (1) of the Act is amended by striking out “February 28” and substituting “the last day of February”.

38. Section 314 of the Act is amended by adding the following subsection:

Taxes on escheated, etc. land

(2.1) For greater certainty, taxes that are levied or charges that are imposed on the following land under section 208 of the *Municipal Act, 2001*, by virtue of the operation of subsection 429 (2) of this Act, may not be recovered as a debt due to the City from the Crown:

1. Land that is vested in the Crown in right of Ontario because of an escheat or forfeiture as a result of the dissolution of a corporation.
2. Land that belongs to the Crown in right of Ontario as a result of the death of an individual who did not have any lawful heirs.

39. (1) Subsection 318 (4.2) of the Act is repealed.

30. L'article 231 de la Loi est modifié par remplacement de «de l'Institut canadien des comptables agréés» par «des Comptables professionnels agréés du Canada» à la fin de l'article.

31. La disposition 1 du paragraphe 264 (2) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

1. Dans le cas des droits et des redevances fixés pour la fourniture de services ou de choses à des biens, les biens auxquels les services ou les choses ont été fournis.

32. La définition de «paiement tenant lieu d'impôts» à l'article 273 de la Loi est modifiée par remplacement de «la sous-disposition 24 ii» par «la sous-disposition 24 iii» dans le passage qui précède l'alinéa a).

33. Le paragraphe 282 (13) de la Loi est modifié par remplacement de «la sous-disposition 24 ii» par «la sous-disposition 24 iii».

34. L'article 306 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : remboursement sous forme de crédit

(3) La cité peut imputer tout ou partie du montant du remboursement d'impôt dû en application de l'alinéa (2) a) à tout impôt impayé du propriétaire.

35. L'article 308 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Envoi par voie électronique

(6.1) Le trésorier peut envoyer un relevé d'imposition au contribuable par voie électronique de la façon que précise la cité, si le contribuable a choisi de le recevoir de cette manière.

36. Le paragraphe 310 (10) de la Loi est abrogé.

37. Le paragraphe 313 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «28 février» par «dernier jour de février».

38. L'article 314 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Impôts sur les biens-fonds en déshérence et d'autres biens-fonds

(2.1) Il est entendu que les impôts prélevés ou les redevances imposées en application de l'article 208 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* sur les biens-fonds suivants, par l'effet du paragraphe 429 (2) de la présente loi, ne peuvent pas être recouvrés à titre de dette due à la cité auprès de la Couronne :

1. Les biens-fonds dévolus à la Couronne du chef de l'Ontario pour cause de déshérence ou de confiscation résultant de la dissolution d'une personne morale.
2. Les biens-fonds devenus la propriété de la Couronne du chef de l'Ontario par suite du décès d'un particulier sans héritiers légitimes.

39. (1) Le paragraphe 318 (4.2) de la Loi est abrogé.

(2) Subsection 318 (6) of the Act is amended by striking out “Subsections (4), (4.1), (4.2) and (5)” at the beginning and substituting “Subsections (4), (4.1) and (5)”.

40. (1) Subsection 323 (3) of the Act is amended by striking out “February 28” and substituting “the last day of February”.

(2) Clause 323 (14) (a) of the Act is amended by striking out “February 28” and substituting “the last day of February”.

41. The Act is amended by adding the following section:

Cancellation, reduction, refund of payment in lieu of taxes

324. (1) Upon application to the city treasurer made in accordance with this section, the City may cancel, reduce or refund all or part of a payment in lieu of taxes in the year in respect of which the application is made in the circumstances described in subsection 323 (1), with necessary modifications.

Application

(2) An application under this section may only be made by the body responsible for making the payment in lieu of taxes.

Procedure

(3) Subsections 323 (3) to (12), (17) and (18) apply with necessary modifications to an application made under subsection (1).

Prorated charge backs

(4) If the City has distributed any part of a payment in lieu of taxes to a body in accordance with a regulation made under section 284 for a year in respect of which an application is made under this section, the City shall charge back to every such body its proportionate share of the payment in lieu of taxes that is cancelled, reduced or refunded under this section.

Definition

(5) In this section, “payment in lieu of taxes” means an amount that the City is eligible to receive in lieu of taxes in a year in respect of real property that is exempt from taxation under the *Assessment Act*, where the amount is equal to the taxes for municipal or for municipal and school purposes that would have been payable in respect of that real property in that year if the real property had been taxable.

42. (1) Subsections 325 (1), (2) and (3) of the Act are repealed and the following substituted:

Overcharges

(1) Upon application to the city treasurer made in accordance with this section, the City may cancel, reduce or refund all or part of the taxes levied on land,

(a) in one or both of the two years preceding the year

(2) Le paragraphe 318 (6) de la Loi est modifié par remplacement de «Les paragraphes (4), (4.1), (4.2) et (5)» par «Les paragraphes (4), (4.1) et (5)» au début du paragraphe.

40. (1) Le paragraphe 323 (3) de la Loi est modifié par remplacement de «28 février» par «dernier jour de février».

(2) L’alinéa 323 (14) a) de la Loi est modifié par remplacement de «28 février» par «dernier jour de février».

41. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Annulation, diminution et remboursement d’un paiement tenant lieu d’impôts

324. (1) Sur présentation d’une demande au trésorier municipal conformément au présent article, la cité peut annuler, diminuer ou rembourser la totalité ou une partie d’un paiement tenant lieu d’impôts au cours de l’année que vise la demande dans les circonstances prévues au paragraphe 323 (1), avec les adaptations nécessaires.

Demande

(2) La demande prévue au présent article ne peut être présentée que par l’organisme responsable d’effectuer le paiement tenant lieu d’impôts.

Modalités

(3) Les paragraphes 323 (3) à (12), (17) et (18) s’appliquent, avec les adaptations nécessaires, aux demandes présentées en vertu du paragraphe (1).

Imputation proportionnelle

(4) Si la cité a remis toute partie d’un paiement tenant lieu d’impôts à un organisme conformément à un règlement pris en vertu de l’article 284 pour une année à l’égard de laquelle une demande est présentée en vertu du présent article, elle lui impute proportionnellement sa part du paiement tenant lieu d’impôts qui est annulé, diminué ou remboursé en vertu du présent article.

Définition

(5) La définition qui suit s’applique au présent article. «paiement tenant lieu d’impôts» Montant tenant lieu d’impôts auquel la cité est admissible au cours d’une année à l’égard de biens immeubles qui sont exonérés d’impôts en vertu de la *Loi sur l’évaluation foncière*, si le montant est égal aux impôts aux fins municipales ou aux fins municipales et scolaires qui auraient été exigibles à l’égard de ces biens immeubles au cours de cette année si ces biens avaient été imposables.

42. (1) Les paragraphes 325 (1), (2) et (3) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Imposition excessive

(1) Sur présentation d’une demande au trésorier municipal conformément au présent article, la cité peut annuler, diminuer ou rembourser la totalité ou une partie des impôts prélevés à l’égard d’un bien-fonds :

a) soit au cours de chacune ou de l’une ou l’autre des

in which the application is made for any overcharge caused by a gross or manifest error in the preparation of the assessment roll that is clerical or factual in nature, including the transposition of figures, a typographical error or similar errors, but not an error in judgment in assessing the property; or

- (b) in the year or years in respect of which an assessment is made under section 33 or 34 of the *Assessment Act* for any overcharge caused by a gross or manifest error in the preparation of the assessment that is clerical or factual in nature, including the transposition of figures, a typographical error or similar errors, but not an error in judgment in assessing the property.

Application

(2) An application may only be made by,

- (a) the owner of the land or by another person described in subsection 323 (2); or
- (b) the city treasurer.

Timing — error in assessment roll

(3) An application in respect of an error in the preparation of the assessment roll must be filed with the treasurer between March 1 and December 31 of a year and may apply to taxes levied for one or both of the two years preceding the year in which the application is made and the application shall indicate to which year or years it applies.

Timing — error in assessment under s. 33 or 34 of *Assessment Act*

(3.1) An application in respect of an error in the preparation of an assessment under section 33 or 34 of the *Assessment Act* must be filed with the treasurer on or before December 31 of the second year following the year in which the assessment was made and may apply to taxes levied for the year or years in respect of which the assessment was made and the application shall indicate to which year or years it applies.

(2) Subsection 325 (5) of the Act is amended by striking out “subsection (3)” in the portion before clause (a) and substituting “subsections (3) and (3.1)”.

43. Section 328 of the Act is amended by striking out “sections 323, 325 and 326” and substituting “sections 323, 324, 325 and 326”.

44. Subsection 329 (10) of the Act is amended by striking out “an appeal under section 40 of that Act or an application under section 46 of that Act” in the portion before paragraph 1 and substituting “an appeal under section 40 of that Act, an application under section 46 of that Act or a correction made under subsection 32 (1.1) of that Act”.

deux années qui précèdent celle de la demande en cas d'imposition excessive attribuable à une erreur grossière ou manifeste, soit de fait ou d'écriture, dans l'établissement du rôle d'évaluation, notamment une inversion de chiffres, une faute de frappe ou erreur semblable, mais non à une erreur de jugement commise lors de l'évaluation du bien;

- b) soit au cours de l'année ou des années à l'égard desquelles une évaluation est effectuée en application de l'article 33 ou 34 de la *Loi sur l'évaluation foncière* en cas d'imposition excessive attribuable à une erreur grossière ou manifeste, soit de fait ou d'écriture, notamment une inversion de chiffres, une faute de frappe ou erreur semblable, mais non à une erreur de jugement commise lors de l'évaluation du bien.

Demande

(2) Une demande ne peut être présentée que par l'une ou l'autre des personnes suivantes :

- a) le propriétaire du bien-fonds ou une autre personne visée au paragraphe 323 (2);
- b) le trésorier municipal.

Délai — erreur dans le rôle d'évaluation

(3) La demande présentée à l'égard d'une erreur dans l'établissement du rôle d'évaluation est déposée auprès du trésorier entre le 1^{er} mars et le 31 décembre de l'année et peut s'appliquer aux impôts prélevés au cours de chacune ou de l'une ou l'autre des deux années qui précèdent celle de la demande. Celle-ci précise la ou les années auxquelles elle s'applique.

Délai — erreur dans une évaluation effectuée en application de l'art. 33 ou 34 de la *Loi sur l'évaluation foncière*

(3.1) La demande présentée à l'égard d'une erreur dans la préparation d'une évaluation effectuée en application de l'article 33 ou 34 de la *Loi sur l'évaluation foncière* est déposée auprès du trésorier au plus tard le 31 décembre de la deuxième année qui suit celle au cours de laquelle l'évaluation a été effectuée et peut s'appliquer aux impôts prélevés au cours de l'année ou des années à l'égard desquelles l'évaluation a été effectuée. Celle-ci précise la ou les années auxquelles elle s'applique.

(2) Le paragraphe 325 (5) de la Loi est modifié par remplacement de «le paragraphe (3)» par «les paragraphes (3) et (3.1)» dans le passage qui précède l'alinéa a).

43. L'article 328 de la Loi est modifié par remplacement de «des articles 323, 325 et 326» par «des articles 323, 324, 325 et 326» à la fin de l'article.

44. Le paragraphe 329 (10) de la Loi est modifié par remplacement de «d'un appel interjeté en vertu de l'article 40 de cette loi ou d'une requête présentée en vertu de l'article 46 de la même loi» par «d'un appel interjeté en vertu de l'article 40 de cette loi, d'une requête présentée en vertu de l'article 46 de cette loi ou d'une correction apportée en vertu du paragraphe 32 (1.1) de la même loi» à la fin du passage qui précède la disposition 1.

45. Section 335 of the Act is amended by striking out “an appeal under section 40 of that Act or an application under section 46 of that Act” and substituting “an appeal under section 40 of that Act, an application under section 46 of that Act or a correction made under subsection 32 (1.1) of that Act”.

46. (1) The definition of “cancellation price” in subsection 343 (1) of the Act is amended by striking out “under section 344” in the portion before clause (a) and substituting “under section 344 or 344.1”.

(2) The definition of “real property taxes” in subsection 343 (1) of the Act is amended by striking out “includes any amounts deemed to be taxes by or under any other Act” and substituting “includes any amounts deemed to be taxes by or under any Act”.

47. (1) Subsection 344 (1) of the Act is amended by striking out “in the third year” and substituting “in the second year”.

(2) Subsection 344 (2) of the Act is amended by striking out “A tax arrears certificate” at the beginning and substituting “A tax arrears certificate registered under this section”.

(3) Subsections 344 (3) to (3.2) of the Act are repealed and the following substituted:

Forfeited corporate land

(3) This section applies to land that is vested in the Crown because of an escheat or forfeiture as a result of the dissolution of a corporation, whether the land vested before or after the registration of a tax arrears certificate, and that land may be sold under this Act for tax arrears.

Land that belongs to the Crown as a result of a death

(3.1) This section applies to land that belongs to the Crown as a result of the death of an individual who did not have any lawful heirs, whether the death occurred before or after the registration of a tax arrears certificate, and that land may be sold under this Act for tax arrears.

48. The Act is amended by adding the following section:

Registration of tax arrears certificate for expedited sale of forfeited corporate land

344.1 (1) Where any part of tax arrears is owing with respect to land that is vested in the Crown because of an escheat or forfeiture as a result of the dissolution of a corporation, the treasurer of the City, unless otherwise directed by the City, may prepare and register a tax arrears certificate against the title to that land.

45. L'article 335 de la Loi est modifié par remplacement de «d'un appel interjeté en vertu de l'article 40 de cette loi ou d'une requête présentée en vertu de l'article 46 de la même loi» par «d'un appel interjeté en vertu de l'article 40 de cette loi, d'une requête présentée en vertu de l'article 46 de cette loi ou d'une correction apportée en vertu du paragraphe 32 (1.1) de la même loi».

46. (1) La définition de «coût d'annulation» au paragraphe 343 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «en vertu de l'article 344» par «en vertu de l'article 344 ou 344.1» dans le passage qui précède l'alinéa a).

(2) La définition de «impôts fonciers» au paragraphe 343 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «S'entend en outre des sommes assimilées à des impôts par toute autre loi ou en vertu d'une telle loi» par «S'entend en outre des sommes assimilées à des impôts par toute loi ou en vertu de toute loi».

47. (1) Le paragraphe 344 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «de la troisième année» par «de la deuxième année».

(2) Le paragraphe 344 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «Le certificat d'arriérés d'impôts» par «Le certificat d'arriérés d'impôts enregistré en vertu du présent article» au début du paragraphe.

(3) Les paragraphes 344 (3) à (3.2) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Biens-fonds sociaux confisqués

(3) Le présent article s'applique aux biens-fonds dévolus à la Couronne pour cause de déshérence ou de confiscation résultant de la dissolution d'une personne morale, qu'ils aient été dévolus avant ou après l'enregistrement d'un certificat d'arriérés d'impôts. Ces biens-fonds peuvent être vendus en vertu de la présente loi pour arriérés d'impôts.

Biens-fonds devenus la propriété de la Couronne par suite d'un décès

(3.1) Le présent article s'applique aux biens-fonds devenus la propriété de la Couronne par suite du décès d'un particulier sans héritiers légitimes, que le décès soit survenu avant ou après l'enregistrement d'un certificat d'arriérés d'impôts. Ces biens-fonds peuvent être vendus en vertu de la présente loi pour arriérés d'impôts.

48. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Enregistrement du certificat d'arriérés d'impôts pour vente accélérée d'un bien-fonds social confisqué

344.1 (1) Lorsque des arriérés d'impôts sont dus relativement à un bien-fonds dévolu à la Couronne pour cause de déshérence ou de confiscation résultant de la dissolution d'une personne morale, le trésorier municipal peut, sauf directive contraire de la cité, établir et enregistrer un certificat d'arriérés d'impôts à l'égard du titre de ce bien-fonds.

Form

(2) A tax arrears certificate registered under this section shall indicate that the land described in the certificate will be sold by public sale if the cancellation price is not paid within 90 days following the date of the registration of the tax arrears certificate.

Scope of certificate

(3) A tax arrears certificate shall not include more than one separately assessed parcel of land.

49. The Act is amended by adding the following section:

Limits on registration

344.2 (1) No tax arrears certificate may be registered against title to land if,

- (a) an order cancelling encumbrances against the land under section 18 of the *Forfeited Corporate Property Act, 2015* is registered on title to the land;
- (b) a notice under section 24 of the *Forfeited Corporate Property Act, 2015*, indicating that the Crown intends to use the property for Crown purposes, is registered on title to the land; or
- (c) a notice indicating that the Crown intends to use the land for Crown purposes is registered against land that belongs to the Crown as a result of the death of an individual who did not have any lawful heirs.

Exception, Minister's consent

(2) Clause (1) (a) does not apply if the Minister responsible for the administration of the *Forfeited Corporate Property Act, 2015* consents to the registration of the tax arrears certificate.

50. (1) Subsection 345 (1) of the Act is amended by striking out "Within 60 days after the registration of a tax arrears certificate" at the beginning and substituting "Within 60 days after the registration of a tax arrears certificate under section 344, or within 30 days after the registration of a tax arrears certificate under section 344.1".

(2) Subsection 345 (1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

- 6. The Public Guardian and Trustee, if the Public Guardian and Trustee has registered a notice or other document on title to the land.

51. (1) Subsection 346 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Cancellation of tax arrears certificate

(1) Before the expiry of the one-year period mentioned in subsection 350 (1), any person may have a tax arrears certificate that is registered under section 344 cancelled by paying to the City the cancellation price as of the date the payment is tendered.

Certificat

(2) Le certificat d'arriérés d'impôts enregistré en vertu du présent article indique que le bien-fonds qui y est décrit fera l'objet d'une vente publique si le coût d'annulation n'est pas payé dans les 90 jours qui suivent la date de l'enregistrement du certificat.

Portée du certificat

(3) Le certificat d'arriérés d'impôts ne doit pas viser plus d'une parcelle de bien-fonds évaluée séparément.

49. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Restrictions concernant l'enregistrement

344.2 (1) Aucun certificat d'arriérés d'impôts ne peut être enregistré sur le titre d'un bien-fonds si, selon le cas :

- a) un arrêté d'annulation de grèvements sur le bien-fonds, pris en vertu de l'article 18 de la *Loi de 2015 sur les biens sociaux confisqués*, est enregistré sur le titre du bien-fonds;
- b) un avis visé à l'article 24 de la *Loi de 2015 sur les biens sociaux confisqués*, indiquant que la Couronne a l'intention d'utiliser le bien à ses fins, est enregistré sur le titre du bien-fonds;
- c) un avis indiquant que la Couronne a l'intention d'utiliser le bien-fonds à ses fins est enregistré sur le bien-fonds devenu la propriété de la Couronne par suite du décès d'un particulier sans héritiers légitimes.

Exception : consentement du ministre

(2) L'alinéa (1) a) ne s'applique pas si le ministre chargé de l'application de la *Loi de 2015 sur les biens sociaux confisqués* consent à l'enregistrement du certificat d'arriérés d'impôts.

50. (1) Le paragraphe 345 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «Dans les 60 jours qui suivent l'enregistrement d'un certificat d'arriérés d'impôts» par «Dans les 60 jours qui suivent l'enregistrement d'un certificat d'arriérés d'impôts en vertu de l'article 344, ou dans les 30 jours qui suivent l'enregistrement d'un certificat d'arriérés d'impôts en vertu de l'article 344.1» au début du passage qui précède la disposition 1.

(2) Le paragraphe 345 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

- 6. Le tuteur et curateur public, s'il a enregistré un avis ou un autre document sur le titre du bien-fonds.

51. (1) Le paragraphe 346 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Annulation du certificat d'arriérés d'impôts

(1) Avant l'expiration du délai d'un an mentionné au paragraphe 350 (1), toute personne peut obtenir l'annulation d'un certificat d'arriérés d'impôts enregistré en vertu de l'article 344 en payant à la cité le coût d'annulation tel qu'il s'établit à la date du paiement.

Same, expedited sale of forfeited corporate land

(1.1) Before the expiry of the 90-day period mentioned in subsection 350 (2.0.1), any person may have a tax arrears certificate that is registered under section 344.1 cancelled by paying to the City the cancellation price as of the date the payment is tendered.

(2) Subsection 346 (2) of the Act is amended by striking out “under subsection (1)” and substituting “under subsection (1) or (1.1)”.

(3) Subsection 346 (6) of the Act is repealed and the following substituted:

Exception for certain land

- (6) Subsection (3) does not apply to land that,
- (a) is vested in the Crown because of an escheat or forfeiture as a result of the dissolution of a corporation; or
 - (b) belongs to the Crown as a result of the death of an individual who did not have any lawful heirs.

52. Subsection 347 (1) of the Act is amended by striking out “before the expiry of the one-year period mentioned in subsection 350 (1)”.

53. (1) Subsection 349 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Extension agreements

(1) The City may, after the registration of the tax arrears certificate and before the expiry of the one-year period mentioned in subsection 350 (1), enter into an extension agreement, extending the period of time in which the cancellation price is to be paid, with any of the following persons:

1. Any owner of the land.
2. The spouse of any owner.
3. Any mortgagee.
4. Any tenant in occupation of the land.
5. Any person the treasurer is satisfied has an interest in the land.

Same, tax arrears certificate under s. 344.1

(1.1) Subject to subsection (1.2), the City may, after the registration of the tax arrears certificate and before the expiry of the 90-day period mentioned in subsection 350 (2.0.1), enter into an extension agreement extending the period of time in which the cancellation price is to be paid, with any of the following persons:

1. Any owner of the land.
2. The spouse of any owner.
3. Any mortgagee.
4. Any tenant in occupation of the land.
5. Any person the treasurer is satisfied has an interest in the land.

Idem : vente accélérée d'un bien-fonds social confisqué

(1.1) Avant l'expiration du délai de 90 jours mentionné au paragraphe 350 (2.0.1), toute personne peut obtenir l'annulation d'un certificat d'arriérés d'impôts enregistré en vertu de l'article 344.1 en payant à la cité le coût d'annulation tel qu'il s'établit à la date du paiement.

(2) Le paragraphe 346 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «au paragraphe (1)» par «au paragraphe (1) ou (1.1)».

(3) Le paragraphe 346 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exception pour certains biens-fonds

- (6) Le paragraphe (3) ne s'applique pas aux biens-fonds qui, selon le cas :
- a) ont été dévolus à la Couronne pour cause de déshérence ou de confiscation résultant de la dissolution d'une personne morale;
 - b) sont devenus la propriété de la Couronne par suite du décès d'un particulier sans héritiers légitimes.

52. Le paragraphe 347 (1) de la Loi est modifié par suppression de «avant l'expiration du délai d'un an mentionné au paragraphe 350 (1)».

53. (1) Le paragraphe 349 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Accords de prorogation

(1) La cité peut, après l'enregistrement du certificat d'arriérés d'impôts, mais avant l'expiration du délai d'un an mentionné au paragraphe 350 (1), conclure un accord de prorogation du délai de paiement du coût d'annulation avec les personnes suivantes :

1. Tout propriétaire du bien-fonds.
2. Le conjoint de tout propriétaire du bien-fonds.
3. Tout créancier hypothécaire du bien-fonds.
4. Tout locataire qui occupe le bien-fonds.
5. Toute personne que le trésorier estime avoir un intérêt sur le bien-fonds.

Idem : certificat d'arriérés d'impôts enregistré en vertu de l'art. 344.1

(1.1) Sous réserve du paragraphe (1.2), la cité peut, après l'enregistrement du certificat d'arriérés d'impôts, mais avant l'expiration du délai de 90 jours mentionné au paragraphe 350 (2.0.1), conclure un accord de prorogation du délai de paiement du coût d'annulation avec les personnes suivantes :

1. Tout propriétaire du bien-fonds.
2. Le conjoint de tout propriétaire du bien-fonds.
3. Tout créancier hypothécaire du bien-fonds.
4. Tout locataire qui occupe le bien-fonds.
5. Toute personne que le trésorier estime avoir un intérêt sur le bien-fonds.

Same

(1.2) No agreement shall be entered into under subsection (1.1) unless the person who wishes to enter into the extension agreement with the City has obtained the consent of the Minister responsible for the administration of the *Forfeited Corporate Property Act, 2015*.

(2) Subsection 349 (4) of the Act is amended by striking out “the periods mentioned in subsection 350 (1)” at the end and substituting “a period mentioned in subsection 350 (1) or (2.0.1)”.

54. (1) Subsection 350 (1) of the Act is amended by striking out “280 days after the day the tax arrears certificate is registered” and substituting “280 days after the day the tax arrears certificate is registered under section 344”.

(2) Subsection 350 (2) of the Act is amended by striking out “at the end of the one-year period following the date of the registration of the tax arrears certificate” in the portion before clause (a) and substituting “at the end of the one-year period following the date of the registration of the tax arrears certificate registered under section 344”.

(3) Clause 350 (2) (b) of the Act is amended by striking out “once in *The Ontario Gazette* and once a week for four weeks in a newspaper that, in the opinion of the treasurer, has such circulation within the City as to provide reasonable notice of the sale” at the end and substituting “in accordance with the regulations”.

(4) Section 350 of the Act is amended by adding the following subsection:

Expedited public sale of forfeited corporate land

(2.0.1) If, at the end of the 90-day period following the date of the registration of the tax arrears certificate registered under section 344.1, the cancellation price remains unpaid and there is no subsisting extension agreement,

- (a) the land shall be offered for public sale by public auction or public tender, as the treasurer shall decide; and
- (b) the treasurer shall immediately advertise the land for sale in accordance with the regulations.

(5) Clause 350 (7) (b) of the Act is repealed and the following substituted:

- (b) any estates and interests of the Crown in right of Canada or in right of Ontario, other than an estate or interest in land that,
 - (i) is vested in the Crown because of an escheat or forfeiture as a result of the dissolution of a corporation, or
 - (ii) belongs to the Crown as a result of the death of an individual who did not have any lawful heirs;

55. (1) Clause 351 (1) (b) of the Act is repealed and the following substituted:

Idem

(1.2) Aucun accord ne peut être conclu en vertu du paragraphe (1.1) sans que la personne qui souhaite conclure l'accord de prorogation avec la cité ait obtenu le consentement du ministre chargé de l'application de la *Loi de 2015 sur les biens sociaux confisqués*.

(2) Le paragraphe 349 (4) de la Loi est modifié par remplacement de «des délais mentionnés au paragraphe 350 (1)» par «des délais mentionnés au paragraphe 350 (1) ou (2.0.1)».

54. (1) Le paragraphe 350 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «280 jours après le jour de l'enregistrement du certificat d'arriérés d'impôts» par «280 jours après le jour de l'enregistrement du certificat d'arriérés d'impôts en vertu de l'article 344».

(2) Le paragraphe 350 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «à l'expiration du délai d'un an suivant la date d'enregistrement du certificat d'arriérés d'impôts» par «à l'expiration du délai d'un an suivant la date d'enregistrement du certificat d'arriérés d'impôts enregistré en vertu de l'article 344» dans le passage qui précède l'alinéa a).

(3) L'alinéa 350 (2) b) de la Loi est modifié par remplacement de «une fois dans la *Gazette de l'Ontario* et une fois par semaine pendant quatre semaines dans un journal dont la diffusion dans la cité permet, selon lui, de donner un avis raisonnable de la vente» par «conformément aux règlements» à la fin de l'alinéa.

(4) L'article 350 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Vente publique accélérée d'un bien-fonds social confisqué

(2.0.1) Si, à l'expiration du délai de 90 jours suivant la date d'enregistrement du certificat d'arriérés d'impôts enregistré en vertu de l'article 344.1, le coût d'annulation demeure impayé et qu'il n'y a pas d'accord de prorogation en vigueur :

- a) le bien-fonds fait l'objet d'une vente publique aux enchères ou par appel d'offres, au choix du trésorier;
- b) le trésorier annonce immédiatement la mise en vente du bien-fonds conformément aux règlements.

(5) L'alinéa 350 (7) b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b) les domaines et intérêts de la Couronne du chef du Canada ou de l'Ontario autres que ceux sur le bien-fonds qui, selon le cas :
 - (i) a été dévolu à la Couronne pour cause de déshérence ou de confiscation résultant de la dissolution d'une personne morale,
 - (ii) est devenu la propriété de la Couronne par suite du décès d'un particulier sans héritiers légitimes;

55. (1) L'alinéa 351 (1) b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- (b) secondly, be paid to all persons having an interest in the land according to their priority at law, except the person who immediately before the registration of the tax deed was the owner of the land; and

(2) Subsection 351 (1.1) of the Act is repealed and the following substituted:

Same

(1.1) If land that is vested in the Crown because of an escheat or forfeiture as a result of the dissolution of a corporation is sold under section 350, or if land that belongs to the Crown as a result of the death of an individual who did not have any lawful heirs is sold under section 350, the Crown shall not be excluded under clause (1) (b) in respect of interests that the Crown has in the land other than its ownership.

(3) Subsection 351 (2) of the Act is amended by striking out “outlining the facts under which the payment into court is made” at the end and substituting “outlining the facts under which the payment into court is made and the names and addresses of the persons to whom the statement will be sent under subsection (3)”.

(4) Subsection 351 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Notice of payment into court

(3) Within 60 days after making a payment into court under subsection (2), the treasurer shall send a copy of the statement to the following persons:

1. The person who was the assessed owner of the land immediately before the registration of the tax deed.
2. Where the land is registered under the *Land Titles Act*, every person appearing by the parcel register and by the index of executions for the area in which the land is situate to have an interest in the land immediately before the registration of the tax deed, other than a person who has an interest referred to in clause 350 (7.1) (a) or (b).
3. Where the *Registry Act* applies to the land, every person appearing by the abstract index and by the index of executions for the area in which the land is situate to have an interest in the land immediately before the registration of the tax deed, other than a person who has an interest referred to in clause 350 (7.1) (a) or (b).
4. The Minister responsible for the administration of the *Forfeited Corporate Property Act, 2015*.
5. The Public Guardian and Trustee.

- b) versé en deuxième lieu à toutes les personnes qui ont un intérêt sur le bien-fonds selon l'ordre de priorité établi par la loi, à l'exception de la personne qui, immédiatement avant l'enregistrement de l'acte d'adjudication, était propriétaire du bien-fonds;

(2) Le paragraphe 351 (1.1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem

(1.1) Si le bien-fonds qui a été dévolu à la Couronne pour cause de déshérence ou de confiscation résultant de la dissolution d'une personne morale est vendu en application de l'article 350, ou que le bien-fonds qui est devenu la propriété de la Couronne par suite du décès d'un particulier sans héritiers légitimes est vendu en application de l'article 350, la Couronne ne doit pas être exclue en application de l'alinéa (1) b) à l'égard des intérêts, autres que son droit de propriété, qu'elle a sur le bien-fonds.

(3) Le paragraphe 351 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «qui énonce les faits qui ont donné lieu à la consignation» par «qui énonce les faits qui ont donné lieu à la consignation ainsi que les nom et adresse des personnes auxquelles sera envoyée la déclaration en application du paragraphe (3)» à la fin du paragraphe.

(4) Le paragraphe 351 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Avis de consignation

(3) Au plus tard 60 jours après la consignation prévue au paragraphe (2), le trésorier envoie une copie de la déclaration aux personnes suivantes :

1. La personne qui, immédiatement avant l'enregistrement de l'acte d'adjudication, était le propriétaire qui fait l'objet d'une cotisation à l'égard du bien-fonds.
2. Dans le cas d'un bien-fonds enregistré en application de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*, toute personne qui, selon le registre des parcelles et le répertoire des brefs d'exécution du secteur dans lequel se trouve le bien-fonds, semble avoir un intérêt sur le bien-fonds immédiatement avant l'enregistrement de l'acte d'adjudication, à l'exclusion d'une personne qui a un intérêt visé à l'alinéa 350 (7.1) a) ou b).
3. Dans les cas où la *Loi sur l'enregistrement des actes* s'applique au bien-fonds, toute personne qui, selon le répertoire par lot et le répertoire des brefs d'exécution du secteur dans lequel se trouve le bien-fonds, semble avoir un intérêt sur le bien-fonds immédiatement avant l'enregistrement de l'acte d'adjudication, à l'exclusion d'une personne qui a un intérêt visé à l'alinéa 350 (7.1) a) ou b).
4. Le ministre chargé de l'application de la *Loi de 2015 sur les biens sociaux confisqués*.
5. Le tuteur et curateur public.

(5) Section 351 of the Act is amended by adding the following subsections:**Same, spouse of owner**

(3.1) If a copy of the statement is sent under this section to a person appearing by the records of the land registry office to be the owner of the land, a copy of the statement shall also be sent to the spouse of that person, and, where this subsection is complied with, section 22 of the *Family Law Act* shall be deemed to have been complied with.

Same, limitation

(3.2) A person is not entitled to a copy of the statement under this section if,

- (a) after a reasonable search of the records mentioned in subsection 352 (1), the treasurer is unable to find the person's address and the treasurer is not otherwise aware of the address; or
- (b) the person has expressly waived the right to a copy of the statement, either before or after the copy of the statement should have been sent.

(6) Subsections 351 (4) to (9) of the Act are repealed and the following substituted:**Payment out of court**

(4) Any person claiming entitlement under clause (1) (b) or (c) may apply to the Superior Court of Justice for payment out of court of the amount to which the person is entitled.

Same

(5) An application under subsection (4) may only be made within 10 years after the payment into court under subsection (2); however, the application may not be made earlier than 90 days after the payment into court.

Notice of application

(6) The applicant under subsection (4) shall serve the notice of application on the persons referred to in subsection (3).

Judgment

(7) On application under subsection (4), the court shall determine all of the entitlements to receive payments out of the proceeds of sale.

Forfeiture

(8) If no person makes an application under subsection (4) within 10 years after the payment into court under subsection (2), the amount paid into court, together with accrued interest, is deemed to be forfeited to the Crown in right of Ontario, and the Public Guardian and Trustee may be paid that amount in the name of the Crown on filing a written request for payment out of court with the Accountant of the Superior Court of Justice in the form provided by the Accountant.

(5) L'article 351 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :**Idem : conjoint du propriétaire**

(3.1) Si une copie de la déclaration est envoyée en application du présent article à une personne qui, selon les registres du bureau d'enregistrement immobilier, semble être le propriétaire du bien-fonds, une copie de la déclaration est aussi envoyée à son conjoint. Lorsque les exigences du présent paragraphe sont remplies, celles de l'article 22 de la *Loi sur le droit de la famille* sont réputées l'être aussi.

Idem : restriction

(3.2) Une personne n'a pas droit à la copie de la déclaration prévue au présent article dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- a) le trésorier ne réussit pas à trouver son adresse après une recherche raisonnable dans les documents mentionnés au paragraphe 352 (1) et il ne la connaît pas;
- b) elle y a expressément renoncé, soit avant ou après la date à laquelle la copie aurait dû être envoyée.

(6) Les paragraphes 351 (4) à (9) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :**Versement de la somme d'argent consignée**

(4) Quiconque revendique un droit prévu à l'alinéa (1) b) ou c) peut, par voie de requête présentée à la Cour supérieure de justice, demander le versement de la somme à laquelle il a droit.

Idem

(5) La requête présentée en vertu du paragraphe (4) ne peut l'être que dans les 10 ans qui suivent la consignation au tribunal visée au paragraphe (2). Toutefois, elle ne peut être présentée moins de 90 jours après la consignation.

Avis de requête

(6) Le requérant visé au paragraphe (4) signifie un avis de la requête aux personnes visées au paragraphe (3).

Jugement

(7) Sur requête visée au paragraphe (4), le tribunal établit tout droit à une part du produit de la vente.

Confiscation

(8) Si personne ne présente de requête en vertu du paragraphe (4) dans les 10 ans qui suivent la consignation au tribunal visée au paragraphe (2), la somme d'argent consignée au tribunal, avec les intérêts courus, est réputée confisquée au profit de la Couronne du chef de l'Ontario, et le tuteur et curateur public peut se voir verser cette somme au nom de la Couronne sur dépôt d'une demande écrite de versement auprès du comptable de la Cour supérieure de justice rédigée selon le formulaire fourni par le comptable.

Same

(9) If, after the court determines entitlements under subsection (7), there remains any amount paid into court 10 years after the payment into court under subsection (2), the remaining amount, together with accrued interest, is deemed to be forfeited to the Crown in right of Ontario, and the Public Guardian and Trustee may be paid that amount in the name of the Crown on filing a written request for payment out of court with the Accountant of the Superior Court of Justice in the form provided by the Accountant.

No further proceeding

(10) No proceeding shall be commenced in respect of any amount paid to the Public Guardian and Trustee under subsection (8) or (9). For greater certainty, this subsection does not prevent a person from making a petition for a grant, waiver or release under section 3 of the *Escheats Act*, 2015.

56. (1) Subsection 351.1 (2) of the Act is amended by striking out “subsection 350 (1)” and substituting “section 345”.

(2) Subsection 351.1 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Application of provisions

(3) Subsection 350 (2), clause 350 (2.0.1) (b), subsections 350 (2.1) to (16) and sections 351 to 363 apply with necessary modifications to the sale as if it were the first public sale.

57. Subsection 355 (1) of the Act is amended by striking out “sections 344, 350 and 354” and substituting “sections 344, 344.1, 350 and 354”.

58. Subsection 358 (1) of the Act is amended by striking out “under subsection 350 (2)” and substituting “under subsection 350 (2) or (2.0.1)”.

59. Subsection 363 (2) of the Act is amended by adding the following clause:

- (c) governing advertising under clause 350 (2) (b) and clause 350 (2.0.1) (b).

60. The Act is amended by adding the following section:

Transition, certificate registered before this section comes into force

364.2 If, before the day this section comes into force, a tax arrears certificate is registered in respect of land, this Part as it read immediately before the coming into force of this section applies in respect of the proceedings or other steps that may be taken as a result of the registration of that certificate.

61. The Act is amended by adding the following sections before the heading “Powers of Entry”:

Administrative penalties

374.1 (1) Without limiting sections 7 and 8, the City may require a person, subject to such conditions as the

Idem

(9) Si, une fois que le tribunal établit le droit visé au paragraphe (7), il reste, 10 ans après la consignation visée au paragraphe (2), une somme consignée au tribunal, celle-ci, avec les intérêts courus, est réputée confisquée au profit de la Couronne du chef de l'Ontario, et le tuteur et curateur public peut se voir verser cette somme au nom de la Couronne sur dépôt d'une demande écrite de versement auprès du comptable de la Cour supérieure de justice rédigée selon le formulaire fourni par le comptable.

Aucune autre instance

(10) Sont irrecevables les instances introduites à l'égard d'une somme versée au tuteur et curateur public en vertu du paragraphe (8) ou (9). Il est entendu que le présent paragraphe n'a pas pour effet d'empêcher une personne de présenter une pétition en vue d'obtenir une concession ou une renonciation en vertu de l'article 3 de la *Loi de 2015 sur les biens en déshérence*.

56. (1) Le paragraphe 351.1 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «au paragraphe 350 (1)» par «à l'article 345».

(2) Le paragraphe 351.1 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Application de dispositions

(3) Le paragraphe 350 (2), l'alinéa 350 (2.0.1) b), les paragraphes 350 (2.1) à (16) et les articles 351 à 363 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la vente comme s'il s'agissait de la première vente publique.

57. Le paragraphe 355 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «les articles 344, 350 et 354» par «les articles 344, 344.1, 350 et 354».

58. Le paragraphe 358 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «en application du paragraphe 350 (2)» par «en application du paragraphe 350 (2) ou (2.0.1)».

59. Le paragraphe 363 (2) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- c) régir la publicité en application de l'alinéa 350 (2) b) et de l'alinéa 350 (2.0.1) b).

60. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Disposition transitoire : certificat enregistré avant l'entrée en vigueur du présent article

364.2 Si, avant l'entrée en vigueur du présent article, un certificat d'arriérés d'impôts est enregistré à l'égard d'un bien-fonds, la présente partie, dans sa version antérieure à cette entrée en vigueur, s'applique à l'égard des instances ou des autres mesures qui peuvent être prises à la suite de l'enregistrement d'un tel certificat.

61. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants avant l'intertitre «Pouvoirs d'entrée» :

Pénalités administratives

374.1 (1) Sans préjudice de la portée générale des articles 7 et 8, la cité peut exiger, aux conditions qu'elle

City considers appropriate, to pay an administrative penalty if the City is satisfied that the person has failed to comply with a by-law of the City passed under this Act.

Purpose of administrative penalties

(2) The purpose of a system of administrative penalties established by the City under this section shall be to assist the City in promoting compliance with its by-laws.

Monetary limit

(3) The amount of an administrative penalty established by the City,

- (a) shall not be punitive in nature; and
- (b) shall not exceed the amount reasonably required to promote compliance with a by-law of the City.

Effect on offences

(4) If a person is required by the City to pay an administrative penalty under subsection (1) in respect of a contravention, the person shall not be charged with an offence in respect of the same contravention.

Regulations

(5) The Minister may make regulations providing for any matters which, in the Minister's opinion, are necessary or desirable for the purposes of this section, including,

- (a) granting the City powers with respect to requiring that persons pay administrative penalties and with respect to other matters necessary for a system of administrative penalties;
- (b) imposing conditions and limitations on the City's powers with respect to administrative penalties.

Debt

374.2 (1) An administrative penalty imposed by the City on a person under section 374.1 constitutes a debt of the person to the City.

Amount owing added to tax roll

(2) If an administrative penalty imposed under section 374.1 is not paid within 15 days after the day that it becomes due and payable, the treasurer of the City may add the administrative penalty to the tax roll for any property in the City for which all of the owners are responsible for paying the administrative penalty, and collect it in the same manner as municipal taxes.

62. The Act is amended by adding the following section:

Authority to establish limitation period re s. 166 or 167

374.3 (1) The City may pass a by-law providing that no proceeding in respect of an offence under a by-law relating to a matter described in section 166 or 167 shall be commenced more than two years after the time when the subject-matter of the proceeding arose.

estime appropriées, qu'une personne paie une pénalité administrative si elle est convaincue que celle-ci n'a pas observé un règlement de la cité adopté en vertu de la présente loi.

Objet des pénalités administratives

(2) Le système de pénalités administratives qu'établit la cité en vertu du présent article a pour objet de l'aider à encourager l'observation de ses règlements.

Limites pécuniaires

(3) Le montant d'une pénalité administrative fixé par la cité ne doit être :

- a) ni de nature punitive;
- b) ni supérieur au montant qui est raisonnablement nécessaire pour encourager l'observation d'un règlement de la cité.

Effet sur les infractions

(4) La personne qui est tenue par la cité de payer une pénalité administrative en vertu du paragraphe (1) à l'égard d'une contravention ne doit pas être accusée d'une infraction à l'égard de la même contravention.

Règlements

(5) Le ministre peut, par règlement, prévoir les questions qui, à son avis, sont nécessaires ou souhaitables pour l'application du présent article, notamment :

- a) conférer à la cité des pouvoirs à l'égard de l'imposition de pénalités administratives et à l'égard d'autres questions nécessaires à l'établissement d'un système de pénalités administratives;
- b) imposer des conditions et des restrictions aux pouvoirs qu'a la cité à l'égard des pénalités administratives.

Dette

374.2 (1) Une pénalité administrative imposée à l'égard d'une personne par la cité en vertu de l'article 374.1 constitue une dette de la personne envers la cité.

Créances ajoutées au rôle d'imposition

(2) Si une pénalité administrative imposée en vertu de l'article 374.1 n'est pas payée dans les 15 jours qui suivent le jour où elle devient exigible, le trésorier de la cité peut ajouter la pénalité administrative au rôle d'imposition à l'égard des biens situés dans la cité pour lesquels tous les propriétaires sont tenus de payer la pénalité, et la percevoir de la même manière que les impôts municipaux.

62. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Pouvoir de fixer un délai de prescription : art. 166 ou 167

374.3 (1) La cité peut, par règlement, prévoir que nulle instance relative à une infraction à un règlement municipal se rapportant à une question visée à l'article 166 ou 167 ne doit être introduite s'il s'est écoulé plus de deux ans après la date à laquelle a pris naissance l'objet de l'instance.

Transition

(2) A by-law passed under subsection (1) does not apply if the subject-matter of the proceeding arose more than six months before the day the by-law is passed.

63. Subsection 376 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Samples

(3) A sample taken under clause (2) (d) shall be divided into two parts, and one part shall be delivered to the person from whom the sample is taken, if,

- (a) the person requests that the sample be divided at the time it is taken and provides the necessary facilities; and
- (b) it is technically feasible to divide the sample.

64. (1) Subsection 387 (6) of the Act is amended by striking out “the Crown” and substituting “the City”.

(2) Subsection 387 (9) of the Act is amended by striking out “subsection (8)” and substituting “subsections (6) and (8)”.

65. Subsection 406 (4) of the Act is repealed.

66. Subsection 411 (5) of the Act is repealed.

67. Part XIX of the Act is amended by adding the following section:

RATEABLE PROPERTY**Land deemed to be rateable property**

432.1 (1) For the purposes of this Act, land that would have been rateable property if it had not vested in the Crown in right of Ontario because of an escheat or forfeiture as a result of the dissolution of a corporation is deemed to be rateable property for the period that begins on the day on which the land is escheated or forfeited and that ends on the day a notice is registered on title to the land under section 24 of the *Forfeited Corporate Property Act, 2015*, indicating that the Crown intends to use the property for Crown purposes.

Same

(2) For the purposes of this Act, land that would have been rateable property if it did not belong to the Crown in right of Ontario as a result of the death of an individual who did not have any lawful heirs is deemed to be rateable property for the period that begins on the day on which the land becomes the property of the Crown and that ends on the day a notice is registered on title to the land indicating that the Crown intends to use the property for Crown purposes.

Non-application of the *Municipal Tax Assistance Act*

(3) The *Municipal Tax Assistance Act* does not apply to land that is deemed to be rateable property under this section.

Disposition transitoire

(2) Le règlement municipal adopté en vertu du paragraphe (1) ne s'applique pas dans les cas où l'objet de l'instance a pris naissance plus de six mois avant le jour de l'adoption du règlement.

63. Le paragraphe 376 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Échantillons

(3) L'échantillon prélevé en vertu de l'alinéa (2) d) est divisé en deux parties, l'une d'elles étant remise à la personne auprès de laquelle l'échantillon a été prélevé, si :

- a) d'une part, la personne demande au moment du prélèvement que celui-ci soit divisé et fournit les moyens nécessaires pour ce faire;
- b) d'autre part, il est techniquement possible de le diviser.

64. (1) Le paragraphe 387 (6) de la Loi est modifié par remplacement de «à la Couronne» par «à la cité».

(2) Le paragraphe 387 (9) de la Loi est modifié par remplacement de «du paragraphe (8)» par «des paragraphes (6) et (8)».

65. Le paragraphe 406 (4) de la Loi est abrogé.

66. Le paragraphe 411 (5) de la Loi est abrogé.

67. La partie XIX de la Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

BIENS IMPOSABLES**Biens-fonds réputés des biens imposables**

432.1 (1) Pour l'application de la présente loi, les biens-fonds qui auraient été des biens imposables s'ils n'avaient pas été dévolus à la Couronne du chef de l'Ontario pour cause de déshérence ou de confiscation résultant de la dissolution d'une personne morale sont réputés des biens imposables pour la période qui commence le jour où le bien-fonds tombe en déshérence ou est confisqué et qui se termine le jour où un avis est enregistré sur le titre du bien-fonds en vertu de l'article 24 de la *Loi de 2015 sur les biens sociaux confisqués*, indiquant que la Couronne a l'intention d'utiliser le bien à ses fins.

Idem

(2) Pour l'application de la présente loi, les biens-fonds qui auraient été des biens imposables s'ils n'étaient pas devenus la propriété de la Couronne du chef de l'Ontario par suite du décès d'un particulier sans héritiers légitimes sont réputés des biens imposables pour la période qui commence le jour où le bien-fonds devient la propriété de la Couronne et qui se termine le jour où un avis est enregistré sur le titre du bien-fonds, indiquant que la Couronne a l'intention d'utiliser le bien à ses fins.

Non-application de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités*

(3) La *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités* ne s'applique pas aux biens-fonds réputés des biens imposables en application du présent article.

Transition

(4) If land described in subsection (1) is vested in the Crown in right of Ontario before this section comes into force, this section applies in respect of that land as if it had been in force on the day the land became vested in the Crown.

Same

(5) If land described in subsection (2) became the property of the Crown in right of Ontario before this section comes into force, this section applies in respect of that land as if it had been in force on the day the land became the property of the Crown.

68. Section 453.1 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same, existing housing

(16.1) The City may, regardless of whether a by-law under section 34 of the *Planning Act* prescribing the matters set out in subsection (2) is in effect, enter into an agreement with the owner of land that contains housing accommodation to be used for the purposes of a social housing program, and the agreement may contain provisions respecting the maintenance of the accommodation and such other terms as are agreed between the owner and the City and subsections (4), (5), (6), (7), (8), (9) and (13) apply to the agreement.

69. Section 455 of the Act is amended by adding the following subsections:

Prescribed records

(3.1) A copy of any prescribed record purporting to have been made under this Act or under a by-law made under this Act and purporting to be certified by a prescribed person may be filed and used in any court or tribunal instead of the original and is admissible in evidence without proof of the signature or official character of the person signing it, unless the court or tribunal otherwise directs.

.

Statements, other than licensing status

(4.1) In any prosecution or proceeding under this Act or under a by-law made under this Act, a statement as to a prescribed matter purporting to be signed by a prescribed person is, without proof of the office or signature of the person, receivable in evidence as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the facts stated in the statement for all purposes in the prosecution or proceeding.

.

Regulations

(10) The Minister may make regulations prescribing anything referred to in subsections (3.1) and (4.1) as being prescribed.

Disposition transitoire

(4) Si les biens-fonds visés au paragraphe (1) ont été dévolus à la Couronne du chef de l'Ontario avant l'entrée en vigueur du présent article, ce dernier s'applique à leur égard comme s'il avait été en vigueur le jour où ils ont été dévolus à la Couronne.

Idem

(5) Si les biens-fonds visés au paragraphe (2) sont devenus la propriété de la Couronne du chef de l'Ontario avant l'entrée en vigueur du présent article, ce dernier s'applique à leur égard comme s'il avait été en vigueur le jour où ils sont devenus la propriété de la Couronne.

68. L'article 453.1 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : logement existant

(16.1) La cité peut conclure une convention avec le propriétaire d'un bien-fonds qui compte des logements aux fins d'un programme de logement social, qu'un règlement municipal visé à l'article 34 de la *Loi sur l'aménagement du territoire* qui prescrit les questions mentionnées au paragraphe (2) soit en vigueur ou non. La convention peut renfermer des dispositions traitant de l'entretien des logements et des autres conditions dont conviennent le propriétaire et la cité. Les paragraphes (4), (5), (6), (7), (8), (9) et (13) s'appliquent à la convention.

69. L'article 455 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Documents prescrits

(3.1) La copie d'un document prescrit qui se présente comme étant faite en vertu de la présente loi ou d'un règlement municipal adopté en vertu de celle-ci et comme étant une copie certifiée conforme par une personne prescrite peut être déposée et utilisée devant un tribunal judiciaire ou administratif à la place de l'original et est admissible en preuve sans qu'il soit nécessaire d'établir l'authenticité de la signature ni la qualité du signataire, sauf directive contraire du tribunal.

.

Déclarations : autres que la possession d'un permis ou non

(4.1) Dans le cadre d'une poursuite intentée ou d'une instance introduite en vertu de la présente loi ou d'un règlement municipal adopté en vertu de celle-ci, la déclaration qui se rapporte à une question prescrite et se présente comme portant la signature d'une personne prescrite est, aux fins de la poursuite ou de l'instance, recevable en preuve comme preuve des faits qu'elle atteste, en l'absence de preuve contraire, sans qu'il soit nécessaire d'établir l'authenticité de la signature ni la qualité du signataire.

.

Règlements

(10) Le ministre peut, par règlement, prescrire tout ce que les paragraphes (3.1) et (4.1) mentionnent comme étant prescrit.

Commencement

70. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Schedule comes into force on the day the *Modernizing Ontario's Municipal Legislation Act, 2016* receives Royal Assent.

(2) The following provisions come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor:

1. Sections 10, 15 to 23 and 27.
2. Subsection 46 (1).
3. Sections 48 and 50 to 60.

(3) Sections 47 and 49 come into force on the later of December 10, 2016 and the day the *Modernizing Ontario's Municipal Legislation Act, 2016* receives Royal Assent.

Entrée en vigueur

70. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 sur la modernisation de la législation municipale ontarienne* reçoit la sanction royale.

(2) Les dispositions suivantes entrent en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation :

1. Les articles 10, 15 à 23 et 27.
2. Le paragraphe 46 (1).
3. Les articles 48 et 50 à 60.

(3) Les articles 47 et 49 entrent en vigueur le dernier en date du 10 décembre 2016 et du jour où la *Loi de 2016 sur la modernisation de la législation municipale ontarienne* reçoit la sanction royale.

SCHEDULE 3 AMENDMENTS TO THE MUNICIPAL CONFLICT OF INTEREST ACT

1. The *Municipal Conflict of Interest Act* is amended by adding the following section:

Principles

1.1 The Province of Ontario endorses the following principles in relation to the duties of members of councils and of local boards under this Act:

1. The importance of integrity, independence and accountability in local government decision-making.
2. The importance of certainty in reconciling the public duties and pecuniary interests of members.
3. Members are expected to perform their duties of office with integrity and impartiality in a manner that will bear the closest scrutiny.
4. There is a benefit to municipalities and local boards when members have a broad range of knowledge and continue to be active in their own communities, whether in business, in the practice of a profession, in community associations, and otherwise.

2. Section 4 of the Act is amended by striking out “Section 5 does not” at the beginning of the portion before clause (a) and substituting “Sections 5 and 5.2 do not”.

3. Section 5 of the Act is amended by adding the following subsection:

Exception, consideration of penalty

(2.1) The following rules apply if the matter under consideration at a meeting or a part of a meeting is to consider whether to suspend the remuneration paid to the member under subsection 223.4 (5) or (6) of the *Municipal Act, 2001* or under subsection 160 (5) or (6) of the *City of Toronto Act, 2006*:

1. Despite clauses (1) (b) and (c), the member may take part in the discussion of the matter, including making submissions to council or the local board, as the case may be, and may attempt to influence the voting on any question in respect of the matter, whether before, during or after the meeting. However, the member is not permitted to vote on any question in respect of the matter.
2. Despite subsection (2), in the case of a meeting that is not open to the public, the member may attend the meeting or part of the meeting during which the matter is under consideration.

4. The Act is amended by adding the following sections before the heading “Record of Disclosure”:

ANNEXE 3 MODIFICATION DE LA LOI SUR LES CONFLITS D'INTÉRÊTS MUNICIPAUX

1. La *Loi sur les conflits d'intérêts municipaux* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Principes

1.1 La Province de l'Ontario souscrit aux principes suivants relativement aux obligations des membres des conseils et des conseils locaux en application de la présente loi :

1. L'importance de l'intégrité, de l'indépendance et de la responsabilisation dans le processus de prise de décision des administrations locales.
2. L'importance d'empêcher toute incompatibilité entre les devoirs publics et les intérêts pécuniaires des membres.
3. Les membres doivent exercer les devoirs de leur charge d'une façon intègre et impartiale qui soutienne l'examen le plus rigoureux.
4. Il est à l'avantage des municipalités et des conseils locaux que les membres aient un large éventail de connaissances et continuent à jouer un rôle actif dans leur collectivité, notamment en oeuvrant dans le monde des affaires ou au sein des associations communautaires ou en exerçant une profession.

2. L'article 4 de la Loi est modifié par remplacement de «L'article 5 ne s'applique pas» par «Les articles 5 et 5.2 ne s'appliquent pas» au début du passage qui précède l'alinéa a).

3. L'article 5 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Exception : examen de la sanction

(2.1) Les règles suivantes s'appliquent si l'affaire discutée lors d'une réunion ou d'une partie de réunion vise à décider s'il y a lieu de suspendre la rémunération versée au membre en vertu du paragraphe 223.4 (5) ou (6) de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou en vertu du paragraphe 160 (5) ou (6) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* :

1. Malgré les alinéas (1) b) et c), le membre peut prendre part à la discussion relative à l'affaire, notamment présenter des observations au conseil ou au conseil local, selon le cas, et peut tenter d'influencer le vote sur une question relative à l'affaire, et ce, avant, pendant ou après la réunion. Toutefois, il ne lui est pas permis de voter sur une question relative à l'affaire.
2. Malgré le paragraphe (2), dans le cas d'une réunion à huis clos, le membre peut participer à la réunion ou à une partie de la réunion où l'affaire est discutée.

4. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants avant l'intertitre «Inscription au procès-verbal de la déclaration d'intérêt» :

Written statement re disclosure

5.1 At a meeting at which a member discloses an interest under section 5, or as soon as possible afterwards, the member shall file a written statement of the interest and its general nature with the clerk of the municipality or the secretary of the committee or local board, as the case may be.

Influence

5.2 (1) Where a member, either on his or her own behalf or while acting for, by, with or through another, has any pecuniary interest, direct or indirect, in any matter that is being considered by an officer or employee of the municipality or local board, or by a person or body to which the municipality or local board has delegated a power or duty, the member shall not use his or her office in any way to attempt to influence any decision or recommendation that results from consideration of the matter.

Exception

(2) However, if a municipality delegates a power to suspend the remuneration paid to a member under subsection 223.4 (5) of the *Municipal Act, 2001* or subsection 160 (5) of the *City of Toronto Act, 2006* to a person or body, and the person or body is considering exercising that power with respect to a member, subsection (1) of this section does not prevent the member from attempting to influence any decision or recommendation of the person or body that results from consideration of the matter.

5. The Act is amended by adding the following section:

REGISTRY

Requirement to establish registry

6.1 (1) Every municipality and local board shall establish and maintain a registry in which shall be kept,

- (a) a copy of each statement filed under section 5.1; and
- (b) a copy of each declaration recorded under section 6.

Access to registry

(2) The registry shall be available for public inspection in the manner and during the time that the municipality or local board, as the case may be, may determine.

6. Subsection 7 (3) of the Act is amended by striking out “section 5” and substituting “section 5, 5.1 or 5.2”.

7. Sections 8, 9 and 10 of the Act are repealed and the following substituted:

Application

8. (1) Any person may apply to a judge for a determination of the question of whether,

- (a) a member has contravened section 5, 5.1 or 5.2; or

Déclaration écrite : déclaration

5.1 Lors de la réunion où il déclare un intérêt en application de l'article 5, ou le plus tôt possible par la suite, le membre dépose une déclaration écrite de l'intérêt et de sa nature en termes généraux auprès du secrétaire de la municipalité, du comité ou du conseil local, selon le cas.

Influence

5.2 (1) Le membre qui, soit pour son propre compte soit pour le compte d'autrui ou par personne interposée, seul ou avec d'autres, a un intérêt pécuniaire direct ou indirect, dans une affaire qui est à l'étude par un fonctionnaire ou un employé de la municipalité ou du conseil local, ou par une personne ou un organisme auquel la municipalité ou le conseil local a délégué un pouvoir ou une fonction, ne doit pas user de sa charge pour tenter d'influencer toute décision ou recommandation résultant de l'étude de l'affaire.

Exception

(2) Toutefois, si une municipalité délègue, à une personne ou à un organisme, le pouvoir de suspendre la rémunération versée à un membre en vertu du paragraphe 223.4 (5) de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou du paragraphe 160 (5) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*, et que la personne ou l'organisme envisage d'exercer ce pouvoir à l'égard d'un membre, le paragraphe (1) du présent article n'a pas pour effet d'empêcher le membre de tenter d'influencer toute décision ou recommandation de la personne ou de l'organisme résultant de l'étude de l'affaire.

5. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

REGISTRE

Obligation de créer un registre

6.1 (1) Chaque municipalité et chaque conseil local crée et tient un registre auquel sont versés les documents suivants :

- a) une copie de chaque déclaration déposée en application de l'article 5.1;
- b) une copie de chaque déclaration inscrite en application de l'article 6.

Accès au registre

(2) Le registre est mis à la disposition du public aux fins de consultation de la manière et aux heures que fixe la municipalité ou le conseil local, selon le cas.

6. Le paragraphe 7 (3) de la Loi est modifié par remplacement de «l'article 5» par «l'article 5, 5.1 ou 5.2».

7. Les articles 8, 9 et 10 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Requête

8. (1) Toute personne peut demander à un juge, par voie de requête, de décider si :

- a) un membre a contrevenu à l'article 5, 5.1 ou 5.2;

- (b) a former member contravened section 5, 5.1 or 5.2 while he or she was a member.

Six-week period

(2) An application may only be made within six weeks after the applicant became aware of the alleged contravention.

Exception

(3) Despite subsection (2), an application may be made more than six weeks after the applicant became aware of the alleged contravention if all of the following conditions are satisfied:

1. The applicant applied to an Integrity Commissioner for an inquiry under section 223.4.1 of the *Municipal Act, 2001* or under section 160.1 of the *City of Toronto Act, 2006* within six weeks after the applicant became aware of the alleged contravention.
2. The Integrity Commissioner conducted an inquiry under section 223.4.1 of the *Municipal Act, 2001* or under section 160.1 of the *City of Toronto Act, 2006* and the Commissioner,
 - i. has advised the applicant under subsection 223.4.1 (13) of the *Municipal Act, 2001* or under subsection 160.1 (13) of the *City of Toronto Act, 2006* that the Commissioner will not be making an application to a judge, or
 - ii. has not completed the inquiry within the time limit set out in clause 223.4.1 (11) (a) of the *Municipal Act, 2001* or clause 160.1 (11) (a) of the *City of Toronto Act, 2006*.
3. The application under this section includes a copy of the applicant's statutory declaration made under subsection 223.4.1 (4) of the *Municipal Act, 2001* or under subsection 160.1 (4) of the *City of Toronto Act, 2006*.
4. The application under this section is made within six weeks after the earlier of the following,
 - i. the day the Commissioner advised the applicant under subsection 223.4.1 (13) of the *Municipal Act, 2001* or under subsection 160.1 (13) of the *City of Toronto Act, 2006* that the Commissioner will not be making an application to a judge, and
 - ii. the last day on which the Commissioner is required under clause 223.4.1 (11) (a) of the *Municipal Act, 2001* or clause 160.1 (11) (a) of the *City of Toronto Act, 2006* to complete the inquiry referred to in paragraph 2 of this subsection.

- b) un ancien membre a contrevenu à l'article 5, 5.1 ou 5.2 au cours de son mandat.

Période de six semaines

(2) La requête ne peut être présentée que dans les six semaines après que le requérant a eu connaissance de la contravention alléguée.

Exception

(3) Malgré le paragraphe (2), la requête peut être présentée plus de six semaines après que le requérant a eu connaissance de la contravention alléguée si toutes les conditions suivantes sont réunies :

1. Le requérant a présenté une demande d'enquête à un commissaire à l'intégrité en vertu de l'article 223.4.1 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou en vertu de l'article 160.1 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* dans les six semaines après qu'il a eu connaissance de la contravention alléguée.
2. Le commissaire à l'intégrité a mené une enquête en vertu de l'article 223.4.1 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou en vertu de l'article 160.1 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* et :
 - i. soit a avisé l'auteur de la demande en application du paragraphe 223.4.1 (13) de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou en application du paragraphe 160.1 (13) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* de son intention de ne pas présenter de demande, par voie de requête, à un juge,
 - ii. soit il n'a pas terminé l'enquête dans le délai prévu à l'alinéa 223.4.1 (11) a) de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou à l'alinéa 160.1 (11) a) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*.
3. La requête prévue au présent article comprend une copie de la déclaration solennelle du requérant faite en application du paragraphe 223.4.1 (4) de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou en application du paragraphe 160.1 (4) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*.
4. La requête prévue au présent article est présentée dans les six semaines qui suivent le premier en date des jours suivants :
 - i. le jour où le commissaire a avisé l'auteur de la demande en application du paragraphe 223.4.1 (13) de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou en application du paragraphe 160.1 (13) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* de son intention de ne pas présenter de demande, par voie de requête, à un juge,
 - ii. le dernier jour du délai accordé au commissaire en application de l'alinéa 223.4.1 (11) a) de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou en application de l'alinéa 160.1 (11) a) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* pour terminer l'enquête visée à la disposition 2 du présent paragraphe.

Same, application by Integrity Commissioner

(4) Despite subsection (2), an application may be made more than six weeks after the applicant became aware of the alleged contravention if the applicant is an Integrity Commissioner and if the application relates to an inquiry conducted by the Commissioner under section 223.4.1 of the *Municipal Act, 2001* or under section 160.1 of the *City of Toronto Act, 2006*.

Limitation

(5) Despite subsections (2), (3) and (4), no application shall be made after the sixth anniversary of the alleged contravention.

Contents of notice of application

(6) The notice of application shall state the grounds for finding that the member or former member contravened section 5, 5.1 or 5.2.

Power of judge

9. (1) If the judge determines that the member or former member contravened section 5, 5.1 or 5.2, the judge may do any or all of the following:

1. Reprimand the member or former member.
2. Suspend the remuneration paid to the member for a period of up to 90 days.
3. Declare the member's seat vacant.
4. Disqualify the member or former member from being a member during a period of not more than seven years after the date of the order.
5. If the contravention has resulted in personal financial gain, require the member or former member to make restitution to the party suffering the loss, or, if the party's identity is not readily ascertainable, to the municipality or local board, as the case may be.

Same

(2) In exercising his or her discretion under subsection (1) the judge may consider, among other matters, whether the member or former member,

- (a) took reasonable measures to prevent the contravention;
- (b) disclosed the pecuniary interest and all relevant facts known to him or her to an Integrity Commissioner in a request for advice from the Commissioner under the *Municipal Act, 2001* or the *City of Toronto Act, 2006* and acted in accordance with the advice, if any, provided to the member by the Commissioner; or
- (c) committed the contravention through inadvertence or by reason of an error in judgment made in good faith.

8. Subsection 11 (1) of the Act is amended by striking out "section 10" and substituting "section 9".

Idem : requête présentée par le commissaire à l'intégrité

(4) Malgré le paragraphe (2), la requête peut être présentée plus de six semaines après que le requérant a eu connaissance de la contravention alléguée si le requérant est un commissaire à l'intégrité et que la requête se rapporte à une enquête menée par le commissaire en vertu de l'article 223.4.1 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou en vertu de l'article 160.1 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*.

Restriction

(5) Malgré les paragraphes (2), (3) et (4), est irrecevable la requête présentée après le sixième anniversaire du jour où la contravention alléguée a eu lieu.

Contenu de l'avis de requête

(6) L'avis de requête énumère les motifs à l'appui de la conclusion que le membre ou l'ancien membre a contrevenu à l'article 5, 5.1 ou 5.2.

Pouvoir du juge

9. (1) S'il conclut qu'un membre ou un ancien membre a contrevenu à l'article 5, 5.1 ou 5.2, le juge peut faire tout ou partie de ce qui suit :

1. Réprimander le membre ou l'ancien membre.
2. Suspendre la rémunération versée au membre pour une période maximale de 90 jours.
3. Déclarer vacant le siège du membre.
4. Déclarer le membre ou l'ancien membre inhabile à siéger à un conseil ou à un conseil local pour une période d'au plus sept ans après la date de l'ordonnance.
5. Si le membre ou l'ancien membre a tiré un gain personnel de la contravention, exiger qu'il le restitue à la partie qui a subi la perte ou, s'il est difficile d'identifier celle-ci, à la municipalité ou au conseil local, selon le cas.

Idem

(2) Lorsqu'il exerce le pouvoir discrétionnaire que lui confère le paragraphe (1) le juge peut tenir notamment compte de la question de savoir si le membre ou l'ancien membre, selon le cas :

- a) a pris les mesures raisonnables pour empêcher la contravention;
- b) a déclaré l'intérêt pécuniaire et tous les faits pertinents dont il a connaissance à un commissaire à l'intégrité dans une demande de conseils qu'il lui a présentée en vertu de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*, et s'est conformé aux conseils que le commissaire lui a fournis, le cas échéant;
- c) a commis la contravention par méprise ou par suite d'une erreur de jugement faite de bonne foi.

8. Le paragraphe 11 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «l'article 10» par «l'article 9».

9. Sections 12 and 13 of the Act are repealed and the following substituted:

Proceedings not invalidated but voidable

12. (1) A member's failure to comply with section 5, 5.1 or 5.2 does not invalidate any proceedings in respect of a matter referred to in those sections, but those proceedings are voidable in the circumstances described in subsection (2).

Declaring proceedings void

(2) Subject to subsection (3), if a member has failed to comply with section 5, 5.1 or 5.2 in respect of a matter referred to in those sections, the municipality or local board, as the case may be, may declare the proceedings to be void before the second anniversary of the date of the passing of the by-law or resolution authorizing the matter.

Exception

(3) Subsection (2) does not apply if declaring the proceedings to be void would adversely affect the rights that any person who acted in good faith and without actual notice of the failure to comply with section 5, 5.1 or 5.2 acquired under or by virtue of the proceedings.

Other proceedings prohibited

13. (1) A proceeding that relates to a member's or former member's alleged conflict of interest and seeks a remedy described in subsection 9 (1) shall be brought only under this Act.

Same

(2) Subsection (1) does not affect the power of a municipality or a local board to reprimand a member or suspend a member's remuneration under subsection 223.4 (5) or (6) of the *Municipal Act, 2001* or under subsection 160 (5) or (6) of the *City of Toronto Act, 2006*.

10. (1) Subsection 14 (1) of the Act is amended by striking out "section 5" and substituting "section 5, 5.1 or 5.2" in the portion after clause (c).

(2) Subsection 14 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Surplus funds

(3) Despite section 387 of the *Insurance Act*, any surplus funds and the reserve fund of a municipal reciprocal exchange may be invested only in accordance with subsection 279 (2) of the *Municipal Act, 2001* or subsection 218 (3) of the *City of Toronto Act, 2006*, as the case may be.

Commencement

11. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

9. Les articles 12 et 13 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Nullité relative des mesures

12. (1) L'inobservation de l'article 5, 5.1 ou 5.2 par un membre n'a pas pour effet de rendre invalides des mesures prises concernant une affaire visée à ces articles. Toutefois, ces mesures sont annulables dans les circonstances prévues au paragraphe (2).

Nullité des mesures

(2) Sous réserve du paragraphe (3), si un a membre ne s'est pas conformé à l'article 5, 5.1 ou 5.2 concernant une affaire visée à ces articles, la municipalité ou le conseil local, selon le cas, peut déclarer les mesures comme étant nulles avant le deuxième anniversaire de la date d'adoption du règlement municipal ou de la décision autorisant l'affaire.

Exception

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas si le fait de déclarer les mesures nulles porterait atteinte aux droits acquis en vertu de celles-ci par quiconque a agi de bonne foi et sans connaissance réelle de l'inobservation de l'article 5, 5.1 ou 5.2.

Instances interdites

13. (1) Une instance liée au conflit d'intérêts allégué relatif à un membre ou à un ancien membre et visant à obtenir la réparation visée au paragraphe 9 (1) ne doit être introduite qu'en vertu de la présente loi.

Idem

(2) Le paragraphe (1) n'a aucune incidence sur le pouvoir d'une municipalité ou d'un conseil local de réprimander un membre ou de suspendre sa rémunération en vertu du paragraphe 223.4 (5) ou (6) de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou en vertu du paragraphe 160 (5) ou (6) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*.

10. (1) Le paragraphe 14 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «l'article 5» par «l'article 5, 5.1 ou 5.2» dans le passage qui suit l'alinéa c).

(2) Le paragraphe 14 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Placements des fonds excédentaires

(3) Malgré l'article 387 de la *Loi sur les assurances*, les fonds excédentaires et le fonds de réserve d'une bourse municipale d'assurance réciproque ne peuvent être placés que conformément au paragraphe 279 (2) de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou au paragraphe 218 (3) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*, selon le cas.

Entrée en vigueur

11. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

SCHEDULE 4 AMENDMENTS TO OTHER ACTS

BUILDING CODE ACT, 1992

1. Subsection 34 (1) of the *Building Code Act, 1992* is amended by adding the following paragraphs:

- 39.4 prescribing provisions of the building code for the purposes of section 97.1 of the *Municipal Act, 2001* and section 108.1 of the *City of Toronto Act, 2006*;
- 39.5 prescribing conditions and limits for the purposes of section 97.1 of the *Municipal Act, 2001* and section 108.1 of the *City of Toronto Act, 2006*;

DEVELOPMENT CHARGES ACT, 1997

2. Subsection 37 (1) of the *Development Charges Act, 1997* is amended by striking out “Subsections 417 (2), (3) and (4) and 418 (3) and (4) of the *Municipal Act, 2001*” at the beginning and substituting “Subsections 418 (3) and (4) and 418.1 (14) and (15) of the *Municipal Act, 2001*”.

EDUCATION ACT

3. (1) Section 240 of the *Education Act* is amended by adding the following subsection:

Interpretation, taxable property

(1.1) For the purposes of subsection (1), taxable property is property that is rateable property for the purposes of the *Municipal Act, 2001*.

(2) Subsection 257.6 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Property taxable for school purposes

(1) The following is taxable for school purposes:

1. Except as otherwise provided under this or any other Act, real property that is liable to assessment and taxation under the *Assessment Act*.
2. Real property that would have been liable to assessment and taxation under the *Assessment Act* if it had not vested in the Crown in right of Ontario because of an escheat or forfeiture as a result of the dissolution of a corporation, for the period that begins on the day on which the real property is escheated or forfeited and that ends on the day a notice is registered on title to the real property under section 24 of the *Forfeited Corporate Property Act, 2015*, indicating that the Crown intends to use the property for Crown purposes.
3. Real property that would have been liable to assessment and taxation under the *Assessment Act* if it did not belong to the Crown in right of Ontario as a result of the death of an individual who did not

ANNEXE 4 MODIFICATION D'AUTRES LOIS

LOI DE 1992 SUR LE CODE DU BÂTIMENT

1. Le paragraphe 34 (1) de la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment* est modifié par adjonction des dispositions suivantes :

- 39.4 prescrire des dispositions du code du bâtiment pour l'application de l'article 97.1 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* et de l'article 108.1 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*;
- 39.5 prescrire des conditions et des restrictions pour l'application de l'article 97.1 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* et de l'article 108.1 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*;

LOI DE 1997 SUR LES REDEVANCES D'AMÉNAGEMENT

2. Le paragraphe 37 (1) de la *Loi de 1997 sur les redevances d'aménagement* est modifié par remplacement de «Les paragraphes 417 (2), (3) et (4) et 418 (3) et (4) de la *Loi de 2001 sur les municipalités*» par «Les paragraphes 418 (3) et (4) et 418.1 (14) et (15) de la *Loi de 2001 sur les municipalités*» au début du paragraphe.

LOI SUR L'ÉDUCATION

3. (1) L'article 240 de la *Loi sur l'éducation* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Dispositions interprétatives : biens imposables

(1.1) Pour l'application du paragraphe (1), les biens imposables sont ceux qui le sont pour l'application de la *Loi de 2001 sur les municipalités*.

(2) Le paragraphe 257.6 (1) de la *Loi* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Biens imposables aux fins scolaires

(1) Les biens suivants sont imposables aux fins scolaires :

1. Sauf dispositions contraires de la présente loi ou d'une autre loi, les biens immeubles qui sont assujettis à l'évaluation foncière et imposables en application de la *Loi sur l'évaluation foncière*.
2. Les biens immeubles qui auraient été assujettis à l'évaluation foncière et imposables en application de la *Loi sur l'évaluation foncière* s'ils n'avaient pas été dévolus à la Couronne du chef de l'Ontario pour cause de déshérence ou de confiscation résultant de la dissolution d'une personne morale, pour la période qui commence le jour où le bien immeuble tombe en déshérence ou est confisqué et qui se termine le jour où un avis est enregistré sur le titre du bien immeuble en vertu de l'article 24 de la *Loi de 2015 sur les biens sociaux confisqués*, indiquant que la Couronne a l'intention d'utiliser le bien à ses fins.
3. Les biens immeubles qui auraient été assujettis à l'évaluation foncière et imposables en application de la *Loi sur l'évaluation foncière* s'ils n'étaient pas devenus la propriété de la Couronne du chef de

have any lawful heirs, for the period that begins on the day on which the real property becomes the property of the Crown and that ends on the day a notice is registered on title to the real property indicating that the Crown intends to use the property for Crown purposes.

Transition

(1.1) If real property described in paragraph 2 of subsection (1), is vested in the Crown in right of Ontario before subsection 3 (2) of Schedule 4 to the *Modernizing Ontario's Municipal Legislation Act, 2016*, comes into force, subsection (1), as re-enacted by subsection 3 (2) of Schedule 4 to the *Modernizing Ontario's Municipal Legislation Act, 2016*, applies in respect of that real property as if it had been in force on the day the real property became vested in the Crown.

Same

(1.2) If real property described in paragraph 3 of subsection (1) became the property of the Crown in right of Ontario before subsection 3 (2) of Schedule 4 to the *Modernizing Ontario's Municipal Legislation Act, 2016* comes into force, subsection (1), as re-enacted by subsection 3 (2) of Schedule 4 to the *Modernizing Ontario's Municipal Legislation Act, 2016*, applies in respect of that real property as if it had been in force on the day the real property became the property of the Crown.

(3) Section 257.17 of the Act is amended by adding the following paragraphs:

5. The assessment of real property that would have been rateable under paragraph 2 or 4 if it had not vested in the Crown in right of Ontario because of an escheat or forfeiture as a result of the dissolution of a corporation, for the period that begins on the day on which the real property is escheated or forfeited and that ends on the day a notice is registered on title to the real property under section 24 of the *Forfeited Corporate Property Act, 2015*, indicating that the Crown intends to use the property for Crown purposes.
6. The assessment of real property that would have been rateable under paragraph 1 or 3 if it did not belong to the Crown in right of Ontario as a result of the death of an individual who did not have any lawful heirs, for the period that begins on the day on which the real property becomes property of the Crown and that ends on the day a notice is registered on title to the real property indicating that the Crown intends to use the property for Crown purposes.

(4) Section 257.17 of the Act is amended by adding the following subsections:

Transition

(2) If real property described in paragraph 5 of subsection (1) is vested in the Crown in right of Ontario before subsection 3 (3) of Schedule 4 to the *Modernizing Ontario's Municipal Legislation Act, 2016* comes into force, subsection (1) applies in respect of that real property as if

l'Ontario par suite du décès d'un particulier sans héritiers légitimes, pour la période qui commence le jour où le bien immeuble devient la propriété de la Couronne et qui se termine le jour où un avis est enregistré sur le titre du bien immeuble, indiquant que la Couronne a l'intention d'utiliser le bien à ses fins.

Disposition transitoire

(1.1) Si les biens immeubles visés à la disposition 2 du paragraphe (1) ont été dévolus à la Couronne du chef de l'Ontario avant l'entrée en vigueur du paragraphe 3 (2) de l'annexe 4 de la *Loi de 2016 sur la modernisation de la législation municipale ontarienne*, le paragraphe (1), tel qu'il est réédité par ce dernier paragraphe, s'applique à leur égard comme s'il avait été en vigueur le jour où ils ont été dévolus à la Couronne.

Idem

(1.2) Si les biens immeubles visés à la disposition 3 du paragraphe (1) sont devenus la propriété de la Couronne du chef de l'Ontario avant l'entrée en vigueur du paragraphe 3 (2) de l'annexe 4 de la *Loi de 2016 sur la modernisation de la législation municipale ontarienne*, le paragraphe (1), tel qu'il est réédité par ce dernier paragraphe, s'applique leur égard comme s'il avait été en vigueur le jour où ils sont devenus la propriété de la Couronne.

(3) L'article 257.17 de la Loi est modifié par adjonction des dispositions suivantes :

5. L'évaluation d'un bien immeuble qui aurait été imposable en application de la disposition 2 ou 4 s'il avait pas été dévolu à la Couronne du chef de l'Ontario pour cause de déshérence ou de confiscation résultant de la dissolution d'une personne morale, pour la période qui commence le jour où le bien tombe en déshérence ou est confisqué et qui se termine le jour où un avis est enregistré sur le titre du bien en vertu de l'article 24 de la *Loi de 2015 sur les biens sociaux confisqués*, indiquant que la Couronne a l'intention d'utiliser le bien à ses fins.
6. L'évaluation d'un bien immeuble qui aurait été imposable en application de la disposition 1 ou 3 s'il n'était pas devenu la propriété de la Couronne du chef de l'Ontario par suite du décès d'un particulier sans héritiers légitimes, pour la période qui commence le jour où le bien devient la propriété de la Couronne et qui se termine le jour où un avis est enregistré sur le titre du bien, indiquant que la Couronne a l'intention d'utiliser le bien à ses fins.

(4) L'article 257.17 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Disposition transitoire

(2) Si les biens immeubles visés à la disposition 5 du paragraphe (1) ont été dévolus à la Couronne du chef de l'Ontario avant l'entrée en vigueur du paragraphe 3 (3) de l'annexe 4 de la *Loi de 2016 sur la modernisation de la législation municipale ontarienne*, le paragraphe (1)

paragraph 5 of that subsection had been in force on the day the real property became vested in the Crown.

Same

(3) If real property described in paragraph 6 of subsection (1) became the property of the Crown in right of Ontario before subsection 3 (3) of Schedule 4 to the *Modernizing Ontario's Municipal Legislation Act, 2016* comes into force, subsection (1) applies in respect of that real property as if paragraph 6 of that subsection had been in force on the day the real property became the property of the Crown.

FORFEITED CORPORATE PROPERTY ACT, 2015

4. Subsection 24 (8) of the *Forfeited Corporate Property Act, 2015* is amended by striking out “section 373 of the *Municipal Act, 2001* or section 344 of the *City of Toronto Act, 2006*” in the portion before clause (a) and substituting “section 373 or 373.1 of the *Municipal Act, 2001* or section 344 or 344.1 of the *City of Toronto Act, 2006*”.

HEALTH PROTECTION AND PROMOTION ACT

5. Subsection 49 (8) of the *Health Protection and Promotion Act* is amended by striking out “subsection 259 (1) of the *Municipal Act, 2001*” and substituting “section 259 of the *Municipal Act, 2001*”.

HUMMINGBIRD PERFORMING ARTS CENTRE CORPORATION ACT, 1998

6. The *Hummingbird Performing Arts Centre Corporation Act, 1998* is repealed.

LIMITATIONS ACT, 2002

7. The Schedule to the *Limitations Act, 2002* is amended by striking out “subsections 9 (1) and (3)” under the column heading “Provision” opposite “Municipal Conflict of Interest Act” under the column heading “Act” and substituting “subsections 8 (2) and (5)”.

MUNICIPAL ELECTIONS ACT, 1996

8. (1) Subsection 6 (1) of the *Municipal Elections Act, 1996* is amended by striking out “December 1” and substituting “November 15”.

(2) The Act is amended by adding the following section:

Certificate, permitted amount of contributions to a candidate's own campaign

33.0.2 (1) Upon the filing of a person's nomination, the clerk shall calculate the applicable maximum amount for the purposes of subsection 88.9.1 (1), as of the filing date, using the number of electors referred to in paragraph 1 of subsection 88.9.1 (2), and shall give the person, or the agent filing the nomination for the person, a certificate of the applicable maximum amount as of the filing date.

s'applique à leur égard comme si la disposition 5 de ce paragraphe avait été en vigueur le jour où ils ont été dévolus à la Couronne.

Idem

(3) Si les biens immeubles visés à la disposition 6 du paragraphe (1) sont devenus la propriété de la Couronne du chef de l'Ontario avant l'entrée en vigueur du paragraphe 3 (3) de l'annexe 4 de la *Loi de 2016 sur la modernisation de la législation municipale ontarienne*, le paragraphe (1) s'applique à leur égard comme si la disposition 6 de ce paragraphe avait été en vigueur le jour où ils sont devenus la propriété de la Couronne.

LOI DE 2015 SUR LES BIENS SOCIAUX CONFISQUÉS

4. Le paragraphe 24 (8) de la *Loi de 2015 sur les biens sociaux confisqués* est modifié par remplacement de «de l'article 373 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou de l'article 344 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*» par «de l'article 373 ou 373.1 de la *Loi de 2001 sur les municipalités* ou de l'article 344 ou 344.1 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*» dans le passage qui précède l'alinéa a).

LOI SUR LA PROTECTION ET LA PROMOTION DE LA SANTÉ

5. Le paragraphe 49 (8) de la *Loi sur la protection et la promotion de la santé* est modifié par remplacement de «du paragraphe 259 (1) de la *Loi de 2001 sur les municipalités*» par «de l'article 259 de la *Loi de 2001 sur les municipalités*».

LOI DE 1998 SUR LA SOCIÉTÉ DU CENTRE HUMMINGBIRD DES ARTS D'INTERPRÉTATION

6. La *Loi de 1998 sur la Société du Centre Hummingbird des arts d'interprétation* est abrogée.

LOI DE 2002 SUR LA PRESCRIPTION DES ACTIONS

7. L'annexe de la *Loi de 2002 sur la prescription des actions* est modifiée par remplacement de «paragraphe 9 (1) et (3)» par «paragraphe 8 (2) et (5)» dans la colonne intitulée «Disposition» en regard de «Conflits d'intérêts municipaux, Loi sur les» dans la colonne intitulée «Loi».

LOI DE 1996 SUR LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

8. (1) Le paragraphe 6 (1) de la *Loi de 1996 sur les élections municipales* est modifié par remplacement de «1^{er} décembre» par «15 novembre».

(2) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Attestation du montant autorisé des contributions du candidat à sa campagne

33.0.2 (1) Lors du dépôt de la déclaration de candidature d'une personne, le secrétaire calcule le montant maximal applicable à la date du dépôt pour l'application du paragraphe 88.9.1 (1) en fonction du nombre d'électeurs visé à la disposition 1 du paragraphe 88.9.1 (2). Il remet une attestation du montant à la personne ou à son représentant, si ce n'est pas elle qui dépose la déclaration.

Calculation final

(2) The clerk's calculation is final.

(3) Subsection 88.9 (1) of the Act is amended by striking out "\$750" and substituting "\$1,200".

(4) Subsection 88.9 (2) of the Act is amended by striking out "\$750" at the end and substituting "\$1,200".

(5) The Act is amended by adding the following section:

Maximum contributions to a candidate's own election campaign

88.9.1 (1) A candidate for an office on a council and his or her spouse shall not make contributions to the candidate's own election campaign that, combined, exceed an amount equal to the lesser of,

- (a) the amount calculated by adding,
 - (i) in the case of a candidate for the office of head of council of a municipality, \$7,500 plus 20 cents for each elector entitled to vote for the office, or
 - (ii) in the case of a candidate for an office on a council of a municipality other than the office of head of council, \$5,000 plus 20 cents for each elector entitled to vote for the office; and

(b) \$25,000.

Number of electors, regular election

(2) For the purposes of subsection (1), for a regular election the number of electors is the greater of the following:

1. The number determined from the voters' list from the previous regular election, as it existed on September 15 in the year of the previous election, adjusted for changes made under sections 24 and 25 that were approved as of that day.
2. The number determined from the voters' list for the current election, as it exists on September 15 in the year of the current election, adjusted for changes made under sections 24 and 25 that are approved as of that day.

Same, by-election

(3) For the purposes of subsection (1), for a by-election the number of electors is the greater of the following:

1. The number determined from the voters' list from the previous regular election, as it existed on September 15 in the year of the previous election, adjusted for changes made under sections 24 and 25 that were approved as of that day.
2. The number determined from the voters' list for the by-election, as it exists after the clerk has made

Calcul définitif

(2) Le calcul du secrétaire est définitif.

(3) Le paragraphe 88.9 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «750 \$» par «1 200 \$» à la fin du paragraphe.

(4) Le paragraphe 88.9 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «750 \$» par «1 200 \$» à la fin du paragraphe.

(5) La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Contributions maximales du candidat à sa campagne électorale

88.9.1 (1) Un candidat à un poste au sein d'un conseil municipal et son conjoint ne doivent pas faire de contributions à la campagne électorale du candidat qui, combinées, dépassent le moindre des montants suivants :

- a) le montant obtenu en additionnant :
 - (i) dans le cas d'un candidat au poste de président du conseil d'une municipalité, 7 500 \$ plus 20 cents par électeur ayant le droit de voter pour le poste,
 - (ii) dans le cas d'un candidat à un poste au sein du conseil d'une municipalité autre que celui de président du conseil, 5 000 \$ plus 20 cents par électeur ayant le droit de voter pour le poste;

b) 25 000 \$.

Nombre d'électeurs : élection ordinaire

(2) Pour l'application du paragraphe (1), dans le cas d'une élection ordinaire, le nombre d'électeurs correspond au plus élevé des nombres suivants :

1. Le nombre établi à partir de la liste électorale de l'élection ordinaire précédente, telle qu'elle existait le 15 septembre de l'année de cette élection, rajustée pour tenir compte des changements apportés en application des articles 24 et 25 qui étaient approuvés à ce jour.
2. Le nombre établi à partir de la liste électorale de l'élection en cours, telle qu'elle existe le 15 septembre de l'année de cette élection, rajustée pour tenir compte des changements apportés en application des articles 24 et 25 qui sont approuvés à ce jour.

Idem : élection partielle

(3) Pour l'application du paragraphe (1), dans le cas d'une élection partielle, le nombre d'électeurs correspond au plus élevé des nombres suivants :

1. Le nombre établi à partir de la liste électorale de l'élection ordinaire précédente, telle qu'elle existait le 15 septembre de l'année de cette élection, rajustée pour tenir compte des changements apportés en application des articles 24 et 25 qui étaient approuvés à ce jour.
2. Le nombre établi à partir de la liste électorale pour l'élection partielle, telle qu'elle existe après que le

corrections under subparagraph 4 iii of subsection 65 (4).

Certificate of maximum amounts

(4) The clerk shall calculate the maximum amounts permitted by subsection (1) for each office for which nominations were filed with him or her and, subject to subsection (5), give a certificate of the applicable maximum amounts to each candidate,

- (a) in the case of a regular election, on or before September 25; and
- (b) in the case of a by-election, within 10 days after the clerk makes the corrections under subparagraph 4 iii of subsection 65 (4).

Exception

(5) If the applicable maximum amount for a candidate under subsection (1) is \$25,000, the clerk is not required to give a certificate of the applicable maximum amount to that candidate under subsection (4).

Calculation final

- (6) The clerk's calculation is final.

Transition

(7) For the 2018 regular election and for any by-election that takes place after this section comes into force and before that regular election, the maximum amount determined under subsection (1) shall be determined as if paragraph 1 of subsection (2) read as follows:

- 1. The number determined from the voters' list from the previous election, as it existed on nomination day of the previous election, adjusted for applications under sections 24 and 25 that were approved as of that day.

(6) Section 88.9.1 of the Act, as enacted by subsection (5), is amended by adding the following subsection:

Non-application of s. 88.34

(8) Section 88.34 does not apply to contributions made by a candidate for an office on a council or his or her spouse to the candidate's own election campaign.

(7) Subsection 88.13 (1) of the Act is amended by striking out "\$750" and substituting "\$1,200".

(8) Subclause 88.22 (1) (r) (i) of the Act is amended by striking out "\$750" and substituting "\$1,200".

(9) Subparagraph 4 ii of subsection 88.24 (1) of the Act is amended by striking out "60th day" and substituting "45th day".

(10) Subparagraph 5 v of subsection 88.24 (1) of the Act is amended by striking out "60th day" and substituting "45th day".

(11) Subclause 88.26 (1) (r) (i) of the Act is amended by striking out "\$750" and substituting "\$1,200".

secrétaire y a apporté des corrections en application de la sous-disposition 4 iii du paragraphe 65 (4).

Attestation de montants maximaux

(4) Le secrétaire calcule les montants maximaux permis par le paragraphe (1) pour chaque poste pour lequel des déclarations de candidature ont été déposées auprès de lui et, sous réserve du paragraphe (5), à la date suivante remet à chaque candidat une attestation des montants maximaux applicables :

- a) dans le cas d'une élection ordinaire, au plus tard le 25 septembre;
- b) dans le cas d'une élection partielle, dans les 10 jours après que le secrétaire a apporté des corrections en application de la sous-disposition 4 iii du paragraphe 65 (4).

Exception

(5) Si le montant maximal applicable à un candidat en application du paragraphe (1) est de 25 000 \$, le secrétaire n'est pas tenu de remettre au candidat une attestation de ce montant en application du paragraphe (4).

Calcul définitif

- (6) Le calcul du secrétaire est définitif.

Disposition transitoire

(7) Pour l'élection ordinaire de 2018 et pour toute élection partielle tenue après l'entrée en vigueur du présent article et avant cette élection ordinaire, le montant maximal établi en application du paragraphe (1) est établi comme si la disposition 1 du paragraphe (2) s'interprétait comme suit :

- 1. Le nombre établi à partir de la liste électorale de l'élection précédente, telle qu'elle existait le jour de la déclaration de candidature de cette élection, rajustée pour tenir compte des demandes présentées en vertu des articles 24 et 25 qui étaient approuvées à ce jour.

(6) L'article 88.9.1 de la Loi, tel qu'il est édicté par le paragraphe (5), est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Non-application de l'art. 88.34

(8) L'article 88.34 ne s'applique pas aux contributions faites à la campagne électorale d'un candidat à un poste au sein d'un conseil municipal par le candidat lui-même ou par son conjoint.

(7) Le paragraphe 88.13 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «750 \$» par «1 200 \$».

(8) Le sous-alinéa 88.22 (1) (r) (i) de la Loi est modifié par remplacement de «750 \$» par «1 200 \$».

(9) La sous-disposition 4 ii du paragraphe 88.24 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «60^e jour» par «45^e jour».

(10) La sous-disposition 5 v du paragraphe 88.24 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «60^e jour» par «45^e jour».

(11) Le sous-alinéa 88.26 (1) (r) (i) de la Loi est modifié par remplacement de «750 \$» par «1 200 \$».

(12) Subparagraph 3 ii of section 88.28 of the Act is amended by striking out “60th day” and substituting “45th day”.

(13) Subparagraph 4 iv of section 88.28 of the Act is amended by striking out “60th day” and substituting “45th day”.

(14) Subsection 94.2 (1) of the Act is amended by striking out “December 1” and substituting “November 15”.

(15) Subsection 94.2 (2) of the Act is amended by striking out “December 1” and substituting “November 15”.

MUNICIPAL EXTRA-TERRITORIAL TAX ACT

9. (1) Subsection 9 (3) of the *Municipal Extra-Territorial Tax Act* is amended by striking out “section 373” and substituting “section 373 or 373.1”.

(2) Clause 9 (10) (b) of the Act is repealed and the following substituted:

- (b) secondly, be paid to all persons having an interest in the land according to their priority at law, except the person who immediately before the registration of the tax deed was the owner of the land; and

NORTHERN SERVICES BOARDS ACT

10. Subsection 42 (2) of the *Northern Services Boards Act* is amended by striking out “as defined in the *Municipal Act, 2001*” at the end and substituting “that invests under section 418 of the *Municipal Act, 2001*”.

PLANNING ACT

11. (1) Section 2 of the *Planning Act* is amended by adding the following clause:

- (s) the mitigation of greenhouse gas emissions and adaptation to a changing climate.

(2) Section 8.1 of the Act is amended by adding the following subsections:

Dissolution of local appeal body

(23.1) Subject to subsections (23.2) and (23.3), the Minister may by order dissolve the local appeal body.

Rules re dissolution order

(23.2) If the Minister makes an order under subsection (23.1), the following rules apply:

1. In respect of an appeal that is made to the local appeal body on or before the date the order is made and for which a hearing before the local appeal body has not begun on or before that date, the appeal shall be heard by the Municipal Board and the local appeal body shall forward to the Board all in-

(12) La sous-disposition 3 ii de l'article 88.28 de la Loi est modifiée par remplacement de «60^e jour» par «45^e jour».

(13) La sous-disposition 4 iv de l'article 88.28 de la Loi est modifiée par remplacement de «60^e jour» par «45^e jour».

(14) Le paragraphe 94.2 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «1^{er} décembre» par «15 novembre».

(15) Le paragraphe 94.2 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «1^{er} décembre» par «15 novembre».

LOI SUR LES IMPÔTS MUNICIPAUX EXTRATERRITORIAUX

9. (1) Le paragraphe 9 (3) de la *Loi sur les impôts municipaux extraterritoriaux* est modifié par remplacement de «l'article 373» par «l'article 373 ou 373.1».

(2) L'alinéa 9 (10) b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b) en deuxième lieu, versé selon l'ordre de priorité établi par la loi, à toutes les personnes qui ont un intérêt dans les biens-fonds, à l'exception de celle qui, immédiatement avant l'enregistrement de l'acte d'adjudication pour défaut de paiement des impôts, était propriétaire des biens-fonds;

LOI SUR LES RÉGIES DES SERVICES PUBLICS DU NORD

10. Le paragraphe 42 (2) de la *Loi sur les régies des services publics du Nord* est modifié par remplacement de «au sens de la *Loi de 2001 sur les municipalités*» par «qui fait des placements en vertu de l'article 418 de la *Loi de 2001 sur les municipalités*» à la fin du paragraphe.

LOI SUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

11. (1) L'article 2 de la *Loi sur l'aménagement du territoire* est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- s) l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre et l'adaptation au changement climatique.

(2) L'article 8.1 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Dissolution l'organisme d'appel local

(23.1) Sous réserve des paragraphes (23.2) et (23.3), le ministre peut, par arrêté, dissoudre l'organisme d'appel local.

Règles : arrêté de dissolution

(23.2) Si le ministre prend un arrêté en vertu du paragraphe (23.1), les règles suivantes s'appliquent :

1. Dans le cas d'un appel interjeté devant l'organisme d'appel local à la date à laquelle est pris l'arrêté ou avant cette date et dont l'audience n'a pas débuté à cette date ou avant celle-ci, l'appel est entendu par la Commission des affaires municipales et l'organisme d'appel local lui transmet tous les rensei-

formation and material in its possession that relates to any such appeal.

2. The local appeal body shall continue to hear an appeal for which a hearing has begun on or before the date of the order.
3. An appeal under a provision listed in subsection (6) shall be made to the Municipal Board.

Effective date of order under subs. (23.1)

(23.3) An order made under subsection (23.1) shall take effect on the following:

1. If there are no appeals referred to in subsection (23.2) before the local appeal body, the date on which the order is made.
2. If there are one or more appeals referred to in subsection (23.2) before the local appeal body, the day on which the local appeal body has finally disposed of all of those appeals.

Not regulation

(23.4) An order of the Minister under subsection (23.1) is not a regulation within the meaning of Part III (Regulations) of the *Legislation Act, 2006*.

PUBLIC INQUIRIES ACT, 2009

12. (1) Clause 34 (2) (a) of the *Public Inquiries Act, 2009* is amended by striking out “subsections 160 (2) and 169 (2) of the *City of Toronto Act, 2006*” at the end and substituting “subsections 160 (2), 160.1 (8) and 169 (2) of the *City of Toronto Act, 2006*”.

(2) Clause 34 (2) (c) of the Act is amended by striking out “subsections 223.4 (2) and 223.12 (2) of the *Municipal Act, 2001*” at the end and substituting “subsections 223.4 (2), 223.4.1 (8) and 223.12 (2) of the *Municipal Act, 2001*”.

PUBLIC TRANSPORTATION AND HIGHWAY IMPROVEMENT ACT

13. Subsection 33 (4) of the *Public Transportation and Highway Improvement Act* is amended by striking out “unless notice in writing of the claim and of the injury complained of has been served” and substituting “unless notice in writing of the claim and of the injury complained of, including the date, time and location of the happening of the injury, has been served”.

REGIONAL MUNICIPALITY OF PEEL ACT, 2005

14. (1) Subsection 1 (9) of the *Regional Municipality of Peel Act, 2005* is repealed.

(2) Section 3 of the Act is amended by striking out “if the necessary regulation were made under subsection 218 (6) of that Act” at the end.

gnements et documents relatifs à l'appel qu'il a en sa possession.

2. L'organisme d'appel local continue à entendre l'appel dont l'audience a débuté à la date à laquelle est pris l'arrêté ou avant cette date.
3. Un appel interjeté en vertu d'une des dispositions énumérées au paragraphe (6) l'est devant la Commission des affaires municipales.

Date d'effet de l'arrêté pris en vertu du par. (23.1)

(23.3) L'arrêté pris en vertu du paragraphe (23.1) prend effet aux dates suivantes :

1. Si aucun appel visé au paragraphe (23.2) n'est interjeté devant l'organisme d'appel local, la date à laquelle est pris l'arrêté.
2. Si un ou plusieurs appels visés au paragraphe (23.2) sont interjetés devant l'organisme d'appel local, le jour où l'organisme d'appel local a statué sur tous ces appels.

Non des règlements

(23.4) Les arrêtés pris par le ministre en vertu du paragraphe (23.1) ne constituent pas des règlements au sens de la partie III (Règlements) de la *Loi de 2006 sur la législation*.

LOI DE 2009 SUR LES ENQUÊTES PUBLIQUES

12. (1) L'alinéa 34 (2) a) de la *Loi de 2009 sur les enquêtes publiques* est modifié par remplacement de «des paragraphes 160 (2) et 169 (2) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*» par «des paragraphes 160 (2), 160.1 (8) et 169 (2) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto*» à la fin de l'alinéa.

(2) L'alinéa 34 (2) c) de la Loi est modifié par remplacement de «des paragraphes 223.4 (2) et 223.12 (2) de la *Loi de 2001 sur les municipalités*» par «des paragraphes 223.4 (2), 223.4.1 (8) et 223.12 (2) de la *Loi de 2001 sur les municipalités*» à la fin de l'alinéa.

LOI SUR L'AMÉNAGEMENT DES VOIES PUBLIQUES ET DES TRANSPORTS EN COMMUN

13. Le paragraphe 33 (4) de la *Loi sur l'aménagement des voies publiques et des transports en commun* est modifié par remplacement de «sauf si un avis écrit de la demande et de la lésion invoquée a été signifié ou envoyé par lettre recommandée au ministre dans les dix jours de la survenance de la lésion» par «sauf si un avis écrit de la demande et de la lésion invoquée, y compris la date, l'heure et le lieu de la survenance de la lésion, a été signifié ou envoyé par lettre recommandée au ministre dans les dix jours de cette survenance».

LOI DE 2005 SUR LA MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE PEEL

14. (1) Le paragraphe 1 (9) de la *Loi de 2005 sur la municipalité régionale de Peel* est abrogé.

(2) L'article 3 de la Loi est modifié par suppression de «si le règlement nécessaire était pris en application du paragraphe 218 (6) de cette loi» à la fin de l'article.

COMMENCEMENT

Commencement

15. (1) Subject to subsections (2), (3) and (4), this Schedule comes into force on the day the *Modernizing Ontario's Municipal Legislation Act, 2016* receives Royal Assent.

(2) Sections 2, 4, 7, 9, 10 and 12 come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

(3) Section 14 comes into force on the later of January 1, 2018 and the day the *Modernizing Ontario's Municipal Legislation Act, 2016* receives Royal Assent.

(4) Subsections 8 (6), (7), (11), (12) and (13) come into force on the later of April 1, 2018 and the day the *Modernizing Ontario's Municipal Legislation Act, 2016* receives Royal Assent.

ENTRÉE EN VIGUEUR

Entrée en vigueur

15. (1) Sous réserve des paragraphes (2), (3) et (4), la présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 sur la modernisation de la législation municipale ontarienne* reçoit la sanction royale.

(2) Les articles 2, 4, 7, 9, 10 et 12 entrent en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

(3) L'article 14 entre en vigueur le dernier en date du 1^{er} janvier 2018 et du jour où la *Loi de 2016 sur la modernisation de la législation municipale ontarienne* reçoit la sanction royale.

(4) Les paragraphes 8 (6), (7), (11), (12) et (13) entrent en vigueur le dernier en date du 1^{er} avril 2018 et du jour où la *Loi de 2016 sur la modernisation de la législation municipale ontarienne* reçoit la sanction royale.

2ND
KB
356

Library
Public



2ND SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

2^e SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

Bill 69

**An Act to amend the Education Act
with respect to a comprehensive
financial literacy course**

Mr. V. Fedeli

Private Member's Bill

1st Reading November 16, 2016
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 69

**Loi modifiant la Loi sur l'éducation
en ce qui concerne un cours complet
sur la culture financière**

M. V. Fedeli

Projet de loi de député

1^{re} lecture 16 novembre 2016
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



EXPLANATORY NOTE

The Bill amends the *Education Act* to require each school board to provide a comprehensive course on financial literacy, as determined by the board, at the Grade 10 level at schools under the board's jurisdiction. Pupils are required to successfully complete the course as a condition for obtaining a secondary school graduation diploma.

NOTE EXPLICATIVE

Le projet de loi modifie la *Loi sur l'éducation* afin d'exiger que chaque conseil scolaire offre en 10^e année un cours complet sur la culture financière, selon ce que décide le conseil, dans les écoles relevant de sa compétence. La réussite de ce cours est une condition essentielle à l'obtention par les élèves de leur diplôme d'études secondaires.

**An Act to amend the Education Act
with respect to a comprehensive
financial literacy course**

Preamble

A firm grasp of personal finance is essential for making independent decisions, managing debt responsibly and leading a secure and fulfilling life. As students start their first jobs, use their first credit cards and begin planning for their future, it is important that they learn how to save and spend responsibly.

Requiring school boards to offer a high school course on financial literacy will help to equip students in Ontario with the skills, knowledge and confidence to make the right decisions in their own lives and for Ontario's economy.

Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

1. (1) Paragraph 1 of subsection 8 (1) of the *Education Act* is amended by adding “subject to subsection (1.1)” at the beginning.

(2) Section 8 of the Act is amended by adding the following subsection:

Course of financial literacy

(1.1) The Minister shall require that a pupil complete the course on financial literacy described in paragraph 7.4 of subsection 170 (1) as a condition for obtaining a secondary school graduation diploma.

2. Subsection 170 (1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

course on financial literacy

7.4 provide a comprehensive course on financial literacy, as determined by the board, at the Grade 10 level at schools under the jurisdiction of the board;

Commencement

3. (1) Subject to subsection (2), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

(2) Section 1 comes into force on September 1 immediately following the day on which this Act receives Royal Assent.

**Loi modifiant la Loi sur l'éducation
en ce qui concerne un cours complet
sur la culture financière**

Préambule

Il est essentiel de posséder de bonnes connaissances en matière de finances personnelles pour prendre des décisions de façon autonome, gérer l'endettement de façon responsable et mener une existence stable et épanouissante. Au moment où les élèves occupent leur premier emploi, utilisent leurs cartes de crédit pour la première fois et commencent à planifier leur avenir, il est primordial pour eux d'apprendre à épargner et à dépenser de façon avisée.

Exiger des conseils scolaires qu'ils offrent au niveau secondaire un cours sur la culture financière aidera à doter les élèves ontariens des compétences, du savoir et de la confiance dont ils auront besoin pour prendre des décisions éclairées qui profiteront à la fois à eux-mêmes et à l'économie de l'Ontario.

Pour ces motifs, Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

1. (1) La disposition 1 du paragraphe 8 (1) de la *Loi sur l'éducation* est modifiée par insertion de «sous réserve du paragraphe (1.1),» au début de la disposition.

(2) L'article 8 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Cours sur la culture financière

(1.1) Le ministre exige qu'un élève termine le cours de culture financière visé à la disposition 7.4 du paragraphe 170 (1) comme condition d'obtention du diplôme d'études secondaires.

2. Le paragraphe 170 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

cours sur la culture financière

7.4 offrir en 10^e année un cours complet sur la culture financière, selon ce que décide le conseil, dans les écoles relevant de sa compétence;

Entrée en vigueur

3. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

(2) L'article 1 entre en vigueur le 1^{er} septembre suivant le jour où la présente loi reçoit la sanction royale.

Short title

4. The short title of this Act is the *Financial Literacy for Students Act, 2016*.

Titre abrégé

4. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2016 sur la culture financière des élèves*.



2ND SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

2^e SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

Bill 70

**An Act to implement
Budget measures and to enact
and amend various statutes**

The Hon. C. Sousa
Minister of Finance

Government Bill

1st Reading November 16, 2016
2nd Reading
3rd Reading
Royal Assent

Projet de loi 70

**Loi visant à mettre en oeuvre
les mesures budgétaires et à édicter
et à modifier diverses lois**

L'honorable C. Sousa
Ministre des Finances

Projet de loi du gouvernement

1^{re} lecture 16 novembre 2016
2^e lecture
3^e lecture
Sanction royale



**SCHEDULE 1
ALCOHOL AND GAMING REGULATION
AND PUBLIC PROTECTION ACT, 1996**

Currently, Part II of the *Alcohol and Gaming Regulation and Public Protection Act, 1996* provides for consumer taxes on wine sold at winery retail stores. The taxes consist of a basic tax, a volume tax and an environmental tax. Amendments to Part II impose a phased increase to the basic rate of tax on wine and wine coolers purchased from wine boutiques, which are winery retail stores located inside the shopping area of a grocery store.

Technical amendments are made to the terminology relating to wine taxes. The method of calculating the retail price of wine is re-enacted to parallel the detailed calculation for determining the retail price of spirits.

The Act is also amended to provide that as of July 1, 2017, purchases of spirits from stores operated by a spirits manufacturer are subject to a basic tax, a volume tax and an environmental tax. Manufacturers may distribute, without charge, up to 1,250 litres of spirits in each year exempt from tax. Amendments are made to provide for the collection of the taxes on spirits.

Finally, the Act is amended with respect to microbrewers retaining their status as microbrewers while entering into agreements or arrangements with beer manufacturers that are not microbrewers in limited circumstances.

**SCHEDULE 2
ASSESSMENT ACT**

The *Assessment Act* is amended to allow the Minister of Finance to make regulations setting out a different method for determining the amount owed by the operators of a public utility. The information disclosure offence in subsection 53 (1) is amended to apply only to information collected under the Act or to information collected pursuant to an assessment appeal or a court proceeding involving an assessment matter.

**SCHEDULE 3
CITY OF TORONTO ACT, 2006**

Section 278 of the *City of Toronto Act, 2006* currently sets out mandatory reductions in tax rates for subclasses of real property. The percentages are set out in the statute and may be modified by the City's by-laws. Amendments are made to the ability of the City to make these by-laws and to choose reductions within prescribed ranges. The City is also allowed to choose that no reductions apply if authorized to do so by the regulations.

Sections 279, 329 and 331 of the Act allow for the use of graduated tax rates and provide for charity rebates and vacant unit rebates for property in the commercial classes and industrial classes. The sections are amended to permit the Minister of Finance to make regulations providing that the sections may apply to additional property classes not already prescribed under the Act.

Part XII of the Act provides for tax capping on business properties. Various sections within the Part are amended to permit the Minister of Finance to make regulations providing that the Part may apply to additional property classes not already prescribed

**ANNEXE 1
LOI DE 1996 SUR LA RÉGLEMENTATION
DES ALCOOLS ET DES JEUX
ET LA PROTECTION DU PUBLIC**

À l'heure actuelle, la partie II de la *Loi de 1996 sur la réglementation des alcools et des jeux et la protection du public* prévoit des taxes à la consommation sur le vin vendu dans les magasins de détail d'établissement vinicole. Il s'agit d'une taxe de base, d'une taxe sur le volume et d'une taxe écologique. Des modifications apportées à la partie II imposent une augmentation progressive du taux de la taxe de base sur le vin ou le vin panaché acheté dans les boutiques de vins, c'est-à-dire les magasins de détail d'établissement vinicole situés dans l'espace commercial d'une épicerie.

Des modifications de forme sont apportées à la terminologie des taxes sur le vin. La méthode de calcul du prix de détail du vin est rééditée pour suivre le modèle de calcul détaillé du prix de détail des spiritueux.

La Loi est également modifiée pour prévoir qu'à compter du 1^{er} juillet 2017, les achats de spiritueux dans les magasins exploités par un fabricant de spiritueux soient assujettis à une taxe de base, à une taxe sur le volume et à une taxe écologique. Les fabricants peuvent distribuer sans frais jusqu'à 1 250 litres de spiritueux par année sans avoir à payer de taxes. Des modifications sont en outre apportées pour prévoir la perception des taxes sur les spiritueux.

Enfin, la Loi est modifiée en ce qui a trait au fait que, dans certaines circonstances restreintes, les microbrasseurs conservent leur statut de microbrasseurs lorsqu'ils concluent des ententes ou des arrangements avec des fabricants de bière qui ne sont pas des microbrasseurs.

**ANNEXE 2
LOI SUR L'ÉVALUATION FONCIÈRE**

La *Loi sur l'évaluation foncière* est modifiée pour autoriser le ministre des Finances à établir, par règlement, un mode différent de calcul de la somme que doivent verser les exploitants de service public. Une autre modification touche l'infraction, prévue au paragraphe 53 (1), qui résulte de la divulgation de renseignements. Cette infraction ne concernera désormais que les renseignements recueillis en vertu de la Loi ou ceux recueillis dans le cadre d'un appel au sujet d'une évaluation ou d'une instance judiciaire concernant une question d'évaluation.

**ANNEXE 3
LOI DE 2006 SUR LA CITÉ DE TORONTO**

L'article 278 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* prévoit des réductions obligatoires des taux d'imposition pour certaines sous-catégories de biens immeubles. Les pourcentages fixés dans la Loi peuvent être modifiés par règlements municipaux. Des modifications sont apportées à la capacité de la cité d'adopter ces règlements et de choisir des réductions se situant dans les fourchettes prescrites. Si les règlements l'y autorisent, la cité peut également choisir qu'aucune réduction ne s'applique.

Les articles 279, 329 et 331 de la Loi autorisent l'application de taux d'imposition progressifs et prévoient des remises en faveur des organismes de bienfaisance et des remises à l'égard des locaux vacants pour les biens qui appartiennent aux catégories commerciales et aux catégories industrielles. Ces articles sont modifiés afin de permettre au ministre des Finances de prévoir, par règlement, qu'ils peuvent s'appliquer à d'autres catégories de biens non encore prescrites en vertu de la Loi.

La partie XII de la Loi prévoit le plafonnement de l'impôt sur les biens d'entreprise. Plusieurs de ses articles sont modifiés pour permettre au ministre des Finances de prendre des règlements prévoyant que cette partie peut s'appliquer à d'autres

under the Act. Additional amendments permit regulations made under the Part to provide that they do not apply in the City unless the City opts to have them apply.

Currently, subsection 309 (3) provides for regulations relating to the form and content of tax bills, including information that the bills must contain. An amendment to the subsection would provide that such regulations could set out the method of calculating information relating to tax changes shown on bills. An additional amendment would permit regulations made under the subsection to provide that they do not apply in the City unless the City opts to have them apply.

SCHEDULE 4 COMMODITY FUTURES ACT

The *Commodity Futures Act* is amended by adding a new Part XII.1, which prohibits reprisals against employees for providing information about a possible contravention of Ontario commodity futures law, or a by-law or other regulatory instrument of a recognized self-regulatory organization, or for being involved in an investigation or proceeding related to the information provided.

SCHEDULE 5 CREDIT UNIONS AND CAISSES POPULAIRES ACT, 1994

The Schedule makes the following amendments to the *Credit Unions and Caisses Populaires Act, 1994*:

1. The condition that a credit union can only participate in loan syndications if the borrower is a member of an Ontario credit union that is one of the lenders in the loan syndicate is repealed. This will allow credit unions to participate in syndicated loans outside Ontario.
2. References in the Act to classes of credit unions are repealed.
3. The power of the Deposit Insurance Corporation of Ontario to define "deposit" for the purposes of deposit insurance is repealed.
4. The Lieutenant Governor in Council is authorized to make regulations that set out different deposit insurance limits for different insurable deposits.
5. The Superintendent of Financial Services is permitted to register credit unions from other parts of Canada to allow them to participate in syndicated loans under the Act.

SCHEDULE 6 CROWN EMPLOYEES COLLECTIVE BARGAINING ACT, 1993

The *Crown Employees Collective Bargaining Act, 1993* is amended as follows:

Section 23 of the Act is amended to set out a list of designated bargaining units for public servants. Consequential amendments are made to the bargaining agent provisions.

The Act is amended by adding a new Part III.1, which sets out a mandatory interest arbitration regime for the Correctional Bargaining Unit. The Unit is required to settle a dispute by arbitration if a conciliation officer appointed under the *Labour Relations Act, 1995* is unable to effect a collective agreement. The arbitration procedure is provided for in the new Part.

catégories de biens non encore prescrites en vertu de la Loi. D'autres modifications sont apportées pour que les règlements pris en vertu de cette partie puissent prévoir leur application dans la cité uniquement si elle en fait le choix.

À l'heure actuelle, le paragraphe 309 (3) prévoit la prise de règlements concernant la forme et le contenu des relevés d'imposition, notamment les renseignements qui doivent y figurer. Une modification apportée à ce paragraphe prévoit que ces règlements peuvent énoncer le mode de calcul des données sur les modifications d'impôts figurant dans les relevés. Une autre modification est apportée pour que les règlements pris en vertu de ce paragraphe puissent prévoir leur application dans la cité uniquement si elle en fait le choix.

ANNEXE 4 LOI SUR LES CONTRATS À TERME SUR MARCHANDISES

La *Loi sur les contrats à terme sur marchandises* est modifiée par adjonction de la nouvelle partie XII.1, qui interdit l'exercice de représailles contre des employés parce qu'ils ont fourni des renseignements concernant une contravention possible au droit ontarien des contrats à terme sur marchandises ou à un règlement administratif ou autre instrument réglementaire d'un organisme d'autoréglementation reconnu ou qu'ils ont participé à une enquête ou une instance relative aux renseignements fournis.

ANNEXE 5 LOI DE 1994 SUR LES CAISSES POPULAIRES ET LES CREDIT UNIONS

L'annexe apporte les modifications suivantes à la *Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions* :

1. La condition selon laquelle les caisses ne peuvent participer à des syndications de prêt que si l'emprunteur est un sociétaire d'une caisse ontarienne qui est elle-même un des prêteurs membres du syndicat est abrogée. Cette mesure permettra aux caisses de participer à des prêts syndiqués à l'extérieur de l'Ontario.
2. Les mentions dans la loi des catégories de caisses populaires sont abrogées.
3. Le pouvoir qu'a la Société ontarienne d'assurance-dépôts de définir le terme «dépôt» pour les besoins de l'assurance-dépôts est abrogé.
4. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à prendre des règlements qui fixent des plafonds d'assurance-dépôts différents selon les types de dépôt assurables.
5. Le surintendant des services financiers peut inscrire des caisses populaires d'autres régions du Canada pour leur permettre de participer à des prêts syndiqués au titre de la Loi.

ANNEXE 6 LOI DE 1993 SUR LA NÉGOCIATION COLLECTIVE DES EMPLOYÉS DE LA COURONNE

Les modifications suivantes sont apportées à la *Loi de 1993 sur la négociation collective des employés de la Couronne* :

La nouvelle version de l'article 23 de la Loi énonce la liste des unités de négociation désignées pour les fonctionnaires. Des modifications corrélatives sont apportées aux dispositions portant sur l'agent négociateur.

La partie III.1 est ajoutée à la Loi. Cette nouvelle partie prévoit un régime d'arbitrage obligatoire des différends pour l'Unité de négociation des services correctionnels. Cette unité doit régler tout différend par arbitrage si le conciliateur désigné en application de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* ne parvient pas à conclure une convention collective. La nouvelle partie de la Loi prévoit aussi la procédure d'arbitrage.

The Minister is given regulation-making powers relating to the mandatory interest arbitration regime.

SCHEDULE 7 FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

The *Financial Administration Act* permits the Lieutenant Governor in Council to use loans or securities to raise money for refinancing loans and securities. The Schedule amends the way that the Lieutenant Governor in Council's order authorizes the refinancing, so that it states a maximum aggregate amount. For the purpose of specifying the maximum aggregate amount in Canadian dollars, the Minister of Finance may approve a method of calculating the conversion into Canadian dollars of the amount necessary for refinancing a loan or security that is denominated in a foreign currency.

Also, when money is raised in a foreign currency, the conversion of the amount raised is based on the spot exchange rate rather than the noon spot exchange rate.

SCHEDULE 8 FINANCIAL SERVICES REGULATORY AUTHORITY OF ONTARIO ACT, 2016

The Schedule enacts the *Financial Services Regulatory Authority of Ontario Act, 2016*. Section 2 establishes the Financial Services Regulatory Authority of Ontario as a corporation without share capital. The Authority will be a Crown agent.

The object of the Authority is to regulate the regulated sectors as defined in the *Financial Services Commission of Ontario Act, 1997* (section 3). The Authority is required to work with the Minister to prepare for the Authority to carry out that regulatory function (section 4).

Section 5 deals with the provision of information from the Financial Services Commission of Ontario ("FSCO"), the Superintendent of Financial Services and the Deposit Insurance Corporation of Ontario ("DICO") for the purpose of the preparation described above and the transition from that regulatory function being carried out by FSCO, the Superintendent of Financial Services and DICO to that function being carried out by the Authority.

Sections 8 to 10 deal with the directors and employees of the Authority. The directors are appointed by the Lieutenant Governor in Council on the recommendation of the Minister (subsection 8 (3)).

Sections 11 to 18 deal with financial matters. The revenues and investments of the Authority will not form part of the Consolidated Revenue Fund (subsection 11 (1)). Sections 15 and 16 provide for assessments of entities in the regulated sectors to pay for certain expenses and expenditures of the Authority and the Ministry.

The new Act also provides for certain immunities for directors, employees and agents of the Authority and for related matters (sections 19 and 20) and for regulations (section 21).

SCHEDULE 9 FIRE PROTECTION AND PREVENTION ACT, 1997

Sections 49 and 50 of the *Fire Protection and Prevention Act, 1997*, which provide for conciliation during the collective bargaining process, are repealed. The new section 49 provides for the referral of matters in dispute to arbitration. Section 50.5 of the Act is amended to provide that in making a decision, the board of arbitration may not refer matters in dispute back to the parties to the arbitration. Technical amendments are also made, and transitional matters are provided for.

Des pouvoirs réglementaires sont attribués au ministre relativement au régime d'arbitrage obligatoire des différends.

ANNEXE 7 LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE

La *Loi sur l'administration financière* autorise le lieutenant-gouverneur en conseil à contracter des emprunts ou à émettre des valeurs mobilières pour réunir les sommes nécessaires au refinancement d'emprunts ou de valeurs mobilières. L'annexe modifie la façon dont le décret du lieutenant-gouverneur en conseil autorise le refinancement, afin qu'il précise un montant total maximal. Pour que ce montant total maximal soit précisé en dollars canadiens, le ministre des Finances peut approuver la méthode de conversion en dollars canadiens de la somme nécessaire au refinancement d'un emprunt ou d'une valeur mobilière libellé dans une devise étrangère.

De plus, lorsqu'une somme est réunie dans une devise étrangère, sa conversion s'effectue en fonction du cours au comptant plutôt qu'en fonction du cours du comptant à midi.

ANNEXE 8 LOI DE 2016 SUR L'OFFICE ONTARIEN DE RÉGLEMENTATION DES SERVICES FINANCIERS

L'annexe édicte la *Loi de 2016 sur l'Office ontarien de réglementation des services financiers*. L'article 2 crée l'Office ontarien de réglementation des services financiers en tant que personne morale sans capital-actions. L'Office sera un mandataire de la Couronne.

L'Office a pour mission de réglementer les secteurs réglementés, au sens de la *Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l'Ontario* (article 3). L'Office doit collaborer avec le ministre pour se préparer à prendre en charge la mission de réglementation (article 4).

L'article 5 porte sur la communication de renseignements par la Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO), le surintendant des services financiers et la Société ontarienne d'assurance-dépôts (SOAD) dans le cadre de la préparation susmentionnée et de la transition à effectuer pour que l'Office puisse exercer les fonctions de réglementation qu'exercent actuellement la CSFO, le surintendant et la SOAD.

Les articles 8 à 10 portent sur les administrateurs et les employés de l'Office. Les administrateurs sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre (paragraphe 8 (3)).

Les articles 11 à 18 portent sur les questions financières. Les revenus et les placements de l'Office ne feront pas partie du Trésor (paragraphe 11 (1)). Les articles 15 et 16 prévoient l'imposition d'une cotisation aux entités des secteurs réglementés afin de payer certains des frais et dépenses engagés par l'Office et le ministère.

La nouvelle loi prévoit également l'immunité des administrateurs, employés et mandataires de l'Office dans certains cas et des questions connexes (articles 19 et 20) ainsi que la prise de règlements (article 21).

ANNEXE 9 LOI DE 1997 SUR LA PRÉVENTION ET LA PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

Les articles 49 et 50 de la *Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie*, qui prévoient le recours à la conciliation pendant la négociation collective, sont abrogés. Le nouvel article 49 prévoit la soumission des questions en litige à l'arbitrage. L'article 50.5 de la Loi est modifié pour prévoir que, lorsqu'il rend une décision, le conseil d'arbitrage ne peut pas renvoyer les questions en litige aux parties à l'arbitrage. Des modifications de forme sont également apportées et des questions transitoires sont prévues.

SCHEDULE 16 OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY ACT

The Schedule amends the *Occupational Health and Safety Act* to give the Chief Prevention Officer the power to accredit health and safety management systems, and to give recognition to employers who use accredited health and safety management systems. The Chief Prevention Officer may also establish standards and criteria that must be met by health and safety management systems or employers in order to receive accreditation or recognition. Related amendments are also made.

SCHEDULE 17 ONTARIO COLLEGE OF TRADES AND APPRENTICESHIP ACT, 2009

The Schedule makes various amendments to the *Ontario College of Trades and Apprenticeship Act, 2009*. The significant amendments are as follows:

1. The College of Trades Appointments Council is continued as the College of Trades Appointments Council and Classification Roster. The modified body has two branches, the Appointments Council and the Classification Roster. The branch known as the Appointments Council has the same duties as the current College of Trades Appointments Council. The main duty of the branch known as the Classification Roster is to determine matters relating to the classification or reclassification of trades as voluntary or compulsory. This function is currently performed by review panels established by the Ontario College of Trades.
2. The Schedule also provides that a classification panel may determine which practices within the scope of practice for a compulsory trade should constitute engaging in the practice of the trade for the purposes of enforcing sections 2 and 4 of the Act.
3. The Schedule includes provisions setting out how trades may be referred to a classification panel, the procedures that apply upon a referral and addresses other related matters.
4. A new Part is added to the Act providing for the issuance of notices of contravention requiring a person to pay an administrative penalty. The Part sets out factors that must be considered before a notice of contravention may be issued, such as the risk of harm to the public and other persons, and the scopes of practice of relevant trades. A person who receives a notice of contravention may apply for a review of the notice by the Ontario Labour Relations Board. Provisions are included regarding the conduct of a review and the enforcement of an administrative penalty.
5. The Schedule includes a provision that requires that the Ontario College of Trades establish a compliance and enforcement policy and a Compliance and Enforcement Committee to advise the Board on addressing compliance and enforcement issues in respect of matters within the jurisdiction of the College.
6. Related regulation-making powers are added or amended.

ANNEXE 16 LOI SUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL

L'annexe modifie la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* pour donner au directeur général de la prévention le pouvoir d'accréditer des systèmes de gestion de la santé et de la sécurité et d'accorder une reconnaissance aux employeurs qui utilisent des systèmes de gestion de la santé et de la sécurité accrédités. Le directeur général de la prévention peut également établir les normes et les critères auxquels doivent satisfaire les systèmes de gestion de la santé et de la sécurité ou les employeurs pour recevoir l'accréditation ou la reconnaissance. Des modifications connexes sont également apportées à la Loi.

ANNEXE 17 LOI DE 2009 SUR L'ORDRE DES MÉTIERS DE L'ONTARIO ET L'APPRENTISSAGE

L'annexe apporte diverses modifications à la *Loi de 2009 sur l'Ordre des métiers de l'Ontario et l'apprentissage*. Les modifications importantes sont les suivantes :

1. Le Conseil des nominations de l'Ordre des métiers est prorogé sous le nom de Conseil des nominations et Registre du classement de l'Ordre des métiers. L'organisme modifié comporte deux composantes : le Conseil des nominations et le Registre du classement. La composante appelée Conseil des nominations a les mêmes fonctions que l'actuel Conseil des nominations de l'Ordre des métiers. La principale fonction de la composante appelée Registre du classement est de trancher les questions relatives au classement ou au reclassement des métiers comme métier à accréditation facultative ou obligatoire. Cette fonction est actuellement exercée par des comités d'examen créés par l'Ordre des métiers de l'Ontario.
2. L'annexe prévoit également qu'un comité de classement peut déterminer quelles activités relevant du champ d'exercice d'un métier à accréditation obligatoire devraient constituer l'exercice du métier pour l'application des articles 2 et 4 de la Loi.
3. L'annexe comprend des dispositions énonçant la façon dont les métiers peuvent être renvoyés à un comité de classement ainsi que les processus applicables en cas de renvoi, et traite d'autres questions connexes.
4. Une nouvelle partie est ajoutée à la Loi afin de prévoir la délivrance d'avis de contravention exigeant d'une personne qu'elle paie une pénalité administrative. Cette partie énonce les facteurs qu'il faut prendre en compte avant de délivrer un avis de contravention, notamment l'existence d'un risque de préjudice pour le public ou d'autres personnes et les champs d'exercice des métiers pertinents. La personne qui reçoit un avis de contravention peut en demander la révision par la Commission des relations de travail de l'Ontario. Des dispositions sont incluses concernant la conduite d'une révision et l'exécution d'une pénalité administrative.
5. L'annexe comprend une disposition qui exige que l'Ordre des métiers de l'Ontario établisse, d'une part, une politique d'observation et d'application des mesures législatives et, d'autre part, un Comité d'observation et d'application des mesures législatives chargé de conseiller le conseil sur la façon de régler les problèmes d'observation et d'application des mesures législatives à l'égard des questions relevant de l'Ordre.
6. Des pouvoirs réglementaires connexes sont ajoutés ou modifiés.

**SCHEDULE 18
ONTARIO RETIREMENT PENSION PLAN
LEGISLATION REPEAL ACT, 2016**

The Act set out in this Schedule does the following:

1. Dissolves the Ontario Retirement Pension Plan Administration Corporation.
2. Transfers the dissolved Corporation's assets and liabilities to the Crown in right of Ontario.
3. Grants immunity to former directors, officers and employees of the dissolved Corporation for any act or omission done in good faith in the performance or exercise or intended performance or exercise of their duties and powers.
4. Repeals the *Ontario Retirement Pension Plan Act, 2015*, the *Ontario Retirement Pension Plan Administration Corporation Act, 2015* and the *Ontario Retirement Pension Plan Act (Strengthening Retirement Security for Ontarians), 2016*.
5. Makes consequential amendments to various Acts.

**SCHEDULE 19
PENSION BENEFITS ACT**

The *Pension Benefits Act* is amended. Here are some highlights.

Currently, section 42 of the Act provides certain portability options to a former member of a pension plan. In the circumstances set out in that section, a former member can require the administrator of the former member's pension plan to pay an amount equal to the commuted value of the person's deferred pension to another pension plan, to a prescribed retirement savings arrangement or for the purchase of a life annuity. The Schedule amends the Act to provide that section 42 also applies, with necessary modifications, to a retired member who is entitled to begin to receive a pension from the pension fund by virtue of having reached the normal retirement date under the pension plan but who has not yet elected to receive the pension, if the pension plan so permits. Technical consequential changes are made to the current and unproclaimed versions of subsection 1.1 (4) of the Act.

The Schedule also amends the Act to require the approval of the Superintendent of Financial Services before an administrator appointed under the Act may purchase life annuities in connection with the wind up of a pension plan. The Superintendent is required to approve the purchase within the prescribed period after approving the wind up report in respect of the pension plan under section 70 of the Act.

The Schedule also amends the Act to permit the Lieutenant Governor in Council to make regulations exempting employers and successor employers from the requirement to pay certain amounts into a pension fund under section 75 of the Act where a pension plan is wound up. Such an exemption would be available only if the following circumstances exist:

1. As a result of an application under the *Companies' Creditors Arrangement Act* (Canada), a court made an order on or before December 31, 2015 staying all proceedings taken against the employer.

**ANNEXE 18
LOI DE 2016 ABROGEANT LA LÉGISLATION
SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DE LA PROVINCE
DE L'ONTARIO**

La loi figurant à l'annexe fait ce qui suit :

1. Elle dissout la Société d'administration du Régime de retraite de la province de l'Ontario.
2. Elle transfère les actifs et les passifs de la Société à la Couronne du chef de l'Ontario.
3. Elle accorde l'immunité aux anciens administrateurs, dirigeants et employés de la Société dissoute pour les actes accomplis ou les omissions commises de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs pouvoirs et fonctions.
4. Elle abroge la *Loi de 2015 sur le Régime de retraite de la province de l'Ontario*, la *Loi de 2015 sur la Société d'administration du Régime de retraite de la province de l'Ontario* et la *Loi de 2016 sur le Régime de retraite de la province de l'Ontario (sécuriser la retraite en Ontario)*.
5. Elle apporte des modifications corrélatives à diverses lois.

**ANNEXE 19
LOI SUR LES RÉGIMES DE RETRAITE**

Des modifications sont apportées à la *Loi sur les régimes de retraite*. En voici l'essentiel.

L'article 42 de la Loi prévoit des options relatives à la transférabilité dont peuvent se prévaloir les anciens participants à un régime de retraite. Dans les circonstances indiquées à cet article, tout ancien participant peut exiger que l'administrateur du régime paie un montant égal à la valeur de rachat de sa pension différée à un autre régime de retraite, à un arrangement d'épargne-retraite prescrit ou pour la constitution d'une rente viagère. L'annexe modifie la Loi de sorte que l'article 42 s'applique également, avec les adaptations nécessaires, à tout participant retraité qui a le droit de commencer à recevoir une pension de la caisse de retraite du fait qu'il a atteint la date normale de retraite prévue par le régime de retraite, mais qui n'a pas encore choisi de recevoir la pension, si le régime le permet. Des modifications corrélatives de forme sont apportées à la version en vigueur et à celle non encore proclamée du paragraphe 1.1 (4) de la Loi.

L'annexe modifie également la Loi pour que l'approbation du surintendant des services financiers soit requise avant qu'un administrateur nommé en vertu de la Loi puisse constituer des rentes viagères dans le cadre de la liquidation d'un régime de retraite. Le surintendant est tenu d'approuver la constitution des rentes dans le délai prescrit après avoir approuvé le rapport de liquidation du régime de retraite en application de l'article 70 de la Loi.

De plus, l'annexe modifie la Loi afin de permettre au lieutenant-gouverneur en conseil de prendre des règlements pour exempter des employeurs et des employeurs subséquents de l'obligation de verser certaines sommes à une caisse de retraite en application de l'article 75 de la Loi en cas de liquidation d'un régime de retraite. Une telle exemption n'est possible que si les conditions suivantes sont réunies :

1. Par suite de la présentation d'une demande au titre de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada), un tribunal a rendu, le 31 décembre 2015 ou avant cette date, une ordonnance suspendant toute procédure intentée contre l'employeur.

2. The Superintendent of Financial Services has approved an agreement with respect to the employer's liability under section 75 and with respect to the liability of the successor employer, if any.

The Act is also amended to provide the Superintendent of Financial Services with the authority to impose administrative penalties for contravening a requirement established under the Act or a prescribed provision of the Act or the regulations. General penalties and penalties given in accordance with a summary process are provided for, and maximum penalty amounts are set out for each type of penalty.

The Lieutenant Governor in Council is given the power to make regulations governing administrative penalties imposed under the Act and respecting the timing and manner of allocating amounts from the Pension Benefits Guarantee Fund and paying those amounts to pension plans.

SCHEDULE 20 PROVINCIAL LAND TAX ACT, 2006

The *Provincial Land Tax Act, 2006* is amended to give the Minister the ability to make regulations providing for tax rebates to owners of property that have vacant portions in any property class other than the residential property class, the multi-residential property class, the farm property class, the pipe line property class or the managed forests property class, instead of being restricted to properties in the commercial property class or the industrial property class.

SCHEDULE 21 REGISTERED INSURANCE BROKERS ACT

Various technical corrections are made to the *Registered Insurance Brokers Act*.

SCHEDULE 22 RETAIL SALES TAX ACT

The Schedule adds new subsections 4.2 (3.1) and (3.2) to the *Retail Sales Tax Act* to allow the Minister of Finance to approve the use of industry standard publications for determining the average wholesale price of a specified vehicle.

SCHEDULE 23 SECURITIES ACT

Currently, under section 127 of the *Securities Act*, the Commission cannot, without a hearing, make an order prohibiting a person or company from acquiring any securities. Subsection 127 (5) is amended to authorize the Commission to make a temporary order for such a prohibition, if the length of time required to conclude a hearing could be prejudicial to the public interest. An amendment is also made to subsection 127 (8) respecting the extension of the temporary order.

SCHEDULE 24 SUPPLEMENTARY INTERIM APPROPRIATION FOR 2016-2017 ACT, 2016

The Schedule enacts the *Supplementary Interim Appropriation for 2016-2017 Act, 2016*, which authorizes expenditures pending the voting of supply for the fiscal year ending on March 31, 2017 up to specified maximum amounts. The expenditures authorized are in addition to those authorized under the *Interim Appropriation for 2016-2017 Act, 2015*. All expenditures made or recognized under the *Interim Appropriation for 2016-2017 Act, 2015* and this Act must be charged to the proper appropriation following the voting of supply for the fiscal year ending on March 31, 2017.

2. Le surintendant des services financiers a approuvé un accord à l'égard de la responsabilité de l'employeur prévue à l'article 75 et à l'égard de la responsabilité de l'employeur subséquent, le cas échéant.

La Loi est également modifiée pour donner au surintendant des services financiers le pouvoir d'imposer des pénalités administratives en cas de contravention à une exigence établie en vertu de la Loi ou à une disposition prescrite de la Loi ou des règlements. Les modifications prévoient des pénalités générales et des pénalités imposées conformément à un processus sommaire et fixent des montants maximaux pour chaque type de pénalité.

Le lieutenant-gouverneur en conseil est investi du pouvoir de prendre des règlements régissant les pénalités administratives imposées en vertu de la Loi et traitant des délais et du mode d'attribution de sommes prélevées sur le Fonds de garantie des prestations de retraite et de versement de ces sommes à des régimes de retraite.

ANNEXE 20 LOI DE 2006 SUR L'IMPÔT FONCIER PROVINCIAL

La *Loi de 2006 sur l'impôt foncier provincial* est modifiée afin que le ministre puisse prendre des règlements prévoyant des remises d'impôt en faveur des propriétaires de biens dont des parties sont vacantes et qui appartiennent à n'importe quelle catégorie autre que la catégorie des biens résidentiels, la catégorie des immeubles à logements multiples, la catégorie des biens agricoles, la catégorie des pipelines ou la catégorie des forêts aménagées, au lieu de remises restreintes aux biens appartenant à la catégorie des biens commerciaux ou à la catégorie des biens industriels.

ANNEXE 21 LOI SUR LES COURTIER D'ASSURANCES INSCRITS

Diverses modifications de forme sont apportées à la *Loi sur les courtiers d'assurances inscrits*.

ANNEXE 22 LOI SUR LA TAXE DE VENTE AU DÉTAIL

L'annexe ajoute les paragraphes (3.1) et (3.2) à l'article 4.2 de la *Loi sur la taxe de vente au détail* pour permettre au ministre des Finances d'approuver l'utilisation de publications sectorielles pour calculer le prix de gros moyen d'un véhicule déterminé.

ANNEXE 23 LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES

Dans sa version actuelle, l'article 127 de la *Loi sur les valeurs mobilières* ne permet pas à la Commission de rendre, sans tenir d'audience, une ordonnance interdisant à une personne ou à une compagnie d'acquiescer des valeurs mobilières. Le paragraphe (5) de cet article est modifié pour autoriser la Commission à rendre une ordonnance temporaire interdisant une telle acquisition dans le cas où la période nécessaire pour terminer une audience pourrait être préjudiciable à l'intérêt public. Une modification est également apportée au paragraphe 127 (8) en ce qui concerne la prorogation de l'ordonnance temporaire.

ANNEXE 24 LOI SUPPLÉMENTAIRE DE 2016 PORTANT AFFECTATION ANTICIPÉE DE CRÉDITS POUR 2016-2017

L'annexe édicte la *Loi supplémentaire de 2016 portant affectation anticipée de crédits pour 2016-2017*, laquelle autorise l'engagement de dépenses, jusqu'à concurrence de plafonds déterminés, en attendant le vote des crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017. Les dépenses autorisées s'ajoutent à celles prévues par la *Loi de 2015 portant affectation anticipée de crédits pour 2016-2017*. Après ce vote, toutes les dépenses effectuées ou comptabilisées en vertu de cette loi et de la loi édictée par l'annexe doivent être imputées à l'affectation de crédits approuvée.

SCHEDULE 25 TAXATION ACT, 2007

The Schedule makes the following technical amendments to the *Taxation Act, 2007*:

1. A reference to “the highest individual percentage” is included as a result of changes in the Federal Act.
2. Section 9 of the Act is amended so that the termination of the federal education tax credit does not affect the calculation of the Ontario tax credit for unused tuition and education tax credits, or the calculation of the Ontario education tax credit.
3. A reference to the “Canada child tax benefit” is updated to “Canada child benefit” as a result of changes in the Federal Act.

Section 93 of the Act, which governs the Ontario interactive digital media tax credit, is amended to establish a deadline for applications for certification made under that section.

SCHEDULE 26 TOBACCO TAX ACT

The *Tobacco Tax Act* is amended as follows:

The requirements to provide different types of information to the Minister on request that apply to a person who holds a raw leaf tobacco registration certificate issued under section 2.2 are extended to persons who hold a manufacturer’s registration certificate under section 7.

The penalties for being convicted of an offence in respect of raw leaf tobacco under sections 2.2, 2.3, 2.4 and 23.0.1 are amended to include an additional fine reflecting the quantity of raw leaf tobacco involved in the offence. The fines in section 2.3 are also increased and imprisonment is allowed for in certain circumstances.

The penalty for contravening section 2.3 is increased and an additional amount is added to reflect the quantity of raw leaf tobacco involved.

New offences and penalties are established for failing to comply with the requirements in section 3.1 with respect to retail dealers’ permits.

The Minister is given the power to make regulations governing the activities of persons with respect to the baling and packaging of raw leaf tobacco.

Section 43 is repealed and replaced. The new section 43 allows the Minister to make regulations governing fees under the Act.

ANNEXE 25 LOI DE 2007 SUR LES IMPÔTS

L’annexe apporte les modifications de forme suivantes à la *Loi de 2007 sur les impôts* :

1. La mention «le taux d’imposition supérieur» est incluse en raison de modifications apportées à la loi fédérale.
2. L’article 9 de la Loi est modifié afin que la suppression du crédit d’impôt fédéral pour études n’ait pas d’incidence sur le calcul du crédit d’impôt de l’Ontario à l’égard des crédits d’impôt pour frais de scolarité et pour études inutilisés ni sur le calcul du crédit d’impôt de l’Ontario pour études.
3. La mention «prestation fiscale canadienne pour enfants» est remplacée par la mention «allocation canadienne pour enfants» en raison de modifications apportées à la loi fédérale.

L’article 93 de la Loi, qui régit le crédit d’impôt de l’Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques, est modifié pour fixer le délai de présentation des demandes d’attestation prévues à cet article.

ANNEXE 26 LOI DE LA TAXE SUR LE TABAC

Les modifications suivantes sont apportées à la *Loi de la taxe sur le tabac* :

Les exigences qui s’appliquent aux titulaires d’un certificat d’inscription à l’égard du tabac en feuilles délivré en application de l’article 2.2 et selon lesquelles ils doivent fournir différents types de renseignements au ministre, à sa demande, s’appliquent désormais aux titulaires d’un certificat d’inscription de fabricant délivré en application de l’article 7.

Les peines prévues aux articles 2.2, 2.3, 2.4 et 23.0.1 en cas de déclaration de culpabilité à l’égard d’une infraction relative au tabac en feuilles sont modifiées pour inclure une amende supplémentaire proportionnelle à la quantité de tabac en feuilles en cause dans l’infraction. Les amendes prévues à l’article 2.3 sont également augmentées et une peine d’emprisonnement est possible dans certaines circonstances.

La pénalité prévue en cas de contravention à l’article 2.3 est augmentée et elle est majorée d’un montant proportionnel à la quantité de tabac en feuilles en cause.

De nouvelles infractions et pénalités sont établies en cas de non-respect des exigences de l’article 3.1 relatives aux permis de détaillant.

Le ministre est investi du pouvoir de régir, par règlement, les activités de personnes en ce qui concerne la mise en ballots et l’emballage du tabac en feuilles.

L’article 43 est abrogé et remplacé. Le nouvel article 43 permet au ministre de prendre des règlements qui régissent les droits prévus par la Loi.

**An Act to implement
Budget measures and to enact
and amend various statutes**

**Loi visant à mettre en oeuvre
les mesures budgétaires et à édicter
et à modifier diverses lois**

CONTENTS

1.	Contents of this Act
2.	Commencement
3.	Short title
Schedule 1	Alcohol and Gaming Regulation and Public Protection Act, 1996
Schedule 2	Assessment Act
Schedule 3	City of Toronto Act, 2006
Schedule 4	Commodity Futures Act
Schedule 5	Credit Unions and Caisses Populaires Act, 1994
Schedule 6	Crown Employees Collective Bargaining Act, 1993
Schedule 7	Financial Administration Act
Schedule 8	Financial Services Regulatory Authority of Ontario Act, 2016
Schedule 9	Fire Protection and Prevention Act, 1997
Schedule 10	Insurance Act
Schedule 11	Interim Appropriation for 2017-2018 Act, 2016
Schedule 12	Investment Management Corporation of Ontario Act, 2015
Schedule 13	Land Transfer Tax Act
Schedule 14	Ministry of Revenue Act
Schedule 15	Municipal Act, 2001
Schedule 16	Occupational Health and Safety Act
Schedule 17	Ontario College of Trades and Apprenticeship Act, 2009
Schedule 18	Ontario Retirement Pension Plan Legislation Repeal Act, 2016
Schedule 19	Pension Benefits Act
Schedule 20	Provincial Land Tax Act, 2006
Schedule 21	Registered Insurance Brokers Act
Schedule 22	Retail Sales Tax Act
Schedule 23	Securities Act
Schedule 24	Supplementary Interim Appropriation for 2016-2017 Act, 2016
Schedule 25	Taxation Act, 2007
Schedule 26	Tobacco Tax Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Contents of this Act

1. This Act consists of this section, sections 2 and 3 and the Schedules to this Act.

SOMMAIRE

1.	Contenu de la présente loi
2.	Entrée en vigueur
3.	Titre abrégé
Annexe 1	Loi de 1996 sur la réglementation des alcools et des jeux et la protection du public
Annexe 2	Loi sur l'évaluation foncière
Annexe 3	Loi de 2006 sur la cité de Toronto
Annexe 4	Loi sur les contrats à terme sur marchandises
Annexe 5	Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions
Annexe 6	Loi de 1993 sur la négociation collective des employés de la Couronne
Annexe 7	Loi sur l'administration financière
Annexe 8	Loi de 2016 sur l'Office ontarien de réglementation des services financiers
Annexe 9	Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie
Annexe 10	Loi sur les assurances
Annexe 11	Loi de 2016 portant affectation anticipée de crédits pour 2017-2018
Annexe 12	Loi de 2015 sur la Société ontarienne de gestion des placements
Annexe 13	Loi sur les droits de cession immobilière
Annexe 14	Loi sur le ministère du Revenu
Annexe 15	Loi de 2001 sur les municipalités
Annexe 16	Loi sur la santé et la sécurité au travail
Annexe 17	Loi de 2009 sur l'Ordre des métiers de l'Ontario et l'apprentissage
Annexe 18	Loi de 2016 abrogeant la législation sur le Régime de retraite de la province de l'Ontario
Annexe 19	Loi sur les régimes de retraite
Annexe 20	Loi de 2006 sur l'impôt foncier provincial
Annexe 21	Loi sur les courtiers d'assurances inscrits
Annexe 22	Loi sur la taxe de vente au détail
Annexe 23	Loi sur les valeurs mobilières
Annexe 24	Loi supplémentaire de 2016 portant affectation anticipée de crédits pour 2016-2017
Annexe 25	Loi de 2007 sur les impôts
Annexe 26	Loi de la taxe sur le tabac

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Contenu de la présente loi

1. La présente loi est constituée du présent article, des articles 2 et 3 et de ses annexes.

Commencement

2. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

(2) The Schedules to this Act come into force as provided in each Schedule.

(3) If a Schedule to this Act provides that any provisions are to come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, a proclamation may apply to one or more of those provisions, and proclamations may be issued at different times with respect to any of those provisions.

Short title

3. The short title of this Act is the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016*.

Entrée en vigueur

2. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

(2) Les annexes de la présente loi entrent en vigueur comme le prévoit chacune d'elles.

(3) Si une annexe de la présente loi prévoit que l'une ou l'autre de ses dispositions entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, la proclamation peut s'appliquer à une ou à plusieurs d'entre elles. En outre, des proclamations peuvent être prises à des dates différentes en ce qui concerne n'importe lesquelles de ces dispositions.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)*.

**SCHEDULE 1
ALCOHOL AND GAMING REGULATION
AND PUBLIC PROTECTION ACT, 1996**

1. The heading to Part II of the *Alcohol and Gaming Regulation and Public Protection Act, 1996* is repealed and the following substituted:

**PART II
TAX ON BEER, WINE AND SPIRITS**

2. (1) The definition of “authorized grocery store” in subsection 17 (1) of the Act is amended by striking out “through a winery retail store on the grocery store’s premises” at the end and substituting “from a wine boutique located inside the shopping area of the grocery store”.

(2) The definition of “collector” in subsection 17 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

“collector” means a beer vendor, an authorized grocery store, a spirits manufacturer, a winery or, if it remits taxes to the Minister, an affiliate of a winery; (“percepteur”)

(3) Subsection 17 (1) of the Act is amended by adding the following definitions:

“distillery retail store” means a store in Ontario owned and operated by a spirits manufacturer from which the manufacturer is authorized under clause 3 (1) (e) of the *Liquor Control Act* to sell spirits to purchasers; (“magasin de détail de distillerie”)

“liquor” has the same meaning as in the *Liquor Licence Act*; (“boisson alcoolique”)

(4) The definition of “Minister” in subsection 17 (1) of the Act is amended by striking out “Revenue” and substituting “Finance”.

(5) The definition of “purchaser” in subsection 17 (1) of the Act is amended,

(a) by striking out “beer, wine or a wine cooler” in the portion before clause (a) and substituting “liquor”;

(b) by striking out “the beer, wine or wine cooler” in clause (b) and substituting “the liquor”.

(6) Subsection 17 (1) of the Act is amended by adding the following definitions:

“spirits” has the same meaning as in the *Liquor Licence Act*; (“spiritueux”)

“spirits cooler” means a beverage that contains more than 0.5 of 1 per cent but less than or equal to 14.8 per cent alcohol by volume obtained from distillation; (“spiritueux panaché”)

“spirits manufacturer” means a manufacturer authorized under the *Liquor Control Act* to sell its spirits in stores that it owns and operates; (“fabricant de spiritueux”)

**ANNEXE 1
LOI DE 1996 SUR LA RÉGLEMENTATION
DES ALCOOLS ET DES JEUX
ET LA PROTECTION DU PUBLIC**

1. L’intertitre de la partie II de la *Loi de 1996 sur la réglementation des alcools et des jeux et la protection du public* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

**PARTIE II
TAXES SUR LA BIÈRE, LE VIN
ET LES SPIRITUEUX**

2. (1) La définition de «épicerie autorisée» au paragraphe 17 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «fourni par l’intermédiaire d’un magasin de détail d’établissement vinicole sur les lieux de l’épicerie» par «provenant d’une boutique de vins située dans l’espace commercial de l’épicerie» à la fin de la définition.

(2) La définition de «percepteur» au paragraphe 17 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«percepteur» Vendeur de bière, épicerie autorisée, fabricant de spiritueux, établissement vinicole ou, s’il remet des taxes au ministre, membre du même groupe qu’un établissement vinicole. («collector»)

(3) Le paragraphe 17 (1) de la Loi est modifié par adjonction des définitions suivantes :

«boisson alcoolique» S’entend au sens que la *Loi sur les permis d’alcool* donne au terme «alcool». («liquor»)

«magasin de détail de distillerie» Magasin en Ontario dont le propriétaire-exploitant est une distillerie et dans lequel cette dernière est autorisée en vertu de l’alinéa 3 (1) e) de la *Loi sur les alcools* à vendre des spiritueux à des acheteurs. («distillery retail store»)

(4) La définition de «ministre» au paragraphe 17 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «du Revenu» par «des Finances».

(5) La définition de «acheteur» au paragraphe 17 (1) de la Loi est modifiée :

a) par remplacement de «de la bière, du vin ou du vin panaché» par «des boissons alcooliques» dans le passage qui précède l’alinéa a);

b) par remplacement de «la bière, le vin ou le vin panaché» par «les boissons alcooliques» à l’alinéa b).

(6) Le paragraphe 17 (1) de la Loi est modifié par adjonction des définitions suivantes :

«boutique de vins» Magasin de détail d’établissement vinicole :

a) qui, d’une part, est situé dans l’espace commercial d’une épicerie;

b) où, d’autre part, l’établissement vinicole est autorisé en vertu de la *Loi sur les alcools* à vendre du vin au public. («wine boutique»)

«fabricant de spiritueux» Fabricant autorisé en vertu de la

“wine boutique” means a winery retail store,

- (a) that is located inside the shopping area of a grocery store, and
- (b) from which the winery is authorized under the *Liquor Control Act* to sell wine to the public; (“boutique de vins”)

(7) The definition of “winery retail store” in subsection 17 (1) of the Act is amended by striking out “at which a winery is authorized” and substituting “from which the winery is authorized”.

(8) The portion before paragraph 1 of subsection 17 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Persons deemed to be purchasers

(2) In the following circumstances, the following persons are deemed to be purchasers that are liable to pay tax under this Part:

(9) Subsection 17 (2) of the Act is amended by adding the following paragraph:

- 5. A spirits manufacturer that distributes spirits in Ontario without charge, but only with respect to the spirits distributed without charge.

(10) Subsection 17 (2.1) of the Act is repealed.

(11) Subsection 17 (3) of the Act is amended,

- (a) by striking out “beer, wine or a wine cooler” at the end of the portion before clause (a) and substituting “liquor”;
- (b) by striking out “the beer, wine or wine cooler” in clause (a) and substituting “the liquor”;
- (c) by striking out “the beer, wine or wine cooler” in the portion before subclause (d) (i) and substituting “the liquor”;
- (d) by striking out “beer vendor, winery retail store” in subclause (d) (ii) and substituting “beer vendor, distillery retail store, winery retail store”; and
- (e) by striking out “the beer, wine or wine coolers” in clause (g) and substituting “the liquor”.

3. Section 18 of the Act is amended by striking out “beer, wine or a wine cooler” and substituting “liquor”.

4. (1) Subsection 18.1 (2) of the Act is repealed.

Loi sur les alcools à vendre les spiritueux qu’il fabrique dans des magasins dont il est le propriétaire-exploitant. («spirits manufacturer»)

«spiritueux» S’entend au sens de la *Loi sur les permis d’alcool*. («spirits»)

«spiritueux panaché» Boisson qui contient plus de 0,5 % et au plus 14,8 % d’alcool par unité de volume obtenu par distillation. («spirits cooler»)

(7) La définition de «magasin de détail d’établissement vinicole» au paragraphe 17 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «qui est autorisé par l’alinéa 3 (1) e) de la *Loi sur les alcools* à y vendre» par «et dans lequel ce dernier est autorisé en vertu de l’alinéa 3 (1) e) de la *Loi sur les alcools* à vendre».

(8) Le passage qui précède la disposition 1 du paragraphe 17 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Personnes réputées être des acheteurs

(2) Dans les circonstances indiquées, les personnes suivantes sont réputées être des acheteurs qui sont tenus de payer les taxes prévues par la présente partie :

(9) Le paragraphe 17 (2) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

- 5. Le fabricant de spiritueux qui distribue sans frais des spiritueux en Ontario, mais seulement à l’égard des spiritueux ainsi distribués.

(10) Le paragraphe 17 (2.1) de la Loi est abrogé.

(11) Le paragraphe 17 (3) de la Loi est modifié :

- a) par remplacement de «de bière, de vin ou de vin panaché» par «de boissons alcooliques» à la fin du passage qui précède l’alinéa a);
- b) par remplacement de «la bière, le vin ou le vin panaché» par «les boissons alcooliques» à l’alinéa a);
- c) par remplacement de «de bière, de vin ou de vin panaché» par «de boissons alcooliques» dans le passage qui précède le sous-alinéa d) (i);
- d) par remplacement de «d’un vendeur de bière, dans un magasin de détail d’établissement vinicole» par «d’un vendeur de bière, dans un magasin de détail de distillerie, dans un magasin de détail d’établissement vinicole» au sous-alinéa d) (ii);
- e) par remplacement de «la bière, le vin ou le vin panaché sera entreposé en Ontario pour être exporté par la suite en vue de son utilisation» par «les boissons alcooliques seront entreposées en Ontario pour être exportées par la suite en vue de leur utilisation» à l’alinéa g).

3. L’article 18 de la Loi est modifié par remplacement de «de bière, de vin ou de vin panaché» par «de boissons alcooliques».

4. (1) Le paragraphe 18.1 (2) de la Loi est abrogé.

(2) Subsection 18.1 (4) of the Act is repealed.**(3) Section 18.1 of the Act is amended by adding the following subsection:****Spirits manufacturer**

(5.1) A spirits manufacturer and its affiliates are not subject to tax under this Act on a maximum of 1,250 litres of spirits that is distributed by any of them in Ontario without charge during a 12-month period that begins on July 1 in a year.

(4) Subsection 18.1 (8) of the Act is repealed.**(5) Section 18.1 of the Act is amended by adding the following subsections:****Apportionment of exemption, spirits**

(11) If the aggregate total of the spirits distributed by a spirits manufacturer and its affiliates without charge during a 12-month period described in subsection (5.1) exceeds the amount specified under this section that is exempt from tax, the exemption may be apportioned among them in proportion to their share of the aggregate total or otherwise.

Same

(12) If a spirits manufacturer carries on business in Ontario for only part of a 12-month period described in subsection (5.1), the amount of the manufacturer's exemption from taxation under this section is reduced proportionately.

5. Section 20 of the Act is amended by adding "and in respect of purchases of spirits on and after July 1, 2017" at the end.**6. (1) Paragraph 3 of subsection 22 (3) of the Act is repealed and the following substituted:**

3. In the preceding production year, the beer manufacturer was not a party to any agreement or other arrangement pursuant to which it agreed to manufacture beer for any other beer manufacturer that was not a microbrewer.

(2) Section 22 of the Act is amended by adding the following subsection:**Exception, manufacturers that were previously microbrewers**

(3.2) Despite paragraphs 2 and 3 of subsection (3), a beer manufacturer may be a party to an agreement or other arrangement with another beer manufacturer that is not a microbrewer without affecting the first beer manufacturer's status as a microbrewer under subsection (3) if the other beer manufacturer was a microbrewer at any point in the production year referred to in those paragraphs.

7. (1) Section 27 of the Act is amended by adding the following subsection:**Same, purchases from wine boutique**

(1.1) Despite subsection (1), a purchaser who, on or after January 1, 2017, purchases from an authorized grocery store wine that is Ontario wine or a wine cooler that

(2) Le paragraphe 18.1 (4) de la Loi est abrogé.**(3) L'article 18.1 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :****Fabricant de spiritueux**

(5.1) Le fabricant de spiritueux et les membres du même groupe sont exonérés des taxes prévues par la présente loi à l'égard d'une quantité maximale de 1 250 litres de spiritueux que l'un ou l'autre distribue sans frais en Ontario pendant la période de 12 mois qui commence le 1^{er} juillet d'une année.

(4) Le paragraphe 18.1 (8) de la Loi est abrogé.**(5) L'article 18.1 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :****Répartition de l'exonération : spiritueux**

(11) Si la quantité totale de spiritueux qu'un fabricant de spiritueux et les membres du même groupe distribuent sans frais pendant la période de 12 mois visée au paragraphe (5.1) est supérieure à la quantité indiquée au présent article qui est exonérée des taxes, l'exonération peut être répartie entre eux en fonction de leur part de la quantité totale ou selon un autre critère.

Idem

(12) Si un fabricant de spiritueux exerce des activités commerciales en Ontario pendant une partie seulement de la période de 12 mois visée au paragraphe (5.1), le montant de l'exonération des taxes à laquelle il a droit en vertu du présent article est réduit proportionnellement.

5. L'article 20 de la Loi est modifié par insertion de «et à ceux qui font des achats de spiritueux le 1^{er} juillet 2017 ou par la suite» à la fin de l'article.**6. (1) La disposition 3 du paragraphe 22 (3) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :**

3. Au cours de l'année de production précédente, il n'était pas partie à une entente ou à un autre arrangement selon lequel il a convenu de fabriquer de la bière pour un autre fabricant de bière qui n'était pas un microbrasseur.

(2) L'article 22 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :**Exception : fabricants qui étaient des microbrasseurs**

(3.2) Malgré les dispositions 2 et 3 du paragraphe (3), un fabricant de bière peut être partie à une entente ou à un autre arrangement avec un autre fabricant de bière qui n'est pas un microbrasseur sans que cela ait une incidence sur son statut de microbrasseur aux termes du paragraphe (3) si l'autre fabricant de bière était un microbrasseur à un moment quelconque de l'année de production visée à ces dispositions.

7. (1) L'article 27 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :**Idem : achats dans une boutique de vins**

(1.1) Malgré le paragraphe (1), l'acheteur qui, le 1^{er} janvier 2017 ou par la suite, achète dans une épicerie autorisée du vin qui est du vin de l'Ontario ou du vin pa-

is an Ontario wine cooler shall, if the wine or wine cooler is manufactured by the operator of the wine boutique located in the shopping area of the grocery store, pay a basic tax in respect of the purchase at the following basic tax rates:

1. 7.1 per cent of the retail price of the wine or wine cooler for purchases made on or after January 1, 2017 and before April 1, 2017.
2. 8.1 per cent of the retail price of the wine or wine cooler for purchases made on or after April 1, 2017 and before April 1, 2018.
3. 9.6 per cent of the retail price of the wine or wine cooler for purchases made on or after April 1, 2018 and before April 1, 2019.
4. 11.1 per cent of the retail price of the wine or wine cooler for purchases made on or after April 1, 2019.

(2) Section 27 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same, purchases from wine boutique

(2.1) Despite subsection (2), a purchaser who, on or after January 1, 2017, purchases from an authorized grocery store wine that is not Ontario wine or a wine cooler that is not an Ontario wine cooler shall, if the wine or wine cooler is manufactured by the operator of the wine boutique located in the shopping area of the grocery store, pay a basic tax in respect of the purchase at the following basic tax rates:

1. 17.1 per cent of the retail price of the wine or wine cooler for purchases made on or after January 1, 2017 and before April 1, 2017.
2. 19.1 per cent of the retail price of the wine or wine cooler for purchases made on or after April 1, 2017 and before April 1, 2018.
3. 22.6 per cent of the retail price of the wine or wine cooler for purchases made on or after April 1, 2018 and before April 1, 2019.
4. 26.6 per cent of the retail price of the wine or wine cooler for purchases made on or after April 1, 2019.

(3) Subsection 27 (3) of the Act is amended by striking out “clause 3 (1) (i)” in the portion before clause (a) and substituting “subsection 3 (1.1)”.

(4) Subsection 27 (3) of the Act, as amended by subsection (3), is repealed and the following substituted:

Retail price of wine, etc.

(3) The retail price of wine or a wine cooler sold to a purchaser from a winery retail store or an authorized grocery store is the amount calculated in accordance with the following rules:

1. Determine the amount fixed by the Board for the wine or wine cooler under the authority of subsection 3 (1.1) of the *Liquor Control Act*, or by the winery retail store if the Board has not fixed a price.

naché qui est du vin panaché de l'Ontario paie, si le vin ou le vin panaché est fabriqué par l'exploitant de la boutique de vins située dans l'espace commercial de l'épicerie, une taxe de base aux taux suivants :

1. 7,1 % du prix de détail du vin ou du vin panaché, pour les achats faits le 1^{er} janvier 2017 ou par la suite, mais avant le 1^{er} avril 2017.
2. 8,1 % du prix de détail du vin ou du vin panaché, pour les achats faits le 1^{er} avril 2017 ou par la suite, mais avant le 1^{er} avril 2018.
3. 9,6 % du prix de détail du vin ou du vin panaché, pour les achats faits le 1^{er} avril 2018 ou par la suite, mais avant le 1^{er} avril 2019.
4. 11,1 % du prix de détail du vin ou du vin panaché, pour les achats faits le 1^{er} avril 2019 ou par la suite.

(2) L'article 27 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : achats dans une boutique de vins

(2.1) Malgré le paragraphe (2), l'acheteur qui, le 1^{er} janvier 2017 ou par la suite, achète dans une épicerie autorisée du vin qui n'est pas du vin de l'Ontario ou du vin panaché qui n'est pas du vin panaché de l'Ontario paie, si le vin ou le vin panaché est fabriqué par l'exploitant de la boutique de vins située dans l'espace commercial de l'épicerie, une taxe de base aux taux suivants :

1. 17,1 % du prix de détail du vin ou du vin panaché, pour les achats faits le 1^{er} janvier 2017 ou par la suite, mais avant le 1^{er} avril 2017.
2. 19,1 % du prix de détail du vin ou du vin panaché, pour les achats faits le 1^{er} avril 2017 ou par la suite, mais avant le 1^{er} avril 2018.
3. 22,6 % du prix de détail du vin ou du vin panaché, pour les achats faits le 1^{er} avril 2018 ou par la suite, mais avant le 1^{er} avril 2019.
4. 26,6 % du prix de détail du vin ou du vin panaché, pour les achats faits le 1^{er} avril 2019 ou par la suite.

(3) Le paragraphe 27 (3) de la Loi est modifié par remplacement de «de l'alinéa 3 (1) i)» par «du paragraphe 3 (1.1)» dans le passage qui précède l'alinéa a).

(4) Le paragraphe 27 (3) de la Loi, tel qu'il est modifié par le paragraphe (3), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Prix de détail du vin ou du vin panaché

(3) Le prix de détail du vin ou du vin panaché vendu à un acheteur dans un magasin de détail d'établissement vinicole ou une épicerie autorisée correspond au montant calculé conformément aux règles suivantes :

1. Déterminer le prix fixé par la Régie pour le vin ou le vin panaché en vertu du paragraphe 3 (1.1) de la *Loi sur les alcools* ou, à défaut, par le magasin de détail d'établissement vinicole lui-même.

2. Subtract the amount of any deposit on the container containing the wine or wine cooler that is required to be collected or remitted under the Ontario deposit return program referred to in the regulations made under the *Liquor Control Act*.
3. Determine the amount of tax imposed under Part IX of the *Excise Tax Act* (Canada) in respect of the purchase of the wine or wine cooler by doing the following:
 - i. Divide the amount that remains after performing the calculation described in paragraph 2 by the sum of the tax rate under Part IX of the *Excise Tax Act* (Canada) plus 1.
 - ii. Multiply the result by the tax rate under Part IX of the *Excise Tax Act* (Canada).
 - iii. Round the result to the nearest cent and subtract that amount from the amount that remains after performing the calculation described in paragraph 2.
4. Subtract the environmental tax imposed under section 29 of this Act on the wine or wine cooler from the amount that remains after performing the calculations described in paragraph 3.
5. Calculate the volume tax imposed under section 28 of this Act on the wine or wine cooler and subtract that amount from the amount that remains after performing the calculation described in paragraph 4.
6. Add 1 to the basic tax rate that applies to the wine or wine cooler under this section.
7. Divide the amount that remains after performing the calculation described in paragraph 5 by the amount determined in paragraph 6. The result is the retail price of the wine or wine cooler.

8. The Act is amended by adding the following sections before the heading "Division C — Tax Collection and Remittance":

SPIRITS

Basic tax

Spirits, general

29.1 (1) A purchaser who purchases spirits from a distillery retail store shall pay a basic tax in respect of the purchase at the basic tax rate of 61.5 per cent of the retail price of the spirits.

Retail price of spirits

(2) The retail price of spirits sold to a purchaser from a distillery retail store is the amount calculated in accordance with the following rules:

1. Determine the amount fixed by the Board for the spirits under the authority of subsection 3 (1.1) of the *Liquor Control Act*, or by the distillery retail store if the Board has not fixed a price.

2. Soustraire la consigne applicable au contenant qui doit être perçue ou versée dans le cadre du programme de consignation de l'Ontario mentionné dans les règlements pris en vertu de la *Loi sur les alcools*.
3. Calculer le montant de la taxe prévue par la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada) à l'égard de l'achat du vin ou du vin panaché en faisant ce qui suit :
 - i. Diviser le montant qui reste après le calcul indiqué à la disposition 2 par le total de 1 et du taux de taxe prévu à la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada).
 - ii. Multiplier le résultat par le taux de taxe prévu à la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada).
 - iii. Arrondir le résultat au cent le plus proche et soustraire ce montant de celui qui reste après le calcul indiqué à la disposition 2.

4. Soustraire la taxe écologique imposée en vertu de l'article 29 de la présente loi sur le vin ou le vin panaché du montant qui reste après le calcul indiqué à la disposition 3.

5. Calculer la taxe sur le volume imposée en vertu de l'article 28 de la présente loi sur le vin ou le vin panaché et soustraire ce montant de celui qui reste après le calcul indiqué à la disposition 4.

6. Ajouter 1 au taux de la taxe de base qui s'applique au vin ou au vin panaché aux termes du présent article.

7. Diviser le montant qui reste après le calcul indiqué à la disposition 5 par le chiffre calculé à la disposition 6. Le résultat correspond au prix de détail du vin ou du vin panaché.

8. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants avant l'intertitre «Section C — Perception et remise des taxes» :

SPIRITUEUX

Taxe de base

Spiritueux : dispositions générales

29.1 (1) L'acheteur qui achète un spiritueux dans un magasin de détail de distillerie paie une taxe de base au taux de 61,5 % du prix de détail du spiritueux.

Prix de détail du spiritueux

(2) Le prix de détail d'un spiritueux vendu à un acheteur dans un magasin de détail de distillerie correspond au montant calculé conformément aux règles suivantes :

1. Déterminer le prix fixé par la Régie pour le spiritueux en vertu du paragraphe 3 (1.1) de la *Loi sur les alcools* ou, à défaut, par le magasin de détail de distillerie lui-même.

2. Subtract the amount of any deposit on the container containing the spirits that is required to be collected or remitted under the Ontario deposit return program referred to in the regulations made under the *Liquor Control Act*.
3. Determine the amount of tax imposed under Part IX of the *Excise Tax Act* (Canada) in respect of the purchase of the spirits by doing the following:
 - i. Divide the amount that remains after performing the calculation described in paragraph 2 by the sum of the tax rate under Part IX of the *Excise Tax Act* (Canada) plus 1.
 - ii. Multiply the result by the tax rate under Part IX of the *Excise Tax Act* (Canada).
 - iii. Round the result to the nearest cent and subtract that amount from the amount that remains after performing the calculation described in paragraph 2.
4. Subtract the environmental tax imposed under section 29.3 of this Act on the spirits from the amount that remains after performing the calculations described in paragraph 3.
5. Calculate the volume tax imposed under section 29.2 of this Act on the spirits and subtract that amount from the amount that remains after performing the calculation described in paragraph 4.
6. Add 1 to the basic tax rate that applies to the spirits under this section.
7. Divide the amount that remains after performing the calculation described in paragraph 5 by the amount determined in paragraph 6. The result is the retail price of the spirits.

Samples

(3) If a spirits manufacturer sells a sample of spirits to a purchaser and the amount of tax paid by the purchaser under this Part in respect of the sample is less than the amount of tax, based on the retail price of the spirits, that is reasonably allocable by volume to the sample, the manufacturer, as a purchaser, shall pay tax under this Act in an amount equal to the difference.

Volume tax

29.2 A purchaser who purchases spirits from a distillery retail store shall pay a volume tax in respect of the purchase at the volume tax rate of,

- (a) 28 cents per litre, in the case of a spirits cooler; and
- (b) 38 cents per litre, in the case of spirits that are not a spirits cooler.

Environmental tax

29.3 A purchaser who purchases spirits from a distillery retail store shall pay an environmental tax of 8.93 cents for each non-refillable container in which the spirits are purchased.

2. Soustraire la consigne applicable au contenant qui doit être perçue ou versée dans le cadre du programme de consignation de l'Ontario mentionné dans les règlements pris en vertu de la *Loi sur les alcools*.
3. Calculer le montant de la taxe prévue par la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada) à l'égard de l'achat du spiritueux en faisant ce qui suit :
 - i. Diviser le montant qui reste après le calcul indiqué à la disposition 2 par le total de 1 et du taux de taxe prévu à la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada).
 - ii. Multiplier le résultat par le taux de taxe prévu à la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada).
 - iii. Arrondir le résultat au cent le plus proche et soustraire ce montant de celui qui reste après le calcul indiqué à la disposition 2.
4. Soustraire la taxe écologique imposée en vertu de l'article 29.3 de la présente loi sur le spiritueux du montant qui reste après le calcul indiqué à la disposition 3.
5. Calculer la taxe sur le volume imposée en vertu de l'article 29.2 de la présente loi sur le spiritueux et soustraire ce montant de celui qui reste après le calcul indiqué à la disposition 4.
6. Ajouter 1 au taux de la taxe de base qui s'applique au spiritueux aux termes du présent article.
7. Diviser le montant qui reste après le calcul indiqué à la disposition 5 par le chiffre calculé à la disposition 6. Le résultat correspond au prix de détail du spiritueux.

Échantillons

(3) Le fabricant de spiritueux qui vend un échantillon de spiritueux sur lequel la taxe payée par l'acheteur au titre de la présente partie est inférieure à celle qui, compte tenu du prix de détail, peut raisonnablement être imputée à l'échantillon selon le volume paie une taxe égale à la différence dans le cadre de la présente loi en qualité d'acheteur.

Taxe sur le volume

29.2 L'acheteur qui achète des spiritueux dans un magasin de détail de distillerie paie une taxe sur le volume au taux suivant :

- a) 28 cents le litre, dans le cas de spiritueux panachés;
- b) 38 cents le litre, dans le cas de spiritueux qui ne sont pas des spiritueux panachés.

Taxe écologique

29.3 L'acheteur qui achète des spiritueux dans un magasin de détail de distillerie paie une taxe écologique de 8,93 cents pour chaque contenant à remplissage unique dans lequel les spiritueux sont vendus.

9. The Act is amended by adding the following section before the heading “Wine and Wine Coolers”:

SPIRITS

Tax collection and remittance

Collection from purchaser

30.2 (1) Every spirits manufacturer that sells or delivers spirits to a purchaser from a distillery retail store shall, as agent for the Minister, collect at the time of the sale or delivery all taxes imposed under Division B on a purchaser in respect of the purchase of the spirits.

Remittance by spirits manufacturer

(2) Every spirits manufacturer that collects taxes under this section shall remit the taxes to the Minister in accordance with the regulations.

10. Section 31.1 of the Act is amended by striking out “beer, wine or a wine cooler” in the portion before paragraph 1 and substituting “liquor”.

11. Subsection 60 (8) of the Act is amended by adding the following paragraph:

4. Subsection 39 (1).

12. (1) Subsection 65 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Tax-included pricing

(1) Liquor that is subject to taxation under this Part shall be made available for sale at a price that includes all taxes payable under this Part by a purchaser in respect of the purchase of the liquor.

(2) Subsection 65 (2) of the Act is amended by striking out “Beer vendors and wineries” at the beginning and substituting “Beer vendors, wineries, authorized grocery stores and spirits manufacturers”.

Commencement

13. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

(2) Section 6 is deemed to have come into force on June 4, 2015.

(3) Subsection 7 (3) is deemed to have come into force on August 1, 2015.

9. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant avant l'intertitre «Vin et vin panaché» :

SPIRITUEUX

Perception et remise des taxes

Perception auprès de l'acheteur

30.2 (1) Le fabricant de spiritueux qui vend ou livre des spiritueux à un acheteur dans un magasin de détail de distillerie perçoit, au moment de la vente ou de la livraison et en qualité de mandataire du ministre, l'ensemble des taxes que la section B impose à l'acheteur à l'égard de l'achat.

Remise par le fabricant de spiritueux

(2) Le fabricant de spiritueux qui perçoit des taxes au titre du présent article remet celles-ci au ministre conformément aux règlements.

10. L'article 31.1 de la Loi est modifié par remplacement de «de la bière, du vin ou du vin panaché» par «une boisson alcoolique» dans le passage qui précède la disposition 1.

11. Le paragraphe 60 (8) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

4. Le paragraphe 39 (1).

12. (1) Le paragraphe 65 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Prix taxes comprises

(1) Les boissons alcooliques qui sont assujetties aux taxes prévues par la présente partie sont mises en vente à un prix qui comprend l'ensemble des taxes que l'acheteur doit payer en application de la présente partie à l'égard de l'achat de boissons alcooliques.

(2) Le paragraphe 65 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «Les vendeurs de bière et les établissements vinicoles» par «Les vendeurs de bière, les établissements vinicoles, les épiceries autorisées et les fabricants de spiritueux» au début du paragraphe.

Entrée en vigueur

13. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

(2) L'article 6 est réputé être entré en vigueur le 4 juin 2015.

(3) Le paragraphe 7 (3) est réputé être entré en vigueur le 1^{er} août 2015.

**SCHEDULE 2
ASSESSMENT ACT**

1. (1) Subsection 27 (3) of the *Assessment Act* is amended by adding "Subject to the regulations" at the beginning.

(2) Subsection 27 (7.1) of the Act is amended by adding "Subject to the regulations" at the beginning.

(3) Section 27 of the Act is amended by adding the following subsections:

Regulations

(16) The Minister may make regulations setting out a method for determining the amount to be paid by a commission under subsection (3) or (7.1) that is different from the method set out in those subsections.

Same

(17) A regulation made under subsection (16) may be general or specific in its application and may apply differently to different commissions, lands, buildings, or classes of lands or buildings.

2. Subsection 53 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Disclosure of information

(1) A person employed by the assessment corporation, a municipality or a school board is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$2,000, or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both if,

- (a) in the course of the person's duties, he or she acquires or has access to information collected under this Act or to information collected pursuant to an assessment appeal or a proceeding in court involving an assessment matter;
- (b) the information is,
 - (i) proprietary information of a commercial nature prescribed by the Minister relating to an individual property, or
 - (ii) actual income and expense information on an individual property; and
- (c) the person wilfully discloses the information or permits it to be disclosed to any person who is not entitled in the course of their duties to acquire or have access to the information.

Commencement

3. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

**ANNEXE 2
LOI SUR L'ÉVALUATION FONCIÈRE**

1. (1) Le paragraphe 27 (3) de la *Loi sur l'évaluation foncière* est modifié par adjonction de «Sous réserve des règlements,» au début du paragraphe.

(2) Le paragraphe 27 (7.1) de la Loi est modifié par adjonction de «Sous réserve des règlements,» au début du paragraphe.

(3) L'article 27 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Règlements

(16) Le ministre peut, par règlement, établir un mode de calcul de la somme à verser par les commissions en application du paragraphe (3) ou (7.1) qui est différent de celui prévu à ces paragraphes.

Idem

(17) Les règlements pris en vertu du paragraphe (16) peuvent avoir une portée générale ou particulière et s'appliquer de façon différente à des commissions, biens-fonds ou bâtiments différents ou à des catégories différentes de biens-fonds ou de bâtiments.

2. Le paragraphe 53 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Divulgence de renseignements

(1) Toute personne employée par la société d'évaluation foncière, une municipalité ou un conseil scolaire est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 2 000 \$ et d'un emprisonnement d'au plus six mois, ou d'une seule de ces peines, si les conditions suivantes sont réunies :

- a) dans l'exercice de ses fonctions, la personne obtient des renseignements recueillis en vertu de la présente loi ou recueillis dans le cadre d'un appel au sujet d'une évaluation ou d'une instance devant un tribunal concernant une question d'évaluation ou a accès à ces renseignements;
- b) il s'agit, selon le cas :
 - (i) de renseignements exclusifs d'intérêt commercial prescrits par le ministre sur un bien immeuble individuel,
 - (ii) de renseignements sur les dépenses et le revenu réels d'un bien immeuble individuel;
- c) la personne divulgue les renseignements ou permet leur divulgation, sciemment, à une personne qui n'a pas le droit d'obtenir ces renseignements ou d'y avoir accès dans l'exercice de ses fonctions.

Entrée en vigueur

3. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

SCHEDULE 3 CITY OF TORONTO ACT, 2006

1. Subsections 278 (1.1), (2) and (3) of the *City of Toronto Act, 2006* are repealed and the following substituted:

City option

(1.1) Despite subsection (1), the City may pass a by-law providing for the application of a single percentage that is not less than 30 per cent and not more than 35 per cent instead of the percentages described in paragraphs 2, 3, 4 and 5 of subsection (1).

Same

(1.2) Despite subsection (1), the City may pass a by-law providing for the application of a percentage within a range prescribed by the Minister of Finance instead of the percentage described in paragraph 2, 3, 4 or 5 of subsection (1), as the case may be.

Same

(1.3) Despite subsection (1), the City may, if authorized by the regulations, pass a by-law providing that a tax rate reduction in paragraph 2, 3, 4 or 5 of subsection (1) does not apply.

Regulations

- (2) The Minister of Finance may make regulations,
- (a) prescribing percentages or ranges for the purposes of subsection (1);
 - (b) requiring percentage reductions of the tax rates for municipal purposes for any subclasses prescribed under subsection 8 (2) of the *Assessment Act*;
 - (c) prescribing ranges for the purposes of subsection (1.2);
 - (d) authorizing the City to pass a by-law referred to in subsection (1.3);
 - (e) imposing conditions on the ability of the City to pass a by-law referred to in this section.

Choice of percentage within range

(3) If a regulation made under clause (2) (a) requires the tax rates for the subclasses referred to in paragraph 1 of subsection (1) to be reduced by a percentage within a range described in the regulation,

- (a) the percentage shall be specified, by by-law, by the City; and
- (b) if no percentage is specified under clause (a), the percentage shall be the highest percentage in the range.

2. (1) Clause 279 (1) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

- (a) establish two or three bands of assessment of property for the purposes of facilitating graduated tax rates for any one or more of the classes prescribed

ANNEXE 3 LOI DE 2006 SUR LA CITÉ DE TORONTO

1. Les paragraphes 278 (1.1), (2) et (3) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Choix de la cité

(1.1) Malgré le paragraphe (1), la cité peut, par règlement, prévoir l'application d'un pourcentage unique d'au moins 30 % et d'au plus 35 % au lieu des pourcentages visés aux dispositions 2, 3, 4 et 5 du paragraphe (1).

Idem

(1.2) Malgré le paragraphe (1), la cité peut, par règlement, prévoir l'application d'un pourcentage qui se situe dans la fourchette prescrite par le ministre des Finances au lieu du pourcentage visé à la disposition 2, 3, 4 ou 5 du paragraphe (1), selon le cas.

Idem

(1.3) Malgré le paragraphe (1), la cité peut, si les règlements l'autorisent, adopter un règlement prévoyant que la réduction du taux d'imposition prévue à la disposition 2, 3, 4 ou 5 du paragraphe (1) ne s'applique pas.

Règlements

- (2) Le ministre des Finances peut, par règlement :
- a) prescrire des pourcentages ou des fourchettes pour l'application du paragraphe (1);
 - b) exiger la réduction en pourcentage des taux d'imposition prélevés aux fins municipales pour toute sous-catégorie prescrite en vertu du paragraphe 8 (2) de la *Loi sur l'évaluation foncière*;
 - c) prescrire des fourchettes pour l'application du paragraphe (1.2);
 - d) autoriser la cité à adopter un règlement visé au paragraphe (1.3);
 - e) assortir de conditions la capacité de la cité d'adopter un règlement visé au présent article.

Choix du pourcentage dans la fourchette

(3) Si un règlement pris en vertu de l'alinéa (2) a) exige la réduction des taux d'imposition applicables aux sous-catégories visées à la disposition 1 du paragraphe (1) d'un pourcentage se situant dans la fourchette qui y est précisée :

- a) ce pourcentage est celui que précise la cité par règlement;
- b) si aucun pourcentage n'est précisé en application de l'alinéa a), le pourcentage correspond au plus élevé de la fourchette.

2. (1) L'alinéa 279 (1) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) diviser l'évaluation des biens en deux ou trois fourchettes afin de faciliter l'application de taux d'imposition progressifs pour une ou plusieurs des

under clause (4) (0.a) or included in the commercial classes or the industrial classes; and

(2) Subsection 279 (4) of the Act is amended by adding the following clause:

- (0.a) prescribing classes of real property for the purposes of clause (1) (a), other than the residential property class, the multi-residential property class, the farm property class, the pipe line property class or the managed forests property class;

3. Subsection 288 (4) of the Act is repealed.

4. (1) Subsection 289 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Property that Part applies to

(2) This Part applies with respect to property in the City in the commercial classes, the industrial classes, the multi-residential property class and any other class prescribed under clause (8) (a).

(2) Subsection 289 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Exception

(4) Despite clause (3) (b), this Part applies to a property or portion of a property in the commercial classes, the industrial classes or a class prescribed under clause (8) (a) to which subsection 4 (3) of the *Municipal Tax Assistance Act* applies, but the portion of a property to which that subsection applies is deemed to be a separate property for the purposes of this Part.

(3) Subsections 289 (8), (9) and (10) of the Act are repealed and the following substituted:

Regulations

- (8) The Minister of Finance may by regulation,
- (a) prescribe classes of real property that this Part applies to, other than the residential property class, the farm property class, the pipe line property class or the managed forests property class;
 - (b) exempt property, including a portion of a property, from the application of this Part;
 - (c) provide that this Part does not apply in the City.

Same

(9) A regulation under clause (8) (b) or (c) may provide that property is exempt or that this Part does not apply only if prescribed circumstances exist.

Exempt property deemed not in classes

(10) The commercial classes, the industrial classes, the multi-residential property class and any class prescribed under clause (8) (a) are deemed, for the purposes of this

catégories prescrites en vertu de l'alinéa (4) 0.a) ou comprises dans les catégories commerciales ou les catégories industrielles;

(2) Le paragraphe 279 (4) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- 0.a) prescrire des catégories de biens immeubles pour l'application de l'alinéa (1) a), à l'exclusion de la catégorie des biens résidentiels, de la catégorie des immeubles à logements multiples, de la catégorie des biens agricoles, de la catégorie des pipelines et de la catégorie des forêts aménagées;

3. Le paragraphe 288 (4) de la Loi est abrogé.

4. (1) Le paragraphe 289 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Biens auxquels s'applique la présente partie

(2) La présente partie s'applique à l'égard des biens situés dans la cité qui appartiennent aux catégories commerciales, aux catégories industrielles, à la catégorie des immeubles à logements multiples et à toute autre catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (8) a).

(2) Le paragraphe 289 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exception

(4) Malgré l'alinéa (3) b), la présente partie s'applique à tout ou partie d'un bien qui appartient aux catégories commerciales, aux catégories industrielles ou aux catégories prescrites en vertu de l'alinéa (8) a) et auquel s'applique le paragraphe 4 (3) de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités*. Toutefois, la partie d'un bien à laquelle s'applique ce paragraphe est réputée être un bien distinct pour l'application de la présente partie.

(3) Les paragraphes 289 (8), (9) et (10) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Règlements

- (8) Le ministre des Finances peut, par règlement :
- a) prescrire les catégories de biens immeubles auxquelles s'applique la présente partie, à l'exclusion de la catégorie des biens résidentiels, de la catégorie des biens agricoles, de la catégorie des pipelines et de la catégorie des forêts aménagées;
 - b) exempter des biens, y compris une partie d'un bien, de l'application de la présente partie;
 - c) prévoir que la présente partie ne s'applique pas dans la cité.

Idem

(9) Les règlements pris en vertu de l'alinéa (8) b) ou c) peuvent prévoir que des biens sont exemptés ou que la présente partie ne s'applique pas uniquement dans les circonstances prescrites.

Biens exemptés réputés ne pas appartenir à une catégorie

(10) Les catégories commerciales, les catégories industrielles, la catégorie des immeubles à logements multiples et les catégories prescrites en vertu de l'alinéa (8) a) sont

Part, not to include property exempted from the application of this Part under this section.

5. Clauses 291 (3) (b) and (c) of the Act are repealed and the following substituted:

- (b) governing the calculation of taxes for a taxation year in the circumstances described in paragraph 5 of subsection (1);
- (c) governing the calculation of taxes for a taxation year under paragraph 6 of subsection (1) in prescribed circumstances in connection with the phasing out of the application of this Part.

6. Subsection 292 (1) of the Act is amended by striking out “in respect of property in the commercial classes, industrial classes or multi-residential property class” in the portion before paragraph 1 and substituting “in respect of property in the commercial classes, the industrial classes, the multi-residential property class or a class prescribed under clause 289 (8) (a)”.

7. (1) Subsection 302 (1.2) of the Act is amended by adding “or” at the end of clause (a), by striking out “or” at the end of clause (b) and by striking out clause (c).

(2) Section 302 of the Act is amended by adding the following subsection:

Application of regulations under this Part

(1.3) A regulation made under this Part may provide that a provision of the regulation or of this Part does not apply in the City unless the City passes a by-law to have it apply, subject to any prescribed conditions.

8. (1) Subsection 309 (3) of the Act is amended by adding the following clause:

- (a.1) prescribing the method of calculating information relating to tax changes that must or that may be included on or with tax bills under section 308;

(2) Section 309 of the Act is amended by adding the following subsection:

Application of regulations

(4) A regulation made under subsection (3) may provide that a provision of the regulation or of this section does not apply to the City unless the City passes a by-law to have it apply, subject to any prescribed conditions.

9. (1) Clause 329 (2) (b) of the Act is repealed and the following substituted:

- (b) a property is eligible if it is in one of the commercial classes or industrial classes, within the meaning of subsection 275 (1) of this Act, or if it is in a class prescribed under clause (11) (b.1) of this section.

réputées ne pas comprendre, pour l'application de la présente partie, les biens exemptés de son application en vertu du présent article.

5. Les alinéas 291 (3) b) et c) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- b) régir le calcul des impôts pour une année d'imposition dans les circonstances visées à la disposition 5 du paragraphe (1);
- c) régir le calcul des impôts pour une année d'imposition en application de la disposition 6 du paragraphe (1) dans les circonstances prescrites, dans le cadre de l'élimination progressive de l'application de la présente partie.

6. Le paragraphe 292 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «sur les biens qui appartiennent aux catégories commerciales, aux catégories industrielles ou à la catégorie des immeubles à logements multiples» par «sur les biens qui appartiennent aux catégories commerciales, aux catégories industrielles, à la catégorie des immeubles à logements multiples ou à une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa 289 (8) a)» dans le passage qui précède la disposition 1.

7. (1) Le paragraphe 302 (1.2) de la Loi est modifié par suppression de l'alinéa c).

(2) L'article 302 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Application des règlements pris en vertu de la présente partie

(1.3) Les règlements pris en vertu de la présente partie peuvent prévoir qu'une de leurs dispositions ou qu'une des dispositions de la présente partie ne s'applique à la cité que si elle adopte un règlement prévoyant son application, sous réserve des conditions prescrites.

8. (1) Le paragraphe 309 (3) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- a.1) prescrire le mode de calcul des données sur les modifications d'impôt faisant partie des renseignements qui doivent ou qui peuvent figurer dans les relevés d'imposition prévus à l'article 308 ou y être joints;

(2) L'article 309 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Application des règlements

(4) Les règlements pris en vertu du paragraphe (3) peuvent prévoir qu'une de leurs dispositions ou qu'une des dispositions du présent article ne s'applique à la cité que si elle adopte un règlement prévoyant son application, sous réserve des conditions prescrites.

9. (1) L'alinéa 329 (2) b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b) un bien est admissible s'il appartient à l'une des catégories commerciales ou des catégories industrielles, au sens du paragraphe 275 (1) de la présente loi, ou s'il appartient à une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (11) b.1) du présent article.

(2) Subsection 329 (11) of the Act is amended by adding the following clause:

- (b.1) prescribing classes of real property for the purposes of clause (2) (b) and paragraph 2 of subsection (13), other than the residential property class, the multi-residential property class, the farm property class, the pipe line property class or the managed forests property class;

(3) Paragraph 2 of subsection 329 (13) of the Act is repealed and the following substituted:

2. The fees and charges are imposed on owners of land that is included in the commercial classes or industrial classes within the meaning of subsection 275 (1), or in a class prescribed under clause (11) (b.1).

10. (1) Subsection 331 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Vacant unit rebate

(1) The City shall have a program to provide tax rebates to owners of property that has vacant portions if that property is in any of the commercial classes or industrial classes, as defined in subsection 275 (1), or in a class prescribed under clause (12) (a.0.1).

(2) Subsection 331 (2) of the Act is amended by adding the following paragraph:

- 3.1 If the property is in a class prescribed under clause (12) (a.0.1), the rebate shall be equal to the percentage prescribed in the regulations.

(3) Subsection 331 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Mixed use

(3) If different portions of a property are classified on the assessment roll in any of the commercial classes, any of the industrial classes or in a class prescribed under clause (12) (a.0.1),

- (a) the portion classified in the commercial classes, if any, shall be deemed to be one property for the purposes of this section;
- (b) the portion classified in the industrial classes, if any, shall be deemed to be another property for the purposes of this section; and
- (c) the portions in each class prescribed under clause (12) (a.0.1), if any, shall each be deemed to be a separate property for the purposes of this section.

(4) Clause 331 (12) (a.1) of the Act is repealed and the following substituted:

- (a.0.1) prescribing classes of real property for the purposes of this section, other than the residential property class, the multi-residential property class, the farm property class, the pipe line property class or the managed forests property class;

(2) Le paragraphe 329 (11) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- b.1) prescrire des catégories de biens immeubles pour l'application de l'alinéa (2) b) et de la disposition 2 du paragraphe (13), à l'exclusion de la catégorie des biens résidentiels, de la catégorie des immeubles à logements multiples, de la catégorie des biens agricoles, de la catégorie des pipelines et de la catégorie des forêts aménagées;

(3) La disposition 2 du paragraphe 329 (13) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

2. Les droits et redevances sont prélevés auprès des propriétaires de biens-fonds compris dans les catégories commerciales ou industrielles, au sens du paragraphe 275 (1), ou dans une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (11) b.1).

10. (1) Le paragraphe 331 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Remises à l'égard des locaux vacants

(1) La cité se dote d'un programme de remises d'impôt en faveur des propriétaires de biens dont des parties sont vacantes et qui appartiennent à l'une ou l'autre des catégories commerciales ou des catégories industrielles, au sens du paragraphe 275 (1), ou à une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (12) a.0.1).

(2) Le paragraphe 331 (2) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

- 3.1 Si le bien appartient à une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (12) a.0.1), la remise correspond au pourcentage prescrit par les règlements.

(3) Le paragraphe 331 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Utilisations multiples

(3) Si, dans le rôle d'évaluation, des parties différentes d'un bien sont classées dans une des catégories commerciales ou des catégories industrielles ou dans une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (12) a.0.1) :

- a) la partie classée dans les catégories commerciales, le cas échéant, est réputée être un bien pour l'application du présent article;
- b) la partie classée dans les catégories industrielles, le cas échéant, est réputée être un autre bien pour l'application du présent article;
- c) les parties classées dans chaque catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (12) a.0.1), le cas échéant, sont chacune réputées être un bien distinct pour l'application du présent article.

(4) L'alinéa 331 (12) a.1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a.0.1) prescrire des catégories de biens immeubles pour l'application du présent article, à l'exclusion de la catégorie des biens résidentiels, de la catégorie des immeubles à logements multiples, de la catégorie des biens agricoles, de la catégorie des pipelines et de la catégorie des forêts aménagées;

(a.1) prescribing percentages for the purposes of paragraphs 2, 3 and 3.1 of subsection (2);

Commencement

11. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures)*, 2016 receives Royal Assent.

a.1) prescrire des pourcentages pour l'application des dispositions 2, 3 et 3.1 du paragraphe (2);

Entrée en vigueur

11. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

SCHEDULE 4 COMMODITY FUTURES ACT

1. The *Commodity Futures Act* is amended by adding the following Part:

PART XII.1 PROTECTION FROM REPRISALS

No reprisals

54.1 (1) No person or company, or person acting on behalf of a person or company, shall take a reprisal against an employee of the person or company because the employee has,

- (a) sought advice about providing information, expressed an intention to provide information, or provided information to the person or company, the Commission, a recognized self-regulatory organization or a law enforcement agency about an act of the person or company, or person acting on behalf of the person or company, that has occurred, is ongoing or is about to occur, and that the employee reasonably believes is contrary to Ontario commodity futures law or a by-law or other regulatory instrument of a recognized self-regulatory organization; or
- (b) in relation to information provided under clause (a), cooperated, testified or otherwise assisted, or expressed an intention to cooperate, testify or otherwise assist in,
 - (i) an investigation by the Commission, a recognized self-regulatory organization or a law enforcement agency, or
 - (ii) a proceeding of the Commission or a recognized self-regulatory organization, or a judicial proceeding.

Same

(2) For the purposes of subsection (1), a reprisal is any measure taken against an employee that adversely affects his or her employment and includes but is not limited to,

- (a) ending or threatening to end the employee's employment;
- (b) demoting, disciplining or suspending, or threatening to demote, discipline or suspend an employee;
- (c) imposing or threatening to impose a penalty related to the employment of the employee; or
- (d) intimidating or coercing an employee in relation to his or her employment.

Prohibition re agreements

(3) A provision in an agreement, including a confidentiality agreement, between a person or company and an

ANNEXE 4 LOI SUR LES CONTRATS À TERME SUR MARCHANDISES

1. La *Loi sur les contrats à terme sur marchandises* est modifiée par adjonction de la partie suivante :

PARTIE XII.1 PROTECTION CONTRE LES REPRÉSAILLES

Interdiction d'exercer des représailles

54.1 (1) Aucune personne ou compagnie, ni aucune personne agissant au nom d'une personne ou compagnie, ne doit exercer de représailles contre un de ses employés parce que, selon le cas :

- a) il a demandé des conseils quant à la fourniture de renseignements, a exprimé l'intention de fournir des renseignements ou a fourni des renseignements à la personne ou compagnie, à la Commission, à un organisme d'autoréglementation reconnu ou à un organisme d'exécution de la loi au sujet d'un acte que la personne ou compagnie, ou la personne agissant au nom de la personne ou compagnie, a accompli, continue d'accomplir ou est sur le point d'accomplir, et qu'il a des motifs raisonnables de croire que cet acte est contraire au droit ontarien des contrats à terme sur marchandises ou à un règlement administratif ou autre instrument réglementaire d'un organisme d'autoréglementation reconnu;
- b) relativement aux renseignements fournis aux termes de l'alinéa a), il a collaboré, témoigné ou aidé d'une autre façon, ou a exprimé l'intention de collaborer, de témoigner ou d'aider d'une autre façon, dans le cadre de l'une des procédures suivantes :
 - (i) une enquête de la Commission, d'un organisme d'autoréglementation reconnu ou d'un organisme d'exécution de la loi,
 - (ii) une instance de la Commission ou d'un organisme d'autoréglementation reconnu ou une instance judiciaire.

Idem

(2) Pour l'application du paragraphe (1), constitue des représailles toute mesure prise contre un employé qui nuit à son emploi, notamment :

- a) mettre fin à son emploi ou menacer de le faire;
- b) le rétrograder, lui imposer une mesure disciplinaire ou le suspendre, ou menacer de le faire;
- c) prendre des sanctions à l'égard de son emploi ou menacer de le faire;
- d) l'intimider ou le contraindre à l'égard de son emploi.

Interdiction : ententes

(3) Toute disposition d'une entente, y compris une entente de confidentialité, entre une personne ou compa-

employee of the person or company is void to the extent that it precludes or purports to preclude the employee from,

- (a) providing information described in clause (1) (a) to the Commission, a recognized self-regulatory organization or a law enforcement agency; or
- (b) in relation to information provided under clause (1) (a), cooperating, testifying or otherwise assisting, or expressing an intention to cooperate, testify or otherwise assist in,
 - (i) an investigation by the Commission, a recognized self-regulatory organization or a law enforcement agency, or
 - (ii) a proceeding of the Commission or a recognized self-regulatory organization, or a judicial proceeding.

Commencement

2. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures)*, 2016 receives Royal Assent.

gnie et un de ses employés est nulle dans la mesure où elle empêche ou vise à empêcher l'employé :

- a) de fournir des renseignements visés à l'alinéa (1) a) à la Commission, à un organisme d'autoréglementation reconnu ou à un organisme d'exécution de la loi;
- b) relativement aux renseignements fournis aux termes de l'alinéa (1) a), de collaborer, de témoigner ou d'aider d'une autre façon, ou d'exprimer l'intention de collaborer, de témoigner ou d'aider d'une autre façon, dans le cadre de l'une des procédures suivantes :
 - (i) une enquête de la Commission, d'un organisme d'autoréglementation reconnu ou d'un organisme d'exécution de la loi,
 - (ii) une instance de la Commission ou d'un organisme d'autoréglementation reconnu ou une instance judiciaire.

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

SCHEDULE 5
CREDIT UNIONS AND CAISSES POPULAIRES
ACT, 1994

1. Subsection 190 (1) of the *Credit Unions and Caisses Populaires Act, 1994* is repealed and the following substituted:

Restrictions on lending

(1) A credit union shall loan money only,

- (a) to its members; or
- (b) by participating in a syndicated loan.

2. Section 198 of the Act is amended by striking out “prescribed for its class” at the end and substituting “prescribed”.

3. Subsection 199 (1) of the Act is amended by striking out “prescribed for its class” in the portion before clause (a) and substituting “prescribed”.

4. Clause 264 (1) (i) of the Act is repealed.

5. (1) Subsection 270 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Insurance of deposits with credit unions

(1) Subject to subsection (2), the deposits with every credit union that, under the regulations, are insurable deposits, are insured by the Corporation in accordance with this Act and the by-laws of the Corporation, except if the deposit insurance of the credit union is cancelled under section 274.

(2) Paragraph 2 of subsection 270 (2) of the Act is amended by striking out “any one deposit” and substituting “an insurable deposit”.

(3) Subsection 270 (6) of the Act is amended by striking out “a deposit of a member” and substituting “an insurable deposit of a member”.

6. Subsection 271 (3) of the Act is amended by striking out “is less than” and substituting “does not exceed”.

7. Paragraph 31 of subsection 317 (1) of the Act is amended by striking out “subsection 332 (4)” and substituting “section 332”.

8. Subsection 332 (6) of the Act is repealed and the following substituted:

Registration of credit unions to participate in syndicated loans

(6) The Superintendent may, subject to any prescribed conditions,

- (a) register a credit union in the Extra-Provincial Credit Unions Register for the purpose of allowing the credit union to participate in syndicated loans under this Act, even if no agreement under subsection (1) applies to the credit union;
- (b) cancel the registration.

ANNEXE 5
LOI DE 1994 SUR LES CAISSES POPULAIRES
ET LES CREDIT UNIONS

1. Le paragraphe 190 (1) de la *Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Restrictions relatives aux prêts

(1) La caisse ne peut prêter de l'argent que de l'une des manières suivantes :

- a) en consentant des prêts à ses sociétaires;
- b) en participant à un prêt syndiqué.

2. L'article 198 de la Loi est modifié par remplacement de «qui sont prescrits pour sa catégorie» par «qui sont prescrits» à la fin de l'article.

3. Le paragraphe 199 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «prescrite pour sa catégorie» par «prescrite» dans le passage qui précède l'alinéa a).

4. L'alinéa 264 (1) i) de la Loi est abrogé.

5. (1) Le paragraphe 270 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Assurance des dépôts confiés aux caisses

(1) Sous réserve du paragraphe (2), la Société assure, conformément à la présente loi et à ses règlements administratifs, les dépôts confiés à chaque caisse qui, aux termes des règlements, sont des dépôts assurables, sauf si l'assurance-dépôts de la caisse est annulée en vertu de l'article 274.

(2) La disposition 2 du paragraphe 270 (2) de la Loi est modifiée par remplacement de «de tout dépôt» par «de tout dépôt assurable».

(3) Le paragraphe 270 (6) de la Loi est modifié par remplacement de «le dépôt d'un sociétaire» par «le dépôt assurable d'un sociétaire».

6. Le paragraphe 271 (3) de la Loi est modifié par remplacement de «est inférieur au» par «n'est pas supérieur au».

7. La disposition 31 du paragraphe 317 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «du paragraphe 332 (4)» par «de l'article 332».

8. Le paragraphe 332 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Inscription des caisses en vue de leur participation à des prêts syndiqués

(6) Le surintendant peut, sous réserve des conditions prescrites :

- a) inscrire une caisse au registre des caisses extraprovinciales afin de lui permettre de participer à des prêts syndiqués au titre de la présente loi, même si aucun accord conclu en vertu du paragraphe (1) ne s'applique à la caisse;
- b) annuler l'inscription.

Special rules for credit unions registered under subs. (4) or (6) (a)

(7) The following apply with respect to a credit union registered under subsection (4) or clause (6) (a):

1. References to a credit union in the *Loan and Trust Corporations Act* and such other statutes and regulations as may be prescribed shall be deemed to include a credit union registered under subsection (4) or clause (6) (a).
2. The credit union shall comply with any regulations governing the conduct of credit unions registered under this section.
3. This Act shall not apply with respect to the credit union, except as provided in the regulations.

Commencement

9. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Règles spéciales pour les caisses inscrites en vertu du par. (4) ou de l'al. (6) a)

(7) Les règles suivantes s'appliquent à l'égard de la caisse inscrite en vertu du paragraphe (4) ou de l'alinéa (6) a) :

1. Les mentions d'une caisse dans la *Loi sur les sociétés de prêt et de fiducie* et dans les autres lois et règlements prescrits valent également mention d'une caisse inscrite en vertu du paragraphe (4) ou de l'alinéa (6) a).
2. La caisse se conforme aux règlements régissant la conduite des caisses inscrites en vertu du présent article.
3. La présente loi ne s'applique pas à l'égard de la caisse, sous réserve de ce que prévoient les règlements.

Entrée en vigueur

9. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

SCHEDULE 6 CROWN EMPLOYEES COLLECTIVE BARGAINING ACT, 1993

1. Subsection 2 (1) of the *Crown Employees Collective Bargaining Act, 1993* is amended by striking out “subsection (2)” and substituting “subsection (2) and Part III.1”.

2. Subsection 5 (2) of the Act is amended by striking out “section 41 of the *Labour Relations Act*” in the portion before paragraph 1 and substituting “section 43 of the *Labour Relations Act, 1995*”.

3. Section 13 of the Act is amended by adding “Subject to section 15.1” at the beginning.

4. Subsection 15 (2) of the Act is amended by adding “Subject to section 15.1” at the beginning.

5. The Act is amended by adding the following section:

Exception, essential services agreement

15.1 Sections 13 and 15 do not apply with respect to the Correctional Bargaining Unit described in subsection 22 (2).

6. (1) The definition of “designated bargaining unit” in section 22 of the Act is amended by striking out “subsection 23 (1)” and substituting “subsection 23 (2)”.

(2) Section 22 of the Act is amended by adding the following subsection:

Definitions: bargaining units

(2) In this Part and Part III.1,

“Correctional Bargaining Unit” means the bargaining unit that was formerly Unit II — Corrections Bargaining Unit, as set out in Order in Council 243/94 and as modified from time to time by the collective agreement that applies to the members of the unit; (“Unité de négociation des services correctionnels”)

“Engineer Bargaining Unit” means the bargaining unit as set out in the collective agreement that applies to the members of the unit; (“Unité de négociation des ingénieurs”)

“Fourth Bargaining Unit” means the bargaining unit that was formerly Unit VII — Seventh Bargaining Unit, as set out in Order in Council 243/94 and as modified from time to time by the collective agreement that applies to the members of the unit; (“Quatrième unité de négociation”)

“Unified Bargaining Unit” means the bargaining unit that was formerly composed of the following units, as set out in Order in Council 243/94 and as modified from time to time by the collective agreement that applies to the members of the unit:

ANNEXE 6 LOI DE 1993 SUR LA NÉGOCIATION COLLECTIVE DES EMPLOYÉS DE LA COURONNE

1. Le paragraphe 2 (1) de la *Loi de 1993 sur la négociation collective des employés de la Couronne* est modifié par remplacement de «du paragraphe (2)» par «du paragraphe (2) et de la partie III.1».

2. Le paragraphe 5 (2) de la *Loi* est modifié par remplacement de «l'article 41 de la *Loi sur les relations de travail*» par «l'article 43 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*» dans le passage qui précède la disposition 1.

3. L'article 13 de la *Loi* est modifié par insertion de «Sous réserve de l'article 15.1,» au début de l'article.

4. Le paragraphe 15 (2) de la *Loi* est modifié par insertion de «Sous réserve de l'article 15.1,» au début du paragraphe.

5. La *Loi* est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Exception : entente sur les services essentiels

15.1 Les articles 13 et 15 ne s'appliquent pas à l'égard de l'Unité de négociation des services correctionnels visée au paragraphe 22 (2).

6. (1) La définition de «unité de négociation désignée» à l'article 22 de la *Loi* est modifiée par remplacement de «au paragraphe 23 (1)» par «au paragraphe 23 (2)».

(2) L'article 22 de la *Loi* est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Définitions : unités de négociation

(2) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie et à la partie III.1.

«Quatrième unité de négociation» L'unité de négociation, anciennement appelée Unité VII — Septième unité de négociation, telle qu'elle est décrite dans le décret 243/94 et modifiée par la convention collective qui s'applique aux membres de l'unité. («Fourth Bargaining Unit»)

«Unité de négociation des ingénieurs» L'unité de négociation, telle qu'elle est décrite dans la convention collective qui s'applique aux membres de l'unité. («Engineer Bargaining Unit»)

«Unité de négociation des services correctionnels» L'unité de négociation, anciennement appelée Unité II — Unité de négociation des services correctionnels, telle qu'elle est décrite dans le décret 243/94 et modifiée par la convention collective qui s'applique aux membres de l'unité. («Correctional Bargaining Unit»)

«Unité de négociation unifiée» L'unité de négociation, composée des anciennes unités suivantes, telles qu'elles sont décrites dans le décret 243/94 et modifiées par la convention collective qui s'applique aux membres de l'unité :

1. Unit I — Administrative Bargaining Unit.
2. Unit III — Institutional & Health Care Bargaining Unit.
3. Unit IV — Office Administration Bargaining Unit.
4. Unit V — Operational & Maintenance Bargaining Unit.
5. Unit VI — Technical Bargaining Unit. («Unité de négociation unifiée»)

7. Sections 23 to 29 of the Act are repealed and the following substituted:

Bargaining units

23. (1) All public servants appointed under section 32 of the *Public Service of Ontario Act, 2006* and not excluded from the application of this Act under subsection 1.1 (3) of this Act shall be in one of the designated bargaining units set out in subsection (2) of this section.

Same

(2) The following are designated bargaining units for the purposes of this Act:

1. Unified Bargaining Unit.
2. Correctional Bargaining Unit.
3. Engineer Bargaining Unit.
4. Fourth Bargaining Unit.

Applicable collective agreement

(3) The collective agreement that applied with respect to a member of a designated bargaining unit set out in subsection (2) on the day before the day section 7 of Schedule 6 to the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* came into force continues to apply with respect to him or her until it expires.

Composite agreement

(4) If, as a result of subsection (3), more than one collective agreement will apply in a bargaining unit, the provisions of each collective agreement are deemed to form one part of a single collective agreement to which the bargaining agent representing the employees in the designated bargaining unit is a party.

Bargaining agent, OPSEU

24. (1) The Ontario Public Service Employees Union continues as the bargaining agent representing the employees in the Unified Bargaining Unit and the Correctional Bargaining Unit.

Bargaining agent, AMAPCEO

(2) The Association of Management, Administrative and Professional Crown Employees of Ontario continues

1. Unité I — Unité de négociation des services d'administration.
2. Unité III — Unité de négociation des soins en établissement et des services de santé.
3. Unité IV — Unité de négociation du personnel de bureau.
4. Unité V — Unité de négociation du secteur opérationnel et de l'entretien.
5. Unité VI — Unité de négociation du secteur technique. («Unified Bargaining Unit»)

7. Les articles 23 à 29 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Unités de négociation

23. (1) Tous les fonctionnaires qui sont nommés en vertu de l'article 32 de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario* et qui ne sont pas soustraits à l'application de la présente loi aux termes du paragraphe 1.1 (3) de la présente loi sont compris dans l'une des unités de négociation désignées mentionnées au paragraphe (2) du présent article.

Idem

(2) Les unités de négociation désignées sont les suivantes pour l'application de la présente loi :

1. L'Unité de négociation unifiée.
2. L'Unité de négociation des services correctionnels.
3. L'Unité de négociation des ingénieurs.
4. La Quatrième unité de négociation.

Convention collective applicable

(3) La convention collective qui s'appliquait à l'égard des membres d'une unité de négociation désignée mentionnée au paragraphe (2) la veille de l'entrée en vigueur de l'article 7 de l'annexe 6 de la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* continue de s'appliquer à l'égard de ces membres jusqu'à son expiration.

Convention mixte

(4) Si, par suite de l'application du paragraphe (3), plus d'une convention collective s'applique au sein de l'unité de négociation, les dispositions de chaque convention collective sont réputées constituer une partie d'une convention collective unique à laquelle est partie l'agent négociateur qui représente les employés compris dans l'unité de négociation désignée.

Agent négociateur : SEFPO

24. (1) Le Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario est maintenu comme seul agent négociateur représentant les employés compris dans l'Unité de négociation unifiée et l'Unité de négociation des services correctionnels.

Agent négociateur : AEEGAPCO

(2) L'Association des employées et employés gestionnaires, administratifs et professionnels de la Couronne de

as the bargaining agent representing the employees in the Fourth Bargaining Unit.

Bargaining agent, PEGO

(3) The Professional Engineers Government of Ontario continues as the bargaining agent representing the employees in the Engineer Bargaining Unit.

Effect of continuation

(4) Subject to subsections (5) and (7), the bargaining agents described in subsections (1) to (3) represent the employees in the applicable bargaining units until they cease, under this Act or the *Labour Relations Act, 1995*, to represent them.

Restriction

(5) The Ontario Public Service Employees Union continues to represent the employees in the Correctional Bargaining Unit and the Unified Bargaining Unit until a collective agreement for those units is made following the expiry of the collective agreements referred to in subsections 23 (3) and (4) for those units.

Non-application

(6) Section 66 of the *Labour Relations Act, 1995* does not apply with respect to the bargaining rights of a bargaining agent described in subsection (1), (2) or (3) of this section that represents a designated bargaining unit set out in subsection 23 (2) of this Act.

Same bargaining agent

(7) The Unified Bargaining Unit and the Correctional Bargaining Unit shall be represented by the same bargaining agent.

Term of agreements

25. Unless the parties agree otherwise, every collective agreement respecting employees in the designated bargaining units set out in subsection 23 (2) shall provide that it is effective for a term of at least two years.

Non-application of s. 43 of the LRA

26. Section 43 of the *Labour Relations Act, 1995* does not apply in respect of the next collective agreement for a designated bargaining unit referred to in subsection 23 (2) that is made following the expiry of a collective agreement referred to in subsection 23 (3) or (4).

PART III.1

INTEREST ARBITRATION — CORRECTIONAL BARGAINING UNIT

Application

27. This Part applies in respect of the bargaining of collective agreements for the Correctional Bargaining Unit.

l'Ontario est maintenue comme seul agent négociateur représentant les employés compris dans la Quatrième unité de négociation.

Agent négociateur : PEGO

(3) L'organisme appelé en français «Ingénieurs Gouvernement de l'Ontario» est maintenu comme seul agent négociateur représentant les employés compris dans l'Unité de négociation des ingénieurs.

Effet du maintien

(4) Sous réserve des paragraphes (5) et (7), les agents négociateurs visés aux paragraphes (1) à (3) représentent les employés compris dans les unités de négociation concernées jusqu'à ce qu'ils cessent, aux termes de la présente loi ou de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, de les représenter.

Restriction

(5) Le Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario continue de représenter les employés compris dans l'Unité de négociation des services correctionnels et l'Unité de négociation unifiée jusqu'à ce qu'une convention collective soit conclue pour ces unités de négociation après l'expiration des conventions collectives visées aux paragraphes 23 (3) et (4) applicables à ces unités.

Non-application

(6) L'article 66 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* ne s'applique pas à l'égard du droit de négociation d'un agent négociateur visé au paragraphe (1), (2) ou (3) du présent article qui représente une unité de négociation désignée mentionnée au paragraphe 23 (2) de la présente loi.

Représentation par le même agent négociateur

(7) L'Unité de négociation unifiée et l'Unité de négociation des services correctionnels sont représentées par le même agent négociateur.

Durée des conventions

25. Sauf entente contraire entre les parties, chaque convention collective concernant les employés compris dans les unités de négociation désignées mentionnées au paragraphe 23 (2) prévoit qu'elle est en vigueur pour au moins deux ans.

Non-application de l'art. 43 de la Loi de 1995 sur les relations de travail

26. L'article 43 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* ne s'applique pas à l'égard de la prochaine convention collective qui est conclue pour une unité de négociation désignée visée au paragraphe 23 (2) après l'expiration d'une convention collective visée au paragraphe 23 (3) ou (4).

PARTIE III.1

ARBITRAGE DES DIFFÉRENDS — UNITÉ DE NÉGOCIATION DES SERVICES CORRECTIONNELS

Champ d'application

27. La présente partie s'applique à l'égard de la négociation des conventions collectives pour l'Unité de négociation des services correctionnels.

Notice of no collective agreement

28. If a conciliation officer appointed under section 18 of the *Labour Relations Act, 1995* is unable to effect a collective agreement for the Correctional Bargaining Unit within the time allowed under section 20 of that Act, the following rules apply:

1. The Minister shall forthwith by notice in writing inform each of the parties that the conciliation officer has been unable to effect a collective agreement.
2. Sections 19 and 21 of the *Labour Relations Act, 1995* do not apply.
3. The matters in dispute between the parties shall be decided by arbitration in accordance with this Part.

Arbitration

29. Within seven days after the day on which the Minister has informed the parties that the conciliation officer has been unable to effect a collective agreement, the parties shall agree to refer matters to a single arbitrator or to a board of arbitration.

Appointment of a single arbitrator

29.1 (1) If the parties have agreed to refer matters to a single arbitrator, they shall appoint an arbitrator within seven days after they agreed to refer matters to a single arbitrator.

Single arbitrator's powers

(2) The person so appointed shall constitute the board of arbitration for the purposes of this Part and he or she shall have the powers and duties of the chair of a board of arbitration.

Notice to Minister

(3) As soon as the parties appoint a person to act as a single arbitrator, they shall notify the Minister of the name and address of the person appointed.

Appointment of board of arbitration

29.2 (1) If the parties have agreed to refer matters to a board of arbitration,

- (a) each party shall, within seven days after the parties agreed to refer matters to a board of arbitration, appoint a member of the board and inform the other party of the appointee; and
- (b) the members appointed under clause (a) shall, within five days after the second of them is appointed, appoint a third member who shall be the chair of the board.

Extension

(2) The parties by a mutual agreement in writing may extend the period of seven days mentioned in clause (1) (a) for one further period of seven days.

Avis de défaut de convention collective

28. Si un conciliateur désigné en application de l'article 18 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* ne parvient pas à conclure une convention collective pour l'Unité de négociation des services correctionnels dans le délai prévu à l'article 20 de cette loi, les règles suivantes s'appliquent :

1. Le ministre informe chacune des parties, sans délai, par avis écrit, que le conciliateur n'est pas parvenu à conclure une convention collective.
2. Les articles 19 et 21 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* ne s'appliquent pas.
3. Les questions en litige entre les parties sont tranchées par voie de décision arbitrale conformément à la présente partie.

Arbitrage

29. Au plus tard sept jours après le jour où le ministre a informé les parties que le conciliateur n'est pas parvenu à conclure une convention collective, les parties conviennent de soumettre des questions à un arbitre unique ou à un conseil d'arbitrage.

Désignation d'un arbitre unique

29.1 (1) Si les parties ont convenu de soumettre des questions à un arbitre unique, elles désignent celui-ci au plus tard sept jours après avoir convenu de soumettre les questions à un arbitre unique.

Pouvoirs de l'arbitre unique

(2) La personne ainsi désignée forme le conseil d'arbitrage pour l'application de la présente partie et exerce les pouvoirs et les fonctions du président d'un conseil d'arbitrage.

Avis au ministre

(3) Dès que les parties désignent une personne pour agir comme arbitre unique, elles avisent le ministre de son nom et de son adresse.

Désignation d'un conseil d'arbitrage

29.2 (1) Si les parties ont convenu de soumettre des questions à un conseil d'arbitrage :

- a) chaque partie, au plus tard sept jours après que les parties ont convenu de soumettre les questions à un conseil d'arbitrage, désigne un membre du conseil et informe l'autre partie du nom de la personne qu'elle a désignée;
- b) les membres désignés aux termes de l'alinéa a), au plus tard cinq jours après que le second d'entre eux est désigné, désignent un troisième membre à la présidence du conseil.

Prorogation

(2) Les parties peuvent, par accord réciproque écrit, proroger une seule fois de sept autres jours le délai de sept jours prévu à l'alinéa (1) a).

Notice of appointment by party

(3) As soon as one of the parties appoints a member to a board of arbitration, that party shall notify the other party and the Minister of the name and address of the member appointed.

Notice of appointment by members

(4) As soon as the two members appoint a third member, they shall notify the Minister of the name and address of the third member appointed.

If appointment not made

29.3 (1) If an appointment is not made as required under subsection 29.1 (1) or 29.2 (1), the Minister may make the appointment and the Minister must do so on the request of a party.

Vacancies

(2) If a person ceases to be a member of a board of arbitration by reason of resignation, death or otherwise before it has completed its work, the Minister shall appoint a member in his or her place after consulting the party whose point of view was represented by such person.

Replacement of member

(3) If, in the opinion of the Minister, a member of a board of arbitration has failed to enter on or to carry on his or her duties so as to enable it to render a decision within the time set out in subsection 29.7 (6) or within the time extended under subsection 29.7 (7), the Minister may appoint a member in his or her place after consulting the party whose point of view was represented by such person.

Replacement of chair

(4) If the chair of a board of arbitration is unable to enter on or to carry on his or her duties so as to enable it to render a decision within the time set out in subsection 29.7 (6) or within the time extended under subsection 29.7 (7), the Minister may appoint a person to act as chair in his or her place.

Where single arbitrator unable to act

(5) If the person appointed jointly by the parties as a single arbitrator dies before completing his or her work or is unable to enter on or to carry on his or her duties so as to enable him or her to render a decision within the time set out in subsection 29.7 (6) or within the time extended under subsection 29.7 (7), the Minister may, upon notice or complaint to him or her by either of the parties and after consulting the parties, inform the parties in writing that the arbitrator is unable to enter on or to carry on his or her duties and the provisions of this section relating to the appointment of a board of arbitration shall thereupon apply with necessary modifications.

Same

(6) No person shall be appointed a member of a board of arbitration under this Act who has any pecuniary interest in the matters coming before it or who is acting or has, within a period of six months preceding the date of his or her appointment, acted as solicitor, counsel or agent of either of the parties.

Avis de désignation par une partie

(3) Dès que l'une des parties désigne un membre au conseil d'arbitrage, elle avise l'autre partie et le ministre du nom et de l'adresse de ce membre.

Avis de désignation par les membres

(4) Dès que les deux membres désignent un troisième membre, ils avisent le ministre du nom et de l'adresse de ce membre.

Absence de désignation

29.3 (1) Si aucune désignation n'est effectuée comme l'exige le paragraphe 29.1 (1) ou 29.2 (1), le ministre peut procéder à la désignation et doit le faire si une partie le demande.

Vacance

(2) Si une personne cesse d'être membre d'un conseil d'arbitrage en raison de sa démission, de son décès ou pour tout autre motif avant que celui-ci ait terminé ses travaux, le ministre désigne à sa place un autre membre après avoir consulté la partie dont cette personne représentait le point de vue.

Remplacement des membres

(3) Si, de l'avis du ministre, un membre d'un conseil d'arbitrage n'a pas commencé ses fonctions ou ne les a pas poursuivies de façon que le conseil puisse rendre une décision dans le délai prévu au paragraphe 29.7 (6) ou dans le délai prorogé en vertu du paragraphe 29.7 (7), le ministre peut désigner un autre membre à sa place après avoir consulté la partie dont cette personne représentait le point de vue.

Remplacement du président

(4) Si le président d'un conseil d'arbitrage ne peut commencer ses fonctions ou les poursuivre de façon que le conseil puisse rendre une décision dans le délai prévu au paragraphe 29.7 (6) ou dans le délai prorogé en vertu du paragraphe 29.7 (7), le ministre peut désigner une personne à sa place pour agir en qualité de président.

Cas où l'arbitre unique ne peut agir

(5) Si la personne désignée d'un commun accord par les parties comme arbitre unique décède avant d'avoir terminé ses travaux ou ne peut commencer ses fonctions ou les poursuivre de façon à pouvoir rendre une décision dans le délai prévu au paragraphe 29.7 (6) ou dans le délai prorogé en vertu du paragraphe 29.7 (7), le ministre peut, sur plainte ou avis de l'une ou de l'autre des parties et après avoir consulté celles-ci, les aviser par écrit que l'arbitre ne peut commencer ses fonctions ou les poursuivre. Les dispositions du présent article ayant trait à la désignation d'un conseil d'arbitrage s'appliquent dès lors, avec les adaptations nécessaires.

Idem

(6) Nul ne doit être membre d'un conseil d'arbitrage aux termes de la présente loi s'il a un intérêt pécuniaire dans les questions dont le conseil est saisi ou s'il exerce ou a exercé, dans les six mois précédant immédiatement sa désignation, des fonctions de procureur, d'avocat ou de mandataire de l'une ou de l'autre des parties.

Selection of method

29.4 (1) If the chair of the board of arbitration was appointed under subsection 29.1 (1) or clause 29.2 (1) (b), the parties shall select the method of arbitration.

Failure to select

(2) The method of arbitration shall be mediation-arbitration unless the parties select a different method of arbitration.

Selection of method

(3) If the chair of the board of arbitration was appointed by the Minister, subject to subsections (4) to (6), the Minister shall select the method of arbitration and shall advise the chair of the board of arbitration of the selection.

Same, mediation-arbitration

(4) The method selected shall be mediation-arbitration unless the Minister is of the view that another method is more appropriate.

Same, final offer selection

(5) The method selected shall not be final offer selection without mediation.

Same, mediation-final offer selection

(6) The method selected shall not be mediation-final offer selection unless the Minister in his or her sole discretion selects that method because he or she is of the view that it is the most appropriate method having regard to the nature of the dispute.

Procedure**Time and place of hearings**

29.5 (1) Subject to subsection (2), the chair of the board of arbitration shall fix the time and place of the first or any subsequent hearing and shall give notice thereof to the Minister and the Minister shall notify the parties and the members of the board of arbitration thereof.

When hearings commence

(2) The board of arbitration shall hold the first hearing within 30 days after the last or only member of the board is appointed.

Exception

(3) If the method of arbitration selected by the Minister under subsection 29.4 (3) is mediation-arbitration or mediation-final offer selection, the time limit set out in subsection (2) does not apply in respect of the first hearing but applies instead, with necessary modifications, in respect of the commencement of mediation.

Failure of member to attend

(4) Where a member of a board of arbitration appointed by a party or by the Minister is unable to attend the first hearing at the time and place fixed by the chair, the party shall, upon the request in writing of the chair, appoint a new member in place of such member and where such appointment is not made within five days of the date of the request, the Minister shall, upon the written request

Choix de la méthode

29.4 (1) Si le président du conseil d'arbitrage a été désigné aux termes du paragraphe 29.1 (1) ou de l'alinéa 29.2 (1) b), les parties choisissent la méthode d'arbitrage.

Cas où il n'est pas fait de choix

(2) La méthode d'arbitrage est la médiation-arbitrage, à moins que les parties ne choisissent une méthode différente.

Choix de la méthode

(3) Si le président du conseil d'arbitrage a été désigné par le ministre, ce dernier, sous réserve des paragraphes (4) à (6), choisit la méthode d'arbitrage et en avise le président du conseil d'arbitrage.

Idem : médiation-arbitrage

(4) La méthode choisie est la médiation-arbitrage, à moins que le ministre ne soit d'avis qu'une autre méthode est plus appropriée.

Idem : arbitrage des propositions finales

(5) La méthode choisie ne doit pas être l'arbitrage des propositions finales sans médiation.

Idem : médiation-arbitrage des propositions finales

(6) La méthode choisie ne doit pas être la médiation-arbitrage des propositions finales, à moins que le ministre ne choisisse cette méthode à sa seule discrétion parce qu'il est d'avis qu'elle est la plus appropriée compte tenu de la nature du différend.

Procédure**Date, heure et lieu des audiences**

29.5 (1) Sous réserve du paragraphe (2), le président du conseil d'arbitrage fixe la date, l'heure et le lieu de la première audience et de toute audience subséquente et en avise le ministre, qui avise les parties et les membres du conseil d'arbitrage.

Début des audiences

(2) Le conseil d'arbitrage tient la première audience dans les 30 jours qui suivent la désignation du dernier ou du seul membre du conseil.

Exception

(3) Si la méthode d'arbitrage que choisit le ministre aux termes du paragraphe 29.4 (3) est la médiation-arbitrage ou la médiation-arbitrage des propositions finales, le délai prévu au paragraphe (2) ne s'applique pas à l'égard de la première audience, mais s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard du début de la médiation.

Absence d'un membre

(4) Si un membre du conseil d'arbitrage désigné par une partie ou par le ministre ne peut pas assister à la première audience à la date, à l'heure et au lieu fixés par le président, la partie, à la demande écrite du président, désigne un autre membre à sa place. Si cette désignation n'est pas faite dans les cinq jours de la présentation de la demande, le ministre, à la demande écrite du président,

of the chair, appoint a new member in place of such member.

Order to expedite proceedings

(5) Where a board of arbitration has been established, the chair shall keep the Minister advised of the progress of the arbitration and where the Minister is advised that the board has failed to render a decision within the time set out in subsection 29.7 (6) or within the time extended under subsection 29.7 (7), the Minister may, after consulting the parties and the board, issue whatever order he or she considers necessary in the circumstances to ensure that a decision will be rendered within a reasonable time.

Procedure

(6) The board of arbitration shall determine its own procedure but shall give full opportunity to the parties to present their evidence and make their submissions and section 117 of the *Labour Relations Act, 1995* applies to the board of arbitration and its decision and proceedings as if it were the Ontario Labour Relations Board.

Time for submission of information

(7) If the method of arbitration selected by the Minister under subsection 29.4 (3) is mediation-arbitration or mediation-final offer selection, the chair of the board of arbitration may, after consulting with the parties, set a date after which a party may not submit information to the board unless,

- (a) the information was not available prior to the date;
- (b) the chair permits the submission of the information; and
- (c) the other party is given an opportunity to make submissions concerning the information.

Same

(8) If the members of a board of arbitration are unable to agree among themselves on matters of procedure or as to the admissibility of evidence, the decision of the chair governs.

Decision

(9) The decision of a majority of the members of a board of arbitration is the decision of the board, but, if there is no majority, the decision of the chair is the decision of the board.

Notice of agreement to recommence

(10) If any member of the board of arbitration was appointed by the Minister, the parties may, at any time before the board renders a decision, jointly serve written notice on the Minister that they have agreed that the arbitration should be recommenced before a different board of arbitration.

Termination of appointments

(11) If notice is served on the Minister under subsection (10), the appointments of all the members of the board of arbitration are terminated.

désigne le remplaçant.

Arrêté en vue d'accélérer les travaux

(5) Si un conseil d'arbitrage a été créé, le président tient le ministre au courant des progrès de l'arbitrage. Si le ministre est avisé que le conseil n'a pas rendu de décision dans le délai prévu au paragraphe 29.7 (6) ou dans le délai prorogé en vertu du paragraphe 29.7 (7), le ministre peut, après avoir consulté les parties et le conseil, prendre tout arrêté qu'il juge nécessaire dans les circonstances pour faire en sorte qu'une décision soit rendue dans un délai raisonnable.

Procédure

(6) Le conseil d'arbitrage décide lui-même de la procédure à suivre, mais donne aux parties la pleine possibilité de présenter leurs preuves et de faire valoir leurs arguments. L'article 117 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* s'applique au conseil d'arbitrage ainsi qu'à la décision qu'il rend et à l'instance tenue devant lui, comme s'il s'agissait de la Commission des relations de travail de l'Ontario.

Date de présentation des renseignements

(7) Si la méthode d'arbitrage que choisit le ministre aux termes du paragraphe 29.4 (3) est la médiation-arbitrage ou la médiation-arbitrage des propositions finales, le président du conseil d'arbitrage peut, après avoir consulté les parties, fixer une date après laquelle une partie ne peut plus présenter de renseignements au conseil à moins que les conditions suivantes ne soient réunies :

- a) les renseignements n'étaient pas disponibles avant cette date;
- b) le président autorise la présentation des renseignements;
- c) l'autre partie a la possibilité de présenter des observations au sujet des renseignements.

Idem

(8) Si les membres du conseil ne peuvent s'entendre sur des questions de procédure ou sur l'admissibilité de la preuve, le président a voix prépondérante.

Décision

(9) La décision de la majorité des membres d'un conseil d'arbitrage est celle du conseil. Toutefois, s'il n'y a pas de majorité, la décision du président est celle du conseil.

Avis d'accord

(10) Si un membre du conseil d'arbitrage a été désigné par le ministre, les parties peuvent, avant que le conseil d'arbitrage ne rende une décision, signifier d'un commun accord au ministre un avis écrit portant qu'elles ont convenu que l'arbitrage devrait recommencer devant un conseil d'arbitrage différent.

Fin des désignations

(11) Si un avis est signifié au ministre en vertu du paragraphe (10), les désignations de tous les membres du conseil d'arbitrage prennent fin.

Effective date of terminations

(12) The terminations are effective on the day the Minister is served with the notice.

Obligation to appoint

(13) Within seven days after the day the Minister is served with the notice, the parties shall jointly appoint, under subsection 29.1 (1), a person who has agreed to act as an arbitrator or shall each appoint, under subsection 29.2 (1), a person who has agreed to act as a member of a board of arbitration, and this Part applies with respect to such appointments.

Powers

(14) The chair and the other members of a board of arbitration established under this Act have, respectively, all the powers of a chair and the members of a board of arbitration under the *Labour Relations Act, 1995*.

Appointment or proceedings of board not subject to review

29.6 Where a person has been appointed as a single arbitrator or the three members have been appointed to a board of arbitration, it shall be presumed conclusively that the board has been established in accordance with this Part and no application shall be made, taken or heard for judicial review or to question the establishment of the board or the appointment of the member or members, or to review, prohibit or restrain any of its proceedings.

Duty of board

29.7 (1) The board of arbitration shall examine into and decide on matters that are in dispute and any other matters that appear to the board necessary to be decided in order to conclude a collective agreement between the parties, but the board shall not decide any matters that come within the jurisdiction of the Ontario Labour Relations Board.

Criteria

(2) In making a decision or award, the board of arbitration shall take into consideration all factors it considers relevant, including the following criteria:

1. The employer's ability to pay in light of its fiscal situation.
2. The extent to which services may have to be reduced, in light of the decision or award, if current funding and taxation levels are not increased.
3. The economic situation in Ontario.
4. A comparison, as between the employees and other comparable employees in the public and private sectors, of the terms and conditions of employment and the nature of the work performed.
5. The employer's ability to attract and retain qualified employees.

Date d'effet

(12) Les désignations prennent fin le jour où l'avis est signifié au ministre.

Obligation de désigner

(13) Dans les sept jours qui suivent le jour où l'avis est signifié au ministre, les parties désignent d'un commun accord, aux termes du paragraphe 29.1 (1), une personne qui est prête à agir à titre d'arbitre ou elles désignent chacune, aux termes du paragraphe 29.2 (1), une personne qui est prête à agir à titre de membre d'un conseil d'arbitrage, et la présente partie s'applique à l'égard de telles désignations.

Pouvoirs

(14) Le président et les autres membres d'un conseil d'arbitrage créé en vertu de la présente loi ont, respectivement, tous les pouvoirs du président et des membres d'un conseil d'arbitrage aux termes de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Désignations et travaux du conseil non susceptibles de révision

29.6 Si une personne a été désignée arbitre unique ou que les trois membres ont été désignés à un conseil d'arbitrage, la création du conseil est présumée, de façon irréfutable, s'être effectuée conformément à la présente partie. Il ne peut être présenté ni entendu aucune requête en révision judiciaire ou requête en contestation de la création du conseil ou de la désignation de son ou ses membres, ou requête visant à faire réviser, interdire ou restreindre ses travaux.

Fonction du conseil

29.7 (1) Le conseil d'arbitrage examine et tranche les questions en litige et toutes les autres questions qu'il lui paraît nécessaire de trancher pour conclure une convention collective entre les parties. Cependant, il ne doit pas trancher les questions qui relèvent de la compétence de la Commission des relations de travail de l'Ontario.

Critères

(2) Pour rendre une décision ou une sentence arbitrale, le conseil d'arbitrage prend en considération tous les facteurs qu'il estime pertinents, notamment les critères suivants :

1. La capacité de payer de l'employeur compte tenu de sa situation financière.
2. La mesure dans laquelle des services devront peut-être être réduits, compte tenu de la décision ou de la sentence arbitrale, si les niveaux de financement et d'imposition actuels ne sont pas relevés.
3. La situation économique prévalant en Ontario.
4. La comparaison, établie entre les employés et des employés comparables des secteurs public et privé, des conditions d'emploi et de la nature du travail exécuté.
5. La capacité de l'employeur d'attirer et de garder des employés qualifiés.

Restriction

(3) Nothing in subsection (2) affects the powers of the board of arbitration.

Board to remain seized of matters

(4) The board of arbitration shall remain seized of and may deal with all matters in dispute between the parties until a collective agreement is in effect between the parties.

Procedure

(5) The *Arbitrations Act* does not apply to arbitrations under this Part.

Time for decision

(6) The board of arbitration shall give a decision within 90 days after the last or only member of the board is appointed.

Extension

(7) The parties may agree to extend the time described in subsection (6), either before or after the time has passed.

Term of the agreement

(8) In making its decision upon matters in dispute between the parties, the board of arbitration may provide,

- (a) where notice was given under section 16 of the *Labour Relations Act, 1995*, that any of the terms of the agreement except its term of operation shall be retroactive to such day as the board may fix, but not earlier than the day upon which such notice was given; or
- (b) where notice was given under section 59 of the *Labour Relations Act, 1995*, that any of the terms of the agreement except its term of operation shall be retroactive to such day as the board may fix, but not earlier than the day upon which the previous agreement ceased to operate.

Reference back to board

29.8 (1) The board of arbitration may, upon application by a party within 10 days after the release of a decision, amend, alter or vary the decision where it is shown to the satisfaction of the board that they failed to deal with any matter in dispute referred to them or that an error is apparent on the face of the decision.

Representations on reference back

(2) Before amending, altering or varying a decision on an application under subsection (1), the board shall give the parties an opportunity to make representations on the application.

Time limit on reference back

(3) A decision may be amended, altered or varied on an application under subsection (1) only within 20 days after the application is made.

No decision to require legislation

(4) In making a decision, the board of arbitration shall not include any term that would require either directly or

Restriction

(3) Le paragraphe (2) n'a pas d'incidence sur les pouvoirs du conseil d'arbitrage.

Conseil demeurant saisi des questions en litige

(4) Le conseil d'arbitrage demeure saisi et peut connaître de toutes les questions en litige entre les parties jusqu'à ce qu'une convention collective entre en vigueur entre les parties.

Procédure

(5) La *Loi sur l'arbitrage* ne s'applique pas aux arbitrages visés à la présente partie.

Délai imparti

(6) Le conseil d'arbitrage rend une décision dans les 90 jours qui suivent la désignation du dernier ou du seul membre du conseil.

Prorogation

(7) Les parties peuvent convenir de proroger le délai visé au paragraphe (6), soit avant, soit après l'expiration de celui-ci.

Conditions de la convention

(8) En rendant sa décision sur les questions en litige entre les parties, le conseil d'arbitrage peut prévoir :

- a) si un avis a été donné en vertu de l'article 16 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, que l'une quelconque des conditions de la convention, sauf sa durée, est rétroactive au jour que fixe le conseil, mais pas à une date antérieure à celle où a été donné l'avis;
- b) si un avis a été donné en vertu de l'article 59 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, que l'une quelconque des conditions de la convention, sauf sa durée, est rétroactive au jour que fixe le conseil, mais pas à une date antérieure à celle où la convention précédente a cessé d'être en vigueur.

Renvoi au conseil

29.8 (1) À la demande d'une partie dans les 10 jours qui suivent la communication d'une décision, le conseil d'arbitrage peut modifier sa décision s'il est convaincu qu'il a omis d'examiner une question en litige qui lui était soumise ou que la décision présente une erreur manifeste.

Observations en cas de renvoi

(2) Avant de modifier une décision à la suite d'une demande visée au paragraphe (1), le conseil donne aux parties la possibilité de présenter des observations au sujet de la demande.

Délai en cas de renvoi

(3) Une décision ne peut être modifiée à la suite d'une demande visée au paragraphe (1) que dans les 20 jours qui suivent la présentation de la demande.

Incidence de la décision sur les lois

(4) Nulle décision du conseil d'arbitrage ne doit contenir de conditions dont l'application exigerait, directement

indirectly for its implementation the enactment or amendment of legislation except for the purpose of appropriating money for its implementation.

Where agreement reached

29.9 (1) Where, during the bargaining under this Act or during the proceedings before the board of arbitration, the parties agree on all the matters to be included in a collective agreement, they shall put them in writing and shall execute the document, and thereupon it constitutes a collective agreement under the *Labour Relations Act, 1995*.

Failure to make agreement

(2) If the parties fail to put the terms of all the matters agreed upon by them in writing or if, having put the terms of their agreement in writing, either of them fails to execute the document within seven days after it was executed by the other of them, they shall be deemed not to have made a collective agreement and it shall instead be decided by arbitration in accordance with this Part.

Decision of board

(3) Where, during the bargaining under this Act or during the proceedings before the board of arbitration, the parties have agreed upon some matters to be included in the collective agreement and have notified the board in writing of the matters agreed upon, the decision of the board shall be confined to the matters not agreed upon by the parties and to such other matters that appear to the board necessary to be decided to conclude a collective agreement between the parties.

Same

(4) Where the parties have not notified the board of arbitration in writing that, during the bargaining under this Act or during the proceedings before the board of arbitration, they have agreed upon some matters to be included in the collective agreement, the board shall decide all matters in dispute and such other matters that appear to the board necessary to be decided to conclude a collective agreement between the parties.

Execution of agreement

29.10 (1) Within five days after the date of the decision of the board of arbitration or such longer period as may be agreed upon in writing by the parties, the parties shall prepare and execute a document giving effect to the decision of the board and any agreement of the parties, and the document thereupon constitutes a collective agreement.

Preparation of agreement by board

(2) If the parties fail to prepare and execute a document in the form of a collective agreement giving effect to the decision of the board and any agreement of the parties within the period mentioned in subsection (1), the parties or either of them shall notify the chair of the board in writing forthwith, and the board shall prepare a document in the form of a collective agreement giving effect to the decision of the board and any agreement of the parties and submit the document to the parties for execution.

ou indirectement, l'adoption ou la modification d'une loi, sauf à des fins d'affectation de fonds en vue de son application.

Entente entre les parties

29.9 (1) Si, au cours des négociations engagées en vertu de la présente loi ou au cours de l'instance tenue devant le conseil d'arbitrage, les parties s'entendent sur toutes les questions à inclure dans une convention collective, elles les consignent et passent le document, qui constitue dès lors une convention collective aux termes de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Défaut de s'entendre

(2) Si les parties ne consignent pas toutes les conditions relatives aux questions sur lesquelles elles se sont entendues ou si, après les avoir consignées, l'une ou l'autre ne passe pas le document dans les sept jours de sa passation par l'autre partie, elles sont réputées ne pas avoir conclu de convention collective et ces questions sont plutôt décidées par arbitrage conformément à la présente partie.

Décision du conseil

(3) Si, au cours des négociations engagées en vertu de la présente loi ou au cours de l'instance tenue devant le conseil d'arbitrage, les parties se sont entendues pour que certaines questions soient incluses dans la convention collective et qu'elles ont avisé par écrit le conseil d'arbitrage des questions sur lesquelles elles se sont entendues, la décision du conseil doit se limiter aux questions sur lesquelles il n'y a pas eu d'entente et aux autres questions qu'il lui paraît nécessaire de trancher pour conclure une convention collective entre les parties.

Idem

(4) Si les parties n'ont pas avisé par écrit le conseil d'arbitrage qu'au cours des négociations engagées en vertu de la présente loi ou au cours de l'instance tenue devant le conseil d'arbitrage elles se sont entendues sur certaines questions à inclure dans la convention collective, le conseil tranche toutes les questions en litige et les autres questions qu'il lui paraît nécessaire de trancher pour conclure une convention collective entre les parties.

Passation d'une convention

29.10 (1) Dans les cinq jours qui suivent la date à laquelle la décision du conseil d'arbitrage a été rendue ou après le délai plus long dont conviennent les parties par écrit, celles-ci rédigent et passent un document qui donne suite à la décision du conseil et à toute entente entre elles, qui constitue dès lors une convention collective.

Rédaction de la convention collective par le conseil d'arbitrage

(2) Si les parties ne parviennent pas à rédiger et à passer un document sous la forme d'une convention collective qui donne suite à la décision du conseil et à toute entente entre elles, dans le délai prévu au paragraphe (1), les parties ou l'une d'entre elles en avisent le président du conseil par écrit et sans délai. Le conseil rédige alors un document sous la forme d'une convention collective qui donne suite à sa décision et à toute entente entre les parties, et il présente ce document aux parties pour qu'elles le passent.

Failure to execute agreement

(3) If the parties or either of them fail to execute the document prepared by the board within a period of five days from the day of its submission by the board to them, the document shall come into effect as though it had been executed by the parties, and the document thereupon constitutes a collective agreement under the *Labour Relations Act, 1995*.

Effective date

(4) The date the board of arbitration gives its decision is the effective date of the document that constitutes a collective agreement between the parties.

Remuneration and expenses

29.11 The remuneration and expenses of the members of the board of arbitration shall be paid as follows:

1. If a single arbitrator is appointed, each party shall pay one-half of the remuneration and expenses of the arbitrator.
2. If a board of arbitration is appointed, each party shall pay the remuneration and expenses of the member appointed by or on behalf of the party and one-half of the remuneration and expenses of the chair.

Strikes and lock-outs prohibited

29.12 Despite anything in the *Labour Relations Act, 1995*, employees to whom this Part applies shall not strike and the employer shall not lock them out.

Timeliness of representation applications

29.13 (1) Despite section 67 of the *Labour Relations Act, 1995*, where a trade union that has been certified as the bargaining agent for the Correctional Bargaining Unit has given notice to the employer of employees who are members of that unit under section 16 of that Act and the Minister has appointed a conciliation officer, an application for a declaration that the trade union no longer represents the employees in the bargaining unit determined in the certificate may be made only in accordance with subsection 63 (2) of the *Labour Relations Act, 1995*.

Same

(2) Subject to subsection (3) and despite section 67 of the *Labour Relations Act, 1995*, where notice has been given under section 59 of the *Labour Relations Act, 1995* by or to a trade union that is the bargaining agent for the Correctional Bargaining Unit to or by the employer of employees who are members of that unit and the Minister has appointed a conciliation officer, an application for certification of a bargaining agent of the employees who are members of that unit or an application for a declaration that the trade union that was a party to the collective agreement no longer represents the employees who are members of that unit shall not be made after the day upon which the agreement ceased to operate or the day upon which the Minister appointed a conciliation officer, whichever is later, except in accordance with section 7 or subsection 63 (2) of the *Labour Relations Act, 1995*, as the case may be.

Défaut de passer la convention

(3) Si les parties ou l'une d'elles ne passent pas le document rédigé par le conseil dans un délai de cinq jours après la date à laquelle il leur a été présenté, le document entre en vigueur comme s'il avait été passé par les parties, et il constitue dès lors une convention collective aux termes de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Date d'entrée en vigueur

(4) La date à laquelle le conseil d'arbitrage rend sa décision est aussi la date d'entrée en vigueur du document qui constitue une convention collective entre les parties.

Rémunération et indemnités

29.11 La rémunération et les indemnités des membres du conseil d'arbitrage sont payées comme suit :

1. Si un arbitre unique est désigné, chacune des parties paie la moitié de sa rémunération et de ses indemnités.
2. Si un conseil d'arbitrage est désigné, chacune des parties paie la rémunération et les indemnités du membre qu'elle désigne ou qui est désigné en son nom et paie la moitié de la rémunération et des indemnités du président.

Grèves et lock-out interdits

29.12 Malgré la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, les employés à qui s'applique la présente partie ne doivent pas se mettre en grève et leur employeur ne doit pas les lock-outer.

Requêtes en révocation d'accréditation

29.13 (1) Malgré l'article 67 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, si un syndicat accrédité comme agent négociateur de l'Unité de négociation des services correctionnels a donné à l'employeur des employés compris dans cette unité un avis prévu à l'article 16 de cette loi et que le ministre a désigné un conciliateur, une requête visant à obtenir une déclaration selon laquelle le syndicat ne représente plus les employés compris dans l'unité de négociation définie dans le certificat d'accréditation ne peut être présentée que conformément au paragraphe 63 (2) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Idem

(2) Sous réserve du paragraphe (3) et malgré l'article 67 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, si un avis a été donné en vertu de l'article 59 de cette loi, soit par l'employeur des employés compris dans l'Unité de négociation des services correctionnels à un syndicat qui est l'agent négociateur de cette unité, soit par le syndicat à cet employeur, et que le ministre a désigné un conciliateur, une requête visant l'accréditation comme agent négociateur des employés compris dans cette unité, ou une requête visant à obtenir une déclaration selon laquelle le syndicat partie à la convention collective ne représente plus les employés compris dans cette unité, ne doit pas être présentée après la date où la convention a expiré ou celle où le ministre a désigné un conciliateur, selon celle de ces deux dates qui est postérieure à l'autre, si ce n'est en conformité avec l'article 7 ou le paragraphe 63 (2) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, selon le cas.

Same

(3) The applications referred to in subsection (2) shall not be made until a collective agreement for the Correctional Bargaining Unit is made following the expiry of the collective agreements referred to in subsections 23 (3) and (4) for the Unit.

Working conditions may not be altered

29.14 Despite subsection 86 (1) of the *Labour Relations Act, 1995*, if notice has been given under section 16 or 59 of that Act and no collective agreement is in operation,

- (a) the employer shall not, except with the consent of the bargaining agent, alter the rates of wages or any other term or condition of employment or any right, privilege or duty of the employer, the bargaining agent or the employees; and
- (b) the bargaining agent shall not, except with the consent of the employer, alter any term or condition of employment or any right, privilege or duty of the employer, the bargaining agent or the employees.

Filing of decisions

29.15 Every chair of a board of arbitration shall file a copy of every decision of the board with the Minister.

Delegation

29.16 (1) The Minister may delegate in writing to any person the Minister's power to make an appointment, order or direction under this Act.

Proof of appointment

(2) An appointment, an order or a direction made under this Act that purports to be signed by or on behalf of the Minister shall be received in evidence in any proceeding as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the facts stated in it without proof of the signature or the position of the person appearing to have signed it.

Regulations

29.17 (1) The Minister may make regulations for the purposes of this Part,

- (a) providing for and regulating the engagement of experts, investigators and other assistants by boards of arbitration;
- (b) providing for and fixing the remuneration and expenses of chairs and other members of boards of arbitration;
- (c) prescribing rules of practice and procedure;
- (d) prescribing forms and providing for their use;
- (e) addressing any issue related to the application of any provision of the *Labour Relations Act, 1995* that arises as a result of,

Idem

(3) Les requêtes visées au paragraphe (2) ne doivent pas être présentées tant qu'une convention collective pour l'Unité de négociation des services correctionnels n'aura pas été conclue après l'expiration des conventions collectives visées aux paragraphes 23 (3) et (4) applicables à l'unité.

Aucune modification des conditions de travail

29.14 Malgré le paragraphe 86 (1) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, si l'avis prévu à l'article 16 ou 59 de cette loi a été donné et qu'aucune convention collective n'est en vigueur :

- a) l'employeur ne peut pas modifier les taux de salaire ou les autres conditions d'emploi, ni les droits, privilèges ou devoirs de l'employeur, de l'agent négociateur ou des employés, sauf avec le consentement de l'agent négociateur;
- b) l'agent négociateur ne peut pas modifier les conditions d'emploi, ni les droits, privilèges ou devoirs de l'employeur, de l'agent négociateur ou des employés, sauf avec le consentement de l'employeur.

Dépôt des décisions

29.15 Chaque président de conseil d'arbitrage dépose auprès du ministre une copie de chaque décision du conseil.

Délégation

29.16 (1) Le ministre peut déléguer par écrit à quiconque le pouvoir que lui confère la présente loi de faire des désignations, de prendre des arrêtés ou de donner des directives.

Preuve de la désignation

(2) Une désignation faite, un arrêté pris ou une directive donnée en vertu de la présente loi et qui se présente comme étant signé par le ministre ou au nom de celui-ci est reçu en preuve dans une instance comme preuve, en l'absence de preuve contraire, des faits qui y figurent sans qu'il soit nécessaire de faire authentifier la signature ou le poste de la personne qui paraît l'avoir signé.

Règlements

29.17 (1) Pour l'application de la présente partie, le ministre peut, par règlement :

- a) prévoir et réglementer l'engagement d'experts, d'enquêteurs et de personnel auxiliaire par les conseils d'arbitrage;
- b) prévoir et fixer la rémunération et les indemnités des présidents et autres membres des conseils d'arbitrage;
- c) prescrire des règles de pratique et de procédure;
- d) prescrire des formulaires et prévoir les modalités de leur emploi;
- e) traiter de toute question relative à l'application de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* qui se pose à la suite :

- (i) a collective agreement being executed within 90 days of its expiry,
- (ii) a collective agreement being executed after the period during which that agreement applies has expired, or
- (iii) the interaction between subsection 24 (7) of this Act and section 7 or subsection 63 (2) of the *Labour Relations Act, 1995*;

(f) respecting any matter necessary or advisable to carry out effectively the intent and purpose of this Part.

Same

(2) Without limiting the generality of clause (1) (e), a regulation made under that clause may modify the application of a provision of the *Labour Relations Act, 1995* in order to achieve the objectives of the provision.

8. The Act is amended by adding the following section:

Non-application, Correctional Bargaining Unit

30.1 This Part does not apply to the Correctional Bargaining Unit described in subsection 22 (2).

9. Subsection 54 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Exception

(3) This section does not apply with respect to a bargaining unit that was continued by section 23 as it read on the day before the day section 7 of Schedule 6 to the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* came into force.

10. Sections 56 and 57 of the Act are repealed.

Commencement

11. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

- (i) de la passation d'une convention collective dans les 90 jours de son expiration,
- (ii) de la passation d'une convention collective après l'expiration de la période au cours de laquelle elle s'applique,
- (iii) de l'interaction entre le paragraphe 24 (7) de la présente loi et l'article 7 ou le paragraphe 63 (2) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*;

f) traiter de toute question jugée utile ou nécessaire pour réaliser l'objet de la présente partie.

Idem

(2) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (1) e), les règlements pris en vertu de cet alinéa peuvent modifier l'application d'une disposition de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* afin de réaliser les objectifs de cette disposition.

8. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Non-application : Unité de négociation des services correctionnels

30.1 La présente partie ne s'applique pas à l'Unité de négociation des services correctionnels visée au paragraphe 22 (2).

9. Le paragraphe 54 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exception

(3) Le présent article ne s'applique pas à l'égard d'une unité de négociation maintenue par l'article 23, dans sa version en vigueur la veille du jour de l'entrée en vigueur de l'article 7 de l'annexe 6 de la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)*.

10. Les articles 56 et 57 de la Loi sont abrogés.

Entrée en vigueur

11. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

SCHEDULE 7 FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

1. (1) Paragraph 1 of section 21 of the *Financial Administration Act* is repealed and the following substituted:

1. The payment, renewal, repayment or replacement of all or part of any loan raised or security issued under this or any other Act if all of the following conditions are satisfied:
 - i. The Lieutenant Governor in Council makes an order under this paragraph.
 - ii. The order specifies the maximum aggregate amount of the money that may be raised under this paragraph within 24 months after the date on which the order is made.
 - iii. The maximum aggregate amount specified in the order does not exceed the amount necessary for the payment, renewal, repayment or replacement of the following loans and securities:
 - A. Loans that come due and securities that mature no earlier than 12 months before the date on which the order is made and no later than 12 months after the date on which the order is made.
 - B. Loans and securities that are purchased or cancelled by Ontario no earlier than 12 months before the date on which the order is made and no later than the date on which the order is made.

(2) Section 21 of the Act is amended by adding the following subsection:

Refinancing may increase indebtedness or extend term

(2) The money raised for a purpose described in paragraph 1 of subsection (1) may increase the amount of the public debt or extend the term of years, if any, fixed by the Act that authorized the raising of the loan or the issue and sale of the securities being paid, renewed, repaid or replaced.

2. (1) Paragraphs 1 and 2 of subsection 26 (2) of the Act are amended by striking out “Canadian dollar noon spot exchange rate” wherever it appears and substituting in each case “Canadian dollar spot exchange rate”.

(2) Subsections 26 (4) and (5) of the Act are repealed and the following substituted:

Foreign currency securities refinanced under section 21

(4) For the purpose of specifying in Canadian dollars the maximum aggregate amount of money in an order under paragraph 1 of section 21, the Minister of Finance may approve a method for calculating the conversion into Canadian dollars of the amount necessary for the payment, renewal, repayment or replacement of all or part of

ANNEXE 7 LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE

1. (1) La disposition 1 de l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

1. Le paiement, le renouvellement, le remboursement ou le remplacement, en totalité ou en partie, d'un emprunt contracté ou d'une valeur mobilière émise en vertu de la présente loi ou d'une autre loi, si les conditions suivantes sont remplies :
 - i. Le lieutenant-gouverneur en conseil prend un décret en vertu de la présente disposition.
 - ii. Le décret précise le montant total maximal de la somme qui peut être réunie en vertu de la présente disposition dans les 24 mois qui suivent la date à laquelle le décret est pris.
 - iii. Le montant total maximal précisé dans le décret ne dépasse pas le montant nécessaire au paiement, au renouvellement, au remboursement ou au remplacement des emprunts et valeurs mobilières suivants :
 - A. Les emprunts et valeurs mobilières qui viennent à échéance au plus tôt 12 mois avant la date à laquelle le décret est pris et au plus tard 12 mois après cette même date.
 - B. Les emprunts et valeurs mobilières qui sont achetés ou annulés par l'Ontario au plus tôt 12 mois avant la date à laquelle le décret est pris et au plus tard à cette même date.

(2) L'article 21 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Effet du refinancement sur le montant de la dette ou son terme

(2) La somme réunie à une fin visée à la disposition 1 du paragraphe (1) peut avoir pour effet d'accroître le montant de la dette publique ou d'en prolonger le terme fixé, le cas échéant, par la loi autorisant l'emprunt ou l'émission et la vente des valeurs mobilières ainsi payés, renouvelés, remboursés ou remplacés.

2. (1) Les dispositions 1 et 2 du paragraphe 26 (2) de la Loi sont modifiées par remplacement de «cours du comptant à midi du dollar canadien» par «cours au comptant du dollar canadien» partout où figurent ces mots.

(2) Les paragraphes 26 (4) et (5) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Refinancement de valeurs mobilières libellées en devises étrangères prévu à l'article 21

(4) Pour que le montant total maximal de la somme figurant dans un décret visé à la disposition 1 de l'article 21 soit précisé en dollars canadiens, le ministre des Finances peut approuver la méthode de conversion en dollars canadiens de la somme nécessaire au paiement, au renouvellement, au remboursement ou au remplacement,

a loan or security denominated in a currency other than Canadian dollars.

Bank of Canada rate not available

(5) If, in respect of a foreign currency to be converted to Canadian dollars in accordance with subsection (2), the Bank of Canada has not quoted a Canadian dollar spot exchange rate in the 10 days preceding the date described in paragraph 1 of subsection (2), the conversion shall be at the Canadian dollar exchange rate for that currency quoted on a day and by a financial service or financial institution acceptable to the Minister of Finance.

Commencement

3. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

en totalité ou en partie, d'un emprunt ou d'une valeur mobilière libellé dans une devise étrangère.

Cas où le taux de la Banque du Canada n'est pas disponible

(5) Si, relativement à une devise étrangère qui doit être convertie en dollars canadiens conformément au paragraphe (2), la Banque du Canada n'a pas fourni le cours au comptant du dollar canadien dans les 10 jours qui précèdent la date visée à la disposition 1 du paragraphe (2), la conversion est effectuée au cours du dollar canadien pour cette devise qui est fourni un jour et par un service financier ou une institution financière que le ministre des Finances juge acceptables.

Entrée en vigueur

3. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE 8
FINANCIAL SERVICES REGULATORY
AUTHORITY OF ONTARIO ACT, 2016**

CONTENTS

INTERPRETATION

1. Definitions
 - ESTABLISHMENT, OBJECTS, POWERS, ETC.
2. Authority established
3. Object of the Authority
4. Preparation to carry out function
5. Information for preparation, etc.
6. Powers of the Authority
7. Application of certain Acts

DIRECTORS AND EMPLOYEES

8. Board of directors
9. By-laws
10. Authority staff

FINANCIAL MATTERS

11. Revenues not part of CRF
12. Restriction on certain financial activities
13. Loans, etc., to the Authority
14. Payment of judgments against the Authority
15. Assessment of regulated sector
16. Payment of assessment
17. Financial statements
18. Minister's request for information

IMMUNITY

19. Immunity of employees and others
20. Testimony in civil proceedings

REGULATIONS

21. Regulations

AMENDMENT TO THIS ACT

22. Amendment to s. 7 (3)

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

23. Commencement
24. Short title

INTERPRETATION

Definitions

1. In this Act,

“Authority” means the Financial Services Regulatory Authority of Ontario established under subsection 2 (1); (“Office”)

“DICO” means the Deposit Insurance Corporation of Ontario continued under section 249 of the *Credit Unions and Caisses Populaires Act, 1994*; (“SOAD”)

“Financial Services Tribunal” means the Financial Services Tribunal established under section 6 of the *Financial Services Commission of Ontario Act, 1997*; (“Tribunal des services financiers”)

“FSCO” means the Financial Services Commission of Ontario established under the *Financial Services Commission of Ontario Act, 1997*; (“CSFO”)

“Minister” means the Minister of Finance or such other member of the Executive Council as may be assigned

**ANNEXE 8
LOI DE 2016 SUR L'OFFICE ONTARIEN
DE RÉGLEMENTATION
DES SERVICES FINANCIERS**

SOMMAIRE

DÉFINITIONS

1. Définitions
 - CRÉATION, MISSION, POUVOIRS ET AUTRES QUESTIONS
2. Création de l'Office
3. Mission de l'Office
4. Préparation de la prise en charge de la mission
5. Renseignements servant à la préparation
6. Pouvoirs de l'Office
7. Application de certaines lois

ADMINISTRATEURS ET EMPLOYÉS

8. Conseil d'administration
9. Règlements administratifs
10. Personnel de l'Office

QUESTIONS FINANCIÈRES

11. Revenus exclus du Trésor
12. Restriction : certaines activités financières
13. Prêts et autre financement consentis à l'Office
14. Jugements contre l'Office : paiement
15. Cotisation d'un secteur réglementé
16. Paiement de la cotisation
17. États financiers
18. Renseignements demandés par le ministre

IMMUNITÉ

19. Immunité des employés et d'autres personnes
20. Témoignage dans les instances civiles

RÈGLEMENTS

21. Règlements

MODIFICATION DE LA PRÉSENTE LOI

22. Modification du par. 7 (3)

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

23. Entrée en vigueur
24. Titre abrégé

DÉFINITIONS

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«CSFO» La Commission des services financiers de l'Ontario créée aux termes de la *Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l'Ontario*. («FSCO»)

«ministre» Le ministre des Finances ou l'autre membre du Conseil exécutif qui est chargé de l'application de la présente loi en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

«Office» L'Office ontarien de réglementation des services financiers créé aux termes du paragraphe 2 (1). («Authority»)

«secteur réglementé» S'entend au sens de l'article 1 de la *Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l'Ontario*. («regulated sector»)

«SOAD» La Société ontarienne d'assurance-dépôts main-

the administration of this Act under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

“regulated sector” has the same meaning as in section 1 of the *Financial Services Commission of Ontario Act, 1997*; (“secteur réglementé”)

“Superintendent of Financial Services” means the Superintendent of Financial Services appointed under section 5 of the *Financial Services Commission of Ontario Act, 1997*. (“surintendant des services financiers”)

ESTABLISHMENT, OBJECTS, POWERS, ETC.

Authority established

2. (1) A corporation without share capital is hereby established under the name Financial Services Regulatory Authority of Ontario in English and Office ontarien de réglementation des services financiers in French.

Membership

(2) The members of the Authority shall consist of the members of its board of directors.

Crown agency

(3) The Authority is an agent of the Crown in right of Ontario.

Object of the Authority

3. The object of the Authority is to regulate the regulated sectors.

Preparation to carry out function

4. The Authority shall work with the Minister to prepare for the Authority to carry out the regulatory function described in section 3.

Information for preparation, etc.

5. (1) The Minister or the Authority may require FSCO, the Superintendent of Financial Services and DICO to provide information for the purpose of preparing for the Authority to carry out the regulatory function described in section 3 and for the transition from that function being carried out by FSCO, the Superintendent of Financial Services and DICO to that function being carried out by the Authority.

Format

(2) The Minister or the Authority may require that the information be provided in the format specified by the Minister or the Authority.

Compliance

(3) FSCO, the Superintendent of Financial Services and DICO shall comply with a requirement under this section.

Information shared between Minister and Authority

(4) Information, including information collected otherwise than in accordance with this section, may be provided for the purpose described in subsection (1),

(a) from the Minister to the Authority; or

tenue aux termes de l'article 249 de la *Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions*. («DICO»)

«surintendant des services financiers» Le surintendant des services financiers nommé aux termes de l'article 5 de la *Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l'Ontario*. («Superintendent of Financial Services»)

«Tribunal des services financiers» Le Tribunal des services financiers créé aux termes de l'article 6 de la *Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l'Ontario*. («Financial Services Tribunal»)

CRÉATION, MISSION, POUVOIRS ET AUTRES QUESTIONS

Création de l'Office

2. (1) Est créée une personne morale sans capital-actions appelée Office ontarien de réglementation des services financiers en français et Financial Services Regulatory Authority of Ontario en anglais.

Membres

(2) Les membres de l'Office sont les membres de son conseil d'administration.

Mandataire de la Couronne

(3) L'Office est un mandataire de la Couronne du chef de l'Ontario.

Mission de l'Office

3. L'Office a pour mission de réglementer les secteurs réglementés.

Préparation de la prise en charge de la mission

4. L'Office collabore avec le ministre pour se préparer à prendre en charge la mission de réglementation prévue à l'article 3.

Renseignements servant à la préparation

5. (1) Le ministre ou l'Office peut exiger que la CSFO, le surintendant des services financiers et la SOAD fournissent des renseignements pour préparer la prise en charge par l'Office de la mission de réglementation prévue à l'article 3 et pour faciliter la transition à effectuer pour que l'Office exerce les fonctions de réglementation exercées auparavant par la CSFO, le surintendant des services financiers et la SOAD.

Forme des renseignements

(2) Le ministre ou l'Office peut exiger que les renseignements soient fournis sous la forme qu'il précise.

Respect des exigences

(3) La CSFO, le surintendant des services financiers et la SOAD respectent toute exigence formulée en vertu du présent article.

Échange de renseignements entre le ministre et l'Office

(4) Les renseignements, y compris ceux recueillis autrement qu'en conformité avec le présent article, peuvent être fournis à la fin visée au paragraphe (1) :

a) par le ministre à l'Office;

(b) from the Authority to the Minister.

No notice to individual

(5) Any collection by the Minister or the Authority of personal information under this section is exempt from the application of subsection 39 (2) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

Deemed consistent purpose

(6) For the purposes of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*, personal information in the custody or control of the Ministry that has been collected otherwise than in accordance with this section may be used by the Ministry for the purpose described in subsection (1), and that use shall be deemed to be for a purpose that is consistent with the purpose for which the personal information was obtained or compiled.

Powers of the Authority

6. The Authority has the capacity, rights, powers and privileges of a natural person for carrying out its objects, subject to the limitations under this Act.

Application of certain Acts

7. (1) The *Corporations Information Act* does not apply to the Authority.

Business Corporations Act

(2) Section 132, subsections 134 (1) and (3), and sections 135 and 136 of the *Business Corporations Act* apply, with necessary modifications, to the Authority and its directors and officers.

Corporations Act

(3) The *Corporations Act* does not apply to the Authority except as prescribed in the regulations made under this Act.

DIRECTORS AND EMPLOYEES

Board of directors

8. (1) The board of directors shall supervise the management of the Authority's affairs.

Composition

(2) The board of directors shall consist of at least three and not more than 11 directors.

Appointment

(3) Each director shall be appointed by the Lieutenant Governor in Council, on the recommendation of the Minister.

Ineligibility

(4) A person who is an officer or other employee of the Authority is ineligible to be a director of the Authority.

Quorum

(5) A majority of the directors constitutes a quorum of the board of directors. However, the by-laws may provide for a higher threshold for quorum.

b) par l'Office au ministre.

Aucun avis au particulier

(5) La collecte de renseignements personnels par le ministre ou l'Office en vertu du présent article est soustraite à l'application du paragraphe 39 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

Utilisation réputée faite à une fin compatible

(6) Pour l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*, le ministère peut utiliser à la fin visée au paragraphe (1) les renseignements personnels dont il a la garde ou le contrôle et qui ont été recueillis autrement qu'en conformité avec le présent article. Cette utilisation est réputée faite à une fin compatible avec celle pour laquelle les renseignements personnels ont été obtenus ou recueillis.

Pouvoirs de l'Office

6. L'Office a la capacité ainsi que les droits, pouvoirs et privilèges d'une personne physique pour réaliser sa mission, sous réserve des restrictions prévues par la présente loi.

Application de certaines lois

7. (1) La *Loi sur les renseignements exigés des personnes morales* ne s'applique pas à l'Office.

Loi sur les sociétés par actions

(2) L'article 132, les paragraphes 134 (1) et (3) et les articles 135 et 136 de la *Loi sur les sociétés par actions* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'Office ainsi qu'à ses administrateurs et dirigeants.

Loi sur les personnes morales

(3) La *Loi sur les personnes morales* ne s'applique pas à l'Office, sauf dans la mesure prescrite par les règlements pris en vertu de la présente loi.

ADMINISTRATEURS ET EMPLOYÉS

Conseil d'administration

8. (1) Le conseil d'administration supervise la gestion des affaires de l'Office.

Composition

(2) Le conseil d'administration se compose d'au moins trois et d'au plus 11 administrateurs.

Nomination

(3) Chaque administrateur est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre.

Inadmissibilité

(4) Les personnes qui sont des dirigeants ou d'autres employés de l'Office sont inadmissibles au poste d'administrateur de celui-ci.

Quorum

(5) La majorité des administrateurs constitue le quorum du conseil d'administration. Toutefois, les règlements administratifs peuvent prévoir un quorum plus élevé.

Chair

(6) The Lieutenant Governor in Council shall, on the recommendation of the Minister, designate a director as chair.

Same

(7) The chair holds office for the term specified by the Lieutenant Governor in Council which shall not exceed his or her term as a director.

Acting chair

(8) If the chair is absent at any meeting of the board of directors or if the office of the chair is vacant, one of the directors who is chosen to so act by the directors present shall preside and have all the powers, duties and functions of the chair.

By-laws

9. (1) Subject to the approval of the Minister, the board of directors may make by-laws,

- (a) governing the administration, management and conduct of the affairs of the Authority;
- (b) governing the appointment of an auditor;
- (c) setting out the powers, functions and duties of the chair and the officers employed by the Authority;
- (d) delegating to employees of the Authority the exercise or performance of any power or duty conferred or imposed on an officer of the Authority under this Act and fixing the terms or conditions of the delegation;
- (e) governing the remuneration and benefits of the employees;
- (f) governing the time, place and method for holding meetings of the board of directors and the procedure at such meetings; and
- (g) governing the appointment, operation or dissolution of committees of the board of directors and delegating duties of the board to the committees.

Notice to Minister

(2) The Authority shall deliver to the Minister a copy of every by-law.

Minister's review

(3) Within 60 days after delivery of the by-law, the Minister may approve, reject or return it to the Authority for further consideration.

Effect of approval

(4) A by-law that is approved by the Minister becomes effective on the date of the approval or on such later date as the by-law may provide.

Effect of rejection

(5) A by-law that is rejected by the Minister does not become effective.

Présidence

(6) Le lieutenant-gouverneur en conseil désigne un administrateur à la présidence sur la recommandation du ministre.

Idem

(7) Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe la durée du mandat du président, laquelle ne peut dépasser celle de son mandat d'administrateur.

Président suppléant

(8) En cas d'absence du président à une réunion du conseil d'administration ou en cas de vacance de son poste, celui des administrateurs présents qui est choisi par ceux-ci pour agir en cette qualité assume la présidence et exerce les pouvoirs et les fonctions du président.

Règlements administratifs

9. (1) Sous réserve de l'approbation du ministre, le conseil d'administration peut, par règlement administratif :

- a) régir l'administration, la gestion et la conduite des affaires de l'Office;
- b) régir la nomination d'un vérificateur;
- c) énoncer les pouvoirs et fonctions du président et des dirigeants qu'emploie l'Office;
- d) déléguer à des employés de l'Office l'exercice des pouvoirs et fonctions que la présente loi attribue à ses dirigeants, et fixer les conditions de la délégation;
- e) régir la rémunération et les avantages des employés;
- f) régir la date, l'heure et le lieu où se tiennent ses réunions, la façon dont elles se tiennent et leurs règles de procédure;
- g) régir la constitution, le fonctionnement ou la dissolution de ses comités et leur déléguer certaines de ses fonctions.

Avis au ministre

(2) L'Office remet au ministre une copie de tous ses règlements administratifs.

Examen par le ministre

(3) Dans les 60 jours de la remise d'un règlement administratif, le ministre peut l'approuver, le rejeter ou le retourner à l'Office pour réexamen.

Effet de l'approbation

(4) Les règlements administratifs qu'approuve le ministre entrent en vigueur le jour de leur approbation ou à la date ultérieure qu'ils précisent.

Effet du rejet

(5) Les règlements administratifs que le ministre rejette n'entrent pas en vigueur.

Effect of return for further consideration

(6) A by-law that is returned to the Authority for further consideration does not become effective until the Authority returns it to the Minister and the Minister approves it.

Expiry of review period

(7) If within the 60-day period the Minister does not approve, reject or return the by-law for further consideration, the by-law becomes effective on the 75th day after it is delivered to the Minister or on such later date as the by-law may provide.

Financial by-laws

(8) The following apply with respect to a by-law relating to borrowing, investing or managing financial risks:

1. Subsections (3) to (7) do not apply.
2. The by-law does not take effect unless it is approved by the Minister and, if the Minister is not the Minister of Finance, the Minister of Finance.
3. The by-law becomes effective upon being approved under paragraph 2 or on such later date as the by-law provides.

Publication

(9) The Authority shall publish each by-law on the Internet as soon as practicable after the by-law becomes effective.

Legislation Act, 2006, Part III

(10) Part III (Regulations) of the *Legislation Act, 2006* does not apply to a by-law.

Authority staff

10. (1) The Authority may employ such persons as it considers necessary to enable it effectively to perform its duties and exercise its powers.

Chief Executive Officer

(2) The board of directors shall appoint a Chief Executive Officer who shall be responsible for the management and administration of the Authority, subject to the supervision and direction of the board.

Other officers

(3) The Authority may appoint from among its employees such other officers as it considers necessary.

Agreement for services

(4) The Authority and a ministry of the Crown may enter into agreements for the provision by employees of the Crown of any service required by the Authority to carry out its duties and powers. The Authority shall pay the agreed amount for services provided to it.

FINANCIAL MATTERS**Revenues not part of CRF**

11. (1) Despite Part I of the *Financial Administration*

Effet du retour pour réexamen

(6) Les règlements administratifs qui sont retournés à l'Office pour réexamen n'entrent pas en vigueur avant qu'il les retourne au ministre et que celui-ci les approuve.

Expiration du délai d'examen

(7) Les règlements administratifs que le ministre n'a ni approuvés, ni rejetés ni retournés pour réexamen dans le délai de 60 jours entrent en vigueur 75 jours après leur remise au ministre ou à la date ultérieure qu'ils précisent.

Règlements administratifs en matière de finances

(8) Les règles suivantes s'appliquent à l'égard des règlements administratifs qui traitent des questions d'emprunt, de placement ou de gestion des risques financiers :

1. Les paragraphes (3) à (7) ne s'appliquent pas.
2. Les règlements administratifs n'entrent pas en vigueur à moins d'être approuvés par le ministre et, si ce dernier n'est pas le ministre des Finances, par le ministre des Finances.
3. Les règlements administratifs entrent en vigueur dès qu'ils sont approuvés aux termes de la disposition 2 ou à la date ultérieure qu'ils précisent.

Publication

(9) L'Office publie chaque règlement administratif sur Internet le plus tôt possible après son entrée en vigueur.

Partie III de la Loi de 2006 sur la législation

(10) La partie III (Règlements) de la *Loi de 2006 sur la législation* ne s'applique pas aux règlements administratifs.

Personnel de l'Office

10. (1) L'Office peut employer les personnes qu'il estime nécessaires à l'exercice efficace de ses pouvoirs et fonctions.

Directeur général

(2) Le conseil d'administration nomme un directeur général, qui est chargé de la gestion et de l'administration de l'Office, sous la supervision et la direction du conseil.

Autres dirigeants

(3) L'Office peut nommer, parmi ses employés, les autres dirigeants qu'il estime nécessaires.

Ententes de services

(4) L'Office et tout ministère de la Couronne peuvent conclure des ententes afin que des employés de la Couronne fournissent à l'Office les services dont il a besoin pour exercer ses pouvoirs et fonctions. L'Office paie le montant convenu pour les services fournis.

QUESTIONS FINANCIÈRES**Revenus exclus du Trésor**

11. (1) Malgré la partie I de la *Loi sur l'administration*

Act, the revenues and investments of the Authority do not form part of the Consolidated Revenue Fund.

Same

(2) The revenues of the Authority shall be applied to carrying out its objects.

Restriction on certain financial activities

12. (1) The Authority shall not borrow, invest funds or manage financial risks unless,

- (a) the activity is authorized by a by-law of the Authority; and
- (b) the by-law is approved in accordance with paragraph 2 of subsection 9 (8).

Co-ordination of certain financial activities

(2) The Ontario Financing Authority shall co-ordinate and arrange all borrowing, investing of funds and managing of financial risks of the Authority.

Same

(3) The Minister of Finance may in writing direct a person other than the Ontario Financing Authority to perform the functions referred to in subsection (2).

Direction of Minister

(4) A direction of the Minister of Finance under subsection (3) may be general or specific and may include terms and conditions that the Minister of Finance considers advisable.

Non-application of *Legislation Act, 2006*, Part III

(5) Part III (Regulations) of the *Legislation Act, 2006* does not apply to a direction issued under subsection (3).

Loans, etc., to the Authority

13. (1) The Lieutenant Governor in Council may, by order, authorize the Minister of Finance to purchase securities of, or make loans to, the Authority in the amounts, at the times and on the terms determined by the Minister, subject to the maximum principal amount specified by the Lieutenant Governor in Council that may be purchased or advanced or that may be outstanding at any time.

Same

(2) The Minister of Finance may pay out of the Consolidated Revenue Fund any amount required for the purposes of subsection (1).

Delegation of Minister's authority

(3) The Lieutenant Governor in Council may, by order, delegate all or part of the authority of the Minister of Finance under subsection (1) to a public servant who works in the Ministry of Finance, other than in the office of the Minister, or who works in the Ontario Financing Authority.

Payment of judgments against the Authority

14. The Minister of Finance shall pay from the Consol-

financière, les revenus et placements de l'Office ne font pas partie du Trésor.

Idem

(2) Les revenus de l'Office sont affectés à la réalisation de sa mission.

Restriction : certaines activités financières

12. (1) L'Office ne peut contracter des emprunts, effectuer des placements ou gérer des risques financiers, que si :

- a) un de ses règlements administratifs l'y autorise;
- b) le règlement administratif est approuvé conformément à la disposition 2 du paragraphe 9 (8).

Coordination des activités financières

(2) L'Office ontarien de financement coordonne et organise les activités d'emprunt, de placement et de gestion des risques financiers de l'Office.

Idem

(3) Le ministre des Finances peut, par directive écrite, ordonner à une personne autre que l'Office ontarien de financement d'exercer les fonctions mentionnées au paragraphe (2).

Directive du ministre

(4) La directive donnée par le ministre des Finances en vertu du paragraphe (3) peut avoir une portée générale ou particulière et peut être assortie des conditions qu'il estime souhaitables.

Non-application de la partie III de la *Loi de 2006 sur la législation*

(5) La partie III (Règlements) de la *Loi de 2006 sur la législation* ne s'applique pas aux directives données en vertu du paragraphe (3).

Prêts et autre financement consentis à l'Office

13. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret, autoriser le ministre des Finances à acheter des valeurs mobilières de l'Office ou à lui consentir des prêts aux montants, aux moments et aux conditions que fixe le ministre, sous réserve du capital maximal, selon ce que précise le lieutenant-gouverneur en conseil, qui peut être acheté ou prêté ou qui peut être impayé à un moment donné.

Idem

(2) Le ministre des Finances peut prélever sur le Trésor les sommes nécessaires pour l'application du paragraphe (1).

Délégation des pouvoirs du ministre

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret, déléguer tout ou partie des pouvoirs que le paragraphe (1) confère au ministre des Finances à un fonctionnaire qui travaille au ministère des Finances, mais non dans le cabinet du ministre, ou qui travaille à l'Office ontarien de financement.

Jugements contre l'Office : paiement

14. Le ministre des Finances prélève sur le Trésor le

idated Revenue Fund the amount of any judgment against the Authority that remains unpaid after the Authority has made reasonable efforts, including liquidating assets, to pay the amount of the judgment.

Assessment of regulated sector

15. (1) The Lieutenant Governor in Council may assess all entities that form part of a regulated sector with respect to all expenses and expenditures that the Ministry and the Authority have incurred and made in respect of the work described in section 4 and other work that relates to the object of the Authority under section 3.

Determination of amount

(2) If an assessment is made under subsection (1), the share of the assessment in respect of the regulated sector and the share of the assessment payable by an entity that forms part of the sector shall be determined in the manner prescribed by the regulations made under this Act.

Same, variations

(3) The manner of determining the share may vary for each regulated sector or for the entities that form part of the sector.

Recommendation of Authority

(4) On request, the Authority shall recommend to the Lieutenant Governor in Council the manner in which the regulations made under this Act should determine the share of the assessment in respect of a regulated sector and the share of the assessment payable by an entity that forms part of the sector.

Payment of assessment

16. (1) An entity that is assessed under section 15 shall pay the assessment.

Unpaid assessments

(2) If an entity that is assessed does not pay the assessment, the unpaid amount of the assessment is a debt due to the Crown and the Crown may recover the debt by action or by any other remedy or procedure available by law to the Crown for the collection of debts owed to the Crown, whether or not the Superintendent of Financial Services exercises the rights set out in subsection (3), (4) or (5).

Insurer

(3) If an insurer that is assessed does not pay the assessment, the Superintendent of Financial Services may suspend or cancel the insurer's licence issued under the *Insurance Act*.

Loan and trust corporations

(4) If a corporation registered under the *Loan and Trust Corporations Act* that is assessed does not pay the assessment, the Superintendent of Financial Services may revoke the registration of the corporation under that Act.

Mortgage brokerages, etc.

(5) If a person or entity who has a licence issued under the *Mortgage Brokerages, Lenders and Administrators Act, 2006* and who is assessed does not pay the assess-

montant de tout jugement rendu contre l'Office qui demeure impayé une fois que l'Office a fait des efforts raisonnables pour l'acquitter, notamment en liquidant des actifs.

Cotisation d'un secteur réglementé

15. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut imposer à toutes les entités qui font partie d'un secteur réglementé une cotisation relativement aux frais et dépenses que le ministère et l'Office ont engagés à l'égard des travaux visés à l'article 4 et d'autres travaux qui se rapportent à la mission de l'Office prévue à l'article 3.

Établissement du montant

(2) Si une cotisation est établie aux termes du paragraphe (1), la part de la cotisation concernant le secteur réglementé et la part de la cotisation que doit payer une entité qui fait partie de ce secteur est établie de la manière prescrite par les règlements pris en vertu de la présente loi.

Idem : variations

(3) La manière dont est établie la part peut varier selon le secteur réglementé ou les entités qui en font partie.

Recommandation de l'Office

(4) À la demande du lieutenant-gouverneur en conseil, l'Office lui recommande la manière dont les règlements pris en vertu de la présente loi devraient établir la part de la cotisation concernant un secteur réglementé et la part de cette cotisation que doit payer une entité qui en fait partie.

Païement de la cotisation

16. (1) L'entité à l'égard de laquelle une cotisation est établie aux termes de l'article 15 paie cette cotisation.

Cotisations impayées

(2) Si une entité ne paie pas la cotisation établie à son égard, le montant impayé de la cotisation constitue une créance de la Couronne et celle-ci peut la recouvrer au moyen d'une action ou de tout autre recours ou procédure dont elle peut légalement se prévaloir pour recouvrer ses créances, que le surintendant des services financiers exerce ou non les droits énoncés au paragraphe (3), (4) ou (5).

Assureur

(3) Si un assureur ne paie pas la cotisation établie à son égard, le surintendant des services financiers peut suspendre ou annuler le permis qui lui a été délivré en vertu de la *Loi sur les assurances*.

Sociétés de prêt et de fiducie

(4) Si une société inscrite aux termes de la *Loi sur les sociétés de prêt et de fiducie* ne paie pas la cotisation établie à son égard, le surintendant des services financiers peut révoquer son inscription aux termes de cette loi.

Maisons de courtage d'hypothèques et autres

(5) Si une personne ou une entité qui est titulaire d'un permis délivré en vertu de la *Loi de 2006 sur les maisons de courtage d'hypothèques, les prêteurs hypothécaires et*

ment, the Superintendent of Financial Services may revoke the person's or entity's licence.

Holder of service provider's licence

(6) If a person or entity who holds a service provider's licence issued under Part VI (Automobile Insurance) of the *Insurance Act* and who is assessed does not pay the assessment, the Superintendent of Financial Services may revoke the licence.

Revival

(7) The Superintendent of Financial Services may revive the licence or restore the registration, as the case may be, if the entity that is assessed pays the amount owing on the assessment.

Financial statements

17. (1) The Authority shall prepare annual financial statements in accordance with generally accepted accounting principles. The financial statements must present the financial position, financial performance and changes in the financial position of the Authority for its most recent fiscal year.

Auditors

(2) The Authority shall appoint one or more auditors licensed under the *Public Accounting Act, 2004* to audit the financial statements of the Authority for each fiscal year.

Auditor General

(3) The Auditor General may also audit the financial statements of the Authority.

Minister's request for information

18. (1) The Authority shall promptly give the Minister such information about its activities, operations and financial affairs as the Minister requests.

Examination

(2) The Minister may designate a person to examine any financial or accounting procedures, activities or practices of the Authority. The person designated shall do so and report the results of the examination to the Minister.

Duty to assist, etc.

(3) The directors and employees of the Authority shall give the person designated by the Minister all the assistance and co-operation necessary to enable him or her to complete the examination.

IMMUNITY

Immunity of employees and others

19. (1) No action or other civil proceeding shall be commenced against a director, employee or agent of the Authority for an act done in good faith in the exercise or performance or intended exercise or performance of a power or duty under this Act or the regulations made under this Act or under the by-laws of the Authority or for

les administrateurs d'hypothèques ne paie pas la cotisation établie à son égard, le surintendant des services financiers peut révoquer son permis.

Titulaire d'un permis de fournisseur de services

(6) Si une personne ou une entité qui est titulaire d'un permis de fournisseur de services délivré en application de la partie VI (Assurance-automobile) de la *Loi sur les assurances* ne paie pas la cotisation établie à son égard, le surintendant des services financiers peut révoquer son permis.

Remise en vigueur

(7) Le surintendant des services financiers peut, selon le cas, remettre en vigueur le permis ou rétablir l'inscription si l'entité paie le montant qu'elle doit sur la cotisation établie à son égard.

États financiers

17. (1) Tous les ans, l'Office dresse, conformément aux principes comptables généralement reconnus, des états financiers qui présentent sa situation financière, sa performance financière et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice le plus récent.

Vérificateurs

(2) L'Office nomme un ou plusieurs vérificateurs titulaires d'un permis délivré en vertu de la *Loi de 2004 sur l'expertise comptable* et les charge de vérifier ses états financiers de chaque exercice.

Vérificateur général

(3) Le vérificateur général peut également vérifier les états financiers de l'Office.

Renseignements demandés par le ministre

18. (1) L'Office fournit promptement au ministre tous les renseignements qu'il lui demande sur ses activités, son fonctionnement et ses affaires financières.

Examen

(2) Le ministre peut désigner une personne pour qu'elle examine tout ou partie des méthodes, activités ou pratiques financières ou comptables de l'Office. La personne désignée procède à l'examen et fait rapport au ministre sur les résultats de cet examen.

Collaboration à l'examen

(3) Les administrateurs et employés de l'Office fournissent à la personne désignée par le ministre toute l'aide et toute la collaboration nécessaires pour lui permettre de mener à bien son examen.

IMMUNITÉ

Immunité des employés et d'autres personnes

19. (1) Sont irrecevables les actions ou autres instances civiles introduites contre un administrateur, un employé ou un mandataire de l'Office pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel d'un pouvoir ou d'une fonction que lui attribuent la présente loi ou les règlements pris en vertu de celle-ci ou les

neglect or default in the exercise or performance in good faith of the power or duty.

Immunity of the Crown

(2) No action or other civil proceeding shall be commenced against the Crown for any act, neglect or default by a person referred to in subsection (1) or for any act, neglect or default by the Authority.

Exception

(3) Subsection (2) does not apply to a proceeding to enforce against the Crown its obligations under a written contract to which it is a party.

Same

(4) Subsections (1) and (2) do not relieve the Authority of any liability to which it would otherwise be subject with respect to a cause of action arising from any act, neglect or default mentioned in subsection (1).

Testimony in civil proceedings

20. No director, employee or agent of the Authority shall be required to testify in a civil proceeding, in a proceeding before the Superintendent of Financial Services or the Financial Services Tribunal or in a proceeding before any other tribunal respecting information obtained in the discharge of the person's duties under this Act.

REGULATIONS

Regulations

21. The Lieutenant Governor in Council may make regulations prescribing any matter mentioned in this Act as prescribed.

AMENDMENT TO THIS ACT

Amendment to s. 7 (3)

22. Subsection 7 (3) of this Act is repealed and the following substituted:

Not-for-Profit Corporations Act, 2010

(3) The *Not-for-Profit Corporations Act, 2010* does not apply to the Authority except as prescribed in the regulations made under this Act.

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement

23. (1) Subject to subsection (2), the Act set out in this Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

(2) Section 22 comes into force on the later of the day subsection 7 (3) comes into force and the day subsection 4 (1) of the *Not-for-Profit Corporations Act, 2010* comes into force.

règlements administratifs de l'Office ou pour une négligence ou un manquement qu'il a commis dans l'exercice de bonne foi de ce pouvoir ou de cette fonction.

Immunité de la Couronne

(2) Sont irrecevables les actions ou autres instances civiles introduites contre la Couronne pour un acte accompli ou une négligence ou un manquement commis par une personne visée au paragraphe (1) ou pour un acte accompli ou une négligence ou un manquement commis par l'Office.

Exception

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas aux instances introduites pour exécuter contre la Couronne les obligations que lui impose un contrat écrit auquel elle est partie.

Idem

(4) Les paragraphes (1) et (2) n'ont pas pour effet de dégager l'Office de la responsabilité qu'il serait autrement tenu d'assumer à l'égard d'une cause d'action découlant d'un acte, d'une négligence ou d'un manquement mentionné au paragraphe (1).

Témoignage dans les instances civiles

20. Les administrateurs, employés ou mandataires de l'Office ne sont pas tenus de témoigner, dans les instances civiles, les instances devant le surintendant des services financiers ou le Tribunal des services financiers, ni dans les instances devant tout autre tribunal administratif, en ce qui concerne des renseignements obtenus dans l'exercice de leurs fonctions aux termes de la présente loi.

RÈGLEMENTS

Règlements

21. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire toute question mentionnée dans la présente loi comme étant prescrite.

MODIFICATION DE LA PRÉSENTE LOI

Modification du par. 7 (3)

22. Le paragraphe 7 (3) de la présente loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif

(3) La *Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif* ne s'applique pas à l'Office, sauf dans la mesure prescrite par les règlements pris en vertu de la présente loi.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur

23. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la loi figurant à la présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

(2) L'article 22 entre en vigueur le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 7 (3) et du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 4 (1) de la *Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif*.

Short title

24. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Financial Services Regulatory Authority of Ontario Act, 2016*.

Titre abrégé

24. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi de 2016 sur l'Office ontarien de réglementation des services financiers*.

**SCHEDULE 9
FIRE PROTECTION AND PREVENTION
ACT, 1997**

1. The French version of clause 15 (1) (e) of the *Fire Protection and Prevention Act, 1997* is amended by striking out “des détecteurs de fumée” and substituting “des avertisseurs de fumée”.

2. Sections 49 and 50 of the Act are repealed and the following substituted:

Referral to arbitration

49. Where, after bargaining under section 48, either of the parties is satisfied that an agreement cannot be reached, the party may, by notice in writing to the other party and to the Minister, require all matters remaining in dispute to be decided by arbitration in accordance with this Part.

3. (1) Subsection 50.2 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Appointment of board of arbitration

(1) Within seven days after the day upon which notice is given under section 49, each of the parties shall appoint to a board of arbitration a member who has agreed to act.

(2) Subsection 50.2 (18) of the Act is amended by striking out “subsection (18)” and substituting “subsection (17)”.

(3) Section 50.2 of the Act is amended by adding the following subsections:

Written submissions

(22.1) The parties shall file written submissions on all matters remaining in dispute with the board of arbitration before the date set by the chair of the board of arbitration.

Same, time

(22.2) The date set by the chair in subsection (22.1) must be before the day the first hearing begins.

(4) Subsection 50.2 (23) of the Act is amended by adding “Subject to subsections (22.1) and (22.2)” at the beginning of the portion before clause (a).

4. Clause 50.4 (3) (b) of the Act is repealed and the following substituted:

(b) despite subsections 50.5 (1.1) and (1.2), refer matters of particular dispute to the parties concerned for further bargaining.

5. Section 50.5 of the Act is amended by adding the following subsections:

Same

(1.1) Subject to subsection (1.2), in making its decision, the board of arbitration shall not refer a matter that is in dispute back to the parties for further bargaining.

**ANNEXE 9
LOI DE 1997 SUR LA PRÉVENTION
ET LA PROTECTION CONTRE L'INCENDIE**

1. La version française de l'alinéa 15 (1) e) de la *Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie* est modifiée par remplacement de «des détecteurs de fumée» par «des avertisseurs de fumée».

2. Les articles 49 et 50 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Soumission à l'arbitrage

49. Si, après la négociation prévue à l'article 48, l'une ou l'autre des parties est convaincue qu'il est impossible de conclure une convention collective, cette partie peut, par avis écrit adressé à l'autre partie et au ministre, exiger que toutes les questions encore en litige soient tranchées par arbitrage conformément à la présente partie.

3. (1) Le paragraphe 50.2 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Désignation d'un conseil d'arbitrage

(1) Dans les sept jours qui suivent la date à laquelle un avis est donné en vertu de l'article 49, chacune des parties désigne à un conseil d'arbitrage un membre prêt à agir en cette qualité.

(2) Le paragraphe 50.2 (18) de la Loi est modifié par remplacement de «paragraphe (18)» par «paragraphe (17)».

(3) L'article 50.2 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Observations écrites

(22.1) Les parties déposent des observations écrites sur toutes les questions encore en litige auprès du conseil d'arbitrage avant la date fixée par le président du conseil.

Idem : délai

(22.2) La date fixée par le président aux termes du paragraphe (22.1) doit être antérieure au jour où commence la première audience.

(4) Le paragraphe 50.2 (23) de la Loi est modifié par insertion de «Sous réserve des paragraphes (22.1) et (22.2),» au début du passage qui précède l'alinéa a).

4. L'alinéa 50.4 (3) b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) malgré les paragraphes 50.5 (1.1) et (1.2), renvoyer des questions en litige particulières aux parties en cause en vue de négociations supplémentaires.

5. L'article 50.5 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Idem

(1.1) Sous réserve du paragraphe (1.2), lorsqu'il rend sa décision, le conseil d'arbitrage ne doit pas renvoyer une question en litige aux parties en vue de négociations supplémentaires.

Same

(1.2) The board of arbitration may refer a matter that is in dispute back to the parties for further bargaining if,

- (a) the board of arbitration has not issued its decision; and
- (b) the parties agree.

Same

(1.3) For greater certainty, nothing in subsection (1.1) prevents the board of arbitration from referring matters concerning the implementation of its decision back to the parties.

6. The Act is amended by adding the following section before the heading “Operation of Collective Agreements”:

Transition**Referred to arbitration**

50.9 (1) Sections 50, 50.2, 50.4 and 50.5, as they read immediately before the repeal date, continue to apply to parties who were referred to arbitration under section 50 before the repeal date.

Requested appointment of conciliation officer

(2) Sections 49 and 50 and subsection 50.2 (1), as they read immediately before the repeal date, continue to apply to parties if either party made a request for the appointment of a conciliation officer under subsection 49 (1) before the repeal date.

Definition — repeal date

(3) In this section, “repeal date” means the day that section 6 of Schedule 9 to the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* comes into force.

7. Clause 57 (a) of the Act is repealed.

Commencement

8. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

Idem

(1.2) Le conseil d'arbitrage peut renvoyer une question en litige aux parties en vue de négociations supplémentaires si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le conseil n'a pas rendu sa décision;
- b) les parties sont d'accord.

Idem

(1.3) Il est entendu que le paragraphe (1.1) n'a pas pour effet d'empêcher le conseil d'arbitrage de renvoyer aux parties des questions concernant la mise en oeuvre de sa décision.

6. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant avant l'intertitre «Effet de la convention collective» :

Disposition transitoire**Parties dirigées vers l'arbitrage**

50.9 (1) Les articles 50, 50.2, 50.4 et 50.5, dans leur version antérieure à la date d'abrogation, continuent de s'appliquer aux parties qui ont été dirigées vers l'arbitrage en application de l'article 50 avant la date d'abrogation.

Cas où la désignation d'un conciliateur a été demandée

(2) Les articles 49 et 50 et le paragraphe 50.2 (1), dans leur version antérieure à la date d'abrogation, continuent de s'appliquer si l'une ou l'autre des parties a demandé la désignation d'un conciliateur au titre du paragraphe 49 (1) avant la date d'abrogation.

Définition : date d'abrogation

(3) La définition qui suit s'applique au présent article.
«date d'abrogation» Le jour de l'entrée en vigueur de l'article 6 de l'annexe 9 de la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)*.

7. L'alinéa 57 a) de la Loi est abrogé.

Entrée en vigueur

8. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE 10
INSURANCE ACT**

1. Subsection 197 (2) of the *Insurance Act* is amended by striking out “subsection 196 (1)” and substituting “subsection 191 (1)”.

2. Section 282 of the Act is amended by adding the following subsection:

Unpaid assessments

(4.1) If an insurer that is assessed does not pay the assessment, the unpaid amount of the assessment is a debt due to the Crown and the Crown may recover the debt by action or by any other remedy or procedure available by law to the Crown for the collection of debts owed to the Crown, whether or not the Superintendent exercises the rights set out in subsections (5) and (6).

Commencement

3. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

**ANNEXE 10
LOI SUR LES ASSURANCES**

1. Le paragraphe 197 (2) de la *Loi sur les assurances* est modifié par remplacement de «le paragraphe 196 (1)» par «le paragraphe 191 (1)».

2. L'article 282 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Cotisations impayées

(4.1) Si l'assureur ne paie pas la cotisation fixée à son égard, le montant impayé de la cotisation constitue une créance de la Couronne et celle-ci peut la recouvrer au moyen d'une action ou de tout autre recours ou procédure dont elle peut légalement se prévaloir pour recouvrer ses créances, que le surintendant exerce ou non les droits énoncés aux paragraphes (5) et (6).

Entrée en vigueur

3. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

SCHEDULE 11 INTERIM APPROPRIATION FOR 2017-2018 ACT, 2016

Interpretation

1. Expressions used in this Act have the same meaning as in the *Financial Administration Act* unless the context requires otherwise.

Expenses of the public service

2. Pending the voting of supply for the fiscal year ending on March 31, 2018, amounts not exceeding a total of \$129,260,108,400 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund or recognized as non-cash expenses to be applied to the expenses of the public service that are not otherwise provided for.

Investments of the public service

3. Pending the voting of supply for the fiscal year ending on March 31, 2018, amounts not exceeding a total of \$4,643,532,300 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund or recognized as non-cash investments to be applied to the investments of the public service in capital assets, loans and other investments that are not otherwise provided for.

Expenses of the Legislative Offices

4. Pending the voting of supply for the fiscal year ending on March 31, 2018, amounts not exceeding a total of \$219,450,300 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund to be applied to the expenses of the Legislative Offices that are not otherwise provided for.

Charge to proper appropriation

5. All expenditures made or recognized under this Act must be charged to the proper appropriation following the voting of supply for the fiscal year ending on March 31, 2018.

Commencement

6. The Act set out in this Schedule comes into force on April 1, 2017.

Short title

7. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Interim Appropriation for 2017-2018 Act, 2016*.

ANNEXE 11 LOI DE 2016 PORTANT AFFECTATION ANTICIPÉE DE CRÉDITS POUR 2017-2018

Interprétation

1. Les expressions figurant dans la présente loi s'entendent au sens de la *Loi sur l'administration financière*, sauf indication contraire du contexte.

Dépenses de la fonction publique

2. En attendant le vote des crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018, des sommes totalisant un maximum de 129 260 108 400 \$ peuvent être prélevées sur le Trésor ou comptabilisées à titre de frais hors trésorerie et affectées aux dépenses de la fonction publique auxquelles il n'est pas autrement pourvu.

Investissements de la fonction publique

3. En attendant le vote des crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018, des sommes totalisant un maximum de 4 643 532 300 \$ peuvent être prélevées sur le Trésor ou comptabilisées à titre d'éléments d'investissement hors trésorerie et affectées aux investissements de la fonction publique dans des immobilisations, des prêts et autres éléments auxquels il n'est pas autrement pourvu.

Dépenses des bureaux des fonctionnaires de l'Assemblée

4. En attendant le vote des crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018, des sommes totalisant un maximum de 219 450 300 \$ peuvent être prélevées sur le Trésor et affectées aux dépenses des bureaux des fonctionnaires de l'Assemblée auxquelles il n'est pas autrement pourvu.

Imputation au crédit approprié

5. Après le vote des crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018, toutes les dépenses effectuées ou comptabilisées en vertu de la présente loi doivent être imputées à l'affectation de crédits appropriée.

Entrée en vigueur

6. La loi figurant à la présente annexe entre en vigueur le 1^{er} avril 2017.

Titre abrégé

7. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi de 2016 portant affectation anticipée de crédits pour 2017-2018*.

SCHEDULE 12
INVESTMENT MANAGEMENT CORPORATION
OF ONTARIO ACT, 2015

1. Subsection 12 (1) of the *Investment Management Corporation of Ontario Act, 2015* is amended by striking out “manage and supervise” and substituting “manage or supervise the management of”.

2. Section 14 of the Act is amended by adding “and” at the end of clause (d), by striking out “and” at the end of clause (e) and by repealing clause (f).

Commencement

3. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

ANNEXE 12
LOI DE 2015 SUR LA SOCIÉTÉ ONTARIENNE
DE GESTION DES PLACEMENTS

1. Le paragraphe 12 (1) de la *Loi de 2015 sur la Société ontarienne de gestion des placements* est modifié par remplacement de «assure la direction et la surveillance des activités et des affaires internes de la Société» par «gère les activités et les affaires internes de la Société ou en surveille la gestion».

2. L'alinéa 14 f) de la Loi est abrogé.

Entrée en vigueur

3. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE 13
LAND TRANSFER TAX ACT**

1. (1) Subsection 2 (1) of the *Land Transfer Tax Act* is repealed and the following substituted:

Tax

(1) Every person who, on or after January 1, 2017, tenders for registration in Ontario a conveyance by which any land is conveyed to or in trust for a transferee shall pay when the conveyance is tendered for registration or before it is tendered for registration,

- (a) a tax computed at a rate of,
 - (i) one-half of 1 per cent of the value of the consideration for the conveyance up to and including \$55,000,
 - (ii) 1 per cent of the value of the consideration that exceeds \$55,000 up to and including \$250,000,
 - (iii) 1.5 per cent of the value of the consideration that exceeds \$250,000 up to and including \$400,000, and
 - (iv) 2 per cent of the value of the consideration that exceeds \$400,000; and
- (b) if the value of the consideration for the conveyance exceeds \$2,000,000 and the conveyance is a conveyance of land that contains at least one and not more than two single family residences, an additional tax of one-half of 1 per cent of the amount by which the value of the consideration exceeds \$2,000,000.

Same, registration prior to 2017

(1.1) Every person who, on or before December 31, 2016, tenders for registration in Ontario a conveyance by which any land is conveyed to or in trust for a transferee shall pay when the conveyance is tendered for registration or before it is tendered for registration,

- (a) a tax computed at a rate of,
 - (i) one-half of 1 per cent of the value of the consideration for the conveyance up to and including \$55,000,
 - (ii) 1 per cent of the value of the consideration that exceeds \$55,000 up to and including \$250,000, and
 - (iii) 1.5 per cent of the value of the consideration that exceeds \$250,000; and
- (b) if the value of the consideration for the conveyance exceeds \$400,000 and the conveyance is a conveyance of land that contains at least one and not more than two single family residences, an additional tax of one-half of 1 per cent of the amount by which the value of the consideration exceeds \$400,000.

**ANNEXE 13
LOI SUR LES DROITS DE CESSION
IMMOBILIÈRE**

1. (1) Le paragraphe 2 (1) de la *Loi sur les droits de cession immobilière* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Droits

(1) Quiconque présente à l'enregistrement en Ontario, le 1^{er} janvier 2017 ou après cette date, une cession par laquelle un bien-fonds est cédé à un cessionnaire ou cédé en fiducie pour le compte de ce cessionnaire acquitte, au moment de la présentation ou préalablement :

- a) d'une part, des droits calculés au taux :
 - (i) de 0,5 % de la valeur de la contrepartie versée pour la cession, jusqu'à 55 000 \$ inclusivement,
 - (ii) de 1 % de la valeur de la contrepartie qui est supérieure à 55 000 \$, jusqu'à 250 000 \$ inclusivement,
 - (iii) de 1,5 % de la valeur de la contrepartie qui est supérieure à 250 000 \$, jusqu'à 400 000 \$ inclusivement,
 - (iv) de 2 % de la valeur de la contrepartie qui est supérieure à 400 000 \$;
- b) d'autre part, si la valeur de la contrepartie versée pour la cession est supérieure à 2 000 000 \$ et que l'objet de la cession est un bien-fonds qui comporte au moins une habitation unifamiliale, mais pas plus de deux, des droits supplémentaires de 0,5 % sur la tranche de la valeur de la contrepartie qui est supérieure à 2 000 000 \$.

Idem : enregistrement antérieur à 2017

(1.1) Quiconque présente à l'enregistrement en Ontario, le 31 décembre 2016 ou avant cette date, une cession par laquelle un bien-fonds est cédé à un cessionnaire ou cédé en fiducie pour le compte de ce cessionnaire acquitte, au moment de la présentation ou préalablement :

- a) d'une part, des droits calculés au taux :
 - (i) de 0,5 % de la valeur de la contrepartie versée pour la cession, jusqu'à 55 000 \$ inclusivement,
 - (ii) de 1 % de la valeur de la contrepartie qui est supérieure à 55 000 \$, jusqu'à 250 000 \$ inclusivement,
 - (iii) de 1,5 % de la valeur de la contrepartie qui est supérieure à 250 000 \$;
- b) d'autre part, si la valeur de la contrepartie versée pour la cession est supérieure à 400 000 \$ et que l'objet de la cession est un bien-fonds qui comporte au moins une habitation unifamiliale, mais pas plus de deux, des droits supplémentaires de 0,5 % sur la tranche de la valeur de la contrepartie qui est supérieure à 400 000 \$.

Same, transition

(1.2) Despite subsection (1), every person who, pursuant to an agreement of purchase and sale entered into on or before November 14, 2016, tenders for registration in Ontario a conveyance by which any land is conveyed to or in trust for a transferee shall pay when the conveyance is tendered for registration or before it is tendered for registration a tax computed in accordance with subsection (1.1).

(2) Subsection 2 (2) of the Act is amended by,

(a) striking out “exceeds \$400,000” wherever it appears and substituting in each case “exceeds \$2,000,000 or, for a conveyance to which subsection (1.1) applies, exceeds \$400,000”; and

(b) striking out “despite subsection (1)” in the portion after clause (c) and substituting “despite subsections (1) and (1.1)”.

2. Section 2.2 of the Act is amended by striking out “subsection 2 (1)” and substituting “section 2”.

3. (1) Clause 3 (5) (a) of the Act is amended by striking out “subsection 2 (1)” and substituting “section 2”.

(2) Subsection 3 (6) of the Act is amended by striking out “subsection 2 (1)” in the portion before clause (a) and substituting “section 2”.

(3) Subsection 3 (8) of the Act is amended by striking out “subsection 2 (1)” and substituting “section 2”.

(4) Clause 3 (11) (b) of the Act is amended by striking out “subsection 2 (1)” and substituting “section 2”.

4. The Act is amended by adding the following sections:

Additional information

5.0.1 (1) Every person required by section 5 to make a statement or affidavit or to deliver a return shall provide the Minister with such additional information as may be prescribed about the transferee and the conveyance, or about the person who acquires a beneficial interest in land and the disposition, and shall provide the information in the form and manner approved by the Minister.

Use of information

(2) The Minister may use information collected under subsection (1) for the purposes of the administration or enforcement of this Act.

Same, analyses

(3) The Minister may use information collected under subsection (1) in de-identified form for the purposes of compiling statistical information and of developing and evaluating economic, tax and fiscal policy.

Meaning of “de-identified form”

(4) For the purposes of subsection (3), information is

Idem : disposition transitoire

(1.2) Malgré le paragraphe (1), quiconque présente à l'enregistrement en Ontario, conformément à une convention de vente conclue le 14 novembre 2016 ou avant cette date, une cession par laquelle un bien-fonds est cédé à un cessionnaire ou cédé en fiducie pour le compte de ce cessionnaire acquitte, au moment de la présentation ou préalablement, des droits calculés conformément au paragraphe (1.1).

(2) Le paragraphe 2 (2) de la Loi est modifié :

a) par remplacement de «est supérieure à 400 000 \$» par «est supérieure à 2 000 000 \$ ou, pour une cession à laquelle s'applique le paragraphe (1.1), supérieure à 400 000 \$» partout où figure ce segment;

b) par remplacement de «Malgré le paragraphe (1)» par «Malgré les paragraphes (1) et (1.1)» dans le passage qui suit l'alinéa c).

2. L'article 2.2 de la Loi est modifié par remplacement de «du paragraphe 2 (1)» par «de l'article 2».

3. (1) L'alinéa 3 (5) a) de la Loi est modifié par remplacement de «du paragraphe 2 (1)» par «de l'article 2».

(2) Le paragraphe 3 (6) de la Loi est modifié par remplacement de «du paragraphe 2 (1)» par «de l'article 2» dans le passage qui précède l'alinéa a).

(3) Le paragraphe 3 (8) de la Loi est modifié par remplacement de «du paragraphe 2 (1)» par «de l'article 2».

(4) L'alinéa 3 (11) b) de la Loi est modifié par remplacement de «du paragraphe 2 (1)» par «de l'article 2».

4. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Renseignements supplémentaires

5.0.1 (1) Quiconque est tenu par l'article 5 de faire une déclaration, de souscrire un affidavit ou de produire une déclaration donne au ministre, sous la forme et de la manière qu'approuve celui-ci, les renseignements supplémentaires prescrits sur le cessionnaire et sur la cession, ou sur la personne qui acquiert un intérêt à titre bénéficiaire dans le bien-fonds et sur l'aliénation.

Utilisation des renseignements

(2) Le ministre peut utiliser les renseignements recueillis au titre du paragraphe (1) pour l'application ou l'exécution de la présente loi.

Idem : analyses

(3) Le ministre peut utiliser les renseignements recueillis au titre du paragraphe (1) sous forme anonymisée pour la compilation de données statistiques et pour l'élaboration et l'évaluation de la politique économique, fiscale et budgétaire.

Sens de «sous forme anonymisée»

(4) Pour l'application du paragraphe (3), les rensei-

in de-identified form if any information that identifies an individual and any information that it is reasonably foreseeable in the circumstances could be utilized, either alone or with other information, to identify an individual, has been removed.

Regulations

(5) The Minister may make regulations prescribing anything that is referred to as prescribed in this section.

Confidentiality

5.0.2 (1) Except as authorized by this section and subsections 5.0.1 (2) and (3), the Minister shall not,

- (a) knowingly communicate or knowingly allow to be communicated to any person any personal information obtained under section 5.0.1; or
- (b) knowingly allow any person to inspect or to have access to any personal information obtained under section 5.0.1.

Same

(2) Except as authorized by this section and subsection 5.2 (3), no designated collector and no land registrar shall,

- (a) knowingly communicate or knowingly allow to be communicated to any person any personal information obtained under section 5.0.1; or
- (b) knowingly allow any person to inspect or to have access to any personal information obtained under section 5.0.1.

Testimony

(3) No person who collects information under section 5.0.1 shall be required, in connection with any legal proceedings,

- (a) to give evidence relating to any information obtained under section 5.0.1; or
- (b) to produce any information obtained under section 5.0.1.

Exception

(4) Subsections (1), (2) and (3) do not apply in respect of,

- (a) criminal proceedings under any Act of the Parliament of Canada;
- (b) proceedings in respect of the trial of any person for an offence under an Act of the Legislature; or
- (c) proceedings relating to the administration or enforcement of this Act.

Same

(5) The Minister may permit information obtained under section 5.0.1 to be given to,

- (a) the person from whom the information was obtained; or

gnements sont sous forme anonymisée s'il en a été retiré tout renseignement permettant d'identifier un particulier, ainsi que tout renseignement à l'égard duquel il est raisonnable de prévoir, dans les circonstances, qu'il pourrait servir, seul ou avec d'autres, à l'identifier.

Règlements

(5) Le ministre peut, par règlement, prescrire tout ce que le présent article mentionne comme étant prescrit.

Renseignements confidentiels

5.0.2 (1) Sauf dans les cas où le présent article et les paragraphes 5.0.1 (2) et (3) l'autorisent, le ministre ne doit :

- a) ni sciemment communiquer ou sciemment permettre la communication à quiconque des renseignements personnels obtenus au titre de l'article 5.0.1;
- b) ni sciemment permettre à quiconque d'examiner des renseignements personnels obtenus au titre de l'article 5.0.1, ou d'y avoir accès.

Idem

(2) Sauf dans les cas où le présent article et le paragraphe 5.2 (3) l'autorisent, les percepteurs désignés et les registrateurs ne doivent :

- a) ni sciemment communiquer ou sciemment permettre la communication à quiconque des renseignements personnels obtenus au titre de l'article 5.0.1;
- b) ni sciemment permettre à quiconque d'examiner des renseignements personnels obtenus au titre de l'article 5.0.1, ou d'y avoir accès.

Témoignage

(3) La personne qui recueille des renseignements au titre de l'article 5.0.1 n'est tenue, dans le cadre d'une instance judiciaire :

- a) ni de témoigner sur des renseignements obtenus au titre de l'article 5.0.1;
- b) ni de produire des renseignements obtenus au titre de l'article 5.0.1.

Exception

(4) Les paragraphes (1), (2) et (3) ne s'appliquent pas dans le cadre des instances suivantes :

- a) les poursuites criminelles introduites aux termes d'une loi du Parlement du Canada;
- b) les instances reliées au procès d'une personne pour infraction à une loi de la Législature;
- c) les instances reliées à l'application ou à l'exécution de la présente loi.

Idem

(5) Le ministre peut autoriser la communication de renseignements obtenus au titre de l'article 5.0.1 aux personnes suivantes :

- a) la personne qui a fourni les renseignements;

- (b) the legal representative of a person mentioned in clause (a) or the agent of the person authorized in writing in that behalf.

5. Subsection 7.1 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Same, tax under s. 2

(2) Every person who tenders for registration a conveyance described in subsection 2 (1) or (1.1) and who pays, at that time, an amount that is less than the amount of tax payable by that person under section 2 shall pay a penalty, when the Minister assesses it, in an amount equal to 5 per cent of the difference between the tax payable and the amount actually paid.

6. (1) Subsection 8 (2) of the Act is amended by striking out “clause 2 (1) (b)” in the portion before clause (a) and substituting “clause 2 (1) (b) or (1.1) (b)”.

(2) Subsection 8 (6) of the Act is amended by striking out “subsection 2 (1)” and substituting “section 2”.

7. (1) Clause 9 (1) (b) of the Act is amended by striking out “subsection 2 (1)” and substituting “section 2”.

(2) Subsection 9 (2) of the Act is amended by striking out “subsection 2 (1)” wherever it appears and substituting in each case “section 2”.

(3) Subsection 9 (4) of the Act is amended by striking out “subsection 2 (1)” and substituting “section 2”.

(4) Subsection 9 (8) of the Act is amended by striking out “subsection 2 (1)” and substituting “section 2”.

8. (1) Subsection 9.2 (1) of the Act is amended by adding the following definition:

“permanent resident of Canada” means a permanent resident as defined in the *Immigration and Refugee Protection Act* (Canada); (“résident permanent du Canada”)

(2) The definition of “purchaser” in subsection 9.2 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

“purchaser” means,

- (a) if the conveyance or disposition of the qualifying home occurs before January 1, 2017, an individual who is at least 18 years of age and who has never owned an eligible home anywhere in the world and whose spouse has not owned an eligible home anywhere in the world while he or she was a spouse of the individual,
- (b) if the conveyance or disposition of the qualifying home occurs on or after January 1, 2017 and the agreement of purchase and sale for the home is entered into on or before November 14, 2016, an individual who is at least 18 years of age, and who has never owned an eligible home anywhere in the world and whose spouse has not owned an eligible

- b) l'ayant droit de la personne visée à l'alinéa a) ou son mandataire autorisé par écrit à cet effet.

5. Le paragraphe 7.1 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem : droits prévus à l'art. 2

(2) Quiconque présente à l'enregistrement une cession visée au paragraphe 2 (1) ou (1.1) et paie, à ce moment-là, un montant inférieur à celui des droits qu'il est tenu d'acquitter en application de l'article 2 paie, lorsque le ministre établit une cotisation à cet égard, une pénalité égale à 5 % de la différence entre les droits exigibles et le montant effectivement versé.

6. (1) Le paragraphe 8 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «l'alinéa 2 (1) b)» par «l'alinéa 2 (1) b) ou (1.1) b)» dans le passage qui précède l'alinéa a).

(2) Le paragraphe 8 (6) de la Loi est modifié par remplacement de «au paragraphe 2 (1)» par «à l'article 2».

7. (1) L'alinéa 9 (1) b) de la Loi est modifié par remplacement de «du paragraphe 2 (1)» par «de l'article 2».

(2) Le paragraphe 9 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «du paragraphe 2 (1)» par «de l'article 2» partout où figure ce segment.

(3) Le paragraphe 9 (4) de la Loi est modifié par remplacement de «du paragraphe 2 (1)» par «de l'article 2».

(4) Le paragraphe 9 (8) de la Loi est modifié par remplacement de «du paragraphe 2 (1)» par «de l'article 2».

8. (1) Le paragraphe 9.2 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«résident permanent du Canada» Résident permanent au sens de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (Canada). («permanent resident of Canada»)

(2) La définition de «acheteur» au paragraphe 9.2 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«acheteur» :

- a) Si la cession ou l'aliénation du logement admissible a lieu avant le 1^{er} janvier 2017, particulier qui est âgé d'au moins 18 ans et qui n'a jamais été propriétaire du logement reconnu où que ce soit dans le monde, et dont le conjoint n'a pas été propriétaire d'un logement reconnu où que ce soit dans le monde pendant qu'il était le conjoint du particulier;
- b) si la cession ou l'aliénation du logement admissible a lieu le 1^{er} janvier 2017 ou après cette date et que la convention de vente visant le logement est conclue le 14 novembre 2016 ou avant cette date, particulier qui est âgé d'au moins 18 ans et qui n'a jamais été propriétaire d'un logement reconnu où que ce soit dans le monde, et dont le conjoint n'a pas

home anywhere in the world while he or she was a spouse of the individual, and

- (c) if the conveyance or disposition of the qualifying home occurs on or after January 1, 2017 and the agreement of purchase and sale for the home is entered into after November 14, 2016, an individual who is at least 18 years of age, who is a Canadian citizen or permanent resident of Canada, and who has never owned an eligible home anywhere in the world and whose spouse has not owned an eligible home anywhere in the world while he or she was a spouse of the individual; (“acheteur”)

(3) Section 9.2 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

(2.0.1) If an individual who would otherwise be eligible for a refund under subsection (2) is not eligible because the individual is not a purchaser within the meaning of subsection (1) because the individual is not a Canadian citizen or permanent resident of Canada on the date of the conveyance or disposition, that individual is eligible for the refund if he or she becomes a Canadian citizen or permanent resident of Canada within 18 months after the date of the conveyance or disposition.

(4) Subsection 9.2 (2.1) of the Act is repealed and the following substituted:

Maximum refund

(2.1) If the agreement of purchase and sale is entered into by the purchaser after March 31, 1999, the maximum amount of tax refundable under subsection (2) in respect of the acquisition of a qualifying home is,

- (a) \$2,000 if the conveyance or disposition of the home occurs before January 1, 2017; and
- (b) \$4,000 if the conveyance or disposition of the home occurs on or after January 1, 2017.

9. Subsection 14.1 (5) of the Act is amended by striking out “on or after the day this section comes into force” and substituting “on or after December 20, 2006”.

Commencement

10. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures)*, 2016 receives Royal Assent.

été propriétaire d’un logement reconnu où que ce soit dans le monde pendant qu’il était le conjoint du particulier;

- c) si la cession ou l’aliénation du logement admissible a lieu le 1^{er} janvier 2017 ou après cette date et que la convention de vente visant le logement est conclue après le 14 novembre 2016, particulier qui est âgé d’au moins 18 ans, qui est citoyen canadien ou résident permanent du Canada et qui n’a jamais été propriétaire d’un logement reconnu où que ce soit dans le monde, et dont le conjoint n’a pas été propriétaire d’un logement reconnu où que ce soit dans le monde pendant qu’il était le conjoint du particulier. («purchaser»)

(3) L’article 9.2 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(2.0.1) Le particulier qui serait autrement admissible à un remboursement aux termes du paragraphe (2), mais qui ne l’est pas du fait qu’il n’est pas un acheteur au sens du paragraphe (1) parce qu’il n’est pas citoyen canadien ou résident permanent du Canada à la date de la cession ou de l’aliénation, est admissible au remboursement s’il devient citoyen canadien ou résident permanent du Canada dans les 18 mois qui suivent la date de la cession ou de l’aliénation.

(4) Le paragraphe 9.2 (2.1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Remboursement maximal

(2.1) Si l’acheteur a conclu la convention de vente après le 31 mars 1999, le montant maximal des droits qui peuvent être remboursés aux termes du paragraphe (2) à l’égard de l’achat d’un logement admissible est :

- a) de 2 000 \$ si la cession ou l’aliénation du logement a lieu avant le 1^{er} janvier 2017;
- b) de 4 000 \$ si la cession ou l’aliénation du logement a lieu le 1^{er} janvier 2017 ou après cette date.

9. Le paragraphe 14.1 (5) de la Loi est modifié par remplacement de «le jour de l’entrée en vigueur du présent article ou par la suite» par «le 20 décembre 2006 ou par la suite».

Entrée en vigueur

10. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l’essor de l’Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

SCHEDULE 14 MINISTRY OF REVENUE ACT

1. Section 1 of the *Ministry of Revenue Act* is amended by adding the following definition:

“public body” means,

- (a) the Government of Canada and any ministry or agency thereof and the Crown in right of Canada and any agency thereof,
- (b) the Government of any other province or territory of Canada and any ministry or agency thereof and the Crown in right of any other province of Canada and any agency thereof,
- (c) the corporation of any municipality in Ontario,
- (d) a local board, as defined in the *Municipal Affairs Act*, and any authority, board, commission, corporation, office or organization of persons some or all of whose members, directors or officers are appointed or chosen by or under the authority of the council of the corporation of a municipality in Ontario,
- (e) a Crown agency,
- (f) a corporation, with or without share capital, that is not a Crown agency but is owned, operated or controlled by the Crown,
- (g) any other board, commission, authority or unincorporated body of the Crown,
- (h) such other persons and entities as may be prescribed. (“organisme public”)

2. The definition of “public body” in section 10.1 of the Act is repealed.

3. The Act is amended by adding the following section:

Underground economy: collection and analysis of information

11.5 (1) The Minister may request information about a person or entity that carries on business in Ontario from another ministry or a public body, including,

- (a) the person’s or entity’s legal name;
- (b) the name under which the person or entity carries on business, if it is not the legal name;
- (c) the person’s or entity’s contact information;
- (d) any identifying number, symbol or other identifier assigned to the person or entity in connection with another Act;
- (e) information about any licence, permit, certificate, registration or other approval or authorization issued to the person or entity and about the status of the licence, permit, certificate, registration, approval or authorization;

ANNEXE 14 LOI SUR LE MINISTÈRE DU REVENU

1. L'article 1 de la *Loi sur le ministère du Revenu* est modifié par adjonction de la définition suivante :

«organisme public» S'entend de ce qui suit :

- a) le gouvernement du Canada et ses ministères et organismes, et la Couronne du chef du Canada et ses organismes;
- b) le gouvernement d'une autre province ou d'un territoire du Canada et ses ministères et organismes, et la Couronne du chef d'une autre province du Canada et ses organismes;
- c) une municipalité de l'Ontario;
- d) un conseil local, au sens de la *Loi sur les affaires municipales*, et un office, un conseil, une commission, une personne morale, un bureau ou une organisation de personnes dont tout ou partie des membres, des administrateurs ou des dirigeants sont nommés ou choisis par le conseil d'une municipalité de l'Ontario, ou sous son autorité;
- e) un organisme de la Couronne;
- f) une société, avec ou sans capital-actions, qui n'est pas un organisme de la Couronne, mais dont cette dernière a la propriété ou dont elle assure l'exploitation ou le contrôle;
- g) tout autre conseil, commission, office ou organisme sans personnalité morale de la Couronne;
- h) les autres personnes et entités prescrites. («public body»)

2. La définition de «organisme public» à l'article 10.1 de la Loi est abrogée.

3. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Économie souterraine : collecte et analyse de renseignements

11.5 (1) Le ministre peut demander à un autre ministère ou à un organisme public des renseignements au sujet d'une personne ou d'une entité qui exploite une entreprise en Ontario, notamment :

- a) le nom officiel, la dénomination sociale ou la raison sociale de la personne ou de l'entité;
- b) le nom sous lequel la personne ou l'entité exploite son entreprise, si ce n'est pas le nom officiel, la dénomination sociale ou la raison sociale;
- c) les coordonnées de la personne ou de l'entité;
- d) tout numéro d'identification, symbole ou autre identificateur attribué à la personne ou à l'entité dans le cadre d'une autre loi;
- e) des renseignements sur une licence, un permis, un certificat, une inscription, un enregistrement ou une autre approbation ou autorisation qui a été délivré à la personne ou à l'entité et sur l'état d'un tel document;

- (f) information about the person's or entity's compliance with any obligations relating to the licence, permit, certificate, registration, approval or authorization;
- (g) information about complaints made to the ministry or public body about the person or entity;
- (h) information compiled in connection with an examination, test, audit, inspection, investigation or other inquiry carried out under an Act with respect to the person's or entity's business, including information respecting forms, notes or reports generated by the examination, test, audit, inspection, investigation or inquiry;
- (i) information related to the person's or entity's compliance with other Acts, including information about orders, notices, penalties or convictions related to the person or entity; and
- (j) such other information as may be prescribed.

Disclosure to the Minister

(2) A ministry or public body is permitted to disclose the requested information to the Minister, despite any other Act.

Exception, personal information

(3) Information disclosed under subsection (2) shall not include personal information as defined in the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* or personal health information as defined in the *Personal Health Information Protection Act, 2004*.

Use of the information

(4) The Minister may use the information received from a ministry or public body for the purpose of administering and enforcing tax laws, including verifying or updating the Ministry's records about persons and entities.

Same, analyses

(5) The Minister may use the information received from a ministry or public body, in combination with information collected by the Minister under any Act that he or she administers, in order to conduct policy, statistical and risk analyses in connection with the administration and enforcement of tax laws.

Disclosure by Minister

(6) For the purpose of assisting a ministry or public body with the administration of statutes under which the ministry or public body has powers or duties, the Minister may disclose the results of statistical and risk analyses conducted under subsection (5) using information about a person or entity to a ministry or public body that has disclosed information to the Minister under this section respecting the person or entity.

- f) des renseignements sur le respect, par la personne ou l'entité, de ses obligations relatives à la licence, au permis, au certificat, à l'inscription, à l'enregistrement, à l'approbation ou à l'autorisation;
- g) des renseignements sur les plaintes présentées au ministère ou à l'organisme public au sujet de la personne ou de l'entité;
- h) des renseignements réunis à l'occasion d'un examen, d'un test, d'une vérification, d'une inspection, d'une enquête ou d'une autre investigation effectué aux termes d'une loi à l'égard de l'entreprise de la personne ou de l'entité, y compris des renseignements sur les formulaires, notes ou rapports produits à cette occasion;
- i) des renseignements sur le respect, par la personne ou l'entité, d'autres lois, y compris des renseignements concernant les ordonnances, avis, peines, pénalités ou déclarations de culpabilité se rapportant à la personne ou à l'entité;
- j) les autres renseignements prescrits.

Divulgence au ministre

(2) Les ministères et les organismes publics sont autorisés à divulguer au ministre les renseignements qu'il demande, malgré toute autre loi.

Exception : renseignements personnels

(3) Les renseignements divulgués en vertu du paragraphe (2) ne doivent pas comprendre des renseignements personnels au sens de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ou des renseignements personnels sur la santé au sens de la *Loi de 2004 sur la protection des renseignements personnels sur la santé*.

Utilisation des renseignements

(4) Le ministre peut utiliser les renseignements reçus d'un ministère ou d'un organisme public pour assurer l'application et l'exécution des lois fiscales, notamment pour vérifier ou mettre à jour les dossiers du ministère concernant des personnes et des entités.

Idem : analyses

(5) Le ministre peut utiliser les renseignements reçus d'un ministère ou d'un organisme public, conjointement avec ceux qu'il a recueillis en vertu d'une loi dont il assure l'application, afin d'effectuer des analyses de politiques, de statistiques et de risques relativement à l'application et à l'exécution des lois fiscales.

Divulgence par le ministre

(6) Afin d'aider un ministère ou un organisme public à assurer l'application de lois qui confèrent à celui-ci des pouvoirs ou des fonctions, le ministre peut divulguer, au ministère ou à l'organisme public qui lui a divulgué des renseignements en vertu du présent article au sujet d'une personne ou d'une entité, les résultats des analyses de statistiques et de risques effectuées en vertu du paragraphe (5) à partir de renseignements concernant la personne ou l'entité.

Confidentiality

(7) The Minister shall maintain information collected under this section in confidence in accordance with the confidentiality requirements to which it was subject when it was originally collected.

Definition of “business”

(8) For the purposes of this section,

“business” includes a profession, trade, manufacture or undertaking of any kind whatever, engaged in for profit, but does not include an office or employment.

4. Section 12 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same, underground economy

(1.3) On behalf of the Government of Ontario, the Minister, together with the Minister of Finance, may enter into an agreement with the Canada Revenue Agency providing for the disclosure of information obtained by the Minister under section 11.5, and the disclosure of the Minister’s statistical and risk analyses referred to in that section, and providing for the collection of information by the Minister for the purposes of that section.

5. (1) Clause 13 (c) of the Act is amended by striking out “for the purposes of sections 11 and 11.1” at the end and substituting “for the purpose of the definition of “public body” in section 1”.

(2) Section 13 of the Act is amended by adding the following clause:

(j) prescribing information for the purposes of subsection 11.5 (1).

Commencement

6. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

Confidentialité

(7) Le ministre préserve le caractère confidentiel des renseignements recueillis en vertu du présent article, conformément aux exigences en matière de confidentialité auxquelles ils étaient assujettis lorsque les renseignements ont été recueillis initialement.

Définition de «entreprise»

(8) La définition qui suit s’applique au présent article.

«entreprise» Sont compris parmi les entreprises les professions, métiers, commerces, industries ou activités de quelque genre que ce soit à but lucratif. En sont exclus les charges et les emplois.

4. L’article 12 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : économie souterraine

(1.3) Pour le compte du gouvernement de l’Ontario, le ministre ainsi que le ministre des Finances peuvent conclure, avec l’Agence du revenu du Canada, un accord prévoyant la divulgation de renseignements obtenus par le ministre en vertu de l’article 11.5 et la divulgation des analyses de statistiques et de risques du ministre mentionnées à cet article et prévoyant la collecte de renseignements par le ministre pour l’application de cet article.

5. (1) L’alinéa 13 c) de la Loi est modifié par remplacement de «pour l’application des articles 11 et 11.1» par «pour l’application de la définition de «organisme public» à l’article 1» à la fin de l’alinéa.

(2) L’article 13 de la Loi est modifié par adjonction de l’alinéa suivant :

j) prescrire des renseignements pour l’application du paragraphe 11.5 (1).

Entrée en vigueur

6. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l’essor de l’Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE 15
MUNICIPAL ACT, 2001**

1. Paragraph 2 of subsection 218 (1) of the *Municipal Act, 2001* is repealed and the following substituted:

2. Subject to paragraph 2.1, the head of council shall be elected by general vote, in accordance with the *Municipal Elections Act, 1996*, or shall be appointed by the members of council.

2.1 For a regional municipality other than the County of Oxford, the head of council shall be elected by general vote in accordance with the *Municipal Elections Act, 1996*.

2. The Act is amended by adding the following section:

Head of regional council

218.1 (1) On the day the new council of a regional municipality is organized following the regular election in 2018, the head of council of a regional municipality shall be elected by general vote in accordance with the *Municipal Elections Act, 1996*.

Conduct of regular election in 2018

(2) The regular election in 2018 in a regional municipality shall be conducted as if the method of selecting the head of council described in subsection (1) was already in effect.

Exception

(3) This section does not apply to the County of Oxford.

3. Section 221 of the Act is repealed and the following substituted:

Conflicts

221. In the event of a conflict between section 217, 218, 218.1 or 220 or a by-law described in those sections and any other Act in respect of the composition of a council, the term of office of the head of the upper-tier council, the number of votes given to each member, the method of selecting the head of council of a regional municipality or the titles of members, section 217, 218, 218.1 or 220 or a by-law described in those sections prevails.

4. Subsections 313 (1.1), (2) and (3) of the Act are repealed and the following substituted:

Municipal option

(1.1) Despite subsection (1), a municipality, other than a lower-tier municipality, may pass a by-law providing for the application of a single percentage that is not less than 30 per cent and not more than 35 per cent instead of the percentages described in paragraphs 2, 3, 4 and 5 of subsection (1).

Same

(1.2) Despite subsection (1), a municipality, other than a lower-tier municipality, may pass a by-law providing for the application of a percentage within a range prescribed by the Minister of Finance instead of the percent-

**ANNEXE 15
LOI DE 2001 SUR LES MUNICIPALITÉS**

1. La disposition 2 du paragraphe 218 (1) de la *Loi de 2001 sur les municipalités* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

2. Sous réserve de la disposition 2.1, le président du conseil est élu au scrutin général, conformément à la *Loi de 1996 sur les élections municipales*, ou est nommé par les membres du conseil.

2.1 Dans le cas d'une municipalité régionale autre que le comté d'Oxford, le président du conseil est élu au scrutin général, conformément à la *Loi de 1996 sur les élections municipales*.

2. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Président du conseil d'une municipalité régionale

218.1 (1) Le jour où le nouveau conseil d'une municipalité régionale est constitué après les élections ordinaires de 2018, son président est élu au scrutin général, conformément à la *Loi de 1996 sur les élections municipales*.

Tenue des élections ordinaires de 2018

(2) Les élections ordinaires de 2018 dans une municipalité régionale se tiennent comme si le mode de sélection du président du conseil visé au paragraphe (1) était déjà en vigueur.

Exception

(3) Le présent article ne s'applique pas au comté d'Oxford.

3. L'article 221 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Incompatibilité

221. Les articles 217, 218, 218.1 et 220 et les règlements municipaux visés à ces articles l'emportent sur les dispositions incompatibles d'une autre loi en ce qui a trait à la composition d'un conseil, au mandat du président du conseil d'une municipalité de palier supérieur, au nombre de voix accordées à chaque membre, au mode de sélection du président du conseil d'une municipalité régionale ou aux titres des membres.

4. Les paragraphes 313 (1.1), (2) et (3) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Choix de la municipalité

(1.1) Malgré le paragraphe (1), une municipalité qui n'est pas une municipalité de palier inférieur peut, par règlement, prévoir l'application d'un pourcentage unique d'au moins 30 % et d'au plus 35 % au lieu des pourcentages visés aux dispositions 2, 3, 4 et 5 du paragraphe (1).

Idem

(1.2) Malgré le paragraphe (1), une municipalité qui n'est pas une municipalité de palier inférieur peut, par règlement, prévoir l'application d'un pourcentage qui se situe dans la fourchette prescrite par le ministre des Fi-

age described in paragraph 2, 3, 4 or 5 of subsection (1), as the case may be.

Same

(1.3) Despite subsection (1), a municipality, other than a lower-tier municipality, may, if authorized by the regulations, pass a by-law providing that a tax rate reduction in paragraph 2, 3, 4 or 5 of subsection (1) does not apply.

Regulations

- (2) The Minister of Finance may make regulations,
 - (a) prescribing percentages or ranges for the purposes of subsection (1);
 - (b) prescribing ranges for the purposes of subsection (1.2);
 - (c) authorizing a municipality to pass a by-law referred to in subsection (1.3);
 - (d) imposing conditions on the ability of a municipality to pass a by-law referred to in this section.

Choice of percentage within range

(3) If a regulation made under clause (2) (a) requires the tax rates for the subclasses referred to in paragraph 1 of subsection (1) to be reduced by a percentage within a range described in the regulation,

- (a) the percentage shall be specified, by by-law, by the local municipality or, if the local municipality is a lower-tier municipality, by the upper-tier municipality; and
- (b) if no percentage is specified under clause (a), the percentage shall be the highest percentage in the range.

5. (1) Clause 314 (1) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

- (a) establish two or three bands of assessment of property for the purposes of facilitating graduated tax rates for any one or more of the classes prescribed under clause (5) (0.a) or included in the commercial classes or the industrial classes; and

(2) Subsection 314 (5) of the Act is amended by adding the following clause:

- (0.a) prescribing classes of real property for the purposes of clause (1) (a), other than the residential property class, the multi-residential property class, the farm property class, the pipe line property class or the managed forests property class;

6. (1) Subsection 327 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Property that Part applies to

(4) This Part applies with respect to property in the commercial classes, the industrial classes, the multi-residential property class and any other class prescribed under clause (10) (a).

nances au lieu du pourcentage visé à la disposition 2, 3, 4 ou 5 du paragraphe (1), selon le cas.

Idem

(1.3) Malgré le paragraphe (1), une municipalité qui n'est pas une municipalité de palier inférieur peut, si les règlements l'autorisent, adopter un règlement prévoyant que la réduction du taux d'imposition prévue à la disposition 2, 3, 4 ou 5 du paragraphe (1) ne s'applique pas.

Règlements

- (2) Le ministre des Finances peut, par règlement :
 - a) prescrire des pourcentages ou des fourchettes pour l'application du paragraphe (1);
 - b) prescrire des fourchettes pour l'application du paragraphe (1.2);
 - c) autoriser une municipalité à adopter un règlement visé au paragraphe (1.3);
 - d) assortir de conditions la capacité d'une municipalité d'adopter un règlement visé au présent article.

Choix du pourcentage dans la fourchette

(3) Si un règlement pris en vertu de l'alinéa (2) a) exige la réduction des taux d'imposition applicables aux sous-catégories visées à la disposition 1 du paragraphe (1) d'un pourcentage se situant dans la fourchette qui y est précisée :

- a) ce pourcentage est celui que précise, par règlement, la municipalité locale ou, s'il s'agit d'une municipalité de palier inférieur, la municipalité de palier supérieur;
- b) si aucun pourcentage n'est précisé en application de l'alinéa a), le pourcentage correspond au plus élevé de la fourchette.

5. (1) L'alinéa 314 (1) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) diviser l'évaluation des biens en deux ou trois fourchettes afin de faciliter l'application de taux d'imposition progressifs pour une ou plusieurs catégories prescrites en vertu de l'alinéa (5) 0.a) ou comprises dans les catégories commerciales ou les catégories industrielles;

(2) Le paragraphe 314 (5) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- 0.a) prescrire des catégories de biens immeubles pour l'application de l'alinéa (1) a), à l'exclusion de la catégorie des biens résidentiels, de la catégorie des immeubles à logements multiples, de la catégorie des biens agricoles, de la catégorie des pipelines et de la catégorie des forêts aménagées;

6. (1) Le paragraphe 327 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Biens auxquels s'applique la présente partie

(4) La présente partie s'applique à l'égard des biens qui appartiennent aux catégories commerciales, aux catégories industrielles, à la catégorie des immeubles à logements multiples et à toute autre catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (10) a).

(2) Subsection 327 (6) of the Act is repealed and the following substituted:**Exception**

(6) Despite clause (5) (c), this Part applies to a property or portion of a property in the commercial classes, the industrial classes or a class prescribed under clause (10) (a) to which subsection 4 (3) of the *Municipal Tax Assistance Act* applies, but the portion of a property to which that subsection applies is deemed to be a separate property for the purposes of this Part.

(3) Subsections 327 (10), (10.1), (10.2) and (11) of the Act are repealed and the following substituted:**Regulations**

(10) The Minister of Finance may by regulation,

- (a) prescribe classes of real property that this Part applies to, other than the residential property class, the farm property class, the pipe line property class or the managed forests property class;
- (b) exempt property, including a portion of a property, from the application of this Part;
- (c) provide that this Part does not apply in a municipality.

Same

(11) A regulation under clause (10) (b) or (c) may provide that property is exempt or that this Part does not apply only if prescribed circumstances exist.

Exempt property deemed not in classes

(12) The commercial classes, the industrial classes, the multi-residential property class and any class prescribed under clause (10) (a) are deemed, for the purposes of this Part, not to include property exempted from the application of this Part under this section.

7. Clauses 329 (3) (b) and (c) of the Act are repealed and the following substituted:

- (b) governing the calculation of taxes for a taxation year in the circumstances described in paragraph 5 of subsection (1);
- (c) governing the calculation of taxes for a taxation year under paragraph 6 of subsection (1) in prescribed circumstances in connection with the phasing out of the application of this Part.

8. Subsection 329.1 (1) of the Act is amended by striking out the portion before paragraph 1 and substituting the following:**Municipal option: application of certain provisions of the Act**

(1) A municipality, other than a lower-tier municipality, may pass a by-law to have one or more of the follow-

(2) Le paragraphe 327 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**Exception**

(6) Malgré l'alinéa (5) c), la présente partie s'applique à tout ou partie d'un bien qui appartient aux catégories commerciales, aux catégories industrielles ou aux catégories prescrites en vertu de l'alinéa (10) a) et auquel s'applique le paragraphe 4 (3) de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités*. Toutefois, la partie d'un bien à laquelle s'applique ce paragraphe est réputée être un bien distinct pour l'application de la présente partie.

(3) Les paragraphes 327 (10), (10.1), (10.2) et (11) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :**Règlements**

(10) Le ministre des Finances peut, par règlement :

- a) prescrire les catégories de biens immeubles auxquelles s'applique la présente partie, à l'exclusion de la catégorie des biens résidentiels, de la catégorie des biens agricoles, de la catégorie des pipelines et de la catégorie des forêts aménagées;
- b) exempter des biens, y compris une partie d'un bien, de l'application de la présente partie;
- c) prévoir que la présente partie ne s'applique pas dans une municipalité.

Idem

(11) Les règlements pris en vertu de l'alinéa (10) b) ou c) peuvent prévoir que des biens sont exemptés ou que la présente partie ne s'applique pas uniquement dans les circonstances prescrites.

Biens exemptés réputés ne pas appartenir à une catégorie

(12) Les catégories commerciales, les catégories industrielles, la catégorie des immeubles à logements multiples et les catégories prescrites en vertu de l'alinéa (10) a) sont réputées ne pas comprendre, pour l'application de la présente partie, les biens exemptés de son application en vertu du présent article.

7. Les alinéas 329 (3) b) et c) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- b) régir le calcul des impôts pour une année d'imposition dans les circonstances visées à la disposition 5 du paragraphe (1);
- c) régir le calcul des impôts pour une année d'imposition en application de la disposition 6 du paragraphe (1) dans les circonstances prescrites, dans le cadre de l'élimination progressive de l'application de la présente partie.

8. Le paragraphe 329.1 (1) de la Loi est modifié par remplacement du passage qui précède la disposition 1 par ce qui suit :**Choix de la municipalité : application de certaines dispositions de la Loi**

(1) La municipalité qui n'est pas une municipalité de palier inférieur peut adopter un règlement prévoyant

ing paragraphs apply in the calculation of the amount of taxes for municipal and school purposes payable in respect of property in the commercial classes, the industrial classes, the multi-residential property class or a class prescribed under clause 327 (10) (a) for a taxation year:

9. (1) Subsection 338 (1.2) of the Act is amended by adding “or” at the end of clause (a), by striking out “or” at the end of clause (b) and by striking out clause (c).

(2) Section 338 of the Act is amended by adding the following subsections:

Application of regulations under this Part

(1.3) A regulation made under this Part may provide that a provision of the regulation or of this Part does not apply to a municipality unless the municipality passes a by-law to have it apply, subject to any prescribed conditions.

Delegation to lower-tier municipality

(1.4) A lower-tier municipality does not have the authority to pass a by-law described in subsection (1.3) unless its upper-tier municipality delegates the authority to do so, by by-law, to the lower-tier municipality.

Regulations re: delegation to lower-tier municipality

(1.5) The Minister of Finance may make regulations governing by-laws and delegations made under subsection (1.4), including prescribing conditions that must be satisfied before an upper-tier municipality may make such a delegation.

10. (1) Subsection 344 (3) of the Act is amended by adding the following clause:

- (a.1) prescribing the method of calculating information relating to tax changes that must or that may be included on or with tax bills under section 343;

(2) Section 344 of the Act is amended by adding the following subsections:

Application of regulations

(4) A regulation made under subsection (3) may provide that a provision of the regulation or of this section does not apply to a municipality unless the municipality passes a by-law to have it apply, subject to any prescribed conditions.

Delegation to lower-tier municipality

(5) A lower-tier municipality does not have the authority to pass a by-law described in subsection (4) unless its upper-tier municipality delegates the authority to do so, by by-law, to the lower-tier municipality.

Regulations re: delegation to lower-tier municipality

(6) The Minister of Finance may make regulations governing by-laws and delegations made under subsection (5), including prescribing conditions that must be satisfied

l'application d'une ou de plusieurs des dispositions suivantes au calcul des impôts exigibles aux fins municipales et scolaires sur les biens qui appartiennent aux catégories commerciales, aux catégories industrielles, à la catégorie des immeubles à logements multiples ou à une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa 327 (10) a) pour une année d'imposition :

9. (1) Le paragraphe 338 (1.2) de la Loi est modifié par suppression de l'alinéa c).

(2) L'article 338 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Application des règlements pris en vertu de la présente partie

(1.3) Les règlements pris en vertu de la présente partie peuvent prévoir qu'une de leurs dispositions ou qu'une des dispositions de la présente partie ne s'applique à une municipalité que si elle adopte un règlement prévoyant son application, sous réserve des conditions prescrites.

Délégation à une municipalité de palier inférieur

(1.4) Une municipalité de palier inférieur n'a le pouvoir d'adopter un règlement visé au paragraphe (1.3) que si sa municipalité de palier supérieur lui délègue, par règlement, le pouvoir de le faire.

Règlements : délégation à une municipalité de palier inférieur

(1.5) Le ministre des Finances peut, par règlement, régir les règlements municipaux et les délégations visés au paragraphe (1.4), y compris prescrire les conditions qui doivent être remplies avant qu'une municipalité de palier supérieur puisse procéder à une telle délégation.

10. (1) Le paragraphe 344 (3) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- a.1) prescrire le mode de calcul des données sur les modifications d'impôt faisant partie des renseignements qui doivent ou qui peuvent figurer dans les relevés d'imposition prévus à l'article 343 ou y être joints;

(2) L'article 344 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Application des règlements

(4) Les règlements pris en vertu du paragraphe (3) peuvent prévoir qu'une de leurs dispositions ou qu'une des dispositions du présent article ne s'applique à une municipalité que si elle adopte un règlement prévoyant son application, sous réserve des conditions prescrites.

Délégation à une municipalité de palier inférieur

(5) Une municipalité de palier inférieur n'a le pouvoir d'adopter un règlement visé au paragraphe (4) que si sa municipalité de palier supérieur lui délègue, par règlement, le pouvoir de le faire.

Règlements : délégation à une municipalité de palier inférieur

(6) Le ministre des Finances peut, par règlement, régir les règlements municipaux et les délégations visés au paragraphe (5), y compris prescrire les conditions qui doi-

before an upper-tier municipality may make such a delegation.

11. (1) Clause 361 (2) (b) of the Act is repealed and the following substituted:

- (b) a property is eligible if it is in one of the commercial classes or industrial classes, within the meaning of subsection 308 (1) of this Act, or if it is in a class prescribed under clause (11) (b.1) of this section.

(2) Subsection 361 (11) of the Act is amended by adding the following clause:

- (b.1) prescribing classes of real property for the purposes of clause (2) (b) and paragraph 2 of subsection (13), other than the residential property class, the multi-residential property class, the farm property class, the pipe line property class or the managed forests property class;

(3) Paragraph 2 of subsection 361 (13) of the Act is repealed and the following substituted:

- 2. The fees and charges are imposed on owners of land that is included in the commercial classes or industrial classes, within the meaning of subsection 308 (1), or in a class prescribed under clause (11) (b.1).

12. (1) Subsection 364 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Vacant unit rebate

(1) Every local municipality shall have a program to provide tax rebates to owners of property that has vacant portions if that property is in any of the commercial classes or industrial classes, as defined in subsection 308 (1), or in a class prescribed under clause (12) (a.0.1).

(2) Subsection 364 (2) of the Act is amended by adding the following paragraph:

- 3.1 If the property is in a class prescribed under clause (12) (a.0.1), the rebate shall be equal to the percentage prescribed in the regulations.

(3) Subsection 364 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Mixed use

(3) If different portions of a property are classified on the assessment roll in any of the commercial classes, any of the industrial classes or in a class prescribed under clause (12) (a.0.1),

- (a) the portion classified in the commercial classes, if any, shall be deemed to be one property for the purposes of this section;
- (b) the portion classified in the industrial classes, if any, shall be deemed to be another property for the purposes of this section; and
- (c) the portions in each class prescribed under clause (12) (a.0.1), if any, shall each be deemed to be a separate property for the purposes of this section.

vent être remplies avant qu'une municipalité de palier supérieur puisse procéder à une telle délégation.

11. (1) L'alinéa 361 (2) b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b) un bien est admissible s'il appartient à l'une des catégories commerciales ou des catégories industrielles, au sens du paragraphe 308 (1) de la présente loi, ou s'il appartient à une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (11) b.1) du présent article.

(2) Le paragraphe 361 (11) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- b.1) prescrire des catégories de biens immeubles pour l'application de l'alinéa (2) b) et de la disposition 2 du paragraphe (13), à l'exclusion de la catégorie des biens résidentiels, de la catégorie des immeubles à logements multiples, de la catégorie des biens agricoles, de la catégorie des pipelines et de la catégorie des forêts aménagées;

(3) La disposition 2 du paragraphe 361 (13) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- 2. Les droits et redevances sont prélevés auprès des propriétaires de biens-fonds compris dans les catégories commerciales ou industrielles, au sens du paragraphe 308 (1), ou dans une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (11) b.1).

12. (1) Le paragraphe 364 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Remises à l'égard des locaux vacants

(1) Chaque municipalité locale se dote d'un programme de remises d'impôt en faveur des propriétaires de biens dont des parties sont vacantes et qui appartiennent à l'une ou l'autre des catégories commerciales ou des catégories industrielles, au sens du paragraphe 308 (1), ou à une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (12) a.0.1).

(2) Le paragraphe 364 (2) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

- 3.1 Si le bien appartient à une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (12) a.0.1), la remise correspond au pourcentage prescrit par les règlements.

(3) Le paragraphe 364 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Utilisations multiples

(3) Si, dans le rôle d'évaluation, des parties différentes d'un bien sont classées dans une des catégories commerciales ou des catégories industrielles ou dans une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (12) a.0.1) :

- a) la partie classée dans les catégories commerciales, le cas échéant, est réputée être un bien pour l'application du présent article;
- b) la partie classée dans les catégories industrielles, le cas échéant, est réputée être un autre bien pour l'application du présent article;
- c) les parties classées dans chaque catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (12) a.0.1), le cas échéant, sont chacune réputées être un bien distinct pour l'application du présent article.

(4) Clause 364 (12) (a.1) of the Act is repealed and the following substituted:

(a.0.1) prescribing classes of real property for the purposes of this section, other than the residential property class, the multi-residential property class, the farm property class, the pipe line property class or the managed forests property class;

(a.1) prescribing percentages for the purposes of paragraphs 2, 3 and 3.1 of subsection (2);

Commencement

13. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures)*, 2016 receives Royal Assent.

(4) L'alinéa 364 (12) a.1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a.0.1) prescrire des catégories de biens immeubles pour l'application du présent article, à l'exclusion de la catégorie des biens résidentiels, de la catégorie des immeubles à logements multiples, de la catégorie des biens agricoles, de la catégorie des pipelines et de la catégorie des forêts aménagées;

a.1) prescrire des pourcentages pour l'application des dispositions 2, 3 et 3.1 du paragraphe (2);

Entrée en vigueur

13. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

SCHEDULE 16 OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY ACT

1. Subsection 1 (1) of the *Occupational Health and Safety Act* is amended by adding the following definition:

“health and safety management system” means a coordinated system of procedures, processes and other measures that is designed to be implemented by employers in order to promote continuous improvement in occupational health and safety; (“système de gestion de la santé et de la sécurité”)

2. The Act is amended by adding the following sections:

Accreditation of health and safety management systems

7.6.1 (1) The Chief Prevention Officer may accredit a health and safety management system if the system meets any applicable standards established under subsection (2).

Standards

(2) The Chief Prevention Officer may establish standards that a health and safety management system must meet in order to become an accredited health and safety management system.

Amendment

(3) The Chief Prevention Officer may amend standards established under subsection (2).

Recognition of employers

7.6.2 (1) The Chief Prevention Officer may give recognition to an employer in respect of one or more of its workplaces, upon the employer’s application, if,

- (a) the employer satisfies the Chief Prevention Officer that it is a certified user of an accredited health and safety management system in its workplace or workplaces; and
- (b) the employer meets any applicable criteria established under subsection (2).

Criteria

(2) The Chief Prevention Officer may establish criteria that an employer must meet for the purposes of clause (1) (b).

Amendment

(3) The Chief Prevention Officer may amend criteria established under subsection (2).

Validity of accreditations, recognitions

7.6.3 (1) An accreditation given under subsection 7.6.1 (1) or a recognition given under subsection 7.6.2 (1) is valid for the period that the Chief Prevention Officer specifies in the accreditation or recognition.

Revocation, etc., of accreditations, recognitions

(2) The Chief Prevention Officer may revoke or amend an accreditation or recognition.

ANNEXE 16 LOI SUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL

1. Le paragraphe 1 (1) de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* est modifié par adjonction de la définition suivante :

«système de gestion de la santé et de la sécurité» Système coordonné de méthodes, procédés et autres mesures qui est destiné à être mis en œuvre par les employeurs pour favoriser l’amélioration continue de la santé et de la sécurité au travail. («health and safety management system»)

2. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Accréditation des systèmes de gestion de la santé et de la sécurité

7.6.1 (1) Le directeur général de la prévention peut accréditer un système de gestion de la santé et de la sécurité s’il satisfait aux normes applicables établies en vertu du paragraphe (2).

Normes

(2) Le directeur général de la prévention peut établir les normes auxquelles un système de gestion de la santé et de la sécurité doit satisfaire pour devenir un système de gestion de la santé et de la sécurité accrédité.

Modification

(3) Le directeur général de la prévention peut modifier les normes établies en vertu du paragraphe (2).

Reconnaissance d’un employeur

7.6.2 (1) Le directeur général de la prévention peut accorder une reconnaissance à un employeur à l’égard d’un ou de plusieurs de ses lieux de travail, à la demande de ce dernier, si les conditions suivantes sont réunies :

- a) l’employeur convainc le directeur général de la prévention qu’il est un utilisateur certifié d’un système de gestion de la santé et de la sécurité accrédité dans son ou ses lieux de travail;
- b) l’employeur satisfait aux critères applicables établis en vertu du paragraphe (2).

Critères

(2) Le directeur général de la prévention peut établir les critères auxquels un employeur doit satisfaire pour l’application de l’alinéa (1) b).

Modification

(3) Le directeur général de la prévention peut modifier les critères établis en vertu du paragraphe (2).

Validité de l’accréditation ou de la reconnaissance

7.6.3 (1) L’accréditation accordée en vertu du paragraphe 7.6.1 (1) ou la reconnaissance accordée en vertu du paragraphe 7.6.2 (1) est valide pendant la période que le directeur général de la prévention y précise.

Révocation ou modification

(2) Le directeur général de la prévention peut révoquer ou modifier une accréditation ou une reconnaissance.

Information re accreditations, recognitions

7.6.4 (1) The Chief Prevention Officer may require any person who is seeking an accreditation under subsection 7.6.1 (1) or recognition under subsection 7.6.2 (1), or who is the subject of an accreditation or recognition, to provide the Chief Prevention Officer with whatever information, records or accounts he or she may require pertaining to the accreditation or recognition and the Chief Prevention Officer may make such inquiries and examinations as he or she considers necessary.

Disclosure by Director

(2) A Director may communicate or allow to be communicated or disclosed any information that was collected under the authority of this Act or the regulations to the Chief Prevention Officer or to a delegate for the purposes of determining whether the employer should receive recognition or should keep such recognition.

Same

(3) Any disclosure of personal information that is authorized under subsection (2) shall be deemed to be in compliance with clause 42 (1) (d) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

Publication

7.6.5 (1) The Chief Prevention Officer may publish or otherwise make available to the public information relating to health and safety management systems accredited under subsection 7.6.1 (1) and employers given recognition under subsection 7.6.2 (1), including the names of the systems and employers.

Same

(2) The Chief Prevention Officer shall publish the standards for accreditation of health and safety management systems and the criteria for recognition of employers promptly after establishing or amending them.

3. Section 7.7 of the Act is repealed and the following substituted:**Delegation**

7.7 The Chief Prevention Officer may delegate, in writing, any of his or her powers or duties under subsections 7.1 (2) and 7.2 (2), sections 7.4 and 7.5, clause 7.6 (1) (b), subsections 7.6.1 (1) and 7.6.2 (1), sections 7.6.3 and 7.6.4 and subsection 7.6.5 (1) to any person, including any person outside the Ministry, subject to such limitations, restrictions, conditions and requirements as the Chief Prevention Officer may set out in the delegation.

4. Subsection 22.3 (1) of the Act is amended by adding the following clause:

(h.1) exercise the powers and perform the duties with respect to accreditation of health and safety management systems and recognition of employers that are set out in sections 7.6.1 to 7.6.5;

Commencement**5. This Schedule comes into force on the day the****Renseignements : accréditation ou reconnaissance**

7.6.4 (1) Le directeur général de la prévention peut exiger que quiconque cherche à obtenir une accréditation en vertu du paragraphe 7.6.1 (1) ou une reconnaissance en vertu du paragraphe 7.6.2 (1) ou en bénéficie déjà lui fournisse les renseignements, dossiers ou comptes qu'il exige relativement à l'accréditation ou à la reconnaissance. Le directeur général de la prévention peut effectuer les enquêtes et examens qu'il estime nécessaires.

Divulgaration par un directeur

(2) Tout directeur peut communiquer tout renseignement recueilli en vertu de la présente loi ou des règlements, ou en permettre la communication ou la divulgation, au directeur général de la prévention ou à un délégué pour qu'il puisse établir si l'employeur devrait recevoir ou conserver une reconnaissance.

Idem

(3) Toute divulgation de renseignements personnels qui est autorisée en vertu du paragraphe (2) est réputée être conforme à l'alinéa 42 (1) d) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

Publication

7.6.5 (1) Le directeur général de la prévention peut publier ou autrement mettre à la disposition du public des renseignements sur les systèmes de gestion de la santé et de la sécurité accrédités en vertu du paragraphe 7.6.1 (1) et les employeurs qui ont obtenu la reconnaissance en vertu du paragraphe 7.6.2 (1), notamment les noms des systèmes et des employeurs.

Idem

(2) Le directeur général de la prévention publie les normes d'accréditation des systèmes de gestion de la santé et de la sécurité et les critères de reconnaissance des employeurs promptement après les avoir établis ou modifiés.

3. L'article 7.7 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**Délégation**

7.7 Le directeur général de la prévention peut, par écrit, déléguer à une personne, y compris à une personne qui ne relève pas du ministère, les pouvoirs ou fonctions que lui attribuent les paragraphes 7.1 (2) et 7.2 (2), les articles 7.4 et 7.5, l'alinéa 7.6 (1) b), les paragraphes 7.6.1 (1) et 7.6.2 (1), les articles 7.6.3 et 7.6.4 et le paragraphe 7.6.5 (1), sous réserve des limitations, restrictions, conditions et exigences précisées dans l'acte de délégation.

4. Le paragraphe 22.3 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

h.1) exercer les pouvoirs et fonctions ayant trait à l'accréditation des systèmes de gestion de la santé et de la sécurité et à la reconnaissance des employeurs qui sont prévus aux articles 7.6.1 à 7.6.5;

Entrée en vigueur**5. La présente annexe entre en vigueur le jour où la**

Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016 receives Royal Assent.

Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires) reçoit la sanction royale.

SCHEDULE 17
ONTARIO COLLEGE OF TRADES
AND APPRENTICESHIP ACT, 2009

1. (1) The definitions of “Appointments Council”, “apprentice”, “Minister”, “Minister’s regulation”, “registered training agreement” and “sponsor” in section 1 of the *Ontario College of Trades and Apprenticeship Act, 2009* are repealed and the following substituted:

“Appointments Council” means the branch of the Appointments Council and Classification Roster referred to in section 63.1; (“Conseil des nominations”)

“apprentice” means an individual who, pursuant to a registered training agreement, is receiving or is to receive training in a trade required as part of an apprenticeship program established by the College; (“apprenti”)

“Minister” means the member of the Executive Council to whom responsibility for the administration of this Act or part of this Act is assigned or transferred under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

“Minister’s regulation” means a regulation made by the Minister under subsection 74 (3); (“règlement du ministre”)

“registered training agreement” means an agreement registered under section 65 under which an individual is receiving or is to receive training in a trade required as part of an apprenticeship program established by the College; (“contrat d’apprentissage enregistré”)

“sponsor” means a person who, pursuant to a registered training agreement, is required to ensure that an individual is provided with the training required as part of an apprenticeship program established by the College; (“parrain”)

(2) Section 1 of the Act is amended by adding the following definitions:

“Appointments Council and Classification Roster” means the College of Trades Appointments Council and Classification Roster continued by section 63; (“Conseil des nominations et Registre du classement”)

“Classification Roster” means the branch of the Appointments Council and Classification Roster referred to in section 63.2; (“Registre du classement”)

“governing structure of the College” means the Board, the divisional boards referred to in section 19, the trade boards referred to in section 20 and the roster of adjudicators; (“structure de gouvernance de l’Ordre”)

“old Appointments Council” means the College of Trades Appointments Council established under section 63, as it read immediately before the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* received Royal Assent; (“ancien Conseil des nominations”)

“Ontario Labour Relations Board” means the board continued under section 110 of the *Labour Relations Act, 1995*; (“Commission des relations de travail de l’Ontario”)

“review panel” means a panel established by the Board under section 21; (“comité d’examen”)

ANNEXE 17
LOI DE 2009 SUR L'ORDRE DES MÉTIERS
DE L'ONTARIO ET L'APPRENTISSAGE

1. (1) Les définitions de «apprenti», de «Conseil des nominations», de «contrat d’apprentissage enregistré», de «ministre», de «parrain» et de «règlement du ministre» à l’article 1 de la *Loi de 2009 sur l’Ordre des métiers de l’Ontario et l’apprentissage* sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«apprenti» Particulier qui, aux termes d’un contrat d’apprentissage enregistré, reçoit ou recevra, dans un métier, la formation exigée dans le cadre d’un programme d’apprentissage créé par l’Ordre. («apprentice»)

«Conseil des nominations» La composante du Conseil des nominations et Registre du classement visée à l’article 63.1. («Appointments Council»)

«contrat d’apprentissage enregistré» Contrat enregistré en vertu de l’article 65 aux termes duquel un particulier reçoit ou recevra, dans un métier, la formation exigée dans le cadre d’un programme d’apprentissage créé par l’Ordre. («registered training agreement»)

«ministre» Le membre du Conseil exécutif à qui la responsabilité de l’application de tout ou partie de la présente loi est assignée ou transférée en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

«parrain» Personne qui, aux termes d’un contrat d’apprentissage enregistré, doit veiller à ce qu’un particulier reçoive la formation exigée dans le cadre d’un programme d’apprentissage créé par l’Ordre. («sponsor»)

«règlement du ministre» Règlement pris par le ministre en vertu du paragraphe 74 (3). («Minister’s regulation»)

(2) L’article 1 de la Loi est modifié par adjonction des définitions suivantes :

«ancien Conseil des nominations» Le Conseil des nominations de l’Ordre des métiers créé aux termes de l’article 63, dans sa version antérieure au jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l’essor de l’Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale. («old Appointments Council»)

«comité d’examen» Comité créé par le conseil en application de l’article 21. («review panel»)

«Commission des relations de travail de l’Ontario» La Commission prorogée aux termes de l’article 110 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*. («Ontario Labour Relations Board»)

«Conseil des nominations et Registre du classement» Le Conseil des nominations et Registre du classement de l’Ordre des métiers prorogé par l’article 63. («Appointments Council and Classification Roster»)

«liste des arbitres» La liste visée au paragraphe 21 (5). («roster of adjudicators»)

«Registre du classement» La composante du Conseil des nominations et Registre du classement visée à l’article 63.2. («Classification Roster»)

“roster of adjudicators” means the roster referred to in subsection 21 (5); (“liste des arbitres”)

(3) Section 1 of the Act is amended by adding the following definition:

“classification panel” means a panel appointed by the associate chair of the Classification Roster under subsection 63.6 (1); (“comité de classement”)

(4) The definitions of “compulsory trade” and “voluntary trade” in section 1 of the Act are amended by striking out “Board regulation” wherever it appears and substituting in each case “Minister’s regulation”.

2. The Act is amended by adding the following section:

Engaging in the practice of a compulsory trade

4.1 For the purposes of this Act, an individual “engages in the practice of a compulsory trade” if,

- (a) where a Minister’s regulation has been made under subsection 63.6 (9) implementing the determinations of a classification panel in respect of the compulsory trade, the individual engages in a practice that is prescribed by the regulation as engaging in the practice of the compulsory trade; or
- (b) where a Minister’s regulation referred to in clause (a) has not been made, the individual engages in any practice that is prescribed by the Board as being within the scope of practice of the compulsory trade.

3. Subsection 9 (3) of the Act is amended by striking out “Corporations Act” and substituting “Not-for-Profit Corporations Act, 2010”.

4. (1) Paragraph 1 of subsection 11 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

- 1. To establish the scopes of practice for trades and undertake reviews of the scopes of practice.

(2) Paragraph 10 of subsection 11 (1) of the Act is repealed.

(3) Paragraph 12 of subsection 11 (1) of the Act is amended by adding “and enforcement” after “compliance”.

(4) Subsection 11 (2) of the Act is amended by adding “and enforcement” after “compliance”.

5. The Act is amended by adding the following section:

Compliance and enforcement policy

11.1 (1) The College shall develop a compliance and enforcement policy respecting the object set out in paragraph 12 of subsection 11 (1), which shall include,

«structure de gouvernance de l’Ordre» Le conseil, les conseils sectoriels visés à l’article 19, les conseils de métier visés à l’article 20 et la liste des arbitres. («governing structure of the College»)

(3) L’article 1 de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«comité de classement» Comité constitué par le président associé du Registre du classement en application du paragraphe 63.6 (1). («classification panel»)

(4) Les définitions de «métier à accréditation facultative» et de «métier à accréditation obligatoire» à l’article 1 de la Loi sont modifiées par remplacement de «règlement du conseil» par «règlement du ministre» partout où figure cette expression.

2. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Exercice d’un métier à accréditation obligatoire

4.1 Pour l’application de la présente loi, un particulier «exerce un métier à accréditation obligatoire» si :

- a) dans le cas où un règlement du ministre a été pris en application du paragraphe 63.6 (9) mettant en oeuvre les décisions d’un comité de classement à l’égard du métier à accréditation obligatoire, le particulier exerce une activité prescrite par le règlement comme constituant l’exercice du métier à accréditation obligatoire;
- b) dans le cas où un règlement du ministre visé à l’alinéa a) n’a pas été pris, le particulier exerce une activité prescrite par le conseil comme relevant du champ d’exercice du métier à accréditation obligatoire.

3. Le paragraphe 9 (3) de la Loi est modifié par remplacement de «Loi sur les personnes morales» par «Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif».

4. (1) La disposition 1 du paragraphe 11 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- 1. Établir les champs d’exercice des métiers et procéder à leur examen.

(2) La disposition 10 du paragraphe 11 (1) de la Loi est abrogée.

(3) La disposition 12 du paragraphe 11 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «problèmes de conformité» par «problèmes d’observation et d’application des mesures législatives».

(4) Le paragraphe 11 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «problèmes de conformité» par «problèmes d’observation et d’application des mesures législatives» à la fin du paragraphe.

5. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Politique d’observation et d’application des mesures législatives

11.1 (1) L’Ordre élabore une politique d’observation et d’application des mesures législatives traitant de l’objet énoncé à la disposition 12 du paragraphe 11 (1). Cette politique comprend :

- (a) a description of what constitutes a risk of harm and of how such risks will be accounted for in the enforcement of sections 2 and 4;
- (b) an annual identification of risks that will be the enforcement focus for a compulsory trade for the year; and
- (c) a description of how the College will fulfil its duty under subsection 11 (2).

Compliance and Enforcement Committee recommendations

(2) The Compliance and Enforcement Committee established under section 34.1 shall provide its recommendations regarding the contents of the College's compliance and enforcement policy to the Board and the Minister within 120 days after the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

Board approval

(3) The compliance and enforcement policy must be approved by the Board before it is implemented.

Same

(4) The Board shall, within 180 days after the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent, approve a compliance and enforcement policy, send the approved policy to the Minister and make the policy public.

Amendments

(5) The Compliance and Enforcement Committee may recommend amendments to the policy at any time, but any such amendments must be approved by the Board before they are implemented.

Same

(6) The Board shall, upon making amendments to the compliance and enforcement policy or approving amendments recommended by the Compliance and Enforcement Committee, send the amendments to the Minister and make them public promptly.

Same

(7) For the purposes of subsections (4) and (6), the compliance and enforcement policy shall be available for public inspection during normal business hours in the office of the College and be posted on the College's website or made available through a hyperlink at the College's website.

- a) une description de ce qui constitue un risque de préjudice et de la manière dont il sera tenu compte de ces risques pour l'application des articles 2 et 4;
- b) une identification annuelle des risques sur lesquels les efforts liés à l'application des mesures législatives devront être concentrés au cours de l'année pour un métier à accréditation obligatoire;
- c) une description de la manière dont l'Ordre s'acquittera des obligations prévues au paragraphe 11 (2).

Recommandations du Comité d'observation et d'application des mesures législatives

(2) Le Comité d'observation et d'application des mesures législatives créé en application de l'article 34.1 présente au conseil et au ministre ses recommandations à propos du contenu de la politique d'observation et d'application des mesures législatives de l'Ordre dans les 120 jours du jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

Approbation du conseil

(3) La politique d'observation et d'application des mesures législatives doit être approuvée par le conseil avant sa mise en oeuvre.

Idem

(4) Dans les 180 jours du jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale, le conseil approuve une politique d'observation et d'application des mesures législatives, envoie la politique approuvée au ministre et la rend publique.

Modifications

(5) Le Comité d'observation et d'application des mesures législatives peut, à tout moment, recommander que des modifications soient apportées à la politique d'observation et d'application des mesures législatives, auquel cas les modifications doivent être approuvées par le conseil avant leur mise en oeuvre.

Idem

(6) Lorsqu'il apporte des modifications à la politique d'observation et d'application des mesures législatives ou approuve des modifications recommandées par le Comité d'observation et d'application des mesures législatives, le conseil envoie les modifications au ministre et les rend publiques promptement.

Idem

(7) Pour l'application des paragraphes (4) et (6), la politique d'observation et d'application des mesures législatives est à la disposition du public aux fins de consultation, pendant les heures normales d'ouverture, dans les bureaux de l'Ordre et est affichée sur le site Web de l'Ordre ou est accessible au moyen d'un hyperlien qui s'y trouve.

Policy not a regulation

(8) The compliance and enforcement policy is not a regulation within the meaning of Part III (Regulations) of the *Legislation Act, 2006*.

6. (1) Subsection 21 (2) of the Act is amended by striking out “and on classification of trades as compulsory trades or voluntary trades”.

(2) Subsection 21 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Decision final

(3) A decision of a review panel is final and binding.

Judicial review

(3.1) Nothing in subsection (3) prevents a court from reviewing a decision of a review panel, but a decision of a review panel concerning the interpretation of this Act shall not be overturned unless the decision is unreasonable.

(3) Section 21 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

(4.1) A person may not be appointed to a review panel if the person is currently a member of a classification panel.

7. Section 24 of the Act is amended by striking out “section 63” at the end and substituting “section 63.1”.

8. The Act is amended by adding the following section:

Compliance and Enforcement Committee

34.1 (1) In addition to the committees named in subsection 30 (1), the Board shall establish a Compliance and Enforcement Committee to advise the Board on compliance and enforcement issues in respect of matters within the jurisdiction of the College.

Duties re policy

(2) The Compliance and Enforcement Committee shall, in addition to performing its duties under subsection (1),

- (a) develop recommendations regarding the contents of the compliance and enforcement policy referred to in section 11.1;
- (b) develop recommendations regarding amendments to the policy at any time the Committee determines is necessary; and
- (c) review the policy and its implementation by the College as often as it considers necessary and, in any event, not less than annually.

Same

(3) The Board shall appoint the members of the Com-

Non-assimilation à un règlement

(8) La politique d'observation et d'application des mesures législatives n'est pas un règlement au sens de la partie III (Règlements) de la *Loi de 2006 sur la législation*.

6. (1) Le paragraphe 21 (2) de la Loi est modifié par suppression de «et le classement des métiers comme métiers à accréditation obligatoire ou métiers à accréditation facultative».

(2) Le paragraphe 21 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Caractère définitif des décisions

(3) Les décisions d'un comité d'examen sont définitives et lient les parties.

Révision judiciaire

(3.1) Le paragraphe (3) n'a pas pour effet d'empêcher un tribunal de réviser la décision d'un comité d'examen, mais aucune décision de celui-ci concernant l'interprétation de la présente loi ne doit être infirmée à moins qu'elle ne soit déraisonnable.

(3) L'article 21 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(4.1) Une personne ne peut pas être nommée à un comité d'examen si elle est actuellement membre d'un comité de classement.

7. L'article 24 de la Loi est modifié par remplacement de «l'article 63» par «l'article 63.1» à la fin de l'article.

8. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Comité d'observation et d'application des mesures législatives

34.1 (1) Outre les comités énumérés au paragraphe 30 (1), le conseil crée un Comité d'observation et d'application des mesures législatives chargé de le conseiller sur les problèmes d'observation et d'application des mesures législatives à l'égard des questions relevant de l'Ordre.

Fonctions concernant la politique

(2) Outre l'exercice des fonctions visées au paragraphe (1), le Comité d'observation et d'application des mesures législatives fait ce qui suit :

- a) il formule des recommandations à propos du contenu de la politique d'observation et d'application des mesures législatives visée à l'article 11.1;
- b) il formule des recommandations à propos des modifications apportées à la politique à tout moment, selon ce qu'il estime nécessaire;
- c) il examine la politique et sa mise en oeuvre par l'Ordre aussi souvent qu'il l'estime nécessaire mais au moins une fois par an.

Idem

(3) Le conseil nomme les membres du Comité

pliance and Enforcement Committee in accordance with the following:

1. One member shall be a person selected by the Minister to represent the ministry of the Minister.
2. One member shall be a person selected by the Minister to represent another ministry that has legislative authority relating to compliance and enforcement issues.
3. Four members shall be members of the governing structure of the College, one affiliated with each of the four sectors described in section 18. At least one such member shall not be a member of the Board.
4. Two members shall be persons appointed to represent the public and promote consumer protection.
5. One member shall be a deputy registrar of the College.

Chair

(4) The Board shall appoint one of the members described in paragraph 3 of subsection (3) who is a member of the Board as the chair of the Compliance and Enforcement Committee.

Non-application

(5) Sections 33 and 34 do not apply to the Compliance and Enforcement Committee.

9. Section 37 of the Act is amended by adding the following subsection:

No membership until new trade is classified

(3.1) Despite subsections (1), (2) and (3), no certificates of qualification or statements of membership may be issued in respect of a trade that is prescribed by a Minister's regulation as a trade for the purposes of this Act on or after the day section 16 of Schedule 17 to the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* comes into force until the trade has been prescribed by a Minister's regulation as a voluntary trade or a compulsory trade.

10. The English version of subsection 44 (9) of the Act is amended by striking out "its being filed" and substituting "it being filed".

11. The Act is amended by adding the following Part:

PART VIII.1 ADMINISTRATIVE PENALTIES

Notice of contravention

59.1 (1) If the Registrar or an inspector appointed under section 54 believes that a person has contravened section 2 or 4, the Registrar or inspector may issue a notice of contravention to the person setting out his or her belief and requiring the person to pay the administrative penalty prescribed by a Lieutenant Governor's regulation for the contravention in question.

d'observation et d'application des mesures législatives conformément à ce qui suit :

1. L'un des membres est une personne choisie par le ministre pour représenter le ministère du ministre.
2. L'un des membres est une personne choisie par le ministre pour représenter un autre ministère qui a un pouvoir législatif en ce qui a trait aux problèmes d'observation et d'application des mesures législatives.
3. Quatre membres sont des membres de la structure de gouvernance de l'Ordre et sont affiliés à chacun des quatre secteurs indiqués à l'article 18. Au moins un de ces membres n'est pas un membre du conseil.
4. Deux membres sont des personnes nommées pour représenter le public et promouvoir la protection des consommateurs.
5. L'un des membres est un registraire adjoint de l'Ordre.

Président

(4) Le conseil nomme président du Comité d'observation et d'application des mesures législatives un des membres visés à la disposition 3 du paragraphe (3) qui est membre du conseil.

Non-application

(5) Les articles 33 et 34 ne s'appliquent pas au Comité d'observation et d'application des mesures législatives.

9. L'article 37 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Aucune adhésion avant le classement du nouveau métier

(3.1) Malgré les paragraphes (1), (2) et (3), aucun certificat de qualification ou attestation d'adhésion ne peut être délivré à l'égard d'un métier qui est prescrit par règlement du ministre comme métier pour l'application de la présente loi le jour de l'entrée en vigueur de l'article 16 de l'annexe 17 de la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* ou par la suite tant que le métier n'a pas été prescrit par règlement du ministre comme métier à accréditation facultative ou métier à accréditation obligatoire.

10. La version anglaise du paragraphe 44 (9) de la Loi est modifiée par remplacement de «its being filed» par «it being filed».

11. La Loi est modifiée par adjonction de la partie suivante :

PARTIE VIII.1 PÉNALITÉS ADMINISTRATIVES

Avis de contravention

59.1 (1) S'il croit qu'une personne a contrevenu à l'article 2 ou 4, le registraire ou un inspecteur nommé en vertu de l'article 54 peut lui délivrer un avis de contravention à cet effet exigeant qu'elle paie la pénalité administrative prescrite par règlement du lieutenant-gouverneur pour la contravention.

Purpose of administrative penalty

(2) The following are the purposes for which a person may be required to pay an administrative penalty under this section:

1. To encourage compliance with section 2 or 4.
2. To prevent a person from deriving, directly or indirectly, any economic benefit as a result of a contravention of section 2 or 4.

Factors

(3) Prior to issuing a notice of contravention, the Registrar or an inspector appointed under section 54 shall consider,

- (a) the scope of practice of every trade prescribed by a Minister's regulation as a trade for the purposes of this Act that may be relevant;
- (b) the compliance and enforcement policy referred to in section 11.1; and
- (c) if the contravention involves an individual performing work or engaging in the practice of a compulsory trade, whether there is a risk of harm to that individual, to other individuals at or near the site where the trade is being performed or practised, or to the public.

Amount of administrative penalty

(4) The amount of an administrative penalty prescribed by a Lieutenant Governor's regulation for a contravention shall reflect the purposes referred to in subsection (2).

One-year limitation

(5) A notice of contravention shall not be issued under this section more than one year after the contravention first came to the knowledge of the Registrar or inspector.

Content of notice of contravention

- (6) The notice of contravention shall,
 - (a) contain or be accompanied by information setting out,
 - (i) the nature of the contravention, and
 - (ii) the date on which it occurred and the location;
 - (b) set out the amount of the penalty to be paid and specify the time and manner of the payment; and
 - (c) inform the person of his or her right to request a review of the notice by the Ontario Labour Relations Board and of the timelines to do so set out in subsection 59.2 (1).

If no review requested

(7) If a person who has received a notice of contravention does not apply for a review under subsection 59.2 (1),

Fins de la pénalité administrative

(2) Une personne peut être tenue de payer une pénalité administrative en application du présent article aux fins suivantes :

1. Favoriser l'observation de l'article 2 ou 4.
2. Empêcher quiconque de tirer, directement ou indirectement, un avantage économique par suite d'une contravention à l'article 2 ou 4.

Facteurs

(3) Avant de délivrer un avis de contravention, le registraire ou un inspecteur nommé en vertu de l'article 54 prend en compte ce qui suit :

- a) le champ d'exercice de chaque métier prescrit par règlement du ministre comme métier pour l'application de la présente loi qui pourrait être pertinent;
- b) la politique d'observation et d'application des mesures législatives visée à l'article 11.1;
- c) si la contravention concerne un particulier qui exécute un travail ou qui exerce un métier à accréditation obligatoire, l'existence ou non d'un risque de préjudice pour ce particulier, pour d'autres particuliers se trouvant sur les lieux où le travail est exécuté ou le métier exercé ou à proximité de ceux-ci, ou pour le public.

Montant de la pénalité administrative

(4) Le montant de la pénalité administrative prescrite par règlement du lieutenant-gouverneur pour une contravention doit tenir compte des fins visées au paragraphe (2).

Prescription d'un an

(5) Un avis de contravention ne doit pas être délivré en vertu du présent article plus d'un an après que la contravention a été portée à la connaissance du registraire ou de l'inspecteur.

Contenu de l'avis de contravention

- (6) L'avis de contravention réunit les conditions suivantes :
 - a) il contient ou est accompagné de renseignements sur ce qui suit :
 - (i) la nature de la contravention,
 - (ii) la date à laquelle elle est survenue et le lieu où elle est survenue;
 - b) il précise le montant de la pénalité à payer ainsi que le délai et le mode de paiement;
 - c) il informe la personne de son droit de demander à la Commission des relations de travail de l'Ontario de le réviser et des délais énoncés au paragraphe 59.2 (1) pour ce faire.

Cas où la révision n'est pas demandée

(7) Quiconque reçoit un avis de contravention et n'en demande pas la révision en vertu du paragraphe 59.2 (1)

the person shall pay the penalty to the Minister of Finance within 30 days after the day the notice of contravention was served.

Review

59.2 (1) A person who receives a notice of contravention under section 59.1 may apply to the Ontario Labour Relations Board for a review of the notice of contravention in a form approved by the Ontario Labour Relations Board,

- (a) within 15 days after receipt of the notice of contravention; or
- (b) if the Ontario Labour Relations Board considers it appropriate in the circumstances to extend the time for applying, within the period specified by the Ontario Labour Relations Board.

If review requested

(2) If a person who has received a notice of contravention applies for a review under subsection (1), the Ontario Labour Relations Board shall conduct the review in accordance with any rules that may be made by the Chair of the Ontario Labour Relations Board under clause (3) (a) or subsection (4).

Ontario Labour Relations Board rules

(3) The Chair of the Ontario Labour Relations Board may make rules,

- (a) governing the practices and procedures and the exercise of its powers applicable to a review of a notice of contravention; and
- (b) requiring the use of forms approved by the Ontario Labour Relations Board.

Same

(4) Without limiting the generality of clause (3) (a), the Chair may make rules to expedite any proceeding under this section, and such rules may,

- (a) provide that the Ontario Labour Relations Board is not required to hold a hearing;
- (b) limit the extent to which the Ontario Labour Relations Board is required to give full opportunity to the parties to present their evidence and to make submissions; and
- (c) authorize the Ontario Labour Relations Board to make or cause to be made such examination of records and such other inquiries as it considers necessary in the circumstances.

Conflict with the *Statutory Powers Procedure Act*

(5) Rules made under subsection (4) apply despite anything in the *Statutory Powers Procedure Act*.

doit payer la pénalité au ministre des Finances dans les 30 jours de la signification de l'avis.

Révision

59.2 (1) Quiconque reçoit un avis de contravention visé à l'article 59.1 peut présenter une demande de révision de l'avis auprès de la Commission des relations de travail de l'Ontario sous une forme que celle-ci approuve :

- a) soit dans les 15 jours de la réception de l'avis;
- b) soit dans le délai que précise la Commission des relations de travail de l'Ontario, si elle estime approprié dans les circonstances de proroger le délai de présentation de la demande.

Cas où la révision est demandée

(2) Si la personne qui reçoit un avis de contravention en demande la révision en vertu du paragraphe (1), la Commission des relations de travail de l'Ontario le révisé conformément aux règles que peut établir le président de la Commission des relations de travail de l'Ontario en vertu de l'alinéa (3) a) ou du paragraphe (4).

Règles de la Commission des relations de travail de l'Ontario

(3) Le président de la Commission des relations de travail de l'Ontario peut établir des règles qui :

- a) d'une part, régissent la pratique et la procédure applicables à la révision d'un avis de contravention ainsi que l'exercice de ses pouvoirs dans le cadre d'une telle révision;
- b) d'autre part, exigent l'utilisation de formulaires approuvés par la Commission des relations de travail de l'Ontario.

Idem

(4) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (3) a), le président peut établir des règles pour accélérer le déroulement de toute instance visée au présent article, et de telles règles peuvent :

- a) prévoir que la Commission des relations de travail de l'Ontario n'est pas obligée de tenir une audience;
- b) limiter la mesure dans laquelle la Commission des relations de travail de l'Ontario est tenue de donner aux parties la pleine possibilité de présenter leur preuve et de faire valoir leurs arguments;
- c) autoriser la Commission des relations de travail de l'Ontario à examiner ou à faire examiner les dossiers et à mener ou à faire mener les autres enquêtes qu'elle estime nécessaires dans les circonstances.

Incompatibilité avec la *Loi sur l'exercice des compétences légales*

(5) Les règles établies en vertu du paragraphe (4) s'appliquent malgré la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

Rules not regulations

(6) Rules made under subsection (3) or (4) are not regulations within the meaning of Part III (Regulations) of the *Legislation Act, 2006*.

Parties to review

(7) The parties to a review of a notice of contravention are,

- (a) the College;
- (b) the person who received the notice of contravention; and
- (c) such other persons as the Ontario Labour Relations Board may specify.

Powers of Ontario Labour Relations Board

(8) For the purposes of a review of a notice of contravention, the Ontario Labour Relations Board has power,

- (a) to require any party to furnish particulars before or during a consultation or hearing;
- (b) to require any party to produce documents or things that may be relevant to the review and to do so before or during a consultation or a hearing;
- (c) to summon and enforce the attendance of witnesses and compel them to give oral or written evidence on oath, and to produce the documents and things that the Ontario Labour Relations Board considers requisite to the review in the same manner as a court of record in civil cases;
- (d) to administer oaths and affirmations;
- (e) to accept such oral or written evidence as it in its discretion considers proper, whether admissible in a court of law or not;
- (f) to make interim orders concerning procedural matters on such terms as it considers appropriate; and
- (g) to determine the form in which and the time as of which any party to the review must file or present any thing, document or information and to refuse to accept any thing, document or information that is not filed or presented in that form or by that time.

Mistakes in names of parties

(9) Where, in a review of a notice of contravention, the Ontario Labour Relations Board is satisfied that a mistake has been made in good faith with the result that the proper person has not been named as a party or has been incorrectly named, the Ontario Labour Relations Board may order the proper person to be substituted or added as a party to the review or to be correctly named on such terms as appear to the Ontario Labour Relations Board to be just.

Non-assimilation à des règlements

(6) Les règles établies en vertu du paragraphe (3) ou (4) ne sont pas des règlements au sens de la partie III (Règlements) de la *Loi de 2006 sur la législation*.

Parties à la révision

(7) Les parties à la révision d'un avis de contravention sont les suivantes :

- a) l'Ordre;
- b) la personne qui a reçu l'avis de contravention;
- c) les autres personnes que précise la Commission des relations de travail de l'Ontario.

Pouvoirs de la Commission des relations de travail de l'Ontario

(8) Pour les besoins de la révision d'un avis de contravention, la Commission des relations de travail de l'Ontario a le pouvoir :

- a) d'exiger qu'une partie fournisse des détails avant ou pendant une consultation ou une audience;
- b) d'exiger qu'une partie produise, avant ou pendant une consultation ou une audience, des pièces ou des objets pouvant se rapporter à la révision;
- c) d'assigner des témoins, de les contraindre à comparaître et à témoigner sous serment, oralement ou par écrit, et à produire les pièces et objets qu'elle juge nécessaires à la révision de la même manière qu'une cour d'archives en matière civile;
- d) de faire prêter serment et de faire faire les affirmations solennelles;
- e) de recevoir la preuve orale ou écrite qu'elle estime, à sa discrétion, utile, qu'elle soit admissible ou non devant un tribunal judiciaire;
- f) de rendre des ordonnances provisoires sur des questions de procédure aux conditions qu'elle estime appropriées;
- g) de fixer les modalités selon lesquelles une partie à la révision doit déposer ou présenter des objets, pièces ou renseignements ainsi que la date à laquelle ils doivent, au plus tard, être déposés ou présentés, et de rejeter ceux qui ne sont pas déposés ou présentés selon ces modalités ou, au plus tard, à cette date.

Erreurs sur le nom des parties

(9) Si la personne compétente n'est pas mentionnée comme partie à la révision d'un avis de contravention devant la Commission des relations de travail de l'Ontario ou qu'elle est désignée de façon inexacte, la Commission peut, si elle est convaincue qu'il s'agit d'une erreur faite de bonne foi, prévoir la mention comme partie ou la correction de la désignation. La décision peut être assortie de conditions que la Commission estime justes.

Factors

(10) In conducting a review, the Ontario Labour Relations Board,

- (a) shall consider,
 - (i) the scope of practice of every trade prescribed by a Minister's regulation as a trade for the purposes of this Act that may be relevant,
 - (ii) the compliance and enforcement policy referred to in section 11.1, and
 - (iii) if the contravention involves an individual performing work or engaging in the practice of a compulsory trade, whether there is a risk of harm to that individual, to other individuals at or near the site where the trade is being performed or practised, or to the public; and
- (b) may consider any other factor it considers relevant.

Ontario Labour Relations Board's decision

(11) Upon a review, the Ontario Labour Relations Board may,

- (a) resolve the notice of contravention in the manner consented to by the parties;
- (b) find that the person did not contravene the provision specified in the notice of contravention and rescind the notice;
- (c) find that the person did contravene the provision but that the notice of contravention is not justified having regard to the factors set out in subsection (10) and rescind the notice;
- (d) find that the person did contravene the provision and that the notice of contravention is justified having regard to the factors set out in subsection (10) and affirm the notice; or
- (e) find that the person did contravene the provision and that the notice of contravention is justified having regard to the factors set out in subsection (10) but that the amount of the penalty is excessive in the circumstances and amend the notice by reducing the amount of the penalty.

Decision final

(12) A decision by the Ontario Labour Relations Board under this section is final and binding on the parties to the review.

Judicial review

(13) Nothing in subsection (12) prevents a court from reviewing a decision of the Ontario Labour Relations Board under this section, but a decision of the Ontario Labour Relations Board concerning the interpretation of this Act shall not be overturned unless the decision is unreasonable.

Facteurs

(10) Lorsqu'elle procède à une révision, la Commission des relations de travail de l'Ontario :

- a) d'une part, doit tenir compte de ce qui suit :
 - (i) le champ d'exercice de chaque métier prescrit par règlement du ministre comme métier pour l'application de la présente loi qui pourrait être pertinent,
 - (ii) la politique d'observation et d'application des mesures législatives visée à l'article 11.1,
 - (iii) si la contravention concerne un particulier qui exécute un travail ou qui exerce un métier à accréditation obligatoire, l'existence ou non d'un risque de préjudice pour ce particulier, pour d'autres particuliers se trouvant sur les lieux où le travail est exécuté ou le métier exercé ou à proximité de ceux-ci, ou pour le public;
- b) d'autre part, peut tenir compte de tout autre facteur qu'elle estime pertinent.

Décision de la Commission des relations de travail de l'Ontario

(11) À la suite de la révision, la Commission des relations de travail de l'Ontario peut, selon le cas :

- a) régler la question de l'avis de contravention de la manière à laquelle les parties consentent;
- b) conclure que la personne n'a pas contrevenu à la disposition que précise l'avis de contravention et annuler celui-ci;
- c) conclure que la personne a contrevenu à la disposition mais que l'avis de contravention n'est pas justifié compte tenu des facteurs énoncés au paragraphe (10) et annuler l'avis;
- d) conclure que la personne a contrevenu à la disposition et que l'avis de contravention est justifié compte tenu des facteurs énoncés au paragraphe (10) et confirmer l'avis;
- e) conclure que la personne a contrevenu à la disposition et que l'avis de contravention est justifié compte tenu des facteurs énoncés au paragraphe (10) mais que le montant de la pénalité est excessif dans les circonstances, et modifier l'avis en réduisant le montant de la pénalité.

Caractère définitif des décisions

(12) Les décisions de la Commission des relations de travail de l'Ontario rendues en vertu du présent article sont définitives et lient les parties à la révision.

Révision judiciaire

(13) Le paragraphe (12) n'a pas pour effet d'empêcher un tribunal de réviser une décision de la Commission des relations de travail de l'Ontario prise en vertu du présent article, mais aucune décision de celle-ci concernant l'interprétation de la présente loi ne doit être infirmée à moins qu'elle ne soit déraisonnable.

Payment after review

(14) If the Ontario Labour Relations Board affirms a notice of contravention or amends the notice by reducing the amount of the penalty, the person shall pay the penalty determined by the Ontario Labour Relations Board within 30 days after the day of the Ontario Labour Relations Board's decision.

Payment to Minister of Finance

(15) A person who is required to pay a penalty under this section shall pay the penalty to the Minister of Finance.

Testimony in civil proceedings, etc.

(16) Except with the consent of the Ontario Labour Relations Board, no member of the Ontario Labour Relations Board, its registrar, its other officers or clerks or servants can be compelled to testify in a civil proceeding, in a proceeding before the Ontario Labour Relations Board or in a proceeding before any other tribunal respecting information obtained in the course of their duties under this Act.

Enforcement of administrative penalty

59.3 (1) If a person who is required to pay an administrative penalty fails to pay it within the time required under subsection 59.1 (7) or 59.2 (14), the notice of contravention or the Ontario Labour Relations Board's decision, as the case may be, may be filed with a local registrar of the Superior Court of Justice and may be enforced as if it were an order of the court.

Same

(2) Section 129 of the *Courts of Justice Act* applies in respect of a notice of contravention or decision filed with the Superior Court of Justice under subsection (1) of this section and, for the purpose, the date on which the notice of contravention or decision is filed under subsection (1) shall be deemed to be the date of the order that is referred to in section 129 of the *Courts of Justice Act*.

Crown debt

59.4 An administrative penalty imposed under subsection 59.1 (1) or 59.2 (11) that is not paid within the time required under subsection 59.1 (7) or 59.2 (14) is a debt due to the Crown and enforceable as such.

Minister may authorize collector

59.5 (1) The Minister may authorize any person to act as a collector for the purposes of this section and sections 59.6 and 59.7 and to exercise the powers that the Minister specifies in the authorization to collect administrative penalties owing under this Act.

Costs of collection

(2) Despite clause 22 (a) of the *Collection and Debt Settlement Services Act*, the Minister may also authorize a collector to collect a reasonable fee or reasonable disbursements or both from each person from whom the collector seeks to collect administrative penalties owing under this Act.

Païement postérieur à la révision

(14) Si la Commission des relations de travail de l'Ontario confirme l'avis de contravention ou le modifie en réduisant le montant de la pénalité, la personne paie la pénalité fixée par la Commission des relations de travail de l'Ontario dans les 30 jours de la date de la décision de cette dernière.

Païement au ministre des Finances

(15) Quiconque doit payer une pénalité en application du présent article la paie au ministre des Finances.

Témoignage dans une instance civile

(16) Sauf si la Commission des relations de travail de l'Ontario y consent, ses membres, son registrateur, et les autres membres de son personnel sont exemptés de l'obligation de témoigner dans une instance civile ou dans une instance devant la Commission ou devant tout autre tribunal administratif, en ce qui concerne des renseignements obtenus dans l'exercice des fonctions que leur attribue la présente loi.

Exécution des pénalités administratives

59.3 (1) Si la personne qui doit payer une pénalité administrative ne le fait pas dans le délai imparti par le paragraphe 59.1 (7) ou 59.2 (14), l'avis de contravention ou la décision de la Commission des relations de travail de l'Ontario, selon le cas, peut être déposé auprès du greffier local de la Cour supérieure de justice et être exécuté comme s'il s'agissait d'une ordonnance du tribunal.

Idem

(2) L'article 129 de la *Loi sur les tribunaux judiciaires* s'applique à l'égard d'un avis de contravention ou d'une décision déposé auprès de la Cour supérieure de justice en vertu du paragraphe (1) du présent article et, à cette fin, la date de dépôt est réputée être la date de l'ordonnance visée à cet article.

Créance de la Couronne

59.4 La pénalité administrative imposée en vertu du paragraphe 59.1 (1) ou 59.2 (11) qui n'est pas payée dans le délai imparti par le paragraphe 59.1 (7) ou 59.2 (14) est une créance de la Couronne recouvrable à ce titre.

Autorisation du ministre

59.5 (1) Le ministre peut autoriser quiconque à agir à titre d'agent de recouvrement pour l'application du présent article et des articles 59.6 et 59.7 et à exercer les pouvoirs qu'il précise dans l'autorisation pour recouvrer des pénalités administratives dues en application de la présente loi.

Frais de recouvrement

(2) Malgré l'alinéa 22 a) de la *Loi sur les services de recouvrement et de règlement de dette*, le ministre peut également autoriser l'agent de recouvrement à percevoir des honoraires ou débours raisonnables, ou les deux, de chaque personne auprès de qui il tente de recouvrer des pénalités administratives dues en application de la présente loi.

Same

(3) The Minister may impose conditions on an authorization under subsection (2) and may determine what constitutes a reasonable fee or reasonable disbursements for the purposes of that subsection.

Exception re disbursements

(4) The Minister shall not authorize a collector who is required to be registered under the *Collection and Debt Settlement Services Act* to collect disbursements.

Collector's powers

59.6 (1) A collector may exercise any of the powers specified in an authorization of the Minister under section 59.5.

Fees and disbursements part of order

(2) If a collector is seeking to collect an administrative penalty owing under a notice of contravention, any fees and disbursements authorized under subsection 59.5 (2) shall be deemed to be owing under and shall be deemed to be added to the amount of the penalty set out in the notice of contravention.

Distribution of money collected

(3) A collector shall pay the amount collected under this section with respect to the penalty to the Minister of Finance and may retain the amount collected with respect to the collector's fees and disbursements.

Settlement by collector

59.7 (1) A collector may agree to a settlement with the person from whom he or she seeks to collect money, but only with the written agreement of the Minister.

Payment

(2) The person who owes money under a settlement shall pay the amount agreed upon to the collector, who shall pay it out in accordance with subsection 59.6 (3).

Publication

59.8 The College shall publish particulars of a notice of contravention issued under subsection 59.1 (1) in accordance with a Minister's regulation.

12. The heading to Part IX of the Act is repealed and the following substituted:

**PART IX
RATIOS**

13. Section 61 of the Act is repealed.

14. (1) Part XI of the Act is repealed and the following substituted:

**PART XI
APPOINTMENTS COUNCIL
AND CLASSIFICATION ROSTER**

Appointments Council and Classification Roster

63. (1) The College of Trades Appointments Council is continued under the name College of Trades Appoint-

Idem

(3) Le ministre peut assortir l'autorisation visée au paragraphe (2) de conditions et établir ce qui constitue des honoraires ou débours raisonnables pour l'application de ce paragraphe.

Exception : débours

(4) Le ministre ne doit pas autoriser l'agent de recouvrement qui doit être inscrit en application de la *Loi sur les services de recouvrement et de règlement de dette* à percevoir des débours.

Pouvoirs de l'agent de recouvrement

59.6 (1) L'agent de recouvrement peut exercer les pouvoirs précisés dans l'autorisation que le ministre lui donne en vertu de l'article 59.5.

Les honoraires et débours font partie de l'ordonnance

(2) Si un agent de recouvrement tente de recouvrer une pénalité administrative due aux termes d'un avis de contravention, les honoraires et débours autorisés en vertu du paragraphe 59.5 (2) sont réputés dus aux termes de l'avis et sont réputés ajoutés à la pénalité qui y est fixée.

Distribution des sommes recouvrées

(3) L'agent de recouvrement verse la somme recouvrée en application du présent article au titre de la pénalité au ministre des Finances et peut conserver la somme recouvrée au titre de ses honoraires et débours.

Transaction

59.7 (1) L'agent de recouvrement peut conclure une transaction avec la personne auprès de qui il tente de recouvrer une somme si le ministre en convient par écrit.

Versement

(2) La personne qui doit une somme aux termes d'une transaction verse le montant convenu à l'agent de recouvrement, qui le remet à son tour conformément au paragraphe 59.6 (3).

Publication

59.8 L'Ordre publie les détails de l'avis de contravention délivré en vertu du paragraphe 59.1 (1) conformément à un règlement du ministre.

12. L'intertitre de la partie IX de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

**PARTIE IX
RATIOS**

13. L'article 61 de la Loi est abrogé.

14. (1) La partie XI de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

**PARTIE XI
CONSEIL DES NOMINATIONS
ET REGISTRE DU CLASSEMENT**

Conseil des nominations et Registre du classement

63. (1) Le Conseil des nominations de l'Ordre des métiers est prorogé sous le nom de Conseil des nomina-

ments Council and Classification Roster in English and Conseil des nominations et Registre du classement de l'Ordre des métiers in French.

Transition

(2) The chair and the members of the old Appointments Council who are in office on the day before the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent shall continue in office as the associate chair and members of the Appointments Council branch of the Appointments Council and Classification Roster until the expiry of their terms.

Same

(3) The Appointments Council and Classification Roster shall be composed of a chair appointed by the Lieutenant Governor in Council and the following two branches of the Appointments Council and Classification Roster:

1. The Appointments Council described in section 63.1.
2. The Classification Roster described in section 63.2.

Chair

(4) The chair of the Appointments Council and Classification Roster shall be responsible for the administration of the Appointments Council and Classification Roster.

Term of office

(5) The term of office of the chair shall be at the pleasure of the Lieutenant Governor in Council and shall not exceed three years.

Multiple terms

(6) The chair may serve for more than one term.

Same

(7) The chair may not serve for more than six consecutive years but is eligible for reappointment after one year's absence from the Appointments Council and Classification Roster.

Remuneration

(8) The chair shall be paid such remuneration and allowance for expenses as are fixed by the Lieutenant Governor in Council.

Memorandum of understanding

(9) The Appointments Council and Classification Roster shall perform its functions under this Act in accordance with a memorandum of understanding to be entered into between the chair, on behalf of the Appointments Council and Classification Roster, and the Minister.

Administrative support

(10) The Minister shall provide the Appointments Council and Classification Roster with such administrative support as the Minister considers necessary for the purposes of the Appointments Council and Classification Roster.

tions et Registre du classement de l'Ordre des métiers en français et de College of Trades Appointments Council and Classification Roster en anglais.

Disposition transitoire

(2) Le président et les membres de l'ancien Conseil des nominations qui sont en fonction la veille du jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale continuent d'exercer leurs fonctions à titre de président associé et de membres de la composante Conseil des nominations du Conseil des nominations et Registre du classement jusqu'à l'expiration de leur mandat.

Idem

(3) Le Conseil des nominations et Registre du classement est composé d'un président nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil et des deux composantes du Conseil des nominations et Registre du classement suivantes :

1. Le Conseil des nominations visé à l'article 63.1.
2. Le Registre du classement visé à l'article 63.2.

Président

(4) Le président du Conseil des nominations et Registre du classement est chargé de l'administration du Conseil des nominations et Registre du classement.

Mandat

(5) Le mandat du président est laissé à la discrétion du lieutenant-gouverneur en conseil, mais il ne doit pas dépasser trois ans.

Mandats successifs

(6) Le président peut siéger pendant plus d'un mandat.

Idem

(7) Le président ne peut pas siéger pendant plus de six années consécutives, mais son mandat peut être renouvelé s'il a été absent pendant un an du Conseil des nominations et Registre du classement.

Rémunération

(8) Le président reçoit la rémunération et les indemnités que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.

Protocole d'entente

(9) Le Conseil des nominations et Registre du classement s'acquitte des fonctions que lui attribue la présente loi conformément à un protocole d'entente conclu entre son président, agissant au nom du Conseil des nominations et Registre du classement, et le ministre.

Aide administrative

(10) Le ministre fournit au Conseil des nominations et Registre du classement l'aide administrative qu'il estime nécessaire à son fonctionnement.

Appointments Council

Composition

63.1 (1) The Appointments Council shall be composed of an associate chair and eight other members appointed by the Lieutenant Governor in Council.

Term of office

(2) The term of office of a member of the Appointments Council shall be at the pleasure of the Lieutenant Governor in Council and shall not exceed three years.

Multiple terms

(3) A member of the Appointments Council may serve for more than one term.

Same

(4) A member of the Appointments Council may not serve for more than six consecutive years but is eligible for reappointment after one year's absence from the Appointments Council.

Appointment to governing structure

(5) The following are not eligible to be appointed to the governing structure of the College:

1. A member of the Appointments Council.
2. A former member of the Appointments Council, unless at least one year has elapsed since he or she was a member of the Appointments Council.
3. A former member of the old Appointments Council, unless at least one year has elapsed since he or she was a member of the old Appointments Council.

Remuneration

(6) The associate chair and other members of the Appointments Council shall be paid such remuneration and allowance for expenses as are fixed by the Lieutenant Governor in Council.

Quorum

(7) Five members of the Appointments Council constitute a quorum.

Vacancies in Appointments Council

(8) If one or more vacancies occur in the membership of the Appointments Council, the members remaining on the Council constitute the Council so long as their number is not fewer than the quorum established by subsection (7).

Duties

(9) The Appointments Council shall perform the duties set out in subsection (10) and such other duties as may be assigned to it by the Lieutenant Governor in Council.

Duty to make appointments

- (10) The Appointments Council shall appoint,
- (a) the members of the Board;
 - (b) the members of the divisional boards and trade boards; and

Conseil des nominations

Composition

63.1 (1) Le Conseil des nominations est composé d'un président associé et de huit autres membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Mandat

(2) Le mandat des membres du Conseil des nominations est laissé à la discrétion du lieutenant-gouverneur en conseil, mais il ne doit pas dépasser trois ans.

Mandats consécutifs

(3) Les membres du Conseil des nominations peuvent siéger pendant plus d'un mandat.

Idem

(4) Les membres du Conseil des nominations ne peuvent pas siéger pendant plus de six années consécutives, mais ils peuvent y être nommés de nouveau après en avoir été absents pendant un an.

Nomination à la structure de gouvernance

(5) Les personnes suivantes ne peuvent pas être nommées à la structure de gouvernance de l'Ordre :

1. Les membres du Conseil des nominations.
2. Les anciens membres du Conseil des nominations, sauf s'il s'est écoulé au moins un an depuis qu'ils ont cessé d'en être membres.
3. Les anciens membres de l'ancien Conseil des nominations, sauf s'il s'est écoulé au moins un an depuis qu'ils ont cessé d'en être membres.

Rémunération

(6) Le président associé et les autres membres du Conseil des nominations reçoivent la rémunération et les indemnités que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.

Quorum

(7) Cinq membres du Conseil des nominations constituent le quorum.

Vacances au sein du Conseil des nominations

(8) Si une ou plusieurs vacances se produisent au sein du Conseil des nominations, les membres qui restent constituent le Conseil à condition que leur nombre ne soit pas inférieur au quorum fixé par le paragraphe (7).

Fonctions

(9) Le Conseil des nominations s'acquitte des fonctions énoncées au paragraphe (10) et des autres fonctions que lui attribue le lieutenant-gouverneur en conseil.

Obligations en matière de nomination

- (10) Le Conseil des nominations nomme :
- a) les membres du conseil;
 - b) les membres des conseils sectoriels et des conseils de métier;

- (c) the members of the roster of adjudicators.

Reflecting diversity

(11) When carrying out its functions under subsection (10), the Appointments Council shall take into account the importance of reflecting across the governing structure of the College,

- (a) Ontario's English and French linguistic duality;
- (b) the diversity of Ontario's population;
- (c) gender balance;
- (d) representation from unionized and non-unionized and from large, medium and small business environments; and
- (e) the various geographic areas of Ontario named in a Board regulation.

Classification Roster

Composition

63.2 (1) The Classification Roster shall be composed of an associate chair and at least 10 other members appointed by the Lieutenant Governor in Council as follows:

- 1. The associate chair and at least six other members shall be appointed as representing the public.
- 2. At least four members shall be appointed from the roster of adjudicators.

Qualification

(2) An individual may not be appointed as a member under paragraph 1 of subsection (1) if he or she,

- (a) is a member of the College;
- (b) was a member of the College within the preceding year;
- (c) works or engages in the practice of a voluntary trade;
- (d) worked or was engaged in the practice of a voluntary trade within the preceding year;
- (e) has or had an affiliation with a member of the College or with a compulsory trade or a voluntary trade that may bias their decisions;
- (f) is or was a member of the governing structure of the College;
- (g) is or was a member of the Appointments Council or the old Appointments Council; and
- (h) satisfies any other condition prescribed by a Minister's regulation.

Term of office

(3) The term of office of a member of the Classification Roster shall be at the pleasure of the Lieutenant Governor in Council and shall not exceed three years.

- c) les particuliers figurant sur la liste des arbitres.

Prise en compte de la diversité

(11) Lorsqu'il exerce les fonctions que lui attribue le paragraphe (10), le Conseil des nominations tient compte du fait qu'il importe que l'ensemble de la structure de gouvernance de l'Ordre reflète les aspects suivants :

- a) la dualité linguistique français-anglais de l'Ontario;
- b) la diversité de la population ontarienne;
- c) l'équilibre entre les sexes;
- d) la représentation de milieux syndicalisés et non syndicalisés et de petites, moyennes et grandes entreprises;
- e) les diverses régions géographiques de l'Ontario désignées par règlement du conseil.

Registre du classement

Composition

63.2 (1) Le Registre du classement est composé d'un président associé et d'au moins 10 autres membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la façon suivante :

- 1. Le président associé et au moins six autres membres sont nommés à titre de représentants du public.
- 2. Au moins quatre membres sont nommés à partir de la liste des arbitres.

Qualification

(2) Un particulier ne peut pas être nommé membre en application de la disposition 1 du paragraphe (1) si, selon le cas :

- a) il est membre de l'Ordre;
- b) il était membre de l'Ordre au cours de l'année précédente;
- c) il exécute du travail ou exerce une activité qui constitue l'exercice d'un métier à accréditation facultative;
- d) il a exécuté un travail ou exercé une activité qui constitue l'exercice d'un métier à accréditation facultative au cours de l'année précédente;
- e) il a ou a eu, avec un membre de l'Ordre ou avec un métier à accréditation obligatoire ou un métier à accréditation facultative, une affiliation qui peut influencer ses décisions;
- f) il est ou a été membre de la structure de gouvernance de l'Ordre;
- g) il est ou a été membre du Conseil des nominations ou de l'ancien Conseil des nominations;
- h) il satisfait à toute autre condition prescrite par règlement du ministre.

Mandat

(3) Le mandat des membres du Registre du classement est laissé à la discrétion du lieutenant-gouverneur en conseil, mais il ne doit pas dépasser trois ans.

Multiple terms

(4) A member of the Classification Roster may serve for more than one term.

Same

(5) A member of the Classification Roster may not serve for more than six consecutive years but is eligible for reappointment after one year's absence from the Classification Roster.

Appointment to Board, etc.

(6) A member of the Classification Roster is not eligible to be appointed to the Board, a divisional board or a trade board, and a former member of the Classification Roster is not eligible to be appointed to the Board, a divisional board or a trade board, unless at least one year has elapsed since he or she was a member of the Classification Roster.

Remuneration

(7) The associate chair and the other members of the Classification Roster shall be paid such remuneration and allowance for expenses as are fixed by the Lieutenant Governor in Council.

Duties

(8) The associate chair of the Classification Roster shall,

- (a) appoint members of classification panels from among the other members of the Classification Roster; and
- (b) ensure that such other duties as may be assigned to the Classification Roster by the Lieutenant Governor in Council are performed and for this purpose may select members of the Classification Roster, including himself or herself, to perform assigned duties.

Classification panels

(9) A classification panel shall determine such matters as are specified in section 63.6.

(2) Subsection 63 (2) of the Act, as re-enacted by subsection (1), is repealed.

(3) Paragraph 3 of subsection 63.1 (5) of the Act, as enacted by subsection (1), is repealed.

15. The Act is amended by adding the following Part:

**PART XI.1
SCOPES OF PRACTICE AND COMPULSORY
AND VOLUNTARY TRADES**

Scope of practice

63.3 (1) The Board shall prescribe a scope of practice for every trade prescribed by a Minister's regulation as a trade for the purposes of this Act.

Same

(2) A particular practice may be included in more than one trade's scope of practice.

Mandats consécutifs

(4) Les membres du Registre du classement peuvent siéger pendant plus d'un mandat.

Idem

(5) Les membres du Registre du classement ne peuvent pas siéger pendant plus de six années consécutives mais ils peuvent y être nommés de nouveau après en avoir été absents pendant un an.

Nomination au conseil et autres

(6) Un membre, actuel ou ancien, du Registre du classement ne peut pas être nommé au conseil, à un conseil sectoriel ou à un conseil de métier, sauf s'il s'est écoulé au moins un an depuis qu'il a cessé d'être membre du Registre du classement.

Rémunération

(7) Le président associé et les autres membres du Registre du classement reçoivent la rémunération et les indemnités que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.

Fonctions

(8) Le président associé du Registre du classement :

- a) nomme les membres des comités de classement parmi les autres membres du Registre du classement;
- b) veille à ce que les autres fonctions attribuées au Registre du classement par le lieutenant-gouverneur en conseil soient exercées, et à cette fin, peut sélectionner des membres du Registre du classement, y compris lui-même, pour exercer les fonctions attribuées.

Comités de classement

(9) Un comité de classement tranche les questions précisées à l'article 63.6.

(2) Le paragraphe 63 (2) de la Loi, tel qu'il est réédité par le paragraphe (1), est abrogé.

(3) La disposition 3 du paragraphe 63.1 (5) de la Loi, telle qu'elle est édictée par le paragraphe (1), est abrogée.

15. La Loi est modifiée par adjonction de la partie suivante :

**PARTIE XI.1
CHAMPS D'EXERCICE ET MÉTIERS
À ACCRÉDITATION OBLIGATOIRE
ET FACULTATIVE**

Champ d'exercice

63.3 (1) Le conseil prescrit un champ d'exercice pour chaque métier prescrit par règlement du ministre comme métier pour l'application de la présente loi.

Idem

(2) Une activité particulière peut être comprise dans le champ d'exercice de plus d'un métier.

Policy

(3) The Board shall develop a policy regarding the establishment and review of scopes of practice for trades.

Process, etc.

(4) The policy referred to in subsection (3) shall include,

- (a) a process for the establishment and review of scopes of practice; and
- (b) provisions relating to building consensus among relevant divisional boards and trade boards in establishing and reviewing scopes of practice.

Available to public

(5) The policy referred to in subsection (3) shall be available for public inspection during normal business hours in the office of the College and be posted on the College's website or made available through a hyperlink at the College's website.

Policy not a regulation

(6) A policy referred to in subsection (3) is not a regulation within the meaning of Part III (Regulations) of the *Legislation Act, 2006*.

Factors

(7) When establishing or reviewing the scope of practice for a trade, the Board shall adhere to the policy referred to in subsection (3) and shall consider,

- (a) the scope of practice of the trade, if any, and other relevant scopes of practice;
- (b) the advice of the relevant divisional boards and trade boards;
- (c) the extent to which the scopes of practice of one or more trades overlap and the nature of the overlap;
- (d) any exemptions from this Act that are prescribed; and
- (e) any other matter that the Board considers relevant.

16. The Act is amended by adding the following sections to Part XI.1:**Classification of a new trade as compulsory or voluntary****Board shall prescribe scope**

63.4 (1) For any trade that is prescribed by a Minister's regulation as a trade for the purposes of this Act on or after the day section 16 of Schedule 17 to the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* comes into force, the Board shall, by a Board regulation, prescribe the scope of practice for the trade within the period, if any, prescribed by a Minister's regulation.

Politique

(3) Le conseil élabore une politique concernant l'établissement et l'examen des champs d'exercice des métiers.

Processus et autres

(4) La politique visée au paragraphe (3) comprend :

- a) un processus d'établissement et d'examen des champs d'exercice;
- b) des dispositions relatives à l'atteinte d'un consensus entre les conseils sectoriels et les conseils de métier pertinents lors de l'établissement et de l'examen des champs d'exercice.

Mise à la disposition du public

(5) La politique visée au paragraphe (3) est à la disposition du public aux fins de consultation, pendant les heures d'ouverture, dans les bureaux de l'Ordre et est affichée sur le site Web de l'Ordre ou est accessible au moyen d'un hyperlien qui s'y trouve.

La politique n'est pas un règlement

(6) La politique visée au paragraphe (3) n'est pas un règlement au sens de la partie III (Règlements) de la *Loi de 2006 sur la législation*.

Facteurs

(7) Lorsqu'il établit ou examine le champ d'exercice d'un métier, le conseil adhère à la politique visée au paragraphe (3) et prend en compte les facteurs suivants :

- a) le champ d'exercice du métier, le cas échéant, et d'autres champs d'exercice pertinents;
- b) l'avis des conseils sectoriels et des conseils de métier pertinents;
- c) la mesure dans laquelle les champs d'exercice d'un ou plusieurs métiers se chevauchent et la nature de ce chevauchement;
- d) les exemptions de l'application de la présente loi qui sont prescrites;
- e) toute autre question que le conseil estime pertinente.

16. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants dans la partie XI.1 :**Classement d'un nouveau métier comme métier à accréditation obligatoire ou métier à accréditation facultative****Prescription du champ d'exercice par le conseil**

63.4 (1) À l'égard de tout métier prescrit par règlement du ministre comme métier pour l'application de la présente loi le jour de l'entrée en vigueur de l'article 16 de l'annexe 17 de la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* ou après cette date, le conseil prescrit, par règlement du conseil, le champ d'exercice du métier dans le délai prescrit par règlement du ministre, le cas échéant.

Board submissions

(2) At the time the Board submits a regulation prescribing the scope of practice for a trade to the Minister for his or her review, the Board may also provide written submissions setting out the Board's opinion as to whether the trade should be prescribed as a voluntary trade or referred to the Classification Roster for determination of the matters set out in paragraphs 1 and 3 of subsection 63.6 (3).

Minister shall prescribe as voluntary or refer to Classification Roster

(3) Once a Board regulation prescribing the scope of practice for a trade has been made, the Minister shall, after considering any submissions provided by the Board under subsection (2),

- (a) make a regulation classifying the trade as a voluntary trade; or
- (b) refer the trade to the Classification Roster for the purpose of determining the matters set out in paragraphs 1 and 3 of subsection 63.6 (3).

Other referrals to Roster

Board may refer

63.5 (1) The Board may refer a trade to the Classification Roster for the purpose of determining the matters set out in paragraphs 2 and 3 of subsection 63.6 (3).

Board shall refer

(2) The Board shall refer a trade to the Classification Roster for the purpose of determining the matter set out in paragraph 3 of subsection 63.6 (3) if the trade is a compulsory trade and,

- (a) a Minister's regulation referred to in subsection 63.6 (9) has been made providing that one or more practices within the scope of practice of the compulsory trade constitute engaging in the practice of the trade for the purposes of sections 2 and 4; and
- (b) after the Minister's regulation referred to in clause (a) was made, the Board amends the scope of practice of the trade and is of the opinion that any of the new practices should constitute engaging in the practice of the trade for the purposes of sections 2 and 4.

Regulation re referral process

(3) The referral of a trade to the Classification Roster under subsection (1) or (2) shall be in accordance with the process prescribed by a Board regulation, and the Board may not make such a referral until the regulation has been made.

Process before Classification Roster

Appointment of panel

63.6 (1) Once a trade has been referred to the Classification Roster under section 63.4 or 63.5, the associate chair of the Classification Roster shall appoint a classification panel composed of five members in accordance with the following:

Observations du conseil

(2) Au moment où il soumet à l'examen du ministre un règlement prescrivant le champ d'exercice d'un métier, le conseil peut également présenter des observations écrites indiquant si, à son avis, le métier devrait être prescrit comme métier à accréditation facultative ou être renvoyé au Registre du classement afin que ce dernier tranche les questions énoncées aux dispositions 1 et 3 du paragraphe 63.6 (3).

Prescription ou renvoi par le ministre

(3) Une fois qu'un règlement du conseil prescrivant le champ d'exercice d'un métier a été pris et après avoir tenu compte des observations présentées par le conseil en vertu du paragraphe (2), le ministre :

- a) soit prend un règlement classant le métier comme métier à accréditation facultative;
- b) soit renvoie le métier au Registre du classement afin que ce dernier tranche les questions énoncées aux dispositions 1 et 3 du paragraphe 63.6 (3).

Autres renvois au Registre

Renvoi par le conseil facultatif

63.5 (1) Le conseil peut renvoyer un métier au Registre du classement afin que soient tranchées les questions énoncées aux dispositions 2 et 3 du paragraphe 63.6 (3).

Renvoi par le conseil obligatoire

(2) Le conseil renvoie un métier au Registre du classement afin que ce dernier tranche la question énoncée à la disposition 3 du paragraphe 63.6 (3) si le métier est un métier à accréditation obligatoire et dans les cas suivants :

- a) un règlement du ministre visé au paragraphe 63.6 (9) a été pris et prévoit qu'une ou plusieurs activités relevant du champ d'exercice du métier à accréditation obligatoire constituent l'exercice du métier pour l'application des articles 2 et 4;
- b) après que le règlement du ministre visé à l'alinéa a) a été pris, le conseil modifie le champ d'exercice du métier et est d'avis que l'une ou l'autre des nouvelles activités devrait constituer l'exercice du métier pour l'application des articles 2 et 4.

Règlement : processus de renvoi

(3) Le renvoi d'un métier au Registre du classement prévu au paragraphe (1) ou (2) se fait conformément au processus prescrit par règlement du conseil. Le conseil ne peut pas faire un tel renvoi tant que le règlement n'a pas été pris.

Processus applicable au Registre du classement

Constitution d'un comité

63.6 (1) Une fois qu'un métier a été renvoyé au Registre du classement en application de l'article 63.4 ou 63.5, le président associé du Registre du classement constitue un comité de classement de cinq membres conformément aux règles suivantes :

1. Three appointees shall be members described in paragraph 1 of subsection 63.2 (1). One such appointee who has adjudication expertise or experience shall be appointed as the chair of the panel.
2. One appointee shall be a member described in paragraph 2 of subsection 63.2 (1) who is an employer representative. The appointee shall not be affiliated with the specific trade to which the matter relates but shall, unless it is impracticable, be affiliated with the particular sector described in section 18 to which the trade belongs.
3. One appointee shall be a member described in paragraph 2 of subsection 63.2 (1) who is an employee representative. The appointee shall not be affiliated with the specific trade to which the matter relates but shall, unless it is impracticable, be affiliated with the particular sector described in section 18 to which the trade belongs.

Same

(2) The associate chair of the Classification Roster may not be a member of a classification panel and may not appoint a member to a classification panel who,

- (a) in the associate chair's opinion, could have a real or perceived interest in the determination of the classification panel; or
- (b) is currently a member of a review panel.

Determinations

(3) The classification panel shall determine the following matters, as applicable:

1. Whether a trade referred to it under section 63.4 should be classified as a voluntary trade or a compulsory trade.
2. Whether a compulsory trade referred to it under section 63.5 should be reclassified as a voluntary trade, or vice versa.
3. Whether or not engaging in any practices within the scope of practice of a compulsory trade, whether or not the practice was referred to the classification panel, should constitute engaging in the practice of the trade for the purposes of sections 2 and 4.

Application of subss. (5) to (9); determination — change

(4) Subsections (5) to (9) apply when the classification panel determines under subsection (3) that,

- (a) a trade should be classified as a voluntary trade or a compulsory trade;
- (b) a compulsory trade should be reclassified as a voluntary trade, or vice versa;

1. Trois des personnes nommées sont des membres visés à la disposition 1 du paragraphe 63.2 (1). Parmi ces personnes, celle qui possède des connaissances ou de l'expérience en matière de règlement des différends est nommée président du comité.
2. L'une des personnes nommées est un membre visé à la disposition 2 du paragraphe 63.2 (1) qui est un représentant des employeurs. Elle ne doit pas être affiliée au métier spécifique auquel la question se rapporte mais doit, sauf si cela n'est pas possible dans les circonstances, être affiliée au secteur particulier indiqué à l'article 18 dont relève le métier.
3. L'une des personnes nommées est un membre visé à la disposition 2 du paragraphe 63.2 (1) qui est un représentant des employés. Elle ne doit pas être affiliée au métier spécifique auquel la question se rapporte mais doit, sauf si cela n'est pas possible dans les circonstances, être affiliée au secteur particulier indiqué à l'article 18 dont relève le métier.

Idem

(2) Le président associé du Registre du classement ne peut pas être membre d'un comité de classement et ne peut pas y nommer un membre qui :

- a) de l'avis du président associé, pourrait avoir un intérêt réel ou perçu à l'égard de la décision du comité de classement;
- b) est actuellement membre d'un comité d'examen.

Décisions

(3) Le comité de classement tranche les questions suivantes, selon le cas :

1. La question de savoir si un métier qui lui est renvoyé en application de l'article 63.4 doit être classé comme métier à accréditation facultative ou métier à accréditation obligatoire.
2. La question de savoir si un métier à accréditation obligatoire qui lui est renvoyé en application de l'article 63.5 doit être reclassé comme métier à accréditation facultative, ou vice versa.
3. La question de savoir si des activités relevant du champ d'exercice d'un métier à accréditation obligatoire, qu'elles aient ou non été renvoyées au comité de classement, devraient constituer l'exercice du métier pour l'application des articles 2 et 4.

Application des par. (5) à (9) : décision — changement

(4) Les paragraphes (5) à (9) s'appliquent lorsque le comité de classement décide, en vertu du paragraphe (3) que, selon le cas :

- a) un métier devrait être classé comme métier à accréditation facultative ou métier à accréditation obligatoire;
- b) un métier à accréditation obligatoire devrait être reclassé comme métier à accréditation facultative, ou vice versa;

- (c) one or more practices within the scope of practice of a compulsory trade should constitute engaging in the practice of the trade for the purposes of sections 2 and 4 and these practices are not currently prescribed as such by a Minister's regulation referred to in subsection (9); or
- (d) one or more practices within the scope of practice of a compulsory trade constitute engaging in the practice of the trade for the purposes of sections 2 and 4, as prescribed by a Minister's regulation referred to in subsection (9), and should no longer be considered as such.

Effective date

(5) The classification panel shall recommend an effective date for the panel's determination, which is the date on which it recommends that its determination under subsection (3) should take effect, and the Minister may accept this date or set out a different date in a regulation referred to in subsection (9).

Period of repose and transitional issues

- (6) The classification panel shall also,
 - (a) determine whether there should be a period of repose of up to four years, which shall be the minimum period of time that must elapse following the effective date of the panel's determination of the matter, as set out in a Minister's regulation, before which the Board may refer the matter again to the Classification Roster; and
 - (b) determine any transitional issues related to a determination under subsection (3) that are prescribed by a Minister's regulation.

Implementation period

(7) In addition to the restriction on referral during any period of repose under clause (6) (a), the Board shall not refer the matter determined by the classification panel again to the Classification Roster during the period between the date of the panel's determination and the effective date set out in a Minister's regulation.

Report

(8) The classification panel shall report to the Minister on its determinations under subsections (3) and (6) and on its recommendation under subsection (5).

Minister's regulation

(9) After the Minister receives the report from the classification panel, the Minister shall make a regulation,

- (a) implementing the panel's determinations under subsection (3), the panel's determination of a period of repose under clause (6) (a), if any, and the panel's determination of transitional issues under clause (6) (b), if any; and
- (b) setting out the effective date for any determination under subsection (3).

- c) une ou plusieurs activités relevant du champ d'exercice d'un métier à accréditation obligatoire devraient constituer l'exercice du métier pour l'application des articles 2 et 4, et ces activités ne sont pas actuellement prescrites comme telles par règlement du ministre visé au paragraphe (9);
- d) une ou plusieurs activités relevant du champ d'exercice d'un métier à accréditation obligatoire constituent l'exercice du métier pour l'application des articles 2 et 4, comme le prescrit un règlement du ministre visé au paragraphe (9), et ne devraient plus être considérées comme telles.

Date de prise d'effet

(5) Le comité de classement recommande une date de prise d'effet de sa décision, à savoir la date à laquelle il recommande que prennent effet les décisions qu'il a prises en application du paragraphe (3). Le ministre peut accepter cette date ou énoncer une date différente dans un règlement visé au paragraphe (9).

Période d'attente et questions transitoires

- (6) Le comité de classement fait également ce qui suit :
 - a) il décide si une période d'attente d'au plus quatre années doit s'appliquer, période correspondant au délai minimal qui doit s'écouler entre la date de prise d'effet de la décision du comité sur la question, telle qu'elle est énoncée dans un règlement du ministre, et le moment où le conseil peut renvoyer de nouveau la question au Registre du classement;
 - b) il tranche les questions transitoires ayant trait à une décision prise en application du paragraphe (3) qui sont prescrites par règlement du ministre.

Période de mise en oeuvre

(7) Outre la restriction sur les renvois pendant la période d'attente visée à l'alinéa (6) a), le conseil ne doit pas renvoyer de nouveau la décision du comité de classement au Registre du classement pendant la période qui s'écoule entre la date de la décision du comité et la date de prise d'effet énoncée dans un règlement du ministre.

Rapport

(8) Le comité de classement fait rapport au ministre des décisions qu'il a prises en application des paragraphes (3) et (6) et de la recommandation visée au paragraphe (5).

Règlement du ministre

(9) Après réception du rapport du comité de classement, le ministre prend un règlement qui :

- a) d'une part, met en oeuvre les décisions du comité visées au paragraphe (3), la décision du comité concernant l'éventuelle période d'attente visée à l'alinéa (6) a) et la décision du comité concernant les éventuelles questions transitoires visées à l'alinéa (6) b);
- b) d'autre part, énonce la date à laquelle les décisions prises en application du paragraphe (3) prennent effet.

Application of subss. (11) to (13); determination — no change

(10) Subsections (11) to (13) apply when the classification panel determines under subsection (3) that,

- (a) a compulsory trade should not be reclassified as a voluntary trade, or vice versa; or
- (b) no change is needed to the current determination of which practices within the scope of practice of a compulsory trade constitute engaging in the practice of the trade for the purposes of sections 2 and 4, as prescribed by a Minister's regulation referred to in subsection (9).

Period of repose

(11) The classification panel shall also determine whether there should be a period of repose of up to four years, which shall be the minimum period of time that must elapse following the date of the panel's determination of the matter before which the Board may refer the matter again to the Classification Roster.

Report

(12) The classification panel shall report to the Minister on its determinations under subsections (10) and (11).

Minister's regulation

(13) After the Minister receives the report from the classification panel, the Minister shall, if the panel determines that there should be a period of repose under subsection (11), make a regulation implementing that determination.

Minister's regulation re criteria and process

(14) The classification panel may not begin making any determinations under subsection (3) until a Minister's regulation has been made prescribing the criteria and the process to be used by classification panels in making such determinations.

Risk of harm

(15) In addition to considering any criteria prescribed under subsection (14), a classification panel making a determination under subsection (3) shall consider whether there is a risk of harm to the individual performing the work or engaging in the practice of the trade, to other individuals at or near the site where the trade is being performed or practised, or to the public.

17. (1) Subsection 65 (2) of the Act is repealed and the following substituted:**Conditions for registration**

- (2) An agreement shall not be registered unless,
- (a) the individual who is to receive the training is at least 16 years of age;

Application des par. (11) à (13) : décision — aucun changement

(10) Les paragraphes (11) à (13) s'appliquent lorsque le comité de classement décide, en application du paragraphe (3) que, selon le cas :

- a) un métier à accréditation obligatoire ne devrait pas être reclassé comme métier à accréditation facultative, ou vice versa;
- b) il n'y a aucun changement à apporter à l'actuelle décision selon laquelle les activités relevant du champ d'exercice d'un métier à accréditation obligatoire constituent l'exercice du métier pour l'application des articles 2 et 4, comme le prescrit un règlement du ministre visé au paragraphe (9).

Période d'attente

(11) Le comité de classement décide également si une période d'attente d'au plus quatre années doit s'appliquer, période correspondant au délai minimal qui doit s'écouler entre la date de la décision du comité sur la question et le moment où le conseil peut renvoyer de nouveau la question au Registre du classement.

Rapport

(12) Le comité de classement fait rapport au ministre des décisions qu'il a prises en application des paragraphes (10) et (11).

Règlement du ministre

(13) Après réception du rapport du comité de classement, si le comité a décidé qu'il devait y avoir une période d'attente en application du paragraphe (11), le ministre prend un règlement mettant en oeuvre la décision du comité.

Règlement du ministre : critères et processus

(14) Le comité de classement ne peut commencer à trancher une question en application du paragraphe (3) tant que le règlement du ministre prescrivant les critères et le processus que les comités de classement doivent utiliser pour trancher les questions n'a pas été pris.

Risque de préjudice

(15) Outre les critères prescrits visés au paragraphe (14), lorsqu'il prend une décision en vertu du paragraphe (3), le comité de classement prend en compte la possibilité d'un risque de préjudice pour un particulier qui exécute le travail ou qui exerce le métier, pour d'autres particuliers se trouvant sur les lieux où le travail est exécuté ou le métier exercé ou à proximité de ceux-ci, ou pour le public.

17. (1) Le paragraphe 65 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**Conditions d'enregistrement**

- (2) Un contrat n'est enregistré que si les conditions suivantes sont réunies :
 - a) le particulier qui doit recevoir la formation a au moins 16 ans;

- (b) the individual who is to receive the training has successfully completed any academic standard prescribed for the trade by a Board regulation; and
- (c) the trade has been prescribed by a Minister's regulation as a voluntary trade or a compulsory trade.

(2) Clause 65 (4) (a) of the Act is amended by striking out "on the day that is one month after the date of registration" at the beginning and substituting "on the 90th day after the date of registration or, if a date is prescribed, on the prescribed date".

18. (1) Paragraph 2 of subsection 72 (1) of the Act is amended by striking out "63 (10) (e)" at the end and substituting "63.1 (11) (e)".

(2) Paragraph 9 of subsection 72 (1) of the Act is amended by striking out "providing that the Board or a committee of the Board" at the beginning and substituting "providing that the Board, a committee of the Board or the Registrar".

(3) Paragraph 21 of subsection 72 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

21. governing reviews under section 60, including, without limiting the foregoing, respecting the determination of journey person to apprentice ratios and prescribing the criteria and the process to be used in determining the appropriate journey person to apprentice ratio for a trade;

21.1 prescribing academic standards for a trade for the purposes of clause 65 (2) (b);

(4) Subsection 72 (1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

21.0.1 prescribing the process for referring a trade to the Classification Roster under subsection 63.5 (1) or (2);

(5) Subsection 72 (1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

23.1 providing that journey person candidates may be deemed to be apprentices for the purposes of sections 60 and 68;

19. (1) Paragraph 12 of subsection 73 (1) of the Act is amended by adding "and section 34.1" after "subsection 30 (1)" in the portion before subparagraph i.

(2) The French version of paragraph 21 of subsection 73 (1) of the Act is amended by striking out "formules" and substituting "formulaires".

20. (1) Subsection 74 (1) of the Act is amended by adding the following clause:

(d.1) governing the amount of an administrative penalty, including,

- (i) providing that the amount of a penalty prescribed for a contravention is increased by a prescribed amount for each subsequent contravention that occurs within a prescribed period,

b) le particulier qui doit recevoir la formation a terminé avec succès les études préalables prescrites par règlement du conseil pour le métier;

c) le métier a été prescrit par règlement du ministre comme métier à accréditation facultative ou métier à accréditation obligatoire.

(2) L'alinéa 65 (4) a) de la Loi est modifié par remplacement de «le jour qui tombe un mois après la date d'enregistrement» par «le 90^e jour suivant la date d'enregistrement ou à la date prescrite, le cas échéant» au début de l'alinéa.

18. (1) La disposition 2 du paragraphe 72 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «63 (10) e)» par «63.1 (11) e)» à la fin de la disposition.

(2) La disposition 9 du paragraphe 72 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «prévoir que le conseil ou un comité du conseil» par «prévoir que le conseil, un comité du conseil ou le registraire» au début de la disposition.

(3) La disposition 21 du paragraphe 72 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

21. régir les examens prévus à l'article 60, notamment traiter de la fixation des ratios compagnon-apprenti et prescrire les critères à utiliser et le processus à suivre pour fixer le ratio compagnon-apprenti approprié pour un métier;

21.1 prescrire les études préalables pour un métier pour l'application de l'alinéa 65 (2) b);

(4) Le paragraphe 72 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

21.0.1 prescrire le processus de renvoi d'un métier au Registre du classement visé au paragraphe 63.5 (1) ou (2);

(5) Le paragraphe 72 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

23.1 prévoir que les candidats compagnons puissent être réputés apprentis pour l'application des articles 60 et 68;

19. (1) La disposition 12 du paragraphe 73 (1) de la Loi est modifiée par insertion de «et à l'article 34.1» après «paragraphe 30 (1)» dans le passage qui précède la sous-disposition i.

(2) La version française de la disposition 21 du paragraphe 73 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «formules» par «formulaires».

20. (1) Le paragraphe 74 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

d.1) régir le montant d'une pénalité administrative, notamment :

- (i) prévoir que le montant d'une pénalité prescrite pour une contravention est majoré du montant prescrit pour chaque contravention subséquente qui est commise au cours d'une période prescrite,

(ii) providing for penalties in the form of lump sum amounts and of daily amounts, the circumstances in which either or both types of amounts may be required and, in the case of a daily amount, the maximum number of days for which a daily amount may be imposed, and

(iii) providing for a maximum amount of a penalty;

(2) Subsection 74 (2) of the Act is amended by striking out “and the date as of which that Act applies to them” at the end.

(3) Subsection 74 (3) of the Act is amended by adding the following clause:

(b.1) governing administrative penalties for the purposes of section 59.1 and all matters necessary and incidental to the administration of a system of administrative penalties under this Act, other than the amount of a penalty;

(4) Subsection 74 (3) of the Act is amended by adding the following clauses:

(b.2) extending the period referred to in subsection 60 (4) within which the Board shall cause a review to be made of each journeyman to apprentice ratio that has been prescribed;

(b.3) prescribing conditions for the purposes of clause 63.2 (2) (h);

(b.4) prescribing timelines within which the Board shall make a Board regulation prescribing the scope of practice for a trade;

(5) Subsection 74 (3) of the Act is amended by adding the following clauses:

(b.5) classifying a trade as a voluntary trade under clause 63.4 (3) (a);

(b.6) prescribing the criteria and the process to be used by classification panels in making determinations under subsection 63.6 (3), (6) or (11);

(b.7) prescribing transitional issues related to a determination under subsection 63.6 (3) that a classification panel shall determine under clause 63.6 (6) (b);

(b.8) implementing any determinations made by a classification panel under subsection 63.6 (3) respecting,

(i) the classification of a trade as a voluntary trade or a compulsory trade,

(ii) the reclassification of a compulsory trade as a voluntary trade, or vice versa, and

(ii) prévoir que les pénalités peuvent prendre la forme d'une somme forfaitaire ou d'une somme journalière, les circonstances dans lesquelles l'un ou l'autre type de sommes, ou les deux, peuvent être exigés et, dans le cas d'une somme journalière, le nombre maximal de jours pendant lesquels elle peut être demandée,

(iii) prévoir le montant maximal d'une pénalité;

(2) Le paragraphe 74 (2) de la Loi est modifié par suppression de «et la date à compter de laquelle elle s'y applique» à la fin du paragraphe.

(3) Le paragraphe 74 (3) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

b.1) régir les pénalités administratives pour l'application de l'article 59.1 et toutes les questions nécessaires et accessoires à l'administration d'un système de pénalités administratives dans le cadre de la présente loi, autres que le montant d'une pénalité;

(4) Le paragraphe 74 (3) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

b.2) prolonger le délai visé au paragraphe 60 (4) dans lequel le conseil doit faire examiner chaque ratio compagnon-apprenti qui a été prescrit;

b.3) prescrire des conditions pour l'application de l'alinéa 63.2 (2) h);

b.4) prescrire les délais dans lesquels le conseil doit prendre un règlement du conseil prescrivant le champ d'exercice d'un métier;

(5) Le paragraphe 74 (3) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

b.5) classer un métier comme métier à accréditation facultative en application de l'alinéa 63.4 (3) a);

b.6) prescrire les critères à utiliser et le processus à suivre par les comités de classement pour prendre les décisions visées au paragraphe 63.6 (3), (6) ou (11);

b.7) prescrire les questions transitoires ayant trait à une décision visée au paragraphe 63.6 (3) qu'un comité de classement doit trancher en application de l'alinéa 63.6 (6) b);

b.8) mettre en oeuvre les décisions prises par un comité de classement en application du paragraphe 63.6 (3) concernant :

(i) le classement d'un métier comme métier à accréditation facultative ou métier à accréditation obligatoire,

(ii) le reclassement d'un métier à accréditation obligatoire comme métier à accréditation facultative, ou vice versa,

- (iii) whether engaging in certain practices within the scope of practice of a compulsory trade should constitute engaging in the practice of the trade for the purposes of sections 2 and 4;
- (b.9) implementing any determinations made by a classification panel under clause 63.6 (6) (a) or subsection 63.6 (11) respecting the period of repose, if any, that should apply in respect of a matter determined by the panel under subsection 63.6 (3);
- (b.10) implementing any determinations of transitional issues made by a classification panel under clause 63.6 (6) (b);
- (b.11) setting out an effective date as the date on which a determination made by a classification panel under subsection 63.6 (3) shall take effect;
- (b.12) providing for continuity of classification panels where, before a matter that is before a classification panel is concluded, a member of the panel resigns or is unable or unwilling to continue to serve on the panel, or the appointment of a member expires or is terminated;

(6) Clause 74 (3) (e) of the Act is amended by adding “and prescribing a date, for the purposes of clause 65 (4) (a), on which a registered training agreement is cancelled” at the end.

(7) Clause 74 (3) (i) of the Act is amended by adding “or amendments to this Act” at the end.

21. Subsection 78 (2) of the Act is amended by striking out “a member of the Appointments Council, the Board” and substituting “the chair of or members of either branch of the Appointments Council and Classification Roster, a member of the Board”.

22. Section 87 of the Act is repealed and the following substituted:

Review by Minister

87. (1) The Minister shall initiate a review of this Act and the regulations made under it, or portions of the Act and regulations, within two years after the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

Same

- (2) The Minister shall,
 - (a) inform the public when a review under this section begins; and
 - (b) make a written report respecting the review available to the public.

23. The Act is amended by adding the following sections after the heading to Part XV:

- (iii) la question de savoir si certaines activités relevant du champ d'exercice d'un métier à accréditation obligatoire devraient constituer l'exercice du métier pour l'application des articles 2 et 4;

- b.9) mettre en oeuvre les décisions prises par un comité de classement en application de l'alinéa 63.6 (6) a) ou du paragraphe 63.6 (11) concernant l'éventuelle période d'attente qui devrait s'appliquer à l'égard d'une question tranchée par le comité en application du paragraphe 63.6 (3);
- b.10) mettre en oeuvre les décisions concernant les questions transitoires prises par un comité de classement en application de l'alinéa 63.6 (6) b);
- b.11) énoncer une date de prise d'effet, à savoir la date à laquelle la décision prise par un comité de classement en application du paragraphe 63.6 (3) prend effet;
- b.12) traiter de la continuité des comités de classement lorsque, avant qu'une question dont est saisi le comité de classement soit tranchée, un de ses membres donne sa démission ou n'est pas en mesure ou désireux de continuer à siéger au comité, ou que le mandat d'un membre expire ou est révoqué;

(6) L'alinéa 74 (3) e) de la Loi est modifié par adjonction de « , et prescrire une date, pour l'application de l'alinéa 65 (4) a), à laquelle un contrat d'apprentissage enregistré est annulé » à la fin de l'alinéa.

(7) L'alinéa 74 (3) i) de la Loi est modifié par adjonction de « ou aux modifications qui y sont apportées » à la fin de l'alinéa.

21. Le paragraphe 78 (2) de la Loi est modifié par remplacement de « un membre du Conseil des nominations, du conseil » par « le président de l'une ou l'autre des composantes du Conseil des nominations et Registre du classement ou les membres de celle-ci, un membre du conseil ».

22. L'article 87 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Examen du ministre

87. (1) Le ministre fait faire un examen de la totalité ou de certaines parties de la présente loi et de ses règlements dans les deux ans qui suivent le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

Idem

- (2) Le ministre :
 - a) informe le public de la date où commence l'examen prévu au présent article;
 - b) met un rapport écrit sur l'examen à la disposition du public.

23. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants après l'intertitre de la partie XV :

Classification review panels

87.1 Any review by a review panel on the classification of a trade as a compulsory trade or a voluntary trade that has not been concluded before the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent shall terminate on that day.

Classification

87.2 Every trade that was classified as compulsory or voluntary under the Act, as it read immediately before the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* received Royal Assent, shall be deemed to be prescribed by a Minister's regulation as a compulsory trade or voluntary trade, as the case may be, until such time as it may be reclassified under section 63.6.

24. The following provisions of the Act are repealed:

1. Sections 88 and 89.
2. Subsections 90 (2), (3) and (4).
3. Sections 91, 92 and 93.
4. Section 95.
5. Section 102.

25. The definitions of "apprentice" and "registered training agreement" in subsection 9 (1) of the *Infrastructure for Jobs and Prosperity Act, 2015* are repealed and the following substituted:

"apprentice" means an individual who, under the *Ontario College of Trades and Apprenticeship Act, 2009*, has entered into a registered training agreement under which the individual is receiving or is to receive training in a trade required as part of an apprenticeship program established by the Ontario College of Trades; ("apprenti")

"registered training agreement" means an agreement registered under section 65 of the *Ontario College of Trades and Apprenticeship Act, 2009* under which an individual is receiving or is to receive training in a trade required as part of an apprenticeship program established by the Ontario College of Trades; ("contrat d'apprentissage enregistré")

26. Ontario Regulation 279/11 is revoked.

27. Schedule 70.4 to Regulation 950 of the Revised Regulations of Ontario, 1990 (Proceedings Commenced by Certificate of Offence) made under the *Provincial Offences Act* is revoked.

Commencement

28. (1) Subject to subsections (2) to (6), this Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

Comités d'examen du classement

87.1 Tout examen par un comité d'examen du classement d'un métier comme métier à accréditation obligatoire ou métier à accréditation facultative qui n'est pas terminé avant le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale prend fin ce jour-là.

Classement

87.2 Tous les métiers qui ont été classés comme métiers à accréditation obligatoire ou métiers à accréditation facultative sous le régime de la Loi, dans sa version antérieure au jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale, sont réputés être prescrits par règlement du ministre comme métiers à accréditation obligatoire ou métiers à accréditation facultative, selon le cas, jusqu'à leur éventuel reclassement en application de l'article 63.6.

24. Les dispositions suivantes de la Loi sont abrogées :

1. Les articles 88 et 89.
2. Les paragraphes 90 (2), (3) et (4).
3. Les articles 91, 92 et 93.
4. L'article 95.
5. L'article 102.

25. Les définitions de «apprenti» et de «contrat d'apprentissage enregistré» au paragraphe 9 (1) de la *Loi de 2015 sur l'infrastructure au service de l'emploi et de la prospérité* sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«apprenti» Particulier qui, en vertu de la *Loi de 2009 sur l'Ordre des métiers de l'Ontario et l'apprentissage*, a conclu un contrat d'apprentissage enregistré aux termes duquel il reçoit ou recevra, dans un métier, la formation exigée dans le cadre d'un programme d'apprentissage créé par l'Ordre des métiers de l'Ontario. («apprenti»)

«contrat d'apprentissage enregistré» Contrat enregistré en vertu de l'article 65 *Loi de 2009 sur l'Ordre des métiers de l'Ontario et l'apprentissage* aux termes duquel un particulier reçoit ou recevra, dans un métier, la formation exigée dans le cadre d'un programme d'apprentissage créé par l'Ordre des métiers de l'Ontario. («registered training agreement»)

26. Le Règlement de l'Ontario 279/11 est abrogé.

27. L'annexe 70.4 du Règlement 950 des Règlements refondus de l'Ontario de 1990 (Instances introduites au moyen du dépôt d'un procès-verbal d'infraction) pris en vertu de la *Loi sur les infractions provinciales* est abrogée.

Entrée en vigueur

28. (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (6), la présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

(2) Section 3 comes into force on the later of the day subsection 4 (1) of the *Not-for-Profit Corporations Act, 2010* comes into force and the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

(3) Subsection 14 (2) comes into force three years after the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

(4) Subsection 14 (3) comes into force one year after the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

(5) Subsection 1 (3), section 2, subsection 6 (3), sections 11 and 16 and subsections 18 (4), 20 (1), (3) and (5) come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

(6) Section 27 comes into force 180 days after the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

(2) L'article 3 entre en vigueur le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 4 (1) de la *Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif* et du jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

(3) Le paragraphe 14 (2) entre en vigueur trois ans après le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

(4) Le paragraphe 14 (3) entre en vigueur un an après le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

(5) Le paragraphe 1 (3), l'article 2, le paragraphe 6 (3), les articles 11 et 16 et les paragraphes 18 (4), 20 (1), (3) et (5) entrent en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

(6) L'article 27 entre en vigueur 180 jours après le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

SCHEDULE 18
ONTARIO RETIREMENT PENSION PLAN
LEGISLATION REPEAL ACT, 2016

ANNEXE 18
LOI DE 2016 ABROGEANT LA LÉGISLATION
SUR LE RÉGIME DE RETRAITE
DE LA PROVINCE DE L'ONTARIO

Dissolution of Corporation, transfer of assets and liabilities

1. The Ontario Retirement Pension Plan Administration Corporation is dissolved and all its assets and liabilities are hereby transferred to and vested in the Crown in right of Ontario.

Immunity

2. No action or other proceeding shall be commenced against a former director, officer or employee of the Ontario Retirement Pension Plan Administration Corporation for any act or omission done in good faith in the performance or intended performance of any duty or exercise or intended exercise of any power under the *Ontario Retirement Pension Plan Administration Corporation Act, 2015*.

Ontario Retirement Pension Plan Act, 2015

3. The *Ontario Retirement Pension Plan Act, 2015* is repealed.

Ontario Retirement Pension Plan Administration Corporation Act, 2015

4. The *Ontario Retirement Pension Plan Administration Corporation Act, 2015* is repealed.

Ontario Retirement Pension Plan Act (Strengthening Retirement Security for Ontarians), 2016

5. The *Ontario Retirement Pension Plan Act (Strengthening Retirement Security for Ontarians), 2016* is repealed.

Broader Public Sector Executive Compensation Act, 2014

6. Paragraph 5 of subsection 3 (2) of the *Broader Public Sector Executive Compensation Act, 2014* is repealed.

Financial Administration Act

7. Paragraph 1 of subsection 1 (6) of the *Financial Administration Act* is repealed.

Freedom of Information and Protection of Privacy Act

8. Subsection 65.3 (1) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* is repealed.

Public Sector Expenses Review Act, 2009

9. Subsection 11 (1) of the *Public Sector Expenses Review Act, 2009* is repealed.

Public Sector Salary Disclosure Act, 1996

10. Section 2.1 of the *Public Sector Salary Disclosure Act, 1996* is repealed.

Commencement

11. The Act set out in this Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

Dissolution de la Société : transfert d'actifs et de passifs

1. La Société d'administration du Régime de retraite de la province de l'Ontario est dissoute et l'ensemble de ses actifs et passifs est transféré et dévolu à la Couronne du chef de l'Ontario.

Immunité

2. Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites contre un ancien administrateur, dirigeant ou employé de la Société d'administration du Régime de retraite de la province de l'Ontario pour un acte accompli ou une omission commise de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des pouvoirs ou fonctions que lui attribuait la *Loi de 2015 sur la Société d'administration du Régime de retraite de la province de l'Ontario*.

Loi de 2015 sur le Régime de retraite de la province de l'Ontario

3. La *Loi de 2015 sur le Régime de retraite de la province de l'Ontario* est abrogée.

Loi de 2015 sur la Société d'administration du Régime de retraite de la province de l'Ontario

4. La *Loi de 2015 sur la Société d'administration du Régime de retraite de la province de l'Ontario* est abrogée.

Loi de 2016 sur le Régime de retraite de la province de l'Ontario (sécuriser la retraite en Ontario)

5. La *Loi de 2016 sur le Régime de retraite de la province de l'Ontario (sécuriser la retraite en Ontario)* est abrogée.

Loi de 2014 sur la rémunération des cadres du secteur parapublic

6. La disposition 5 du paragraphe 3 (2) de la *Loi de 2014 sur la rémunération des cadres du secteur parapublic* est abrogée.

Loi sur l'administration financière

7. La disposition 1 du paragraphe 1 (6) de la *Loi sur l'administration financière* est abrogée.

Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée

8. Le paragraphe 65.3 (1) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* est abrogé.

Loi de 2009 sur l'examen des dépenses dans le secteur public

9. Le paragraphe 11 (1) de la *Loi de 2009 sur l'examen des dépenses dans le secteur public* est abrogé.

Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public

10. L'article 2.1 de la *Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public* est abrogé.

Entrée en vigueur

11. La loi figurant à la présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

Short title	Titre abrégé
12. The short title of the Act set out in this Schedule is the <i>Ontario Retirement Pension Plan Legislation Repeal Act, 2016</i>.	12. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est <i>Loi de 2016 abrogeant la législation sur le Régime de retraite de la province de l'Ontario</i>.

**SCHEDULE 19
PENSION BENEFITS ACT**

1. (1) Subsection 1.1 (4) of the *Pension Benefits Act* is amended by striking out “subsection 42 (1)” and substituting “section 42”.

(2) Paragraph 1 of subsection 1.1 (4) of the Act, as re-enacted by section 1 of Schedule 34 to the *Building Ontario Up Act (Budget Measures), 2015*, is amended by striking out “deferred pension under subsection 42 (1)” and substituting “pension or deferred pension under section 42”.

2. Section 42 of the Act is amended by adding the following subsection:

Retired members

(12) This section applies, with necessary modifications, to a retired member who is entitled to begin to receive a pension from the pension fund by virtue of having reached the normal retirement date under the pension plan but who has not yet elected to receive the pension, if the pension plan so permits.

3. The Act is amended by adding the following section:

Superintendent approval to purchase annuities

73.1 (1) An administrator appointed by the Superintendent under this Act for a pension plan shall not purchase life annuities for the purpose of distributing the assets of the pension plan in connection with the wind up of the plan before receiving the Superintendent’s approval.

Same

(2) Subject to subsection (3), the Superintendent may defer the giving of approval in respect of the purchase of some or all of the life annuities if the Superintendent is of the opinion, on reasonable and probable grounds, that the purchase would adversely affect the financial position of the Guarantee Fund.

Same

(3) The Superintendent shall approve the purchase within the prescribed period after approving the wind up report in respect of the pension plan under section 70.

4. Section 75 of the Act is amended by adding the following subsections:

Prescribed exemptions

(5) The Lieutenant Governor in Council may make regulations exempting an employer or a successor employer from this section in whole or in part in respect of a pension plan, in accordance with such restrictions as may be prescribed, if the following conditions are met:

1. As a result of an application under the *Companies’ Creditors Arrangement Act* (Canada), a court made an order on or before December 31, 2015 staying all proceedings taken against the employer.

**ANNEXE 19
LOI SUR LES RÉGIMES DE RETRAITE**

1. (1) Le paragraphe 1.1 (4) de la *Loi sur les régimes de retraite* est modifié par remplacement de «du paragraphe 42 (1)» par «de l’article 42».

(2) La disposition 1 du paragraphe 1.1 (4) de la Loi, tel qu’il est réédité par l’article 1 de l’annexe 34 de la *Loi de 2015 pour favoriser l’essor de l’Ontario (mesures budgétaires)*, est modifiée par remplacement de «sa pension différée en vertu du paragraphe 42 (1)» par «sa pension ou sa pension différée en vertu de l’article 42».

2. L’article 42 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Participants retraités

(12) Le présent article s’applique, avec les adaptations nécessaires, au participant retraité qui a le droit de commencer à recevoir une pension de la caisse de retraite du fait qu’il a atteint la date normale de retraite prévue par le régime de retraite, mais qui n’a pas encore choisi de recevoir la pension, si le régime le permet.

3. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Approbation par le surintendant de la constitution de rentes

73.1 (1) L’administrateur nommé par le surintendant en vertu de la présente loi pour un régime de retraite ne doit pas constituer de rentes viagères afin de répartir l’actif du régime de retraite dans le cadre de la liquidation du régime avant de recevoir l’approbation du surintendant.

Idem

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le surintendant peut différer l’approbation concernant la constitution de la totalité ou d’une partie des rentes viagères s’il est d’avis, en se fondant sur des motifs raisonnables et probables, que la constitution des rentes nuirait à la situation financière du Fonds de garantie.

Idem

(3) Le surintendant approuve la constitution des rentes dans le délai prescrit après avoir approuvé le rapport de liquidation du régime de retraite en application de l’article 70.

4. L’article 75 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Exemptions prescrites

(5) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, soustraire un employeur ou un employeur subséquent à l’application de la totalité ou d’une partie du présent article à l’égard d’un régime de retraite, conformément aux restrictions prescrites, si les conditions suivantes sont réunies :

1. Par suite de la présentation d’une demande au titre de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada), un tribunal a rendu, le 31 décembre 2015 ou avant cette date, une ordon-

2. The employer, the successor employer, if any, and the parties specified by regulation have entered into an agreement related to the employer's liability under this section and the liability of the successor employer, if any, and the Superintendent has approved the agreement in accordance with subsection (6).

Superintendent's approval of agreement

- (6) The Superintendent may approve the agreement if,
- (a) after consulting with members, former members, retired members and other persons entitled to benefits under the pension plan, the Superintendent has taken into account their interests; and
 - (b) the agreement satisfies such conditions or restrictions as may be prescribed.

Decision to approve, etc.

(7) A decision by the Superintendent under this section to approve or not to approve an agreement is final and is not subject to a hearing or an appeal.

Interpretation, "successor employer"

(8) For the purposes of subsection (5), "successor employer" means the person who acquires the business of an employer who is required to make contributions under a pension plan, if the person assumes some or all of the employer's obligations and rights under the pension plan in connection with the acquired business.

5. The Act is amended by adding the following sections:

Administrative Penalties

Definition

108.1 (1) For the purposes of sections 108.2 to 108.4,

"requirement established under this Act" means,

- (a) a requirement imposed by a provision of this Act that is prescribed for the purpose of section 108.2 or 108.3 or by a provision of a regulation that is prescribed for the purpose of either of those sections,
- (b) a requirement imposed by order, or
- (c) an obligation assumed by way of undertaking.

Purposes

(2) An administrative penalty may be imposed under section 108.2 or 108.3 for either of the following purposes:

- 1. To promote compliance with the requirements established under this Act.

nance suspendant toute procédure intentée contre l'employeur.

2. L'employeur, l'employeur subséquent, le cas échéant, et les parties précisées par règlement ont conclu un accord ayant trait à la responsabilité de l'employeur prévue au présent article et à la responsabilité de l'employeur subséquent, le cas échéant, et le surintendant a approuvé l'accord conformément au paragraphe (6).

Approbation de l'accord par le surintendant

(6) Le surintendant peut approuver l'accord si les conditions suivantes sont réunies :

- a) après avoir consulté les participants, anciens participants, participants retraités et autres personnes ayant droit à des prestations aux termes du régime de retraite, le surintendant a tenu compte de leurs intérêts;
- b) l'accord satisfait aux conditions ou restrictions prescrites.

Décision

(7) La décision d'approuver ou de ne pas approuver un accord que rend le surintendant en vertu du présent article est définitive et ne peut pas faire l'objet d'une audience ni n'est susceptible d'appel.

Définition : «employeur subséquent»

(8) La définition qui suit s'applique au paragraphe (5).

«employeur subséquent» La personne qui acquiert l'entreprise d'un employeur qui est tenu de cotiser aux termes d'un régime de retraite, si cette personne assume la totalité ou une partie des obligations et des droits de l'employeur au titre du régime de retraite relativement à l'entreprise acquise.

5. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Pénalités administratives

Définition

108.1 (1) La définition qui suit s'applique aux articles 108.2 à 108.4.

«exigence établie en vertu de la présente loi» S'entend :

- a) d'une exigence imposée par une disposition de la présente loi qui est prescrite pour l'application de l'article 108.2 ou 108.3 ou par une disposition d'un règlement qui est prescrite pour l'application de l'un ou l'autre de ces articles;
- b) d'une exigence imposée par ordre ou ordonnance;
- c) d'une obligation assumée au moyen d'un engagement.

Fins

(2) Une pénalité administrative peut être imposée en vertu de l'article 108.2 ou 108.3 à l'une ou l'autre des fins suivantes :

- 1. Encourager l'observation des exigences établies en vertu de la présente loi.

2. To prevent a person from deriving, directly or indirectly, any economic benefit as a result of contravening or failing to comply with a requirement established under this Act.

Same

(3) An administrative penalty may be imposed alone or in conjunction with any other regulatory measure provided by this Act.

No payment from pension fund

(4) No person shall pay an administrative penalty imposed under section 108.2 or 108.3 out of a pension fund.

General administrative penalties

108.2 (1) If the Superintendent is satisfied that a person is contravening or not complying with or has contravened or failed to comply with any of the following, the Superintendent may, by order, impose an administrative penalty on the person in accordance with this section and the regulations:

1. A provision of this Act or the regulations as may be prescribed.
2. A requirement or obligation described in clause (b) or (c) of the definition of “requirement established under this Act” in subsection 108.1 (1).

Notice of intended decision to impose a penalty

(2) If the Superintendent intends to impose an administrative penalty under this section, the Superintendent shall give written notice of the intended decision to the person, including the details of the contravention or failure to comply, the amount of the penalty and the payment requirements; the Superintendent shall also inform the person that the person may request a hearing by the Tribunal about the intended decision and shall advise the person about the process for requesting a hearing.

Combined notices of intended decision

(3) A notice of the intended decision to impose an administrative penalty under this section may be combined with a notice of the intended decision authorized by any other section.

Limitation

(4) The Superintendent shall not give notice of the intended decision more than five years after the date when the contravention or failure to comply occurred or is alleged to have occurred.

Hearing requested

(5) If the person requests a hearing in writing within 15 days after the notice under subsection (2) is given, the Tribunal shall hold a hearing.

Order

(6) Subject to the regulations, the Tribunal may, by order, direct the Superintendent to make the intended decision indicated in the notice, with or without changes, or substitute its opinion for that of the Superintendent.

2. Empêcher une personne de tirer, directement ou indirectement, un avantage économique d'une contravention à une exigence établie en vertu de la présente loi ou de l'inobservation d'une telle exigence.

Idem

(3) Une pénalité administrative peut être imposée seule ou en conjonction avec toute autre mesure réglementaire prévue par la présente loi.

Aucun paiement par prélèvement sur une caisse de retraite

(4) Nul ne doit payer une pénalité administrative imposée en vertu de l'article 108.2 ou 108.3 par prélèvement sur une caisse de retraite.

Pénalités administratives générales

108.2 (1) Le surintendant peut, par ordre, imposer une pénalité administrative à une personne conformément au présent article et aux règlements s'il est convaincu qu'elle contrevient ou a contrevenu à l'une ou l'autre des prescriptions suivantes, ou qu'elle ne l'observe pas ou ne l'a pas observée :

1. Une disposition de la présente loi ou des règlements qui est prescrite.
2. Une exigence ou une obligation visée à l'alinéa b) ou c) de la définition de «exigence établie en vertu de la présente loi» au paragraphe 108.1 (1).

Avis d'intention d'imposer une pénalité

(2) S'il a l'intention d'imposer une pénalité administrative en vertu du présent article, le surintendant donne à la personne un avis écrit de son intention, en y incluant des précisions sur la contravention ou l'inobservation, le montant de la pénalité et les modalités de paiement. Il l'avise également du fait qu'elle peut demander que le Tribunal tienne une audience sur cette intention et l'informe de la marche à suivre pour ce faire.

Jonction d'avis d'intention

(3) Un avis d'intention d'imposer une pénalité administrative en vertu du présent article peut être joint à un avis d'intention autorisé par un autre article.

Date limite

(4) Le surintendant ne doit pas donner avis de son intention plus de cinq ans après la date à laquelle est ou serait survenue la contravention ou l'inobservation.

Demande d'audience

(5) Le Tribunal tient une audience si la personne en demande une par écrit dans les 15 jours qui suivent la remise de l'avis prévu au paragraphe (2).

Ordonnance

(6) Sous réserve des règlements, le Tribunal peut ordonner au surintendant de donner suite à l'intention indiquée dans l'avis, avec ou sans modification, ou substituer son opinion à la sienne.

Hearing not requested

(7) If the person does not request a hearing or does not make the request in accordance with subsection (5), the Superintendent may make the intended decision indicated in the notice.

Effect of paying penalty

(8) If the person pays the administrative penalty in accordance with the terms of the order or, if the order is varied, in accordance with the terms of the varied order, the person cannot be charged with an offence under this Act in respect of the same contravention or failure to comply.

Summary administrative penalties

108.3 (1) If the Superintendent is satisfied that a person is contravening or not complying with or has contravened or failed to comply with a provision of this Act or the regulations as may be prescribed, the Superintendent may, by order, impose an administrative penalty on the person in accordance with this section and the regulations.

Same

(2) Before imposing a penalty, the Superintendent shall give the person a reasonable opportunity to make written submissions.

Limitation

(3) The Superintendent shall not make an order under this section more than five years after the date when the contravention or failure to comply occurred or is alleged to have occurred.

Appeal

(4) The person may appeal the Superintendent's order to the Tribunal in writing within 15 days after the order in subsection (1) is given to the person.

Same

(5) An appeal commenced in accordance with subsection (4) operates as a stay of the order until the matter is finally disposed of.

Same

(6) The Tribunal may confirm, revoke or vary the order within the limits, if any, established by the regulations.

Effect of paying penalty

(7) If the person pays the administrative penalty in accordance with the terms of the order or, if the order is varied, in accordance with the terms of the varied order, the person cannot be charged with an offence under this Act in respect of the same contravention or failure to comply.

Maximum administrative penalties

108.4 An administrative penalty imposed under section 108.2 or 108.3 shall not exceed the following amounts:

1. For a contravention or failure to comply by a per-

Absence de demande d'audience

(7) Le surintendant peut donner suite à l'intention indiquée dans l'avis si la personne ne demande pas d'audience ou qu'elle ne le fait pas conformément au paragraphe (5).

Effet du paiement de la pénalité

(8) La personne qui paie la pénalité administrative conformément aux conditions de l'ordre ou, si celui-ci est modifié, conformément aux conditions de l'ordre modifié, ne peut être accusée d'une infraction à la présente loi à l'égard de la même contravention ou de la même inobservation.

Pénalités administratives : processus sommaire

108.3 (1) Le surintendant peut, par ordre, imposer une pénalité administrative à une personne conformément au présent article et aux règlements s'il est convaincu qu'elle contrevient ou a contrevenu à une disposition de la présente loi ou des règlements qui est prescrite ou qu'elle n'observe pas ou n'a pas observé une telle disposition.

Idem

(2) Avant d'imposer une pénalité, le surintendant donne à la personne une occasion raisonnable de présenter des observations écrites.

Date limite

(3) Le surintendant ne doit pas rendre d'ordre en vertu du présent article plus de cinq ans après la date à laquelle est ou serait survenue la contravention ou l'inobservation.

Appel

(4) La personne peut interjeter appel de l'ordre du surintendant devant le Tribunal par écrit dans les 15 jours qui suivent la remise à la personne de l'ordre visé au paragraphe (1).

Idem

(5) L'appel interjeté conformément au paragraphe (4) sursoit à l'ordre jusqu'au règlement définitif de la question.

Idem

(6) Le Tribunal peut confirmer, révoquer ou modifier l'ordre dans les limites qu'établissent les règlements, le cas échéant.

Effet du paiement de la pénalité

(7) La personne qui paie la pénalité administrative conformément aux conditions de l'ordre ou, si celui-ci est modifié, conformément aux conditions de l'ordre modifié, ne peut être accusée d'une infraction à la présente loi à l'égard de la même contravention ou de la même inobservation.

Pénalités administratives maximales

108.4 La pénalité administrative imposée en vertu de l'article 108.2 ou 108.3 ne doit pas être supérieure aux montants suivants :

1. 25 000 \$ ou le montant inférieur prescrit pour une

son, other than an individual, \$25,000 or such lesser amount as may be prescribed for a prescribed requirement established under this Act.

2. For a contravention or failure to comply by an individual, \$10,000 or such lesser amount as may be prescribed for a prescribed requirement established under this Act.

Enforcement of administrative penalties

108.5 (1) If a person fails to pay an administrative penalty imposed under section 108.2 or 108.3 in accordance with the terms of the order imposing the penalty, the Superintendent may file the order with the Superior Court of Justice and the order may be enforced as if it were an order of the court.

Same

(2) For the purposes of section 129 of the *Courts of Justice Act*, the date on which the order is filed with the court is deemed to be the date of the order.

Same

(3) An administrative penalty that is not paid in accordance with the terms of the order imposing the penalty is a debt due to the Crown and is also enforceable as such.

6. (1) Subsection 115 (1) of the Act is amended by adding the following clause:

- (d.1) respecting the timing and manner of allocating amounts from the Guarantee Fund and of paying those amounts to pension plans, including providing that the Superintendent may determine the timing and manner of allocating and paying those amounts;

(2) Subsection 115 (1) of the Act is amended by adding the following clause:

- (z.3) governing the administrative penalties that may be imposed under section 108.2 or 108.3.

(3) Section 115 of the Act is amended by adding the following subsection:

Administrative penalties

(1.1) Without limiting the generality of clause (1) (z.3), a regulation governing administrative penalties may,

- (a) prescribe criteria the Superintendent is required or permitted to consider when imposing a penalty under section 108.2 or 108.3;
- (b) prescribe the amount of a penalty, or the method for calculating the amount of a penalty, and prescribe different penalties or ranges of penalties for different types of contraventions or failures to comply and for different classes of persons;
- (c) authorize the Superintendent to determine the amount of a penalty, if the amount of the penalty or the method for calculating the amount of the penalty is not prescribed, and prescribe criteria the Superintendent is required or permitted to consider when determining this;

exigence établie en vertu de la présente loi qui est prescrite, en cas de contravention ou d'inobservation par une personne autre qu'un particulier.

2. 10 000 \$ ou le montant inférieur prescrit pour une exigence établie en vertu de la présente loi qui est prescrite, en cas de contravention ou d'inobservation par un particulier.

Exécution des pénalités administratives

108.5 (1) Si une personne ne paie pas la pénalité administrative imposée en vertu de l'article 108.2 ou 108.3 conformément aux conditions de l'ordre qui l'impose, le surintendant peut déposer l'ordre auprès de la Cour supérieure de justice et l'ordre peut être exécuté comme s'il s'agissait d'une ordonnance de ce tribunal.

Idem

(2) Pour l'application de l'article 129 de la *Loi sur les tribunaux judiciaires*, la date de dépôt de l'ordre auprès du tribunal est réputée être la date de l'ordre.

Idem

(3) La pénalité administrative qui n'est pas acquittée conformément aux conditions de l'ordre qui l'impose constitue une créance de la Couronne recouvrable à ce titre.

6. (1) Le paragraphe 115 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- d.1) traiter des délais et du mode d'attribution de sommes prélevées sur le Fonds de garantie et de versement de ces sommes à des régimes de retraite, notamment prévoir que le surintendant peut établir les délais et le mode d'attribution et de versement de ces sommes;

(2) Le paragraphe 115 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- z.3) régir les pénalités administratives qui peuvent être imposées en vertu de l'article 108.2 ou 108.3.

(3) L'article 115 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Pénalités administratives

(1.1) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (1) z.3), les règlements qui régissent les pénalités administratives peuvent faire ce qui suit :

- a) prescrire les critères dont le surintendant doit ou peut tenir compte lorsqu'il impose une pénalité en vertu de l'article 108.2 ou 108.3;
- b) prescrire le montant d'une pénalité ou son mode de calcul et prescrire des pénalités ou fourchettes de pénalités différentes selon les types de contraventions ou d'inobservations et selon les catégories de personnes;
- c) autoriser le surintendant à fixer le montant d'une pénalité si ni ce montant ni son mode de calcul n'est prescrit, et prescrire les critères dont il doit ou peut tenir compte à cette fin;

- (d) authorize a penalty to be imposed for each day or part of a day on which a contravention or failure to comply continues;
- (e) authorize higher penalties (not to exceed the maximum penalty established under section 108.4 or prescribed for the purposes of that section) for a second or subsequent contravention or failure to comply by a person;
- (f) govern the manner of paying the penalties;
- (g) require that a penalty be paid before a specified deadline or before a deadline specified by the Superintendent;
- (h) authorize the imposition of late payment fees respecting penalties that are not paid before the deadline, including graduated late payment fees;
- (i) establish a maximum cumulative penalty payable in respect of a contravention or failure to comply or in respect of contraventions or failures to comply during a specified period.

Commencement

7. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

(2) Subsection 1 (2) comes into force on the later of the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent and the day section 1 of Schedule 34 to the *Building Ontario Up Act (Budget Measures), 2015* comes into force.

(3) Sections 2, 3, 5 and 6 come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

- d) autoriser l'imposition d'une pénalité pour chaque journée ou partie de journée pendant laquelle la contravention ou l'inobservation se poursuit;
- e) autoriser des pénalités plus élevées (qui ne doivent pas être supérieures au maximum fixé à l'article 108.4 ou prescrit pour l'application de cet article) dans le cas d'une deuxième contravention ou inobservation ou d'une contravention ou inobservation subséquente par une personne;
- f) régir le mode de paiement des pénalités;
- g) exiger qu'une pénalité soit acquittée avant une date limite précisée ou avant une date limite que précise le surintendant;
- h) autoriser l'imposition de frais de retard de paiement à l'égard des pénalités qui ne sont pas acquittées avant la date limite, y compris l'imposition de frais de retard de paiement progressifs;
- i) fixer la pénalité cumulative maximale à payer à l'égard d'une contravention ou d'une inobservation ou à l'égard de contraventions ou d'inobservations survenues au cours d'une période précisée.

Entrée en vigueur

7. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

(2) Le paragraphe 1 (2) entre en vigueur le dernier en date du jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale et du jour de l'entrée en vigueur de l'article 1 de l'annexe 34 de la *Loi de 2015 pour favoriser l'essor de l'Ontario (mesures budgétaires)*.

(3) Les articles 2, 3, 5 et 6 entrent en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

SCHEDULE 20
PROVINCIAL LAND TAX ACT, 2006

1. Clause 25 (1) (g) of the *Provincial Land Tax Act, 2006* is repealed and the following substituted:

- (g) providing for tax rebates in whole or in part to owners of property that have vacant portions, other than property in the residential property class, the multi-residential property class, the farm property class, the pipe line property class or the managed forests property class, and prescribing the circumstances in which the tax rebate is available and any conditions that must be satisfied;

Commencement

2. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

ANNEXE 20
LOI DE 2006 SUR L'IMPÔT FONCIER
PROVINCIAL

1. L'alinéa 25 (1) g) de la *Loi de 2006 sur l'impôt foncier provincial* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- g) prévoir des remises de la totalité ou d'une partie de l'impôt en faveur des propriétaires de biens dont des parties sont vacantes, à l'exclusion des biens de la catégorie des biens résidentiels, de la catégorie des immeubles à logements multiples, de la catégorie des biens agricoles, de la catégorie des pipelines ou de la catégorie des forêts aménagées, et prescrire les circonstances dans lesquelles la remise est consentie ainsi que les conditions à remplir;

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

SCHEDULE 21 REGISTERED INSURANCE BROKERS ACT

1. (1) The definition of “Minister” in section 1 of the *Registered Insurance Brokers Act* is repealed and the following substituted:

“Minister” means the Minister of Finance or any other member of the Executive Council to whom responsibility for the administration of this Act is assigned or transferred under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

(2) The French version of the definition of “applicant” in section 1 of the Act is amended by striking out “société en nom collectif” and substituting “société de personnes”.

(3) The French version of the definition of “member” in section 1 of the Act is amended by striking out “société en nom collectif” and substituting “société de personnes”.

(4) The French version of the definition of “person” in section 1 of the Act is amended by striking out “société en nom collectif” and substituting “société de personnes”.

2. The French version of clause 2 (2) (d) of the Act is amended by striking out “sociétés en nom collectif” and substituting “sociétés de personnes”.

3. Subsection 29 (1) of the Act is amended by striking out “prepaid first class mail” and substituting “mail”.

4. The French version of subsection 34 (1) of the Act is amended by striking out “membre d’une société en nom collectif” and substituting “associé d’une société de personnes”.

Commencement

5. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

ANNEXE 21 LOI SUR LES COURTIERS D'ASSURANCES INSCRITS

1. (1) La définition de «ministre» à l'article 1 de la *Loi sur les courtiers d'assurances inscrits* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«ministre» Le ministre des Finances ou l'autre membre du Conseil exécutif à qui la responsabilité de l'application de la présente loi est assignée ou transférée en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

(2) La version française de la définition de «auteur d'une demande» à l'article 1 de la Loi est modifiée par remplacement de «société en nom collectif» par «société de personnes».

(3) La version française de la définition de «membre» à l'article 1 de la Loi est modifiée par remplacement de «société en nom collectif» par «société de personnes».

(4) La version française de la définition de «personne» à l'article 1 de la Loi est modifiée par remplacement de «société en nom collectif» par «société de personnes».

2. La version française de l'alinéa 2 (2) d) de la Loi est modifiée par remplacement de «sociétés en nom collectif» par «sociétés de personnes».

3. Le paragraphe 29 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «par courrier affranchi de première classe» par «par la poste».

4. La version française du paragraphe 34 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «membre d'une société en nom collectif» par «associé d'une société de personnes».

Entrée en vigueur

5. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE 22
RETAIL SALES TAX ACT**

1. Section 4.2 of the *Retail Sales Tax Act* is amended by adding the following subsections:

Minister approved industry standard publications

(3.1) A regulation prescribing the manner for determining the average wholesale price of a specified vehicle may require that the price be determined by reference to an industry standard publication approved by the Minister.

Names of approved publications available

(3.2) The name of any industry standard publication approved by the Minister shall be made available to the public on a government website and in any other manner that the Minister considers appropriate, and shall remain available to the public.

Commencement

2. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

**ANNEXE 22
LOI SUR LA TAXE DE VENTE AU DÉTAIL**

1. L'article 4.2 de la *Loi sur la taxe de vente au détail* est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Publications sectorielles approuvées par le ministre

(3.1) Tout règlement qui prescrit la façon de déterminer le prix de gros moyen d'un véhicule déterminé peut exiger que ce prix soit déterminé à l'aide d'une publication sectorielle approuvée par le ministre.

Mise à disposition des noms des publications approuvées

(3.2) Les noms des publications sectorielles approuvées par le ministre doivent être mis à la disposition du public sur un site Web du gouvernement, et de toute autre manière que le ministre juge appropriée, et rester à la disposition du public.

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE 23
SECURITIES ACT**

1. (1) Subsection 127 (5) of the *Securities Act* is amended by striking out “paragraph 1, 2 or 3” and substituting “paragraph 1, 2, 2.1 or 3”.

(2) Subsection 127 (8) of the Act is amended by striking out “paragraph 2” and substituting “paragraph 2 or 2.1”.

Commencement

2. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures)*, 2016 receives Royal Assent.

**ANNEXE 23
LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES**

1. (1) Le paragraphe 127 (5) de la *Loi sur les valeurs mobilières* est modifié par remplacement de «la disposition 1, 2 ou 3» par «la disposition 1, 2, 2.1 ou 3».

(2) Le paragraphe 127 (8) de la Loi est modifié par remplacement de «la disposition 2» par «la disposition 2 ou 2.1».

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

SCHEDULE 24
SUPPLEMENTARY INTERIM APPROPRIATION
FOR 2016-2017 ACT, 2016

Interpretation

1. Expressions used in this Act have the same meaning as in the *Financial Administration Act* unless the context requires otherwise.

Additional amounts to be paid or recognized

2. All amounts authorized under section 3 to be paid out of the Consolidated Revenue Fund or recognized as non-cash expenses are in addition to the amounts authorized to be paid out of the Consolidated Revenue Fund or recognized as non-cash expenses under section 2 of the *Interim Appropriation for 2016-2017 Act, 2015*.

Expenses of the public service

3. Pending the voting of supply for the fiscal year ending on March 31, 2017, amounts not exceeding a total of \$2,482,457,600 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund or recognized as non-cash expenses to be applied to the expenses of the public service that are not otherwise provided for.

Charge to proper appropriation

4. All expenditures made or recognized under this Act must be charged to the proper appropriation following the voting of supply for the fiscal year ending on March 31, 2017.

Commencement

5. The Act set out in this Schedule is deemed to have come into force on April 1, 2016.

Short title

6. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Supplementary Interim Appropriation for 2016-2017 Act, 2016*.

ANNEXE 24
LOI SUPPLÉMENTAIRE DE 2016
PORTANT AFFECTATION ANTICIPÉE
DE CRÉDITS POUR 2016-2017

Interprétation

1. Les expressions figurant dans la présente loi s'entendent au sens de la *Loi sur l'administration financière*, sauf indication contraire du contexte.

Prélèvement ou comptabilisation de sommes additionnelles

2. Toutes les sommes dont l'article 3 autorise le prélèvement sur le Trésor ou la comptabilisation à titre de frais hors trésorerie s'ajoutent à celles dont l'article 2 de la *Loi de 2015 portant affectation anticipée de crédits pour 2016-2017* autorise le prélèvement sur le Trésor ou la comptabilisation à titre de frais hors trésorerie.

Dépenses de la fonction publique

3. En attendant le vote des crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017, des sommes totalisant un maximum de 2 482 457 600 \$ peuvent être prélevées sur le Trésor ou comptabilisées à titre de frais hors trésorerie et affectées aux dépenses de la fonction publique auxquelles il n'est pas autrement pourvu.

Imputation au crédit approprié

4. Après le vote des crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017, toutes les dépenses effectuées ou comptabilisées en vertu de la présente loi doivent être imputées à l'affectation de crédits appropriée.

Entrée en vigueur

5. La loi figurant à la présente annexe est réputée être entrée en vigueur le 1^{er} avril 2016.

Titre abrégé

6. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi supplémentaire de 2016 portant affectation anticipée de crédits pour 2016-2017*.

**SCHEDULE 25
TAXATION ACT, 2007**

1. Clause 7.1 (3) (b) of the *Taxation Act, 2007* is repealed and the following substituted:

- (b) “the highest individual percentage” in subparagraph (i) in the description of A were read as a reference to “the top marginal tax rate”; and

2. (1) Subsection 9 (14) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

Tax credit for unused tuition and education tax credits

(14) An individual is entitled to a tax credit for the year in respect of unused tuition and education tax credits equal to the lesser of,

(2) Subsection 9 (14.1) of the Act is repealed and the following substituted:

Same, taxation years ending after 2017

(14.1) Despite subsection (14), if an individual was resident in a province other than Ontario on December 31, 2017, the amount of the individual's tax credit for a taxation year that ends after December 31, 2017 in respect of unused tuition and education tax credits is nil.

(3) Subsection 9 (16) of the Act is amended by striking out the portion before the formula and substituting the following:

Education tax credit

(16) If an individual is a qualifying student, as defined in subsection 118.6 (1) of the Federal Act, in respect of a month in a taxation year that ends before January 1, 2018, the individual is entitled to an education tax credit for the year calculated using the formula,

3. Section 93 of the Act is amended by adding the following subsection:

Time for application

(8.1) No amount may be claimed under this section in respect of an eligible product unless an application for certification under subsection (8) is made in respect of the eligible product on or before the later of,

- (a) the day that is 18 months after the end of the taxation year of the corporation in which the development of the eligible product is completed; and
(b) the day that is six months after November 14, 2016.

4. Subsection 93.1 (7) of the Act is amended by striking out “Subsections 93 (8) to (13)” at the beginning and substituting “Subsections 93 (8) and (9) to (13)”.

**ANNEXE 25
LOI DE 2007 SUR LES IMPÔTS**

1. L'alinéa 7.1 (3) b) de la *Loi de 2007 sur les impôts* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b) «le taux d'imposition supérieur» au sous-alinéa (i) de l'élément «A» vaut mention du «taux d'imposition marginal supérieur»;

2. (1) Le paragraphe 9 (14) de la Loi est modifié par remplacement du passage qui précède l'alinéa a) par ce qui suit :

Crédit d'impôt à l'égard des crédits d'impôt pour frais de scolarité et pour études inutilisés

(14) Le particulier a droit, pour l'année, à un crédit d'impôt à l'égard des crédits d'impôt pour frais de scolarité et pour études inutilisés, égal au moins élevé des montants suivants :

(2) Le paragraphe 9 (14.1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem : années d'imposition se terminant après 2017

(14.1) Malgré le paragraphe (14), si le particulier résidait dans une province autre que l'Ontario le 31 décembre 2017, le montant du crédit d'impôt auquel il a droit pour une année d'imposition qui se termine après le 31 décembre 2017 à l'égard des crédits d'impôt pour frais de scolarité et pour études inutilisés est égal à zéro.

(3) Le paragraphe 9 (16) de la Loi est modifié par remplacement du passage qui précède la formule par ce qui suit :

Crédit d'impôt pour études

(16) Le particulier qui est un étudiant admissible, au sens du paragraphe 118.6 (1) de la loi fédérale, à l'égard d'un mois d'une année d'imposition qui se termine avant le 1^{er} janvier 2018 a droit, pour l'année, à un crédit d'impôt pour études, calculé selon la formule suivante :

3. L'article 93 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Délai de présentation de la demande

(8.1) Pour qu'un montant puisse être demandé en vertu du présent article à l'égard d'un produit admissible, la demande d'attestation prévue au paragraphe (8) doit être présentée à l'égard du produit admissible au plus tard le dernier en date des jours suivants :

- a) le jour qui tombe 18 mois après la fin de l'année d'imposition de la société au cours de laquelle le développement du produit admissible est achevé;
b) le jour qui tombe six mois après le 14 novembre 2016.

4. Le paragraphe 93.1 (7) de la Loi est modifié par remplacement de «Les paragraphes 93 (8) à (13)» par «Les paragraphes 93 (8) et (9) à (13)» au début du paragraphe.

5. (1) The definition of “Canada child tax benefit” in subsection 104 (1) of the Act is repealed.

(2) Subsection 104 (1) of the Act is amended by adding the following definition:

“Canada child benefit” means the Canada child benefit under Subdivision A.1 of Division E of Part I of the Federal Act; (“allocation canadienne pour enfants”)

(3) Subsection 104 (4) of the Act is amended by striking out “or the *Income Tax Act*” in the portion before paragraph 1.

(4) Paragraph 1 of subsection 104 (4) of the Act is amended by striking out “Canada child tax benefit” and substituting “Canada child benefit”.

Commencement

6. (1) Subject to subsections (2) to (4), this Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

(2) Section 1 is deemed to have come into force on January 1, 2016.

(3) Section 2 comes into force on January 1, 2017.

(4) Section 5 is deemed to have come into force on July 1, 2016.

5. (1) La définition de «prestation fiscale canadienne pour enfants» au paragraphe 104 (1) de la Loi est abrogée.

(2) Le paragraphe 104 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«allocation canadienne pour enfants» Allocation canadienne pour enfants prévue par la sous-section A.1 de la section E de la partie I de la loi fédérale. («Canada child benefit»)

(3) Le paragraphe 104 (4) de la Loi est modifié par suppression de «ou de la *Loi de l'impôt sur le revenu*» dans le passage qui précède la disposition 1.

(4) La disposition 1 du paragraphe 104 (4) de la Loi est modifiée par remplacement de «une prestation fiscale canadienne pour enfants» par «une allocation canadienne pour enfants».

Entrée en vigueur

6. (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (4), la présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

(2) L'article 1 est réputé être entré en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

(3) L'article 2 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

(4) L'article 5 est réputé être entré en vigueur le 1^{er} juillet 2016.

SCHEDULE 26 TOBACCO TAX ACT

1. (1) Subsection 2.2 (11) of the *Tobacco Tax Act* is amended by striking out “a registration certificate issued under this section” and substituting “a registration certificate issued under this section or a registration certificate issued under section 7”.

(2) Subsection 2.2 (12) of the Act is amended by striking out “who holds a registration certificate issued under this section” in the portion before paragraph 1 and substituting “who holds a registration certificate issued under this section or a registration certificate issued under section 7”.

(3) Subsection 2.2 (13) of the Act is amended by striking out “who holds a registration certificate issued under this section” in the portion before paragraph 1 and substituting “who holds a registration certificate issued under this section or a registration certificate issued under section 7”.

(4) Subsection 2.2 (19) of the Act is repealed and the following substituted:

Offence, subss. (14) and (14.1)

(19) Every person who fails to provide information as required under subsection (14) or (14.1) is guilty of an offence and, on conviction, is liable to the following penalties:

1. A fine of not less than \$10,000 and not more than \$1,000,000, plus an additional fine of not less than \$25 for every kilogram of raw leaf tobacco for which information was not provided as required under subsection (14) or (14.1).
2. A term of imprisonment of not more than two years if the quantity of raw leaf tobacco for which the information was not provided as required under subsection (14) or (14.1) exceeds 3,200 kilograms or if it is not the person's first conviction under this section.

2. (1) Subsection 2.3 (13) of the Act is repealed and the following substituted:

Offences

(13) Every person who contravenes subsection (1), (2), (3), (4), (5), (6), (7), (8), (9) or (10) is guilty of an offence and on conviction is liable to,

- (a) a fine of not less than \$10,000 and not more than \$1,000,000, plus an additional fine of not less than \$25 for every kilogram of raw leaf tobacco in respect of which the person was convicted of the offence; and

ANNEXE 26 LOI DE LA TAXE SUR LE TABAC

1. (1) Le paragraphe 2.2 (11) de la *Loi de la taxe sur le tabac* est modifié par remplacement de «d'un certificat d'inscription délivré en application du présent article» par «d'un certificat d'inscription délivré en application du présent article ou d'un certificat d'inscription délivré en application de l'article 7».

(2) Le paragraphe 2.2 (12) de la Loi est modifié par remplacement de «d'un certificat d'inscription délivré en application du présent article» par «d'un certificat d'inscription délivré en application du présent article ou d'un certificat d'inscription délivré en application de l'article 7» dans le passage qui précède la disposition 1.

(3) Le paragraphe 2.2 (13) de la Loi est modifié par remplacement de «d'un certificat d'inscription délivré en application du présent article» par «d'un certificat d'inscription délivré en application du présent article ou d'un certificat d'inscription délivré en application de l'article 7» dans le passage qui précède la disposition 1.

(4) Le paragraphe 2.2 (19) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Infraction : par. (14) et (14.1)

(19) Toute personne qui ne fournit pas des renseignements conformément aux exigences du paragraphe (14) ou (14.1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, des peines suivantes :

1. Une amende d'au moins 10 000 \$ et d'au plus 1 000 000 \$ et une amende supplémentaire égale à au moins 25 \$ par kilogramme de tabac en feuilles pour lequel des renseignements n'ont pas été fournis conformément aux exigences du paragraphe (14) ou (14.1).
2. Une peine d'emprisonnement maximale de deux ans, si la quantité de tabac en feuilles pour lequel les renseignements n'ont pas été fournis conformément aux exigences du paragraphe (14) ou (14.1) dépasse 3 200 kilogrammes ou s'il ne s'agit pas de la première déclaration de culpabilité de la personne au titre du présent article.

2. (1) Le paragraphe 2.3 (13) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Infractions

(13) Toute personne qui contrevient au paragraphe (1), (2), (3), (4), (5), (6), (7), (8), (9) ou (10) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, des peines suivantes :

- a) une amende d'au moins 10 000 \$ et d'au plus 1 000 000 \$ et une amende supplémentaire égale à au moins 25 \$ par kilogramme de tabac en feuilles à l'égard duquel une personne est déclarée coupable de l'infraction;

(b) a term of imprisonment of not more than two years in addition to the fine and additional fine under clause (a),

(i) if the quantity of raw leaf tobacco in respect of which the person was convicted of the offence exceeds 3,200 kilograms, or

(ii) it is not the person's first conviction under this subsection.

(2) Subsection 2.3 (14) of the Act is repealed and the following substituted:

Penalty

(14) Every person who contravenes subsection (1), (2), (3), (4), (5), (6), (7), (8), (9) or (10) shall pay to the Minister a penalty, when assessed for it, equal to the sum of,

(a) \$25 for every kilogram of raw leaf tobacco the person produced, processed, sold, offered or kept for sale, delivered or caused to be delivered, purchased or received, brought into or caused to be brought into Ontario, took out or caused to be taken out of Ontario or transported in contravention of subsection (1), (2), (3), (4), (5), (6), (7), (8), (9) or (10), as the case may be; and

(b) an amount equal to,

(i) \$2,500, if it is the person's first penalty assessed under this subsection,

(ii) \$5,000 if it is the person's second penalty assessed under this subsection, or

(iii) \$15,000 if the person has been assessed a penalty under this subsection at least two times before.

Assessment, raw leaf tobacco not baled or packaged

(15) In assessing a penalty under subsection (14), the Minister may determine the amount of raw leaf tobacco for the purposes of clause (14) (a) in such manner and form and by such procedure as the Minister considers adequate and expedient if the raw leaf tobacco for which the penalty is being assessed has not yet been baled or packaged.

3. (1) Subsection 2.4 (4) of the Act is amended by striking out paragraph 1 and substituting the following:

1. A fine of not less than \$10,000 and not more than \$1,000,000, plus an additional fine of not less than \$25 for every kilogram of raw leaf tobacco the person possessed in contravention of subsection (1).

(2) Subsection 2.4 (6) of the Act is amended by striking out paragraph 1 and substituting the following:

b) une peine d'emprisonnement maximale de deux ans, en plus de l'amende et de l'amende supplémentaire prévues à l'alinéa a) dans l'un ou l'autre des cas suivants :

(i) la quantité de tabac en feuilles pour lequel la personne a été déclarée coupable de l'infraction dépasse 3 200 kilogrammes,

(ii) il ne s'agit pas de la première déclaration de culpabilité de la personne au titre du présent paragraphe.

(2) Le paragraphe 2.3 (14) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Pénalité

(14) Toute personne qui contrevient au paragraphe (1), (2), (3), (4), (5), (6), (7), (8), (9) ou (10) paie au ministre, quand une cotisation est établie à son égard, une pénalité égale au montant suivant :

a) 25 \$ par kilogramme de tabac en feuilles que la personne a produit, transformé, vendu, mis en vente, gardé pour la vente, livré ou fait livrer, acheté, reçu, introduit ou fait introduire en Ontario, sorti ou fait sortir de l'Ontario ou transporté en contravention au paragraphe (1), (2), (3), (4), (5), (6), (7), (8), (9) ou (10), selon le cas;

b) un montant égal :

(i) à 2 500 \$, s'il s'agit de la première pénalité qui est imposée à la personne au titre du présent paragraphe,

(ii) à 5 000 \$, s'il s'agit de la deuxième pénalité qui est imposée à la personne au titre du présent paragraphe,

(iii) à 15 000 \$, si au moins deux pénalités ont déjà été imposées à la personne au titre du présent paragraphe.

Cotisation : tabac en feuilles non mis en ballots ni emballé

(15) Lorsqu'il établit une cotisation à l'égard d'une pénalité au titre du paragraphe (14), le ministre peut déterminer la quantité de tabac en feuilles pour l'application de l'alinéa (14) a) de la manière, sous la forme et selon la méthode qu'il estime adéquates et opportunes si le tabac en feuilles pour lequel la cotisation est établie n'a pas encore été mis en ballots ou emballé.

3. (1) Le paragraphe 2.4 (4) de la Loi est modifié par remplacement de la disposition 1 par ce qui suit :

1. Une amende d'au moins 10 000 \$ et d'au plus 1 000 000 \$ et une amende supplémentaire égale à au moins 25 \$ par kilogramme de tabac en feuilles dont la personne était en possession en contravention au paragraphe (1).

(2) Le paragraphe 2.4 (6) de la Loi est modifié par remplacement de la disposition 1 par ce qui suit :

1. A fine of not less than \$10,000 and not more than \$1,000,000, plus an additional fine of not less than \$25 for every kilogram of raw leaf tobacco the person brought or caused to be brought into Ontario in contravention of subsection (2).

4. (1) Subsection 3.1 (1) of the Act is amended by striking out “sell, deliver or cause to be delivered” and substituting “sell, offer to sell, deliver or cause to be delivered”.

(2) Section 3.1 of the Act is amended by adding the following subsections:

Offence

(8) Every person who contravenes subsection (1) is guilty of an offence and, on conviction, is liable to a fine of not less than \$500 and not more than \$10,000.

Same

(9) Every person who fails to comply with subsection (4) or with a condition or restriction contained in a retail dealer's permit issued under this section is guilty of an offence and, on conviction, is liable to a fine of not less than \$500 and not more than \$10,000.

Penalty

(10) Every person who operates as a retail dealer without holding a retail dealer's permit issued under this section shall pay a penalty, when assessed for it, of,

- (a) \$500 if it is the person's first penalty assessed under this section;
- (b) \$1,000 if it is the person's second penalty assessed under this section; or
- (c) \$2,500 if the person has been assessed a penalty under this section at least two times before.

Same

(11) Every person who fails to comply with subsection (4) or with a condition or restriction contained in a retail dealer's permit issued under this section shall pay a penalty, when assessed for it, of,

- (a) \$500 if it is the person's first penalty assessed under this section;
- (b) \$1,000 if it is the person's second penalty assessed under this section; or
- (c) \$2,500 if the person has been assessed a penalty under this section at least two times before.

5. Subsection 22.2 (2) of the Act is amended by striking out “prescribed by the Minister”.

6. Subsection 23.0.1 (4) of the Act is amended by striking out paragraph 1 and substituting the following:

1. A fine of not less than \$10,000 and not more than \$1,000,000, plus an additional fine of not less than

1. Une amende d'au moins 10 000 \$ et d'au plus 1 000 000 \$ et une amende supplémentaire égale à au moins 25 \$ par kilogramme de tabac en feuilles que la personne a introduit ou fait introduire en Ontario en contravention au paragraphe (2).

4. (1) Le paragraphe 3.1 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «vendre, livrer ni faire livrer» par «vendre, mettre en vente, livrer ni faire livrer».

(2) L'article 3.1 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Infraction

(8) Quiconque contrevient au paragraphe (1) est coupable d'une infraction et, sur déclaration de culpabilité, est passible d'une amende d'au moins 500 \$ et d'au plus 10 000 \$.

Idem

(9) Quiconque ne se conforme pas au paragraphe (4) ou à une condition ou à une restriction figurant sur un permis de détaillant délivré aux termes du présent article est coupable d'une infraction et, sur déclaration de culpabilité, est passible d'une amende d'au moins 500 \$ et d'au plus 10 000 \$.

Pénalité

(10) Toute personne qui exerce des activités de détaillant sans être titulaire d'un permis de détaillant délivré aux termes du présent article paie, quand une cotisation est établie à son égard, une pénalité égale :

- a) à 500 \$, s'il s'agit de la première pénalité qui est imposée à la personne au titre du présent article;
- b) à 1 000 \$, s'il s'agit de la deuxième pénalité qui est imposée à la personne au titre du présent article;
- c) à 2 500 \$, si au moins deux pénalités ont déjà été imposées à la personne au titre du présent article.

Idem

(11) Quiconque ne se conforme pas au paragraphe (4) ou à une condition ou à une restriction figurant sur un permis de détaillant délivré aux termes du présent article paie, quand une cotisation est établie à son égard, une pénalité égale :

- a) à 500 \$, s'il s'agit de la première pénalité qui est imposée à la personne au titre du présent article;
- b) à 1 000 \$, s'il s'agit de la deuxième pénalité qui est imposée à la personne au titre du présent article;
- c) à 2 500 \$, si au moins deux pénalités ont déjà été imposées à la personne au titre du présent article.

5. Le paragraphe 22.2 (2) de la Loi est modifié par suppression de «prescrits par le ministre».

6. Le paragraphe 23.0.1 (4) de la Loi est modifié par remplacement de la disposition 1 par ce qui suit :

1. Une amende d'au moins 10 000 \$ et d'au plus 1 000 000 \$ et une amende supplémentaire égale à

\$25 for every kilogram of raw leaf tobacco the person disposed of in contravention of subsection (3).

7. Clause 29.1 (6) (a) of the Act is amended by striking out “the same quantity of cigars sold” and substituting “the same quantity of cigars or other tobacco sold”.

8. Subsection 41 (2) of the Act is amended by adding the following clause:

- (c.1) establishing and governing requirements with respect to the baling and packaging of raw leaf tobacco and the labelling of baled or packaged tobacco for persons who are required to hold a registration certificate issued under section 2.2 or 7, including,
 - (i) requiring such a person to supply the markers referred to in clauses 2.4 (1) (b) and (2) (b) to another person,
 - (ii) requiring such a person to provide information to the Minister in respect of any markers the person supplies or receives, and
 - (iii) governing the retention or disposal of damaged or unused markers by such a person;

9. Section 43 of the Act is repealed and the following substituted:

Fees

43. The Minister may make regulations,

- (a) requiring the payment of fees in relation to anything that the Minister is required or authorized to do under this Act;
- (b) prescribing the amount of those fees or the manner of determining those fees;
- (c) prescribing the manner in which and the period within which those fees must be paid.

Commencement

10. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

au moins 25 \$ par kilogramme de tabac en feuilles que la personne a aliéné en contravention au paragraphe (3).

7. L’alinéa 29.1 (6) a) de la Loi est modifié par remplacement de «la même quantité de cigares» par «la même quantité de cigares ou d’autres types de tabac».

8. Le paragraphe 41 (2) de la Loi est modifié par adjonction de l’alinéa suivant :

- c.1) établir et régir des exigences à l’égard de la mise en ballots et de l’emballage du tabac en feuilles et de l’étiquetage du tabac mis en ballots ou emballé pour les personnes qui sont tenues d’être titulaires d’un certificat d’inscription délivré en application de l’article 2.2 ou 7, notamment :
 - (i) exiger que ces personnes fournissent les marqueurs visés aux alinéas 2.4 (1) b) et (2) b) à une autre personne,
 - (ii) exiger que ces personnes fournissent des renseignements au ministre à l’égard des marqueurs qu’elles fournissent ou reçoivent,
 - (iii) régir la conservation ou la destruction des marqueurs endommagés ou inutilisés par ces personnes;

9. L’article 43 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Droits

43. Le ministre peut, par règlement :

- a) exiger le paiement de droits relativement à tout ce que la présente loi l’oblige ou l’autorise à faire;
- b) prescrire le montant de ces droits ou la manière d’en établir le montant;
- c) prescrire le mode et le délai de paiement de ces droits.

Entrée en vigueur

10. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l’essor de l’Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

CH 2 ON
XB
B56



Government
Publications

2ND SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

2^e SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

Bill 70

**An Act to implement
Budget measures and to enact
and amend various statutes**

The Hon. C. Sousa
Minister of Finance

Government Bill

1st Reading	November 16, 2016
2nd Reading	December 1, 2016
3rd Reading	
Royal Assent	

*(Reprinted as amended by the Standing Committee
on Finance and Economic Affairs and as reported
to the Legislative Assembly December 7, 2016)*

*(The provisions in this bill will be renumbered
after 3rd Reading)*

Printed by the Legislative Assembly
of Ontario

Projet de loi 70

**Loi visant à mettre en oeuvre
les mesures budgétaires et à édicter
et à modifier diverses lois**

L'honorable C. Sousa
Ministre des Finances

Projet de loi du gouvernement

1 ^{re} lecture	16 novembre 2016
2 ^e lecture	1 ^{er} décembre 2016
3 ^e lecture	
Sanction royale	

*(Réimprimé tel qu'il a été modifié par le
Comité permanent des finances et des affaires
économiques et rapporté à l'Assemblée législative
le 7 décembre 2016)*

*(Les dispositions du présent projet de loi
seront renumérotées après la 3^e lecture)*

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario



This reprint of the Bill is marked to indicate the changes that were made in Committee.

The changes are indicated by underlines for new text and a ~~strike through~~ for deleted text.

La présente réimpression du projet de loi comporte des symboles qui indiquent les modifications apportées en comité.

Le nouveau texte est souligné et le texte supprimé est ~~rayé~~.

EXPLANATORY NOTE

SCHEDULE 1 ALCOHOL AND GAMING REGULATION AND PUBLIC PROTECTION ACT, 1996

Currently, Part II of the *Alcohol and Gaming Regulation and Public Protection Act, 1996* provides for consumer taxes on wine sold at winery retail stores. The taxes consist of a basic tax, a volume tax and an environmental tax. Amendments to Part II impose a phased increase to the basic rate of tax on wine and wine coolers purchased from wine boutiques, which are winery retail stores located inside the shopping area of a grocery store.

Technical amendments are made to the terminology relating to wine taxes. The method of calculating the retail price of wine is re-enacted to parallel the detailed calculation for determining the retail price of spirits.

The Act is also amended to provide that as of July 1, 2017, purchases of spirits from stores operated by a spirits manufacturer are subject to a basic tax, a volume tax and an environmental tax. Manufacturers may distribute, without charge, up to 1,250 litres of spirits in each year exempt from tax. Amendments are made to provide for the collection of the taxes on spirits.

Finally, the Act is amended with respect to microbrewers retaining their status as microbrewers while entering into agreements or arrangements with beer manufacturers that are not microbrewers in limited circumstances.

SCHEDULE 2 ASSESSMENT ACT

The *Assessment Act* is amended to allow the Minister of Finance to make regulations setting out a different method for determining the amount owed by the operators of a public utility. The information disclosure offence in subsection 53 (1) is amended to apply only to information collected under the Act or to information collected pursuant to an assessment appeal or a court proceeding involving an assessment matter.

SCHEDULE 3 CITY OF TORONTO ACT, 2006

Section 278 of the *City of Toronto Act, 2006* currently sets out mandatory reductions in tax rates for subclasses of real property. The percentages are set out in the statute and may be modified by the City's by-laws. Amendments are made to the ability of the City to make these by-laws and to choose reductions within prescribed ranges. The City is also allowed to choose that no reductions apply if authorized to do so by the regulations.

NOTE EXPLICATIVE

ANNEXE 1 LOI DE 1996 SUR LA RÉGLEMENTATION DES ALCOOLS ET DES JEUX ET LA PROTECTION DU PUBLIC

À l'heure actuelle, la partie II de la *Loi de 1996 sur la réglementation des alcools et des jeux et la protection du public* prévoit des taxes à la consommation sur le vin vendu dans les magasins de détail d'établissement vinicole. Il s'agit d'une taxe de base, d'une taxe sur le volume et d'une taxe écologique. Des modifications apportées à la partie II imposent une augmentation progressive du taux de la taxe de base sur le vin ou le vin panaché acheté dans les boutiques de vins, c'est-à-dire les magasins de détail d'établissement vinicole situés dans l'espace commercial d'une épicerie.

Des modifications de forme sont apportées à la terminologie des taxes sur le vin. La méthode de calcul du prix de détail du vin est réécrite pour suivre le modèle de calcul détaillé du prix de détail des spiritueux.

La Loi est également modifiée pour prévoir qu'à compter du 1^{er} juillet 2017, les achats de spiritueux dans les magasins exploités par un fabricant de spiritueux soient assujettis à une taxe de base, à une taxe sur le volume et à une taxe écologique. Les fabricants peuvent distribuer sans frais jusqu'à 1 250 litres de spiritueux par année sans avoir à payer de taxes. Des modifications sont en outre apportées pour prévoir la perception des taxes sur les spiritueux.

Enfin, la Loi est modifiée en ce qui a trait au fait que, dans certaines circonstances restreintes, les microbrasseurs conservent leur statut de microbrasseurs lorsqu'ils concluent des ententes ou des arrangements avec des fabricants de bière qui ne sont pas des microbrasseurs.

ANNEXE 2 LOI SUR L'ÉVALUATION FONCIÈRE

La *Loi sur l'évaluation foncière* est modifiée pour autoriser le ministre des Finances à établir, par règlement, un mode différent de calcul de la somme que doivent verser les exploitants de service public. Une autre modification touche l'infraction, prévue au paragraphe 53 (1), qui résulte de la divulgation de renseignements. Cette infraction ne concernera désormais que les renseignements recueillis en vertu de la Loi ou ceux recueillis dans le cadre d'un appel au sujet d'une évaluation ou d'une instance judiciaire concernant une question d'évaluation.

ANNEXE 3 LOI DE 2006 SUR LA CITÉ DE TORONTO

L'article 278 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* prévoit des réductions obligatoires des taux d'imposition pour certaines sous-catégories de biens immeubles. Les pourcentages fixés dans la Loi peuvent être modifiés par règlements municipaux. Des modifications sont apportées à la capacité de la cité d'adopter ces règlements et de choisir des réductions se situant dans les fourchettes prescrites. Si les règlements l'y autorisent, la cité peut également choisir qu'aucune réduction ne s'applique.

Sections 279, 329 and 331 of the Act allow for the use of graduated tax rates and provide for charity rebates and vacant unit rebates for property in the commercial classes and industrial classes. The sections are amended to permit the Minister of Finance to make regulations providing that the sections may apply to additional property classes not already prescribed under the Act.

Part XII of the Act provides for tax capping on business properties. Various sections within the Part are amended to permit the Minister of Finance to make regulations providing that the Part may apply to additional property classes not already prescribed under the Act. Additional amendments permit regulations made under the Part to provide that they do not apply in the City unless the City opts to have them apply.

Currently, subsection 309 (3) provides for regulations relating to the form and content of tax bills, including information that the bills must contain. An amendment to the subsection would provide that such regulations could set out the method of calculating information relating to tax changes shown on bills. An additional amendment would permit regulations made under the subsection to provide that they do not apply in the City unless the City opts to have them apply.

SCHEDULE 4 COMMODITY FUTURES ACT

The *Commodity Futures Act* is amended by adding a new Part XII.1, which prohibits reprisals against employees for providing information about a possible contravention of Ontario commodity futures law, or a by-law or other regulatory instrument of a recognized self-regulatory organization, or for being involved in an investigation or proceeding related to the information provided.

SCHEDULE 5 CREDIT UNIONS AND CAISSES POPULAIRES ACT, 1994

The Schedule makes the following amendments to the *Credit Unions and Caisses Populaires Act, 1994*:

1. The condition that a credit union can only participate in loan syndications if the borrower is a member of an Ontario credit union that is one of the lenders in the loan syndicate is repealed. This will allow credit unions to participate in syndicated loans outside Ontario.
2. References in the Act to classes of credit unions are repealed.
3. The power of the Deposit Insurance Corporation of Ontario to define "deposit" for the purposes of deposit insurance is repealed.
4. The Lieutenant Governor in Council is authorized to make regulations that set out different deposit insurance limits for different insurable deposits.
5. The Superintendent of Financial Services is permitted to register credit unions from other parts of Canada to allow them to participate in syndicated loans under the Act.

SCHEDULE 6 CROWN EMPLOYEES COLLECTIVE BARGAINING ACT, 1993

The *Crown Employees Collective Bargaining Act, 1993* is amended as follows:

Les articles 279, 329 et 331 de la Loi autorisent l'application de taux d'imposition progressifs et prévoient des remises en faveur des organismes de bienfaisance et des remises à l'égard des locaux vacants pour les biens qui appartiennent aux catégories commerciales et aux catégories industrielles. Ces articles sont modifiés afin de permettre au ministre des Finances de prévoir, par règlement, qu'ils peuvent s'appliquer à d'autres catégories de biens non encore prescrites en vertu de la Loi.

La partie XII de la Loi prévoit le plafonnement de l'impôt sur les biens d'entreprise. Plusieurs de ses articles sont modifiés pour permettre au ministre des Finances de prendre des règlements prévoyant que cette partie peut s'appliquer à d'autres catégories de biens non encore prescrites en vertu de la Loi. D'autres modifications sont apportées pour que les règlements pris en vertu de cette partie puissent prévoir leur application dans la cité uniquement si elle en fait le choix.

À l'heure actuelle, le paragraphe 309 (3) prévoit la prise de règlements concernant la forme et le contenu des relevés d'imposition, notamment les renseignements qui doivent y figurer. Une modification apportée à ce paragraphe prévoit que ces règlements peuvent énoncer le mode de calcul des données sur les modifications d'impôts figurant dans les relevés. Une autre modification est apportée pour que les règlements pris en vertu de ce paragraphe puissent prévoir leur application dans la cité uniquement si elle en fait le choix.

ANNEXE 4 LOI SUR LES CONTRATS À TERME SUR MARCHANDISES

La *Loi sur les contrats à terme sur marchandises* est modifiée par adjonction de la nouvelle partie XII.1, qui interdit l'exercice de représailles contre des employés parce qu'ils ont fourni des renseignements concernant une contravention possible au droit ontarien des contrats à terme sur marchandises ou à un règlement administratif ou autre instrument réglementaire d'un organisme d'autoréglementation reconnu ou qu'ils ont participé à une enquête ou une instance relative aux renseignements fournis.

ANNEXE 5 LOI DE 1994 SUR LES CAISSES POPULAIRES ET LES CREDIT UNIONS

L'annexe apporte les modifications suivantes à la *Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions* :

1. La condition selon laquelle les caisses ne peuvent participer à des syndications de prêt que si l'emprunteur est un sociétaire d'une caisse ontarienne qui est elle-même un des prêteurs membres du syndicat est abrogée. Cette mesure permettra aux caisses de participer à des prêts syndiqués à l'extérieur de l'Ontario.
2. Les mentions dans la loi des catégories de caisses populaires sont abrogées.
3. Le pouvoir qu'a la Société ontarienne d'assurance-dépôts de définir le terme «dépôt» pour les besoins de l'assurance-dépôts est abrogé.
4. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à prendre des règlements qui fixent des plafonds d'assurance-dépôts différents selon les types de dépôt assurables.
5. Le surintendant des services financiers peut inscrire des caisses populaires d'autres régions du Canada pour leur permettre de participer à des prêts syndiqués au titre de la Loi.

ANNEXE 6 LOI DE 1993 SUR LA NÉGOCIATION COLLECTIVE DES EMPLOYÉS DE LA COURONNE

Les modifications suivantes sont apportées à la *Loi de 1993 sur la négociation collective des employés de la Couronne* :

Section 23 of the Act is amended to set out a list of designated bargaining units for public servants. Consequential amendments are made to the bargaining agent provisions.

The Act is amended by adding a new Part III.1, which sets out a mandatory interest arbitration regime for the Correctional Bargaining Unit. The Unit is required to settle a dispute by arbitration if a conciliation officer appointed under the *Labour Relations Act, 1995* is unable to effect a collective agreement. The arbitration procedure is provided for in the new Part.

The Minister is given regulation-making powers relating to the mandatory interest arbitration regime.

SCHEDULE 7 FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

The *Financial Administration Act* permits the Lieutenant Governor in Council to use loans or securities to raise money for refinancing loans and securities. The Schedule amends the way that the Lieutenant Governor in Council's order authorizes the refinancing, so that it states a maximum aggregate amount in Canadian dollars, the Minister of Finance may approve a method of calculating the conversion into Canadian dollars of the amount necessary for refinancing a loan or security that is denominated in a foreign currency.

Also, when money is raised in a foreign currency, the conversion of the amount raised is based on the spot exchange rate rather than the noon spot exchange rate.

SCHEDULE 8 FINANCIAL SERVICES REGULATORY AUTHORITY OF ONTARIO ACT, 2016

The Schedule enacts the *Financial Services Regulatory Authority of Ontario Act, 2016*. Section 2 establishes the Financial Services Regulatory Authority of Ontario as a corporation without share capital. The Authority will be a Crown agent.

The object of the Authority is to regulate the regulated sectors as defined in the *Financial Services Commission of Ontario Act, 1997* (section 3). The Authority is required to work with the Minister to prepare for the Authority to carry out that regulatory function (section 4).

Section 5 deals with the provision of information from the Financial Services Commission of Ontario ("FSCO"), the Superintendent of Financial Services and the Deposit Insurance Corporation of Ontario ("DICO") for the purpose of the preparation described above and the transition from that regulatory function being carried out by FSCO, the Superintendent of Financial Services and DICO to that function being carried out by the Authority.

Sections 8 to 10 deal with the directors and employees of the Authority. The directors are appointed by the Lieutenant Governor in Council on the recommendation of the Minister (subsection 8 (3)).

Sections 11 to 18 deal with financial matters. The revenues and investments of the Authority will not form part of the Consolidated Revenue Fund (subsection 11 (1)). Sections 15 and 16 provide for assessments of entities in the regulated sectors to pay for certain expenses and expenditures of the Authority and the Ministry.

The new Act also provides for certain immunities for directors, employees and agents of the Authority and for related matters (sections 19 and 20) and for regulations (section 21).

La nouvelle version de l'article 23 de la Loi énonce la liste des unités de négociation désignées pour les fonctionnaires. Des modifications corrélatives sont apportées aux dispositions portant sur l'agent négociateur.

La partie III.1 est ajoutée à la Loi. Cette nouvelle partie prévoit un régime d'arbitrage obligatoire des différends pour l'Unité de négociation des services correctionnels. Cette unité doit régler tout différend par arbitrage si le conciliateur désigné en application de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* ne parvient pas à conclure une convention collective. La nouvelle partie de la Loi prévoit aussi la procédure d'arbitrage.

Des pouvoirs réglementaires sont attribués au ministre relativement au régime d'arbitrage obligatoire des différends.

ANNEXE 7 LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE

La *Loi sur l'administration financière* autorise le lieutenant-gouverneur en conseil à contracter des emprunts ou à émettre des valeurs mobilières pour réunir les sommes nécessaires au refinancement d'emprunts ou de valeurs mobilières. L'annexe modifie la façon dont le décret du lieutenant-gouverneur en conseil autorise le refinancement, afin qu'il précise un montant total maximal. Pour que ce montant total maximal soit précisé en dollars canadiens, le ministre des Finances peut approuver la méthode de conversion en dollars canadiens de la somme nécessaire au refinancement d'un emprunt ou d'une valeur mobilière libellé dans une devise étrangère.

De plus, lorsqu'une somme est réunie dans une devise étrangère, sa conversion s'effectue en fonction du cours au comptant plutôt qu'en fonction du cours du comptant à midi.

ANNEXE 8 LOI DE 2016 SUR L'OFFICE ONTARIEN DE RÉGLEMENTATION DES SERVICES FINANCIERS

L'annexe édicte la *Loi de 2016 sur l'Office ontarien de réglementation des services financiers*. L'article 2 crée l'Office ontarien de réglementation des services financiers en tant que personne morale sans capital-actions. L'Office sera un mandataire de la Couronne.

L'Office a pour mission de réglementer les secteurs réglementés, au sens de la *Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l'Ontario* (article 3). L'Office doit collaborer avec le ministre pour se préparer à prendre en charge la mission de réglementation (article 4).

L'article 5 porte sur la communication de renseignements par la Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO), le surintendant des services financiers et la Société ontarienne d'assurance-dépôts (SOAD) dans le cadre de la préparation susmentionnée et de la transition à effectuer pour que l'Office puisse exercer les fonctions de réglementation qu'exercent actuellement la CSFO, le surintendant et la SOAD.

Les articles 8 à 10 portent sur les administrateurs et les employés de l'Office. Les administrateurs sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre (paragraphe 8 (3)).

Les articles 11 à 18 portent sur les questions financières. Les revenus et les placements de l'Office ne feront pas partie du Trésor (paragraphe 11 (1)). Les articles 15 et 16 prévoient l'imposition d'une cotisation aux entités des secteurs réglementés afin de payer certains des frais et dépenses engagés par l'Office et le ministère.

La nouvelle loi prévoit également l'immunité des administrateurs, employés et mandataires de l'Office dans certains cas et des questions connexes (articles 19 et 20) ainsi que la prise de règlements (article 21).

**SCHEDULE 9
FIRE PROTECTION AND PREVENTION ACT, 1997**

Sections 49 and 50 of the *Fire Protection and Prevention Act, 1997*, which provide for conciliation during the collective bargaining process, are repealed. The new section 49 provides for the referral of matters in dispute to arbitration. Section 50.5 of the Act is amended to provide that in making a decision, the board of arbitration may not refer matters in dispute back to the parties to the arbitration. Technical amendments are also made, and transitional matters are provided for.

**SCHEDULE 10
INSURANCE ACT**

Currently under subsection 282 (1) of the *Insurance Act*, the Lieutenant Governor in Council may assess automobile insurers for expenses and expenditures of the Licence Appeal Tribunal relating to the resolution of statutory accident benefits disputes. Insurers are required to pay the amount assessed against them. Insurers who fail to pay their assessment can have their licence cancelled or suspended by the Superintendent. The Schedule adds a new subsection 282 (4.1) providing that the unpaid amount of an assessment is a debt due to the Crown which may be recovered by action or by any other remedy or procedure available by law to the Crown. An amendment is also made to correct a reference in subsection 197 (2).

**SCHEDULE 11
INTERIM APPROPRIATION FOR 2017-2018 ACT, 2016**

The Schedule enacts the *Interim Appropriation for 2017-2018 Act, 2016*, which authorizes expenditures pending the voting of supply for the fiscal year ending on March 31, 2018 up to specified maximum amounts. All expenditures made or recognized under the Act must be charged to the proper appropriation following the voting of supply for the fiscal year ending on March 31, 2018.

**SCHEDULE 12
INVESTMENT MANAGEMENT CORPORATION
OF ONTARIO ACT, 2015**

Currently, subsection 12 (1) of the *Investment Management Corporation of Ontario Act, 2015* requires the board of directors to manage and supervise the activities and affairs of the Corporation. The subsection is amended to require the board to manage or supervise the management of the activities and affairs of the Corporation.

Clause 14 (f) of the Act, which currently prevents the board of directors from delegating its power to establish investment policies, standards and procedures, is repealed.

**SCHEDULE 13
LAND TRANSFER TAX ACT**

Currently under section 2 of the *Land Transfer Tax Act*, tax of 1.5 per cent is payable on the value of the consideration for a conveyance that exceeds \$250,000. If the conveyance is a conveyance of land that contains at least one and not more than two single family residences, tax is payable at the total rate of 2 per cent on the value of the consideration that exceeds \$400,000. Section 2 of the Act is amended to provide that tax of 2 per cent is payable on the value of the consideration for a conveyance that exceeds \$400,000 if the conveyance is tendered for registration on or after January 1, 2017. Section 2 is also amended to provide that tax of 2.5 per cent is payable on the value of the consideration for a conveyance that exceeds \$2,000,000 if the conveyance is a conveyance of land that contains at least one and not more than two single family residences and if the con-

**ANNEXE 9
LOI DE 1997 SUR LA PRÉVENTION
ET LA PROTECTION CONTRE L'INCENDIE**

Les articles 49 et 50 de la *Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie*, qui prévoient le recours à la conciliation pendant la négociation collective, sont abrogés. Le nouvel article 49 prévoit la soumission des questions en litige à l'arbitrage. L'article 50.5 de la Loi est modifié pour prévoir que, lorsqu'il rend une décision, le conseil d'arbitrage ne peut pas renvoyer les questions en litige aux parties à l'arbitrage. Des modifications de forme sont également apportées et des questions transitoires sont prévues.

**ANNEXE 10
LOI SUR LES ASSURANCES**

Le paragraphe 282 (1) de la *Loi sur les assurances* prévoit que le lieutenant-gouverneur en conseil peut fixer à l'intention des assureurs automobiles une cotisation à l'égard des frais et dépenses du Tribunal d'appel en matière de permis qui sont liés au règlement des différends portant sur les indemnités d'accident légales. Les assureurs sont tenus de payer le montant de leur cotisation. Le surintendant peut suspendre ou annuler le permis de ceux qui ne paient pas leur cotisation. L'annexe ajoute le paragraphe 282 (4.1). Ce nouveau paragraphe prévoit que le montant impayé d'une cotisation constitue une créance de la Couronne, qui peut être recouvrée au moyen d'une action ou de tout autre recours ou procédure dont peut se prévaloir la Couronne. Une modification est également apportée au paragraphe 197 (2) pour corriger un renvoi.

**ANNEXE 11
LOI DE 2016 PORTANT AFFECTATION ANTICIPÉE
DE CRÉDITS POUR 2017-2018**

L'annexe édicte la *Loi de 2016 portant affectation anticipée de crédits pour 2017-2018*, laquelle autorise l'engagement de dépenses, jusqu'à concurrence de plafonds déterminés, en attendant le vote des crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018. Après ce vote, toutes les dépenses effectuées ou comptabilisées en vertu de la Loi doivent être imputées à l'affectation de crédits appropriée.

**ANNEXE 12
LOI DE 2015 SUR LA SOCIÉTÉ ONTARIENNE
DE GESTION DES PLACEMENTS**

Dans sa version actuelle, le paragraphe 12 (1) de la *Loi de 2015 sur la Société ontarienne de gestion des placements* exige que le conseil d'administration assure la direction et la surveillance des activités et des affaires internes de la Société. Ce paragraphe est modifié pour exiger que le conseil d'administration gère les activités et les affaires internes de la Société ou en surveille la gestion.

L'alinéa 14 f) de la Loi, qui interdit au conseil d'administration de déléguer son pouvoir d'établir des politiques, des normes et des procédures en matière de placement, est abrogé.

**ANNEXE 13
LOI SUR LES DROITS DE CESSION IMMOBILIÈRE**

À l'heure actuelle, l'article 2 de la *Loi sur les droits de cession immobilière* prévoit que des droits de 1,5 % doivent être payés sur la tranche supérieure à 250 000 \$ de la valeur de la contrepartie versée pour une cession. Si l'objet de la cession est un bien-fonds qui comporte au moins une habitation unifamiliale, mais pas plus de deux, le taux total des droits à acquitter sur la tranche supérieure à 400 000 \$ est de 2 %. L'article 2 est modifié pour prévoir que des droits de 2 % doivent être payés sur la tranche supérieure à 400 000 \$ de la valeur de la contrepartie versée pour une cession si celle-ci est présentée à l'enregistrement le 1^{er} janvier 2017 ou après cette date. Cet article est également modifié pour prévoir que des droits de 2,5 % doivent être payés sur la tranche supérieure à 2 000 000 \$ de la valeur de la contrepartie versée pour une cession si l'objet de la

veyance is tendered for registration on or after January 1, 2017. Certain exceptions are provided for and complementary technical amendments are also made.

The Act is amended by adding new sections 5.0.1 and 5.0.2, which provide for the collection and use of information in certain circumstances.

Section 9.2 of the Act, which provides for a land transfer tax refund for certain first time home purchasers, is amended to provide that, for conveyances or dispositions of qualifying homes that occur on or after January 1, 2017, the refund is only available to Canadian citizens and permanent residents of Canada. Section 9.2 is also amended to provide that the maximum amount of the refund is \$4,000 if the conveyance or disposition of the home occurs after December 31, 2016.

SCHEDULE 14 MINISTRY OF REVENUE ACT

The new section 11.5 of the *Ministry of Revenue Act* allows the Minister to collect and analyse certain information for the purpose of administering and enforcing tax laws, and to conduct related policy, statistical and risk analyses. The Minister is also permitted to enter into an agreement with the Canada Revenue Agency providing for disclosure of certain information.

SCHEDULE 15 MUNICIPAL ACT, 2001

Currently, subsection 218 (1) of the *Municipal Act, 2001* sets out rules governing changes to the composition of an upper-tier municipality's council. The rule in paragraph 2 of that subsection provides that the head of council shall be elected by general vote or by appointment by the members of council. A rule is added providing that the head of council of every regional municipality, other than the County of Oxford, shall be elected by general vote.

A new section 218.1 of the Act specifies that for the regular election in 2018, the head of council of a regional municipality, other than the County of Oxford, shall be elected by general vote. A consequential amendment is made to section 221.

Section 313 of the Act currently sets out mandatory reductions in tax rates for subclasses of real property. The percentages are set out in the statute and may be modified by municipal by-laws. Amendments are made to the ability of municipalities to make these by-laws and to choose reductions within prescribed ranges. Municipalities are also allowed to choose that no reductions apply if authorized to do so by the regulations.

Sections 314, 361 and 364 of the Act allow for the use of graduated tax rates and provide for charity rebates and vacant unit rebates for property in the commercial classes and industrial classes. The sections are amended to permit the Minister of Finance to make regulations providing that the sections may apply to additional property classes not already prescribed under the Act.

Part IX of the Act provides for tax capping on business properties. Various sections within the Part are amended to permit the Minister of Finance to make regulations providing that the Part may apply to additional property classes not already prescribed under the Act. Additional amendments permit regulations made under the Part to provide that they do not apply in a municipality unless the municipality opts to have them apply. An upper-tier municipality would be permitted to delegate this decision to its lower-tiers.

cession est un bien-fonds qui comporte au moins une habitation unifamiliale, mais pas plus de deux, et que la cession est présentée à l'enregistrement le 1^{er} janvier 2017 ou après cette date. Des exceptions sont prévues et des modifications de forme complémentaires sont également apportées à la Loi.

La Loi est modifiée par adjonction des articles 5.0.1 et 5.0.2, qui prévoient la collecte et l'utilisation de renseignements dans certaines circonstances.

L'article 9.2 de la Loi, qui prévoit le remboursement des droits de cession immobilière pour certains acheteurs d'un premier logement, est modifié pour prévoir que, dans le cas des cessions ou aliénations de logements admissibles qui ont lieu le 1^{er} janvier 2017 ou après cette date, ce remboursement n'est offert qu'aux citoyens canadiens et aux résidents permanents du Canada. L'article 9.2 est également modifié pour prévoir que le montant maximal du remboursement est de 4 000 \$ si la cession ou l'aliénation du logement a lieu après le 31 décembre 2016.

ANNEXE 14 LOI SUR LE MINISTÈRE DU REVENU

Le nouvel article 11.5 de la *Loi sur le ministère du Revenu* autorise le ministre à recueillir et à analyser certains renseignements pour assurer l'application et l'exécution des lois fiscales ainsi qu'à effectuer, à cet égard, des analyses de politiques, de statistiques et de risques. Le ministre est également autorisé à conclure avec l'Agence du revenu du Canada un accord prévoyant la divulgation de certains renseignements.

ANNEXE 15 LOI DE 2001 SUR LES MUNICIPALITÉS

À l'heure actuelle, le paragraphe 218 (1) de la *Loi de 2001 sur les municipalités* énonce les règles qui régissent les changements dans la composition du conseil d'une municipalité de palier supérieur. La règle énoncée à la disposition 2 de ce paragraphe prévoit que le président du conseil est élu au scrutin général ou est nommé par les membres du conseil. Une règle est ajoutée pour prévoir que le président du conseil de chaque municipalité régionale, autre que le comté d'Oxford, est élu au scrutin général.

Le nouvel article 218.1 de la Loi précise qu'en ce qui concerne les élections ordinaires de 2018 le président du conseil de chaque municipalité régionale, autre que le comté d'Oxford, sera élu au scrutin général. Une modification corrélatrice est apportée à l'article 221.

L'article 313 de la Loi prévoit des réductions obligatoires des taux d'imposition pour certaines sous-catégories de biens immeubles. Les pourcentages fixés dans la Loi peuvent être modifiés par règlements municipaux. Des modifications sont apportées à la capacité des municipalités d'adopter ces règlements et de choisir des réductions se situant dans les fourchettes prescrites. Si les règlements les y autorisent, les municipalités peuvent également choisir qu'aucune réduction ne s'applique.

Les articles 314, 361 et 364 de la Loi autorisent l'application de taux d'imposition progressifs et prévoient des remises en faveur des organismes de bienfaisance et des remises à l'égard des locaux vacants pour les biens qui appartiennent aux catégories commerciales et aux catégories industrielles. Ces articles sont modifiés afin de permettre au ministre des Finances de prévoir, par règlement, qu'ils peuvent s'appliquer à d'autres catégories de biens non encore prescrites en vertu de la Loi.

La partie IX de la Loi prévoit le plafonnement de l'impôt sur les biens d'entreprise. Plusieurs de ses articles sont modifiés pour permettre au ministre des Finances de prendre des règlements prévoyant que cette partie peut s'appliquer à d'autres catégories de biens non encore prescrites en vertu de la Loi. D'autres modifications sont apportées pour que les règlements pris en vertu de cette partie puissent prévoir leur application uniquement dans les municipalités qui en font le choix. Les municipalités de palier supérieur pourront déléguer cette décision à leurs municipalités de palier inférieur.

Currently, subsection 344 (3) provides for regulations relating to the form and content of tax bills, including information that the bills must contain. An amendment to the subsection would provide that such regulations could set out the method of calculating information relating to tax changes shown on bills. An additional amendment would permit regulations made under the subsection to provide that they do not apply in a municipality unless the municipality opts to have them apply. An upper-tier municipality would be permitted to delegate this decision to its lower-tiers.

SCHEDULE 16 OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY ACT

The Schedule amends the *Occupational Health and Safety Act* to give the Chief Prevention Officer the power to accredit health and safety management systems, and to give recognition to employers who use accredited health and safety management systems. The Chief Prevention Officer may also establish standards and criteria that must be met by health and safety management systems or employers in order to receive accreditation or recognition. Related amendments are also made.

SCHEDULE 17 ONTARIO COLLEGE OF TRADES AND APPRENTICESHIP ACT, 2009

The Schedule makes various amendments to the *Ontario College of Trades and Apprenticeship Act, 2009*. The significant amendments are as follows:

1. The College of Trades Appointments Council is continued as the College of Trades Appointments Council and Classification Roster. The modified body has two branches, the Appointments Council and the Classification Roster. The branch known as the Appointments Council has the same duties as the current College of Trades Appointments Council. The main duty of the branch known as the Classification Roster is to determine matters relating to the classification or reclassification of trades as voluntary or compulsory. This function is currently performed by review panels established by the Ontario College of Trades.
2. The Schedule also provides that a classification panel may determine which practices within the scope of practice for a compulsory trade should constitute engaging in the practice of the trade for the purposes of enforcing sections 2 and 4 of the Act.
3. The Schedule includes provisions setting out how trades may be referred to a classification panel, the procedures that apply upon a referral and addresses other related matters.
4. A new Part is added to the Act providing for the issuance of notices of contravention requiring a person to pay an administrative penalty. The Part sets out factors that must be considered before a notice of contravention may be issued, such as the risk of harm to the public and other persons, and the scopes of practice of relevant trades. A person who receives a notice of contravention may apply for a review of the notice by the Ontario Labour Relations Board. Provisions are included regarding the conduct of a review and the enforcement of an administrative penalty.
5. The Schedule includes a provision that requires that the Ontario College of Trades establish a compliance and

À l'heure actuelle, le paragraphe 344 (3) prévoit la prise de règlements concernant la forme et le contenu des relevés d'imposition, notamment les renseignements qui doivent y figurer. Une modification apportée à ce paragraphe prévoit que ces règlements peuvent énoncer le mode de calcul des données sur les modifications d'impôts figurant dans les relevés. Une autre modification est apportée pour que les règlements pris en vertu de ce paragraphe puissent prévoir leur application uniquement dans les municipalités qui en font le choix. Les municipalités de palier supérieur pourront déléguer cette décision à leurs municipalités de palier inférieur.

ANNEXE 16 LOI SUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL

L'annexe modifie la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* pour donner au directeur général de la prévention le pouvoir d'accréditer des systèmes de gestion de la santé et de la sécurité et d'accorder une reconnaissance aux employeurs qui utilisent des systèmes de gestion de la santé et de la sécurité accrédités. Le directeur général de la prévention peut également établir les normes et les critères auxquels doivent satisfaire les systèmes de gestion de la santé et de la sécurité ou les employeurs pour recevoir l'accréditation ou la reconnaissance. Des modifications connexes sont également apportées à la Loi.

ANNEXE 17 LOI DE 2009 SUR L'ORDRE DES MÉTIERS DE L'ONTARIO ET L'APPRENTISSAGE

L'annexe apporte diverses modifications à la *Loi de 2009 sur l'Ordre des métiers de l'Ontario et l'apprentissage*. Les modifications importantes sont les suivantes :

1. Le Conseil des nominations de l'Ordre des métiers est prorogé sous le nom de Conseil des nominations et Registre du classement de l'Ordre des métiers. L'organisme modifié comporte deux composantes : le Conseil des nominations et le Registre du classement. La composante appelée Conseil des nominations a les mêmes fonctions que l'actuel Conseil des nominations de l'Ordre des métiers. La principale fonction de la composante appelée Registre du classement est de trancher les questions relatives au classement ou au reclassement des métiers comme métier à accréditation facultative ou obligatoire. Cette fonction est actuellement exercée par des comités d'examen créés par l'Ordre des métiers de l'Ontario.
2. L'annexe prévoit également qu'un comité de classement peut déterminer quelles activités relevant du champ d'exercice d'un métier à accréditation obligatoire devraient constituer l'exercice du métier pour l'application des articles 2 et 4 de la Loi.
3. L'annexe comprend des dispositions énonçant la façon dont les métiers peuvent être renvoyés à un comité de classement ainsi que les processus applicables en cas de renvoi, et traite d'autres questions connexes.
4. Une nouvelle partie est ajoutée à la Loi afin de prévoir la délivrance d'avis de contravention exigeant d'une personne qu'elle paie une pénalité administrative. Cette partie énonce les facteurs qu'il faut prendre en compte avant de délivrer un avis de contravention, notamment l'existence d'un risque de préjudice pour le public ou d'autres personnes et les champs d'exercice des métiers pertinents. La personne qui reçoit un avis de contravention peut en demander la révision par la Commission des relations de travail de l'Ontario. Des dispositions sont incluses concernant la conduite d'une révision et l'exécution d'une pénalité administrative.
5. L'annexe comprend une disposition qui exige que l'Ordre des métiers de l'Ontario établisse, d'une part,

enforcement policy and a Compliance and Enforcement Committee to advise the Board on addressing compliance and enforcement issues in respect of matters within the jurisdiction of the College.

6. Related regulation-making powers are added or amended.

SCHEDULE 18 ONTARIO RETIREMENT PENSION PLAN LEGISLATION REPEAL ACT, 2016

The Act set out in this Schedule does the following:

1. Dissolves the Ontario Retirement Pension Plan Administration Corporation.
2. Transfers the dissolved Corporation's assets and liabilities to the Crown in right of Ontario.
3. Grants immunity to former directors, officers and employees of the dissolved Corporation for any act or omission done in good faith in the performance or exercise or intended performance or exercise of their duties and powers.
4. Repeals the *Ontario Retirement Pension Plan Act, 2015*, the *Ontario Retirement Pension Plan Administration Corporation Act, 2015* and the *Ontario Retirement Pension Plan Act (Strengthening Retirement Security for Ontarians), 2016*.
5. Makes consequential amendments to various Acts.

SCHEDULE 19 PENSION BENEFITS ACT

The *Pension Benefits Act* is amended. Here are some highlights.

Currently, section 42 of the Act provides certain portability options to a former member of a pension plan. In the circumstances set out in that section, a former member can require the administrator of the former member's pension plan to pay an amount equal to the commuted value of the person's deferred pension to another pension plan, to a prescribed retirement savings arrangement or for the purchase of a life annuity. The Schedule amends the Act to provide that section 42 also applies, with necessary modifications, to a retired member who is entitled to begin to receive a pension from the pension fund by virtue of having reached the normal retirement date under the pension plan but who has not yet elected to receive the pension, if the pension plan so permits. Technical consequential changes are made to the current and unproclaimed versions of subsection 1.1 (4) of the Act.

The Schedule also amends the Act to require the approval of the Superintendent of Financial Services before an administrator appointed under the Act may purchase life annuities in connection with the wind up of a pension plan. The Superintendent is required to approve the purchase within the prescribed period after approving the wind up report in respect of the pension plan under section 70 of the Act.

The Schedule also amends the Act to permit the Lieutenant Governor in Council to make regulations exempting employers and successor employers from the requirement to pay certain amounts into a pension fund under section 75 of the Act where a pension plan is wound up. Such an exemption would be available only if the following circumstances exist:

une politique d'observation et d'application des mesures législatives et, d'autre part, un Comité d'observation et d'application des mesures législatives chargé de conseiller le conseil sur la façon de régler les problèmes d'observation et d'application des mesures législatives à l'égard des questions relevant de l'Ordre.

6. Des pouvoirs réglementaires connexes sont ajoutés ou modifiés.

ANNEXE 18 LOI DE 2016 ABROGEANT LA LÉGISLATION SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DE LA PROVINCE DE L'ONTARIO

La loi figurant à l'annexe fait ce qui suit :

1. Elle dissout la Société d'administration du Régime de retraite de la province de l'Ontario.
2. Elle transfère les actifs et les passifs de la Société à la Couronne du chef de l'Ontario.
3. Elle accorde l'immunité aux anciens administrateurs, dirigeants et employés de la Société dissoute pour les actes accomplis ou les omissions commises de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs pouvoirs et fonctions.
4. Elle abroge la *Loi de 2015 sur le Régime de retraite de la province de l'Ontario*, la *Loi de 2015 sur la Société d'administration du Régime de retraite de la province de l'Ontario* et la *Loi de 2016 sur le Régime de retraite de la province de l'Ontario (sécuriser la retraite en Ontario)*.
5. Elle apporte des modifications corrélatives à diverses lois.

ANNEXE 19 LOI SUR LES RÉGIMES DE RETRAITE

Des modifications sont apportées à la *Loi sur les régimes de retraite*. En voici l'essentiel.

L'article 42 de la Loi prévoit des options relatives à la transférabilité dont peuvent se prévaloir les anciens participants à un régime de retraite. Dans les circonstances indiquées à cet article, tout ancien participant peut exiger que l'administrateur du régime paie un montant égal à la valeur de rachat de sa pension différée à un autre régime de retraite, à un arrangement d'épargne-retraite prescrit ou pour la constitution d'une rente viagère. L'annexe modifie la Loi de sorte que l'article 42 s'applique également, avec les adaptations nécessaires, à tout participant retraité qui a le droit de commencer à recevoir une pension de la caisse de retraite du fait qu'il a atteint la date normale de retraite prévue par le régime de retraite, mais qui n'a pas encore choisi de recevoir la pension, si le régime le permet. Des modifications corrélatives de forme sont apportées à la version en vigueur et à celle non encore proclamée du paragraphe 1.1 (4) de la Loi.

L'annexe modifie également la Loi pour que l'approbation du surintendant des services financiers soit requise avant qu'un administrateur nommé en vertu de la Loi puisse constituer des rentes viagères dans le cadre de la liquidation d'un régime de retraite. Le surintendant est tenu d'approuver la constitution des rentes dans le délai prescrit après avoir approuvé le rapport de liquidation du régime de retraite en application de l'article 70 de la Loi.

De plus, l'annexe modifie la Loi afin de permettre au lieutenant-gouverneur en conseil de prendre des règlements pour exempter des employeurs et des employeurs subséquents de l'obligation de verser certaines sommes à une caisse de retraite en application de l'article 75 de la Loi en cas de liquidation d'un régime de retraite. Une telle exemption n'est possible que si les conditions suivantes sont réunies :

1. As a result of an application under the *Companies' Creditors Arrangement Act* (Canada), a court made an order on or before December 31, 2015 staying all proceedings taken against the employer.
2. The Superintendent of Financial Services has approved an agreement with respect to the employer's liability under section 75 and with respect to the liability of the successor employer, if any.

The Act is also amended to provide the Superintendent of Financial Services with the authority to impose administrative penalties for contravening a requirement established under the Act or a prescribed provision of the Act or the regulations. General penalties and penalties given in accordance with a summary process are provided for, and maximum penalty amounts are set out for each type of penalty.

The Lieutenant Governor in Council is given the power to make regulations governing administrative penalties imposed under the Act and respecting the timing and manner of allocating amounts from the Pension Benefits Guarantee Fund and paying those amounts to pension plans.

SCHEDULE 20 PROVINCIAL LAND TAX ACT, 2006

The *Provincial Land Tax Act, 2006* is amended to give the Minister the ability to make regulations providing for tax rebates to owners of property that have vacant portions in any property class other than the residential property class, the multi-residential property class, the farm property class, the pipe line property class or the managed forests property class, instead of being restricted to properties in the commercial property class or the industrial property class.

SCHEDULE 21 REGISTERED INSURANCE BROKERS ACT

Various technical corrections are made to the *Registered Insurance Brokers Act*.

SCHEDULE 22 RETAIL SALES TAX ACT

The Schedule adds new subsections 4.2 (3.1) and (3.2) to the *Retail Sales Tax Act* to allow the Minister of Finance to approve the use of industry standard publications for determining the average wholesale price of a specified vehicle.

SCHEDULE 23 SECURITIES ACT

Currently, under section 127 of the *Securities Act*, the Commission cannot, without a hearing, make an order prohibiting a person or company from acquiring any securities. Subsection 127 (5) is amended to authorize the Commission to make a temporary order for such a prohibition, if the length of time required to conclude a hearing could be prejudicial to the public interest. An amendment is also made to subsection 127 (8) respecting the extension of the temporary order.

SCHEDULE 24 SUPPLEMENTARY INTERIM APPROPRIATION FOR 2016-2017 ACT, 2016

The Schedule enacts the *Supplementary Interim Appropriation for 2016-2017 Act, 2016*, which authorizes expenditures pending the voting of supply for the fiscal year ending on March 31, 2017 up to specified maximum amounts. The expenditures authorized are in addition to those authorized under the *Interim*

1. Par suite de la présentation d'une demande au titre de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada), un tribunal a rendu, le 31 décembre 2015 ou avant cette date, une ordonnance suspendant toute procédure intentée contre l'employeur.
2. Le surintendant des services financiers a approuvé un accord à l'égard de la responsabilité de l'employeur prévue à l'article 75 et à l'égard de la responsabilité de l'employeur subséquent, le cas échéant.

La Loi est également modifiée pour donner au surintendant des services financiers le pouvoir d'imposer des pénalités administratives en cas de contravention à une exigence établie en vertu de la Loi ou à une disposition prescrite de la Loi ou des règlements. Les modifications prévoient des pénalités générales et des pénalités imposées conformément à un processus sommaire et fixent des montants maximaux pour chaque type de pénalité.

Le lieutenant-gouverneur en conseil est investi du pouvoir de prendre des règlements régissant les pénalités administratives imposées en vertu de la Loi et traitant des délais et du mode d'attribution de sommes prélevées sur le Fonds de garantie des prestations de retraite et de versement de ces sommes à des régimes de retraite.

ANNEXE 20 LOI DE 2006 SUR L'IMPÔT FONCIER PROVINCIAL

La *Loi de 2006 sur l'impôt foncier provincial* est modifiée afin que le ministre puisse prendre des règlements prévoyant des remises d'impôt en faveur des propriétaires de biens dont des parties sont vacantes et qui appartiennent à n'importe quelle catégorie autre que la catégorie des biens résidentiels, la catégorie des immeubles à logements multiples, la catégorie des biens agricoles, la catégorie des pipelines ou la catégorie des forêts aménagées, au lieu de remises restreintes aux biens appartenant à la catégorie des biens commerciaux ou à la catégorie des biens industriels.

ANNEXE 21 LOI SUR LES COURTIERS D'ASSURANCES INSCRITS

Diverses modifications de forme sont apportées à la *Loi sur les courtiers d'assurances inscrits*.

ANNEXE 22 LOI SUR LA TAXE DE VENTE AU DÉTAIL

L'annexe ajoute les paragraphes (3.1) et (3.2) à l'article 4.2 de la *Loi sur la taxe de vente au détail* pour permettre au ministre des Finances d'approuver l'utilisation de publications sectorielles pour calculer le prix de gros moyen d'un véhicule déterminé.

ANNEXE 23 LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES

Dans sa version actuelle, l'article 127 de la *Loi sur les valeurs mobilières* ne permet pas à la Commission de rendre, sans tenir d'audience, une ordonnance interdisant à une personne ou à une compagnie d'acquiescer des valeurs mobilières. Le paragraphe (5) de cet article est modifié pour autoriser la Commission à rendre une ordonnance temporaire interdisant une telle acquisition dans le cas où la période nécessaire pour terminer une audience pourrait être préjudiciable à l'intérêt public. Une modification est également apportée au paragraphe 127 (8) en ce qui concerne la prorogation de l'ordonnance temporaire.

ANNEXE 24 LOI SUPPLÉMENTAIRE DE 2016 PORTANT AFFECTATION ANTICIPÉE DE CRÉDITS POUR 2016-2017

L'annexe édicte la *Loi supplémentaire de 2016 portant affectation anticipée de crédits pour 2016-2017*, laquelle autorise l'engagement de dépenses, jusqu'à concurrence de plafonds déterminés, en attendant le vote des crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017. Les dépenses autorisées s'ajoutent à

Appropriation for 2016-2017 Act, 2015. All expenditures made or recognized under the *Interim Appropriation for 2016-2017 Act, 2015* and this Act must be charged to the proper appropriation following the voting of supply for the fiscal year ending on March 31, 2017.

SCHEDULE 25 TAXATION ACT, 2007

The Schedule makes the following technical amendments to the *Taxation Act, 2007*:

1. A reference to “the highest individual percentage” is included as a result of changes in the Federal Act.
2. Section 9 of the Act is amended so that the termination of the federal education tax credit does not affect the calculation of the Ontario tax credit for unused tuition and education tax credits, or the calculation of the Ontario education tax credit.
3. A reference to the “Canada child tax benefit” is updated to “Canada child benefit” as a result of changes in the Federal Act.

Section 93 of the Act, which governs the Ontario interactive digital media tax credit, is amended to establish a deadline for applications for certification made under that section.

SCHEDULE 26 TOBACCO TAX ACT

The *Tobacco Tax Act* is amended as follows:

The requirements to provide different types of information to the Minister on request that apply to a person who holds a raw leaf tobacco registration certificate issued under section 2.2 are extended to persons who hold a manufacturer’s registration certificate under section 7.

The penalties for being convicted of an offence in respect of raw leaf tobacco under sections 2.2, 2.3, 2.4 and 23.0.1 are amended to include an additional fine reflecting the quantity of raw leaf tobacco involved in the offence. The fines in section 2.3 are also increased and imprisonment is allowed for in certain circumstances.

The penalty for contravening section 2.3 is increased and an additional amount is added to reflect the quantity of raw leaf tobacco involved.

New offences and penalties are established for failing to comply with the requirements in section 3.1 with respect to retail dealers’ permits.

The Minister is given the power to make regulations governing the activities of persons with respect to the baling and packaging of raw leaf tobacco.

Section 43 is repealed and replaced. The new section 43 allows the Minister to make regulations governing fees under the Act.

celles prévues par la *Loi de 2015 portant affectation anticipée de crédits pour 2016-2017*. Après ce vote, toutes les dépenses effectuées ou comptabilisées en vertu de cette loi et de la loi édictée par l’annexe doivent être imputées à l’affectation de crédits appropriée.

ANNEXE 25 LOI DE 2007 SUR LES IMPÔTS

L’annexe apporte les modifications de forme suivantes à la *Loi de 2007 sur les impôts* :

1. La mention «le taux d’imposition supérieur» est incluse en raison de modifications apportées à la loi fédérale.
2. L’article 9 de la Loi est modifié afin que la suppression du crédit d’impôt fédéral pour études n’ait pas d’incidence sur le calcul du crédit d’impôt de l’Ontario à l’égard des crédits d’impôt pour frais de scolarité et pour études inutilisés ni sur le calcul du crédit d’impôt de l’Ontario pour études.
3. La mention «prestation fiscale canadienne pour enfants» est remplacée par la mention «allocation canadienne pour enfants» en raison de modifications apportées à la loi fédérale.

L’article 93 de la Loi, qui régit le crédit d’impôt de l’Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques, est modifié pour fixer le délai de présentation des demandes d’attestation prévues à cet article.

ANNEXE 26 LOI DE LA TAXE SUR LE TABAC

Les modifications suivantes sont apportées à la *Loi de la taxe sur le tabac* :

Les exigences qui s’appliquent aux titulaires d’un certificat d’inscription à l’égard du tabac en feuilles délivré en application de l’article 2.2 et selon lesquelles ils doivent fournir différents types de renseignements au ministre, à sa demande, s’appliquent désormais aux titulaires d’un certificat d’inscription de fabricant délivré en application de l’article 7.

Les peines prévues aux articles 2.2, 2.3, 2.4 et 23.0.1 en cas de déclaration de culpabilité à l’égard d’une infraction relative au tabac en feuilles sont modifiées pour inclure une amende supplémentaire proportionnelle à la quantité de tabac en feuilles en cause dans l’infraction. Les amendes prévues à l’article 2.3 sont également augmentées et une peine d’emprisonnement est possible dans certaines circonstances.

La pénalité prévue en cas de contravention à l’article 2.3 est augmentée et elle est majorée d’un montant proportionnel à la quantité de tabac en feuilles en cause.

De nouvelles infractions et pénalités sont établies en cas de non-respect des exigences de l’article 3.1 relatives aux permis de détaillant.

Le ministre est investi du pouvoir de régir, par règlement, les activités de personnes en ce qui concerne la mise en ballots et l’emballage du tabac en feuilles.

L’article 43 est abrogé et remplacé. Le nouvel article 43 permet au ministre de prendre des règlements qui régissent les droits prévus par la Loi.

**An Act to implement
Budget measures and to enact
and amend various statutes**

**Loi visant à mettre en oeuvre
les mesures budgétaires et à édicter
et à modifier diverses lois**

CONTENTS

1.	Contents of this Act
2.	Commencement
3.	Short title
Schedule 1	Alcohol and Gaming Regulation and Public Protection Act, 1996
Schedule 2	Assessment Act
Schedule 3	City of Toronto Act, 2006
Schedule 4	Commodity Futures Act
Schedule 5	Credit Unions and Caisses Populaires Act, 1994
Schedule 6	Crown Employees Collective Bargaining Act, 1993
Schedule 7	Financial Administration Act
Schedule 8	Financial Services Regulatory Authority of Ontario Act, 2016
Schedule 9	Fire Protection and Prevention Act, 1997
Schedule 10	Insurance Act
Schedule 11	Interim Appropriation for 2017-2018 Act, 2016
Schedule 12	Investment Management Corporation of Ontario Act, 2015
Schedule 13	Land Transfer Tax Act
Schedule 14	Ministry of Revenue Act
Schedule 15	Municipal Act, 2001
Schedule 16	Occupational Health and Safety Act
Schedule 17	Ontario College of Trades and Apprenticeship Act, 2009
Schedule 18	Ontario Retirement Pension Plan Legislation Repeal Act, 2016
Schedule 19	Pension Benefits Act
Schedule 20	Provincial Land Tax Act, 2006
Schedule 21	Registered Insurance Brokers Act
Schedule 22	Retail Sales Tax Act
Schedule 23	Securities Act
Schedule 24	Supplementary Interim Appropriation for 2016-2017 Act, 2016
Schedule 25	Taxation Act, 2007
Schedule 26	Tobacco Tax Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Contents of this Act

1. This Act consists of this section, sections 2 and 3 and the Schedules to this Act.

SOMMAIRE

1.	Contenu de la présente loi
2.	Entrée en vigueur
3.	Titre abrégé
Annexe 1	Loi de 1996 sur la réglementation des alcools et des jeux et la protection du public
Annexe 2	Loi sur l'évaluation foncière
Annexe 3	Loi de 2006 sur la cité de Toronto
Annexe 4	Loi sur les contrats à terme sur marchandises
Annexe 5	Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions
Annexe 6	Loi de 1993 sur la négociation collective des employés de la Couronne
Annexe 7	Loi sur l'administration financière
Annexe 8	Loi de 2016 sur l'Office ontarien de réglementation des services financiers
Annexe 9	Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie
Annexe 10	Loi sur les assurances
Annexe 11	Loi de 2016 portant affectation anticipée de crédits pour 2017-2018
Annexe 12	Loi de 2015 sur la Société ontarienne de gestion des placements
Annexe 13	Loi sur les droits de cession immobilière
Annexe 14	Loi sur le ministère du Revenu
Annexe 15	Loi de 2001 sur les municipalités
Annexe 16	Loi sur la santé et la sécurité au travail
Annexe 17	Loi de 2009 sur l'Ordre des métiers de l'Ontario et l'apprentissage
Annexe 18	Loi de 2016 abrogeant la législation sur le Régime de retraite de la province de l'Ontario
Annexe 19	Loi sur les régimes de retraite
Annexe 20	Loi de 2006 sur l'impôt foncier provincial
Annexe 21	Loi sur les courtiers d'assurances inscrits
Annexe 22	Loi sur la taxe de vente au détail
Annexe 23	Loi sur les valeurs mobilières
Annexe 24	Loi supplémentaire de 2016 portant affectation anticipée de crédits pour 2016-2017
Annexe 25	Loi de 2007 sur les impôts
Annexe 26	Loi de la taxe sur le tabac

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Contenu de la présente loi

1. La présente loi est constituée du présent article, des articles 2 et 3 et de ses annexes.

Commencement

2. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

(2) The Schedules to this Act come into force as provided in each Schedule.

(3) If a Schedule to this Act provides that any provisions are to come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, a proclamation may apply to one or more of those provisions, and proclamations may be issued at different times with respect to any of those provisions.

Short title

3. The short title of this Act is the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016*.

Entrée en vigueur

2. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

(2) Les annexes de la présente loi entrent en vigueur comme le prévoit chacune d'elles.

(3) Si une annexe de la présente loi prévoit que l'une ou l'autre de ses dispositions entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, la proclamation peut s'appliquer à une ou à plusieurs d'entre elles. En outre, des proclamations peuvent être prises à des dates différentes en ce qui concerne n'importe lesquelles de ces dispositions.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)*.

**SCHEDULE 1
ALCOHOL AND GAMING REGULATION
AND PUBLIC PROTECTION ACT, 1996**

1. The heading to Part II of the *Alcohol and Gaming Regulation and Public Protection Act, 1996* is repealed and the following substituted:

**PART II
TAX ON BEER, WINE AND SPIRITS**

2. (1) The definition of “authorized grocery store” in subsection 17 (1) of the Act is amended by striking out “through a winery retail store on the grocery store’s premises” at the end and substituting “from a wine boutique located inside the shopping area of the grocery store”.

(2) The definition of “collector” in subsection 17 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

“collector” means a beer vendor, an authorized grocery store, a spirits manufacturer, a winery or, if it remits taxes to the Minister, an affiliate of a winery; (“percepteur”)

(3) Subsection 17 (1) of the Act is amended by adding the following definitions:

“distillery retail store” means a store in Ontario owned and operated by a spirits manufacturer from which the manufacturer is authorized under clause 3 (1) (e) of the *Liquor Control Act* to sell spirits to purchasers; (“magasin de détail de distillerie”)

“liquor” has the same meaning as in the *Liquor Licence Act*; (“boisson alcoolique”)

(4) The definition of “Minister” in subsection 17 (1) of the Act is amended by striking out “Revenue” and substituting “Finance”.

(5) The definition of “purchaser” in subsection 17 (1) of the Act is amended,

(a) by striking out “beer, wine or a wine cooler” in the portion before clause (a) and substituting “liquor”;

(b) by striking out “the beer, wine or wine cooler” in clause (b) and substituting “the liquor”.

(6) Subsection 17 (1) of the Act is amended by adding the following definitions:

“spirits” has the same meaning as in the *Liquor Licence Act*; (“spiritueux”)

“spirits cooler” means a beverage that contains more than 0.5 of 1 per cent but less than or equal to 14.8 per cent alcohol by volume obtained from distillation; (“spiritueux panaché”)

“spirits manufacturer” means a manufacturer authorized under the *Liquor Control Act* to sell its spirits in stores that it owns and operates; (“fabricant de spiritueux”)

**ANNEXE 1
LOI DE 1996 SUR LA RÉGLEMENTATION
DES ALCOOLS ET DES JEUX
ET LA PROTECTION DU PUBLIC**

1. L’intertitre de la partie II de la *Loi de 1996 sur la réglementation des alcools et des jeux et la protection du public* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

**PARTIE II
TAXES SUR LA BIÈRE, LE VIN
ET LES SPIRITUEUX**

2. (1) La définition de «épicerie autorisée» au paragraphe 17 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «fourni par l’intermédiaire d’un magasin de détail d’établissement vinicole sur les lieux de l’épicerie» par «provenant d’une boutique de vins située dans l’espace commercial de l’épicerie» à la fin de la définition.

(2) La définition de «percepteur» au paragraphe 17 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«percepteur» Vendeur de bière, épicerie autorisée, fabricant de spiritueux, établissement vinicole ou, s’il remet des taxes au ministre, membre du même groupe qu’un établissement vinicole. («collector»)

(3) Le paragraphe 17 (1) de la Loi est modifié par adjonction des définitions suivantes :

«boisson alcoolique» S’entend au sens que la *Loi sur les permis d’alcool* donne au terme «alcool». («liquor»)

«magasin de détail de distillerie» Magasin en Ontario dont le propriétaire-exploitant est une distillerie et dans lequel cette dernière est autorisée en vertu de l’alinéa 3 (1) e) de la *Loi sur les alcools* à vendre des spiritueux à des acheteurs. («distillery retail store»)

(4) La définition de «ministre» au paragraphe 17 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «du Revenu» par «des Finances».

(5) La définition de «acheteur» au paragraphe 17 (1) de la Loi est modifiée :

a) par remplacement de «de la bière, du vin ou du vin panaché» par «des boissons alcooliques» dans le passage qui précède l’alinéa a);

b) par remplacement de «la bière, le vin ou le vin panaché» par «les boissons alcooliques» à l’alinéa b).

(6) Le paragraphe 17 (1) de la Loi est modifié par adjonction des définitions suivantes :

«boutique de vins» Magasin de détail d’établissement vinicole :

a) qui, d’une part, est situé dans l’espace commercial d’une épicerie;

b) où, d’autre part, l’établissement vinicole est autorisé en vertu de la *Loi sur les alcools* à vendre du vin au public. («wine boutique»)

«fabricant de spiritueux» Fabricant autorisé en vertu de la

“wine boutique” means a winery retail store,

- (a) that is located inside the shopping area of a grocery store, and
- (b) from which the winery is authorized under the *Liquor Control Act* to sell wine to the public; (“boutique de vins”)

(7) The definition of “winery retail store” in subsection 17 (1) of the Act is amended by striking out “at which a winery is authorized” and substituting “from which the winery is authorized”.

(8) The portion before paragraph 1 of subsection 17 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Persons deemed to be purchasers

(2) In the following circumstances, the following persons are deemed to be purchasers that are liable to pay tax under this Part:

(9) Subsection 17 (2) of the Act is amended by adding the following paragraph:

- 5. A spirits manufacturer that distributes spirits in Ontario without charge, but only with respect to the spirits distributed without charge.

(10) Subsection 17 (2.1) of the Act is repealed.

(11) Subsection 17 (3) of the Act is amended,

- (a) by striking out “beer, wine or a wine cooler” at the end of the portion before clause (a) and substituting “liquor”;
- (b) by striking out “the beer, wine or wine cooler” in clause (a) and substituting “the liquor”;
- (c) by striking out “the beer, wine or wine cooler” in the portion before subclause (d) (i) and substituting “the liquor”;
- (d) by striking out “beer vendor, winery retail store” in subclause (d) (ii) and substituting “beer vendor, distillery retail store, winery retail store”; and
- (e) by striking out “the beer, wine or wine coolers” in clause (g) and substituting “the liquor”.

3. Section 18 of the Act is amended by striking out “beer, wine or a wine cooler” and substituting “liquor”.

4. (1) Subsection 18.1 (2) of the Act is repealed.

Loi sur les alcools à vendre les spiritueux qu’il fabrique dans des magasins dont il est le propriétaire-exploitant. («spirits manufacturer»)

«spiritueux» S’entend au sens de la *Loi sur les permis d’alcool*. («spirits»)

«spiritueux panaché» Boisson qui contient plus de 0,5 % et au plus 14,8 % d’alcool par unité de volume obtenu par distillation. («spirits cooler»)

(7) La définition de «magasin de détail d’établissement vinicole» au paragraphe 17 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «qui est autorisé par l’alinéa 3 (1) e) de la *Loi sur les alcools* à y vendre» par «et dans lequel ce dernier est autorisé en vertu de l’alinéa 3 (1) e) de la *Loi sur les alcools* à vendre».

(8) Le passage qui précède la disposition 1 du paragraphe 17 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Personnes réputées être des acheteurs

(2) Dans les circonstances indiquées, les personnes suivantes sont réputées être des acheteurs qui sont tenus de payer les taxes prévues par la présente partie :

(9) Le paragraphe 17 (2) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

- 5. Le fabricant de spiritueux qui distribue sans frais des spiritueux en Ontario, mais seulement à l’égard des spiritueux ainsi distribués.

(10) Le paragraphe 17 (2.1) de la Loi est abrogé.

(11) Le paragraphe 17 (3) de la Loi est modifié :

- a) par remplacement de «de bière, de vin ou de vin panaché» par «de boissons alcooliques» à la fin du passage qui précède l’alinéa a);
- b) par remplacement de «la bière, le vin ou le vin panaché» par «les boissons alcooliques» à l’alinéa a);
- c) par remplacement de «de bière, de vin ou de vin panaché» par «de boissons alcooliques» dans le passage qui précède le sous-alinéa d) (i);
- d) par remplacement de «d’un vendeur de bière, dans un magasin de détail d’établissement vinicole» par «d’un vendeur de bière, dans un magasin de détail de distillerie, dans un magasin de détail d’établissement vinicole» au sous-alinéa d) (ii);
- e) par remplacement de «la bière, le vin ou le vin panaché sera entreposé en Ontario pour être exporté par la suite en vue de son utilisation» par «des boissons alcooliques seront entreposées en Ontario pour être exportées par la suite en vue de leur utilisation» à l’alinéa g).

3. L’article 18 de la Loi est modifié par remplacement de «de bière, de vin ou de vin panaché» par «des boissons alcooliques».

4. (1) Le paragraphe 18.1 (2) de la Loi est abrogé.

(2) Subsection 18.1 (4) of the Act is repealed.**(3) Section 18.1 of the Act is amended by adding the following subsection:****Spirits manufacturer**

(5.1) A spirits manufacturer and its affiliates are not subject to tax under this Act on a maximum of 1,250 litres of spirits that is distributed by any of them in Ontario without charge during a 12-month period that begins on July 1 in a year.

(4) Subsection 18.1 (8) of the Act is repealed.**(5) Section 18.1 of the Act is amended by adding the following subsections:****Apportionment of exemption, spirits**

(11) If the aggregate total of the spirits distributed by a spirits manufacturer and its affiliates without charge during a 12-month period described in subsection (5.1) exceeds the amount specified under this section that is exempt from tax, the exemption may be apportioned among them in proportion to their share of the aggregate total or otherwise.

Same

(12) If a spirits manufacturer carries on business in Ontario for only part of a 12-month period described in subsection (5.1), the amount of the manufacturer's exemption from taxation under this section is reduced proportionately.

5. Section 20 of the Act is amended by adding "and in respect of purchases of spirits on and after July 1, 2017" at the end.**6. (1) Paragraph 3 of subsection 22 (3) of the Act is repealed and the following substituted:**

3. In the preceding production year, the beer manufacturer was not a party to any agreement or other arrangement pursuant to which it agreed to manufacture beer for any other beer manufacturer that was not a microbrewer.

(2) Section 22 of the Act is amended by adding the following subsection:**Exception, manufacturers that were previously microbrewers**

(3.2) Despite paragraphs 2 and 3 of subsection (3), a beer manufacturer may be a party to an agreement or other arrangement with another beer manufacturer that is not a microbrewer without affecting the first beer manufacturer's status as a microbrewer under subsection (3) if the other beer manufacturer was a microbrewer at any point in the production year referred to in those paragraphs.

7. (1) Section 27 of the Act is amended by adding the following subsection:**Same, purchases from wine boutique**

(1.1) Despite subsection (1), a purchaser who, on or after January 1, 2017, purchases from an authorized grocery store wine that is Ontario wine or a wine cooler that

(2) Le paragraphe 18.1 (4) de la Loi est abrogé.**(3) L'article 18.1 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :****Fabricant de spiritueux**

(5.1) Le fabricant de spiritueux et les membres du même groupe sont exonérés des taxes prévues par la présente loi à l'égard d'une quantité maximale de 1 250 litres de spiritueux que l'un ou l'autre distribue sans frais en Ontario pendant la période de 12 mois qui commence le 1^{er} juillet d'une année.

(4) Le paragraphe 18.1 (8) de la Loi est abrogé.**(5) L'article 18.1 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :****Répartition de l'exonération : spiritueux**

(11) Si la quantité totale de spiritueux qu'un fabricant de spiritueux et les membres du même groupe distribuent sans frais pendant la période de 12 mois visée au paragraphe (5.1) est supérieure à la quantité indiquée au présent article qui est exonérée des taxes, l'exonération peut être répartie entre eux en fonction de leur part de la quantité totale ou selon un autre critère.

Idem

(12) Si un fabricant de spiritueux exerce des activités commerciales en Ontario pendant une partie seulement de la période de 12 mois visée au paragraphe (5.1), le montant de l'exonération des taxes à laquelle il a droit en vertu du présent article est réduit proportionnellement.

5. L'article 20 de la Loi est modifié par insertion de «et à ceux qui font des achats de spiritueux le 1^{er} juillet 2017 ou par la suite» à la fin de l'article.**6. (1) La disposition 3 du paragraphe 22 (3) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :**

3. Au cours de l'année de production précédente, il n'était pas partie à une entente ou à un autre arrangement selon lequel il a convenu de fabriquer de la bière pour un autre fabricant de bière qui n'était pas un microbrasseur.

(2) L'article 22 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :**Exception : fabricants qui étaient des microbrasseurs**

(3.2) Malgré les dispositions 2 et 3 du paragraphe (3), un fabricant de bière peut être partie à une entente ou à un autre arrangement avec un autre fabricant de bière qui n'est pas un microbrasseur sans que cela ait une incidence sur son statut de microbrasseur aux termes du paragraphe (3) si l'autre fabricant de bière était un microbrasseur à un moment quelconque de l'année de production visée à ces dispositions.

7. (1) L'article 27 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :**Idem : achats dans une boutique de vins**

(1.1) Malgré le paragraphe (1), l'acheteur qui, le 1^{er} janvier 2017 ou par la suite, achète dans une épicerie autorisée du vin qui est du vin de l'Ontario ou du vin pa-

is an Ontario wine cooler shall, if the wine or wine cooler is manufactured by the operator of the wine boutique located in the shopping area of the grocery store, pay a basic tax in respect of the purchase at the following basic tax rates:

1. 7.1 per cent of the retail price of the wine or wine cooler for purchases made on or after January 1, 2017 and before April 1, 2017.
2. 8.1 per cent of the retail price of the wine or wine cooler for purchases made on or after April 1, 2017 and before April 1, 2018.
3. 9.6 per cent of the retail price of the wine or wine cooler for purchases made on or after April 1, 2018 and before April 1, 2019.
4. 11.1 per cent of the retail price of the wine or wine cooler for purchases made on or after April 1, 2019.

(2) Section 27 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same, purchases from wine boutique

(2.1) Despite subsection (2), a purchaser who, on or after January 1, 2017, purchases from an authorized grocery store wine that is not Ontario wine or a wine cooler that is not an Ontario wine cooler shall, if the wine or wine cooler is manufactured by the operator of the wine boutique located in the shopping area of the grocery store, pay a basic tax in respect of the purchase at the following basic tax rates:

1. 17.1 per cent of the retail price of the wine or wine cooler for purchases made on or after January 1, 2017 and before April 1, 2017.
2. 19.1 per cent of the retail price of the wine or wine cooler for purchases made on or after April 1, 2017 and before April 1, 2018.
3. 22.6 per cent of the retail price of the wine or wine cooler for purchases made on or after April 1, 2018 and before April 1, 2019.
4. 26.6 per cent of the retail price of the wine or wine cooler for purchases made on or after April 1, 2019.

(3) Subsection 27 (3) of the Act is amended by striking out “clause 3 (1) (i)” in the portion before clause (a) and substituting “subsection 3 (1.1)”.

(4) Subsection 27 (3) of the Act, as amended by subsection (3), is repealed and the following substituted:

Retail price of wine, etc.

(3) The retail price of wine or a wine cooler sold to a purchaser from a winery retail store or an authorized grocery store is the amount calculated in accordance with the following rules:

1. Determine the amount fixed by the Board for the wine or wine cooler under the authority of subsection 3 (1.1) of the *Liquor Control Act*, or by the winery retail store if the Board has not fixed a price.

naché qui est du vin panaché de l'Ontario paie, si le vin ou le vin panaché est fabriqué par l'exploitant de la boutique de vins située dans l'espace commercial de l'épicerie, une taxe de base aux taux suivants :

1. 7,1 % du prix de détail du vin ou du vin panaché, pour les achats faits le 1^{er} janvier 2017 ou par la suite, mais avant le 1^{er} avril 2017.
2. 8,1 % du prix de détail du vin ou du vin panaché, pour les achats faits le 1^{er} avril 2017 ou par la suite, mais avant le 1^{er} avril 2018.
3. 9,6 % du prix de détail du vin ou du vin panaché, pour les achats faits le 1^{er} avril 2018 ou par la suite, mais avant le 1^{er} avril 2019.
4. 11,1 % du prix de détail du vin ou du vin panaché, pour les achats faits le 1^{er} avril 2019 ou par la suite.

(2) L'article 27 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : achats dans une boutique de vins

(2.1) Malgré le paragraphe (2), l'acheteur qui, le 1^{er} janvier 2017 ou par la suite, achète dans une épicerie autorisée du vin qui n'est pas du vin de l'Ontario ou du vin panaché qui n'est pas du vin panaché de l'Ontario paie, si le vin ou le vin panaché est fabriqué par l'exploitant de la boutique de vins située dans l'espace commercial de l'épicerie, une taxe de base aux taux suivants :

1. 17,1 % du prix de détail du vin ou du vin panaché, pour les achats faits le 1^{er} janvier 2017 ou par la suite, mais avant le 1^{er} avril 2017.
2. 19,1 % du prix de détail du vin ou du vin panaché, pour les achats faits le 1^{er} avril 2017 ou par la suite, mais avant le 1^{er} avril 2018.
3. 22,6 % du prix de détail du vin ou du vin panaché, pour les achats faits le 1^{er} avril 2018 ou par la suite, mais avant le 1^{er} avril 2019.
4. 26,6 % du prix de détail du vin ou du vin panaché, pour les achats faits le 1^{er} avril 2019 ou par la suite.

(3) Le paragraphe 27 (3) de la Loi est modifié par remplacement de «de l'alinéa 3 (1) i)» par «du paragraphe 3 (1.1)» dans le passage qui précède l'alinéa a).

(4) Le paragraphe 27 (3) de la Loi, tel qu'il est modifié par le paragraphe (3), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Prix de détail du vin ou du vin panaché

(3) Le prix de détail du vin ou du vin panaché vendu à un acheteur dans un magasin de détail d'établissement vinicole ou une épicerie autorisée correspond au montant calculé conformément aux règles suivantes :

1. Déterminer le prix fixé par la Régie pour le vin ou le vin panaché en vertu du paragraphe 3 (1.1) de la *Loi sur les alcools* ou, à défaut, par le magasin de détail d'établissement vinicole lui-même.

2. Subtract the amount of any deposit on the container containing the wine or wine cooler that is required to be collected or remitted under the Ontario deposit return program referred to in the regulations made under the *Liquor Control Act*.
3. Determine the amount of tax imposed under Part IX of the *Excise Tax Act* (Canada) in respect of the purchase of the wine or wine cooler by doing the following:
 - i. Divide the amount that remains after performing the calculation described in paragraph 2 by the sum of the tax rate under Part IX of the *Excise Tax Act* (Canada) plus 1.
 - ii. Multiply the result by the tax rate under Part IX of the *Excise Tax Act* (Canada).
 - iii. Round the result to the nearest cent and subtract that amount from the amount that remains after performing the calculation described in paragraph 2.
4. Subtract the environmental tax imposed under section 29 of this Act on the wine or wine cooler from the amount that remains after performing the calculations described in paragraph 3.
5. Calculate the volume tax imposed under section 28 of this Act on the wine or wine cooler and subtract that amount from the amount that remains after performing the calculation described in paragraph 4.
6. Add 1 to the basic tax rate that applies to the wine or wine cooler under this section.
7. Divide the amount that remains after performing the calculation described in paragraph 5 by the amount determined in paragraph 6. The result is the retail price of the wine or wine cooler.

8. The Act is amended by adding the following sections before the heading “Division C — Tax Collection and Remittance”:

SPIRITS

Basic tax

Spirits, general

29.1 (1) A purchaser who purchases spirits from a distillery retail store shall pay a basic tax in respect of the purchase at the basic tax rate of 61.5 per cent of the retail price of the spirits.

Retail price of spirits

(2) The retail price of spirits sold to a purchaser from a distillery retail store is the amount calculated in accordance with the following rules:

1. Determine the amount fixed by the Board for the spirits under the authority of subsection 3 (1.1) of the *Liquor Control Act*, or by the distillery retail store if the Board has not fixed a price.

2. Soustraire la consigne applicable au contenant qui doit être perçue ou versée dans le cadre du programme de consignation de l'Ontario mentionné dans les règlements pris en vertu de la *Loi sur les alcools*.
3. Calculer le montant de la taxe prévue par la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada) à l'égard de l'achat du vin ou du vin panaché en faisant ce qui suit :
 - i. Diviser le montant qui reste après le calcul indiqué à la disposition 2 par le total de 1 et du taux de taxe prévu à la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada).
 - ii. Multiplier le résultat par le taux de taxe prévu à la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada).
 - iii. Arrondir le résultat au cent le plus proche et soustraire ce montant de celui qui reste après le calcul indiqué à la disposition 2.
4. Soustraire la taxe écologique imposée en vertu de l'article 29 de la présente loi sur le vin ou le vin panaché du montant qui reste après le calcul indiqué à la disposition 3.
5. Calculer la taxe sur le volume imposée en vertu de l'article 28 de la présente loi sur le vin ou le vin panaché et soustraire ce montant de celui qui reste après le calcul indiqué à la disposition 4.
6. Ajouter 1 au taux de la taxe de base qui s'applique au vin ou au vin panaché aux termes du présent article.
7. Diviser le montant qui reste après le calcul indiqué à la disposition 5 par le chiffre calculé à la disposition 6. Le résultat correspond au prix de détail du vin ou du vin panaché.

8. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants avant l'intertitre «Section C — Perception et remise des taxes» :

SPIRITUEUX

Taxe de base

Spiritueux : dispositions générales

29.1 (1) L'acheteur qui achète un spiritueux dans un magasin de détail de distillerie paie une taxe de base au taux de 61,5 % du prix de détail du spiritueux.

Prix de détail du spiritueux

(2) Le prix de détail d'un spiritueux vendu à un acheteur dans un magasin de détail de distillerie correspond au montant calculé conformément aux règles suivantes :

1. Déterminer le prix fixé par la Régie pour le spiritueux en vertu du paragraphe 3 (1.1) de la *Loi sur les alcools* ou, à défaut, par le magasin de détail de distillerie lui-même.

2. Subtract the amount of any deposit on the container containing the spirits that is required to be collected or remitted under the Ontario deposit return program referred to in the regulations made under the *Liquor Control Act*.
3. Determine the amount of tax imposed under Part IX of the *Excise Tax Act* (Canada) in respect of the purchase of the spirits by doing the following:
 - i. Divide the amount that remains after performing the calculation described in paragraph 2 by the sum of the tax rate under Part IX of the *Excise Tax Act* (Canada) plus 1.
 - ii. Multiply the result by the tax rate under Part IX of the *Excise Tax Act* (Canada).
 - iii. Round the result to the nearest cent and subtract that amount from the amount that remains after performing the calculation described in paragraph 2.
4. Subtract the environmental tax imposed under section 29.3 of this Act on the spirits from the amount that remains after performing the calculations described in paragraph 3.
5. Calculate the volume tax imposed under section 29.2 of this Act on the spirits and subtract that amount from the amount that remains after performing the calculation described in paragraph 4.
6. Add 1 to the basic tax rate that applies to the spirits under this section.
7. Divide the amount that remains after performing the calculation described in paragraph 5 by the amount determined in paragraph 6. The result is the retail price of the spirits.

Samples

(3) If a spirits manufacturer sells a sample of spirits to a purchaser and the amount of tax paid by the purchaser under this Part in respect of the sample is less than the amount of tax, based on the retail price of the spirits, that is reasonably allocable by volume to the sample, the manufacturer, as a purchaser, shall pay tax under this Act in an amount equal to the difference.

Volume tax

29.2 A purchaser who purchases spirits from a distillery retail store shall pay a volume tax in respect of the purchase at the volume tax rate of,

- (a) 28 cents per litre, in the case of a spirits cooler; and
- (b) 38 cents per litre, in the case of spirits that are not a spirits cooler.

Environmental tax

29.3 A purchaser who purchases spirits from a distillery retail store shall pay an environmental tax of 8.93 cents for each non-refillable container in which the spirits are purchased.

2. Soustraire la consigne applicable au contenant qui doit être perçue ou versée dans le cadre du programme de consignation de l'Ontario mentionné dans les règlements pris en vertu de la *Loi sur les alcools*.
3. Calculer le montant de la taxe prévue par la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada) à l'égard de l'achat du spiritueux en faisant ce qui suit :
 - i. Diviser le montant qui reste après le calcul indiqué à la disposition 2 par le total de 1 et du taux de taxe prévu à la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada).
 - ii. Multiplier le résultat par le taux de taxe prévu à la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada).
 - iii. Arrondir le résultat au cent le plus proche et soustraire ce montant de celui qui reste après le calcul indiqué à la disposition 2.
4. Soustraire la taxe écologique imposée en vertu de l'article 29.3 de la présente loi sur le spiritueux du montant qui reste après le calcul indiqué à la disposition 3.
5. Calculer la taxe sur le volume imposée en vertu de l'article 29.2 de la présente loi sur le spiritueux et soustraire ce montant de celui qui reste après le calcul indiqué à la disposition 4.
6. Ajouter 1 au taux de la taxe de base qui s'applique au spiritueux aux termes du présent article.
7. Diviser le montant qui reste après le calcul indiqué à la disposition 5 par le chiffre calculé à la disposition 6. Le résultat correspond au prix de détail du spiritueux.

Échantillons

(3) Le fabricant de spiritueux qui vend un échantillon de spiritueux sur lequel la taxe payée par l'acheteur au titre de la présente partie est inférieure à celle qui, compte tenu du prix de détail, peut raisonnablement être imputée à l'échantillon selon le volume paie une taxe égale à la différence dans le cadre de la présente loi en qualité d'acheteur.

Taxe sur le volume

29.2 L'acheteur qui achète des spiritueux dans un magasin de détail de distillerie paie une taxe sur le volume au taux suivant :

- a) 28 cents le litre, dans le cas de spiritueux panachés;
- b) 38 cents le litre, dans le cas de spiritueux qui ne sont pas des spiritueux panachés.

Taxe écologique

29.3 L'acheteur qui achète des spiritueux dans un magasin de détail de distillerie paie une taxe écologique de 8,93 cents pour chaque contenant à remplissage unique dans lequel les spiritueux sont vendus.

9. The Act is amended by adding the following section before the heading “Wine and Wine Coolers”:

SPIRITS

Tax collection and remittance

Collection from purchaser

30.2 (1) Every spirits manufacturer that sells or delivers spirits to a purchaser from a distillery retail store shall, as agent for the Minister, collect at the time of the sale or delivery all taxes imposed under Division B on a purchaser in respect of the purchase of the spirits.

Remittance by spirits manufacturer

(2) Every spirits manufacturer that collects taxes under this section shall remit the taxes to the Minister in accordance with the regulations.

10. Section 31.1 of the Act is amended by striking out “beer, wine or a wine cooler” in the portion before paragraph 1 and substituting “liquor”.

11. Subsection 60 (8) of the Act is amended by adding the following paragraph:

4. Subsection 39 (1).

12. (1) Subsection 65 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Tax-included pricing

(1) Liquor that is subject to taxation under this Part shall be made available for sale at a price that includes all taxes payable under this Part by a purchaser in respect of the purchase of the liquor.

(2) Subsection 65 (2) of the Act is amended by striking out “Beer vendors and wineries” at the beginning and substituting “Beer vendors, wineries, authorized grocery stores and spirits manufacturers”.

Commencement

13. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

(2) Section 6 is deemed to have come into force on June 4, 2015.

(3) Subsection 7 (3) is deemed to have come into force on August 1, 2015.

9. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant avant l'intertitre «Vin et vin panaché» :

SPIRITUEUX

Perception et remise des taxes

Perception auprès de l'acheteur

30.2 (1) Le fabricant de spiritueux qui vend ou livre des spiritueux à un acheteur dans un magasin de détail de distillerie perçoit, au moment de la vente ou de la livraison et en qualité de mandataire du ministre, l'ensemble des taxes que la section B impose à l'acheteur à l'égard de l'achat.

Remise par le fabricant de spiritueux

(2) Le fabricant de spiritueux qui perçoit des taxes au titre du présent article remet celles-ci au ministre conformément aux règlements.

10. L'article 31.1 de la Loi est modifié par remplacement de «de la bière, du vin ou du vin panaché» par «une boisson alcoolique» dans le passage qui précède la disposition 1.

11. Le paragraphe 60 (8) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

4. Le paragraphe 39 (1).

12. (1) Le paragraphe 65 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Prix taxes comprises

(1) Les boissons alcooliques qui sont assujetties aux taxes prévues par la présente partie sont mises en vente à un prix qui comprend l'ensemble des taxes que l'acheteur doit payer en application de la présente partie à l'égard de l'achat de boissons alcooliques.

(2) Le paragraphe 65 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «Les vendeurs de bière et les établissements vinicoles» par «Les vendeurs de bière, les établissements vinicoles, les épiceries autorisées et les fabricants de spiritueux» au début du paragraphe.

Entrée en vigueur

13. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

(2) L'article 6 est réputé être entré en vigueur le 4 juin 2015.

(3) Le paragraphe 7 (3) est réputé être entré en vigueur le 1^{er} août 2015.

**SCHEDULE 2
ASSESSMENT ACT**

1. (1) Subsection 27 (3) of the *Assessment Act* is amended by adding "Subject to the regulations" at the beginning.

(2) Subsection 27 (7.1) of the Act is amended by adding "Subject to the regulations" at the beginning.

(3) Section 27 of the Act is amended by adding the following subsections:

Regulations

(16) The Minister may make regulations setting out a method for determining the amount to be paid by a commission under subsection (3) or (7.1) that is different from the method set out in those subsections.

Same

(17) A regulation made under subsection (16) may be general or specific in its application and may apply differently to different commissions, lands, buildings, or classes of lands or buildings.

2. Subsection 53 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Disclosure of information

(1) A person employed by the assessment corporation, a municipality or a school board is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$2,000, or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both if,

- (a) in the course of the person's duties, he or she acquires or has access to information collected under this Act or to information collected pursuant to an assessment appeal or a proceeding in court involving an assessment matter;
- (b) the information is,
 - (i) proprietary information of a commercial nature prescribed by the Minister relating to an individual property, or
 - (ii) actual income and expense information on an individual property; and
- (c) the person wilfully discloses the information or permits it to be disclosed to any person who is not entitled in the course of their duties to acquire or have access to the information.

Commencement

3. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

**ANNEXE 2
LOI SUR L'ÉVALUATION FONCIÈRE**

1. (1) Le paragraphe 27 (3) de la *Loi sur l'évaluation foncière* est modifié par adjonction de «Sous réserve des règlements,» au début du paragraphe.

(2) Le paragraphe 27 (7.1) de la Loi est modifié par adjonction de «Sous réserve des règlements,» au début du paragraphe.

(3) L'article 27 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Règlements

(16) Le ministre peut, par règlement, établir un mode de calcul de la somme à verser par les commissions en application du paragraphe (3) ou (7.1) qui est différent de celui prévu à ces paragraphes.

Idem

(17) Les règlements pris en vertu du paragraphe (16) peuvent avoir une portée générale ou particulière et s'appliquer de façon différente à des commissions, biens-fonds ou bâtiments différents ou à des catégories différentes de biens-fonds ou de bâtiments.

2. Le paragraphe 53 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Divulgence de renseignements

(1) Toute personne employée par la société d'évaluation foncière, une municipalité ou un conseil scolaire est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 2 000 \$ et d'un emprisonnement d'au plus six mois, ou d'une seule de ces peines, si les conditions suivantes sont réunies :

- a) dans l'exercice de ses fonctions, la personne obtient des renseignements recueillis en vertu de la présente loi ou recueillis dans le cadre d'un appel au sujet d'une évaluation ou d'une instance devant un tribunal concernant une question d'évaluation ou a accès à ces renseignements;
- b) il s'agit, selon le cas :
 - (i) de renseignements exclusifs d'intérêt commercial prescrits par le ministre sur un bien immeuble individuel,
 - (ii) de renseignements sur les dépenses et le revenu réels d'un bien immeuble individuel;
- c) la personne divulgue les renseignements ou permet leur divulgation, sciemment, à une personne qui n'a pas le droit d'obtenir ces renseignements ou d'y avoir accès dans l'exercice de ses fonctions.

Entrée en vigueur

3. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE 3
CITY OF TORONTO ACT, 2006**

1. Subsections 278 (1.1), (2) and (3) of the *City of Toronto Act, 2006* are repealed and the following substituted:

City option

(1.1) Despite subsection (1), the City may pass a by-law providing for the application of a single percentage that is not less than 30 per cent and not more than 35 per cent instead of the percentages described in paragraphs 2, 3, 4 and 5 of subsection (1).

Same

(1.2) Despite subsection (1), the City may pass a by-law providing for the application of a percentage within a range prescribed by the Minister of Finance instead of the percentage described in paragraph 2, 3, 4 or 5 of subsection (1), as the case may be.

Same

(1.3) Despite subsection (1), the City may, if authorized by the regulations, pass a by-law providing that a tax rate reduction in paragraph 2, 3, 4 or 5 of subsection (1) does not apply.

Regulations

- (2) The Minister of Finance may make regulations,
 - (a) prescribing percentages or ranges for the purposes of subsection (1);
 - (b) requiring percentage reductions of the tax rates for municipal purposes for any subclasses prescribed under subsection 8 (2) of the *Assessment Act*;
 - (c) prescribing ranges for the purposes of subsection (1.2);
 - (d) authorizing the City to pass a by-law referred to in subsection (1.3);
 - (e) imposing conditions on the ability of the City to pass a by-law referred to in this section.

Choice of percentage within range

(3) If a regulation made under clause (2) (a) requires the tax rates for the subclasses referred to in paragraph 1 of subsection (1) to be reduced by a percentage within a range described in the regulation,

- (a) the percentage shall be specified, by by-law, by the City; and
- (b) if no percentage is specified under clause (a), the percentage shall be the highest percentage in the range.

2. (1) Clause 279 (1) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

- (a) establish two or three bands of assessment of property for the purposes of facilitating graduated tax rates for any one or more of the classes prescribed

**ANNEXE 3
LOI DE 2006 SUR LA CITÉ DE TORONTO**

1. Les paragraphes 278 (1.1), (2) et (3) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Choix de la cité

(1.1) Malgré le paragraphe (1), la cité peut, par règlement, prévoir l'application d'un pourcentage unique d'au moins 30 % et d'au plus 35 % au lieu des pourcentages visés aux dispositions 2, 3, 4 et 5 du paragraphe (1).

Idem

(1.2) Malgré le paragraphe (1), la cité peut, par règlement, prévoir l'application d'un pourcentage qui se situe dans la fourchette prescrite par le ministre des Finances au lieu du pourcentage visé à la disposition 2, 3, 4 ou 5 du paragraphe (1), selon le cas.

Idem

(1.3) Malgré le paragraphe (1), la cité peut, si les règlements l'autorisent, adopter un règlement prévoyant que la réduction du taux d'imposition prévue à la disposition 2, 3, 4 ou 5 du paragraphe (1) ne s'applique pas.

Règlements

- (2) Le ministre des Finances peut, par règlement :
 - a) prescrire des pourcentages ou des fourchettes pour l'application du paragraphe (1);
 - b) exiger la réduction en pourcentage des taux d'imposition prélevés aux fins municipales pour toute sous-catégorie prescrite en vertu du paragraphe 8 (2) de la *Loi sur l'évaluation foncière*;
 - c) prescrire des fourchettes pour l'application du paragraphe (1.2);
 - d) autoriser la cité à adopter un règlement visé au paragraphe (1.3);
 - e) assortir de conditions la capacité de la cité d'adopter un règlement visé au présent article.

Choix du pourcentage dans la fourchette

(3) Si un règlement pris en vertu de l'alinéa (2) a) exige la réduction des taux d'imposition applicables aux sous-catégories visées à la disposition 1 du paragraphe (1) d'un pourcentage se situant dans la fourchette qui y est précisée :

- a) ce pourcentage est celui que précise la cité par règlement;
- b) si aucun pourcentage n'est précisé en application de l'alinéa a), le pourcentage correspond au plus élevé de la fourchette.

2. (1) L'alinéa 279 (1) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) diviser l'évaluation des biens en deux ou trois fourchettes afin de faciliter l'application de taux d'imposition progressifs pour une ou plusieurs des

under clause (4) (0.a) or included in the commercial classes or the industrial classes; and

(2) Subsection 279 (4) of the Act is amended by adding the following clause:

- (0.a) prescribing classes of real property for the purposes of clause (1) (a), other than the residential property class, the multi-residential property class, the farm property class, the pipe line property class or the managed forests property class;

3. Subsection 288 (4) of the Act is repealed.

4. (1) Subsection 289 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Property that Part applies to

(2) This Part applies with respect to property in the City in the commercial classes, the industrial classes, the multi-residential property class and any other class prescribed under clause (8) (a).

(2) Subsection 289 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Exception

(4) Despite clause (3) (b), this Part applies to a property or portion of a property in the commercial classes, the industrial classes or a class prescribed under clause (8) (a) to which subsection 4 (3) of the *Municipal Tax Assistance Act* applies, but the portion of a property to which that subsection applies is deemed to be a separate property for the purposes of this Part.

(3) Subsections 289 (8), (9) and (10) of the Act are repealed and the following substituted:

Regulations

- (8) The Minister of Finance may by regulation,
- (a) prescribe classes of real property that this Part applies to, other than the residential property class, the farm property class, the pipe line property class or the managed forests property class;
- (b) exempt property, including a portion of a property, from the application of this Part;
- (c) provide that this Part does not apply in the City.

Same

(9) A regulation under clause (8) (b) or (c) may provide that property is exempt or that this Part does not apply only if prescribed circumstances exist.

Exempt property deemed not in classes

(10) The commercial classes, the industrial classes, the multi-residential property class and any class prescribed under clause (8) (a) are deemed, for the purposes of this

catégories prescrites en vertu de l'alinéa (4) 0.a) ou comprises dans les catégories commerciales ou les catégories industrielles;

(2) Le paragraphe 279 (4) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- 0.a) prescrire des catégories de biens immeubles pour l'application de l'alinéa (1) a), à l'exclusion de la catégorie des biens résidentiels, de la catégorie des immeubles à logements multiples, de la catégorie des biens agricoles, de la catégorie des pipelines et de la catégorie des forêts aménagées;

3. Le paragraphe 288 (4) de la Loi est abrogé.

4. (1) Le paragraphe 289 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Biens auxquels s'applique la présente partie

(2) La présente partie s'applique à l'égard des biens situés dans la cité qui appartiennent aux catégories commerciales, aux catégories industrielles, à la catégorie des immeubles à logements multiples et à toute autre catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (8) a).

(2) Le paragraphe 289 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exception

(4) Malgré l'alinéa (3) b), la présente partie s'applique à tout ou partie d'un bien qui appartient aux catégories commerciales, aux catégories industrielles ou aux catégories prescrites en vertu de l'alinéa (8) a) et auquel s'applique le paragraphe 4 (3) de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités*. Toutefois, la partie d'un bien à laquelle s'applique ce paragraphe est réputée être un bien distinct pour l'application de la présente partie.

(3) Les paragraphes 289 (8), (9) et (10) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Règlements

- (8) Le ministre des Finances peut, par règlement :
- a) prescrire les catégories de biens immeubles auxquelles s'applique la présente partie, à l'exclusion de la catégorie des biens résidentiels, de la catégorie des biens agricoles, de la catégorie des pipelines et de la catégorie des forêts aménagées;
- b) exempter des biens, y compris une partie d'un bien, de l'application de la présente partie;
- c) prévoir que la présente partie ne s'applique pas dans la cité.

Idem

(9) Les règlements pris en vertu de l'alinéa (8) b) ou c) peuvent prévoir que des biens sont exemptés ou que la présente partie ne s'applique pas uniquement dans les circonstances prescrites.

Biens exemptés réputés ne pas appartenir à une catégorie

(10) Les catégories commerciales, les catégories industrielles, la catégorie des immeubles à logements multiples et les catégories prescrites en vertu de l'alinéa (8) a) sont

Part, not to include property exempted from the application of this Part under this section.

5. Clauses 291 (3) (b) and (c) of the Act are repealed and the following substituted:

- (b) governing the calculation of taxes for a taxation year in the circumstances described in paragraph 5 of subsection (1);
- (c) governing the calculation of taxes for a taxation year under paragraph 6 of subsection (1) in prescribed circumstances in connection with the phasing out of the application of this Part.

6. Subsection 292 (1) of the Act is amended by striking out “in respect of property in the commercial classes, industrial classes or multi-residential property class” in the portion before paragraph 1 and substituting “in respect of property in the commercial classes, the industrial classes, the multi-residential property class or a class prescribed under clause 289 (8) (a)”.

7. (1) Subsection 302 (1.2) of the Act is amended by adding “or” at the end of clause (a), by striking out “or” at the end of clause (b) and by striking out clause (c).

(2) Section 302 of the Act is amended by adding the following subsection:

Application of regulations under this Part

(1.3) A regulation made under this Part may provide that a provision of the regulation or of this Part does not apply in the City unless the City passes a by-law to have it apply, subject to any prescribed conditions.

8. (1) Subsection 309 (3) of the Act is amended by adding the following clause:

- (a.1) prescribing the method of calculating information relating to tax changes that must or that may be included on or with tax bills under section 308;

(2) Section 309 of the Act is amended by adding the following subsection:

Application of regulations

(4) A regulation made under subsection (3) may provide that a provision of the regulation or of this section does not apply to the City unless the City passes a by-law to have it apply, subject to any prescribed conditions.

9. (1) Clause 329 (2) (b) of the Act is repealed and the following substituted:

- (b) a property is eligible if it is in one of the commercial classes or industrial classes, within the meaning of subsection 275 (1) of this Act, or if it is in a class prescribed under clause (11) (b.1) of this section.

réputées ne pas comprendre, pour l'application de la présente partie, les biens exemptés de son application en vertu du présent article.

5. Les alinéas 291 (3) b) et c) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- b) régir le calcul des impôts pour une année d'imposition dans les circonstances visées à la disposition 5 du paragraphe (1);
- c) régir le calcul des impôts pour une année d'imposition en application de la disposition 6 du paragraphe (1) dans les circonstances prescrites, dans le cadre de l'élimination progressive de l'application de la présente partie.

6. Le paragraphe 292 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «sur les biens qui appartiennent aux catégories commerciales, aux catégories industrielles ou à la catégorie des immeubles à logements multiples» par «sur les biens qui appartiennent aux catégories commerciales, aux catégories industrielles, à la catégorie des immeubles à logements multiples ou à une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa 289 (8) a)» dans le passage qui précède la disposition 1.

7. (1) Le paragraphe 302 (1.2) de la Loi est modifié par suppression de l'alinéa c).

(2) L'article 302 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Application des règlements pris en vertu de la présente partie

(1.3) Les règlements pris en vertu de la présente partie peuvent prévoir qu'une de leurs dispositions ou qu'une des dispositions de la présente partie ne s'applique à la cité que si elle adopte un règlement prévoyant son application, sous réserve des conditions prescrites.

8. (1) Le paragraphe 309 (3) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- a.1) prescrire le mode de calcul des données sur les modifications d'impôt faisant partie des renseignements qui doivent ou qui peuvent figurer dans les relevés d'imposition prévus à l'article 308 ou y être joints;

(2) L'article 309 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Application des règlements

(4) Les règlements pris en vertu du paragraphe (3) peuvent prévoir qu'une de leurs dispositions ou qu'une des dispositions du présent article ne s'applique à la cité que si elle adopte un règlement prévoyant son application, sous réserve des conditions prescrites.

9. (1) L'alinéa 329 (2) b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b) un bien est admissible s'il appartient à l'une des catégories commerciales ou des catégories industrielles, au sens du paragraphe 275 (1) de la présente loi, ou s'il appartient à une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (11) b.1) du présent article.

(2) Subsection 329 (11) of the Act is amended by adding the following clause:

- (b.1) prescribing classes of real property for the purposes of clause (2) (b) and paragraph 2 of subsection (13), other than the residential property class, the multi-residential property class, the farm property class, the pipe line property class or the managed forests property class;

(3) Paragraph 2 of subsection 329 (13) of the Act is repealed and the following substituted:

2. The fees and charges are imposed on owners of land that is included in the commercial classes or industrial classes within the meaning of subsection 275 (1), or in a class prescribed under clause (11) (b.1).

10. (1) Subsection 331 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Vacant unit rebate

(1) The City shall have a program to provide tax rebates to owners of property that has vacant portions if that property is in any of the commercial classes or industrial classes, as defined in subsection 275 (1), or in a class prescribed under clause (12) (a.0.1).

(2) Subsection 331 (2) of the Act is amended by adding the following paragraph:

- 3.1 If the property is in a class prescribed under clause (12) (a.0.1), the rebate shall be equal to the percentage prescribed in the regulations.

(3) Subsection 331 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Mixed use

(3) If different portions of a property are classified on the assessment roll in any of the commercial classes, any of the industrial classes or in a class prescribed under clause (12) (a.0.1),

- (a) the portion classified in the commercial classes, if any, shall be deemed to be one property for the purposes of this section;
- (b) the portion classified in the industrial classes, if any, shall be deemed to be another property for the purposes of this section; and
- (c) the portions in each class prescribed under clause (12) (a.0.1), if any, shall each be deemed to be a separate property for the purposes of this section.

(4) Clause 331 (12) (a.1) of the Act is repealed and the following substituted:

- (a.0.1) prescribing classes of real property for the purposes of this section, other than the residential property class, the multi-residential property class, the farm property class, the pipe line property class or the managed forests property class;

(2) Le paragraphe 329 (11) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- b.1) prescrire des catégories de biens immeubles pour l'application de l'alinéa (2) b) et de la disposition 2 du paragraphe (13), à l'exclusion de la catégorie des biens résidentiels, de la catégorie des immeubles à logements multiples, de la catégorie des biens agricoles, de la catégorie des pipelines et de la catégorie des forêts aménagées;

(3) La disposition 2 du paragraphe 329 (13) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

2. Les droits et redevances sont prélevés auprès des propriétaires de biens-fonds compris dans les catégories commerciales ou industrielles, au sens du paragraphe 275 (1), ou dans une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (11) b.1).

10. (1) Le paragraphe 331 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Remises à l'égard des locaux vacants

(1) La cité se dote d'un programme de remises d'impôt en faveur des propriétaires de biens dont des parties sont vacantes et qui appartiennent à l'une ou l'autre des catégories commerciales ou des catégories industrielles, au sens du paragraphe 275 (1), ou à une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (12) a.0.1).

(2) Le paragraphe 331 (2) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

- 3.1 Si le bien appartient à une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (12) a.0.1), la remise correspond au pourcentage prescrit par les règlements.

(3) Le paragraphe 331 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Utilisations multiples

(3) Si, dans le rôle d'évaluation, des parties différentes d'un bien sont classées dans une des catégories commerciales ou des catégories industrielles ou dans une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (12) a.0.1) :

- a) la partie classée dans les catégories commerciales, le cas échéant, est réputée être un bien pour l'application du présent article;
- b) la partie classée dans les catégories industrielles, le cas échéant, est réputée être un autre bien pour l'application du présent article;
- c) les parties classées dans chaque catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (12) a.0.1), le cas échéant, sont chacune réputées être un bien distinct pour l'application du présent article.

(4) L'alinéa 331 (12) a.1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a.0.1) prescrire des catégories de biens immeubles pour l'application du présent article, à l'exclusion de la catégorie des biens résidentiels, de la catégorie des immeubles à logements multiples, de la catégorie des biens agricoles, de la catégorie des pipelines et de la catégorie des forêts aménagées;

(a.1) prescribing percentages for the purposes of paragraphs 2, 3 and 3.1 of subsection (2);

Commencement

11. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

a.1) prescrire des pourcentages pour l'application des dispositions 2, 3 et 3.1 du paragraphe (2);

Entrée en vigueur

11. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

SCHEDULE 4 COMMODITY FUTURES ACT

1. The *Commodity Futures Act* is amended by adding the following Part:

PART XII.1 PROTECTION FROM REPRISALS

No reprisals

54.1 (1) No person or company, or person acting on behalf of a person or company, shall take a reprisal against an employee of the person or company because the employee has,

- (a) sought advice about providing information, expressed an intention to provide information, or provided information to the person or company, the Commission, a recognized self-regulatory organization or a law enforcement agency about an act of the person or company, or person acting on behalf of the person or company, that has occurred, is ongoing or is about to occur, and that the employee reasonably believes is contrary to Ontario commodity futures law or a by-law or other regulatory instrument of a recognized self-regulatory organization; or
- (b) in relation to information provided under clause (a), cooperated, testified or otherwise assisted, or expressed an intention to cooperate, testify or otherwise assist in,
 - (i) an investigation by the Commission, a recognized self-regulatory organization or a law enforcement agency, or
 - (ii) a proceeding of the Commission or a recognized self-regulatory organization, or a judicial proceeding.

Same

(2) For the purposes of subsection (1), a reprisal is any measure taken against an employee that adversely affects his or her employment and includes but is not limited to,

- (a) ending or threatening to end the employee's employment;
- (b) demoting, disciplining or suspending, or threatening to demote, discipline or suspend an employee;
- (c) imposing or threatening to impose a penalty related to the employment of the employee; or
- (d) intimidating or coercing an employee in relation to his or her employment.

Prohibition re agreements

(3) A provision in an agreement, including a confidentiality agreement, between a person or company and an

ANNEXE 4 LOI SUR LES CONTRATS À TERME SUR MARCHANDISES

1. La *Loi sur les contrats à terme sur marchandises* est modifiée par adjonction de la partie suivante :

PARTIE XII.1 PROTECTION CONTRE LES REPRÉSAILLES

Interdiction d'exercer des représailles

54.1 (1) Aucune personne ou compagnie, ni aucune personne agissant au nom d'une personne ou compagnie, ne doit exercer de représailles contre un de ses employés parce que, selon le cas :

- a) il a demandé des conseils quant à la fourniture de renseignements, a exprimé l'intention de fournir des renseignements ou a fourni des renseignements à la personne ou compagnie, à la Commission, à un organisme d'autoréglementation reconnu ou à un organisme d'exécution de la loi au sujet d'un acte que la personne ou compagnie, ou la personne agissant au nom de la personne ou compagnie, a accompli, continue d'accomplir ou est sur le point d'accomplir, et qu'il a des motifs raisonnables de croire que cet acte est contraire au droit ontarien des contrats à terme sur marchandises ou à un règlement administratif ou autre instrument réglementaire d'un organisme d'autoréglementation reconnu;
- b) relativement aux renseignements fournis aux termes de l'alinéa a), il a collaboré, témoigné ou aidé d'une autre façon, ou a exprimé l'intention de collaborer, de témoigner ou d'aider d'une autre façon, dans le cadre de l'une des procédures suivantes :
 - (i) une enquête de la Commission, d'un organisme d'autoréglementation reconnu ou d'un organisme d'exécution de la loi,
 - (ii) une instance de la Commission ou d'un organisme d'autoréglementation reconnu ou une instance judiciaire.

Idem

(2) Pour l'application du paragraphe (1), constitue des représailles toute mesure prise contre un employé qui nuit à son emploi, notamment :

- a) mettre fin à son emploi ou menacer de le faire;
- b) le rétrograder, lui imposer une mesure disciplinaire ou le suspendre, ou menacer de le faire;
- c) prendre des sanctions à l'égard de son emploi ou menacer de le faire;
- d) l'intimider ou le contraindre à l'égard de son emploi.

Interdiction : ententes

(3) Toute disposition d'une entente, y compris une entente de confidentialité, entre une personne ou compa-

employee of the person or company is void to the extent that it precludes or purports to preclude the employee from,

- (a) providing information described in clause (1) (a) to the Commission, a recognized self-regulatory organization or a law enforcement agency; or
- (b) in relation to information provided under clause (1) (a), cooperating, testifying or otherwise assisting, or expressing an intention to cooperate, testify or otherwise assist in,
 - (i) an investigation by the Commission, a recognized self-regulatory organization or a law enforcement agency, or
 - (ii) a proceeding of the Commission or a recognized self-regulatory organization, or a judicial proceeding.

Commencement

2. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures)*, 2016 receives Royal Assent.

gnie et un de ses employés est nulle dans la mesure où elle empêche ou vise à empêcher l'employé :

- a) de fournir des renseignements visés à l'alinéa (1) a) à la Commission, à un organisme d'autoréglementation reconnu ou à un organisme d'exécution de la loi;
- b) relativement aux renseignements fournis aux termes de l'alinéa (1) a), de collaborer, de témoigner ou d'aider d'une autre façon, ou d'exprimer l'intention de collaborer, de témoigner ou d'aider d'une autre façon, dans le cadre de l'une des procédures suivantes :
 - (i) une enquête de la Commission, d'un organisme d'autoréglementation reconnu ou d'un organisme d'exécution de la loi,
 - (ii) une instance de la Commission ou d'un organisme d'autoréglementation reconnu ou une instance judiciaire.

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE 5
CREDIT UNIONS AND CAISSES POPULAIRES
ACT, 1994**

1. Subsection 190 (1) of the *Credit Unions and Caisses Populaires Act, 1994* is repealed and the following substituted:

Restrictions on lending

(1) A credit union shall loan money only,

- (a) to its members; or
- (b) by participating in a syndicated loan.

2. Section 198 of the Act is amended by striking out “prescribed for its class” at the end and substituting “prescribed”.

3. Subsection 199 (1) of the Act is amended by striking out “prescribed for its class” in the portion before clause (a) and substituting “prescribed”.

4. Clause 264 (1) (i) of the Act is repealed.

5. (1) Subsection 270 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Insurance of deposits with credit unions

(1) Subject to subsection (2), the deposits with every credit union that, under the regulations, are insurable deposits, are insured by the Corporation in accordance with this Act and the by-laws of the Corporation, except if the deposit insurance of the credit union is cancelled under section 274.

(2) Paragraph 2 of subsection 270 (2) of the Act is amended by striking out “any one deposit” and substituting “an insurable deposit”.

(3) Subsection 270 (6) of the Act is amended by striking out “a deposit of a member” and substituting “an insurable deposit of a member”.

6. Subsection 271 (3) of the Act is amended by striking out “is less than” and substituting “does not exceed”.

7. Paragraph 31 of subsection 317 (1) of the Act is amended by striking out “subsection 332 (4)” and substituting “section 332”.

8. Subsection 332 (6) of the Act is repealed and the following substituted:

Registration of credit unions to participate in syndicated loans

(6) The Superintendent may, subject to any prescribed conditions,

- (a) register a credit union in the Extra-Provincial Credit Unions Register for the purpose of allowing the credit union to participate in syndicated loans under this Act, even if no agreement under subsection (1) applies to the credit union;
- (b) cancel the registration.

**ANNEXE 5
LOI DE 1994 SUR LES CAISSES POPULAIRES
ET LES CREDIT UNIONS**

1. Le paragraphe 190 (1) de la *Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Restrictions relatives aux prêts

(1) La caisse ne peut prêter de l'argent que de l'une des manières suivantes :

- a) en consentant des prêts à ses sociétaires;
- b) en participant à un prêt syndiqué.

2. L'article 198 de la Loi est modifié par remplacement de «qui sont prescrits pour sa catégorie» par «qui sont prescrits» à la fin de l'article.

3. Le paragraphe 199 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «prescrite pour sa catégorie» par «prescrite» dans le passage qui précède l'alinéa a).

4. L'alinéa 264 (1) i) de la Loi est abrogé.

5. (1) Le paragraphe 270 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Assurance des dépôts confiés aux caisses

(1) Sous réserve du paragraphe (2), la Société assure, conformément à la présente loi et à ses règlements administratifs, les dépôts confiés à chaque caisse qui, aux termes des règlements, sont des dépôts assurables, sauf si l'assurance-dépôts de la caisse est annulée en vertu de l'article 274.

(2) La disposition 2 du paragraphe 270 (2) de la Loi est modifiée par remplacement de «de tout dépôt» par «de tout dépôt assurable».

(3) Le paragraphe 270 (6) de la Loi est modifié par remplacement de «le dépôt d'un sociétaire» par «le dépôt assurable d'un sociétaire».

6. Le paragraphe 271 (3) de la Loi est modifié par remplacement de «est inférieur au» par «n'est pas supérieur au».

7. La disposition 31 du paragraphe 317 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «du paragraphe 332 (4)» par «de l'article 332».

8. Le paragraphe 332 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Inscription des caisses en vue de leur participation à des prêts syndiqués

(6) Le surintendant peut, sous réserve des conditions prescrites :

- a) inscrire une caisse au registre des caisses extraprovinciales afin de lui permettre de participer à des prêts syndiqués au titre de la présente loi, même si aucun accord conclu en vertu du paragraphe (1) ne s'applique à la caisse;
- b) annuler l'inscription.

Special rules for credit unions registered under subs. (4) or (6) (a)

(7) The following apply with respect to a credit union registered under subsection (4) or clause (6) (a):

1. References to a credit union in the *Loan and Trust Corporations Act* and such other statutes and regulations as may be prescribed shall be deemed to include a credit union registered under subsection (4) or clause (6) (a).
2. The credit union shall comply with any regulations governing the conduct of credit unions registered under this section.
3. This Act shall not apply with respect to the credit union, except as provided in the regulations.

Commencement

9. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Règles spéciales pour les caisses inscrites en vertu du par. (4) ou de l'al. (6) a)

(7) Les règles suivantes s'appliquent à l'égard de la caisse inscrite en vertu du paragraphe (4) ou de l'alinéa (6) a) :

1. Les mentions d'une caisse dans la *Loi sur les sociétés de prêt et de fiducie* et dans les autres lois et règlements prescrits valent également mention d'une caisse inscrite en vertu du paragraphe (4) ou de l'alinéa (6) a).
2. La caisse se conforme aux règlements régissant la conduite des caisses inscrites en vertu du présent article.
3. La présente loi ne s'applique pas à l'égard de la caisse, sous réserve de ce que prévoient les règlements.

Entrée en vigueur

9. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

**SCHEDULE 6
CROWN EMPLOYEES COLLECTIVE
BARGAINING ACT, 1993**

**ANNEXE 6
LOI DE 1993 SUR LA NÉGOCIATION
COLLECTIVE DES EMPLOYÉS
DE LA COURONNE**

1. Subsection 2 (1) of the *Crown Employees Collective Bargaining Act, 1993* is amended by striking out “subsection (2)” and substituting “subsection (2) and Part III.1”.

2. Subsection 5 (2) of the Act is amended by striking out “section 41 of the *Labour Relations Act*” in the portion before paragraph 1 and substituting “section 43 of the *Labour Relations Act, 1995*”.

3. Section 13 of the Act is amended by adding “Subject to section 15.1” at the beginning.

4. Subsection 15 (2) of the Act is amended by adding “Subject to section 15.1” at the beginning.

5. The Act is amended by adding the following section:

Exception, essential services agreement

15.1 Sections 13 and 15 do not apply with respect to the Correctional Bargaining Unit described in subsection 22 (2).

6. (1) The definition of “designated bargaining unit” in section 22 of the Act is amended by striking out “subsection 23 (1)” and substituting “subsection 23 (2)”.

(2) Section 22 of the Act is amended by adding the following subsection:

Definitions: bargaining units

(2) In this Part and Part III.1,

“Correctional Bargaining Unit” means the bargaining unit that was formerly Unit II — Corrections Bargaining Unit, as set out in Order in Council 243/94 and as modified from time to time by the collective agreement that applies to the members of the unit; (“Unité de négociation des services correctionnels”)

“Engineer Bargaining Unit” means the bargaining unit as set out in the collective agreement that applies to the members of the unit; (“Unité de négociation des ingénieurs”)

“Fourth Bargaining Unit” means the bargaining unit that was formerly Unit VII — Seventh Bargaining Unit, as set out in Order in Council 243/94 and as modified from time to time by the collective agreement that applies to the members of the unit; (“Quatrième unité de négociation”)

“Unified Bargaining Unit” means the bargaining unit that was formerly composed of the following units, as set out in Order in Council 243/94 and as modified from time to time by the collective agreement that applies to the members of the unit:

1. Le paragraphe 2 (1) de la *Loi de 1993 sur la négociation collective des employés de la Couronne* est modifié par remplacement de «du paragraphe (2)» par «du paragraphe (2) et de la partie III.1».

2. Le paragraphe 5 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «l'article 41 de la *Loi sur les relations de travail*» par «l'article 43 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*» dans le passage qui précède la disposition 1.

3. L'article 13 de la Loi est modifié par insertion de «Sous réserve de l'article 15.1,» au début de l'article.

4. Le paragraphe 15 (2) de la Loi est modifié par insertion de «Sous réserve de l'article 15.1,» au début du paragraphe.

5. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Exception : entente sur les services essentiels

15.1 Les articles 13 et 15 ne s'appliquent pas à l'égard de l'Unité de négociation des services correctionnels visée au paragraphe 22 (2).

6. (1) La définition de «unité de négociation désignée» à l'article 22 de la Loi est modifiée par remplacement de «au paragraphe 23 (1)» par «au paragraphe 23 (2)».

(2) L'article 22 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Définitions : unités de négociation

(2) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie et à la partie III.1.

«Quatrième unité de négociation» L'unité de négociation, anciennement appelée Unité VII — Septième unité de négociation, telle qu'elle est décrite dans le décret 243/94 et modifiée par la convention collective qui s'applique aux membres de l'unité. («Fourth Bargaining Unit»)

«Unité de négociation des ingénieurs» L'unité de négociation, telle qu'elle est décrite dans la convention collective qui s'applique aux membres de l'unité. («Engineer Bargaining Unit»)

«Unité de négociation des services correctionnels» L'unité de négociation, anciennement appelée Unité II — Unité de négociation des services correctionnels, telle qu'elle est décrite dans le décret 243/94 et modifiée par la convention collective qui s'applique aux membres de l'unité. («Correctional Bargaining Unit»)

«Unité de négociation unifiée» L'unité de négociation, composée des anciennes unités suivantes, telles qu'elles sont décrites dans le décret 243/94 et modifiées par la convention collective qui s'applique aux membres de l'unité :

1. Unit I — Administrative Bargaining Unit.
2. Unit III — Institutional & Health Care Bargaining Unit.
3. Unit IV — Office Administration Bargaining Unit.
4. Unit V — Operational & Maintenance Bargaining Unit.
5. Unit VI — Technical Bargaining Unit. («Unité de négociation unifiée»)

7. Sections 23 to 29 of the Act are repealed and the following substituted:

Bargaining units

23. (1) All public servants appointed under section 32 of the *Public Service of Ontario Act, 2006* and not excluded from the application of this Act under subsection 1.1 (3) of this Act shall be in one of the designated bargaining units set out in subsection (2) of this section.

Same

(2) The following are designated bargaining units for the purposes of this Act:

1. Unified Bargaining Unit.
2. Correctional Bargaining Unit.
3. Engineer Bargaining Unit.
4. Fourth Bargaining Unit.

Applicable collective agreement

(3) The collective agreement that applied with respect to a member of a designated bargaining unit set out in subsection (2) on the day before the day section 7 of Schedule 6 to the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* came into force continues to apply with respect to him or her until it expires.

Composite agreement

(4) If, as a result of subsection (3), more than one collective agreement will apply in a bargaining unit, the provisions of each collective agreement are deemed to form one part of a single collective agreement to which the bargaining agent representing the employees in the designated bargaining unit is a party.

Bargaining agent, OPSEU

24. (1) The Ontario Public Service Employees Union continues as the bargaining agent representing the employees in the Unified Bargaining Unit and the Correctional Bargaining Unit.

Bargaining agent, AMAPCEO

(2) The Association of Management, Administrative and Professional Crown Employees of Ontario continues

1. Unité I — Unité de négociation des services d'administration.
2. Unité III — Unité de négociation des soins en établissement et des services de santé.
3. Unité IV — Unité de négociation du personnel de bureau.
4. Unité V — Unité de négociation du secteur opérationnel et de l'entretien.
5. Unité VI — Unité de négociation du secteur technique. («Unified Bargaining Unit»)

7. Les articles 23 à 29 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Unités de négociation

23. (1) Tous les fonctionnaires qui sont nommés en vertu de l'article 32 de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario* et qui ne sont pas soustraits à l'application de la présente loi aux termes du paragraphe 1.1 (3) de la présente loi sont compris dans l'une des unités de négociation désignées mentionnées au paragraphe (2) du présent article.

Idem

(2) Les unités de négociation désignées sont les suivantes pour l'application de la présente loi :

1. L'Unité de négociation unifiée.
2. L'Unité de négociation des services correctionnels.
3. L'Unité de négociation des ingénieurs.
4. La Quatrième unité de négociation.

Convention collective applicable

(3) La convention collective qui s'appliquait à l'égard des membres d'une unité de négociation désignée mentionnée au paragraphe (2) la veille de l'entrée en vigueur de l'article 7 de l'annexe 6 de la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* continue de s'appliquer à l'égard de ces membres jusqu'à son expiration.

Convention mixte

(4) Si, par suite de l'application du paragraphe (3), plus d'une convention collective s'applique au sein de l'unité de négociation, les dispositions de chaque convention collective sont réputées constituer une partie d'une convention collective unique à laquelle est partie l'agent négociateur qui représente les employés compris dans l'unité de négociation désignée.

Agent négociateur : SEFPO

24. (1) Le Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario est maintenu comme seul agent négociateur représentant les employés compris dans l'Unité de négociation unifiée et l'Unité de négociation des services correctionnels.

Agent négociateur : AEEGAPCO

(2) L'Association des employées et employés gestionnaires, administratifs et professionnels de la Couronne de

as the bargaining agent representing the employees in the Fourth Bargaining Unit.

Bargaining agent, PEGO

(3) The Professional Engineers Government of Ontario continues as the bargaining agent representing the employees in the Engineer Bargaining Unit.

Effect of continuation

(4) Subject to subsections (5) and (7), the bargaining agents described in subsections (1) to (3) represent the employees in the applicable bargaining units until they cease, under this Act or the *Labour Relations Act, 1995*, to represent them.

Restriction

(5) The Ontario Public Service Employees Union continues to represent the employees in the Correctional Bargaining Unit and the Unified Bargaining Unit until a collective agreement for those units is made following the expiry of the collective agreements referred to in subsections 23 (3) and (4) for those units.

Non-application

(6) Section 66 of the *Labour Relations Act, 1995* does not apply with respect to the bargaining rights of a bargaining agent described in subsection (1), (2) or (3) of this section that represents a designated bargaining unit set out in subsection 23 (2) of this Act.

Same bargaining agent

(7) The Unified Bargaining Unit and the Correctional Bargaining Unit shall be represented by the same bargaining agent.

Term of agreements

25. Unless the parties agree otherwise, every collective agreement respecting employees in the designated bargaining units set out in subsection 23 (2) shall provide that it is effective for a term of at least two years.

Non-application of s. 43 of the LRA

26. Section 43 of the *Labour Relations Act, 1995* does not apply in respect of the next collective agreement for a designated bargaining unit referred to in subsection 23 (2) that is made following the expiry of a collective agreement referred to in subsection 23 (3) or (4).

PART III.1

INTEREST ARBITRATION — CORRECTIONAL BARGAINING UNIT

Application

27. This Part applies in respect of the bargaining of collective agreements for the Correctional Bargaining Unit.

l'Ontario est maintenue comme seul agent négociateur représentant les employés compris dans la Quatrième unité de négociation.

Agent négociateur : PEGO

(3) L'organisme appelé en français «Ingénieurs Gouvernement de l'Ontario» est maintenu comme seul agent négociateur représentant les employés compris dans l'Unité de négociation des ingénieurs.

Effet du maintien

(4) Sous réserve des paragraphes (5) et (7), les agents négociateurs visés aux paragraphes (1) à (3) représentent les employés compris dans les unités de négociation concernées jusqu'à ce qu'ils cessent, aux termes de la présente loi ou de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, de les représenter.

Restriction

(5) Le Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario continue de représenter les employés compris dans l'Unité de négociation des services correctionnels et l'Unité de négociation unifiée jusqu'à ce qu'une convention collective soit conclue pour ces unités de négociation après l'expiration des conventions collectives visées aux paragraphes 23 (3) et (4) applicables à ces unités.

Non-application

(6) L'article 66 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* ne s'applique pas à l'égard du droit de négociation d'un agent négociateur visé au paragraphe (1), (2) ou (3) du présent article qui représente une unité de négociation désignée mentionnée au paragraphe 23 (2) de la présente loi.

Représentation par le même agent négociateur

(7) L'Unité de négociation unifiée et l'Unité de négociation des services correctionnels sont représentées par le même agent négociateur.

Durée des conventions

25. Sauf entente contraire entre les parties, chaque convention collective concernant les employés compris dans les unités de négociation désignées mentionnées au paragraphe 23 (2) prévoit qu'elle est en vigueur pour au moins deux ans.

Non-application de l'art. 43 de la Loi de 1995 sur les relations de travail

26. L'article 43 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* ne s'applique pas à l'égard de la prochaine convention collective qui est conclue pour une unité de négociation désignée visée au paragraphe 23 (2) après l'expiration d'une convention collective visée au paragraphe 23 (3) ou (4).

PARTIE III.1

ARBITRAGE DES DIFFÉRENDS — UNITÉ DE NÉGOCIATION DES SERVICES CORRECTIONNELS

Champ d'application

27. La présente partie s'applique à l'égard de la négociation des conventions collectives pour l'Unité de négociation des services correctionnels.

Notice of no collective agreement

28. If a conciliation officer appointed under section 18 of the *Labour Relations Act, 1995* is unable to effect a collective agreement for the Correctional Bargaining Unit within the time allowed under section 20 of that Act, the following rules apply:

1. The Minister shall forthwith by notice in writing inform each of the parties that the conciliation officer has been unable to effect a collective agreement.
2. Sections 19 and 21 of the *Labour Relations Act, 1995* do not apply.
3. The matters in dispute between the parties shall be decided by arbitration in accordance with this Part.

Arbitration

29. Within seven days after the day on which the Minister has informed the parties that the conciliation officer has been unable to effect a collective agreement, the parties shall agree to refer matters to a single arbitrator or to a board of arbitration.

Appointment of a single arbitrator

29.1 (1) If the parties have agreed to refer matters to a single arbitrator, they shall appoint an arbitrator within seven days after they agreed to refer matters to a single arbitrator.

Single arbitrator's powers

(2) The person so appointed shall constitute the board of arbitration for the purposes of this Part and he or she shall have the powers and duties of the chair of a board of arbitration.

Notice to Minister

(3) As soon as the parties appoint a person to act as a single arbitrator, they shall notify the Minister of the name and address of the person appointed.

Appointment of board of arbitration

29.2 (1) If the parties have agreed to refer matters to a board of arbitration,

- (a) each party shall, within seven days after the parties agreed to refer matters to a board of arbitration, appoint a member of the board and inform the other party of the appointee; and
- (b) the members appointed under clause (a) shall, within five days after the second of them is appointed, appoint a third member who shall be the chair of the board.

Extension

(2) The parties by a mutual agreement in writing may extend the period of seven days mentioned in clause (1) (a) for one further period of seven days.

Avis de défaut de convention collective

28. Si un conciliateur désigné en application de l'article 18 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* ne parvient pas à conclure une convention collective pour l'Unité de négociation des services correctionnels dans le délai prévu à l'article 20 de cette loi, les règles suivantes s'appliquent :

1. Le ministre informe chacune des parties, sans délai, par avis écrit, que le conciliateur n'est pas parvenu à conclure une convention collective.
2. Les articles 19 et 21 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* ne s'appliquent pas.
3. Les questions en litige entre les parties sont tranchées par voie de décision arbitrale conformément à la présente partie.

Arbitrage

29. Au plus tard sept jours après le jour où le ministre a informé les parties que le conciliateur n'est pas parvenu à conclure une convention collective, les parties conviennent de soumettre des questions à un arbitre unique ou à un conseil d'arbitrage.

Désignation d'un arbitre unique

29.1 (1) Si les parties ont convenu de soumettre des questions à un arbitre unique, elles désignent celui-ci au plus tard sept jours après avoir convenu de soumettre les questions à un arbitre unique.

Pouvoirs de l'arbitre unique

(2) La personne ainsi désignée forme le conseil d'arbitrage pour l'application de la présente partie et exerce les pouvoirs et les fonctions du président d'un conseil d'arbitrage.

Avis au ministre

(3) Dès que les parties désignent une personne pour agir comme arbitre unique, elles avisent le ministre de son nom et de son adresse.

Désignation d'un conseil d'arbitrage

29.2 (1) Si les parties ont convenu de soumettre des questions à un conseil d'arbitrage :

- a) chaque partie, au plus tard sept jours après que les parties ont convenu de soumettre les questions à un conseil d'arbitrage, désigne un membre du conseil et informe l'autre partie du nom de la personne qu'elle a désignée;
- b) les membres désignés aux termes de l'alinéa a), au plus tard cinq jours après que le second d'entre eux est désigné, désignent un troisième membre à la présidence du conseil.

Prorogation

(2) Les parties peuvent, par accord réciproque écrit, proroger une seule fois de sept autres jours le délai de sept jours prévu à l'alinéa (1) a).

Notice of appointment by party

(3) As soon as one of the parties appoints a member to a board of arbitration, that party shall notify the other party and the Minister of the name and address of the member appointed.

Notice of appointment by members

(4) As soon as the two members appoint a third member, they shall notify the Minister of the name and address of the third member appointed.

If appointment not made

29.3 (1) If an appointment is not made as required under subsection 29.1 (1) or 29.2 (1), the Minister may make the appointment and the Minister must do so on the request of a party.

Vacancies

(2) If a person ceases to be a member of a board of arbitration by reason of resignation, death or otherwise before it has completed its work, the Minister shall appoint a member in his or her place after consulting the party whose point of view was represented by such person.

Replacement of member

(3) If, in the opinion of the Minister, a member of a board of arbitration has failed to enter on or to carry on his or her duties so as to enable it to render a decision within the time set out in subsection 29.7 (6) or within the time extended under subsection 29.7 (7), the Minister may appoint a member in his or her place after consulting the party whose point of view was represented by such person.

Replacement of chair

(4) If the chair of a board of arbitration is unable to enter on or to carry on his or her duties so as to enable it to render a decision within the time set out in subsection 29.7 (6) or within the time extended under subsection 29.7 (7), the Minister may appoint a person to act as chair in his or her place.

Where single arbitrator unable to act

(5) If the person appointed jointly by the parties as a single arbitrator dies before completing his or her work or is unable to enter on or to carry on his or her duties so as to enable him or her to render a decision within the time set out in subsection 29.7 (6) or within the time extended under subsection 29.7 (7), the Minister may, upon notice or complaint to him or her by either of the parties and after consulting the parties, inform the parties in writing that the arbitrator is unable to enter on or to carry on his or her duties and the provisions of this section relating to the appointment of a board of arbitration shall thereupon apply with necessary modifications.

Same

(6) No person shall be appointed a member of a board of arbitration under this Act who has any pecuniary interest in the matters coming before it or who is acting or has, within a period of six months preceding the date of his or her appointment, acted as solicitor, counsel or agent of either of the parties.

Avis de désignation par une partie

(3) Dès que l'une des parties désigne un membre au conseil d'arbitrage, elle avise l'autre partie et le ministre du nom et de l'adresse de ce membre.

Avis de désignation par les membres

(4) Dès que les deux membres désignent un troisième membre, ils avisent le ministre du nom et de l'adresse de ce membre.

Absence de désignation

29.3 (1) Si aucune désignation n'est effectuée comme l'exige le paragraphe 29.1 (1) ou 29.2 (1), le ministre peut procéder à la désignation et doit le faire si une partie le demande.

Vacance

(2) Si une personne cesse d'être membre d'un conseil d'arbitrage en raison de sa démission, de son décès ou pour tout autre motif avant que celui-ci ait terminé ses travaux, le ministre désigne à sa place un autre membre après avoir consulté la partie dont cette personne représentait le point de vue.

Remplacement des membres

(3) Si, de l'avis du ministre, un membre d'un conseil d'arbitrage n'a pas commencé ses fonctions ou ne les a pas poursuivies de façon que le conseil puisse rendre une décision dans le délai prévu au paragraphe 29.7 (6) ou dans le délai prorogé en vertu du paragraphe 29.7 (7), le ministre peut désigner un autre membre à sa place après avoir consulté la partie dont cette personne représentait le point de vue.

Remplacement du président

(4) Si le président d'un conseil d'arbitrage ne peut commencer ses fonctions ou les poursuivre de façon que le conseil puisse rendre une décision dans le délai prévu au paragraphe 29.7 (6) ou dans le délai prorogé en vertu du paragraphe 29.7 (7), le ministre peut désigner une personne à sa place pour agir en qualité de président.

Cas où l'arbitre unique ne peut agir

(5) Si la personne désignée d'un commun accord par les parties comme arbitre unique décède avant d'avoir terminé ses travaux ou ne peut commencer ses fonctions ou les poursuivre de façon à pouvoir rendre une décision dans le délai prévu au paragraphe 29.7 (6) ou dans le délai prorogé en vertu du paragraphe 29.7 (7), le ministre peut, sur plainte ou avis de l'une ou de l'autre des parties et après avoir consulté celles-ci, les aviser par écrit que l'arbitre ne peut commencer ses fonctions ou les poursuivre. Les dispositions du présent article ayant trait à la désignation d'un conseil d'arbitrage s'appliquent dès lors, avec les adaptations nécessaires.

Idem

(6) Nul ne doit être membre d'un conseil d'arbitrage aux termes de la présente loi s'il a un intérêt pécuniaire dans les questions dont le conseil est saisi ou s'il exerce ou a exercé, dans les six mois précédant immédiatement sa désignation, des fonctions de procureur, d'avocat ou de mandataire de l'une ou de l'autre des parties.

Selection of method

29.4 (1) If the chair of the board of arbitration was appointed under subsection 29.1 (1) or clause 29.2 (1) (b), the parties shall select the method of arbitration.

Failure to select

(2) The method of arbitration shall be mediation-arbitration unless the parties select a different method of arbitration.

Selection of method

(3) If the chair of the board of arbitration was appointed by the Minister, subject to subsections (4) to (6), the Minister shall select the method of arbitration and shall advise the chair of the board of arbitration of the selection.

Same, mediation-arbitration

(4) The method selected shall be mediation-arbitration unless the Minister is of the view that another method is more appropriate.

Same, final offer selection

(5) The method selected shall not be final offer selection without mediation.

Same, mediation-final offer selection

(6) The method selected shall not be mediation-final offer selection unless the Minister in his or her sole discretion selects that method because he or she is of the view that it is the most appropriate method having regard to the nature of the dispute.

Procedure**Time and place of hearings**

29.5 (1) Subject to subsection (2), the chair of the board of arbitration shall fix the time and place of the first or any subsequent hearing and shall give notice thereof to the Minister and the Minister shall notify the parties and the members of the board of arbitration thereof.

When hearings commence

(2) The board of arbitration shall hold the first hearing within 30 days after the last or only member of the board is appointed.

Exception

(3) If the method of arbitration selected by the Minister under subsection 29.4 (3) is mediation-arbitration or mediation-final offer selection, the time limit set out in subsection (2) does not apply in respect of the first hearing but applies instead, with necessary modifications, in respect of the commencement of mediation.

Failure of member to attend

(4) Where a member of a board of arbitration appointed by a party or by the Minister is unable to attend the first hearing at the time and place fixed by the chair, the party shall, upon the request in writing of the chair, appoint a new member in place of such member and where such appointment is not made within five days of the date of the request, the Minister shall, upon the written request

Choix de la méthode

29.4 (1) Si le président du conseil d'arbitrage a été désigné aux termes du paragraphe 29.1 (1) ou de l'alinéa 29.2 (1) b), les parties choisissent la méthode d'arbitrage.

Cas où il n'est pas fait de choix

(2) La méthode d'arbitrage est la médiation-arbitrage, à moins que les parties ne choisissent une méthode différente.

Choix de la méthode

(3) Si le président du conseil d'arbitrage a été désigné par le ministre, ce dernier, sous réserve des paragraphes (4) à (6), choisit la méthode d'arbitrage et en avise le président du conseil d'arbitrage.

Idem : médiation-arbitrage

(4) La méthode choisie est la médiation-arbitrage, à moins que le ministre ne soit d'avis qu'une autre méthode est plus appropriée.

Idem : arbitrage des propositions finales

(5) La méthode choisie ne doit pas être l'arbitrage des propositions finales sans médiation.

Idem : médiation-arbitrage des propositions finales

(6) La méthode choisie ne doit pas être la médiation-arbitrage des propositions finales, à moins que le ministre ne choisisse cette méthode à sa seule discrétion parce qu'il est d'avis qu'elle est la plus appropriée compte tenu de la nature du différend.

Procédure**Date, heure et lieu des audiences**

29.5 (1) Sous réserve du paragraphe (2), le président du conseil d'arbitrage fixe la date, l'heure et le lieu de la première audience et de toute audience subséquente et en avise le ministre, qui avise les parties et les membres du conseil d'arbitrage.

Début des audiences

(2) Le conseil d'arbitrage tient la première audience dans les 30 jours qui suivent la désignation du dernier ou du seul membre du conseil.

Exception

(3) Si la méthode d'arbitrage que choisit le ministre aux termes du paragraphe 29.4 (3) est la médiation-arbitrage ou la médiation-arbitrage des propositions finales, le délai prévu au paragraphe (2) ne s'applique pas à l'égard de la première audience, mais s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard du début de la médiation.

Absence d'un membre

(4) Si un membre du conseil d'arbitrage désigné par une partie ou par le ministre ne peut pas assister à la première audience à la date, à l'heure et au lieu fixés par le président, la partie, à la demande écrite du président, désigne un autre membre à sa place. Si cette désignation n'est pas faite dans les cinq jours de la présentation de la demande, le ministre, à la demande écrite du président,

of the chair, appoint a new member in place of such member.

Order to expedite proceedings

(5) Where a board of arbitration has been established, the chair shall keep the Minister advised of the progress of the arbitration and where the Minister is advised that the board has failed to render a decision within the time set out in subsection 29.7 (6) or within the time extended under subsection 29.7 (7), the Minister may, after consulting the parties and the board, issue whatever order he or she considers necessary in the circumstances to ensure that a decision will be rendered within a reasonable time.

Procedure

(6) The board of arbitration shall determine its own procedure but shall give full opportunity to the parties to present their evidence and make their submissions and section 117 of the *Labour Relations Act, 1995* applies to the board of arbitration and its decision and proceedings as if it were the Ontario Labour Relations Board.

Time for submission of information

(7) If the method of arbitration selected by the Minister under subsection 29.4 (3) is mediation-arbitration or mediation-final offer selection, the chair of the board of arbitration may, after consulting with the parties, set a date after which a party may not submit information to the board unless,

- (a) the information was not available prior to the date;
- (b) the chair permits the submission of the information; and
- (c) the other party is given an opportunity to make submissions concerning the information.

Same

(8) If the members of a board of arbitration are unable to agree among themselves on matters of procedure or as to the admissibility of evidence, the decision of the chair governs.

Decision

(9) The decision of a majority of the members of a board of arbitration is the decision of the board, but, if there is no majority, the decision of the chair is the decision of the board.

Notice of agreement to recommence

(10) If any member of the board of arbitration was appointed by the Minister, the parties may, at any time before the board renders a decision, jointly serve written notice on the Minister that they have agreed that the arbitration should be recommenced before a different board of arbitration.

Termination of appointments

(11) If notice is served on the Minister under subsection (10), the appointments of all the members of the board of arbitration are terminated.

désigne le remplaçant.

Arrêté en vue d'accélérer les travaux

(5) Si un conseil d'arbitrage a été créé, le président tient le ministre au courant des progrès de l'arbitrage. Si le ministre est avisé que le conseil n'a pas rendu de décision dans le délai prévu au paragraphe 29.7 (6) ou dans le délai prorogé en vertu du paragraphe 29.7 (7), le ministre peut, après avoir consulté les parties et le conseil, prendre tout arrêté qu'il juge nécessaire dans les circonstances pour faire en sorte qu'une décision soit rendue dans un délai raisonnable.

Procédure

(6) Le conseil d'arbitrage décide lui-même de la procédure à suivre, mais donne aux parties la pleine possibilité de présenter leurs preuves et de faire valoir leurs arguments. L'article 117 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* s'applique au conseil d'arbitrage ainsi qu'à la décision qu'il rend et à l'instance tenue devant lui, comme s'il s'agissait de la Commission des relations de travail de l'Ontario.

Date de présentation des renseignements

(7) Si la méthode d'arbitrage que choisit le ministre aux termes du paragraphe 29.4 (3) est la médiation-arbitrage ou la médiation-arbitrage des propositions finales, le président du conseil d'arbitrage peut, après avoir consulté les parties, fixer une date après laquelle une partie ne peut plus présenter de renseignements au conseil à moins que les conditions suivantes ne soient réunies :

- a) les renseignements n'étaient pas disponibles avant cette date;
- b) le président autorise la présentation des renseignements;
- c) l'autre partie a la possibilité de présenter des observations au sujet des renseignements.

Idem

(8) Si les membres du conseil ne peuvent s'entendre sur des questions de procédure ou sur l'admissibilité de la preuve, le président a voix prépondérante.

Décision

(9) La décision de la majorité des membres d'un conseil d'arbitrage est celle du conseil. Toutefois, s'il n'y a pas de majorité, la décision du président est celle du conseil.

Avis d'accord

(10) Si un membre du conseil d'arbitrage a été désigné par le ministre, les parties peuvent, avant que le conseil d'arbitrage ne rende une décision, signifier d'un commun accord au ministre un avis écrit portant qu'elles ont convenu que l'arbitrage devrait recommencer devant un conseil d'arbitrage différent.

Fin des désignations

(11) Si un avis est signifié au ministre en vertu du paragraphe (10), les désignations de tous les membres du conseil d'arbitrage prennent fin.

Effective date of terminations

(12) The terminations are effective on the day the Minister is served with the notice.

Obligation to appoint

(13) Within seven days after the day the Minister is served with the notice, the parties shall jointly appoint, under subsection 29.1 (1), a person who has agreed to act as an arbitrator or shall each appoint, under subsection 29.2 (1), a person who has agreed to act as a member of a board of arbitration, and this Part applies with respect to such appointments.

Powers

(14) The chair and the other members of a board of arbitration established under this Act have, respectively, all the powers of a chair and the members of a board of arbitration under the *Labour Relations Act, 1995*.

Appointment or proceedings of board not subject to review

29.6 Where a person has been appointed as a single arbitrator or the three members have been appointed to a board of arbitration, it shall be presumed conclusively that the board has been established in accordance with this Part and no application shall be made, taken or heard for judicial review or to question the establishment of the board or the appointment of the member or members, or to review, prohibit or restrain any of its proceedings.

Duty of board

29.7 (1) The board of arbitration shall examine into and decide on matters that are in dispute and any other matters that appear to the board necessary to be decided in order to conclude a collective agreement between the parties, but the board shall not decide any matters that come within the jurisdiction of the Ontario Labour Relations Board.

Criteria

(2) In making a decision or award, the board of arbitration shall take into consideration all factors it considers relevant, including the following criteria:

1. The employer's ability to pay in light of its fiscal situation.
2. The extent to which services may have to be reduced, in light of the decision or award, if current funding and taxation levels are not increased.
3. The economic situation in Ontario.
4. A comparison, as between the employees and other comparable employees in the public and private sectors, of the terms and conditions of employment and the nature of the work performed.
5. The employer's ability to attract and retain qualified employees.

Date d'effet

(12) Les désignations prennent fin le jour où l'avis est signifié au ministre.

Obligation de désigner

(13) Dans les sept jours qui suivent le jour où l'avis est signifié au ministre, les parties désignent d'un commun accord, aux termes du paragraphe 29.1 (1), une personne qui est prête à agir à titre d'arbitre ou elles désignent chacune, aux termes du paragraphe 29.2 (1), une personne qui est prête à agir à titre de membre d'un conseil d'arbitrage, et la présente partie s'applique à l'égard de telles désignations.

Pouvoirs

(14) Le président et les autres membres d'un conseil d'arbitrage créé en vertu de la présente loi ont, respectivement, tous les pouvoirs du président et des membres d'un conseil d'arbitrage aux termes de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Désignations et travaux du conseil non susceptibles de révision

29.6 Si une personne a été désignée arbitre unique ou que les trois membres ont été désignés à un conseil d'arbitrage, la création du conseil est présumée, de façon irréfragable, s'être effectuée conformément à la présente partie. Il ne peut être présenté ni entendu aucune requête en révision judiciaire ou requête en contestation de la création du conseil ou de la désignation de son ou ses membres, ou requête visant à faire réviser, interdire ou restreindre ses travaux.

Fonction du conseil

29.7 (1) Le conseil d'arbitrage examine et tranche les questions en litige et toutes les autres questions qu'il lui paraît nécessaire de trancher pour conclure une convention collective entre les parties. Cependant, il ne doit pas trancher les questions qui relèvent de la compétence de la Commission des relations de travail de l'Ontario.

Critères

(2) Pour rendre une décision ou une sentence arbitrale, le conseil d'arbitrage prend en considération tous les facteurs qu'il estime pertinents, notamment les critères suivants :

1. La capacité de payer de l'employeur compte tenu de sa situation financière.
2. La mesure dans laquelle des services devront peut-être être réduits, compte tenu de la décision ou de la sentence arbitrale, si les niveaux de financement et d'imposition actuels ne sont pas relevés.
3. La situation économique prévalant en Ontario.
4. La comparaison, établie entre les employés et des employés comparables des secteurs public et privé, des conditions d'emploi et de la nature du travail exécuté.
5. La capacité de l'employeur d'attirer et de garder des employés qualifiés.

Restriction

(3) Nothing in subsection (2) affects the powers of the board of arbitration.

Board to remain seized of matters

(4) The board of arbitration shall remain seized of and may deal with all matters in dispute between the parties until a collective agreement is in effect between the parties.

Procedure

(5) The *Arbitrations Act* does not apply to arbitrations under this Part.

Time for decision

(6) The board of arbitration shall give a decision within 90 days after the last or only member of the board is appointed.

Extension

(7) The parties may agree to extend the time described in subsection (6), either before or after the time has passed.

Term of the agreement

(8) In making its decision upon matters in dispute between the parties, the board of arbitration may provide,

- (a) where notice was given under section 16 of the *Labour Relations Act, 1995*, that any of the terms of the agreement except its term of operation shall be retroactive to such day as the board may fix, but not earlier than the day upon which such notice was given; or
- (b) where notice was given under section 59 of the *Labour Relations Act, 1995*, that any of the terms of the agreement except its term of operation shall be retroactive to such day as the board may fix, but not earlier than the day upon which the previous agreement ceased to operate.

Reference back to board

29.8 (1) The board of arbitration may, upon application by a party within 10 days after the release of a decision, amend, alter or vary the decision where it is shown to the satisfaction of the board that they failed to deal with any matter in dispute referred to them or that an error is apparent on the face of the decision.

Representations on reference back

(2) Before amending, altering or varying a decision on an application under subsection (1), the board shall give the parties an opportunity to make representations on the application.

Time limit on reference back

(3) A decision may be amended, altered or varied on an application under subsection (1) only within 20 days after the application is made.

No decision to require legislation

(4) In making a decision, the board of arbitration shall not include any term that would require either directly or

Restriction

(3) Le paragraphe (2) n'a pas d'incidence sur les pouvoirs du conseil d'arbitrage.

Conseil demeurant saisi des questions en litige

(4) Le conseil d'arbitrage demeure saisi et peut connaître de toutes les questions en litige entre les parties jusqu'à ce qu'une convention collective entre en vigueur entre les parties.

Procédure

(5) La *Loi sur l'arbitrage* ne s'applique pas aux arbitrages visés à la présente partie.

Délai imparti

(6) Le conseil d'arbitrage rend une décision dans les 90 jours qui suivent la désignation du dernier ou du seul membre du conseil.

Prorogation

(7) Les parties peuvent convenir de proroger le délai visé au paragraphe (6), soit avant, soit après l'expiration de celui-ci.

Conditions de la convention

(8) En rendant sa décision sur les questions en litige entre les parties, le conseil d'arbitrage peut prévoir :

- a) si un avis a été donné en vertu de l'article 16 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, que l'une quelconque des conditions de la convention, sauf sa durée, est rétroactive au jour que fixe le conseil, mais pas à une date antérieure à celle où a été donné l'avis;
- b) si un avis a été donné en vertu de l'article 59 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, que l'une quelconque des conditions de la convention, sauf sa durée, est rétroactive au jour que fixe le conseil, mais pas à une date antérieure à celle où la convention précédente a cessé d'être en vigueur.

Renvoi au conseil

29.8 (1) À la demande d'une partie dans les 10 jours qui suivent la communication d'une décision, le conseil d'arbitrage peut modifier sa décision s'il est convaincu qu'il a omis d'examiner une question en litige qui lui était soumise ou que la décision présente une erreur manifeste.

Observations en cas de renvoi

(2) Avant de modifier une décision à la suite d'une demande visée au paragraphe (1), le conseil donne aux parties la possibilité de présenter des observations au sujet de la demande.

Délai en cas de renvoi

(3) Une décision ne peut être modifiée à la suite d'une demande visée au paragraphe (1) que dans les 20 jours qui suivent la présentation de la demande.

Incidence de la décision sur les lois

(4) Nulle décision du conseil d'arbitrage ne doit contenir de conditions dont l'application exigerait, directement

indirectly for its implementation the enactment or amendment of legislation except for the purpose of appropriating money for its implementation.

Where agreement reached

29.9 (1) Where, during the bargaining under this Act or during the proceedings before the board of arbitration, the parties agree on all the matters to be included in a collective agreement, they shall put them in writing and shall execute the document, and thereupon it constitutes a collective agreement under the *Labour Relations Act, 1995*.

Failure to make agreement

(2) If the parties fail to put the terms of all the matters agreed upon by them in writing or if, having put the terms of their agreement in writing, either of them fails to execute the document within seven days after it was executed by the other of them, they shall be deemed not to have made a collective agreement and it shall instead be decided by arbitration in accordance with this Part.

Decision of board

(3) Where, during the bargaining under this Act or during the proceedings before the board of arbitration, the parties have agreed upon some matters to be included in the collective agreement and have notified the board in writing of the matters agreed upon, the decision of the board shall be confined to the matters not agreed upon by the parties and to such other matters that appear to the board necessary to be decided to conclude a collective agreement between the parties.

Same

(4) Where the parties have not notified the board of arbitration in writing that, during the bargaining under this Act or during the proceedings before the board of arbitration, they have agreed upon some matters to be included in the collective agreement, the board shall decide all matters in dispute and such other matters that appear to the board necessary to be decided to conclude a collective agreement between the parties.

Execution of agreement

29.10 (1) Within five days after the date of the decision of the board of arbitration or such longer period as may be agreed upon in writing by the parties, the parties shall prepare and execute a document giving effect to the decision of the board and any agreement of the parties, and the document thereupon constitutes a collective agreement.

Preparation of agreement by board

(2) If the parties fail to prepare and execute a document in the form of a collective agreement giving effect to the decision of the board and any agreement of the parties within the period mentioned in subsection (1), the parties or either of them shall notify the chair of the board in writing forthwith, and the board shall prepare a document in the form of a collective agreement giving effect to the decision of the board and any agreement of the parties and submit the document to the parties for execution.

ou indirectement, l'adoption ou la modification d'une loi, sauf à des fins d'affectation de fonds en vue de son application.

Entente entre les parties

29.9 (1) Si, au cours des négociations engagées en vertu de la présente loi ou au cours de l'instance tenue devant le conseil d'arbitrage, les parties s'entendent sur toutes les questions à inclure dans une convention collective, elles les consignent et passent le document, qui constitue dès lors une convention collective aux termes de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Défaut de s'entendre

(2) Si les parties ne consignent pas toutes les conditions relatives aux questions sur lesquelles elles se sont entendues ou si, après les avoir consignées, l'une ou l'autre ne passe pas le document dans les sept jours de sa passation par l'autre partie, elles sont réputées ne pas avoir conclu de convention collective et ces questions sont plutôt décidées par arbitrage conformément à la présente partie.

Décision du conseil

(3) Si, au cours des négociations engagées en vertu de la présente loi ou au cours de l'instance tenue devant le conseil d'arbitrage, les parties se sont entendues pour que certaines questions soient incluses dans la convention collective et qu'elles ont avisé par écrit le conseil d'arbitrage des questions sur lesquelles elles se sont entendues, la décision du conseil doit se limiter aux questions sur lesquelles il n'y a pas eu d'entente et aux autres questions qu'il lui paraît nécessaire de trancher pour conclure une convention collective entre les parties.

Idem

(4) Si les parties n'ont pas avisé par écrit le conseil d'arbitrage qu'au cours des négociations engagées en vertu de la présente loi ou au cours de l'instance tenue devant le conseil d'arbitrage elles se sont entendues sur certaines questions à inclure dans la convention collective, le conseil tranche toutes les questions en litige et les autres questions qu'il lui paraît nécessaire de trancher pour conclure une convention collective entre les parties.

Passation d'une convention

29.10 (1) Dans les cinq jours qui suivent la date à laquelle la décision du conseil d'arbitrage a été rendue ou après le délai plus long dont conviennent les parties par écrit, celles-ci rédigent et passent un document qui donne suite à la décision du conseil et à toute entente entre elles, qui constitue dès lors une convention collective.

Rédaction de la convention collective par le conseil d'arbitrage

(2) Si les parties ne parviennent pas à rédiger et à passer un document sous la forme d'une convention collective qui donne suite à la décision du conseil et à toute entente entre elles, dans le délai prévu au paragraphe (1), les parties ou l'une d'entre elles en avisent le président du conseil par écrit et sans délai. Le conseil rédige alors un document sous la forme d'une convention collective qui donne suite à sa décision et à toute entente entre les parties, et il présente ce document aux parties pour qu'elles le passent.

Failure to execute agreement

(3) If the parties or either of them fail to execute the document prepared by the board within a period of five days from the day of its submission by the board to them, the document shall come into effect as though it had been executed by the parties, and the document thereupon constitutes a collective agreement under the *Labour Relations Act, 1995*.

Effective date

(4) The date the board of arbitration gives its decision is the effective date of the document that constitutes a collective agreement between the parties.

Remuneration and expenses

29.11 The remuneration and expenses of the members of the board of arbitration shall be paid as follows:

1. If a single arbitrator is appointed, each party shall pay one-half of the remuneration and expenses of the arbitrator.
2. If a board of arbitration is appointed, each party shall pay the remuneration and expenses of the member appointed by or on behalf of the party and one-half of the remuneration and expenses of the chair.

Strikes and lock-outs prohibited

29.12 Despite anything in the *Labour Relations Act, 1995*, employees to whom this Part applies shall not strike and the employer shall not lock them out.

Timeliness of representation applications

29.13 (1) Despite section 67 of the *Labour Relations Act, 1995*, where a trade union that has been certified as the bargaining agent for the Correctional Bargaining Unit has given notice to the employer of employees who are members of that unit under section 16 of that Act and the Minister has appointed a conciliation officer, an application for a declaration that the trade union no longer represents the employees in the bargaining unit determined in the certificate may be made only in accordance with subsection 63 (2) of the *Labour Relations Act, 1995*.

Same

(2) Subject to subsection (3) and despite section 67 of the *Labour Relations Act, 1995*, where notice has been given under section 59 of the *Labour Relations Act, 1995* by or to a trade union that is the bargaining agent for the Correctional Bargaining Unit to or by the employer of employees who are members of that unit and the Minister has appointed a conciliation officer, an application for certification of a bargaining agent of the employees who are members of that unit or an application for a declaration that the trade union that was a party to the collective agreement no longer represents the employees who are members of that unit shall not be made after the day upon which the agreement ceased to operate or the day upon which the Minister appointed a conciliation officer, whichever is later, except in accordance with section 7 or subsection 63 (2) of the *Labour Relations Act, 1995*, as the case may be.

Défaut de passer la convention

(3) Si les parties ou l'une d'elles ne passent pas le document rédigé par le conseil dans un délai de cinq jours après la date à laquelle il leur a été présenté, le document entre en vigueur comme s'il avait été passé par les parties, et il constitue dès lors une convention collective aux termes de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Date d'entrée en vigueur

(4) La date à laquelle le conseil d'arbitrage rend sa décision est aussi la date d'entrée en vigueur du document qui constitue une convention collective entre les parties.

Rémunération et indemnités

29.11 La rémunération et les indemnités des membres du conseil d'arbitrage sont payées comme suit :

1. Si un arbitre unique est désigné, chacune des parties paie la moitié de sa rémunération et de ses indemnités.
2. Si un conseil d'arbitrage est désigné, chacune des parties paie la rémunération et les indemnités du membre qu'elle désigne ou qui est désigné en son nom et paie la moitié de la rémunération et des indemnités du président.

Grèves et lock-out interdits

29.12 Malgré la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, les employés à qui s'applique la présente partie ne doivent pas se mettre en grève et leur employeur ne doit pas les lock-outer.

Requêtes en révocation d'accréditation

29.13 (1) Malgré l'article 67 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, si un syndicat accrédité comme agent négociateur de l'Unité de négociation des services correctionnels a donné à l'employeur des employés compris dans cette unité un avis prévu à l'article 16 de cette loi et que le ministre a désigné un conciliateur, une requête visant à obtenir une déclaration selon laquelle le syndicat ne représente plus les employés compris dans l'unité de négociation définie dans le certificat d'accréditation ne peut être présentée que conformément au paragraphe 63 (2) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Idem

(2) Sous réserve du paragraphe (3) et malgré l'article 67 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, si un avis a été donné en vertu de l'article 59 de cette loi, soit par l'employeur des employés compris dans l'Unité de négociation des services correctionnels à un syndicat qui est l'agent négociateur de cette unité, soit par le syndicat à cet employeur, et que le ministre a désigné un conciliateur, une requête visant l'accréditation comme agent négociateur des employés compris dans cette unité, ou une requête visant à obtenir une déclaration selon laquelle le syndicat partie à la convention collective ne représente plus les employés compris dans cette unité, ne doit pas être présentée après la date où la convention a expiré ou celle où le ministre a désigné un conciliateur, selon celle de ces deux dates qui est postérieure à l'autre, si ce n'est en conformité avec l'article 7 ou le paragraphe 63 (2) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, selon le cas.

Same

(3) The applications referred to in subsection (2) shall not be made until a collective agreement for the Correctional Bargaining Unit is made following the expiry of the collective agreements referred to in subsections 23 (3) and (4) for the Unit.

Working conditions may not be altered

29.14 Despite subsection 86 (1) of the *Labour Relations Act, 1995*, if notice has been given under section 16 or 59 of that Act and no collective agreement is in operation,

- (a) the employer shall not, except with the consent of the bargaining agent, alter the rates of wages or any other term or condition of employment or any right, privilege or duty of the employer, the bargaining agent or the employees; and
- (b) the bargaining agent shall not, except with the consent of the employer, alter any term or condition of employment or any right, privilege or duty of the employer, the bargaining agent or the employees.

Filing of decisions

29.15 Every chair of a board of arbitration shall file a copy of every decision of the board with the Minister.

Delegation

29.16 (1) The Minister may delegate in writing to any person the Minister's power to make an appointment, order or direction under this Act.

Proof of appointment

(2) An appointment, an order or a direction made under this Act that purports to be signed by or on behalf of the Minister shall be received in evidence in any proceeding as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the facts stated in it without proof of the signature or the position of the person appearing to have signed it.

Regulations

29.17 (1) The Minister may make regulations for the purposes of this Part,

- (a) providing for and regulating the engagement of experts, investigators and other assistants by boards of arbitration;
- (b) providing for and fixing the remuneration and expenses of chairs and other members of boards of arbitration;
- (c) prescribing rules of practice and procedure;
- (d) prescribing forms and providing for their use;
- (e) addressing any issue related to the application of any provision of the *Labour Relations Act, 1995* that arises as a result of,

Idem

(3) Les requêtes visées au paragraphe (2) ne doivent pas être présentées tant qu'une convention collective pour l'Unité de négociation des services correctionnels n'aura pas été conclue après l'expiration des conventions collectives visées aux paragraphes 23 (3) et (4) applicables à l'unité.

Aucune modification des conditions de travail

29.14 Malgré le paragraphe 86 (1) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, si l'avis prévu à l'article 16 ou 59 de cette loi a été donné et qu'aucune convention collective n'est en vigueur :

- a) l'employeur ne peut pas modifier les taux de salaire ou les autres conditions d'emploi, ni les droits, privilèges ou devoirs de l'employeur, de l'agent négociateur ou des employés, sauf avec le consentement de l'agent négociateur;
- b) l'agent négociateur ne peut pas modifier les conditions d'emploi, ni les droits, privilèges ou devoirs de l'employeur, de l'agent négociateur ou des employés, sauf avec le consentement de l'employeur.

Dépôt des décisions

29.15 Chaque président de conseil d'arbitrage dépose auprès du ministre une copie de chaque décision du conseil.

Délégation

29.16 (1) Le ministre peut déléguer par écrit à quiconque le pouvoir que lui confère la présente loi de faire des désignations, de prendre des arrêtés ou de donner des directives.

Preuve de la désignation

(2) Une désignation faite, un arrêté pris ou une directive donnée en vertu de la présente loi et qui se présente comme étant signé par le ministre ou au nom de celui-ci est reçu en preuve dans une instance comme preuve, en l'absence de preuve contraire, des faits qui y figurent sans qu'il soit nécessaire de faire authentifier la signature ou le poste de la personne qui paraît l'avoir signé.

Règlements

29.17 (1) Pour l'application de la présente partie, le ministre peut, par règlement :

- a) prévoir et réglementer l'engagement d'experts, d'enquêteurs et de personnel auxiliaire par les conseils d'arbitrage;
- b) prévoir et fixer la rémunération et les indemnités des présidents et autres membres des conseils d'arbitrage;
- c) prescrire des règles de pratique et de procédure;
- d) prescrire des formulaires et prévoir les modalités de leur emploi;
- e) traiter de toute question relative à l'application de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* qui se pose à la suite :

- (i) a collective agreement being executed within 90 days of its expiry,
 - (ii) a collective agreement being executed after the period during which that agreement applies has expired, or
 - (iii) the interaction between subsection 24 (7) of this Act and section 7 or subsection 63 (2) of the *Labour Relations Act, 1995*;
- (f) respecting any matter necessary or advisable to carry out effectively the intent and purpose of this Part.

Same

(2) Without limiting the generality of clause (1) (e), a regulation made under that clause may modify the application of a provision of the *Labour Relations Act, 1995* in order to achieve the objectives of the provision.

8. The Act is amended by adding the following section:

Non-application, Correctional Bargaining Unit

30.1 This Part does not apply to the Correctional Bargaining Unit described in subsection 22 (2).

9. Subsection 54 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Exception

(3) This section does not apply with respect to a bargaining unit that was continued by section 23 as it read on the day before the day section 7 of Schedule 6 to the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* came into force.

10. Sections 56 and 57 of the Act are repealed.

Commencement

11. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

- (i) de la passation d'une convention collective dans les 90 jours de son expiration,
 - (ii) de la passation d'une convention collective après l'expiration de la période au cours de laquelle elle s'applique,
 - (iii) de l'interaction entre le paragraphe 24 (7) de la présente loi et l'article 7 ou le paragraphe 63 (2) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*;
- f) traiter de toute question jugée utile ou nécessaire pour réaliser l'objet de la présente partie.

Idem

(2) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (1) e), les règlements pris en vertu de cet alinéa peuvent modifier l'application d'une disposition de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* afin de réaliser les objectifs de cette disposition.

8. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Non-application : Unité de négociation des services correctionnels

30.1 La présente partie ne s'applique pas à l'Unité de négociation des services correctionnels visée au paragraphe 22 (2).

9. Le paragraphe 54 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exception

(3) Le présent article ne s'applique pas à l'égard d'une unité de négociation maintenue par l'article 23, dans sa version en vigueur la veille du jour de l'entrée en vigueur de l'article 7 de l'annexe 6 de la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)*.

10. Les articles 56 et 57 de la Loi sont abrogés.

Entrée en vigueur

11. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

SCHEDULE 7 FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

1. (1) Paragraph 1 of section 21 of the *Financial Administration Act* is repealed and the following substituted:

1. The payment, renewal, repayment or replacement of all or part of any loan raised or security issued under this or any other Act if all of the following conditions are satisfied:
 - i. The Lieutenant Governor in Council makes an order under this paragraph.
 - ii. The order specifies the maximum aggregate amount of the money that may be raised under this paragraph within 24 months after the date on which the order is made.
 - iii. The maximum aggregate amount specified in the order does not exceed the amount necessary for the payment, renewal, repayment or replacement of the following loans and securities:
 - A. Loans that come due and securities that mature no earlier than 12 months before the date on which the order is made and no later than 12 months after the date on which the order is made.
 - B. Loans and securities that are purchased or cancelled by Ontario no earlier than 12 months before the date on which the order is made and no later than the date on which the order is made.

(2) Section 21 of the Act is amended by adding the following subsection:

Refinancing may increase indebtedness or extend term

(2) The money raised for a purpose described in paragraph 1 of subsection (1) may increase the amount of the public debt or extend the term of years, if any, fixed by the Act that authorized the raising of the loan or the issue and sale of the securities being paid, renewed, repaid or replaced.

2. (1) Paragraphs 1 and 2 of subsection 26 (2) of the Act are amended by striking out “Canadian dollar noon spot exchange rate” wherever it appears and substituting in each case “Canadian dollar spot exchange rate”.

(2) Subsections 26 (4) and (5) of the Act are repealed and the following substituted:

Foreign currency securities refinanced under section 21

(4) For the purpose of specifying in Canadian dollars the maximum aggregate amount of money in an order under paragraph 1 of section 21, the Minister of Finance may approve a method for calculating the conversion into Canadian dollars of the amount necessary for the payment, renewal, repayment or replacement of all or part of

ANNEXE 7 LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE

1. (1) La disposition 1 de l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

1. Le paiement, le renouvellement, le remboursement ou le remplacement, en totalité ou en partie, d'un emprunt contracté ou d'une valeur mobilière émise en vertu de la présente loi ou d'une autre loi, si les conditions suivantes sont remplies :
 - i. Le lieutenant-gouverneur en conseil prend un décret en vertu de la présente disposition.
 - ii. Le décret précise le montant total maximal de la somme qui peut être réunie en vertu de la présente disposition dans les 24 mois qui suivent la date à laquelle le décret est pris.
 - iii. Le montant total maximal précisé dans le décret ne dépasse pas le montant nécessaire au paiement, au renouvellement, au remboursement ou au remplacement des emprunts et valeurs mobilières suivants :
 - A. Les emprunts et valeurs mobilières qui viennent à échéance au plus tôt 12 mois avant la date à laquelle le décret est pris et au plus tard 12 mois après cette même date.
 - B. Les emprunts et valeurs mobilières qui sont achetés ou annulés par l'Ontario au plus tôt 12 mois avant la date à laquelle le décret est pris et au plus tard à cette même date.

(2) L'article 21 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Effet du refinancement sur le montant de la dette ou son terme

(2) La somme réunie à une fin visée à la disposition 1 du paragraphe (1) peut avoir pour effet d'accroître le montant de la dette publique ou d'en prolonger le terme fixé, le cas échéant, par la loi autorisant l'emprunt ou l'émission et la vente des valeurs mobilières ainsi payés, renouvelés, remboursés ou remplacés.

2. (1) Les dispositions 1 et 2 du paragraphe 26 (2) de la Loi sont modifiées par remplacement de «cours du comptant à midi du dollar canadien» par «cours au comptant du dollar canadien» partout où figurent ces mots.

(2) Les paragraphes 26 (4) et (5) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Refinancement de valeurs mobilières libellées en devises étrangères prévu à l'article 21

(4) Pour que le montant total maximal de la somme figurant dans un décret visé à la disposition 1 de l'article 21 soit précisé en dollars canadiens, le ministre des Finances peut approuver la méthode de conversion en dollars canadiens de la somme nécessaire au paiement, au renouvellement, au remboursement ou au remplacement,

a loan or security denominated in a currency other than Canadian dollars.

Bank of Canada rate not available

(5) If, in respect of a foreign currency to be converted to Canadian dollars in accordance with subsection (2), the Bank of Canada has not quoted a Canadian dollar spot exchange rate in the 10 days preceding the date described in paragraph 1 of subsection (2), the conversion shall be at the Canadian dollar exchange rate for that currency quoted on a day and by a financial service or financial institution acceptable to the Minister of Finance.

Commencement

3. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

en totalité ou en partie, d'un emprunt ou d'une valeur mobilière libellé dans une devise étrangère.

Cas où le taux de la Banque du Canada n'est pas disponible

(5) Si, relativement à une devise étrangère qui doit être convertie en dollars canadiens conformément au paragraphe (2), la Banque du Canada n'a pas fourni le cours au comptant du dollar canadien dans les 10 jours qui précèdent la date visée à la disposition 1 du paragraphe (2), la conversion est effectuée au cours du dollar canadien pour cette devise qui est fourni un jour et par un service financier ou une institution financière que le ministre des Finances juge acceptables.

Entrée en vigueur

3. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE 8
FINANCIAL SERVICES REGULATORY
AUTHORITY OF ONTARIO ACT, 2016**

CONTENTS

INTERPRETATION

1. Definitions
 - ESTABLISHMENT, OBJECTS, POWERS, ETC.
2. Authority established
3. Object of the Authority
4. Preparation to carry out function
5. Information for preparation, etc.
6. Powers of the Authority
7. Application of certain Acts

DIRECTORS AND EMPLOYEES

8. Board of directors
9. By-laws
10. Authority staff

FINANCIAL MATTERS

11. Revenues not part of CRF
12. Restriction on certain financial activities
13. Loans, etc., to the Authority
14. Payment of judgments against the Authority
15. Assessment of regulated sector
16. Payment of assessment
17. Financial statements
18. Minister's request for information

IMMUNITY

19. Immunity of employees and others
20. Testimony in civil proceedings

REGULATIONS

21. Regulations

AMENDMENT TO THIS ACT

22. Amendment to s. 7 (3)

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

23. Commencement
24. Short title

INTERPRETATION

Definitions

1. In this Act,

“Authority” means the Financial Services Regulatory Authority of Ontario established under subsection 2 (1); (“Office”)

“DICO” means the Deposit Insurance Corporation of Ontario continued under section 249 of the *Credit Unions and Caisses Populaires Act, 1994*; (“SOAD”)

“Financial Services Tribunal” means the Financial Services Tribunal established under section 6 of the *Financial Services Commission of Ontario Act, 1997*; (“Tribunal des services financiers”)

“FSCO” means the Financial Services Commission of Ontario established under the *Financial Services Commission of Ontario Act, 1997*; (“CSFO”)

“Minister” means the Minister of Finance or such other member of the Executive Council as may be assigned

**ANNEXE 8
LOI DE 2016 SUR L'OFFICE ONTARIEN
DE RÉGLEMENTATION
DES SERVICES FINANCIERS**

SOMMAIRE

DÉFINITIONS

1. Définitions
 - CRÉATION, MISSION, POUVOIRS ET AUTRES QUESTIONS
2. Création de l'Office
3. Mission de l'Office
4. Préparation de la prise en charge de la mission
5. Renseignements servant à la préparation
6. Pouvoirs de l'Office
7. Application de certaines lois

ADMINISTRATEURS ET EMPLOYÉS

8. Conseil d'administration
9. Règlements administratifs
10. Personnel de l'Office

QUESTIONS FINANCIÈRES

11. Revenus exclus du Trésor
12. Restriction : certaines activités financières
13. Prêts et autre financement consentis à l'Office
14. Jugements contre l'Office : paiement
15. Cotisation d'un secteur réglementé
16. Paiement de la cotisation
17. États financiers
18. Renseignements demandés par le ministre

IMMUNITÉ

19. Immunité des employés et d'autres personnes
20. Témoignage dans les instances civiles

RÈGLEMENTS

21. Règlements

MODIFICATION DE LA PRÉSENTE LOI

22. Modification du par. 7 (3)

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

23. Entrée en vigueur
24. Titre abrégé

DÉFINITIONS

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«CSFO» La Commission des services financiers de l'Ontario créée aux termes de la *Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l'Ontario*. («FSCO»)

«ministre» Le ministre des Finances ou l'autre membre du Conseil exécutif qui est chargé de l'application de la présente loi en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

«Office» L'Office ontarien de réglementation des services financiers créé aux termes du paragraphe 2 (1). («Authority»)

«secteur réglementé» S'entend au sens de l'article 1 de la *Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l'Ontario*. («regulated sector»)

«SOAD» La Société ontarienne d'assurance-dépôts main-

the administration of this Act under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

“regulated sector” has the same meaning as in section 1 of the *Financial Services Commission of Ontario Act, 1997*; (“secteur réglementé”)

“Superintendent of Financial Services” means the Superintendent of Financial Services appointed under section 5 of the *Financial Services Commission of Ontario Act, 1997*. (“surintendant des services financiers”)

ESTABLISHMENT, OBJECTS, POWERS, ETC.

Authority established

2. (1) A corporation without share capital is hereby established under the name Financial Services Regulatory Authority of Ontario in English and Office ontarien de réglementation des services financiers in French.

Membership

(2) The members of the Authority shall consist of the members of its board of directors.

Crown agency

(3) The Authority is an agent of the Crown in right of Ontario.

Object of the Authority

3. The object of the Authority is to regulate the regulated sectors.

Preparation to carry out function

4. The Authority shall work with the Minister to prepare for the Authority to carry out the regulatory function described in section 3.

Information for preparation, etc.

5. (1) The Minister or the Authority may require FSCO, the Superintendent of Financial Services and DICO to provide information for the purpose of preparing for the Authority to carry out the regulatory function described in section 3 and for the transition from that function being carried out by FSCO, the Superintendent of Financial Services and DICO to that function being carried out by the Authority.

Format

(2) The Minister or the Authority may require that the information be provided in the format specified by the Minister or the Authority.

Compliance

(3) FSCO, the Superintendent of Financial Services and DICO shall comply with a requirement under this section.

Information shared between Minister and Authority

(4) Information, including information collected otherwise than in accordance with this section, may be provided for the purpose described in subsection (1),

(a) from the Minister to the Authority; or

tenue aux termes de l'article 249 de la *Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions*. («DICO»)

«surintendant des services financiers» Le surintendant des services financiers nommé aux termes de l'article 5 de la *Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l'Ontario*. («Superintendent of Financial Services»)

«Tribunal des services financiers» Le Tribunal des services financiers créé aux termes de l'article 6 de la *Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l'Ontario*. («Financial Services Tribunal»)

CRÉATION, MISSION, POUVOIRS ET AUTRES QUESTIONS

Création de l'Office

2. (1) Est créée une personne morale sans capital-actions appelée Office ontarien de réglementation des services financiers en français et Financial Services Regulatory Authority of Ontario en anglais.

Membres

(2) Les membres de l'Office sont les membres de son conseil d'administration.

Mandataire de la Couronne

(3) L'Office est un mandataire de la Couronne du chef de l'Ontario.

Mission de l'Office

3. L'Office a pour mission de réglementer les secteurs réglementés.

Préparation de la prise en charge de la mission

4. L'Office collabore avec le ministre pour se préparer à prendre en charge la mission de réglementation prévue à l'article 3.

Renseignements servant à la préparation

5. (1) Le ministre ou l'Office peut exiger que la CSFO, le surintendant des services financiers et la SOAD fournissent des renseignements pour préparer la prise en charge par l'Office de la mission de réglementation prévue à l'article 3 et pour faciliter la transition à effectuer pour que l'Office exerce les fonctions de réglementation exercées auparavant par la CSFO, le surintendant des services financiers et la SOAD.

Forme des renseignements

(2) Le ministre ou l'Office peut exiger que les renseignements soient fournis sous la forme qu'il précise.

Respect des exigences

(3) La CSFO, le surintendant des services financiers et la SOAD respectent toute exigence formulée en vertu du présent article.

Échange de renseignements entre le ministre et l'Office

(4) Les renseignements, y compris ceux recueillis autrement qu'en conformité avec le présent article, peuvent être fournis à la fin visée au paragraphe (1) :

a) par le ministre à l'Office;

(b) from the Authority to the Minister.

No notice to individual

(5) Any collection by the Minister or the Authority of personal information under this section is exempt from the application of subsection 39 (2) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

Deemed consistent purpose

(6) For the purposes of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*, personal information in the custody or control of the Ministry that has been collected otherwise than in accordance with this section may be used by the Ministry for the purpose described in subsection (1), and that use shall be deemed to be for a purpose that is consistent with the purpose for which the personal information was obtained or compiled.

Powers of the Authority

6. The Authority has the capacity, rights, powers and privileges of a natural person for carrying out its objects, subject to the limitations under this Act.

Application of certain Acts

7. (1) The *Corporations Information Act* does not apply to the Authority.

Business Corporations Act

(2) Section 132, subsections 134 (1) and (3), and sections 135 and 136 of the *Business Corporations Act* apply, with necessary modifications, to the Authority and its directors and officers.

Corporations Act

(3) The *Corporations Act* does not apply to the Authority except as prescribed in the regulations made under this Act.

DIRECTORS AND EMPLOYEES

Board of directors

8. (1) The board of directors shall supervise the management of the Authority’s affairs.

Composition

(2) The board of directors shall consist of at least three and not more than 11 directors.

Appointment

(3) Each director shall be appointed by the Lieutenant Governor in Council, on the recommendation of the Minister.

Ineligibility

(4) A person who is an officer or other employee of the Authority is ineligible to be a director of the Authority.

Quorum

(5) A majority of the directors constitutes a quorum of the board of directors. However, the by-laws may provide for a higher threshold for quorum.

b) par l’Office au ministre.

Aucun avis au particulier

(5) La collecte de renseignements personnels par le ministre ou l’Office en vertu du présent article est soustraite à l’application du paragraphe 39 (2) de la *Loi sur l’accès à l’information et la protection de la vie privée*.

Utilisation réputée faite à une fin compatible

(6) Pour l’application de la *Loi sur l’accès à l’information et la protection de la vie privée*, le ministère peut utiliser à la fin visée au paragraphe (1) les renseignements personnels dont il a la garde ou le contrôle et qui ont été recueillis autrement qu’en conformité avec le présent article. Cette utilisation est réputée faite à une fin compatible avec celle pour laquelle les renseignements personnels ont été obtenus ou recueillis.

Pouvoirs de l’Office

6. L’Office a la capacité ainsi que les droits, pouvoirs et privilèges d’une personne physique pour réaliser sa mission, sous réserve des restrictions prévues par la présente loi.

Application de certaines lois

7. (1) La *Loi sur les renseignements exigés des personnes morales* ne s’applique pas à l’Office.

Loi sur les sociétés par actions

(2) L’article 132, les paragraphes 134 (1) et (3) et les articles 135 et 136 de la *Loi sur les sociétés par actions* s’appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l’Office ainsi qu’à ses administrateurs et dirigeants.

Loi sur les personnes morales

(3) La *Loi sur les personnes morales* ne s’applique pas à l’Office, sauf dans la mesure prescrite par les règlements pris en vertu de la présente loi.

ADMINISTRATEURS ET EMPLOYÉS

Conseil d’administration

8. (1) Le conseil d’administration supervise la gestion des affaires de l’Office.

Composition

(2) Le conseil d’administration se compose d’au moins trois et d’au plus 11 administrateurs.

Nomination

(3) Chaque administrateur est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre.

Inadmissibilité

(4) Les personnes qui sont des dirigeants ou d’autres employés de l’Office sont inadmissibles au poste d’administrateur de celui-ci.

Quorum

(5) La majorité des administrateurs constitue le quorum du conseil d’administration. Toutefois, les règlements administratifs peuvent prévoir un quorum plus élevé.

Chair

(6) The Lieutenant Governor in Council shall, on the recommendation of the Minister, designate a director as chair.

Same

(7) The chair holds office for the term specified by the Lieutenant Governor in Council which shall not exceed his or her term as a director.

Acting chair

(8) If the chair is absent at any meeting of the board of directors or if the office of the chair is vacant, one of the directors who is chosen to so act by the directors present shall preside and have all the powers, duties and functions of the chair.

By-laws

9. (1) Subject to the approval of the Minister, the board of directors may make by-laws,

- (a) governing the administration, management and conduct of the affairs of the Authority;
- (b) governing the appointment of an auditor;
- (c) setting out the powers, functions and duties of the chair and the officers employed by the Authority;
- (d) delegating to employees of the Authority the exercise or performance of any power or duty conferred or imposed on an officer of the Authority under this Act and fixing the terms or conditions of the delegation;
- (e) governing the remuneration and benefits of the employees;
- (f) governing the time, place and method for holding meetings of the board of directors and the procedure at such meetings; and
- (g) governing the appointment, operation or dissolution of committees of the board of directors and delegating duties of the board to the committees.

Notice to Minister

(2) The Authority shall deliver to the Minister a copy of every by-law.

Minister's review

(3) Within 60 days after delivery of the by-law, the Minister may approve, reject or return it to the Authority for further consideration.

Effect of approval

(4) A by-law that is approved by the Minister becomes effective on the date of the approval or on such later date as the by-law may provide.

Effect of rejection

(5) A by-law that is rejected by the Minister does not become effective.

Présidence

(6) Le lieutenant-gouverneur en conseil désigne un administrateur à la présidence sur la recommandation du ministre.

Idem

(7) Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe la durée du mandat du président, laquelle ne peut dépasser celle de son mandat d'administrateur.

Président suppléant

(8) En cas d'absence du président à une réunion du conseil d'administration ou en cas de vacance de son poste, celui des administrateurs présents qui est choisi par ceux-ci pour agir en cette qualité assume la présidence et exerce les pouvoirs et les fonctions du président.

Règlements administratifs

9. (1) Sous réserve de l'approbation du ministre, le conseil d'administration peut, par règlement administratif :

- a) régir l'administration, la gestion et la conduite des affaires de l'Office;
- b) régir la nomination d'un vérificateur;
- c) énoncer les pouvoirs et fonctions du président et des dirigeants qu'emploie l'Office;
- d) déléguer à des employés de l'Office l'exercice des pouvoirs et fonctions que la présente loi attribue à ses dirigeants, et fixer les conditions de la délégation;
- e) régir la rémunération et les avantages des employés;
- f) régir la date, l'heure et le lieu où se tiennent ses réunions, la façon dont elles se tiennent et leurs règles de procédure;
- g) régir la constitution, le fonctionnement ou la dissolution de ses comités et leur déléguer certaines de ses fonctions.

Avis au ministre

(2) L'Office remet au ministre une copie de tous ses règlements administratifs.

Examen par le ministre

(3) Dans les 60 jours de la remise d'un règlement administratif, le ministre peut l'approuver, le rejeter ou le retourner à l'Office pour réexamen.

Effet de l'approbation

(4) Les règlements administratifs qu'approuve le ministre entrent en vigueur le jour de leur approbation ou à la date ultérieure qu'ils précisent.

Effet du rejet

(5) Les règlements administratifs que le ministre rejette n'entrent pas en vigueur.

Effect of return for further consideration

(6) A by-law that is returned to the Authority for further consideration does not become effective until the Authority returns it to the Minister and the Minister approves it.

Expiry of review period

(7) If within the 60-day period the Minister does not approve, reject or return the by-law for further consideration, the by-law becomes effective on the 75th day after it is delivered to the Minister or on such later date as the by-law may provide.

Financial by-laws

(8) The following apply with respect to a by-law relating to borrowing, investing or managing financial risks:

1. Subsections (3) to (7) do not apply.
2. The by-law does not take effect unless it is approved by the Minister and, if the Minister is not the Minister of Finance, the Minister of Finance.
3. The by-law becomes effective upon being approved under paragraph 2 or on such later date as the by-law provides.

Publication

(9) The Authority shall publish each by-law on the Internet as soon as practicable after the by-law becomes effective.

Legislation Act, 2006, Part III

(10) Part III (Regulations) of the *Legislation Act, 2006* does not apply to a by-law.

Authority staff

10. (1) The Authority may employ such persons as it considers necessary to enable it effectively to perform its duties and exercise its powers.

Chief Executive Officer

(2) The board of directors shall appoint a Chief Executive Officer who shall be responsible for the management and administration of the Authority, subject to the supervision and direction of the board.

Other officers

(3) The Authority may appoint from among its employees such other officers as it considers necessary.

Agreement for services

(4) The Authority and a ministry of the Crown may enter into agreements for the provision by employees of the Crown of any service required by the Authority to carry out its duties and powers. The Authority shall pay the agreed amount for services provided to it.

FINANCIAL MATTERS**Revenues not part of CRF**

11. (1) Despite Part I of the *Financial Administration*

Effet du retour pour réexamen

(6) Les règlements administratifs qui sont retournés à l'Office pour réexamen n'entrent pas en vigueur avant qu'il les retourne au ministre et que celui-ci les approuve.

Expiration du délai d'examen

(7) Les règlements administratifs que le ministre n'a ni approuvés, ni rejetés ni retournés pour réexamen dans le délai de 60 jours entrent en vigueur 75 jours après leur remise au ministre ou à la date ultérieure qu'ils précisent.

Règlements administratifs en matière de finances

(8) Les règles suivantes s'appliquent à l'égard des règlements administratifs qui traitent des questions d'emprunt, de placement ou de gestion des risques financiers :

1. Les paragraphes (3) à (7) ne s'appliquent pas.
2. Les règlements administratifs n'entrent pas en vigueur à moins d'être approuvés par le ministre et, si ce dernier n'est pas le ministre des Finances, par le ministre des Finances.
3. Les règlements administratifs entrent en vigueur dès qu'ils sont approuvés aux termes de la disposition 2 ou à la date ultérieure qu'ils précisent.

Publication

(9) L'Office publie chaque règlement administratif sur Internet le plus tôt possible après son entrée en vigueur.

Partie III de la Loi de 2006 sur la législation

(10) La partie III (Règlements) de la *Loi de 2006 sur la législation* ne s'applique pas aux règlements administratifs.

Personnel de l'Office

10. (1) L'Office peut employer les personnes qu'il estime nécessaires à l'exercice efficace de ses pouvoirs et fonctions.

Directeur général

(2) Le conseil d'administration nomme un directeur général, qui est chargé de la gestion et de l'administration de l'Office, sous la supervision et la direction du conseil.

Autres dirigeants

(3) L'Office peut nommer, parmi ses employés, les autres dirigeants qu'il estime nécessaires.

Ententes de services

(4) L'Office et tout ministère de la Couronne peuvent conclure des ententes afin que des employés de la Couronne fournissent à l'Office les services dont il a besoin pour exercer ses pouvoirs et fonctions. L'Office paie le montant convenu pour les services fournis.

QUESTIONS FINANCIÈRES**Revenus exclus du Trésor**

11. (1) Malgré la partie I de la *Loi sur l'administration*

Act, the revenues and investments of the Authority do not form part of the Consolidated Revenue Fund.

Same

(2) The revenues of the Authority shall be applied to carrying out its objects.

Restriction on certain financial activities

12. (1) The Authority shall not borrow, invest funds or manage financial risks unless,

- (a) the activity is authorized by a by-law of the Authority; and
- (b) the by-law is approved in accordance with paragraph 2 of subsection 9 (8).

Co-ordination of certain financial activities

(2) The Ontario Financing Authority shall co-ordinate and arrange all borrowing, investing of funds and managing of financial risks of the Authority.

Same

(3) The Minister of Finance may in writing direct a person other than the Ontario Financing Authority to perform the functions referred to in subsection (2).

Direction of Minister

(4) A direction of the Minister of Finance under subsection (3) may be general or specific and may include terms and conditions that the Minister of Finance considers advisable.

Non-application of *Legislation Act, 2006*, Part III

(5) Part III (Regulations) of the *Legislation Act, 2006* does not apply to a direction issued under subsection (3).

Loans, etc., to the Authority

13. (1) The Lieutenant Governor in Council may, by order, authorize the Minister of Finance to purchase securities of, or make loans to, the Authority in the amounts, at the times and on the terms determined by the Minister, subject to the maximum principal amount specified by the Lieutenant Governor in Council that may be purchased or advanced or that may be outstanding at any time.

Same

(2) The Minister of Finance may pay out of the Consolidated Revenue Fund any amount required for the purposes of subsection (1).

Delegation of Minister's authority

(3) The Lieutenant Governor in Council may, by order, delegate all or part of the authority of the Minister of Finance under subsection (1) to a public servant who works in the Ministry of Finance, other than in the office of the Minister, or who works in the Ontario Financing Authority.

Payment of judgments against the Authority

14. The Minister of Finance shall pay from the Consol-

financière, les revenus et placements de l'Office ne font pas partie du Trésor.

Idem

(2) Les revenus de l'Office sont affectés à la réalisation de sa mission.

Restriction : certaines activités financières

12. (1) L'Office ne peut contracter des emprunts, effectuer des placements ou gérer des risques financiers, que si :

- a) un de ses règlements administratifs l'y autorise;
- b) le règlement administratif est approuvé conformément à la disposition 2 du paragraphe 9 (8).

Coordination des activités financières

(2) L'Office ontarien de financement coordonne et organise les activités d'emprunt, de placement et de gestion des risques financiers de l'Office.

Idem

(3) Le ministre des Finances peut, par directive écrite, ordonner à une personne autre que l'Office ontarien de financement d'exercer les fonctions mentionnées au paragraphe (2).

Directive du ministre

(4) La directive donnée par le ministre des Finances en vertu du paragraphe (3) peut avoir une portée générale ou particulière et peut être assortie des conditions qu'il estime souhaitables.

Non-application de la partie III de la *Loi de 2006 sur la législation*

(5) La partie III (Règlements) de la *Loi de 2006 sur la législation* ne s'applique pas aux directives données en vertu du paragraphe (3).

Prêts et autre financement consentis à l'Office

13. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret, autoriser le ministre des Finances à acheter des valeurs mobilières de l'Office ou à lui consentir des prêts aux montants, aux moments et aux conditions que fixe le ministre, sous réserve du capital maximal, selon ce que précise le lieutenant-gouverneur en conseil, qui peut être acheté ou prêté ou qui peut être impayé à un moment donné.

Idem

(2) Le ministre des Finances peut prélever sur le Trésor les sommes nécessaires pour l'application du paragraphe (1).

Délégation des pouvoirs du ministre

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret, déléguer tout ou partie des pouvoirs que le paragraphe (1) confère au ministre des Finances à un fonctionnaire qui travaille au ministère des Finances, mais non dans le cabinet du ministre, ou qui travaille à l'Office ontarien de financement.

Jugements contre l'Office : paiement

14. Le ministre des Finances prélève sur le Trésor le

idated Revenue Fund the amount of any judgment against the Authority that remains unpaid after the Authority has made reasonable efforts, including liquidating assets, to pay the amount of the judgment.

Assessment of regulated sector

15. (1) The Lieutenant Governor in Council may assess all entities that form part of a regulated sector with respect to all expenses and expenditures that the Ministry and the Authority have incurred and made in respect of the work described in section 4 and other work that relates to the object of the Authority under section 3.

Determination of amount

(2) If an assessment is made under subsection (1), the share of the assessment in respect of the regulated sector and the share of the assessment payable by an entity that forms part of the sector shall be determined in the manner prescribed by the regulations made under this Act.

Same, variations

(3) The manner of determining the share may vary for each regulated sector or for the entities that form part of the sector.

Recommendation of Authority

(4) On request, the Authority shall recommend to the Lieutenant Governor in Council the manner in which the regulations made under this Act should determine the share of the assessment in respect of a regulated sector and the share of the assessment payable by an entity that forms part of the sector.

Payment of assessment

16. (1) An entity that is assessed under section 15 shall pay the assessment.

Unpaid assessments

(2) If an entity that is assessed does not pay the assessment, the unpaid amount of the assessment is a debt due to the Crown and the Crown may recover the debt by action or by any other remedy or procedure available by law to the Crown for the collection of debts owed to the Crown, whether or not the Superintendent of Financial Services exercises the rights set out in subsection (3), (4) or (5).

Insurer

(3) If an insurer that is assessed does not pay the assessment, the Superintendent of Financial Services may suspend or cancel the insurer's licence issued under the *Insurance Act*.

Loan and trust corporations

(4) If a corporation registered under the *Loan and Trust Corporations Act* that is assessed does not pay the assessment, the Superintendent of Financial Services may revoke the registration of the corporation under that Act.

Mortgage brokerages, etc.

(5) If a person or entity who has a licence issued under the *Mortgage Brokerages, Lenders and Administrators Act, 2006* and who is assessed does not pay the assess-

montant de tout jugement rendu contre l'Office qui demeure impayé une fois que l'Office a fait des efforts raisonnables pour l'acquitter, notamment en liquidant des actifs.

Cotisation d'un secteur réglementé

15. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut imposer à toutes les entités qui font partie d'un secteur réglementé une cotisation relativement aux frais et dépenses que le ministère et l'Office ont engagés à l'égard des travaux visés à l'article 4 et d'autres travaux qui se rapportent à la mission de l'Office prévue à l'article 3.

Établissement du montant

(2) Si une cotisation est établie aux termes du paragraphe (1), la part de la cotisation concernant le secteur réglementé et la part de la cotisation que doit payer une entité qui fait partie de ce secteur est établie de la manière prescrite par les règlements pris en vertu de la présente loi.

Idem : variations

(3) La manière dont est établie la part peut varier selon le secteur réglementé ou les entités qui en font partie.

Recommandation de l'Office

(4) À la demande du lieutenant-gouverneur en conseil, l'Office lui recommande la manière dont les règlements pris en vertu de la présente loi devraient établir la part de la cotisation concernant un secteur réglementé et la part de cette cotisation que doit payer une entité qui en fait partie.

Païement de la cotisation

16. (1) L'entité à l'égard de laquelle une cotisation est établie aux termes de l'article 15 paie cette cotisation.

Cotisations impayées

(2) Si une entité ne paie pas la cotisation établie à son égard, le montant impayé de la cotisation constitue une créance de la Couronne et celle-ci peut la recouvrer au moyen d'une action ou de tout autre recours ou procédure dont elle peut légalement se prévaloir pour recouvrer ses créances, que le surintendant des services financiers exerce ou non les droits énoncés au paragraphe (3), (4) ou (5).

Assureur

(3) Si un assureur ne paie pas la cotisation établie à son égard, le surintendant des services financiers peut suspendre ou annuler le permis qui lui a été délivré en vertu de la *Loi sur les assurances*.

Sociétés de prêt et de fiducie

(4) Si une société inscrite aux termes de la *Loi sur les sociétés de prêt et de fiducie* ne paie pas la cotisation établie à son égard, le surintendant des services financiers peut révoquer son inscription aux termes de cette loi.

Maisons de courtage d'hypothèques et autres

(5) Si une personne ou une entité qui est titulaire d'un permis délivré en vertu de la *Loi de 2006 sur les maisons de courtage d'hypothèques, les prêteurs hypothécaires et*

ment, the Superintendent of Financial Services may revoke the person's or entity's licence.

Holder of service provider's licence

(6) If a person or entity who holds a service provider's licence issued under Part VI (Automobile Insurance) of the *Insurance Act* and who is assessed does not pay the assessment, the Superintendent of Financial Services may revoke the licence.

Revival

(7) The Superintendent of Financial Services may revive the licence or restore the registration, as the case may be, if the entity that is assessed pays the amount owing on the assessment.

Financial statements

17. (1) The Authority shall prepare annual financial statements in accordance with generally accepted accounting principles. The financial statements must present the financial position, financial performance and changes in the financial position of the Authority for its most recent fiscal year.

Auditors

(2) The Authority shall appoint one or more auditors licensed under the *Public Accounting Act, 2004* to audit the financial statements of the Authority for each fiscal year.

Auditor General

(3) The Auditor General may also audit the financial statements of the Authority.

Minister's request for information

18. (1) The Authority shall promptly give the Minister such information about its activities, operations and financial affairs as the Minister requests.

Examination

(2) The Minister may designate a person to examine any financial or accounting procedures, activities or practices of the Authority. The person designated shall do so and report the results of the examination to the Minister.

Duty to assist, etc.

(3) The directors and employees of the Authority shall give the person designated by the Minister all the assistance and co-operation necessary to enable him or her to complete the examination.

IMMUNITY

Immunity of employees and others

19. (1) No action or other civil proceeding shall be commenced against a director, employee or agent of the Authority for an act done in good faith in the exercise or performance or intended exercise or performance of a power or duty under this Act or the regulations made under this Act or under the by-laws of the Authority or for

les administrateurs d'hypothèques ne paie pas la cotisation établie à son égard, le surintendant des services financiers peut révoquer son permis.

Titulaire d'un permis de fournisseur de services

(6) Si une personne ou une entité qui est titulaire d'un permis de fournisseur de services délivré en application de la partie VI (Assurance-automobile) de la *Loi sur les assurances* ne paie pas la cotisation établie à son égard, le surintendant des services financiers peut révoquer son permis.

Remise en vigueur

(7) Le surintendant des services financiers peut, selon le cas, remettre en vigueur le permis ou rétablir l'inscription si l'entité paie le montant qu'elle doit sur la cotisation établie à son égard.

États financiers

17. (1) Tous les ans, l'Office dresse, conformément aux principes comptables généralement reconnus, des états financiers qui présentent sa situation financière, sa performance financière et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice le plus récent.

Vérificateurs

(2) L'Office nomme un ou plusieurs vérificateurs titulaires d'un permis délivré en vertu de la *Loi de 2004 sur l'expertise comptable* et les charge de vérifier ses états financiers de chaque exercice.

Vérificateur général

(3) Le vérificateur général peut également vérifier les états financiers de l'Office.

Renseignements demandés par le ministre

18. (1) L'Office fournit promptement au ministre tous les renseignements qu'il lui demande sur ses activités, son fonctionnement et ses affaires financières.

Examen

(2) Le ministre peut désigner une personne pour qu'elle examine tout ou partie des méthodes, activités ou pratiques financières ou comptables de l'Office. La personne désignée procède à l'examen et fait rapport au ministre sur les résultats de cet examen.

Collaboration à l'examen

(3) Les administrateurs et employés de l'Office fournissent à la personne désignée par le ministre toute l'aide et toute la collaboration nécessaires pour lui permettre de mener à bien son examen.

IMMUNITÉ

Immunité des employés et d'autres personnes

19. (1) Sont irrecevables les actions ou autres instances civiles introduites contre un administrateur, un employé ou un mandataire de l'Office pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel d'un pouvoir ou d'une fonction que lui attribuent la présente loi ou les règlements pris en vertu de celle-ci ou les

Short title

24. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Financial Services Regulatory Authority of Ontario Act, 2016*.

Titre abrégé

24. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi de 2016 sur l'Office ontarien de réglementation des services financiers*.

**SCHEDULE 9
FIRE PROTECTION AND PREVENTION
ACT, 1997**

1. The French version of clause 15 (1) (e) of the *Fire Protection and Prevention Act, 1997* is amended by striking out “des détecteurs de fumée” and substituting “des avertisseurs de fumée”.

2. Sections 49 and 50 of the Act are repealed and the following substituted:

Referral to arbitration

49. Where, after bargaining under section 48, either of the parties is satisfied that an agreement cannot be reached, the party may, by notice in writing to the other party and to the Minister, require all matters remaining in dispute to be decided by arbitration in accordance with this Part.

3. (1) Subsection 50.2 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Appointment of board of arbitration

(1) Within seven days after the day upon which notice is given under section 49, each of the parties shall appoint to a board of arbitration a member who has agreed to act.

(2) Subsection 50.2 (18) of the Act is amended by striking out “subsection (18)” and substituting “subsection (17)”.

(3) Section 50.2 of the Act is amended by adding the following subsections:

Written submissions

(22.1) The parties shall file written submissions on all matters remaining in dispute with the board of arbitration before the date set by the chair of the board of arbitration.

Same, time

(22.2) The date set by the chair in subsection (22.1) must be before the day the first hearing begins.

(4) Subsection 50.2 (23) of the Act is amended by adding “Subject to subsections (22.1) and (22.2)” at the beginning of the portion before clause (a).

4. Clause 50.4 (3) (b) of the Act is repealed and the following substituted:

(b) despite subsections 50.5 (1.1) and (1.2), refer matters of particular dispute to the parties concerned for further bargaining.

5. Section 50.5 of the Act is amended by adding the following subsections:

Same

(1.1) Subject to subsection (1.2), in making its decision, the board of arbitration shall not refer a matter that is in dispute back to the parties for further bargaining.

**ANNEXE 9
LOI DE 1997 SUR LA PRÉVENTION
ET LA PROTECTION CONTRE L'INCENDIE**

1. La version française de l'alinéa 15 (1) e) de la *Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie* est modifiée par remplacement de «des détecteurs de fumée» par «des avertisseurs de fumée».

2. Les articles 49 et 50 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Soumission à l'arbitrage

49. Si, après la négociation prévue à l'article 48, l'une ou l'autre des parties est convaincue qu'il est impossible de conclure une convention collective, cette partie peut, par avis écrit adressé à l'autre partie et au ministre, exiger que toutes les questions encore en litige soient tranchées par arbitrage conformément à la présente partie.

3. (1) Le paragraphe 50.2 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Désignation d'un conseil d'arbitrage

(1) Dans les sept jours qui suivent la date à laquelle un avis est donné en vertu de l'article 49, chacune des parties désigne à un conseil d'arbitrage un membre prêt à agir en cette qualité.

(2) Le paragraphe 50.2 (18) de la Loi est modifié par remplacement de «paragraphe (18)» par «paragraphe (17)».

(3) L'article 50.2 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Observations écrites

(22.1) Les parties déposent des observations écrites sur toutes les questions encore en litige auprès du conseil d'arbitrage avant la date fixée par le président du conseil.

Idem : délai

(22.2) La date fixée par le président aux termes du paragraphe (22.1) doit être antérieure au jour où commence la première audience.

(4) Le paragraphe 50.2 (23) de la Loi est modifié par insertion de «Sous réserve des paragraphes (22.1) et (22.2),» au début du passage qui précède l'alinéa a).

4. L'alinéa 50.4 (3) b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) malgré les paragraphes 50.5 (1.1) et (1.2), renvoyer des questions en litige particulières aux parties en cause en vue de négociations supplémentaires.

5. L'article 50.5 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Idem

(1.1) Sous réserve du paragraphe (1.2), lorsqu'il rend sa décision, le conseil d'arbitrage ne doit pas renvoyer une question en litige aux parties en vue de négociations supplémentaires.

Same

(1.2) The board of arbitration may refer a matter that is in dispute back to the parties for further bargaining if,

- (a) the board of arbitration has not issued its decision; and
- (b) the parties agree.

Same

(1.3) For greater certainty, nothing in subsection (1.1) prevents the board of arbitration from referring matters concerning the implementation of its decision back to the parties.

6. The Act is amended by adding the following section before the heading “Operation of Collective Agreements”:

Transition

Referred to arbitration

50.9 (1) Sections 50, 50.2, 50.4 and 50.5, as they read immediately before the repeal date, continue to apply to parties who were referred to arbitration under section 50 before the repeal date.

Requested appointment of conciliation officer

(2) Sections 49 and 50 and subsection 50.2 (1), as they read immediately before the repeal date, continue to apply to parties if either party made a request for the appointment of a conciliation officer under subsection 49 (1) before the repeal date.

Definition — repeal date

(3) In this section,
“repeal date” means the day that section 6 of Schedule 9 to the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* comes into force.

7. Clause 57 (a) of the Act is repealed.

Commencement

8. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

Idem

(1.2) Le conseil d'arbitrage peut renvoyer une question en litige aux parties en vue de négociations supplémentaires si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le conseil n'a pas rendu sa décision;
- b) les parties sont d'accord.

Idem

(1.3) Il est entendu que le paragraphe (1.1) n'a pas pour effet d'empêcher le conseil d'arbitrage de renvoyer aux parties des questions concernant la mise en oeuvre de sa décision.

6. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant avant l'intertitre «Effet de la convention collective» :

Disposition transitoire

Parties dirigées vers l'arbitrage

50.9 (1) Les articles 50, 50.2, 50.4 et 50.5, dans leur version antérieure à la date d'abrogation, continuent de s'appliquer aux parties qui ont été dirigées vers l'arbitrage en application de l'article 50 avant la date d'abrogation.

Cas où la désignation d'un conciliateur a été demandée

(2) Les articles 49 et 50 et le paragraphe 50.2 (1), dans leur version antérieure à la date d'abrogation, continuent de s'appliquer si l'une ou l'autre des parties a demandé la désignation d'un conciliateur au titre du paragraphe 49 (1) avant la date d'abrogation.

Définition : date d'abrogation

(3) La définition qui suit s'applique au présent article.
«date d'abrogation» Le jour de l'entrée en vigueur de l'article 6 de l'annexe 9 de la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)*.

7. L'alinéa 57 a) de la Loi est abrogé.

Entrée en vigueur

8. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE 10
INSURANCE ACT**

1. Subsection 197 (2) of the *Insurance Act* is amended by striking out “subsection 196 (1)” and substituting “subsection 191 (1)”.

2. Section 282 of the Act is amended by adding the following subsection:

Unpaid assessments

(4.1) If an insurer that is assessed does not pay the assessment, the unpaid amount of the assessment is a debt due to the Crown and the Crown may recover the debt by action or by any other remedy or procedure available by law to the Crown for the collection of debts owed to the Crown, whether or not the Superintendent exercises the rights set out in subsections (5) and (6).

Commencement

3. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures)*, 2016 receives Royal Assent.

**ANNEXE 10
LOI SUR LES ASSURANCES**

1. Le paragraphe 197 (2) de la *Loi sur les assurances* est modifié par remplacement de «le paragraphe 196 (1)» par «le paragraphe 191 (1)».

2. L'article 282 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Cotisations impayées

(4.1) Si l'assureur ne paie pas la cotisation fixée à son égard, le montant impayé de la cotisation constitue une créance de la Couronne et celle-ci peut la recouvrer au moyen d'une action ou de tout autre recours ou procédure dont elle peut légalement se prévaloir pour recouvrer ses créances, que le surintendant exerce ou non les droits énoncés aux paragraphes (5) et (6).

Entrée en vigueur

3. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE 11
INTERIM APPROPRIATION FOR 2017-2018
ACT, 2016****Interpretation**

1. Expressions used in this Act have the same meaning as in the *Financial Administration Act* unless the context requires otherwise.

Expenses of the public service

2. Pending the voting of supply for the fiscal year ending on March 31, 2018, amounts not exceeding a total of \$129,260,108,400 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund or recognized as non-cash expenses to be applied to the expenses of the public service that are not otherwise provided for.

Investments of the public service

3. Pending the voting of supply for the fiscal year ending on March 31, 2018, amounts not exceeding a total of \$4,643,532,300 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund or recognized as non-cash investments to be applied to the investments of the public service in capital assets, loans and other investments that are not otherwise provided for.

Expenses of the Legislative Offices

4. Pending the voting of supply for the fiscal year ending on March 31, 2018, amounts not exceeding a total of \$219,450,300 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund to be applied to the expenses of the Legislative Offices that are not otherwise provided for.

Charge to proper appropriation

5. All expenditures made or recognized under this Act must be charged to the proper appropriation following the voting of supply for the fiscal year ending on March 31, 2018.

Commencement

6. The Act set out in this Schedule comes into force on April 1, 2017.

Short title

7. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Interim Appropriation for 2017-2018 Act, 2016*.

**ANNEXE 11
LOI DE 2016 PORTANT AFFECTATION
ANTICIPÉE DE CRÉDITS POUR 2017-2018****Interprétation**

1. Les expressions figurant dans la présente loi s'entendent au sens de la *Loi sur l'administration financière*, sauf indication contraire du contexte.

Dépenses de la fonction publique

2. En attendant le vote des crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018, des sommes totalisant un maximum de 129 260 108 400 \$ peuvent être prélevées sur le Trésor ou comptabilisées à titre de frais hors trésorerie et affectées aux dépenses de la fonction publique auxquelles il n'est pas autrement pourvu.

Investissements de la fonction publique

3. En attendant le vote des crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018, des sommes totalisant un maximum de 4 643 532 300 \$ peuvent être prélevées sur le Trésor ou comptabilisées à titre d'éléments d'investissement hors trésorerie et affectées aux investissements de la fonction publique dans des immobilisations, des prêts et autres éléments auxquels il n'est pas autrement pourvu.

Dépenses des bureaux des fonctionnaires de l'Assemblée

4. En attendant le vote des crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018, des sommes totalisant un maximum de 219 450 300 \$ peuvent être prélevées sur le Trésor et affectées aux dépenses des bureaux des fonctionnaires de l'Assemblée auxquelles il n'est pas autrement pourvu.

Imputation au crédit approprié

5. Après le vote des crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018, toutes les dépenses effectuées ou comptabilisées en vertu de la présente loi doivent être imputées à l'affectation de crédits appropriée.

Entrée en vigueur

6. La loi figurant à la présente annexe entre en vigueur le 1^{er} avril 2017.

Titre abrégé

7. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi de 2016 portant affectation anticipée de crédits pour 2017-2018*.

SCHEDULE 12
INVESTMENT MANAGEMENT CORPORATION
OF ONTARIO ACT, 2015

1. Subsection 12 (1) of the *Investment Management Corporation of Ontario Act, 2015* is amended by striking out “manage and supervise” and substituting “manage or supervise the management of”.

2. Section 14 of the Act is amended by adding “and” at the end of clause (d), by striking out “and” at the end of clause (e) and by repealing clause (f).

Commencement

3. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

ANNEXE 12
LOI DE 2015 SUR LA SOCIÉTÉ ONTARIENNE
DE GESTION DES PLACEMENTS

1. Le paragraphe 12 (1) de la *Loi de 2015 sur la Société ontarienne de gestion des placements* est modifié par remplacement de «assure la direction et la surveillance des activités et des affaires internes de la Société» par «gère les activités et les affaires internes de la Société ou en surveille la gestion».

2. L'alinéa 14 f) de la Loi est abrogé.

Entrée en vigueur

3. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE 13
LAND TRANSFER TAX ACT**

1. (1) Subsection 2 (1) of the *Land Transfer Tax Act* is repealed and the following substituted:

Tax

(1) Every person who, on or after January 1, 2017, tenders for registration in Ontario a conveyance by which any land is conveyed to or in trust for a transferee shall pay when the conveyance is tendered for registration or before it is tendered for registration,

- (a) a tax computed at a rate of,
 - (i) one-half of 1 per cent of the value of the consideration for the conveyance up to and including \$55,000,
 - (ii) 1 per cent of the value of the consideration that exceeds \$55,000 up to and including \$250,000,
 - (iii) 1.5 per cent of the value of the consideration that exceeds \$250,000 up to and including \$400,000, and
 - (iv) 2 per cent of the value of the consideration that exceeds \$400,000; and
- (b) if the value of the consideration for the conveyance exceeds \$2,000,000 and the conveyance is a conveyance of land that contains at least one and not more than two single family residences, an additional tax of one-half of 1 per cent of the amount by which the value of the consideration exceeds \$2,000,000.

Same, registration prior to 2017

(1.1) Every person who, on or before December 31, 2016, tenders for registration in Ontario a conveyance by which any land is conveyed to or in trust for a transferee shall pay when the conveyance is tendered for registration or before it is tendered for registration,

- (a) a tax computed at a rate of,
 - (i) one-half of 1 per cent of the value of the consideration for the conveyance up to and including \$55,000,
 - (ii) 1 per cent of the value of the consideration that exceeds \$55,000 up to and including \$250,000, and
 - (iii) 1.5 per cent of the value of the consideration that exceeds \$250,000; and
- (b) if the value of the consideration for the conveyance exceeds \$400,000 and the conveyance is a conveyance of land that contains at least one and not more than two single family residences, an additional tax of one-half of 1 per cent of the amount by which the value of the consideration exceeds \$400,000.

**ANNEXE 13
LOI SUR LES DROITS DE CESSION
IMMOBILIÈRE**

1. (1) Le paragraphe 2 (1) de la *Loi sur les droits de cession immobilière* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Droits

(1) Quiconque présente à l'enregistrement en Ontario, le 1^{er} janvier 2017 ou après cette date, une cession par laquelle un bien-fonds est cédé à un cessionnaire ou cédé en fiducie pour le compte de ce cessionnaire acquitte, au moment de la présentation ou préalablement :

- a) d'une part, des droits calculés au taux :
 - (i) de 0,5 % de la valeur de la contrepartie versée pour la cession, jusqu'à 55 000 \$ inclusivement,
 - (ii) de 1 % de la valeur de la contrepartie qui est supérieure à 55 000 \$, jusqu'à 250 000 \$ inclusivement,
 - (iii) de 1,5 % de la valeur de la contrepartie qui est supérieure à 250 000 \$, jusqu'à 400 000 \$ inclusivement,
 - (iv) de 2 % de la valeur de la contrepartie qui est supérieure à 400 000 \$;
- b) d'autre part, si la valeur de la contrepartie versée pour la cession est supérieure à 2 000 000 \$ et que l'objet de la cession est un bien-fonds qui comporte au moins une habitation unifamiliale, mais pas plus de deux, des droits supplémentaires de 0,5 % sur la tranche de la valeur de la contrepartie qui est supérieure à 2 000 000 \$.

Idem : enregistrement antérieur à 2017

(1.1) Quiconque présente à l'enregistrement en Ontario, le 31 décembre 2016 ou avant cette date, une cession par laquelle un bien-fonds est cédé à un cessionnaire ou cédé en fiducie pour le compte de ce cessionnaire acquitte, au moment de la présentation ou préalablement :

- a) d'une part, des droits calculés au taux :
 - (i) de 0,5 % de la valeur de la contrepartie versée pour la cession, jusqu'à 55 000 \$ inclusivement,
 - (ii) de 1 % de la valeur de la contrepartie qui est supérieure à 55 000 \$, jusqu'à 250 000 \$ inclusivement,
 - (iii) de 1,5 % de la valeur de la contrepartie qui est supérieure à 250 000 \$;
- b) d'autre part, si la valeur de la contrepartie versée pour la cession est supérieure à 400 000 \$ et que l'objet de la cession est un bien-fonds qui comporte au moins une habitation unifamiliale, mais pas plus de deux, des droits supplémentaires de 0,5 % sur la tranche de la valeur de la contrepartie qui est supérieure à 400 000 \$.

Same, transition

(1.2) Despite subsection (1), every person who, pursuant to an agreement of purchase and sale entered into on or before November 14, 2016, tenders for registration in Ontario a conveyance by which any land is conveyed to or in trust for a transferee shall pay when the conveyance is tendered for registration or before it is tendered for registration a tax computed in accordance with subsection (1.1).

(2) Subsection 2 (2) of the Act is amended by,

(a) striking out “exceeds \$400,000” wherever it appears and substituting in each case “exceeds \$2,000,000 or, for a conveyance to which subsection (1.1) applies, exceeds \$400,000”; and

(b) striking out “despite subsection (1)” in the portion after clause (c) and substituting “despite subsections (1) and (1.1)”.

2. Section 2.2 of the Act is amended by striking out “subsection 2 (1)” and substituting “section 2”.

3. (1) Clause 3 (5) (a) of the Act is amended by striking out “subsection 2 (1)” and substituting “section 2”.

(2) Subsection 3 (6) of the Act is amended by striking out “subsection 2 (1)” in the portion before clause (a) and substituting “section 2”.

(3) Subsection 3 (8) of the Act is amended by striking out “subsection 2 (1)” and substituting “section 2”.

(4) Clause 3 (11) (b) of the Act is amended by striking out “subsection 2 (1)” and substituting “section 2”.

4. The Act is amended by adding the following sections:

Additional information

5.0.1 (1) Every person required by section 5 to make a statement or affidavit or to deliver a return shall provide the Minister with such additional information as may be prescribed about the transferee and the conveyance, or about the person who acquires a beneficial interest in land and the disposition, and shall provide the information in the form and manner approved by the Minister.

Use of information

(2) The Minister may use information collected under subsection (1) for the purposes of the administration or enforcement of this Act.

Same, analyses

(3) The Minister may use information collected under subsection (1) in de-identified form for the purposes of compiling statistical information and of developing and evaluating economic, tax and fiscal policy.

Meaning of “de-identified form”

(4) For the purposes of subsection (3), information is

Idem : disposition transitoire

(1.2) Malgré le paragraphe (1), quiconque présente à l'enregistrement en Ontario, conformément à une convention de vente conclue le 14 novembre 2016 ou avant cette date, une cession par laquelle un bien-fonds est cédé à un cessionnaire ou cédé en fiducie pour le compte de ce cessionnaire acquitte, au moment de la présentation ou préalablement, des droits calculés conformément au paragraphe (1.1).

(2) Le paragraphe 2 (2) de la Loi est modifié :

a) par remplacement de «est supérieure à 400 000 \$» par «est supérieure à 2 000 000 \$ ou, pour une cession à laquelle s'applique le paragraphe (1.1), supérieure à 400 000 \$» partout où figure ce segment;

b) par remplacement de «Malgré le paragraphe (1)» par «Malgré les paragraphes (1) et (1.1)» dans le passage qui suit l'alinéa c).

2. L'article 2.2 de la Loi est modifié par remplacement de «du paragraphe 2 (1)» par «de l'article 2».

3. (1) L'alinéa 3 (5) a) de la Loi est modifié par remplacement de «du paragraphe 2 (1)» par «de l'article 2».

(2) Le paragraphe 3 (6) de la Loi est modifié par remplacement de «du paragraphe 2 (1)» par «de l'article 2» dans le passage qui précède l'alinéa a).

(3) Le paragraphe 3 (8) de la Loi est modifié par remplacement de «du paragraphe 2 (1)» par «de l'article 2».

(4) L'alinéa 3 (11) b) de la Loi est modifié par remplacement de «du paragraphe 2 (1)» par «de l'article 2».

4. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Renseignements supplémentaires

5.0.1 (1) Quiconque est tenu par l'article 5 de faire une déclaration, de souscrire un affidavit ou de produire une déclaration donne au ministre, sous la forme et de la manière qu'approuve celui-ci, les renseignements supplémentaires prescrits sur le cessionnaire et sur la cession, ou sur la personne qui acquiert un intérêt à titre bénéficiaire dans le bien-fonds et sur l'aliénation.

Utilisation des renseignements

(2) Le ministre peut utiliser les renseignements recueillis au titre du paragraphe (1) pour l'application ou l'exécution de la présente loi.

Idem : analyses

(3) Le ministre peut utiliser les renseignements recueillis au titre du paragraphe (1) sous forme anonymisée pour la compilation de données statistiques et pour l'élaboration et l'évaluation de la politique économique, fiscale et budgétaire.

Sens de «sous forme anonymisée»

(4) Pour l'application du paragraphe (3), les rensei-

in de-identified form if any information that identifies an individual and any information that it is reasonably foreseeable in the circumstances could be utilized, either alone or with other information, to identify an individual, has been removed.

Regulations

(5) The Minister may make regulations prescribing anything that is referred to as prescribed in this section.

Confidentiality

5.0.2 (1) Except as authorized by this section and subsections 5.0.1 (2) and (3), the Minister shall not,

- (a) knowingly communicate or knowingly allow to be communicated to any person any personal information obtained under section 5.0.1; or
- (b) knowingly allow any person to inspect or to have access to any personal information obtained under section 5.0.1.

Same

(2) Except as authorized by this section and subsection 5.2 (3), no designated collector and no land registrar shall,

- (a) knowingly communicate or knowingly allow to be communicated to any person any personal information obtained under section 5.0.1; or
- (b) knowingly allow any person to inspect or to have access to any personal information obtained under section 5.0.1.

Testimony

(3) No person who collects information under section 5.0.1 shall be required, in connection with any legal proceedings,

- (a) to give evidence relating to any information obtained under section 5.0.1; or
- (b) to produce any information obtained under section 5.0.1.

Exception

(4) Subsections (1), (2) and (3) do not apply in respect of,

- (a) criminal proceedings under any Act of the Parliament of Canada;
- (b) proceedings in respect of the trial of any person for an offence under an Act of the Legislature; or
- (c) proceedings relating to the administration or enforcement of this Act.

Same

(5) The Minister may permit information obtained under section 5.0.1 to be given to,

- (a) the person from whom the information was obtained; or

gnements sont sous forme anonymisée s'il en a été retiré tout renseignement permettant d'identifier un particulier, ainsi que tout renseignement à l'égard duquel il est raisonnable de prévoir, dans les circonstances, qu'il pourrait servir, seul ou avec d'autres, à l'identifier.

Rèlements

(5) Le ministre peut, par règlement, prescrire tout ce que le présent article mentionne comme étant prescrit.

Renseignements confidentiels

5.0.2 (1) Sauf dans les cas où le présent article et les paragraphes 5.0.1 (2) et (3) l'autorisent, le ministre ne doit :

- a) ni sciemment communiquer ou sciemment permettre la communication à quiconque des renseignements personnels obtenus au titre de l'article 5.0.1;
- b) ni sciemment permettre à quiconque d'examiner des renseignements personnels obtenus au titre de l'article 5.0.1, ou d'y avoir accès.

Idem

(2) Sauf dans les cas où le présent article et le paragraphe 5.2 (3) l'autorisent, les percepteurs désignés et les registrateurs ne doivent :

- a) ni sciemment communiquer ou sciemment permettre la communication à quiconque des renseignements personnels obtenus au titre de l'article 5.0.1;
- b) ni sciemment permettre à quiconque d'examiner des renseignements personnels obtenus au titre de l'article 5.0.1, ou d'y avoir accès.

Témoignage

(3) La personne qui recueille des renseignements au titre de l'article 5.0.1 n'est tenue, dans le cadre d'une instance judiciaire :

- a) ni de témoigner sur des renseignements obtenus au titre de l'article 5.0.1;
- b) ni de produire des renseignements obtenus au titre de l'article 5.0.1.

Exception

(4) Les paragraphes (1), (2) et (3) ne s'appliquent pas dans le cadre des instances suivantes :

- a) les poursuites criminelles introduites aux termes d'une loi du Parlement du Canada;
- b) les instances reliées au procès d'une personne pour infraction à une loi de la Législature;
- c) les instances reliées à l'application ou à l'exécution de la présente loi.

Idem

(5) Le ministre peut autoriser la communication de renseignements obtenus au titre de l'article 5.0.1 aux personnes suivantes :

- a) la personne qui a fourni les renseignements;

- (b) the legal representative of a person mentioned in clause (a) or the agent of the person authorized in writing in that behalf.

5. Subsection 7.1 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Same, tax under s. 2

(2) Every person who tenders for registration a conveyance described in subsection 2 (1) or (1.1) and who pays, at that time, an amount that is less than the amount of tax payable by that person under section 2 shall pay a penalty, when the Minister assesses it, in an amount equal to 5 per cent of the difference between the tax payable and the amount actually paid.

6. (1) Subsection 8 (2) of the Act is amended by striking out “clause 2 (1) (b)” in the portion before clause (a) and substituting “clause 2 (1) (b) or (1.1) (b)”.

(2) Subsection 8 (6) of the Act is amended by striking out “subsection 2 (1)” and substituting “section 2”.

7. (1) Clause 9 (1) (b) of the Act is amended by striking out “subsection 2 (1)” and substituting “section 2”.

(2) Subsection 9 (2) of the Act is amended by striking out “subsection 2 (1)” wherever it appears and substituting in each case “section 2”.

(3) Subsection 9 (4) of the Act is amended by striking out “subsection 2 (1)” and substituting “section 2”.

(4) Subsection 9 (8) of the Act is amended by striking out “subsection 2 (1)” and substituting “section 2”.

8. (1) Subsection 9.2 (1) of the Act is amended by adding the following definition:

“permanent resident of Canada” means a permanent resident as defined in the *Immigration and Refugee Protection Act* (Canada); (“résident permanent du Canada”)

(2) The definition of “purchaser” in subsection 9.2 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

“purchaser” means,

- (a) if the conveyance or disposition of the qualifying home occurs before January 1, 2017, an individual who is at least 18 years of age and who has never owned an eligible home anywhere in the world and whose spouse has not owned an eligible home anywhere in the world while he or she was a spouse of the individual,
- (b) if the conveyance or disposition of the qualifying home occurs on or after January 1, 2017 and the agreement of purchase and sale for the home is entered into on or before November 14, 2016, an individual who is at least 18 years of age, and who has never owned an eligible home anywhere in the world and whose spouse has not owned an eligible

- b) l'ayant droit de la personne visée à l'alinéa a) ou son mandataire autorisé par écrit à cet effet.

5. Le paragraphe 7.1 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem : droits prévus à l'art. 2

(2) Quiconque présente à l'enregistrement une cession visée au paragraphe 2 (1) ou (1.1) et paie, à ce moment-là, un montant inférieur à celui des droits qu'il est tenu d'acquitter en application de l'article 2 paie, lorsque le ministre établit une cotisation à cet égard, une pénalité égale à 5 % de la différence entre les droits exigibles et le montant effectivement versé.

6. (1) Le paragraphe 8 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «l'alinéa 2 (1) b)» par «l'alinéa 2 (1) b) ou (1.1) b)» dans le passage qui précède l'alinéa a).

(2) Le paragraphe 8 (6) de la Loi est modifié par remplacement de «au paragraphe 2 (1)» par «à l'article 2».

7. (1) L'alinéa 9 (1) b) de la Loi est modifié par remplacement de «du paragraphe 2 (1)» par «de l'article 2».

(2) Le paragraphe 9 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «du paragraphe 2 (1)» par «de l'article 2» partout où figure ce segment.

(3) Le paragraphe 9 (4) de la Loi est modifié par remplacement de «du paragraphe 2 (1)» par «de l'article 2».

(4) Le paragraphe 9 (8) de la Loi est modifié par remplacement de «du paragraphe 2 (1)» par «de l'article 2».

8. (1) Le paragraphe 9.2 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«résident permanent du Canada» Résident permanent au sens de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (Canada). («permanent resident of Canada»)

(2) La définition de «acheteur» au paragraphe 9.2 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«acheteur» :

- a) Si la cession ou l'aliénation du logement admissible a lieu avant le 1^{er} janvier 2017, particulier qui est âgé d'au moins 18 ans et qui n'a jamais été propriétaire du logement reconnu où que ce soit dans le monde, et dont le conjoint n'a pas été propriétaire d'un logement reconnu où que ce soit dans le monde pendant qu'il était le conjoint du particulier;
- b) si la cession ou l'aliénation du logement admissible a lieu le 1^{er} janvier 2017 ou après cette date et que la convention de vente visant le logement est conclue le 14 novembre 2016 ou avant cette date, particulier qui est âgé d'au moins 18 ans et qui n'a jamais été propriétaire d'un logement reconnu où que ce soit dans le monde, et dont le conjoint n'a pas

home anywhere in the world while he or she was a spouse of the individual, and

- (c) if the conveyance or disposition of the qualifying home occurs on or after January 1, 2017 and the agreement of purchase and sale for the home is entered into after November 14, 2016, an individual who is at least 18 years of age, who is a Canadian citizen or permanent resident of Canada, and who has never owned an eligible home anywhere in the world and whose spouse has not owned an eligible home anywhere in the world while he or she was a spouse of the individual; (“acheteur”)

(3) Section 9.2 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

(2.0.1) If an individual who would otherwise be eligible for a refund under subsection (2) is not eligible because the individual is not a purchaser within the meaning of subsection (1) because the individual is not a Canadian citizen or permanent resident of Canada on the date of the conveyance or disposition, that individual is eligible for the refund if he or she becomes a Canadian citizen or permanent resident of Canada within 18 months after the date of the conveyance or disposition.

(4) Subsection 9.2 (2.1) of the Act is repealed and the following substituted:

Maximum refund

(2.1) If the agreement of purchase and sale is entered into by the purchaser after March 31, 1999, the maximum amount of tax refundable under subsection (2) in respect of the acquisition of a qualifying home is,

- (a) \$2,000 if the conveyance or disposition of the home occurs before January 1, 2017; and
(b) \$4,000 if the conveyance or disposition of the home occurs on or after January 1, 2017.

9. Subsection 14.1 (5) of the Act is amended by striking out “on or after the day this section comes into force” and substituting “on or after December 20, 2006”.

Commencement

10. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

été propriétaire d'un logement reconnu où que ce soit dans le monde pendant qu'il était le conjoint du particulier;

- c) si la cession ou l'aliénation du logement admissible a lieu le 1^{er} janvier 2017 ou après cette date et que la convention de vente visant le logement est conclue après le 14 novembre 2016, particulier qui est âgé d'au moins 18 ans, qui est citoyen canadien ou résident permanent du Canada et qui n'a jamais été propriétaire d'un logement reconnu où que ce soit dans le monde, et dont le conjoint n'a pas été propriétaire d'un logement reconnu où que ce soit dans le monde pendant qu'il était le conjoint du particulier. («purchaser»)

(3) L'article 9.2 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(2.0.1) Le particulier qui serait autrement admissible à un remboursement aux termes du paragraphe (2), mais qui ne l'est pas du fait qu'il n'est pas un acheteur au sens du paragraphe (1) parce qu'il n'est pas citoyen canadien ou résident permanent du Canada à la date de la cession ou de l'aliénation, est admissible au remboursement s'il devient citoyen canadien ou résident permanent du Canada dans les 18 mois qui suivent la date de la cession ou de l'aliénation.

(4) Le paragraphe 9.2 (2.1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Remboursement maximal

(2.1) Si l'acheteur a conclu la convention de vente après le 31 mars 1999, le montant maximal des droits qui peuvent être remboursés aux termes du paragraphe (2) à l'égard de l'achat d'un logement admissible est :

- a) de 2 000 \$ si la cession ou l'aliénation du logement a lieu avant le 1^{er} janvier 2017;
b) de 4 000 \$ si la cession ou l'aliénation du logement a lieu le 1^{er} janvier 2017 ou après cette date.

9. Le paragraphe 14.1 (5) de la Loi est modifié par remplacement de «le jour de l'entrée en vigueur du présent article ou par la suite» par «le 20 décembre 2006 ou par la suite».

Entrée en vigueur

10. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

SCHEDULE 14 MINISTRY OF REVENUE ACT

1. Section 1 of the *Ministry of Revenue Act* is amended by adding the following definition:

“public body” means,

- (a) the Government of Canada and any ministry or agency thereof and the Crown in right of Canada and any agency thereof,
- (b) the Government of any other province or territory of Canada and any ministry or agency thereof and the Crown in right of any other province of Canada and any agency thereof,
- (c) the corporation of any municipality in Ontario,
- (d) a local board, as defined in the *Municipal Affairs Act*, and any authority, board, commission, corporation, office or organization of persons some or all of whose members, directors or officers are appointed or chosen by or under the authority of the council of the corporation of a municipality in Ontario,
- (e) a Crown agency,
- (f) a corporation, with or without share capital, that is not a Crown agency but is owned, operated or controlled by the Crown,
- (g) any other board, commission, authority or unincorporated body of the Crown,
- (h) such other persons and entities as may be prescribed. (“organisme public”)

2. The definition of “public body” in section 10.1 of the Act is repealed.

3. The Act is amended by adding the following section:

Underground economy: collection and analysis of information

11.5 (1) The Minister may request information about a person or entity that carries on business in Ontario from another ministry or a public body, including,

- (a) the person’s or entity’s legal name;
- (b) the name under which the person or entity carries on business, if it is not the legal name;
- (c) the person’s or entity’s contact information;
- (d) any identifying number, symbol or other identifier assigned to the person or entity in connection with another Act;
- (e) information about any licence, permit, certificate, registration or other approval or authorization issued to the person or entity and about the status of the licence, permit, certificate, registration, approval or authorization;

ANNEXE 14 LOI SUR LE MINISTÈRE DU REVENU

1. L’article 1 de la *Loi sur le ministère du Revenu* est modifié par adjonction de la définition suivante :

«organisme public» S’entend de ce qui suit :

- a) le gouvernement du Canada et ses ministères et organismes, et la Couronne du chef du Canada et ses organismes;
- b) le gouvernement d’une autre province ou d’un territoire du Canada et ses ministères et organismes, et la Couronne du chef d’une autre province du Canada et ses organismes;
- c) une municipalité de l’Ontario;
- d) un conseil local, au sens de la *Loi sur les affaires municipales*, et un office, un conseil, une commission, une personne morale, un bureau ou une organisation de personnes dont tout ou partie des membres, des administrateurs ou des dirigeants sont nommés ou choisis par le conseil d’une municipalité de l’Ontario, ou sous son autorité;
- e) un organisme de la Couronne;
- f) une société, avec ou sans capital-actions, qui n’est pas un organisme de la Couronne, mais dont cette dernière a la propriété ou dont elle assure l’exploitation ou le contrôle;
- g) tout autre conseil, commission, office ou organisme sans personnalité morale de la Couronne;
- h) les autres personnes et entités prescrites. («public body»)

2. La définition de «organisme public» à l’article 10.1 de la Loi est abrogée.

3. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Économie souterraine : collecte et analyse de renseignements

11.5 (1) Le ministre peut demander à un autre ministère ou à un organisme public des renseignements au sujet d’une personne ou d’une entité qui exploite une entreprise en Ontario, notamment :

- a) le nom officiel, la dénomination sociale ou la raison sociale de la personne ou de l’entité;
- b) le nom sous lequel la personne ou l’entité exploite son entreprise, si ce n’est pas le nom officiel, la dénomination sociale ou la raison sociale;
- c) les coordonnées de la personne ou de l’entité;
- d) tout numéro d’identification, symbole ou autre identificateur attribué à la personne ou à l’entité dans le cadre d’une autre loi;
- e) des renseignements sur une licence, un permis, un certificat, une inscription, un enregistrement ou une autre approbation ou autorisation qui a été délivré à la personne ou à l’entité et sur l’état d’un tel document;

- (f) information about the person's or entity's compliance with any obligations relating to the licence, permit, certificate, registration, approval or authorization;
- (g) information about complaints made to the ministry or public body about the person or entity;
- (h) information compiled in connection with an examination, test, audit, inspection, investigation or other inquiry carried out under an Act with respect to the person's or entity's business, including information respecting forms, notes or reports generated by the examination, test, audit, inspection, investigation or inquiry;
- (i) information related to the person's or entity's compliance with other Acts, including information about orders, notices, penalties or convictions related to the person or entity; and
- (j) such other information as may be prescribed.

Disclosure to the Minister

(2) A ministry or public body is permitted to disclose the requested information to the Minister, despite any other Act.

Exception, personal information

(3) Information disclosed under subsection (2) shall not include personal information as defined in the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* or personal health information as defined in the *Personal Health Information Protection Act, 2004*.

Use of the information

(4) The Minister may use the information received from a ministry or public body for the purpose of administering and enforcing tax laws, including verifying or updating the Ministry's records about persons and entities.

Same, analyses

(5) The Minister may use the information received from a ministry or public body, in combination with information collected by the Minister under any Act that he or she administers, in order to conduct policy, statistical and risk analyses in connection with the administration and enforcement of tax laws.

Disclosure by Minister

(6) For the purpose of assisting a ministry or public body with the administration of statutes under which the ministry or public body has powers or duties, the Minister may disclose the results of statistical and risk analyses conducted under subsection (5) using information about a person or entity to a ministry or public body that has disclosed information to the Minister under this section respecting the person or entity.

- f) des renseignements sur le respect, par la personne ou l'entité, de ses obligations relatives à la licence, au permis, au certificat, à l'inscription, à l'enregistrement, à l'approbation ou à l'autorisation;
- g) des renseignements sur les plaintes présentées au ministère ou à l'organisme public au sujet de la personne ou de l'entité;
- h) des renseignements réunis à l'occasion d'un examen, d'un test, d'une vérification, d'une inspection, d'une enquête ou d'une autre investigation effectué aux termes d'une loi à l'égard de l'entreprise de la personne ou de l'entité, y compris des renseignements sur les formulaires, notes ou rapports produits à cette occasion;
- i) des renseignements sur le respect, par la personne ou l'entité, d'autres lois, y compris des renseignements concernant les ordonnances, avis, peines, pénalités ou déclarations de culpabilité se rapportant à la personne ou à l'entité;
- j) les autres renseignements prescrits.

Divulgence au ministre

(2) Les ministères et les organismes publics sont autorisés à divulguer au ministre les renseignements qu'il demande, malgré toute autre loi.

Exception : renseignements personnels

(3) Les renseignements divulgués en vertu du paragraphe (2) ne doivent pas comprendre des renseignements personnels au sens de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ou des renseignements personnels sur la santé au sens de la *Loi de 2004 sur la protection des renseignements personnels sur la santé*.

Utilisation des renseignements

(4) Le ministre peut utiliser les renseignements reçus d'un ministère ou d'un organisme public pour assurer l'application et l'exécution des lois fiscales, notamment pour vérifier ou mettre à jour les dossiers du ministère concernant des personnes et des entités.

Idem : analyses

(5) Le ministre peut utiliser les renseignements reçus d'un ministère ou d'un organisme public, conjointement avec ceux qu'il a recueillis en vertu d'une loi dont il assure l'application, afin d'effectuer des analyses de politiques, de statistiques et de risques relativement à l'application et à l'exécution des lois fiscales.

Divulgence par le ministre

(6) Afin d'aider un ministère ou un organisme public à assurer l'application de lois qui confèrent à celui-ci des pouvoirs ou des fonctions, le ministre peut divulguer, au ministère ou à l'organisme public qui lui a divulgué des renseignements en vertu du présent article au sujet d'une personne ou d'une entité, les résultats des analyses de statistiques et de risques effectuées en vertu du paragraphe (5) à partir de renseignements concernant la personne ou l'entité.

Confidentiality

(7) The Minister shall maintain information collected under this section in confidence in accordance with the confidentiality requirements to which it was subject when it was originally collected.

Definition of “business”

(8) For the purposes of this section,

“business” includes a profession, trade, manufacture or undertaking of any kind whatever, engaged in for profit, but does not include an office or employment.

4. Section 12 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same, underground economy

(1.3) On behalf of the Government of Ontario, the Minister, together with the Minister of Finance, may enter into an agreement with the Canada Revenue Agency providing for the disclosure of information obtained by the Minister under section 11.5, and the disclosure of the Minister's statistical and risk analyses referred to in that section, and providing for the collection of information by the Minister for the purposes of that section.

5. (1) Clause 13 (c) of the Act is amended by striking out “for the purposes of sections 11 and 11.1” at the end and substituting “for the purpose of the definition of “public body” in section 1”.

(2) Section 13 of the Act is amended by adding the following clause:

(j) prescribing information for the purposes of subsection 11.5 (1).

Commencement

6. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures)*, 2016 receives Royal Assent.

Confidentialité

(7) Le ministre préserve le caractère confidentiel des renseignements recueillis en vertu du présent article, conformément aux exigences en matière de confidentialité auxquelles ils étaient assujettis lorsque les renseignements ont été recueillis initialement.

Définition de «entreprise»

(8) La définition qui suit s'applique au présent article.

«entreprise» Sont compris parmi les entreprises les professions, métiers, commerces, industries ou activités de quelque genre que ce soit à but lucratif. En sont exclus les charges et les emplois.

4. L'article 12 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : économie souterraine

(1.3) Pour le compte du gouvernement de l'Ontario, le ministre ainsi que le ministre des Finances peuvent conclure, avec l'Agence du revenu du Canada, un accord prévoyant la divulgation de renseignements obtenus par le ministre en vertu de l'article 11.5 et la divulgation des analyses de statistiques et de risques du ministre mentionnées à cet article et prévoyant la collecte de renseignements par le ministre pour l'application de cet article.

5. (1) L'alinéa 13 c) de la Loi est modifié par remplacement de «pour l'application des articles 11 et 11.1» par «pour l'application de la définition de «organisme public» à l'article 1» à la fin de l'alinéa.

(2) L'article 13 de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

j) prescrire des renseignements pour l'application du paragraphe 11.5 (1).

Entrée en vigueur

6. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE 15
MUNICIPAL ACT, 2001**

1. Paragraph 2 of subsection 218 (1) of the *Municipal Act, 2001* is repealed and the following substituted:

2. Subject to paragraph 2.1, the head of council shall be elected by general vote, in accordance with the *Municipal Elections Act, 1996*, or shall be appointed by the members of council.

2.1 For a regional municipality other than the County of Oxford, the head of council shall be elected by general vote in accordance with the *Municipal Elections Act, 1996*.

2. The Act is amended by adding the following section:

Head of regional council

218.1 (1) On the day the new council of a regional municipality is organized following the regular election in 2018, the head of council of a regional municipality shall be elected by general vote in accordance with the *Municipal Elections Act, 1996*.

Conduct of regular election in 2018

(2) The regular election in 2018 in a regional municipality shall be conducted as if the method of selecting the head of council described in subsection (1) was already in effect.

Exception

(3) This section does not apply to the County of Oxford.

3. Section 221 of the Act is repealed and the following substituted:

Conflicts

221. In the event of a conflict between section 217, 218, 218.1 or 220 or a by-law described in those sections and any other Act in respect of the composition of a council, the term of office of the head of the upper-tier council, the number of votes given to each member, the method of selecting the head of council of a regional municipality or the titles of members, section 217, 218, 218.1 or 220 or a by-law described in those sections prevails.

4. Subsections 313 (1.1), (2) and (3) of the Act are repealed and the following substituted:

Municipal option

(1.1) Despite subsection (1), a municipality, other than a lower-tier municipality, may pass a by-law providing for the application of a single percentage that is not less than 30 per cent and not more than 35 per cent instead of the percentages described in paragraphs 2, 3, 4 and 5 of subsection (1).

Same

(1.2) Despite subsection (1), a municipality, other than a lower-tier municipality, may pass a by-law providing for the application of a percentage within a range prescribed by the Minister of Finance instead of the percent-

**ANNEXE 15
LOI DE 2001 SUR LES MUNICIPALITÉS**

1. La disposition 2 du paragraphe 218 (1) de la *Loi de 2001 sur les municipalités* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

2. Sous réserve de la disposition 2.1, le président du conseil est élu au scrutin général, conformément à la *Loi de 1996 sur les élections municipales*, ou est nommé par les membres du conseil.

2.1 Dans le cas d'une municipalité régionale autre que le comté d'Oxford, le président du conseil est élu au scrutin général, conformément à la *Loi de 1996 sur les élections municipales*.

2. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Président du conseil d'une municipalité régionale

218.1 (1) Le jour où le nouveau conseil d'une municipalité régionale est constitué après les élections ordinaires de 2018, son président est élu au scrutin général, conformément à la *Loi de 1996 sur les élections municipales*.

Tenue des élections ordinaires de 2018

(2) Les élections ordinaires de 2018 dans une municipalité régionale se tiennent comme si le mode de sélection du président du conseil visé au paragraphe (1) était déjà en vigueur.

Exception

(3) Le présent article ne s'applique pas au comté d'Oxford.

3. L'article 221 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Incompatibilité

221. Les articles 217, 218, 218.1 et 220 et les règlements municipaux visés à ces articles l'emportent sur les dispositions incompatibles d'une autre loi en ce qui a trait à la composition d'un conseil, au mandat du président du conseil d'une municipalité de palier supérieur, au nombre de voix accordées à chaque membre, au mode de sélection du président du conseil d'une municipalité régionale ou aux titres des membres.

4. Les paragraphes 313 (1.1), (2) et (3) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Choix de la municipalité

(1.1) Malgré le paragraphe (1), une municipalité qui n'est pas une municipalité de palier inférieur peut, par règlement, prévoir l'application d'un pourcentage unique d'au moins 30 % et d'au plus 35 % au lieu des pourcentages visés aux dispositions 2, 3, 4 et 5 du paragraphe (1).

Idem

(1.2) Malgré le paragraphe (1), une municipalité qui n'est pas une municipalité de palier inférieur peut, par règlement, prévoir l'application d'un pourcentage qui se situe dans la fourchette prescrite par le ministre des Fi-

age described in paragraph 2, 3, 4 or 5 of subsection (1), as the case may be.

Same

(1.3) Despite subsection (1), a municipality, other than a lower-tier municipality, may, if authorized by the regulations, pass a by-law providing that a tax rate reduction in paragraph 2, 3, 4 or 5 of subsection (1) does not apply.

Regulations

- (2) The Minister of Finance may make regulations,
 - (a) prescribing percentages or ranges for the purposes of subsection (1);
 - (b) prescribing ranges for the purposes of subsection (1.2);
 - (c) authorizing a municipality to pass a by-law referred to in subsection (1.3);
 - (d) imposing conditions on the ability of a municipality to pass a by-law referred to in this section.

Choice of percentage within range

(3) If a regulation made under clause (2) (a) requires the tax rates for the subclasses referred to in paragraph 1 of subsection (1) to be reduced by a percentage within a range described in the regulation,

- (a) the percentage shall be specified, by by-law, by the local municipality or, if the local municipality is a lower-tier municipality, by the upper-tier municipality; and
- (b) if no percentage is specified under clause (a), the percentage shall be the highest percentage in the range.

5. (1) Clause 314 (1) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

- (a) establish two or three bands of assessment of property for the purposes of facilitating graduated tax rates for any one or more of the classes prescribed under clause (5) (0.a) or included in the commercial classes or the industrial classes; and

(2) Subsection 314 (5) of the Act is amended by adding the following clause:

- (0.a) prescribing classes of real property for the purposes of clause (1) (a), other than the residential property class, the multi-residential property class, the farm property class, the pipe line property class or the managed forests property class;

6. (1) Subsection 327 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Property that Part applies to

(4) This Part applies with respect to property in the commercial classes, the industrial classes, the multi-residential property class and any other class prescribed under clause (10) (a).

nances au lieu du pourcentage visé à la disposition 2, 3, 4 ou 5 du paragraphe (1), selon le cas.

Idem

(1.3) Malgré le paragraphe (1), une municipalité qui n'est pas une municipalité de palier inférieur peut, si les règlements l'autorisent, adopter un règlement prévoyant que la réduction du taux d'imposition prévue à la disposition 2, 3, 4 ou 5 du paragraphe (1) ne s'applique pas.

Règlements

- (2) Le ministre des Finances peut, par règlement :
 - a) prescrire des pourcentages ou des fourchettes pour l'application du paragraphe (1);
 - b) prescrire des fourchettes pour l'application du paragraphe (1.2);
 - c) autoriser une municipalité à adopter un règlement visé au paragraphe (1.3);
 - d) assortir de conditions la capacité d'une municipalité d'adopter un règlement visé au présent article.

Choix du pourcentage dans la fourchette

(3) Si un règlement pris en vertu de l'alinéa (2) a) exige la réduction des taux d'imposition applicables aux sous-catégories visées à la disposition 1 du paragraphe (1) d'un pourcentage se situant dans la fourchette qui y est précisée :

- a) ce pourcentage est celui que précise, par règlement, la municipalité locale ou, s'il s'agit d'une municipalité de palier inférieur, la municipalité de palier supérieur;
- b) si aucun pourcentage n'est précisé en application de l'alinéa a), le pourcentage correspond au plus élevé de la fourchette.

5. (1) L'alinéa 314 (1) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) diviser l'évaluation des biens en deux ou trois fourchettes afin de faciliter l'application de taux d'imposition progressifs pour une ou plusieurs des catégories prescrites en vertu de l'alinéa (5) 0.a) ou comprises dans les catégories commerciales ou les catégories industrielles;

(2) Le paragraphe 314 (5) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- 0.a) prescrire des catégories de biens immeubles pour l'application de l'alinéa (1) a), à l'exclusion de la catégorie des biens résidentiels, de la catégorie des immeubles à logements multiples, de la catégorie des biens agricoles, de la catégorie des pipelines et de la catégorie des forêts aménagées;

6. (1) Le paragraphe 327 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Biens auxquels s'applique la présente partie

(4) La présente partie s'applique à l'égard des biens qui appartiennent aux catégories commerciales, aux catégories industrielles, à la catégorie des immeubles à logements multiples et à toute autre catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (10) a).

(2) Subsection 327 (6) of the Act is repealed and the following substituted:**Exception**

(6) Despite clause (5) (c), this Part applies to a property or portion of a property in the commercial classes, the industrial classes or a class prescribed under clause (10) (a) to which subsection 4 (3) of the *Municipal Tax Assistance Act* applies, but the portion of a property to which that subsection applies is deemed to be a separate property for the purposes of this Part.

(3) Subsections 327 (10), (10.1), (10.2) and (11) of the Act are repealed and the following substituted:**Regulations**

- (10) The Minister of Finance may by regulation,
- (a) prescribe classes of real property that this Part applies to, other than the residential property class, the farm property class, the pipe line property class or the managed forests property class;
 - (b) exempt property, including a portion of a property, from the application of this Part;
 - (c) provide that this Part does not apply in a municipality.

Same

(11) A regulation under clause (10) (b) or (c) may provide that property is exempt or that this Part does not apply only if prescribed circumstances exist.

Exempt property deemed not in classes

(12) The commercial classes, the industrial classes, the multi-residential property class and any class prescribed under clause (10) (a) are deemed, for the purposes of this Part, not to include property exempted from the application of this Part under this section.

7. Clauses 329 (3) (b) and (c) of the Act are repealed and the following substituted:

- (b) governing the calculation of taxes for a taxation year in the circumstances described in paragraph 5 of subsection (1);
- (c) governing the calculation of taxes for a taxation year under paragraph 6 of subsection (1) in prescribed circumstances in connection with the phasing out of the application of this Part.

8. Subsection 329.1 (1) of the Act is amended by striking out the portion before paragraph 1 and substituting the following:**Municipal option: application of certain provisions of the Act**

(1) A municipality, other than a lower-tier municipality, may pass a by-law to have one or more of the follow-

(2) Le paragraphe 327 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**Exception**

(6) Malgré l'alinéa (5) c), la présente partie s'applique à tout ou partie d'un bien qui appartient aux catégories commerciales, aux catégories industrielles ou aux catégories prescrites en vertu de l'alinéa (10) a) et auquel s'applique le paragraphe 4 (3) de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités*. Toutefois, la partie d'un bien à laquelle s'applique ce paragraphe est réputée être un bien distinct pour l'application de la présente partie.

(3) Les paragraphes 327 (10), (10.1), (10.2) et (11) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :**Règlements**

- (10) Le ministre des Finances peut, par règlement :
- a) prescrire les catégories de biens immeubles auxquelles s'applique la présente partie, à l'exclusion de la catégorie des biens résidentiels, de la catégorie des biens agricoles, de la catégorie des pipelines et de la catégorie des forêts aménagées;
 - b) exempter des biens, y compris une partie d'un bien, de l'application de la présente partie;
 - c) prévoir que la présente partie ne s'applique pas dans une municipalité.

Idem

(11) Les règlements pris en vertu de l'alinéa (10) b) ou c) peuvent prévoir que des biens sont exemptés ou que la présente partie ne s'applique pas uniquement dans les circonstances prescrites.

Biens exemptés réputés ne pas appartenir à une catégorie

(12) Les catégories commerciales, les catégories industrielles, la catégorie des immeubles à logements multiples et les catégories prescrites en vertu de l'alinéa (10) a) sont réputées ne pas comprendre, pour l'application de la présente partie, les biens exemptés de son application en vertu du présent article.

7. Les alinéas 329 (3) b) et c) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- b) régir le calcul des impôts pour une année d'imposition dans les circonstances visées à la disposition 5 du paragraphe (1);
- c) régir le calcul des impôts pour une année d'imposition en application de la disposition 6 du paragraphe (1) dans les circonstances prescrites, dans le cadre de l'élimination progressive de l'application de la présente partie.

8. Le paragraphe 329.1 (1) de la Loi est modifié par remplacement du passage qui précède la disposition 1 par ce qui suit :**Choix de la municipalité : application de certaines dispositions de la Loi**

(1) La municipalité qui n'est pas une municipalité de palier inférieur peut adopter un règlement prévoyant

ing paragraphs apply in the calculation of the amount of taxes for municipal and school purposes payable in respect of property in the commercial classes, the industrial classes, the multi-residential property class or a class prescribed under clause 327 (10) (a) for a taxation year:

9. (1) Subsection 338 (1.2) of the Act is amended by adding “or” at the end of clause (a), by striking out “or” at the end of clause (b) and by striking out clause (c).

(2) Section 338 of the Act is amended by adding the following subsections:

Application of regulations under this Part

(1.3) A regulation made under this Part may provide that a provision of the regulation or of this Part does not apply to a municipality unless the municipality passes a by-law to have it apply, subject to any prescribed conditions.

Delegation to lower-tier municipality

(1.4) A lower-tier municipality does not have the authority to pass a by-law described in subsection (1.3) unless its upper-tier municipality delegates the authority to do so, by by-law, to the lower-tier municipality.

Regulations re: delegation to lower-tier municipality

(1.5) The Minister of Finance may make regulations governing by-laws and delegations made under subsection (1.4), including prescribing conditions that must be satisfied before an upper-tier municipality may make such a delegation.

10. (1) Subsection 344 (3) of the Act is amended by adding the following clause:

a.1) prescribing the method of calculating information relating to tax changes that must or that may be included on or with tax bills under section 343;

(2) Section 344 of the Act is amended by adding the following subsections:

Application of regulations

(4) A regulation made under subsection (3) may provide that a provision of the regulation or of this section does not apply to a municipality unless the municipality passes a by-law to have it apply, subject to any prescribed conditions.

Delegation to lower-tier municipality

(5) A lower-tier municipality does not have the authority to pass a by-law described in subsection (4) unless its upper-tier municipality delegates the authority to do so, by by-law, to the lower-tier municipality.

Regulations re: delegation to lower-tier municipality

(6) The Minister of Finance may make regulations governing by-laws and delegations made under subsection (5), including prescribing conditions that must be satisfied

l'application d'une ou de plusieurs des dispositions suivantes au calcul des impôts exigibles aux fins municipales et scolaires sur les biens qui appartiennent aux catégories commerciales, aux catégories industrielles, à la catégorie des immeubles à logements multiples ou à une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa 327 (10) a) pour une année d'imposition :

9. (1) Le paragraphe 338 (1.2) de la Loi est modifié par suppression de l'alinéa c).

(2) L'article 338 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Application des règlements pris en vertu de la présente partie

(1.3) Les règlements pris en vertu de la présente partie peuvent prévoir qu'une de leurs dispositions ou qu'une des dispositions de la présente partie ne s'applique à une municipalité que si elle adopte un règlement prévoyant son application, sous réserve des conditions prescrites.

Délégation à une municipalité de palier inférieur

(1.4) Une municipalité de palier inférieur n'a le pouvoir d'adopter un règlement visé au paragraphe (1.3) que si sa municipalité de palier supérieur lui délègue, par règlement, le pouvoir de le faire.

Règlements : délégation à une municipalité de palier inférieur

(1.5) Le ministre des Finances peut, par règlement, régir les règlements municipaux et les délégations visés au paragraphe (1.4), y compris prescrire les conditions qui doivent être remplies avant qu'une municipalité de palier supérieur puisse procéder à une telle délégation.

10. (1) Le paragraphe 344 (3) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

a.1) prescrire le mode de calcul des données sur les modifications d'impôt faisant partie des renseignements qui doivent ou qui peuvent figurer dans les relevés d'imposition prévus à l'article 343 ou y être joints;

(2) L'article 344 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Application des règlements

(4) Les règlements pris en vertu du paragraphe (3) peuvent prévoir qu'une de leurs dispositions ou qu'une des dispositions du présent article ne s'applique à une municipalité que si elle adopte un règlement prévoyant son application, sous réserve des conditions prescrites.

Délégation à une municipalité de palier inférieur

(5) Une municipalité de palier inférieur n'a le pouvoir d'adopter un règlement visé au paragraphe (4) que si sa municipalité de palier supérieur lui délègue, par règlement, le pouvoir de le faire.

Règlements : délégation à une municipalité de palier inférieur

(6) Le ministre des Finances peut, par règlement, régir les règlements municipaux et les délégations visés au paragraphe (5), y compris prescrire les conditions qui doi-

before an upper-tier municipality may make such a delegation.

11. (1) Clause 361 (2) (b) of the Act is repealed and the following substituted:

- (b) a property is eligible if it is in one of the commercial classes or industrial classes, within the meaning of subsection 308 (1) of this Act, or if it is in a class prescribed under clause (11) (b.1) of this section.

(2) Subsection 361 (11) of the Act is amended by adding the following clause:

- (b.1) prescribing classes of real property for the purposes of clause (2) (b) and paragraph 2 of subsection (13), other than the residential property class, the multi-residential property class, the farm property class, the pipe line property class or the managed forests property class;

(3) Paragraph 2 of subsection 361 (13) of the Act is repealed and the following substituted:

- 2. The fees and charges are imposed on owners of land that is included in the commercial classes or industrial classes, within the meaning of subsection 308 (1), or in a class prescribed under clause (11) (b.1).

12. (1) Subsection 364 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Vacant unit rebate

(1) Every local municipality shall have a program to provide tax rebates to owners of property that has vacant portions if that property is in any of the commercial classes or industrial classes, as defined in subsection 308 (1), or in a class prescribed under clause (12) (a.0.1).

(2) Subsection 364 (2) of the Act is amended by adding the following paragraph:

- 3.1 If the property is in a class prescribed under clause (12) (a.0.1), the rebate shall be equal to the percentage prescribed in the regulations.

(3) Subsection 364 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Mixed use

(3) If different portions of a property are classified on the assessment roll in any of the commercial classes, any of the industrial classes or in a class prescribed under clause (12) (a.0.1),

- (a) the portion classified in the commercial classes, if any, shall be deemed to be one property for the purposes of this section;
- (b) the portion classified in the industrial classes, if any, shall be deemed to be another property for the purposes of this section; and
- (c) the portions in each class prescribed under clause (12) (a.0.1), if any, shall each be deemed to be a separate property for the purposes of this section.

vent être remplies avant qu'une municipalité de palier supérieur puisse procéder à une telle délégation.

11. (1) L'alinéa 361 (2) b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b) un bien est admissible s'il appartient à l'une des catégories commerciales ou des catégories industrielles, au sens du paragraphe 308 (1) de la présente loi, ou s'il appartient à une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (11) b.1) du présent article.

(2) Le paragraphe 361 (11) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- b.1) prescrire des catégories de biens immeubles pour l'application de l'alinéa (2) b) et de la disposition 2 du paragraphe (13), à l'exclusion de la catégorie des biens résidentiels, de la catégorie des immeubles à logements multiples, de la catégorie des biens agricoles, de la catégorie des pipelines et de la catégorie des forêts aménagées;

(3) La disposition 2 du paragraphe 361 (13) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- 2. Les droits et redevances sont prélevés auprès des propriétaires de biens-fonds compris dans les catégories commerciales ou industrielles, au sens du paragraphe 308 (1), ou dans une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (11) b.1).

12. (1) Le paragraphe 364 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Remises à l'égard des locaux vacants

(1) Chaque municipalité locale se dote d'un programme de remises d'impôt en faveur des propriétaires de biens dont des parties sont vacantes et qui appartiennent à l'une ou l'autre des catégories commerciales ou des catégories industrielles, au sens du paragraphe 308 (1), ou à une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (12) a.0.1).

(2) Le paragraphe 364 (2) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

- 3.1 Si le bien appartient à une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (12) a.0.1), la remise correspond au pourcentage prescrit par les règlements.

(3) Le paragraphe 364 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Utilisations multiples

(3) Si, dans le rôle d'évaluation, des parties différentes d'un bien sont classées dans une des catégories commerciales ou des catégories industrielles ou dans une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (12) a.0.1) :

- a) la partie classée dans les catégories commerciales, le cas échéant, est réputée être un bien pour l'application du présent article;
- b) la partie classée dans les catégories industrielles, le cas échéant, est réputée être un autre bien pour l'application du présent article;
- c) les parties classées dans chaque catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (12) a.0.1), le cas échéant, sont chacune réputées être un bien distinct pour l'application du présent article.

(4) Clause 364 (12) (a.1) of the Act is repealed and the following substituted:

(a.0.1) prescribing classes of real property for the purposes of this section, other than the residential property class, the multi-residential property class, the farm property class, the pipe line property class or the managed forests property class;

(a.1) prescribing percentages for the purposes of paragraphs 2, 3 and 3.1 of subsection (2);

Commencement

13. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures)*, 2016 receives Royal Assent.

(4) L'alinéa 364 (12) a.1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a.0.1) prescrire des catégories de biens immeubles pour l'application du présent article, à l'exclusion de la catégorie des biens résidentiels, de la catégorie des immeubles à logements multiples, de la catégorie des biens agricoles, de la catégorie des pipelines et de la catégorie des forêts aménagées;

a.1) prescrire des pourcentages pour l'application des dispositions 2, 3 et 3.1 du paragraphe (2);

Entrée en vigueur

13. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

SCHEDULE 16 OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY ACT

1. Subsection 1 (1) of the *Occupational Health and Safety Act* is amended by adding the following definition:

“health and safety management system” means a coordinated system of procedures, processes and other measures that is designed to be implemented by employers in order to promote continuous improvement in occupational health and safety; (“système de gestion de la santé et de la sécurité”)

2. The Act is amended by adding the following sections:

Accreditation of health and safety management systems

7.6.1 (1) The Chief Prevention Officer may accredit a health and safety management system if the system meets any applicable standards established under subsection (2).

Standards

(2) The Chief Prevention Officer may establish standards that a health and safety management system must meet in order to become an accredited health and safety management system.

Amendment

(3) The Chief Prevention Officer may amend standards established under subsection (2).

Recognition of employers

7.6.2 (1) The Chief Prevention Officer may give recognition to an employer in respect of one or more of its workplaces, upon the employer’s application, if,

- (a) the employer satisfies the Chief Prevention Officer that it is a certified user of an accredited health and safety management system in its workplace or workplaces; and
- (b) the employer meets any applicable criteria established under subsection (2).

Criteria

(2) The Chief Prevention Officer may establish criteria that an employer must meet for the purposes of clause (1) (b).

Amendment

(3) The Chief Prevention Officer may amend criteria established under subsection (2).

Validity of accreditations, recognitions

7.6.3 (1) An accreditation given under subsection 7.6.1 (1) or a recognition given under subsection 7.6.2 (1) is valid for the period that the Chief Prevention Officer specifies in the accreditation or recognition.

Revocation, etc., of accreditations, recognitions

(2) The Chief Prevention Officer may revoke or amend an accreditation or recognition.

ANNEXE 16 LOI SUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL

1. Le paragraphe 1 (1) de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* est modifié par adjonction de la définition suivante :

«système de gestion de la santé et de la sécurité» Système coordonné de méthodes, procédés et autres mesures qui est destiné à être mis en œuvre par les employeurs pour favoriser l’amélioration continue de la santé et de la sécurité au travail. («health and safety management system»)

2. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Accréditation des systèmes de gestion de la santé et de la sécurité

7.6.1 (1) Le directeur général de la prévention peut accréditer un système de gestion de la santé et de la sécurité s’il satisfait aux normes applicables établies en vertu du paragraphe (2).

Normes

(2) Le directeur général de la prévention peut établir les normes auxquelles un système de gestion de la santé et de la sécurité doit satisfaire pour devenir un système de gestion de la santé et de la sécurité accrédité.

Modification

(3) Le directeur général de la prévention peut modifier les normes établies en vertu du paragraphe (2).

Reconnaissance d’un employeur

7.6.2 (1) Le directeur général de la prévention peut accorder une reconnaissance à un employeur à l’égard d’un ou de plusieurs de ses lieux de travail, à la demande de ce dernier, si les conditions suivantes sont réunies :

- a) l’employeur convainc le directeur général de la prévention qu’il est un utilisateur certifié d’un système de gestion de la santé et de la sécurité accrédité dans son ou ses lieux de travail;
- b) l’employeur satisfait aux critères applicables établis en vertu du paragraphe (2).

Critères

(2) Le directeur général de la prévention peut établir les critères auxquels un employeur doit satisfaire pour l’application de l’alinéa (1) b).

Modification

(3) Le directeur général de la prévention peut modifier les critères établis en vertu du paragraphe (2).

Validité de l’accréditation ou de la reconnaissance

7.6.3 (1) L’accréditation accordée en vertu du paragraphe 7.6.1 (1) ou la reconnaissance accordée en vertu du paragraphe 7.6.2 (1) est valide pendant la période que le directeur général de la prévention y précise.

Révocation ou modification

(2) Le directeur général de la prévention peut révoquer ou modifier une accréditation ou une reconnaissance.

Information re accreditations, recognitions

7.6.4 (1) The Chief Prevention Officer may require any person who is seeking an accreditation under subsection 7.6.1 (1) or recognition under subsection 7.6.2 (1), or who is the subject of an accreditation or recognition, to provide the Chief Prevention Officer with whatever information, records or accounts he or she may require pertaining to the accreditation or recognition and the Chief Prevention Officer may make such inquiries and examinations as he or she considers necessary.

Disclosure by Director

(2) A Director may communicate or allow to be communicated or disclosed any information that was collected under the authority of this Act or the regulations to the Chief Prevention Officer or to a delegate for the purposes of determining whether the employer should receive recognition or should keep such recognition.

Same

(3) Any disclosure of personal information that is authorized under subsection (2) shall be deemed to be in compliance with clause 42 (1) (d) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

Publication

7.6.5 (1) The Chief Prevention Officer may publish or otherwise make available to the public information relating to health and safety management systems accredited under subsection 7.6.1 (1) and employers given recognition under subsection 7.6.2 (1), including the names of the systems and employers.

Same

(2) The Chief Prevention Officer shall publish the standards for accreditation of health and safety management systems and the criteria for recognition of employers promptly after establishing or amending them.

3. Section 7.7 of the Act is repealed and the following substituted:**Delegation**

7.7 The Chief Prevention Officer may delegate, in writing, any of his or her powers or duties under subsections 7.1 (2) and 7.2 (2), sections 7.4 and 7.5, clause 7.6 (1) (b), subsections 7.6.1 (1) and 7.6.2 (1), sections 7.6.3 and 7.6.4 and subsection 7.6.5 (1) to any person, including any person outside the Ministry, subject to such limitations, restrictions, conditions and requirements as the Chief Prevention Officer may set out in the delegation.

4. Subsection 22.3 (1) of the Act is amended by adding the following clause:

(h.1) exercise the powers and perform the duties with respect to accreditation of health and safety management systems and recognition of employers that are set out in sections 7.6.1 to 7.6.5;

Commencement

5. This Schedule comes into force on the day the

Renseignements : accréditation ou reconnaissance

7.6.4 (1) Le directeur général de la prévention peut exiger que quiconque cherche à obtenir une accréditation en vertu du paragraphe 7.6.1 (1) ou une reconnaissance en vertu du paragraphe 7.6.2 (1) ou en bénéficie déjà lui fournisse les renseignements, dossiers ou comptes qu'il exige relativement à l'accréditation ou à la reconnaissance. Le directeur général de la prévention peut effectuer les enquêtes et examens qu'il estime nécessaires.

Divulgaration par un directeur

(2) Tout directeur peut communiquer tout renseignement recueilli en vertu de la présente loi ou des règlements, ou en permettre la communication ou la divulgation, au directeur général de la prévention ou à un délégué pour qu'il puisse établir si l'employeur devrait recevoir ou conserver une reconnaissance.

Idem

(3) Toute divulgation de renseignements personnels qui est autorisée en vertu du paragraphe (2) est réputée être conforme à l'alinéa 42 (1) d) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

Publication

7.6.5 (1) Le directeur général de la prévention peut publier ou autrement mettre à la disposition du public des renseignements sur les systèmes de gestion de la santé et de la sécurité accrédités en vertu du paragraphe 7.6.1 (1) et les employeurs qui ont obtenu la reconnaissance en vertu du paragraphe 7.6.2 (1), notamment les noms des systèmes et des employeurs.

Idem

(2) Le directeur général de la prévention publie les normes d'accréditation des systèmes de gestion de la santé et de la sécurité et les critères de reconnaissance des employeurs promptement après les avoir établis ou modifiés.

3. L'article 7.7 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**Délégation**

7.7 Le directeur général de la prévention peut, par écrit, déléguer à une personne, y compris à une personne qui ne relève pas du ministère, les pouvoirs ou fonctions que lui attribuent les paragraphes 7.1 (2) et 7.2 (2), les articles 7.4 et 7.5, l'alinéa 7.6 (1) b), les paragraphes 7.6.1 (1) et 7.6.2 (1), les articles 7.6.3 et 7.6.4 et le paragraphe 7.6.5 (1), sous réserve des limitations, restrictions, conditions et exigences précisées dans l'acte de délégation.

4. Le paragraphe 22.3 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

h.1) exercer les pouvoirs et fonctions ayant trait à l'accréditation des systèmes de gestion de la santé et de la sécurité et à la reconnaissance des employeurs qui sont prévus aux articles 7.6.1 à 7.6.5;

Entrée en vigueur

5. La présente annexe entre en vigueur le jour où la

Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016 receives Royal Assent.

Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires) reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE 17
ONTARIO COLLEGE OF TRADES
AND APPRENTICESHIP ACT, 2009**

1. (1) The definitions of “Appointments Council”, “apprentice”, “Minister”, “Minister’s regulation”, “registered training agreement” and “sponsor” in section 1 of the *Ontario College of Trades and Apprenticeship Act, 2009* are repealed and the following substituted:

“Appointments Council” means the branch of the Appointments Council and Classification Roster referred to in section 63.1; (“Conseil des nominations”)

“apprentice” means an individual who, pursuant to a registered training agreement, is receiving or is to receive training in a trade required as part of an apprenticeship program established by the College; (“apprenti”)

“Minister” means the member of the Executive Council to whom responsibility for the administration of this Act or part of this Act is assigned or transferred under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

“Minister’s regulation” means a regulation made by the Minister under subsection 74 (3); (“règlement du ministre”)

“registered training agreement” means an agreement registered under section 65 under which an individual is receiving or is to receive training in a trade required as part of an apprenticeship program established by the College; (“contrat d’apprentissage enregistré”)

“sponsor” means a person who, pursuant to a registered training agreement, is required to ensure that an individual is provided with the training required as part of an apprenticeship program established by the College; (“parrain”)

(2) Section 1 of the Act is amended by adding the following definitions:

“Appointments Council and Classification Roster” means the College of Trades Appointments Council and Classification Roster continued by section 63; (“Conseil des nominations et Registre du classement”)

“Classification Roster” means the branch of the Appointments Council and Classification Roster referred to in section 63.2; (“Registre du classement”)

“governing structure of the College” means the Board, the divisional boards referred to in section 19, the trade boards referred to in section 20 and the roster of adjudicators; (“structure de gouvernance de l’Ordre”)

“old Appointments Council” means the College of Trades Appointments Council established under section 63, as it read immediately before the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* received Royal Assent; (“ancien Conseil des nominations”)

“Ontario Labour Relations Board” means the board continued under section 110 of the *Labour Relations Act, 1995*; (“Commission des relations de travail de l’Ontario”)

“review panel” means a panel established by the Board under section 21; (“comité d’examen”)

**ANNEXE 17
LOI DE 2009 SUR L'ORDRE DES MÉTIERS
DE L'ONTARIO ET L'APPRENTISSAGE**

1. (1) Les définitions de «apprenti», de «Conseil des nominations», de «contrat d’apprentissage enregistré», de «ministre», de «parrain» et de «règlement du ministre» à l’article 1 de la *Loi de 2009 sur l’Ordre des métiers de l’Ontario et l’apprentissage* sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«apprenti» Particulier qui, aux termes d’un contrat d’apprentissage enregistré, reçoit ou recevra, dans un métier, la formation exigée dans le cadre d’un programme d’apprentissage créé par l’Ordre. («apprentice»)

«Conseil des nominations» La composante du Conseil des nominations et Registre du classement visée à l’article 63.1. («Appointments Council»)

«contrat d’apprentissage enregistré» Contrat enregistré en vertu de l’article 65 aux termes duquel un particulier reçoit ou recevra, dans un métier, la formation exigée dans le cadre d’un programme d’apprentissage créé par l’Ordre. («registered training agreement»)

«ministre» Le membre du Conseil exécutif à qui la responsabilité de l’application de tout ou partie de la présente loi est assignée ou transférée en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

«parrain» Personne qui, aux termes d’un contrat d’apprentissage enregistré, doit veiller à ce qu’un particulier reçoive la formation exigée dans le cadre d’un programme d’apprentissage créé par l’Ordre. («sponsor»)

«règlement du ministre» Règlement pris par le ministre en vertu du paragraphe 74 (3). («Minister’s regulation»)

(2) L’article 1 de la Loi est modifié par adjonction des définitions suivantes :

«ancien Conseil des nominations» Le Conseil des nominations de l’Ordre des métiers créé aux termes de l’article 63, dans sa version antérieure au jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l’essor de l’Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale. («old Appointments Council»)

«comité d’examen» Comité créé par le conseil en application de l’article 21. («review panel»)

«Commission des relations de travail de l’Ontario» La Commission prorogée aux termes de l’article 110 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*. («Ontario Labour Relations Board»)

«Conseil des nominations et Registre du classement» Le Conseil des nominations et Registre du classement de l’Ordre des métiers prorogé par l’article 63. («Appointments Council and Classification Roster»)

«liste des arbitres» La liste visée au paragraphe 21 (5). («roster of adjudicators»)

«Registre du classement» La composante du Conseil des nominations et Registre du classement visée à l’article 63.2. («Classification Roster»)

“roster of adjudicators” means the roster referred to in subsection 21 (5); (“liste des arbitres”)

(3) Section 1 of the Act is amended by adding the following definition:

“classification panel” means a panel appointed by the associate chair of the Classification Roster under subsection 63.6 (1); (“comité de classement”)

(4) The definitions of “compulsory trade” and “voluntary trade” in section 1 of the Act are amended by striking out “Board regulation” wherever it appears and substituting in each case “Minister’s regulation”.

2. The Act is amended by adding the following section:

Engaging in the practice of a compulsory trade

4.1 For the purposes of this Act, an individual “engages in the practice of a compulsory trade” if,

- (a) where a Minister’s regulation has been made under subsection 63.6 (9) implementing the determinations of a classification panel in respect of the compulsory trade, the individual engages in a practice that is prescribed by the regulation as engaging in the practice of the compulsory trade; or
- (b) where a Minister’s regulation referred to in clause (a) has not been made, the individual engages in any practice that is prescribed by the Board as being within the scope of practice of the compulsory trade.

3. Subsection 9 (3) of the Act is amended by striking out “Corporations Act” and substituting “Not-for-Profit Corporations Act, 2010”.

4. (1) Paragraph 1 of subsection 11 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

- 1. To establish the scopes of practice for trades and undertake reviews of the scopes of practice.

(2) Paragraph 10 of subsection 11 (1) of the Act is repealed.

(3) Paragraph 12 of subsection 11 (1) of the Act is amended by adding “and enforcement” after “compliance”.

(4) Subsection 11 (2) of the Act is amended by adding “and enforcement” after “compliance”.

5. The Act is amended by adding the following section:

Compliance and enforcement policy

11.1 (1) The College shall develop a compliance and enforcement policy respecting the object set out in paragraph 12 of subsection 11 (1), which shall include,

«structure de gouvernance de l’Ordre» Le conseil, les conseils sectoriels visés à l’article 19, les conseils de métier visés à l’article 20 et la liste des arbitres. («governing structure of the College»)

(3) L’article 1 de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«comité de classement» Comité constitué par le président associé du Registre du classement en application du paragraphe 63.6 (1). («classification panel»)

(4) Les définitions de «métier à accréditation facultative» et de «métier à accréditation obligatoire» à l’article 1 de la Loi sont modifiées par remplacement de «règlement du conseil» par «règlement du ministre» partout où figure cette expression.

2. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Exercice d’un métier à accréditation obligatoire

4.1 Pour l’application de la présente loi, un particulier «exerce un métier à accréditation obligatoire» si :

- a) dans le cas où un règlement du ministre a été pris en application du paragraphe 63.6 (9) mettant en oeuvre les décisions d’un comité de classement à l’égard du métier à accréditation obligatoire, le particulier exerce une activité prescrite par le règlement comme constituant l’exercice du métier à accréditation obligatoire;
- b) dans le cas où un règlement du ministre visé à l’alinéa a) n’a pas été pris, le particulier exerce une activité prescrite par le conseil comme relevant du champ d’exercice du métier à accréditation obligatoire.

3. Le paragraphe 9 (3) de la Loi est modifié par remplacement de «Loi sur les personnes morales» par «Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif».

4. (1) La disposition 1 du paragraphe 11 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- 1. Établir les champs d’exercice des métiers et procéder à leur examen.

(2) La disposition 10 du paragraphe 11 (1) de la Loi est abrogée.

(3) La disposition 12 du paragraphe 11 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «problèmes de conformité» par «problèmes d’observation et d’application des mesures législatives».

(4) Le paragraphe 11 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «problèmes de conformité» par «problèmes d’observation et d’application des mesures législatives» à la fin du paragraphe.

5. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Politique d’observation et d’application des mesures législatives

11.1 (1) L’Ordre élabore une politique d’observation et d’application des mesures législatives traitant de l’objet énoncé à la disposition 12 du paragraphe 11 (1). Cette politique comprend :

- (a) a description of what constitutes a risk of harm and of how such risks will be accounted for in the enforcement of sections 2 and 4;
- (b) an annual identification of risks that will be the enforcement focus for a compulsory trade for the year; and
- (c) a description of how the College will fulfil its duty under subsection 11 (2).

Compliance and Enforcement Committee recommendations

(2) The Compliance and Enforcement Committee established under section 34.1 shall provide its recommendations regarding the contents of the College's compliance and enforcement policy to the Board and the Minister within 120 days after the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

Board approval

(3) The compliance and enforcement policy must be approved by the Board before it is implemented.

Same

(4) The Board shall, within 180 days after the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent, approve a compliance and enforcement policy, send the approved policy to the Minister and make the policy public.

Amendments

(5) The Compliance and Enforcement Committee may recommend amendments to the policy at any time, but any such amendments must be approved by the Board before they are implemented.

Same

(6) The Board shall, upon making amendments to the compliance and enforcement policy or approving amendments recommended by the Compliance and Enforcement Committee, send the amendments to the Minister and make them public promptly.

Same

(7) For the purposes of subsections (4) and (6), the compliance and enforcement policy shall be available for public inspection during normal business hours in the office of the College and be posted on the College's website or made available through a hyperlink at the College's website.

Policy not a regulation

(8) The compliance and enforcement policy is not a

- a) une description de ce qui constitue un risque de préjudice et de la manière dont il sera tenu compte de ces risques pour l'application des articles 2 et 4;
- b) une identification annuelle des risques sur lesquels les efforts liés à l'application des mesures législatives devront être concentrés au cours de l'année pour un métier à accréditation obligatoire;
- c) une description de la manière dont l'Ordre s'acquittera des obligations prévues au paragraphe 11 (2).

Recommandations du Comité d'observation et d'application des mesures législatives

(2) Le Comité d'observation et d'application des mesures législatives créé en application de l'article 34.1 présente au conseil et au ministre ses recommandations à propos du contenu de la politique d'observation et d'application des mesures législatives de l'Ordre dans les 120 jours du jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

Approbation du conseil

(3) La politique d'observation et d'application des mesures législatives doit être approuvée par le conseil avant sa mise en oeuvre.

Idem

(4) Dans les 180 jours du jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale, le conseil approuve une politique d'observation et d'application des mesures législatives, envoie la politique approuvée au ministre et la rend publique.

Modifications

(5) Le Comité d'observation et d'application des mesures législatives peut, à tout moment, recommander que des modifications soient apportées à la politique d'observation et d'application des mesures législatives, auquel cas les modifications doivent être approuvées par le conseil avant leur mise en oeuvre.

Idem

(6) Lorsqu'il apporte des modifications à la politique d'observation et d'application des mesures législatives ou approuve des modifications recommandées par le Comité d'observation et d'application des mesures législatives, le conseil envoie les modifications au ministre et les rend publiques promptement.

Idem

(7) Pour l'application des paragraphes (4) et (6), la politique d'observation et d'application des mesures législatives est à la disposition du public aux fins de consultation, pendant les heures normales d'ouverture, dans les bureaux de l'Ordre et est affichée sur le site Web de l'Ordre ou est accessible au moyen d'un hyperlien qui s'y trouve.

Non-assimilation à un règlement

(8) La politique d'observation et d'application des me-

regulation within the meaning of Part III (Regulations) of the *Legislation Act, 2006*.

6. (1) Subsection 21 (2) of the Act is amended by striking out “and on classification of trades as compulsory trades or voluntary trades”.

(2) Subsection 21 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Decision final

(3) A decision of a review panel is final and binding.

Judicial review

(3.1) Nothing in subsection (3) prevents a court from reviewing a decision of a review panel, but a decision of a review panel concerning the interpretation of this Act shall not be overturned unless the decision is unreasonable.

(3) Section 21 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

(4.1) A person may not be appointed to a review panel if the person is currently a member of a classification panel.

7. Section 24 of the Act is amended by striking out “section 63” at the end and substituting “section 63.1”.

8. The Act is amended by adding the following section:

Compliance and Enforcement Committee

34.1 (1) In addition to the committees named in subsection 30 (1), the Board shall establish a Compliance and Enforcement Committee to advise the Board on compliance and enforcement issues in respect of matters within the jurisdiction of the College.

Duties re policy

(2) The Compliance and Enforcement Committee shall, in addition to performing its duties under subsection (1),

- (a) develop recommendations regarding the contents of the compliance and enforcement policy referred to in section 11.1;
- (b) develop recommendations regarding amendments to the policy at any time the Committee determines is necessary; and
- (c) review the policy and its implementation by the College as often as it considers necessary and, in any event, not less than annually.

Same

(3) The Board shall appoint the members of the Compliance and Enforcement Committee in accordance with the following:

sures législatives n'est pas un règlement au sens de la partie III (Règlements) de la *Loi de 2006 sur la législation*.

6. (1) Le paragraphe 21 (2) de la Loi est modifié par suppression de «et le classement des métiers comme métiers à accréditation obligatoire ou métiers à accréditation facultative».

(2) Le paragraphe 21 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Caractère définitif des décisions

(3) Les décisions d'un comité d'examen sont définitives et lient les parties.

Révision judiciaire

(3.1) Le paragraphe (3) n'a pas pour effet d'empêcher un tribunal de réviser la décision d'un comité d'examen, mais aucune décision de celui-ci concernant l'interprétation de la présente loi ne doit être infirmée à moins qu'elle ne soit déraisonnable.

(3) L'article 21 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(4.1) Une personne ne peut pas être nommée à un comité d'examen si elle est actuellement membre d'un comité de classement.

7. L'article 24 de la Loi est modifié par remplacement de «l'article 63» par «l'article 63.1» à la fin de l'article.

8. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Comité d'observation et d'application des mesures législatives

34.1 (1) Outre les comités énumérés au paragraphe 30 (1), le conseil crée un Comité d'observation et d'application des mesures législatives chargé de le conseiller sur les problèmes d'observation et d'application des mesures législatives à l'égard des questions relevant de l'Ordre.

Fonctions concernant la politique

(2) Outre l'exercice des fonctions visées au paragraphe (1), le Comité d'observation et d'application des mesures législatives fait ce qui suit :

- a) il formule des recommandations à propos du contenu de la politique d'observation et d'application des mesures législatives visée à l'article 11.1;
- b) il formule des recommandations à propos des modifications apportées à la politique à tout moment, selon ce qu'il estime nécessaire;
- c) il examine la politique et sa mise en oeuvre par l'Ordre aussi souvent qu'il l'estime nécessaire mais au moins une fois par an.

Idem

(3) Le conseil nomme les membres du Comité d'observation et d'application des mesures législatives conformément à ce qui suit :

1. One member shall be a person selected by the Minister to represent the ministry of the Minister.
2. One member shall be a person selected by the Minister to represent another ministry that has legislative authority relating to compliance and enforcement issues.
3. Four members shall be members of the governing structure of the College, one affiliated with each of the four sectors described in section 18. At least one such member shall not be a member of the Board.
4. Two members shall be persons appointed to represent the public and promote consumer protection.
5. One member shall be a deputy registrar of the College.

Chair

(4) The Board shall appoint one of the members described in paragraph 3 of subsection (3) who is a member of the Board as the chair of the Compliance and Enforcement Committee.

Non-application

(5) Sections 33 and 34 do not apply to the Compliance and Enforcement Committee.

9. Section 37 of the Act is amended by adding the following subsection:

No membership until new trade is classified

(3.1) Despite subsections (1), (2) and (3), no certificates of qualification or statements of membership may be issued in respect of a trade that is prescribed by a Minister's regulation as a trade for the purposes of this Act on or after the day section 16 of Schedule 17 to the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* comes into force until the trade has been prescribed by a Minister's regulation as a voluntary trade or a compulsory trade.

10. The English version of subsection 44 (9) of the Act is amended by striking out "its being filed" and substituting "it being filed".

11. The Act is amended by adding the following Part:

PART VIII.1 ADMINISTRATIVE PENALTIES

Notice of contravention

59.1 (1) If the Registrar or an inspector appointed under section 54 believes that a person has contravened section 2 or 4, the Registrar or inspector may issue a notice of contravention to the person setting out his or her belief and requiring the person to pay the administrative penalty prescribed by a Lieutenant Governor's regulation for the contravention in question.

1. L'un des membres est une personne choisie par le ministre pour représenter le ministère du ministre.
2. L'un des membres est une personne choisie par le ministre pour représenter un autre ministère qui a un pouvoir législatif en ce qui a trait aux problèmes d'observation et d'application des mesures législatives.
3. Quatre membres sont des membres de la structure de gouvernance de l'Ordre et sont affiliés à chacun des quatre secteurs indiqués à l'article 18. Au moins un de ces membres n'est pas un membre du conseil.
4. Deux membres sont des personnes nommées pour représenter le public et promouvoir la protection des consommateurs.
5. L'un des membres est un registraire adjoint de l'Ordre.

Président

(4) Le conseil nomme président du Comité d'observation et d'application des mesures législatives un des membres visés à la disposition 3 du paragraphe (3) qui est membre du conseil.

Non-application

(5) Les articles 33 et 34 ne s'appliquent pas au Comité d'observation et d'application des mesures législatives.

9. L'article 37 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Aucune adhésion avant le classement du nouveau métier

(3.1) Malgré les paragraphes (1), (2) et (3), aucun certificat de qualification ou attestation d'adhésion ne peut être délivré à l'égard d'un métier qui est prescrit par règlement du ministre comme métier pour l'application de la présente loi le jour de l'entrée en vigueur de l'article 16 de l'annexe 17 de la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* ou par la suite tant que le métier n'a pas été prescrit par règlement du ministre comme métier à accréditation facultative ou métier à accréditation obligatoire.

10. La version anglaise du paragraphe 44 (9) de la Loi est modifiée par remplacement de «its being filed» par «it being filed».

11. La Loi est modifiée par adjonction de la partie suivante :

PARTIE VIII.1 PÉNALITÉS ADMINISTRATIVES

Avis de contravention

59.1 (1) S'il croit qu'une personne a contrevenu à l'article 2 ou 4, le registraire ou un inspecteur nommé en vertu de l'article 54 peut lui délivrer un avis de contravention à cet effet exigeant qu'elle paie la pénalité administrative prescrite par règlement du lieutenant-gouverneur pour la contravention.

Purpose of administrative penalty

(2) The following are the purposes for which a person may be required to pay an administrative penalty under this section:

1. To encourage compliance with section 2 or 4.
2. To prevent a person from deriving, directly or indirectly, any economic benefit as a result of a contravention of section 2 or 4.

Factors

(3) Prior to issuing a notice of contravention, the Registrar or an inspector appointed under section 54 shall consider,

- (a) the scope of practice of every trade prescribed by a Minister's regulation as a trade for the purposes of this Act that may be relevant;
- (b) the compliance and enforcement policy referred to in section 11.1; and
- ~~(c) if the contravention involves an individual performing work or engaging in the practice of a compulsory trade, whether there is a risk of harm to that individual, to other individuals at or near the site where the trade is being performed or practised, or to the public;~~
- (c) if the contravention involves an individual performing work or engaging in the practice of a compulsory trade, whether there is a risk of harm to that individual, to other workers or to the public.

Amount of administrative penalty

(4) The amount of an administrative penalty prescribed by a Lieutenant Governor's regulation for a contravention shall reflect the purposes referred to in subsection (2).

One-year limitation

(5) A notice of contravention shall not be issued under this section more than one year after the contravention first came to the knowledge of the Registrar or inspector.

Content of notice of contravention

(6) The notice of contravention shall,

- (a) contain or be accompanied by information setting out,
 - (i) the nature of the contravention, and
 - (ii) the date on which it occurred and the location;
- (b) set out the amount of the penalty to be paid and specify the time and manner of the payment; and
- (c) inform the person of his or her right to request a review of the notice by the Ontario Labour Rela-

Fins de la pénalité administrative

(2) Une personne peut être tenue de payer une pénalité administrative en application du présent article aux fins suivantes :

1. Favoriser l'observation de l'article 2 ou 4.
2. Empêcher quiconque de tirer, directement ou indirectement, un avantage économique par suite d'une contravention à l'article 2 ou 4.

Facteurs

(3) Avant de délivrer un avis de contravention, le registraire ou un inspecteur nommé en vertu de l'article 54 prend en compte ce qui suit :

- a) le champ d'exercice de chaque métier prescrit par règlement du ministre comme métier pour l'application de la présente loi qui pourrait être pertinent;
- b) la politique d'observation et d'application des mesures législatives visée à l'article 11.1;
- ~~c) si la contravention concerne un particulier qui exécute un travail ou qui exerce un métier à accréditation obligatoire, l'existence ou non d'un risque de préjudice pour ce particulier, pour d'autres particuliers se trouvant sur les lieux où le travail est exécuté ou le métier exercé ou à proximité de ceux-ci, ou pour le public;~~
- c) si la contravention concerne un particulier qui exécute un travail ou qui exerce un métier à accréditation obligatoire, l'existence ou non d'un risque de préjudice pour ce particulier, pour d'autres travailleurs ou pour le public.

Montant de la pénalité administrative

(4) Le montant de la pénalité administrative prescrite par règlement du lieutenant-gouverneur pour une contravention doit tenir compte des fins visées au paragraphe (2).

Prescription d'un an

(5) Un avis de contravention ne doit pas être délivré en vertu du présent article plus d'un an après que la contravention a été portée à la connaissance du registraire ou de l'inspecteur.

Contenu de l'avis de contravention

(6) L'avis de contravention réunit les conditions suivantes :

- a) il contient ou est accompagné de renseignements sur ce qui suit :
 - (i) la nature de la contravention,
 - (ii) la date à laquelle elle est survenue et le lieu où elle est survenue;
- b) il précise le montant de la pénalité à payer ainsi que le délai et le mode de paiement;
- c) il informe la personne de son droit de demander à la Commission des relations de travail de l'Ontario

tions Board and of the timelines to do so set out in subsection 59.2 (1).

If no review requested

(7) If a person who has received a notice of contravention does not apply for a review under subsection 59.2 (1), the person shall pay the penalty to the Minister of Finance within 30 days after the day the notice of contravention was served.

Review

59.2 (1) A person who receives a notice of contravention under section 59.1 may apply to the Ontario Labour Relations Board for a review of the notice of contravention in a form approved by the Ontario Labour Relations Board,

- (a) within 15 days after receipt of the notice of contravention; or
- (b) if the Ontario Labour Relations Board considers it appropriate in the circumstances to extend the time for applying, within the period specified by the Ontario Labour Relations Board.

If review requested

(2) If a person who has received a notice of contravention applies for a review under subsection (1), the Ontario Labour Relations Board shall conduct the review in accordance with any rules that may be made by the Chair of the Ontario Labour Relations Board under clause (3) (a) or subsection (4).

Ontario Labour Relations Board rules

(3) The Chair of the Ontario Labour Relations Board may make rules,

- (a) governing the practices and procedures and the exercise of its powers applicable to a review of a notice of contravention; and
- (b) requiring the use of forms approved by the Ontario Labour Relations Board.

Same

(4) Without limiting the generality of clause (3) (a), the Chair may make rules to expedite any proceeding under this section, and such rules may,

- (a) provide that the Ontario Labour Relations Board is not required to hold a hearing;
- (b) limit the extent to which the Ontario Labour Relations Board is required to give full opportunity to the parties to present their evidence and to make submissions; and
- (c) authorize the Ontario Labour Relations Board to make or cause to be made such examination of records and such other inquiries as it considers necessary in the circumstances.

de le réviser et des délais énoncés au paragraphe 59.2 (1) pour ce faire.

Cas où la révision n'est pas demandée

(7) Quiconque reçoit un avis de contravention et n'en demande pas la révision en vertu du paragraphe 59.2 (1) doit payer la pénalité au ministre des Finances dans les 30 jours de la signification de l'avis.

Révision

59.2 (1) Quiconque reçoit un avis de contravention visé à l'article 59.1 peut présenter une demande de révision de l'avis auprès de la Commission des relations de travail de l'Ontario sous une forme que celle-ci approuve :

- a) soit dans les 15 jours de la réception de l'avis;
- b) soit dans le délai que précise la Commission des relations de travail de l'Ontario, si elle estime approprié dans les circonstances de proroger le délai de présentation de la demande.

Cas où la révision est demandée

(2) Si la personne qui reçoit un avis de contravention en demande la révision en vertu du paragraphe (1), la Commission des relations de travail de l'Ontario le révisé conformément aux règles que peut établir le président de la Commission des relations de travail de l'Ontario en vertu de l'alinéa (3) a) ou du paragraphe (4).

Règles de la Commission des relations de travail de l'Ontario

(3) Le président de la Commission des relations de travail de l'Ontario peut établir des règles qui :

- a) d'une part, régissent la pratique et la procédure applicables à la révision d'un avis de contravention ainsi que l'exercice de ses pouvoirs dans le cadre d'une telle révision;
- b) d'autre part, exigent l'utilisation de formulaires approuvés par la Commission des relations de travail de l'Ontario.

Idem

(4) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (3) a), le président peut établir des règles pour accélérer le déroulement de toute instance visée au présent article, et de telles règles peuvent :

- a) prévoir que la Commission des relations de travail de l'Ontario n'est pas obligée de tenir une audience;
- b) limiter la mesure dans laquelle la Commission des relations de travail de l'Ontario est tenue de donner aux parties la pleine possibilité de présenter leur preuve et de faire valoir leurs arguments;
- c) autoriser la Commission des relations de travail de l'Ontario à examiner ou à faire examiner les dossiers et à mener ou à faire mener les autres enquêtes qu'elle estime nécessaires dans les circonstances.

Conflict with the Statutory Powers Procedure Act

(5) Rules made under subsection (4) apply despite anything in the *Statutory Powers Procedure Act*.

Rules not regulations

(6) Rules made under subsection (3) or (4) are not regulations within the meaning of Part III (Regulations) of the *Legislation Act, 2006*.

Parties to review

(7) The parties to a review of a notice of contravention are,

- (a) the College;
- (b) the person who received the notice of contravention; and
- (c) such other persons as the Ontario Labour Relations Board may specify.

Powers of Ontario Labour Relations Board

(8) For the purposes of a review of a notice of contravention, the Ontario Labour Relations Board has power,

- (a) to require any party to furnish particulars before or during a consultation or hearing;
- (b) to require any party to produce documents or things that may be relevant to the review and to do so before or during a consultation or a hearing;
- (c) to summon and enforce the attendance of witnesses and compel them to give oral or written evidence on oath, and to produce the documents and things that the Ontario Labour Relations Board considers requisite to the review in the same manner as a court of record in civil cases;
- (d) to administer oaths and affirmations;
- (e) to accept such oral or written evidence as it in its discretion considers proper, whether admissible in a court of law or not;
- (f) to make interim orders concerning procedural matters on such terms as it considers appropriate; and
- (g) to determine the form in which and the time as of which any party to the review must file or present any thing, document or information and to refuse to accept any thing, document or information that is not filed or presented in that form or by that time.

Mistakes in names of parties

(9) Where, in a review of a notice of contravention, the Ontario Labour Relations Board is satisfied that a mistake has been made in good faith with the result that the proper person has not been named as a party or has been incorrectly named, the Ontario Labour Relations Board may order the proper person to be substituted or added as a

Incompatibilité avec la Loi sur l'exercice des compétences légales

(5) Les règles établies en vertu du paragraphe (4) s'appliquent malgré la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

Non-assimilation à des règlements

(6) Les règles établies en vertu du paragraphe (3) ou (4) ne sont pas des règlements au sens de la partie III (Règlements) de la *Loi de 2006 sur la législation*.

Parties à la révision

(7) Les parties à la révision d'un avis de contravention sont les suivantes :

- a) l'Ordre;
- b) la personne qui a reçu l'avis de contravention;
- c) les autres personnes que précise la Commission des relations de travail de l'Ontario.

Pouvoirs de la Commission des relations de travail de l'Ontario

(8) Pour les besoins de la révision d'un avis de contravention, la Commission des relations de travail de l'Ontario a le pouvoir :

- a) d'exiger qu'une partie fournisse des détails avant ou pendant une consultation ou une audience;
- b) d'exiger qu'une partie produise, avant ou pendant une consultation ou une audience, des pièces ou des objets pouvant se rapporter à la révision;
- c) d'assigner des témoins, de les contraindre à comparaître et à témoigner sous serment, oralement ou par écrit, et à produire les pièces et objets qu'elle juge nécessaires à la révision de la même manière qu'une cour d'archives en matière civile;
- d) de faire prêter serment et de faire faire les affirmations solennelles;
- e) de recevoir la preuve orale ou écrite qu'elle estime, à sa discrétion, utile, qu'elle soit admissible ou non devant un tribunal judiciaire;
- f) de rendre des ordonnances provisoires sur des questions de procédure aux conditions qu'elle estime appropriées;
- g) de fixer les modalités selon lesquelles une partie à la révision doit déposer ou présenter des objets, pièces ou renseignements ainsi que la date à laquelle ils doivent, au plus tard, être déposés ou présentés, et de rejeter ceux qui ne sont pas déposés ou présentés selon ces modalités ou, au plus tard, à cette date.

Erreurs sur le nom des parties

(9) Si la personne compétente n'est pas mentionnée comme partie à la révision d'un avis de contravention devant la Commission des relations de travail de l'Ontario ou qu'elle est désignée de façon inexacte, la Commission peut, si elle est convaincue qu'il s'agit d'une erreur faite de bonne foi, prévoir la mention comme partie ou la cor-

party to the review or to be correctly named on such terms as appear to the Ontario Labour Relations Board to be just.

Facteurs

(10) In conducting a review, the Ontario Labour Relations Board,

(a) shall consider,

(i) the scope of practice of every trade prescribed by a Minister's regulation as a trade for the purposes of this Act that may be relevant,

(ii) the compliance and enforcement policy referred to in section 11.1, and

~~(iii) if the contravention involves an individual performing work or engaging in the practice of a compulsory trade, whether there is a risk of harm to that individual, to other individuals, at or near the site where the trade is being performed or practised, or to the public; and~~

~~(iii) if the contravention involves an individual performing work or engaging in the practice of a compulsory trade, whether there is a risk of harm to that individual, to other workers or to the public,~~

~~(iv) the objects of the College, as set out in subsection 11 (1); and~~

~~(b) may consider any other factor it considers relevant.~~

~~(b) may consider other factors it considers relevant, having regard to the public interest.~~

Ontario Labour Relations Board's decision

~~(11) Upon a review, the Ontario Labour Relations Board may:~~

~~(a) resolve the notice of contravention in the manner consented to by the parties;~~

~~(b) find that the person did not contravene the provision specified in the notice of contravention and rescind the notice;~~

~~(c) find that the person did contravene the provision but that the notice of contravention is not justified having regard to the factors set out in subsection (10) and rescind the notice;~~

~~(d) find that the person did contravene the provision and that the notice of contravention is justified having regard to the factors set out in subsection (10) and affirm the notice; or~~

~~(e) find that the person did contravene the provision and that the notice of contravention is justified having regard to the factors set out in subsection (10) but that the amount of the penalty is excessive in the circumstances and amend the notice by reducing the amount of the penalty;~~

rection de la désignation. La décision peut être assortie de conditions que la Commission estime justes.

Facteurs

(10) Lorsqu'elle procède à une révision, la Commission des relations de travail de l'Ontario :

a) d'une part, doit tenir compte de ce qui suit :

(i) le champ d'exercice de chaque métier prescrit par règlement du ministre comme métier pour l'application de la présente loi qui pourrait être pertinent,

(ii) la politique d'observation et d'application des mesures législatives visée à l'article 11.1,

~~(iii) si la contravention concerne un particulier qui exécute un travail ou qui exerce un métier à accréditation obligatoire, l'existence ou non d'un risque de préjudice pour ce particulier, pour d'autres particuliers se trouvant sur les lieux où le travail est exécuté ou le métier exercé ou à proximité de ceux-ci, ou pour le public;~~

~~(iii) si la contravention concerne un particulier qui exécute un travail ou qui exerce un métier à accréditation obligatoire, l'existence ou non d'un risque de préjudice pour ce particulier, pour d'autres travailleurs ou pour le public,~~

~~(iv) les objets de l'Ordre énoncés au paragraphe 11 (1);~~

~~b) d'autre part, peut tenir compte de tout autre facteur qu'elle estime pertinent;~~

~~b) d'autre part, peut tenir compte des autres facteurs qu'elle estime pertinents, compte tenu de l'intérêt public.~~

Décision de la Commission des relations de travail de l'Ontario

~~(11) À la suite de la révision, la Commission des relations de travail de l'Ontario peut, selon le cas :~~

~~a) régler la question de l'avis de contravention de la manière à laquelle les parties consentent;~~

~~b) conclure que la personne n'a pas contrevenu à la disposition que précise l'avis de contravention et annuler celui-ci;~~

~~c) conclure que la personne a contrevenu à la disposition mais que l'avis de contravention n'est pas justifié compte tenu des facteurs énoncés au paragraphe (10) et annuler l'avis;~~

~~d) conclure que la personne a contrevenu à la disposition et que l'avis de contravention est justifié compte tenu des facteurs énoncés au paragraphe (10) et confirmer l'avis;~~

~~e) conclure que la personne a contrevenu à la disposition et que l'avis de contravention est justifié compte tenu des facteurs énoncés au paragraphe (10) mais que le montant de la pénalité est excessif dans les circonstances, et modifier l'avis en réduisant le montant de la pénalité;~~

Ontario Labour Relations Board's decision

(11) Upon a review, the Ontario Labour Relations Board may, as appropriate under this Act,

- (a) resolve the notice of contravention in the manner consented to by the parties;
- (b) rescind the notice of contravention;
- (c) affirm the notice of contravention; or
- (d) amend the notice of contravention by reducing the amount of the penalty if it is excessive in the circumstances.

Decision final

(12) A decision by the Ontario Labour Relations Board under this section is final and binding on the parties to the review.

Judicial review

(13) Nothing in subsection (12) prevents a court from reviewing a decision of the Ontario Labour Relations Board under this section, but a decision of the Ontario Labour Relations Board concerning the interpretation of this Act shall not be overturned unless the decision is unreasonable.

Payment after review

(14) If the Ontario Labour Relations Board affirms a notice of contravention or amends the notice by reducing the amount of the penalty, the person shall pay the penalty determined by the Ontario Labour Relations Board within 30 days after the day of the Ontario Labour Relations Board's decision.

Payment to Minister of Finance

(15) A person who is required to pay a penalty under this section shall pay the penalty to the Minister of Finance.

Testimony in civil proceedings, etc.

(16) Except with the consent of the Ontario Labour Relations Board, no member of the Ontario Labour Relations Board, its registrar, its other officers or clerks or servants can be compelled to testify in a civil proceeding, in a proceeding before the Ontario Labour Relations Board or in a proceeding before any other tribunal respecting information obtained in the course of their duties under this Act.

Enforcement of administrative penalty

59.3 (1) If a person who is required to pay an administrative penalty fails to pay it within the time required under subsection 59.1 (7) or 59.2 (14), the notice of contravention or the Ontario Labour Relations Board's decision, as the case may be, may be filed with a local registrar of the Superior Court of Justice and may be enforced as if it were an order of the court.

Same

(2) Section 129 of the *Courts of Justice Act* applies in respect of a notice of contravention or decision filed with the Superior Court of Justice under subsection (1) of this

Décision de la Commission des relations de travail de l'Ontario

(11) À la suite de la révision, la Commission des relations de travail de l'Ontario peut, selon ce qui est approprié en vertu de la présente loi :

- a) régler la question de l'avis de contravention de la manière à laquelle les parties consentent;
- b) annuler l'avis de contravention;
- c) confirmer l'avis de contravention;
- d) modifier l'avis de contravention en réduisant le montant de la pénalité si celui-ci est excessif dans les circonstances.

Caractère définitif des décisions

(12) Les décisions de la Commission des relations de travail de l'Ontario rendues en vertu du présent article sont définitives et lient les parties à la révision.

Révision judiciaire

(13) Le paragraphe (12) n'a pas pour effet d'empêcher un tribunal de réviser une décision de la Commission des relations de travail de l'Ontario prise en vertu du présent article, mais aucune décision de celle-ci concernant l'interprétation de la présente loi ne doit être infirmée à moins qu'elle ne soit déraisonnable.

Païement postérieur à la révision

(14) Si la Commission des relations de travail de l'Ontario confirme l'avis de contravention ou le modifie en réduisant le montant de la pénalité, la personne paie la pénalité fixée par la Commission des relations de travail de l'Ontario dans les 30 jours de la date de la décision de cette dernière.

Païement au ministre des Finances

(15) Quiconque doit payer une pénalité en application du présent article la paie au ministre des Finances.

Témoignage dans une instance civile

(16) Sauf si la Commission des relations de travail de l'Ontario y consent, ses membres, son registrateur, et les autres membres de son personnel sont exemptés de l'obligation de témoigner dans une instance civile ou dans une instance devant la Commission ou devant tout autre tribunal administratif, en ce qui concerne des renseignements obtenus dans l'exercice des fonctions que leur attribue la présente loi.

Exécution des pénalités administratives

59.3 (1) Si la personne qui doit payer une pénalité administrative ne le fait pas dans le délai imparti par le paragraphe 59.1 (7) ou 59.2 (14), l'avis de contravention ou la décision de la Commission des relations de travail de l'Ontario, selon le cas, peut être déposé auprès du greffier local de la Cour supérieure de justice et être exécuté comme s'il s'agissait d'une ordonnance du tribunal.

Idem

(2) L'article 129 de la *Loi sur les tribunaux judiciaires* s'applique à l'égard d'un avis de contravention ou d'une décision déposé auprès de la Cour supérieure de justice en

section and, for the purpose, the date on which the notice of contravention or decision is filed under subsection (1) shall be deemed to be the date of the order that is referred to in section 129 of the *Courts of Justice Act*.

Crown debt

59.4 An administrative penalty imposed under subsection 59.1 (1) or 59.2 (11) that is not paid within the time required under subsection 59.1 (7) or 59.2 (14) is a debt due to the Crown and enforceable as such.

Minister may authorize collector

59.5 (1) The Minister may authorize any person to act as a collector for the purposes of this section and sections 59.6 and 59.7 and to exercise the powers that the Minister specifies in the authorization to collect administrative penalties owing under this Act.

Costs of collection

(2) Despite clause 22 (a) of the *Collection and Debt Settlement Services Act*, the Minister may also authorize a collector to collect a reasonable fee or reasonable disbursements or both from each person from whom the collector seeks to collect administrative penalties owing under this Act.

Same

(3) The Minister may impose conditions on an authorization under subsection (2) and may determine what constitutes a reasonable fee or reasonable disbursements for the purposes of that subsection.

Exception re disbursements

(4) The Minister shall not authorize a collector who is required to be registered under the *Collection and Debt Settlement Services Act* to collect disbursements.

Collector's powers

59.6 (1) A collector may exercise any of the powers specified in an authorization of the Minister under section 59.5.

Fees and disbursements part of order

(2) If a collector is seeking to collect an administrative penalty owing under a notice of contravention, any fees and disbursements authorized under subsection 59.5 (2) shall be deemed to be owing under and shall be deemed to be added to the amount of the penalty set out in the notice of contravention.

Distribution of money collected

(3) A collector shall pay the amount collected under this section with respect to the penalty to the Minister of Finance and may retain the amount collected with respect to the collector's fees and disbursements.

Settlement by collector

59.7 (1) A collector may agree to a settlement with the person from whom he or she seeks to collect money, but only with the written agreement of the Minister.

vertu du paragraphe (1) du présent article et, à cette fin, la date de dépôt est réputée être la date de l'ordonnance visée à cet article.

Créance de la Couronne

59.4 La pénalité administrative imposée en vertu du paragraphe 59.1 (1) ou 59.2 (11) qui n'est pas payée dans le délai imparti par le paragraphe 59.1 (7) ou 59.2 (14) est une créance de la Couronne recouvrable à ce titre.

Autorisation du ministre

59.5 (1) Le ministre peut autoriser quiconque à agir à titre d'agent de recouvrement pour l'application du présent article et des articles 59.6 et 59.7 et à exercer les pouvoirs qu'il précise dans l'autorisation pour recouvrer des pénalités administratives dues en application de la présente loi.

Frais de recouvrement

(2) Malgré l'alinéa 22 a) de la *Loi sur les services de recouvrement et de règlement de dette*, le ministre peut également autoriser l'agent de recouvrement à percevoir des honoraires ou débours raisonnables, ou les deux, de chaque personne auprès de qui il tente de recouvrer des pénalités administratives dues en application de la présente loi.

Idem

(3) Le ministre peut assortir l'autorisation visée au paragraphe (2) de conditions et établir ce qui constitue des honoraires ou débours raisonnables pour l'application de ce paragraphe.

Exception : débours

(4) Le ministre ne doit pas autoriser l'agent de recouvrement qui doit être inscrit en application de la *Loi sur les services de recouvrement et de règlement de dette* à percevoir des débours.

Pouvoirs de l'agent de recouvrement

59.6 (1) L'agent de recouvrement peut exercer les pouvoirs précisés dans l'autorisation que le ministre lui donne en vertu de l'article 59.5.

Les honoraires et débours font partie de l'ordonnance

(2) Si un agent de recouvrement tente de recouvrer une pénalité administrative due aux termes d'un avis de contravention, les honoraires et débours autorisés en vertu du paragraphe 59.5 (2) sont réputés dus aux termes de l'avis et sont réputés ajoutés à la pénalité qui y est fixée.

Distribution des sommes recouvrées

(3) L'agent de recouvrement verse la somme recouvrée en application du présent article au titre de la pénalité au ministre des Finances et peut conserver la somme recouvrée au titre de ses honoraires et débours.

Transaction

59.7 (1) L'agent de recouvrement peut conclure une transaction avec la personne auprès de qui il tente de recouvrer une somme si le ministre en convient par écrit.

Payment

(2) The person who owes money under a settlement shall pay the amount agreed upon to the collector, who shall pay it out in accordance with subsection 59.6 (3).

Publication

59.8 The College shall publish particulars of a notice of contravention issued under subsection 59.1 (1) in accordance with a Minister's regulation.

12. The heading to Part IX of the Act is repealed and the following substituted:

**PART IX
RATIOS**

13. Section 61 of the Act is repealed.

14. (1) Part XI of the Act is repealed and the following substituted:

**PART XI
APPOINTMENTS COUNCIL
AND CLASSIFICATION ROSTER**

Appointments Council and Classification Roster

63. (1) The College of Trades Appointments Council is continued under the name College of Trades Appointments Council and Classification Roster in English and Conseil des nominations et Registre du classement de l'Ordre des métiers in French.

Transition

(2) The chair and the members of the old Appointments Council who are in office on the day before the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent shall continue in office as the associate chair and members of the Appointments Council branch of the Appointments Council and Classification Roster until the expiry of their terms.

Same

(3) The Appointments Council and Classification Roster shall be composed of a chair appointed by the Lieutenant Governor in Council and the following two branches of the Appointments Council and Classification Roster:

1. The Appointments Council described in section 63.1.
2. The Classification Roster described in section 63.2.

Chair

(4) The chair of the Appointments Council and Classification Roster shall be responsible for the administration of the Appointments Council and Classification Roster.

Term of office

(5) The term of office of the chair shall be at the pleasure of the Lieutenant Governor in Council and shall not exceed three years.

Multiple terms

(6) The chair may serve for more than one term.

Versement

(2) La personne qui doit une somme aux termes d'une transaction verse le montant convenu à l'agent de recouvrement, qui le remet à son tour conformément au paragraphe 59.6 (3).

Publication

59.8 L'Ordre publie les détails de l'avis de contravention délivré en vertu du paragraphe 59.1 (1) conformément à un règlement du ministre.

12. L'intertitre de la partie IX de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

**PARTIE IX
RATIOS**

13. L'article 61 de la Loi est abrogé.

14. (1) La partie XI de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

**PARTIE XI
CONSEIL DES NOMINATIONS
ET REGISTRE DU CLASSEMENT**

Conseil des nominations et Registre du classement

63. (1) Le Conseil des nominations de l'Ordre des métiers est prorogé sous le nom de Conseil des nominations et Registre du classement de l'Ordre des métiers en français et de College of Trades Appointments Council and Classification Roster en anglais.

Disposition transitoire

(2) Le président et les membres de l'ancien Conseil des nominations qui sont en fonction la veille du jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale continuent d'exercer leurs fonctions à titre de président associé et de membres de la composante Conseil des nominations du Conseil des nominations et Registre du classement jusqu'à l'expiration de leur mandat.

Idem

(3) Le Conseil des nominations et Registre du classement est composé d'un président nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil et des deux composantes du Conseil des nominations et Registre du classement suivantes :

1. Le Conseil des nominations visé à l'article 63.1.
2. Le Registre du classement visé à l'article 63.2.

Président

(4) Le président du Conseil des nominations et Registre du classement est chargé de l'administration du Conseil des nominations et Registre du classement.

Mandat

(5) Le mandat du président est laissé à la discrétion du lieutenant-gouverneur en conseil, mais il ne doit pas dépasser trois ans.

Mandats successifs

(6) Le président peut siéger pendant plus d'un mandat.

Same

(7) The chair may not serve for more than six consecutive years but is eligible for reappointment after one year's absence from the Appointments Council and Classification Roster.

Remuneration

(8) The chair shall be paid such remuneration and allowance for expenses as are fixed by the Lieutenant Governor in Council.

Memorandum of understanding

(9) The Appointments Council and Classification Roster shall perform its functions under this Act in accordance with a memorandum of understanding to be entered into between the chair, on behalf of the Appointments Council and Classification Roster, and the Minister.

Administrative support

(10) The Minister shall provide the Appointments Council and Classification Roster with such administrative support as the Minister considers necessary for the purposes of the Appointments Council and Classification Roster.

Appointments Council

Composition

63.1 (1) The Appointments Council shall be composed of an associate chair and eight other members appointed by the Lieutenant Governor in Council.

Term of office

(2) The term of office of a member of the Appointments Council shall be at the pleasure of the Lieutenant Governor in Council and shall not exceed three years.

Multiple terms

(3) A member of the Appointments Council may serve for more than one term.

Same

(4) A member of the Appointments Council may not serve for more than six consecutive years but is eligible for reappointment after one year's absence from the Appointments Council.

Appointment to governing structure

(5) The following are not eligible to be appointed to the governing structure of the College:

1. A member of the Appointments Council.
2. A former member of the Appointments Council, unless at least one year has elapsed since he or she was a member of the Appointments Council.
3. A former member of the old Appointments Council, unless at least one year has elapsed since he or she was a member of the old Appointments Council.

Remuneration

(6) The associate chair and other members of the Ap-

Idem

(7) Le président ne peut pas siéger pendant plus de six années consécutives, mais son mandat peut être renouvelé s'il a été absent pendant un an du Conseil des nominations et Registre du classement.

Rémunération

(8) Le président reçoit la rémunération et les indemnités que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.

Protocole d'entente

(9) Le Conseil des nominations et Registre du classement s'acquitte des fonctions que lui attribue la présente loi conformément à un protocole d'entente conclu entre son président, agissant au nom du Conseil des nominations et Registre du classement, et le ministre.

Aide administrative

(10) Le ministre fournit au Conseil des nominations et Registre du classement l'aide administrative qu'il estime nécessaire à son fonctionnement.

Conseil des nominations

Composition

63.1 (1) Le Conseil des nominations est composé d'un président associé et de huit autres membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Mandat

(2) Le mandat des membres du Conseil des nominations est laissé à la discrétion du lieutenant-gouverneur en conseil, mais il ne doit pas dépasser trois ans.

Mandats consécutifs

(3) Les membres du Conseil des nominations peuvent siéger pendant plus d'un mandat.

Idem

(4) Les membres du Conseil des nominations ne peuvent pas siéger pendant plus de six années consécutives, mais ils peuvent y être nommés de nouveau après en avoir été absents pendant un an.

Nomination à la structure de gouvernance

(5) Les personnes suivantes ne peuvent pas être nommées à la structure de gouvernance de l'Ordre :

1. Les membres du Conseil des nominations.
2. Les anciens membres du Conseil des nominations, sauf s'il s'est écoulé au moins un an depuis qu'ils ont cessé d'en être membres.
3. Les anciens membres de l'ancien Conseil des nominations, sauf s'il s'est écoulé au moins un an depuis qu'ils ont cessé d'en être membres.

Rémunération

(6) Le président associé et les autres membres du Con-

pointments Council shall be paid such remuneration and allowance for expenses as are fixed by the Lieutenant Governor in Council.

Quorum

(7) Five members of the Appointments Council constitute a quorum.

Vacancies in Appointments Council

(8) If one or more vacancies occur in the membership of the Appointments Council, the members remaining on the Council constitute the Council so long as their number is not fewer than the quorum established by subsection (7).

Duties

(9) The Appointments Council shall perform the duties set out in subsection (10) and such other duties as may be assigned to it by the Lieutenant Governor in Council.

Duty to make appointments

- (10) The Appointments Council shall appoint,
- (a) the members of the Board;
 - (b) the members of the divisional boards and trade boards; and
 - (c) the members of the roster of adjudicators.

Reflecting diversity

(11) When carrying out its functions under subsection (10), the Appointments Council shall take into account the importance of reflecting across the governing structure of the College,

- (a) Ontario's English and French linguistic duality;
- (b) the diversity of Ontario's population;
- (c) gender balance;
- (d) representation from unionized and non-unionized and from large, medium and small business environments; and
- (e) the various geographic areas of Ontario named in a Board regulation.

Classification Roster

Composition

63.2 (1) The Classification Roster shall be composed of an associate chair and at least 10 other members appointed by the Lieutenant Governor in Council as follows:

1. The associate chair and at least six other members shall be appointed as representing the public.
2. At least four members shall be appointed from the roster of adjudicators.

Qualification

(2) An individual may not be appointed as a member under paragraph 1 of subsection (1) if he or she,

seil des nominations reçoivent la rémunération et les indemnités que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.

Quorum

(7) Cinq membres du Conseil des nominations constituent le quorum.

Vacances au sein du Conseil des nominations

(8) Si une ou plusieurs vacances se produisent au sein du Conseil des nominations, les membres qui restent constituent le Conseil à condition que leur nombre ne soit pas inférieur au quorum fixé par le paragraphe (7).

Fonctions

(9) Le Conseil des nominations s'acquitte des fonctions énoncées au paragraphe (10) et des autres fonctions que lui attribue le lieutenant-gouverneur en conseil.

Obligations en matière de nomination

- (10) Le Conseil des nominations nomme :
- a) les membres du conseil;
 - b) les membres des conseils sectoriels et des conseils de métier;
 - c) les particuliers figurant sur la liste des arbitres.

Prise en compte de la diversité

(11) Lorsqu'il exerce les fonctions que lui attribue le paragraphe (10), le Conseil des nominations tient compte du fait qu'il importe que l'ensemble de la structure de gouvernance de l'Ordre reflète les aspects suivants :

- a) la dualité linguistique français-anglais de l'Ontario;
- b) la diversité de la population ontarienne;
- c) l'équilibre entre les sexes;
- d) la représentation de milieux syndicalisés et non syndicalisés et de petites, moyennes et grandes entreprises;
- e) les diverses régions géographiques de l'Ontario désignées par règlement du conseil.

Registre du classement

Composition

63.2 (1) Le Registre du classement est composé d'un président associé et d'au moins 10 autres membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la façon suivante :

1. Le président associé et au moins six autres membres sont nommés à titre de représentants du public.
2. Au moins quatre membres sont nommés à partir de la liste des arbitres.

Qualification

(2) Un particulier ne peut pas être nommé membre en application de la disposition 1 du paragraphe (1) si, selon le cas :

- (a) is a member of the College;
- (b) was a member of the College within the preceding year;
- (c) works or engages in the practice of a voluntary trade;
- (d) worked or was engaged in the practice of a voluntary trade within the preceding year;
- (e) has or had an affiliation with a member of the College or with a compulsory trade or a voluntary trade that may bias their decisions;
- (f) is or was a member of the governing structure of the College;
- (g) is or was a member of the Appointments Council or the old Appointments Council; and
- (h) satisfies any other condition prescribed by a Minister's regulation.

Term of office

(3) The term of office of a member of the Classification Roster shall be at the pleasure of the Lieutenant Governor in Council and shall not exceed three years.

Multiple terms

(4) A member of the Classification Roster may serve for more than one term.

Same

(5) A member of the Classification Roster may not serve for more than six consecutive years but is eligible for reappointment after one year's absence from the Classification Roster.

Appointment to Board, etc.

(6) A member of the Classification Roster is not eligible to be appointed to the Board, a divisional board or a trade board, and a former member of the Classification Roster is not eligible to be appointed to the Board, a divisional board or a trade board, unless at least one year has elapsed since he or she was a member of the Classification Roster.

Remuneration

(7) The associate chair and the other members of the Classification Roster shall be paid such remuneration and allowance for expenses as are fixed by the Lieutenant Governor in Council.

Duties

- (8) The associate chair of the Classification Roster shall,
 - (a) appoint members of classification panels from among the other members of the Classification Roster; and
 - (b) ensure that such other duties as may be assigned to the Classification Roster by the Lieutenant Governor in Council are performed and for this purpose may select members of the Classification Roster,

- a) il est membre de l'Ordre;
- b) il était membre de l'Ordre au cours de l'année précédente;
- c) il exécute du travail ou exerce une activité qui constitue l'exercice d'un métier à accréditation facultative;
- d) il a exécuté un travail ou exercé une activité qui constitue l'exercice d'un métier à accréditation facultative au cours de l'année précédente;
- e) il a ou a eu, avec un membre de l'Ordre ou avec un métier à accréditation obligatoire ou un métier à accréditation facultative, une affiliation qui peut influencer ses décisions;
- f) il est ou a été membre de la structure de gouvernance de l'Ordre;
- g) il est ou a été membre du Conseil des nominations ou de l'ancien Conseil des nominations;
- h) il satisfait à toute autre condition prescrite par règlement du ministre.

Mandat

(3) Le mandat des membres du Registre du classement est laissé à la discrétion du lieutenant-gouverneur en conseil, mais il ne doit pas dépasser trois ans.

Mandats consécutifs

(4) Les membres du Registre du classement peuvent siéger pendant plus d'un mandat.

Idem

(5) Les membres du Registre du classement ne peuvent pas siéger pendant plus de six années consécutives mais ils peuvent y être nommés de nouveau après en avoir été absents pendant un an.

Nomination au conseil et autres

(6) Un membre, actuel ou ancien, du Registre du classement ne peut pas être nommé au conseil, à un conseil sectoriel ou à un conseil de métier, sauf s'il s'est écoulé au moins un an depuis qu'il a cessé d'être membre du Registre du classement.

Rémunération

(7) Le président associé et les autres membres du Registre du classement reçoivent la rémunération et les indemnités que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.

Fonctions

- (8) Le président associé du Registre du classement :
 - a) nomme les membres des comités de classement parmi les autres membres du Registre du classement;
 - b) veille à ce que les autres fonctions attribuées au Registre du classement par le lieutenant-gouverneur en conseil soient exercées, et à cette fin, peut sélectionner des membres du Registre du classe-

including himself or herself, to perform assigned duties.

Classification panels

(9) A classification panel shall determine such matters as are specified in section 63.6.

(2) Subsection 63 (2) of the Act, as re-enacted by subsection (1), is repealed.

(3) Paragraph 3 of subsection 63.1 (5) of the Act, as enacted by subsection (1), is repealed.

15. The Act is amended by adding the following Part:

PART XI.1 SCOPES OF PRACTICE AND COMPULSORY AND VOLUNTARY TRADES

Scope of practice

63.3 (1) The Board shall prescribe a scope of practice for every trade prescribed by a Minister's regulation as a trade for the purposes of this Act.

Same

(2) A particular practice may be included in more than one trade's scope of practice.

Apprenticeship program

(2.1) An apprenticeship program established by the College for a trade shall correspond to the scope of practice for that trade.

Policy

(3) The Board shall develop a policy regarding the establishment and review of scopes of practice for trades.

Process, etc.

(4) The policy referred to in subsection (3) shall include,

- (a) a process for the establishment and review of scopes of practice; and
- (b) provisions relating to building consensus among relevant divisional boards and trade boards in establishing and reviewing scopes of practice.

Available to public

(5) The policy referred to in subsection (3) shall be available for public inspection during normal business hours in the office of the College and be posted on the College's website or made available through a hyperlink at the College's website.

Policy not a regulation

(6) A policy referred to in subsection (3) is not a regulation within the meaning of Part III (Regulations) of the *Legislation Act, 2006*.

Factors

(7) When establishing or reviewing the scope of prac-

ment, y compris lui-même, pour exercer les fonctions attribuées.

Comités de classement

(9) Un comité de classement tranche les questions précisées à l'article 63.6.

(2) Le paragraphe 63 (2) de la Loi, tel qu'il est réédité par le paragraphe (1), est abrogé.

(3) La disposition 3 du paragraphe 63.1 (5) de la Loi, telle qu'elle est édictée par le paragraphe (1), est abrogée.

15. La Loi est modifiée par adjonction de la partie suivante :

PARTIE XI.1 CHAMPS D'EXERCICE ET MÉTIERS À ACCRÉDITATION OBLIGATOIRE ET FACULTATIVE

Champ d'exercice

63.3 (1) Le conseil prescrit un champ d'exercice pour chaque métier prescrit par règlement du ministre comme métier pour l'application de la présente loi.

Idem

(2) Une activité particulière peut être comprise dans le champ d'exercice de plus d'un métier.

Programme d'apprentissage

(2.1) Un programme d'apprentissage créé par l'Ordre pour un métier doit correspondre au champ d'exercice de ce métier.

Politique

(3) Le conseil élabore une politique concernant l'établissement et l'examen des champs d'exercice des métiers.

Processus et autres

(4) La politique visée au paragraphe (3) comprend :

- a) un processus d'établissement et d'examen des champs d'exercice;
- b) des dispositions relatives à l'atteinte d'un consensus entre les conseils sectoriels et les conseils de métier pertinents lors de l'établissement et de l'examen des champs d'exercice.

Mise à la disposition du public

(5) La politique visée au paragraphe (3) est à la disposition du public aux fins de consultation, pendant les heures d'ouverture, dans les bureaux de l'Ordre et est affichée sur le site Web de l'Ordre ou est accessible au moyen d'un hyperlien qui s'y trouve.

La politique n'est pas un règlement

(6) La politique visée au paragraphe (3) n'est pas un règlement au sens de la partie III (Règlements) de la *Loi de 2006 sur la législation*.

Facteurs

(7) Lorsqu'il établit ou examine le champ d'exercice

tice for a trade, the Board shall adhere to the policy referred to in subsection (3) and shall consider,

- (a) the scope of practice of the trade, if any, and other relevant scopes of practice;
- (b) the advice of the relevant divisional boards and trade boards;
- (c) the extent to which the scopes of practice of one or more trades overlap and the nature of the overlap;
- (d) any exemptions from this Act that are prescribed; and
- (e) any other matter that the Board considers relevant.

16. The Act is amended by adding the following sections to Part XI.1:

Classification of a new trade as compulsory or voluntary

Board shall prescribe scope

63.4 (1) For any trade that is prescribed by a Minister's regulation as a trade for the purposes of this Act on or after the day section 16 of Schedule 17 to the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* comes into force, the Board shall, by a Board regulation, prescribe the scope of practice for the trade within the period, if any, prescribed by a Minister's regulation.

Board submissions

(2) At the time the Board submits a regulation prescribing the scope of practice for a trade to the Minister for his or her review, the Board may also provide written submissions setting out the Board's opinion as to whether the trade should be prescribed as a voluntary trade or referred to the Classification Roster for determination of the matters set out in paragraphs 1 and 3 of subsection 63.6 (3).

Minister shall prescribe as voluntary or refer to Classification Roster

(3) Once a Board regulation prescribing the scope of practice for a trade has been made, the Minister shall, after considering any submissions provided by the Board under subsection (2),

- (a) make a regulation classifying the trade as a voluntary trade; or
- (b) refer the trade to the Classification Roster for the purpose of determining the matters set out in paragraphs 1 and 3 of subsection 63.6 (3).

Other referrals to Roster

Board may refer

63.5 (1) The Board may refer a trade to the Classification Roster for the purpose of determining the matters set out in paragraphs 2 and 3 of subsection 63.6 (3).

Board shall refer

- (2) The Board shall refer a trade to the Classification

d'un métier, le conseil adhère à la politique visée au paragraphe (3) et prend en compte les facteurs suivants :

- a) le champ d'exercice du métier, le cas échéant, et d'autres champs d'exercice pertinents;
- b) l'avis des conseils sectoriels et des conseils de métier pertinents;
- c) la mesure dans laquelle les champs d'exercice d'un ou plusieurs métiers se chevauchent et la nature de ce chevauchement;
- d) les exemptions de l'application de la présente loi qui sont prescrites;
- e) toute autre question que le conseil estime pertinente.

16. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants dans la partie XI.1 :

Classement d'un nouveau métier comme métier à accréditation obligatoire ou métier à accréditation facultative

Prescription du champ d'exercice par le conseil

63.4 (1) À l'égard de tout métier prescrit par règlement du ministre comme métier pour l'application de la présente loi le jour de l'entrée en vigueur de l'article 16 de l'annexe 17 de la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* ou après cette date, le conseil prescrit, par règlement du conseil, le champ d'exercice du métier dans le délai prescrit par règlement du ministre, le cas échéant.

Observations du conseil

(2) Au moment où il soumet à l'examen du ministre un règlement prescrivant le champ d'exercice d'un métier, le conseil peut également présenter des observations écrites indiquant si, à son avis, le métier devrait être prescrit comme métier à accréditation facultative ou être renvoyé au Registre du classement afin que ce dernier tranche les questions énoncées aux dispositions 1 et 3 du paragraphe 63.6 (3).

Prescription ou renvoi par le ministre

(3) Une fois qu'un règlement du conseil prescrivant le champ d'exercice d'un métier a été pris et après avoir tenu compte des observations présentées par le conseil en vertu du paragraphe (2), le ministre :

- a) soit prend un règlement classant le métier comme métier à accréditation facultative;
- b) soit renvoie le métier au Registre du classement afin que ce dernier tranche les questions énoncées aux dispositions 1 et 3 du paragraphe 63.6 (3).

Autres renvois au Registre

Renvoi par le conseil facultatif

63.5 (1) Le conseil peut renvoyer un métier au Registre du classement afin que soient tranchées les questions énoncées aux dispositions 2 et 3 du paragraphe 63.6 (3).

Renvoi par le conseil obligatoire

- (2) Le conseil renvoie un métier au Registre du clas-

Roster for the purpose of determining the matter set out in paragraph 3 of subsection 63.6 (3) if the trade is a compulsory trade and,

- (a) a Minister's regulation referred to in subsection 63.6 (9) has been made providing that one or more practices within the scope of practice of the compulsory trade constitute engaging in the practice of the trade for the purposes of sections 2 and 4; and
- (b) after the Minister's regulation referred to in clause (a) was made, the Board amends the scope of practice of the trade and is of the opinion that any of the new practices should constitute engaging in the practice of the trade for the purposes of sections 2 and 4.

Regulation re referral process

(3) The referral of a trade to the Classification Roster under subsection (1) or (2) shall be in accordance with the process prescribed by a Board regulation, and the Board may not make such a referral until the regulation has been made.

Process before Classification Roster

Appointment of panel

63.6 (1) Once a trade has been referred to the Classification Roster under section 63.4 or 63.5, the associate chair of the Classification Roster shall appoint a classification panel composed of five members in accordance with the following:

1. Three appointees shall be members described in paragraph 1 of subsection 63.2 (1). One such appointee who has adjudication expertise or experience shall be appointed as the chair of the panel.
2. One appointee shall be a member described in paragraph 2 of subsection 63.2 (1) who is an employer representative. The appointee shall not be affiliated with the specific trade to which the matter relates but shall, unless it is impracticable, be affiliated with the particular sector described in section 18 to which the trade belongs.
3. One appointee shall be a member described in paragraph 2 of subsection 63.2 (1) who is an employee representative. The appointee shall not be affiliated with the specific trade to which the matter relates but shall, unless it is impracticable, be affiliated with the particular sector described in section 18 to which the trade belongs.

Same

(2) The associate chair of the Classification Roster may not be a member of a classification panel and may not appoint a member to a classification panel who,

- (a) in the associate chair's opinion, could have a real or perceived interest in the determination of the classification panel; or
- (b) is currently a member of a review panel.

sement afin que ce dernier tranche la question énoncée à la disposition 3 du paragraphe 63.6 (3) si le métier est un métier à accréditation obligatoire et dans les cas suivants :

- a) un règlement du ministre visé au paragraphe 63.6 (9) a été pris et prévoit qu'une ou plusieurs activités relevant du champ d'exercice du métier à accréditation obligatoire constituent l'exercice du métier pour l'application des articles 2 et 4;
- b) après que le règlement du ministre visé à l'alinéa a) a été pris, le conseil modifie le champ d'exercice du métier et est d'avis que l'une ou l'autre des nouvelles activités devrait constituer l'exercice du métier pour l'application des articles 2 et 4.

Règlement : processus de renvoi

(3) Le renvoi d'un métier au Registre du classement prévu au paragraphe (1) ou (2) se fait conformément au processus prescrit par règlement du conseil. Le conseil ne peut pas faire un tel renvoi tant que le règlement n'a pas été pris.

Processus applicable au Registre du classement

Constitution d'un comité

63.6 (1) Une fois qu'un métier a été renvoyé au Registre du classement en application de l'article 63.4 ou 63.5, le président associé du Registre du classement constitue un comité de classement de cinq membres conformément aux règles suivantes :

1. Trois des personnes nommées sont des membres visés à la disposition 1 du paragraphe 63.2 (1). Parmi ces personnes, celle qui possède des connaissances ou de l'expérience en matière de règlement des différends est nommée président du comité.
2. L'une des personnes nommées est un membre visé à la disposition 2 du paragraphe 63.2 (1) qui est un représentant des employeurs. Elle ne doit pas être affiliée au métier spécifique auquel la question se rapporte mais doit, sauf si cela n'est pas possible dans les circonstances, être affiliée au secteur particulier indiqué à l'article 18 dont relève le métier.
3. L'une des personnes nommées est un membre visé à la disposition 2 du paragraphe 63.2 (1) qui est un représentant des employés. Elle ne doit pas être affiliée au métier spécifique auquel la question se rapporte mais doit, sauf si cela n'est pas possible dans les circonstances, être affiliée au secteur particulier indiqué à l'article 18 dont relève le métier.

Idem

(2) Le président associé du Registre du classement ne peut pas être membre d'un comité de classement et ne peut pas y nommer un membre qui :

- a) de l'avis du président associé, pourrait avoir un intérêt réel ou perçu à l'égard de la décision du comité de classement;
- b) est actuellement membre d'un comité d'examen.

Determinations

(3) The classification panel shall determine the following matters, as applicable:

1. Whether a trade referred to it under section 63.4 should be classified as a voluntary trade or a compulsory trade.
2. Whether a compulsory trade referred to it under section 63.5 should be reclassified as a voluntary trade, or vice versa.
3. Whether or not engaging in any practices within the scope of practice of a compulsory trade, whether or not the practice was referred to the classification panel, should constitute engaging in the practice of the trade for the purposes of sections 2 and 4.

Application of subss. (5) to (9); determination — change

(4) Subsections (5) to (9) apply when the classification panel determines under subsection (3) that,

- (a) a trade should be classified as a voluntary trade or a compulsory trade;
- (b) a compulsory trade should be reclassified as a voluntary trade, or vice versa;
- (c) one or more practices within the scope of practice of a compulsory trade should constitute engaging in the practice of the trade for the purposes of sections 2 and 4 and these practices are not currently prescribed as such by a Minister's regulation referred to in subsection (9); or
- (d) one or more practices within the scope of practice of a compulsory trade constitute engaging in the practice of the trade for the purposes of sections 2 and 4, as prescribed by a Minister's regulation referred to in subsection (9), and should no longer be considered as such.

Effective date

(5) The classification panel shall recommend an effective date for the panel's determination, which is the date on which it recommends that its determination under subsection (3) should take effect, and the Minister may accept this date or set out a different date in a regulation referred to in subsection (9).

Period of repose and transitional issues

- (6) The classification panel shall also,
 - (a) determine whether there should be a period of repose of up to four years, which shall be the minimum period of time that must elapse following the effective date of the panel's determination of the matter, as set out in a Minister's regulation, before which the Board may refer the matter again to the Classification Roster; and

Décisions

(3) Le comité de classement tranche les questions suivantes, selon le cas :

1. La question de savoir si un métier qui lui est renvoyé en application de l'article 63.4 doit être classé comme métier à accréditation facultative ou métier à accréditation obligatoire.
2. La question de savoir si un métier à accréditation obligatoire qui lui est renvoyé en application de l'article 63.5 doit être reclassé comme métier à accréditation facultative, ou vice versa.
3. La question de savoir si des activités relevant du champ d'exercice d'un métier à accréditation obligatoire, qu'elles aient ou non été renvoyées au comité de classement, devraient constituer l'exercice du métier pour l'application des articles 2 et 4.

Application des par. (5) à (9) : décision — changement

(4) Les paragraphes (5) à (9) s'appliquent lorsque le comité de classement décide, en vertu du paragraphe (3) que, selon le cas :

- a) un métier devrait être classé comme métier à accréditation facultative ou métier à accréditation obligatoire;
- b) un métier à accréditation obligatoire devrait être reclassé comme métier à accréditation facultative, ou vice versa;
- c) une ou plusieurs activités relevant du champ d'exercice d'un métier à accréditation obligatoire devraient constituer l'exercice du métier pour l'application des articles 2 et 4, et ces activités ne sont pas actuellement prescrites comme telles par règlement du ministre visé au paragraphe (9);
- d) une ou plusieurs activités relevant du champ d'exercice d'un métier à accréditation obligatoire constituent l'exercice du métier pour l'application des articles 2 et 4, comme le prescrit un règlement du ministre visé au paragraphe (9), et ne devraient plus être considérées comme telles.

Date de prise d'effet

(5) Le comité de classement recommande une date de prise d'effet de sa décision, à savoir la date à laquelle il recommande que prennent effet les décisions qu'il a prises en application du paragraphe (3). Le ministre peut accepter cette date ou énoncer une date différente dans un règlement visé au paragraphe (9).

Période d'attente et questions transitoires

- (6) Le comité de classement fait également ce qui suit :
 - a) il décide si une période d'attente d'au plus quatre années doit s'appliquer, période correspondant au délai minimal qui doit s'écouler entre la date de prise d'effet de la décision du comité sur la question, telle qu'elle est énoncée dans un règlement du ministre, et le moment où le conseil peut renvoyer de nouveau la question au Registre du classement;

- (b) determine any transitional issues related to a determination under subsection (3) that are prescribed by a Minister's regulation.

Implementation period

(7) In addition to the restriction on referral during any period of repose under clause (6) (a), the Board shall not refer the matter determined by the classification panel again to the Classification Roster during the period between the date of the panel's determination and the effective date set out in a Minister's regulation.

Report

(8) The classification panel shall report to the Minister on its determinations under subsections (3) and (6) and on its recommendation under subsection (5).

Minister's regulation

(9) After the Minister receives the report from the classification panel, the Minister shall make a regulation,

- (a) implementing the panel's determinations under subsection (3), the panel's determination of a period of repose under clause (6) (a), if any, and the panel's determination of transitional issues under clause (6) (b), if any; and
- (b) setting out the effective date for any determination under subsection (3).

Application of subss. (11) to (13); determination — no change

(10) Subsections (11) to (13) apply when the classification panel determines under subsection (3) that,

- (a) a compulsory trade should not be reclassified as a voluntary trade, or vice versa; or
- (b) no change is needed to the current determination of which practices within the scope of practice of a compulsory trade constitute engaging in the practice of the trade for the purposes of sections 2 and 4, as prescribed by a Minister's regulation referred to in subsection (9).

Period of repose

(11) The classification panel shall also determine whether there should be a period of repose of up to four years, which shall be the minimum period of time that must elapse following the date of the panel's determination of the matter before which the Board may refer the matter again to the Classification Roster.

Report

(12) The classification panel shall report to the Minister on its determinations under ~~subsections (10) and (11)~~ subsections (3) and (11).

Minister's regulation

(13) After the Minister receives the report from the classification panel, the Minister shall, if the panel deter-

- b) il tranche les questions transitoires ayant trait à une décision prise en application du paragraphe (3) qui sont prescrites par règlement du ministre.

Période de mise en oeuvre

(7) Outre la restriction sur les renvois pendant la période d'attente visée à l'alinéa (6) a), le conseil ne doit pas renvoyer de nouveau la décision du comité de classement au Registre du classement pendant la période qui s'écoule entre la date de la décision du comité et la date de prise d'effet énoncée dans un règlement du ministre.

Rapport

(8) Le comité de classement fait rapport au ministre des décisions qu'il a prises en application des paragraphes (3) et (6) et de la recommandation visée au paragraphe (5).

Règlement du ministre

(9) Après réception du rapport du comité de classement, le ministre prend un règlement qui :

- a) d'une part, met en oeuvre les décisions du comité visées au paragraphe (3), la décision du comité concernant l'éventuelle période d'attente visée à l'alinéa (6) a) et la décision du comité concernant les éventuelles questions transitoires visées à l'alinéa (6) b);
- b) d'autre part, énonce la date à laquelle les décisions prises en application du paragraphe (3) prennent effet.

Application des par. (11) à (13) : décision — aucun changement

(10) Les paragraphes (11) à (13) s'appliquent lorsque le comité de classement décide, en application du paragraphe (3) que, selon le cas :

- a) un métier à accréditation obligatoire ne devrait pas être reclassé comme métier à accréditation facultative, ou vice versa;
- b) il n'y a aucun changement à apporter à l'actuelle décision selon laquelle les activités relevant du champ d'exercice d'un métier à accréditation obligatoire constituent l'exercice du métier pour l'application des articles 2 et 4, comme le prescrit un règlement du ministre visé au paragraphe (9).

Période d'attente

(11) Le comité de classement décide également si une période d'attente d'au plus quatre années doit s'appliquer, période correspondant au délai minimal qui doit s'écouler entre la date de la décision du comité sur la question et le moment où le conseil peut renvoyer de nouveau la question au Registre du classement.

Rapport

(12) Le comité de classement fait rapport au ministre des décisions qu'il a prises en application des ~~paragraphes (10) et (11)~~ paragraphes (3) et (11).

Règlement du ministre

(13) Après réception du rapport du comité de classement, si le comité a décidé qu'il devait y avoir une pé-

mines that there should be a period of repose under subsection (11), make a regulation implementing that determination.

Minister's regulation re criteria and process

(14) The classification panel may not begin making any determinations under subsection (3) until a Minister's regulation has been made prescribing the criteria and the process to be used by classification panels in making such determinations.

Risk of harm

—(15) In addition to considering any criteria prescribed under subsection (14), a classification panel making a determination under subsection (3) shall consider whether there is a risk of harm to the individual performing the work or engaging in the practice of the trade, to other individuals at or near the site where the trade is being performed or practised, or to the public.

Risk of harm

(15) In addition to considering any criteria prescribed under subsection (14), a classification panel making a determination under subsection (3) shall consider whether there is a risk of harm to the individual performing the work or engaging in the practice of the trade, to other workers or to the public.

17. (1) Subsection 65 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Conditions for registration

- (2) An agreement shall not be registered unless,
- (a) the individual who is to receive the training is at least 16 years of age;
 - (b) the individual who is to receive the training has successfully completed any academic standard prescribed for the trade by a Board regulation; and
 - (c) the trade has been prescribed by a Minister's regulation as a voluntary trade or a compulsory trade.

(2) Clause 65 (4) (a) of the Act is amended by striking out "on the day that is one month after the date of registration" at the beginning and substituting "on the 90th day after the date of registration or, if a date is prescribed, on the prescribed date".

18. (1) Paragraph 2 of subsection 72 (1) of the Act is amended by striking out "63 (10) (e)" at the end and substituting "63.1 (11) (e)".

(2) Paragraph 9 of subsection 72 (1) of the Act is amended by striking out "providing that the Board or a committee of the Board" at the beginning and substituting "providing that the Board, a committee of the Board or the Registrar".

—(3) Paragraph 21 of subsection 72 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

—21. governing reviews under section 60, including, without limiting the foregoing, respecting the de-

riode d'attente en application du paragraphe (11), le ministre prend un règlement mettant en oeuvre la décision du comité.

Règlement du ministre : critères et processus

(14) Le comité de classement ne peut commencer à trancher une question en application du paragraphe (3) tant que le règlement du ministre prescrivant les critères et le processus que les comités de classement doivent utiliser pour trancher les questions n'a pas été pris.

Risque de préjudice

—(15) Outre les critères prescrits visés au paragraphe (14), lorsqu'il prend une décision en vertu du paragraphe (3), le comité de classement prend en compte la possibilité d'un risque de préjudice pour un particulier qui exécute le travail ou qui exerce le métier, pour d'autres particuliers se trouvant sur les lieux où le travail est exécuté ou le métier exercé ou à proximité de ceux-ci, ou pour le public.

Risque de préjudice

(15) Outre les critères prescrits visés au paragraphe (14), lorsqu'il prend une décision en vertu du paragraphe (3), le comité de classement prend en compte la possibilité d'un risque de préjudice pour un particulier qui exécute le travail ou qui exerce le métier, pour d'autres travailleurs ou pour le public.

17. (1) Le paragraphe 65 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Conditions d'enregistrement

(2) Un contrat n'est enregistré que si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le particulier qui doit recevoir la formation a au moins 16 ans;
- b) le particulier qui doit recevoir la formation a terminé avec succès les études préalables prescrites par règlement du conseil pour le métier;
- c) le métier a été prescrit par règlement du ministre comme métier à accréditation facultative ou métier à accréditation obligatoire.

(2) L'alinéa 65 (4) a) de la Loi est modifié par remplacement de «le jour qui tombe un mois après la date d'enregistrement» par «le 90^e jour suivant la date d'enregistrement ou à la date prescrite, le cas échéant» au début de l'alinéa.

18. (1) La disposition 2 du paragraphe 72 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «63 (10) e)» par «63.1 (11) e)» à la fin de la disposition.

(2) La disposition 9 du paragraphe 72 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «prévoir que le conseil ou un comité du conseil» par «prévoir que le conseil, un comité du conseil ou le registraire» au début de la disposition.

—(3) La disposition 21 du paragraphe 72 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

—21. régir les examens prévus à l'article 60, notamment traiter de la fixation des ratios compagnon-apprenti

~~termination of journeyperson to apprentice ratios and prescribing the criteria and the process to be used in determining the appropriate journeyperson to apprentice ratio for a trade;~~

~~21.1 prescribing academic standards for a trade for the purposes of clause 65 (2) (b);~~

(3) Paragraph 21 of subsection 72 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

21. governing reviews under section 60, including, without limiting the foregoing, respecting the determination of journeyperson to apprentice ratios and prescribing the criteria and the process to be used in determining the appropriate journeyperson to apprentice ratio for a trade;

(3.1) Subsection 72 (1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

21.1 prescribing academic standards for a trade for the purposes of clause 65 (2) (b);

(4) Subsection 72 (1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

21.0.1 prescribing the process for referring a trade to the Classification Roster under subsection 63.5 (1) or (2);

(5) Subsection 72 (1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

23.1 providing that journeyperson candidates may be deemed to be apprentices for the purposes of sections 60 and 68;

19. (1) Paragraph 12 of subsection 73 (1) of the Act is amended by adding “and section 34.1” after “subsection 30 (1)” in the portion before subparagraph i.

(2) The French version of paragraph 21 of subsection 73 (1) of the Act is amended by striking out “formules” and substituting “formulaires”.

20. (1) Subsection 74 (1) of the Act is amended by adding the following clause:

(d.1) governing the amount of an administrative penalty, including,

(i) providing that the amount of a penalty prescribed for a contravention is increased by a prescribed amount for each subsequent contravention that occurs within a prescribed period,

(ii) providing for penalties in the form of lump sum amounts and of daily amounts, the circumstances in which either or both types of amounts may be required and, in the case of a daily amount, the maximum number of days for which a daily amount may be imposed, and

(iii) providing for a maximum amount of a penalty;

~~et prescrire les critères à utiliser et le processus à suivre pour fixer le ratio compagnon-apprenti approprié pour un métier;~~

~~21.1 prescrire les études préalables pour un métier pour l'application de l'alinéa 65 (2) b);~~

(3) La disposition 21 du paragraphe 72 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

21. régir les examens prévus à l'article 60, notamment traiter de la fixation des ratios compagnon-apprenti et prescrire les critères à utiliser et le processus à suivre pour fixer le ratio compagnon-apprenti approprié pour un métier;

(3.1) Le paragraphe 72 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

21.1 prescrire les études préalables pour un métier pour l'application de l'alinéa 65 (2) b);

(4) Le paragraphe 72 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

21.0.1 prescrire le processus de renvoi d'un métier au Registre du classement visé au paragraphe 63.5 (1) ou (2);

(5) Le paragraphe 72 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

23.1 prévoir que les candidats compagnons puissent être réputés apprentis pour l'application des articles 60 et 68;

19. (1) La disposition 12 du paragraphe 73 (1) de la Loi est modifiée par insertion de «et à l'article 34.1» après «paragraphe 30 (1)» dans le passage qui précède la sous-disposition i.

(2) La version française de la disposition 21 du paragraphe 73 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «formules» par «formulaires».

20. (1) Le paragraphe 74 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

d.1) régir le montant d'une pénalité administrative, notamment :

(i) prévoir que le montant d'une pénalité prescrite pour une contravention est majoré du montant prescrit pour chaque contravention subséquente qui est commise au cours d'une période prescrite,

(ii) prévoir que les pénalités peuvent prendre la forme d'une somme forfaitaire ou d'une somme journalière, les circonstances dans lesquelles l'un ou l'autre type de sommes, ou les deux, peuvent être exigés et, dans le cas d'une somme journalière, le nombre maximal de jours pendant lesquels elle peut être demandée,

(iii) prévoir le montant maximal d'une pénalité;

(2) Subsection 74 (2) of the Act is amended by striking out “and the date as of which that Act applies to them” at the end.

(3) Subsection 74 (3) of the Act is amended by adding the following clause:

- (b.1) governing administrative penalties for the purposes of section 59.1 and all matters necessary and incidental to the administration of a system of administrative penalties under this Act, other than the amount of a penalty;

(4) Subsection 74 (3) of the Act is amended by adding the following clauses:

- (b.2) extending the period referred to in subsection 60 (4) within which the Board shall cause a review to be made of each journeyperson to apprentice ratio that has been prescribed;
- (b.3) prescribing conditions for the purposes of clause 63.2 (2) (h);
- (b.4) prescribing timelines within which the Board shall make a Board regulation prescribing the scope of practice for a trade;

(5) Subsection 74 (3) of the Act is amended by adding the following clauses:

- (b.5) classifying a trade as a voluntary trade under clause 63.4 (3) (a);
- (b.6) prescribing the criteria and the process to be used by classification panels in making determinations under subsection 63.6 (3), (6) or (11);
- (b.7) prescribing transitional issues related to a determination under subsection 63.6 (3) that a classification panel shall determine under clause 63.6 (6) (b);
- (b.8) implementing any determinations made by a classification panel under subsection 63.6 (3) respecting,
- (i) the classification of a trade as a voluntary trade or a compulsory trade,
 - (ii) the reclassification of a compulsory trade as a voluntary trade, or vice versa, and
 - (iii) whether engaging in certain practices within the scope of practice of a compulsory trade should constitute engaging in the practice of the trade for the purposes of sections 2 and 4;
- (b.9) implementing any determinations made by a classification panel under clause 63.6 (6) (a) or subsection 63.6 (11) respecting the period of repose, if any, that should apply in respect of a matter determined by the panel under subsection 63.6 (3);

(2) Le paragraphe 74 (2) de la Loi est modifié par suppression de «et la date à compter de laquelle elle s'y applique» à la fin du paragraphe.

(3) Le paragraphe 74 (3) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- b.1) régir les pénalités administratives pour l'application de l'article 59.1 et toutes les questions nécessaires et accessoires à l'administration d'un système de pénalités administratives dans le cadre de la présente loi, autres que le montant d'une pénalité;

(4) Le paragraphe 74 (3) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- b.2) prolonger le délai visé au paragraphe 60 (4) dans lequel le conseil doit faire examiner chaque ratio compagnon-apprenti qui a été prescrit;
- b.3) prescrire des conditions pour l'application de l'alinéa 63.2 (2) h);
- b.4) prescrire les délais dans lesquels le conseil doit prendre un règlement du conseil prescrivant le champ d'exercice d'un métier;

(5) Le paragraphe 74 (3) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- b.5) classer un métier comme métier à accréditation facultative en application de l'alinéa 63.4 (3) a);
- b.6) prescrire les critères à utiliser et le processus à suivre par les comités de classement pour prendre les décisions visées au paragraphe 63.6 (3), (6) ou (11);
- b.7) prescrire les questions transitoires ayant trait à une décision visée au paragraphe 63.6 (3) qu'un comité de classement doit trancher en application de l'alinéa 63.6 (6) b);
- b.8) mettre en oeuvre les décisions prises par un comité de classement en application du paragraphe 63.6 (3) concernant :
- (i) le classement d'un métier comme métier à accréditation facultative ou métier à accréditation obligatoire,
 - (ii) le reclassement d'un métier à accréditation obligatoire comme métier à accréditation facultative, ou vice versa,
 - (iii) la question de savoir si certaines activités relevant du champ d'exercice d'un métier à accréditation obligatoire devraient constituer l'exercice du métier pour l'application des articles 2 et 4;
- b.9) mettre en oeuvre les décisions prises par un comité de classement en application de l'alinéa 63.6 (6) a) ou du paragraphe 63.6 (11) concernant l'éventuelle période d'attente qui devrait s'appliquer à l'égard d'une question tranchée par le comité en application du paragraphe 63.6 (3);

(b.10) implementing any determinations of transitional issues made by a classification panel under clause 63.6 (6) (b);

(b.11) setting out an effective date as the date on which a determination made by a classification panel under subsection 63.6 (3) shall take effect;

(b.12) providing for continuity of classification panels where, before a matter that is before a classification panel is concluded, a member of the panel resigns or is unable or unwilling to continue to serve on the panel, or the appointment of a member expires or is terminated;

(6) Clause 74 (3) (e) of the Act is amended by adding “and prescribing a date, for the purposes of clause 65 (4) (a), on which a registered training agreement is cancelled” at the end.

(7) Clause 74 (3) (i) of the Act is amended by adding “or amendments to this Act” at the end.

21. Subsection 78 (2) of the Act is amended by striking out “a member of the Appointments Council, the Board” and substituting “the chair of or members of either branch of the Appointments Council and Classification Roster, a member of the Board”.

22. Section 87 of the Act is repealed and the following substituted:

Review by Minister

87. (1) The Minister shall initiate a review of this Act and the regulations made under it, or portions of the Act and regulations, within two years after the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

Same

(2) The Minister shall,

- (a) inform the public when a review under this section begins; and
- (b) make a written report respecting the review available to the public.

23. The Act is amended by adding the following sections after the heading to Part XV:

Classification review panels

87.1 Any review by a review panel on the classification of a trade as a compulsory trade or a voluntary trade that has not been concluded before the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent shall terminate on that day.

Classification

87.2 Every trade that was classified as compulsory or voluntary under the Act, as it read immediately before the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Mea-*

b.10) mettre en oeuvre les décisions concernant les questions transitoires prises par un comité de classement en application de l'alinéa 63.6 (6) b);

b.11) énoncer une date de prise d'effet, à savoir la date à laquelle la décision prise par un comité de classement en application du paragraphe 63.6 (3) prend effet;

b.12) traiter de la continuité des comités de classement lorsque, avant qu'une question dont est saisi le comité de classement soit tranchée, un de ses membres donne sa démission ou n'est pas en mesure ou désireux de continuer à siéger au comité, ou que le mandat d'un membre expire ou est révoqué;

(6) L'alinéa 74 (3) e) de la Loi est modifié par adjonction de «, et prescrire une date, pour l'application de l'alinéa 65 (4) a), à laquelle un contrat d'apprentissage enregistré est annulé» à la fin de l'alinéa.

(7) L'alinéa 74 (3) i) de la Loi est modifié par adjonction de «ou aux modifications qui y sont apportées» à la fin de l'alinéa.

21. Le paragraphe 78 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «un membre du Conseil des nominations, du conseil» par «le président de l'une ou l'autre des composantes du Conseil des nominations et Registre du classement ou les membres de celle-ci, un membre du conseil».

22. L'article 87 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Examen du ministre

87. (1) Le ministre fait faire un examen de la totalité ou de certaines parties de la présente loi et de ses règlements dans les deux ans qui suivent le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Le ministre :

- a) informe le public de la date où commence l'examen prévu au présent article;
- b) met un rapport écrit sur l'examen à la disposition du public.

23. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants après l'intertitre de la partie XV :

Comités d'examen du classement

87.1 Tout examen par un comité d'examen du classement d'un métier comme métier à accréditation obligatoire ou métier à accréditation facultative qui n'est pas terminé avant le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale prend fin ce jour-là.

Classement

87.2 Tous les métiers qui ont été classés comme métiers à accréditation obligatoire ou métiers à accréditation facultative sous le régime de la Loi, dans sa version anté-

tures), 2016 received Royal Assent, shall be deemed to be prescribed by a Minister's regulation as a compulsory trade or voluntary trade, as the case may be, until such time as it may be reclassified under section 63.6.

24. The following provisions of the Act are repealed:

~~1. Sections 88 and 89.~~

1. Section 88.

2. Subsections 90 (2), (3) and (4).

3. Sections 91, 92 and 93.

4. Section 95.

5. Section 102.

25. The definitions of "apprentice" and "registered training agreement" in subsection 9 (1) of the *Infrastructure for Jobs and Prosperity Act, 2015* are repealed and the following substituted:

"apprentice" means an individual who, under the *Ontario College of Trades and Apprenticeship Act, 2009*, has entered into a registered training agreement under which the individual is receiving or is to receive training in a trade required as part of an apprenticeship program established by the Ontario College of Trades; ("apprenti")

"registered training agreement" means an agreement registered under section 65 of the *Ontario College of Trades and Apprenticeship Act, 2009* under which an individual is receiving or is to receive training in a trade required as part of an apprenticeship program established by the Ontario College of Trades; ("contrat d'apprentissage enregistré")

26. Ontario Regulation 279/11 is revoked.

27. Schedule 70.4 to Regulation 950 of the Revised Regulations of Ontario, 1990 (Proceedings Commenced by Certificate of Offence) made under the *Provincial Offences Act* is revoked.

Commencement

28. (1) Subject to subsections (2) to (6), this Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

(2) Section 3 comes into force on the later of the day subsection 4 (1) of the *Not-for-Profit Corporations Act, 2010* comes into force and the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

(3) Subsection 14 (2) comes into force three years after the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

rière au jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale, sont réputés être prescrits par règlement du ministre comme métiers à accréditation obligatoire ou métiers à accréditation facultative, selon le cas, jusqu'à leur éventuel reclassement en application de l'article 63.6.

24. Les dispositions suivantes de la Loi sont abrogées :

~~1. Les articles 88 et 89.~~

1. L'article 88.

2. Les paragraphes 90 (2), (3) et (4).

3. Les articles 91, 92 et 93.

4. L'article 95.

5. L'article 102.

25. Les définitions de «apprenti» et de «contrat d'apprentissage enregistré» au paragraphe 9 (1) de la *Loi de 2015 sur l'infrastructure au service de l'emploi et de la prospérité* sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«apprenti» Particulier qui, en vertu de la *Loi de 2009 sur l'Ordre des métiers de l'Ontario et l'apprentissage*, a conclu un contrat d'apprentissage enregistré aux termes duquel il reçoit ou recevra, dans un métier, la formation exigée dans le cadre d'un programme d'apprentissage créé par l'Ordre des métiers de l'Ontario. («apprenti»)

«contrat d'apprentissage enregistré» Contrat enregistré en vertu de l'article 65 *Loi de 2009 sur l'Ordre des métiers de l'Ontario et l'apprentissage* aux termes duquel un particulier reçoit ou recevra, dans un métier, la formation exigée dans le cadre d'un programme d'apprentissage créé par l'Ordre des métiers de l'Ontario. («registered training agreement»)

26. Le Règlement de l'Ontario 279/11 est abrogé.

27. L'annexe 70.4 du Règlement 950 des Règlements refondus de l'Ontario de 1990 (Instances introduites au moyen du dépôt d'un procès-verbal d'infraction) pris en vertu de la *Loi sur les infractions provinciales* est abrogée.

Entrée en vigueur

28. (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (6), la présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

(2) L'article 3 entre en vigueur le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 4 (1) de la *Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif* et du jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

(3) Le paragraphe 14 (2) entre en vigueur trois ans après le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

(4) Subsection 14 (3) comes into force one year after the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

~~—(5) Subsection 1 (3), section 2, subsection 6 (3), sections 11 and 16 and subsections 18 (4), 20 (1), (3) and (5) come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.~~

(5) Subsection 1 (3), section 2, subsection 6 (3), sections 11 and 16 and subsections 17 (1), 18 (3.1), (4), 20 (1), (3) and (5) come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

(6) Section 27 comes into force 180 days after the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

(4) Le paragraphe 14 (3) entre en vigueur un an après le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

~~—(5) Le paragraphe 1 (3), l'article 2, le paragraphe 6 (3), les articles 11 et 16 et les paragraphes 18 (4), 20 (1), (3) et (5) entrent en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.~~

(5) Le paragraphe 1 (3), l'article 2, le paragraphe 6 (3), les articles 11 et 16 et les paragraphes 17 (1), 18 (3.1) et (4), 20 (1), (3) et (5) entrent en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

(6) L'article 27 entre en vigueur 180 jours après le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE 18
ONTARIO RETIREMENT PENSION PLAN
LEGISLATION REPEAL ACT, 2016**

Dissolution of Corporation, transfer of assets and liabilities

1. The Ontario Retirement Pension Plan Administration Corporation is dissolved and all its assets and liabilities are hereby transferred to and vested in the Crown in right of Ontario.

Immunity

2. No action or other proceeding shall be commenced against a former director, officer or employee of the Ontario Retirement Pension Plan Administration Corporation for any act or omission done in good faith in the performance or intended performance of any duty or exercise or intended exercise of any power under the *Ontario Retirement Pension Plan Administration Corporation Act, 2015*.

Ontario Retirement Pension Plan Act, 2015

3. The *Ontario Retirement Pension Plan Act, 2015* is repealed.

Ontario Retirement Pension Plan Administration Corporation Act, 2015

4. The *Ontario Retirement Pension Plan Administration Corporation Act, 2015* is repealed.

Ontario Retirement Pension Plan Act (Strengthening Retirement Security for Ontarians), 2016

5. The *Ontario Retirement Pension Plan Act (Strengthening Retirement Security for Ontarians), 2016* is repealed.

Broader Public Sector Executive Compensation Act, 2014

6. Paragraph 5 of subsection 3 (2) of the *Broader Public Sector Executive Compensation Act, 2014* is repealed.

Financial Administration Act

7. Paragraph 1 of subsection 1 (6) of the *Financial Administration Act* is repealed.

Freedom of Information and Protection of Privacy Act

8. Subsection 65.3 (1) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* is repealed.

Public Sector Expenses Review Act, 2009

9. Subsection 11 (1) of the *Public Sector Expenses Review Act, 2009* is repealed.

Public Sector Salary Disclosure Act, 1996

10. Section 2.1 of the *Public Sector Salary Disclosure Act, 1996* is repealed.

Commencement

11. The Act set out in this Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

**ANNEXE 18
LOI DE 2016 ABROGEANT LA LÉGISLATION
SUR LE RÉGIME DE RETRAITE
DE LA PROVINCE DE L'ONTARIO**

Dissolution de la Société : transfert d'actifs et de passifs

1. La Société d'administration du Régime de retraite de la province de l'Ontario est dissoute et l'ensemble de ses actifs et passifs est transféré et dévolu à la Couronne du chef de l'Ontario.

Immunité

2. Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites contre un ancien administrateur, dirigeant ou employé de la Société d'administration du Régime de retraite de la province de l'Ontario pour un acte accompli ou une omission commise de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des pouvoirs ou fonctions que lui attribuait la *Loi de 2015 sur la Société d'administration du Régime de retraite de la province de l'Ontario*.

Loi de 2015 sur le Régime de retraite de la province de l'Ontario

3. La *Loi de 2015 sur le Régime de retraite de la province de l'Ontario* est abrogée.

Loi de 2015 sur la Société d'administration du Régime de retraite de la province de l'Ontario

4. La *Loi de 2015 sur la Société d'administration du Régime de retraite de la province de l'Ontario* est abrogée.

Loi de 2016 sur le Régime de retraite de la province de l'Ontario (sécuriser la retraite en Ontario)

5. La *Loi de 2016 sur le Régime de retraite de la province de l'Ontario (sécuriser la retraite en Ontario)* est abrogée.

Loi de 2014 sur la rémunération des cadres du secteur parapublic

6. La disposition 5 du paragraphe 3 (2) de la *Loi de 2014 sur la rémunération des cadres du secteur parapublic* est abrogée.

Loi sur l'administration financière

7. La disposition 1 du paragraphe 1 (6) de la *Loi sur l'administration financière* est abrogée.

Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée

8. Le paragraphe 65.3 (1) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* est abrogé.

Loi de 2009 sur l'examen des dépenses dans le secteur public

9. Le paragraphe 11 (1) de la *Loi de 2009 sur l'examen des dépenses dans le secteur public* est abrogé.

Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public

10. L'article 2.1 de la *Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public* est abrogé.

Entrée en vigueur

11. La loi figurant à la présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

*Ontario Retirement Pension Plan Legislation Repeal Act, 2016**Loi de 2016 abrogeant la législation sur le Régime de retraite
de la province de l'Ontario*

Short title

12. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Ontario Retirement Pension Plan Legislation Repeal Act, 2016*.

Titre abrégé

12. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi de 2016 abrogeant la législation sur le Régime de retraite de la province de l'Ontario*.

SCHEDULE 19 PENSION BENEFITS ACT

1. (1) Subsection 1.1 (4) of the *Pension Benefits Act* is amended by striking out “subsection 42 (1)” and substituting “section 42”.

(2) Paragraph 1 of subsection 1.1 (4) of the Act, as re-enacted by section 1 of Schedule 34 to the *Building Ontario Up Act (Budget Measures), 2015*, is amended by striking out “deferred pension under subsection 42 (1)” and substituting “pension or deferred pension under section 42”.

2. Section 42 of the Act is amended by adding the following subsection:

Retired members

(12) This section applies, with necessary modifications, to a retired member who is entitled to begin to receive a pension from the pension fund by virtue of having reached the normal retirement date under the pension plan but who has not yet elected to receive the pension, if the pension plan so permits.

3. The Act is amended by adding the following section:

Superintendent approval to purchase annuities

73.1 (1) An administrator appointed by the Superintendent under this Act for a pension plan shall not purchase life annuities for the purpose of distributing the assets of the pension plan in connection with the wind up of the plan before receiving the Superintendent's approval.

Same

(2) Subject to subsection (3), the Superintendent may defer the giving of approval in respect of the purchase of some or all of the life annuities if the Superintendent is of the opinion, on reasonable and probable grounds, that the purchase would adversely affect the financial position of the Guarantee Fund.

Same

(3) The Superintendent shall approve the purchase within the prescribed period after approving the wind up report in respect of the pension plan under section 70.

4. Section 75 of the Act is amended by adding the following subsections:

Prescribed exemptions

(5) The Lieutenant Governor in Council may make regulations exempting an employer or a successor employer from this section in whole or in part in respect of a pension plan, in accordance with such restrictions as may be prescribed, if the following conditions are met:

1. As a result of an application under the *Companies' Creditors Arrangement Act* (Canada), a court made an order on or before December 31, 2015 staying all proceedings taken against the employer.

ANNEXE 19 LOI SUR LES RÉGIMES DE RETRAITE

1. (1) Le paragraphe 1.1 (4) de la *Loi sur les régimes de retraite* est modifié par remplacement de «du paragraphe 42 (1)» par «de l'article 42».

(2) La disposition 1 du paragraphe 1.1 (4) de la Loi, tel qu'il est réédité par l'article 1 de l'annexe 34 de la *Loi de 2015 pour favoriser l'essor de l'Ontario (mesures budgétaires)*, est modifiée par remplacement de «sa pension différée en vertu du paragraphe 42 (1)» par «sa pension ou sa pension différée en vertu de l'article 42».

2. L'article 42 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Participants retraités

(12) Le présent article s'applique, avec les adaptations nécessaires, au participant retraité qui a le droit de commencer à recevoir une pension de la caisse de retraite du fait qu'il a atteint la date normale de retraite prévue par le régime de retraite, mais qui n'a pas encore choisi de recevoir la pension, si le régime le permet.

3. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Approbation par le surintendant de la constitution de rentes

73.1 (1) L'administrateur nommé par le surintendant en vertu de la présente loi pour un régime de retraite ne doit pas constituer de rentes viagères afin de répartir l'actif du régime de retraite dans le cadre de la liquidation du régime avant de recevoir l'approbation du surintendant.

Idem

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le surintendant peut différer l'approbation concernant la constitution de la totalité ou d'une partie des rentes viagères s'il est d'avis, en se fondant sur des motifs raisonnables et probables, que la constitution des rentes nuirait à la situation financière du Fonds de garantie.

Idem

(3) Le surintendant approuve la constitution des rentes dans le délai prescrit après avoir approuvé le rapport de liquidation du régime de retraite en application de l'article 70.

4. L'article 75 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Exemptions prescrites

(5) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, soustraire un employeur ou un employeur subséquent à l'application de la totalité ou d'une partie du présent article à l'égard d'un régime de retraite, conformément aux restrictions prescrites, si les conditions suivantes sont réunies :

1. Par suite de la présentation d'une demande au titre de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada), un tribunal a rendu, le 31 décembre 2015 ou avant cette date, une ordon-

2. The employer, the successor employer, if any, and the parties specified by regulation have entered into an agreement related to the employer's liability under this section and the liability of the successor employer, if any, and the Superintendent has approved the agreement in accordance with subsection (6).

Superintendent's approval of agreement

- (6) The Superintendent may approve the agreement if,
- (a) after consulting with members, former members, retired members and other persons entitled to benefits under the pension plan, the Superintendent has taken into account their interests; and
 - (b) the agreement satisfies such conditions or restrictions as may be prescribed.

Decision to approve, etc.

(7) A decision by the Superintendent under this section to approve or not to approve an agreement is final and is not subject to a hearing or an appeal.

Interpretation, "successor employer"

- (8) For the purposes of subsection (5),

"successor employer" means the person who acquires the business of an employer who is required to make contributions under a pension plan, if the person assumes some or all of the employer's obligations and rights under the pension plan in connection with the acquired business.

5. The Act is amended by adding the following sections:

Administrative Penalties

Definition

- 108.1** (1) For the purposes of sections 108.2 to 108.4,

"requirement established under this Act" means,

- (a) a requirement imposed by a provision of this Act that is prescribed for the purpose of section 108.2 or 108.3 or by a provision of a regulation that is prescribed for the purpose of either of those sections,
- (b) a requirement imposed by order, or
- (c) an obligation assumed by way of undertaking.

Purposes

(2) An administrative penalty may be imposed under section 108.2 or 108.3 for either of the following purposes:

1. To promote compliance with the requirements established under this Act.

nance suspendant toute procédure intentée contre l'employeur.

2. L'employeur, l'employeur subséquent, le cas échéant, et les parties précisées par règlement ont conclu un accord ayant trait à la responsabilité de l'employeur prévue au présent article et à la responsabilité de l'employeur subséquent, le cas échéant, et le surintendant a approuvé l'accord conformément au paragraphe (6).

Approbation de l'accord par le surintendant

(6) Le surintendant peut approuver l'accord si les conditions suivantes sont réunies :

- a) après avoir consulté les participants, anciens participants, participants retraités et autres personnes ayant droit à des prestations aux termes du régime de retraite, le surintendant a tenu compte de leurs intérêts;
- b) l'accord satisfait aux conditions ou restrictions prescrites.

Décision

(7) La décision d'approuver ou de ne pas approuver un accord que rend le surintendant en vertu du présent article est définitive et ne peut pas faire l'objet d'une audience ni n'est susceptible d'appel.

Définition : «employeur subséquent»

- (8) La définition qui suit s'applique au paragraphe (5).

«employeur subséquent» La personne qui acquiert l'entreprise d'un employeur qui est tenu de cotiser aux termes d'un régime de retraite, si cette personne assume la totalité ou une partie des obligations et des droits de l'employeur au titre du régime de retraite relativement à l'entreprise acquise.

5. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Pénalités administratives

Définition

- 108.1** (1) La définition qui suit s'applique aux articles 108.2 à 108.4.

«exigence établie en vertu de la présente loi» S'entend :

- a) d'une exigence imposée par une disposition de la présente loi qui est prescrite pour l'application de l'article 108.2 ou 108.3 ou par une disposition d'un règlement qui est prescrite pour l'application de l'un ou l'autre de ces articles;
- b) d'une exigence imposée par ordre ou ordonnance;
- c) d'une obligation assumée au moyen d'un engagement.

Fins

(2) Une pénalité administrative peut être imposée en vertu de l'article 108.2 ou 108.3 à l'une ou l'autre des fins suivantes :

1. Encourager l'observation des exigences établies en vertu de la présente loi.

2. To prevent a person from deriving, directly or indirectly, any economic benefit as a result of contravening or failing to comply with a requirement established under this Act.

Same

(3) An administrative penalty may be imposed alone or in conjunction with any other regulatory measure provided by this Act.

No payment from pension fund

(4) No person shall pay an administrative penalty imposed under section 108.2 or 108.3 out of a pension fund.

General administrative penalties

108.2 (1) If the Superintendent is satisfied that a person is contravening or not complying with or has contravened or failed to comply with any of the following, the Superintendent may, by order, impose an administrative penalty on the person in accordance with this section and the regulations:

1. A provision of this Act or the regulations as may be prescribed.
2. A requirement or obligation described in clause (b) or (c) of the definition of "requirement established under this Act" in subsection 108.1 (1).

Notice of intended decision to impose a penalty

(2) If the Superintendent intends to impose an administrative penalty under this section, the Superintendent shall give written notice of the intended decision to the person, including the details of the contravention or failure to comply, the amount of the penalty and the payment requirements; the Superintendent shall also inform the person that the person may request a hearing by the Tribunal about the intended decision and shall advise the person about the process for requesting a hearing.

Combined notices of intended decision

(3) A notice of the intended decision to impose an administrative penalty under this section may be combined with a notice of the intended decision authorized by any other section.

Limitation

(4) The Superintendent shall not give notice of the intended decision more than five years after the date when the contravention or failure to comply occurred or is alleged to have occurred.

Hearing requested

(5) If the person requests a hearing in writing within 15 days after the notice under subsection (2) is given, the Tribunal shall hold a hearing.

Order

(6) Subject to the regulations, the Tribunal may, by order, direct the Superintendent to make the intended decision indicated in the notice, with or without changes, or substitute its opinion for that of the Superintendent.

2. Empêcher une personne de tirer, directement ou indirectement, un avantage économique d'une contravention à une exigence établie en vertu de la présente loi ou de l'inobservation d'une telle exigence.

Idem

(3) Une pénalité administrative peut être imposée seule ou en conjonction avec toute autre mesure réglementaire prévue par la présente loi.

Aucun paiement par prélèvement sur une caisse de retraite

(4) Nul ne doit payer une pénalité administrative imposée en vertu de l'article 108.2 ou 108.3 par prélèvement sur une caisse de retraite.

Pénalités administratives générales

108.2 (1) Le surintendant peut, par ordre, imposer une pénalité administrative à une personne conformément au présent article et aux règlements s'il est convaincu qu'elle contrevient ou a contrevenu à l'une ou l'autre des prescriptions suivantes, ou qu'elle ne l'observe pas ou ne l'a pas observée :

1. Une disposition de la présente loi ou des règlements qui est prescrite.
2. Une exigence ou une obligation visée à l'alinéa b) ou c) de la définition de «exigence établie en vertu de la présente loi» au paragraphe 108.1 (1).

Avis d'intention d'imposer une pénalité

(2) S'il a l'intention d'imposer une pénalité administrative en vertu du présent article, le surintendant donne à la personne un avis écrit de son intention, en y incluant des précisions sur la contravention ou l'inobservation, le montant de la pénalité et les modalités de paiement. Il l'avise également du fait qu'elle peut demander que le Tribunal tienne une audience sur cette intention et l'informe de la marche à suivre pour ce faire.

Jonction d'avis d'intention

(3) Un avis d'intention d'imposer une pénalité administrative en vertu du présent article peut être joint à un avis d'intention autorisé par un autre article.

Date limite

(4) Le surintendant ne doit pas donner avis de son intention plus de cinq ans après la date à laquelle est ou serait survenue la contravention ou l'inobservation.

Demande d'audience

(5) Le Tribunal tient une audience si la personne en demande une par écrit dans les 15 jours qui suivent la remise de l'avis prévu au paragraphe (2).

Ordonnance

(6) Sous réserve des règlements, le Tribunal peut ordonner au surintendant de donner suite à l'intention indiquée dans l'avis, avec ou sans modification, ou substituer son opinion à la sienne.

Hearing not requested

(7) If the person does not request a hearing or does not make the request in accordance with subsection (5), the Superintendent may make the intended decision indicated in the notice.

Effect of paying penalty

(8) If the person pays the administrative penalty in accordance with the terms of the order or, if the order is varied, in accordance with the terms of the varied order, the person cannot be charged with an offence under this Act in respect of the same contravention or failure to comply.

Summary administrative penalties

108.3 (1) If the Superintendent is satisfied that a person is contravening or not complying with or has contravened or failed to comply with a provision of this Act or the regulations as may be prescribed, the Superintendent may, by order, impose an administrative penalty on the person in accordance with this section and the regulations.

Same

(2) Before imposing a penalty, the Superintendent shall give the person a reasonable opportunity to make written submissions.

Limitation

(3) The Superintendent shall not make an order under this section more than five years after the date when the contravention or failure to comply occurred or is alleged to have occurred.

Appeal

(4) The person may appeal the Superintendent's order to the Tribunal in writing within 15 days after the order in subsection (1) is given to the person.

Same

(5) An appeal commenced in accordance with subsection (4) operates as a stay of the order until the matter is finally disposed of.

Same

(6) The Tribunal may confirm, revoke or vary the order within the limits, if any, established by the regulations.

Effect of paying penalty

(7) If the person pays the administrative penalty in accordance with the terms of the order or, if the order is varied, in accordance with the terms of the varied order, the person cannot be charged with an offence under this Act in respect of the same contravention or failure to comply.

Maximum administrative penalties

108.4 An administrative penalty imposed under section 108.2 or 108.3 shall not exceed the following amounts:

1. For a contravention or failure to comply by a per-

Absence de demande d'audience

(7) Le surintendant peut donner suite à l'intention indiquée dans l'avis si la personne ne demande pas d'audience ou qu'elle ne le fait pas conformément au paragraphe (5).

Effet du paiement de la pénalité

(8) La personne qui paie la pénalité administrative conformément aux conditions de l'ordre ou, si celui-ci est modifié, conformément aux conditions de l'ordre modifié, ne peut être accusée d'une infraction à la présente loi à l'égard de la même contravention ou de la même inobservation.

Pénalités administratives : processus sommaire

108.3 (1) Le surintendant peut, par ordre, imposer une pénalité administrative à une personne conformément au présent article et aux règlements s'il est convaincu qu'elle contrevient ou a contrevenu à une disposition de la présente loi ou des règlements qui est prescrite ou qu'elle n'observe pas ou n'a pas observé une telle disposition.

Idem

(2) Avant d'imposer une pénalité, le surintendant donne à la personne une occasion raisonnable de présenter des observations écrites.

Date limite

(3) Le surintendant ne doit pas rendre d'ordre en vertu du présent article plus de cinq ans après la date à laquelle est ou serait survenue la contravention ou l'inobservation.

Appel

(4) La personne peut interjeter appel de l'ordre du surintendant devant le Tribunal par écrit dans les 15 jours qui suivent la remise à la personne de l'ordre visé au paragraphe (1).

Idem

(5) L'appel interjeté conformément au paragraphe (4) sursoit à l'ordre jusqu'au règlement définitif de la question.

Idem

(6) Le Tribunal peut confirmer, révoquer ou modifier l'ordre dans les limites qu'établissent les règlements, le cas échéant.

Effet du paiement de la pénalité

(7) La personne qui paie la pénalité administrative conformément aux conditions de l'ordre ou, si celui-ci est modifié, conformément aux conditions de l'ordre modifié, ne peut être accusée d'une infraction à la présente loi à l'égard de la même contravention ou de la même inobservation.

Pénalités administratives maximales

108.4 La pénalité administrative imposée en vertu de l'article 108.2 ou 108.3 ne doit pas être supérieure aux montants suivants :

1. 25 000 \$ ou le montant inférieur prescrit pour une

son, other than an individual, \$25,000 or such lesser amount as may be prescribed for a prescribed requirement established under this Act.

2. For a contravention or failure to comply by an individual, \$10,000 or such lesser amount as may be prescribed for a prescribed requirement established under this Act.

Enforcement of administrative penalties

108.5 (1) If a person fails to pay an administrative penalty imposed under section 108.2 or 108.3 in accordance with the terms of the order imposing the penalty, the Superintendent may file the order with the Superior Court of Justice and the order may be enforced as if it were an order of the court.

Same

(2) For the purposes of section 129 of the *Courts of Justice Act*, the date on which the order is filed with the court is deemed to be the date of the order.

Same

(3) An administrative penalty that is not paid in accordance with the terms of the order imposing the penalty is a debt due to the Crown and is also enforceable as such.

6. (1) Subsection 115 (1) of the Act is amended by adding the following clause:

- (d.1) respecting the timing and manner of allocating amounts from the Guarantee Fund and of paying those amounts to pension plans, including providing that the Superintendent may determine the timing and manner of allocating and paying those amounts;

(2) Subsection 115 (1) of the Act is amended by adding the following clause:

- (z.3) governing the administrative penalties that may be imposed under section 108.2 or 108.3.

(3) Section 115 of the Act is amended by adding the following subsection:

Administrative penalties

(1.1) Without limiting the generality of clause (1) (z.3), a regulation governing administrative penalties may,

- (a) prescribe criteria the Superintendent is required or permitted to consider when imposing a penalty under section 108.2 or 108.3;
- (b) prescribe the amount of a penalty, or the method for calculating the amount of a penalty, and prescribe different penalties or ranges of penalties for different types of contraventions or failures to comply and for different classes of persons;
- (c) authorize the Superintendent to determine the amount of a penalty, if the amount of the penalty or the method for calculating the amount of the penalty is not prescribed, and prescribe criteria the Superintendent is required or permitted to consider when determining this;

exigence établie en vertu de la présente loi qui est prescrite, en cas de contravention ou d'inobservation par une personne autre qu'un particulier.

2. 10 000 \$ ou le montant inférieur prescrit pour une exigence établie en vertu de la présente loi qui est prescrite, en cas de contravention ou d'inobservation par un particulier.

Exécution des pénalités administratives

108.5 (1) Si une personne ne paie pas la pénalité administrative imposée en vertu de l'article 108.2 ou 108.3 conformément aux conditions de l'ordre qui l'impose, le surintendant peut déposer l'ordre auprès de la Cour supérieure de justice et l'ordre peut être exécuté comme s'il s'agissait d'une ordonnance de ce tribunal.

Idem

(2) Pour l'application de l'article 129 de la *Loi sur les tribunaux judiciaires*, la date de dépôt de l'ordre auprès du tribunal est réputée être la date de l'ordre.

Idem

(3) La pénalité administrative qui n'est pas acquittée conformément aux conditions de l'ordre qui l'impose constitue une créance de la Couronne recouvrable à ce titre.

6. (1) Le paragraphe 115 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- d.1) traiter des délais et du mode d'attribution de sommes prélevées sur le Fonds de garantie et de versement de ces sommes à des régimes de retraite, notamment prévoir que le surintendant peut établir les délais et le mode d'attribution et de versement de ces sommes;

(2) Le paragraphe 115 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- z.3) régir les pénalités administratives qui peuvent être imposées en vertu de l'article 108.2 ou 108.3.

(3) L'article 115 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Pénalités administratives

(1.1) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (1) z.3), les règlements qui régissent les pénalités administratives peuvent faire ce qui suit :

- a) prescrire les critères dont le surintendant doit ou peut tenir compte lorsqu'il impose une pénalité en vertu de l'article 108.2 ou 108.3;
- b) prescrire le montant d'une pénalité ou son mode de calcul et prescrire des pénalités ou fourchettes de pénalités différentes selon les types de contraventions ou d'inobservations et selon les catégories de personnes;
- c) autoriser le surintendant à fixer le montant d'une pénalité si ni ce montant ni son mode de calcul n'est prescrit, et prescrire les critères dont il doit ou peut tenir compte à cette fin;

- (d) authorize a penalty to be imposed for each day or part of a day on which a contravention or failure to comply continues;
- (e) authorize higher penalties (not to exceed the maximum penalty established under section 108.4 or prescribed for the purposes of that section) for a second or subsequent contravention or failure to comply by a person;
- (f) govern the manner of paying the penalties;
- (g) require that a penalty be paid before a specified deadline or before a deadline specified by the Superintendent;
- (h) authorize the imposition of late payment fees respecting penalties that are not paid before the deadline, including graduated late payment fees;
- (i) establish a maximum cumulative penalty payable in respect of a contravention or failure to comply or in respect of contraventions or failures to comply during a specified period.

Commencement

7. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

(2) Subsection 1 (2) comes into force on the later of the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent and the day section 1 of Schedule 34 to the *Building Ontario Up Act (Budget Measures), 2015* comes into force.

(3) Sections 2, 3, 5 and 6 come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

- d) autoriser l'imposition d'une pénalité pour chaque journée ou partie de journée pendant laquelle la contravention ou l'inobservation se poursuit;
- e) autoriser des pénalités plus élevées (qui ne doivent pas être supérieures au maximum fixé à l'article 108.4 ou prescrit pour l'application de cet article) dans le cas d'une deuxième contravention ou inobservation ou d'une contravention ou inobservation subséquente par une personne;
- f) régir le mode de paiement des pénalités;
- g) exiger qu'une pénalité soit acquittée avant une date limite précisée ou avant une date limite que précise le surintendant;
- h) autoriser l'imposition de frais de retard de paiement à l'égard des pénalités qui ne sont pas acquittées avant la date limite, y compris l'imposition de frais de retard de paiement progressifs;
- i) fixer la pénalité cumulative maximale à payer à l'égard d'une contravention ou d'une inobservation ou à l'égard de contraventions ou d'inobservations survenues au cours d'une période précisée.

Entrée en vigueur

7. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

(2) Le paragraphe 1 (2) entre en vigueur le dernier en date du jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale et du jour de l'entrée en vigueur de l'article 1 de l'annexe 34 de la *Loi de 2015 pour favoriser l'essor de l'Ontario (mesures budgétaires)*.

(3) Les articles 2, 3, 5 et 6 entrent en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

**SCHEDULE 20
PROVINCIAL LAND TAX ACT, 2006**

1. Clause 25 (1) (g) of the *Provincial Land Tax Act, 2006* is repealed and the following substituted:

- (g) providing for tax rebates in whole or in part to owners of property that have vacant portions, other than property in the residential property class, the multi-residential property class, the farm property class, the pipe line property class or the managed forests property class, and prescribing the circumstances in which the tax rebate is available and any conditions that must be satisfied;

Commencement

2. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

**ANNEXE 20
LOI DE 2006 SUR L'IMPÔT FONCIER
PROVINCIAL**

1. L'alinéa 25 (1) g) de la *Loi de 2006 sur l'impôt foncier provincial* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- g) prévoir des remises de la totalité ou d'une partie de l'impôt en faveur des propriétaires de biens dont des parties sont vacantes, à l'exclusion des biens de la catégorie des biens résidentiels, de la catégorie des immeubles à logements multiples, de la catégorie des biens agricoles, de la catégorie des pipelines ou de la catégorie des forêts aménagées, et prescrire les circonstances dans lesquelles la remise est consentie ainsi que les conditions à remplir;

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

SCHEDULE 21 REGISTERED INSURANCE BROKERS ACT

1. (1) The definition of “Minister” in section 1 of the *Registered Insurance Brokers Act* is repealed and the following substituted:

“Minister” means the Minister of Finance or any other member of the Executive Council to whom responsibility for the administration of this Act is assigned or transferred under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

(2) The French version of the definition of “applicant” in section 1 of the Act is amended by striking out “société en nom collectif” and substituting “société de personnes”.

(3) The French version of the definition of “member” in section 1 of the Act is amended by striking out “société en nom collectif” and substituting “société de personnes”.

(4) The French version of the definition of “person” in section 1 of the Act is amended by striking out “société en nom collectif” and substituting “société de personnes”.

2. The French version of clause 2 (2) (d) of the Act is amended by striking out “sociétés en nom collectif” and substituting “sociétés de personnes”.

3. Subsection 29 (1) of the Act is amended by striking out “prepaid first class mail” and substituting “mail”.

4. The French version of subsection 34 (1) of the Act is amended by striking out “membre d’une société en nom collectif” and substituting “associé d’une société de personnes”.

Commencement

5. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

ANNEXE 21 LOI SUR LES COURTIER D'ASSURANCES INSCRITS

1. (1) La définition de «ministre» à l'article 1 de la *Loi sur les courtiers d'assurances inscrits* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«ministre» Le ministre des Finances ou l'autre membre du Conseil exécutif à qui la responsabilité de l'application de la présente loi est assignée ou transférée en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

(2) La version française de la définition de «auteur d'une demande» à l'article 1 de la Loi est modifiée par remplacement de «société en nom collectif» par «société de personnes».

(3) La version française de la définition de «membre» à l'article 1 de la Loi est modifiée par remplacement de «société en nom collectif» par «société de personnes».

(4) La version française de la définition de «personne» à l'article 1 de la Loi est modifiée par remplacement de «société en nom collectif» par «société de personnes».

2. La version française de l'alinéa 2 (2) d) de la Loi est modifiée par remplacement de «sociétés en nom collectif» par «sociétés de personnes».

3. Le paragraphe 29 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «par courrier affranchi de première classe» par «par la poste».

4. La version française du paragraphe 34 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «membre d'une société en nom collectif» par «associé d'une société de personnes».

Entrée en vigueur

5. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE 22
RETAIL SALES TAX ACT**

1. Section 4.2 of the *Retail Sales Tax Act* is amended by adding the following subsections:

Minister approved industry standard publications

(3.1) A regulation prescribing the manner for determining the average wholesale price of a specified vehicle may require that the price be determined by reference to an industry standard publication approved by the Minister.

Names of approved publications available

(3.2) The name of any industry standard publication approved by the Minister shall be made available to the public on a government website and in any other manner that the Minister considers appropriate, and shall remain available to the public.

Commencement

2. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

**ANNEXE 22
LOI SUR LA TAXE DE VENTE AU DÉTAIL**

1. L'article 4.2 de la *Loi sur la taxe de vente au détail* est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Publications sectorielles approuvées par le ministre

(3.1) Tout règlement qui prescrit la façon de déterminer le prix de gros moyen d'un véhicule déterminé peut exiger que ce prix soit déterminé à l'aide d'une publication sectorielle approuvée par le ministre.

Mise à disposition des noms des publications approuvées

(3.2) Les noms des publications sectorielles approuvées par le ministre doivent être mis à la disposition du public sur un site Web du gouvernement, et de toute autre manière que le ministre juge appropriée, et rester à la disposition du public.

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE 23
SECURITIES ACT**

1. (1) Subsection 127 (5) of the *Securities Act* is amended by striking out “paragraph 1, 2 or 3” and substituting “paragraph 1, 2, 2.1 or 3”.

(2) Subsection 127 (8) of the Act is amended by striking out “paragraph 2” and substituting “paragraph 2 or 2.1”.

Commencement

2. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

**ANNEXE 23
LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES**

1. (1) Le paragraphe 127 (5) de la *Loi sur les valeurs mobilières* est modifié par remplacement de «la disposition 1, 2 ou 3» par «la disposition 1, 2, 2.1 ou 3».

(2) Le paragraphe 127 (8) de la Loi est modifié par remplacement de «la disposition 2» par «la disposition 2 ou 2.1».

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE 24
SUPPLEMENTARY INTERIM APPROPRIATION
FOR 2016-2017 ACT, 2016**

Interpretation

1. Expressions used in this Act have the same meaning as in the *Financial Administration Act* unless the context requires otherwise.

Additional amounts to be paid or recognized

2. All amounts authorized under section 3 to be paid out of the Consolidated Revenue Fund or recognized as non-cash expenses are in addition to the amounts authorized to be paid out of the Consolidated Revenue Fund or recognized as non-cash expenses under section 2 of the *Interim Appropriation for 2016-2017 Act, 2015*.

Expenses of the public service

3. Pending the voting of supply for the fiscal year ending on March 31, 2017, amounts not exceeding a total of \$2,482,457,600 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund or recognized as non-cash expenses to be applied to the expenses of the public service that are not otherwise provided for.

Charge to proper appropriation

4. All expenditures made or recognized under this Act must be charged to the proper appropriation following the voting of supply for the fiscal year ending on March 31, 2017.

Commencement

5. The Act set out in this Schedule is deemed to have come into force on April 1, 2016.

Short title

6. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Supplementary Interim Appropriation for 2016-2017 Act, 2016*.

**ANNEXE 24
LOI SUPPLÉMENTAIRE DE 2016
PORTANT AFFECTATION ANTICIPÉE
DE CRÉDITS POUR 2016-2017**

Interprétation

1. Les expressions figurant dans la présente loi s'entendent au sens de la *Loi sur l'administration financière*, sauf indication contraire du contexte.

Prélèvement ou comptabilisation de sommes additionnelles

2. Toutes les sommes dont l'article 3 autorise le prélèvement sur le Trésor ou la comptabilisation à titre de frais hors trésorerie s'ajoutent à celles dont l'article 2 de la *Loi de 2015 portant affectation anticipée de crédits pour 2016-2017* autorise le prélèvement sur le Trésor ou la comptabilisation à titre de frais hors trésorerie.

Dépenses de la fonction publique

3. En attendant le vote des crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017, des sommes totalisant un maximum de 2 482 457 600 \$ peuvent être prélevées sur le Trésor ou comptabilisées à titre de frais hors trésorerie et affectées aux dépenses de la fonction publique auxquelles il n'est pas autrement pourvu.

Imputation au crédit approprié

4. Après le vote des crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017, toutes les dépenses effectuées ou comptabilisées en vertu de la présente loi doivent être imputées à l'affectation de crédits appropriée.

Entrée en vigueur

5. La loi figurant à la présente annexe est réputée être entrée en vigueur le 1^{er} avril 2016.

Titre abrégé

6. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi supplémentaire de 2016 portant affectation anticipée de crédits pour 2016-2017*.

**SCHEDULE 25
TAXATION ACT, 2007**

1. Clause 7.1 (3) (b) of the *Taxation Act, 2007* is repealed and the following substituted:

(b) “the highest individual percentage” in subparagraph (i) in the description of A were read as a reference to “the top marginal tax rate”; and

2. (1) Subsection 9 (14) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

Tax credit for unused tuition and education tax credits

(14) An individual is entitled to a tax credit for the year in respect of unused tuition and education tax credits equal to the lesser of,

(2) Subsection 9 (14.1) of the Act is repealed and the following substituted:

Same, taxation years ending after 2017

(14.1) Despite subsection (14), if an individual was resident in a province other than Ontario on December 31, 2017, the amount of the individual’s tax credit for a taxation year that ends after December 31, 2017 in respect of unused tuition and education tax credits is nil.

(3) Subsection 9 (16) of the Act is amended by striking out the portion before the formula and substituting the following:

Education tax credit

(16) If an individual is a qualifying student, as defined in subsection 118.6 (1) of the Federal Act, in respect of a month in a taxation year that ends before January 1, 2018, the individual is entitled to an education tax credit for the year calculated using the formula,

3. Section 93 of the Act is amended by adding the following subsection:

Time for application

(8.1) No amount may be claimed under this section in respect of an eligible product unless an application for certification under subsection (8) is made in respect of the eligible product on or before the later of,

- (a) the day that is 18 months after the end of the taxation year of the corporation in which the development of the eligible product is completed; and
- (b) the day that is six months after November 14, 2016.

4. Subsection 93.1 (7) of the Act is amended by striking out “Subsections 93 (8) to (13)” at the beginning and substituting “Subsections 93 (8) and (9) to (13)”.

**ANNEXE 25
LOI DE 2007 SUR LES IMPÔTS**

1. L’alinéa 7.1 (3) b) de la *Loi de 2007 sur les impôts* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) «le taux d’imposition supérieur» au sous-alinéa (i) de l’élément «A» vaut mention du «taux d’imposition marginal supérieur»;

2. (1) Le paragraphe 9 (14) de la Loi est modifié par remplacement du passage qui précède l’alinéa a) par ce qui suit :

Crédit d’impôt à l’égard des crédits d’impôt pour frais de scolarité et pour études inutilisés

(14) Le particulier a droit, pour l’année, à un crédit d’impôt à l’égard des crédits d’impôt pour frais de scolarité et pour études inutilisés, égal au moins élevé des montants suivants :

(2) Le paragraphe 9 (14.1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem : années d’imposition se terminant après 2017

(14.1) Malgré le paragraphe (14), si le particulier résidait dans une province autre que l’Ontario le 31 décembre 2017, le montant du crédit d’impôt auquel il a droit pour une année d’imposition qui se termine après le 31 décembre 2017 à l’égard des crédits d’impôt pour frais de scolarité et pour études inutilisés est égal à zéro.

(3) Le paragraphe 9 (16) de la Loi est modifié par remplacement du passage qui précède la formule par ce qui suit :

Crédit d’impôt pour études

(16) Le particulier qui est un étudiant admissible, au sens du paragraphe 118.6 (1) de la loi fédérale, à l’égard d’un mois d’une année d’imposition qui se termine avant le 1^{er} janvier 2018 a droit, pour l’année, à un crédit d’impôt pour études, calculé selon la formule suivante :

3. L’article 93 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Délai de présentation de la demande

(8.1) Pour qu’un montant puisse être demandé en vertu du présent article à l’égard d’un produit admissible, la demande d’attestation prévue au paragraphe (8) doit être présentée à l’égard du produit admissible au plus tard le dernier en date des jours suivants :

- a) le jour qui tombe 18 mois après la fin de l’année d’imposition de la société au cours de laquelle le développement du produit admissible est achevé;
- b) le jour qui tombe six mois après le 14 novembre 2016.

4. Le paragraphe 93.1 (7) de la Loi est modifié par remplacement de «Les paragraphes 93 (8) à (13)» par «Les paragraphes 93 (8) et (9) à (13)» au début du paragraphe.

5. (1) The definition of “Canada child tax benefit” in subsection 104 (1) of the Act is repealed.

(2) Subsection 104 (1) of the Act is amended by adding the following definition:

“Canada child benefit” means the Canada child benefit under Subdivision A.1 of Division E of Part I of the Federal Act; (“allocation canadienne pour enfants”)

(3) Subsection 104 (4) of the Act is amended by striking out “or the *Income Tax Act*” in the portion before paragraph 1.

(4) Paragraph 1 of subsection 104 (4) of the Act is amended by striking out “Canada child tax benefit” and substituting “Canada child benefit”.

Commencement

6. (1) Subject to subsections (2) to (4), this Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

(2) Section 1 is deemed to have come into force on January 1, 2016.

(3) Section 2 comes into force on January 1, 2017.

(4) Section 5 is deemed to have come into force on July 1, 2016.

5. (1) La définition de «prestation fiscale canadienne pour enfants» au paragraphe 104 (1) de la Loi est abrogée.

(2) Le paragraphe 104 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«allocation canadienne pour enfants» Allocation canadienne pour enfants prévue par la sous-section A.1 de la section E de la partie I de la loi fédérale. («Canada child benefit»)

(3) Le paragraphe 104 (4) de la Loi est modifié par suppression de «ou de la *Loi de l'impôt sur le revenu*» dans le passage qui précède la disposition 1.

(4) La disposition 1 du paragraphe 104 (4) de la Loi est modifiée par remplacement de «une prestation fiscale canadienne pour enfants» par «une allocation canadienne pour enfants».

Entrée en vigueur

6. (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (4), la présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

(2) L'article 1 est réputé être entré en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

(3) L'article 2 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

(4) L'article 5 est réputé être entré en vigueur le 1^{er} juillet 2016.

**SCHEDULE 26
TOBACCO TAX ACT**

1. (1) Subsection 2.2 (11) of the *Tobacco Tax Act* is amended by striking out “a registration certificate issued under this section” and substituting “a registration certificate issued under this section or a registration certificate issued under section 7”.

(2) Subsection 2.2 (12) of the Act is amended by striking out “who holds a registration certificate issued under this section” in the portion before paragraph 1 and substituting “who holds a registration certificate issued under this section or a registration certificate issued under section 7”.

(3) Subsection 2.2 (13) of the Act is amended by striking out “who holds a registration certificate issued under this section” in the portion before paragraph 1 and substituting “who holds a registration certificate issued under this section or a registration certificate issued under section 7”.

(4) Subsection 2.2 (19) of the Act is repealed and the following substituted:

Offence, subss. (14) and (14.1)

(19) Every person who fails to provide information as required under subsection (14) or (14.1) is guilty of an offence and, on conviction, is liable to the following penalties:

1. A fine of not less than \$10,000 and not more than \$1,000,000, plus an additional fine of not less than \$25 for every kilogram of raw leaf tobacco for which information was not provided as required under subsection (14) or (14.1).
2. A term of imprisonment of not more than two years if the quantity of raw leaf tobacco for which the information was not provided as required under subsection (14) or (14.1) exceeds 3,200 kilograms or if it is not the person’s first conviction under this section.

2. (1) Subsection 2.3 (13) of the Act is repealed and the following substituted:

Offences

(13) Every person who contravenes subsection (1), (2), (3), (4), (5), (6), (7), (8), (9) or (10) is guilty of an offence and on conviction is liable to,

- (a) a fine of not less than \$10,000 and not more than \$1,000,000, plus an additional fine of not less than \$25 for every kilogram of raw leaf tobacco in respect of which the person was convicted of the offence; and

**ANNEXE 26
LOI DE LA TAXE SUR LE TABAC**

1. (1) Le paragraphe 2.2 (11) de la *Loi de la taxe sur le tabac* est modifié par remplacement de «d’un certificat d’inscription délivré en application du présent article» par «d’un certificat d’inscription délivré en application du présent article ou d’un certificat d’inscription délivré en application de l’article 7».

(2) Le paragraphe 2.2 (12) de la Loi est modifié par remplacement de «d’un certificat d’inscription délivré en application du présent article» par «d’un certificat d’inscription délivré en application du présent article ou d’un certificat d’inscription délivré en application de l’article 7» dans le passage qui précède la disposition 1.

(3) Le paragraphe 2.2 (13) de la Loi est modifié par remplacement de «d’un certificat d’inscription délivré en application du présent article» par «d’un certificat d’inscription délivré en application du présent article ou d’un certificat d’inscription délivré en application de l’article 7» dans le passage qui précède la disposition 1.

(4) Le paragraphe 2.2 (19) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Infraction : par. (14) et (14.1)

(19) Toute personne qui ne fournit pas des renseignements conformément aux exigences du paragraphe (14) ou (14.1) est coupable d’une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, des peines suivantes :

1. Une amende d’au moins 10 000 \$ et d’au plus 1 000 000 \$ et une amende supplémentaire égale à au moins 25 \$ par kilogramme de tabac en feuilles pour lequel des renseignements n’ont pas été fournis conformément aux exigences du paragraphe (14) ou (14.1).
2. Une peine d’emprisonnement maximale de deux ans, si la quantité de tabac en feuilles pour lequel les renseignements n’ont pas été fournis conformément aux exigences du paragraphe (14) ou (14.1) dépasse 3 200 kilogrammes ou s’il ne s’agit pas de la première déclaration de culpabilité de la personne au titre du présent article.

2. (1) Le paragraphe 2.3 (13) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Infractions

(13) Toute personne qui contrevient au paragraphe (1), (2), (3), (4), (5), (6), (7), (8), (9) ou (10) est coupable d’une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, des peines suivantes :

- a) une amende d’au moins 10 000 \$ et d’au plus 1 000 000 \$ et une amende supplémentaire égale à au moins 25 \$ par kilogramme de tabac en feuilles à l’égard duquel une personne est déclarée coupable de l’infraction;

(b) a term of imprisonment of not more than two years in addition to the fine and additional fine under clause (a),

(i) if the quantity of raw leaf tobacco in respect of which the person was convicted of the offence exceeds 3,200 kilograms, or

(ii) it is not the person's first conviction under this subsection.

(2) Subsection 2.3 (14) of the Act is repealed and the following substituted:

Penalty

(14) Every person who contravenes subsection (1), (2), (3), (4), (5), (6), (7), (8), (9) or (10) shall pay to the Minister a penalty, when assessed for it, equal to the sum of,

(a) \$25 for every kilogram of raw leaf tobacco the person produced, processed, sold, offered or kept for sale, delivered or caused to be delivered, purchased or received, brought into or caused to be brought into Ontario, took out or caused to be taken out of Ontario or transported in contravention of subsection (1), (2), (3), (4), (5), (6), (7), (8), (9) or (10), as the case may be; and

(b) an amount equal to,

(i) \$2,500, if it is the person's first penalty assessed under this subsection,

(ii) \$5,000 if it is the person's second penalty assessed under this subsection, or

(iii) \$15,000 if the person has been assessed a penalty under this subsection at least two times before.

Assessment, raw leaf tobacco not baled or packaged

(15) In assessing a penalty under subsection (14), the Minister may determine the amount of raw leaf tobacco for the purposes of clause (14) (a) in such manner and form and by such procedure as the Minister considers adequate and expedient if the raw leaf tobacco for which the penalty is being assessed has not yet been baled or packaged.

3. (1) Subsection 2.4 (4) of the Act is amended by striking out paragraph 1 and substituting the following:

1. A fine of not less than \$10,000 and not more than \$1,000,000, plus an additional fine of not less than \$25 for every kilogram of raw leaf tobacco the person possessed in contravention of subsection (1).

(2) Subsection 2.4 (6) of the Act is amended by striking out paragraph 1 and substituting the following:

b) une peine d'emprisonnement maximale de deux ans, en plus de l'amende et de l'amende supplémentaire prévues à l'alinéa a) dans l'un ou l'autre des cas suivants :

(i) la quantité de tabac en feuilles pour lequel la personne a été déclarée coupable de l'infraction dépasse 3 200 kilogrammes,

(ii) il ne s'agit pas de la première déclaration de culpabilité de la personne au titre du présent paragraphe.

(2) Le paragraphe 2.3 (14) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Pénalité

(14) Toute personne qui contrevient au paragraphe (1), (2), (3), (4), (5), (6), (7), (8), (9) ou (10) paie au ministre, quand une cotisation est établie à son égard, une pénalité égale au montant suivant :

a) 25 \$ par kilogramme de tabac en feuilles que la personne a produit, transformé, vendu, mis en vente, gardé pour la vente, livré ou fait livrer, acheté, reçu, introduit ou fait introduire en Ontario, sorti ou fait sortir de l'Ontario ou transporté en contravention au paragraphe (1), (2), (3), (4), (5), (6), (7), (8), (9) ou (10), selon le cas;

b) un montant égal :

(i) à 2 500 \$, s'il s'agit de la première pénalité qui est imposée à la personne au titre du présent paragraphe,

(ii) à 5 000 \$, s'il s'agit de la deuxième pénalité qui est imposée à la personne au titre du présent paragraphe,

(iii) à 15 000 \$, si au moins deux pénalités ont déjà été imposées à la personne au titre du présent paragraphe.

Cotisation : tabac en feuilles non mis en ballots ni emballé

(15) Lorsqu'il établit une cotisation à l'égard d'une pénalité au titre du paragraphe (14), le ministre peut déterminer la quantité de tabac en feuilles pour l'application de l'alinéa (14) a) de la manière, sous la forme et selon la méthode qu'il estime adéquates et opportunes si le tabac en feuilles pour lequel la cotisation est établie n'a pas encore été mis en ballots ou emballé.

3. (1) Le paragraphe 2.4 (4) de la Loi est modifié par remplacement de la disposition 1 par ce qui suit :

1. Une amende d'au moins 10 000 \$ et d'au plus 1 000 000 \$ et une amende supplémentaire égale à au moins 25 \$ par kilogramme de tabac en feuilles dont la personne était en possession en contravention au paragraphe (1).

(2) Le paragraphe 2.4 (6) de la Loi est modifié par remplacement de la disposition 1 par ce qui suit :

1. A fine of not less than \$10,000 and not more than \$1,000,000, plus an additional fine of not less than \$25 for every kilogram of raw leaf tobacco the person brought or caused to be brought into Ontario in contravention of subsection (2).

4. (1) Subsection 3.1 (1) of the Act is amended by striking out “sell, deliver or cause to be delivered” and substituting “sell, offer to sell, deliver or cause to be delivered”.

(2) Section 3.1 of the Act is amended by adding the following subsections:

Offence

(8) Every person who contravenes subsection (1) is guilty of an offence and, on conviction, is liable to a fine of not less than \$500 and not more than \$10,000.

Same

(9) Every person who fails to comply with subsection (4) or with a condition or restriction contained in a retail dealer's permit issued under this section is guilty of an offence and, on conviction, is liable to a fine of not less than \$500 and not more than \$10,000.

Penalty

(10) Every person who operates as a retail dealer without holding a retail dealer's permit issued under this section shall pay a penalty, when assessed for it, of,

- (a) \$500 if it is the person's first penalty assessed under this section;
- (b) \$1,000 if it is the person's second penalty assessed under this section; or
- (c) \$2,500 if the person has been assessed a penalty under this section at least two times before.

Same

(11) Every person who fails to comply with subsection (4) or with a condition or restriction contained in a retail dealer's permit issued under this section shall pay a penalty, when assessed for it, of,

- (a) \$500 if it is the person's first penalty assessed under this section;
- (b) \$1,000 if it is the person's second penalty assessed under this section; or
- (c) \$2,500 if the person has been assessed a penalty under this section at least two times before.

5. Subsection 22.2 (2) of the Act is amended by striking out “prescribed by the Minister”.

6. Subsection 23.0.1 (4) of the Act is amended by striking out paragraph 1 and substituting the following:

1. A fine of not less than \$10,000 and not more than \$1,000,000, plus an additional fine of not less than

1. Une amende d'au moins 10 000 \$ et d'au plus 1 000 000 \$ et une amende supplémentaire égale à au moins 25 \$ par kilogramme de tabac en feuilles que la personne a introduit ou fait introduire en Ontario en contravention au paragraphe (2).

4. (1) Le paragraphe 3.1 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «vendre, livrer ni faire livrer» par «vendre, mettre en vente, livrer ni faire livrer».

(2) L'article 3.1 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Infraction

(8) Quiconque contrevient au paragraphe (1) est coupable d'une infraction et, sur déclaration de culpabilité, est passible d'une amende d'au moins 500 \$ et d'au plus 10 000 \$.

Idem

(9) Quiconque ne se conforme pas au paragraphe (4) ou à une condition ou à une restriction figurant sur un permis de détaillant délivré aux termes du présent article est coupable d'une infraction et, sur déclaration de culpabilité, est passible d'une amende d'au moins 500 \$ et d'au plus 10 000 \$.

Pénalité

(10) Toute personne qui exerce des activités de détaillant sans être titulaire d'un permis de détaillant délivré aux termes du présent article paie, quand une cotisation est établie à son égard, une pénalité égale :

- a) à 500 \$, s'il s'agit de la première pénalité qui est imposée à la personne au titre du présent article;
- b) à 1 000 \$, s'il s'agit de la deuxième pénalité qui est imposée à la personne au titre du présent article;
- c) à 2 500 \$, si au moins deux pénalités ont déjà été imposées à la personne au titre du présent article.

Idem

(11) Quiconque ne se conforme pas au paragraphe (4) ou à une condition ou à une restriction figurant sur un permis de détaillant délivré aux termes du présent article paie, quand une cotisation est établie à son égard, une pénalité égale :

- a) à 500 \$, s'il s'agit de la première pénalité qui est imposée à la personne au titre du présent article;
- b) à 1 000 \$, s'il s'agit de la deuxième pénalité qui est imposée à la personne au titre du présent article;
- c) à 2 500 \$, si au moins deux pénalités ont déjà été imposées à la personne au titre du présent article.

5. Le paragraphe 22.2 (2) de la Loi est modifié par suppression de «prescrits par le ministre».

6. Le paragraphe 23.0.1 (4) de la Loi est modifié par remplacement de la disposition 1 par ce qui suit :

1. Une amende d'au moins 10 000 \$ et d'au plus 1 000 000 \$ et une amende supplémentaire égale à

\$25 for every kilogram of raw leaf tobacco the person disposed of in contravention of subsection (3).

7. Clause 29.1 (6) (a) of the Act is amended by striking out “the same quantity of cigars sold” and substituting “the same quantity of cigars or other tobacco sold”.

8. Subsection 41 (2) of the Act is amended by adding the following clause:

- (c.1) establishing and governing requirements with respect to the baling and packaging of raw leaf tobacco and the labelling of baled or packaged tobacco for persons who are required to hold a registration certificate issued under section 2.2 or 7, including,
 - (i) requiring such a person to supply the markers referred to in clauses 2.4 (1) (b) and (2) (b) to another person,
 - (ii) requiring such a person to provide information to the Minister in respect of any markers the person supplies or receives, and
 - (iii) governing the retention or disposal of damaged or unused markers by such a person;

9. Section 43 of the Act is repealed and the following substituted:

Fees

43. The Minister may make regulations,

- (a) requiring the payment of fees in relation to anything that the Minister is required or authorized to do under this Act;
- (b) prescribing the amount of those fees or the manner of determining those fees;
- (c) prescribing the manner in which and the period within which those fees must be paid.

Commencement

10. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

au moins 25 \$ par kilogramme de tabac en feuilles que la personne a aliéné en contravention au paragraphe (3).

7. L'alinéa 29.1 (6) a) de la Loi est modifié par remplacement de «la même quantité de cigares» par «la même quantité de cigares ou d'autres types de tabac».

8. Le paragraphe 41 (2) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- c.1) établir et régir des exigences à l'égard de la mise en ballots et de l'emballage du tabac en feuilles et de l'étiquetage du tabac mis en ballots ou emballé pour les personnes qui sont tenues d'être titulaires d'un certificat d'inscription délivré en application de l'article 2.2 ou 7, notamment :
 - (i) exiger que ces personnes fournissent les marqueurs visés aux alinéas 2.4 (1) b) et (2) b) à une autre personne,
 - (ii) exiger que ces personnes fournissent des renseignements au ministre à l'égard des marqueurs qu'elles fournissent ou reçoivent,
 - (iii) régir la conservation ou la destruction des marqueurs endommagés ou inutilisés par ces personnes;

9. L'article 43 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Droits

43. Le ministre peut, par règlement :

- a) exiger le paiement de droits relativement à tout ce que la présente loi l'oblige ou l'autorise à faire;
- b) prescrire le montant de ces droits ou la manière d'en établir le montant;
- c) prescrire le mode et le délai de paiement de ces droits.

Entrée en vigueur

10. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

CA 2 ON

XB

B56



2ND SESSION, 41ST LEGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

Bill 70

*(Chapter 37
Statutes of Ontario, 2016)*

**An Act to implement
Budget measures and to enact
and amend various statutes**

The Hon. C. Sousa
Minister of Finance

1st Reading	November 16, 2016
2nd Reading	December 1, 2016
3rd Reading	December 8, 2016
Royal Assent	December 8, 2016

Printed by the Legislative Assembly
of Ontario



2^e SESSION, 41^e LÉGISLATURE, ONTARIO
65 ELIZABETH II, 2016

Projet de loi 70

*(Chapitre 37
Lois de l'Ontario de 2016)*

**Loi visant à mettre en oeuvre
les mesures budgétaires et à édicter
et à modifier diverses lois**

L'honorable C. Sousa
Ministre des Finances

1 ^{re} lecture	16 novembre 2016
2 ^e lecture	1 ^{er} décembre 2016
3 ^e lecture	8 décembre 2016
Sanction royale	8 décembre 2016

Imprimé par l'Assemblée législative
de l'Ontario

EXPLANATORY NOTE

This Explanatory Note was written as a reader's aid to Bill 70 and does not form part of the law. Bill 70 has been enacted as Chapter 37 of the Statutes of Ontario, 2016.

SCHEDULE 1 ALCOHOL AND GAMING REGULATION AND PUBLIC PROTECTION ACT, 1996

Currently, Part II of the *Alcohol and Gaming Regulation and Public Protection Act, 1996* provides for consumer taxes on wine sold at winery retail stores. The taxes consist of a basic tax, a volume tax and an environmental tax. Amendments to Part II impose a phased increase to the basic rate of tax on wine and wine coolers purchased from wine boutiques, which are winery retail stores located inside the shopping area of a grocery store.

Technical amendments are made to the terminology relating to wine taxes. The method of calculating the retail price of wine is re-enacted to parallel the detailed calculation for determining the retail price of spirits.

The Act is also amended to provide that as of July 1, 2017, purchases of spirits from stores operated by a spirits manufacturer are subject to a basic tax, a volume tax and an environmental tax. Manufacturers may distribute, without charge, up to 1,250 litres of spirits in each year exempt from tax. Amendments are made to provide for the collection of the taxes on spirits.

Finally, the Act is amended with respect to microbrewers retaining their status as microbrewers while entering into agreements or arrangements with beer manufacturers that are not microbrewers in limited circumstances.

SCHEDULE 2 ASSESSMENT ACT

The *Assessment Act* is amended to allow the Minister of Finance to make regulations setting out a different method for determining the amount owed by the operators of a public utility. The information disclosure offence in subsection 53 (1) is amended to apply only to information collected under the Act or to information collected pursuant to an assessment appeal or a court proceeding involving an assessment matter.

SCHEDULE 3 CITY OF TORONTO ACT, 2006

Section 278 of the *City of Toronto Act, 2006* currently sets out mandatory reductions in tax rates for subclasses of real property. The percentages are set out in the statute and may be modified by the City's by-laws. Amendments are made to the ability of the City to make these by-laws and to choose reductions within prescribed ranges. The City is also allowed to choose that no reductions apply if authorized to do so by the regulations.

Sections 279, 329 and 331 of the Act allow for the use of graduated tax rates and provide for charity rebates and vacant unit rebates for property in the commercial classes and industrial classes. The sections are amended to permit the Minister of Finance to make regulations providing that the sections may apply to additional property classes not already prescribed under the Act.

NOTE EXPLICATIVE

La note explicative, rédigée à titre de service aux lecteurs du projet de loi 70, ne fait pas partie de la loi. Le projet de loi 70 a été édicté et constitue maintenant le chapitre 37 des Lois de l'Ontario de 2016.

ANNEXE 1 LOI DE 1996 SUR LA RÉGLEMENTATION DES ALCOOLS ET DES JEUX ET LA PROTECTION DU PUBLIC

À l'heure actuelle, la partie II de la *Loi de 1996 sur la réglementation des alcools et des jeux et la protection du public* prévoit des taxes à la consommation sur le vin vendu dans les magasins de détail d'établissement vinicole. Il s'agit d'une taxe de base, d'une taxe sur le volume et d'une taxe écologique. Des modifications apportées à la partie II imposent une augmentation progressive du taux de la taxe de base sur le vin ou le vin panaché acheté dans les boutiques de vins, c'est-à-dire les magasins de détail d'établissement vinicole situés dans l'espace commercial d'une épicerie.

Des modifications de forme sont apportées à la terminologie des taxes sur le vin. La méthode de calcul du prix de détail du vin est rééditée pour suivre le modèle de calcul détaillé du prix de détail des spiritueux.

La Loi est également modifiée pour prévoir qu'à compter du 1^{er} juillet 2017, les achats de spiritueux dans les magasins exploités par un fabricant de spiritueux soient assujettis à une taxe de base, à une taxe sur le volume et à une taxe écologique. Les fabricants peuvent distribuer sans frais jusqu'à 1 250 litres de spiritueux par année sans avoir à payer de taxes. Des modifications sont en outre apportées pour prévoir la perception des taxes sur les spiritueux.

Enfin, la Loi est modifiée en ce qui a trait au fait que, dans certaines circonstances restreintes, les microbrasseurs conservent leur statut de microbrasseurs lorsqu'ils concluent des ententes ou des arrangements avec des fabricants de bière qui ne sont pas des microbrasseurs.

ANNEXE 2 LOI SUR L'ÉVALUATION FONCIÈRE

La *Loi sur l'évaluation foncière* est modifiée pour autoriser le ministre des Finances à établir, par règlement, un mode différent de calcul de la somme que doivent verser les exploitants de service public. Une autre modification touche l'infraction, prévue au paragraphe 53 (1), qui résulte de la divulgation de renseignements. Cette infraction ne concernera désormais que les renseignements recueillis en vertu de la Loi ou ceux recueillis dans le cadre d'un appel au sujet d'une évaluation ou d'une instance judiciaire concernant une question d'évaluation.

ANNEXE 3 LOI DE 2006 SUR LA CITÉ DE TORONTO

L'article 278 de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* prévoit des réductions obligatoires des taux d'imposition pour certaines sous-catégories de biens immeubles. Les pourcentages fixés dans la Loi peuvent être modifiés par règlements municipaux. Des modifications sont apportées à la capacité de la cité d'adopter ces règlements et de choisir des réductions se situant dans les fourchettes prescrites. Si les règlements l'y autorisent, la cité peut également choisir qu'aucune réduction ne s'applique.

Les articles 279, 329 et 331 de la Loi autorisent l'application de taux d'imposition progressifs et prévoient des remises en faveur des organismes de bienfaisance et des remises à l'égard des locaux vacants pour les biens qui appartiennent aux catégories commerciales et aux catégories industrielles. Ces articles sont modifiés afin de permettre au ministre des Finances de prévoir, par règlement, qu'ils peuvent s'appliquer à d'autres catégories de biens non encore prescrites en vertu de la Loi.

Part XII of the Act provides for tax capping on business properties. Various sections within the Part are amended to permit the Minister of Finance to make regulations providing that the Part may apply to additional property classes not already prescribed under the Act. Additional amendments permit regulations made under the Part to provide that they do not apply in the City unless the City opts to have them apply.

Currently, subsection 309 (3) provides for regulations relating to the form and content of tax bills, including information that the bills must contain. An amendment to the subsection would provide that such regulations could set out the method of calculating information relating to tax changes shown on bills. An additional amendment would permit regulations made under the subsection to provide that they do not apply in the City unless the City opts to have them apply.

SCHEDULE 4 COMMODITY FUTURES ACT

The *Commodity Futures Act* is amended by adding a new Part XII.1, which prohibits reprisals against employees for providing information about a possible contravention of Ontario commodity futures law, or a by-law or other regulatory instrument of a recognized self-regulatory organization, or for being involved in an investigation or proceeding related to the information provided.

SCHEDULE 5 CREDIT UNIONS AND CAISSES POPULAIRES ACT, 1994

The Schedule makes the following amendments to the *Credit Unions and Caisses Populaires Act, 1994*:

1. The condition that a credit union can only participate in loan syndications if the borrower is a member of an Ontario credit union that is one of the lenders in the loan syndicate is repealed. This will allow credit unions to participate in syndicated loans outside Ontario.
2. References in the Act to classes of credit unions are repealed.
3. The power of the Deposit Insurance Corporation of Ontario to define "deposit" for the purposes of deposit insurance is repealed.
4. The Lieutenant Governor in Council is authorized to make regulations that set out different deposit insurance limits for different insurable deposits.
5. The Superintendent of Financial Services is permitted to register credit unions from other parts of Canada to allow them to participate in syndicated loans under the Act.

SCHEDULE 6 CROWN EMPLOYEES COLLECTIVE BARGAINING ACT, 1993

The *Crown Employees Collective Bargaining Act, 1993* is amended as follows:

Section 23 of the Act is amended to set out a list of designated bargaining units for public servants. Consequential amendments are made to the bargaining agent provisions.

The Act is amended by adding a new Part III.1, which sets out a mandatory interest arbitration regime for the Correctional Bargaining Unit. The Unit is required to settle a dispute by arbitra-

La partie XII de la Loi prévoit le plafonnement de l'impôt sur les biens d'entreprise. Plusieurs de ses articles sont modifiés pour permettre au ministre des Finances de prendre des règlements prévoyant que cette partie peut s'appliquer à d'autres catégories de biens non encore prescrites en vertu de la Loi. D'autres modifications sont apportées pour que les règlements pris en vertu de cette partie puissent prévoir leur application dans la cité uniquement si elle en fait le choix.

À l'heure actuelle, le paragraphe 309 (3) prévoit la prise de règlements concernant la forme et le contenu des relevés d'imposition, notamment les renseignements qui doivent y figurer. Une modification apportée à ce paragraphe prévoit que ces règlements peuvent énoncer le mode de calcul des données sur les modifications d'impôts figurant dans les relevés. Une autre modification est apportée pour que les règlements pris en vertu de ce paragraphe puissent prévoir leur application dans la cité uniquement si elle en fait le choix.

ANNEXE 4 LOI SUR LES CONTRATS À TERME SUR MARCHANDISES

La *Loi sur les contrats à terme sur marchandises* est modifiée par adjonction de la nouvelle partie XII.1, qui interdit l'exercice de représailles contre des employés parce qu'ils ont fourni des renseignements concernant une contravention possible au droit ontarien des contrats à terme sur marchandises ou à un règlement administratif ou autre instrument réglementaire d'un organisme d'autoréglementation reconnu ou qu'ils ont participé à une enquête ou une instance relative aux renseignements fournis.

ANNEXE 5 LOI DE 1994 SUR LES CAISSES POPULAIRES ET LES CREDIT UNIONS

L'annexe apporte les modifications suivantes à la *Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions* :

1. La condition selon laquelle les caisses ne peuvent participer à des syndications de prêt que si l'emprunteur est un sociétaire d'une caisse ontarienne qui est elle-même un des prêteurs membres du syndicat est abrogée. Cette mesure permettra aux caisses de participer à des prêts syndiqués à l'extérieur de l'Ontario.
2. Les mentions dans la loi des catégories de caisses populaires sont abrogées.
3. Le pouvoir qu'a la Société ontarienne d'assurance-dépôts de définir le terme «dépôt» pour les besoins de l'assurance-dépôts est abrogé.
4. Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à prendre des règlements qui fixent des plafonds d'assurance-dépôts différents selon les types de dépôt assurables.
5. Le surintendant des services financiers peut inscrire des caisses populaires d'autres régions du Canada pour leur permettre de participer à des prêts syndiqués au titre de la Loi.

ANNEXE 6 LOI DE 1993 SUR LA NÉGOCIATION COLLECTIVE DES EMPLOYÉS DE LA COURONNE

Les modifications suivantes sont apportées à la *Loi de 1993 sur la négociation collective des employés de la Couronne* :

La nouvelle version de l'article 23 de la Loi énonce la liste des unités de négociation désignées pour les fonctionnaires. Des modifications corrélatives sont apportées aux dispositions portant sur l'agent négociateur.

La partie III.1 est ajoutée à la Loi. Cette nouvelle partie prévoit un régime d'arbitrage obligatoire des différends pour l'Unité de négociation des services correctionnels. Cette unité doit régler

tion if a conciliation officer appointed under the *Labour Relations Act, 1995* is unable to effect a collective agreement. The arbitration procedure is provided for in the new Part.

The Minister is given regulation-making powers relating to the mandatory interest arbitration regime.

SCHEDULE 7 FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

The *Financial Administration Act* permits the Lieutenant Governor in Council to use loans or securities to raise money for refinancing loans and securities. The Schedule amends the way that the Lieutenant Governor in Council's order authorizes the refinancing, so that it states a maximum aggregate amount. For the purpose of specifying the maximum aggregate amount in Canadian dollars, the Minister of Finance may approve a method of calculating the conversion into Canadian dollars of the amount necessary for refinancing a loan or security that is denominated in a foreign currency.

Also, when money is raised in a foreign currency, the conversion of the amount raised is based on the spot exchange rate rather than the noon spot exchange rate.

SCHEDULE 8 FINANCIAL SERVICES REGULATORY AUTHORITY OF ONTARIO ACT, 2016

The Schedule enacts the *Financial Services Regulatory Authority of Ontario Act, 2016*. Section 2 establishes the Financial Services Regulatory Authority of Ontario as a corporation without share capital. The Authority will be a Crown agent.

The object of the Authority is to regulate the regulated sectors as defined in the *Financial Services Commission of Ontario Act, 1997* (section 3). The Authority is required to work with the Minister to prepare for the Authority to carry out that regulatory function (section 4).

Section 5 deals with the provision of information from the Financial Services Commission of Ontario ("FSCO"), the Superintendent of Financial Services and the Deposit Insurance Corporation of Ontario ("DICO") for the purpose of the preparation described above and the transition from that regulatory function being carried out by FSCO, the Superintendent of Financial Services and DICO to that function being carried out by the Authority.

Sections 8 to 10 deal with the directors and employees of the Authority. The directors are appointed by the Lieutenant Governor in Council on the recommendation of the Minister (subsection 8 (3)).

Sections 11 to 18 deal with financial matters. The revenues and investments of the Authority will not form part of the Consolidated Revenue Fund (subsection 11 (1)). Sections 15 and 16 provide for assessments of entities in the regulated sectors to pay for certain expenses and expenditures of the Authority and the Ministry.

The new Act also provides for certain immunities for directors, employees and agents of the Authority and for related matters (sections 19 and 20) and for regulations (section 21).

SCHEDULE 9 FIRE PROTECTION AND PREVENTION ACT, 1997

Sections 49 and 50 of the *Fire Protection and Prevention Act, 1997*, which provide for conciliation during the collective bargaining process, are repealed. The new section 49 provides for the referral of matters in dispute to arbitration. Section 50.5 of the Act is amended to provide that in making a decision, the

tout différend par arbitrage si le conciliateur désigné en application de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* ne parvient pas à conclure une convention collective. La nouvelle partie de la Loi prévoit aussi la procédure d'arbitrage.

Des pouvoirs réglementaires sont attribués au ministre relativement au régime d'arbitrage obligatoire des différends.

ANNEXE 7 LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE

La *Loi sur l'administration financière* autorise le lieutenant-gouverneur en conseil à contracter des emprunts ou à émettre des valeurs mobilières pour réunir les sommes nécessaires au refinancement d'emprunts ou de valeurs mobilières. L'annexe modifie la façon dont le décret du lieutenant-gouverneur en conseil autorise le refinancement, afin qu'il précise un montant total maximal. Pour que ce montant total maximal soit précisé en dollars canadiens, le ministre des Finances peut approuver la méthode de conversion en dollars canadiens de la somme nécessaire au refinancement d'un emprunt ou d'une valeur mobilière libellé dans une devise étrangère.

De plus, lorsqu'une somme est réunie dans une devise étrangère, sa conversion s'effectue en fonction du cours au comptant plutôt qu'en fonction du cours du comptant à midi.

ANNEXE 8 LOI DE 2016 SUR L'OFFICE ONTARIEN DE RÉGLEMENTATION DES SERVICES FINANCIERS

L'annexe édicte la *Loi de 2016 sur l'Office ontarien de réglementation des services financiers*. L'article 2 crée l'Office ontarien de réglementation des services financiers en tant que personne morale sans capital-actions. L'Office sera un mandataire de la Couronne.

L'Office a pour mission de réglementer les secteurs réglementés, au sens de la *Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l'Ontario* (article 3). L'Office doit collaborer avec le ministre pour se préparer à prendre en charge la mission de réglementation (article 4).

L'article 5 porte sur la communication de renseignements par la Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO), le surintendant des services financiers et la Société ontarienne d'assurance-dépôts (SOAD) dans le cadre de la préparation susmentionnée et de la transition à effectuer pour que l'Office puisse exercer les fonctions de réglementation qu'exercent actuellement la CSFO, le surintendant et la SOAD.

Les articles 8 à 10 portent sur les administrateurs et les employés de l'Office. Les administrateurs sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre (paragraphe 8 (3)).

Les articles 11 à 18 portent sur les questions financières. Les revenus et les placements de l'Office ne feront pas partie du Trésor (paragraphe 11 (1)). Les articles 15 et 16 prévoient l'imposition d'une cotisation aux entités des secteurs réglementés afin de payer certains des frais et dépenses engagés par l'Office et le ministère.

La nouvelle loi prévoit également l'immunité des administrateurs, employés et mandataires de l'Office dans certains cas et des questions connexes (articles 19 et 20) ainsi que la prise de règlements (article 21).

ANNEXE 9 LOI DE 1997 SUR LA PRÉVENTION ET LA PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

Les articles 49 et 50 de la *Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie*, qui prévoient le recours à la conciliation pendant la négociation collective, sont abrogés. Le nouvel article 49 prévoit la soumission des questions en litige à l'arbitrage. L'article 50.5 de la Loi est modifié pour prévoir que,

board of arbitration may not refer matters in dispute back to the parties to the arbitration. Technical amendments are also made, and transitional matters are provided for.

SCHEDULE 10 INSURANCE ACT

Currently under subsection 282 (1) of the *Insurance Act*, the Lieutenant Governor in Council may assess automobile insurers for expenses and expenditures of the Licence Appeal Tribunal relating to the resolution of statutory accident benefits disputes. Insurers are required to pay the amount assessed against them. Insurers who fail to pay their assessment can have their licence cancelled or suspended by the Superintendent. The Schedule adds a new subsection 282 (4.1) providing that the unpaid amount of an assessment is a debt due to the Crown which may be recovered by action or by any other remedy or procedure available by law to the Crown. An amendment is also made to correct a reference in subsection 197 (2).

SCHEDULE 11 INTERIM APPROPRIATION FOR 2017-2018 ACT, 2016

The Schedule enacts the *Interim Appropriation for 2017-2018 Act, 2016*, which authorizes expenditures pending the voting of supply for the fiscal year ending on March 31, 2018 up to specified maximum amounts. All expenditures made or recognized under the Act must be charged to the proper appropriation following the voting of supply for the fiscal year ending on March 31, 2018.

SCHEDULE 12 INVESTMENT MANAGEMENT CORPORATION OF ONTARIO ACT, 2015

Currently, subsection 12 (1) of the *Investment Management Corporation of Ontario Act, 2015* requires the board of directors to manage and supervise the activities and affairs of the Corporation. The subsection is amended to require the board to manage or supervise the management of the activities and affairs of the Corporation.

Clause 14 (f) of the Act, which currently prevents the board of directors from delegating its power to establish investment policies, standards and procedures, is repealed.

SCHEDULE 13 LAND TRANSFER TAX ACT

Currently under section 2 of the *Land Transfer Tax Act*, tax of 1.5 per cent is payable on the value of the consideration for a conveyance that exceeds \$250,000. If the conveyance is a conveyance of land that contains at least one and not more than two single family residences, tax is payable at the total rate of 2 per cent on the value of the consideration that exceeds \$400,000. Section 2 of the Act is amended to provide that tax of 2 per cent is payable on the value of the consideration for a conveyance that exceeds \$400,000 if the conveyance is tendered for registration on or after January 1, 2017. Section 2 is also amended to provide that tax of 2.5 per cent is payable on the value of the consideration for a conveyance that exceeds \$2,000,000 if the conveyance is a conveyance of land that contains at least one and not more than two single family residences and if the conveyance is tendered for registration on or after January 1, 2017. Certain exceptions are provided for and complementary technical amendments are also made.

The Act is amended by adding new sections 5.0.1 and 5.0.2, which provide for the collection and use of information in certain circumstances.

lorsqu'il rend une décision, le conseil d'arbitrage ne peut pas renvoyer les questions en litige aux parties à l'arbitrage. Des modifications de forme sont également apportées et des questions transitoires sont prévues.

ANNEXE 10 LOI SUR LES ASSURANCES

Le paragraphe 282 (1) de la *Loi sur les assurances* prévoit que le lieutenant-gouverneur en conseil peut fixer à l'intention des assureurs automobiles une cotisation à l'égard des frais et dépenses du Tribunal d'appel en matière de permis qui sont liés au règlement des différends portant sur les indemnités d'accident légales. Les assureurs sont tenus de payer le montant de leur cotisation. Le surintendant peut suspendre ou annuler le permis de ceux qui ne paient pas leur cotisation. L'annexe ajoute le paragraphe 282 (4.1). Ce nouveau paragraphe prévoit que le montant impayé d'une cotisation constitue une créance de la Couronne, qui peut être recouvrée au moyen d'une action ou de tout autre recours ou procédure dont peut se prévaloir la Couronne. Une modification est également apportée au paragraphe 197 (2) pour corriger un renvoi.

ANNEXE 11 LOI DE 2016 PORTANT AFFECTATION ANTICIPÉE DE CRÉDITS POUR 2017-2018

L'annexe édicte la *Loi de 2016 portant affectation anticipée de crédits pour 2017-2018*, laquelle autorise l'engagement de dépenses, jusqu'à concurrence de plafonds déterminés, en attendant le vote des crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018. Après ce vote, toutes les dépenses effectuées ou comptabilisées en vertu de la Loi doivent être imputées à l'affectation de crédits approuvée.

ANNEXE 12 LOI DE 2015 SUR LA SOCIÉTÉ ONTARIENNE DE GESTION DES PLACEMENTS

Dans sa version actuelle, le paragraphe 12 (1) de la *Loi de 2015 sur la Société ontarienne de gestion des placements* exige que le conseil d'administration assure la direction et la surveillance des activités et des affaires internes de la Société. Ce paragraphe est modifié pour exiger que le conseil d'administration gère les activités et les affaires internes de la Société ou en surveille la gestion.

L'alinéa 14 f) de la Loi, qui interdit au conseil d'administration de déléguer son pouvoir d'établir des politiques, des normes et des procédures en matière de placement, est abrogé.

ANNEXE 13 LOI SUR LES DROITS DE CESSION IMMOBILIÈRE

À l'heure actuelle, l'article 2 de la *Loi sur les droits de cession immobilière* prévoit que des droits de 1,5 % doivent être payés sur la tranche supérieure à 250 000 \$ de la valeur de la contrepartie versée pour une cession. Si l'objet de la cession est un bien-fonds qui comporte au moins une habitation unifamiliale, mais pas plus de deux, le taux total des droits à acquitter sur la tranche supérieure à 400 000 \$ est de 2 %. L'article 2 est modifié pour prévoir que des droits de 2 % doivent être payés sur la tranche supérieure à 400 000 \$ de la valeur de la contrepartie versée pour une cession si celle-ci est présentée à l'enregistrement le 1^{er} janvier 2017 ou après cette date. Cet article est également modifié pour prévoir que des droits de 2,5 % doivent être payés sur la tranche supérieure à 2 000 000 \$ de la valeur de la contrepartie versée pour une cession si l'objet de la cession est un bien-fonds qui comporte au moins une habitation unifamiliale, mais pas plus de deux, et que la cession est présentée à l'enregistrement le 1^{er} janvier 2017 ou après cette date. Des exceptions sont prévues et des modifications de forme complémentaires sont également apportées à la Loi.

La Loi est modifiée par adjonction des articles 5.0.1 et 5.0.2, qui prévoient la collecte et l'utilisation de renseignements dans certaines circonstances.

Section 9.2 of the Act, which provides for a land transfer tax refund for certain first time home purchasers, is amended to provide that, for conveyances or dispositions of qualifying homes that occur on or after January 1, 2017, the refund is only available to Canadian citizens and permanent residents of Canada. Section 9.2 is also amended to provide that the maximum amount of the refund is \$4,000 if the conveyance or disposition of the home occurs after December 31, 2016.

SCHEDULE 14 MINISTRY OF REVENUE ACT

The new section 11.5 of the *Ministry of Revenue Act* allows the Minister to collect and analyse certain information for the purpose of administering and enforcing tax laws, and to conduct related policy, statistical and risk analyses. The Minister is also permitted to enter into an agreement with the Canada Revenue Agency providing for disclosure of certain information.

SCHEDULE 15 MUNICIPAL ACT, 2001

Currently, subsection 218 (1) of the *Municipal Act, 2001* sets out rules governing changes to the composition of an upper-tier municipality's council. The rule in paragraph 2 of that subsection provides that the head of council shall be elected by general vote or by appointment by the members of council. A rule is added providing that the head of council of every regional municipality, other than the County of Oxford, shall be elected by general vote.

A new section 218.1 of the Act specifies that for the regular election in 2018, the head of council of a regional municipality, other than the County of Oxford, shall be elected by general vote. A consequential amendment is made to section 221.

Section 313 of the Act currently sets out mandatory reductions in tax rates for subclasses of real property. The percentages are set out in the statute and may be modified by municipal by-laws. Amendments are made to the ability of municipalities to make these by-laws and to choose reductions within prescribed ranges. Municipalities are also allowed to choose that no reductions apply if authorized to do so by the regulations.

Sections 314, 361 and 364 of the Act allow for the use of graduated tax rates and provide for charity rebates and vacant unit rebates for property in the commercial classes and industrial classes. The sections are amended to permit the Minister of Finance to make regulations providing that the sections may apply to additional property classes not already prescribed under the Act.

Part IX of the Act provides for tax capping on business properties. Various sections within the Part are amended to permit the Minister of Finance to make regulations providing that the Part may apply to additional property classes not already prescribed under the Act. Additional amendments permit regulations made under the Part to provide that they do not apply in a municipality unless the municipality opts to have them apply. An upper-tier municipality would be permitted to delegate this decision to its lower-tiers.

Currently, subsection 344 (3) provides for regulations relating to the form and content of tax bills, including information that the bills must contain. An amendment to the subsection would provide that such regulations could set out the method of calculating information relating to tax changes shown on bills. An additional amendment would permit regulations made under the subsection to provide that they do not apply in a municipality unless the municipality opts to have them apply. An upper-tier

L'article 9.2 de la Loi, qui prévoit le remboursement des droits de cession immobilière pour certains acheteurs d'un premier logement, est modifié pour prévoir que, dans le cas des cessions ou aliénations de logements admissibles qui ont lieu le 1^{er} janvier 2017 ou après cette date, ce remboursement n'est offert qu'aux citoyens canadiens et aux résidents permanents du Canada. L'article 9.2 est également modifié pour prévoir que le montant maximal du remboursement est de 4 000 \$ si la cession ou l'aliénation du logement a lieu après le 31 décembre 2016.

ANNEXE 14 LOI SUR LE MINISTÈRE DU REVENU

Le nouvel article 11.5 de la *Loi sur le ministère du Revenu* autorise le ministre à recueillir et à analyser certains renseignements pour assurer l'application et l'exécution des lois fiscales ainsi qu'à effectuer, à cet égard, des analyses de politiques, de statistiques et de risques. Le ministre est également autorisé à conclure avec l'Agence du revenu du Canada un accord prévoyant la divulgation de certains renseignements.

ANNEXE 15 LOI DE 2001 SUR LES MUNICIPALITÉS

À l'heure actuelle, le paragraphe 218 (1) de la *Loi de 2001 sur les municipalités* énonce les règles qui régissent les changements dans la composition du conseil d'une municipalité de palier supérieur. La règle énoncée à la disposition 2 de ce paragraphe prévoit que le président du conseil est élu au scrutin général ou est nommé par les membres du conseil. Une règle est ajoutée pour prévoir que le président du conseil de chaque municipalité régionale, autre que le comté d'Oxford, est élu au scrutin général.

Le nouvel article 218.1 de la Loi précise qu'en ce qui concerne les élections ordinaires de 2018 le président du conseil de chaque municipalité régionale, autre que le comté d'Oxford, sera élu au scrutin général. Une modification corrélative est apportée à l'article 221.

L'article 313 de la Loi prévoit des réductions obligatoires des taux d'imposition pour certaines sous-catégories de biens immeubles. Les pourcentages fixés dans la Loi peuvent être modifiés par règlements municipaux. Des modifications sont apportées à la capacité des municipalités d'adopter ces règlements et de choisir des réductions se situant dans les fourchettes prescrites. Si les règlements les y autorisent, les municipalités peuvent également choisir qu'aucune réduction ne s'applique.

Les articles 314, 361 et 364 de la Loi autorisent l'application de taux d'imposition progressifs et prévoient des remises en faveur des organismes de bienfaisance et des remises à l'égard des locaux vacants pour les biens qui appartiennent aux catégories commerciales et aux catégories industrielles. Ces articles sont modifiés afin de permettre au ministre des Finances de prévoir, par règlement, qu'ils peuvent s'appliquer à d'autres catégories de biens non encore prescrites en vertu de la Loi.

La partie IX de la Loi prévoit le plafonnement de l'impôt sur les biens d'entreprise. Plusieurs de ses articles sont modifiés pour permettre au ministre des Finances de prendre des règlements prévoyant que cette partie peut s'appliquer à d'autres catégories de biens non encore prescrites en vertu de la Loi. D'autres modifications sont apportées pour que les règlements pris en vertu de cette partie puissent prévoir leur application uniquement dans les municipalités qui en font le choix. Les municipalités de palier supérieur pourront déléguer cette décision à leurs municipalités de palier inférieur.

À l'heure actuelle, le paragraphe 344 (3) prévoit la prise de règlements concernant la forme et le contenu des relevés d'imposition, notamment les renseignements qui doivent y figurer. Une modification apportée à ce paragraphe prévoit que ces règlements peuvent énoncer le mode de calcul des données sur les modifications d'impôts figurant dans les relevés. Une autre modification est apportée pour que les règlements pris en vertu de ce paragraphe puissent prévoir leur application uniquement

municipality would be permitted to delegate this decision to its lower-tiers.

SCHEDULE 16 OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY ACT

The Schedule amends the *Occupational Health and Safety Act* to give the Chief Prevention Officer the power to accredit health and safety management systems, and to give recognition to employers who use accredited health and safety management systems. The Chief Prevention Officer may also establish standards and criteria that must be met by health and safety management systems or employers in order to receive accreditation or recognition. Related amendments are also made.

SCHEDULE 17 ONTARIO COLLEGE OF TRADES AND APPRENTICESHIP ACT, 2009

The Schedule makes various amendments to the *Ontario College of Trades and Apprenticeship Act, 2009*. The significant amendments are as follows:

1. The College of Trades Appointments Council is continued as the College of Trades Appointments Council and Classification Roster. The modified body has two branches, the Appointments Council and the Classification Roster. The branch known as the Appointments Council has the same duties as the current College of Trades Appointments Council. The main duty of the branch known as the Classification Roster is to determine matters relating to the classification or reclassification of trades as voluntary or compulsory. This function is currently performed by review panels established by the Ontario College of Trades.
2. The Schedule also provides that a classification panel may determine which practices within the scope of practice for a compulsory trade should constitute engaging in the practice of the trade for the purposes of enforcing sections 2 and 4 of the Act.
3. The Schedule includes provisions setting out how trades may be referred to a classification panel, the procedures that apply upon a referral and addresses other related matters.
4. A new Part is added to the Act providing for the issuance of notices of contravention requiring a person to pay an administrative penalty. The Part sets out factors that must be considered before a notice of contravention may be issued, such as the risk of harm to the public and other persons, and the scopes of practice of relevant trades. A person who receives a notice of contravention may apply for a review of the notice by the Ontario Labour Relations Board. Provisions are included regarding the conduct of a review and the enforcement of an administrative penalty.
5. The Schedule includes a provision that requires that the Ontario College of Trades establish a compliance and enforcement policy and a Compliance and Enforcement Committee to advise the Board on addressing compliance and enforcement issues in respect of matters within the jurisdiction of the College.

dans les municipalités qui en font le choix. Les municipalités de palier supérieur pourront déléguer cette décision à leurs municipalités de palier inférieur.

ANNEXE 16 LOI SUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL

L'annexe modifie la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* pour donner au directeur général de la prévention le pouvoir d'accréditer des systèmes de gestion de la santé et de la sécurité et d'accorder une reconnaissance aux employeurs qui utilisent des systèmes de gestion de la santé et de la sécurité accrédités. Le directeur général de la prévention peut également établir les normes et les critères auxquels doivent satisfaire les systèmes de gestion de la santé et de la sécurité ou les employeurs pour recevoir l'accréditation ou la reconnaissance. Des modifications connexes sont également apportées à la Loi.

ANNEXE 17 LOI DE 2009 SUR L'ORDRE DES MÉTIERS DE L'ONTARIO ET L'APPRENTISSAGE

L'annexe apporte diverses modifications à la *Loi de 2009 sur l'Ordre des métiers de l'Ontario et l'apprentissage*. Les modifications importantes sont les suivantes :

1. Le Conseil des nominations de l'Ordre des métiers est prorogé sous le nom de Conseil des nominations et Registre du classement de l'Ordre des métiers. L'organisme modifié comporte deux composantes : le Conseil des nominations et le Registre du classement. La composante appelée Conseil des nominations a les mêmes fonctions que l'actuel Conseil des nominations de l'Ordre des métiers. La principale fonction de la composante appelée Registre du classement est de trancher les questions relatives au classement ou au reclassement des métiers comme métier à accréditation facultative ou obligatoire. Cette fonction est actuellement exercée par des comités d'examen créés par l'Ordre des métiers de l'Ontario.
2. L'annexe prévoit également qu'un comité de classement peut déterminer quelles activités relevant du champ d'exercice d'un métier à accréditation obligatoire devraient constituer l'exercice du métier pour l'application des articles 2 et 4 de la Loi.
3. L'annexe comprend des dispositions énonçant la façon dont les métiers peuvent être renvoyés à un comité de classement ainsi que les processus applicables en cas de renvoi, et traite d'autres questions connexes.
4. Une nouvelle partie est ajoutée à la Loi afin de prévoir la délivrance d'avis de contravention exigeant d'une personne qu'elle paie une pénalité administrative. Cette partie énonce les facteurs qu'il faut prendre en compte avant de délivrer un avis de contravention, notamment l'existence d'un risque de préjudice pour le public ou d'autres personnes et les champs d'exercice des métiers pertinents. La personne qui reçoit un avis de contravention peut en demander la révision par la Commission des relations de travail de l'Ontario. Des dispositions sont incluses concernant la conduite d'une révision et l'exécution d'une pénalité administrative.
5. L'annexe comprend une disposition qui exige que l'Ordre des métiers de l'Ontario établisse, d'une part, une politique d'observation et d'application des mesures législatives et, d'autre part, un Comité d'observation et d'application des mesures législatives chargé de conseiller le conseil sur la façon de régler les problèmes d'observation et d'application des mesures législatives à l'égard des questions relevant de l'Ordre.

6. Related regulation-making powers are added or amended.

**SCHEDULE 18
ONTARIO RETIREMENT PENSION PLAN
LEGISLATION REPEAL ACT, 2016**

The Act set out in this Schedule does the following:

1. Dissolves the Ontario Retirement Pension Plan Administration Corporation.
2. Transfers the dissolved Corporation's assets and liabilities to the Crown in right of Ontario.
3. Grants immunity to former directors, officers and employees of the dissolved Corporation for any act or omission done in good faith in the performance or exercise or intended performance or exercise of their duties and powers.
4. Repeals the *Ontario Retirement Pension Plan Act, 2015*, the *Ontario Retirement Pension Plan Administration Corporation Act, 2015* and the *Ontario Retirement Pension Plan Act (Strengthening Retirement Security for Ontarians), 2016*.
5. Makes consequential amendments to various Acts.

**SCHEDULE 19
PENSION BENEFITS ACT**

The *Pension Benefits Act* is amended. Here are some highlights.

Currently, section 42 of the Act provides certain portability options to a former member of a pension plan. In the circumstances set out in that section, a former member can require the administrator of the former member's pension plan to pay an amount equal to the commuted value of the person's deferred pension to another pension plan, to a prescribed retirement savings arrangement or for the purchase of a life annuity. The Schedule amends the Act to provide that section 42 also applies, with necessary modifications, to a retired member who is entitled to begin to receive a pension from the pension fund by virtue of having reached the normal retirement date under the pension plan but who has not yet elected to receive the pension, if the pension plan so permits. Technical consequential changes are made to the current and unproclaimed versions of subsection 1.1 (4) of the Act.

The Schedule also amends the Act to require the approval of the Superintendent of Financial Services before an administrator appointed under the Act may purchase life annuities in connection with the wind up of a pension plan. The Superintendent is required to approve the purchase within the prescribed period after approving the wind up report in respect of the pension plan under section 70 of the Act.

The Schedule also amends the Act to permit the Lieutenant Governor in Council to make regulations exempting employers and successor employers from the requirement to pay certain amounts into a pension fund under section 75 of the Act where a pension plan is wound up. Such an exemption would be available only if the following circumstances exist:

1. As a result of an application under the *Companies' Creditors Arrangement Act* (Canada), a court made an order on or before December 31, 2015 staying all proceedings taken against the employer.

6. Des pouvoirs réglementaires connexes sont ajoutés ou modifiés.

**ANNEXE 18
LOI DE 2016 ABROGEANT LA LÉGISLATION
SUR LE RÉGIME DE RETRAITE DE LA PROVINCE
DE L'ONTARIO**

La loi figurant à l'annexe fait ce qui suit :

1. Elle dissout la Société d'administration du Régime de retraite de la province de l'Ontario.
2. Elle transfère les actifs et les passifs de la Société à la Couronne du chef de l'Ontario.
3. Elle accorde l'immunité aux anciens administrateurs, dirigeants et employés de la Société dissoute pour les actes accomplis ou les omissions commises de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel de leurs pouvoirs et fonctions.
4. Elle abroge la *Loi de 2015 sur le Régime de retraite de la province de l'Ontario*, la *Loi de 2015 sur la Société d'administration du Régime de retraite de la province de l'Ontario* et la *Loi de 2016 sur le Régime de retraite de la province de l'Ontario (sécuriser la retraite en Ontario)*.
5. Elle apporte des modifications corrélatives à diverses lois.

**ANNEXE 19
LOI SUR LES RÉGIMES DE RETRAITE**

Des modifications sont apportées à la *Loi sur les régimes de retraite*. En voici l'essentiel.

L'article 42 de la Loi prévoit des options relatives à la transférabilité dont peuvent se prévaloir les anciens participants à un régime de retraite. Dans les circonstances indiquées à cet article, tout ancien participant peut exiger que l'administrateur du régime paie un montant égal à la valeur de rachat de sa pension différée à un autre régime de retraite, à un arrangement d'épargne-retraite prescrit ou pour la constitution d'une rente viagère. L'annexe modifie la Loi de sorte que l'article 42 s'applique également, avec les adaptations nécessaires, à tout participant retraité qui a le droit de commencer à recevoir une pension de la caisse de retraite du fait qu'il a atteint la date normale de retraite prévue par le régime de retraite, mais qui n'a pas encore choisi de recevoir la pension, si le régime le permet. Des modifications corrélatives de forme sont apportées à la version en vigueur et à celle non encore proclamée du paragraphe 1.1 (4) de la Loi.

L'annexe modifie également la Loi pour que l'approbation du surintendant des services financiers soit requise avant qu'un administrateur nommé en vertu de la Loi puisse constituer des rentes viagères dans le cadre de la liquidation d'un régime de retraite. Le surintendant est tenu d'approuver la constitution des rentes dans le délai prescrit après avoir approuvé le rapport de liquidation du régime de retraite en application de l'article 70 de la Loi.

De plus, l'annexe modifie la Loi afin de permettre au lieutenant-gouverneur en conseil de prendre des règlements pour exempter des employeurs et des employeurs subséquents de l'obligation de verser certaines sommes à une caisse de retraite en application de l'article 75 de la Loi en cas de liquidation d'un régime de retraite. Une telle exemption n'est possible que si les conditions suivantes sont réunies :

1. Par suite de la présentation d'une demande au titre de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada), un tribunal a rendu, le 31 décembre 2015 ou avant cette date, une ordonnance suspendant toute procédure intentée contre l'employeur.

2. The Superintendent of Financial Services has approved an agreement with respect to the employer's liability under section 75 and with respect to the liability of the successor employer, if any.

The Act is also amended to provide the Superintendent of Financial Services with the authority to impose administrative penalties for contravening a requirement established under the Act or a prescribed provision of the Act or the regulations. General penalties and penalties given in accordance with a summary process are provided for, and maximum penalty amounts are set out for each type of penalty.

The Lieutenant Governor in Council is given the power to make regulations governing administrative penalties imposed under the Act and respecting the timing and manner of allocating amounts from the Pension Benefits Guarantee Fund and paying those amounts to pension plans.

SCHEDULE 20 PROVINCIAL LAND TAX ACT, 2006

The *Provincial Land Tax Act, 2006* is amended to give the Minister the ability to make regulations providing for tax rebates to owners of property that have vacant portions in any property class other than the residential property class, the multi-residential property class, the farm property class, the pipe line property class or the managed forests property class, instead of being restricted to properties in the commercial property class or the industrial property class.

SCHEDULE 21 REGISTERED INSURANCE BROKERS ACT

Various technical corrections are made to the *Registered Insurance Brokers Act*.

SCHEDULE 22 RETAIL SALES TAX ACT

The Schedule adds new subsections 4.2 (3.1) and (3.2) to the *Retail Sales Tax Act* to allow the Minister of Finance to approve the use of industry standard publications for determining the average wholesale price of a specified vehicle.

SCHEDULE 23 SECURITIES ACT

Currently, under section 127 of the *Securities Act*, the Commission cannot, without a hearing, make an order prohibiting a person or company from acquiring any securities. Subsection 127 (5) is amended to authorize the Commission to make a temporary order for such a prohibition, if the length of time required to conclude a hearing could be prejudicial to the public interest. An amendment is also made to subsection 127 (8) respecting the extension of the temporary order.

SCHEDULE 24 SUPPLEMENTARY INTERIM APPROPRIATION FOR 2016-2017 ACT, 2016

The Schedule enacts the *Supplementary Interim Appropriation for 2016-2017 Act, 2016*, which authorizes expenditures pending the voting of supply for the fiscal year ending on March 31, 2017 up to specified maximum amounts. The expenditures authorized are in addition to those authorized under the *Interim Appropriation for 2016-2017 Act, 2015*. All expenditures made or recognized under the *Interim Appropriation for 2016-2017 Act, 2015* and this Act must be charged to the proper appropriation following the voting of supply for the fiscal year ending on March 31, 2017.

2. Le surintendant des services financiers a approuvé un accord à l'égard de la responsabilité de l'employeur prévue à l'article 75 et à l'égard de la responsabilité de l'employeur subséquent, le cas échéant.

La Loi est également modifiée pour donner au surintendant des services financiers le pouvoir d'imposer des pénalités administratives en cas de contravention à une exigence établie en vertu de la Loi ou à une disposition prescrite de la Loi ou des règlements. Les modifications prévoient des pénalités générales et des pénalités imposées conformément à un processus sommaire et fixent des montants maximaux pour chaque type de pénalité.

Le lieutenant-gouverneur en conseil est investi du pouvoir de prendre des règlements régissant les pénalités administratives imposées en vertu de la Loi et traitant des délais et du mode d'attribution de sommes prélevées sur le Fonds de garantie des prestations de retraite et de versement de ces sommes à des régimes de retraite.

ANNEXE 20 LOI DE 2006 SUR L'IMPÔT FONCIER PROVINCIAL

La *Loi de 2006 sur l'impôt foncier provincial* est modifiée afin que le ministre puisse prendre des règlements prévoyant des remises d'impôt en faveur des propriétaires de biens dont des parties sont vacantes et qui appartiennent à n'importe quelle catégorie autre que la catégorie des biens résidentiels, la catégorie des immeubles à logements multiples, la catégorie des biens agricoles, la catégorie des pipelines ou la catégorie des forêts aménagées, au lieu de remises restreintes aux biens appartenant à la catégorie des biens commerciaux ou à la catégorie des biens industriels.

ANNEXE 21 LOI SUR LES COURTIER D'ASSURANCES INSCRITS

Diverses modifications de forme sont apportées à la *Loi sur les courtiers d'assurances inscrits*.

ANNEXE 22 LOI SUR LA TAXE DE VENTE AU DÉTAIL

L'annexe ajoute les paragraphes (3.1) et (3.2) à l'article 4.2 de la *Loi sur la taxe de vente au détail* pour permettre au ministre des Finances d'approuver l'utilisation de publications sectorielles pour calculer le prix de gros moyen d'un véhicule déterminé.

ANNEXE 23 LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES

Dans sa version actuelle, l'article 127 de la *Loi sur les valeurs mobilières* ne permet pas à la Commission de rendre, sans tenir d'audience, une ordonnance interdisant à une personne ou à une compagnie d'acquiescer des valeurs mobilières. Le paragraphe (5) de cet article est modifié pour autoriser la Commission à rendre une ordonnance temporaire interdisant une telle acquisition dans le cas où la période nécessaire pour terminer une audience pourrait être préjudiciable à l'intérêt public. Une modification est également apportée au paragraphe 127 (8) en ce qui concerne la prorogation de l'ordonnance temporaire.

ANNEXE 24 LOI SUPPLÉMENTAIRE DE 2016 PORTANT AFFECTATION ANTICIPÉE DE CRÉDITS POUR 2016-2017

L'annexe édicte la *Loi supplémentaire de 2016 portant affectation anticipée de crédits pour 2016-2017*, laquelle autorise l'engagement de dépenses, jusqu'à concurrence de plafonds déterminés, en attendant le vote des crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017. Les dépenses autorisées s'ajoutent à celles prévues par la *Loi de 2015 portant affectation anticipée de crédits pour 2016-2017*. Après ce vote, toutes les dépenses effectuées ou comptabilisées en vertu de cette loi et de la loi édictée par l'annexe doivent être imputées à l'affectation de crédits appropriée.

**SCHEDULE 25
TAXATION ACT, 2007**

The Schedule makes the following technical amendments to the *Taxation Act, 2007*:

1. A reference to “the highest individual percentage” is included as a result of changes in the Federal Act.
2. Section 9 of the Act is amended so that the termination of the federal education tax credit does not affect the calculation of the Ontario tax credit for unused tuition and education tax credits, or the calculation of the Ontario education tax credit.
3. A reference to the “Canada child tax benefit” is updated to “Canada child benefit” as a result of changes in the Federal Act.

Section 93 of the Act, which governs the Ontario interactive digital media tax credit, is amended to establish a deadline for applications for certification made under that section.

**SCHEDULE 26
TOBACCO TAX ACT**

The *Tobacco Tax Act* is amended as follows:

The requirements to provide different types of information to the Minister on request that apply to a person who holds a raw leaf tobacco registration certificate issued under section 2.2 are extended to persons who hold a manufacturer’s registration certificate under section 7.

The penalties for being convicted of an offence in respect of raw leaf tobacco under sections 2.2, 2.3, 2.4 and 23.0.1 are amended to include an additional fine reflecting the quantity of raw leaf tobacco involved in the offence. The fines in section 2.3 are also increased and imprisonment is allowed for in certain circumstances.

The penalty for contravening section 2.3 is increased and an additional amount is added to reflect the quantity of raw leaf tobacco involved.

New offences and penalties are established for failing to comply with the requirements in section 3.1 with respect to retail dealers’ permits.

The Minister is given the power to make regulations governing the activities of persons with respect to the baling and packaging of raw leaf tobacco.

Section 43 is repealed and replaced. The new section 43 allows the Minister to make regulations governing fees under the Act.

**ANNEXE 25
LOI DE 2007 SUR LES IMPÔTS**

L’annexe apporte les modifications de forme suivantes à la *Loi de 2007 sur les impôts* :

1. La mention «le taux d’imposition supérieur» est incluse en raison de modifications apportées à la loi fédérale.
2. L’article 9 de la Loi est modifié afin que la suppression du crédit d’impôt fédéral pour études n’ait pas d’incidence sur le calcul du crédit d’impôt de l’Ontario à l’égard des crédits d’impôt pour frais de scolarité et pour études inutilisés ni sur le calcul du crédit d’impôt de l’Ontario pour études.
3. La mention «prestation fiscale canadienne pour enfants» est remplacée par la mention «allocation canadienne pour enfants» en raison de modifications apportées à la loi fédérale.

L’article 93 de la Loi, qui régit le crédit d’impôt de l’Ontario pour les produits multimédias interactifs numériques, est modifié pour fixer le délai de présentation des demandes d’attestation prévues à cet article.

**ANNEXE 26
LOI DE LA TAXE SUR LE TABAC**

Les modifications suivantes sont apportées à la *Loi de la taxe sur le tabac* :

Les exigences qui s’appliquent aux titulaires d’un certificat d’inscription à l’égard du tabac en feuilles délivré en application de l’article 2.2 et selon lesquelles ils doivent fournir différents types de renseignements au ministre, à sa demande, s’appliquent désormais aux titulaires d’un certificat d’inscription de fabricant délivré en application de l’article 7.

Les peines prévues aux articles 2.2, 2.3, 2.4 et 23.0.1 en cas de déclaration de culpabilité à l’égard d’une infraction relative au tabac en feuilles sont modifiées pour inclure une amende supplémentaire proportionnelle à la quantité de tabac en feuilles en cause dans l’infraction. Les amendes prévues à l’article 2.3 sont également augmentées et une peine d’emprisonnement est possible dans certaines circonstances.

La pénalité prévue en cas de contravention à l’article 2.3 est augmentée et elle est majorée d’un montant proportionnel à la quantité de tabac en feuilles en cause.

De nouvelles infractions et pénalités sont établies en cas de non-respect des exigences de l’article 3.1 relatives aux permis de détaillant.

Le ministre est investi du pouvoir de régir, par règlement, les activités de personnes en ce qui concerne la mise en ballots et l’emballage du tabac en feuilles.

L’article 43 est abrogé et remplacé. Le nouvel article 43 permet au ministre de prendre des règlements qui régissent les droits prévus par la Loi.

**An Act to implement
Budget measures and to enact
and amend various statutes**

**Loi visant à mettre en oeuvre
les mesures budgétaires et à édicter
et à modifier diverses lois**

CONTENTS

1.	Contents of this Act
2.	Commencement
3.	Short title
Schedule 1	Alcohol and Gaming Regulation and Public Protection Act, 1996
Schedule 2	Assessment Act
Schedule 3	City of Toronto Act, 2006
Schedule 4	Commodity Futures Act
Schedule 5	Credit Unions and Caisses Populaires Act, 1994
Schedule 6	Crown Employees Collective Bargaining Act, 1993
Schedule 7	Financial Administration Act
Schedule 8	Financial Services Regulatory Authority of Ontario Act, 2016
Schedule 9	Fire Protection and Prevention Act, 1997
Schedule 10	Insurance Act
Schedule 11	Interim Appropriation for 2017-2018 Act, 2016
Schedule 12	Investment Management Corporation of Ontario Act, 2015
Schedule 13	Land Transfer Tax Act
Schedule 14	Ministry of Revenue Act
Schedule 15	Municipal Act, 2001
Schedule 16	Occupational Health and Safety Act
Schedule 17	Ontario College of Trades and Apprenticeship Act, 2009
Schedule 18	Ontario Retirement Pension Plan Legislation Repeal Act, 2016
Schedule 19	Pension Benefits Act
Schedule 20	Provincial Land Tax Act, 2006
Schedule 21	Registered Insurance Brokers Act
Schedule 22	Retail Sales Tax Act
Schedule 23	Securities Act
Schedule 24	Supplementary Interim Appropriation for 2016-2017 Act, 2016
Schedule 25	Taxation Act, 2007
Schedule 26	Tobacco Tax Act

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Assembly of the Province of Ontario, enacts as follows:

Contents of this Act

1. This Act consists of this section, sections 2 and 3 and the Schedules to this Act.

SOMMAIRE

1.	Contenu de la présente loi
2.	Entrée en vigueur
3.	Titre abrégé
Annexe 1	Loi de 1996 sur la réglementation des alcools et des jeux et la protection du public
Annexe 2	Loi sur l'évaluation foncière
Annexe 3	Loi de 2006 sur la cité de Toronto
Annexe 4	Loi sur les contrats à terme sur marchandises
Annexe 5	Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions
Annexe 6	Loi de 1993 sur la négociation collective des employés de la Couronne
Annexe 7	Loi sur l'administration financière
Annexe 8	Loi de 2016 sur l'Office ontarien de réglementation des services financiers
Annexe 9	Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie
Annexe 10	Loi sur les assurances
Annexe 11	Loi de 2016 portant affectation anticipée de crédits pour 2017-2018
Annexe 12	Loi de 2015 sur la Société ontarienne de gestion des placements
Annexe 13	Loi sur les droits de cession immobilière
Annexe 14	Loi sur le ministère du Revenu
Annexe 15	Loi de 2001 sur les municipalités
Annexe 16	Loi sur la santé et la sécurité au travail
Annexe 17	Loi de 2009 sur l'Ordre des métiers de l'Ontario et l'apprentissage
Annexe 18	Loi de 2016 abrogeant la législation sur le Régime de retraite de la province de l'Ontario
Annexe 19	Loi sur les régimes de retraite
Annexe 20	Loi de 2006 sur l'impôt foncier provincial
Annexe 21	Loi sur les courtiers d'assurances inscrits
Annexe 22	Loi sur la taxe de vente au détail
Annexe 23	Loi sur les valeurs mobilières
Annexe 24	Loi supplémentaire de 2016 portant affectation anticipée de crédits pour 2016-2017
Annexe 25	Loi de 2007 sur les impôts
Annexe 26	Loi de la taxe sur le tabac

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement de l'Assemblée législative de la province de l'Ontario, édicte :

Contenu de la présente loi

1. La présente loi est constituée du présent article, des articles 2 et 3 et de ses annexes.

Commencement

2. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Act comes into force on the day it receives Royal Assent.

(2) The Schedules to this Act come into force as provided in each Schedule.

(3) If a Schedule to this Act provides that any provisions are to come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor, a proclamation may apply to one or more of those provisions, and proclamations may be issued at different times with respect to any of those provisions.

Short title

3. The short title of this Act is the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016*.

Entrée en vigueur

2. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente loi entre en vigueur le jour où elle reçoit la sanction royale.

(2) Les annexes de la présente loi entrent en vigueur comme le prévoit chacune d'elles.

(3) Si une annexe de la présente loi prévoit que l'une ou l'autre de ses dispositions entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation, la proclamation peut s'appliquer à une ou à plusieurs d'entre elles. En outre, des proclamations peuvent être prises à des dates différentes en ce qui concerne n'importe lesquelles de ces dispositions.

Titre abrégé

3. Le titre abrégé de la présente loi est *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)*.

**SCHEDULE 1
ALCOHOL AND GAMING REGULATION
AND PUBLIC PROTECTION ACT, 1996**

1. The heading to Part II of the *Alcohol and Gaming Regulation and Public Protection Act, 1996* is repealed and the following substituted:

**PART II
TAX ON BEER, WINE AND SPIRITS**

2. (1) The definition of “authorized grocery store” in subsection 17 (1) of the Act is amended by striking out “through a winery retail store on the grocery store’s premises” at the end and substituting “from a wine boutique located inside the shopping area of the grocery store”.

(2) The definition of “collector” in subsection 17 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

“collector” means a beer vendor, an authorized grocery store, a spirits manufacturer, a winery or, if it remits taxes to the Minister, an affiliate of a winery; (“percepteur”)

(3) Subsection 17 (1) of the Act is amended by adding the following definitions:

“distillery retail store” means a store in Ontario owned and operated by a spirits manufacturer from which the manufacturer is authorized under clause 3 (1) (e) of the *Liquor Control Act* to sell spirits to purchasers; (“magasin de détail de distillerie”)

“liquor” has the same meaning as in the *Liquor Licence Act*; (“boisson alcoolique”)

(4) The definition of “Minister” in subsection 17 (1) of the Act is amended by striking out “Revenue” and substituting “Finance”.

(5) The definition of “purchaser” in subsection 17 (1) of the Act is amended,

(a) by striking out “beer, wine or a wine cooler” in the portion before clause (a) and substituting “liquor”;

(b) by striking out “the beer, wine or wine cooler” in clause (b) and substituting “the liquor”.

(6) Subsection 17 (1) of the Act is amended by adding the following definitions:

“spirits” has the same meaning as in the *Liquor Licence Act*; (“spiritueux”)

“spirits cooler” means a beverage that contains more than 0.5 of 1 per cent but less than or equal to 14.8 per cent alcohol by volume obtained from distillation; (“spiritueux panaché”)

“spirits manufacturer” means a manufacturer authorized under the *Liquor Control Act* to sell its spirits in stores that it owns and operates; (“fabricant de spiritueux”)

**ANNEXE 1
LOI DE 1996 SUR LA RÉGLEMENTATION
DES ALCOOLS ET DES JEUX
ET LA PROTECTION DU PUBLIC**

1. L'intertitre de la partie II de la *Loi de 1996 sur la réglementation des alcools et des jeux et la protection du public* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

**PARTIE II
TAXES SUR LA BIÈRE, LE VIN
ET LES SPIRITUEUX**

2. (1) La définition de «épicerie autorisée» au paragraphe 17 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «fourni par l'intermédiaire d'un magasin de détail d'établissement vinicole sur les lieux de l'épicerie» par «provenant d'une boutique de vins située dans l'espace commercial de l'épicerie» à la fin de la définition.

(2) La définition de «percepteur» au paragraphe 17 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«percepteur» Vendeur de bière, épicerie autorisée, fabricant de spiritueux, établissement vinicole ou, s'il remet des taxes au ministre, membre du même groupe qu'un établissement vinicole. («collector»)

(3) Le paragraphe 17 (1) de la Loi est modifié par adjonction des définitions suivantes :

«boisson alcoolique» S'entend au sens que la *Loi sur les permis d'alcool* donne au terme «alcool». («liquor»)

«magasin de détail de distillerie» Magasin en Ontario dont le propriétaire-exploitant est une distillerie et dans lequel cette dernière est autorisée en vertu de l'alinéa 3 (1) e) de la *Loi sur les alcools* à vendre des spiritueux à des acheteurs. («distillery retail store»)

(4) La définition de «ministre» au paragraphe 17 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «du Revenu» par «des Finances».

(5) La définition de «acheteur» au paragraphe 17 (1) de la Loi est modifiée :

a) par remplacement de «de la bière, du vin ou du vin panaché» par «des boissons alcooliques» dans le passage qui précède l'alinéa a);

b) par remplacement de «la bière, le vin ou le vin panaché» par «les boissons alcooliques» à l'alinéa b).

(6) Le paragraphe 17 (1) de la Loi est modifié par adjonction des définitions suivantes :

«boutique de vins» Magasin de détail d'établissement vinicole :

a) qui, d'une part, est situé dans l'espace commercial d'une épicerie;

b) où, d'autre part, l'établissement vinicole est autorisé en vertu de la *Loi sur les alcools* à vendre du vin au public. («wine boutique»)

«fabricant de spiritueux» Fabricant autorisé en vertu de la

“wine boutique” means a winery retail store,

- (a) that is located inside the shopping area of a grocery store, and
- (b) from which the winery is authorized under the *Liquor Control Act* to sell wine to the public; (“boutique de vins”)

(7) The definition of “winery retail store” in subsection 17 (1) of the Act is amended by striking out “at which a winery is authorized” and substituting “from which the winery is authorized”.

(8) The portion before paragraph 1 of subsection 17 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Persons deemed to be purchasers

(2) In the following circumstances, the following persons are deemed to be purchasers that are liable to pay tax under this Part:

(9) Subsection 17 (2) of the Act is amended by adding the following paragraph:

- 5. A spirits manufacturer that distributes spirits in Ontario without charge, but only with respect to the spirits distributed without charge.

(10) Subsection 17 (2.1) of the Act is repealed.

(11) Subsection 17 (3) of the Act is amended,

- (a) by striking out “beer, wine or a wine cooler” at the end of the portion before clause (a) and substituting “liquor”;
- (b) by striking out “the beer, wine or wine cooler” in clause (a) and substituting “the liquor”;
- (c) by striking out “the beer, wine or wine cooler” in the portion before subclause (d) (i) and substituting “the liquor”;
- (d) by striking out “beer vendor, winery retail store” in subclause (d) (ii) and substituting “beer vendor, distillery retail store, winery retail store”; and
- (e) by striking out “the beer, wine or wine coolers” in clause (g) and substituting “the liquor”.

3. Section 18 of the Act is amended by striking out “beer, wine or a wine cooler” and substituting “liquor”.

4. (1) Subsection 18.1 (2) of the Act is repealed.

Loi sur les alcools à vendre les spiritueux qu’il fabrique dans des magasins dont il est le propriétaire-exploitant. («spirits manufacturer»)

«spiritueux» S’entend au sens de la *Loi sur les permis d’alcool*. («spirits»)

«spiritueux panaché» Boisson qui contient plus de 0,5 % et au plus 14,8 % d’alcool par unité de volume obtenu par distillation. («spirits cooler»)

(7) La définition de «magasin de détail d’établissement vinicole» au paragraphe 17 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «qui est autorisé par l’alinéa 3 (1) e) de la *Loi sur les alcools* à y vendre» par «et dans lequel ce dernier est autorisé en vertu de l’alinéa 3 (1) e) de la *Loi sur les alcools* à vendre».

(8) Le passage qui précède la disposition 1 du paragraphe 17 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Personnes réputées être des acheteurs

(2) Dans les circonstances indiquées, les personnes suivantes sont réputées être des acheteurs qui sont tenus de payer les taxes prévues par la présente partie :

(9) Le paragraphe 17 (2) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

- 5. Le fabricant de spiritueux qui distribue sans frais des spiritueux en Ontario, mais seulement à l’égard des spiritueux ainsi distribués.

(10) Le paragraphe 17 (2.1) de la Loi est abrogé.

(11) Le paragraphe 17 (3) de la Loi est modifié :

- a) par remplacement de «de bière, de vin ou de vin panaché» par «de boissons alcooliques» à la fin du passage qui précède l’alinéa a);
- b) par remplacement de «la bière, le vin ou le vin panaché» par «les boissons alcooliques» à l’alinéa a);
- c) par remplacement de «de bière, de vin ou de vin panaché» par «de boissons alcooliques» dans le passage qui précède le sous-alinéa d) (i);
- d) par remplacement de «d’un vendeur de bière, dans un magasin de détail d’établissement vinicole» par «d’un vendeur de bière, dans un magasin de détail de distillerie, dans un magasin de détail d’établissement vinicole» au sous-alinéa d) (ii);
- e) par remplacement de «la bière, le vin ou le vin panaché sera entreposé en Ontario pour être exporté par la suite en vue de son utilisation» par «les boissons alcooliques seront entreposées en Ontario pour être exportées par la suite en vue de leur utilisation» à l’alinéa g).

3. L’article 18 de la Loi est modifié par remplacement de «de bière, de vin ou de vin panaché» par «de boissons alcooliques».

4. (1) Le paragraphe 18.1 (2) de la Loi est abrogé.

(2) Subsection 18.1 (4) of the Act is repealed.**(3) Section 18.1 of the Act is amended by adding the following subsection:****Spirits manufacturer**

(5.1) A spirits manufacturer and its affiliates are not subject to tax under this Act on a maximum of 1,250 litres of spirits that is distributed by any of them in Ontario without charge during a 12-month period that begins on July 1 in a year.

(4) Subsection 18.1 (8) of the Act is repealed.**(5) Section 18.1 of the Act is amended by adding the following subsections:****Apportionment of exemption, spirits**

(11) If the aggregate total of the spirits distributed by a spirits manufacturer and its affiliates without charge during a 12-month period described in subsection (5.1) exceeds the amount specified under this section that is exempt from tax, the exemption may be apportioned among them in proportion to their share of the aggregate total or otherwise.

Same

(12) If a spirits manufacturer carries on business in Ontario for only part of a 12-month period described in subsection (5.1), the amount of the manufacturer's exemption from taxation under this section is reduced proportionately.

5. Section 20 of the Act is amended by adding "and in respect of purchases of spirits on and after July 1, 2017" at the end.**6. (1) Paragraph 3 of subsection 22 (3) of the Act is repealed and the following substituted:**

3. In the preceding production year, the beer manufacturer was not a party to any agreement or other arrangement pursuant to which it agreed to manufacture beer for any other beer manufacturer that was not a microbrewer.

(2) Section 22 of the Act is amended by adding the following subsection:**Exception, manufacturers that were previously microbrewers**

(3.2) Despite paragraphs 2 and 3 of subsection (3), a beer manufacturer may be a party to an agreement or other arrangement with another beer manufacturer that is not a microbrewer without affecting the first beer manufacturer's status as a microbrewer under subsection (3) if the other beer manufacturer was a microbrewer at any point in the production year referred to in those paragraphs.

7. (1) Section 27 of the Act is amended by adding the following subsection:**Same, purchases from wine boutique**

(1.1) Despite subsection (1), a purchaser who, on or after January 1, 2017, purchases from an authorized grocery store wine that is Ontario wine or a wine cooler that

(2) Le paragraphe 18.1 (4) de la Loi est abrogé.**(3) L'article 18.1 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :****Fabricant de spiritueux**

(5.1) Le fabricant de spiritueux et les membres du même groupe sont exonérés des taxes prévues par la présente loi à l'égard d'une quantité maximale de 1 250 litres de spiritueux que l'un ou l'autre distribue sans frais en Ontario pendant la période de 12 mois qui commence le 1^{er} juillet d'une année.

(4) Le paragraphe 18.1 (8) de la Loi est abrogé.**(5) L'article 18.1 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :****Répartition de l'exonération : spiritueux**

(11) Si la quantité totale de spiritueux qu'un fabricant de spiritueux et les membres du même groupe distribuent sans frais pendant la période de 12 mois visée au paragraphe (5.1) est supérieure à la quantité indiquée au présent article qui est exonérée des taxes, l'exonération peut être répartie entre eux en fonction de leur part de la quantité totale ou selon un autre critère.

Idem

(12) Si un fabricant de spiritueux exerce des activités commerciales en Ontario pendant une partie seulement de la période de 12 mois visée au paragraphe (5.1), le montant de l'exonération des taxes à laquelle il a droit en vertu du présent article est réduit proportionnellement.

5. L'article 20 de la Loi est modifié par insertion de «et à ceux qui font des achats de spiritueux le 1^{er} juillet 2017 ou par la suite» à la fin de l'article.**6. (1) La disposition 3 du paragraphe 22 (3) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :**

3. Au cours de l'année de production précédente, il n'était pas partie à une entente ou à un autre arrangement selon lequel il a convenu de fabriquer de la bière pour un autre fabricant de bière qui n'était pas un microbrasseur.

(2) L'article 22 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :**Exception : fabricants qui étaient des microbrasseurs**

(3.2) Malgré les dispositions 2 et 3 du paragraphe (3), un fabricant de bière peut être partie à une entente ou à un autre arrangement avec un autre fabricant de bière qui n'est pas un microbrasseur sans que cela ait une incidence sur son statut de microbrasseur aux termes du paragraphe (3) si l'autre fabricant de bière était un microbrasseur à un moment quelconque de l'année de production visée à ces dispositions.

7. (1) L'article 27 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :**Idem : achats dans une boutique de vins**

(1.1) Malgré le paragraphe (1), l'acheteur qui, le 1^{er} janvier 2017 ou par la suite, achète dans une épicerie autorisée du vin qui est du vin de l'Ontario ou du vin pa-

is an Ontario wine cooler shall, if the wine or wine cooler is manufactured by the operator of the wine boutique located in the shopping area of the grocery store, pay a basic tax in respect of the purchase at the following basic tax rates:

1. 7.1 per cent of the retail price of the wine or wine cooler for purchases made on or after January 1, 2017 and before April 1, 2017.
2. 8.1 per cent of the retail price of the wine or wine cooler for purchases made on or after April 1, 2017 and before April 1, 2018.
3. 9.6 per cent of the retail price of the wine or wine cooler for purchases made on or after April 1, 2018 and before April 1, 2019.
4. 11.1 per cent of the retail price of the wine or wine cooler for purchases made on or after April 1, 2019.

(2) Section 27 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same, purchases from wine boutique

(2.1) Despite subsection (2), a purchaser who, on or after January 1, 2017, purchases from an authorized grocery store wine that is not Ontario wine or a wine cooler that is not an Ontario wine cooler shall, if the wine or wine cooler is manufactured by the operator of the wine boutique located in the shopping area of the grocery store, pay a basic tax in respect of the purchase at the following basic tax rates:

1. 17.1 per cent of the retail price of the wine or wine cooler for purchases made on or after January 1, 2017 and before April 1, 2017.
2. 19.1 per cent of the retail price of the wine or wine cooler for purchases made on or after April 1, 2017 and before April 1, 2018.
3. 22.6 per cent of the retail price of the wine or wine cooler for purchases made on or after April 1, 2018 and before April 1, 2019.
4. 26.6 per cent of the retail price of the wine or wine cooler for purchases made on or after April 1, 2019.

(3) Subsection 27 (3) of the Act is amended by striking out “clause 3 (1) (i)” in the portion before clause (a) and substituting “subsection 3 (1.1)”.

(4) Subsection 27 (3) of the Act, as amended by subsection (3), is repealed and the following substituted:

Retail price of wine, etc.

(3) The retail price of wine or a wine cooler sold to a purchaser from a winery retail store or an authorized grocery store is the amount calculated in accordance with the following rules:

1. Determine the amount fixed by the Board for the wine or wine cooler under the authority of subsection 3 (1.1) of the *Liquor Control Act*, or by the winery retail store if the Board has not fixed a price.

naché qui est du vin panaché de l'Ontario paie, si le vin ou le vin panaché est fabriqué par l'exploitant de la boutique de vins située dans l'espace commercial de l'épicerie, une taxe de base aux taux suivants :

1. 7,1 % du prix de détail du vin ou du vin panaché, pour les achats faits le 1^{er} janvier 2017 ou par la suite, mais avant le 1^{er} avril 2017.
2. 8,1 % du prix de détail du vin ou du vin panaché, pour les achats faits le 1^{er} avril 2017 ou par la suite, mais avant le 1^{er} avril 2018.
3. 9,6 % du prix de détail du vin ou du vin panaché, pour les achats faits le 1^{er} avril 2018 ou par la suite, mais avant le 1^{er} avril 2019.
4. 11,1 % du prix de détail du vin ou du vin panaché, pour les achats faits le 1^{er} avril 2019 ou par la suite.

(2) L'article 27 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem : achats dans une boutique de vins

(2.1) Malgré le paragraphe (2), l'acheteur qui, le 1^{er} janvier 2017 ou par la suite, achète dans une épicerie autorisée du vin qui n'est pas du vin de l'Ontario ou du vin panaché qui n'est pas du vin panaché de l'Ontario paie, si le vin ou le vin panaché est fabriqué par l'exploitant de la boutique de vins située dans l'espace commercial de l'épicerie, une taxe de base aux taux suivants :

1. 17,1 % du prix de détail du vin ou du vin panaché, pour les achats faits le 1^{er} janvier 2017 ou par la suite, mais avant le 1^{er} avril 2017.
2. 19,1 % du prix de détail du vin ou du vin panaché, pour les achats faits le 1^{er} avril 2017 ou par la suite, mais avant le 1^{er} avril 2018.
3. 22,6 % du prix de détail du vin ou du vin panaché, pour les achats faits le 1^{er} avril 2018 ou par la suite, mais avant le 1^{er} avril 2019.
4. 26,6 % du prix de détail du vin ou du vin panaché, pour les achats faits le 1^{er} avril 2019 ou par la suite.

(3) Le paragraphe 27 (3) de la Loi est modifié par remplacement de «de l'alinéa 3 (1) i)» par «du paragraphe 3 (1.1)» dans le passage qui précède l'alinéa a).

(4) Le paragraphe 27 (3) de la Loi, tel qu'il est modifié par le paragraphe (3), est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Prix de détail du vin ou du vin panaché

(3) Le prix de détail du vin ou du vin panaché vendu à un acheteur dans un magasin de détail d'établissement vinicole ou une épicerie autorisée correspond au montant calculé conformément aux règles suivantes :

1. Déterminer le prix fixé par la Régie pour le vin ou le vin panaché en vertu du paragraphe 3 (1.1) de la *Loi sur les alcools* ou, à défaut, par le magasin de détail d'établissement vinicole lui-même.

2. Subtract the amount of any deposit on the container containing the wine or wine cooler that is required to be collected or remitted under the Ontario deposit return program referred to in the regulations made under the *Liquor Control Act*.
3. Determine the amount of tax imposed under Part IX of the *Excise Tax Act* (Canada) in respect of the purchase of the wine or wine cooler by doing the following:
 - i. Divide the amount that remains after performing the calculation described in paragraph 2 by the sum of the tax rate under Part IX of the *Excise Tax Act* (Canada) plus 1.
 - ii. Multiply the result by the tax rate under Part IX of the *Excise Tax Act* (Canada).
 - iii. Round the result to the nearest cent and subtract that amount from the amount that remains after performing the calculation described in paragraph 2.
4. Subtract the environmental tax imposed under section 29 of this Act on the wine or wine cooler from the amount that remains after performing the calculations described in paragraph 3.
5. Calculate the volume tax imposed under section 28 of this Act on the wine or wine cooler and subtract that amount from the amount that remains after performing the calculation described in paragraph 4.
6. Add 1 to the basic tax rate that applies to the wine or wine cooler under this section.
7. Divide the amount that remains after performing the calculation described in paragraph 5 by the amount determined in paragraph 6. The result is the retail price of the wine or wine cooler.

8. The Act is amended by adding the following sections before the heading “Division C — Tax Collection and Remittance”:

SPIRITS

Basic tax

Spirits, general

29.1 (1) A purchaser who purchases spirits from a distillery retail store shall pay a basic tax in respect of the purchase at the basic tax rate of 61.5 per cent of the retail price of the spirits.

Retail price of spirits

(2) The retail price of spirits sold to a purchaser from a distillery retail store is the amount calculated in accordance with the following rules:

1. Determine the amount fixed by the Board for the spirits under the authority of subsection 3 (1.1) of the *Liquor Control Act*, or by the distillery retail store if the Board has not fixed a price.

2. Soustraire la consigne applicable au contenant qui doit être perçue ou versée dans le cadre du programme de consignation de l'Ontario mentionné dans les règlements pris en vertu de la *Loi sur les alcools*.
3. Calculer le montant de la taxe prévue par la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada) à l'égard de l'achat du vin ou du vin panaché en faisant ce qui suit :
 - i. Diviser le montant qui reste après le calcul indiqué à la disposition 2 par le total de 1 et du taux de taxe prévu à la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada).
 - ii. Multiplier le résultat par le taux de taxe prévu à la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada).
 - iii. Arrondir le résultat au cent le plus proche et soustraire ce montant de celui qui reste après le calcul indiqué à la disposition 2.
4. Soustraire la taxe écologique imposée en vertu de l'article 29 de la présente loi sur le vin ou le vin panaché du montant qui reste après le calcul indiqué à la disposition 3.
5. Calculer la taxe sur le volume imposée en vertu de l'article 28 de la présente loi sur le vin ou le vin panaché et soustraire ce montant de celui qui reste après le calcul indiqué à la disposition 4.
6. Ajouter 1 au taux de la taxe de base qui s'applique au vin ou au vin panaché aux termes du présent article.
7. Diviser le montant qui reste après le calcul indiqué à la disposition 5 par le chiffre calculé à la disposition 6. Le résultat correspond au prix de détail du vin ou du vin panaché.

8. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants avant l'intertitre «Section C — Perception et remise des taxes» :

SPIRITUEUX

Taxe de base

Spiritueux : dispositions générales

29.1 (1) L'acheteur qui achète un spiritueux dans un magasin de détail de distillerie paie une taxe de base au taux de 61,5 % du prix de détail du spiritueux.

Prix de détail du spiritueux

(2) Le prix de détail d'un spiritueux vendu à un acheteur dans un magasin de détail de distillerie correspond au montant calculé conformément aux règles suivantes :

1. Déterminer le prix fixé par la Régie pour le spiritueux en vertu du paragraphe 3 (1.1) de la *Loi sur les alcools* ou, à défaut, par le magasin de détail de distillerie lui-même.

2. Subtract the amount of any deposit on the container containing the spirits that is required to be collected or remitted under the Ontario deposit return program referred to in the regulations made under the *Liquor Control Act*.
3. Determine the amount of tax imposed under Part IX of the *Excise Tax Act* (Canada) in respect of the purchase of the spirits by doing the following:
 - i. Divide the amount that remains after performing the calculation described in paragraph 2 by the sum of the tax rate under Part IX of the *Excise Tax Act* (Canada) plus 1.
 - ii. Multiply the result by the tax rate under Part IX of the *Excise Tax Act* (Canada).
 - iii. Round the result to the nearest cent and subtract that amount from the amount that remains after performing the calculation described in paragraph 2.
4. Subtract the environmental tax imposed under section 29.3 of this Act on the spirits from the amount that remains after performing the calculations described in paragraph 3.
5. Calculate the volume tax imposed under section 29.2 of this Act on the spirits and subtract that amount from the amount that remains after performing the calculation described in paragraph 4.
6. Add 1 to the basic tax rate that applies to the spirits under this section.
7. Divide the amount that remains after performing the calculation described in paragraph 5 by the amount determined in paragraph 6. The result is the retail price of the spirits.

Samples

(3) If a spirits manufacturer sells a sample of spirits to a purchaser and the amount of tax paid by the purchaser under this Part in respect of the sample is less than the amount of tax, based on the retail price of the spirits, that is reasonably allocable by volume to the sample, the manufacturer, as a purchaser, shall pay tax under this Act in an amount equal to the difference.

Volume tax

29.2 A purchaser who purchases spirits from a distillery retail store shall pay a volume tax in respect of the purchase at the volume tax rate of,

- (a) 28 cents per litre, in the case of a spirits cooler; and
- (b) 38 cents per litre, in the case of spirits that are not a spirits cooler.

Environmental tax

29.3 A purchaser who purchases spirits from a distillery retail store shall pay an environmental tax of 8.93 cents for each non-refillable container in which the spirits are purchased.

2. Soustraire la consigne applicable au contenant qui doit être perçue ou versée dans le cadre du programme de consignation de l'Ontario mentionné dans les règlements pris en vertu de la *Loi sur les alcools*.
3. Calculer le montant de la taxe prévue par la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada) à l'égard de l'achat du spiritueux en faisant ce qui suit :
 - i. Diviser le montant qui reste après le calcul indiqué à la disposition 2 par le total de 1 et du taux de taxe prévu à la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada).
 - ii. Multiplier le résultat par le taux de taxe prévu à la partie IX de la *Loi sur la taxe d'accise* (Canada).
 - iii. Arrondir le résultat au cent le plus proche et soustraire ce montant de celui qui reste après le calcul indiqué à la disposition 2.
4. Soustraire la taxe écologique imposée en vertu de l'article 29.3 de la présente loi sur le spiritueux du montant qui reste après le calcul indiqué à la disposition 3.
5. Calculer la taxe sur le volume imposée en vertu de l'article 29.2 de la présente loi sur le spiritueux et soustraire ce montant de celui qui reste après le calcul indiqué à la disposition 4.
6. Ajouter 1 au taux de la taxe de base qui s'applique au spiritueux aux termes du présent article.
7. Diviser le montant qui reste après le calcul indiqué à la disposition 5 par le chiffre calculé à la disposition 6. Le résultat correspond au prix de détail du spiritueux.

Échantillons

(3) Le fabricant de spiritueux qui vend un échantillon de spiritueux sur lequel la taxe payée par l'acheteur au titre de la présente partie est inférieure à celle qui, compte tenu du prix de détail, peut raisonnablement être imputée à l'échantillon selon le volume paie une taxe égale à la différence dans le cadre de la présente loi en qualité d'acheteur.

Taxe sur le volume

29.2 L'acheteur qui achète des spiritueux dans un magasin de détail de distillerie paie une taxe sur le volume au taux suivant :

- a) 28 cents le litre, dans le cas de spiritueux panachés;
- b) 38 cents le litre, dans le cas de spiritueux qui ne sont pas des spiritueux panachés.

Taxe écologique

29.3 L'acheteur qui achète des spiritueux dans un magasin de détail de distillerie paie une taxe écologique de 8,93 cents pour chaque contenant à remplissage unique dans lequel les spiritueux sont vendus.

9. The Act is amended by adding the following section before the heading “Wine and Wine Coolers”:

SPIRITS

Tax collection and remittance

Collection from purchaser

30.2 (1) Every spirits manufacturer that sells or delivers spirits to a purchaser from a distillery retail store shall, as agent for the Minister, collect at the time of the sale or delivery all taxes imposed under Division B on a purchaser in respect of the purchase of the spirits.

Remittance by spirits manufacturer

(2) Every spirits manufacturer that collects taxes under this section shall remit the taxes to the Minister in accordance with the regulations.

10. Section 31.1 of the Act is amended by striking out “beer, wine or a wine cooler” in the portion before paragraph 1 and substituting “liquor”.

11. Subsection 60 (8) of the Act is amended by adding the following paragraph:

4. Subsection 39 (1).

12. (1) Subsection 65 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Tax-included pricing

(1) Liquor that is subject to taxation under this Part shall be made available for sale at a price that includes all taxes payable under this Part by a purchaser in respect of the purchase of the liquor.

(2) Subsection 65 (2) of the Act is amended by striking out “Beer vendors and wineries” at the beginning and substituting “Beer vendors, wineries, authorized grocery stores and spirits manufacturers”.

Commencement

13. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

(2) Section 6 is deemed to have come into force on June 4, 2015.

(3) Subsection 7 (3) is deemed to have come into force on August 1, 2015.

9. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant avant l'intertitre «Vin et vin panaché» :

SPIRITUEUX

Perception et remise des taxes

Perception auprès de l'acheteur

30.2 (1) Le fabricant de spiritueux qui vend ou livre des spiritueux à un acheteur dans un magasin de détail de distillerie perçoit, au moment de la vente ou de la livraison et en qualité de mandataire du ministre, l'ensemble des taxes que la section B impose à l'acheteur à l'égard de l'achat.

Remise par le fabricant de spiritueux

(2) Le fabricant de spiritueux qui perçoit des taxes au titre du présent article remet celles-ci au ministre conformément aux règlements.

10. L'article 31.1 de la Loi est modifié par remplacement de «de la bière, du vin ou du vin panaché» par «une boisson alcoolique» dans le passage qui précède la disposition 1.

11. Le paragraphe 60 (8) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

4. Le paragraphe 39 (1).

12. (1) Le paragraphe 65 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Prix taxes comprises

(1) Les boissons alcooliques qui sont assujetties aux taxes prévues par la présente partie sont mises en vente à un prix qui comprend l'ensemble des taxes que l'acheteur doit payer en application de la présente partie à l'égard de l'achat de boissons alcooliques.

(2) Le paragraphe 65 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «Les vendeurs de bière et les établissements vinicoles» par «Les vendeurs de bière, les établissements vinicoles, les épiceries autorisées et les fabricants de spiritueux» au début du paragraphe.

Entrée en vigueur

13. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

(2) L'article 6 est réputé être entré en vigueur le 4 juin 2015.

(3) Le paragraphe 7 (3) est réputé être entré en vigueur le 1^{er} août 2015.

**SCHEDULE 2
ASSESSMENT ACT**

1. (1) Subsection 27 (3) of the *Assessment Act* is amended by adding "Subject to the regulations" at the beginning.

(2) Subsection 27 (7.1) of the Act is amended by adding "Subject to the regulations" at the beginning.

(3) Section 27 of the Act is amended by adding the following subsections:

Regulations

(16) The Minister may make regulations setting out a method for determining the amount to be paid by a commission under subsection (3) or (7.1) that is different from the method set out in those subsections.

Same

(17) A regulation made under subsection (16) may be general or specific in its application and may apply differently to different commissions, lands, buildings, or classes of lands or buildings.

2. Subsection 53 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Disclosure of information

(1) A person employed by the assessment corporation, a municipality or a school board is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$2,000, or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both if,

- (a) in the course of the person's duties, he or she acquires or has access to information collected under this Act or to information collected pursuant to an assessment appeal or a proceeding in court involving an assessment matter;
- (b) the information is,
 - (i) proprietary information of a commercial nature prescribed by the Minister relating to an individual property, or
 - (ii) actual income and expense information on an individual property; and
- (c) the person wilfully discloses the information or permits it to be disclosed to any person who is not entitled in the course of their duties to acquire or have access to the information.

Commencement

3. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

**ANNEXE 2
LOI SUR L'ÉVALUATION FONCIÈRE**

1. (1) Le paragraphe 27 (3) de la *Loi sur l'évaluation foncière* est modifié par adjonction de «Sous réserve des règlements,» au début du paragraphe.

(2) Le paragraphe 27 (7.1) de la Loi est modifié par adjonction de «Sous réserve des règlements,» au début du paragraphe.

(3) L'article 27 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Règlements

(16) Le ministre peut, par règlement, établir un mode de calcul de la somme à verser par les commissions en application du paragraphe (3) ou (7.1) qui est différent de celui prévu à ces paragraphes.

Idem

(17) Les règlements pris en vertu du paragraphe (16) peuvent avoir une portée générale ou particulière et s'appliquer de façon différente à des commissions, biens-fonds ou bâtiments différents ou à des catégories différentes de biens-fonds ou de bâtiments.

2. Le paragraphe 53 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Divulgence de renseignements

(1) Toute personne employée par la société d'évaluation foncière, une municipalité ou un conseil scolaire est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 2 000 \$ et d'un emprisonnement d'au plus six mois, ou d'une seule de ces peines, si les conditions suivantes sont réunies :

- a) dans l'exercice de ses fonctions, la personne obtient des renseignements recueillis en vertu de la présente loi ou recueillis dans le cadre d'un appel au sujet d'une évaluation ou d'une instance devant un tribunal concernant une question d'évaluation ou a accès à ces renseignements;
- b) il s'agit, selon le cas :
 - (i) de renseignements exclusifs d'intérêt commercial prescrits par le ministre sur un bien immeuble individuel,
 - (ii) de renseignements sur les dépenses et le revenu réels d'un bien immeuble individuel;
- c) la personne divulgue les renseignements ou permet leur divulgation, sciemment, à une personne qui n'a pas le droit d'obtenir ces renseignements ou d'y avoir accès dans l'exercice de ses fonctions.

Entrée en vigueur

3. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

SCHEDULE 3 CITY OF TORONTO ACT, 2006

1. Subsections 278 (1.1), (2) and (3) of the *City of Toronto Act, 2006* are repealed and the following substituted:

City option

(1.1) Despite subsection (1), the City may pass a by-law providing for the application of a single percentage that is not less than 30 per cent and not more than 35 per cent instead of the percentages described in paragraphs 2, 3, 4 and 5 of subsection (1).

Same

(1.2) Despite subsection (1), the City may pass a by-law providing for the application of a percentage within a range prescribed by the Minister of Finance instead of the percentage described in paragraph 2, 3, 4 or 5 of subsection (1), as the case may be.

Same

(1.3) Despite subsection (1), the City may, if authorized by the regulations, pass a by-law providing that a tax rate reduction in paragraph 2, 3, 4 or 5 of subsection (1) does not apply.

Regulations

- (2) The Minister of Finance may make regulations,
 - (a) prescribing percentages or ranges for the purposes of subsection (1);
 - (b) requiring percentage reductions of the tax rates for municipal purposes for any subclasses prescribed under subsection 8 (2) of the *Assessment Act*;
 - (c) prescribing ranges for the purposes of subsection (1.2);
 - (d) authorizing the City to pass a by-law referred to in subsection (1.3);
 - (e) imposing conditions on the ability of the City to pass a by-law referred to in this section.

Choice of percentage within range

(3) If a regulation made under clause (2) (a) requires the tax rates for the subclasses referred to in paragraph 1 of subsection (1) to be reduced by a percentage within a range described in the regulation,

- (a) the percentage shall be specified, by by-law, by the City; and
- (b) if no percentage is specified under clause (a), the percentage shall be the highest percentage in the range.

2. (1) Clause 279 (1) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

- (a) establish two or three bands of assessment of property for the purposes of facilitating graduated tax rates for any one or more of the classes prescribed

ANNEXE 3 LOI DE 2006 SUR LA CITÉ DE TORONTO

1. Les paragraphes 278 (1.1), (2) et (3) de la *Loi de 2006 sur la cité de Toronto* sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Choix de la cité

(1.1) Malgré le paragraphe (1), la cité peut, par règlement, prévoir l'application d'un pourcentage unique d'au moins 30 % et d'au plus 35 % au lieu des pourcentages visés aux dispositions 2, 3, 4 et 5 du paragraphe (1).

Idem

(1.2) Malgré le paragraphe (1), la cité peut, par règlement, prévoir l'application d'un pourcentage qui se situe dans la fourchette prescrite par le ministre des Finances au lieu du pourcentage visé à la disposition 2, 3, 4 ou 5 du paragraphe (1), selon le cas.

Idem

(1.3) Malgré le paragraphe (1), la cité peut, si les règlements l'autorisent, adopter un règlement prévoyant que la réduction du taux d'imposition prévue à la disposition 2, 3, 4 ou 5 du paragraphe (1) ne s'applique pas.

Règlements

(2) Le ministre des Finances peut, par règlement :

- a) prescrire des pourcentages ou des fourchettes pour l'application du paragraphe (1);
- b) exiger la réduction en pourcentage des taux d'imposition prélevés aux fins municipales pour toute sous-catégorie prescrite en vertu du paragraphe 8 (2) de la *Loi sur l'évaluation foncière*;
- c) prescrire des fourchettes pour l'application du paragraphe (1.2);
- d) autoriser la cité à adopter un règlement visé au paragraphe (1.3);
- e) assortir de conditions la capacité de la cité d'adopter un règlement visé au présent article.

Choix du pourcentage dans la fourchette

(3) Si un règlement pris en vertu de l'alinéa (2) a) exige la réduction des taux d'imposition applicables aux sous-catégories visées à la disposition 1 du paragraphe (1) d'un pourcentage se situant dans la fourchette qui y est précisée :

- a) ce pourcentage est celui que précise la cité par règlement;
- b) si aucun pourcentage n'est précisé en application de l'alinéa a), le pourcentage correspond au plus élevé de la fourchette.

2. (1) L'alinéa 279 (1) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) diviser l'évaluation des biens en deux ou trois fourchettes afin de faciliter l'application de taux d'imposition progressifs pour une ou plusieurs des

under clause (4) (0.a) or included in the commercial classes or the industrial classes; and

(2) Subsection 279 (4) of the Act is amended by adding the following clause:

- (0.a) prescribing classes of real property for the purposes of clause (1) (a), other than the residential property class, the multi-residential property class, the farm property class, the pipe line property class or the managed forests property class;

3. Subsection 288 (4) of the Act is repealed.

4. (1) Subsection 289 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Property that Part applies to

(2) This Part applies with respect to property in the City in the commercial classes, the industrial classes, the multi-residential property class and any other class prescribed under clause (8) (a).

(2) Subsection 289 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Exception

(4) Despite clause (3) (b), this Part applies to a property or portion of a property in the commercial classes, the industrial classes or a class prescribed under clause (8) (a) to which subsection 4 (3) of the *Municipal Tax Assistance Act* applies, but the portion of a property to which that subsection applies is deemed to be a separate property for the purposes of this Part.

(3) Subsections 289 (8), (9) and (10) of the Act are repealed and the following substituted:

Regulations

- (8) The Minister of Finance may by regulation,
- (a) prescribe classes of real property that this Part applies to, other than the residential property class, the farm property class, the pipe line property class or the managed forests property class;
- (b) exempt property, including a portion of a property, from the application of this Part;
- (c) provide that this Part does not apply in the City.

Same

(9) A regulation under clause (8) (b) or (c) may provide that property is exempt or that this Part does not apply only if prescribed circumstances exist.

Exempt property deemed not in classes

(10) The commercial classes, the industrial classes, the multi-residential property class and any class prescribed under clause (8) (a) are deemed, for the purposes of this

catégories prescrites en vertu de l'alinéa (4) 0.a) ou comprises dans les catégories commerciales ou les catégories industrielles;

(2) Le paragraphe 279 (4) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- 0.a) prescrire des catégories de biens immeubles pour l'application de l'alinéa (1) a), à l'exclusion de la catégorie des biens résidentiels, de la catégorie des immeubles à logements multiples, de la catégorie des biens agricoles, de la catégorie des pipelines et de la catégorie des forêts aménagées;

3. Le paragraphe 288 (4) de la Loi est abrogé.

4. (1) Le paragraphe 289 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Biens auxquels s'applique la présente partie

(2) La présente partie s'applique à l'égard des biens situés dans la cité qui appartiennent aux catégories commerciales, aux catégories industrielles, à la catégorie des immeubles à logements multiples et à toute autre catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (8) a).

(2) Le paragraphe 289 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exception

(4) Malgré l'alinéa (3) b), la présente partie s'applique à tout ou partie d'un bien qui appartient aux catégories commerciales, aux catégories industrielles ou aux catégories prescrites en vertu de l'alinéa (8) a) et auquel s'applique le paragraphe 4 (3) de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités*. Toutefois, la partie d'un bien à laquelle s'applique ce paragraphe est réputée être un bien distinct pour l'application de la présente partie.

(3) Les paragraphes 289 (8), (9) et (10) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Règlements

- (8) Le ministre des Finances peut, par règlement :
- a) prescrire les catégories de biens immeubles auxquelles s'applique la présente partie, à l'exclusion de la catégorie des biens résidentiels, de la catégorie des biens agricoles, de la catégorie des pipelines et de la catégorie des forêts aménagées;
- b) exempter des biens, y compris une partie d'un bien, de l'application de la présente partie;
- c) prévoir que la présente partie ne s'applique pas dans la cité.

Idem

(9) Les règlements pris en vertu de l'alinéa (8) b) ou c) peuvent prévoir que des biens sont exemptés ou que la présente partie ne s'applique pas uniquement dans les circonstances prescrites.

Biens exemptés réputés ne pas appartenir à une catégorie

(10) Les catégories commerciales, les catégories industrielles, la catégorie des immeubles à logements multiples et les catégories prescrites en vertu de l'alinéa (8) a) sont

Part, not to include property exempted from the application of this Part under this section.

5. Clauses 291 (3) (b) and (c) of the Act are repealed and the following substituted:

- (b) governing the calculation of taxes for a taxation year in the circumstances described in paragraph 5 of subsection (1);
- (c) governing the calculation of taxes for a taxation year under paragraph 6 of subsection (1) in prescribed circumstances in connection with the phasing out of the application of this Part.

6. Subsection 292 (1) of the Act is amended by striking out “in respect of property in the commercial classes, industrial classes or multi-residential property class” in the portion before paragraph 1 and substituting “in respect of property in the commercial classes, the industrial classes, the multi-residential property class or a class prescribed under clause 289 (8) (a)”.

7. (1) Subsection 302 (1.2) of the Act is amended by adding “or” at the end of clause (a), by striking out “or” at the end of clause (b) and by striking out clause (c).

(2) Section 302 of the Act is amended by adding the following subsection:

Application of regulations under this Part

(1.3) A regulation made under this Part may provide that a provision of the regulation or of this Part does not apply in the City unless the City passes a by-law to have it apply, subject to any prescribed conditions.

8. (1) Subsection 309 (3) of the Act is amended by adding the following clause:

- (a.1) prescribing the method of calculating information relating to tax changes that must or that may be included on or with tax bills under section 308;

(2) Section 309 of the Act is amended by adding the following subsection:

Application of regulations

(4) A regulation made under subsection (3) may provide that a provision of the regulation or of this section does not apply to the City unless the City passes a by-law to have it apply, subject to any prescribed conditions.

9. (1) Clause 329 (2) (b) of the Act is repealed and the following substituted:

- (b) a property is eligible if it is in one of the commercial classes or industrial classes, within the meaning of subsection 275 (1) of this Act, or if it is in a class prescribed under clause (11) (b.1) of this section.

réputées ne pas comprendre, pour l'application de la présente partie, les biens exemptés de son application en vertu du présent article.

5. Les alinéas 291 (3) b) et c) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- b) régir le calcul des impôts pour une année d'imposition dans les circonstances visées à la disposition 5 du paragraphe (1);
- c) régir le calcul des impôts pour une année d'imposition en application de la disposition 6 du paragraphe (1) dans les circonstances prescrites, dans le cadre de l'élimination progressive de l'application de la présente partie.

6. Le paragraphe 292 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «sur les biens qui appartiennent aux catégories commerciales, aux catégories industrielles ou à la catégorie des immeubles à logements multiples» par «sur les biens qui appartiennent aux catégories commerciales, aux catégories industrielles, à la catégorie des immeubles à logements multiples ou à une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa 289 (8) a)» dans le passage qui précède la disposition 1.

7. (1) Le paragraphe 302 (1.2) de la Loi est modifié par suppression de l'alinéa c).

(2) L'article 302 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Application des règlements pris en vertu de la présente partie

(1.3) Les règlements pris en vertu de la présente partie peuvent prévoir qu'une de leurs dispositions ou qu'une des dispositions de la présente partie ne s'applique à la cité que si elle adopte un règlement prévoyant son application, sous réserve des conditions prescrites.

8. (1) Le paragraphe 309 (3) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- a.1) prescrire le mode de calcul des données sur les modifications d'impôt faisant partie des renseignements qui doivent ou qui peuvent figurer dans les relevés d'imposition prévus à l'article 308 ou y être joints;

(2) L'article 309 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Application des règlements

(4) Les règlements pris en vertu du paragraphe (3) peuvent prévoir qu'une de leurs dispositions ou qu'une des dispositions du présent article ne s'applique à la cité que si elle adopte un règlement prévoyant son application, sous réserve des conditions prescrites.

9. (1) L'alinéa 329 (2) b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b) un bien est admissible s'il appartient à l'une des catégories commerciales ou des catégories industrielles, au sens du paragraphe 275 (1) de la présente loi, ou s'il appartient à une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (11) b.1) du présent article.

(2) Subsection 329 (11) of the Act is amended by adding the following clause:

- (b.1) prescribing classes of real property for the purposes of clause (2) (b) and paragraph 2 of subsection (13), other than the residential property class, the multi-residential property class, the farm property class, the pipe line property class or the managed forests property class;

(3) Paragraph 2 of subsection 329 (13) of the Act is repealed and the following substituted:

2. The fees and charges are imposed on owners of land that is included in the commercial classes or industrial classes within the meaning of subsection 275 (1), or in a class prescribed under clause (11) (b.1).

10. (1) Subsection 331 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Vacant unit rebate

(1) The City shall have a program to provide tax rebates to owners of property that has vacant portions if that property is in any of the commercial classes or industrial classes, as defined in subsection 275 (1), or in a class prescribed under clause (12) (a.0.1).

(2) Subsection 331 (2) of the Act is amended by adding the following paragraph:

- 3.1 If the property is in a class prescribed under clause (12) (a.0.1), the rebate shall be equal to the percentage prescribed in the regulations.

(3) Subsection 331 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Mixed use

(3) If different portions of a property are classified on the assessment roll in any of the commercial classes, any of the industrial classes or in a class prescribed under clause (12) (a.0.1),

- (a) the portion classified in the commercial classes, if any, shall be deemed to be one property for the purposes of this section;
- (b) the portion classified in the industrial classes, if any, shall be deemed to be another property for the purposes of this section; and
- (c) the portions in each class prescribed under clause (12) (a.0.1), if any, shall each be deemed to be a separate property for the purposes of this section.

(4) Clause 331 (12) (a.1) of the Act is repealed and the following substituted:

(a.0.1) prescribing classes of real property for the purposes of this section, other than the residential property class, the multi-residential property class, the farm property class, the pipe line property class or the managed forests property class;

(2) Le paragraphe 329 (11) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- b.1) prescrire des catégories de biens immeubles pour l'application de l'alinéa (2) b) et de la disposition 2 du paragraphe (13), à l'exclusion de la catégorie des biens résidentiels, de la catégorie des immeubles à logements multiples, de la catégorie des biens agricoles, de la catégorie des pipelines et de la catégorie des forêts aménagées;

(3) La disposition 2 du paragraphe 329 (13) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

2. Les droits et redevances sont prélevés auprès des propriétaires de biens-fonds compris dans les catégories commerciales ou industrielles, au sens du paragraphe 275 (1), ou dans une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (11) b.1).

10. (1) Le paragraphe 331 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Remises à l'égard des locaux vacants

(1) La cité se dote d'un programme de remises d'impôt en faveur des propriétaires de biens dont des parties sont vacantes et qui appartiennent à l'une ou l'autre des catégories commerciales ou des catégories industrielles, au sens du paragraphe 275 (1), ou à une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (12) a.0.1).

(2) Le paragraphe 331 (2) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

- 3.1 Si le bien appartient à une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (12) a.0.1), la remise correspond au pourcentage prescrit par les règlements.

(3) Le paragraphe 331 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Utilisations multiples

(3) Si, dans le rôle d'évaluation, des parties différentes d'un bien sont classées dans une des catégories commerciales ou des catégories industrielles ou dans une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (12) a.0.1) :

- a) la partie classée dans les catégories commerciales, le cas échéant, est réputée être un bien pour l'application du présent article;
- b) la partie classée dans les catégories industrielles, le cas échéant, est réputée être un autre bien pour l'application du présent article;
- c) les parties classées dans chaque catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (12) a.0.1), le cas échéant, sont chacune réputées être un bien distinct pour l'application du présent article.

(4) L'alinéa 331 (12) (a.1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a.0.1) prescrire des catégories de biens immeubles pour l'application du présent article, à l'exclusion de la catégorie des biens résidentiels, de la catégorie des immeubles à logements multiples, de la catégorie des biens agricoles, de la catégorie des pipelines et de la catégorie des forêts aménagées;

(a.1) prescribing percentages for the purposes of paragraphs 2, 3 and 3.1 of subsection (2);

Commencement

11. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures)*, 2016 receives Royal Assent.

a.1) prescrire des pourcentages pour l'application des dispositions 2, 3 et 3.1 du paragraphe (2);

Entrée en vigueur

11. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE 4
COMMODITY FUTURES ACT**

1. The *Commodity Futures Act* is amended by adding the following Part:

**PART XII.1
PROTECTION FROM REPRISALS****No reprisals**

54.1 (1) No person or company, or person acting on behalf of a person or company, shall take a reprisal against an employee of the person or company because the employee has,

- (a) sought advice about providing information, expressed an intention to provide information, or provided information to the person or company, the Commission, a recognized self-regulatory organization or a law enforcement agency about an act of the person or company, or person acting on behalf of the person or company, that has occurred, is ongoing or is about to occur, and that the employee reasonably believes is contrary to Ontario commodity futures law or a by-law or other regulatory instrument of a recognized self-regulatory organization; or
- (b) in relation to information provided under clause (a), cooperated, testified or otherwise assisted, or expressed an intention to cooperate, testify or otherwise assist in,
 - (i) an investigation by the Commission, a recognized self-regulatory organization or a law enforcement agency, or
 - (ii) a proceeding of the Commission or a recognized self-regulatory organization, or a judicial proceeding.

Same

(2) For the purposes of subsection (1), a reprisal is any measure taken against an employee that adversely affects his or her employment and includes but is not limited to,

- (a) ending or threatening to end the employee's employment;
- (b) demoting, disciplining or suspending, or threatening to demote, discipline or suspend an employee;
- (c) imposing or threatening to impose a penalty related to the employment of the employee; or
- (d) intimidating or coercing an employee in relation to his or her employment.

Prohibition re agreements

(3) A provision in an agreement, including a confidentiality agreement, between a person or company and an

**ANNEXE 4
LOI SUR LES CONTRATS À TERME
SUR MARCHANDISES**

1. La *Loi sur les contrats à terme sur marchandises* est modifiée par adjonction de la partie suivante :

**PARTIE XII.1
PROTECTION CONTRE LES REPRÉSAILLES****Interdiction d'exercer des représailles**

54.1 (1) Aucune personne ou compagnie, ni aucune personne agissant au nom d'une personne ou compagnie, ne doit exercer de représailles contre un de ses employés parce que, selon le cas :

- a) il a demandé des conseils quant à la fourniture de renseignements, a exprimé l'intention de fournir des renseignements ou a fourni des renseignements à la personne ou compagnie, à la Commission, à un organisme d'autoréglementation reconnu ou à un organisme d'exécution de la loi au sujet d'un acte que la personne ou compagnie, ou la personne agissant au nom de la personne ou compagnie, a accompli, continue d'accomplir ou est sur le point d'accomplir, et qu'il a des motifs raisonnables de croire que cet acte est contraire au droit ontarien des contrats à terme sur marchandises ou à un règlement administratif ou autre instrument réglementaire d'un organisme d'autoréglementation reconnu;
- b) relativement aux renseignements fournis aux termes de l'alinéa a), il a collaboré, témoigné ou aidé d'une autre façon, ou a exprimé l'intention de collaborer, de témoigner ou d'aider d'une autre façon, dans le cadre de l'une des procédures suivantes :
 - (i) une enquête de la Commission, d'un organisme d'autoréglementation reconnu ou d'un organisme d'exécution de la loi,
 - (ii) une instance de la Commission ou d'un organisme d'autoréglementation reconnu ou une instance judiciaire.

Idem

(2) Pour l'application du paragraphe (1), constitue des représailles toute mesure prise contre un employé qui nuit à son emploi, notamment :

- a) mettre fin à son emploi ou menacer de le faire;
- b) le rétrograder, lui imposer une mesure disciplinaire ou le suspendre, ou menacer de le faire;
- c) prendre des sanctions à l'égard de son emploi ou menacer de le faire;
- d) l'intimider ou le contraindre à l'égard de son emploi.

Interdiction : ententes

(3) Toute disposition d'une entente, y compris une entente de confidentialité, entre une personne ou compa-

employee of the person or company is void to the extent that it precludes or purports to preclude the employee from,

- (a) providing information described in clause (1) (a) to the Commission, a recognized self-regulatory organization or a law enforcement agency; or
- (b) in relation to information provided under clause (1) (a), cooperating, testifying or otherwise assisting, or expressing an intention to cooperate, testify or otherwise assist in,
 - (i) an investigation by the Commission, a recognized self-regulatory organization or a law enforcement agency, or
 - (ii) a proceeding of the Commission or a recognized self-regulatory organization, or a judicial proceeding.

Commencement

2. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

gnie et un de ses employés est nulle dans la mesure où elle empêche ou vise à empêcher l'employé :

- a) de fournir des renseignements visés à l'alinéa (1) a) à la Commission, à un organisme d'autoréglementation reconnu ou à un organisme d'exécution de la loi;
- b) relativement aux renseignements fournis aux termes de l'alinéa (1) a), de collaborer, de témoigner ou d'aider d'une autre façon, ou d'exprimer l'intention de collaborer, de témoigner ou d'aider d'une autre façon, dans le cadre de l'une des procédures suivantes :
 - (i) une enquête de la Commission, d'un organisme d'autoréglementation reconnu ou d'un organisme d'exécution de la loi,
 - (ii) une instance de la Commission ou d'un organisme d'autoréglementation reconnu ou une instance judiciaire.

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

SCHEDULE 5 CREDIT UNIONS AND CAISSES POPULAIRES ACT, 1994

1. Subsection 190 (1) of the *Credit Unions and Caisses Populaires Act, 1994* is repealed and the following substituted:

Restrictions on lending

(1) A credit union shall loan money only,

- (a) to its members; or
- (b) by participating in a syndicated loan.

2. Section 198 of the Act is amended by striking out “prescribed for its class” at the end and substituting “prescribed”.

3. Subsection 199 (1) of the Act is amended by striking out “prescribed for its class” in the portion before clause (a) and substituting “prescribed”.

4. Clause 264 (1) (i) of the Act is repealed.

5. (1) Subsection 270 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Insurance of deposits with credit unions

(1) Subject to subsection (2), the deposits with every credit union that, under the regulations, are insurable deposits, are insured by the Corporation in accordance with this Act and the by-laws of the Corporation, except if the deposit insurance of the credit union is cancelled under section 274.

(2) Paragraph 2 of subsection 270 (2) of the Act is amended by striking out “any one deposit” and substituting “an insurable deposit”.

(3) Subsection 270 (6) of the Act is amended by striking out “a deposit of a member” and substituting “an insurable deposit of a member”.

6. Subsection 271 (3) of the Act is amended by striking out “is less than” and substituting “does not exceed”.

7. Paragraph 31 of subsection 317 (1) of the Act is amended by striking out “subsection 332 (4)” and substituting “section 332”.

8. Subsection 332 (6) of the Act is repealed and the following substituted:

Registration of credit unions to participate in syndicated loans

(6) The Superintendent may, subject to any prescribed conditions,

- (a) register a credit union in the Extra-Provincial Credit Unions Register for the purpose of allowing the credit union to participate in syndicated loans under this Act, even if no agreement under subsection (1) applies to the credit union;
- (b) cancel the registration.

ANNEXE 5 LOI DE 1994 SUR LES CAISSES POPULAIRES ET LES CREDIT UNIONS

1. Le paragraphe 190 (1) de la *Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Restrictions relatives aux prêts

(1) La caisse ne peut prêter de l'argent que de l'une des manières suivantes :

- a) en consentant des prêts à ses sociétaires;
- b) en participant à un prêt syndiqué.

2. L'article 198 de la Loi est modifié par remplacement de «qui sont prescrits pour sa catégorie» par «qui sont prescrits» à la fin de l'article.

3. Le paragraphe 199 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «prescrite pour sa catégorie» par «prescrite» dans le passage qui précède l'alinéa a).

4. L'alinéa 264 (1) i) de la Loi est abrogé.

5. (1) Le paragraphe 270 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Assurance des dépôts confiés aux caisses

(1) Sous réserve du paragraphe (2), la Société assure, conformément à la présente loi et à ses règlements administratifs, les dépôts confiés à chaque caisse qui, aux termes des règlements, sont des dépôts assurables, sauf si l'assurance-dépôts de la caisse est annulée en vertu de l'article 274.

(2) La disposition 2 du paragraphe 270 (2) de la Loi est modifiée par remplacement de «de tout dépôt» par «de tout dépôt assurable».

(3) Le paragraphe 270 (6) de la Loi est modifié par remplacement de «le dépôt d'un sociétaire» par «le dépôt assurable d'un sociétaire».

6. Le paragraphe 271 (3) de la Loi est modifié par remplacement de «est inférieur au» par «n'est pas supérieur au».

7. La disposition 31 du paragraphe 317 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «du paragraphe 332 (4)» par «de l'article 332».

8. Le paragraphe 332 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Inscription des caisses en vue de leur participation à des prêts syndiqués

(6) Le surintendant peut, sous réserve des conditions prescrites :

- a) inscrire une caisse au registre des caisses extraprovinciales afin de lui permettre de participer à des prêts syndiqués au titre de la présente loi, même si aucun accord conclu en vertu du paragraphe (1) ne s'applique à la caisse;
- b) annuler l'inscription.

Special rules for credit unions registered under subs. (4) or (6) (a)

(7) The following apply with respect to a credit union registered under subsection (4) or clause (6) (a):

1. References to a credit union in the *Loan and Trust Corporations Act* and such other statutes and regulations as may be prescribed shall be deemed to include a credit union registered under subsection (4) or clause (6) (a).
2. The credit union shall comply with any regulations governing the conduct of credit unions registered under this section.
3. This Act shall not apply with respect to the credit union, except as provided in the regulations.

Commencement

9. This Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

Règles spéciales pour les caisses inscrites en vertu du par. (4) ou de l'al. (6) a)

(7) Les règles suivantes s'appliquent à l'égard de la caisse inscrite en vertu du paragraphe (4) ou de l'alinéa (6) a) :

1. Les mentions d'une caisse dans la *Loi sur les sociétés de prêt et de fiducie* et dans les autres lois et règlements prescrits valent également mention d'une caisse inscrite en vertu du paragraphe (4) ou de l'alinéa (6) a).
2. La caisse se conforme aux règlements régissant la conduite des caisses inscrites en vertu du présent article.
3. La présente loi ne s'applique pas à l'égard de la caisse, sous réserve de ce que prévoient les règlements.

Entrée en vigueur

9. La présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

SCHEDULE 6 CROWN EMPLOYEES COLLECTIVE BARGAINING ACT, 1993

1. Subsection 2 (1) of the *Crown Employees Collective Bargaining Act, 1993* is amended by striking out “subsection (2)” and substituting “subsection (2) and Part III.1”.

2. Subsection 5 (2) of the Act is amended by striking out “section 41 of the *Labour Relations Act*” in the portion before paragraph 1 and substituting “section 43 of the *Labour Relations Act, 1995*”.

3. Section 13 of the Act is amended by adding “Subject to section 15.1” at the beginning.

4. Subsection 15 (2) of the Act is amended by adding “Subject to section 15.1” at the beginning.

5. The Act is amended by adding the following section:

Exception, essential services agreement

15.1 Sections 13 and 15 do not apply with respect to the Correctional Bargaining Unit described in subsection 22 (2).

6. (1) The definition of “designated bargaining unit” in section 22 of the Act is amended by striking out “subsection 23 (1)” and substituting “subsection 23 (2)”.

(2) Section 22 of the Act is amended by adding the following subsection:

Definitions: bargaining units

(2) In this Part and Part III.1,

“Correctional Bargaining Unit” means the bargaining unit that was formerly Unit II — Corrections Bargaining Unit, as set out in Order in Council 243/94 and as modified from time to time by the collective agreement that applies to the members of the unit; (“Unité de négociation des services correctionnels”)

“Engineer Bargaining Unit” means the bargaining unit as set out in the collective agreement that applies to the members of the unit; (“Unité de négociation des ingénieurs”)

“Fourth Bargaining Unit” means the bargaining unit that was formerly Unit VII — Seventh Bargaining Unit, as set out in Order in Council 243/94 and as modified from time to time by the collective agreement that applies to the members of the unit; (“Quatrième unité de négociation”)

“Unified Bargaining Unit” means the bargaining unit that was formerly composed of the following units, as set out in Order in Council 243/94 and as modified from time to time by the collective agreement that applies to the members of the unit:

ANNEXE 6 LOI DE 1993 SUR LA NÉGOCIATION COLLECTIVE DES EMPLOYÉS DE LA COURONNE

1. Le paragraphe 2 (1) de la *Loi de 1993 sur la négociation collective des employés de la Couronne* est modifié par remplacement de «du paragraphe (2)» par «du paragraphe (2) et de la partie III.1».

2. Le paragraphe 5 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «l'article 41 de la *Loi sur les relations de travail*» par «l'article 43 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*» dans le passage qui précède la disposition 1.

3. L'article 13 de la Loi est modifié par insertion de «Sous réserve de l'article 15.1,» au début de l'article.

4. Le paragraphe 15 (2) de la Loi est modifié par insertion de «Sous réserve de l'article 15.1,» au début du paragraphe.

5. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Exception : entente sur les services essentiels

15.1 Les articles 13 et 15 ne s'appliquent pas à l'égard de l'Unité de négociation des services correctionnels visée au paragraphe 22 (2).

6. (1) La définition de «unité de négociation désignée» à l'article 22 de la Loi est modifiée par remplacement de «au paragraphe 23 (1)» par «au paragraphe 23 (2)».

(2) L'article 22 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Définitions : unités de négociation

(2) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie et à la partie III.1.

«Quatrième unité de négociation» L'unité de négociation, anciennement appelée Unité VII — Septième unité de négociation, telle qu'elle est décrite dans le décret 243/94 et modifiée par la convention collective qui s'applique aux membres de l'unité. («Fourth Bargaining Unit»)

«Unité de négociation des ingénieurs» L'unité de négociation, telle qu'elle est décrite dans la convention collective qui s'applique aux membres de l'unité. («Engineer Bargaining Unit»)

«Unité de négociation des services correctionnels» L'unité de négociation, anciennement appelée Unité II — Unité de négociation des services correctionnels, telle qu'elle est décrite dans le décret 243/94 et modifiée par la convention collective qui s'applique aux membres de l'unité. («Correctional Bargaining Unit»)

«Unité de négociation unifiée» L'unité de négociation, composée des anciennes unités suivantes, telles qu'elles sont décrites dans le décret 243/94 et modifiées par la convention collective qui s'applique aux membres de l'unité :

1. Unit I — Administrative Bargaining Unit.
2. Unit III — Institutional & Health Care Bargaining Unit.
3. Unit IV — Office Administration Bargaining Unit.
4. Unit V — Operational & Maintenance Bargaining Unit.
5. Unit VI — Technical Bargaining Unit. («Unité de négociation unifiée»)

7. Sections 23 to 29 of the Act are repealed and the following substituted:

Bargaining units

23. (1) All public servants appointed under section 32 of the *Public Service of Ontario Act, 2006* and not excluded from the application of this Act under subsection 1.1 (3) of this Act shall be in one of the designated bargaining units set out in subsection (2) of this section.

Same

(2) The following are designated bargaining units for the purposes of this Act:

1. Unified Bargaining Unit.
2. Correctional Bargaining Unit.
3. Engineer Bargaining Unit.
4. Fourth Bargaining Unit.

Applicable collective agreement

(3) The collective agreement that applied with respect to a member of a designated bargaining unit set out in subsection (2) on the day before the day section 7 of Schedule 6 to the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* came into force continues to apply with respect to him or her until it expires.

Composite agreement

(4) If, as a result of subsection (3), more than one collective agreement will apply in a bargaining unit, the provisions of each collective agreement are deemed to form one part of a single collective agreement to which the bargaining agent representing the employees in the designated bargaining unit is a party.

Bargaining agent, OPSEU

24. (1) The Ontario Public Service Employees Union continues as the bargaining agent representing the employees in the Unified Bargaining Unit and the Correctional Bargaining Unit.

Bargaining agent, AMAPCEO

(2) The Association of Management, Administrative and Professional Crown Employees of Ontario continues

1. Unité I — Unité de négociation des services d'administration.
2. Unité III — Unité de négociation des soins en établissement et des services de santé.
3. Unité IV — Unité de négociation du personnel de bureau.
4. Unité V — Unité de négociation du secteur opérationnel et de l'entretien.
5. Unité VI — Unité de négociation du secteur technique. («Unified Bargaining Unit»)

7. Les articles 23 à 29 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Unités de négociation

23. (1) Tous les fonctionnaires qui sont nommés en vertu de l'article 32 de la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario* et qui ne sont pas soustraits à l'application de la présente loi aux termes du paragraphe 1.1 (3) de la présente loi sont compris dans l'une des unités de négociation désignées mentionnées au paragraphe (2) du présent article.

Idem

(2) Les unités de négociation désignées sont les suivantes pour l'application de la présente loi :

1. L'Unité de négociation unifiée.
2. L'Unité de négociation des services correctionnels.
3. L'Unité de négociation des ingénieurs.
4. La Quatrième unité de négociation.

Convention collective applicable

(3) La convention collective qui s'appliquait à l'égard des membres d'une unité de négociation désignée mentionnée au paragraphe (2) la veille de l'entrée en vigueur de l'article 7 de l'annexe 6 de la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* continue de s'appliquer à l'égard de ces membres jusqu'à son expiration.

Convention mixte

(4) Si, par suite de l'application du paragraphe (3), plus d'une convention collective s'applique au sein de l'unité de négociation, les dispositions de chaque convention collective sont réputées constituer une partie d'une convention collective unique à laquelle est partie l'agent négociateur qui représente les employés compris dans l'unité de négociation désignée.

Agent négociateur : SEFPO

24. (1) Le Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario est maintenu comme seul agent négociateur représentant les employés compris dans l'Unité de négociation unifiée et l'Unité de négociation des services correctionnels.

Agent négociateur : AEEGAPCO

(2) L'Association des employées et employés gestionnaires, administratifs et professionnels de la Couronne de

as the bargaining agent representing the employees in the Fourth Bargaining Unit.

Bargaining agent, PEGO

(3) The Professional Engineers Government of Ontario continues as the bargaining agent representing the employees in the Engineer Bargaining Unit.

Effect of continuation

(4) Subject to subsections (5) and (7), the bargaining agents described in subsections (1) to (3) represent the employees in the applicable bargaining units until they cease, under this Act or the *Labour Relations Act, 1995*, to represent them.

Restriction

(5) The Ontario Public Service Employees Union continues to represent the employees in the Correctional Bargaining Unit and the Unified Bargaining Unit until a collective agreement for those units is made following the expiry of the collective agreements referred to in subsections 23 (3) and (4) for those units.

Non-application

(6) Section 66 of the *Labour Relations Act, 1995* does not apply with respect to the bargaining rights of a bargaining agent described in subsection (1), (2) or (3) of this section that represents a designated bargaining unit set out in subsection 23 (2) of this Act.

Same bargaining agent

(7) The Unified Bargaining Unit and the Correctional Bargaining Unit shall be represented by the same bargaining agent.

Term of agreements

25. Unless the parties agree otherwise, every collective agreement respecting employees in the designated bargaining units set out in subsection 23 (2) shall provide that it is effective for a term of at least two years.

Non-application of s. 43 of the LRA

26. Section 43 of the *Labour Relations Act, 1995* does not apply in respect of the next collective agreement for a designated bargaining unit referred to in subsection 23 (2) that is made following the expiry of a collective agreement referred to in subsection 23 (3) or (4).

PART III.1

INTEREST ARBITRATION — CORRECTIONAL BARGAINING UNIT

Application

27. This Part applies in respect of the bargaining of collective agreements for the Correctional Bargaining Unit.

l'Ontario est maintenue comme seul agent négociateur représentant les employés compris dans la Quatrième unité de négociation.

Agent négociateur : PEGO

(3) L'organisme appelé en français «Ingénieurs Gouvernement de l'Ontario» est maintenu comme seul agent négociateur représentant les employés compris dans l'Unité de négociation des ingénieurs.

Effet du maintien

(4) Sous réserve des paragraphes (5) et (7), les agents négociateurs visés aux paragraphes (1) à (3) représentent les employés compris dans les unités de négociation concernées jusqu'à ce qu'ils cessent, aux termes de la présente loi ou de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, de les représenter.

Restriction

(5) Le Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario continue de représenter les employés compris dans l'Unité de négociation des services correctionnels et l'Unité de négociation unifiée jusqu'à ce qu'une convention collective soit conclue pour ces unités de négociation après l'expiration des conventions collectives visées aux paragraphes 23 (3) et (4) applicables à ces unités.

Non-application

(6) L'article 66 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* ne s'applique pas à l'égard du droit de négociation d'un agent négociateur visé au paragraphe (1), (2) ou (3) du présent article qui représente une unité de négociation désignée mentionnée au paragraphe 23 (2) de la présente loi.

Représentation par le même agent négociateur

(7) L'Unité de négociation unifiée et l'Unité de négociation des services correctionnels sont représentées par le même agent négociateur.

Durée des conventions

25. Sauf entente contraire entre les parties, chaque convention collective concernant les employés compris dans les unités de négociation désignées mentionnées au paragraphe 23 (2) prévoit qu'elle est en vigueur pour au moins deux ans.

Non-application de l'art. 43 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*

26. L'article 43 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* ne s'applique pas à l'égard de la prochaine convention collective qui est conclue pour une unité de négociation désignée visée au paragraphe 23 (2) après l'expiration d'une convention collective visée au paragraphe 23 (3) ou (4).

PARTIE III.1

ARBITRAGE DES DIFFÉRENDS — UNITÉ DE NÉGOCIATION DES SERVICES CORRECTIONNELS

Champ d'application

27. La présente partie s'applique à l'égard de la négociation des conventions collectives pour l'Unité de négociation des services correctionnels.

Notice of no collective agreement

28. If a conciliation officer appointed under section 18 of the *Labour Relations Act, 1995* is unable to effect a collective agreement for the Correctional Bargaining Unit within the time allowed under section 20 of that Act, the following rules apply:

1. The Minister shall forthwith by notice in writing inform each of the parties that the conciliation officer has been unable to effect a collective agreement.
2. Sections 19 and 21 of the *Labour Relations Act, 1995* do not apply.
3. The matters in dispute between the parties shall be decided by arbitration in accordance with this Part.

Arbitration

29. Within seven days after the day on which the Minister has informed the parties that the conciliation officer has been unable to effect a collective agreement, the parties shall agree to refer matters to a single arbitrator or to a board of arbitration.

Appointment of a single arbitrator

29.1 (1) If the parties have agreed to refer matters to a single arbitrator, they shall appoint an arbitrator within seven days after they agreed to refer matters to a single arbitrator.

Single arbitrator's powers

(2) The person so appointed shall constitute the board of arbitration for the purposes of this Part and he or she shall have the powers and duties of the chair of a board of arbitration.

Notice to Minister

(3) As soon as the parties appoint a person to act as a single arbitrator, they shall notify the Minister of the name and address of the person appointed.

Appointment of board of arbitration

29.2 (1) If the parties have agreed to refer matters to a board of arbitration,

- (a) each party shall, within seven days after the parties agreed to refer matters to a board of arbitration, appoint a member of the board and inform the other party of the appointee; and
- (b) the members appointed under clause (a) shall, within five days after the second of them is appointed, appoint a third member who shall be the chair of the board.

Extension

(2) The parties by a mutual agreement in writing may extend the period of seven days mentioned in clause (1) (a) for one further period of seven days.

Avis de défaut de convention collective

28. Si un conciliateur désigné en application de l'article 18 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* ne parvient pas à conclure une convention collective pour l'Unité de négociation des services correctionnels dans le délai prévu à l'article 20 de cette loi, les règles suivantes s'appliquent :

1. Le ministre informe chacune des parties, sans délai, par avis écrit, que le conciliateur n'est pas parvenu à conclure une convention collective.
2. Les articles 19 et 21 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* ne s'appliquent pas.
3. Les questions en litige entre les parties sont tranchées par voie de décision arbitrale conformément à la présente partie.

Arbitrage

29. Au plus tard sept jours après le jour où le ministre a informé les parties que le conciliateur n'est pas parvenu à conclure une convention collective, les parties conviennent de soumettre des questions à un arbitre unique ou à un conseil d'arbitrage.

Désignation d'un arbitre unique

29.1 (1) Si les parties ont convenu de soumettre des questions à un arbitre unique, elles désignent celui-ci au plus tard sept jours après avoir convenu de soumettre les questions à un arbitre unique.

Pouvoirs de l'arbitre unique

(2) La personne ainsi désignée forme le conseil d'arbitrage pour l'application de la présente partie et exerce les pouvoirs et les fonctions du président d'un conseil d'arbitrage.

Avis au ministre

(3) Dès que les parties désignent une personne pour agir comme arbitre unique, elles avisent le ministre de son nom et de son adresse.

Désignation d'un conseil d'arbitrage

29.2 (1) Si les parties ont convenu de soumettre des questions à un conseil d'arbitrage :

- a) chaque partie, au plus tard sept jours après que les parties ont convenu de soumettre les questions à un conseil d'arbitrage, désigne un membre du conseil et informe l'autre partie du nom de la personne qu'elle a désignée;
- b) les membres désignés aux termes de l'alinéa a), au plus tard cinq jours après que le second d'entre eux est désigné, désignent un troisième membre à la présidence du conseil.

Prorogation

(2) Les parties peuvent, par accord réciproque écrit, proroger une seule fois de sept autres jours le délai de sept jours prévu à l'alinéa (1) a).

Notice of appointment by party

(3) As soon as one of the parties appoints a member to a board of arbitration, that party shall notify the other party and the Minister of the name and address of the member appointed.

Notice of appointment by members

(4) As soon as the two members appoint a third member, they shall notify the Minister of the name and address of the third member appointed.

If appointment not made

29.3 (1) If an appointment is not made as required under subsection 29.1 (1) or 29.2 (1), the Minister may make the appointment and the Minister must do so on the request of a party.

Vacancies

(2) If a person ceases to be a member of a board of arbitration by reason of resignation, death or otherwise before it has completed its work, the Minister shall appoint a member in his or her place after consulting the party whose point of view was represented by such person.

Replacement of member

(3) If, in the opinion of the Minister, a member of a board of arbitration has failed to enter on or to carry on his or her duties so as to enable it to render a decision within the time set out in subsection 29.7 (6) or within the time extended under subsection 29.7 (7), the Minister may appoint a member in his or her place after consulting the party whose point of view was represented by such person.

Replacement of chair

(4) If the chair of a board of arbitration is unable to enter on or to carry on his or her duties so as to enable it to render a decision within the time set out in subsection 29.7 (6) or within the time extended under subsection 29.7 (7), the Minister may appoint a person to act as chair in his or her place.

Where single arbitrator unable to act

(5) If the person appointed jointly by the parties as a single arbitrator dies before completing his or her work or is unable to enter on or to carry on his or her duties so as to enable him or her to render a decision within the time set out in subsection 29.7 (6) or within the time extended under subsection 29.7 (7), the Minister may, upon notice or complaint to him or her by either of the parties and after consulting the parties, inform the parties in writing that the arbitrator is unable to enter on or to carry on his or her duties and the provisions of this section relating to the appointment of a board of arbitration shall thereupon apply with necessary modifications.

Same

(6) No person shall be appointed a member of a board of arbitration under this Act who has any pecuniary interest in the matters coming before it or who is acting or has, within a period of six months preceding the date of his or her appointment, acted as solicitor, counsel or agent of either of the parties.

Avis de désignation par une partie

(3) Dès que l'une des parties désigne un membre au conseil d'arbitrage, elle avise l'autre partie et le ministre du nom et de l'adresse de ce membre.

Avis de désignation par les membres

(4) Dès que les deux membres désignent un troisième membre, ils avisent le ministre du nom et de l'adresse de ce membre.

Absence de désignation

29.3 (1) Si aucune désignation n'est effectuée comme l'exige le paragraphe 29.1 (1) ou 29.2 (1), le ministre peut procéder à la désignation et doit le faire si une partie le demande.

Vacance

(2) Si une personne cesse d'être membre d'un conseil d'arbitrage en raison de sa démission, de son décès ou pour tout autre motif avant que celui-ci ait terminé ses travaux, le ministre désigne à sa place un autre membre après avoir consulté la partie dont cette personne représentait le point de vue.

Remplacement des membres

(3) Si, de l'avis du ministre, un membre d'un conseil d'arbitrage n'a pas commencé ses fonctions ou ne les a pas poursuivies de façon que le conseil puisse rendre une décision dans le délai prévu au paragraphe 29.7 (6) ou dans le délai prorogé en vertu du paragraphe 29.7 (7), le ministre peut désigner un autre membre à sa place après avoir consulté la partie dont cette personne représentait le point de vue.

Remplacement du président

(4) Si le président d'un conseil d'arbitrage ne peut commencer ses fonctions ou les poursuivre de façon que le conseil puisse rendre une décision dans le délai prévu au paragraphe 29.7 (6) ou dans le délai prorogé en vertu du paragraphe 29.7 (7), le ministre peut désigner une personne à sa place pour agir en qualité de président.

Cas où l'arbitre unique ne peut agir

(5) Si la personne désignée d'un commun accord par les parties comme arbitre unique décède avant d'avoir terminé ses travaux ou ne peut commencer ses fonctions ou les poursuivre de façon à pouvoir rendre une décision dans le délai prévu au paragraphe 29.7 (6) ou dans le délai prorogé en vertu du paragraphe 29.7 (7), le ministre peut, sur plainte ou avis de l'une ou de l'autre des parties et après avoir consulté celles-ci, les aviser par écrit que l'arbitre ne peut commencer ses fonctions ou les poursuivre. Les dispositions du présent article ayant trait à la désignation d'un conseil d'arbitrage s'appliquent dès lors, avec les adaptations nécessaires.

Idem

(6) Nul ne doit être membre d'un conseil d'arbitrage aux termes de la présente loi s'il a un intérêt pécuniaire dans les questions dont le conseil est saisi ou s'il exerce ou a exercé, dans les six mois précédant immédiatement sa désignation, des fonctions de procureur, d'avocat ou de mandataire de l'une ou de l'autre des parties.

Selection of method

29.4 (1) If the chair of the board of arbitration was appointed under subsection 29.1 (1) or clause 29.2 (1) (b), the parties shall select the method of arbitration.

Failure to select

(2) The method of arbitration shall be mediation-arbitration unless the parties select a different method of arbitration.

Selection of method

(3) If the chair of the board of arbitration was appointed by the Minister, subject to subsections (4) to (6), the Minister shall select the method of arbitration and shall advise the chair of the board of arbitration of the selection.

Same, mediation-arbitration

(4) The method selected shall be mediation-arbitration unless the Minister is of the view that another method is more appropriate.

Same, final offer selection

(5) The method selected shall not be final offer selection without mediation.

Same, mediation-final offer selection

(6) The method selected shall not be mediation-final offer selection unless the Minister in his or her sole discretion selects that method because he or she is of the view that it is the most appropriate method having regard to the nature of the dispute.

Procedure**Time and place of hearings**

29.5 (1) Subject to subsection (2), the chair of the board of arbitration shall fix the time and place of the first or any subsequent hearing and shall give notice thereof to the Minister and the Minister shall notify the parties and the members of the board of arbitration thereof.

When hearings commence

(2) The board of arbitration shall hold the first hearing within 30 days after the last or only member of the board is appointed.

Exception

(3) If the method of arbitration selected by the Minister under subsection 29.4 (3) is mediation-arbitration or mediation-final offer selection, the time limit set out in subsection (2) does not apply in respect of the first hearing but applies instead, with necessary modifications, in respect of the commencement of mediation.

Failure of member to attend

(4) Where a member of a board of arbitration appointed by a party or by the Minister is unable to attend the first hearing at the time and place fixed by the chair, the party shall, upon the request in writing of the chair, appoint a new member in place of such member and where such appointment is not made within five days of the date of the request, the Minister shall, upon the written request

Choix de la méthode

29.4 (1) Si le président du conseil d'arbitrage a été désigné aux termes du paragraphe 29.1 (1) ou de l'alinéa 29.2 (1) b), les parties choisissent la méthode d'arbitrage.

Cas où il n'est pas fait de choix

(2) La méthode d'arbitrage est la médiation-arbitrage, à moins que les parties ne choisissent une méthode différente.

Choix de la méthode

(3) Si le président du conseil d'arbitrage a été désigné par le ministre, ce dernier, sous réserve des paragraphes (4) à (6), choisit la méthode d'arbitrage et en avise le président du conseil d'arbitrage.

Idem : médiation-arbitrage

(4) La méthode choisie est la médiation-arbitrage, à moins que le ministre ne soit d'avis qu'une autre méthode est plus appropriée.

Idem : arbitrage des propositions finales

(5) La méthode choisie ne doit pas être l'arbitrage des propositions finales sans médiation.

Idem : médiation-arbitrage des propositions finales

(6) La méthode choisie ne doit pas être la médiation-arbitrage des propositions finales, à moins que le ministre ne choisisse cette méthode à sa seule discrétion parce qu'il est d'avis qu'elle est la plus appropriée compte tenu de la nature du différend.

Procédure**Date, heure et lieu des audiences**

29.5 (1) Sous réserve du paragraphe (2), le président du conseil d'arbitrage fixe la date, l'heure et le lieu de la première audience et de toute audience subséquente et en avise le ministre, qui avise les parties et les membres du conseil d'arbitrage.

Début des audiences

(2) Le conseil d'arbitrage tient la première audience dans les 30 jours qui suivent la désignation du dernier ou du seul membre du conseil.

Exception

(3) Si la méthode d'arbitrage que choisit le ministre aux termes du paragraphe 29.4 (3) est la médiation-arbitrage ou la médiation-arbitrage des propositions finales, le délai prévu au paragraphe (2) ne s'applique pas à l'égard de la première audience, mais s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard du début de la médiation.

Absence d'un membre

(4) Si un membre du conseil d'arbitrage désigné par une partie ou par le ministre ne peut pas assister à la première audience à la date, à l'heure et au lieu fixés par le président, la partie, à la demande écrite du président, désigne un autre membre à sa place. Si cette désignation n'est pas faite dans les cinq jours de la présentation de la demande, le ministre, à la demande écrite du président,

of the chair, appoint a new member in place of such member.

Order to expedite proceedings

(5) Where a board of arbitration has been established, the chair shall keep the Minister advised of the progress of the arbitration and where the Minister is advised that the board has failed to render a decision within the time set out in subsection 29.7 (6) or within the time extended under subsection 29.7 (7), the Minister may, after consulting the parties and the board, issue whatever order he or she considers necessary in the circumstances to ensure that a decision will be rendered within a reasonable time.

Procedure

(6) The board of arbitration shall determine its own procedure but shall give full opportunity to the parties to present their evidence and make their submissions and section 117 of the *Labour Relations Act, 1995* applies to the board of arbitration and its decision and proceedings as if it were the Ontario Labour Relations Board.

Time for submission of information

(7) If the method of arbitration selected by the Minister under subsection 29.4 (3) is mediation-arbitration or mediation-final offer selection, the chair of the board of arbitration may, after consulting with the parties, set a date after which a party may not submit information to the board unless,

- (a) the information was not available prior to the date;
- (b) the chair permits the submission of the information; and
- (c) the other party is given an opportunity to make submissions concerning the information.

Same

(8) If the members of a board of arbitration are unable to agree among themselves on matters of procedure or as to the admissibility of evidence, the decision of the chair governs.

Decision

(9) The decision of a majority of the members of a board of arbitration is the decision of the board, but, if there is no majority, the decision of the chair is the decision of the board.

Notice of agreement to recommence

(10) If any member of the board of arbitration was appointed by the Minister, the parties may, at any time before the board renders a decision, jointly serve written notice on the Minister that they have agreed that the arbitration should be recommenced before a different board of arbitration.

Termination of appointments

(11) If notice is served on the Minister under subsection (10), the appointments of all the members of the board of arbitration are terminated.

désigne le remplaçant.

Arrêté en vue d'accélérer les travaux

(5) Si un conseil d'arbitrage a été créé, le président tient le ministre au courant des progrès de l'arbitrage. Si le ministre est avisé que le conseil n'a pas rendu de décision dans le délai prévu au paragraphe 29.7 (6) ou dans le délai prorogé en vertu du paragraphe 29.7 (7), le ministre peut, après avoir consulté les parties et le conseil, prendre tout arrêté qu'il juge nécessaire dans les circonstances pour faire en sorte qu'une décision soit rendue dans un délai raisonnable.

Procédure

(6) Le conseil d'arbitrage décide lui-même de la procédure à suivre, mais donne aux parties la pleine possibilité de présenter leurs preuves et de faire valoir leurs arguments. L'article 117 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* s'applique au conseil d'arbitrage ainsi qu'à la décision qu'il rend et à l'instance tenue devant lui, comme s'il s'agissait de la Commission des relations de travail de l'Ontario.

Date de présentation des renseignements

(7) Si la méthode d'arbitrage que choisit le ministre aux termes du paragraphe 29.4 (3) est la médiation-arbitrage ou la médiation-arbitrage des propositions finales, le président du conseil d'arbitrage peut, après avoir consulté les parties, fixer une date après laquelle une partie ne peut plus présenter de renseignements au conseil à moins que les conditions suivantes ne soient réunies :

- a) les renseignements n'étaient pas disponibles avant cette date;
- b) le président autorise la présentation des renseignements;
- c) l'autre partie a la possibilité de présenter des observations au sujet des renseignements.

Idem

(8) Si les membres du conseil ne peuvent s'entendre sur des questions de procédure ou sur l'admissibilité de la preuve, le président a voix prépondérante.

Décision

(9) La décision de la majorité des membres d'un conseil d'arbitrage est celle du conseil. Toutefois, s'il n'y a pas de majorité, la décision du président est celle du conseil.

Avis d'accord

(10) Si un membre du conseil d'arbitrage a été désigné par le ministre, les parties peuvent, avant que le conseil d'arbitrage ne rende une décision, signifier d'un commun accord au ministre un avis écrit portant qu'elles ont convenu que l'arbitrage devrait recommencer devant un conseil d'arbitrage différent.

Fin des désignations

(11) Si un avis est signifié au ministre en vertu du paragraphe (10), les désignations de tous les membres du conseil d'arbitrage prennent fin.

Effective date of terminations

(12) The terminations are effective on the day the Minister is served with the notice.

Obligation to appoint

(13) Within seven days after the day the Minister is served with the notice, the parties shall jointly appoint, under subsection 29.1 (1), a person who has agreed to act as an arbitrator or shall each appoint, under subsection 29.2 (1), a person who has agreed to act as a member of a board of arbitration, and this Part applies with respect to such appointments.

Powers

(14) The chair and the other members of a board of arbitration established under this Act have, respectively, all the powers of a chair and the members of a board of arbitration under the *Labour Relations Act, 1995*.

Appointment or proceedings of board not subject to review

29.6 Where a person has been appointed as a single arbitrator or the three members have been appointed to a board of arbitration, it shall be presumed conclusively that the board has been established in accordance with this Part and no application shall be made, taken or heard for judicial review or to question the establishment of the board or the appointment of the member or members, or to review, prohibit or restrain any of its proceedings.

Duty of board

29.7 (1) The board of arbitration shall examine into and decide on matters that are in dispute and any other matters that appear to the board necessary to be decided in order to conclude a collective agreement between the parties, but the board shall not decide any matters that come within the jurisdiction of the Ontario Labour Relations Board.

Criteria

(2) In making a decision or award, the board of arbitration shall take into consideration all factors it considers relevant, including the following criteria:

1. The employer's ability to pay in light of its fiscal situation.
2. The extent to which services may have to be reduced, in light of the decision or award, if current funding and taxation levels are not increased.
3. The economic situation in Ontario.
4. A comparison, as between the employees and other comparable employees in the public and private sectors, of the terms and conditions of employment and the nature of the work performed.
5. The employer's ability to attract and retain qualified employees.

Date d'effet

(12) Les désignations prennent fin le jour où l'avis est signifié au ministre.

Obligation de désigner

(13) Dans les sept jours qui suivent le jour où l'avis est signifié au ministre, les parties désignent d'un commun accord, aux termes du paragraphe 29.1 (1), une personne qui est prête à agir à titre d'arbitre ou elles désignent chacune, aux termes du paragraphe 29.2 (1), une personne qui est prête à agir à titre de membre d'un conseil d'arbitrage, et la présente partie s'applique à l'égard de telles désignations.

Pouvoirs

(14) Le président et les autres membres d'un conseil d'arbitrage créé en vertu de la présente loi ont, respectivement, tous les pouvoirs du président et des membres d'un conseil d'arbitrage aux termes de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Désignations et travaux du conseil non susceptibles de révision

29.6 Si une personne a été désignée arbitre unique ou que les trois membres ont été désignés à un conseil d'arbitrage, la création du conseil est présumée, de façon irréfragable, s'être effectuée conformément à la présente partie. Il ne peut être présenté ni entendu aucune requête en révision judiciaire ou requête en contestation de la création du conseil ou de la désignation de son ou ses membres, ou requête visant à faire réviser, interdire ou restreindre ses travaux.

Fonction du conseil

29.7 (1) Le conseil d'arbitrage examine et tranche les questions en litige et toutes les autres questions qu'il lui paraît nécessaire de trancher pour conclure une convention collective entre les parties. Cependant, il ne doit pas trancher les questions qui relèvent de la compétence de la Commission des relations de travail de l'Ontario.

Critères

(2) Pour rendre une décision ou une sentence arbitrale, le conseil d'arbitrage prend en considération tous les facteurs qu'il estime pertinents, notamment les critères suivants :

1. La capacité de payer de l'employeur compte tenu de sa situation financière.
2. La mesure dans laquelle des services devront peut-être être réduits, compte tenu de la décision ou de la sentence arbitrale, si les niveaux de financement et d'imposition actuels ne sont pas relevés.
3. La situation économique prévalant en Ontario.
4. La comparaison, établie entre les employés et des employés comparables des secteurs public et privé, des conditions d'emploi et de la nature du travail exécuté.
5. La capacité de l'employeur d'attirer et de garder des employés qualifiés.

Restriction

(3) Nothing in subsection (2) affects the powers of the board of arbitration.

Board to remain seized of matters

(4) The board of arbitration shall remain seized of and may deal with all matters in dispute between the parties until a collective agreement is in effect between the parties.

Procedure

(5) The *Arbitrations Act* does not apply to arbitrations under this Part.

Time for decision

(6) The board of arbitration shall give a decision within 90 days after the last or only member of the board is appointed.

Extension

(7) The parties may agree to extend the time described in subsection (6), either before or after the time has passed.

Term of the agreement

(8) In making its decision upon matters in dispute between the parties, the board of arbitration may provide,

- (a) where notice was given under section 16 of the *Labour Relations Act, 1995*, that any of the terms of the agreement except its term of operation shall be retroactive to such day as the board may fix, but not earlier than the day upon which such notice was given; or
- (b) where notice was given under section 59 of the *Labour Relations Act, 1995*, that any of the terms of the agreement except its term of operation shall be retroactive to such day as the board may fix, but not earlier than the day upon which the previous agreement ceased to operate.

Reference back to board

29.8 (1) The board of arbitration may, upon application by a party within 10 days after the release of a decision, amend, alter or vary the decision where it is shown to the satisfaction of the board that they failed to deal with any matter in dispute referred to them or that an error is apparent on the face of the decision.

Representations on reference back

(2) Before amending, altering or varying a decision on an application under subsection (1), the board shall give the parties an opportunity to make representations on the application.

Time limit on reference back

(3) A decision may be amended, altered or varied on an application under subsection (1) only within 20 days after the application is made.

No decision to require legislation

(4) In making a decision, the board of arbitration shall not include any term that would require either directly or

Restriction

(3) Le paragraphe (2) n'a pas d'incidence sur les pouvoirs du conseil d'arbitrage.

Conseil demeurant saisi des questions en litige

(4) Le conseil d'arbitrage demeure saisi et peut connaître de toutes les questions en litige entre les parties jusqu'à ce qu'une convention collective entre en vigueur entre les parties.

Procédure

(5) La *Loi sur l'arbitrage* ne s'applique pas aux arbitrages visés à la présente partie.

Délai impart

(6) Le conseil d'arbitrage rend une décision dans les 90 jours qui suivent la désignation du dernier ou du seul membre du conseil.

Prorogation

(7) Les parties peuvent convenir de proroger le délai visé au paragraphe (6), soit avant, soit après l'expiration de celui-ci.

Conditions de la convention

(8) En rendant sa décision sur les questions en litige entre les parties, le conseil d'arbitrage peut prévoir :

- a) si un avis a été donné en vertu de l'article 16 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, que l'une quelconque des conditions de la convention, sauf sa durée, est rétroactive au jour que fixe le conseil, mais pas à une date antérieure à celle où a été donné l'avis;
- b) si un avis a été donné en vertu de l'article 59 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, que l'une quelconque des conditions de la convention, sauf sa durée, est rétroactive au jour que fixe le conseil, mais pas à une date antérieure à celle où la convention précédente a cessé d'être en vigueur.

Renvoi au conseil

29.8 (1) À la demande d'une partie dans les 10 jours qui suivent la communication d'une décision, le conseil d'arbitrage peut modifier sa décision s'il est convaincu qu'il a omis d'examiner une question en litige qui lui était soumise ou que la décision présente une erreur manifeste.

Observations en cas de renvoi

(2) Avant de modifier une décision à la suite d'une demande visée au paragraphe (1), le conseil donne aux parties la possibilité de présenter des observations au sujet de la demande.

Délai en cas de renvoi

(3) Une décision ne peut être modifiée à la suite d'une demande visée au paragraphe (1) que dans les 20 jours qui suivent la présentation de la demande.

Incidence de la décision sur les lois

(4) Nulle décision du conseil d'arbitrage ne doit contenir de conditions dont l'application exigerait, directement

indirectly for its implementation the enactment or amendment of legislation except for the purpose of appropriating money for its implementation.

Where agreement reached

29.9 (1) Where, during the bargaining under this Act or during the proceedings before the board of arbitration, the parties agree on all the matters to be included in a collective agreement, they shall put them in writing and shall execute the document, and thereupon it constitutes a collective agreement under the *Labour Relations Act, 1995*.

Failure to make agreement

(2) If the parties fail to put the terms of all the matters agreed upon by them in writing or if, having put the terms of their agreement in writing, either of them fails to execute the document within seven days after it was executed by the other of them, they shall be deemed not to have made a collective agreement and it shall instead be decided by arbitration in accordance with this Part.

Decision of board

(3) Where, during the bargaining under this Act or during the proceedings before the board of arbitration, the parties have agreed upon some matters to be included in the collective agreement and have notified the board in writing of the matters agreed upon, the decision of the board shall be confined to the matters not agreed upon by the parties and to such other matters that appear to the board necessary to be decided to conclude a collective agreement between the parties.

Same

(4) Where the parties have not notified the board of arbitration in writing that, during the bargaining under this Act or during the proceedings before the board of arbitration, they have agreed upon some matters to be included in the collective agreement, the board shall decide all matters in dispute and such other matters that appear to the board necessary to be decided to conclude a collective agreement between the parties.

Execution of agreement

29.10 (1) Within five days after the date of the decision of the board of arbitration or such longer period as may be agreed upon in writing by the parties, the parties shall prepare and execute a document giving effect to the decision of the board and any agreement of the parties, and the document thereupon constitutes a collective agreement.

Preparation of agreement by board

(2) If the parties fail to prepare and execute a document in the form of a collective agreement giving effect to the decision of the board and any agreement of the parties within the period mentioned in subsection (1), the parties or either of them shall notify the chair of the board in writing forthwith, and the board shall prepare a document in the form of a collective agreement giving effect to the decision of the board and any agreement of the parties and submit the document to the parties for execution.

ou indirectement, l'adoption ou la modification d'une loi, sauf à des fins d'affectation de fonds en vue de son application.

Entente entre les parties

29.9 (1) Si, au cours des négociations engagées en vertu de la présente loi ou au cours de l'instance tenue devant le conseil d'arbitrage, les parties s'entendent sur toutes les questions à inclure dans une convention collective, elles les consignent et passent le document, qui constitue dès lors une convention collective aux termes de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Défaut de s'entendre

(2) Si les parties ne consignent pas toutes les conditions relatives aux questions sur lesquelles elles se sont entendues ou si, après les avoir consignées, l'une ou l'autre ne passe pas le document dans les sept jours de sa passation par l'autre partie, elles sont réputées ne pas avoir conclu de convention collective et ces questions sont plutôt décidées par arbitrage conformément à la présente partie.

Décision du conseil

(3) Si, au cours des négociations engagées en vertu de la présente loi ou au cours de l'instance tenue devant le conseil d'arbitrage, les parties se sont entendues pour que certaines questions soient incluses dans la convention collective et qu'elles ont avisé par écrit le conseil d'arbitrage des questions sur lesquelles elles se sont entendues, la décision du conseil doit se limiter aux questions sur lesquelles il n'y a pas eu d'entente et aux autres questions qu'il lui paraît nécessaire de trancher pour conclure une convention collective entre les parties.

Idem

(4) Si les parties n'ont pas avisé par écrit le conseil d'arbitrage qu'au cours des négociations engagées en vertu de la présente loi ou au cours de l'instance tenue devant le conseil d'arbitrage elles se sont entendues sur certaines questions à inclure dans la convention collective, le conseil tranche toutes les questions en litige et les autres questions qu'il lui paraît nécessaire de trancher pour conclure une convention collective entre les parties.

Passation d'une convention

29.10 (1) Dans les cinq jours qui suivent la date à laquelle la décision du conseil d'arbitrage a été rendue ou après le délai plus long dont conviennent les parties par écrit, celles-ci rédigent et passent un document qui donne suite à la décision du conseil et à toute entente entre elles, qui constitue dès lors une convention collective.

Rédaction de la convention collective par le conseil d'arbitrage

(2) Si les parties ne parviennent pas à rédiger et à passer un document sous la forme d'une convention collective qui donne suite à la décision du conseil et à toute entente entre elles, dans le délai prévu au paragraphe (1), les parties ou l'une d'entre elles en avisent le président du conseil par écrit et sans délai. Le conseil rédige alors un document sous la forme d'une convention collective qui donne suite à sa décision et à toute entente entre les parties, et il présente ce document aux parties pour qu'elles le passent.

Failure to execute agreement

(3) If the parties or either of them fail to execute the document prepared by the board within a period of five days from the day of its submission by the board to them, the document shall come into effect as though it had been executed by the parties, and the document thereupon constitutes a collective agreement under the *Labour Relations Act, 1995*.

Effective date

(4) The date the board of arbitration gives its decision is the effective date of the document that constitutes a collective agreement between the parties.

Remuneration and expenses

29.11 The remuneration and expenses of the members of the board of arbitration shall be paid as follows:

1. If a single arbitrator is appointed, each party shall pay one-half of the remuneration and expenses of the arbitrator.
2. If a board of arbitration is appointed, each party shall pay the remuneration and expenses of the member appointed by or on behalf of the party and one-half of the remuneration and expenses of the chair.

Strikes and lock-outs prohibited

29.12 Despite anything in the *Labour Relations Act, 1995*, employees to whom this Part applies shall not strike and the employer shall not lock them out.

Timeliness of representation applications

29.13 (1) Despite section 67 of the *Labour Relations Act, 1995*, where a trade union that has been certified as the bargaining agent for the Correctional Bargaining Unit has given notice to the employer of employees who are members of that unit under section 16 of that Act and the Minister has appointed a conciliation officer, an application for a declaration that the trade union no longer represents the employees in the bargaining unit determined in the certificate may be made only in accordance with subsection 63 (2) of the *Labour Relations Act, 1995*.

Same

(2) Subject to subsection (3) and despite section 67 of the *Labour Relations Act, 1995*, where notice has been given under section 59 of the *Labour Relations Act, 1995* by or to a trade union that is the bargaining agent for the Correctional Bargaining Unit to or by the employer of employees who are members of that unit and the Minister has appointed a conciliation officer, an application for certification of a bargaining agent of the employees who are members of that unit or an application for a declaration that the trade union that was a party to the collective agreement no longer represents the employees who are members of that unit shall not be made after the day upon which the agreement ceased to operate or the day upon which the Minister appointed a conciliation officer, whichever is later, except in accordance with section 7 or subsection 63 (2) of the *Labour Relations Act, 1995*, as the case may be.

Défaut de passer la convention

(3) Si les parties ou l'une d'elles ne passent pas le document rédigé par le conseil dans un délai de cinq jours après la date à laquelle il leur a été présenté, le document entre en vigueur comme s'il avait été passé par les parties, et il constitue dès lors une convention collective aux termes de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Date d'entrée en vigueur

(4) La date à laquelle le conseil d'arbitrage rend sa décision est aussi la date d'entrée en vigueur du document qui constitue une convention collective entre les parties.

Rémunération et indemnités

29.11 La rémunération et les indemnités des membres du conseil d'arbitrage sont payées comme suit :

1. Si un arbitre unique est désigné, chacune des parties paie la moitié de sa rémunération et de ses indemnités.
2. Si un conseil d'arbitrage est désigné, chacune des parties paie la rémunération et les indemnités du membre qu'elle désigne ou qui est désigné en son nom et paie la moitié de la rémunération et des indemnités du président.

Grèves et lock-out interdits

29.12 Malgré la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, les employés à qui s'applique la présente partie ne doivent pas se mettre en grève et leur employeur ne doit pas les lock-outer.

Requêtes en révocation d'accréditation

29.13 (1) Malgré l'article 67 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, si un syndicat accrédité comme agent négociateur de l'Unité de négociation des services correctionnels a donné à l'employeur des employés compris dans cette unité un avis prévu à l'article 16 de cette loi et que le ministre a désigné un conciliateur, une requête visant à obtenir une déclaration selon laquelle le syndicat ne représente plus les employés compris dans l'unité de négociation définie dans le certificat d'accréditation ne peut être présentée que conformément au paragraphe 63 (2) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*.

Idem

(2) Sous réserve du paragraphe (3) et malgré l'article 67 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, si un avis a été donné en vertu de l'article 59 de cette loi, soit par l'employeur des employés compris dans l'Unité de négociation des services correctionnels à un syndicat qui est l'agent négociateur de cette unité, soit par le syndicat à cet employeur, et que le ministre a désigné un conciliateur, une requête visant l'accréditation comme agent négociateur des employés compris dans cette unité, ou une requête visant à obtenir une déclaration selon laquelle le syndicat partie à la convention collective ne représente plus les employés compris dans cette unité, ne doit pas être présentée après la date où la convention a expiré ou celle où le ministre a désigné un conciliateur, selon celle de ces deux dates qui est postérieure à l'autre, si ce n'est en conformité avec l'article 7 ou le paragraphe 63 (2) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, selon le cas.

Same

(3) The applications referred to in subsection (2) shall not be made until a collective agreement for the Correctional Bargaining Unit is made following the expiry of the collective agreements referred to in subsections 23 (3) and (4) for the Unit.

Working conditions may not be altered

29.14 Despite subsection 86 (1) of the *Labour Relations Act, 1995*, if notice has been given under section 16 or 59 of that Act and no collective agreement is in operation,

- (a) the employer shall not, except with the consent of the bargaining agent, alter the rates of wages or any other term or condition of employment or any right, privilege or duty of the employer, the bargaining agent or the employees; and
- (b) the bargaining agent shall not, except with the consent of the employer, alter any term or condition of employment or any right, privilege or duty of the employer, the bargaining agent or the employees.

Filing of decisions

29.15 Every chair of a board of arbitration shall file a copy of every decision of the board with the Minister.

Delegation

29.16 (1) The Minister may delegate in writing to any person the Minister's power to make an appointment, order or direction under this Act.

Proof of appointment

(2) An appointment, an order or a direction made under this Act that purports to be signed by or on behalf of the Minister shall be received in evidence in any proceeding as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the facts stated in it without proof of the signature or the position of the person appearing to have signed it.

Regulations

29.17 (1) The Minister may make regulations for the purposes of this Part,

- (a) providing for and regulating the engagement of experts, investigators and other assistants by boards of arbitration;
- (b) providing for and fixing the remuneration and expenses of chairs and other members of boards of arbitration;
- (c) prescribing rules of practice and procedure;
- (d) prescribing forms and providing for their use;
- (e) addressing any issue related to the application of any provision of the *Labour Relations Act, 1995* that arises as a result of,

Idem

(3) Les requêtes visées au paragraphe (2) ne doivent pas être présentées tant qu'une convention collective pour l'Unité de négociation des services correctionnels n'aura pas été conclue après l'expiration des conventions collectives visées aux paragraphes 23 (3) et (4) applicables à l'unité.

Aucune modification des conditions de travail

29.14 Malgré le paragraphe 86 (1) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*, si l'avis prévu à l'article 16 ou 59 de cette loi a été donné et qu'aucune convention collective n'est en vigueur :

- a) l'employeur ne peut pas modifier les taux de salaire ou les autres conditions d'emploi, ni les droits, privilèges ou devoirs de l'employeur, de l'agent négociateur ou des employés, sauf avec le consentement de l'agent négociateur;
- b) l'agent négociateur ne peut pas modifier les conditions d'emploi, ni les droits, privilèges ou devoirs de l'employeur, de l'agent négociateur ou des employés, sauf avec le consentement de l'employeur.

Dépôt des décisions

29.15 Chaque président de conseil d'arbitrage dépose auprès du ministre une copie de chaque décision du conseil.

Délégation

29.16 (1) Le ministre peut déléguer par écrit à quiconque le pouvoir que lui confère la présente loi de faire des désignations, de prendre des arrêtés ou de donner des directives.

Preuve de la désignation

(2) Une désignation faite, un arrêté pris ou une directive donnée en vertu de la présente loi et qui se présente comme étant signé par le ministre ou au nom de celui-ci est reçu en preuve dans une instance comme preuve, en l'absence de preuve contraire, des faits qui y figurent sans qu'il soit nécessaire de faire authentifier la signature ou le poste de la personne qui paraît l'avoir signé.

Règlements

29.17 (1) Pour l'application de la présente partie, le ministre peut, par règlement :

- a) prévoir et réglementer l'engagement d'experts, d'enquêteurs et de personnel auxiliaire par les conseils d'arbitrage;
- b) prévoir et fixer la rémunération et les indemnités des présidents et autres membres des conseils d'arbitrage;
- c) prescrire des règles de pratique et de procédure;
- d) prescrire des formulaires et prévoir les modalités de leur emploi;
- e) traiter de toute question relative à l'application de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* qui se pose à la suite :

- (i) a collective agreement being executed within 90 days of its expiry,
 - (ii) a collective agreement being executed after the period during which that agreement applies has expired, or
 - (iii) the interaction between subsection 24 (7) of this Act and section 7 or subsection 63 (2) of the *Labour Relations Act, 1995*;
- (f) respecting any matter necessary or advisable to carry out effectively the intent and purpose of this Part.

Same

(2) Without limiting the generality of clause (1) (e), a regulation made under that clause may modify the application of a provision of the *Labour Relations Act, 1995* in order to achieve the objectives of the provision.

8. The Act is amended by adding the following section:

Non-application, Correctional Bargaining Unit

30.1 This Part does not apply to the Correctional Bargaining Unit described in subsection 22 (2).

9. Subsection 54 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Exception

(3) This section does not apply with respect to a bargaining unit that was continued by section 23 as it read on the day before the day section 7 of Schedule 6 to the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* came into force.

10. Sections 56 and 57 of the Act are repealed.

Commencement

11. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

- (i) de la passation d'une convention collective dans les 90 jours de son expiration,
 - (ii) de la passation d'une convention collective après l'expiration de la période au cours de laquelle elle s'applique,
 - (iii) de l'interaction entre le paragraphe 24 (7) de la présente loi et l'article 7 ou le paragraphe 63 (2) de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*;
- f) traiter de toute question jugée utile ou nécessaire pour réaliser l'objet de la présente partie.

Idem

(2) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (1) e), les règlements pris en vertu de cet alinéa peuvent modifier l'application d'une disposition de la *Loi de 1995 sur les relations de travail* afin de réaliser les objectifs de cette disposition.

8. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Non-application : Unité de négociation des services correctionnels

30.1 La présente partie ne s'applique pas à l'Unité de négociation des services correctionnels visée au paragraphe 22 (2).

9. Le paragraphe 54 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Exception

(3) Le présent article ne s'applique pas à l'égard d'une unité de négociation maintenue par l'article 23, dans sa version en vigueur la veille du jour de l'entrée en vigueur de l'article 7 de l'annexe 6 de la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)*.

10. Les articles 56 et 57 de la Loi sont abrogés.

Entrée en vigueur

11. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

SCHEDULE 7 FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

1. (1) Paragraph 1 of section 21 of the *Financial Administration Act* is repealed and the following substituted:

1. The payment, renewal, repayment or replacement of all or part of any loan raised or security issued under this or any other Act if all of the following conditions are satisfied:

- i. The Lieutenant Governor in Council makes an order under this paragraph.
- ii. The order specifies the maximum aggregate amount of the money that may be raised under this paragraph within 24 months after the date on which the order is made.
- iii. The maximum aggregate amount specified in the order does not exceed the amount necessary for the payment, renewal, repayment or replacement of the following loans and securities:

A. Loans that come due and securities that mature no earlier than 12 months before the date on which the order is made and no later than 12 months after the date on which the order is made.

B. Loans and securities that are purchased or cancelled by Ontario no earlier than 12 months before the date on which the order is made and no later than the date on which the order is made.

(2) Section 21 of the Act is amended by adding the following subsection:

Refinancing may increase indebtedness or extend term

(2) The money raised for a purpose described in paragraph 1 of subsection (1) may increase the amount of the public debt or extend the term of years, if any, fixed by the Act that authorized the raising of the loan or the issue and sale of the securities being paid, renewed, repaid or replaced.

2. (1) Paragraphs 1 and 2 of subsection 26 (2) of the Act are amended by striking out “Canadian dollar noon spot exchange rate” wherever it appears and substituting in each case “Canadian dollar spot exchange rate”.

(2) Subsections 26 (4) and (5) of the Act are repealed and the following substituted:

Foreign currency securities refinanced under section 21

(4) For the purpose of specifying in Canadian dollars the maximum aggregate amount of money in an order under paragraph 1 of section 21, the Minister of Finance may approve a method for calculating the conversion into Canadian dollars of the amount necessary for the payment, renewal, repayment or replacement of all or part of

ANNEXE 7 LOI SUR L'ADMINISTRATION FINANCIÈRE

1. (1) La disposition 1 de l'article 21 de la *Loi sur l'administration financière* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

1. Le paiement, le renouvellement, le remboursement ou le remplacement, en totalité ou en partie, d'un emprunt contracté ou d'une valeur mobilière émise en vertu de la présente loi ou d'une autre loi, si les conditions suivantes sont remplies :

- i. Le lieutenant-gouverneur en conseil prend un décret en vertu de la présente disposition.
- ii. Le décret précise le montant total maximal de la somme qui peut être réunie en vertu de la présente disposition dans les 24 mois qui suivent la date à laquelle le décret est pris.
- iii. Le montant total maximal précisé dans le décret ne dépasse pas le montant nécessaire au paiement, au renouvellement, au remboursement ou au remplacement des emprunts et valeurs mobilières suivants :

A. Les emprunts et valeurs mobilières qui viennent à échéance au plus tôt 12 mois avant la date à laquelle le décret est pris et au plus tard 12 mois après cette même date.

B. Les emprunts et valeurs mobilières qui sont achetés ou annulés par l'Ontario au plus tôt 12 mois avant la date à laquelle le décret est pris et au plus tard à cette même date.

(2) L'article 21 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Effet du refinancement sur le montant de la dette ou son terme

(2) La somme réunie à une fin visée à la disposition 1 du paragraphe (1) peut avoir pour effet d'accroître le montant de la dette publique ou d'en prolonger le terme fixé, le cas échéant, par la loi autorisant l'emprunt ou l'émission et la vente des valeurs mobilières ainsi payés, renouvelés, remboursés ou remplacés.

2. (1) Les dispositions 1 et 2 du paragraphe 26 (2) de la Loi sont modifiées par remplacement de «cours du comptant à midi du dollar canadien» par «cours au comptant du dollar canadien» partout où figurent ces mots.

(2) Les paragraphes 26 (4) et (5) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Refinancement de valeurs mobilières libellées en devises étrangères prévu à l'article 21

(4) Pour que le montant total maximal de la somme figurant dans un décret visé à la disposition 1 de l'article 21 soit précisé en dollars canadiens, le ministre des Finances peut approuver la méthode de conversion en dollars canadiens de la somme nécessaire au paiement, au renouvellement, au remboursement ou au remplacement,

a loan or security denominated in a currency other than Canadian dollars.

Bank of Canada rate not available

(5) If, in respect of a foreign currency to be converted to Canadian dollars in accordance with subsection (2), the Bank of Canada has not quoted a Canadian dollar spot exchange rate in the 10 days preceding the date described in paragraph 1 of subsection (2), the conversion shall be at the Canadian dollar exchange rate for that currency quoted on a day and by a financial service or financial institution acceptable to the Minister of Finance.

Commencement

3. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

en totalité ou en partie, d'un emprunt ou d'une valeur mobilière libellé dans une devise étrangère.

Cas où le taux de la Banque du Canada n'est pas disponible

(5) Si, relativement à une devise étrangère qui doit être convertie en dollars canadiens conformément au paragraphe (2), la Banque du Canada n'a pas fourni le cours au comptant du dollar canadien dans les 10 jours qui précèdent la date visée à la disposition 1 du paragraphe (2), la conversion est effectuée au cours du dollar canadien pour cette devise qui est fourni un jour et par un service financier ou une institution financière que le ministre des Finances juge acceptables.

Entrée en vigueur

3. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE 8
FINANCIAL SERVICES REGULATORY
AUTHORITY OF ONTARIO ACT, 2016**

CONTENTS

INTERPRETATION

1. Definitions
ESTABLISHMENT, OBJECTS, POWERS, ETC.
2. Authority established
3. Object of the Authority
4. Preparation to carry out function
5. Information for preparation, etc.
6. Powers of the Authority
7. Application of certain Acts

DIRECTORS AND EMPLOYEES

8. Board of directors
9. By-laws
10. Authority staff

FINANCIAL MATTERS

11. Revenues not part of CRF
12. Restriction on certain financial activities
13. Loans, etc., to the Authority
14. Payment of judgments against the Authority
15. Assessment of regulated sector
16. Payment of assessment
17. Financial statements
18. Minister's request for information

IMMUNITY

19. Immunity of employees and others
20. Testimony in civil proceedings

REGULATIONS

21. Regulations

AMENDMENT TO THIS ACT

22. Amendment to s. 7 (3)

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

23. Commencement
24. Short title

INTERPRETATION

Definitions

1. In this Act,

“Authority” means the Financial Services Regulatory Authority of Ontario established under subsection 2 (1); (“Office”)

“DICO” means the Deposit Insurance Corporation of Ontario continued under section 249 of the *Credit Unions and Caisses Populaires Act, 1994*; (“SOAD”)

“Financial Services Tribunal” means the Financial Services Tribunal established under section 6 of the *Financial Services Commission of Ontario Act, 1997*; (“Tribunal des services financiers”)

“FSCO” means the Financial Services Commission of Ontario established under the *Financial Services Commission of Ontario Act, 1997*; (“CSFO”)

“Minister” means the Minister of Finance or such other member of the Executive Council as may be assigned

**ANNEXE 8
LOI DE 2016 SUR L'OFFICE ONTARIEN
DE RÉGLEMENTATION
DES SERVICES FINANCIERS**

SOMMAIRE

DÉFINITIONS

1. Définitions
CRÉATION, MISSION, POUVOIRS ET AUTRES QUESTIONS
2. Création de l'Office
3. Mission de l'Office
4. Préparation de la prise en charge de la mission
5. Renseignements servant à la préparation
6. Pouvoirs de l'Office
7. Application de certaines lois

ADMINISTRATEURS ET EMPLOYÉS

8. Conseil d'administration
9. Règlements administratifs
10. Personnel de l'Office

QUESTIONS FINANCIÈRES

11. Revenus exclus du Trésor
12. Restriction : certaines activités financières
13. Prêts et autre financement consentis à l'Office
14. Jugements contre l'Office : paiement
15. Cotisation d'un secteur réglementé
16. Paiement de la cotisation
17. États financiers
18. Renseignements demandés par le ministre

IMMUNITÉ

19. Immunité des employés et d'autres personnes
20. Témoignage dans les instances civiles

RÈGLEMENTS

21. Règlements

MODIFICATION DE LA PRÉSENTE LOI

22. Modification du par. 7 (3)

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

23. Entrée en vigueur
24. Titre abrégé

DÉFINITIONS

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«CSFO» La Commission des services financiers de l'Ontario créée aux termes de la *Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l'Ontario*. («FSCO»)

«ministre» Le ministre des Finances ou l'autre membre du Conseil exécutif qui est chargé de l'application de la présente loi en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

«Office» L'Office ontarien de réglementation des services financiers créé aux termes du paragraphe 2 (1). («Authority»)

«secteur réglementé» S'entend au sens de l'article 1 de la *Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l'Ontario*. («regulated sector»)

«SOAD» La Société ontarienne d'assurance-dépôts main-

the administration of this Act under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

“regulated sector” has the same meaning as in section 1 of the *Financial Services Commission of Ontario Act, 1997*; (“secteur réglementé”)

“Superintendent of Financial Services” means the Superintendent of Financial Services appointed under section 5 of the *Financial Services Commission of Ontario Act, 1997*. (“surintendant des services financiers”)

ESTABLISHMENT, OBJECTS, POWERS, ETC.

Authority established

2. (1) A corporation without share capital is hereby established under the name Financial Services Regulatory Authority of Ontario in English and Office ontarien de réglementation des services financiers in French.

Membership

(2) The members of the Authority shall consist of the members of its board of directors.

Crown agency

(3) The Authority is an agent of the Crown in right of Ontario.

Object of the Authority

3. The object of the Authority is to regulate the regulated sectors.

Preparation to carry out function

4. The Authority shall work with the Minister to prepare for the Authority to carry out the regulatory function described in section 3.

Information for preparation, etc.

5. (1) The Minister or the Authority may require FSCO, the Superintendent of Financial Services and DICO to provide information for the purpose of preparing for the Authority to carry out the regulatory function described in section 3 and for the transition from that function being carried out by FSCO, the Superintendent of Financial Services and DICO to that function being carried out by the Authority.

Format

(2) The Minister or the Authority may require that the information be provided in the format specified by the Minister or the Authority.

Compliance

(3) FSCO, the Superintendent of Financial Services and DICO shall comply with a requirement under this section.

Information shared between Minister and Authority

(4) Information, including information collected otherwise than in accordance with this section, may be provided for the purpose described in subsection (1),

(a) from the Minister to the Authority; or

tendue aux termes de l'article 249 de la *Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions*. («DICO»)

«surintendant des services financiers» Le surintendant des services financiers nommé aux termes de l'article 5 de la *Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l'Ontario*. («Superintendent of Financial Services»)

«Tribunal des services financiers» Le Tribunal des services financiers créé aux termes de l'article 6 de la *Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l'Ontario*. («Financial Services Tribunal»)

CRÉATION, MISSION, POUVOIRS ET AUTRES QUESTIONS

Création de l'Office

2. (1) Est créée une personne morale sans capital-actions appelée Office ontarien de réglementation des services financiers en français et Financial Services Regulatory Authority of Ontario en anglais.

Membres

(2) Les membres de l'Office sont les membres de son conseil d'administration.

Mandataire de la Couronne

(3) L'Office est un mandataire de la Couronne du chef de l'Ontario.

Mission de l'Office

3. L'Office a pour mission de réglementer les secteurs réglementés.

Préparation de la prise en charge de la mission

4. L'Office collabore avec le ministre pour se préparer à prendre en charge la mission de réglementation prévue à l'article 3.

Renseignements servant à la préparation

5. (1) Le ministre ou l'Office peut exiger que la CSFO, le surintendant des services financiers et la SOAD fournissent des renseignements pour préparer la prise en charge par l'Office de la mission de réglementation prévue à l'article 3 et pour faciliter la transition à effectuer pour que l'Office exerce les fonctions de réglementation exercées auparavant par la CSFO, le surintendant des services financiers et la SOAD.

Forme des renseignements

(2) Le ministre ou l'Office peut exiger que les renseignements soient fournis sous la forme qu'il précise.

Respect des exigences

(3) La CSFO, le surintendant des services financiers et la SOAD respectent toute exigence formulée en vertu du présent article.

Échange de renseignements entre le ministre et l'Office

(4) Les renseignements, y compris ceux recueillis autrement qu'en conformité avec le présent article, peuvent être fournis à la fin visée au paragraphe (1) :

a) par le ministre à l'Office;

(b) from the Authority to the Minister.

No notice to individual

(5) Any collection by the Minister or the Authority of personal information under this section is exempt from the application of subsection 39 (2) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

Deemed consistent purpose

(6) For the purposes of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*, personal information in the custody or control of the Ministry that has been collected otherwise than in accordance with this section may be used by the Ministry for the purpose described in subsection (1), and that use shall be deemed to be for a purpose that is consistent with the purpose for which the personal information was obtained or compiled.

Powers of the Authority

6. The Authority has the capacity, rights, powers and privileges of a natural person for carrying out its objects, subject to the limitations under this Act.

Application of certain Acts

7. (1) The *Corporations Information Act* does not apply to the Authority.

Business Corporations Act

(2) Section 132, subsections 134 (1) and (3), and sections 135 and 136 of the *Business Corporations Act* apply, with necessary modifications, to the Authority and its directors and officers.

Corporations Act

(3) The *Corporations Act* does not apply to the Authority except as prescribed in the regulations made under this Act.

DIRECTORS AND EMPLOYEES

Board of directors

8. (1) The board of directors shall supervise the management of the Authority's affairs.

Composition

(2) The board of directors shall consist of at least three and not more than 11 directors.

Appointment

(3) Each director shall be appointed by the Lieutenant Governor in Council, on the recommendation of the Minister.

Ineligibility

(4) A person who is an officer or other employee of the Authority is ineligible to be a director of the Authority.

Quorum

(5) A majority of the directors constitutes a quorum of the board of directors. However, the by-laws may provide for a higher threshold for quorum.

b) par l'Office au ministre.

Aucun avis au particulier

(5) La collecte de renseignements personnels par le ministre ou l'Office en vertu du présent article est soustraite à l'application du paragraphe 39 (2) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

Utilisation réputée faite à une fin compatible

(6) Pour l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*, le ministère peut utiliser à la fin visée au paragraphe (1) les renseignements personnels dont il a la garde ou le contrôle et qui ont été recueillis autrement qu'en conformité avec le présent article. Cette utilisation est réputée faite à une fin compatible avec celle pour laquelle les renseignements personnels ont été obtenus ou recueillis.

Pouvoirs de l'Office

6. L'Office a la capacité ainsi que les droits, pouvoirs et privilèges d'une personne physique pour réaliser sa mission, sous réserve des restrictions prévues par la présente loi.

Application de certaines lois

7. (1) La *Loi sur les renseignements exigés des personnes morales* ne s'applique pas à l'Office.

Loi sur les sociétés par actions

(2) L'article 132, les paragraphes 134 (1) et (3) et les articles 135 et 136 de la *Loi sur les sociétés par actions* s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'Office ainsi qu'à ses administrateurs et dirigeants.

Loi sur les personnes morales

(3) La *Loi sur les personnes morales* ne s'applique pas à l'Office, sauf dans la mesure prescrite par les règlements pris en vertu de la présente loi.

ADMINISTRATEURS ET EMPLOYÉS

Conseil d'administration

8. (1) Le conseil d'administration supervise la gestion des affaires de l'Office.

Composition

(2) Le conseil d'administration se compose d'au moins trois et d'au plus 11 administrateurs.

Nomination

(3) Chaque administrateur est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre.

Inadmissibilité

(4) Les personnes qui sont des dirigeants ou d'autres employés de l'Office sont inadmissibles au poste d'administrateur de celui-ci.

Quorum

(5) La majorité des administrateurs constitue le quorum du conseil d'administration. Toutefois, les règlements administratifs peuvent prévoir un quorum plus élevé.

Chair

(6) The Lieutenant Governor in Council shall, on the recommendation of the Minister, designate a director as chair.

Same

(7) The chair holds office for the term specified by the Lieutenant Governor in Council which shall not exceed his or her term as a director.

Acting chair

(8) If the chair is absent at any meeting of the board of directors or if the office of the chair is vacant, one of the directors who is chosen to so act by the directors present shall preside and have all the powers, duties and functions of the chair.

By-laws

9. (1) Subject to the approval of the Minister, the board of directors may make by-laws,

- (a) governing the administration, management and conduct of the affairs of the Authority;
- (b) governing the appointment of an auditor;
- (c) setting out the powers, functions and duties of the chair and the officers employed by the Authority;
- (d) delegating to employees of the Authority the exercise or performance of any power or duty conferred or imposed on an officer of the Authority under this Act and fixing the terms or conditions of the delegation;
- (e) governing the remuneration and benefits of the employees;
- (f) governing the time, place and method for holding meetings of the board of directors and the procedure at such meetings; and
- (g) governing the appointment, operation or dissolution of committees of the board of directors and delegating duties of the board to the committees.

Notice to Minister

(2) The Authority shall deliver to the Minister a copy of every by-law.

Minister's review

(3) Within 60 days after delivery of the by-law, the Minister may approve, reject or return it to the Authority for further consideration.

Effect of approval

(4) A by-law that is approved by the Minister becomes effective on the date of the approval or on such later date as the by-law may provide.

Effect of rejection

(5) A by-law that is rejected by the Minister does not become effective.

Présidence

(6) Le lieutenant-gouverneur en conseil désigne un administrateur à la présidence sur la recommandation du ministre.

Idem

(7) Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe la durée du mandat du président, laquelle ne peut dépasser celle de son mandat d'administrateur.

Président suppléant

(8) En cas d'absence du président à une réunion du conseil d'administration ou en cas de vacance de son poste, celui des administrateurs présents qui est choisi par ceux-ci pour agir en cette qualité assume la présidence et exerce les pouvoirs et les fonctions du président.

Règlements administratifs

9. (1) Sous réserve de l'approbation du ministre, le conseil d'administration peut, par règlement administratif :

- a) régir l'administration, la gestion et la conduite des affaires de l'Office;
- b) régir la nomination d'un vérificateur;
- c) énoncer les pouvoirs et fonctions du président et des dirigeants qu'emploie l'Office;
- d) déléguer à des employés de l'Office l'exercice des pouvoirs et fonctions que la présente loi attribue à ses dirigeants, et fixer les conditions de la délégation;
- e) régir la rémunération et les avantages des employés;
- f) régir la date, l'heure et le lieu où se tiennent ses réunions, la façon dont elles se tiennent et leurs règles de procédure;
- g) régir la constitution, le fonctionnement ou la dissolution de ses comités et leur déléguer certaines de ses fonctions.

Avis au ministre

(2) L'Office remet au ministre une copie de tous ses règlements administratifs.

Examen par le ministre

(3) Dans les 60 jours de la remise d'un règlement administratif, le ministre peut l'approuver, le rejeter ou le retourner à l'Office pour réexamen.

Effet de l'approbation

(4) Les règlements administratifs qu'approuve le ministre entrent en vigueur le jour de leur approbation ou à la date ultérieure qu'ils précisent.

Effet du rejet

(5) Les règlements administratifs que le ministre rejette n'entrent pas en vigueur.

Effect of return for further consideration

(6) A by-law that is returned to the Authority for further consideration does not become effective until the Authority returns it to the Minister and the Minister approves it.

Expiry of review period

(7) If within the 60-day period the Minister does not approve, reject or return the by-law for further consideration, the by-law becomes effective on the 75th day after it is delivered to the Minister or on such later date as the by-law may provide.

Financial by-laws

(8) The following apply with respect to a by-law relating to borrowing, investing or managing financial risks:

1. Subsections (3) to (7) do not apply.
2. The by-law does not take effect unless it is approved by the Minister and, if the Minister is not the Minister of Finance, the Minister of Finance.
3. The by-law becomes effective upon being approved under paragraph 2 or on such later date as the by-law provides.

Publication

(9) The Authority shall publish each by-law on the Internet as soon as practicable after the by-law becomes effective.

Legislation Act, 2006, Part III

(10) Part III (Regulations) of the *Legislation Act, 2006* does not apply to a by-law.

Authority staff

10. (1) The Authority may employ such persons as it considers necessary to enable it effectively to perform its duties and exercise its powers.

Chief Executive Officer

(2) The board of directors shall appoint a Chief Executive Officer who shall be responsible for the management and administration of the Authority, subject to the supervision and direction of the board.

Other officers

(3) The Authority may appoint from among its employees such other officers as it considers necessary.

Agreement for services

(4) The Authority and a ministry of the Crown may enter into agreements for the provision by employees of the Crown of any service required by the Authority to carry out its duties and powers. The Authority shall pay the agreed amount for services provided to it.

FINANCIAL MATTERS

Revenues not part of CRF

11. (1) Despite Part I of the *Financial Administration*

Effet du retour pour réexamen

(6) Les règlements administratifs qui sont retournés à l'Office pour réexamen n'entrent pas en vigueur avant qu'il les retourne au ministre et que celui-ci les approuve.

Expiration du délai d'examen

(7) Les règlements administratifs que le ministre n'a ni approuvés, ni rejetés ni retournés pour réexamen dans le délai de 60 jours entrent en vigueur 75 jours après leur remise au ministre ou à la date ultérieure qu'ils précisent.

Règlements administratifs en matière de finances

(8) Les règles suivantes s'appliquent à l'égard des règlements administratifs qui traitent des questions d'emprunt, de placement ou de gestion des risques financiers :

1. Les paragraphes (3) à (7) ne s'appliquent pas.
2. Les règlements administratifs n'entrent pas en vigueur à moins d'être approuvés par le ministre et, si ce dernier n'est pas le ministre des Finances, par le ministre des Finances.
3. Les règlements administratifs entrent en vigueur dès qu'ils sont approuvés aux termes de la disposition 2 ou à la date ultérieure qu'ils précisent.

Publication

(9) L'Office publie chaque règlement administratif sur Internet le plus tôt possible après son entrée en vigueur.

Partie III de la Loi de 2006 sur la législation

(10) La partie III (Règlements) de la *Loi de 2006 sur la législation* ne s'applique pas aux règlements administratifs.

Personnel de l'Office

10. (1) L'Office peut employer les personnes qu'il estime nécessaires à l'exercice efficace de ses pouvoirs et fonctions.

Directeur général

(2) Le conseil d'administration nomme un directeur général, qui est chargé de la gestion et de l'administration de l'Office, sous la supervision et la direction du conseil.

Autres dirigeants

(3) L'Office peut nommer, parmi ses employés, les autres dirigeants qu'il estime nécessaires.

Ententes de services

(4) L'Office et tout ministère de la Couronne peuvent conclure des ententes afin que des employés de la Couronne fournissent à l'Office les services dont il a besoin pour exercer ses pouvoirs et fonctions. L'Office paie le montant convenu pour les services fournis.

QUESTIONS FINANCIÈRES

Revenus exclus du Trésor

11. (1) Malgré la partie I de la *Loi sur l'administration*

Act, the revenues and investments of the Authority do not form part of the Consolidated Revenue Fund.

Same

(2) The revenues of the Authority shall be applied to carrying out its objects.

Restriction on certain financial activities

12. (1) The Authority shall not borrow, invest funds or manage financial risks unless,

- (a) the activity is authorized by a by-law of the Authority; and
- (b) the by-law is approved in accordance with paragraph 2 of subsection 9 (8).

Co-ordination of certain financial activities

(2) The Ontario Financing Authority shall co-ordinate and arrange all borrowing, investing of funds and managing of financial risks of the Authority.

Same

(3) The Minister of Finance may in writing direct a person other than the Ontario Financing Authority to perform the functions referred to in subsection (2).

Direction of Minister

(4) A direction of the Minister of Finance under subsection (3) may be general or specific and may include terms and conditions that the Minister of Finance considers advisable.

Non-application of *Legislation Act, 2006*, Part III

(5) Part III (Regulations) of the *Legislation Act, 2006* does not apply to a direction issued under subsection (3).

Loans, etc., to the Authority

13. (1) The Lieutenant Governor in Council may, by order, authorize the Minister of Finance to purchase securities of, or make loans to, the Authority in the amounts, at the times and on the terms determined by the Minister, subject to the maximum principal amount specified by the Lieutenant Governor in Council that may be purchased or advanced or that may be outstanding at any time.

Same

(2) The Minister of Finance may pay out of the Consolidated Revenue Fund any amount required for the purposes of subsection (1).

Delegation of Minister's authority

(3) The Lieutenant Governor in Council may, by order, delegate all or part of the authority of the Minister of Finance under subsection (1) to a public servant who works in the Ministry of Finance, other than in the office of the Minister, or who works in the Ontario Financing Authority.

Payment of judgments against the Authority

14. The Minister of Finance shall pay from the Consol-

financière, les revenus et placements de l'Office ne font pas partie du Trésor.

Idem

(2) Les revenus de l'Office sont affectés à la réalisation de sa mission.

Restriction : certaines activités financières

12. (1) L'Office ne peut contracter des emprunts, effectuer des placements ou gérer des risques financiers, que si :

- a) un de ses règlements administratifs l'y autorise;
- b) le règlement administratif est approuvé conformément à la disposition 2 du paragraphe 9 (8).

Coordination des activités financières

(2) L'Office ontarien de financement coordonne et organise les activités d'emprunt, de placement et de gestion des risques financiers de l'Office.

Idem

(3) Le ministre des Finances peut, par directive écrite, ordonner à une personne autre que l'Office ontarien de financement d'exercer les fonctions mentionnées au paragraphe (2).

Directive du ministre

(4) La directive donnée par le ministre des Finances en vertu du paragraphe (3) peut avoir une portée générale ou particulière et peut être assortie des conditions qu'il estime souhaitables.

Non-application de la partie III de la *Loi de 2006 sur la législation*

(5) La partie III (Règlements) de la *Loi de 2006 sur la législation* ne s'applique pas aux directives données en vertu du paragraphe (3).

Prêts et autre financement consentis à l'Office

13. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret, autoriser le ministre des Finances à acheter des valeurs mobilières de l'Office ou à lui consentir des prêts aux montants, aux moments et aux conditions que fixe le ministre, sous réserve du capital maximal, selon ce que précise le lieutenant-gouverneur en conseil, qui peut être acheté ou prêté ou qui peut être impayé à un moment donné.

Idem

(2) Le ministre des Finances peut prélever sur le Trésor les sommes nécessaires pour l'application du paragraphe (1).

Délégation des pouvoirs du ministre

(3) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par décret, déléguer tout ou partie des pouvoirs que le paragraphe (1) confère au ministre des Finances à un fonctionnaire qui travaille au ministère des Finances, mais non dans le cabinet du ministre, ou qui travaille à l'Office ontarien de financement.

Jugements contre l'Office : paiement

14. Le ministre des Finances prélève sur le Trésor le

idated Revenue Fund the amount of any judgment against the Authority that remains unpaid after the Authority has made reasonable efforts, including liquidating assets, to pay the amount of the judgment.

Assessment of regulated sector

15. (1) The Lieutenant Governor in Council may assess all entities that form part of a regulated sector with respect to all expenses and expenditures that the Ministry and the Authority have incurred and made in respect of the work described in section 4 and other work that relates to the object of the Authority under section 3.

Determination of amount

(2) If an assessment is made under subsection (1), the share of the assessment in respect of the regulated sector and the share of the assessment payable by an entity that forms part of the sector shall be determined in the manner prescribed by the regulations made under this Act.

Same, variations

(3) The manner of determining the share may vary for each regulated sector or for the entities that form part of the sector.

Recommendation of Authority

(4) On request, the Authority shall recommend to the Lieutenant Governor in Council the manner in which the regulations made under this Act should determine the share of the assessment in respect of a regulated sector and the share of the assessment payable by an entity that forms part of the sector.

Payment of assessment

16. (1) An entity that is assessed under section 15 shall pay the assessment.

Unpaid assessments

(2) If an entity that is assessed does not pay the assessment, the unpaid amount of the assessment is a debt due to the Crown and the Crown may recover the debt by action or by any other remedy or procedure available by law to the Crown for the collection of debts owed to the Crown, whether or not the Superintendent of Financial Services exercises the rights set out in subsection (3), (4) or (5).

Insurer

(3) If an insurer that is assessed does not pay the assessment, the Superintendent of Financial Services may suspend or cancel the insurer's licence issued under the *Insurance Act*.

Loan and trust corporations

(4) If a corporation registered under the *Loan and Trust Corporations Act* that is assessed does not pay the assessment, the Superintendent of Financial Services may revoke the registration of the corporation under that Act.

Mortgage brokerages, etc.

(5) If a person or entity who has a licence issued under the *Mortgage Brokerages, Lenders and Administrators Act, 2006* and who is assessed does not pay the assess-

montant de tout jugement rendu contre l'Office qui demeure impayé une fois que l'Office a fait des efforts raisonnables pour l'acquitter, notamment en liquidant des actifs.

Cotisation d'un secteur réglementé

15. (1) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut imposer à toutes les entités qui font partie d'un secteur réglementé une cotisation relativement aux frais et dépenses que le ministère et l'Office ont engagés à l'égard des travaux visés à l'article 4 et d'autres travaux qui se rapportent à la mission de l'Office prévue à l'article 3.

Établissement du montant

(2) Si une cotisation est établie aux termes du paragraphe (1), la part de la cotisation concernant le secteur réglementé et la part de la cotisation que doit payer une entité qui fait partie de ce secteur est établie de la manière prescrite par les règlements pris en vertu de la présente loi.

Idem : variations

(3) La manière dont est établie la part peut varier selon le secteur réglementé ou les entités qui en font partie.

Recommandation de l'Office

(4) À la demande du lieutenant-gouverneur en conseil, l'Office lui recommande la manière dont les règlements pris en vertu de la présente loi devraient établir la part de la cotisation concernant un secteur réglementé et la part de cette cotisation que doit payer une entité qui en fait partie.

Paiement de la cotisation

16. (1) L'entité à l'égard de laquelle une cotisation est établie aux termes de l'article 15 paie cette cotisation.

Cotisations impayées

(2) Si une entité ne paie pas la cotisation établie à son égard, le montant impayé de la cotisation constitue une créance de la Couronne et celle-ci peut la recouvrer au moyen d'une action ou de tout autre recours ou procédure dont elle peut légalement se prévaloir pour recouvrer ses créances, que le surintendant des services financiers exerce ou non les droits énoncés au paragraphe (3), (4) ou (5).

Assureur

(3) Si un assureur ne paie pas la cotisation établie à son égard, le surintendant des services financiers peut suspendre ou annuler le permis qui lui a été délivré en vertu de la *Loi sur les assurances*.

Sociétés de prêt et de fiducie

(4) Si une société inscrite aux termes de la *Loi sur les sociétés de prêt et de fiducie* ne paie pas la cotisation établie à son égard, le surintendant des services financiers peut révoquer son inscription aux termes de cette loi.

Maisons de courtage d'hypothèques et autres

(5) Si une personne ou une entité qui est titulaire d'un permis délivré en vertu de la *Loi de 2006 sur les maisons de courtage d'hypothèques, les prêteurs hypothécaires et*

ment, the Superintendent of Financial Services may revoke the person's or entity's licence.

Holder of service provider's licence

(6) If a person or entity who holds a service provider's licence issued under Part VI (Automobile Insurance) of the *Insurance Act* and who is assessed does not pay the assessment, the Superintendent of Financial Services may revoke the licence.

Revival

(7) The Superintendent of Financial Services may revive the licence or restore the registration, as the case may be, if the entity that is assessed pays the amount owing on the assessment.

Financial statements

17. (1) The Authority shall prepare annual financial statements in accordance with generally accepted accounting principles. The financial statements must present the financial position, financial performance and changes in the financial position of the Authority for its most recent fiscal year.

Auditors

(2) The Authority shall appoint one or more auditors licensed under the *Public Accounting Act, 2004* to audit the financial statements of the Authority for each fiscal year.

Auditor General

(3) The Auditor General may also audit the financial statements of the Authority.

Minister's request for information

18. (1) The Authority shall promptly give the Minister such information about its activities, operations and financial affairs as the Minister requests.

Examination

(2) The Minister may designate a person to examine any financial or accounting procedures, activities or practices of the Authority. The person designated shall do so and report the results of the examination to the Minister.

Duty to assist, etc.

(3) The directors and employees of the Authority shall give the person designated by the Minister all the assistance and co-operation necessary to enable him or her to complete the examination.

IMMUNITY

Immunity of employees and others

19. (1) No action or other civil proceeding shall be commenced against a director, employee or agent of the Authority for an act done in good faith in the exercise or performance or intended exercise or performance of a power or duty under this Act or the regulations made under this Act or under the by-laws of the Authority or for

les administrateurs d'hypothèques ne paie pas la cotisation établie à son égard, le surintendant des services financiers peut révoquer son permis.

Titulaire d'un permis de fournisseur de services

(6) Si une personne ou une entité qui est titulaire d'un permis de fournisseur de services délivré en application de la partie VI (Assurance-automobile) de la *Loi sur les assurances* ne paie pas la cotisation établie à son égard, le surintendant des services financiers peut révoquer son permis.

Remise en vigueur

(7) Le surintendant des services financiers peut, selon le cas, remettre en vigueur le permis ou rétablir l'inscription si l'entité paie le montant qu'elle doit sur la cotisation établie à son égard.

États financiers

17. (1) Tous les ans, l'Office dresse, conformément aux principes comptables généralement reconnus, des états financiers qui présentent sa situation financière, sa performance financière et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice le plus récent.

Vérificateurs

(2) L'Office nomme un ou plusieurs vérificateurs titulaires d'un permis délivré en vertu de la *Loi de 2004 sur l'expertise comptable* et les charge de vérifier ses états financiers de chaque exercice.

Vérificateur général

(3) Le vérificateur général peut également vérifier les états financiers de l'Office.

Renseignements demandés par le ministre

18. (1) L'Office fournit promptement au ministre tous les renseignements qu'il lui demande sur ses activités, son fonctionnement et ses affaires financières.

Examen

(2) Le ministre peut désigner une personne pour qu'elle examine tout ou partie des méthodes, activités ou pratiques financières ou comptables de l'Office. La personne désignée procède à l'examen et fait rapport au ministre sur les résultats de cet examen.

Collaboration à l'examen

(3) Les administrateurs et employés de l'Office fournissent à la personne désignée par le ministre toute l'aide et toute la collaboration nécessaires pour lui permettre de mener à bien son examen.

IMMUNITÉ

Immunité des employés et d'autres personnes

19. (1) Sont irrecevables les actions ou autres instances civiles introduites contre un administrateur, un employé ou un mandataire de l'Office pour un acte accompli de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel d'un pouvoir ou d'une fonction que lui attribuent la présente loi ou les règlements pris en vertu de celle-ci ou les

neglect or default in the exercise or performance in good faith of the power or duty.

Immunity of the Crown

(2) No action or other civil proceeding shall be commenced against the Crown for any act, neglect or default by a person referred to in subsection (1) or for any act, neglect or default by the Authority.

Exception

(3) Subsection (2) does not apply to a proceeding to enforce against the Crown its obligations under a written contract to which it is a party.

Same

(4) Subsections (1) and (2) do not relieve the Authority of any liability to which it would otherwise be subject with respect to a cause of action arising from any act, neglect or default mentioned in subsection (1).

Testimony in civil proceedings

20. No director, employee or agent of the Authority shall be required to testify in a civil proceeding, in a proceeding before the Superintendent of Financial Services or the Financial Services Tribunal or in a proceeding before any other tribunal respecting information obtained in the discharge of the person's duties under this Act.

REGULATIONS

Regulations

21. The Lieutenant Governor in Council may make regulations prescribing any matter mentioned in this Act as prescribed.

AMENDMENT TO THIS ACT

Amendment to s. 7 (3)

22. Subsection 7 (3) of this Act is repealed and the following substituted:

Not-for-Profit Corporations Act, 2010

(3) The *Not-for-Profit Corporations Act, 2010* does not apply to the Authority except as prescribed in the regulations made under this Act.

COMMENCEMENT AND SHORT TITLE

Commencement

23. (1) Subject to subsection (2), the Act set out in this Schedule comes into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

(2) Section 22 comes into force on the later of the day subsection 7 (3) comes into force and the day subsection 4 (1) of the *Not-for-Profit Corporations Act, 2010* comes into force.

règlements administratifs de l'Office ou pour une négligence ou un manquement qu'il a commis dans l'exercice de bonne foi de ce pouvoir ou de cette fonction.

Immunité de la Couronne

(2) Sont irrecevables les actions ou autres instances civiles introduites contre la Couronne pour un acte accompli ou une négligence ou un manquement commis par une personne visée au paragraphe (1) ou pour un acte accompli ou une négligence ou un manquement commis par l'Office.

Exception

(3) Le paragraphe (2) ne s'applique pas aux instances introduites pour exécuter contre la Couronne les obligations que lui impose un contrat écrit auquel elle est partie.

Idem

(4) Les paragraphes (1) et (2) n'ont pas pour effet de dégager l'Office de la responsabilité qu'il serait autrement tenu d'assumer à l'égard d'une cause d'action découlant d'un acte, d'une négligence ou d'un manquement mentionné au paragraphe (1).

Témoignage dans les instances civiles

20. Les administrateurs, employés ou mandataires de l'Office ne sont pas tenus de témoigner, dans les instances civiles, les instances devant le surintendant des services financiers ou le Tribunal des services financiers, ni dans les instances devant tout autre tribunal administratif, en ce qui concerne des renseignements obtenus dans l'exercice de leurs fonctions aux termes de la présente loi.

RÈGLEMENTS

Règlements

21. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, prescrire toute question mentionnée dans la présente loi comme étant prescrite.

MODIFICATION DE LA PRÉSENTE LOI

Modification du par. 7 (3)

22. Le paragraphe 7 (3) de la présente loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif

(3) La *Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif* ne s'applique pas à l'Office, sauf dans la mesure prescrite par les règlements pris en vertu de la présente loi.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET TITRE ABRÉGÉ

Entrée en vigueur

23. (1) Sous réserve du paragraphe (2), la loi figurant à la présente annexe entre en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

(2) L'article 22 entre en vigueur le dernier en date du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 7 (3) et du jour de l'entrée en vigueur du paragraphe 4 (1) de la *Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif*.

Short title

24. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Financial Services Regulatory Authority of Ontario Act, 2016*.

Titre abrégé

24. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi de 2016 sur l'Office ontarien de réglementation des services financiers*.

**SCHEDULE 9
FIRE PROTECTION AND PREVENTION
ACT, 1997**

1. The French version of clause 15 (1) (e) of the *Fire Protection and Prevention Act, 1997* is amended by striking out “des détecteurs de fumée” and substituting “des avertisseurs de fumée”.

2. Sections 49 and 50 of the Act are repealed and the following substituted:

Referral to arbitration

49. Where, after bargaining under section 48, either of the parties is satisfied that an agreement cannot be reached, the party may, by notice in writing to the other party and to the Minister, require all matters remaining in dispute to be decided by arbitration in accordance with this Part.

3. (1) Subsection 50.2 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Appointment of board of arbitration

(1) Within seven days after the day upon which notice is given under section 49, each of the parties shall appoint to a board of arbitration a member who has agreed to act.

(2) Subsection 50.2 (18) of the Act is amended by striking out “subsection (18)” and substituting “subsection (17)”.

(3) Section 50.2 of the Act is amended by adding the following subsections:

Written submissions

(22.1) The parties shall file written submissions on all matters remaining in dispute with the board of arbitration before the date set by the chair of the board of arbitration.

Same, time

(22.2) The date set by the chair in subsection (22.1) must be before the day the first hearing begins.

(4) Subsection 50.2 (23) of the Act is amended by adding “Subject to subsections (22.1) and (22.2)” at the beginning of the portion before clause (a).

4. Clause 50.4 (3) (b) of the Act is repealed and the following substituted:

(b) despite subsections 50.5 (1.1) and (1.2), refer matters of particular dispute to the parties concerned for further bargaining.

5. Section 50.5 of the Act is amended by adding the following subsections:

Same

(1.1) Subject to subsection (1.2), in making its decision, the board of arbitration shall not refer a matter that is in dispute back to the parties for further bargaining.

**ANNEXE 9
LOI DE 1997 SUR LA PRÉVENTION
ET LA PROTECTION CONTRE L'INCENDIE**

1. La version française de l'alinéa 15 (1) e) de la *Loi de 1997 sur la prévention et la protection contre l'incendie* est modifiée par remplacement de «des détecteurs de fumée» par «des avertisseurs de fumée».

2. Les articles 49 et 50 de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Soumission à l'arbitrage

49. Si, après la négociation prévue à l'article 48, l'une ou l'autre des parties est convaincue qu'il est impossible de conclure une convention collective, cette partie peut, par avis écrit adressé à l'autre partie et au ministre, exiger que toutes les questions encore en litige soient tranchées par arbitrage conformément à la présente partie.

3. (1) Le paragraphe 50.2 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Désignation d'un conseil d'arbitrage

(1) Dans les sept jours qui suivent la date à laquelle un avis est donné en vertu de l'article 49, chacune des parties désigne à un conseil d'arbitrage un membre prêt à agir en cette qualité.

(2) Le paragraphe 50.2 (18) de la Loi est modifié par remplacement de «paragraphe (18)» par «paragraphe (17)».

(3) L'article 50.2 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Observations écrites

(22.1) Les parties déposent des observations écrites sur toutes les questions encore en litige auprès du conseil d'arbitrage avant la date fixée par le président du conseil.

Idem : délai

(22.2) La date fixée par le président aux termes du paragraphe (22.1) doit être antérieure au jour où commence la première audience.

(4) Le paragraphe 50.2 (23) de la Loi est modifié par insertion de «Sous réserve des paragraphes (22.1) et (22.2),» au début du passage qui précède l'alinéa a).

4. L'alinéa 50.4 (3) b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) malgré les paragraphes 50.5 (1.1) et (1.2), renvoyer des questions en litige particulières aux parties en cause en vue de négociations supplémentaires.

5. L'article 50.5 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Idem

(1.1) Sous réserve du paragraphe (1.2), lorsqu'il rend sa décision, le conseil d'arbitrage ne doit pas renvoyer une question en litige aux parties en vue de négociations supplémentaires.

Same

(1.2) The board of arbitration may refer a matter that is in dispute back to the parties for further bargaining if,

- (a) the board of arbitration has not issued its decision; and
- (b) the parties agree.

Same

(1.3) For greater certainty, nothing in subsection (1.1) prevents the board of arbitration from referring matters concerning the implementation of its decision back to the parties.

6. The Act is amended by adding the following section before the heading “Operation of Collective Agreements”:

Transition**Referred to arbitration**

50.9 (1) Sections 50, 50.2, 50.4 and 50.5, as they read immediately before the repeal date, continue to apply to parties who were referred to arbitration under section 50 before the repeal date.

Requested appointment of conciliation officer

(2) Sections 49 and 50 and subsection 50.2 (1), as they read immediately before the repeal date, continue to apply to parties if either party made a request for the appointment of a conciliation officer under subsection 49 (1) before the repeal date.

Definition — repeal date

(3) In this section,
“repeal date” means the day that section 6 of Schedule 9 to the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* comes into force.

7. Clause 57 (a) of the Act is repealed.**Commencement**

8. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

Idem

(1.2) Le conseil d'arbitrage peut renvoyer une question en litige aux parties en vue de négociations supplémentaires si les conditions suivantes sont réunies :

- a) le conseil n'a pas rendu sa décision;
- b) les parties sont d'accord.

Idem

(1.3) Il est entendu que le paragraphe (1.1) n'a pas pour effet d'empêcher le conseil d'arbitrage de renvoyer aux parties des questions concernant la mise en oeuvre de sa décision.

6. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant avant l'intertitre «Effet de la convention collective» :

Disposition transitoire**Parties dirigées vers l'arbitrage**

50.9 (1) Les articles 50, 50.2, 50.4 et 50.5, dans leur version antérieure à la date d'abrogation, continuent de s'appliquer aux parties qui ont été dirigées vers l'arbitrage en application de l'article 50 avant la date d'abrogation.

Cas où la désignation d'un conciliateur a été demandée

(2) Les articles 49 et 50 et le paragraphe 50.2 (1), dans leur version antérieure à la date d'abrogation, continuent de s'appliquer si l'une ou l'autre des parties a demandé la désignation d'un conciliateur au titre du paragraphe 49 (1) avant la date d'abrogation.

Définition : date d'abrogation

(3) La définition qui suit s'applique au présent article.
«date d'abrogation» Le jour de l'entrée en vigueur de l'article 6 de l'annexe 9 de la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)*.

7. L'alinéa 57 a) de la Loi est abrogé.**Entrée en vigueur**

8. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE 10
INSURANCE ACT**

1. Subsection 197 (2) of the *Insurance Act* is amended by striking out “subsection 196 (1)” and substituting “subsection 191 (1)”.

2. Section 282 of the Act is amended by adding the following subsection:

Unpaid assessments

(4.1) If an insurer that is assessed does not pay the assessment, the unpaid amount of the assessment is a debt due to the Crown and the Crown may recover the debt by action or by any other remedy or procedure available by law to the Crown for the collection of debts owed to the Crown, whether or not the Superintendent exercises the rights set out in subsections (5) and (6).

Commencement

3. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

**ANNEXE 10
LOI SUR LES ASSURANCES**

1. Le paragraphe 197 (2) de la *Loi sur les assurances* est modifié par remplacement de «le paragraphe 196 (1)» par «le paragraphe 191 (1)».

2. L'article 282 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Cotisations impayées

(4.1) Si l'assureur ne paie pas la cotisation fixée à son égard, le montant impayé de la cotisation constitue une créance de la Couronne et celle-ci peut la recouvrer au moyen d'une action ou de tout autre recours ou procédure dont elle peut légalement se prévaloir pour recouvrer ses créances, que le surintendant exerce ou non les droits énoncés aux paragraphes (5) et (6).

Entrée en vigueur

3. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE 11
INTERIM APPROPRIATION FOR 2017-2018
ACT, 2016**

Interpretation

1. Expressions used in this Act have the same meaning as in the *Financial Administration Act* unless the context requires otherwise.

Expenses of the public service

2. Pending the voting of supply for the fiscal year ending on March 31, 2018, amounts not exceeding a total of \$129,260,108,400 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund or recognized as non-cash expenses to be applied to the expenses of the public service that are not otherwise provided for.

Investments of the public service

3. Pending the voting of supply for the fiscal year ending on March 31, 2018, amounts not exceeding a total of \$4,643,532,300 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund or recognized as non-cash investments to be applied to the investments of the public service in capital assets, loans and other investments that are not otherwise provided for.

Expenses of the Legislative Offices

4. Pending the voting of supply for the fiscal year ending on March 31, 2018, amounts not exceeding a total of \$219,450,300 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund to be applied to the expenses of the Legislative Offices that are not otherwise provided for.

Charge to proper appropriation

5. All expenditures made or recognized under this Act must be charged to the proper appropriation following the voting of supply for the fiscal year ending on March 31, 2018.

Commencement

6. The Act set out in this Schedule comes into force on April 1, 2017.

Short title

7. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Interim Appropriation for 2017-2018 Act, 2016*.

**ANNEXE 11
LOI DE 2016 PORTANT AFFECTATION
ANTICIPÉE DE CRÉDITS POUR 2017-2018**

Interprétation

1. Les expressions figurant dans la présente loi s'entendent au sens de la *Loi sur l'administration financière*, sauf indication contraire du contexte.

Dépenses de la fonction publique

2. En attendant le vote des crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018, des sommes totalisant un maximum de 129 260 108 400 \$ peuvent être prélevées sur le Trésor ou comptabilisées à titre de frais hors trésorerie et affectées aux dépenses de la fonction publique auxquelles il n'est pas autrement pourvu.

Investissements de la fonction publique

3. En attendant le vote des crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018, des sommes totalisant un maximum de 4 643 532 300 \$ peuvent être prélevées sur le Trésor ou comptabilisées à titre d'éléments d'investissement hors trésorerie et affectées aux investissements de la fonction publique dans des immobilisations, des prêts et autres éléments auxquels il n'est pas autrement pourvu.

Dépenses des bureaux des fonctionnaires de l'Assemblée

4. En attendant le vote des crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018, des sommes totalisant un maximum de 219 450 300 \$ peuvent être prélevées sur le Trésor et affectées aux dépenses des bureaux des fonctionnaires de l'Assemblée auxquelles il n'est pas autrement pourvu.

Imputation au crédit approprié

5. Après le vote des crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018, toutes les dépenses effectuées ou comptabilisées en vertu de la présente loi doivent être imputées à l'affectation de crédits appropriée.

Entrée en vigueur

6. La loi figurant à la présente annexe entre en vigueur le 1^{er} avril 2017.

Titre abrégé

7. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi de 2016 portant affectation anticipée de crédits pour 2017-2018*.

SCHEDULE 12
INVESTMENT MANAGEMENT CORPORATION
OF ONTARIO ACT, 2015

1. Subsection 12 (1) of the *Investment Management Corporation of Ontario Act, 2015* is amended by striking out “manage and supervise” and substituting “manage or supervise the management of”.

2. Section 14 of the Act is amended by adding “and” at the end of clause (d), by striking out “and” at the end of clause (e) and by repealing clause (f).

Commencement

3. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

ANNEXE 12
LOI DE 2015 SUR LA SOCIÉTÉ ONTARIENNE
DE GESTION DES PLACEMENTS

1. Le paragraphe 12 (1) de la *Loi de 2015 sur la Société ontarienne de gestion des placements* est modifié par remplacement de «assure la direction et la surveillance des activités et des affaires internes de la Société» par «gère les activités et les affaires internes de la Société ou en surveille la gestion».

2. L'alinéa 14 f) de la Loi est abrogé.

Entrée en vigueur

3. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE 13
LAND TRANSFER TAX ACT**

1. (1) Subsection 2 (1) of the *Land Transfer Tax Act* is repealed and the following substituted:

Tax

(1) Every person who, on or after January 1, 2017, tenders for registration in Ontario a conveyance by which any land is conveyed to or in trust for a transferee shall pay when the conveyance is tendered for registration or before it is tendered for registration,

- (a) a tax computed at a rate of,
 - (i) one-half of 1 per cent of the value of the consideration for the conveyance up to and including \$55,000,
 - (ii) 1 per cent of the value of the consideration that exceeds \$55,000 up to and including \$250,000,
 - (iii) 1.5 per cent of the value of the consideration that exceeds \$250,000 up to and including \$400,000, and
 - (iv) 2 per cent of the value of the consideration that exceeds \$400,000; and
- (b) if the value of the consideration for the conveyance exceeds \$2,000,000 and the conveyance is a conveyance of land that contains at least one and not more than two single family residences, an additional tax of one-half of 1 per cent of the amount by which the value of the consideration exceeds \$2,000,000.

Same, registration prior to 2017

(1.1) Every person who, on or before December 31, 2016, tenders for registration in Ontario a conveyance by which any land is conveyed to or in trust for a transferee shall pay when the conveyance is tendered for registration or before it is tendered for registration,

- (a) a tax computed at a rate of,
 - (i) one-half of 1 per cent of the value of the consideration for the conveyance up to and including \$55,000,
 - (ii) 1 per cent of the value of the consideration that exceeds \$55,000 up to and including \$250,000, and
 - (iii) 1.5 per cent of the value of the consideration that exceeds \$250,000; and
- (b) if the value of the consideration for the conveyance exceeds \$400,000 and the conveyance is a conveyance of land that contains at least one and not more than two single family residences, an additional tax of one-half of 1 per cent of the amount by which the value of the consideration exceeds \$400,000.

**ANNEXE 13
LOI SUR LES DROITS DE CESSION
IMMOBILIÈRE**

1. (1) Le paragraphe 2 (1) de la *Loi sur les droits de cession immobilière* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Droits

(1) Quiconque présente à l'enregistrement en Ontario, le 1^{er} janvier 2017 ou après cette date, une cession par laquelle un bien-fonds est cédé à un cessionnaire ou cédé en fiducie pour le compte de ce cessionnaire acquitte, au moment de la présentation ou préalablement :

- a) d'une part, des droits calculés au taux :
 - (i) de 0,5 % de la valeur de la contrepartie versée pour la cession, jusqu'à 55 000 \$ inclusivement,
 - (ii) de 1 % de la valeur de la contrepartie qui est supérieure à 55 000 \$, jusqu'à 250 000 \$ inclusivement,
 - (iii) de 1,5 % de la valeur de la contrepartie qui est supérieure à 250 000 \$, jusqu'à 400 000 \$ inclusivement,
 - (iv) de 2 % de la valeur de la contrepartie qui est supérieure à 400 000 \$;
- b) d'autre part, si la valeur de la contrepartie versée pour la cession est supérieure à 2 000 000 \$ et que l'objet de la cession est un bien-fonds qui comporte au moins une habitation unifamiliale, mais pas plus de deux, des droits supplémentaires de 0,5 % sur la tranche de la valeur de la contrepartie qui est supérieure à 2 000 000 \$.

Idem : enregistrement antérieur à 2017

(1.1) Quiconque présente à l'enregistrement en Ontario, le 31 décembre 2016 ou avant cette date, une cession par laquelle un bien-fonds est cédé à un cessionnaire ou cédé en fiducie pour le compte de ce cessionnaire acquitte, au moment de la présentation ou préalablement :

- a) d'une part, des droits calculés au taux :
 - (i) de 0,5 % de la valeur de la contrepartie versée pour la cession, jusqu'à 55 000 \$ inclusivement,
 - (ii) de 1 % de la valeur de la contrepartie qui est supérieure à 55 000 \$, jusqu'à 250 000 \$ inclusivement,
 - (iii) de 1,5 % de la valeur de la contrepartie qui est supérieure à 250 000 \$;
- b) d'autre part, si la valeur de la contrepartie versée pour la cession est supérieure à 400 000 \$ et que l'objet de la cession est un bien-fonds qui comporte au moins une habitation unifamiliale, mais pas plus de deux, des droits supplémentaires de 0,5 % sur la tranche de la valeur de la contrepartie qui est supérieure à 400 000 \$.

Same, transition

(1.2) Despite subsection (1), every person who, pursuant to an agreement of purchase and sale entered into on or before November 14, 2016, tenders for registration in Ontario a conveyance by which any land is conveyed to or in trust for a transferee shall pay when the conveyance is tendered for registration or before it is tendered for registration a tax computed in accordance with subsection (1.1).

(2) Subsection 2 (2) of the Act is amended by,

- (a) striking out “exceeds \$400,000” wherever it appears and substituting in each case “exceeds \$2,000,000 or, for a conveyance to which subsection (1.1) applies, exceeds \$400,000”; and
- (b) striking out “despite subsection (1)” in the portion after clause (c) and substituting “despite subsections (1) and (1.1)”.

2. Section 2.2 of the Act is amended by striking out “subsection 2 (1)” and substituting “section 2”.

3. (1) Clause 3 (5) (a) of the Act is amended by striking out “subsection 2 (1)” and substituting “section 2”.

(2) Subsection 3 (6) of the Act is amended by striking out “subsection 2 (1)” in the portion before clause (a) and substituting “section 2”.

(3) Subsection 3 (8) of the Act is amended by striking out “subsection 2 (1)” and substituting “section 2”.

(4) Clause 3 (11) (b) of the Act is amended by striking out “subsection 2 (1)” and substituting “section 2”.

4. The Act is amended by adding the following sections:

Additional information

5.0.1 (1) Every person required by section 5 to make a statement or affidavit or to deliver a return shall provide the Minister with such additional information as may be prescribed about the transferee and the conveyance, or about the person who acquires a beneficial interest in land and the disposition, and shall provide the information in the form and manner approved by the Minister.

Use of information

(2) The Minister may use information collected under subsection (1) for the purposes of the administration or enforcement of this Act.

Same, analyses

(3) The Minister may use information collected under subsection (1) in de-identified form for the purposes of compiling statistical information and of developing and evaluating economic, tax and fiscal policy.

Meaning of “de-identified form”

(4) For the purposes of subsection (3), information is

Idem : disposition transitoire

(1.2) Malgré le paragraphe (1), quiconque présente à l'enregistrement en Ontario, conformément à une convention de vente conclue le 14 novembre 2016 ou avant cette date, une cession par laquelle un bien-fonds est cédé à un cessionnaire ou cédé en fiducie pour le compte de ce cessionnaire acquitte, au moment de la présentation ou préalablement, des droits calculés conformément au paragraphe (1.1).

(2) Le paragraphe 2 (2) de la Loi est modifié :

- a) par remplacement de «est supérieure à 400 000 \$» par «est supérieure à 2 000 000 \$ ou, pour une cession à laquelle s'applique le paragraphe (1.1), supérieure à 400 000 \$» partout où figure ce segment;
- b) par remplacement de «Malgré le paragraphe (1)» par «Malgré les paragraphes (1) et (1.1)» dans le passage qui suit l'alinéa c).

2. L'article 2.2 de la Loi est modifié par remplacement de «du paragraphe 2 (1)» par «de l'article 2».

3. (1) L'alinéa 3 (5) a) de la Loi est modifié par remplacement de «du paragraphe 2 (1)» par «de l'article 2».

(2) Le paragraphe 3 (6) de la Loi est modifié par remplacement de «du paragraphe 2 (1)» par «de l'article 2» dans le passage qui précède l'alinéa a).

(3) Le paragraphe 3 (8) de la Loi est modifié par remplacement de «du paragraphe 2 (1)» par «de l'article 2».

(4) L'alinéa 3 (11) b) de la Loi est modifié par remplacement de «du paragraphe 2 (1)» par «de l'article 2».

4. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Renseignements supplémentaires

5.0.1 (1) Quiconque est tenu par l'article 5 de faire une déclaration, de souscrire un affidavit ou de produire une déclaration donne au ministre, sous la forme et de la manière qu'approuve celui-ci, les renseignements supplémentaires prescrits sur le cessionnaire et sur la cession, ou sur la personne qui acquiert un intérêt à titre bénéficiaire dans le bien-fonds et sur l'aliénation.

Utilisation des renseignements

(2) Le ministre peut utiliser les renseignements recueillis au titre du paragraphe (1) pour l'application ou l'exécution de la présente loi.

Idem : analyses

(3) Le ministre peut utiliser les renseignements recueillis au titre du paragraphe (1) sous forme anonymisée pour la compilation de données statistiques et pour l'élaboration et l'évaluation de la politique économique, fiscale et budgétaire.

Sens de «sous forme anonymisée»

(4) Pour l'application du paragraphe (3), les rensei-

in de-identified form if any information that identifies an individual and any information that it is reasonably foreseeable in the circumstances could be utilized, either alone or with other information, to identify an individual, has been removed.

Regulations

(5) The Minister may make regulations prescribing anything that is referred to as prescribed in this section.

Confidentiality

5.0.2 (1) Except as authorized by this section and subsections 5.0.1 (2) and (3), the Minister shall not,

- (a) knowingly communicate or knowingly allow to be communicated to any person any personal information obtained under section 5.0.1; or
- (b) knowingly allow any person to inspect or to have access to any personal information obtained under section 5.0.1.

Same

(2) Except as authorized by this section and subsection 5.2 (3), no designated collector and no land registrar shall,

- (a) knowingly communicate or knowingly allow to be communicated to any person any personal information obtained under section 5.0.1; or
- (b) knowingly allow any person to inspect or to have access to any personal information obtained under section 5.0.1.

Testimony

(3) No person who collects information under section 5.0.1 shall be required, in connection with any legal proceedings,

- (a) to give evidence relating to any information obtained under section 5.0.1; or
- (b) to produce any information obtained under section 5.0.1.

Exception

(4) Subsections (1), (2) and (3) do not apply in respect of,

- (a) criminal proceedings under any Act of the Parliament of Canada;
- (b) proceedings in respect of the trial of any person for an offence under an Act of the Legislature; or
- (c) proceedings relating to the administration or enforcement of this Act.

Same

(5) The Minister may permit information obtained under section 5.0.1 to be given to,

- (a) the person from whom the information was obtained; or

gnements sont sous forme anonymisée s'il en a été retiré tout renseignement permettant d'identifier un particulier, ainsi que tout renseignement à l'égard duquel il est raisonnable de prévoir, dans les circonstances, qu'il pourrait servir, seul ou avec d'autres, à l'identifier.

Règlements

(5) Le ministre peut, par règlement, prescrire tout ce que le présent article mentionne comme étant prescrit.

Renseignements confidentiels

5.0.2 (1) Sauf dans les cas où le présent article et les paragraphes 5.0.1 (2) et (3) l'autorisent, le ministre ne doit :

- a) ni sciemment communiquer ou sciemment permettre la communication à quiconque des renseignements personnels obtenus au titre de l'article 5.0.1;
- b) ni sciemment permettre à quiconque d'examiner des renseignements personnels obtenus au titre de l'article 5.0.1, ou d'y avoir accès.

Idem

(2) Sauf dans les cas où le présent article et le paragraphe 5.2 (3) l'autorisent, les percepteurs désignés et les registrateurs ne doivent :

- a) ni sciemment communiquer ou sciemment permettre la communication à quiconque des renseignements personnels obtenus au titre de l'article 5.0.1;
- b) ni sciemment permettre à quiconque d'examiner des renseignements personnels obtenus au titre de l'article 5.0.1, ou d'y avoir accès.

Témoignage

(3) La personne qui recueille des renseignements au titre de l'article 5.0.1 n'est tenue, dans le cadre d'une instance judiciaire :

- a) ni de témoigner sur des renseignements obtenus au titre de l'article 5.0.1;
- b) ni de produire des renseignements obtenus au titre de l'article 5.0.1.

Exception

(4) Les paragraphes (1), (2) et (3) ne s'appliquent pas dans le cadre des instances suivantes :

- a) les poursuites criminelles introduites aux termes d'une loi du Parlement du Canada;
- b) les instances reliées au procès d'une personne pour infraction à une loi de la Législature;
- c) les instances reliées à l'application ou à l'exécution de la présente loi.

Idem

(5) Le ministre peut autoriser la communication de renseignements obtenus au titre de l'article 5.0.1 aux personnes suivantes :

- a) la personne qui a fourni les renseignements;

- (b) the legal representative of a person mentioned in clause (a) or the agent of the person authorized in writing in that behalf.

5. Subsection 7.1 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Same, tax under s. 2

(2) Every person who tenders for registration a conveyance described in subsection 2 (1) or (1.1) and who pays, at that time, an amount that is less than the amount of tax payable by that person under section 2 shall pay a penalty, when the Minister assesses it, in an amount equal to 5 per cent of the difference between the tax payable and the amount actually paid.

6. (1) Subsection 8 (2) of the Act is amended by striking out “clause 2 (1) (b)” in the portion before clause (a) and substituting “clause 2 (1) (b) or (1.1) (b)”.

(2) Subsection 8 (6) of the Act is amended by striking out “subsection 2 (1)” and substituting “section 2”.

7. (1) Clause 9 (1) (b) of the Act is amended by striking out “subsection 2 (1)” and substituting “section 2”.

(2) Subsection 9 (2) of the Act is amended by striking out “subsection 2 (1)” wherever it appears and substituting in each case “section 2”.

(3) Subsection 9 (4) of the Act is amended by striking out “subsection 2 (1)” and substituting “section 2”.

(4) Subsection 9 (8) of the Act is amended by striking out “subsection 2 (1)” and substituting “section 2”.

8. (1) Subsection 9.2 (1) of the Act is amended by adding the following definition:

“permanent resident of Canada” means a permanent resident as defined in the *Immigration and Refugee Protection Act* (Canada); (“résident permanent du Canada”)

(2) The definition of “purchaser” in subsection 9.2 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

“purchaser” means,

- (a) if the conveyance or disposition of the qualifying home occurs before January 1, 2017, an individual who is at least 18 years of age and who has never owned an eligible home anywhere in the world and whose spouse has not owned an eligible home anywhere in the world while he or she was a spouse of the individual,
- (b) if the conveyance or disposition of the qualifying home occurs on or after January 1, 2017 and the agreement of purchase and sale for the home is entered into on or before November 14, 2016, an individual who is at least 18 years of age, and who has never owned an eligible home anywhere in the world and whose spouse has not owned an eligible

- b) l'ayant droit de la personne visée à l'alinéa a) ou son mandataire autorisé par écrit à cet effet.

5. Le paragraphe 7.1 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem : droits prévus à l'art. 2

(2) Quiconque présente à l'enregistrement une cession visée au paragraphe 2 (1) ou (1.1) et paie, à ce moment-là, un montant inférieur à celui des droits qu'il est tenu d'acquitter en application de l'article 2 paie, lorsque le ministre établit une cotisation à cet égard, une pénalité égale à 5 % de la différence entre les droits exigibles et le montant effectivement versé.

6. (1) Le paragraphe 8 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «l'alinéa 2 (1) b)» par «l'alinéa 2 (1) b) ou (1.1) b)» dans le passage qui précède l'alinéa a).

(2) Le paragraphe 8 (6) de la Loi est modifié par remplacement de «au paragraphe 2 (1)» par «à l'article 2».

7. (1) L'alinéa 9 (1) b) de la Loi est modifié par remplacement de «du paragraphe 2 (1)» par «de l'article 2».

(2) Le paragraphe 9 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «du paragraphe 2 (1)» par «de l'article 2» partout où figure ce segment.

(3) Le paragraphe 9 (4) de la Loi est modifié par remplacement de «du paragraphe 2 (1)» par «de l'article 2».

(4) Le paragraphe 9 (8) de la Loi est modifié par remplacement de «du paragraphe 2 (1)» par «de l'article 2».

8. (1) Le paragraphe 9.2 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«résident permanent du Canada» Résident permanent au sens de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (Canada). («permanent resident of Canada»)

(2) La définition de «acheteur» au paragraphe 9.2 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«acheteur» :

- a) Si la cession ou l'aliénation du logement admissible a lieu avant le 1^{er} janvier 2017, particulier qui est âgé d'au moins 18 ans et qui n'a jamais été propriétaire du logement reconnu où que ce soit dans le monde, et dont le conjoint n'a pas été propriétaire d'un logement reconnu où que ce soit dans le monde pendant qu'il était le conjoint du particulier;
- b) si la cession ou l'aliénation du logement admissible a lieu le 1^{er} janvier 2017 ou après cette date et que la convention de vente visant le logement est conclue le 14 novembre 2016 ou avant cette date, particulier qui est âgé d'au moins 18 ans et qui n'a jamais été propriétaire d'un logement reconnu où que ce soit dans le monde, et dont le conjoint n'a pas

home anywhere in the world while he or she was a spouse of the individual, and

- (c) if the conveyance or disposition of the qualifying home occurs on or after January 1, 2017 and the agreement of purchase and sale for the home is entered into after November 14, 2016, an individual who is at least 18 years of age, who is a Canadian citizen or permanent resident of Canada, and who has never owned an eligible home anywhere in the world and whose spouse has not owned an eligible home anywhere in the world while he or she was a spouse of the individual; (“acheteur”)

(3) Section 9.2 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

(2.0.1) If an individual who would otherwise be eligible for a refund under subsection (2) is not eligible because the individual is not a purchaser within the meaning of subsection (1) because the individual is not a Canadian citizen or permanent resident of Canada on the date of the conveyance or disposition, that individual is eligible for the refund if he or she becomes a Canadian citizen or permanent resident of Canada within 18 months after the date of the conveyance or disposition.

(4) Subsection 9.2 (2.1) of the Act is repealed and the following substituted:

Maximum refund

(2.1) If the agreement of purchase and sale is entered into by the purchaser after March 31, 1999, the maximum amount of tax refundable under subsection (2) in respect of the acquisition of a qualifying home is,

- (a) \$2,000 if the conveyance or disposition of the home occurs before January 1, 2017; and
- (b) \$4,000 if the conveyance or disposition of the home occurs on or after January 1, 2017.

9. Subsection 14.1 (5) of the Act is amended by striking out “on or after the day this section comes into force” and substituting “on or after December 20, 2006”.

Commencement

10. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

été propriétaire d'un logement reconnu où que ce soit dans le monde pendant qu'il était le conjoint du particulier;

- c) si la cession ou l'aliénation du logement admissible a lieu le 1^{er} janvier 2017 ou après cette date et que la convention de vente visant le logement est conclue après le 14 novembre 2016, particulier qui est âgé d'au moins 18 ans, qui est citoyen canadien ou résident permanent du Canada et qui n'a jamais été propriétaire d'un logement reconnu où que ce soit dans le monde, et dont le conjoint n'a pas été propriétaire d'un logement reconnu où que ce soit dans le monde pendant qu'il était le conjoint du particulier. («purchaser»)

(3) L'article 9.2 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(2.0.1) Le particulier qui serait autrement admissible à un remboursement aux termes du paragraphe (2), mais qui ne l'est pas du fait qu'il n'est pas un acheteur au sens du paragraphe (1) parce qu'il n'est pas citoyen canadien ou résident permanent du Canada à la date de la cession ou de l'aliénation, est admissible au remboursement s'il devient citoyen canadien ou résident permanent du Canada dans les 18 mois qui suivent la date de la cession ou de l'aliénation.

(4) Le paragraphe 9.2 (2.1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Remboursement maximal

(2.1) Si l'acheteur a conclu la convention de vente après le 31 mars 1999, le montant maximal des droits qui peuvent être remboursés aux termes du paragraphe (2) à l'égard de l'achat d'un logement admissible est :

- a) de 2 000 \$ si la cession ou l'aliénation du logement a lieu avant le 1^{er} janvier 2017;
- b) de 4 000 \$ si la cession ou l'aliénation du logement a lieu le 1^{er} janvier 2017 ou après cette date.

9. Le paragraphe 14.1 (5) de la Loi est modifié par remplacement de «le jour de l'entrée en vigueur du présent article ou par la suite» par «le 20 décembre 2006 ou par la suite».

Entrée en vigueur

10. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

SCHEDULE 14 MINISTRY OF REVENUE ACT

1. Section 1 of the *Ministry of Revenue Act* is amended by adding the following definition:

“public body” means,

- (a) the Government of Canada and any ministry or agency thereof and the Crown in right of Canada and any agency thereof,
- (b) the Government of any other province or territory of Canada and any ministry or agency thereof and the Crown in right of any other province of Canada and any agency thereof,
- (c) the corporation of any municipality in Ontario,
- (d) a local board, as defined in the *Municipal Affairs Act*, and any authority, board, commission, corporation, office or organization of persons some or all of whose members, directors or officers are appointed or chosen by or under the authority of the council of the corporation of a municipality in Ontario,
- (e) a Crown agency,
- (f) a corporation, with or without share capital, that is not a Crown agency but is owned, operated or controlled by the Crown,
- (g) any other board, commission, authority or unincorporated body of the Crown,
- (h) such other persons and entities as may be prescribed. (“organisme public”)

2. The definition of “public body” in section 10.1 of the Act is repealed.

3. The Act is amended by adding the following section:

Underground economy: collection and analysis of information

11.5 (1) The Minister may request information about a person or entity that carries on business in Ontario from another ministry or a public body, including,

- (a) the person’s or entity’s legal name;
- (b) the name under which the person or entity carries on business, if it is not the legal name;
- (c) the person’s or entity’s contact information;
- (d) any identifying number, symbol or other identifier assigned to the person or entity in connection with another Act;
- (e) information about any licence, permit, certificate, registration or other approval or authorization issued to the person or entity and about the status of the licence, permit, certificate, registration, approval or authorization;

ANNEXE 14 LOI SUR LE MINISTÈRE DU REVENU

1. L’article 1 de la *Loi sur le ministère du Revenu* est modifié par adjonction de la définition suivante :

«organisme public» S’entend de ce qui suit :

- a) le gouvernement du Canada et ses ministères et organismes, et la Couronne du chef du Canada et ses organismes;
- b) le gouvernement d’une autre province ou d’un territoire du Canada et ses ministères et organismes, et la Couronne du chef d’une autre province du Canada et ses organismes;
- c) une municipalité de l’Ontario;
- d) un conseil local, au sens de la *Loi sur les affaires municipales*, et un office, un conseil, une commission, une personne morale, un bureau ou une organisation de personnes dont tout ou partie des membres, des administrateurs ou des dirigeants sont nommés ou choisis par le conseil d’une municipalité de l’Ontario, ou sous son autorité;
- e) un organisme de la Couronne;
- f) une société, avec ou sans capital-actions, qui n’est pas un organisme de la Couronne, mais dont cette dernière a la propriété ou dont elle assure l’exploitation ou le contrôle;
- g) tout autre conseil, commission, office ou organisme sans personnalité morale de la Couronne;
- h) les autres personnes et entités prescrites. («public body»)

2. La définition de «organisme public» à l’article 10.1 de la Loi est abrogée.

3. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Économie souterraine : collecte et analyse de renseignements

11.5 (1) Le ministre peut demander à un autre ministère ou à un organisme public des renseignements au sujet d’une personne ou d’une entité qui exploite une entreprise en Ontario, notamment :

- a) le nom officiel, la dénomination sociale ou la raison sociale de la personne ou de l’entité;
- b) le nom sous lequel la personne ou l’entité exploite son entreprise, si ce n’est pas le nom officiel, la dénomination sociale ou la raison sociale;
- c) les coordonnées de la personne ou de l’entité;
- d) tout numéro d’identification, symbole ou autre identificateur attribué à la personne ou à l’entité dans le cadre d’une autre loi;
- e) des renseignements sur une licence, un permis, un certificat, une inscription, un enregistrement ou une autre approbation ou autorisation qui a été délivré à la personne ou à l’entité et sur l’état d’un tel document;

- (f) information about the person's or entity's compliance with any obligations relating to the licence, permit, certificate, registration, approval or authorization;
- (g) information about complaints made to the ministry or public body about the person or entity;
- (h) information compiled in connection with an examination, test, audit, inspection, investigation or other inquiry carried out under an Act with respect to the person's or entity's business, including information respecting forms, notes or reports generated by the examination, test, audit, inspection, investigation or inquiry;
- (i) information related to the person's or entity's compliance with other Acts, including information about orders, notices, penalties or convictions related to the person or entity; and
- (j) such other information as may be prescribed.

Disclosure to the Minister

(2) A ministry or public body is permitted to disclose the requested information to the Minister, despite any other Act.

Exception, personal information

(3) Information disclosed under subsection (2) shall not include personal information as defined in the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* or personal health information as defined in the *Personal Health Information Protection Act, 2004*.

Use of the information

(4) The Minister may use the information received from a ministry or public body for the purpose of administering and enforcing tax laws, including verifying or updating the Ministry's records about persons and entities.

Same, analyses

(5) The Minister may use the information received from a ministry or public body, in combination with information collected by the Minister under any Act that he or she administers, in order to conduct policy, statistical and risk analyses in connection with the administration and enforcement of tax laws.

Disclosure by Minister

(6) For the purpose of assisting a ministry or public body with the administration of statutes under which the ministry or public body has powers or duties, the Minister may disclose the results of statistical and risk analyses conducted under subsection (5) using information about a person or entity to a ministry or public body that has disclosed information to the Minister under this section respecting the person or entity.

- f) des renseignements sur le respect, par la personne ou l'entité, de ses obligations relatives à la licence, au permis, au certificat, à l'inscription, à l'enregistrement, à l'approbation ou à l'autorisation;
- g) des renseignements sur les plaintes présentées au ministère ou à l'organisme public au sujet de la personne ou de l'entité;
- h) des renseignements réunis à l'occasion d'un examen, d'un test, d'une vérification, d'une inspection, d'une enquête ou d'une autre investigation effectué aux termes d'une loi à l'égard de l'entreprise de la personne ou de l'entité, y compris des renseignements sur les formulaires, notes ou rapports produits à cette occasion;
- i) des renseignements sur le respect, par la personne ou l'entité, d'autres lois, y compris des renseignements concernant les ordonnances, avis, peines, pénalités ou déclarations de culpabilité se rapportant à la personne ou à l'entité;
- j) les autres renseignements prescrits.

Divulgence au ministre

(2) Les ministères et les organismes publics sont autorisés à divulguer au ministre les renseignements qu'il demande, malgré toute autre loi.

Exception : renseignements personnels

(3) Les renseignements divulgués en vertu du paragraphe (2) ne doivent pas comprendre des renseignements personnels au sens de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* ou des renseignements personnels sur la santé au sens de la *Loi de 2004 sur la protection des renseignements personnels sur la santé*.

Utilisation des renseignements

(4) Le ministre peut utiliser les renseignements reçus d'un ministère ou d'un organisme public pour assurer l'application et l'exécution des lois fiscales, notamment pour vérifier ou mettre à jour les dossiers du ministère concernant des personnes et des entités.

Idem : analyses

(5) Le ministre peut utiliser les renseignements reçus d'un ministère ou d'un organisme public, conjointement avec ceux qu'il a recueillis en vertu d'une loi dont il assure l'application, afin d'effectuer des analyses de politiques, de statistiques et de risques relativement à l'application et à l'exécution des lois fiscales.

Divulgence par le ministre

(6) Afin d'aider un ministère ou un organisme public à assurer l'application de lois qui confèrent à celui-ci des pouvoirs ou des fonctions, le ministre peut divulguer, au ministère ou à l'organisme public qui lui a divulgué des renseignements en vertu du présent article au sujet d'une personne ou d'une entité, les résultats des analyses de statistiques et de risques effectuées en vertu du paragraphe (5) à partir de renseignements concernant la personne ou l'entité.

Confidentiality

(7) The Minister shall maintain information collected under this section in confidence in accordance with the confidentiality requirements to which it was subject when it was originally collected.

Definition of “business”

(8) For the purposes of this section, “business” includes a profession, trade, manufacture or undertaking of any kind whatever, engaged in for profit, but does not include an office or employment.

4. Section 12 of the Act is amended by adding the following subsection:**Same, underground economy**

(1.3) On behalf of the Government of Ontario, the Minister, together with the Minister of Finance, may enter into an agreement with the Canada Revenue Agency providing for the disclosure of information obtained by the Minister under section 11.5, and the disclosure of the Minister’s statistical and risk analyses referred to in that section, and providing for the collection of information by the Minister for the purposes of that section.

5. (1) Clause 13 (c) of the Act is amended by striking out “for the purposes of sections 11 and 11.1” at the end and substituting “for the purpose of the definition of “public body” in section 1”.

(2) Section 13 of the Act is amended by adding the following clause:

- (j) prescribing information for the purposes of subsection 11.5 (1).

Commencement

6. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures)*, 2016 receives Royal Assent.

Confidentialité

(7) Le ministre préserve le caractère confidentiel des renseignements recueillis en vertu du présent article, conformément aux exigences en matière de confidentialité auxquelles ils étaient assujettis lorsque les renseignements ont été recueillis initialement.

Définition de «entreprise»

(8) La définition qui suit s’applique au présent article.

«entreprise» Sont compris parmi les entreprises les professions, métiers, commerces, industries ou activités de quelque genre que ce soit à but lucratif. En sont exclus les charges et les emplois.

4. L’article 12 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :**Idem : économie souterraine**

(1.3) Pour le compte du gouvernement de l’Ontario, le ministre ainsi que le ministre des Finances peuvent conclure, avec l’Agence du revenu du Canada, un accord prévoyant la divulgation de renseignements obtenus par le ministre en vertu de l’article 11.5 et la divulgation des analyses de statistiques et de risques du ministre mentionnées à cet article et prévoyant la collecte de renseignements par le ministre pour l’application de cet article.

5. (1) L’alinéa 13 c) de la Loi est modifié par remplacement de «pour l’application des articles 11 et 11.1» par «pour l’application de la définition de «organisme public» à l’article 1» à la fin de l’alinéa.

(2) L’article 13 de la Loi est modifié par adjonction de l’alinéa suivant :

- j) prescrire des renseignements pour l’application du paragraphe 11.5 (1).

Entrée en vigueur

6. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l’essor de l’Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE 15
MUNICIPAL ACT, 2001**

1. Paragraph 2 of subsection 218 (1) of the *Municipal Act, 2001* is repealed and the following substituted:

2. Subject to paragraph 2.1, the head of council shall be elected by general vote, in accordance with the *Municipal Elections Act, 1996*, or shall be appointed by the members of council.

2.1 For a regional municipality other than the County of Oxford, the head of council shall be elected by general vote in accordance with the *Municipal Elections Act, 1996*.

2. The Act is amended by adding the following section:

Head of regional council

218.1 (1) On the day the new council of a regional municipality is organized following the regular election in 2018, the head of council of a regional municipality shall be elected by general vote in accordance with the *Municipal Elections Act, 1996*.

Conduct of regular election in 2018

(2) The regular election in 2018 in a regional municipality shall be conducted as if the method of selecting the head of council described in subsection (1) was already in effect.

Exception

(3) This section does not apply to the County of Oxford.

3. Section 221 of the Act is repealed and the following substituted:

Conflicts

221. In the event of a conflict between section 217, 218, 218.1 or 220 or a by-law described in those sections and any other Act in respect of the composition of a council, the term of office of the head of the upper-tier council, the number of votes given to each member, the method of selecting the head of council of a regional municipality or the titles of members, section 217, 218, 218.1 or 220 or a by-law described in those sections prevails.

4. Subsections 313 (1.1), (2) and (3) of the Act are repealed and the following substituted:

Municipal option

(1.1) Despite subsection (1), a municipality, other than a lower-tier municipality, may pass a by-law providing for the application of a single percentage that is not less than 30 per cent and not more than 35 per cent instead of the percentages described in paragraphs 2, 3, 4 and 5 of subsection (1).

Same

(1.2) Despite subsection (1), a municipality, other than a lower-tier municipality, may pass a by-law providing for the application of a percentage within a range prescribed by the Minister of Finance instead of the percent-

**ANNEXE 15
LOI DE 2001 SUR LES MUNICIPALITÉS**

1. La disposition 2 du paragraphe 218 (1) de la *Loi de 2001 sur les municipalités* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

2. Sous réserve de la disposition 2.1, le président du conseil est élu au scrutin général, conformément à la *Loi de 1996 sur les élections municipales*, ou est nommé par les membres du conseil.

2.1 Dans le cas d'une municipalité régionale autre que le comté d'Oxford, le président du conseil est élu au scrutin général, conformément à la *Loi de 1996 sur les élections municipales*.

2. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Président du conseil d'une municipalité régionale

218.1 (1) Le jour où le nouveau conseil d'une municipalité régionale est constitué après les élections ordinaires de 2018, son président est élu au scrutin général, conformément à la *Loi de 1996 sur les élections municipales*.

Tenue des élections ordinaires de 2018

(2) Les élections ordinaires de 2018 dans une municipalité régionale se tiennent comme si le mode de sélection du président du conseil visé au paragraphe (1) était déjà en vigueur.

Exception

(3) Le présent article ne s'applique pas au comté d'Oxford.

3. L'article 221 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Incompatibilité

221. Les articles 217, 218, 218.1 et 220 et les règlements municipaux visés à ces articles l'emportent sur les dispositions incompatibles d'une autre loi en ce qui a trait à la composition d'un conseil, au mandat du président du conseil d'une municipalité de palier supérieur, au nombre de voix accordées à chaque membre, au mode de sélection du président du conseil d'une municipalité régionale ou aux titres des membres.

4. Les paragraphes 313 (1.1), (2) et (3) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

Choix de la municipalité

(1.1) Malgré le paragraphe (1), une municipalité qui n'est pas une municipalité de palier inférieur peut, par règlement, prévoir l'application d'un pourcentage unique d'au moins 30 % et d'au plus 35 % au lieu des pourcentages visés aux dispositions 2, 3, 4 et 5 du paragraphe (1).

Idem

(1.2) Malgré le paragraphe (1), une municipalité qui n'est pas une municipalité de palier inférieur peut, par règlement, prévoir l'application d'un pourcentage qui se situe dans la fourchette prescrite par le ministre des Fi-

age described in paragraph 2, 3, 4 or 5 of subsection (1), as the case may be.

Same

(1.3) Despite subsection (1), a municipality, other than a lower-tier municipality, may, if authorized by the regulations, pass a by-law providing that a tax rate reduction in paragraph 2, 3, 4 or 5 of subsection (1) does not apply.

Regulations

- (2) The Minister of Finance may make regulations,
 - (a) prescribing percentages or ranges for the purposes of subsection (1);
 - (b) prescribing ranges for the purposes of subsection (1.2);
 - (c) authorizing a municipality to pass a by-law referred to in subsection (1.3);
 - (d) imposing conditions on the ability of a municipality to pass a by-law referred to in this section.

Choice of percentage within range

(3) If a regulation made under clause (2) (a) requires the tax rates for the subclasses referred to in paragraph 1 of subsection (1) to be reduced by a percentage within a range described in the regulation,

- (a) the percentage shall be specified, by by-law, by the local municipality or, if the local municipality is a lower-tier municipality, by the upper-tier municipality; and
- (b) if no percentage is specified under clause (a), the percentage shall be the highest percentage in the range.

5. (1) Clause 314 (1) (a) of the Act is repealed and the following substituted:

- (a) establish two or three bands of assessment of property for the purposes of facilitating graduated tax rates for any one or more of the classes prescribed under clause (5) (0.a) or included in the commercial classes or the industrial classes; and

(2) Subsection 314 (5) of the Act is amended by adding the following clause:

- (0.a) prescribing classes of real property for the purposes of clause (1) (a), other than the residential property class, the multi-residential property class, the farm property class, the pipe line property class or the managed forests property class;

6. (1) Subsection 327 (4) of the Act is repealed and the following substituted:

Property that Part applies to

(4) This Part applies with respect to property in the commercial classes, the industrial classes, the multi-residential property class and any other class prescribed under clause (10) (a).

nances au lieu du pourcentage visé à la disposition 2, 3, 4 ou 5 du paragraphe (1), selon le cas.

Idem

(1.3) Malgré le paragraphe (1), une municipalité qui n'est pas une municipalité de palier inférieur peut, si les règlements l'autorisent, adopter un règlement prévoyant que la réduction du taux d'imposition prévue à la disposition 2, 3, 4 ou 5 du paragraphe (1) ne s'applique pas.

Règlements

- (2) Le ministre des Finances peut, par règlement :

- a) prescrire des pourcentages ou des fourchettes pour l'application du paragraphe (1);
- b) prescrire des fourchettes pour l'application du paragraphe (1.2);
- c) autoriser une municipalité à adopter un règlement visé au paragraphe (1.3);
- d) assortir de conditions la capacité d'une municipalité d'adopter un règlement visé au présent article.

Choix du pourcentage dans la fourchette

(3) Si un règlement pris en vertu de l'alinéa (2) a) exige la réduction des taux d'imposition applicables aux sous-catégories visées à la disposition 1 du paragraphe (1) d'un pourcentage se situant dans la fourchette qui y est précisée :

- a) ce pourcentage est celui que précise, par règlement, la municipalité locale ou, s'il s'agit d'une municipalité de palier inférieur, la municipalité de palier supérieur;
- b) si aucun pourcentage n'est précisé en application de l'alinéa a), le pourcentage correspond au plus élevé de la fourchette.

5. (1) L'alinéa 314 (1) a) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- a) diviser l'évaluation des biens en deux ou trois fourchettes afin de faciliter l'application de taux d'imposition progressifs pour une ou plusieurs des catégories prescrites en vertu de l'alinéa (5) 0.a) ou comprises dans les catégories commerciales ou les catégories industrielles;

(2) Le paragraphe 314 (5) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- 0.a) prescrire des catégories de biens immeubles pour l'application de l'alinéa (1) a), à l'exclusion de la catégorie des biens résidentiels, de la catégorie des immeubles à logements multiples, de la catégorie des biens agricoles, de la catégorie des pipelines et de la catégorie des forêts aménagées;

6. (1) Le paragraphe 327 (4) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Biens auxquels s'applique la présente partie

(4) La présente partie s'applique à l'égard des biens qui appartiennent aux catégories commerciales, aux catégories industrielles, à la catégorie des immeubles à logements multiples et à toute autre catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (10) a).

(2) Subsection 327 (6) of the Act is repealed and the following substituted:**Exception**

(6) Despite clause (5) (c), this Part applies to a property or portion of a property in the commercial classes, the industrial classes or a class prescribed under clause (10) (a) to which subsection 4 (3) of the *Municipal Tax Assistance Act* applies, but the portion of a property to which that subsection applies is deemed to be a separate property for the purposes of this Part.

(3) Subsections 327 (10), (10.1), (10.2) and (11) of the Act are repealed and the following substituted:**Regulations**

(10) The Minister of Finance may by regulation,

- (a) prescribe classes of real property that this Part applies to, other than the residential property class, the farm property class, the pipe line property class or the managed forests property class;
- (b) exempt property, including a portion of a property, from the application of this Part;
- (c) provide that this Part does not apply in a municipality.

Same

(11) A regulation under clause (10) (b) or (c) may provide that property is exempt or that this Part does not apply only if prescribed circumstances exist.

Exempt property deemed not in classes

(12) The commercial classes, the industrial classes, the multi-residential property class and any class prescribed under clause (10) (a) are deemed, for the purposes of this Part, not to include property exempted from the application of this Part under this section.

7. Clauses 329 (3) (b) and (c) of the Act are repealed and the following substituted:

- (b) governing the calculation of taxes for a taxation year in the circumstances described in paragraph 5 of subsection (1);
- (c) governing the calculation of taxes for a taxation year under paragraph 6 of subsection (1) in prescribed circumstances in connection with the phasing out of the application of this Part.

8. Subsection 329.1 (1) of the Act is amended by striking out the portion before paragraph 1 and substituting the following:**Municipal option: application of certain provisions of the Act**

(1) A municipality, other than a lower-tier municipality, may pass a by-law to have one or more of the follow-

(2) Le paragraphe 327 (6) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**Exception**

(6) Malgré l'alinéa (5) c), la présente partie s'applique à tout ou partie d'un bien qui appartient aux catégories commerciales, aux catégories industrielles ou aux catégories prescrites en vertu de l'alinéa (10) a) et auquel s'applique le paragraphe 4 (3) de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités*. Toutefois, la partie d'un bien à laquelle s'applique ce paragraphe est réputée être un bien distinct pour l'application de la présente partie.

(3) Les paragraphes 327 (10), (10.1), (10.2) et (11) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :**Règlements**

(10) Le ministre des Finances peut, par règlement :

- a) prescrire les catégories de biens immeubles auxquelles s'applique la présente partie, à l'exclusion de la catégorie des biens résidentiels, de la catégorie des biens agricoles, de la catégorie des pipelines et de la catégorie des forêts aménagées;
- b) exempter des biens, y compris une partie d'un bien, de l'application de la présente partie;
- c) prévoir que la présente partie ne s'applique pas dans une municipalité.

Idem

(11) Les règlements pris en vertu de l'alinéa (10) b) ou c) peuvent prévoir que des biens sont exemptés ou que la présente partie ne s'applique pas uniquement dans les circonstances prescrites.

Biens exemptés réputés ne pas appartenir à une catégorie

(12) Les catégories commerciales, les catégories industrielles, la catégorie des immeubles à logements multiples et les catégories prescrites en vertu de l'alinéa (10) a) sont réputées ne pas comprendre, pour l'application de la présente partie, les biens exemptés de son application en vertu du présent article.

7. Les alinéas 329 (3) b) et c) de la Loi sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

- b) régir le calcul des impôts pour une année d'imposition dans les circonstances visées à la disposition 5 du paragraphe (1);
- c) régir le calcul des impôts pour une année d'imposition en application de la disposition 6 du paragraphe (1) dans les circonstances prescrites, dans le cadre de l'élimination progressive de l'application de la présente partie.

8. Le paragraphe 329.1 (1) de la Loi est modifié par remplacement du passage qui précède la disposition 1 par ce qui suit :**Choix de la municipalité : application de certaines dispositions de la Loi**

(1) La municipalité qui n'est pas une municipalité de palier inférieur peut adopter un règlement prévoyant

ing paragraphs apply in the calculation of the amount of taxes for municipal and school purposes payable in respect of property in the commercial classes, the industrial classes, the multi-residential property class or a class prescribed under clause 327 (10) (a) for a taxation year:

9. (1) Subsection 338 (1.2) of the Act is amended by adding “or” at the end of clause (a), by striking out “or” at the end of clause (b) and by striking out clause (c).

(2) Section 338 of the Act is amended by adding the following subsections:

Application of regulations under this Part

(1.3) A regulation made under this Part may provide that a provision of the regulation or of this Part does not apply to a municipality unless the municipality passes a by-law to have it apply, subject to any prescribed conditions.

Delegation to lower-tier municipality

(1.4) A lower-tier municipality does not have the authority to pass a by-law described in subsection (1.3) unless its upper-tier municipality delegates the authority to do so, by by-law, to the lower-tier municipality.

Regulations re: delegation to lower-tier municipality

(1.5) The Minister of Finance may make regulations governing by-laws and delegations made under subsection (1.4), including prescribing conditions that must be satisfied before an upper-tier municipality may make such a delegation.

10. (1) Subsection 344 (3) of the Act is amended by adding the following clause:

- (a.1) prescribing the method of calculating information relating to tax changes that must or that may be included on or with tax bills under section 343;

(2) Section 344 of the Act is amended by adding the following subsections:

Application of regulations

(4) A regulation made under subsection (3) may provide that a provision of the regulation or of this section does not apply to a municipality unless the municipality passes a by-law to have it apply, subject to any prescribed conditions.

Delegation to lower-tier municipality

(5) A lower-tier municipality does not have the authority to pass a by-law described in subsection (4) unless its upper-tier municipality delegates the authority to do so, by by-law, to the lower-tier municipality.

Regulations re: delegation to lower-tier municipality

(6) The Minister of Finance may make regulations governing by-laws and delegations made under subsection (5), including prescribing conditions that must be satisfied

l'application d'une ou de plusieurs des dispositions suivantes au calcul des impôts exigibles aux fins municipales et scolaires sur les biens qui appartiennent aux catégories commerciales, aux catégories industrielles, à la catégorie des immeubles à logements multiples ou à une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa 327 (10) a) pour une année d'imposition :

9. (1) Le paragraphe 338 (1.2) de la Loi est modifié par suppression de l'alinéa c).

(2) L'article 338 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Application des règlements pris en vertu de la présente partie

(1.3) Les règlements pris en vertu de la présente partie peuvent prévoir qu'une de leurs dispositions ou qu'une des dispositions de la présente partie ne s'applique à une municipalité que si elle adopte un règlement prévoyant son application, sous réserve des conditions prescrites.

Délégation à une municipalité de palier inférieur

(1.4) Une municipalité de palier inférieur n'a le pouvoir d'adopter un règlement visé au paragraphe (1.3) que si sa municipalité de palier supérieur lui délègue, par règlement, le pouvoir de le faire.

Règlements : délégation à une municipalité de palier inférieur

(1.5) Le ministre des Finances peut, par règlement, régir les règlements municipaux et les délégations visés au paragraphe (1.4), y compris prescrire les conditions qui doivent être remplies avant qu'une municipalité de palier supérieur puisse procéder à une telle délégation.

10. (1) Le paragraphe 344 (3) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- a.1) prescrire le mode de calcul des données sur les modifications d'impôt faisant partie des renseignements qui doivent ou qui peuvent figurer dans les relevés d'imposition prévus à l'article 343 ou y être joints;

(2) L'article 344 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Application des règlements

(4) Les règlements pris en vertu du paragraphe (3) peuvent prévoir qu'une de leurs dispositions ou qu'une des dispositions du présent article ne s'applique à une municipalité que si elle adopte un règlement prévoyant son application, sous réserve des conditions prescrites.

Délégation à une municipalité de palier inférieur

(5) Une municipalité de palier inférieur n'a le pouvoir d'adopter un règlement visé au paragraphe (4) que si sa municipalité de palier supérieur lui délègue, par règlement, le pouvoir de le faire.

Règlements : délégation à une municipalité de palier inférieur

(6) Le ministre des Finances peut, par règlement, régir les règlements municipaux et les délégations visés au paragraphe (5), y compris prescrire les conditions qui doi-

before an upper-tier municipality may make such a delegation.

11. (1) Clause 361 (2) (b) of the Act is repealed and the following substituted:

- (b) a property is eligible if it is in one of the commercial classes or industrial classes, within the meaning of subsection 308 (1) of this Act, or if it is in a class prescribed under clause (11) (b.1) of this section.

(2) Subsection 361 (11) of the Act is amended by adding the following clause:

- (b.1) prescribing classes of real property for the purposes of clause (2) (b) and paragraph 2 of subsection (13), other than the residential property class, the multi-residential property class, the farm property class, the pipe line property class or the managed forests property class;

(3) Paragraph 2 of subsection 361 (13) of the Act is repealed and the following substituted:

- 2. The fees and charges are imposed on owners of land that is included in the commercial classes or industrial classes, within the meaning of subsection 308 (1), or in a class prescribed under clause (11) (b.1).

12. (1) Subsection 364 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

Vacant unit rebate

(1) Every local municipality shall have a program to provide tax rebates to owners of property that has vacant portions if that property is in any of the commercial classes or industrial classes, as defined in subsection 308 (1), or in a class prescribed under clause (12) (a.0.1).

(2) Subsection 364 (2) of the Act is amended by adding the following paragraph:

- 3.1 If the property is in a class prescribed under clause (12) (a.0.1), the rebate shall be equal to the percentage prescribed in the regulations.

(3) Subsection 364 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Mixed use

(3) If different portions of a property are classified on the assessment roll in any of the commercial classes, any of the industrial classes or in a class prescribed under clause (12) (a.0.1),

- (a) the portion classified in the commercial classes, if any, shall be deemed to be one property for the purposes of this section;
- (b) the portion classified in the industrial classes, if any, shall be deemed to be another property for the purposes of this section; and
- (c) the portions in each class prescribed under clause (12) (a.0.1), if any, shall each be deemed to be a separate property for the purposes of this section.

vent être remplies avant qu'une municipalité de palier supérieur puisse procéder à une telle délégation.

11. (1) L'alinéa 361 (2) b) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- b) un bien est admissible s'il appartient à l'une des catégories commerciales ou des catégories industrielles, au sens du paragraphe 308 (1) de la présente loi, ou s'il appartient à une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (11) b.1) du présent article.

(2) Le paragraphe 361 (11) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- b.1) prescrire des catégories de biens immeubles pour l'application de l'alinéa (2) b) et de la disposition 2 du paragraphe (13), à l'exclusion de la catégorie des biens résidentiels, de la catégorie des immeubles à logements multiples, de la catégorie des biens agricoles, de la catégorie des pipelines et de la catégorie des forêts aménagées;

(3) La disposition 2 du paragraphe 361 (13) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- 2. Les droits et redevances sont prélevés auprès des propriétaires de biens-fonds compris dans les catégories commerciales ou industrielles, au sens du paragraphe 308 (1), ou dans une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (11) b.1).

12. (1) Le paragraphe 364 (1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Remises à l'égard des locaux vacants

(1) Chaque municipalité locale se dote d'un programme de remises d'impôt en faveur des propriétaires de biens dont des parties sont vacantes et qui appartiennent à l'une ou l'autre des catégories commerciales ou des catégories industrielles, au sens du paragraphe 308 (1), ou à une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (12) a.0.1).

(2) Le paragraphe 364 (2) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

- 3.1 Si le bien appartient à une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (12) a.0.1), la remise correspond au pourcentage prescrit par les règlements.

(3) Le paragraphe 364 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Utilisations multiples

(3) Si, dans le rôle d'évaluation, des parties différentes d'un bien sont classées dans une des catégories commerciales ou des catégories industrielles ou dans une catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (12) a.0.1) :

- a) la partie classée dans les catégories commerciales, le cas échéant, est réputée être un bien pour l'application du présent article;
- b) la partie classée dans les catégories industrielles, le cas échéant, est réputée être un autre bien pour l'application du présent article;
- c) les parties classées dans chaque catégorie prescrite en vertu de l'alinéa (12) a.0.1), le cas échéant, sont chacune réputées être un bien distinct pour l'application du présent article.

(4) Clause 364 (12) (a.1) of the Act is repealed and the following substituted:

(a.0.1) prescribing classes of real property for the purposes of this section, other than the residential property class, the multi-residential property class, the farm property class, the pipe line property class or the managed forests property class;

(a.1) prescribing percentages for the purposes of paragraphs 2, 3 and 3.1 of subsection (2);

Commencement

13. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

(4) L'alinéa 364 (12) a.1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

a.0.1) prescrire des catégories de biens immeubles pour l'application du présent article, à l'exclusion de la catégorie des biens résidentiels, de la catégorie des immeubles à logements multiples, de la catégorie des biens agricoles, de la catégorie des pipelines et de la catégorie des forêts aménagées;

a.1) prescrire des pourcentages pour l'application des dispositions 2, 3 et 3.1 du paragraphe (2);

Entrée en vigueur

13. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

SCHEDULE 16 OCCUPATIONAL HEALTH AND SAFETY ACT

1. Subsection 1 (1) of the *Occupational Health and Safety Act* is amended by adding the following definition:

“health and safety management system” means a coordinated system of procedures, processes and other measures that is designed to be implemented by employers in order to promote continuous improvement in occupational health and safety; (“système de gestion de la santé et de la sécurité”)

2. The Act is amended by adding the following sections:

Accreditation of health and safety management systems

7.6.1 (1) The Chief Prevention Officer may accredit a health and safety management system if the system meets any applicable standards established under subsection (2).

Standards

(2) The Chief Prevention Officer may establish standards that a health and safety management system must meet in order to become an accredited health and safety management system.

Amendment

(3) The Chief Prevention Officer may amend standards established under subsection (2).

Recognition of employers

7.6.2 (1) The Chief Prevention Officer may give recognition to an employer in respect of one or more of its workplaces, upon the employer’s application, if,

- (a) the employer satisfies the Chief Prevention Officer that it is a certified user of an accredited health and safety management system in its workplace or workplaces; and
- (b) the employer meets any applicable criteria established under subsection (2).

Criteria

(2) The Chief Prevention Officer may establish criteria that an employer must meet for the purposes of clause (1) (b).

Amendment

(3) The Chief Prevention Officer may amend criteria established under subsection (2).

Validity of accreditations, recognitions

7.6.3 (1) An accreditation given under subsection 7.6.1 (1) or a recognition given under subsection 7.6.2 (1) is valid for the period that the Chief Prevention Officer specifies in the accreditation or recognition.

Revocation, etc., of accreditations, recognitions

(2) The Chief Prevention Officer may revoke or amend an accreditation or recognition.

ANNEXE 16 LOI SUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ AU TRAVAIL

1. Le paragraphe 1 (1) de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* est modifié par adjonction de la définition suivante :

«système de gestion de la santé et de la sécurité» Système coordonné de méthodes, procédés et autres mesures qui est destiné à être mis en œuvre par les employeurs pour favoriser l’amélioration continue de la santé et de la sécurité au travail. («health and safety management system»)

2. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Accréditation des systèmes de gestion de la santé et de la sécurité

7.6.1 (1) Le directeur général de la prévention peut accréditer un système de gestion de la santé et de la sécurité s’il satisfait aux normes applicables établies en vertu du paragraphe (2).

Normes

(2) Le directeur général de la prévention peut établir les normes auxquelles un système de gestion de la santé et de la sécurité doit satisfaire pour devenir un système de gestion de la santé et de la sécurité accrédité.

Modification

(3) Le directeur général de la prévention peut modifier les normes établies en vertu du paragraphe (2).

Reconnaissance d’un employeur

7.6.2 (1) Le directeur général de la prévention peut accorder une reconnaissance à un employeur à l’égard d’un ou de plusieurs de ses lieux de travail, à la demande de ce dernier, si les conditions suivantes sont réunies :

- a) l’employeur convainc le directeur général de la prévention qu’il est un utilisateur certifié d’un système de gestion de la santé et de la sécurité accrédité dans son ou ses lieux de travail;
- b) l’employeur satisfait aux critères applicables établis en vertu du paragraphe (2).

Critères

(2) Le directeur général de la prévention peut établir les critères auxquels un employeur doit satisfaire pour l’application de l’alinéa (1) b).

Modification

(3) Le directeur général de la prévention peut modifier les critères établis en vertu du paragraphe (2).

Validité de l’accréditation ou de la reconnaissance

7.6.3 (1) L’accréditation accordée en vertu du paragraphe 7.6.1 (1) ou la reconnaissance accordée en vertu du paragraphe 7.6.2 (1) est valide pendant la période que le directeur général de la prévention y précise.

Révocation ou modification

(2) Le directeur général de la prévention peut révoquer ou modifier une accréditation ou une reconnaissance.

Information re accreditations, recognitions

7.6.4 (1) The Chief Prevention Officer may require any person who is seeking an accreditation under subsection 7.6.1 (1) or recognition under subsection 7.6.2 (1), or who is the subject of an accreditation or recognition, to provide the Chief Prevention Officer with whatever information, records or accounts he or she may require pertaining to the accreditation or recognition and the Chief Prevention Officer may make such inquiries and examinations as he or she considers necessary.

Disclosure by Director

(2) A Director may communicate or allow to be communicated or disclosed any information that was collected under the authority of this Act or the regulations to the Chief Prevention Officer or to a delegate for the purposes of determining whether the employer should receive recognition or should keep such recognition.

Same

(3) Any disclosure of personal information that is authorized under subsection (2) shall be deemed to be in compliance with clause 42 (1) (d) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act*.

Publication

7.6.5 (1) The Chief Prevention Officer may publish or otherwise make available to the public information relating to health and safety management systems accredited under subsection 7.6.1 (1) and employers given recognition under subsection 7.6.2 (1), including the names of the systems and employers.

Same

(2) The Chief Prevention Officer shall publish the standards for accreditation of health and safety management systems and the criteria for recognition of employers promptly after establishing or amending them.

3. Section 7.7 of the Act is repealed and the following substituted:**Delegation**

7.7 The Chief Prevention Officer may delegate, in writing, any of his or her powers or duties under subsections 7.1 (2) and 7.2 (2), sections 7.4 and 7.5, clause 7.6 (1) (b), subsections 7.6.1 (1) and 7.6.2 (1), sections 7.6.3 and 7.6.4 and subsection 7.6.5 (1) to any person, including any person outside the Ministry, subject to such limitations, restrictions, conditions and requirements as the Chief Prevention Officer may set out in the delegation.

4. Subsection 22.3 (1) of the Act is amended by adding the following clause:

(h.1) exercise the powers and perform the duties with respect to accreditation of health and safety management systems and recognition of employers that are set out in sections 7.6.1 to 7.6.5;

Commencement**5. This Schedule comes into force on the day the****Renseignements : accréditation ou reconnaissance**

7.6.4 (1) Le directeur général de la prévention peut exiger que quiconque cherche à obtenir une accréditation en vertu du paragraphe 7.6.1 (1) ou une reconnaissance en vertu du paragraphe 7.6.2 (1) ou en bénéficie déjà lui fournisse les renseignements, dossiers ou comptes qu'il exige relativement à l'accréditation ou à la reconnaissance. Le directeur général de la prévention peut effectuer les enquêtes et examens qu'il estime nécessaires.

Divulgaration par un directeur

(2) Tout directeur peut communiquer tout renseignement recueilli en vertu de la présente loi ou des règlements, ou en permettre la communication ou la divulgation, au directeur général de la prévention ou à un délégué pour qu'il puisse établir si l'employeur devrait recevoir ou conserver une reconnaissance.

Idem

(3) Toute divulgation de renseignements personnels qui est autorisée en vertu du paragraphe (2) est réputée être conforme à l'alinéa 42 (1) d) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*.

Publication

7.6.5 (1) Le directeur général de la prévention peut publier ou autrement mettre à la disposition du public des renseignements sur les systèmes de gestion de la santé et de la sécurité accrédités en vertu du paragraphe 7.6.1 (1) et les employeurs qui ont obtenu la reconnaissance en vertu du paragraphe 7.6.2 (1), notamment les noms des systèmes et des employeurs.

Idem

(2) Le directeur général de la prévention publie les normes d'accréditation des systèmes de gestion de la santé et de la sécurité et les critères de reconnaissance des employeurs promptement après les avoir établis ou modifiés.

3. L'article 7.7 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :**Délégation**

7.7 Le directeur général de la prévention peut, par écrit, déléguer à une personne, y compris à une personne qui ne relève pas du ministère, les pouvoirs ou fonctions que lui attribuent les paragraphes 7.1 (2) et 7.2 (2), les articles 7.4 et 7.5, l'alinéa 7.6 (1) b), les paragraphes 7.6.1 (1) et 7.6.2 (1), les articles 7.6.3 et 7.6.4 et le paragraphe 7.6.5 (1), sous réserve des limitations, restrictions, conditions et exigences précisées dans l'acte de délégation.

4. Le paragraphe 22.3 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

h.1) exercer les pouvoirs et fonctions ayant trait à l'accréditation des systèmes de gestion de la santé et de la sécurité et à la reconnaissance des employeurs qui sont prévus aux articles 7.6.1 à 7.6.5;

Entrée en vigueur**5. La présente annexe entre en vigueur le jour où la**

Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016 receives Royal Assent.

Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires) reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE 17
ONTARIO COLLEGE OF TRADES
AND APPRENTICESHIP ACT, 2009**

1. (1) The definitions of “Appointments Council”, “apprentice”, “Minister”, “Minister’s regulation”, “registered training agreement” and “sponsor” in section 1 of the *Ontario College of Trades and Apprenticeship Act, 2009* are repealed and the following substituted:

“Appointments Council” means the branch of the Appointments Council and Classification Roster referred to in section 63.1; (“Conseil des nominations”)

“apprentice” means an individual who, pursuant to a registered training agreement, is receiving or is to receive training in a trade required as part of an apprenticeship program established by the College; (“apprenti”)

“Minister” means the member of the Executive Council to whom responsibility for the administration of this Act or part of this Act is assigned or transferred under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

“Minister’s regulation” means a regulation made by the Minister under subsection 74 (3); (“règlement du ministre”)

“registered training agreement” means an agreement registered under section 65 under which an individual is receiving or is to receive training in a trade required as part of an apprenticeship program established by the College; (“contrat d’apprentissage enregistré”)

“sponsor” means a person who, pursuant to a registered training agreement, is required to ensure that an individual is provided with the training required as part of an apprenticeship program established by the College; (“parrain”)

(2) Section 1 of the Act is amended by adding the following definitions:

“Appointments Council and Classification Roster” means the College of Trades Appointments Council and Classification Roster continued by section 63; (“Conseil des nominations et Registre du classement”)

“Classification Roster” means the branch of the Appointments Council and Classification Roster referred to in section 63.2; (“Registre du classement”)

“governing structure of the College” means the Board, the divisional boards referred to in section 19, the trade boards referred to in section 20 and the roster of adjudicators; (“structure de gouvernance de l’Ordre”)

“old Appointments Council” means the College of Trades Appointments Council established under section 63, as it read immediately before the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* received Royal Assent; (“ancien Conseil des nominations”)

“Ontario Labour Relations Board” means the board continued under section 110 of the *Labour Relations Act, 1995*; (“Commission des relations de travail de l’Ontario”)

“review panel” means a panel established by the Board under section 21; (“comité d’examen”)

**ANNEXE 17
LOI DE 2009 SUR L'ORDRE DES MÉTIERS
DE L'ONTARIO ET L'APPRENTISSAGE**

1. (1) Les définitions de «apprenti», de «Conseil des nominations», de «contrat d’apprentissage enregistré», de «ministre», de «parrain» et de «règlement du ministre» à l’article 1 de la *Loi de 2009 sur l’Ordre des métiers de l’Ontario et l’apprentissage* sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«apprenti» Particulier qui, aux termes d’un contrat d’apprentissage enregistré, reçoit ou recevra, dans un métier, la formation exigée dans le cadre d’un programme d’apprentissage créé par l’Ordre. («apprentice»)

«Conseil des nominations» La composante du Conseil des nominations et Registre du classement visée à l’article 63.1. («Appointments Council»)

«contrat d’apprentissage enregistré» Contrat enregistré en vertu de l’article 65 aux termes duquel un particulier reçoit ou recevra, dans un métier, la formation exigée dans le cadre d’un programme d’apprentissage créé par l’Ordre. («registered training agreement»)

«ministre» Le membre du Conseil exécutif à qui la responsabilité de l’application de tout ou partie de la présente loi est assignée ou transférée en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

«parrain» Personne qui, aux termes d’un contrat d’apprentissage enregistré, doit veiller à ce qu’un particulier reçoive la formation exigée dans le cadre d’un programme d’apprentissage créé par l’Ordre. («sponsor»)

«règlement du ministre» Règlement pris par le ministre en vertu du paragraphe 74 (3). («Minister’s regulation»)

(2) L’article 1 de la Loi est modifié par adjonction des définitions suivantes :

«ancien Conseil des nominations» Le Conseil des nominations de l’Ordre des métiers créé aux termes de l’article 63, dans sa version antérieure au jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l’essor de l’Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale. («old Appointments Council»)

«comité d’examen» Comité créé par le conseil en application de l’article 21. («review panel»)

«Commission des relations de travail de l’Ontario» La Commission prorogée aux termes de l’article 110 de la *Loi de 1995 sur les relations de travail*. («Ontario Labour Relations Board»)

«Conseil des nominations et Registre du classement» Le Conseil des nominations et Registre du classement de l’Ordre des métiers prorogé par l’article 63. («Appointments Council and Classification Roster»)

«liste des arbitres» La liste visée au paragraphe 21 (5). («roster of adjudicators»)

«Registre du classement» La composante du Conseil des nominations et Registre du classement visée à l’article 63.2. («Classification Roster»)

“roster of adjudicators” means the roster referred to in subsection 21 (5); (“liste des arbitres”)

(3) Section 1 of the Act is amended by adding the following definition:

“classification panel” means a panel appointed by the associate chair of the Classification Roster under subsection 63.6 (1); (“comité de classement”)

(4) The definitions of “compulsory trade” and “voluntary trade” in section 1 of the Act are amended by striking out “Board regulation” wherever it appears and substituting in each case “Minister’s regulation”.

2. The Act is amended by adding the following section:

Engaging in the practice of a compulsory trade

4.1 For the purposes of this Act, an individual “engages in the practice of a compulsory trade” if,

- (a) where a Minister’s regulation has been made under subsection 63.6 (9) implementing the determinations of a classification panel in respect of the compulsory trade, the individual engages in a practice that is prescribed by the regulation as engaging in the practice of the compulsory trade; or
- (b) where a Minister’s regulation referred to in clause (a) has not been made, the individual engages in any practice that is prescribed by the Board as being within the scope of practice of the compulsory trade.

3. Subsection 9 (3) of the Act is amended by striking out “Corporations Act” and substituting “Not-for-Profit Corporations Act, 2010”.

4. (1) Paragraph 1 of subsection 11 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

- 1. To establish the scopes of practice for trades and undertake reviews of the scopes of practice.

(2) Paragraph 10 of subsection 11 (1) of the Act is repealed.

(3) Paragraph 12 of subsection 11 (1) of the Act is amended by adding “and enforcement” after “compliance”.

(4) Subsection 11 (2) of the Act is amended by adding “and enforcement” after “compliance”.

5. The Act is amended by adding the following section:

Compliance and enforcement policy

11.1 (1) The College shall develop a compliance and enforcement policy respecting the object set out in paragraph 12 of subsection 11 (1), which shall include,

«structure de gouvernance de l’Ordre» Le conseil, les conseils sectoriels visés à l’article 19, les conseils de métier visés à l’article 20 et la liste des arbitres. («governing structure of the College»)

(3) L’article 1 de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«comité de classement» Comité constitué par le président associé du Registre du classement en application du paragraphe 63.6 (1). («classification panel»)

(4) Les définitions de «métier à accréditation facultative» et de «métier à accréditation obligatoire» à l’article 1 de la Loi sont modifiées par remplacement de «règlement du conseil» par «règlement du ministre» partout où figure cette expression.

2. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Exercice d’un métier à accréditation obligatoire

4.1 Pour l’application de la présente loi, un particulier «exerce un métier à accréditation obligatoire» si :

- a) dans le cas où un règlement du ministre a été pris en application du paragraphe 63.6 (9) mettant en oeuvre les décisions d’un comité de classement à l’égard du métier à accréditation obligatoire, le particulier exerce une activité prescrite par le règlement comme constituant l’exercice du métier à accréditation obligatoire;
- b) dans le cas où un règlement du ministre visé à l’alinéa a) n’a pas été pris, le particulier exerce une activité prescrite par le conseil comme relevant du champ d’exercice du métier à accréditation obligatoire.

3. Le paragraphe 9 (3) de la Loi est modifié par remplacement de «Loi sur les personnes morales» par «Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif».

4. (1) La disposition 1 du paragraphe 11 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

- 1. Établir les champs d’exercice des métiers et procéder à leur examen.

(2) La disposition 10 du paragraphe 11 (1) de la Loi est abrogée.

(3) La disposition 12 du paragraphe 11 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «problèmes de conformité» par «problèmes d’observation et d’application des mesures législatives».

(4) Le paragraphe 11 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «problèmes de conformité» par «problèmes d’observation et d’application des mesures législatives» à la fin du paragraphe.

5. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Politique d’observation et d’application des mesures législatives

11.1 (1) L’Ordre élabore une politique d’observation et d’application des mesures législatives traitant de l’objet énoncé à la disposition 12 du paragraphe 11 (1). Cette politique comprend :

- (a) a description of what constitutes a risk of harm and of how such risks will be accounted for in the enforcement of sections 2 and 4;
- (b) an annual identification of risks that will be the enforcement focus for a compulsory trade for the year; and
- (c) a description of how the College will fulfil its duty under subsection 11 (2).

Compliance and Enforcement Committee recommendations

(2) The Compliance and Enforcement Committee established under section 34.1 shall provide its recommendations regarding the contents of the College’s compliance and enforcement policy to the Board and the Minister within 120 days after the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

Board approval

(3) The compliance and enforcement policy must be approved by the Board before it is implemented.

Same

(4) The Board shall, within 180 days after the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent, approve a compliance and enforcement policy, send the approved policy to the Minister and make the policy public.

Amendments

(5) The Compliance and Enforcement Committee may recommend amendments to the policy at any time, but any such amendments must be approved by the Board before they are implemented.

Same

(6) The Board shall, upon making amendments to the compliance and enforcement policy or approving amendments recommended by the Compliance and Enforcement Committee, send the amendments to the Minister and make them public promptly.

Same

(7) For the purposes of subsections (4) and (6), the compliance and enforcement policy shall be available for public inspection during normal business hours in the office of the College and be posted on the College’s website or made available through a hyperlink at the College’s website.

Policy not a regulation

(8) The compliance and enforcement policy is not a

- a) une description de ce qui constitue un risque de préjudice et de la manière dont il sera tenu compte de ces risques pour l’application des articles 2 et 4;
- b) une identification annuelle des risques sur lesquels les efforts liés à l’application des mesures législatives devront être concentrés au cours de l’année pour un métier à accréditation obligatoire;
- c) une description de la manière dont l’Ordre s’acquittera des obligations prévues au paragraphe 11 (2).

Recommandations du Comité d’observation et d’application des mesures législatives

(2) Le Comité d’observation et d’application des mesures législatives créé en application de l’article 34.1 présente au conseil et au ministre ses recommandations à propos du contenu de la politique d’observation et d’application des mesures législatives de l’Ordre dans les 120 jours du jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l’essor de l’Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

Approbation du conseil

(3) La politique d’observation et d’application des mesures législatives doit être approuvée par le conseil avant sa mise en oeuvre.

Idem

(4) Dans les 180 jours du jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l’essor de l’Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale, le conseil approuve une politique d’observation et d’application des mesures législatives, envoie la politique approuvée au ministre et la rend publique.

Modifications

(5) Le Comité d’observation et d’application des mesures législatives peut, à tout moment, recommander que des modifications soient apportées à la politique d’observation et d’application des mesures législatives, auquel cas les modifications doivent être approuvées par le conseil avant leur mise en oeuvre.

Idem

(6) Lorsqu’il apporte des modifications à la politique d’observation et d’application des mesures législatives ou approuve des modifications recommandées par le Comité d’observation et d’application des mesures législatives, le conseil envoie les modifications au ministre et les rend publiques promptement.

Idem

(7) Pour l’application des paragraphes (4) et (6), la politique d’observation et d’application des mesures législatives est à la disposition du public aux fins de consultation, pendant les heures normales d’ouverture, dans les bureaux de l’Ordre et est affichée sur le site Web de l’Ordre ou est accessible au moyen d’un hyperlien qui s’y trouve.

Non-assimilation à un règlement

(8) La politique d’observation et d’application des me-

regulation within the meaning of Part III (Regulations) of the *Legislation Act, 2006*.

6. (1) Subsection 21 (2) of the Act is amended by striking out “and on classification of trades as compulsory trades or voluntary trades”.

(2) Subsection 21 (3) of the Act is repealed and the following substituted:

Decision final

(3) A decision of a review panel is final and binding.

Judicial review

(3.1) Nothing in subsection (3) prevents a court from reviewing a decision of a review panel, but a decision of a review panel concerning the interpretation of this Act shall not be overturned unless the decision is unreasonable.

(3) Section 21 of the Act is amended by adding the following subsection:

Same

(4.1) A person may not be appointed to a review panel if the person is currently a member of a classification panel.

7. Section 24 of the Act is amended by striking out “section 63” at the end and substituting “section 63.1”.

8. The Act is amended by adding the following section:

Compliance and Enforcement Committee

34.1 (1) In addition to the committees named in subsection 30 (1), the Board shall establish a Compliance and Enforcement Committee to advise the Board on compliance and enforcement issues in respect of matters within the jurisdiction of the College.

Duties re policy

(2) The Compliance and Enforcement Committee shall, in addition to performing its duties under subsection (1),

- (a) develop recommendations regarding the contents of the compliance and enforcement policy referred to in section 11.1;
- (b) develop recommendations regarding amendments to the policy at any time the Committee determines is necessary; and
- (c) review the policy and its implementation by the College as often as it considers necessary and, in any event, not less than annually.

Same

(3) The Board shall appoint the members of the Compliance and Enforcement Committee in accordance with the following:

sures législatives n'est pas un règlement au sens de la partie III (Règlements) de la *Loi de 2006 sur la législation*.

6. (1) Le paragraphe 21 (2) de la Loi est modifié par suppression de «et le classement des métiers comme métiers à accréditation obligatoire ou métiers à accréditation facultative».

(2) Le paragraphe 21 (3) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Caractère définitif des décisions

(3) Les décisions d'un comité d'examen sont définitives et lient les parties.

Révision judiciaire

(3.1) Le paragraphe (3) n'a pas pour effet d'empêcher un tribunal de réviser la décision d'un comité d'examen, mais aucune décision de celui-ci concernant l'interprétation de la présente loi ne doit être infirmée à moins qu'elle ne soit déraisonnable.

(3) L'article 21 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Idem

(4.1) Une personne ne peut pas être nommée à un comité d'examen si elle est actuellement membre d'un comité de classement.

7. L'article 24 de la Loi est modifié par remplacement de «l'article 63» par «l'article 63.1» à la fin de l'article.

8. La Loi est modifiée par adjonction de l'article suivant :

Comité d'observation et d'application des mesures législatives

34.1 (1) Outre les comités énumérés au paragraphe 30 (1), le conseil crée un Comité d'observation et d'application des mesures législatives chargé de le conseiller sur les problèmes d'observation et d'application des mesures législatives à l'égard des questions relevant de l'Ordre.

Fonctions concernant la politique

(2) Outre l'exercice des fonctions visées au paragraphe (1), le Comité d'observation et d'application des mesures législatives fait ce qui suit :

- a) il formule des recommandations à propos du contenu de la politique d'observation et d'application des mesures législatives visée à l'article 11.1;
- b) il formule des recommandations à propos des modifications apportées à la politique à tout moment, selon ce qu'il estime nécessaire;
- c) il examine la politique et sa mise en oeuvre par l'Ordre aussi souvent qu'il l'estime nécessaire mais au moins une fois par an.

Idem

(3) Le conseil nomme les membres du Comité d'observation et d'application des mesures législatives conformément à ce qui suit :

1. One member shall be a person selected by the Minister to represent the ministry of the Minister.
2. One member shall be a person selected by the Minister to represent another ministry that has legislative authority relating to compliance and enforcement issues.
3. Four members shall be members of the governing structure of the College, one affiliated with each of the four sectors described in section 18. At least one such member shall not be a member of the Board.
4. Two members shall be persons appointed to represent the public and promote consumer protection.
5. One member shall be a deputy registrar of the College.

Chair

(4) The Board shall appoint one of the members described in paragraph 3 of subsection (3) who is a member of the Board as the chair of the Compliance and Enforcement Committee.

Non-application

(5) Sections 33 and 34 do not apply to the Compliance and Enforcement Committee.

9. Section 37 of the Act is amended by adding the following subsection:

No membership until new trade is classified

(3.1) Despite subsections (1), (2) and (3), no certificates of qualification or statements of membership may be issued in respect of a trade that is prescribed by a Minister's regulation as a trade for the purposes of this Act on or after the day section 16 of Schedule 17 to the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* comes into force until the trade has been prescribed by a Minister's regulation as a voluntary trade or a compulsory trade.

10. The English version of subsection 44 (9) of the Act is amended by striking out "its being filed" and substituting "it being filed".

11. The Act is amended by adding the following Part:

PART VIII.1 ADMINISTRATIVE PENALTIES

Notice of contravention

59.1 (1) If the Registrar or an inspector appointed under section 54 believes that a person has contravened section 2 or 4, the Registrar or inspector may issue a notice of contravention to the person setting out his or her belief and requiring the person to pay the administrative penalty prescribed by a Lieutenant Governor's regulation for the contravention in question.

1. L'un des membres est une personne choisie par le ministre pour représenter le ministère du ministre.
2. L'un des membres est une personne choisie par le ministre pour représenter un autre ministère qui a un pouvoir législatif en ce qui a trait aux problèmes d'observation et d'application des mesures législatives.
3. Quatre membres sont des membres de la structure de gouvernance de l'Ordre et sont affiliés à chacun des quatre secteurs indiqués à l'article 18. Au moins un de ces membres n'est pas un membre du conseil.
4. Deux membres sont des personnes nommées pour représenter le public et promouvoir la protection des consommateurs.
5. L'un des membres est un registraire adjoint de l'Ordre.

Président

(4) Le conseil nomme président du Comité d'observation et d'application des mesures législatives un des membres visés à la disposition 3 du paragraphe (3) qui est membre du conseil.

Non-application

(5) Les articles 33 et 34 ne s'appliquent pas au Comité d'observation et d'application des mesures législatives.

9. L'article 37 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Aucune adhésion avant le classement du nouveau métier

(3.1) Malgré les paragraphes (1), (2) et (3), aucun certificat de qualification ou attestation d'adhésion ne peut être délivré à l'égard d'un métier qui est prescrit par règlement du ministre comme métier pour l'application de la présente loi le jour de l'entrée en vigueur de l'article 16 de l'annexe 17 de la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* ou par la suite tant que le métier n'a pas été prescrit par règlement du ministre comme métier à accréditation facultative ou métier à accréditation obligatoire.

10. La version anglaise du paragraphe 44 (9) de la Loi est modifiée par remplacement de «its being filed» par «it being filed».

11. La Loi est modifiée par adjonction de la partie suivante :

PARTIE VIII.1 PÉNALITÉS ADMINISTRATIVES

Avis de contravention

59.1 (1) S'il croit qu'une personne a contrevenu à l'article 2 ou 4, le registraire ou un inspecteur nommé en vertu de l'article 54 peut lui délivrer un avis de contravention à cet effet exigeant qu'elle paie la pénalité administrative prescrite par règlement du lieutenant-gouverneur pour la contravention.

Purpose of administrative penalty

(2) The following are the purposes for which a person may be required to pay an administrative penalty under this section:

1. To encourage compliance with section 2 or 4.
2. To prevent a person from deriving, directly or indirectly, any economic benefit as a result of a contravention of section 2 or 4.

Factors

(3) Prior to issuing a notice of contravention, the Registrar or an inspector appointed under section 54 shall consider,

- (a) the scope of practice of every trade prescribed by a Minister's regulation as a trade for the purposes of this Act that may be relevant;
- (b) the compliance and enforcement policy referred to in section 11.1; and
- (c) if the contravention involves an individual performing work or engaging in the practice of a compulsory trade, whether there is a risk of harm to that individual, to other workers or to the public.

Amount of administrative penalty

(4) The amount of an administrative penalty prescribed by a Lieutenant Governor's regulation for a contravention shall reflect the purposes referred to in subsection (2).

One-year limitation

(5) A notice of contravention shall not be issued under this section more than one year after the contravention first came to the knowledge of the Registrar or inspector.

Content of notice of contravention

- (6) The notice of contravention shall,
 - (a) contain or be accompanied by information setting out,
 - (i) the nature of the contravention, and
 - (ii) the date on which it occurred and the location;
 - (b) set out the amount of the penalty to be paid and specify the time and manner of the payment; and
 - (c) inform the person of his or her right to request a review of the notice by the Ontario Labour Relations Board and of the timelines to do so set out in subsection 59.2 (1).

If no review requested

(7) If a person who has received a notice of contravention does not apply for a review under subsection 59.2 (1), the person shall pay the penalty to the Minister of Finance within 30 days after the day the notice of contravention was served.

Fins de la pénalité administrative

(2) Une personne peut être tenue de payer une pénalité administrative en application du présent article aux fins suivantes :

1. Favoriser l'observation de l'article 2 ou 4.
2. Empêcher quiconque de tirer, directement ou indirectement, un avantage économique par suite d'une contravention à l'article 2 ou 4.

Facteurs

(3) Avant de délivrer un avis de contravention, le registraire ou un inspecteur nommé en vertu de l'article 54 prend en compte ce qui suit :

- a) le champ d'exercice de chaque métier prescrit par règlement du ministre comme métier pour l'application de la présente loi qui pourrait être pertinent;
- b) la politique d'observation et d'application des mesures législatives visée à l'article 11.1;
- c) si la contravention concerne un particulier qui exécute un travail ou qui exerce un métier à accréditation obligatoire, l'existence ou non d'un risque de préjudice pour ce particulier, pour d'autres travailleurs ou pour le public.

Montant de la pénalité administrative

(4) Le montant de la pénalité administrative prescrite par règlement du lieutenant-gouverneur pour une contravention doit tenir compte des fins visées au paragraphe (2).

Prescription d'un an

(5) Un avis de contravention ne doit pas être délivré en vertu du présent article plus d'un an après que la contravention a été portée à la connaissance du registraire ou de l'inspecteur.

Contenu de l'avis de contravention

- (6) L'avis de contravention réunit les conditions suivantes :
 - a) il contient ou est accompagné de renseignements sur ce qui suit :
 - (i) la nature de la contravention,
 - (ii) la date à laquelle elle est survenue et le lieu où elle est survenue;
 - b) il précise le montant de la pénalité à payer ainsi que le délai et le mode de paiement;
 - c) il informe la personne de son droit de demander à la Commission des relations de travail de l'Ontario de le réviser et des délais énoncés au paragraphe 59.2 (1) pour ce faire.

Cas où la révision n'est pas demandée

(7) Quiconque reçoit un avis de contravention et n'en demande pas la révision en vertu du paragraphe 59.2 (1) doit payer la pénalité au ministre des Finances dans les 30 jours de la signification de l'avis.

Review

59.2 (1) A person who receives a notice of contravention under section 59.1 may apply to the Ontario Labour Relations Board for a review of the notice of contravention in a form approved by the Ontario Labour Relations Board,

- (a) within 15 days after receipt of the notice of contravention; or
- (b) if the Ontario Labour Relations Board considers it appropriate in the circumstances to extend the time for applying, within the period specified by the Ontario Labour Relations Board.

If review requested

(2) If a person who has received a notice of contravention applies for a review under subsection (1), the Ontario Labour Relations Board shall conduct the review in accordance with any rules that may be made by the Chair of the Ontario Labour Relations Board under clause (3) (a) or subsection (4).

Ontario Labour Relations Board rules

(3) The Chair of the Ontario Labour Relations Board may make rules,

- (a) governing the practices and procedures and the exercise of its powers applicable to a review of a notice of contravention; and
- (b) requiring the use of forms approved by the Ontario Labour Relations Board.

Same

(4) Without limiting the generality of clause (3) (a), the Chair may make rules to expedite any proceeding under this section, and such rules may,

- (a) provide that the Ontario Labour Relations Board is not required to hold a hearing;
- (b) limit the extent to which the Ontario Labour Relations Board is required to give full opportunity to the parties to present their evidence and to make submissions; and
- (c) authorize the Ontario Labour Relations Board to make or cause to be made such examination of records and such other inquiries as it considers necessary in the circumstances.

Conflict with the *Statutory Powers Procedure Act*

(5) Rules made under subsection (4) apply despite anything in the *Statutory Powers Procedure Act*.

Révision

59.2 (1) Quiconque reçoit un avis de contravention visé à l'article 59.1 peut présenter une demande de révision de l'avis auprès de la Commission des relations de travail de l'Ontario sous une forme que celle-ci approuve :

- a) soit dans les 15 jours de la réception de l'avis;
- b) soit dans le délai que précise la Commission des relations de travail de l'Ontario, si elle estime approprié dans les circonstances de proroger le délai de présentation de la demande.

Cas où la révision est demandée

(2) Si la personne qui reçoit un avis de contravention en demande la révision en vertu du paragraphe (1), la Commission des relations de travail de l'Ontario le révisé conformément aux règles que peut établir le président de la Commission des relations de travail de l'Ontario en vertu de l'alinéa (3) a) ou du paragraphe (4).

Règles de la Commission des relations de travail de l'Ontario

(3) Le président de la Commission des relations de travail de l'Ontario peut établir des règles qui :

- a) d'une part, régissent la pratique et la procédure applicables à la révision d'un avis de contravention ainsi que l'exercice de ses pouvoirs dans le cadre d'une telle révision;
- b) d'autre part, exigent l'utilisation de formulaires approuvés par la Commission des relations de travail de l'Ontario.

Idem

(4) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (3) a), le président peut établir des règles pour accélérer le déroulement de toute instance visée au présent article, et de telles règles peuvent :

- a) prévoir que la Commission des relations de travail de l'Ontario n'est pas obligée de tenir une audience;
- b) limiter la mesure dans laquelle la Commission des relations de travail de l'Ontario est tenue de donner aux parties la pleine possibilité de présenter leur preuve et de faire valoir leurs arguments;
- c) autoriser la Commission des relations de travail de l'Ontario à examiner ou à faire examiner les dossiers et à mener ou à faire mener les autres enquêtes qu'elle estime nécessaires dans les circonstances.

Incompatibilité avec la *Loi sur l'exercice des compétences légales*

(5) Les règles établies en vertu du paragraphe (4) s'appliquent malgré la *Loi sur l'exercice des compétences légales*.

Rules not regulations

(6) Rules made under subsection (3) or (4) are not regulations within the meaning of Part III (Regulations) of the *Legislation Act, 2006*.

Parties to review

(7) The parties to a review of a notice of contravention are,

- (a) the College;
- (b) the person who received the notice of contravention; and
- (c) such other persons as the Ontario Labour Relations Board may specify.

Powers of Ontario Labour Relations Board

(8) For the purposes of a review of a notice of contravention, the Ontario Labour Relations Board has power,

- (a) to require any party to furnish particulars before or during a consultation or hearing;
- (b) to require any party to produce documents or things that may be relevant to the review and to do so before or during a consultation or a hearing;
- (c) to summon and enforce the attendance of witnesses and compel them to give oral or written evidence on oath, and to produce the documents and things that the Ontario Labour Relations Board considers requisite to the review in the same manner as a court of record in civil cases;
- (d) to administer oaths and affirmations;
- (e) to accept such oral or written evidence as it in its discretion considers proper, whether admissible in a court of law or not;
- (f) to make interim orders concerning procedural matters on such terms as it considers appropriate; and
- (g) to determine the form in which and the time as of which any party to the review must file or present any thing, document or information and to refuse to accept any thing, document or information that is not filed or presented in that form or by that time.

Mistakes in names of parties

(9) Where, in a review of a notice of contravention, the Ontario Labour Relations Board is satisfied that a mistake has been made in good faith with the result that the proper person has not been named as a party or has been incorrectly named, the Ontario Labour Relations Board may order the proper person to be substituted or added as a party to the review or to be correctly named on such terms as appear to the Ontario Labour Relations Board to be just.

Non-assimilation à des règlements

(6) Les règles établies en vertu du paragraphe (3) ou (4) ne sont pas des règlements au sens de la partie III (Règlements) de la *Loi de 2006 sur la législation*.

Parties à la révision

(7) Les parties à la révision d'un avis de contravention sont les suivantes :

- a) l'Ordre;
- b) la personne qui a reçu l'avis de contravention;
- c) les autres personnes que précise la Commission des relations de travail de l'Ontario.

Pouvoirs de la Commission des relations de travail de l'Ontario

(8) Pour les besoins de la révision d'un avis de contravention, la Commission des relations de travail de l'Ontario a le pouvoir :

- a) d'exiger qu'une partie fournisse des détails avant ou pendant une consultation ou une audience;
- b) d'exiger qu'une partie produise, avant ou pendant une consultation ou une audience, des pièces ou des objets pouvant se rapporter à la révision;
- c) d'assigner des témoins, de les contraindre à comparaître et à témoigner sous serment, oralement ou par écrit, et à produire les pièces et objets qu'elle juge nécessaires à la révision de la même manière qu'une cour d'archives en matière civile;
- d) de faire prêter serment et de faire faire les affirmations solennelles;
- e) de recevoir la preuve orale ou écrite qu'elle estime, à sa discrétion, utile, qu'elle soit admissible ou non devant un tribunal judiciaire;
- f) de rendre des ordonnances provisoires sur des questions de procédure aux conditions qu'elle estime appropriées;
- g) de fixer les modalités selon lesquelles une partie à la révision doit déposer ou présenter des objets, pièces ou renseignements ainsi que la date à laquelle ils doivent, au plus tard, être déposés ou présentés, et de rejeter ceux qui ne sont pas déposés ou présentés selon ces modalités ou, au plus tard, à cette date.

Erreurs sur le nom des parties

(9) Si la personne compétente n'est pas mentionnée comme partie à la révision d'un avis de contravention devant la Commission des relations de travail de l'Ontario ou qu'elle est désignée de façon inexacte, la Commission peut, si elle est convaincue qu'il s'agit d'une erreur faite de bonne foi, prévoir la mention comme partie ou la correction de la désignation. La décision peut être assortie de conditions que la Commission estime justes.

Factors

(10) In conducting a review, the Ontario Labour Relations Board,

- (a) shall consider,
 - (i) the scope of practice of every trade prescribed by a Minister's regulation as a trade for the purposes of this Act that may be relevant,
 - (ii) the compliance and enforcement policy referred to in section 11.1,
 - (iii) if the contravention involves an individual performing work or engaging in the practice of a compulsory trade, whether there is a risk of harm to that individual, to other workers or to the public,
 - (iv) the objects of the College, as set out in subsection 11 (1); and
- (b) may consider other factors it considers relevant, having regard to the public interest.

Ontario Labour Relations Board's decision

(11) Upon a review, the Ontario Labour Relations Board may, as appropriate under this Act,

- (a) resolve the notice of contravention in the manner consented to by the parties;
- (b) rescind the notice of contravention;
- (c) affirm the notice of contravention; or
- (d) amend the notice of contravention by reducing the amount of the penalty if it is excessive in the circumstances.

Decision final

(12) A decision by the Ontario Labour Relations Board under this section is final and binding on the parties to the review.

Judicial review

(13) Nothing in subsection (12) prevents a court from reviewing a decision of the Ontario Labour Relations Board under this section, but a decision of the Ontario Labour Relations Board concerning the interpretation of this Act shall not be overturned unless the decision is unreasonable.

Payment after review

(14) If the Ontario Labour Relations Board affirms a notice of contravention or amends the notice by reducing the amount of the penalty, the person shall pay the penalty determined by the Ontario Labour Relations Board within 30 days after the day of the Ontario Labour Relations Board's decision.

Payment to Minister of Finance

(15) A person who is required to pay a penalty under this section shall pay the penalty to the Minister of Finance.

Facteurs

(10) Lorsqu'elle procède à une révision, la Commission des relations de travail de l'Ontario :

- a) d'une part, doit tenir compte de ce qui suit :
 - (i) le champ d'exercice de chaque métier prescrit par règlement du ministre comme métier pour l'application de la présente loi qui pourrait être pertinent,
 - (ii) la politique d'observation et d'application des mesures législatives visée à l'article 11.1,
 - (iii) si la contravention concerne un particulier qui exécute un travail ou qui exerce un métier à accréditation obligatoire, l'existence ou non d'un risque de préjudice pour ce particulier, pour d'autres travailleurs ou pour le public,
 - (iv) les objets de l'Ordre énoncés au paragraphe 11 (1);
- b) d'autre part, peut tenir compte des autres facteurs qu'elle estime pertinents, compte tenu de l'intérêt public.

Décision de la Commission des relations de travail de l'Ontario

(11) À la suite de la révision, la Commission des relations de travail de l'Ontario peut, selon ce qui est approprié en vertu de la présente loi :

- a) régler la question de l'avis de contravention de la manière à laquelle les parties consentent;
- b) annuler l'avis de contravention;
- c) confirmer l'avis de contravention;
- d) modifier l'avis de contravention en réduisant le montant de la pénalité si celui-ci est excessif dans les circonstances.

Caractère définitif des décisions

(12) Les décisions de la Commission des relations de travail de l'Ontario rendues en vertu du présent article sont définitives et lient les parties à la révision.

Révision judiciaire

(13) Le paragraphe (12) n'a pas pour effet d'empêcher un tribunal de réviser une décision de la Commission des relations de travail de l'Ontario prise en vertu du présent article, mais aucune décision de celle-ci concernant l'interprétation de la présente loi ne doit être infirmée à moins qu'elle ne soit déraisonnable.

Paiement postérieur à la révision

(14) Si la Commission des relations de travail de l'Ontario confirme l'avis de contravention ou le modifie en réduisant le montant de la pénalité, la personne paie la pénalité fixée par la Commission des relations de travail de l'Ontario dans les 30 jours de la date de la décision de cette dernière.

Paiement au ministre des Finances

(15) Quiconque doit payer une pénalité en application du présent article la paie au ministre des Finances.

Testimony in civil proceedings, etc.

(16) Except with the consent of the Ontario Labour Relations Board, no member of the Ontario Labour Relations Board, its registrar, its other officers or clerks or servants can be compelled to testify in a civil proceeding, in a proceeding before the Ontario Labour Relations Board or in a proceeding before any other tribunal respecting information obtained in the course of their duties under this Act.

Enforcement of administrative penalty

59.3 (1) If a person who is required to pay an administrative penalty fails to pay it within the time required under subsection 59.1 (7) or 59.2 (14), the notice of contravention or the Ontario Labour Relations Board's decision, as the case may be, may be filed with a local registrar of the Superior Court of Justice and may be enforced as if it were an order of the court.

Same

(2) Section 129 of the *Courts of Justice Act* applies in respect of a notice of contravention or decision filed with the Superior Court of Justice under subsection (1) of this section and, for the purpose, the date on which the notice of contravention or decision is filed under subsection (1) shall be deemed to be the date of the order that is referred to in section 129 of the *Courts of Justice Act*.

Crown debt

59.4 An administrative penalty imposed under subsection 59.1 (1) or 59.2 (11) that is not paid within the time required under subsection 59.1 (7) or 59.2 (14) is a debt due to the Crown and enforceable as such.

Minister may authorize collector

59.5 (1) The Minister may authorize any person to act as a collector for the purposes of this section and sections 59.6 and 59.7 and to exercise the powers that the Minister specifies in the authorization to collect administrative penalties owing under this Act.

Costs of collection

(2) Despite clause 22 (a) of the *Collection and Debt Settlement Services Act*, the Minister may also authorize a collector to collect a reasonable fee or reasonable disbursements or both from each person from whom the collector seeks to collect administrative penalties owing under this Act.

Same

(3) The Minister may impose conditions on an authorization under subsection (2) and may determine what constitutes a reasonable fee or reasonable disbursements for the purposes of that subsection.

Exception re disbursements

(4) The Minister shall not authorize a collector who is required to be registered under the *Collection and Debt Settlement Services Act* to collect disbursements.

Témoignage dans une instance civile

(16) Sauf si la Commission des relations de travail de l'Ontario y consent, ses membres, son registrateur, et les autres membres de son personnel sont exemptés de l'obligation de témoigner dans une instance civile ou dans une instance devant la Commission ou devant tout autre tribunal administratif, en ce qui concerne des renseignements obtenus dans l'exercice des fonctions que leur attribue la présente loi.

Exécution des pénalités administratives

59.3 (1) Si la personne qui doit payer une pénalité administrative ne le fait pas dans le délai imparti par le paragraphe 59.1 (7) ou 59.2 (14), l'avis de contravention ou la décision de la Commission des relations de travail de l'Ontario, selon le cas, peut être déposé auprès du greffier local de la Cour supérieure de justice et être exécuté comme s'il s'agissait d'une ordonnance du tribunal.

Idem

(2) L'article 129 de la *Loi sur les tribunaux judiciaires* s'applique à l'égard d'un avis de contravention ou d'une décision déposé auprès de la Cour supérieure de justice en vertu du paragraphe (1) du présent article et, à cette fin, la date de dépôt est réputée être la date de l'ordonnance visée à cet article.

Créance de la Couronne

59.4 La pénalité administrative imposée en vertu du paragraphe 59.1 (1) ou 59.2 (11) qui n'est pas payée dans le délai imparti par le paragraphe 59.1 (7) ou 59.2 (14) est une créance de la Couronne recouvrable à ce titre.

Autorisation du ministre

59.5 (1) Le ministre peut autoriser quiconque à agir à titre d'agent de recouvrement pour l'application du présent article et des articles 59.6 et 59.7 et à exercer les pouvoirs qu'il précise dans l'autorisation pour recouvrer des pénalités administratives dues en application de la présente loi.

Frais de recouvrement

(2) Malgré l'alinéa 22 a) de la *Loi sur les services de recouvrement et de règlement de dette*, le ministre peut également autoriser l'agent de recouvrement à percevoir des honoraires ou débours raisonnables, ou les deux, de chaque personne auprès de qui il tente de recouvrer des pénalités administratives dues en application de la présente loi.

Idem

(3) Le ministre peut assortir l'autorisation visée au paragraphe (2) de conditions et établir ce qui constitue des honoraires ou débours raisonnables pour l'application de ce paragraphe.

Exception : débours

(4) Le ministre ne doit pas autoriser l'agent de recouvrement qui doit être inscrit en application de la *Loi sur les services de recouvrement et de règlement de dette* à percevoir des débours.

Collector's powers

59.6 (1) A collector may exercise any of the powers specified in an authorization of the Minister under section 59.5.

Fees and disbursements part of order

(2) If a collector is seeking to collect an administrative penalty owing under a notice of contravention, any fees and disbursements authorized under subsection 59.5 (2) shall be deemed to be owing under and shall be deemed to be added to the amount of the penalty set out in the notice of contravention.

Distribution of money collected

(3) A collector shall pay the amount collected under this section with respect to the penalty to the Minister of Finance and may retain the amount collected with respect to the collector's fees and disbursements.

Settlement by collector

59.7 (1) A collector may agree to a settlement with the person from whom he or she seeks to collect money, but only with the written agreement of the Minister.

Payment

(2) The person who owes money under a settlement shall pay the amount agreed upon to the collector, who shall pay it out in accordance with subsection 59.6 (3).

Publication

59.8 The College shall publish particulars of a notice of contravention issued under subsection 59.1 (1) in accordance with a Minister's regulation.

12. The heading to Part IX of the Act is repealed and the following substituted:

PART IX RATIOS

13. Section 61 of the Act is repealed.

14. (1) Part XI of the Act is repealed and the following substituted:

PART XI APPOINTMENTS COUNCIL AND CLASSIFICATION ROSTER

Appointments Council and Classification Roster

63. (1) The College of Trades Appointments Council is continued under the name College of Trades Appointments Council and Classification Roster in English and Conseil des nominations et Registre du classement de l'Ordre des métiers in French.

Transition

(2) The chair and the members of the old Appointments Council who are in office on the day before the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures)*, 2016 receives Royal Assent shall continue in office as the associate chair and members of the Appointments Council branch of the Appointments Council and Classification Roster until the expiry of their terms.

Pouvoirs de l'agent de recouvrement

59.6 (1) L'agent de recouvrement peut exercer les pouvoirs précisés dans l'autorisation que le ministre lui donne en vertu de l'article 59.5.

Les honoraires et débours font partie de l'ordonnance

(2) Si un agent de recouvrement tente de recouvrer une pénalité administrative due aux termes d'un avis de contravention, les honoraires et débours autorisés en vertu du paragraphe 59.5 (2) sont réputés dus aux termes de l'avis et sont réputés ajoutés à la pénalité qui y est fixée.

Distribution des sommes recouvrées

(3) L'agent de recouvrement verse la somme recouvrée en application du présent article au titre de la pénalité au ministre des Finances et peut conserver la somme recouvrée au titre de ses honoraires et débours.

Transaction

59.7 (1) L'agent de recouvrement peut conclure une transaction avec la personne auprès de qui il tente de recouvrer une somme si le ministre en convient par écrit.

Versement

(2) La personne qui doit une somme aux termes d'une transaction verse le montant convenu à l'agent de recouvrement, qui le remet à son tour conformément au paragraphe 59.6 (3).

Publication

59.8 L'Ordre publie les détails de l'avis de contravention délivré en vertu du paragraphe 59.1 (1) conformément à un règlement du ministre.

12. L'intertitre de la partie IX de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

PARTIE IX RATIOS

13. L'article 61 de la Loi est abrogé.

14. (1) La partie XI de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

PARTIE XI CONSEIL DES NOMINATIONS ET REGISTRE DU CLASSEMENT

Conseil des nominations et Registre du classement

63. (1) Le Conseil des nominations de l'Ordre des métiers est prorogé sous le nom de Conseil des nominations et Registre du classement de l'Ordre des métiers en français et de College of Trades Appointments Council and Classification Roster en anglais.

Disposition transitoire

(2) Le président et les membres de l'ancien Conseil des nominations qui sont en fonction la veille du jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale continuent d'exercer leurs fonctions à titre de président associé et de membres de la composante Conseil des nominations du Conseil des nominations et Registre du classement jusqu'à l'expiration de leur mandat.

Same

(3) The Appointments Council and Classification Roster shall be composed of a chair appointed by the Lieutenant Governor in Council and the following two branches of the Appointments Council and Classification Roster:

1. The Appointments Council described in section 63.1.
2. The Classification Roster described in section 63.2.

Chair

(4) The chair of the Appointments Council and Classification Roster shall be responsible for the administration of the Appointments Council and Classification Roster.

Term of office

(5) The term of office of the chair shall be at the pleasure of the Lieutenant Governor in Council and shall not exceed three years.

Multiple terms

(6) The chair may serve for more than one term.

Same

(7) The chair may not serve for more than six consecutive years but is eligible for reappointment after one year's absence from the Appointments Council and Classification Roster.

Remuneration

(8) The chair shall be paid such remuneration and allowance for expenses as are fixed by the Lieutenant Governor in Council.

Memorandum of understanding

(9) The Appointments Council and Classification Roster shall perform its functions under this Act in accordance with a memorandum of understanding to be entered into between the chair, on behalf of the Appointments Council and Classification Roster, and the Minister.

Administrative support

(10) The Minister shall provide the Appointments Council and Classification Roster with such administrative support as the Minister considers necessary for the purposes of the Appointments Council and Classification Roster.

Appointments Council**Composition**

63.1 (1) The Appointments Council shall be composed of an associate chair and eight other members appointed by the Lieutenant Governor in Council.

Term of office

(2) The term of office of a member of the Appointments Council shall be at the pleasure of the Lieutenant Governor in Council and shall not exceed three years.

Multiple terms

(3) A member of the Appointments Council may serve for more than one term.

Idem

(3) Le Conseil des nominations et Registre du classement est composé d'un président nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil et des deux composantes du Conseil des nominations et Registre du classement suivantes :

1. Le Conseil des nominations visé à l'article 63.1.
2. Le Registre du classement visé à l'article 63.2.

Président

(4) Le président du Conseil des nominations et Registre du classement est chargé de l'administration du Conseil des nominations et Registre du classement.

Mandat

(5) Le mandat du président est laissé à la discrétion du lieutenant-gouverneur en conseil, mais il ne doit pas dépasser trois ans.

Mandats successifs

(6) Le président peut siéger pendant plus d'un mandat.

Idem

(7) Le président ne peut pas siéger pendant plus de six années consécutives, mais son mandat peut être renouvelé s'il a été absent pendant un an du Conseil des nominations et Registre du classement.

Rémunération

(8) Le président reçoit la rémunération et les indemnités que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.

Protocole d'entente

(9) Le Conseil des nominations et Registre du classement s'acquitte des fonctions que lui attribue la présente loi conformément à un protocole d'entente conclu entre son président, agissant au nom du Conseil des nominations et Registre du classement, et le ministre.

Aide administrative

(10) Le ministre fournit au Conseil des nominations et Registre du classement l'aide administrative qu'il estime nécessaire à son fonctionnement.

Conseil des nominations**Composition**

63.1 (1) Le Conseil des nominations est composé d'un président associé et de huit autres membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Mandat

(2) Le mandat des membres du Conseil des nominations est laissé à la discrétion du lieutenant-gouverneur en conseil, mais il ne doit pas dépasser trois ans.

Mandats consécutifs

(3) Les membres du Conseil des nominations peuvent siéger pendant plus d'un mandat.

Same

(4) A member of the Appointments Council may not serve for more than six consecutive years but is eligible for reappointment after one year's absence from the Appointments Council.

Appointment to governing structure

(5) The following are not eligible to be appointed to the governing structure of the College:

1. A member of the Appointments Council.
2. A former member of the Appointments Council, unless at least one year has elapsed since he or she was a member of the Appointments Council.
3. A former member of the old Appointments Council, unless at least one year has elapsed since he or she was a member of the old Appointments Council.

Remuneration

(6) The associate chair and other members of the Appointments Council shall be paid such remuneration and allowance for expenses as are fixed by the Lieutenant Governor in Council.

Quorum

(7) Five members of the Appointments Council constitute a quorum.

Vacancies in Appointments Council

(8) If one or more vacancies occur in the membership of the Appointments Council, the members remaining on the Council constitute the Council so long as their number is not fewer than the quorum established by subsection (7).

Duties

(9) The Appointments Council shall perform the duties set out in subsection (10) and such other duties as may be assigned to it by the Lieutenant Governor in Council.

Duty to make appointments

- (10) The Appointments Council shall appoint,
- (a) the members of the Board;
 - (b) the members of the divisional boards and trade boards; and
 - (c) the members of the roster of adjudicators.

Reflecting diversity

(11) When carrying out its functions under subsection (10), the Appointments Council shall take into account the importance of reflecting across the governing structure of the College,

- (a) Ontario's English and French linguistic duality;
- (b) the diversity of Ontario's population;
- (c) gender balance;
- (d) representation from unionized and non-unionized and from large, medium and small business environments; and

Idem

(4) Les membres du Conseil des nominations ne peuvent pas siéger pendant plus de six années consécutives, mais ils peuvent y être nommés de nouveau après en avoir été absents pendant un an.

Nomination à la structure de gouvernance

(5) Les personnes suivantes ne peuvent pas être nommées à la structure de gouvernance de l'Ordre :

1. Les membres du Conseil des nominations.
2. Les anciens membres du Conseil des nominations, sauf s'il s'est écoulé au moins un an depuis qu'ils ont cessé d'en être membres.
3. Les anciens membres de l'ancien Conseil des nominations, sauf s'il s'est écoulé au moins un an depuis qu'ils ont cessé d'en être membres.

Rémunération

(6) Le président associé et les autres membres du Conseil des nominations reçoivent la rémunération et les indemnités que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.

Quorum

(7) Cinq membres du Conseil des nominations constituent le quorum.

Vacances au sein du Conseil des nominations

(8) Si une ou plusieurs vacances se produisent au sein du Conseil des nominations, les membres qui restent constituent le Conseil à condition que leur nombre ne soit pas inférieur au quorum fixé par le paragraphe (7).

Fonctions

(9) Le Conseil des nominations s'acquitte des fonctions énoncées au paragraphe (10) et des autres fonctions que lui attribue le lieutenant-gouverneur en conseil.

Obligations en matière de nomination

(10) Le Conseil des nominations nomme :

- a) les membres du conseil;
- b) les membres des conseils sectoriels et des conseils de métier;
- c) les particuliers figurant sur la liste des arbitres.

Prise en compte de la diversité

(11) Lorsqu'il exerce les fonctions que lui attribue le paragraphe (10), le Conseil des nominations tient compte du fait qu'il importe que l'ensemble de la structure de gouvernance de l'Ordre reflète les aspects suivants :

- a) la dualité linguistique français-anglais de l'Ontario;
- b) la diversité de la population ontarienne;
- c) l'équilibre entre les sexes;
- d) la représentation de milieux syndicalisés et non syndicalisés et de petites, moyennes et grandes entreprises;

- (e) the various geographic areas of Ontario named in a Board regulation.

Classification Roster

Composition

63.2 (1) The Classification Roster shall be composed of an associate chair and at least 10 other members appointed by the Lieutenant Governor in Council as follows:

1. The associate chair and at least six other members shall be appointed as representing the public.
2. At least four members shall be appointed from the roster of adjudicators.

Qualification

(2) An individual may not be appointed as a member under paragraph 1 of subsection (1) if he or she,

- (a) is a member of the College;
- (b) was a member of the College within the preceding year;
- (c) works or engages in the practice of a voluntary trade;
- (d) worked or was engaged in the practice of a voluntary trade within the preceding year;
- (e) has or had an affiliation with a member of the College or with a compulsory trade or a voluntary trade that may bias their decisions;
- (f) is or was a member of the governing structure of the College;
- (g) is or was a member of the Appointments Council or the old Appointments Council; and
- (h) satisfies any other condition prescribed by a Minister's regulation.

Term of office

(3) The term of office of a member of the Classification Roster shall be at the pleasure of the Lieutenant Governor in Council and shall not exceed three years.

Multiple terms

(4) A member of the Classification Roster may serve for more than one term.

Same

(5) A member of the Classification Roster may not serve for more than six consecutive years but is eligible for reappointment after one year's absence from the Classification Roster.

Appointment to Board, etc.

(6) A member of the Classification Roster is not eligible to be appointed to the Board, a divisional board or a

- e) les diverses régions géographiques de l'Ontario désignées par règlement du conseil.

Registre du classement

Composition

63.2 (1) Le Registre du classement est composé d'un président associé et d'au moins 10 autres membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil de la façon suivante :

1. Le président associé et au moins six autres membres sont nommés à titre de représentants du public.
2. Au moins quatre membres sont nommés à partir de la liste des arbitres.

Qualification

(2) Un particulier ne peut pas être nommé membre en application de la disposition 1 du paragraphe (1) si, selon le cas :

- a) il est membre de l'Ordre;
- b) il était membre de l'Ordre au cours de l'année précédente;
- c) il exécute du travail ou exerce une activité qui constitue l'exercice d'un métier à accréditation facultative;
- d) il a exécuté un travail ou exercé une activité qui constitue l'exercice d'un métier à accréditation facultative au cours de l'année précédente;
- e) il a ou a eu, avec un membre de l'Ordre ou avec un métier à accréditation obligatoire ou un métier à accréditation facultative, une affiliation qui peut influencer ses décisions;
- f) il est ou a été membre de la structure de gouvernance de l'Ordre;
- g) il est ou a été membre du Conseil des nominations ou de l'ancien Conseil des nominations;
- h) il satisfait à toute autre condition prescrite par règlement du ministre.

Mandat

(3) Le mandat des membres du Registre du classement est laissé à la discrétion du lieutenant-gouverneur en conseil, mais il ne doit pas dépasser trois ans.

Mandats consécutifs

(4) Les membres du Registre du classement peuvent siéger pendant plus d'un mandat.

Idem

(5) Les membres du Registre du classement ne peuvent pas siéger pendant plus de six années consécutives mais ils peuvent y être nommés de nouveau après en avoir été absents pendant un an.

Nomination au conseil et autres

(6) Un membre, actuel ou ancien, du Registre du classement ne peut pas être nommé au conseil, à un conseil

trade board, and a former member of the Classification Roster is not eligible to be appointed to the Board, a divisional board or a trade board, unless at least one year has elapsed since he or she was a member of the Classification Roster.

Remuneration

(7) The associate chair and the other members of the Classification Roster shall be paid such remuneration and allowance for expenses as are fixed by the Lieutenant Governor in Council.

Duties

(8) The associate chair of the Classification Roster shall,

- (a) appoint members of classification panels from among the other members of the Classification Roster; and
- (b) ensure that such other duties as may be assigned to the Classification Roster by the Lieutenant Governor in Council are performed and for this purpose may select members of the Classification Roster, including himself or herself, to perform assigned duties.

Classification panels

(9) A classification panel shall determine such matters as are specified in section 63.6.

(2) Subsection 63 (2) of the Act, as re-enacted by subsection (1), is repealed.

(3) Paragraph 3 of subsection 63.1 (5) of the Act, as enacted by subsection (1), is repealed.

15. The Act is amended by adding the following Part:

PART XI.1 SCOPES OF PRACTICE AND COMPULSORY AND VOLUNTARY TRADES

Scope of practice

63.3 (1) The Board shall prescribe a scope of practice for every trade prescribed by a Minister's regulation as a trade for the purposes of this Act.

Same

(2) A particular practice may be included in more than one trade's scope of practice.

Apprenticeship program

(3) An apprenticeship program established by the College for a trade shall correspond to the scope of practice for that trade.

Policy

(4) The Board shall develop a policy regarding the establishment and review of scopes of practice for trades.

Process, etc.

(5) The policy referred to in subsection (4) shall include,

sectoriel ou à un conseil de métier, sauf s'il s'est écoulé au moins un an depuis qu'il a cessé d'être membre du Registre du classement.

Rémunération

(7) Le président associé et les autres membres du Registre du classement reçoivent la rémunération et les indemnités que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.

Fonctions

(8) Le président associé du Registre du classement :

- a) nomme les membres des comités de classement parmi les autres membres du Registre du classement;
- b) veille à ce que les autres fonctions attribuées au Registre du classement par le lieutenant-gouverneur en conseil soient exercées, et à cette fin, peut sélectionner des membres du Registre du classement, y compris lui-même, pour exercer les fonctions attribuées.

Comités de classement

(9) Un comité de classement tranche les questions précisées à l'article 63.6.

(2) Le paragraphe 63 (2) de la Loi, tel qu'il est réédité par le paragraphe (1), est abrogé.

(3) La disposition 3 du paragraphe 63.1 (5) de la Loi, telle qu'elle est édictée par le paragraphe (1), est abrogée.

15. La Loi est modifiée par adjonction de la partie suivante :

PARTIE XI.1 CHAMPS D'EXERCICE ET MÉTIERS À ACCRÉDITATION OBLIGATOIRE ET FACULTATIVE

Champ d'exercice

63.3 (1) Le conseil prescrit un champ d'exercice pour chaque métier prescrit par règlement du ministre comme métier pour l'application de la présente loi.

Idem

(2) Une activité particulière peut être comprise dans le champ d'exercice de plus d'un métier.

Programme d'apprentissage

(3) Un programme d'apprentissage créé par l'Ordre pour un métier doit correspondre au champ d'exercice de ce métier.

Politique

(4) Le conseil élabore une politique concernant l'établissement et l'examen des champs d'exercice des métiers.

Processus et autres

(5) La politique visée au paragraphe (4) comprend :

- (a) a process for the establishment and review of scopes of practice; and
- (b) provisions relating to building consensus among relevant divisional boards and trade boards in establishing and reviewing scopes of practice.

Available to public

(6) The policy referred to in subsection (4) shall be available for public inspection during normal business hours in the office of the College and be posted on the College's website or made available through a hyperlink at the College's website.

Policy not a regulation

(7) A policy referred to in subsection (4) is not a regulation within the meaning of Part III (Regulations) of the *Legislation Act, 2006*.

Factors

(8) When establishing or reviewing the scope of practice for a trade, the Board shall adhere to the policy referred to in subsection (4) and shall consider,

- (a) the scope of practice of the trade, if any, and other relevant scopes of practice;
- (b) the advice of the relevant divisional boards and trade boards;
- (c) the extent to which the scopes of practice of one or more trades overlap and the nature of the overlap;
- (d) any exemptions from this Act that are prescribed; and
- (e) any other matter that the Board considers relevant.

16. The Act is amended by adding the following sections to Part XI.1:

Classification of a new trade as compulsory or voluntary

Board shall prescribe scope

63.4 (1) For any trade that is prescribed by a Minister's regulation as a trade for the purposes of this Act on or after the day section 16 of Schedule 17 to the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* comes into force, the Board shall, by a Board regulation, prescribe the scope of practice for the trade within the period, if any, prescribed by a Minister's regulation.

Board submissions

(2) At the time the Board submits a regulation prescribing the scope of practice for a trade to the Minister for his or her review, the Board may also provide written submissions setting out the Board's opinion as to whether the trade should be prescribed as a voluntary trade or referred to the Classification Roster for determination of the matters set out in paragraphs 1 and 3 of subsection 63.6 (3).

- a) un processus d'établissement et d'examen des champs d'exercice;
- b) des dispositions relatives à l'atteinte d'un consensus entre les conseils sectoriels et les conseils de métier pertinents lors de l'établissement et de l'examen des champs d'exercice.

Mise à la disposition du public

(6) La politique visée au paragraphe (4) est à la disposition du public aux fins de consultation, pendant les heures d'ouverture, dans les bureaux de l'Ordre et est affichée sur le site Web de l'Ordre ou est accessible au moyen d'un hyperlien qui s'y trouve.

La politique n'est pas un règlement

(7) La politique visée au paragraphe (4) n'est pas un règlement au sens de la partie III (Règlements) de la *Loi de 2006 sur la législation*.

Facteurs

(8) Lorsqu'il établit ou examine le champ d'exercice d'un métier, le conseil adhère à la politique visée au paragraphe (4) et prend en compte les facteurs suivants :

- a) le champ d'exercice du métier, le cas échéant, et d'autres champs d'exercice pertinents;
- b) l'avis des conseils sectoriels et des conseils de métier pertinents;
- c) la mesure dans laquelle les champs d'exercice d'un ou plusieurs métiers se chevauchent et la nature de ce chevauchement;
- d) les exemptions de l'application de la présente loi qui sont prescrites;
- e) toute autre question que le conseil estime pertinente.

16. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants dans la partie XI.1 :

Classement d'un nouveau métier comme métier à accréditation obligatoire ou métier à accréditation facultative

Prescription du champ d'exercice par le conseil

63.4 (1) À l'égard de tout métier prescrit par règlement du ministre comme métier pour l'application de la présente loi le jour de l'entrée en vigueur de l'article 16 de l'annexe 17 de la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* ou après cette date, le conseil prescrit, par règlement du conseil, le champ d'exercice du métier dans le délai prescrit par règlement du ministre, le cas échéant.

Observations du conseil

(2) Au moment où il soumet à l'examen du ministre un règlement prescrivant le champ d'exercice d'un métier, le conseil peut également présenter des observations écrites indiquant si, à son avis, le métier devrait être prescrit comme métier à accréditation facultative ou être renvoyé au Registre du classement afin que ce dernier tranche les questions énoncées aux dispositions 1 et 3 du paragraphe 63.6 (3).

Minister shall prescribe as voluntary or refer to Classification Roster

(3) Once a Board regulation prescribing the scope of practice for a trade has been made, the Minister shall, after considering any submissions provided by the Board under subsection (2),

- (a) make a regulation classifying the trade as a voluntary trade; or
- (b) refer the trade to the Classification Roster for the purpose of determining the matters set out in paragraphs 1 and 3 of subsection 63.6 (3).

Other referrals to Roster

Board may refer

63.5 (1) The Board may refer a trade to the Classification Roster for the purpose of determining the matters set out in paragraphs 2 and 3 of subsection 63.6 (3).

Board shall refer

(2) The Board shall refer a trade to the Classification Roster for the purpose of determining the matter set out in paragraph 3 of subsection 63.6 (3) if the trade is a compulsory trade and,

- (a) a Minister's regulation referred to in subsection 63.6 (9) has been made providing that one or more practices within the scope of practice of the compulsory trade constitute engaging in the practice of the trade for the purposes of sections 2 and 4; and
- (b) after the Minister's regulation referred to in clause (a) was made, the Board amends the scope of practice of the trade and is of the opinion that any of the new practices should constitute engaging in the practice of the trade for the purposes of sections 2 and 4.

Regulation re referral process

(3) The referral of a trade to the Classification Roster under subsection (1) or (2) shall be in accordance with the process prescribed by a Board regulation, and the Board may not make such a referral until the regulation has been made.

Process before Classification Roster

Appointment of panel

63.6 (1) Once a trade has been referred to the Classification Roster under section 63.4 or 63.5, the associate chair of the Classification Roster shall appoint a classification panel composed of five members in accordance with the following:

1. Three appointees shall be members described in paragraph 1 of subsection 63.2 (1). One such appointee who has adjudication expertise or experience shall be appointed as the chair of the panel.
2. One appointee shall be a member described in paragraph 2 of subsection 63.2 (1) who is an employer representative. The appointee shall not be affiliated

Prescription ou renvoi par le ministre

(3) Une fois qu'un règlement du conseil prescrivant le champ d'exercice d'un métier a été pris et après avoir tenu compte des observations présentées par le conseil en vertu du paragraphe (2), le ministre :

- a) soit prend un règlement classant le métier comme métier à accréditation facultative;
- b) soit renvoie le métier au Registre du classement afin que ce dernier tranche les questions énoncées aux dispositions 1 et 3 du paragraphe 63.6 (3).

Autres renvois au Registre

Renvoi par le conseil facultatif

63.5 (1) Le conseil peut renvoyer un métier au Registre du classement afin que soient tranchées les questions énoncées aux dispositions 2 et 3 du paragraphe 63.6 (3).

Renvoi par le conseil obligatoire

(2) Le conseil renvoie un métier au Registre du classement afin que ce dernier tranche la question énoncée à la disposition 3 du paragraphe 63.6 (3) si le métier est un métier à accréditation obligatoire et dans les cas suivants :

- a) un règlement du ministre visé au paragraphe 63.6 (9) a été pris et prévoit qu'une ou plusieurs activités relevant du champ d'exercice du métier à accréditation obligatoire constituent l'exercice du métier pour l'application des articles 2 et 4;
- b) après que le règlement du ministre visé à l'alinéa a) a été pris, le conseil modifie le champ d'exercice du métier et est d'avis que l'une ou l'autre des nouvelles activités devrait constituer l'exercice du métier pour l'application des articles 2 et 4.

Règlement : processus de renvoi

(3) Le renvoi d'un métier au Registre du classement prévu au paragraphe (1) ou (2) se fait conformément au processus prescrit par règlement du conseil. Le conseil ne peut pas faire un tel renvoi tant que le règlement n'a pas été pris.

Processus applicable au Registre du classement

Constitution d'un comité

63.6 (1) Une fois qu'un métier a été renvoyé au Registre du classement en application de l'article 63.4 ou 63.5, le président associé du Registre du classement constitue un comité de classement de cinq membres conformément aux règles suivantes :

1. Trois des personnes nommées sont des membres visés à la disposition 1 du paragraphe 63.2 (1). Parmi ces personnes, celle qui possède des connaissances ou de l'expérience en matière de règlement des différends est nommée président du comité.
2. L'une des personnes nommées est un membre visé à la disposition 2 du paragraphe 63.2 (1) qui est un représentant des employeurs. Elle ne doit pas être

with the specific trade to which the matter relates but shall, unless it is impracticable, be affiliated with the particular sector described in section 18 to which the trade belongs.

3. One appointee shall be a member described in paragraph 2 of subsection 63.2 (1) who is an employee representative. The appointee shall not be affiliated with the specific trade to which the matter relates but shall, unless it is impracticable, be affiliated with the particular sector described in section 18 to which the trade belongs.

Same

(2) The associate chair of the Classification Roster may not be a member of a classification panel and may not appoint a member to a classification panel who,

- (a) in the associate chair's opinion, could have a real or perceived interest in the determination of the classification panel; or
- (b) is currently a member of a review panel.

Determinations

(3) The classification panel shall determine the following matters, as applicable:

1. Whether a trade referred to it under section 63.4 should be classified as a voluntary trade or a compulsory trade.
2. Whether a compulsory trade referred to it under section 63.5 should be reclassified as a voluntary trade, or vice versa.
3. Whether or not engaging in any practices within the scope of practice of a compulsory trade, whether or not the practice was referred to the classification panel, should constitute engaging in the practice of the trade for the purposes of sections 2 and 4.

Application of subss. (5) to (9); determination — change

(4) Subsections (5) to (9) apply when the classification panel determines under subsection (3) that,

- (a) a trade should be classified as a voluntary trade or a compulsory trade;
- (b) a compulsory trade should be reclassified as a voluntary trade, or vice versa;
- (c) one or more practices within the scope of practice of a compulsory trade should constitute engaging in the practice of the trade for the purposes of sections 2 and 4 and these practices are not currently prescribed as such by a Minister's regulation referred to in subsection (9); or
- (d) one or more practices within the scope of practice of a compulsory trade constitute engaging in the practice of the trade for the purposes of sections 2

affiliée au métier spécifique auquel la question se rapporte mais doit, sauf si cela n'est pas possible dans les circonstances, être affiliée au secteur particulier indiqué à l'article 18 dont relève le métier.

3. L'une des personnes nommées est un membre visé à la disposition 2 du paragraphe 63.2 (1) qui est un représentant des employés. Elle ne doit pas être affiliée au métier spécifique auquel la question se rapporte mais doit, sauf si cela n'est pas possible dans les circonstances, être affiliée au secteur particulier indiqué à l'article 18 dont relève le métier.

Idem

(2) Le président associé du Registre du classement ne peut pas être membre d'un comité de classement et ne peut pas y nommer un membre qui :

- a) de l'avis du président associé, pourrait avoir un intérêt réel ou perçu à l'égard de la décision du comité de classement;
- b) est actuellement membre d'un comité d'examen.

Décisions

(3) Le comité de classement tranche les questions suivantes, selon le cas :

1. La question de savoir si un métier qui lui est renvoyé en application de l'article 63.4 doit être classé comme métier à accréditation facultative ou métier à accréditation obligatoire.
2. La question de savoir si un métier à accréditation obligatoire qui lui est renvoyé en application de l'article 63.5 doit être reclassé comme métier à accréditation facultative, ou vice versa.
3. La question de savoir si des activités relevant du champ d'exercice d'un métier à accréditation obligatoire, qu'elles aient ou non été renvoyées au comité de classement, devraient constituer l'exercice du métier pour l'application des articles 2 et 4.

Application des par. (5) à (9) : décision — changement

(4) Les paragraphes (5) à (9) s'appliquent lorsque le comité de classement décide, en vertu du paragraphe (3) que, selon le cas :

- a) un métier devrait être classé comme métier à accréditation facultative ou métier à accréditation obligatoire;
- b) un métier à accréditation obligatoire devrait être reclassé comme métier à accréditation facultative, ou vice versa;
- c) une ou plusieurs activités relevant du champ d'exercice d'un métier à accréditation obligatoire devraient constituer l'exercice du métier pour l'application des articles 2 et 4, et ces activités ne sont pas actuellement prescrites comme telles par règlement du ministre visé au paragraphe (9);
- d) une ou plusieurs activités relevant du champ d'exercice d'un métier à accréditation obligatoire constituent l'exercice du métier pour l'application

and 4, as prescribed by a Minister's regulation referred to in subsection (9), and should no longer be considered as such.

Effective date

(5) The classification panel shall recommend an effective date for the panel's determination, which is the date on which it recommends that its determination under subsection (3) should take effect, and the Minister may accept this date or set out a different date in a regulation referred to in subsection (9).

Period of repose and transitional issues

- (6) The classification panel shall also,
 - (a) determine whether there should be a period of repose of up to four years, which shall be the minimum period of time that must elapse following the effective date of the panel's determination of the matter, as set out in a Minister's regulation, before which the Board may refer the matter again to the Classification Roster; and
 - (b) determine any transitional issues related to a determination under subsection (3) that are prescribed by a Minister's regulation.

Implementation period

(7) In addition to the restriction on referral during any period of repose under clause (6) (a), the Board shall not refer the matter determined by the classification panel again to the Classification Roster during the period between the date of the panel's determination and the effective date set out in a Minister's regulation.

Report

(8) The classification panel shall report to the Minister on its determinations under subsections (3) and (6) and on its recommendation under subsection (5).

Minister's regulation

(9) After the Minister receives the report from the classification panel, the Minister shall make a regulation,

- (a) implementing the panel's determinations under subsection (3), the panel's determination of a period of repose under clause (6) (a), if any, and the panel's determination of transitional issues under clause (6) (b), if any; and
- (b) setting out the effective date for any determination under subsection (3).

Application of subss. (11) to (13); determination — no change

(10) Subsections (11) to (13) apply when the classification panel determines under subsection (3) that,

- (a) a compulsory trade should not be reclassified as a voluntary trade, or vice versa; or
- (b) no change is needed to the current determination of which practices within the scope of practice of a

des articles 2 et 4, comme le prescrit un règlement du ministre visé au paragraphe (9), et ne devraient plus être considérées comme telles.

Date de prise d'effet

(5) Le comité de classement recommande une date de prise d'effet de sa décision, à savoir la date à laquelle il recommande que prennent effet les décisions qu'il a prises en application du paragraphe (3). Le ministre peut accepter cette date ou énoncer une date différente dans un règlement visé au paragraphe (9).

Période d'attente et questions transitoires

- (6) Le comité de classement fait également ce qui suit :
 - a) il décide si une période d'attente d'au plus quatre années doit s'appliquer, période correspondant au délai minimal qui doit s'écouler entre la date de prise d'effet de la décision du comité sur la question, telle qu'elle est énoncée dans un règlement du ministre, et le moment où le conseil peut renvoyer de nouveau la question au Registre du classement;
 - b) il tranche les questions transitoires ayant trait à une décision prise en application du paragraphe (3) qui sont prescrites par règlement du ministre.

Période de mise en oeuvre

(7) Outre la restriction sur les renvois pendant la période d'attente visée à l'alinéa (6) a), le conseil ne doit pas renvoyer de nouveau la décision du comité de classement au Registre du classement pendant la période qui s'écoule entre la date de la décision du comité et la date de prise d'effet énoncée dans un règlement du ministre.

Rapport

(8) Le comité de classement fait rapport au ministre des décisions qu'il a prises en application des paragraphes (3) et (6) et de la recommandation visée au paragraphe (5).

Règlement du ministre

(9) Après réception du rapport du comité de classement, le ministre prend un règlement qui :

- a) d'une part, met en oeuvre les décisions du comité visées au paragraphe (3), la décision du comité concernant l'éventuelle période d'attente visée à l'alinéa (6) a) et la décision du comité concernant les éventuelles questions transitoires visées à l'alinéa (6) b);
- b) d'autre part, énonce la date à laquelle les décisions prises en application du paragraphe (3) prennent effet.

Application des par. (11) à (13) : décision — aucun changement

(10) Les paragraphes (11) à (13) s'appliquent lorsque le comité de classement décide, en application du paragraphe (3) que, selon le cas :

- a) un métier à accréditation obligatoire ne devrait pas être reclassé comme métier à accréditation facultative, ou vice versa;
- b) il n'y a aucun changement à apporter à l'actuelle décision selon laquelle les activités relevant du

compulsory trade constitute engaging in the practice of the trade for the purposes of sections 2 and 4, as prescribed by a Minister's regulation referred to in subsection (9).

Period of repose

(11) The classification panel shall also determine whether there should be a period of repose of up to four years, which shall be the minimum period of time that must elapse following the date of the panel's determination of the matter before which the Board may refer the matter again to the Classification Roster.

Report

(12) The classification panel shall report to the Minister on its determinations under subsections (3) and (11).

Minister's regulation

(13) After the Minister receives the report from the classification panel, the Minister shall, if the panel determines that there should be a period of repose under subsection (11), make a regulation implementing that determination.

Minister's regulation re criteria and process

(14) The classification panel may not begin making any determinations under subsection (3) until a Minister's regulation has been made prescribing the criteria and the process to be used by classification panels in making such determinations.

Risk of harm

(15) In addition to considering any criteria prescribed under subsection (14), a classification panel making a determination under subsection (3) shall consider whether there is a risk of harm to the individual performing the work or engaging in the practice of the trade, to other workers or to the public.

17. (1) Subsection 65 (2) of the Act is repealed and the following substituted:

Conditions for registration

- (2) An agreement shall not be registered unless,
- (a) the individual who is to receive the training is at least 16 years of age;
 - (b) the individual who is to receive the training has successfully completed any academic standard prescribed for the trade by a Board regulation; and
 - (c) the trade has been prescribed by a Minister's regulation as a voluntary trade or a compulsory trade.

(2) Clause 65 (4) (a) of the Act is amended by striking out "on the day that is one month after the date of registration" at the beginning and substituting "on the 90th day after the date of registration or, if a date is prescribed, on the prescribed date".

18. (1) Paragraph 2 of subsection 72 (1) of the Act is amended by striking out "63 (10) (e)" at the end and substituting "63.1 (11) (e)".

champ d'exercice d'un métier à accréditation obligatoire constituent l'exercice du métier pour l'application des articles 2 et 4, comme le prescrit un règlement du ministre visé au paragraphe (9).

Période d'attente

(11) Le comité de classement décide également si une période d'attente d'au plus quatre années doit s'appliquer, période correspondant au délai minimal qui doit s'écouler entre la date de la décision du comité sur la question et le moment où le conseil peut renvoyer de nouveau la question au Registre du classement.

Rapport

(12) Le comité de classement fait rapport au ministre des décisions qu'il a prises en application des paragraphes (3) et (11).

Règlement du ministre

(13) Après réception du rapport du comité de classement, si le comité a décidé qu'il devait y avoir une période d'attente en application du paragraphe (11), le ministre prend un règlement mettant en oeuvre la décision du comité.

Règlement du ministre : critères et processus

(14) Le comité de classement ne peut commencer à trancher une question en application du paragraphe (3) tant que le règlement du ministre prescrivant les critères et le processus que les comités de classement doivent utiliser pour trancher les questions n'a pas été pris.

Risque de préjudice

(15) Outre les critères prescrits visés au paragraphe (14), lorsqu'il prend une décision en vertu du paragraphe (3), le comité de classement prend en compte la possibilité d'un risque de préjudice pour un particulier qui exécute le travail ou qui exerce le métier, pour d'autres travailleurs ou pour le public.

17. (1) Le paragraphe 65 (2) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Conditions d'enregistrement

- (2) Un contrat n'est enregistré que si les conditions suivantes sont réunies :
- a) le particulier qui doit recevoir la formation a au moins 16 ans;
 - b) le particulier qui doit recevoir la formation a terminé avec succès les études préalables prescrites par règlement du conseil pour le métier;
 - c) le métier a été prescrit par règlement du ministre comme métier à accréditation facultative ou métier à accréditation obligatoire.

(2) L'alinéa 65 (4) a) de la Loi est modifié par remplacement de «le jour qui tombe un mois après la date d'enregistrement» par «le 90^e jour suivant la date d'enregistrement ou à la date prescrite, le cas échéant» au début de l'alinéa.

18. (1) La disposition 2 du paragraphe 72 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «63 (10) e)» par «63.1 (11) e)» à la fin de la disposition.

(2) Paragraph 9 of subsection 72 (1) of the Act is amended by striking out “providing that the Board or a committee of the Board” at the beginning and substituting “providing that the Board, a committee of the Board or the Registrar”.

(3) Paragraph 21 of subsection 72 (1) of the Act is repealed and the following substituted:

21. governing reviews under section 60, including, without limiting the foregoing, respecting the determination of journeyperson to apprentice ratios and prescribing the criteria and the process to be used in determining the appropriate journeyperson to apprentice ratio for a trade;

(4) Subsection 72 (1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

- 21.1 prescribing academic standards for a trade for the purposes of clause 65 (2) (b);

(5) Subsection 72 (1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

- 21.0.1 prescribing the process for referring a trade to the Classification Roster under subsection 63.5 (1) or (2);

(6) Subsection 72 (1) of the Act is amended by adding the following paragraph:

- 23.1 providing that journeyperson candidates may be deemed to be apprentices for the purposes of sections 60 and 68;

19. (1) Paragraph 12 of subsection 73 (1) of the Act is amended by adding “and section 34.1” after “subsection 30 (1)” in the portion before subparagraph i.

(2) The French version of paragraph 21 of subsection 73 (1) of the Act is amended by striking out “formules” and substituting “formulaires”.

20. (1) Subsection 74 (1) of the Act is amended by adding the following clause:

- d.1) governing the amount of an administrative penalty, including,
- (i) providing that the amount of a penalty prescribed for a contravention is increased by a prescribed amount for each subsequent contravention that occurs within a prescribed period,
 - (ii) providing for penalties in the form of lump sum amounts and of daily amounts, the circumstances in which either or both types of amounts may be required and, in the case of a daily amount, the maximum number of days for which a daily amount may be imposed, and
 - (iii) providing for a maximum amount of a penalty;

(2) Subsection 74 (2) of the Act is amended by striking out “and the date as of which that Act applies to them” at the end.

(2) La disposition 9 du paragraphe 72 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «prévoir que le conseil ou un comité du conseil» par «prévoir que le conseil, un comité du conseil ou le registraire» au début de la disposition.

(3) La disposition 21 du paragraphe 72 (1) de la Loi est abrogée et remplacée par ce qui suit :

21. régir les examens prévus à l'article 60, notamment traiter de la fixation des ratios compagnon-apprenti et prescrire les critères à utiliser et le processus à suivre pour fixer le ratio compagnon-apprenti approprié pour un métier;

(4) Le paragraphe 72 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

- 21.1 prescrire les études préalables pour un métier pour l'application de l'alinéa 65 (2) b);

(5) Le paragraphe 72 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

- 21.0.1 prescrire le processus de renvoi d'un métier au Registre du classement visé au paragraphe 63.5 (1) ou (2);

(6) Le paragraphe 72 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la disposition suivante :

- 23.1 prévoir que les candidats compagnons puissent être réputés apprentis pour l'application des articles 60 et 68;

19. (1) La disposition 12 du paragraphe 73 (1) de la Loi est modifiée par insertion de «et à l'article 34.1» après «paragraphe 30 (1)» dans le passage qui précède la sous-disposition i.

(2) La version française de la disposition 21 du paragraphe 73 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «formules» par «formulaires».

20. (1) Le paragraphe 74 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- d.1) régir le montant d'une pénalité administrative, notamment :
- (i) prévoir que le montant d'une pénalité prescrite pour une contravention est majoré du montant prescrit pour chaque contravention subséquente qui est commise au cours d'une période prescrite,
 - (ii) prévoir que les pénalités peuvent prendre la forme d'une somme forfaitaire ou d'une somme journalière, les circonstances dans lesquelles l'un ou l'autre type de sommes, ou les deux, peuvent être exigés et, dans le cas d'une somme journalière, le nombre maximal de jours pendant lesquels elle peut être demandée,
 - (iii) prévoir le montant maximal d'une pénalité;

(2) Le paragraphe 74 (2) de la Loi est modifié par suppression de «et la date à compter de laquelle elle s'y applique» à la fin du paragraphe.

(3) Subsection 74 (3) of the Act is amended by adding the following clause:

- (b.1) governing administrative penalties for the purposes of section 59.1 and all matters necessary and incidental to the administration of a system of administrative penalties under this Act, other than the amount of a penalty;

(4) Subsection 74 (3) of the Act is amended by adding the following clauses:

- (b.2) extending the period referred to in subsection 60 (4) within which the Board shall cause a review to be made of each journeyperson to apprentice ratio that has been prescribed;
- (b.3) prescribing conditions for the purposes of clause 63.2 (2) (h);
- (b.4) prescribing timelines within which the Board shall make a Board regulation prescribing the scope of practice for a trade;

(5) Subsection 74 (3) of the Act is amended by adding the following clauses:

- (b.5) classifying a trade as a voluntary trade under clause 63.4 (3) (a);
- (b.6) prescribing the criteria and the process to be used by classification panels in making determinations under subsection 63.6 (3), (6) or (11);
- (b.7) prescribing transitional issues related to a determination under subsection 63.6 (3) that a classification panel shall determine under clause 63.6 (6) (b);
- (b.8) implementing any determinations made by a classification panel under subsection 63.6 (3) respecting,
 - (i) the classification of a trade as a voluntary trade or a compulsory trade,
 - (ii) the reclassification of a compulsory trade as a voluntary trade, or vice versa, and
 - (iii) whether engaging in certain practices within the scope of practice of a compulsory trade should constitute engaging in the practice of the trade for the purposes of sections 2 and 4;
- (b.9) implementing any determinations made by a classification panel under clause 63.6 (6) (a) or subsection 63.6 (11) respecting the period of repose, if any, that should apply in respect of a matter determined by the panel under subsection 63.6 (3);
- (b.10) implementing any determinations of transitional issues made by a classification panel under clause 63.6 (6) (b);

(3) Le paragraphe 74 (3) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- b.1) régir les pénalités administratives pour l'application de l'article 59.1 et toutes les questions nécessaires et accessoires à l'administration d'un système de pénalités administratives dans le cadre de la présente loi, autres que le montant d'une pénalité;

(4) Le paragraphe 74 (3) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- b.2) prolonger le délai visé au paragraphe 60 (4) dans lequel le conseil doit faire examiner chaque ratio compagnon-apprenti qui a été prescrit;
- b.3) prescrire des conditions pour l'application de l'alinéa 63.2 (2) h);
- b.4) prescrire les délais dans lesquels le conseil doit prendre un règlement du conseil prescrivant le champ d'exercice d'un métier;

(5) Le paragraphe 74 (3) de la Loi est modifié par adjonction des alinéas suivants :

- b.5) classer un métier comme métier à accréditation facultative en application de l'alinéa 63.4 (3) a);
- b.6) prescrire les critères à utiliser et le processus à suivre par les comités de classement pour prendre les décisions visées au paragraphe 63.6 (3), (6) ou (11);
- b.7) prescrire les questions transitoires ayant trait à une décision visée au paragraphe 63.6 (3) qu'un comité de classement doit trancher en application de l'alinéa 63.6 (6) b);
- b.8) mettre en oeuvre les décisions prises par un comité de classement en application du paragraphe 63.6 (3) concernant :
 - (i) le classement d'un métier comme métier à accréditation facultative ou métier à accréditation obligatoire,
 - (ii) le reclassement d'un métier à accréditation obligatoire comme métier à accréditation facultative, ou vice versa,
 - (iii) la question de savoir si certaines activités relevant du champ d'exercice d'un métier à accréditation obligatoire devraient constituer l'exercice du métier pour l'application des articles 2 et 4;
- b.9) mettre en oeuvre les décisions prises par un comité de classement en application de l'alinéa 63.6 (6) a) ou du paragraphe 63.6 (11) concernant l'éventuelle période d'attente qui devrait s'appliquer à l'égard d'une question tranchée par le comité en application du paragraphe 63.6 (3);
- b.10) mettre en oeuvre les décisions concernant les questions transitoires prises par un comité de classement en application de l'alinéa 63.6 (6) b);

(b.11) setting out an effective date as the date on which a determination made by a classification panel under subsection 63.6 (3) shall take effect;

(b.12) providing for continuity of classification panels where, before a matter that is before a classification panel is concluded, a member of the panel resigns or is unable or unwilling to continue to serve on the panel, or the appointment of a member expires or is terminated;

(6) Clause 74 (3) (e) of the Act is amended by adding “and prescribing a date, for the purposes of clause 65 (4) (a), on which a registered training agreement is cancelled” at the end.

(7) Clause 74 (3) (i) of the Act is amended by adding “or amendments to this Act” at the end.

21. Subsection 78 (2) of the Act is amended by striking out “a member of the Appointments Council, the Board” and substituting “the chair of or members of either branch of the Appointments Council and Classification Roster, a member of the Board”.

22. Section 87 of the Act is repealed and the following substituted:

Review by Minister

87. (1) The Minister shall initiate a review of this Act and the regulations made under it, or portions of the Act and regulations, within two years after the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

Same

(2) The Minister shall,

- (a) inform the public when a review under this section begins; and
- (b) make a written report respecting the review available to the public.

23. The Act is amended by adding the following sections after the heading to Part XV:

Classification review panels

87.1 Any review by a review panel on the classification of a trade as a compulsory trade or a voluntary trade that has not been concluded before the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent shall terminate on that day.

Classification

87.2 Every trade that was classified as compulsory or voluntary under the Act, as it read immediately before the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* received Royal Assent, shall be deemed to be prescribed by a Minister's regulation as a compulsory trade or voluntary trade, as the case may be, until such time as it may be reclassified under section 63.6.

b.11) énoncer une date de prise d'effet, à savoir la date à laquelle la décision prise par un comité de classement en application du paragraphe 63.6 (3) prend effet;

b.12) traiter de la continuité des comités de classement lorsque, avant qu'une question dont est saisi le comité de classement soit tranchée, un de ses membres donne sa démission ou n'est pas en mesure ou désireux de continuer à siéger au comité, ou que le mandat d'un membre expire ou est révoqué;

(6) L'alinéa 74 (3) e) de la Loi est modifié par adjonction de «, et prescrire une date, pour l'application de l'alinéa 65 (4) a), à laquelle un contrat d'apprentissage enregistré est annulé» à la fin de l'alinéa.

(7) L'alinéa 74 (3) i) de la Loi est modifié par adjonction de «ou aux modifications qui y sont apportées» à la fin de l'alinéa.

21. Le paragraphe 78 (2) de la Loi est modifié par remplacement de «un membre du Conseil des nominations, du conseil» par «le président de l'une ou l'autre des composantes du Conseil des nominations et Registre du classement ou les membres de celle-ci, un membre du conseil».

22. L'article 87 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Examen du ministre

87. (1) Le ministre fait faire un examen de la totalité ou de certaines parties de la présente loi et de ses règlements dans les deux ans qui suivent le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

Idem

(2) Le ministre :

- a) informe le public de la date où commence l'examen prévu au présent article;
- b) met un rapport écrit sur l'examen à la disposition du public.

23. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants après l'intertitre de la partie XV :

Comités d'examen du classement

87.1 Tout examen par un comité d'examen du classement d'un métier comme métier à accréditation obligatoire ou métier à accréditation facultative qui n'est pas terminé avant le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale prend fin ce jour-là.

Classement

87.2 Tous les métiers qui ont été classés comme métiers à accréditation obligatoire ou métiers à accréditation facultative sous le régime de la Loi, dans sa version antérieure au jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale, sont réputés être prescrits par règlement du ministre comme métiers à accréditation obligatoire ou

24. The following provisions of the Act are repealed:

1. Section 88.
2. Subsections 90 (2), (3) and (4).
3. Sections 91, 92 and 93.
4. Section 95.
5. Section 102.

25. The definitions of “apprentice” and “registered training agreement” in subsection 9 (1) of the *Infrastructure for Jobs and Prosperity Act, 2015* are repealed and the following substituted:

“apprentice” means an individual who, under the *Ontario College of Trades and Apprenticeship Act, 2009*, has entered into a registered training agreement under which the individual is receiving or is to receive training in a trade required as part of an apprenticeship program established by the Ontario College of Trades; (“apprenti”)

“registered training agreement” means an agreement registered under section 65 of the *Ontario College of Trades and Apprenticeship Act, 2009* under which an individual is receiving or is to receive training in a trade required as part of an apprenticeship program established by the Ontario College of Trades; (“contrat d’apprentissage enregistré”)

26. Ontario Regulation 279/11 is revoked.

27. Schedule 70.4 to Regulation 950 of the Revised Regulations of Ontario, 1990 (Proceedings Commenced by Certificate of Offence) made under the *Provincial Offences Act* is revoked.

Commencement

28. (1) Subject to subsections (2) to (6), this Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

(2) Section 3 comes into force on the later of the day subsection 4 (1) of the *Not-for-Profit Corporations Act, 2010* comes into force and the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

(3) Subsection 14 (2) comes into force three years after the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

(4) Subsection 14 (3) comes into force one year after the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

métiers à accréditation facultative, selon le cas, jusqu’à leur éventuel reclassement en application de l’article 63.6.

24. Les dispositions suivantes de la Loi sont abrogées :

1. L’article 88.
2. Les paragraphes 90 (2), (3) et (4).
3. Les articles 91, 92 et 93.
4. L’article 95.
5. L’article 102.

25. Les définitions de «apprenti» et de «contrat d’apprentissage enregistré» au paragraphe 9 (1) de la *Loi de 2015 sur l’infrastructure au service de l’emploi et de la prospérité* sont abrogées et remplacées par ce qui suit :

«apprenti» Particulier qui, en vertu de la *Loi de 2009 sur l’Ordre des métiers de l’Ontario et l’apprentissage*, a conclu un contrat d’apprentissage enregistré aux termes duquel il reçoit ou recevra, dans un métier, la formation exigée dans le cadre d’un programme d’apprentissage créé par l’Ordre des métiers de l’Ontario. («apprenti»)

«contrat d’apprentissage enregistré» Contrat enregistré en vertu de l’article 65 *Loi de 2009 sur l’Ordre des métiers de l’Ontario et l’apprentissage* aux termes duquel un particulier reçoit ou recevra, dans un métier, la formation exigée dans le cadre d’un programme d’apprentissage créé par l’Ordre des métiers de l’Ontario. («registered training agreement»)

26. Le Règlement de l’Ontario 279/11 est abrogé.

27. L’annexe 70.4 du Règlement 950 des Règlements refondus de l’Ontario de 1990 (Instances introduites au moyen du dépôt d’un procès-verbal d’infraction) pris en vertu de la *Loi sur les infractions provinciales* est abrogée.

Entrée en vigueur

28. (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (6), la présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l’essor de l’Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

(2) L’article 3 entre en vigueur le dernier en date du jour de l’entrée en vigueur du paragraphe 4 (1) de la *Loi de 2010 sur les organisations sans but lucratif* et du jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l’essor de l’Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

(3) Le paragraphe 14 (2) entre en vigueur trois ans après le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l’essor de l’Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

(4) Le paragraphe 14 (3) entre en vigueur un an après le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l’essor de l’Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

(5) Subsection 1 (3), section 2, subsection 6 (3), sections 11 and 16 and subsections 17 (1), 18 (4), (5), 20 (1), (3) and (5) come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

(6) Section 27 comes into force 180 days after the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

(5) Le paragraphe 1 (3), l'article 2, le paragraphe 6 (3), les articles 11 et 16 et les paragraphes 17 (1), 18 (4) et (5), 20 (1), (3) et (5) entrent en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

(6) L'article 27 entre en vigueur 180 jours après le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

SCHEDULE 18
ONTARIO RETIREMENT PENSION PLAN
LEGISLATION REPEAL ACT, 2016

Dissolution of Corporation, transfer of assets and liabilities

1. The Ontario Retirement Pension Plan Administration Corporation is dissolved and all its assets and liabilities are hereby transferred to and vested in the Crown in right of Ontario.

Immunity

2. No action or other proceeding shall be commenced against a former director, officer or employee of the Ontario Retirement Pension Plan Administration Corporation for any act or omission done in good faith in the performance or intended performance of any duty or exercise or intended exercise of any power under the *Ontario Retirement Pension Plan Administration Corporation Act, 2015*.

Ontario Retirement Pension Plan Act, 2015

3. The *Ontario Retirement Pension Plan Act, 2015* is repealed.

Ontario Retirement Pension Plan Administration Corporation Act, 2015

4. The *Ontario Retirement Pension Plan Administration Corporation Act, 2015* is repealed.

Ontario Retirement Pension Plan Act (Strengthening Retirement Security for Ontarians), 2016

5. The *Ontario Retirement Pension Plan Act (Strengthening Retirement Security for Ontarians), 2016* is repealed.

Broader Public Sector Executive Compensation Act, 2014

6. Paragraph 5 of subsection 3 (2) of the *Broader Public Sector Executive Compensation Act, 2014* is repealed.

Financial Administration Act

7. Paragraph 1 of subsection 1 (6) of the *Financial Administration Act* is repealed.

Freedom of Information and Protection of Privacy Act

8. Subsection 65.3 (1) of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act* is repealed.

Public Sector Expenses Review Act, 2009

9. Subsection 11 (1) of the *Public Sector Expenses Review Act, 2009* is repealed.

Public Sector Salary Disclosure Act, 1996

10. Section 2.1 of the *Public Sector Salary Disclosure Act, 1996* is repealed.

Commencement

11. The Act set out in this Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

ANNEXE 18
LOI DE 2016 ABROGEANT LA LÉGISLATION
SUR LE RÉGIME DE RETRAITE
DE LA PROVINCE DE L'ONTARIO

Dissolution de la Société : transfert d'actifs et de passifs

1. La Société d'administration du Régime de retraite de la province de l'Ontario est dissoute et l'ensemble de ses actifs et passifs est transféré et dévolu à la Couronne du chef de l'Ontario.

Immunité

2. Sont irrecevables les actions ou autres instances introduites contre un ancien administrateur, dirigeant ou employé de la Société d'administration du Régime de retraite de la province de l'Ontario pour un acte accompli ou une omission commise de bonne foi dans l'exercice effectif ou censé tel des pouvoirs ou fonctions que lui attribuait la *Loi de 2015 sur la Société d'administration du Régime de retraite de la province de l'Ontario*.

Loi de 2015 sur le Régime de retraite de la province de l'Ontario

3. La *Loi de 2015 sur le Régime de retraite de la province de l'Ontario* est abrogée.

Loi de 2015 sur la Société d'administration du Régime de retraite de la province de l'Ontario

4. La *Loi de 2015 sur la Société d'administration du Régime de retraite de la province de l'Ontario* est abrogée.

Loi de 2016 sur le Régime de retraite de la province de l'Ontario (sécuriser la retraite en Ontario)

5. La *Loi de 2016 sur le Régime de retraite de la province de l'Ontario (sécuriser la retraite en Ontario)* est abrogée.

Loi de 2014 sur la rémunération des cadres du secteur parapublic

6. La disposition 5 du paragraphe 3 (2) de la *Loi de 2014 sur la rémunération des cadres du secteur parapublic* est abrogée.

Loi sur l'administration financière

7. La disposition 1 du paragraphe 1 (6) de la *Loi sur l'administration financière* est abrogée.

Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée

8. Le paragraphe 65.3 (1) de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* est abrogé.

Loi de 2009 sur l'examen des dépenses dans le secteur public

9. Le paragraphe 11 (1) de la *Loi de 2009 sur l'examen des dépenses dans le secteur public* est abrogé.

Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public

10. L'article 2.1 de la *Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public* est abrogé.

Entrée en vigueur

11. La loi figurant à la présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

Short title	Titre abrégé
12. The short title of the Act set out in this Schedule is the <i>Ontario Retirement Pension Plan Legislation Repeal Act, 2016</i>.	12. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est <i>Loi de 2016 abrogeant la législation sur le Régime de retraite de la province de l’Ontario</i>.

SCHEDULE 19 PENSION BENEFITS ACT

1. (1) Subsection 1.1 (4) of the *Pension Benefits Act* is amended by striking out “subsection 42 (1)” and substituting “section 42”.

(2) Paragraph 1 of subsection 1.1 (4) of the Act, as re-enacted by section 1 of Schedule 34 to the *Building Ontario Up Act (Budget Measures), 2015*, is amended by striking out “deferred pension under subsection 42 (1)” and substituting “pension or deferred pension under section 42”.

2. Section 42 of the Act is amended by adding the following subsection:

Retired members

(12) This section applies, with necessary modifications, to a retired member who is entitled to begin to receive a pension from the pension fund by virtue of having reached the normal retirement date under the pension plan but who has not yet elected to receive the pension, if the pension plan so permits.

3. The Act is amended by adding the following section:

Superintendent approval to purchase annuities

73.1 (1) An administrator appointed by the Superintendent under this Act for a pension plan shall not purchase life annuities for the purpose of distributing the assets of the pension plan in connection with the wind up of the plan before receiving the Superintendent’s approval.

Same

(2) Subject to subsection (3), the Superintendent may defer the giving of approval in respect of the purchase of some or all of the life annuities if the Superintendent is of the opinion, on reasonable and probable grounds, that the purchase would adversely affect the financial position of the Guarantee Fund.

Same

(3) The Superintendent shall approve the purchase within the prescribed period after approving the wind up report in respect of the pension plan under section 70.

4. Section 75 of the Act is amended by adding the following subsections:

Prescribed exemptions

(5) The Lieutenant Governor in Council may make regulations exempting an employer or a successor employer from this section in whole or in part in respect of a pension plan, in accordance with such restrictions as may be prescribed, if the following conditions are met:

1. As a result of an application under the *Companies’ Creditors Arrangement Act* (Canada), a court made an order on or before December 31, 2015 staying all proceedings taken against the employer.

ANNEXE 19 LOI SUR LES RÉGIMES DE RETRAITE

1. (1) Le paragraphe 1.1 (4) de la *Loi sur les régimes de retraite* est modifié par remplacement de «du paragraphe 42 (1)» par «de l’article 42».

(2) La disposition 1 du paragraphe 1.1 (4) de la Loi, tel qu’il est réédité par l’article 1 de l’annexe 34 de la *Loi de 2015 pour favoriser l’essor de l’Ontario (mesures budgétaires)*, est modifiée par remplacement de «sa pension différée en vertu du paragraphe 42 (1)» par «sa pension ou sa pension différée en vertu de l’article 42».

2. L’article 42 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Participants retraités

(12) Le présent article s’applique, avec les adaptations nécessaires, au participant retraité qui a le droit de commencer à recevoir une pension de la caisse de retraite du fait qu’il a atteint la date normale de retraite prévue par le régime de retraite, mais qui n’a pas encore choisi de recevoir la pension, si le régime le permet.

3. La Loi est modifiée par adjonction de l’article suivant :

Approbation par le surintendant de la constitution de rentes

73.1 (1) L’administrateur nommé par le surintendant en vertu de la présente loi pour un régime de retraite ne doit pas constituer de rentes viagères afin de répartir l’actif du régime de retraite dans le cadre de la liquidation du régime avant de recevoir l’approbation du surintendant.

Idem

(2) Sous réserve du paragraphe (3), le surintendant peut différer l’approbation concernant la constitution de la totalité ou d’une partie des rentes viagères s’il est d’avis, en se fondant sur des motifs raisonnables et probables, que la constitution des rentes nuirait à la situation financière du Fonds de garantie.

Idem

(3) Le surintendant approuve la constitution des rentes dans le délai prescrit après avoir approuvé le rapport de liquidation du régime de retraite en application de l’article 70.

4. L’article 75 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Exemptions prescrites

(5) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, soustraire un employeur ou un employeur subséquent à l’application de la totalité ou d’une partie du présent article à l’égard d’un régime de retraite, conformément aux restrictions prescrites, si les conditions suivantes sont réunies :

1. Par suite de la présentation d’une demande au titre de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (Canada), un tribunal a rendu, le 31 décembre 2015 ou avant cette date, une ordon-

2. The employer, the successor employer, if any, and the parties specified by regulation have entered into an agreement related to the employer's liability under this section and the liability of the successor employer, if any, and the Superintendent has approved the agreement in accordance with subsection (6).

Superintendent's approval of agreement

- (6) The Superintendent may approve the agreement if,
- (a) after consulting with members, former members, retired members and other persons entitled to benefits under the pension plan, the Superintendent has taken into account their interests; and
 - (b) the agreement satisfies such conditions or restrictions as may be prescribed.

Decision to approve, etc.

(7) A decision by the Superintendent under this section to approve or not to approve an agreement is final and is not subject to a hearing or an appeal.

Interpretation, "successor employer"

- (8) For the purposes of subsection (5),

"successor employer" means the person who acquires the business of an employer who is required to make contributions under a pension plan, if the person assumes some or all of the employer's obligations and rights under the pension plan in connection with the acquired business.

5. The Act is amended by adding the following sections:

Administrative Penalties

Definition

- 108.1** (1) For the purposes of sections 108.2 to 108.4,

"requirement established under this Act" means,

- (a) a requirement imposed by a provision of this Act that is prescribed for the purpose of section 108.2 or 108.3 or by a provision of a regulation that is prescribed for the purpose of either of those sections,
- (b) a requirement imposed by order, or
- (c) an obligation assumed by way of undertaking.

Purposes

(2) An administrative penalty may be imposed under section 108.2 or 108.3 for either of the following purposes:

1. To promote compliance with the requirements established under this Act.

nance suspendant toute procédure intentée contre l'employeur.

2. L'employeur, l'employeur subséquent, le cas échéant, et les parties précisées par règlement ont conclu un accord ayant trait à la responsabilité de l'employeur prévue au présent article et à la responsabilité de l'employeur subséquent, le cas échéant, et le surintendant a approuvé l'accord conformément au paragraphe (6).

Approbation de l'accord par le surintendant

(6) Le surintendant peut approuver l'accord si les conditions suivantes sont réunies :

- a) après avoir consulté les participants, anciens participants, participants retraités et autres personnes ayant droit à des prestations aux termes du régime de retraite, le surintendant a tenu compte de leurs intérêts;
- b) l'accord satisfait aux conditions ou restrictions prescrites.

Décision

(7) La décision d'approuver ou de ne pas approuver un accord que rend le surintendant en vertu du présent article est définitive et ne peut pas faire l'objet d'une audience ni n'est susceptible d'appel.

Définition : «employeur subséquent»

- (8) La définition qui suit s'applique au paragraphe (5).

«employeur subséquent» La personne qui acquiert l'entreprise d'un employeur qui est tenu de cotiser aux termes d'un régime de retraite, si cette personne assume la totalité ou une partie des obligations et des droits de l'employeur au titre du régime de retraite relativement à l'entreprise acquise.

5. La Loi est modifiée par adjonction des articles suivants :

Pénalités administratives

Définition

- 108.1** (1) La définition qui suit s'applique aux articles 108.2 à 108.4.

«exigence établie en vertu de la présente loi» S'entend :

- a) d'une exigence imposée par une disposition de la présente loi qui est prescrite pour l'application de l'article 108.2 ou 108.3 ou par une disposition d'un règlement qui est prescrite pour l'application de l'un ou l'autre de ces articles;
- b) d'une exigence imposée par ordre ou ordonnance;
- c) d'une obligation assumée au moyen d'un engagement.

Fins

(2) Une pénalité administrative peut être imposée en vertu de l'article 108.2 ou 108.3 à l'une ou l'autre des fins suivantes :

1. Encourager l'observation des exigences établies en vertu de la présente loi.

2. To prevent a person from deriving, directly or indirectly, any economic benefit as a result of contravening or failing to comply with a requirement established under this Act.

Same

(3) An administrative penalty may be imposed alone or in conjunction with any other regulatory measure provided by this Act.

No payment from pension fund

(4) No person shall pay an administrative penalty imposed under section 108.2 or 108.3 out of a pension fund.

General administrative penalties

108.2 (1) If the Superintendent is satisfied that a person is contravening or not complying with or has contravened or failed to comply with any of the following, the Superintendent may, by order, impose an administrative penalty on the person in accordance with this section and the regulations:

1. A provision of this Act or the regulations as may be prescribed.
2. A requirement or obligation described in clause (b) or (c) of the definition of “requirement established under this Act” in subsection 108.1 (1).

Notice of intended decision to impose a penalty

(2) If the Superintendent intends to impose an administrative penalty under this section, the Superintendent shall give written notice of the intended decision to the person, including the details of the contravention or failure to comply, the amount of the penalty and the payment requirements; the Superintendent shall also inform the person that the person may request a hearing by the Tribunal about the intended decision and shall advise the person about the process for requesting a hearing.

Combined notices of intended decision

(3) A notice of the intended decision to impose an administrative penalty under this section may be combined with a notice of the intended decision authorized by any other section.

Limitation

(4) The Superintendent shall not give notice of the intended decision more than five years after the date when the contravention or failure to comply occurred or is alleged to have occurred.

Hearing requested

(5) If the person requests a hearing in writing within 15 days after the notice under subsection (2) is given, the Tribunal shall hold a hearing.

Order

(6) Subject to the regulations, the Tribunal may, by order, direct the Superintendent to make the intended decision indicated in the notice, with or without changes, or substitute its opinion for that of the Superintendent.

2. Empêcher une personne de tirer, directement ou indirectement, un avantage économique d'une contravention à une exigence établie en vertu de la présente loi ou de l'inobservation d'une telle exigence.

Idem

(3) Une pénalité administrative peut être imposée seule ou en conjonction avec toute autre mesure réglementaire prévue par la présente loi.

Aucun paiement par prélèvement sur une caisse de retraite

(4) Nul ne doit payer une pénalité administrative imposée en vertu de l'article 108.2 ou 108.3 par prélèvement sur une caisse de retraite.

Pénalités administratives générales

108.2 (1) Le surintendant peut, par ordre, imposer une pénalité administrative à une personne conformément au présent article et aux règlements s'il est convaincu qu'elle contrevient ou a contrevenu à l'une ou l'autre des prescriptions suivantes, ou qu'elle ne l'observe pas ou ne l'a pas observée :

1. Une disposition de la présente loi ou des règlements qui est prescrite.
2. Une exigence ou une obligation visée à l'alinéa b) ou c) de la définition de «exigence établie en vertu de la présente loi» au paragraphe 108.1 (1).

Avis d'intention d'imposer une pénalité

(2) S'il a l'intention d'imposer une pénalité administrative en vertu du présent article, le surintendant donne à la personne un avis écrit de son intention, en y incluant des précisions sur la contravention ou l'inobservation, le montant de la pénalité et les modalités de paiement. Il l'avise également du fait qu'elle peut demander que le Tribunal tienne une audience sur cette intention et l'informe de la marche à suivre pour ce faire.

Jonction d'avis d'intention

(3) Un avis d'intention d'imposer une pénalité administrative en vertu du présent article peut être joint à un avis d'intention autorisé par un autre article.

Date limite

(4) Le surintendant ne doit pas donner avis de son intention plus de cinq ans après la date à laquelle est ou serait survenue la contravention ou l'inobservation.

Demande d'audience

(5) Le Tribunal tient une audience si la personne en demande une par écrit dans les 15 jours qui suivent la remise de l'avis prévu au paragraphe (2).

Ordonnance

(6) Sous réserve des règlements, le Tribunal peut ordonner au surintendant de donner suite à l'intention indiquée dans l'avis, avec ou sans modification, ou substituer son opinion à la sienne.

Hearing not requested

(7) If the person does not request a hearing or does not make the request in accordance with subsection (5), the Superintendent may make the intended decision indicated in the notice.

Effect of paying penalty

(8) If the person pays the administrative penalty in accordance with the terms of the order or, if the order is varied, in accordance with the terms of the varied order, the person cannot be charged with an offence under this Act in respect of the same contravention or failure to comply.

Summary administrative penalties

108.3 (1) If the Superintendent is satisfied that a person is contravening or not complying with or has contravened or failed to comply with a provision of this Act or the regulations as may be prescribed, the Superintendent may, by order, impose an administrative penalty on the person in accordance with this section and the regulations.

Same

(2) Before imposing a penalty, the Superintendent shall give the person a reasonable opportunity to make written submissions.

Limitation

(3) The Superintendent shall not make an order under this section more than five years after the date when the contravention or failure to comply occurred or is alleged to have occurred.

Appeal

(4) The person may appeal the Superintendent's order to the Tribunal in writing within 15 days after the order in subsection (1) is given to the person.

Same

(5) An appeal commenced in accordance with subsection (4) operates as a stay of the order until the matter is finally disposed of.

Same

(6) The Tribunal may confirm, revoke or vary the order within the limits, if any, established by the regulations.

Effect of paying penalty

(7) If the person pays the administrative penalty in accordance with the terms of the order or, if the order is varied, in accordance with the terms of the varied order, the person cannot be charged with an offence under this Act in respect of the same contravention or failure to comply.

Maximum administrative penalties

108.4 An administrative penalty imposed under section 108.2 or 108.3 shall not exceed the following amounts:

1. For a contravention or failure to comply by a per-

Absence de demande d'audience

(7) Le surintendant peut donner suite à l'intention indiquée dans l'avis si la personne ne demande pas d'audience ou qu'elle ne le fait pas conformément au paragraphe (5).

Effet du paiement de la pénalité

(8) La personne qui paie la pénalité administrative conformément aux conditions de l'ordre ou, si celui-ci est modifié, conformément aux conditions de l'ordre modifié, ne peut être accusée d'une infraction à la présente loi à l'égard de la même contravention ou de la même inobservation.

Pénalités administratives : processus sommaire

108.3 (1) Le surintendant peut, par ordre, imposer une pénalité administrative à une personne conformément au présent article et aux règlements s'il est convaincu qu'elle contrevient ou a contrevenu à une disposition de la présente loi ou des règlements qui est prescrite ou qu'elle n'observe pas ou n'a pas observé une telle disposition.

Idem

(2) Avant d'imposer une pénalité, le surintendant donne à la personne une occasion raisonnable de présenter des observations écrites.

Date limite

(3) Le surintendant ne doit pas rendre d'ordre en vertu du présent article plus de cinq ans après la date à laquelle est ou serait survenue la contravention ou l'inobservation.

Appel

(4) La personne peut interjeter appel de l'ordre du surintendant devant le Tribunal par écrit dans les 15 jours qui suivent la remise à la personne de l'ordre visé au paragraphe (1).

Idem

(5) L'appel interjeté conformément au paragraphe (4) sursoit à l'ordre jusqu'au règlement définitif de la question.

Idem

(6) Le Tribunal peut confirmer, révoquer ou modifier l'ordre dans les limites qu'établissent les règlements, le cas échéant.

Effet du paiement de la pénalité

(7) La personne qui paie la pénalité administrative conformément aux conditions de l'ordre ou, si celui-ci est modifié, conformément aux conditions de l'ordre modifié, ne peut être accusée d'une infraction à la présente loi à l'égard de la même contravention ou de la même inobservation.

Pénalités administratives maximales

108.4 La pénalité administrative imposée en vertu de l'article 108.2 ou 108.3 ne doit pas être supérieure aux montants suivants :

1. 25 000 \$ ou le montant inférieur prescrit pour une

son, other than an individual, \$25,000 or such lesser amount as may be prescribed for a prescribed requirement established under this Act.

2. For a contravention or failure to comply by an individual, \$10,000 or such lesser amount as may be prescribed for a prescribed requirement established under this Act.

Enforcement of administrative penalties

108.5 (1) If a person fails to pay an administrative penalty imposed under section 108.2 or 108.3 in accordance with the terms of the order imposing the penalty, the Superintendent may file the order with the Superior Court of Justice and the order may be enforced as if it were an order of the court.

Same

(2) For the purposes of section 129 of the *Courts of Justice Act*, the date on which the order is filed with the court is deemed to be the date of the order.

Same

(3) An administrative penalty that is not paid in accordance with the terms of the order imposing the penalty is a debt due to the Crown and is also enforceable as such.

6. (1) Subsection 115 (1) of the Act is amended by adding the following clause:

- (d.1) respecting the timing and manner of allocating amounts from the Guarantee Fund and of paying those amounts to pension plans, including providing that the Superintendent may determine the timing and manner of allocating and paying those amounts;

(2) Subsection 115 (1) of the Act is amended by adding the following clause:

- (z.3) governing the administrative penalties that may be imposed under section 108.2 or 108.3.

(3) Section 115 of the Act is amended by adding the following subsection:

Administrative penalties

(1.1) Without limiting the generality of clause (1) (z.3), a regulation governing administrative penalties may,

- (a) prescribe criteria the Superintendent is required or permitted to consider when imposing a penalty under section 108.2 or 108.3;
- (b) prescribe the amount of a penalty, or the method for calculating the amount of a penalty, and prescribe different penalties or ranges of penalties for different types of contraventions or failures to comply and for different classes of persons;
- (c) authorize the Superintendent to determine the amount of a penalty, if the amount of the penalty or the method for calculating the amount of the penalty is not prescribed, and prescribe criteria the Superintendent is required or permitted to consider when determining this;

exigence établie en vertu de la présente loi qui est prescrite, en cas de contravention ou d'inobservation par une personne autre qu'un particulier.

2. 10 000 \$ ou le montant inférieur prescrit pour une exigence établie en vertu de la présente loi qui est prescrite, en cas de contravention ou d'inobservation par un particulier.

Exécution des pénalités administratives

108.5 (1) Si une personne ne paie pas la pénalité administrative imposée en vertu de l'article 108.2 ou 108.3 conformément aux conditions de l'ordre qui l'impose, le surintendant peut déposer l'ordre auprès de la Cour supérieure de justice et l'ordre peut être exécuté comme s'il s'agissait d'une ordonnance de ce tribunal.

Idem

(2) Pour l'application de l'article 129 de la *Loi sur les tribunaux judiciaires*, la date de dépôt de l'ordre auprès du tribunal est réputée être la date de l'ordre.

Idem

(3) La pénalité administrative qui n'est pas acquittée conformément aux conditions de l'ordre qui l'impose constitue une créance de la Couronne recouvrable à ce titre.

6. (1) Le paragraphe 115 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- d.1) traiter des délais et du mode d'attribution de sommes prélevées sur le Fonds de garantie et de versement de ces sommes à des régimes de retraite, notamment prévoir que le surintendant peut établir les délais et le mode d'attribution et de versement de ces sommes;

(2) Le paragraphe 115 (1) de la Loi est modifié par adjonction de l'alinéa suivant :

- z.3) régir les pénalités administratives qui peuvent être imposées en vertu de l'article 108.2 ou 108.3.

(3) L'article 115 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Pénalités administratives

(1.1) Sans préjudice de la portée générale de l'alinéa (1) z.3), les règlements qui régissent les pénalités administratives peuvent faire ce qui suit :

- a) prescrire les critères dont le surintendant doit ou peut tenir compte lorsqu'il impose une pénalité en vertu de l'article 108.2 ou 108.3;
- b) prescrire le montant d'une pénalité ou son mode de calcul et prescrire des pénalités ou fourchettes de pénalités différentes selon les types de contraventions ou d'inobservations et selon les catégories de personnes;
- c) autoriser le surintendant à fixer le montant d'une pénalité si ni ce montant ni son mode de calcul n'est prescrit, et prescrire les critères dont il doit ou peut tenir compte à cette fin;

- (d) authorize a penalty to be imposed for each day or part of a day on which a contravention or failure to comply continues;
- (e) authorize higher penalties (not to exceed the maximum penalty established under section 108.4 or prescribed for the purposes of that section) for a second or subsequent contravention or failure to comply by a person;
- (f) govern the manner of paying the penalties;
- (g) require that a penalty be paid before a specified deadline or before a deadline specified by the Superintendent;
- (h) authorize the imposition of late payment fees respecting penalties that are not paid before the deadline, including graduated late payment fees;
- (i) establish a maximum cumulative penalty payable in respect of a contravention or failure to comply or in respect of contraventions or failures to comply during a specified period.

Commencement

7. (1) Subject to subsections (2) and (3), this Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

(2) Subsection 1 (2) comes into force on the later of the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent and the day section 1 of Schedule 34 to the *Building Ontario Up Act (Budget Measures), 2015* comes into force.

(3) Sections 2, 3, 5 and 6 come into force on a day to be named by proclamation of the Lieutenant Governor.

- d) autoriser l'imposition d'une pénalité pour chaque journée ou partie de journée pendant laquelle la contravention ou l'inobservation se poursuit;
- e) autoriser des pénalités plus élevées (qui ne doivent pas être supérieures au maximum fixé à l'article 108.4 ou prescrit pour l'application de cet article) dans le cas d'une deuxième contravention ou inobservation ou d'une contravention ou inobservation subséquente par une personne;
- f) régir le mode de paiement des pénalités;
- g) exiger qu'une pénalité soit acquittée avant une date limite précisée ou avant une date limite que précise le surintendant;
- h) autoriser l'imposition de frais de retard de paiement à l'égard des pénalités qui ne sont pas acquittées avant la date limite, y compris l'imposition de frais de retard de paiement progressifs;
- i) fixer la pénalité cumulative maximale à payer à l'égard d'une contravention ou d'une inobservation ou à l'égard de contraventions ou d'inobservations survenues au cours d'une période précisée.

Entrée en vigueur

7. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et (3), la présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

(2) Le paragraphe 1 (2) entre en vigueur le dernier en date du jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale et du jour de l'entrée en vigueur de l'article 1 de l'annexe 34 de la *Loi de 2015 pour favoriser l'essor de l'Ontario (mesures budgétaires)*.

(3) Les articles 2, 3, 5 et 6 entrent en vigueur le jour que le lieutenant-gouverneur fixe par proclamation.

SCHEDULE 20
PROVINCIAL LAND TAX ACT, 2006

1. Clause 25 (1) (g) of the *Provincial Land Tax Act, 2006* is repealed and the following substituted:

- (g) providing for tax rebates in whole or in part to owners of property that have vacant portions, other than property in the residential property class, the multi-residential property class, the farm property class, the pipe line property class or the managed forests property class, and prescribing the circumstances in which the tax rebate is available and any conditions that must be satisfied;

Commencement

2. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

ANNEXE 20
LOI DE 2006 SUR L'IMPÔT FONCIER
PROVINCIAL

1. L'alinéa 25 (1) g) de la *Loi de 2006 sur l'impôt foncier provincial* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

- g) prévoir des remises de la totalité ou d'une partie de l'impôt en faveur des propriétaires de biens dont des parties sont vacantes, à l'exclusion des biens de la catégorie des biens résidentiels, de la catégorie des immeubles à logements multiples, de la catégorie des biens agricoles, de la catégorie des pipelines ou de la catégorie des forêts aménagées, et prescrire les circonstances dans lesquelles la remise est consentie ainsi que les conditions à remplir;

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

SCHEDULE 21 REGISTERED INSURANCE BROKERS ACT

1. (1) The definition of “Minister” in section 1 of the *Registered Insurance Brokers Act* is repealed and the following substituted:

“Minister” means the Minister of Finance or any other member of the Executive Council to whom responsibility for the administration of this Act is assigned or transferred under the *Executive Council Act*; (“ministre”)

(2) The French version of the definition of “applicant” in section 1 of the Act is amended by striking out “société en nom collectif” and substituting “société de personnes”.

(3) The French version of the definition of “member” in section 1 of the Act is amended by striking out “société en nom collectif” and substituting “société de personnes”.

(4) The French version of the definition of “person” in section 1 of the Act is amended by striking out “société en nom collectif” and substituting “société de personnes”.

2. The French version of clause 2 (2) (d) of the Act is amended by striking out “sociétés en nom collectif” and substituting “sociétés de personnes”.

3. Subsection 29 (1) of the Act is amended by striking out “prepaid first class mail” and substituting “mail”.

4. The French version of subsection 34 (1) of the Act is amended by striking out “membre d’une société en nom collectif” and substituting “associé d’une société de personnes”.

Commencement

5. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

ANNEXE 21 LOI SUR LES COURTIERS D'ASSURANCES INSCRITS

1. (1) La définition de «ministre» à l'article 1 de la *Loi sur les courtiers d'assurances inscrits* est abrogée et remplacée par ce qui suit :

«ministre» Le ministre des Finances ou l'autre membre du Conseil exécutif à qui la responsabilité de l'application de la présente loi est assignée ou transférée en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif*. («Minister»)

(2) La version française de la définition de «auteur d'une demande» à l'article 1 de la Loi est modifiée par remplacement de «société en nom collectif» par «société de personnes».

(3) La version française de la définition de «membre» à l'article 1 de la Loi est modifiée par remplacement de «société en nom collectif» par «société de personnes».

(4) La version française de la définition de «personne» à l'article 1 de la Loi est modifiée par remplacement de «société en nom collectif» par «société de personnes».

2. La version française de l'alinéa 2 (2) d) de la Loi est modifiée par remplacement de «sociétés en nom collectif» par «sociétés de personnes».

3. Le paragraphe 29 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «par courrier affranchi de première classe» par «par la poste».

4. La version française du paragraphe 34 (1) de la Loi est modifiée par remplacement de «membre d'une société en nom collectif» par «associé d'une société de personnes».

Entrée en vigueur

5. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE 22
RETAIL SALES TAX ACT**

1. Section 4.2 of the *Retail Sales Tax Act* is amended by adding the following subsections:

Minister approved industry standard publications

(3.1) A regulation prescribing the manner for determining the average wholesale price of a specified vehicle may require that the price be determined by reference to an industry standard publication approved by the Minister.

Names of approved publications available

(3.2) The name of any industry standard publication approved by the Minister shall be made available to the public on a government website and in any other manner that the Minister considers appropriate, and shall remain available to the public.

Commencement

2. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures)*, 2016 receives Royal Assent.

**ANNEXE 22
LOI SUR LA TAXE DE VENTE AU DÉTAIL**

1. L'article 4.2 de la *Loi sur la taxe de vente au détail* est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Publications sectorielles approuvées par le ministre

(3.1) Tout règlement qui prescrit la façon de déterminer le prix de gros moyen d'un véhicule déterminé peut exiger que ce prix soit déterminé à l'aide d'une publication sectorielle approuvée par le ministre.

Mise à disposition des noms des publications approuvées

(3.2) Les noms des publications sectorielles approuvées par le ministre doivent être mis à la disposition du public sur un site Web du gouvernement, et de toute autre manière que le ministre juge appropriée, et rester à la disposition du public.

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

**SCHEDULE 23
SECURITIES ACT**

1. (1) Subsection 127 (5) of the *Securities Act* is amended by striking out “paragraph 1, 2 or 3” and substituting “paragraph 1, 2, 2.1 or 3”.

(2) Subsection 127 (8) of the Act is amended by striking out “paragraph 2” and substituting “paragraph 2 or 2.1”.

Commencement

2. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

**ANNEXE 23
LOI SUR LES VALEURS MOBILIÈRES**

1. (1) Le paragraphe 127 (5) de la *Loi sur les valeurs mobilières* est modifié par remplacement de «la disposition 1, 2 ou 3» par «la disposition 1, 2, 2.1 ou 3».

(2) Le paragraphe 127 (8) de la Loi est modifié par remplacement de «la disposition 2» par «la disposition 2 ou 2.1».

Entrée en vigueur

2. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

SCHEDULE 24
SUPPLEMENTARY INTERIM APPROPRIATION
FOR 2016-2017 ACT, 2016

Interpretation

1. Expressions used in this Act have the same meaning as in the *Financial Administration Act* unless the context requires otherwise.

Additional amounts to be paid or recognized

2. All amounts authorized under section 3 to be paid out of the Consolidated Revenue Fund or recognized as non-cash expenses are in addition to the amounts authorized to be paid out of the Consolidated Revenue Fund or recognized as non-cash expenses under section 2 of the *Interim Appropriation for 2016-2017 Act, 2015*.

Expenses of the public service

3. Pending the voting of supply for the fiscal year ending on March 31, 2017, amounts not exceeding a total of \$2,482,457,600 may be paid out of the Consolidated Revenue Fund or recognized as non-cash expenses to be applied to the expenses of the public service that are not otherwise provided for.

Charge to proper appropriation

4. All expenditures made or recognized under this Act must be charged to the proper appropriation following the voting of supply for the fiscal year ending on March 31, 2017.

Commencement

5. The Act set out in this Schedule is deemed to have come into force on April 1, 2016.

Short title

6. The short title of the Act set out in this Schedule is the *Supplementary Interim Appropriation for 2016-2017 Act, 2016*.

ANNEXE 24
LOI SUPPLÉMENTAIRE DE 2016
PORTANT AFFECTATION ANTICIPÉE
DE CRÉDITS POUR 2016-2017

Interprétation

1. Les expressions figurant dans la présente loi s'entendent au sens de la *Loi sur l'administration financière*, sauf indication contraire du contexte.

Prélèvement ou comptabilisation de sommes additionnelles

2. Toutes les sommes dont l'article 3 autorise le prélèvement sur le Trésor ou la comptabilisation à titre de frais hors trésorerie s'ajoutent à celles dont l'article 2 de la *Loi de 2015 portant affectation anticipée de crédits pour 2016-2017* autorise le prélèvement sur le Trésor ou la comptabilisation à titre de frais hors trésorerie.

Dépenses de la fonction publique

3. En attendant le vote des crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017, des sommes totalisant un maximum de 2 482 457 600 \$ peuvent être prélevées sur le Trésor ou comptabilisées à titre de frais hors trésorerie et affectées aux dépenses de la fonction publique auxquelles il n'est pas autrement pourvu.

Imputation au crédit approprié

4. Après le vote des crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017, toutes les dépenses effectuées ou comptabilisées en vertu de la présente loi doivent être imputées à l'affectation de crédits appropriée.

Entrée en vigueur

5. La loi figurant à la présente annexe est réputée être entrée en vigueur le 1^{er} avril 2016.

Titre abrégé

6. Le titre abrégé de la loi figurant à la présente annexe est *Loi supplémentaire de 2016 portant affectation anticipée de crédits pour 2016-2017*.

**SCHEDULE 25
TAXATION ACT, 2007**

1. Clause 7.1 (3) (b) of the *Taxation Act, 2007* is repealed and the following substituted:

(b) “the highest individual percentage” in subparagraph (i) in the description of A were read as a reference to “the top marginal tax rate”; and

2. (1) Subsection 9 (14) of the Act is amended by striking out the portion before clause (a) and substituting the following:

Tax credit for unused tuition and education tax credits

(14) An individual is entitled to a tax credit for the year in respect of unused tuition and education tax credits equal to the lesser of,

(2) Subsection 9 (14.1) of the Act is repealed and the following substituted:

Same, taxation years ending after 2017

(14.1) Despite subsection (14), if an individual was resident in a province other than Ontario on December 31, 2017, the amount of the individual's tax credit for a taxation year that ends after December 31, 2017 in respect of unused tuition and education tax credits is nil.

(3) Subsection 9 (16) of the Act is amended by striking out the portion before the formula and substituting the following:

Education tax credit

(16) If an individual is a qualifying student, as defined in subsection 118.6 (1) of the Federal Act, in respect of a month in a taxation year that ends before January 1, 2018, the individual is entitled to an education tax credit for the year calculated using the formula,

3. Section 93 of the Act is amended by adding the following subsection:

Time for application

(8.1) No amount may be claimed under this section in respect of an eligible product unless an application for certification under subsection (8) is made in respect of the eligible product on or before the later of,

(a) the day that is 18 months after the end of the taxation year of the corporation in which the development of the eligible product is completed; and

(b) the day that is six months after November 14, 2016.

4. Subsection 93.1 (7) of the Act is amended by striking out “Subsections 93 (8) to (13)” at the beginning and substituting “Subsections 93 (8) and (9) to (13)”.

**ANNEXE 25
LOI DE 2007 SUR LES IMPÔTS**

1. L'alinéa 7.1 (3) b) de la *Loi de 2007 sur les impôts* est abrogé et remplacé par ce qui suit :

b) «le taux d'imposition supérieur» au sous-alinéa (i) de l'élément «A» vaut mention du «taux d'imposition marginal supérieur»;

2. (1) Le paragraphe 9 (14) de la Loi est modifié par remplacement du passage qui précède l'alinéa a) par ce qui suit :

Crédit d'impôt à l'égard des crédits d'impôt pour frais de scolarité et pour études inutilisés

(14) Le particulier a droit, pour l'année, à un crédit d'impôt à l'égard des crédits d'impôt pour frais de scolarité et pour études inutilisés, égal au moins élevé des montants suivants :

(2) Le paragraphe 9 (14.1) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Idem : années d'imposition se terminant après 2017

(14.1) Malgré le paragraphe (14), si le particulier résidait dans une province autre que l'Ontario le 31 décembre 2017, le montant du crédit d'impôt auquel il a droit pour une année d'imposition qui se termine après le 31 décembre 2017 à l'égard des crédits d'impôt pour frais de scolarité et pour études inutilisés est égal à zéro.

(3) Le paragraphe 9 (16) de la Loi est modifié par remplacement du passage qui précède la formule par ce qui suit :

Crédit d'impôt pour études

(16) Le particulier qui est un étudiant admissible, au sens du paragraphe 118.6 (1) de la loi fédérale, à l'égard d'un mois d'une année d'imposition qui se termine avant le 1^{er} janvier 2018 a droit, pour l'année, à un crédit d'impôt pour études, calculé selon la formule suivante :

3. L'article 93 de la Loi est modifié par adjonction du paragraphe suivant :

Délai de présentation de la demande

(8.1) Pour qu'un montant puisse être demandé en vertu du présent article à l'égard d'un produit admissible, la demande d'attestation prévue au paragraphe (8) doit être présentée à l'égard du produit admissible au plus tard le dernier en date des jours suivants :

a) le jour qui tombe 18 mois après la fin de l'année d'imposition de la société au cours de laquelle le développement du produit admissible est achevé;

b) le jour qui tombe six mois après le 14 novembre 2016.

4. Le paragraphe 93.1 (7) de la Loi est modifié par remplacement de «Les paragraphes 93 (8) à (13)» par «Les paragraphes 93 (8) et (9) à (13)» au début du paragraphe.

5. (1) The definition of “Canada child tax benefit” in subsection 104 (1) of the Act is repealed.

(2) Subsection 104 (1) of the Act is amended by adding the following definition:

“Canada child benefit” means the Canada child benefit under Subdivision A.1 of Division E of Part I of the Federal Act; (“allocation canadienne pour enfants”)

(3) Subsection 104 (4) of the Act is amended by striking out “or the *Income Tax Act*” in the portion before paragraph 1.

(4) Paragraph 1 of subsection 104 (4) of the Act is amended by striking out “Canada child tax benefit” and substituting “Canada child benefit”.

Commencement

6. (1) Subject to subsections (2) to (4), this Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

(2) Section 1 is deemed to have come into force on January 1, 2016.

(3) Section 2 comes into force on January 1, 2017.

(4) Section 5 is deemed to have come into force on July 1, 2016.

5. (1) La définition de «prestation fiscale canadienne pour enfants» au paragraphe 104 (1) de la Loi est abrogée.

(2) Le paragraphe 104 (1) de la Loi est modifié par adjonction de la définition suivante :

«allocation canadienne pour enfants» Allocation canadienne pour enfants prévue par la sous-section A.1 de la section E de la partie I de la loi fédérale. («Canada child benefit»)

(3) Le paragraphe 104 (4) de la Loi est modifié par suppression de «ou de la *Loi de l'impôt sur le revenu*» dans le passage qui précède la disposition 1.

(4) La disposition 1 du paragraphe 104 (4) de la Loi est modifiée par remplacement de «une prestation fiscale canadienne pour enfants» par «une allocation canadienne pour enfants».

Entrée en vigueur

6. (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (4), la présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l'essor de l'Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.

(2) L'article 1 est réputé être entré en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

(3) L'article 2 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2017.

(4) L'article 5 est réputé être entré en vigueur le 1^{er} juillet 2016.

SCHEDULE 26 TOBACCO TAX ACT

1. (1) Subsection 2.2 (11) of the *Tobacco Tax Act* is amended by striking out “a registration certificate issued under this section” and substituting “a registration certificate issued under this section or a registration certificate issued under section 7”.

(2) Subsection 2.2 (12) of the Act is amended by striking out “who holds a registration certificate issued under this section” in the portion before paragraph 1 and substituting “who holds a registration certificate issued under this section or a registration certificate issued under section 7”.

(3) Subsection 2.2 (13) of the Act is amended by striking out “who holds a registration certificate issued under this section” in the portion before paragraph 1 and substituting “who holds a registration certificate issued under this section or a registration certificate issued under section 7”.

(4) Subsection 2.2 (19) of the Act is repealed and the following substituted:

Offence, subss. (14) and (14.1)

(19) Every person who fails to provide information as required under subsection (14) or (14.1) is guilty of an offence and, on conviction, is liable to the following penalties:

1. A fine of not less than \$10,000 and not more than \$1,000,000, plus an additional fine of not less than \$25 for every kilogram of raw leaf tobacco for which information was not provided as required under subsection (14) or (14.1).
2. A term of imprisonment of not more than two years if the quantity of raw leaf tobacco for which the information was not provided as required under subsection (14) or (14.1) exceeds 3,200 kilograms or if it is not the person's first conviction under this section.

2. (1) Subsection 2.3 (13) of the Act is repealed and the following substituted:

Offences

(13) Every person who contravenes subsection (1), (2), (3), (4), (5), (6), (7), (8), (9) or (10) is guilty of an offence and on conviction is liable to,

- (a) a fine of not less than \$10,000 and not more than \$1,000,000, plus an additional fine of not less than \$25 for every kilogram of raw leaf tobacco in respect of which the person was convicted of the offence; and

ANNEXE 26 LOI DE LA TAXE SUR LE TABAC

1. (1) Le paragraphe 2.2 (11) de la *Loi de la taxe sur le tabac* est modifié par remplacement de «d'un certificat d'inscription délivré en application du présent article» par «d'un certificat d'inscription délivré en application du présent article ou d'un certificat d'inscription délivré en application de l'article 7».

(2) Le paragraphe 2.2 (12) de la Loi est modifié par remplacement de «d'un certificat d'inscription délivré en application du présent article» par «d'un certificat d'inscription délivré en application du présent article ou d'un certificat d'inscription délivré en application de l'article 7» dans le passage qui précède la disposition 1.

(3) Le paragraphe 2.2 (13) de la Loi est modifié par remplacement de «d'un certificat d'inscription délivré en application du présent article» par «d'un certificat d'inscription délivré en application du présent article ou d'un certificat d'inscription délivré en application de l'article 7» dans le passage qui précède la disposition 1.

(4) Le paragraphe 2.2 (19) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Infraction : par. (14) et (14.1)

(19) Toute personne qui ne fournit pas des renseignements conformément aux exigences du paragraphe (14) ou (14.1) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, des peines suivantes :

1. Une amende d'au moins 10 000 \$ et d'au plus 1 000 000 \$ et une amende supplémentaire égale à au moins 25 \$ par kilogramme de tabac en feuilles pour lequel des renseignements n'ont pas été fournis conformément aux exigences du paragraphe (14) ou (14.1).
2. Une peine d'emprisonnement maximale de deux ans, si la quantité de tabac en feuilles pour lequel les renseignements n'ont pas été fournis conformément aux exigences du paragraphe (14) ou (14.1) dépasse 3 200 kilogrammes ou s'il ne s'agit pas de la première déclaration de culpabilité de la personne au titre du présent article.

2. (1) Le paragraphe 2.3 (13) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Infractions

(13) Toute personne qui contrevient au paragraphe (1), (2), (3), (4), (5), (6), (7), (8), (9) ou (10) est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, des peines suivantes :

- a) une amende d'au moins 10 000 \$ et d'au plus 1 000 000 \$ et une amende supplémentaire égale à au moins 25 \$ par kilogramme de tabac en feuilles à l'égard duquel une personne est déclarée coupable de l'infraction;

- (b) a term of imprisonment of not more than two years in addition to the fine and additional fine under clause (a),
 - (i) if the quantity of raw leaf tobacco in respect of which the person was convicted of the offence exceeds 3,200 kilograms, or
 - (ii) it is not the person's first conviction under this subsection.

(2) Subsection 2.3 (14) of the Act is repealed and the following substituted:

Penalty

(14) Every person who contravenes subsection (1), (2), (3), (4), (5), (6), (7), (8), (9) or (10) shall pay to the Minister a penalty, when assessed for it, equal to the sum of,

- (a) \$25 for every kilogram of raw leaf tobacco the person produced, processed, sold, offered or kept for sale, delivered or caused to be delivered, purchased or received, brought into or caused to be brought into Ontario, took out or caused to be taken out of Ontario or transported in contravention of subsection (1), (2), (3), (4), (5), (6), (7), (8), (9) or (10), as the case may be; and
- (b) an amount equal to,
 - (i) \$2,500, if it is the person's first penalty assessed under this subsection,
 - (ii) \$5,000 if it is the person's second penalty assessed under this subsection, or
 - (iii) \$15,000 if the person has been assessed a penalty under this subsection at least two times before.

Assessment, raw leaf tobacco not baled or packaged

(15) In assessing a penalty under subsection (14), the Minister may determine the amount of raw leaf tobacco for the purposes of clause (14) (a) in such manner and form and by such procedure as the Minister considers adequate and expedient if the raw leaf tobacco for which the penalty is being assessed has not yet been baled or packaged.

3. (1) Subsection 2.4 (4) of the Act is amended by striking out paragraph 1 and substituting the following:

1. A fine of not less than \$10,000 and not more than \$1,000,000, plus an additional fine of not less than \$25 for every kilogram of raw leaf tobacco the person possessed in contravention of subsection (1).

(2) Subsection 2.4 (6) of the Act is amended by striking out paragraph 1 and substituting the following:

- b) une peine d'emprisonnement maximale de deux ans, en plus de l'amende et de l'amende supplémentaire prévues à l'alinéa a) dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- (i) la quantité de tabac en feuilles pour lequel la personne a été déclarée coupable de l'infraction dépasse 3 200 kilogrammes,
- (ii) il ne s'agit pas de la première déclaration de culpabilité de la personne au titre du présent paragraphe.

(2) Le paragraphe 2.3 (14) de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Pénalité

(14) Toute personne qui contrevient au paragraphe (1), (2), (3), (4), (5), (6), (7), (8), (9) ou (10) paie au ministre, quand une cotisation est établie à son égard, une pénalité égale au montant suivant :

- a) 25 \$ par kilogramme de tabac en feuilles que la personne a produit, transformé, vendu, mis en vente, gardé pour la vente, livré ou fait livrer, acheté, reçu, introduit ou fait introduire en Ontario, sorti ou fait sortir de l'Ontario ou transporté en contravention au paragraphe (1), (2), (3), (4), (5), (6), (7), (8), (9) ou (10), selon le cas;
- b) un montant égal :
 - (i) à 2 500 \$, s'il s'agit de la première pénalité qui est imposée à la personne au titre du présent paragraphe,
 - (ii) à 5 000 \$, s'il s'agit de la deuxième pénalité qui est imposée à la personne au titre du présent paragraphe,
 - (iii) à 15 000 \$, si au moins deux pénalités ont déjà été imposées à la personne au titre du présent paragraphe.

Cotisation : tabac en feuilles non mis en ballots ni emballé

(15) Lorsqu'il établit une cotisation à l'égard d'une pénalité au titre du paragraphe (14), le ministre peut déterminer la quantité de tabac en feuilles pour l'application de l'alinéa (14) a) de la manière, sous la forme et selon la méthode qu'il estime adéquates et opportunes si le tabac en feuilles pour lequel la cotisation est établie n'a pas encore été mis en ballots ou emballé.

3. (1) Le paragraphe 2.4 (4) de la Loi est modifié par remplacement de la disposition 1 par ce qui suit :

1. Une amende d'au moins 10 000 \$ et d'au plus 1 000 000 \$ et une amende supplémentaire égale à au moins 25 \$ par kilogramme de tabac en feuilles dont la personne était en possession en contravention au paragraphe (1).

(2) Le paragraphe 2.4 (6) de la Loi est modifié par remplacement de la disposition 1 par ce qui suit :

1. A fine of not less than \$10,000 and not more than \$1,000,000, plus an additional fine of not less than \$25 for every kilogram of raw leaf tobacco the person brought or caused to be brought into Ontario in contravention of subsection (2).

4. (1) Subsection 3.1 (1) of the Act is amended by striking out “sell, deliver or cause to be delivered” and substituting “sell, offer to sell, deliver or cause to be delivered”.

(2) Section 3.1 of the Act is amended by adding the following subsections:

Offence

(8) Every person who contravenes subsection (1) is guilty of an offence and, on conviction, is liable to a fine of not less than \$500 and not more than \$10,000.

Same

(9) Every person who fails to comply with subsection (4) or with a condition or restriction contained in a retail dealer's permit issued under this section is guilty of an offence and, on conviction, is liable to a fine of not less than \$500 and not more than \$10,000.

Penalty

(10) Every person who operates as a retail dealer without holding a retail dealer's permit issued under this section shall pay a penalty, when assessed for it, of,

- (a) \$500 if it is the person's first penalty assessed under this section;
- (b) \$1,000 if it is the person's second penalty assessed under this section; or
- (c) \$2,500 if the person has been assessed a penalty under this section at least two times before.

Same

(11) Every person who fails to comply with subsection (4) or with a condition or restriction contained in a retail dealer's permit issued under this section shall pay a penalty, when assessed for it, of,

- (a) \$500 if it is the person's first penalty assessed under this section;
- (b) \$1,000 if it is the person's second penalty assessed under this section; or
- (c) \$2,500 if the person has been assessed a penalty under this section at least two times before.

5. Subsection 22.2 (2) of the Act is amended by striking out “prescribed by the Minister”.

6. Subsection 23.0.1 (4) of the Act is amended by striking out paragraph 1 and substituting the following:

1. A fine of not less than \$10,000 and not more than \$1,000,000, plus an additional fine of not less than

1. Une amende d'au moins 10 000 \$ et d'au plus 1 000 000 \$ et une amende supplémentaire égale à au moins 25 \$ par kilogramme de tabac en feuilles que la personne a introduit ou fait introduire en Ontario en contravention au paragraphe (2).

4. (1) Le paragraphe 3.1 (1) de la Loi est modifié par remplacement de «vendre, livrer ni faire livrer» par «vendre, mettre en vente, livrer ni faire livrer».

(2) L'article 3.1 de la Loi est modifié par adjonction des paragraphes suivants :

Infraction

(8) Quiconque contrevient au paragraphe (1) est coupable d'une infraction et, sur déclaration de culpabilité, est passible d'une amende d'au moins 500 \$ et d'au plus 10 000 \$.

Idem

(9) Quiconque ne se conforme pas au paragraphe (4) ou à une condition ou à une restriction figurant sur un permis de détaillant délivré aux termes du présent article est coupable d'une infraction et, sur déclaration de culpabilité, est passible d'une amende d'au moins 500 \$ et d'au plus 10 000 \$.

Pénalité

(10) Toute personne qui exerce des activités de détaillant sans être titulaire d'un permis de détaillant délivré aux termes du présent article paie, quand une cotisation est établie à son égard, une pénalité égale :

- a) à 500 \$, s'il s'agit de la première pénalité qui est imposée à la personne au titre du présent article;
- b) à 1 000 \$, s'il s'agit de la deuxième pénalité qui est imposée à la personne au titre du présent article;
- c) à 2 500 \$, si au moins deux pénalités ont déjà été imposées à la personne au titre du présent article.

Idem

(11) Quiconque ne se conforme pas au paragraphe (4) ou à une condition ou à une restriction figurant sur un permis de détaillant délivré aux termes du présent article paie, quand une cotisation est établie à son égard, une pénalité égale :

- a) à 500 \$, s'il s'agit de la première pénalité qui est imposée à la personne au titre du présent article;
- b) à 1 000 \$, s'il s'agit de la deuxième pénalité qui est imposée à la personne au titre du présent article;
- c) à 2 500 \$, si au moins deux pénalités ont déjà été imposées à la personne au titre du présent article.

5. Le paragraphe 22.2 (2) de la Loi est modifié par suppression de «prescrits par le ministre».

6. Le paragraphe 23.0.1 (4) de la Loi est modifié par remplacement de la disposition 1 par ce qui suit :

1. Une amende d'au moins 10 000 \$ et d'au plus 1 000 000 \$ et une amende supplémentaire égale à

\$25 for every kilogram of raw leaf tobacco the person disposed of in contravention of subsection (3).

7. Clause 29.1 (6) (a) of the Act is amended by striking out “the same quantity of cigars sold” and substituting “the same quantity of cigars or other tobacco sold”.

8. Subsection 41 (2) of the Act is amended by adding the following clause:

- (c.1) establishing and governing requirements with respect to the baling and packaging of raw leaf tobacco and the labelling of baled or packaged tobacco for persons who are required to hold a registration certificate issued under section 2.2 or 7, including,
- (i) requiring such a person to supply the markers referred to in clauses 2.4 (1) (b) and (2) (b) to another person,
 - (ii) requiring such a person to provide information to the Minister in respect of any markers the person supplies or receives, and
 - (iii) governing the retention or disposal of damaged or unused markers by such a person;

9. Section 43 of the Act is repealed and the following substituted:

Fees

43. The Minister may make regulations,

- (a) requiring the payment of fees in relation to anything that the Minister is required or authorized to do under this Act;
- (b) prescribing the amount of those fees or the manner of determining those fees;
- (c) prescribing the manner in which and the period within which those fees must be paid.

Commencement

10. This Schedule comes into force on the day the *Building Ontario Up for Everyone Act (Budget Measures), 2016* receives Royal Assent.

au moins 25 \$ par kilogramme de tabac en feuilles que la personne a aliéné en contravention au paragraphe (3).

7. L’alinéa 29.1 (6) a) de la Loi est modifié par remplacement de «la même quantité de cigares» par «la même quantité de cigares ou d’autres types de tabac».

8. Le paragraphe 41 (2) de la Loi est modifié par adjonction de l’alinéa suivant :

- c.1) établir et régir des exigences à l’égard de la mise en ballots et de l’emballage du tabac en feuilles et de l’étiquetage du tabac mis en ballots ou emballé pour les personnes qui sont tenues d’être titulaires d’un certificat d’inscription délivré en application de l’article 2.2 ou 7, notamment :
- (i) exiger que ces personnes fournissent les marqueurs visés aux alinéas 2.4 (1) b) et (2) b) à une autre personne,
 - (ii) exiger que ces personnes fournissent des renseignements au ministre à l’égard des marqueurs qu’elles fournissent ou reçoivent,
 - (iii) régir la conservation ou la destruction des marqueurs endommagés ou inutilisés par ces personnes;

9. L’article 43 de la Loi est abrogé et remplacé par ce qui suit :

Droits

43. Le ministre peut, par règlement :

- a) exiger le paiement de droits relativement à tout ce que la présente loi l’oblige ou l’autorise à faire;
- b) prescrire le montant de ces droits ou la manière d’en établir le montant;
- c) prescrire le mode et le délai de paiement de ces droits.

Entrée en vigueur

10. La présente annexe entre en vigueur le jour où la *Loi de 2016 visant à favoriser l’essor de l’Ontario pour tous (mesures budgétaires)* reçoit la sanction royale.



3 1761 11470524 7